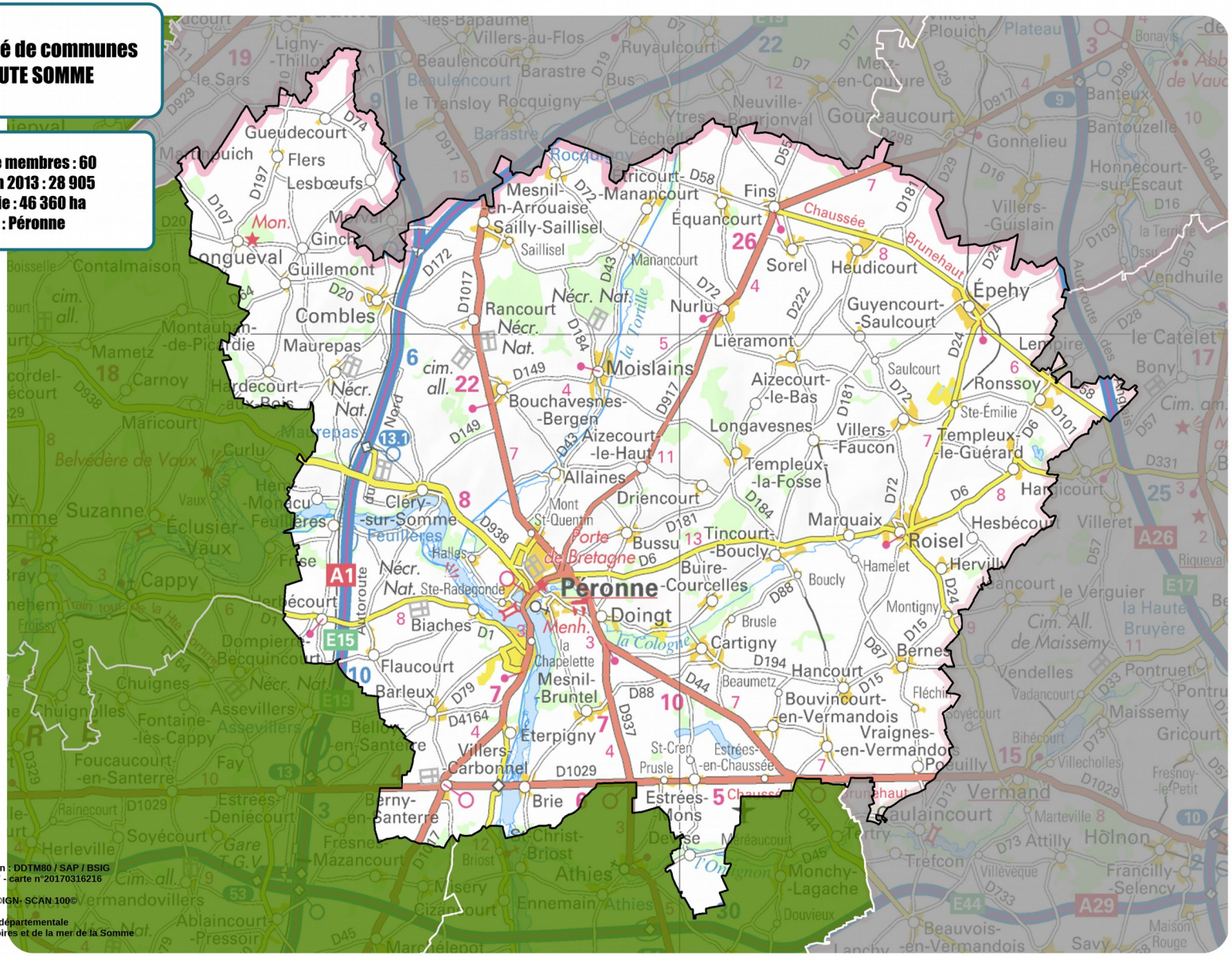
Communauté de communes de la Haute Somme

Communauté de communes
De la HAUTE SOMME

Nombre de membres : 60
Population 2013 : 28 905
Superficie : 46 360 ha
Siège : Péronne



Réalisation : DDTM80 / SAP / BSIG
Mars 2017 - carte n°20170316216

Source : ©IGN- SCAN 100©

Direction départementale
des territoires et de la mer de la Somme

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DE LA SOMME

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DE LA SOMME

Sur le thème de la transition énergétique, le code de l'urbanisme précise que l'action des collectivités doit répondre aux objectifs généraux visés à l'article L.101-2 :

- contribuer à la lutte contre le changement climatique
- contribuer à l'adaptation au changement climatique
- réduire les émissions de gaz à effet de serre
- économiser les ressources fossiles
- maîtriser les consommations d'énergie
- produire de l'énergie à partir de sources renouvelables

Ainsi, les dispositions contenues dans les documents d'urbanisme ne doivent ni contrarier ni s'opposer à l'atteinte des objectifs fixés par l'article L.101-2 du code de l'urbanisme. D'autre part, il est attendu des documents d'urbanisme qu'ils fixent des règles et des moyens associés pour atteindre ces objectifs.

La collectivité peut à la fois **inciter, accompagner ou contraindre** à une meilleure intégration des enjeux climatiques sur le territoire.

Pour cela, le plan local d'urbanisme constitue une échelle d'action stratégique dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. L'auteur du document dispose de différents leviers pour prendre en compte les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique aux différentes étapes de l'élaboration ou lors de procédures de révision.

Ainsi, les leviers de l'urbanisme et de l'aménagement (la mobilité, l'organisation de l'espace, l'articulation entre urbanisme et transports collectifs, les formes urbaines, etc.), les politiques en matière d'habitat et de logement, la nature en ville, les espaces agricoles, ... sont au cœur de la transition énergétique des territoires.

Ce volet « transition énergétique » des documents d'urbanisme permet la mise en œuvre d'une planification pour un urbanisme économe en énergie, contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et adapté aux vulnérabilités énergétique et climatique des territoires. Il permet également de favoriser le développement de l'énergie locale et renouvelable. Il s'agit de traiter sous un autre angle de vue les politiques déjà mobilisées sur le territoire.

Il est rappelé ici que le plan local d'urbanisme **doit prendre en compte le plan climat air énergie territorial** quand il existe (article L.131-5 du code de l'urbanisme) qui doit lui-même être compatible avec le schéma régional climat air énergie.
https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Le-Schema-Regional-Climat-Air-Energie-Picardie
https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Les-Plans-Climat-Air-Energie-Territoriaux-PCAET-15845

Pour mémoire, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a rendu obligatoire l'adoption d'un plan climat air énergie territorial pour les établissements de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants au plus tard le 31 décembre 2018.

Des outils et dispositifs d'aide financière mis à disposition des collectivités sont disponibles sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire : http://www.tepcv.developpement-durable.gouv.fr

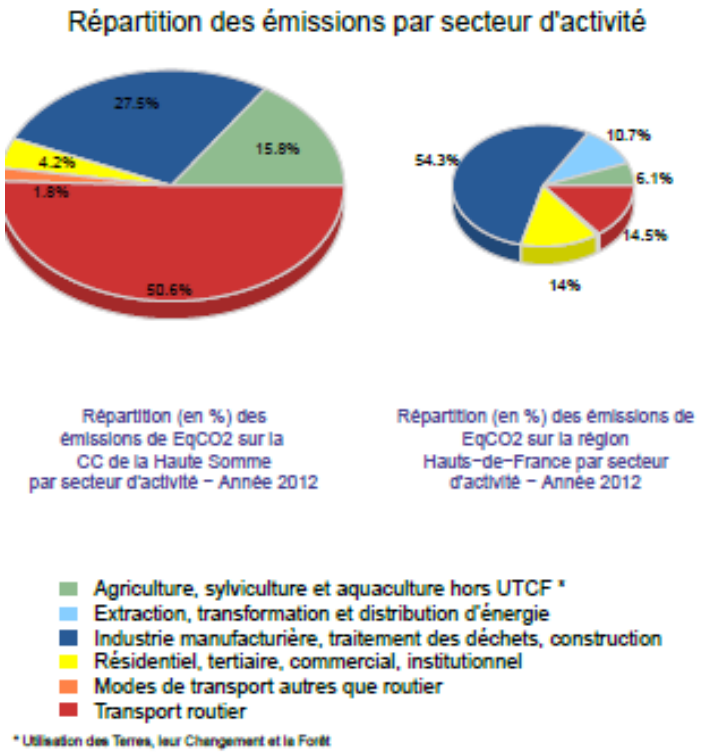
Au niveau régional et infra-régional, l'observatoire climat des Hauts-de-France met à disposition des tables de données et chiffres-clés à différentes échelles, ainsi que des rapports thématiques :
http://www.observatoireclimat-hautsdefrance.org/

L'ensemble des données et informations produites par le service statistique (SoeS) du ministère de la transition écologique et solidaire sur les thèmes du logement et de la construction, des transports, de l'énergie et du climat, de l'environnement, du développement durable est consultable sur le site suivant :
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

1- Données relatives aux émissions de gaz à effet de serre et capacités de stockage sur le territoire

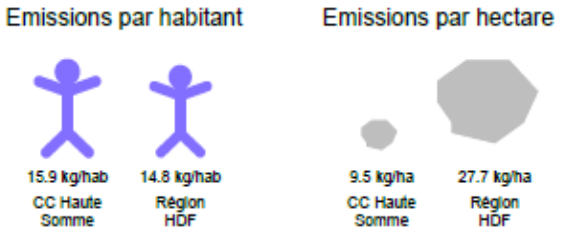
Une première estimation des émissions de polluants atmosphériques et l'analyse de leurs potentiels de réduction peut se faire sur la base des données mises à disposition dans le cadre de l'inventaire national spatialisé :
http://emissions-air.developpement-durable.gouv.fr/

Au niveau régional et infra régional, l'association ATMO Hauts-de-France, qui dispose de données à toutes les échelles peut, sur demande, réaliser un diagnostic plus fin à l'échelle du territoire. Certaines de ces données sont librement communiquées, d'autres sont accessibles moyennant l'adhésion à l'association.
http://www.atmo-hdf.fr/ et myemissair.atmo-npdc2.fr



Sources : Atmo Hauts-de-France

Selon le site ATMO Hauts-de-France, en 2012, les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de la communauté de communes de la Haute Somme étaient inférieures à 658 tonnes. Elles représentent 0,5 % des émissions régionales.



Sources : Atmo Hauts-de-France

A l'échelle de la communauté de communes de la Haute Somme, selon l'INSEE, en 2014, la voiture reste le moyen de transport le plus utilisé pour 82,42 % des actifs du territoire. Le territoire n'est pas desservi par le ferroviaire.

L'utilisation de la voiture comme principal mode de transport utilisé par les actifs engendre un trafic routier dense qui favorise une augmentation significative du dioxyde carbone (CO2). Ainsi, le niveau d'émissions de CO2 lors des navettes quotidiennes est estimé à 7 503 tonnes /an pour des distances parcourues cumulées de 158 630 km.

	Nombre de personnes naviguant entre deux points pour leurs déplacements quotidiens				Estimation totale du niveau d'émissions de CO2 lors des navettes quotidiennes				Distances parcourues cumulées en km
	Effectif total	Effectif en vélo	Effectif en moto ou véhicules à 4 roues	Effectif en transport en commun	CO2 total (tonnes par an)	CO2 moto (tonnes par an)	CO2 voiture (tonnes par an)	CO2 transports en commun	
CC de la Haute Somme	10621	1131	9300	190	7503	97	7285	121	158630
Somme (80)	236029	33884	183788	13358	175120	2171	159499	13450	4098493

Sources : soes

2- Données relatives à la production d'énergie à partir de sources renouvelables

Au niveau national, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte précise les ambitions de la France en matière de production d'énergie renouvelable. Il s'agit de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030.

Au niveau régional, le schéma régional climat air énergie, SRCAE[1], affiche l'ambition d'atteindre une puissance de 3 000MW en 2020 pour l'ensemble des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable (éolienne, photovoltaïque et autres sources).
https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/srcae_picardie_volet_enr.pdf

Depuis la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (Art.179), les gestionnaires de réseau (électricité, gaz, chaleur et froid) et les distributeurs de produits pétroliers doivent mettre les données relatives à l'énergie à disposition des personnes publiques dès lors que c'est utile à l'accomplissement de l'une de leurs compétences. Les collectivités en charge de
l'élaboration des documents d'urbanisme sont concernées par ces dispositions et peuvent donc accéder à des données locales sur l'énergie utiles pour l'élaboration de leur document. Le type de données et l'ensemble des personnes publiques concernées sont listées au sein :

- du décret du 18 juillet 2016 relatif à la confidentialité des informations détenues par les opérateurs gaziers et par les gestionnaires des réseaux publics de transport ou de distribution d'électricité ;
- de l'arrêté du 18 juillet 2016 fixant les modalités de transmission des données de transport, distribution et production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Une partie de ces données sont disponibles librement sur le site du Service Observations et Statistiques du Ministère de la transition écologique et solidaire :
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat

Certaines données plus précises seront mises à disposition uniquement si la personne publique en fait la demande.

3- Les leviers d'action en faveur d'un urbanisme économe en énergie qui contribue à améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre

3.1 Agir sur la forme urbaine par une approche bioclimatique

En matière **d'aménagement**, le document doit promouvoir une forme urbaine plus dense afin de limiter la consommation d'espace tout en intégrant les îlots verts, îlots de fraîcheur afin de prendre en compte le risque canicule. Pour cela, le plan local d'urbanisme peut prendre des orientations visant à renforcer la végétalisation des espaces avec pour objectif de rafraîchir les milieux urbanisés.

Dans la lutte contre l'étalement urbain, il s'agit de privilégier l'intensification des tissus pavillonnaires et de prévoir le phasage à l'ouverture à l'urbanisation. Pour cela, le zonage permet de mettre en œuvre une stratégie d'optimisation du foncier dans le tissu existant. Les orientations d'aménagement peuvent préciser par exemple des principes d'alignement sur rue, des formes et ambiances urbaines souhaitées. Le règlement, article 10 du plan local d'urbanisme, peut imposer des hauteurs minimum le long des principaux axes. Il peut définir des modes de densification préférentiels par l'intermédiaire de ces différents articles pour agir sur la mitoyenneté, la morphologie, les gabarits, l'emprise au sol, ...

Il peut protéger et reconquérir des espaces naturels et développer la nature en ville par l'intermédiaire du zonage naturel (N) ou urbain à vocation de jardin

1 *Malgré son annulation pour défaut d'évaluation environnementale, par arrêt de la cour administrative d'appel de Douai le 14 juin 2016, le SRCAE de Picardie et ses annexes demeurent à ce jour la référence en matière d'action publique régionale pour la transition énergétique.*

(Uj), par la protection des éléments paysagers (L.151-19 du code de l'urbanisme), par la délimitation d'emplacements réservés ou la définition d'orientations d'aménagement et de programmation pour recréer des espaces verts en ville et dans les projets d'aménagement.

Il est préconisé de prévoir la localisation de l'urbanisation dans les zones les mieux exposées au soleil afin d'optimiser les apports solaires passifs et la lumière naturelle.

Le règlement peut bonifier le coefficient d'emprise au sol pour les toitures végétalisées ou dans le cas de travaux d'amélioration de l'isolation par l'extérieur.

3.2 Agir sur les déplacements

En matière de **déplacement**, le plan local d'urbanisme veillera à identifier les leviers pour que la **forme urbaine** favorise les reports modaux (adaptation).

En effet, les déplacements quotidiens des ménages périurbains et ruraux génèrent deux fois plus de CO2 que ceux des pôles urbains (soit 8 % des émissions totales de GES en France). Sur un territoire peu dense 90 % des déplacements se font en voiture sachant que 2/3 des ménages ruraux ont une voiture par adulte et qu'elle est immobile 95 % du temps.

La démocratisation de la voiture permet à un village de vivre, d'échanger, d'accueillir des populations nouvelles, du tourisme, mais elle est consommatrice d'espace pour circuler, pour stationner ponctuellement ou durablement. Aussi, par le plan local d'urbanisme il convient de gérer la place de la voiture en stationnement mais aussi en mouvement.

Le règlement du plan local d'urbanisme peut imposer un nombre maximal d'aires de stationnement automobile en fonction de la desserte en transport en commun (articles L.151-32, L. 151-36, R151-45 du code de l'urbanisme). Il peut également fixer une densité minimale de construction dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés (article L151-26)

Pour cela, le plan local d'urbanisme peut agir sur **la rationalisation des déplacements** en permettant de faire côtoyer logements, commerces, écoles, administrations services à la personne, … comme le préconisent la loi solidarité et renouvellement urbain du 13 décembre 2000 et celle pour l'accès au logement et un urbanisme renové du 24 mars 2014.

Le plan local d'urbanisme peut **encourager le développement des modes doux** par la création de chemins piétonniers et vélos, par la fixation d'obligation minimale en matière de stationnement pour les vélos (article L.151-30 du code de l'urbanisme) par exemple.

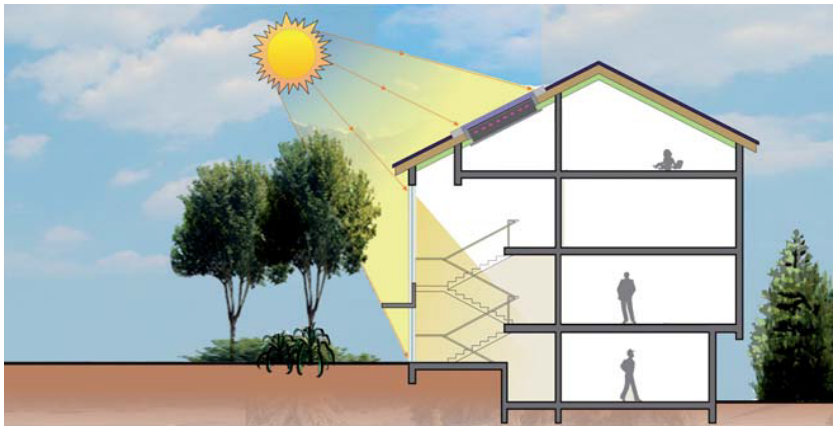
Le plan local d'urbanisme peut intégrer des orientations d'aménagement et de programmation thématiques sur la mobilité à l'échelle de l'ensemble du territoire pour ancrer les politiques de déplacement durables.
Il peut définir des emplacements réservés pour la création d'aire de co-voiturage.

Agir sur les déplacements permet aussi de contribuer à réduire la vulnérabilité énergétique des ménages qui résulte de la combinaison entre de longues distances de trajet domicile-travail, l'absence d'alternative crédible en transport en commun et de faibles revenus des ménages. Il s'agit, entre autre, de faire diminuer le coût annuel moyen des déplacements domicile-travail des actifs utilisant leur voiture pour se rendre au travail.

3.3 Agir sur la performance énergétique et environnementale des bâtiments et favoriser la réhabilitation du parc de logements existants

En matière d'**habitat et logement**, le plan local d'urbanisme contribue à la **maîtrise des consommations énergétiques des bâtiments** (atténuation) en visant la performance énergétique des bâtiments par une approche bioclimatique.

Le diagnostic devra comporter une analyse du parc bâti permettant de caractériser les constructions par âge et par fonction (logement, bâtiment et équipement public) et de mesurer les besoins en réhabilitation du bâti existant pour favoriser les énergies propres et éviter les déperditions d'énergie.



L'orientation du bâtiment est un compromis entre réduction des consommations en hiver et respect du confort d'été.

Le plan local d'urbanisme peut réglementer l'implantation des constructions pour prendre en compte les principes de l'architecture bioclimatique :

- par des mesures d'orientations du parcellaire et des bâtiments tenant compte des masques et ombres portées pour optimiser les apports solaires,
- par l'autorisation des protections solaires en façades Ouest et Sud,
- par l'autorisation de baies vitrées et grandes ouvertures afin de favoriser des apports solaires sur les façades les mieux exposées.

Le règlement peut prévoir, ou en tout cas ne pas empêcher, l'utilisation de matériaux biosourcés (bois, terre, chanvre...), l'isolation extérieure, la climatisation passive, la végétalisation des toitures.

Il est possible d'interdire les volumes bâtis complexes au profit de formes simples et compactes pour limiter les déperditions en énergie.

Le règlement peut définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. A ce titre, il peut imposer une production minimale d'énergie renouvelable, le cas échéant, en fonction des caractéristiques du projet et de la consommation des sites concernés. Cette production peut être localisée dans le bâtiment, dans le même secteur ou à proximité de celui-ci.

Pour en savoir plus sur les aides et conseils :
Le site de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)
Le site de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
Le dispositif Picardie Pass Rénovation

3.4 Développer l'efficacité énergétique et l'autonomie du territoire

En matière d'**efficacité énergétique et d'autonomie du territoire**, le plan local d'urbanisme dans son diagnostic peut identifier les différentes sources d'énergie mobilisables comme les potentiels de récupération de chaleur et de stockage de l'énergie.

Le plan local d'urbanisme a la possibilité de délimiter des emplacements réservés en vue d'acquérir des terrains pour l'installation d'éoliennes, de centrale solaire au sol, d'unité de production de biogaz, …

Il est préconisé de localiser les sites de production d'énergie renouvelable dans les zones les mieux exposées au soleil en privilégiant une approche intercommunale avec une réflexion sur des terrains les moins impactant en termes de valeur agronomique et de perception visuelle, en mobilisant des zones de friches, sols pollués, …

Dans ses orientations d'aménagement et de programmation, le plan local d'urbanisme peut définir des secteurs favorables au développement des différents types d'énergie. Il peut délimiter les emprises foncières des projets d'énergie renouvelable envisagés et prescrire un taux minimal de production d'énergie renouvelable dans certains secteurs (article L.151-21 du code de l'urbanisme).

Il peut définir des orientations d'aménagement et de programmation sectorielles sur un quartier à réhabiliter et saisir cette opportunité pour orienter l'aménagement vers des constructions bioclimatiques, pour favoriser la mise en place de dispositifs de production d'énergie renouvelable pour alimenter les constructions, etc.

Le règlement du plan local d'urbanisme doit permettre des productions d'énergie alternatives avec des capteurs solaires, piles photovoltaïques, éoliennes, puits canadiens…

Il est à noter qu'il n'est pas possible d'interdire les systèmes de production d'énergie à partir de ressources renouvelables lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble.

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte permet d'autoriser un bonus dans la limite de 30 % des droits à construire (majoration des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols) pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou bien alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération (article L151-28 du code de l'urbanisme).

Les critères de performance énergétique permettant ce bonus doivent aller plus loin que la réglementation thermique 2012 (RT 2012) qui limite, entre autres, la consommation d'énergie primaire de toutes les constructions neuves à un maximum de 50 kWhEP/m² par an, depuis le 1er janvier 2013.

Le document d'urbanisme peut favoriser le développement des énergies renouvelables, notamment en analysant les potentiels de développement des différentes sources (solaire, éolien, géothermique, méthanisation, réseaux de chaleur biomasse...) selon les zones du territoire, et en orientant les développements urbains dans les zones les plus propices.

Ainsi, la superficie disponible pouvant accueillir des installations photovoltaïques pourra être identifiée : surfaces de toitures commerciales, espaces de stationnement dans les zones commerciales. Il est rappelé que, depuis la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, l'article L.111-19 du code de l'urbanisme précise que les nouveaux bâtiments commerciaux devront intégrer des mesures favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité en intégrant par exemple de procédés de production d'énergie renouvelables sur leur toiture.

Le diagnostic pourra dresser un état des lieux des énergies renouvelables alimentant le bâti (réseau de chaleur, panneau photovoltaïques. ..). Il pourra s'appuyer sur les éléments issus du plan climat air énergie territorial quand celui-ci existe.

La collectivité peut accompagner le développement de la production et le stockage d'énergie renouvelable par des mesures d'incitations et de bonifications. Par exemple, le plan local d'urbanisme peut permettre le développement de la filière bois-énergie par la délimitation d'un zonage et des emplacements spécifiques pour stocker le bois de débardage et les déchets verts de la collectivité.

Communauté de communes de la Haute Somme

Le département de la Somme fait partie de la région des Hauts de France et compte 571 632 habitants en 2014 avec une densité de 92 hab/km² (France 104 hab/km²). 779 communes couvrent son territoire au sein de 14 intercommunalités.

Plusieurs enjeux méritent une attention particulière sur le département de la Somme :

- la mise en place d'une stratégie foncière (densification des dents creuses et limitation de la consommation des terres agricoles),
- l'adéquation entre l'offre et la demande de logements (taille des logements, localisation du parc, vieillissement de la population, évolution de la taille des ménages à la baisse…),
- la résorption de la vacance du parc de logement privé et social,
- l'amélioration de la qualité du parc privé existant à travers des programmes de réhabilitation.

C'est pourquoi il importe de comprendre qu'à rebours de la tendance actuelle de construction dans le périurbain lointain, le développement de l'offre de logement devra porter prioritairement sur les zones proches du cœur des agglomérations existantes et constituant des pôles d'équipement et de services.

De manière générale, les principes suivants doivent être rappelés :

- prévoir l'ouverture à l'urbanisation, en adéquation avec les objectifs de production de logements ; ces objectifs doivent être cohérents avec l'évolution tendancielle de la démographie observée par le passé et tenir compte de la vacance du parc de logement existant et de sa possible densification ;
- adopter des règles cohérentes de gestion de l'espace et des formes urbaines (hauteur des constructions, implantation sur la parcelle…) à la fois simples, claires et adaptées à ces objectifs de construction de logements.

Démographie (Insee 2014)

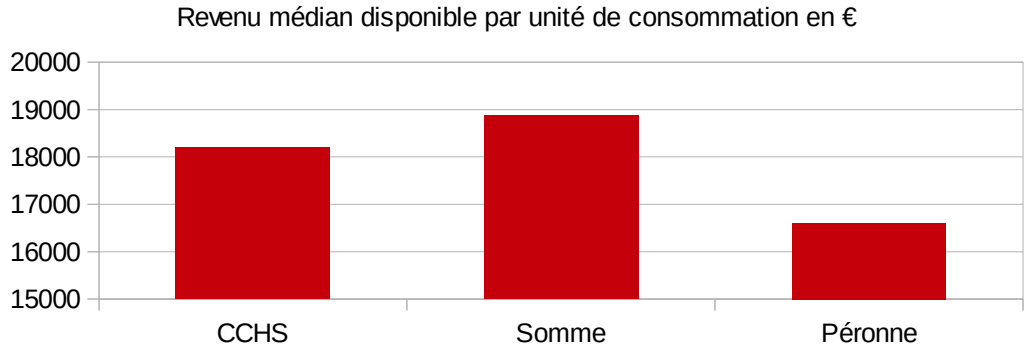
La communauté de communes de la Haute Somme dont le siège est basé à Péronne 80 620, comprend 60 communes. Elle compte 27 985 habitants au 1er janvier 2014.
La densité moyenne est de 60,5hab/km².
La tendance démographique récente entre 2009 et 2014 selon l'Insee enregistre une variation moyenne de la population de 0 %/an
L'ensemble des données sur la démographie est disponible à partir des bases de données de l'INSEE: *https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200037059*

Taille moyenne des ménages (Insee 2014)

La taille moyenne des ménages est de 2,3 personnes par foyer en 2014 (même taux pour le département de la Somme).
Elle était de 2,6 en 1999.

Revenu médian (Insee 2014)

Le revenu médian sur la Communauté de commune de la Haute Somme est de 18 198€ par unité de consommation. Il est légèrement plus faible que la moyenne départementale (18 879 €). Le revenu médian est plus faible sur la ville de Péronne (16 605€).



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DE LA SOMME

Taille du parc de logements et son évolution (Insee 2014)

La Communauté de communes de la Haute Somme regroupait 13 704 logements en 2014.

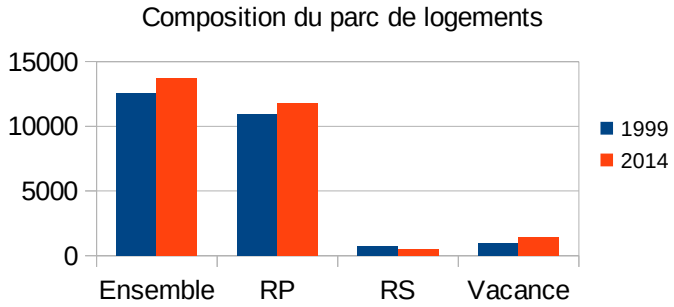
Entre 1999 et 2014, le nombre de logements a augmenté de 8,8%.

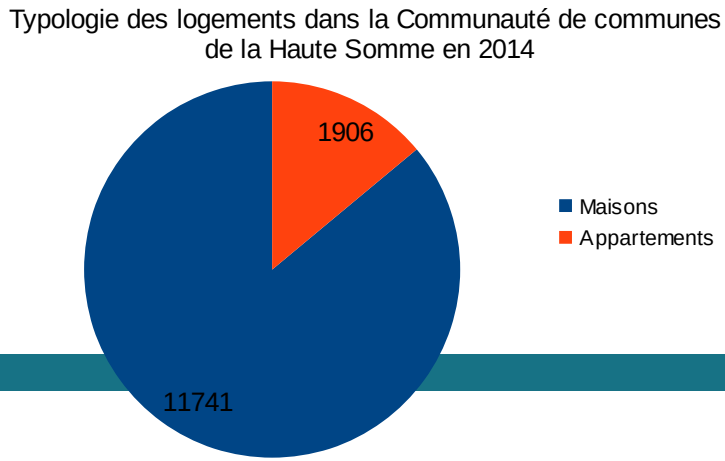
Composition du parc de logements (Insee 2014)

Le nombre de résidences principales a augmenté de 8 % entre 1999 et 2014. Elles représentent 86,1% du parc de logements en 2014.

Le nombre de résidences secondaires a diminué de 3,5 % entre 1999 et 2014. Elles représentent 3,4% du parc de logements en 2014.

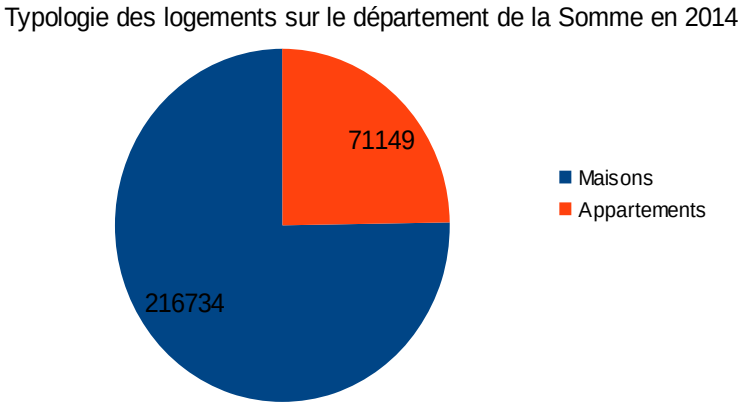
Le nombre de logements vacants a augmenté de 51,4 % entre 1999 et 2014. Ils représentent 10,5 % du parc de logements en 2014.





En 2014, le parc de logements était composé essentiellement de maisons individuelles ce qui illustre bien le caractère résidentiel des communes.

Le taux d'appartements est au-dessous de la moyenne du département.

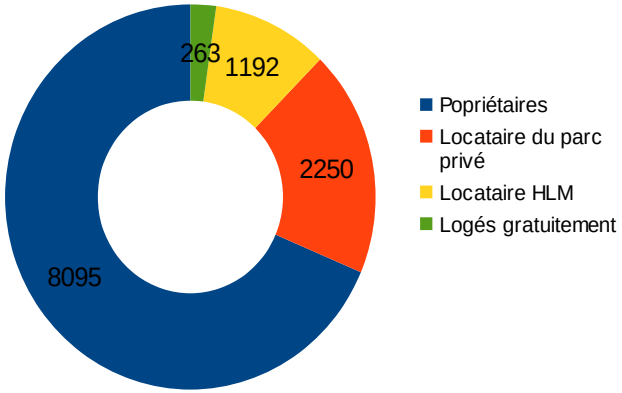


Typologie du parc de logements (Insee 2014)

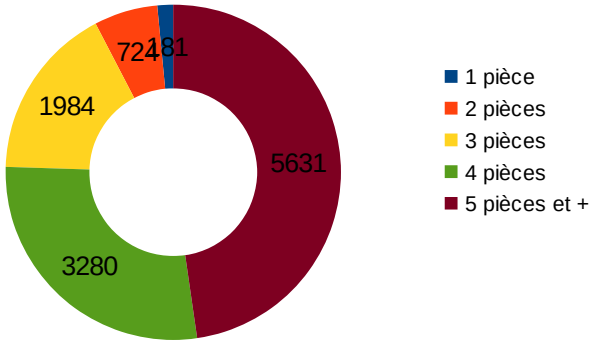
L'analyse du parc des résidences principales de la Communauté de communes de la Haute Somme montre que la majorité des logements sont occupés par des propriétaires. Le parc locatif est principalement de nature privée.

La plus grande partie des logements proposés par la Communauté de communes est de grande taille (4 pièces, 5 pièces et plus).

Statut des occupants- Nombre de RP dans la CCHS en 2014



Tailles des logements dans la CCHS en 2014



Le parc locatif social (RPLS 2017)

Au 1er janvier 2017, le parc locatif du logement social de la Communauté de communes de la Haute Somme représente 1353 logements. La majorité de ces logements se trouve à Péronne (85%) et à Roisel (6,5%).

Typologie des logements sociaux (RPLS 2017)

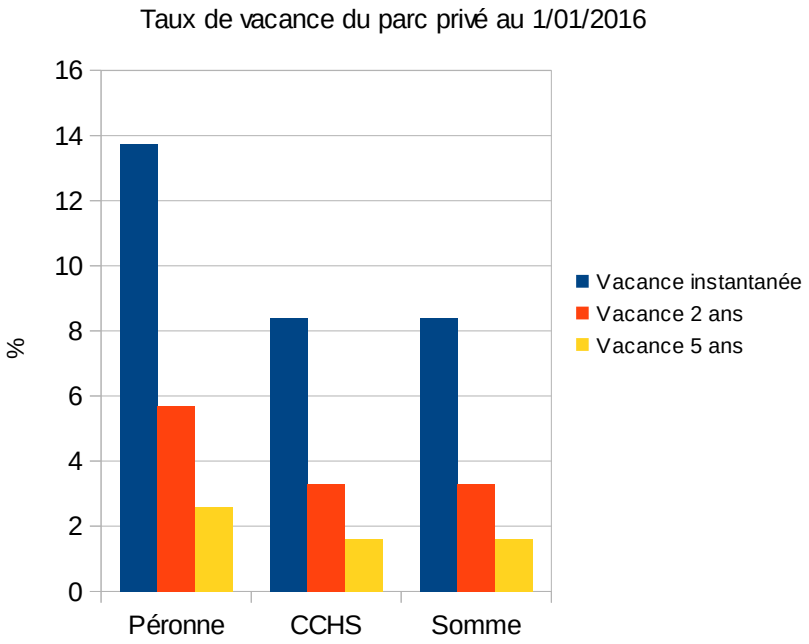
Au 1er janvier 2017, sur les 1353 logements locatifs sociaux que compte la Communauté de communes de la Haute Somme, les logements de taille moyenne (T3, T4) sont majoritaires. On note une faible représentation des petites et grandes typologies (T1 et T5 et plus).

T1	T2	T3	T4	T5	T6 et plus
96	243	587	336	90	1
7,1%	18,0%	43,4%	24,9%	6,5%	0,0%

Le parc locatif social est relativement ancien puisque environ 36 % des logements ont été construits avant 1975 et 68,8 % avant 1990.

Vacance du parc privé (Fichier Foncier du 1/01/2016)

Le taux de vacance de plus de 2 ans est de 5,7% pour Péronne. Cela constitue un enjeu important sur cette commune. De manière générale, le taux de vacance instantanée est supérieur pour cette commune (13,75%), par rapport au total de la Communauté de communes de la Haute Somme (8,39%) .



Parc privé potentiellement indigne (Filocom 2015, chiffres 2013)

Le parc privé potentiellement indigne permet d'estimer le taux de résidences principales potentiellement indignes. La part des logements dans le parc privé potentiellement indigne de la Communauté de communes de la Haute Somme est évaluée à 918 logements, soit 8,6 % du parc privé.
10,5 % du parc privé est considéré comme potentiellement indigne à Péronne

Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)

Une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) est une action concertée entre l'État, l'agence nationale de l'habitat (ANAH) et une collectivité territoriale visant à réhabiliter le patrimoine bâti et à améliorer le confort des logements.

Les travaux subventionnables doivent faire partie des priorités de l'Agence nationale de l'habitat qui sont les suivantes :

- la lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- la lutte contre la précarité énergétique ;
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie pour l'adaptation de leur logement,
- le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles,
- l'accès au logement des personnes en difficulté.

La Communauté de communes de la Haute Somme ne fait actuellement pas l'objet d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat.

Lutte contre l'habitat indigne

L'article 84 de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion de 25 mars 2009 a défini la notion d'habitat indigne. Ainsi « constituent un habitat indigne les locaux utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé ».

La Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme assure l'animation et le secrétariat du Pôle Départemental de Lutte Contre l'Habitat Indigne qui est le guichet unique d'enregistrement des signalements d'habitat dégradé dans le département. Le Maire (ou le Président de l'établissement de coopération intercommunale) est néanmoins le premier acteur de la lutte contre le l'habitat indigne, notamment en termes de manquement aux règles d'hygiène et de péril. Il peut obtenir un appui méthodologique et technique auprès du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne pour le traitement des situations signalées.

Les signalements peuvent faire l'objet de différentes procédures :

- infraction au règlement sanitaire départementale
- arrêté relevant du Code de la Santé publique (insalubrité, locaux impropres à l'habitation, etc.)

- arrêté relevant du Code de la construction et de l'habitation (péril, etc.).

Entre 2015 et 2017, les signalements recensés sont les suivants :

HAUTE SOMME						
	2015		2016		2017	
	Signalements	Procédures	Signalements	Procédures	Signalements	Procédures
Peronne	7	0	7	0	6	1 RSD
Total Haute Somme	26	0	16	0	10	1

Gens du voyage

La loi du 5 juillet 2000 impose l'élaboration d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui prévoit les secteurs géographiques d'implantation des aires permanentes d'accueil (de moyen séjour) et des aires de grands rassemblements (de grand passage) ainsi que les mesures d'accompagnement socio-éducatives dédiées à cette population. Les communes de plus de 5 000 habitants figurant obligatoirement au schéma départemental sont tenues de participer à sa mise en œuvre.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la Somme, approuvé le 20 juin 2012, est consultable suivant le lien : http://piece-jointe-carto.developpement-durable.gouv.fr/DEPT080A/PAC_EN_CONTINU/pdf/SDAGDV.pdf

Sur le territoire de la communauté de communes, il existe à Péronne une aire de grand passage de 80 places et une aire de moyen séjour de 26 places.

À noter également que la loi du 7 août 2015 portant ouvelle organisation territoriale de la République dispose que depuis le 1er janvier 2017, la compétence ainsi que de l'ensemble des moyens, droits et obligations liés à la gestion des aires d'accueil des Gens du voyage de l'échelon communal soit transférée à l'échelon intercommunal.

Le schéma départemental, en cours de révision devrait être validé courant 2018 pour une durée de 6 ans.

Accessibilité

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a été adoptée en vue de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes handicapées. La nouveauté de cette loi consiste notamment en la volonté de traiter l'intégralité de la chaîne du déplacement en liant dans une même approche urbanisme, voirie et transport, afin d'éliminer toute rupture dans les déplacements pour les personnes affectées d'une déficience.
Dans cette optique, il convient, pour chaque commune, de respecter les engagements pris par cette loi, notamment :

- l'élaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie (PAVE) le 22 décembre 2009,
- l'élaboration de schéma directeur d'accessibilité pour les transports collectifs,
- l'élaboration de diagnostics pour les établissements recevant du public (ERP),
- la mise en accessibilité des transports collectifs pour le 12 février 2015,
- et la mise en accessibilité des ERP existants pour le 1er janvier 2015

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 a introduit le principe de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP). Cet agenda d'accessibilité programmée permet, pour les établissements recevant du public qui ne seraient pas accessibles au 31 décembre 2014, de prévoir les travaux de mise en accessibilité sur une période de un, deux ou trois ans.

Concernant les agendas d'accessibilité programmée communaux : 28 sont validés, 29 sont engagés, et 3 ne sont pas élaborés au 15 mai 2018. Les communes qui n'ont pas élaboré ces documents sont les suivantes :
Bouvaincourt-en-Vermandois, Buire-Courcelles et Guillemont.

Politique de la ville

La communauté de communes de la Haute Somme ne recense pas de quartier prioritaire sur son territoire.

Programme local de l'Habitat

La loi n°2009-323 du 25 mars de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dispose que toutes les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 30 000 habitants compétents en matière d'habitat et comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent élaborer un programme local de l'habitat. La Communauté de communes de la Haute Somme ne remplit pas actuellement ces conditions.

Communauté de communes de la Haute Somme

Habitats naturels

Les documents d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie d'un site identifié au titre du réseau européen **Natura 2000** font de façon systématique l'objet d'une évaluation environnementale (R122-2 du code de l'environnement).
Ces plans locaux d'urbanisme doivent également faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée « Evaluation des incidences Natura 2000 » (L414-4 du code de l'environnement).

L'évaluation environnementale peut tenir lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle satisfait aux exigences réglementaires auxquelles cette dernière est soumise, notamment en termes de contenu.
Le rapport de présentation devra comporter les éléments nécessaires à la réalisation d'une évaluation environnementale (R123-2-1 du code de l'urbanisme)

L'évaluation des incidences Natura 2000 distingue deux phases lors de l'élaboration du PLU par la collectivité territoriale :

- indiquer les habitats naturels et les espèces d'intérêt européen présents sur le territoire communal et évaluer les incidences du PLU : les conclusions de cette phase seront soit positives (absence d'atteinte notable à l'intégrité du site), soit négatives ;
- si les conclusions sont négatives, l'évaluation devra alors prévoir des mesures pour supprimer ou réduire les effets défavorables du PLU au regard d'autres solutions envisageables, et proposer, en l'absence de solutions alternatives, des mesures compensatoires.

La précision de l'évaluation des incidences doit être proportionnée aux enjeux effectivement présents sur le territoire communal. L'évaluation des incidences doit être :

- ciblée sur les habitats et espèces d'intérêt communautaires ayant justifié le(s) site(s)
- proportionné aux enjeux du projet (nature et ampleur)
- exhaustive (il s'agit d'analyser l'ensemble des aspects du projet et de ses incidences possibles)
- conclusive sur l'absence ou non d'incidences, après application éventuelle des mesures de suppression ou de réduction d'incidences.

Il appartient au pétitionnaire d'intégrer la démarche d'évaluation des incidences Natura 2000 à la conception du PLU. En effet, plutôt que de construire le projet et d'en évaluer les incidences, il convient d'adopter une approche intégrée.

Les dispositions réglementaires précisent dans ce cas les secteurs de protection stricte et les secteurs où des aménagements sont rendus possibles par le document d'urbanisme.
Les secteurs protégés à ce titre seront reportés par un classement adéquat sur le plan de zonage.

Pour en savoir plus sur le réseau Natura 2000, le Site d'Importance Communautaire marin, les zones Spéciales de conservation, les Zones de Protection Spéciale, la réglementation et les modalités de préservation des espèces et habitats concernés, suivez ce lien.

Le territoire de la communauté de communes de la Haute Somme est concerné par des sites Natura 2000 ; ressources cartographiques ici.

Étangs et marais du bassin de la Somme (ZPS code FR2212007) sur les communes de :

- BIACHES
- BRIE
- CLERY-SUR-SOMME
- DOINGT
- ETERPIGNY
- FEUILLERES
- HEM-MONACU
- MESNIL-BRUNTEL
- PERONNE
- VILLERS-CARBONNEL

Moyenne vallée de la Somme (ZSC code FR2200357) sur les communes de :

- CLERY-SUR-SOMME
- FEUILLERES

Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique constituent un outil de gestion, de négociation et de dialogue dans l'organisation spatiale des politiques d'aménagement et de protection.
Le plan local d'urbanisme justifie du respect des richesses naturelles ayant motivé les inventaires ZNIEFF par un classement de préférence en zone naturelle. L'état initial devra être mentionné dans le rapport de présentation.

Le territoire de la communauté de communes de la Haute Somme comprend tout ou partie de ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique) de type 1 ou 2.
Les fiches descriptives de ces inventaires sont accessibles à partir de la base communale mise en ligne par la direction régionale de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France accessible à partir du lien suivant :
http://www.donnees.picardie.developpement-durable.gouv.fr/patnat/
Cette même page internet recense les mesures de protection de type arrêté de biotope, réserves naturelles, les corridors écologiques potentiels, etc.

Espaces naturels sensibles

Il convient également d'intégrer lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal les orientations que le Département a fixées dans son schéma départemental des espaces naturels pour la période 2017-2023 consultable à partir du lien ci-après http://www.somme.fr/environnement-preservation-biodiversite/schema-espaces-naturels-sensibles. Pour mener à bien cette politique de préservation, le Conseil départemental a la possibilité de fixer des zones de préemption au titre des **espaces naturels sensibles**. La liste des communes concernées a été mise à jour en janvier 2018 (http://www.somme.fr/ZP-ENS).

Le plan local d'urbanisme devra donc prendre en considération les terrains acquis par le département ainsi que les terrains qui ont fait l'objet d'une délimitation au titre des espaces naturels sensibles.

Espèces protégées (Faune et flore)

Certaines espèces visées par des arrêtés ministériels ou régionaux (flore notamment) font l'objet de protection particulière (arrêtés consultables à partir du lien suivant : https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Faune-protegee-en-Picardie).

Les arrêtés (faune et flore) interdisent, en règle générale :

- l'atteinte aux spécimens (la destruction, la mutilation, la capture, ou l'enlèvement, des animaux quel que soit leur stade de développement, et de tout ou partie des plantes) ;
- la perturbation intentionnelle des animaux dans le milieu naturel ;
- la dégradation des habitats, et en particulier les éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée,
- la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non, des spécimens prélevés dans le milieu naturel.

Il est nécessaire d'intégrer le plus tôt possible dans l'élaboration du plan local d'urbanisme la protection des espèces présentes sur le territoire. Cela passe notamment par l'évaluation de la biodiversité du territoire et des habitats propices à chaque espèce. Cette évaluation doit être menée dès l'amont de la démarche d'élaboration afin de permettre l'application le plus efficace possible de la séquence Eviter-Réduire-Compenser.

Paysage

La prise en compte de la dimension « paysage » étant devenu un attendu fondamental des documents de planification, en particulier des plans locaux d'urbanisme intercommunal qui permettent une appréhension multi-scalaire, celui-ci-devra définir les principes de gestion du territoire respectueux des paysages.

Le recours aux différents outils prévus par le code de l'urbanisme permettra de traduire réglementairement :
- les objectifs de préservation, de protection de certains éléments emblématiques (perspectives, percées visuelles),

- les objectifs d'une gestion optimale de ces espaces afin d'en permettre la transformation au bénéfice de la qualité du cadre de vie, etc.
Car c'est bien l'expression d'une ambition de qualité paysagère globale qui est aujourd'hui requise des plans locaux d'urbanisme.

Selon l'Atlas des Paysages de la Somme accessible ici, le territoire communautaire s'établit sur l'entité paysagère du Santerre-Vermandois et plus particulièrement des collines du Vermandois.

Sites naturels inscrits et sites naturels classés

Un premier classement national de sites naturels est intervenu pour la première fois en 1930. Depuis, cette liste a été mise à jour. Les zonages et arrêtés d'inscriptions sont disponibles depuis cette page du site de la DREAL .

Pour mémoire, les sites inscrits et les sites classés constituent des servitudes d'utilité publique de type AC2 qu'il conviendra d'annexer au plan local d'urbanisme.

Trame verte et bleue

La Trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements.
La Trame verte et bleue contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.
Si le schéma régional de cohérence écologique de la Picardie n'a pas été approuvé, les données issues du diagnostic peuvent utilement être reprises afin d'intégrer la trame verte et bleue dans le plan local d'urbanisme de la communauté d'agglomération de la Baie de Somme. Les données sont disponibles à partir du lien http://www.tvb-picardie.fr/
Afin de vous aider dans ce travail, l'Agence française pour la biodiversité a créé un centre de ressources accessible en ligne.

Communauté de communes de la Haute Somme

La Politique Agricole Commune (PAC) reste un des enjeux majeurs de l'Europe. Elle est un des piliers de la Construction Européenne.

L'agriculture française a connu de profondes mutations qui ont impacté aussi bien la production, que les exploitations, les métiers et la manière d'aborder le métier d'exploitant, le statut de l'agriculteur au sein de la société, les coûts de production et la qualité des produits. Face à ces profonds changements, les exploitants ont dû s'adapter.

Fortement urbanisée mais peu boisée, la région des Hauts-de-France consacre plus des deux tiers de son territoire à l'agriculture. L'agriculture régionale y est compétitive, performante, diversifiée (le mémento de la statistique agricole).

Les exploitations agricoles sont de grande dimension, surtout au sud de la région. Les exploitations individuelles sont encore les plus nombreuses mais de plus petite taille, elles n'occupent plus que le tiers des surfaces agricoles, au détriment des formes sociétaires.

Les exploitations sont très majoritairement, et de plus en plus, spécialisées dans les grandes cultures (la région est leader sur la production de blé tendre par exemple) mais l'élevage reste souvent associé à la culture. Blé, betterave sucrière, légumes frais pour l'industrie, endives, pommes de terre et lait de vache sont les points forts de l'agriculture régionale. L'industrie agro-alimentaire régionale est très diversifiée. De grands groupes internationaux sont présents et complètent les activités assurées par les entreprises locales.

Plan régional de l'agriculture durable

L'article 51 de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche qui prévoit qu' « un plan régional de l'agriculture durable fixe les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux (...) » (article L.111-2-1 du code rural et de la pêche maritime).
Lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, le plan régional de l'agriculture durable est porté à la connaissance des communes ou des établissements publics de coopération intercommunales compétents par le préfet.

Pour retrouver le Plan régional de l'agriculture durable de Picardie rendez-vous sur le site :
http://draaf.hauts-de-france.agriculture.gouv.fr/PIC-Plan-Regional-de-l-Agriculture

Recensement agricole, enquête statistique agricole annuelle (source : Agreste)

Le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt a réalisé fin 2010 - début 2011 un recensement agricole sur l'ensemble du territoire de la métropole, des départements d'outre-mer et des deux collectivités d'outre-mer.

Le recensement de l'agriculture concerne toutes les exploitations agricoles, y compris les plus petites. Il permet d'**avoir une photographie précise et actualisée de l'agriculture à un moment donné** et de mieux connaître et mesurer ses évolutions.

Valeur vénale des terres

Les communes de la communauté de communes de la Haute Somme appartiennent à la petite région agricole (PRA) du Santerre.

Le prix moyen en euros des terres et prés libres par région agricole figure dans le tableau ci-dessous ou par ce lien pour un cadrage régional.

Parcelles de plus de 70 ares	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Somme	*8 220*	*8 770*	*9 070*	*9 450*	*9 640*	*9 440*
Santerre	**10 220**	**11 050**	**11 860**	**11 950**	**12 140**	**11 270**
Ponthieu	6 590	7 130	8 580	9 330	8 970	8 450
Marquenterre, Vimeu	7 000	7 750	7 770	7 840	7 620	8 420
Plateau Picard	7 990	8 140	7 500	8 150	8 940	8 890

(Sources : Safer, agreste, Terres d'Europe, Scafr)

Le prix moyen en euros des terres et prés loués par région agricole figure dans le tableau ci-dessous ou par ce lien pour un cadrage régional.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Somme	*4 980*	*5 150*	*5 330*	*5 470*	*5 690*	*5 880*
Santerre	**5 570**	**5 720**	**5 800**	**5 930**	**6 090**	**6 320**
Ponthieu	4 680	4 990	5 150	5 260	5 460	5 490
Marquenterre, Vimeu	4 560	4 750	4 940	5 230	5 460	5 620
Plateau Picard	4 840	4 960	5 220	5 320	5 590	4 550

(Sources : Safer, agreste, Terres d'Europe, Scafr)

Éloignement des exploitations agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles occupés par des tiers :

L'article L111-3 du code rural et de la pêche maritime a introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et les habitations ou immeubles habituellement occupés par des tiers. Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations. Ces distances sont fixées par le règlement sanitaire départemental ou la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (élevages y compris certaines piscicultures).

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Il peut être dérogé au respect de ces distances lors d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés.
De même, une distance inférieure peut être autorisée, par dérogation, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte de spécificités locales sauf dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées dans un plan local d'urbanisme ou par délibération du conseil municipal.

Il convient dans le diagnostic agricole du plan local d'urbanisme de localiser les sièges d'exploitation ainsi que les plans d'épandage d'effluents d'élevage et de boues de stations d'épuration.

La Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers :

La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) succède à la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA).

C'est la loi n°2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 qui élargit le champ de compétences de cette commission.

Dans le département de la Somme, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers a été créée le 1er août 2015 par arrêté préfectoral du 26 juin 2015 et sa composition définie par arrêté préfectoral du 3 septembre 2015.

Le règlement intérieur de la CDPENAF de la Somme prévoit que cette commission examine tout plan local d'urbanisme dont le territoire n'est pas couvert par un SCOT approuvé après la promulgation de la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et qui a pour conséquence une réduction des surfaces naturelles, agricoles et forestières.

Son secrétariat est assuré par les services de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme – Centre administratif départemental – Service aménagement et prospective – Bureau des politiques d'aménagement durable – Secrétariat de la CDPENAF – 1, bd du Port – 80026 Amiens cedex 1 – Tél : 03 22 97 20 52 – courriel : ddtm-cdcea@somme.gouv.fr

Pour en savoir plus :
http://www.somme.gouv.fr/content/download/23679/156014/file/presentation_CDPENAF80.pdf

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale des affaires culturelles
Hauts de France
Site d'Amiens

UDAP 80

Nos réf. : RF /2017/
Affaire suivie par : Françoise Richard

Tél : 03.22.22.25.10
Courriel : françoise.richard@culture.gouv.fr

Amiens, le 14 septembre 2017

Le chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Somme

à

DDTM de la Somme
service aménagement et prospective
bureau des politiques de l'aménagement durable
1 Bd du Port – BP 92612
80026 AMIENS cedex 1

à l'attention de Bertrand CORMONT

ARRIVEE
27 SEP. 2017
S.A.P.
Enregistrement : 02/PLUi et Scot

Objet : élaboration du PLUi – CC Haute-Somme
porter à connaissance
PJ : plans de servitudes

Par courrier du 25 août 2017 vous me demandez d'indiquer les éléments à porter à la connaissance pour l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes de la Haute-Somme.

Servitudes de protection des monuments historiques

En ce qui concerne les servitudes de protection des monuments historiques, le service tient à souligner que l'aire de protection de 500 mètres de rayon ne doit pas avoir pour origine le centre du monument protégé, mais ses limites extérieures.

➢ Monuments historiques situés sur le territoire de la communauté de communes et dans le périmètre du PLUi

- **Bouchavesnes-Bergen**

  chapelle du Souvenir français – inscription en totalité par arrêté du 14/09/2016

- **Doingt (entre la rivière de Cologne et la D937 lieu-dit la Pierre de Doingt)**

  menhir dit « la pierre de Gargantua » - classement par arrêté du 31/12/1840

- **Flaucourt**

  monument allemand – inscription par arrêté du 23/11/1999

- **Hesbécourt**

  la boîte à cailloux – inscription par arrêté du 07/05/2007 (monument commémoratif de l'ancienne assemblée du désert des protestants)

- **Longueval**

  mémorial national sud-africaindu Bois Delville – inscription en totalité par arrêté du 28/03/2017 (à l'exception du musée à l'arrière du monument et le Delville Wood Cimetery)

- **Péronne**

  * château – classement par arrêté du 22/03/1924 (ruines des trois tours subsistantes et des courtines qui les relient)

  * église Saint-Jean – classement par arrêté du 13/12/1907

  * anciennes fortifications – classement par arrêté du 08/03/1944 (vestiges des fortifications qui entourent la porte de Bretagne)

- **Rancourt**

  Oratoire du cimetière allemand – inscription en totalité par arrêté du 14/09/2016

- **Villers-Carbonnel**

  restes du château d'Happlincourt – inscription par arrêté du 24/04/1926

Patrimoine non Protégé

Par ailleurs, au regard de la sensibilité patrimoniale et paysagère du territoire, le service demande l'application de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme qui stipule que le PLU peut « identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection».

Préconisations d'ordre général

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal doit privilégier un urbanisme de qualité dans un souci de développement maîtrisé. Conformément à l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer l'équilibre entre :

- le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux et la mise en valeur des entrées de ville d'une part,

- l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces agricoles et forestiers, la protection des sites, des milieux et paysages naturels d'autre part,

- et enfin la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.

DRAC Picardie – STAP de la Somme – 5 rue Henri Daussy – CS44407 – 80044 AMIENS cedex 1 –
www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Picardie

Ainsi, l'élaboration du PLU ne doit pas se limiter à une réflexion sur l'extension des parties urbanisées. Au contraire, le projet doit s'attacher à l'ensemble des communes, notamment les parties déjà urbanisées qui doivent être restructurées, densifiées, mises en valeur ou préservées, ainsi que les secteurs naturels à mettre en valeur.

Préconisations d'ordre local

Le Vermandois occupe la rive droite de la Somme et se prolonge pour sa majeure partie dans les départements de l'Aisne et du Pas-de-Calais. Il est traversé par 3 vallées principales.

Peu urbanisé, le territoire est structuré par un maillage régulier de villages limités dans leur extension par la topographie naturelle.

Le paysage a été bouleversé dès le 13ème siècle, lorsque les grandes abbayes médiévales ont entrepris le défrichement total de l'immense forêt d'Arrouaise qui recouvrait tout ce territoire aujourd'hui remplacé par l'agriculture.

La ligne de front de 14/18 a traversé le territoire du nord au sud et rares sont les communes qui n'ont pas été touchées. Seule l'église de Tincourt-Boucly est encore présente en 1918. De nombreux cimetières militaires jalonnent le territoire. Toutefois des vestiges plus anciens sont encore visibles (le menhir de Doingt...).

Le Vermandois possède également une architecture sacrée comptant parmi les créations les plus originales de la première moitié du 20ème siècle (Devise).

Afin de contribuer à la qualité du patrimoine architectural et urbain, le plan local d'urbanisme intercommunal visera à :

✔ Encourager la restauration du bâti ancien dans le respect des matériaux traditionnels dans la zone ancienne.
✔ Privilégier la densification à l'intérieur des bourgs
✔ Maintenir la continuité du bâti à l'alignement qui caractérisent certains villages.
✔ Concevoir des projets nouveaux respectueux de l'environnement (implantation, matériaux, volumétrie, forme des baies,...)
✔ Soigner les entrées de villages (architecture, essences végétales, matériaux)
✔ Concevoir des espaces publics en harmonie avec le cadre paysager du site (matériaux de sols, mobilier ...) des circulations en mode doux (pistes cyclables, sentes piétonnes)
✔ Prendre soin des perspectives ouvertes, des transitions entre zones bâties/non bâties.
✔ Concevoir une bonne insertion des bâtiments agricoles ou d'activités (couleurs, matériaux...)
✔ Mettre en valeur de patrimoine floristique et végétal, requalifiant certains secteurs, prônant les essences locales.

Association

Je vous informe que l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine demande à être associée à la procédure d'élaboration du document d'urbanisme pour tous les thèmes portant sur l'urbanisme, le patrimoine bâti, l'architecture, les paysages et plus particulièrement aux réunions de présentation du diagnostic, du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ainsi qu'aux réunions concernant le zonage et le règlement.

Antoine PAOLETTI
architecte des bâtiments de France

DRAC Picardie – STAP de la Somme – 5 rue Henri Daussy – CS44407 – 80044 AMIENS cedex 1 –
www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Picardie

PLANS DES SERVITUDES MH

Villers Carbonnel – restes du château d'Happlincourt

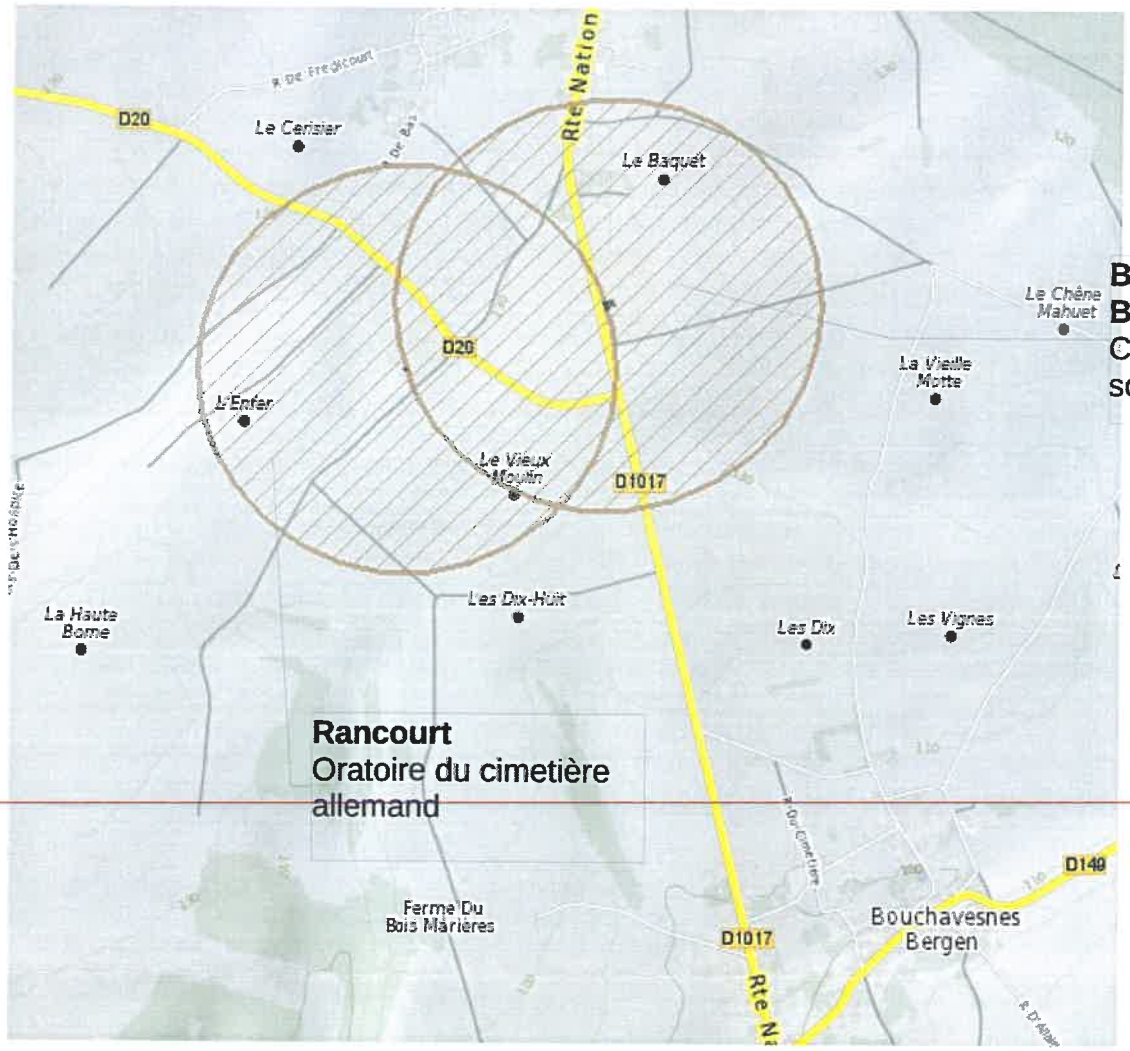




Flaucourt
monument allemand



Péronne – château / église St Jean / anciennes fortifications

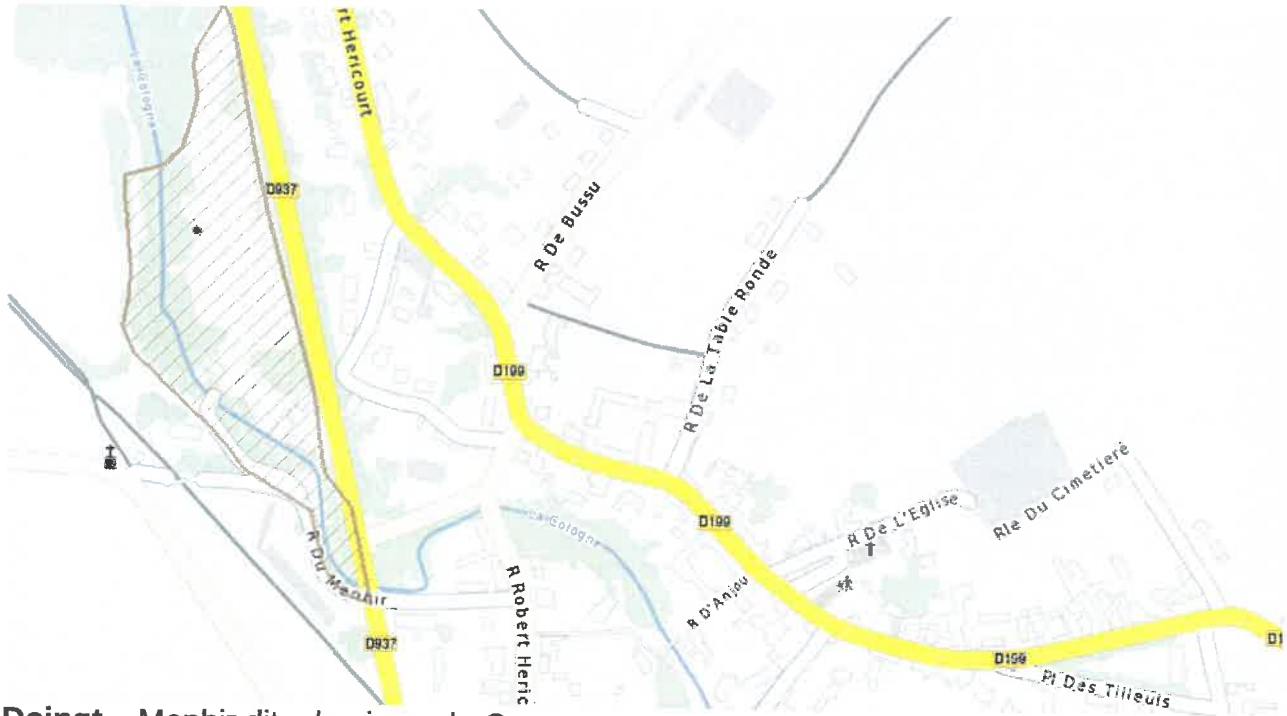


Rancourt
Oratoire du cimetière allemand

Bouchavesnes Bergen
Chapelle du souvenir français



Hesbécourt – boîte à cailloux
monument commémoratif de l'ancienne assemblée du désert des protestants



Doingt – Menhir dit « la pierre de Gargantua »

TRAPIL

SOCIÉTÉ
DES
TRANSPORTS
PÉTROLIERS
PAR
PIPELINE

OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE (ODC)
22B - ROUTE DE DEMIGNY - CHAMPFORGEUIL - CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE
TÉL. : 03 85 42 13 00 - FAX : 03 85 42 13 05

V/RÉF. SYP/NEB
N/RÉF. ODC/CL/0588-17

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme VERGIER
TÉL : 03.85.42.13.65
FAX :
E-mail :

DDTM de la Somme
Service aménagement et prospective
1, boulevard du Port
BP 92612
80026 AMIENS CEDEX 1

À l'attention de M. Bernard CORMONT

Champforgeuil, le 18 SEP. 2017

Objet : **OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE**
Pipelines : **LE HAVRE – CAMBRAI**
CHALONS - CAMBRAI
Urbanisme : **Elaboration du PLUi de la Communauté de Communes de HAUTE SOMME**
Communes de **: GINCHY – LESBOEUFS – LONGUEVAL – MESNIL EN ARROUAISE – SAILLY SAILLISEL – EQUANCOURT – EPEHY – HESBECOURT – RONSSOY – TEMPLEUX LE GUERARD – VILLERS FAUCON (80)**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure du "porter à connaissance" visée en objet, vous avez bien voulu nous soumettre l'élaboration du **PLUi** de la Communauté de Communes de **HAUTE SOMME**.

L'examen du dossier transmis appelle de notre part les observations suivantes.

Les communes de **GINCHY – LESBOEUFS – LONGUEVAL – MESNIL EN ARROUAISE – SAILLY SAILLISEL** sont traversées par la canalisation **LE HAVRE - CAMBRAI** appartenant au réseau d'Oléoduc de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL.

Les communes d'**EPEHY – HESBECOURT – RONSSOY – TEMPLEUX LE GUERARD – VILLERS FAUCON** sont traversées par la canalisation **CHALONS - CAMBRAI** appartenant au réseau d'Oléoduc de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL.

La commune d'**EQUANCOURT** est concernée par les zones d'effets générées par la canalisation **LE HAVRE - CAMBRAI** appartenant au réseau d'Oléoduc de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL (Arrêté du 05/03/2014).

Le tracé des canalisations est ainsi reporté sur les extraits de carte au 1/25000ème joints.

1) Servitudes liées à la construction et l'exploitation des pipelines

D'une part, cette installation pétrolière est un ouvrage public réalisé dans le cadre de la loi n°49-1060 du 2 août 1949, modifiée par la loi n°51-712 du 7 juin 1951, et déclaré d'utilité publique par le décret du **14/05/1956 modifié par les décrets du 09/04/1960** et du **04/07/1964** pour la canalisation **LE HAVRE – CAMBRAI et par le décret du 20/01/1955** pour la canalisation **CHALONS - CAMBRAI.**

.../...

La construction de l'oléoduc a nécessité la mise en place d'une servitude d'utilité publique de **15 mètres pour la canalisation CAMBRAI - CHALONS et 12 mètres pour la canalisation LE HAVRE - CAMBRAI** axée sur la conduite définie par décret n°2012-615 du 02/05/2012 et 2015-1823 du 30/12/2015. Elle doit conformément à l'article R. 151-51 du Code de l'Urbanisme être annexée au **PLUi** et être représentée selon le code I1 bis.

En outre, s'agissant d'un ouvrage déclaré d'utilité publique susceptible de recevoir à tout moment pour les besoins de son exploitation ou de sa protection des modifications ou extensions, il importe que le **PLUi** soit complété à l'article concernant les occupations admises, et ce quelles que soient les zones traversées par l'oléoduc intéressé, de la mention suivante :

- les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune.

2) Servitudes liées aux zones d'effets du pipeline

D'autre part, en application des dispositions de l'article R. 132-1 du code de l'urbanisme, le **PLUi** doit tenir compte, dans les zones constructibles, **des risques technologiques afférents à ces infrastructures pétrolières.**

A cet effet, les zones d'effets des phénomènes dangereux retenus, issues de l'étude de dangers de notre réseau et établies conformément aux dispositions de l'**arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques,** ont été communiquées à l'administration.

Dans l'attente des arrêtés préfectoraux instituant de nouvelles servitudes d'utilité publique s'appuyant sur ces distances, nous vous invitons à contacter la DREAL territorialement compétentes pour prendre en compte les distances retenues dans le cadre de la procédure en objet.

Le développement de l'urbanisation devra prendre en compte ces distances notamment pour les projets de construction **d'établissements recevant du public, d'installations nucléaires de base, d'immeubles de grande hauteur,** de lotissements, de zones artisanales ou industrielles… .

3) Dispositions diverses

Par ailleurs, nous vous rappelons que les risques liés à l'exploitation du pipeline sont répertoriés dans un plan de secours appelé Plan de Surveillance et d'Intervention déposé auprès des services administratifs et de secours du département.

La mise à jour du PSI est réalisée, conformément à la réglementation en vigueur pour les canalisations existantes intéressant la défense nationale.

Nous vous demandons également d'intégrer les dispositions réglementaires suivantes dans votre **PLUi** :

En application des dispositions du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire) et depuis le 01/07/2012, pour tous les travaux situés dans une bande de 50m de part et d'autre de la canalisation, la consultation du guichet unique à l'adresse internet suivante est obligatoire :

http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr

En outre, nous vous informons que la renonciation définitive à l'exploitation de l'antenne **PERONNE – MONS EN CHAUSSEE** traversant la commune de **POEUILLY** a été notifiée à Madame la Préfète de la **Somme** par lettre DGEC/SNOI/AFF.LIGNES/000331 du 03/09/2015.

Les informations concernant celle-ci ont été mises à jour sur le site du guichet unique www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr. En particulier, son tracé a été signalé « abandonné ».

.../...

Il appartient désormais à la préfecture de notifier aux communes concernées :

- La suppression des servitudes mentionnées au c du A du II de l'annexe de l'article R.126-1 du code de l'urbanisme,
- La nécessité de mettre à jour leurs documents d'urbanisme.

Concernant les éventuelles régularisations administratives liées aux parcelles concernées, nous vous invitons à vous rapprocher de votre service compétent en matière de gestion domaniale.

En cas de projet nécessitant l'enlèvement, de votre part, de tout ou partie de la canalisation susvisée, nous vous invitons à vous rapprocher de nos services afin de déterminer les modalités pratiques de cette opération qui se fera sous notre supervision technique. Les frais liés seront à la charge du demandeur.

D'autre part, le territoire des autres communes listées n'est pas concerné par le passage d'une canalisation exploitée par nos services.

La présente correspondance ainsi que les fiches I1bis sont à inclure dans les annexes du PLUi

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef du Réseau
des Oléoducs de Défense Commune,

B. PIGNARD
P/O V. CALCAGNO
Chef de la Division HSE-Lignes

P.J. :
- 2 fiches I 1 bis
- 5 extraits de carte au 1/25000ème

Copies :
BPIA/Contrôleur oléoducs (M. Tanguy)
SNOI
TRAPIL/DRPO
TRAPIL/ODC/Région Nord (Mme Marquis)

Oléoduc de l'ETAT exploité par TRAPIL
(Hydrocarbures liquides)

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Fiche
Servitude I 1 bis

Commune des :..... ⇨ GINCHY – LESBOEUFS – LONGUEVAL – MESNIL EN ARROUAISE – SAILLY SALLISEL

Texte définissant les servitudes :..... ⇨ Pipeline de défense - décret n° 2012-615 du 02/05/2012 et 2015-1823 du 30/12/2015

Texte créant les servitudes de :

- Nom de l'ouvrage :..... ⇨ Oléoduc de Défense Commune (ODC)
- Tronçon de l'oléoduc : ..... ⇨ LE HAVRE - CAMBRAI
- Décret du :..... ⇨ 14/05/1956, modifié par les décrets du 09/04/1960 et 04/07/1964
- Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas, les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au bureau des hypothèques.

Consistance des servitudes :

1°/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où sont enfouies les canalisations, il est interdit :

- D'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
- D'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.

2°/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de terrain de 15 mètres de largeur garantie par la servitude de passage[1] au profit de l'état

- D'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation ;
- D'essarter tous arbres et arbustes ;
- De construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.

3°/ Les propriétaires ou leurs ayant droits sont tenus de :

- Ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres ;
- S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage[2] ;
- Dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service bénéficiaire des servitudes et gestionnaire de l'oléoduc à l'échelon central :

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE (MEDDE)
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT (DGEC)
DIRECTION DE L'ENERGIE (DE)
SERVICE NATIONAL DES OLEODUCS INTERALLIES (SNOI)
Tour Pascal B – 5, place des Degrés à la Défense 7
92055 LA DEFENSE CEDEX

Service exploitant à consulter pour l'accomplissement des formalités préalables à la réalisation des travaux exécutés à proximité du pipeline (Décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011 - Arrêté du 15 février 2012) ainsi que l'obtention de tous renseignements sur la conduite et notamment son emplacement :

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA DIVISION DES OLEODUCS DE DEFENSE COMMUNE
22B Route de Demigny – Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON SUR SAONE CEDEX

---

(1)Cette largeur a pu éventuellement être réduite.

(2)Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation, empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, leur établissement est soumis à accord préalable

Oléoduc de l'ETAT exploité par TRAPIL
(Hydrocarbures liquides)

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Fiche
Servitude I 1 bis

Commune de : ..... ⇨ EPEHY – HESBECOURT – RONSSOY – TEMPLEUX LE GUERARD – VILLERS FAUCON

Texte définissant les servitudes : ..... ⇨ Pipeline de défense - décret n° 2012-615 du 02/05/2012 et 2015-1823 du 30/12/2015

Texte créant les servitudes de :

- Nom de l'ouvrage : ..... ⇨ Oléoduc de Défense Commune (ODC)
- Tronçon de l'oléoduc : ..... ⇨ CHALONS - CAMBRAI
- Décret du : ..... ⇨ 20/01/1955
- Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas, les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au bureau des hypothèques.

Consistance des servitudes :

1°/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où sont enfouies les canalisations, il est interdit :

- D'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
- D'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.

2°/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de terrain de 15 mètres de largeur garantie par la servitude de passage[1] au profit de l'état

- D'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation ;
- D'essarter tous arbres et arbustes ;
- De construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.

3°/ Les propriétaires ou leurs ayant droits sont tenus de :

- Ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres ;
- S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage[2] ;
- Dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service bénéficiaire des servitudes et gestionnaire de l'oléoduc à l'échelon central :

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE (MEDDE)
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT (DGEC)
DIRECTION DE L'ENERGIE (DE)
SERVICE NATIONAL DES OLEODUCS INTERALLIES (SNOI)
Tour Pascal B – 5, place des Degrés à la Défense 7
92055 LA DEFENSE CEDEX

Service exploitant à consulter pour l'accomplissement des formalités préalables à la réalisation des travaux exécutés à proximité du pipeline (Décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011 - Arrêté du 15 février 2012) ainsi que l'obtention de tous renseignements sur la conduite et notamment son emplacement :

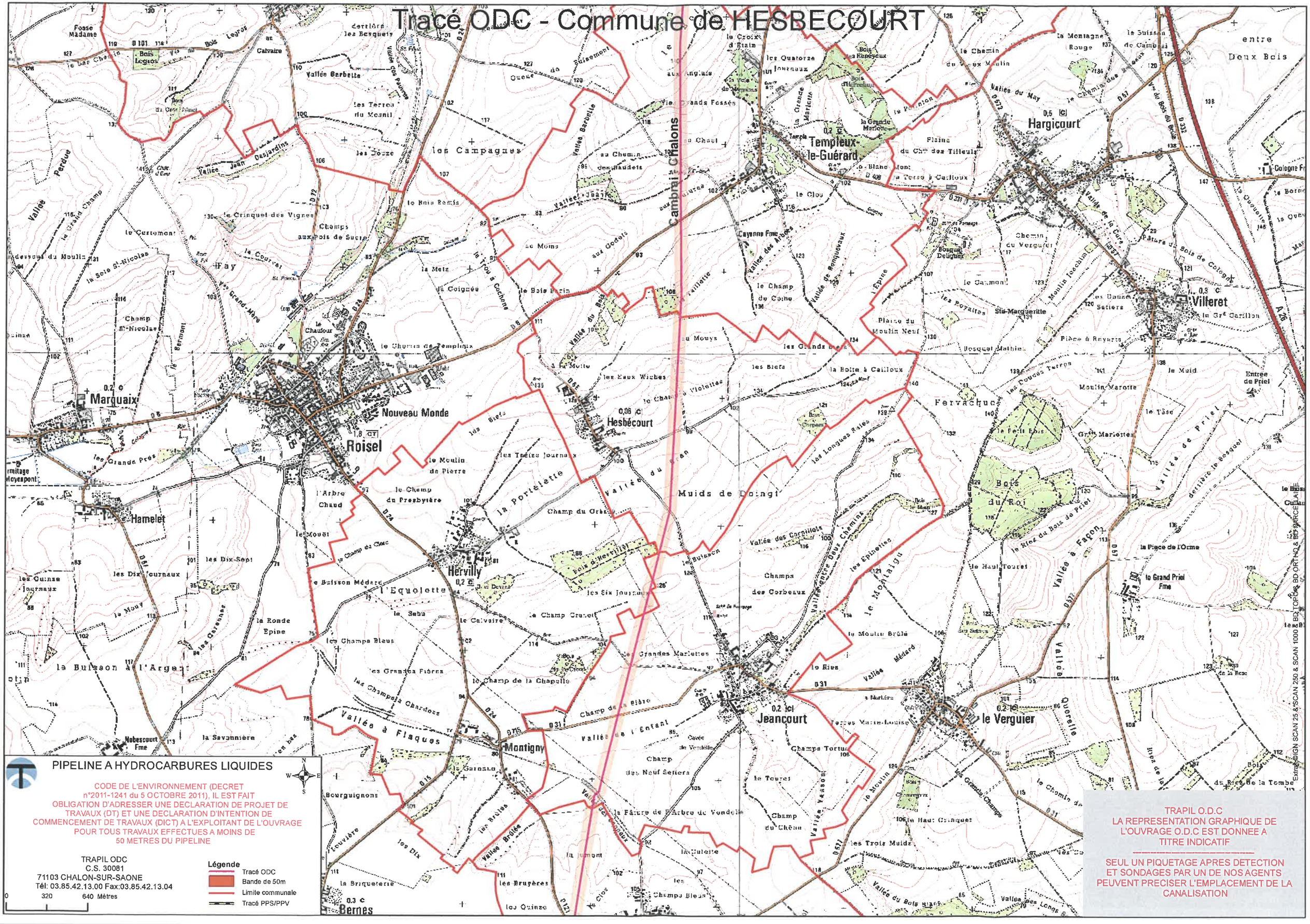
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA DIVISION DES OLEODUCS DE DEFENSE COMMUNE
22B Route de Demigny – Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON SUR SAONE CEDEX

---

(1)Cette largeur a pu éventuellement être réduite.

(2)Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation, empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, leur établissement est soumis à accord préalable

Tracé ODC - Commune de HESBECOURT


Cambrai Chalons
Templeux-le-Guérard
Hargicourt
Villeret
Marquaix
Nouveau Monde
Roisel
Hesbécourt
Fervaques
Hamelet
Hervilly
Montigny
Jeancourt
le Verguier
Bernes
Nobescourt Fme
Muids de Doingt
Bois du Roi
Vallée du May
Vallée Barbette
Vallée Perdue
Vallée Jean Desjardins
Vallée à Flaques
Vallée à Façon
Vallée de Ronquerault
Vallée des Arbres
Vallée Brûlée
Vallée de l'Enfant
Vallée des Cornillots
Vallée du Bois Blanc
Vallée des Longs Rais
Vallée de Priel
Vallée de la Cure
Vallée du Bois du Roi
Vallée Médard
Vallée Quarelle
Vallée Vasson
Vallée Barbette
Vallée Jean Desjardins
Vallée des Arbres
Vallée de Ronquerault
Vallée Brûlée
Vallée de l'Enfant
Vallée des Cornillots
Vallée du Bois Blanc
Vallée des Longs Rais
Vallée de Priel
Vallée de la Cure
Vallée du Bois du Roi
Vallée Médard
Vallée Quarelle
Vallée Vasson
Vallée à Façon
Vallée à Flaques
Vallée Perdue

Tracé ODC - Communes de RONSSOY - TEMPLEUX LE GUERARD - VILLERS FAUCON

PIPELINE A HYDROCARBURES LIQUIDES

CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DECRET n°2011-1241 du 5 OCTOBRE 2011), IL EST FAIT OBLIGATION D'ADRESSER UNE DECLARATION DE PROJET DE TRAVAUX (DT) ET UNE DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT) A L'EXPLOITANT DE L'OUVRAGE POUR TOUS TRAVAUX EFFECTUES A MOINS DE 50 METRES DU PIPELINE

TRAPIL ODC
C.S. 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE
Tél: 03.85.42.13.00 Fax:03.85.42.13.04

0 320 640 Mètres

Légende
- Tracé ODC
- Bande de 50m
- Limite communale
- Tracé PPS/PPV

TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'OUVRAGE O.D.C EST DONNEE A TITRE INDICATIF

SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION ET SONDAGES PAR UN DE NOS AGENTS PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA CANALISATION

Extrait de SCAN 25® SCAN1000® & BD TOPO® & BD ORTHO® & BD PARCELLAIRE

Tracé ODC - Commune de EPEHY

PIPELINE A HYDROCARBURES LIQUIDES

CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DECRET
n°2011-1241 du 5 OCTOBRE 2011), IL EST FAIT
OBLIGATION D'ADRESSER UNE DECLARATION DE PROJET DE
TRAVAUX (DT) ET UNE DECLARATION D'INTENTION DE
COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT) A L'EXPLOITANT DE L'OUVRAGE
POUR TOUS TRAVAUX EFFECTUES A MOINS DE
50 METRES DU PIPELINE

TRAPIL ODC
C.S. 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE
Tél: 03.85.42.13.00 Fax:03.85.42.13.04

0 320 640 Mètres

Légende
- Tracé ODC
- Bande de 50m
- Limite communale
- Tracé PPS/PPV

TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE
L'OUVRAGE O.D.C EST DONNEE A
TITRE INDICATIF

SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION
ET SONDAGES PAR UN DE NOS AGENTS
PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA
CANALISATION

Extrait ©IGN SCAN 25 & SCAN 100 & BD TOPO & BD ORTHO & BD PARCELLAIRE

Tracé ODC - Communes de SAILLY-SAILLISEL - LESBOEUFS - GINCHY - LONGUEVAL

PIPELINE A HYDROCARBURES LIQUIDES

CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DECRET n°2011-1241 du 5 OCTOBRE 2011), IL EST FAIT OBLIGATION D'ADRESSER UNE DECLARATION DE PROJET DE TRAVAUX (DT) ET UNE DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT) A L'EXPLOITANT DE L'OUVRAGE POUR TOUS TRAVAUX EFFECTUES A MOINS DE 50 METRES DU PIPELINE

TRAPIL ODC
C.S. 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE
Tél: 03.85.42.13.00 Fax:03.85.42.13.04

0 320 640 Mètres

Légende

- Tracé ODC
- Bande de 50m
- Limite communale
- Tracé PPS/PPV

TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'OUVRAGE O.D.C EST DONNEE A TITRE INDICATIF

SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION ET SONDAGES PAR UN DE NOS AGENTS PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA CANALISATION

Extrait IGN SCAN 25 © SCAN 25 & SCAN OACI © IGN 2012 & BD ORTHO & BD PARCELLAIRE

Tracé ODC - Communes de MESNIL EN ARROUAISE - EQUANCOURT

PIPELINE A HYDROCARBURES LIQUIDES

CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DECRET n°2011-1241 du 5 OCTOBRE 2011), IL EST FAIT OBLIGATION D'ADRESSER UNE DECLARATION DE PROJET DE TRAVAUX (DT) ET UNE DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (DICT) A L'EXPLOITANT DE L'OUVRAGE POUR TOUS TRAVAUX EFFECTUES A MOINS DE 50 METRES DU PIPELINE

TRAPIL ODC
C.S. 30081
71103 CHALON-SUR-SAONE
Tél: 03.85.42.13.00 Fax:03.85.42.13.04

0 320 640 Mètres

Légende
- Tracé ODC
- Bande de 50m
- Limite communale
- Tracé PPS/PPV

TRAPIL O.D.C
LA REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'OUVRAGE O.D.C EST DONNEE A TITRE INDICATIF

SEUL UN PIQUETAGE APRES DETECTION ET SONDAGES PAR UN DE NOS AGENTS PEUVENT PRECISER L'EMPLACEMENT DE LA CANALISATION

Extraction SCAN25 & SCAN250 © IGN 2000 & BD ORTHO & BD PARCELLAIRE

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE NORD
Pôle Synthèse Innovation Urbanisme
Immeuble Perspective – 7ème étage
449, Avenue Willy Brandt – 59777 EURALILLE
TÉL. : +33 (0)3 62 13 57 28 - FAX : +33 (0)3 62 13 54 76

SNCF IMMOBILIER

DDTM de la Somme
Service Urbanisme et connaissance des Territoires
Unité de Gestion Valorisation des données
1, Boulevard du Port
BP 92612
80026 Amiens Cedex 1

Nos réf : LL/DIT/548/ST
Affaire suivie par : Sylvie TREVAUX
Tél. : 03.62.13.57.06
Objet : PAC pour la révision du PLU sur la communauté de communes de Haute Somme.

Lille, le 14 septembre 2017

Madame, Monsieur,

Réponse pour l'ensemble du groupe public ferroviaire SNCF.

Implication de SNCF Réseau et SNCF Mobilités dans les procédures d'instruction des documents et autorisations d'urbanisme

A partir de l'entrée en vigueur des décrets pris en application de la loi n°2014-872 du 4 aout 2014 et relatifs aux missions et statuts de SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités, une nouvelle organisation répond notamment à l'objectif de faciliter les relations entre les collectivités et les propriétaires ferroviaires en proposant un interlocuteur unique pour les questions urbaines, foncières et immobilières ayant trait à l'ensemble des propriétés ferroviaires.

Afin de faciliter les relations entre les collectivités et les propriétaires ferroviaires, SNCF Réseau et SNCF Mobilités ont confié à SNCF Immobilier les missions suivantes:

- Instruction des PLU et PLUi,
- Instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, déclaration préalable, lotissement, ...) pour toutes démarches de travaux à proximité des parcelles ferroviaires,
- protection, gestion et de valorisation de leur patrimoine

- représentation des propriétaires sur les questions foncières, d'articulation avec les projets urbains ainsi que la maitrise d'ouvrage déléguée des études relevant de sa compétence.

Ainsi, SNCF Immobilier assure les interfaces entre les collectivités et le groupe public ferroviaire.
SNCF Immobilier, dont vous trouverez les coordonnées ci-après, devient donc l'interlocuteur privilégié des collectivités pour les questions foncières et immobilières.

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE NORD
Pôle Synthèse Innovation Urbanisme
Immeuble Perspective -7ème étage
449, avenue Willy Brandt 59 777 LILLE

Afin de faciliter nos échanges, vous pouvez également me joindre par courriel :
sylvie.trevaux@sncf.fr

Par courrier adressé à nos services le 25 Aout 2017, vous nous informez de la révision du PLU sur la communauté de communes de Haute Somme.

Aussi, nous attirons votre attention sur plusieurs éléments constitutifs du Porter-à-Connaissance:

Report de la Servitude T1 et de sa notice explicative aux documents du PLU.

La communauté de communes de Haute Somme regroupe 60 communes.

Les communes de Aizecourt-le-Bas, Aizecourt-le-Haut, Allaines, Barleux, Bernes, Biaches, Bouchavesnes-Bergen, Bouvincourt-en-Vermandois, Brie, Buire-Courcelles, Bussu, Cartigny, Devise, Doingt, Driencourt, Equancourt, Etricourt-Manancourt, Fins, Flers, Ginchy, Gueudecourt, Guillemont, Guyencourt-Saulcourt, Hancourt, Hardecourt-aux-Bois, Hervilly, Hesbécourt, Heudicourt, Liéramont, Longavesnes, Longueval, Marquaix, Mesnil-Bruntel, Mesnil en Arrouaise, Moislains, Estrées-Mons, Nurlu, Péronne, Poeuilly, Rancourt, Roisel, Ronssoy, Sorel, Templeux-la-Fosse, Templeux-le-Guérard, Tincourt-Boucly, Villers-Faucon et Vraignes-en-Vermandois ne sont pas concernées par la présence d'emprises ferroviaires, SNCF, tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau et SNCF mobilités, n'a pas d'observation à formuler.

Les communes de Cléry-sur-Somme, Combles, Feuillères, Flaucourt, Hem Monacu, Herbécourt, Lesboeufs, Maurepas et Sailly-Saillisel sont traversées par la ligne n°226 000 de Gonesse à Lille Frontière qui appartient au RFN et par conséquent au domaine public ferroviaire.

Les communes d'Epehy, Eterpigny, et Villers Carbonnel sont traversées pas la ligne N° 259 000 de Saint Just en Chaussée à Douai, cette ligne est fermée mais non déclassée à ce jour elle appartient au domaine public ferroviaire

Le domaine public ferroviaire est protégé par le CG3P, le code civil ainsi que par la servitude dite " T1 ",codifiée par une ordonnance du 28 octobre 2010 dans le code des transports aux articles L2231-1 à L2231-9.

Aussi, vous trouverez, ci-joint, copie du texte de la servitude T1 qui doit figurer en annexe au PLU au titre des servitudes d'utilité publique. Nous vous remercions par avance de reporter, sur les documents graphiques, l'emprise de cette servitude. A cet effet, vous trouverez ci-joint la liste des parcelles ferroviaires concernées.

Commune	Secti	N	Surfac	Commune	Section	N°	Surface	Commune	Section	N°	Surface
CLERY-SUR-SOMME	ZN	103	122	ETERPIGNY	ZB	26	205	MAUREPAS	ZH	23	5 669
CLERY-SUR-SOMME	ZO	75	1 757	ETERPIGNY	ZB	31	14 882	MAUREPAS	ZH	33	157
CLERY-SUR-SOMME	ZO	78	2 372	ETERPIGNY	AB	201	73	MAUREPAS	ZH	34	210
CLERY-SUR-SOMME	ZO	128	11 469	ETERPIGNY	AB	202	41	MAUREPAS	ZH	35	63
CLERY-SUR-SOMME	ZO	129	5 473	FLAUCOURT	ZB	63	13 568	MAUREPAS	ZH	38	265
CLERY-SUR-SOMME	ZO	137	32 356	FLAUCOURT	ZB	64	2 667	MAUREPAS	ZH	46	2 845
COMBLES	ZA	77	664	HEM-MONACU	ZB	33	118	MAUREPAS	ZH	51	3 122
COMBLES	ZA	113	493	HEM-MONACU	ZB	36	28	MAUREPAS	ZH	52	35 892
COMBLES	ZA	121	1 977	HEM-MONACU	ZB	43	307	MAUREPAS	ZH	54	87 652
COMBLES	ZA	150	8 906	HEM-MONACU	ZB	60	711	MAUREPAS	ZH	55	1 717
COMBLES	ZA	152	3 209	HEM-MONACU	ZB	61	202	MAUREPAS	ZH	56	252
COMBLES	ZA	154	1 103	HEM-MONACU	ZB	63	1 603	MAUREPAS	ZI	38	2 154
COMBLES	ZA	155	4 505	HEM-MONACU	ZB	65	108	MAUREPAS	ZI	39	909
COMBLES	ZA	156	1 581	HEM-MONACU	ZB	67	396	MAUREPAS	ZI	40	1 710
COMBLES	ZA	158	3 703	HEM-MONACU	ZB	83	3 348	MAUREPAS	ZI	41	5 250
COMBLES	ZA	167	971	HEM-MONACU	ZB	88	70 691	MAUREPAS	ZK	47	19 214
COMBLES	ZA	168	551	HERBECOURT	ZA	50	13 716	MAUREPAS	ZK	49	34 680
COMBLES	ZA	169	1 086	HERBECOURT	ZA	51	6 758	MAUREPAS	ZN	26	1 697
COMBLES	ZA	170	260	HERBECOURT	ZA	62	7 899	MAUREPAS	ZN	27	272
COMBLES	ZA	182	112 151	HERBECOURT	ZE	8	50 698	MAUREPAS	ZN	28	15
COMBLES	ZC	49	2 853	HERBECOURT	ZE	14	2 735	MAUREPAS	ZN	29	1 919
COMBLES	ZC	50	1 599	HERBECOURT	ZH	24	75 806	MAUREPAS	ZN	30	668
COMBLES	ZE	68	2 293	HERBECOURT	ZH	26	2 410	SAILLY-SAILLISEL	ZM	31	25 365
COMBLES	ZE	69	1 452	LESBOEUFS	ZC	38	3 408	VILLERS-CARBONNEL	AD	74	233
COMBLES	ZE	72	880	LESBOEUFS	ZC	39	6 619	VILLERS-CARBONNEL	AD	77	4 455
COMBLES	ZE	84	6 452	MAUREPAS	AB	35	218	VILLERS-CARBONNEL	AD	78	449
COMBLES	ZE	91	3 562	MAUREPAS	AB	36	14	VILLERS-CARBONNEL	AD	80	2 062
COMBLES	ZE	92	1 167	MAUREPAS	AB	37	352	VILLERS-CARBONNEL	AD	87	2 347
COMBLES	ZE	97	61 930	MAUREPAS	AB	41	129	VILLERS-CARBONNEL	AD	89	149
EPEHY	AD	154	5 820	MAUREPAS	AB	46	948	VILLERS-CARBONNEL	AH	5	9 635
EPEHY	AD	155	957	MAUREPAS	AB	47	352	VILLERS-CARBONNEL	AH	25	673
EPEHY	YH	43	50	MAUREPAS	AB	51	1 074	VILLERS-CARBONNEL	AH	34	5 310
EPEHY	YH	45	10	MAUREPAS	ZC	71	1 186	VILLERS-CARBONNEL	AH	51	263
EPEHY	ZX	23	13 600	MAUREPAS	ZC	74	946	VILLERS-CARBONNEL	AH	53	885
EPEHY	ZZ	52	11 448	MAUREPAS	ZC	80	6 957	VILLERS-CARBONNEL	AH	55	135
EPEHY	AC	130	23 472	MAUREPAS	ZC	84	359	VILLERS-CARBONNEL	AH	56	20 599
ETERPIGNY	AB	52	4 100	MAUREPAS	ZC	85	26 464	VILLERS-CARBONNEL	ZE	21	2 630
ETERPIGNY	AB	128	20	MAUREPAS	ZD	57	3 028	VILLERS-CARBONNEL	ZE	23	2 555
ETERPIGNY	AB	135	22	MAUREPAS	ZD	63	782	VILLERS-CARBONNEL	ZE	31	1 730
ETERPIGNY	ZA	54	11 293	MAUREPAS	ZD	68	23 051	VILLERS-CARBONNEL	ZE	32	861

Inscription dans le rapport de présentation le fondement des articles R123-9 du Code de l'Urbanisme et la circulaire du 15 octobre 2004

Nous vous invitons à inscrire dans le rapport de présentation les éléments relatifs à l'article R123-9 du Code de l'Urbanisme qui dispose que "*des règles particulières peuvent être applicables aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs*" et d'autre part, sur la circulaire du 15 octobre 2004 qui demande à Mesdames et Messieurs les Préfets de Départements de veiller *"à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées ces emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire"* qui justifient la caractéristique de service public de l'activité ferroviaire. Nous vous invitons également à décliner ces éléments dans les réglements couvrant les zonages traversés par le ferroviaire.
Nous vous rappelons en effet que le rapport de présentation doit quant à lui expliquer "*les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de programmation et le règlement*" conformément à l'article L.123-1-2 du Code de l'urbanisme.

Intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants

La loi SRU et la circulaire ministérielle du 5 octobre 2004 proscrivent le zonage "UF" destiné au domaine public ferroviaire.

L'objectif est de mieux intégrer le ferroviaire dans la ville et l'aménagement du territoire, et de participer à la mixité du tissu urbain. Il est préférable que les emprises ferroviaires soient intégrées dans un zonage cohérent avec l'environnement immédiat du domaine public ferroviaire, avec le PADD et les projets des entreprises ferroviaires tant en terme de mutation au profit de l'urbain, que de développement de projets ferroviaires. Idéalement, il serait intéressant d'avoir une cohérence de réglement sur un périmètre intercommunal traversé par une même ligne de voie ferrée.

Cohérence des articles du réglement de zonage du PLU avec l'activité ferroviaire

L'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme précise que dans les réglements écrits, des règles particulières relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs peuvent s'appliquer. Aussi, je vous remercie de prendre en considération la "notice d'intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants".

Pour information les aménagements, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'activité ferroviaire sont la somme de toutes les infrastructures ferroviaires permettant le bon fonctionnement et la sécurité des circulations ferroviaires, notamment les bureaux, locaux de vie, salles de réunion, vestiaires et sanitaires, locaux de stockage de matériaux, ateliers, garages et car ports, parkings, aires de stockage de matériaux extérieurs, postes d'aiguillages et autres installations (électriques et ferroviaires) nécessaires à l'exploitation et l'entretien du Réseau Ferré National. Il serait intéressant d'ajouter cette définition au lexique annexé.

Compatibilité des périmètres de protection des boisements, éléments du paysage et du patrimoine avec l'activité ferroviaire

Les articles L123-1-5 7° et L130-1 du Code de l'Urbanisme peuvent être incompatibles avec la servitude T1 qui impose notamment des distances à respecter en matière de plantation (arbre à haute tige, haie, taillis). Aussi, nous souhaitons nous assurer que ces périmètres que vous pourriez prévoir soient compatibles avec la servitude T1.

Rappel des caractéristiques du Domaine Public Ferroviaire

L'article L2111-1 du CG3P dispose que "le domaine public ferroviaire est constitué des biens immobiliers appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L1, non compris dans l'emprise des biens mentionnés à l'article L2111-14 et affectés exclusivement aux services de transports publics guidés le long de leurs parcours en site propre".

Selon ce même code, le domaine public ferroviaire est cadastré, il n'est donc pas assimilable au domaine public et constructible. Par conséquent, c'est le code civil qui s'applique sur ses limites.

L'article 675 du Code civil dispose que "l'un des voisins ne peut sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit, mêmee à verre dormant"
Ainsi tout riverain du chemin de fer, propriétaire ou édifiant une construction, a le droit, sous réserve de ne pas contrevenir aux dispositions de la loi des transports, de prendre sur le domaine public du chemin de fer les jours ou vues qu'il désire.
Ces jours ou vues ne doivent comporter aucune sailie, ni aucun dispositif mobile pouvant se développer sur le domaine public du chemin de fer.
Nul ne pouvant être grevé de servitudes d'intérêt privé, même si ces dernières trouvaient leur origine dans la prescription trentenaire, la SNCF. conserve, sous les réserves énoncées à l'article 17, la faculté de construire à toute époque à la limite des emprises ferroviaires. Elle pourrait donc, en principe, masquer les jours et vues des bâtiments voisins, sans qu'il résulte, pour les propriétaires riverains, un droit à indemnité, dans la mesure tout au moins où ces propriétaires auraient été avertis dès l'origine du caractère précaire et révocable de ces jours et vues.

Position de SNCF Réseau concernant les aménagements impactant les Passages à Niveau (PN):

Les passages à niveau sont réglementés par l'Arrêté Ministériel du 18/03/1991, SNCF Réseau informe les collectivités de l'existence des guides et notes d'information du SETRA notamment :

- Note d'information n° 138 de mars 2013 concernant le « Traitement des continuités cyclables au droit des passages à niveau ». SNCF Réseau réaffirme l'importance des principes de sécurité dans la conception et la réalisation des aménagements cyclables qui franchissent les voies ferrées.

- Guide technique sur la Sécurité aux passages à niveau : Cas de la proximité d'un carrefour giratoire.
- Note d'information n° 128 de décembre 2008 concernant « l'Amélioration de la sécurité aux passages à niveau - adaptation de l'infrastructure et de la signalisation routière.»
- Note d'information n° 133 d'octobre 2009 concernant «les travaux routiers à proximité des passages à niveau.»

D'une façon générale, il est préférable d'éviter de délester les grands axes routiers et notamment les autoroutes en reportant le trafic sur des itinéraires empruntant des passages à niveau et ça quel que soit le PN, inscrit au programme de sécurisation national ou pas. Il est préférable d'utiliser les ouvrages dénivelés existants ou de prévoir la création de nouveaux ouvrages en fonction du trafic à supporter.

Ouvrages de croisement de nos deux infrastructures, routière et ferroviaire, les passages à niveau présentent la singularité d'impliquer une obligation de solidarité d'actions des acteurs ferroviaires et routiers pour atteindre les objectifs de sécurité qui leur sont respectivement assignés par le législateur. Nos services, coopèrent régulièrement avec les différents gestionnaires de voirie afin de concourir à l'objectif partagé d'amélioration de la sécurité de ces carrefours particuliers.

Dans la continuité de ces démarches collaboratives, nous attirons votre attention sur un risque spécifique à certains passages à niveau de nos réseaux respectifs. En effet, et ainsi qu'ont pu le mettre en exergue les retours d'expérience conduits par diverses entités, la configuration de l'infrastructure ferroviaire conjuguée à celle de la voirie routière conduit à caractériser des passages à niveau pouvant présenter des difficultés de franchissement pour certaines catégories de véhicules ; en particulier ceux dotés d'une faible garde au sol ou étant d'une grande longueur (autocars, poids lourds...).

Au regard des conséquences attachées à l'absence de prise en compte opérationnelle de ce constat, il est nécessaire de vérifier que le profil routier des passages à niveau concernés est compatible avec les circulations routières autorisées à l'emprunter. Notamment, sont concernés les véhicules qui ne peuvent pas franchir le passage à niveau dans un délai inférieur à 7 secondes après l'allumage des feux.

Une première liste non exhaustive de passages à niveau dont le franchissement est reconnu difficile par la SNCF en application de l'arrêté du 4 mai 2006 relatif aux transports exceptionnels existe et est transmise aux services de l'état. En effet, si la traversée est considérée difficile pour des convois exceptionnels, elle peut également être envisagée comme délicate pour d'autres catégories de véhicules : transports en commun, poids-lourds...Cette liste pourra être compléter selon des modalités à convenir avec les gestionnaires de voirie.

Critères 2012 (depuis 2001) pour la suppression d'un passage à niveau sur la base des accidents et incidents 2002 à 2011 ou :

- 3 collisions et plus
- 15 heurts d'installation et plus
- 1 collision et 11 heurts mini ou 2 collisions et 10 heurts mini
- moment de circulation > 1 000 000 (produit du nombre de circulations ferroviaires et routières)
- à dire d'expert régional

Contact à prendre pour l'élaboration du projet d'aménagement pouvant impacter les passages à niveaux :
Benoît DUBUS, responsable client et service, par courriel à b.dubus@reseau.sncf.fr

Implication du groupe immobilier ferroviaire dans les procédures d'instruction des documents et autorisations d'urbanisme

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la SNCF demande à être consultée sur tous les documents du PLU et sollicite à cet effet l'envoi d'un exemplaire du PLU arrêté. Nous rappelons qu'il est nécessaire de consulter systématiquement la SNCF avant d'envisager toute intervention aux abords du domaine public ferroviaire ou tous travaux à proximité des emprises ferroviaires (notamment permis de construire, permis d'aménager...). Cette demande est fondée sur l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui prohibe la réalisation de constructions qui peuvent causer un danger pour la sécurité publique, ou être elles-mêmes soumises à un danger, et d'autre part sur l'article L2231-5 du Code des Transports qui prévoir une servitude interdisant la construction de bâtiments à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

Nous vous remercions de prendre en considération les remarques émises et nous tenons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous vous prions d'accepter, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Chargée d'aménagement et d'urbanisme
Sylvie TREVAUX

SNCF
Direction Immobilière Territoriale Nord
Immeuble Perspective - 7ème étage
449 avenue Willy Brandt
59777 EURALILLE

Pièces jointes:

- Notice technique pour le report de la servitude T1
- Document explicatif sur la servitude T1
- Circulaire ministérielle du 15 octobre 2004
- Notice d'intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La Défense, le 15 OCT 2004

ministère
de l'Équipement
des Transports,
de l'Aménagement
du territoire,
du Tourisme
et de la Mer

direction
des Transports
terrestres
direction générale
de l'Urbanisme,
de l'Habitat et
de la Construction

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de départements

Directions départementales de l'équipement

Objet : abrogation de la circulaire DAU-DTT n°90-20 du 5 mars 1990 relative à la prise en compte du domaine de la SNCF dans l'élaboration des documents d'urbanisme (NOR : EQUT0410366J).

La circulaire DAU-DTT n° 90-20 du 5 mars 1990 citée en objet prônait l'instauration d'un zonage spécifique des emprises ferroviaires dans les documents d'urbanisme.

Dans certains cas, ce zonage s'est avéré être un frein à l'optimisation de la gestion patrimoniale des établissements publics RFF et SNCF, ainsi qu'à la mise en œuvre des projets urbains des collectivités publiques. Son maintien n'est donc plus justifié, en particulier lorsqu'il est manifeste qu'un terrain situé dans ce zonage n'a plus d'utilité ferroviaire.

Le fondement des dispositions de cette circulaire relatives au zonage ferroviaire était constitué par l'article R. 123-18, II, 1° du code de l'urbanisme, qui a été remplacé depuis par l'article R. 123-11, b de ce code. Cet article ne prévoit nullement la création d'un zonage ferroviaire, mais dispose simplement que les documents graphiques du plan local d'urbanisme peuvent délimiter « *les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, [...] justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.* »

Ces dispositions n'imposent pas un traitement des emprises ferroviaires différencié de celui des emprises routières, ni de zonage particulier.

Par ailleurs, la protection des emprises ferroviaires est, de toute façon, convenablement assurée par leur appartenance au domaine public ferroviaire et par les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer.

Arche Sud
92055 La Défense cedex
téléphone :
01 40 81 21 22
mél : dtt@equipement.gouv.fr

.../...

Il n'y a donc aucun fondement juridique pour que ces emprises fassent l'objet d'une zone particulière dans les documents d'urbanisme.

Vous veillerez à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées ces emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire.

Vous veillerez également à ce que ces règles autorisent sur les emprises ferroviaires les mêmes constructions et installations que sur le reste de la zone dans laquelle elles sont situées.

La présente instruction abroge la circulaire n° 90-20 du 5 mai 1990 précitée.

Vous informerez les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents des dispositions de la présente instruction et veillerez à ce que vos services s'assurent de leur prise en compte dans le cadre de l'élaboration, de la révision ou de la modification des documents d'urbanisme.

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur des transports terrestres,

Patrice RAULIN

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur général de l'urbanisme,
de l'habitat et de la construction,

François DELARUE

Bois classés et talus classés paysagers protégés au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme

La présence de bois classés ou de talus paysagers protégés au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme dans les zones assujetties aux servitudes ferroviaires est incompatible avec l'exploitation du chemin de fer : servitude publique relative au chemin de fer.

1. **Aspect légal**
   Ces terrains sont entièrement soumis aux servitudes prescrites dans la fiche T1 (voir extraits ci-après) qui impose notamment des distances à respecter en matière de plantation (arbre à haute tige, haie, taillis…). Il n'y a donc pas lieu de prévoir la nécessité d'autorisation de déboisement pour ce qui est une obligation de prescriptions légales.

2. **Aspect technique**
   Les talus de remblais et de déblais ferroviaires sont une composante technique de l'infrastructure ferroviaire, soumise à des règles de maintenance ayant pour but d'assurer la sécurité des circulations ferroviaires.
   La végétation conservée sur ces talus ne peut-être qu'au plus arbustive pour éviter tout désordre du type de ceux survenus lors de la tempête de 1999 et le choix de sa maintenance doit être à l'initiative de l'exploitant ferroviaire.

Par conséquent, afin de ne pas nuire aux installations et aux circulations ferroviaires :

- **les boisements ne doivent pas être pérennisés sur ces derniers car ils pourraient fragiliser la structure de l'ouvrage d'art**
- **plutôt qu'un aplat en surface, RFF préférerait voir afficher l'idée d'un filtre végétal : soit une ligne de boisement, qui devra respecter la servitude T1, le code civil (plantation en limite de propriété) et le code de l'urbanisme.**

NB : Extrait s'appliquant à l'entretien des plantations de la servitude T1et aux zones ferroviaires en bordure desquelles peuvent s'appliquer les servitudes relatives au chemin de fer.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1 Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillement de morts-bois (Art L 322-3 et L 322-4 du code forestier)

2 Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1970). Sinon intervention d'office de l'administration.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et les haies vives (distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre).

INTEGRATION DES EMPRISES FERROVIAIRES DANS LES ZONAGES AVOISINANTS

Les emprises ferroviaires peuvent être classées dans l'ensemble des zonages prévus au code de l'urbanisme : zone U, zone AU, zone A et zone N.
Le classement doit être cohérent avec le tissu urbain environnement. A titre d'exemple, il semble logique de classer en zone U les gares situées le plus souvent en centre ville. De même, les cours marchandises peuvent, le plus souvent, être classées en zone U (activité ou mixte). Les voies ferrées traversant des zones agricoles doivent être classées en zone A ou N.

MODIFICATIONS A APPORTER AU REGLEMENT DES ZONES AVOISINANTS.

Ces dérogations ont pour but de permettre à RFF et à la SNCF d'implanter sur le Domaine Public Ferroviaire les petites installations indispensables à l'exploitation ferroviaire telles que les guérites de signalisation, les abris quais, les abris parapluies, les relais Radio-Sol-Train, les antennes Radio-Sol-Train et GSMR.

❖ Article 2 : Occupation et utilisation des sols admises

Sont admises : les constructions et installations de toute nature, les dépôts, les exhaussements et affouillements des sols nécessaires à l'entretien et au fonctionnement du service public ferroviaire et des services d'intérêts collectifs.

❖ Article 6 : Implantation par rapport aux voies et emprises publiques ou privées

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions nécessaires au fonctionnement du service public et dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques liés à l'exploitation ferroviaire.

❖ Article 7 : Implantation par rapport aux limites séparatives

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions nécessaires au fonctionnement du service public et dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques liés à l'exploitation ferroviaire.

❖ Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

Merci de prévoir une dérogation pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêts collectifs.

❖ Article 10 : Hauteur des constructions

Merci de préciser qu'aucune hauteur maximale n'est fixée pour les constructions et installations nécessaires à l'exercice du service public ferroviaire.

❖ Article 13 : Espaces libres et Plantations

Cette réglementation doit être compatible avec l'application de la servitude d'utilité publique instaurée par la loi du 15 juillet 1845 (aucune plantation d'arbres à hautes tiges dans une distance inférieure à 6 mètres de la limite légale du chemin de fer).

❖ Article 14 : COS

Merci de prévoir une exonération pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

NOTICE TECHNIQUE POUR LE REPORT AUX P.L.U. DES SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du Chemin de Fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du Chemin de Fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante :

a) <u>Voie en plate-forme sans fossé</u> :
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1)

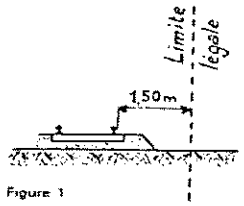
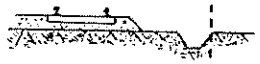


Figure 1

b) <u>Voie en plate-forme avec fossé</u> :
le bord extérieur du fossé (figure 2)

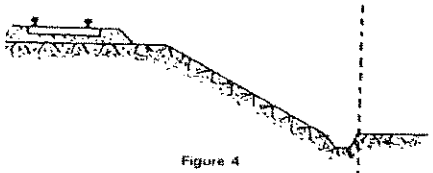

Figure 2

c) <u>Voie en remblai</u> :
l'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)

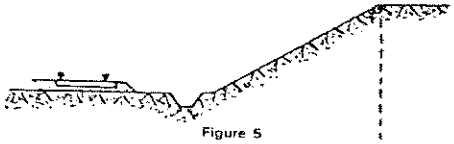

Figure 3

ou

le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4)


Figure 4

d) <u>Voie en déblai</u> :
l'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7)

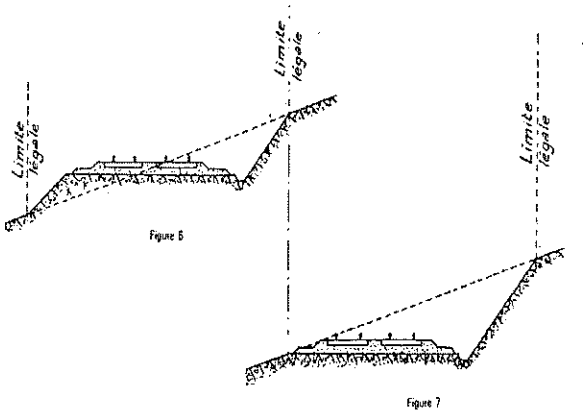


Figure 6

Figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9)

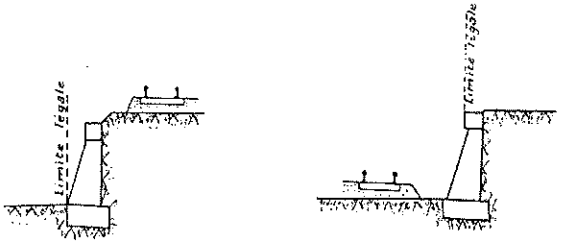


Figure 8

Figure 9

Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des Chemins de Fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus - dont les conditions d'application vont être maintenant précisées - les propriétaires riverains du Chemin de Fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

1 - Alignement.
L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du Chemin de Fer qui désire élever une construction ou établir une clôture doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc …

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du Chemin de Fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits "aisances de voirie". Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

2 - Ecoulement des eaux
Les riverains du Chemin de Fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du Chemin de Fer.

3 - Plantations

a) <u>arbres à haute tige</u> - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du Chemin de Fer. Toutefois, cette distance peut-être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale.

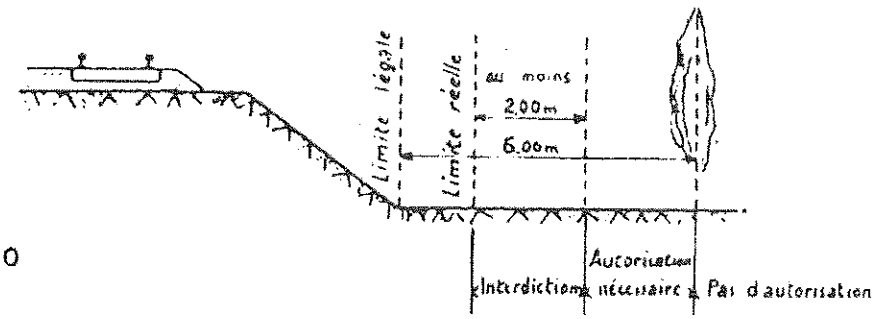


Figure 10

b) <u>haies vives</u> - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre.

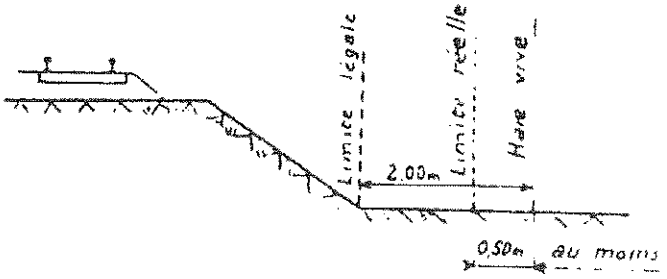


Figure 11

Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 mètres de la limite réelle du Chemin de Fer et une haie vive à moins de 0,50 mètre de cette limite.

4 – Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans locaux d'urbanisme, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer.

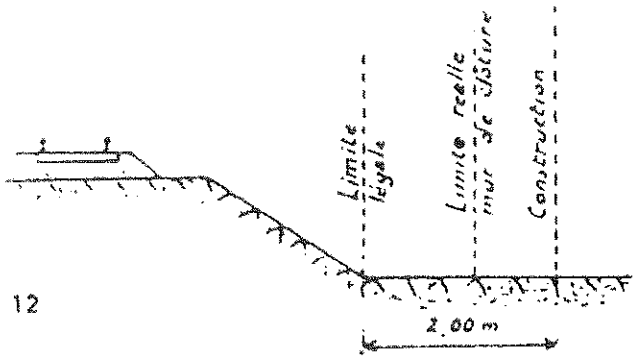


Figure 12

Il en résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du Chemin de Fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du Chemin de Fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (Cf IIème partie ci-après).

5 - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.

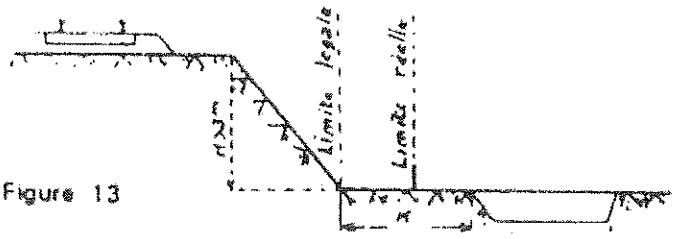


Figure 13

6 - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :
- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Equipement soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14)

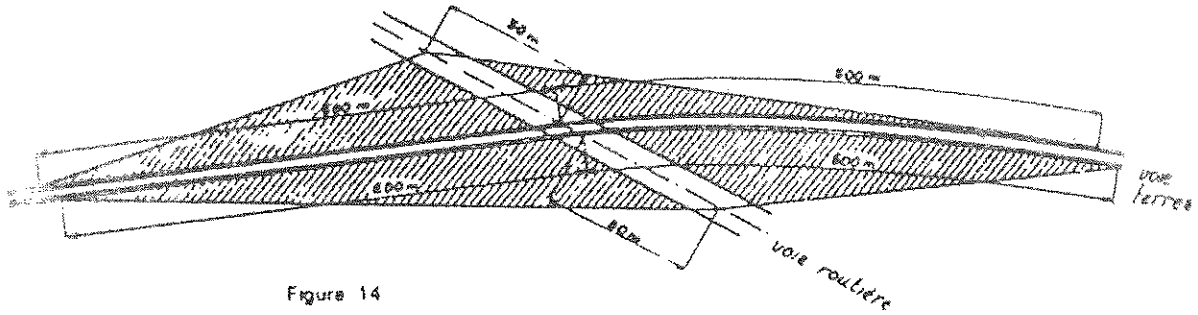


Figure 14

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

GROUPEMENT GESTION DES RISQUES

SERVICE PREVISION

Bureau Défense Extérieure

Tél. : 03.64.46.17.33

Amiens, le 12 SEPT 2017

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours

à

Monsieur le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer de la Somme
Service Aménagement et Prospective
Bureau des Politiques de l'Aménagement Durable
Centre Administratif Départemental
1, boulevard du port - BP 92612
80026 Amiens Cedex 1

N/Réf : PL/AG/2017-588

Objet : **Communauté de communes de Haute Somme**
Elaboration du PLUI

Réf : Votre demande d'avis par courriel reçue le 28 août 2017

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu m'informer que la communauté de communes de Haute Somme a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, par délibération du conseil communautaire en date du 11 mai 2017.

Pour cette demande, en ce qui concerne la sécurité contre les risques d'incendie, j'ai l'honneur de vous faire connaître les remarques suivantes :

I – VOIRIE

I.1 Voies engins

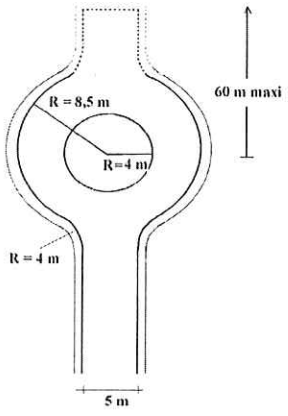
D'une manière générale, les voies de circulation desservant les établissements (bâtiments recevant du public, bâtiments industriels, bâtiments d'habitation, ...) doivent permettre l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

A ce titre, celles-ci devront répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

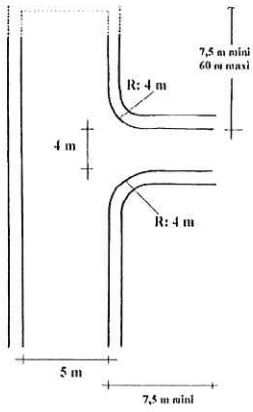
- largeur de la voie : 8 m minimum, comprenant les trottoirs, bandes de stationnement et chaussées,
- largeur de la chaussée, bandes de stationnement exclues : 3 m minimum,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum,
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m² (établissement recevant du public uniquement),
- rayon intérieur minimum R : 11 m,
- sur largeur S = 15/R dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- pente inférieure à 15 %,
- aires de retournement pour les voies en impasse de plus de 50 m de long,
  (uniquement pour la desserte des immeubles d'habitation des 3ème et 4ème familles ainsi que des bâtiments de bureaux ou à usage industriel, artisanal ou agricole).

I.2 Aires de Retournement

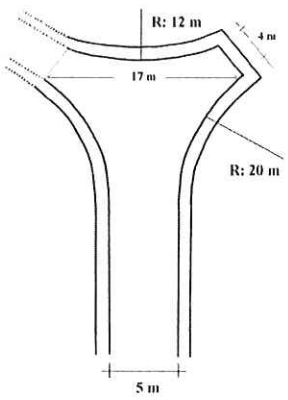
Si une aire de retournement est requise pour une voie en impasse après étude du SDIS, celle-ci devra être conforme à l'un des schémas suivants et répondre aux caractéristiques ci-dessus :



Raquette circulaire



Raquette en T



Raquette en Y

II – DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie sont proportionnés aux risques à défendre et définis par :

- le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie,
- l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel National de la Défense Extérieure Contre l'Incendie,
- l'arrêté préfectoral modifié du 18 juillet 2011 portant approbation du Règlement Opérationnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- l'arrêté préfectoral du 27 avril 2017 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Somme (RDDECI 80).

Il en ressort que le dimensionnement des besoins en eau est fonction des risques à défendre. A ce titre, les grilles de couverture des risques portées dans le RDDECI 80 permettent d'identifier les besoins en eau nécessaires à la défense des risques du territoire.

Ces besoins sont obtenus au travers de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes à la liste de présentation des PEI, annexe 5 du RDDECI 80.

Conformément aux dispositions du RDDECI 80, il conviendra de veiller à ce que l'implantation des points d'eau incendie permette d'assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) au fur et à mesure de l'évolution de l'urbanisme et des implantations industrielles.

Le RDDECI 80 est disponible sur le site internet www.sdis80.fr.

D'après les données en notre possession, la Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le périmètre de la communauté de communes de Haute Somme, composée de 60 communes, est assurée par 495 points d'eau d'incendie dont vous trouverez en annexe la composition commune par commune.

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours

Colonel Bertrand VIDOT

PJ : - Composition de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) de la communauté de communes de Haute Somme.

Annexe : Composition de la Defense Exterieure Contre l'Incendie (DECI) de la communauté de communes de Haute Somme					
Communes	Poteaux d'incendie	Bouches d'incendie	Citernes incendie	Total des points d'eau incendie par commune	Total des points d'eau incendie de l'EPCI
AIZECOURT-LE-BAS	1			1	495
AIZECOURT-LE-HAUT	1		1	2	
ALLAINES	6		2 (PA)	8	
BARLEUX	5	1		6	
BERNES	6			5	
BIACHES	4			4	
BOUCHAVESNES-BERGEN	4			4	
BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS	3			3	
BRIE			2 + 1 (PA)	3	
BUIRE-COURCELLES			2	2	
BUSSU	1		4 + 1 (PA)	6	
CARTIGNY	13			13	
CLERY-SUR-SOMME	6		4 (PA)	10	
COMBLES	10			10	
DEVISE	2		4 (PA)	6	
DOINGT	16	1	1 + 6 (PA)	24	
DRIENCOURT	3			3	
EPEHY	19			19	
EQUANCOURT	2		2	4	
ETERPIGNY	3			3	
ETRICOURT-MANANCOURT	5		2	7	
FEUILLERES	1		5 (PA)	6	
FINS	8			8	
FLAUCOURT	5	1	1	7	
FLERS			2	2	
GINCHY	1	1	1 (PA)	3	
GUEUDECOURT			1	1	
GUILLEMONT	4			4	
GUYENCOURT-SAULCOURT	5		2	7	
HANCOURT	1			1	
HARDECOURT-AUX-BOIS	2			2	
HEM-MONACU	4		3 (PA)	7	
HERBECOURT			1	1	
HERVILLY	4			4	
HESBECOURT	2			2	
HEUDICOURT	12			12	
LESBOEUFS	1		2	3	
LIERAMONT	7			7	
LONGAVESNES	2			2	
LONGUEVAL	4		1	5	
MARQUAIX	3	1		4	
MAUREPAS	3			3	
MESNIL-BRUNTEL	2		2	4	
MESNIL-EN-ARROUAISE			1	1	
MOISLAINS	5		11 + 7 (PA)	23	
ESTREES-MONS	7		3 (PA)	10	
NURLU	8			8	
PERONNE	54	48	2	104	
POEUILLY	2			2	
RANCOURT	1		5	6	
ROISEL	26		1 (PA)	27	
RONSSOY	17			17	
SAILLY-SAILLISEL	7			7	
SOREL	5		1	6	
TEMPLEUX-LA-FOSSE	4			4	
TEMPLEUX-LE-GUERARD	5			5	
TINCOURT-BOUCLY	8	2		10	
VILLERS-CARBONNEL	5	3		8	
VILLERS-FAUCON	16			16	
VRAIGNES-EN-VERMANDOIS	3			3	

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service aménagement et prospective

Bureau des politiques de l'aménagement durable

Dossier suivi par :Bertrand Cormont
Tel : 03 22 97 21 58 - Fax : 03 22 97 23 08
bertrand.cormont@somme.gouv.fr

Amiens, le

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

voir liste des destinataires au verso

Objet : Porter à connaissance pour l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal.

Par délibération en date du 11 mai 2017, le conseil communautaire de la communauté de communes de Haute Somme a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal.

La communauté de communes est composée de soixante (60) communes dont vous trouverez la liste et la carte en pièce jointe.

Il appartient à l'État de veiller au respect des principes fondamentaux d'aménagement et de développement durable énoncés à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national.

Le porter à connaissance, défini aux articles L.132-1 et R.132-1 du code de l'urbanisme, est un document qui permet à l'État d'indiquer les dispositions applicables au territoire concerné, notamment les servitudes d'utilité publique, et de mentionner l'existence des projets d'intérêt général.

Afin de nous permettre d'élaborer le porter à connaissance, je vous demande de bien vouloir nous communiquer dans un délai d'un mois toutes les informations utiles à l'élaboration du document d'urbanisme.

Dans une optique de modernisation de ses pratiques la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme établit les porter à connaissance au format électronique. C'est pourquoi je vous invite, dans la mesure du possible, à me faire parvenir vos réponses directement par courrier électronique à l'adresse suivante : ddtm-sap@somme.gouv.fr ; l'ensemble des fichiers joints devra être au format pdf.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Jacques Banderier

VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-PAC-2017-80620-CAS-117405-P8G3V1

INTERLOCUTEUR Christophe DELMER

TÉLÉPHONE 03.20.13.66.00

MAIL

FAX

OBJET Porter à connaissance pour l'élaboration du PLUi CC de Haute Somme

DDTM Somme

Centre administratif
1, boulevard du Port
BP 92612
80026 Amiens cedex 1

A l'attention de M. Cormont

MARCQ EN BAROEUL, le 29/08/2017

Monsieur,

Nous accusons réception du courrier relatif au Porter à connaissance concernant le projet d'élaboration du PLUi, de la Communauté de communes de Haute Somme et transmis par vos Services pour avis le 25/08/2017.

RTE, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, c'est à dire des ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts (HTB) attire l'attention des Services sur les éléments suivants.

Les lignes HTB sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres (arrêté interministériel technique). Ils peuvent également être déplacés, modifiés, ou surélevés pour diverses raisons (sécurisation de traversées de routes, autoroutes, voies ferrées, construction de bâtiments, etc.).

- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien tout particulier afin de garantir la sécurité des tiers (élagage et abattage d'arbres) et leur accès doit être préservé à tout moment.

RTE demande donc de préciser au dossier du PLUi :

1/ Règlement

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

1.1. Pour les lignes HTB

Centre Développement Ingénierie Lille
62, rue Louis Delos TSA 71012
59709 MARCQ EN BAROEUL CEDEX
TEL : **03.20.13.66.00**

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

www.rte-france.com

- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV), faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;

- Que le PLUi autorise la construction d'ouvrages électriques à Haute et très Haute tension, dans les zones concernées, afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification ou la surélévation de nos lignes pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;

- Que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous secteurs compris.

1.2. Pour les postes de transformation

Que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

2/ Servitudes

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants (servitude I4, articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie) :

- Liaison 400kV n°1 CHEVALET – LATENA ;
- Liaison 400kV n°2 CHEVALET – LATENA ;
- Liaison 225kV n°1 GAVRELLE – PERTAIN;
- Liaison 63kV n°1 BRUNEHAUT – SETIER ;
- Liaison 63kV n°1 CASTOR – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 GAUCHY – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 HAM – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 MOHET – PERONNE – PERTAIN ;
- Liaison 63kV n°2 MOHET – PERONNE – PERTAIN ;
- Poste RTE 63kV de CASTOR ;
- Poste RTE 63kV de BRUNEHAUT
- Poste RTE 63kV de ROISEL ;
- Poste RTE 63kV de MOHET ;
- Poste RTE 63kV de PERONNE.

Vous trouverez en annexe à ce courrier une carte permettant de les situer.

Nous vous informons également que le tracé de nos ouvrages en exploitation est disponible au format SIG sous le Géoportail de l'urbanisme. Vous pouvez télécharger ces données en vous y connectant.

RTE demande de joindre en annexe du PLUi, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme, la liste des ouvrages et la numérisation des cartes, annexées à la présente.

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux CHAMPAGNE – ARDENNE
Impasse de la Chaufferie – BP 246
51059 REIMS Cedex

RTE – Groupe Maintenance Réseaux FLANDRE - HAINAUT
41 rue Ernest Macarez
59300 Valenciennes

Nous vous demandons également de mentionner le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux en annexe de votre PLU i en complément de la liste des servitudes.

Une note d'information relative à la servitude I4 vous est communiquée. Elle précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire:

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

3/ Remarque importante relative à l'espace boisé classé

RTE appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes I4 ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé et que dans le cas d'un surplomb de ligne, un déclassement du bois s'impose.

Les largeurs à déclasser sous les lignes sont les suivantes :

- 30 m de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV et 90kV ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 kV et 2 x 90 kV ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 225 kV ;
- 100 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 400 kV.

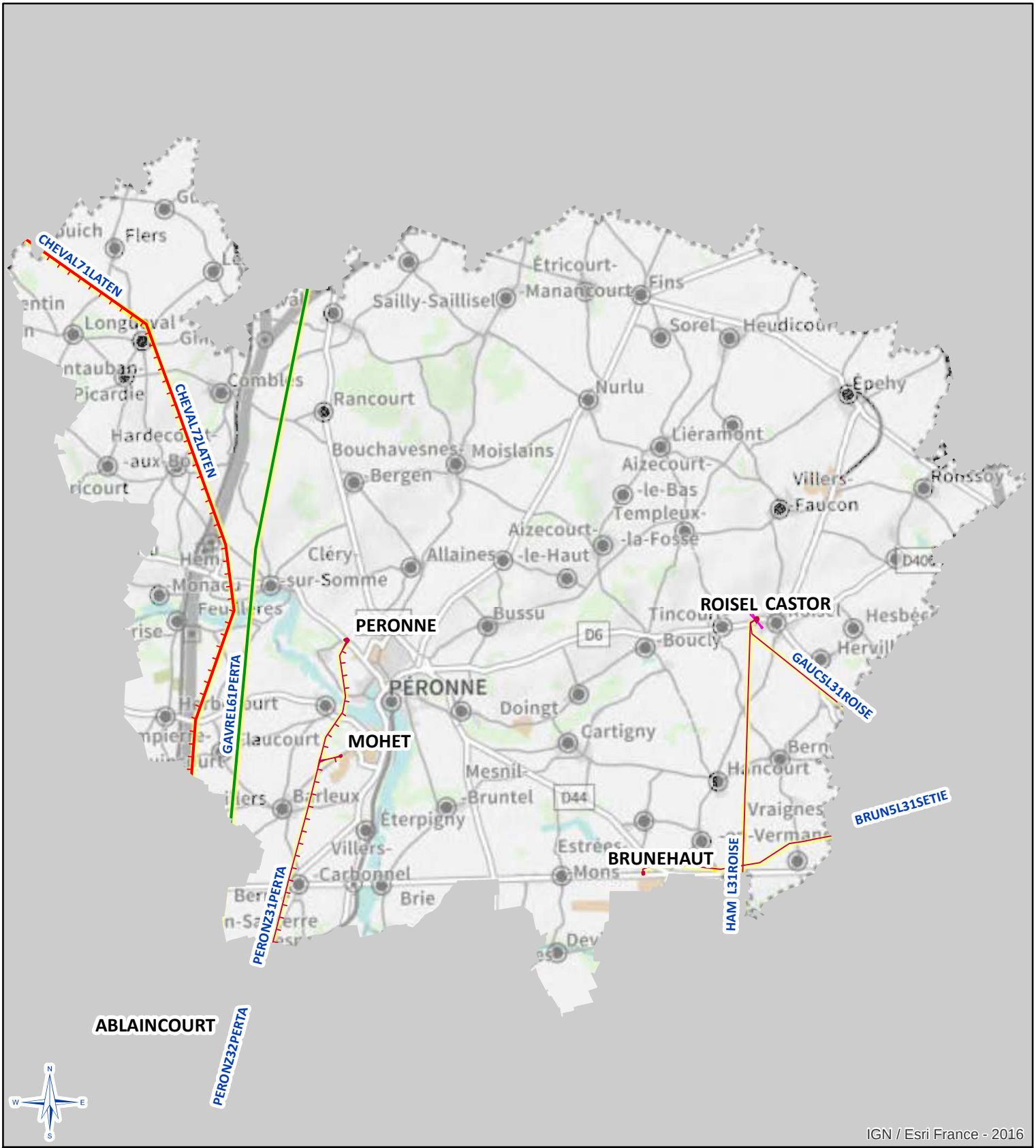
En application de l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre un dossier complet du projet d'arrêt du PLUi afin d'être en mesure d'émettre un avis.

De préférence, nous souhaiterions recevoir le dossier du projet arrêté sous la forme de fichiers téléchargeables directement via un lien Internet.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Anne-Marie REYNARD
Chef du Service Concertation Environnement Tiers

PJ :
Cartes ;
Note d'information relative à la servitude I4



Communauté de Communes de Haute Somme

Plan de zonage du réseau de transport électrique de tension ≥ 45 kV

(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

- LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN
- LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA
- LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA
- LIAISON 63kV N0 1 BRUNEHAUT-SETIER
- LIAISON 63kV N0 1 CASTOR-ROISEL
- LIAISON 63kV N0 1 GAUCHY-ROISEL
- LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL
- LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN
- LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Poste RTE 63 kV

Poste RTE 225 kV

Zonage du réseau électrique de transport aérien

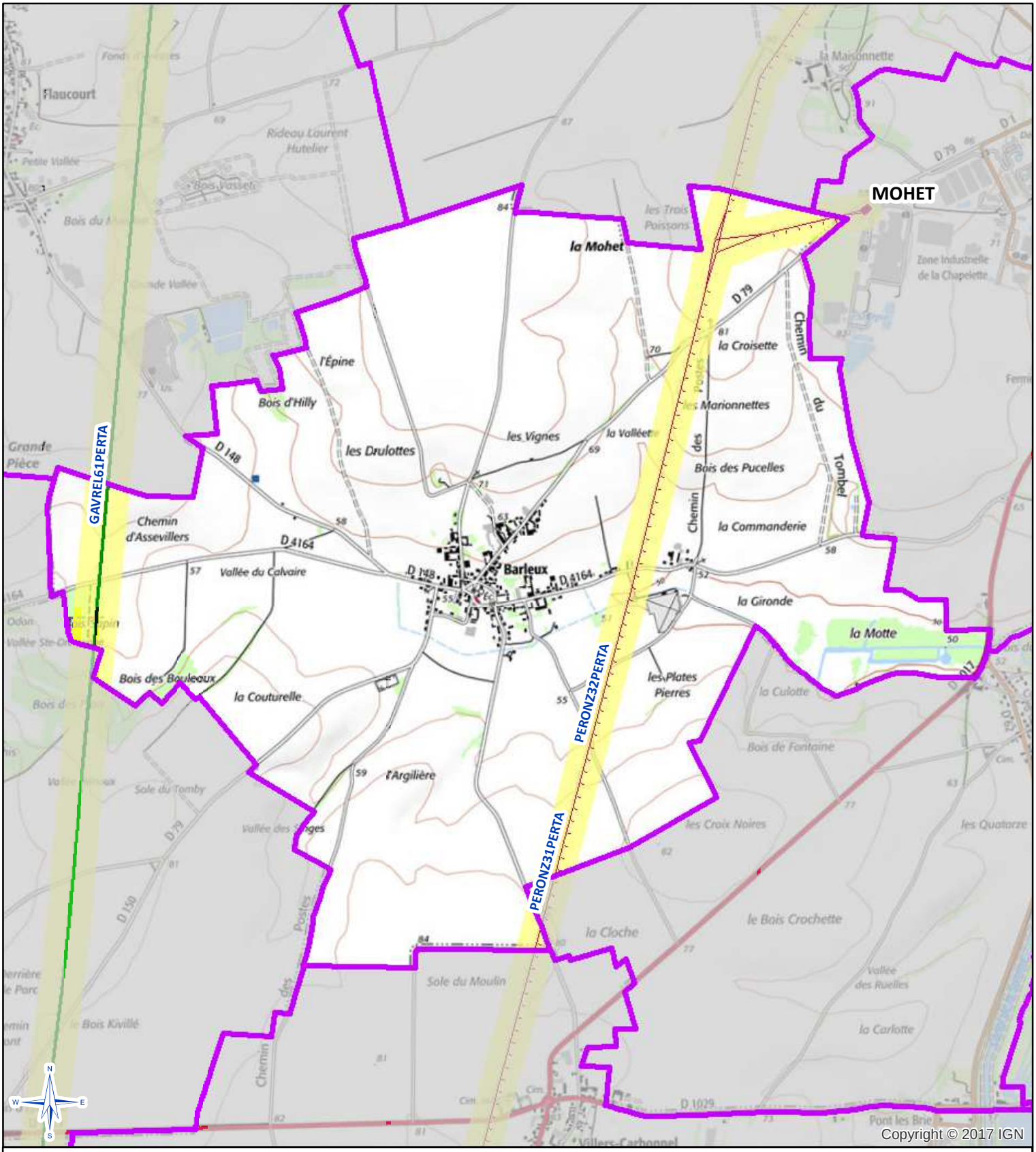
0 750 1 500 3 000 4 500

Barre d'échelle: Mètres

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:28:46

S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme globale.mxd

Utilisateur: Delmerchr



Commune de Barleux
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

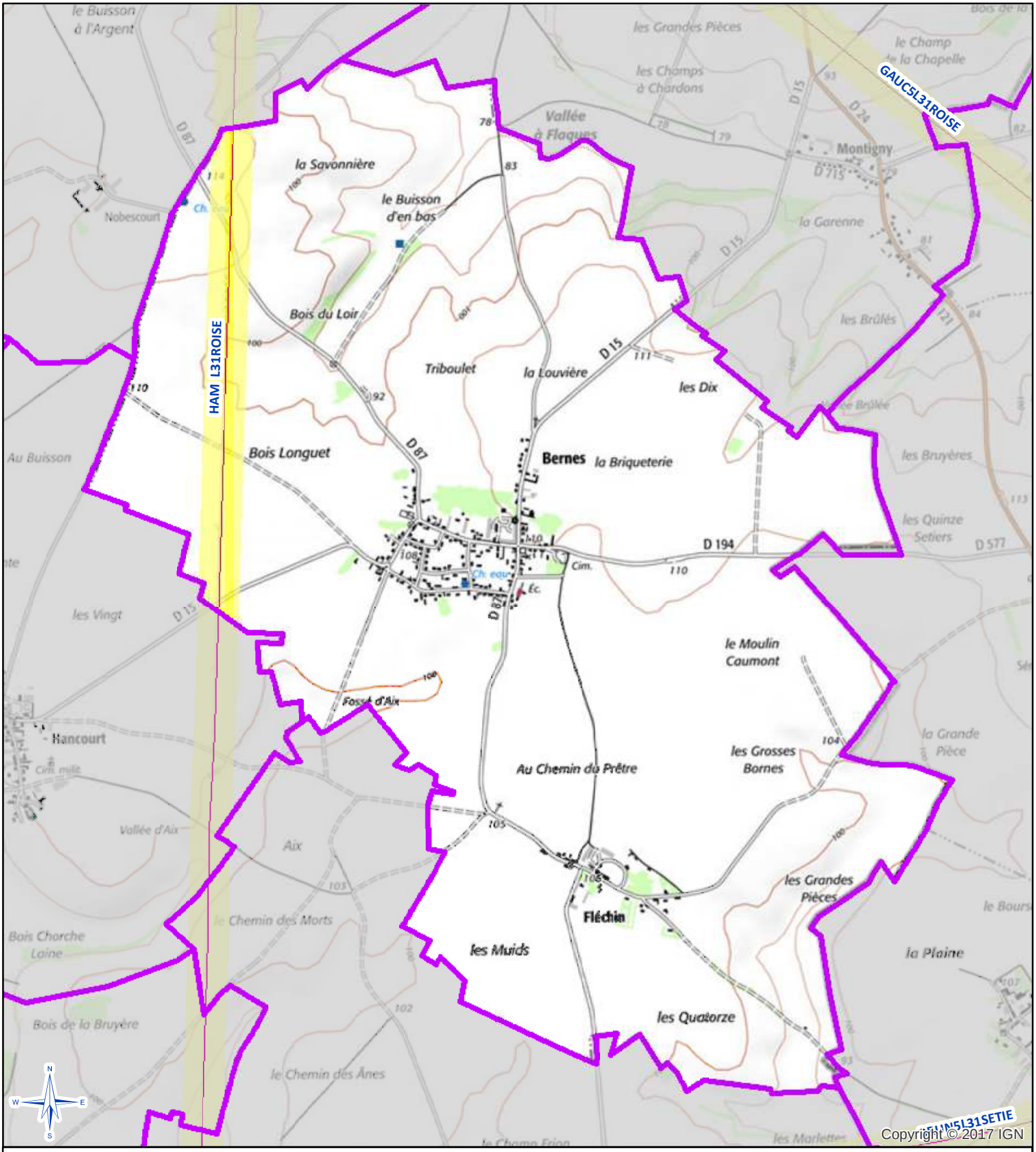
0 250 500

Barre d'échelle: Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Bernes
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

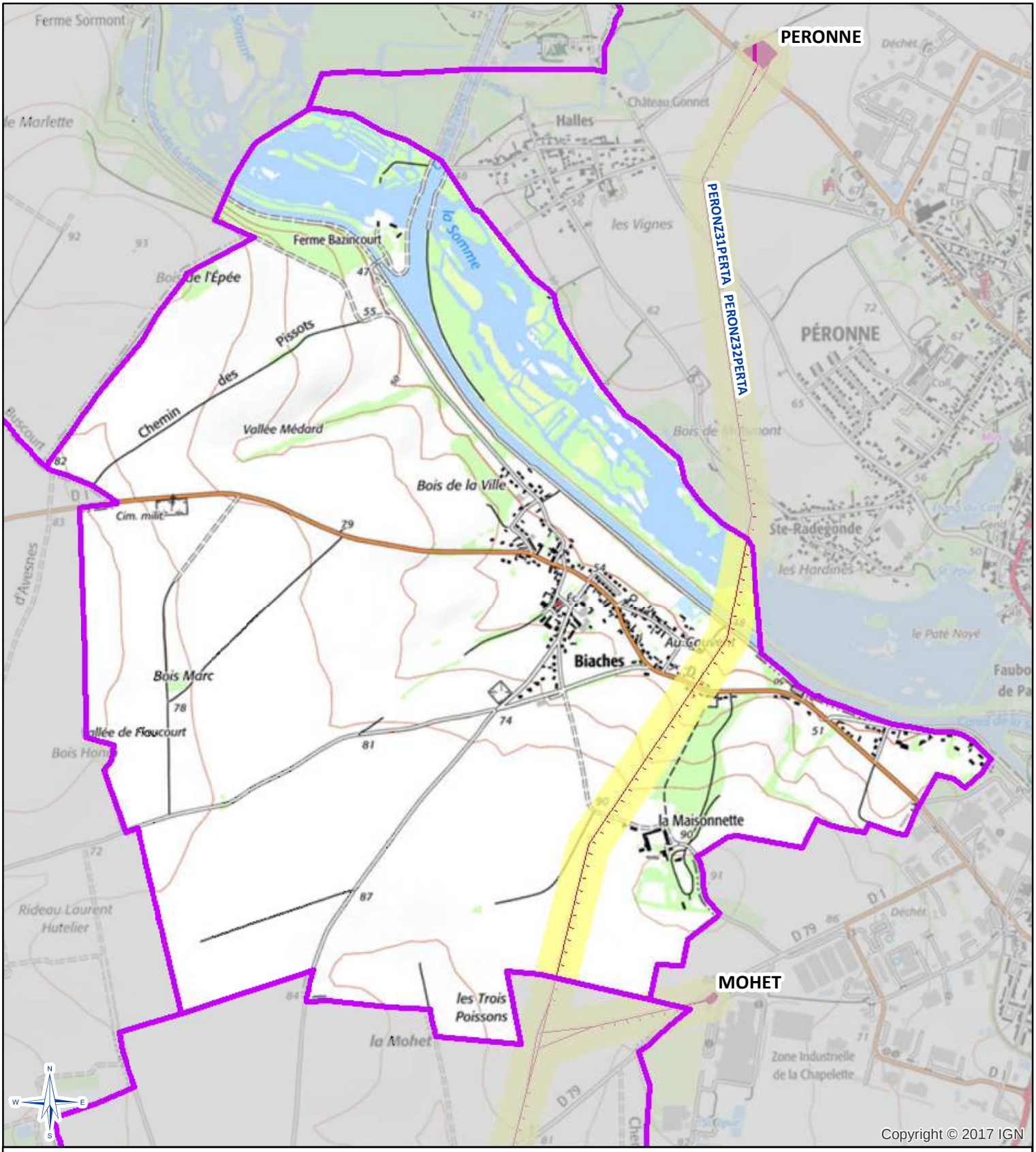
0 250 500
Barre d'échelle: Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Biaches
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:

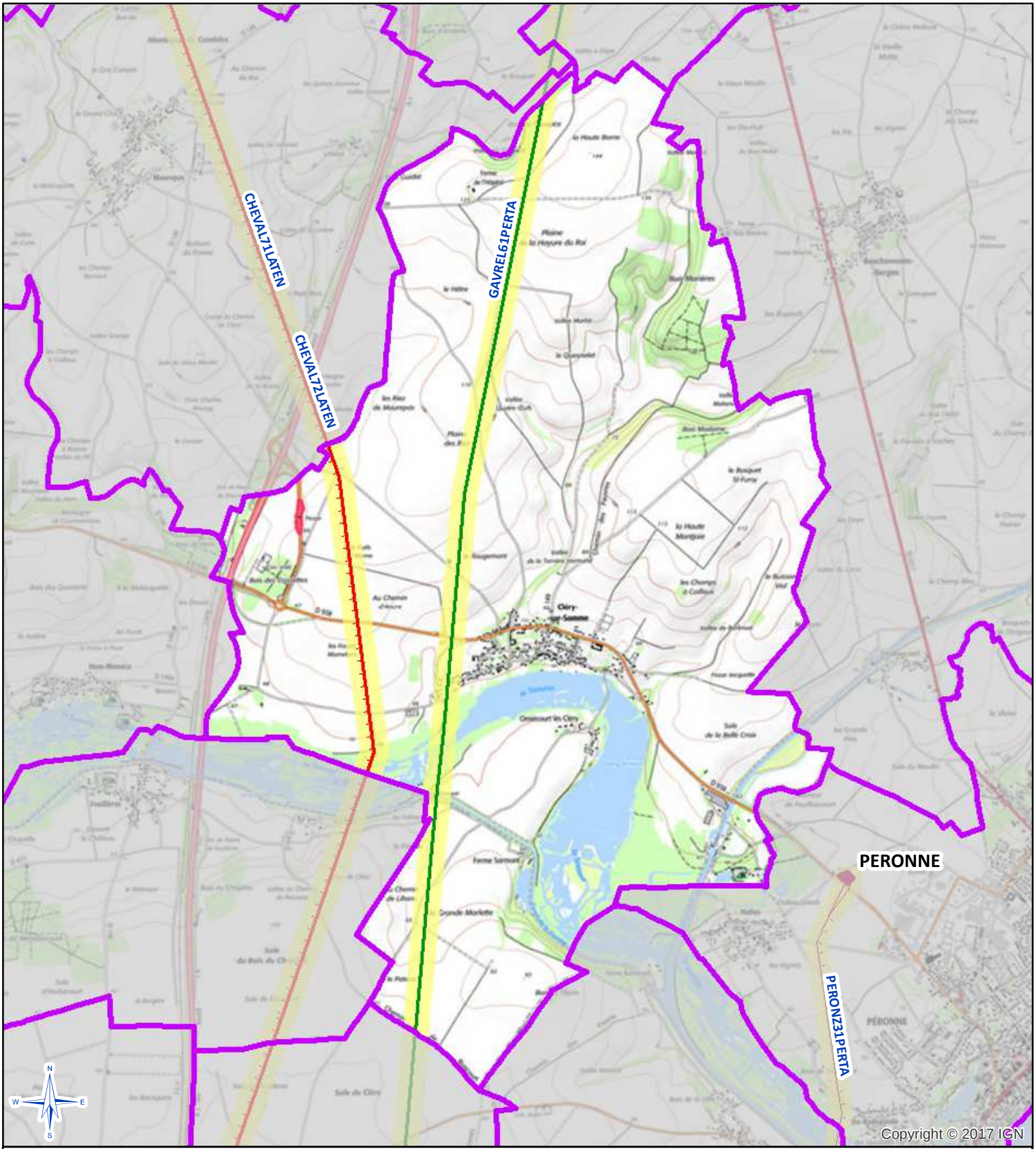
LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Cléry-sur-Somme
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA

LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

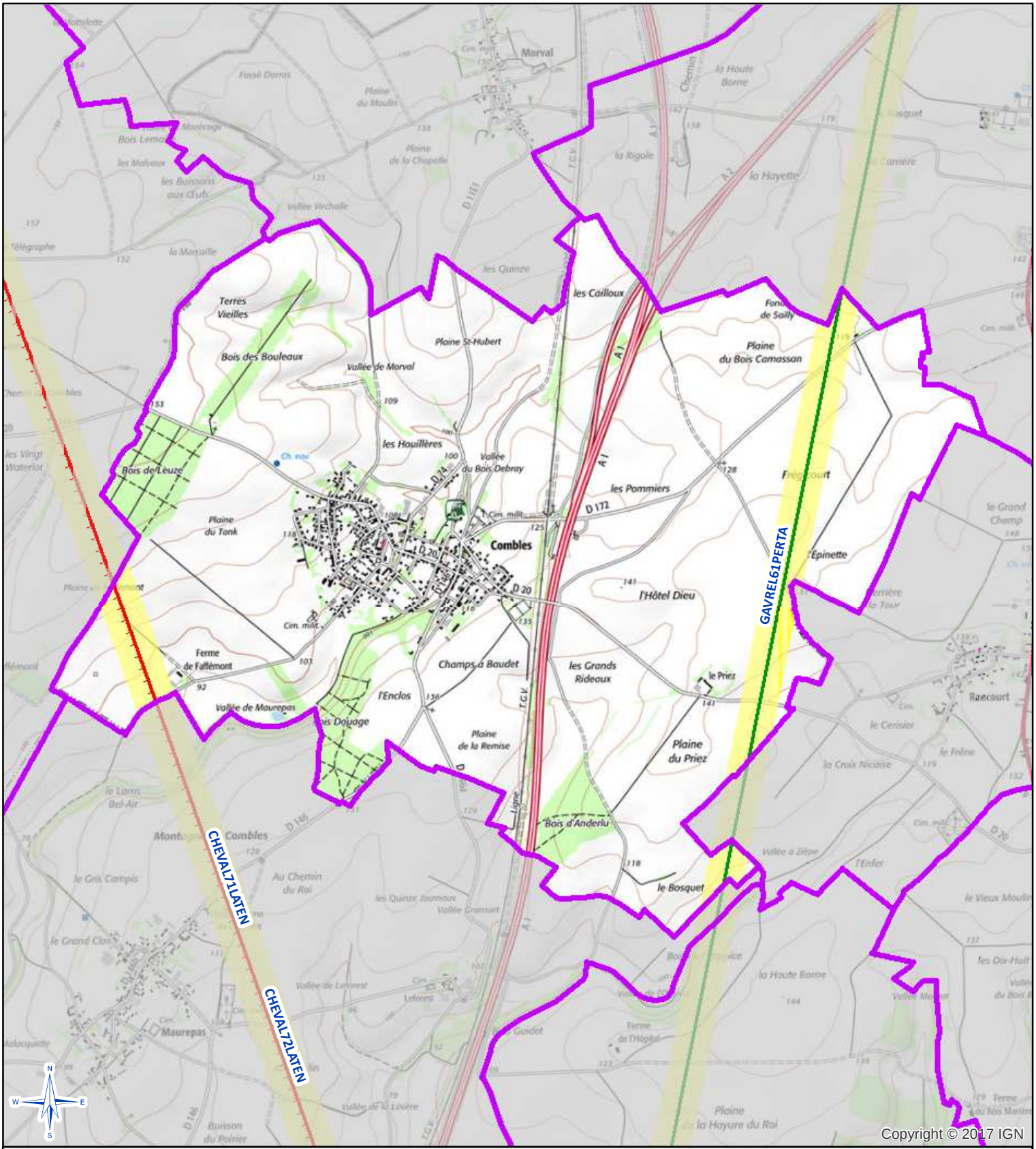
0 250 500 1 000

Barre d'échelle: Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Combles
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA

LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Limite communale

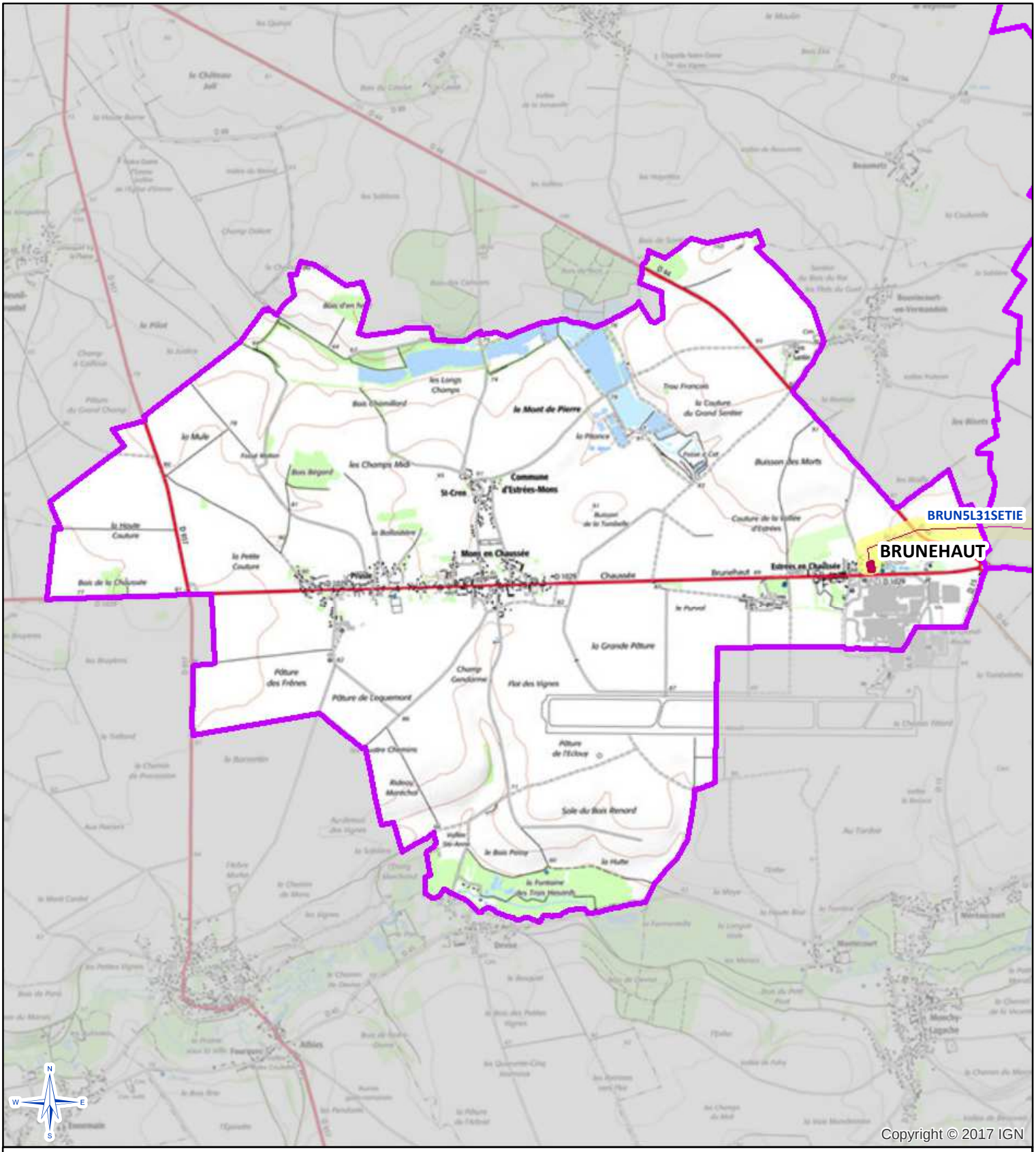
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Estrées-Mons
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 1 000 Mètres

Réseau RTE:

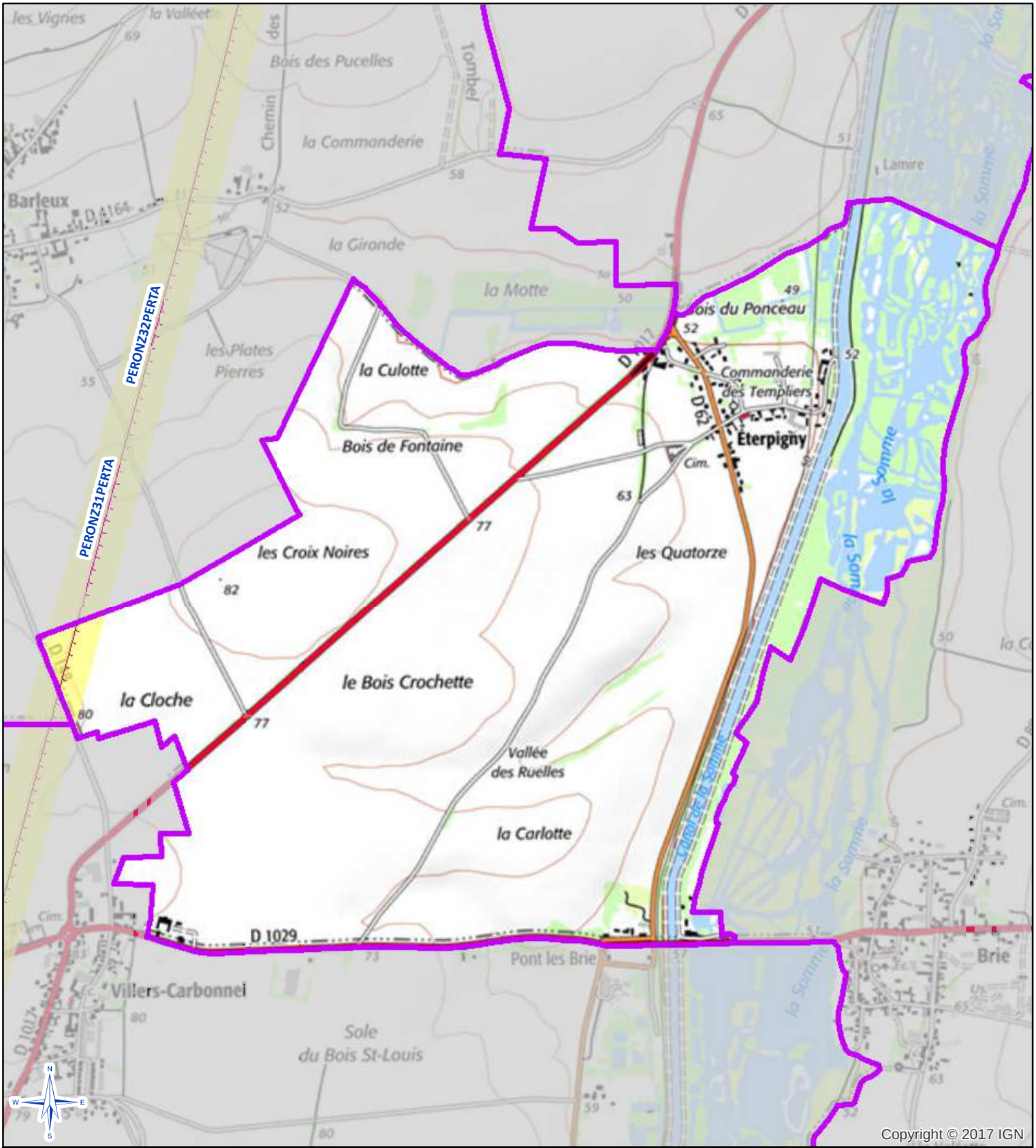
LIAISON 63kV N0 1 BRUNEHAUT-SETIER

Poste RTE 63 kV

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Éterpigny
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:

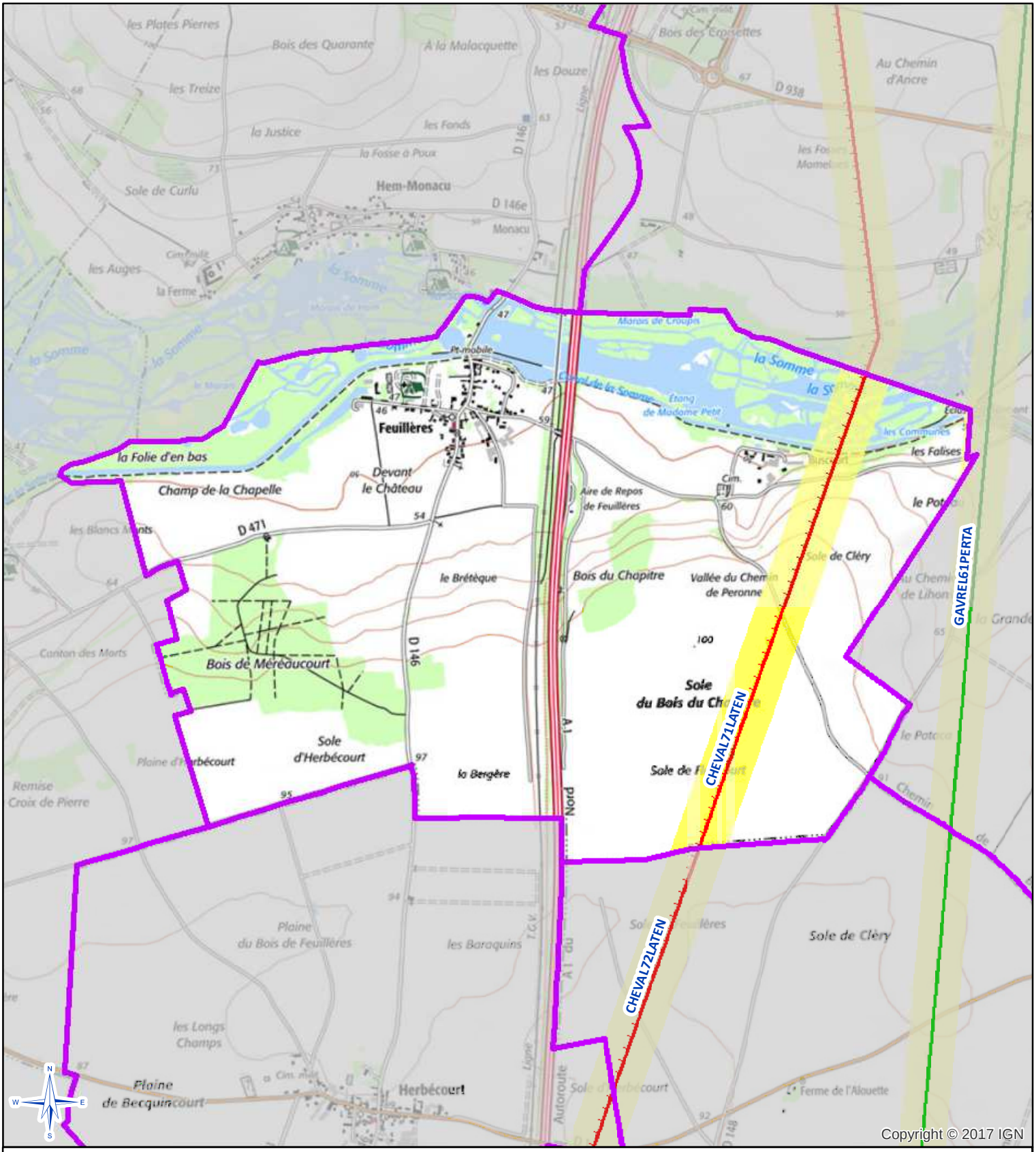
LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Feuillères
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:

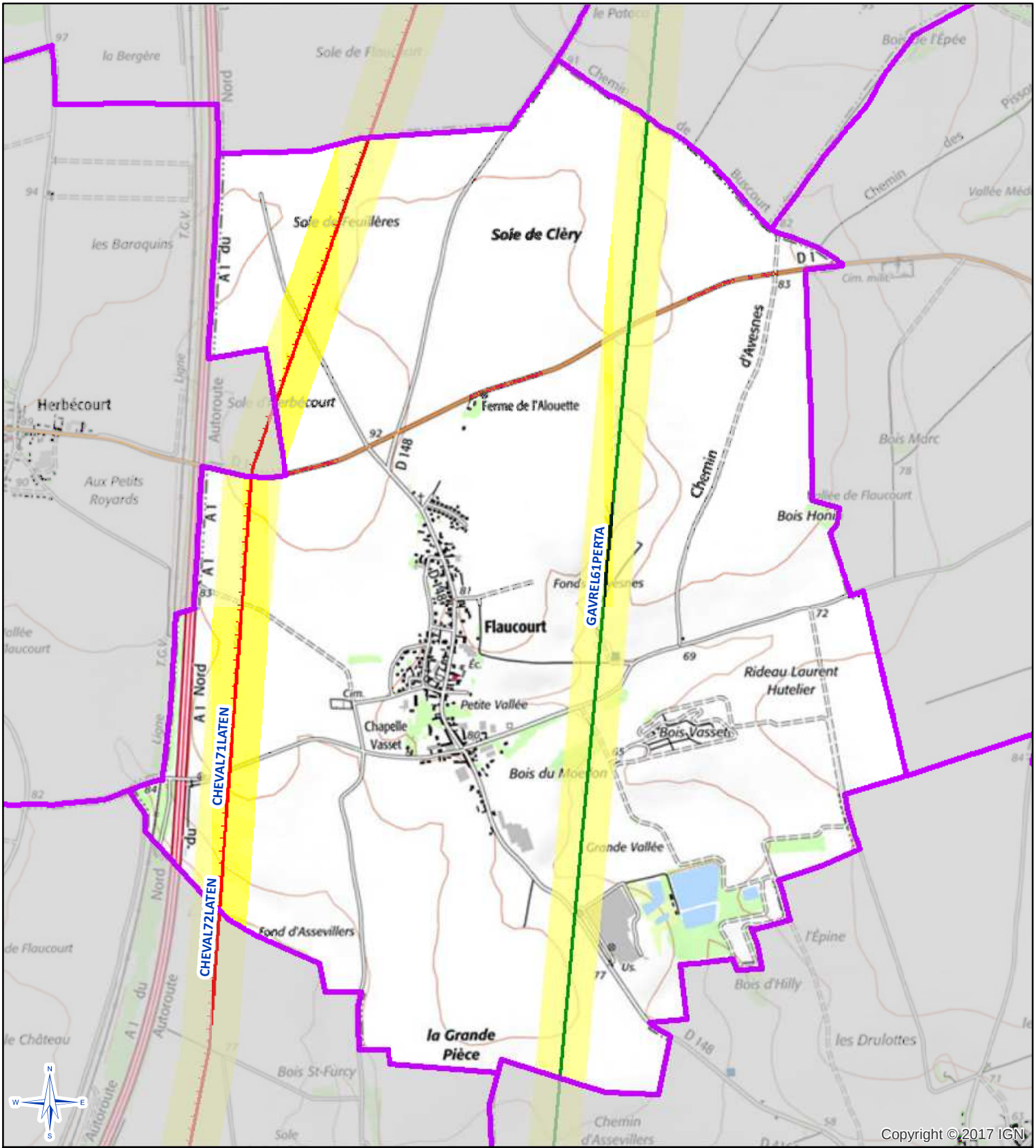
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA

LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Flaucourt
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA

LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Limite communale

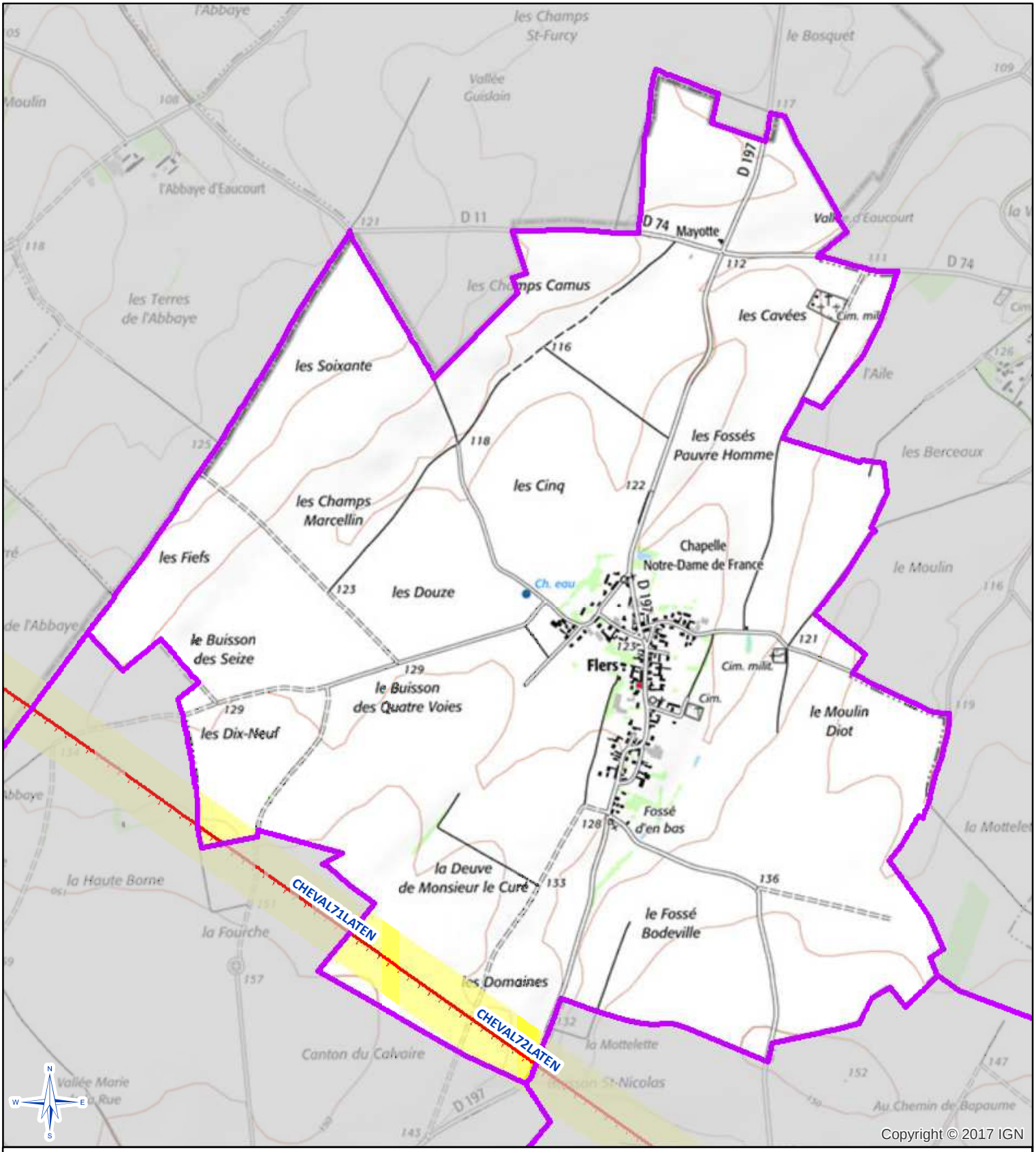
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Copyright © 2017 IGN

Commune de Flers
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:

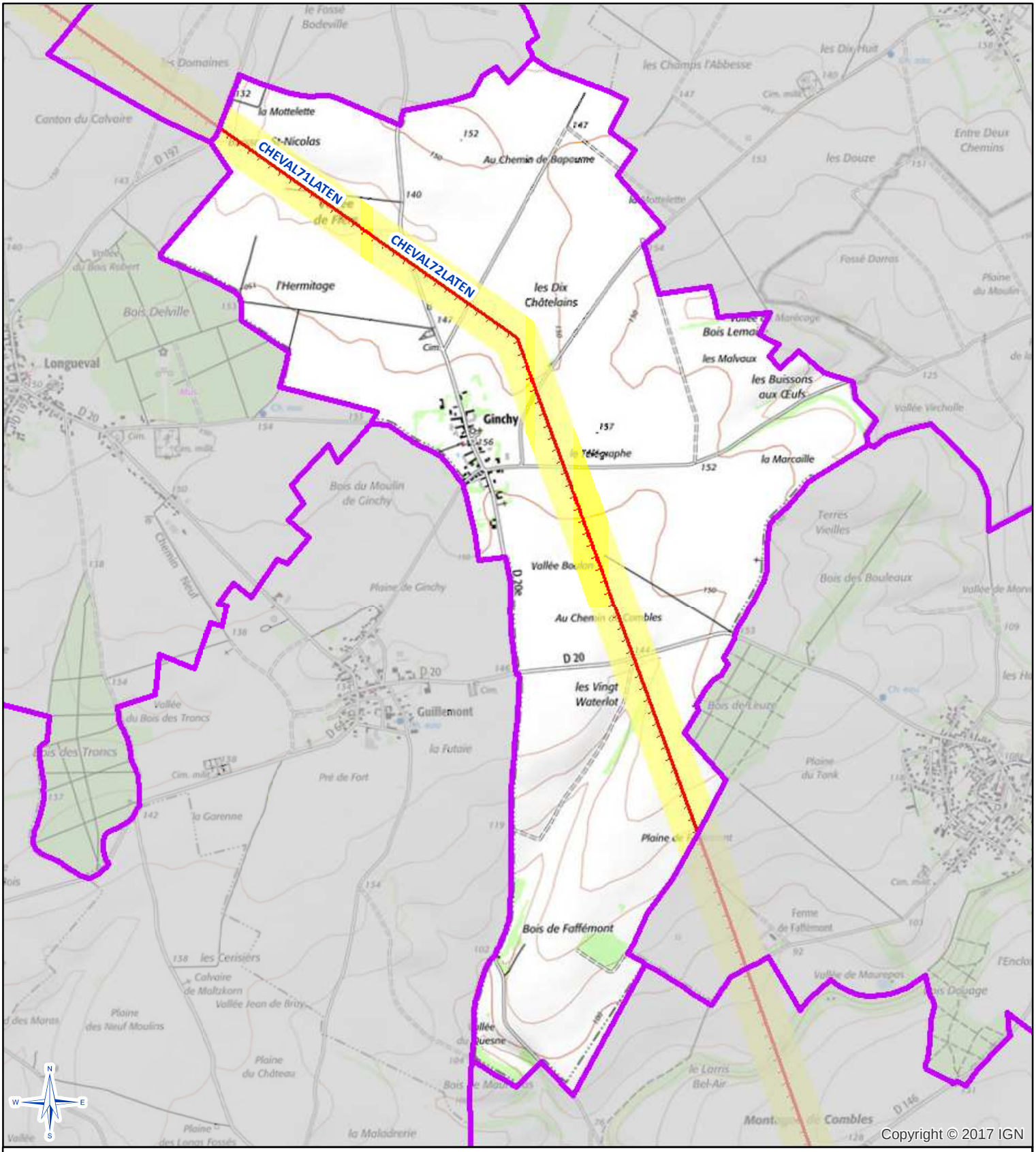
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA

LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Ginchy
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

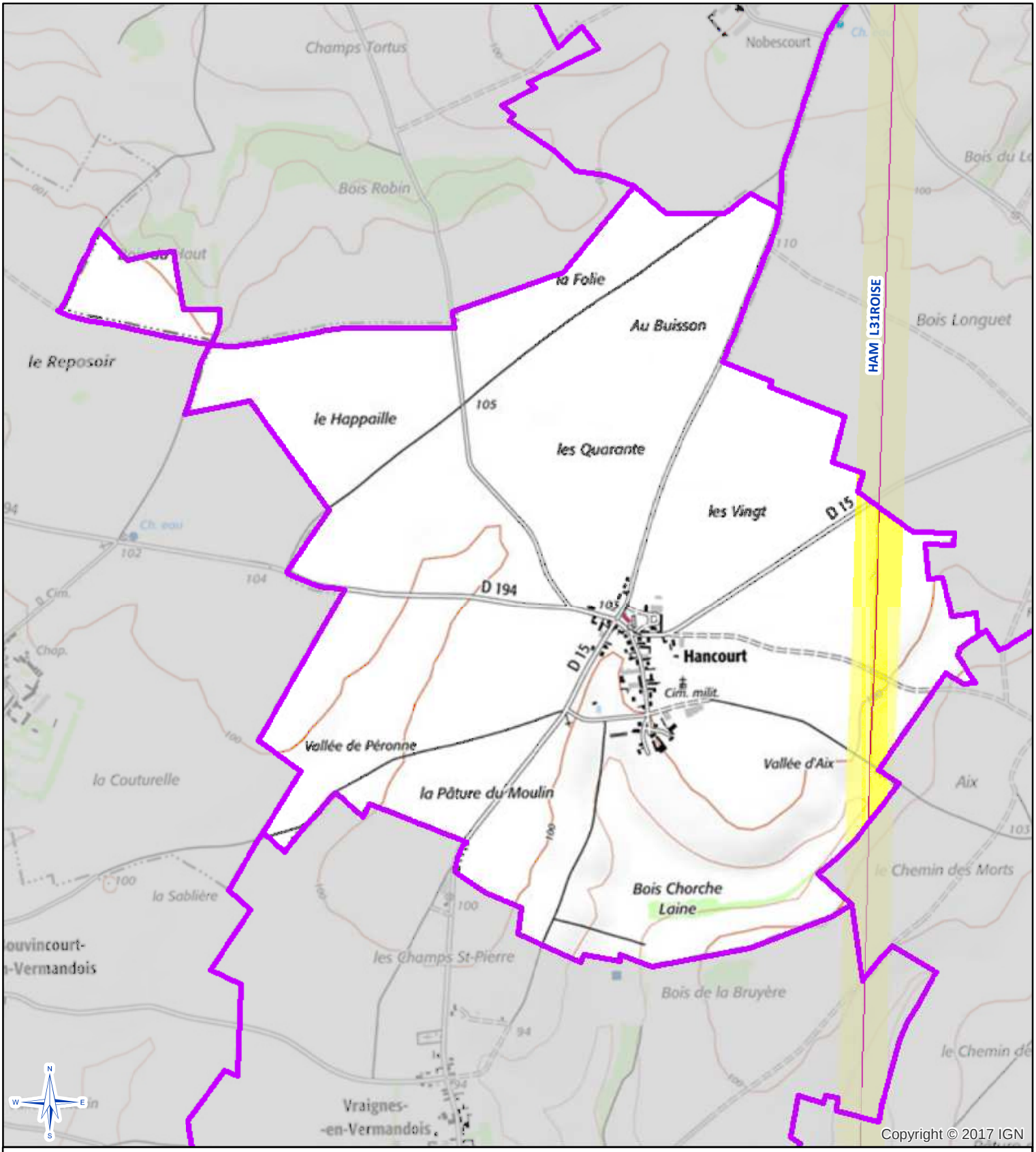
0 250 500
Barre d'échelle: Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA
LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Hancourt
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

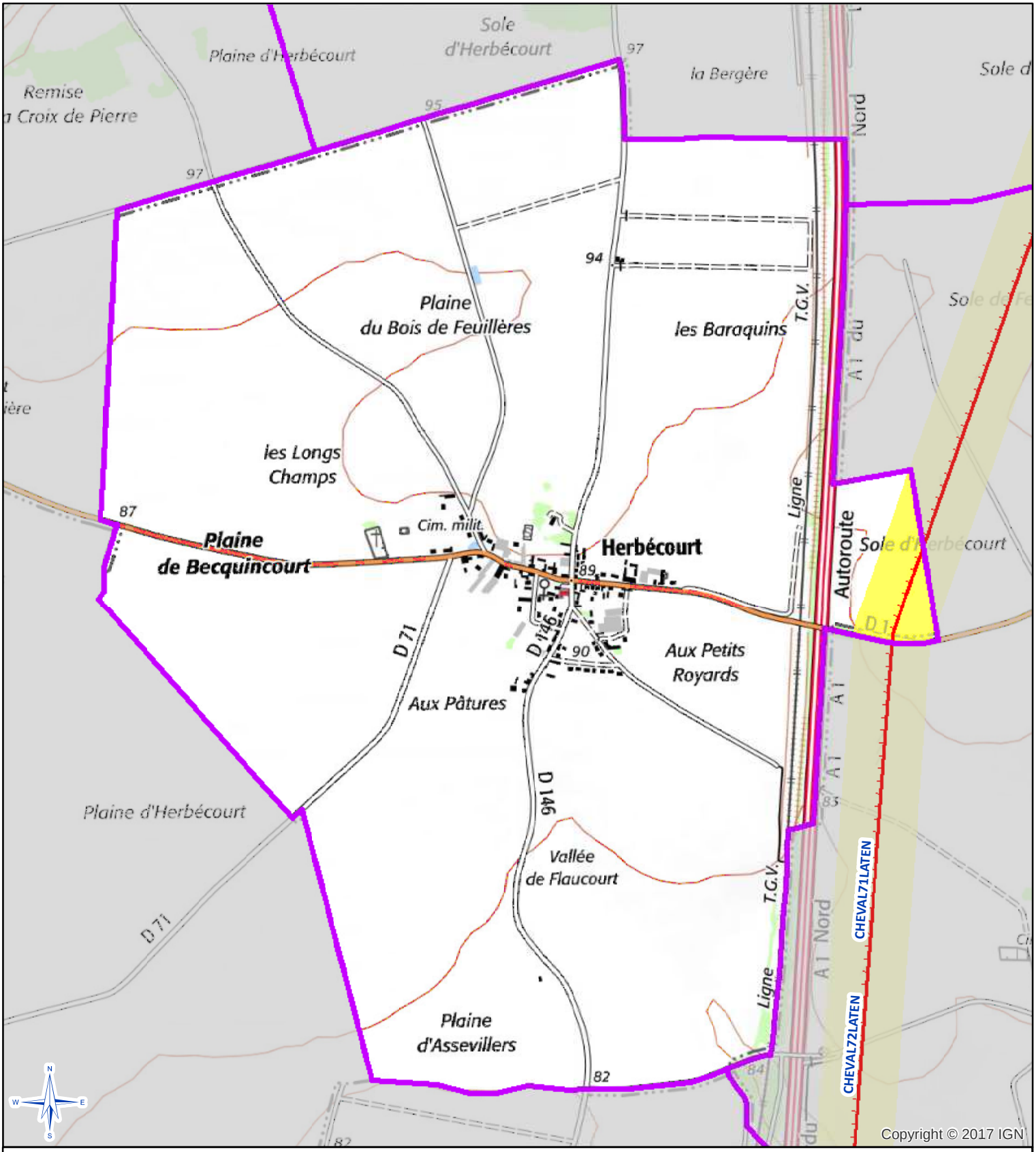
Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Herbécourt
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

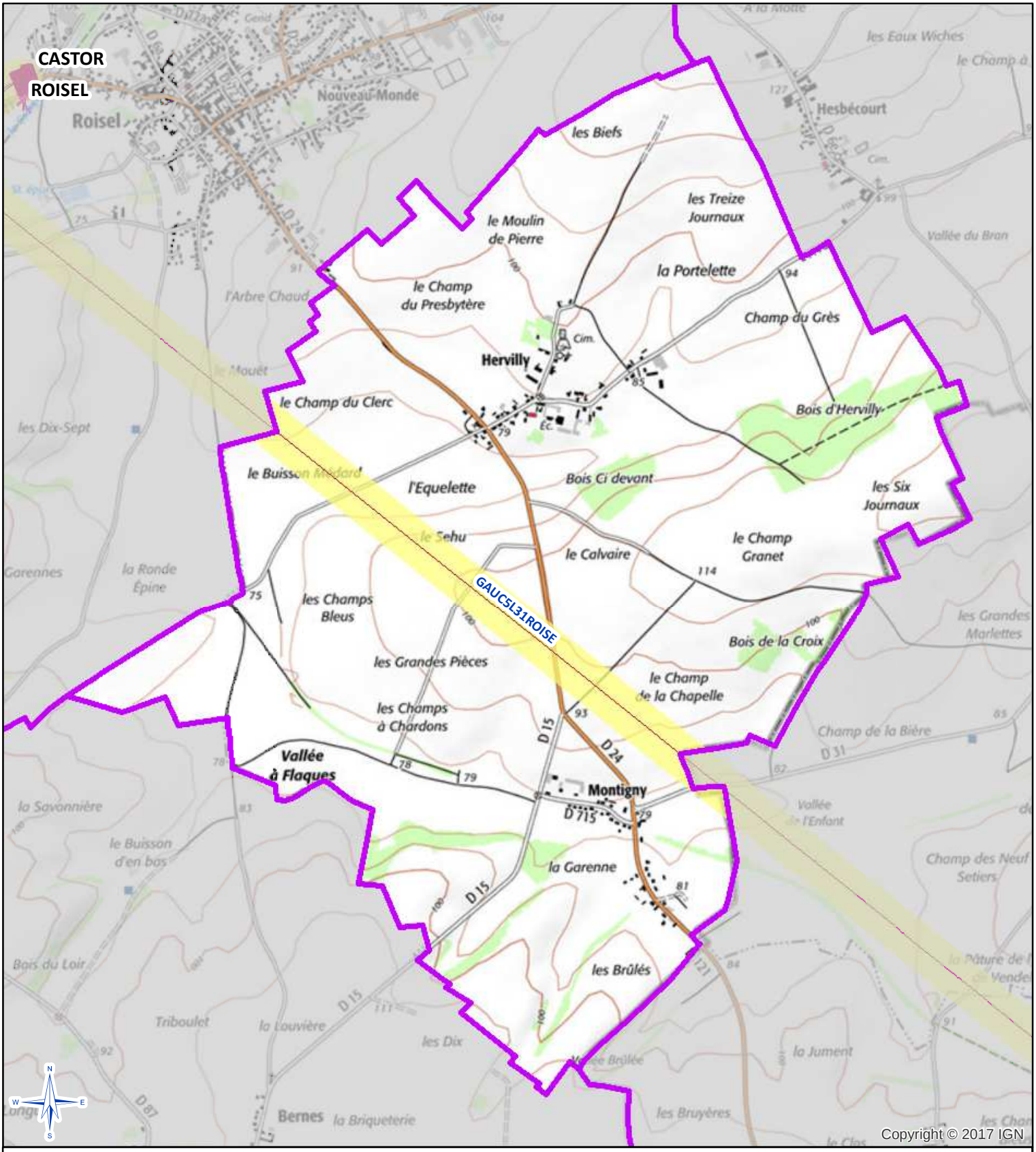
Barre d'échelle: 0 — 220 — 440 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA
LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Hervilly
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

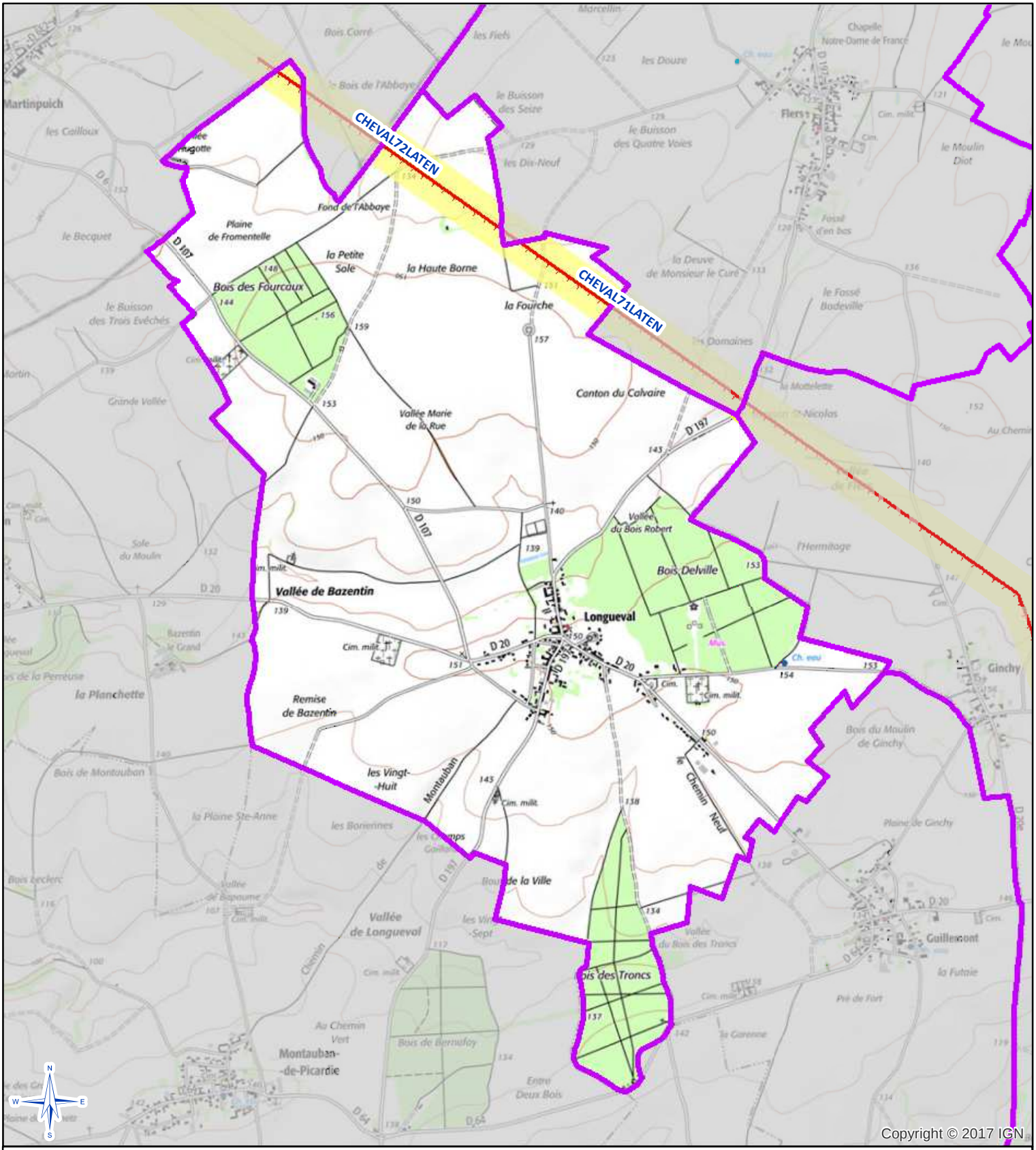
Réseau RTE:

LIAISON 63kV N0 1 GAUCHY-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Longueval
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

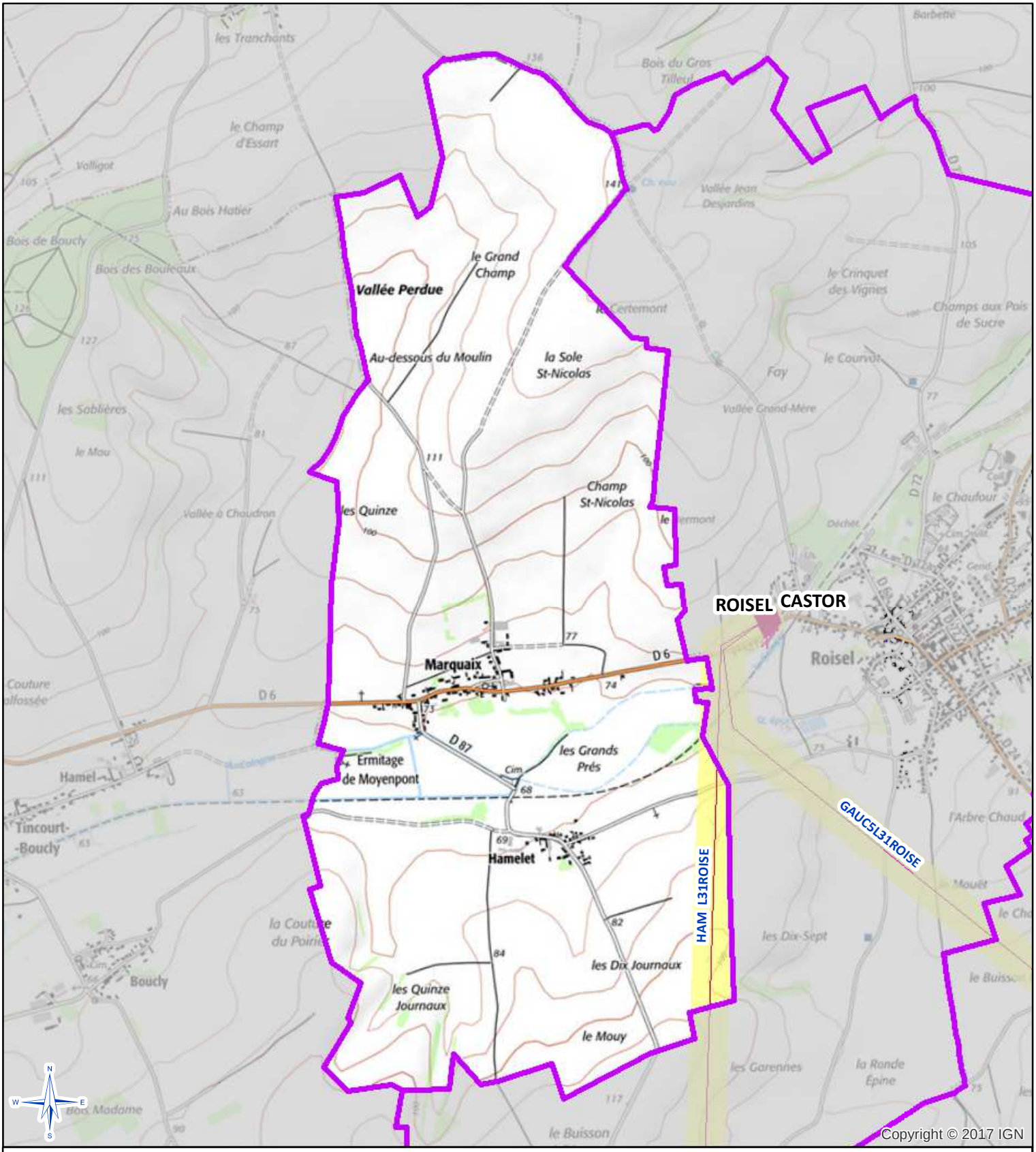
0 250 500
Barre d'échelle: Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA
LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Marquaix
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

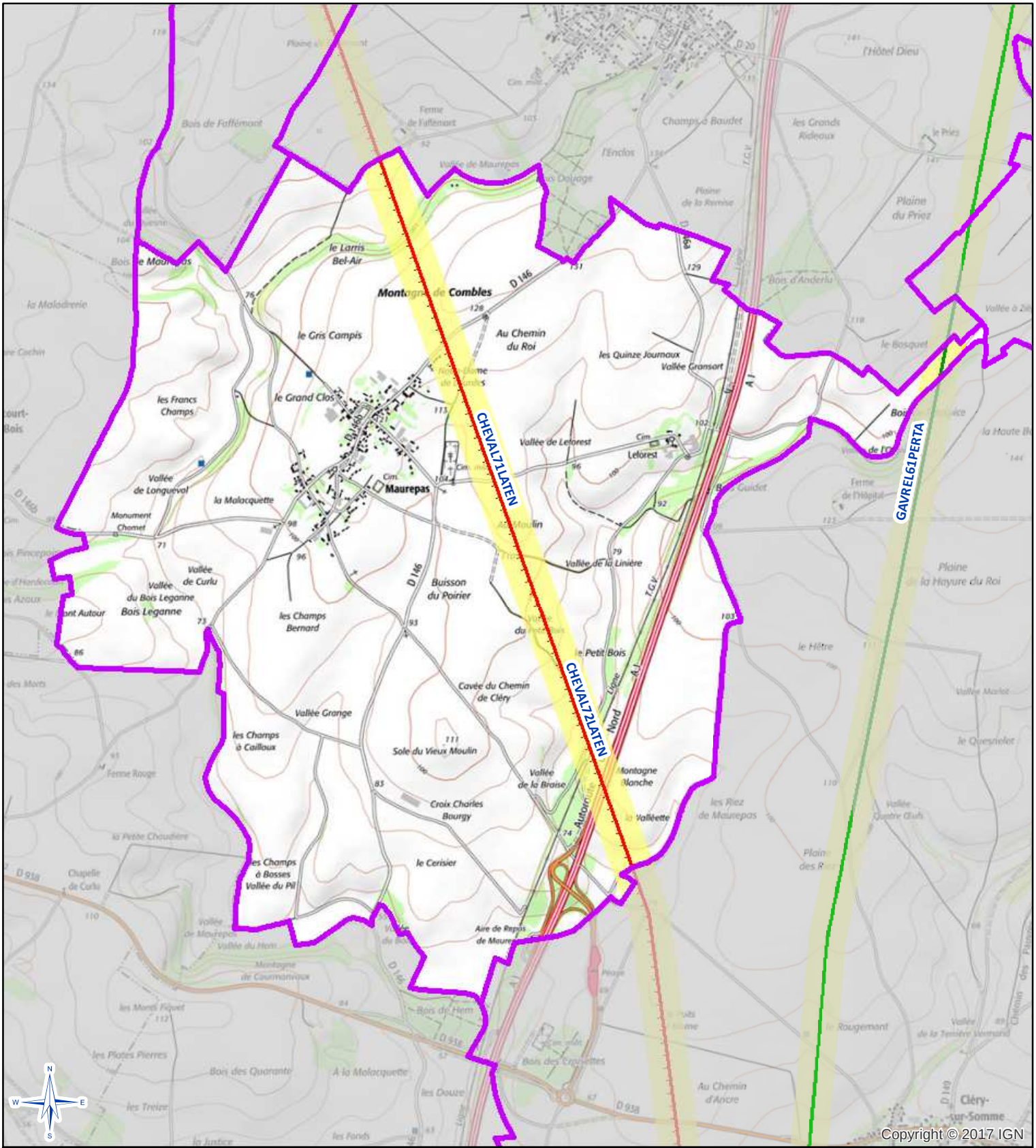
Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Copyright © 2017 IGN

Commune de Maurepas
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

0 250 500
Barre d'échelle: Mètres

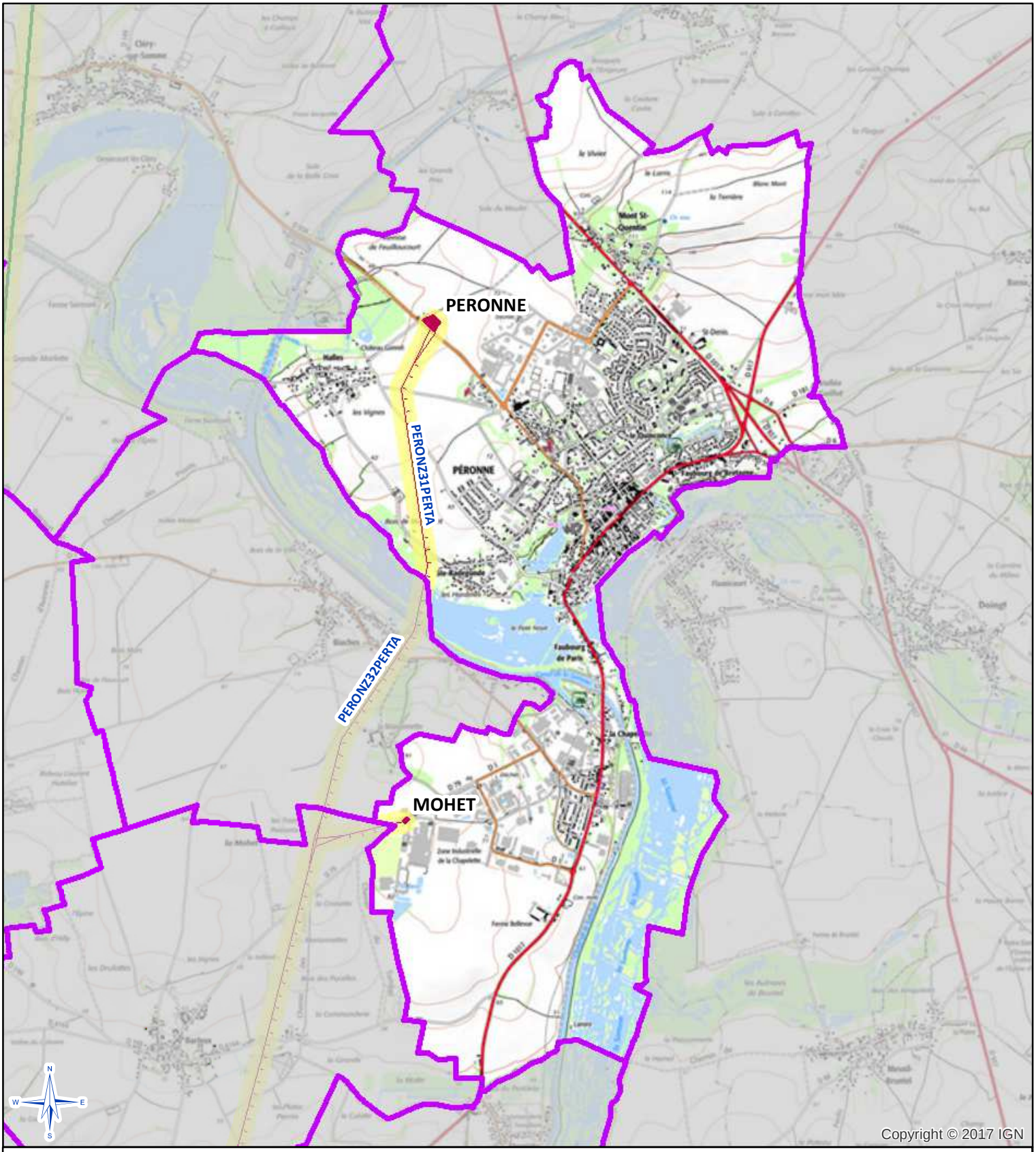
Réseau RTE:

LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN
LIAISON 400kV N0 1 CHEVALET-LATENA
LIAISON 400kV N0 2 CHEVALET-LATENA

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Péronne
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Poste RTE 63 kV

Limite communale

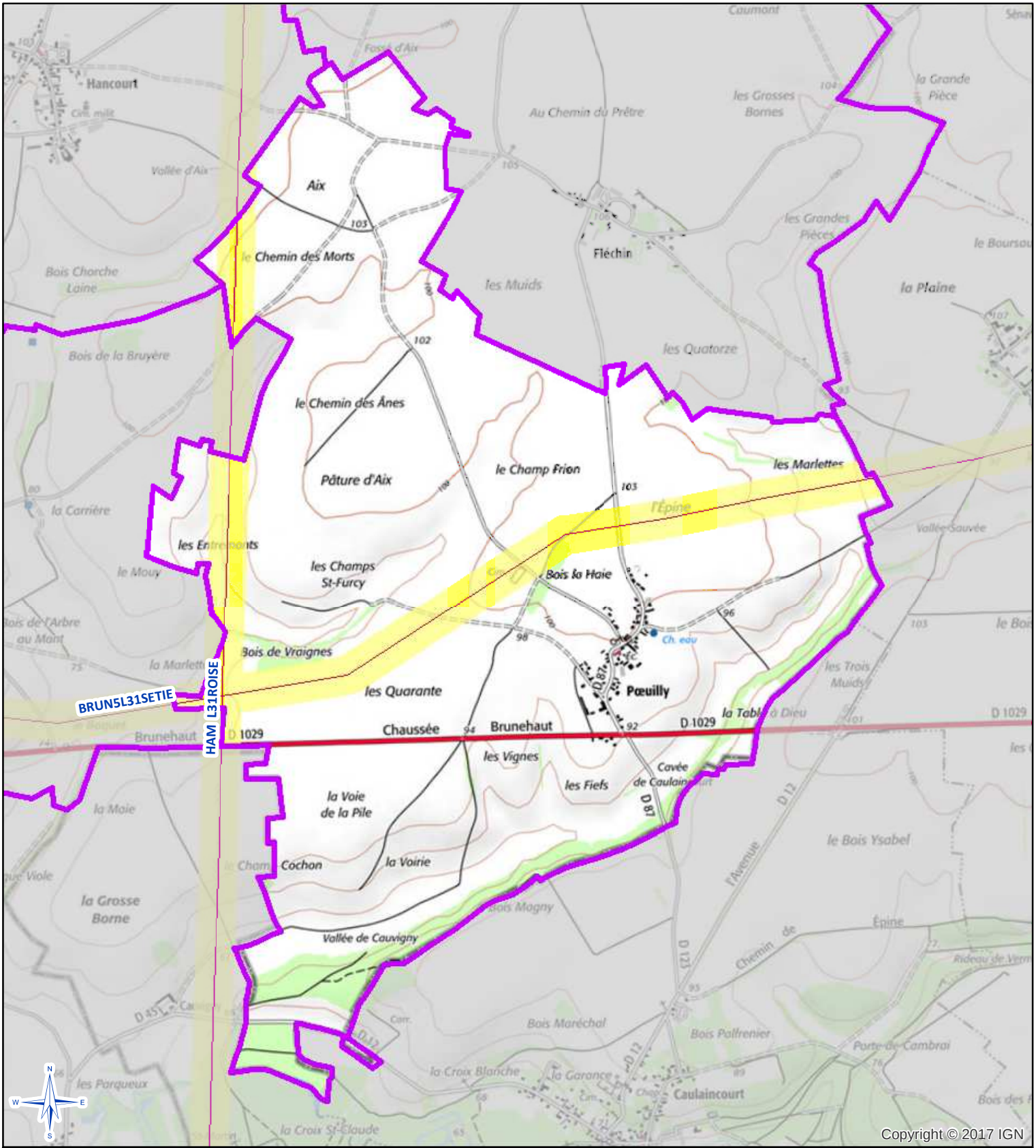
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 1 000 Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Pœuilly
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

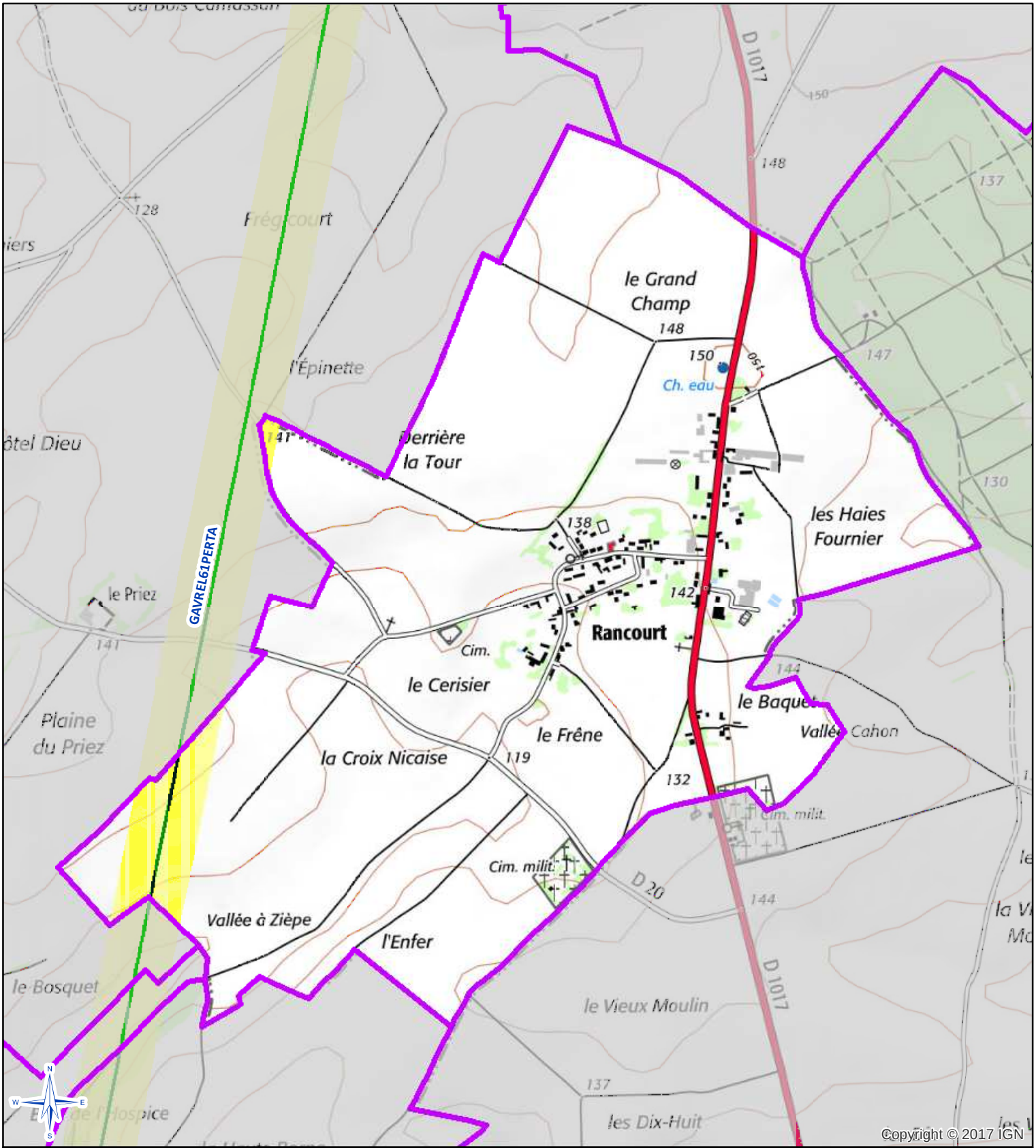
Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 63kV N0 1 BRUNEHAUT-SETIER
LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Rancourt
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

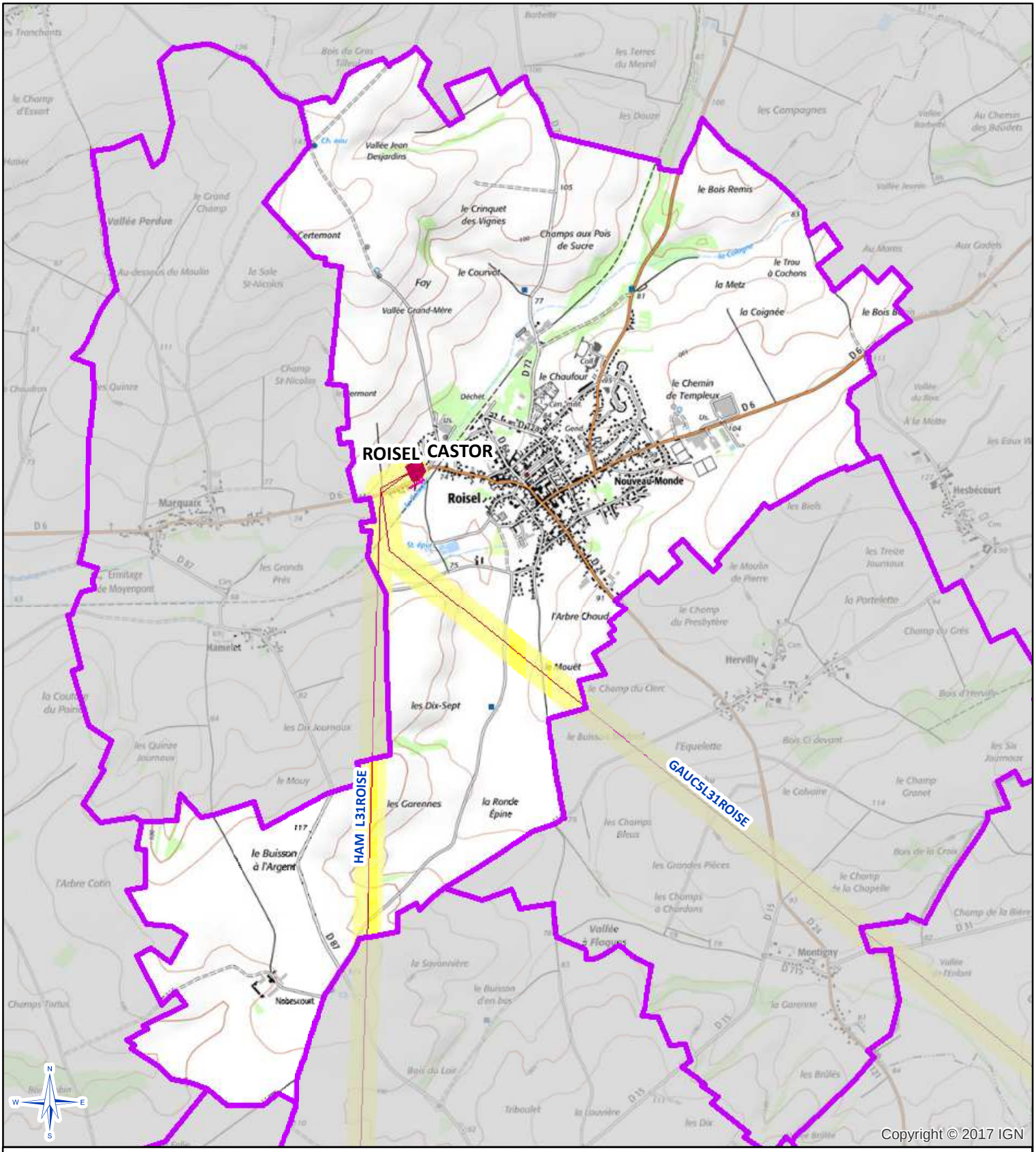
Barre d'échelle: 0 220 440 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Roisel
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Réseau RTE:

LIAISON 63kV N0 1 CASTOR-ROISEL

LIAISON 63kV N0 1 GAUCHY-ROISEL

LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Poste RTE 63 kV

Limite communale

Zonage du réseau électrique de transport aérien

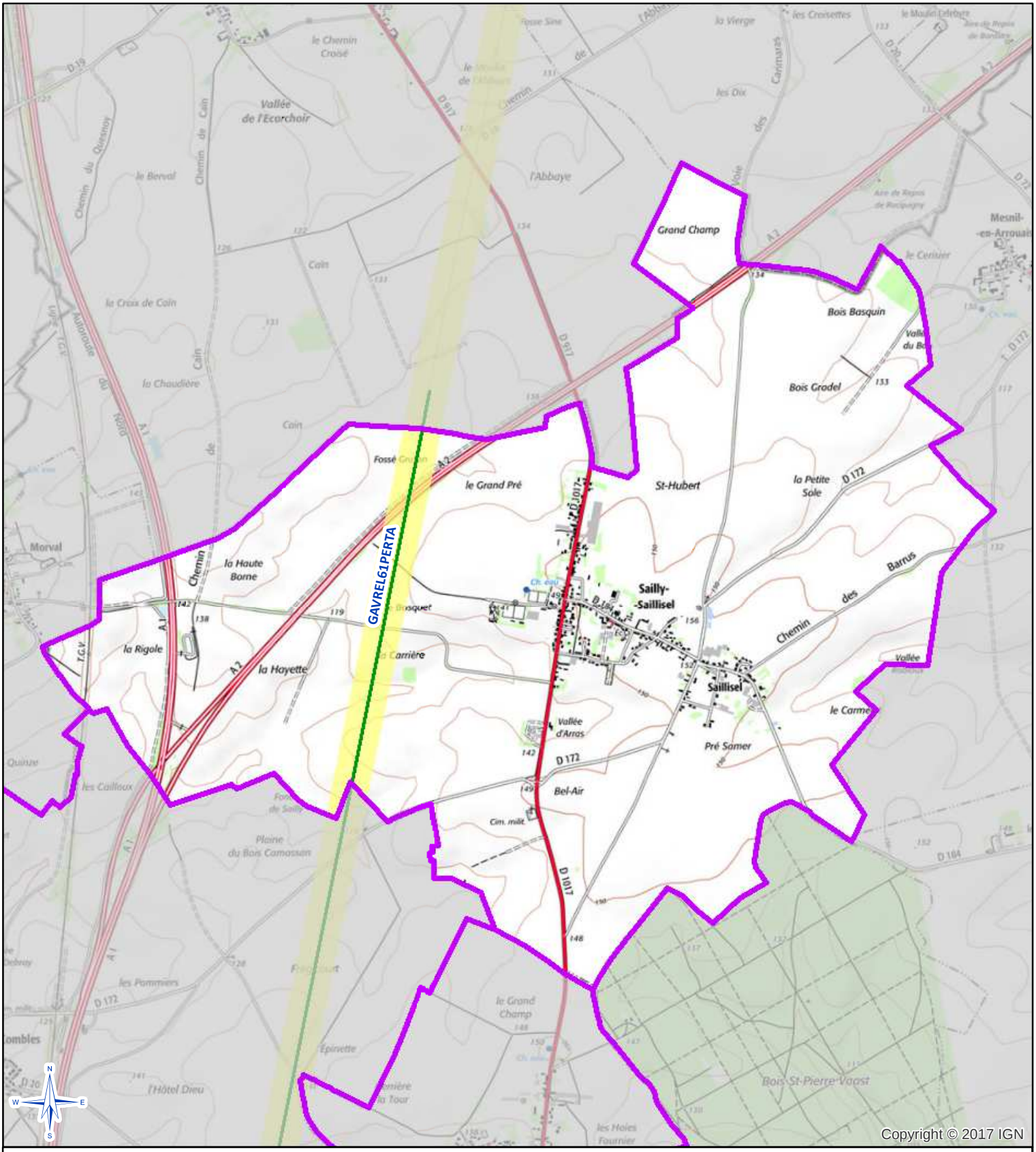
0 250 500

Barre d'échelle: Mètres

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Sailly-Saillisel
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

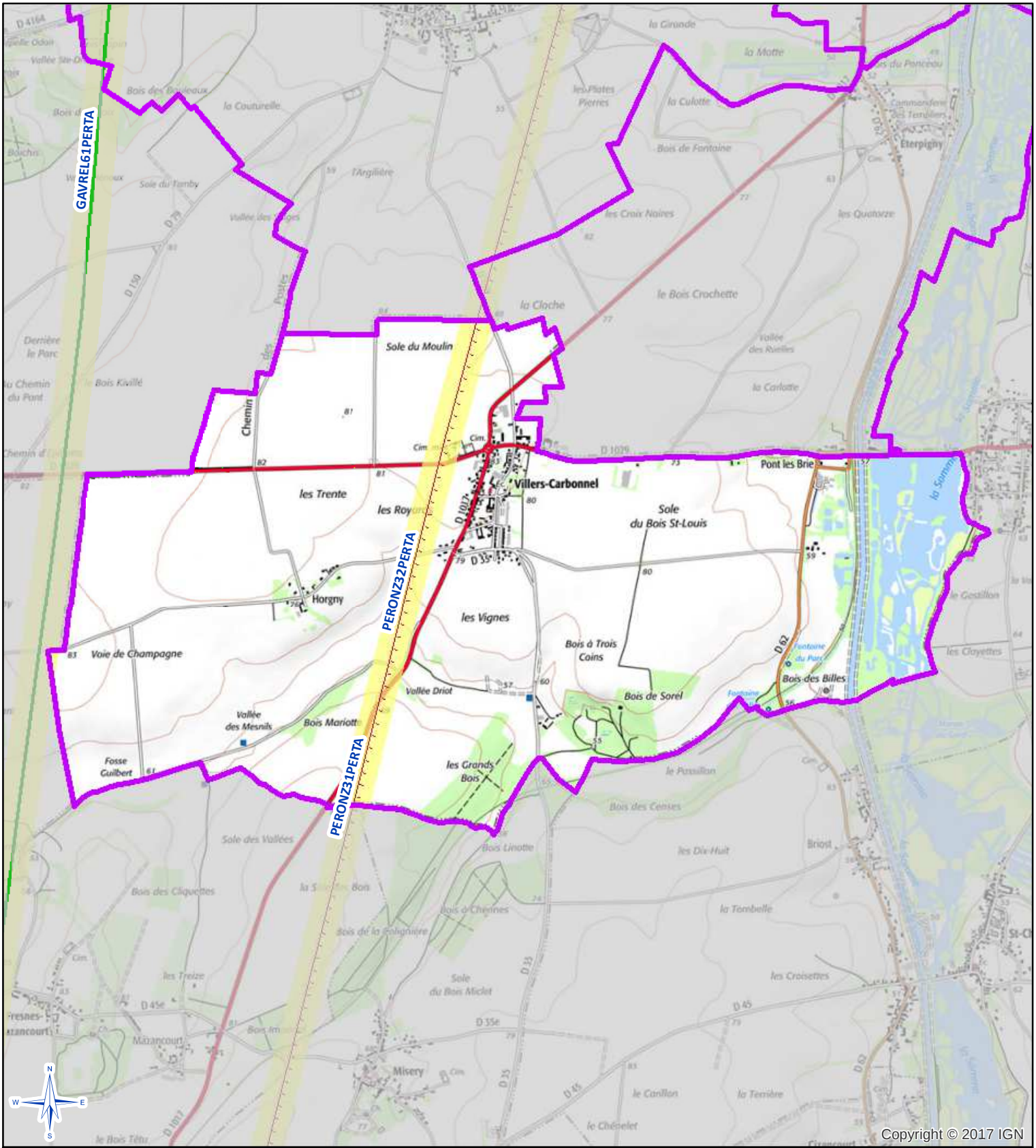
Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 225kV N0 1 GAVRELLE-PERTAIN

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - FLANDRE-HAINAUT
41 RUE ERNEST MACAREZ - 59300 VALENCIENNES
Tél. 03 27 23 85 55

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Villers-Carbonnel
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 250 500 Mètres

Réseau RTE:

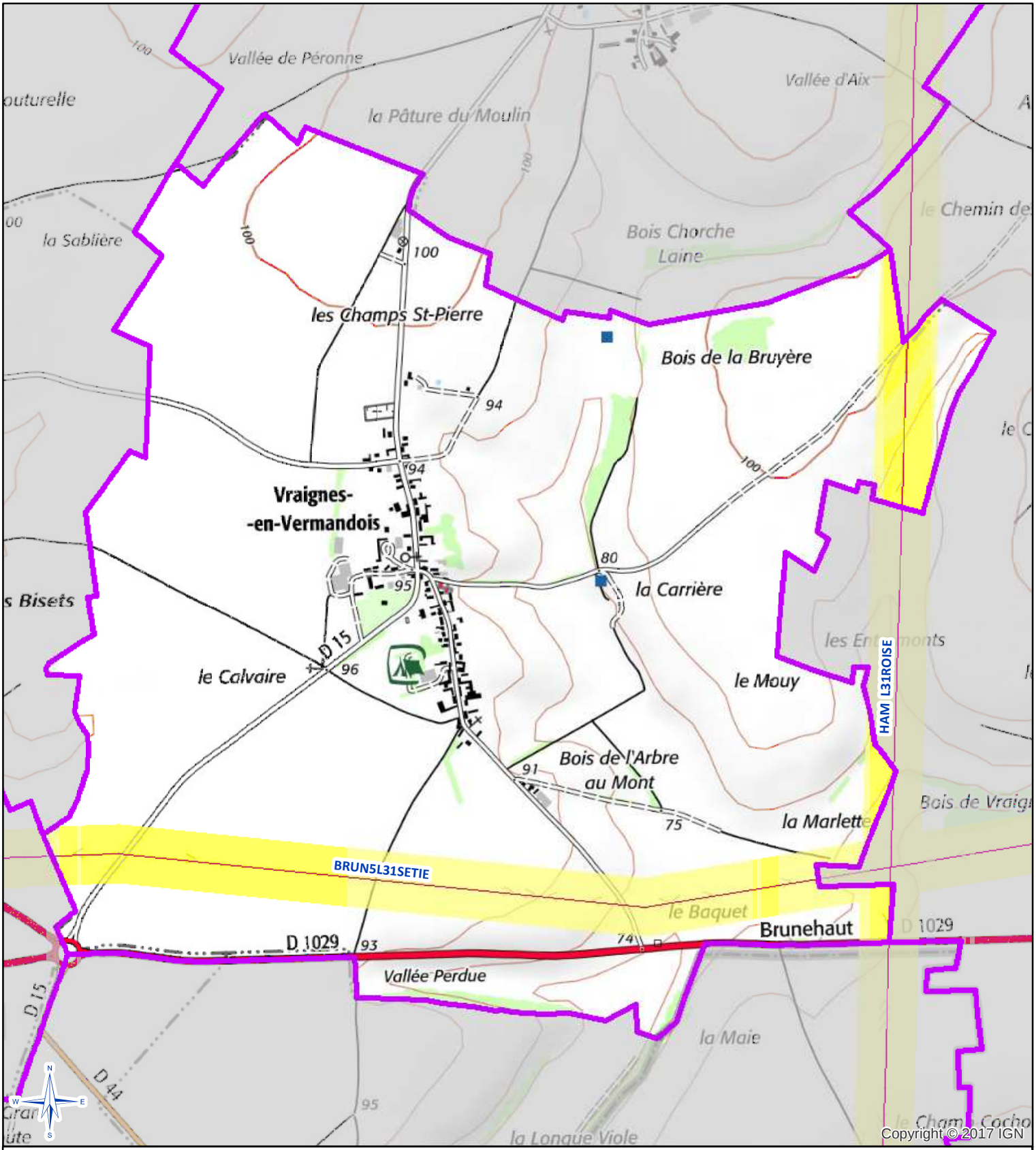
LIAISON 63kV N0 1 MOHET-PERONNE-PERTAIN

LIAISON 63kV N0 2 MOHET-PERONNE-PERTAIN

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr



Commune de Vraignes-en-Vermandois
Département: SOMME

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)

400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension | Fibre optique

Limite communale
Zonage du réseau électrique de transport aérien

Barre d'échelle: 0 220 440 Mètres

Réseau RTE:
LIAISON 63kV N0 1 BRUNEHAUT-SETIER
LIAISON 63kV N0 1 HAM-ROISEL

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2017
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE - CHAMPAGNE-ARDENNE
Impasse de la Chaufferie - B. P 246 - 51059 REIMS CEDEX
Tél. 03.26.05.53.53

Date d'enregistrement : 29/08/2017 13:50:44
S:\demandes\2017\PLU\CC Haute Somme\Haute Somme.mxd
Utilisateur: Delmerchr

ELECTRICITE

1 - GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du Réseau Public de Transport (RPT) et du Réseau Public de Distribution (RPD).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Articles 12 et 12 bis de la Loi du 15 juin 1906 modifiée.

Article 35 de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.
Loi N° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

Ordonnance N°58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946.

Décret N°67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au Juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret N°70-192 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire N°70-13 du 24 Juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 Juin 1970).

Article L.126 du code de l'urbanisme issu de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, précisant que les PLU et les POS restant doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (ouvrages existants et à construire).

2 - PROCEDURES D'INSTITUTION

A - PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 Avril 1946),

- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat des départements des communes ou syndicats de communes (article 299 de la loi du 13 Juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions des chapitres II et III du décret du 1l Juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du ministre chargé de l'Electricité et du Gaz selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées auxdits chapitres.

La DUP d'un projet de ligne aérienne ou souterraine, est la reconnaissance de l'intérêt général qu'il présente.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 Juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires, le concessionnaire adresse au Préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en Chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête d'une durée de 8 jours.Le demandeur notifie aux propriétaires concernés, les travaux projetés.

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 Juillet 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 Octobre 1967, article 1).

B - <u>INDEMNISATION</u>

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 Juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des seules servitudes.

Le préjudice purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte du protocole d'accord conclu entre EDF, RTE, l'APCA et la FNSEA le 20 décembre 2005.

En cas de litige l'indemnité est fixée par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 Octobre 1967 (article 20 du décret du 11 Juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du concessionnaire de la ligne. Les modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 Juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux. Ces dommages (dégâts instantanés) font l'objet d'une indemnisation propre définie par le protocole signé entre EDF, RTE, APCA, FNSEA, SERCE le 20 décembre 2006.

C - PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté préfectoral instituant les servitudes de passage des lignes éléctriques.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

3 - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1°) Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925 les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

2°) Obligations de faire imposées au propriétaire

- Néant

B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

l°) Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

2°) Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, le concessionnaire.

Les règles déterminant les distances à respecter entre les ouvrages et toute construction sont définies dans l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les travaux à proximité de ces ouvrages sont réglementés par le décret 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié qui interdit à toute personne de s'approcher elle-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'elle utilise à une distance inférieure à 5 mètres des pièces conductrices nues normalement sous tension. Il doit être tenu compte, pour déterminer cette distance, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices d'une part, et de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés d'autre part.

Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être soumis pour accord préalable à :

DREAL PICARDIE
44, rue Alexandre Dumas
80094 AMIENS Cedex 03

Liste des lignes électriques et poste :

- Liaison 400kV n°1 CHEVALET – LATENA ;
- Liaison 400kV n°2 CHEVALET – LATENA ;
- Liaison 225kV n°1 GAVRELLE – PERTAIN;
- Liaison 63kV n°1 BRUNEHAUT – SETIER ;
- Liaison 63kV n°1 CASTOR – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 GAUCHY – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 HAM – ROISEL ;
- Liaison 63kV n°1 MOHET – PERONNE – PERTAIN ;
- Liaison 63kV n°2 MOHET – PERONNE – PERTAIN ;
- Poste RTE 63kV de CASTOR ;
- Poste RTE 63kV de BRUNEHAUT
- Poste RTE 63kV de ROISEL ;
- Poste RTE 63kV de MOHET ;
- Poste RTE 63kV de PERONNE.

3°)Espaces Boisés Classés (EBC) et Ouvrages Electriques

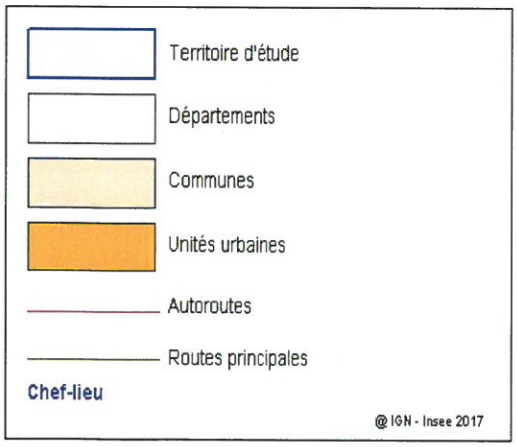
Il est rappelé que si une servitude a été instituée ou un couloir réservé, qu'il s'agisse d'une ligne HT ou THT, les POS ou PLU concernés ne doivent pas faire figurer en EBC les terrains surplombés par les lignes électriques. Un tel classement constituerait une erreur de droit. Une procédure de révision devrait être alors engagée pour supprimer l'EBC figurant sous les lignes dont il s'agit.

Portrait de territoire

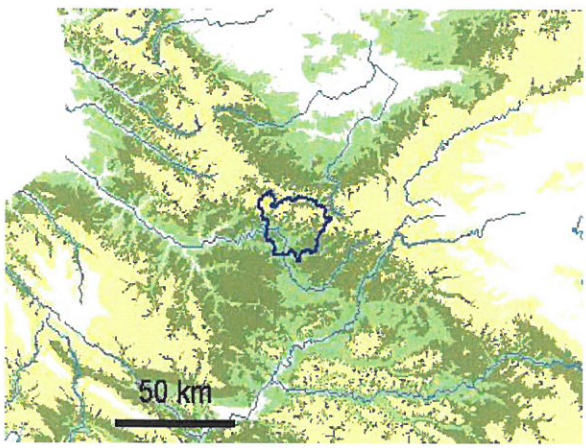
Cartographie de la zone

60 commune(s), 1 chef-lieu(x) d'arrondissement, 1 unité urbaine, 27985 habitants, 462.8 km²





Relief et hydrographie



"Aucune reproduction même partielle autre que celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'Insee"

Composition de la zone

Votre zone a été fabriquée par : EPCI

Elle est composée de 60 commune(s)

Remarques sur la cartographie

Les cartes sont en géographie 2016.

Certaines représentations peuvent faire apparaître des ronds proportionnels sortant du cadre en cas de présence d'une valeur très élevée dans l'environnement de la zone d'étude.

Résumé statistique

Population

	Territoire	Comparaison
Population en 2014	27 985.0	6 033 802.0
Densité de population (nombre d'habitants au km^2) en 2014	60.5	188.2
Superficie (en km^2)	462.8	32 067.2
Variation de population : taux annuel moyen entre 2009 et 2014 en %	-0.0	0.2
dont variation due au solde naturel : taux annuel moyen entre 2009 et 2014 en %	0.0	0.5
dont variation due au solde apparent : taux annuel moyen entre 2009 et 2014 en %	-0.0	-0.2
Nombre de ménages en 2014	11 800.3	2 503 354.1

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

	Territoire	Comparaison
Population estimée au 1er janvier 2015	//	//
Naissances domiciliées en 2014	307	75830
Décès domiciliés en 2014	380	55716

Source : Insee, état civil - estimation de population au 1er janvier

Logement

	Territoire	Comparaison
Nombre total de logements en 2014	13 704.4	2 810 786.5
Part des résidences principales en 2014 en %	86.1	89.1
Part des résidences secondaires (y.c. logements occasionnels) en 2014 en %	3.4	3.6
Part des logements vacants en 2014 en %	10.5	7.3
Part des ménages propriétaires de leur résidence principale en 2014 en %	68.6	57.7

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Revenus

Les données sur les revenus, le pouvoir d'achat et la consommation des ménages sont disponibles sur insee.fr, rubrique Statistiques.

RP = Recensement de la population
// = information non disponible pour ce niveau géographique

Résumé statistique

Emploi-Chômage

	Territoire	Comparaison
Emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail en 2014	10 214.7	2 139 722.2
dont part de l'emploi salarié au lieu de travail en 2014 en %	88.5	89.9
Variation de l'emploi total au lieu de travail : taux annuel moyen entre 2009 et 2014 en %	-1.3	-0.4
Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2014 en %	71.3	70.4
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2014 en %	18.8	16.9

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

Établissements

	Territoire	Comparaison
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2014	2 231.0	419 353.0
Part de l'agriculture en %	15.9	6.4
Part de l'industrie en %	6.2	5.2
Part de la construction en %	7.4	9.8
Part du commerce, transports et services divers en %	55.1	62.6
dont commerce et réparation auto en %	19.5	18.0
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale en %	15.4	16.1
Part des établissements de 1 à 9 salariés en %	28.8	24.9
Part des établissements de 10 salariés ou plus en %	6.9	7.3

Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

CLAP = Connaissance locale de l'appareil productif

Évolution et structure de la population

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014
Population	29 165.0	29 078.0	29 486.0	28 563.0	28 263.0	28 018.0	27 985.0
Densité moyenne (hab/km²)	63.0	62.8	63.7	61.7	61.1	60.5	60.5

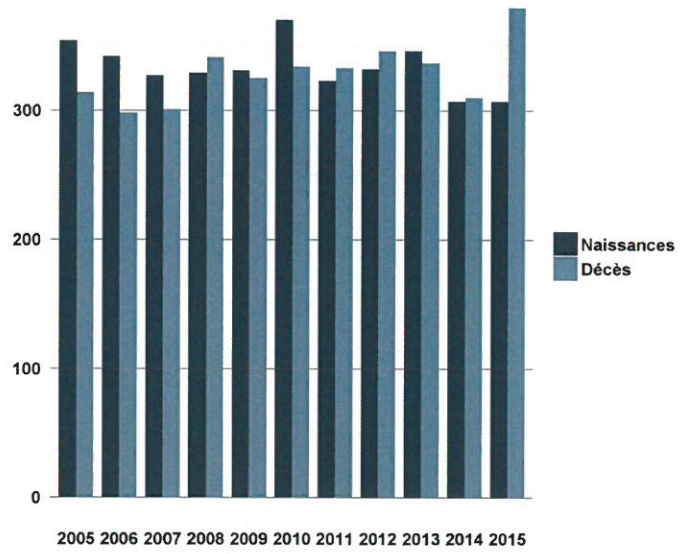
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 à RP2014 exploitations principales.

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0.0	0.2	-0.4	-0.1	-0.1	-0.0
-due au solde naturel en %	0.5	0.3	0.3	0.2	0.1	0.0
-due au solde apparent des entrées sorties en %	-0.6	-0.1	-0.7	-0.3	-0.2	-0.0
Taux de natalité en ‰	17.5	15.2	14.7	12.9	12.6	12.2
Taux de mortalité en ‰	12.3	12.4	11.6	10.7	11.5	12.0

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 à RP2014 exploitations principales - Etat civil.

POP G1 - Naissance et décès



Source : Insee, État civil

RP = Recensement de la population

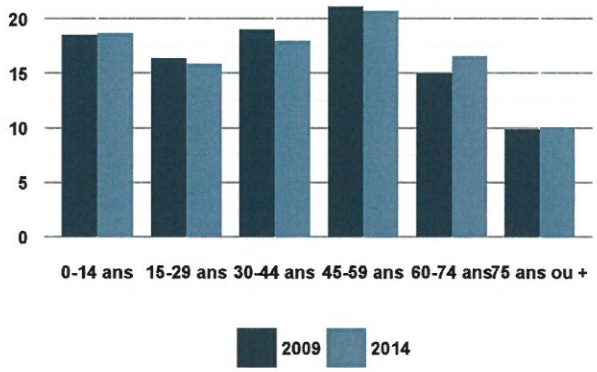
Évolution et structure de la population

POP T3M - Population par sexe et âge en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	13 565	100.0	14 419	100.0
0 à 14 ans	2 657	19.6	2 562	17.8
15 à 29 ans	2 251	16.6	2 191	15.2
30 à 44 ans	2 523	18.6	2 524	17.5
45 à 59 ans	2 865	21.1	2 923	20.3
60 à 74 ans	2 247	16.6	2 409	16.7
75 à 89 ans	933	6.9	1 569	10.9
90 ans ou plus	87	0.6	239	1.7
0 à 19 ans	3 446	25.4	3 354	23.3
20 à 64 ans	7 785	57.4	7 848	54.4
65 ans ou plus	2 332	17.2	3 217	22.3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

POP G2 - Population par grande tranche d'âge (en %)



Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales

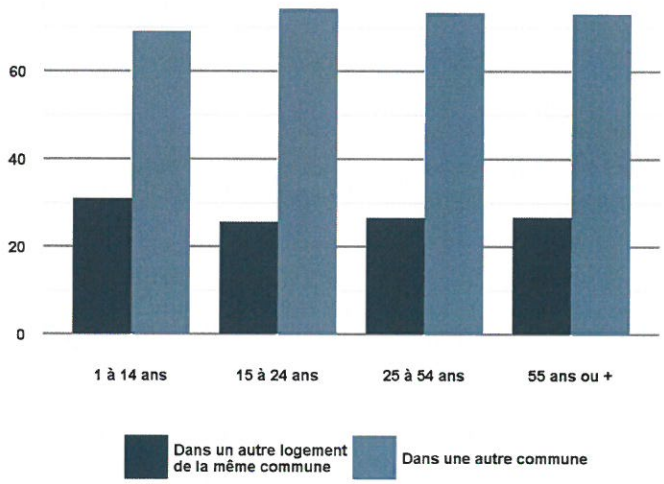
POP T4M - Lieu de résidence 1 an auparavant

	2014	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	27 629	100.0
Le même logement	25 096	90.8
Un autre logement de la même commune	697	2.5
Une autre commune du même département	1 177	4.3
Un autre département de la même région	480	1.7
Une autre région de France métropolitaine	153	0.6
Un Dom	0	0.0
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	24	0.1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Évolution et structure de la population

POP G3 - Part des personnes qui résidaient dans un autre logement 1 an auparavant selon l'âge (en %)



Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

POP T5 - Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

	2014	%	2009	%
Ensemble	22 888	100.0	22 690	100.0
Agriculteurs exploitants	243	1.1	435	1.9
Artisans, Commerçants, Chefs d'entreprise	669	2.9	544	2.4
Cadres et Professions intellectuelles supérieures	832	3.6	771	3.4
Professions intermédiaires	2 143	9.4	2 297	10.1
Employés	3 579	15.6	3 533	15.6
Ouvriers	4 511	19.7	4 667	20.6
Retraités	6 952	30.4	6 779	29.9
Autres sans activité professionnelle	3 956	17.3	3 661	16.1

Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

RP = Recensement de la population

Évolution et structure de la population

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2014

			Part en % de la population âgée de		
	Hommes	Femmes	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus
Ensemble	10 849	12 038	100.0	100.0	100.0
Agriculteurs exploitants	176	67	0.0	1.5	0.9
Artisans Commerçants Chefs d'entreprise	417	251	0.9	4.9	1.4
Cadres et Professions intellectuelles supérieures	503	328	0.6	6.4	1.5
Professions intermédiaires	1 115	1 027	6.0	15.9	3.1
Employés	781	2 797	13.7	25.0	5.8
Ouvriers	3 465	1 045	18.4	32.7	5.6
Retraités	3 122	3 830	0.0	0.4	73.1
Autres sans activité professionnelle	1 266	2 690	60.4	13.1	8.6

Source : Insee, RP2014 exploitation complémentaire.

RP = Recensement de la population

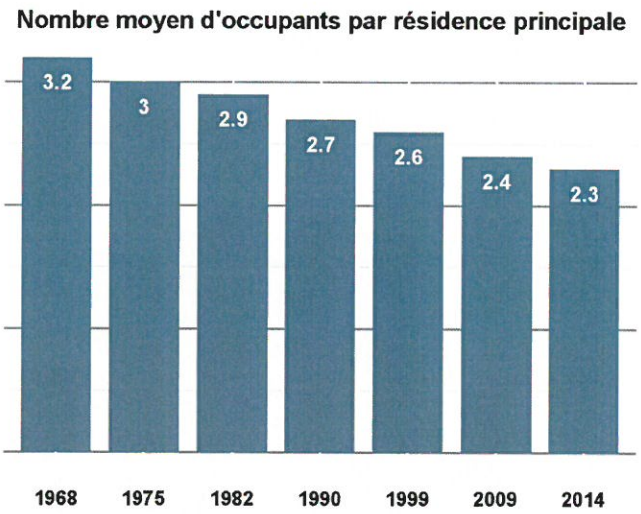
Couples - Familles - Ménages

FAM T1 - Ménages selon la structure familiale

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2014	%	2009	%	2014	2009
Ensemble	11 770	100.0	11 657	100.0	27 532	27 496
Ménages d'une personne	3 432	29.2	3 320	28.5	3 432	3 320
- hommes seuls	1 355	11.5	1 357	11.6	1 355	1 357
- femmes seules	2 077	17.6	1 962	16.8	2 077	1 962
Autres ménages sans famille	228	1.9	294	2.5	536	743
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est	8 108	68.9	8 042	69.0	23 562	23 431
- un couple sans enfant	3 445	29.3	3 521	30.2	6 980	7 179
- un couple avec enfant(s)	3 524	29.9	3 566	30.6	13 541	13 779
- une famille monoparentale	1 139	9.7	954	8.2	3 039	2 472

Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages

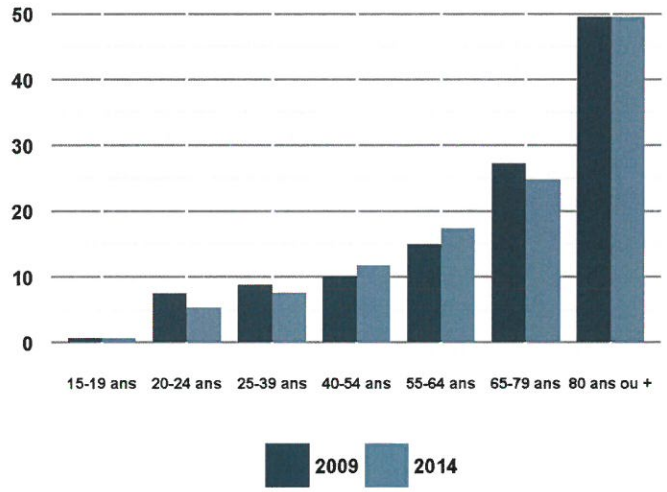


Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 à RP2014 exploitations principales.

RP = Recensement de la population

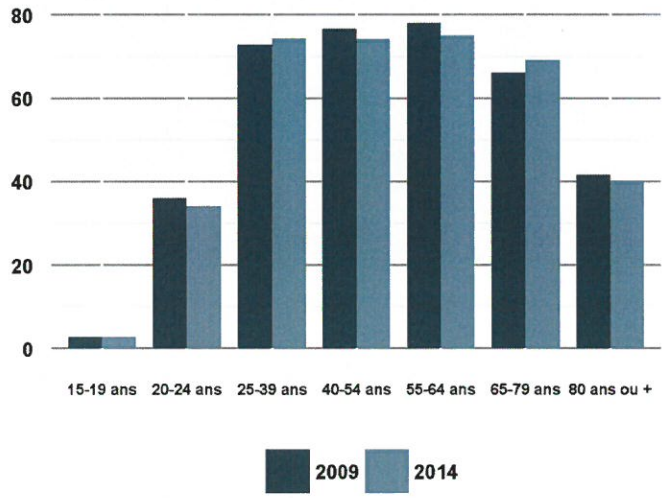
Couples - Familles - Ménages

FAM G2 - Part des personnes âgées de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages (en %)



Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales

FAM G3 - Part des personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge (en %)



Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales

RP = Recensement de la population

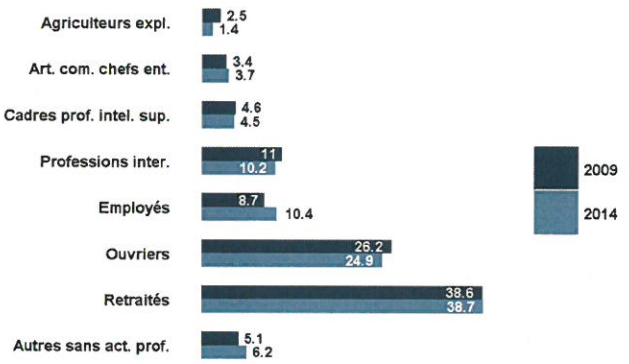
Couples - Familles - Ménages

FAM T2 - Part des ménages selon la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence en 2014

	Ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble	11 770	100.0	27 532	100.0
Agriculteurs exploitants	167	1.4	489	1.8
Artisans, Commerçants, Chefs d'entreprise	436	3.7	1 261	4.6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	529	4.5	1 485	5.4
Professions intermédiaires	1 196	10.2	3 069	11.1
Employés	1 225	10.4	2 943	10.7
Ouvriers	2 929	24.9	8 748	31.8
Retraités	4 558	38.7	7 849	28.5
Autres sans activité professionnelle	727	6.2	1 684	6.1

Source : Insee, RP2014 exploitation complémentaire.

FAM G5 - Ménages selon la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence (en %)



Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

FAM T3 - Composition des familles

	2014	%	2009	%
Ensemble	8 145	100.0	8 098	100.0
Couples avec enfant(s)	3 538	43.4	3 570	44.1
Familles monoparentales :	1 152	14.1	994	12.3
hommes seuls avec enfant(s)	203	2.5	124	1.5
femmes seules avec enfant(s)	949	11.7	869	10.7
Couples sans enfant	3 454	42.4	3 533	43.6

Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

RP = Recensement de la population

Couples - Familles - Ménages

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

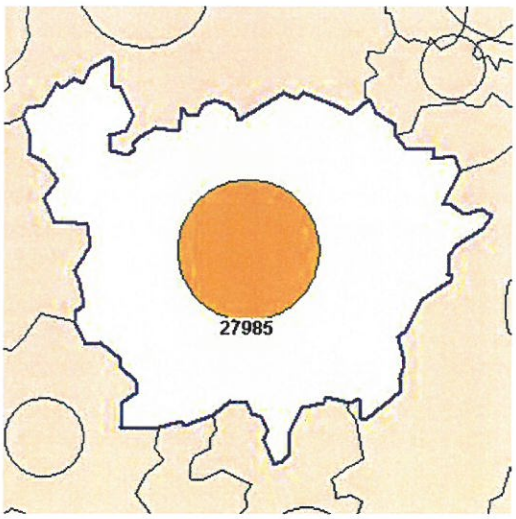
	2014	%	2009	%
Ensemble	8 145	100.0	8 098	100.0
Aucun enfant	4 127	50.7	4 056	50.1
1 enfant	1 799	22.1	1 796	22.2
2 enfants	1 442	17.7	1 488	18.4
3 enfants	557	6.8	563	7.0
4 enfants ou plus	217	2.7	193	2.4

Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

RP = Recensement de la population

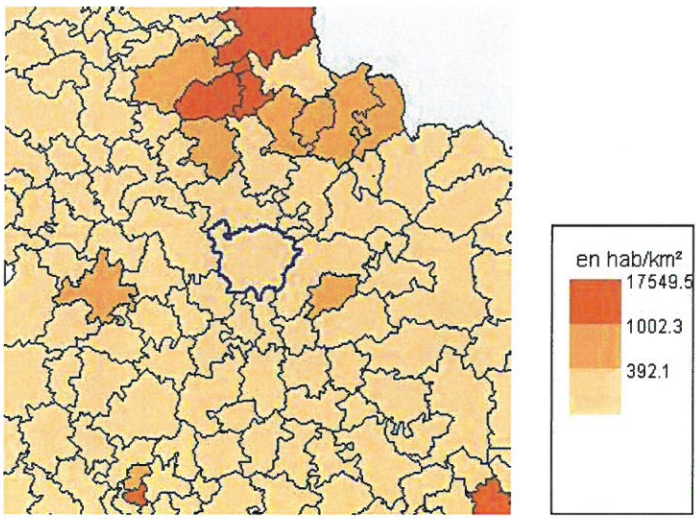
Évolution et structure de la population

Population en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale, lieu de travail
© IGN - Insee 2017

Densité de population en 2014



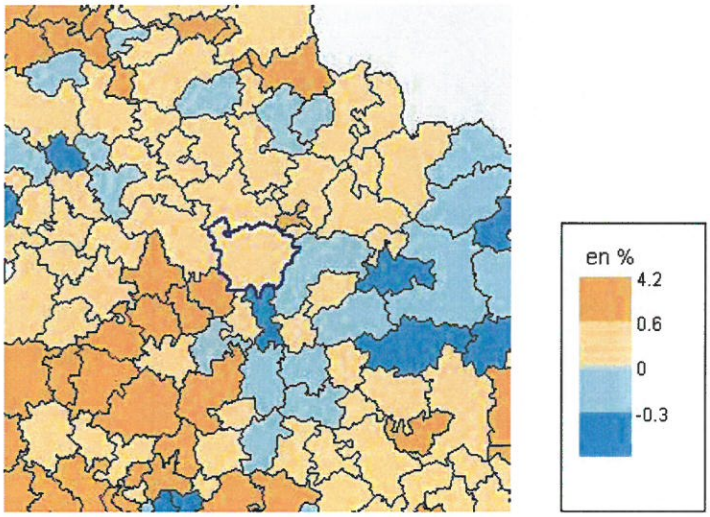
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : 60.5 hab/km^2 ; Zone de comparaison : 188.2 hab/km^2

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

Évolution et structure de la population

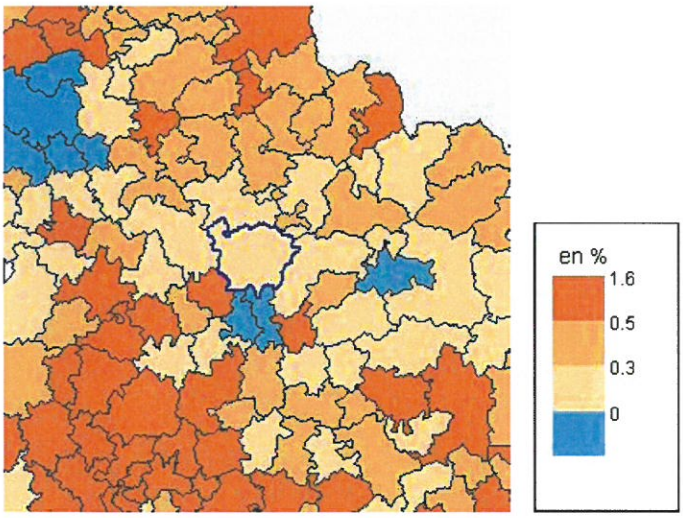
Taux d'évolution annuel moyen de la population entre 2009 **et** 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 0 % ; Zone de comparaison : 0.2 %

Taux d'évolution annuel moyen 2009 - 2014

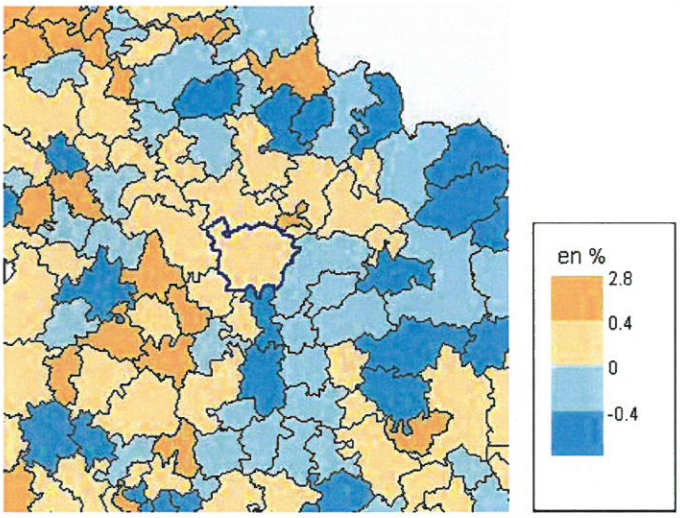
dû au solde naturel



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 0 % ; Zone de comparaison : 0.5 %

Taux d'évolution annuel moyen 2009 - 2014

dû au solde migratoire apparent

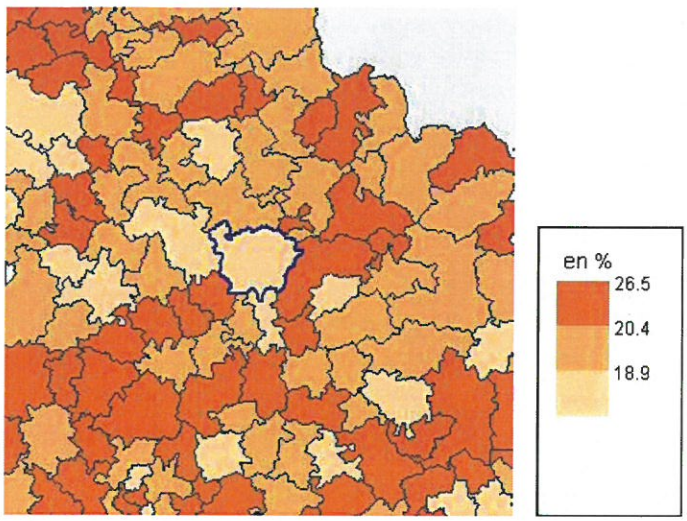


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 0 % ; Zone de comparaison : −0.2 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

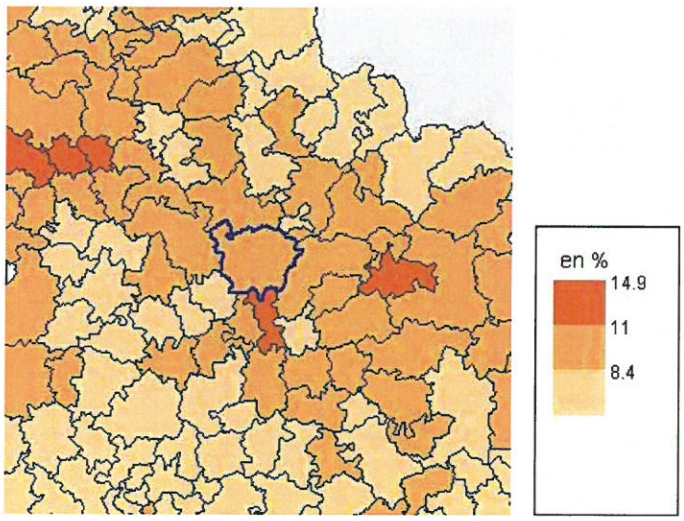
Évolution et structure de la population

Part des jeunes âgés de 0 à 14 ans en 2014



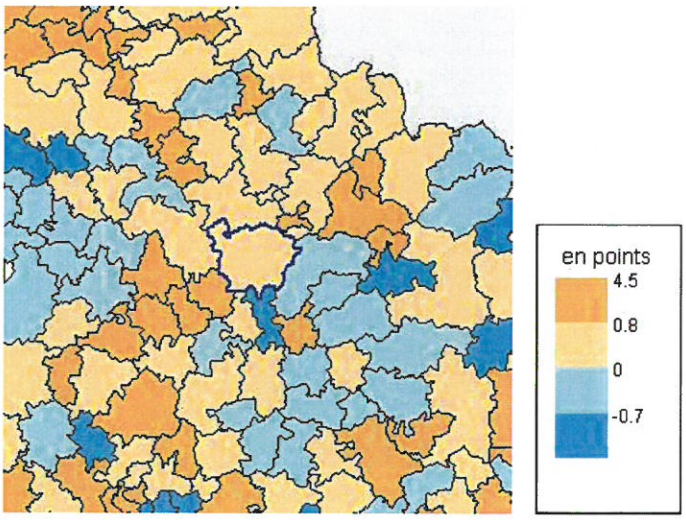
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 18.7 % ; Zone de comparaison : 19.9 %

Part des personnes âgées de 75 ans ou plus en 2014



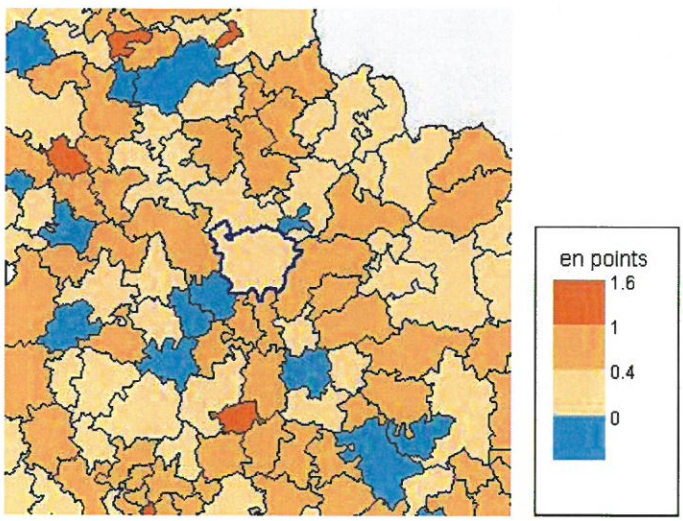
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 10.1 % ; Zone de comparaison : 8 %

Évolution de la part des jeunes âgés de 0 à 14 ans entre 2009 **et** 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 0.1 % ; Zone de comparaison : 0.1 %

Évolution de la part des personnes âgées de 75 ans ou plus entre 2009 **et** 2014

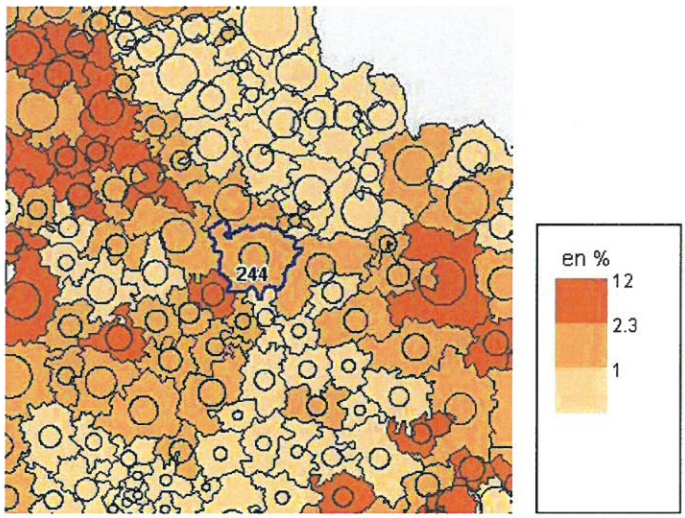


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 0.3 % ; Zone de comparaison : 0.4 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

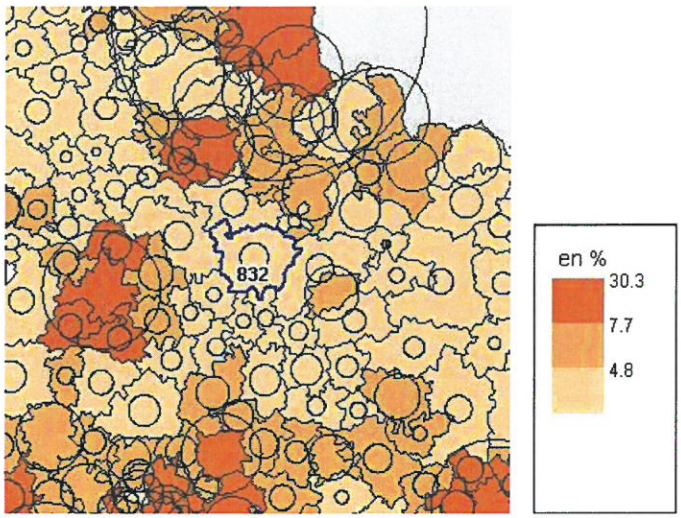
Évolution et structure de la population

Part et nombre des agriculteurs en 2014



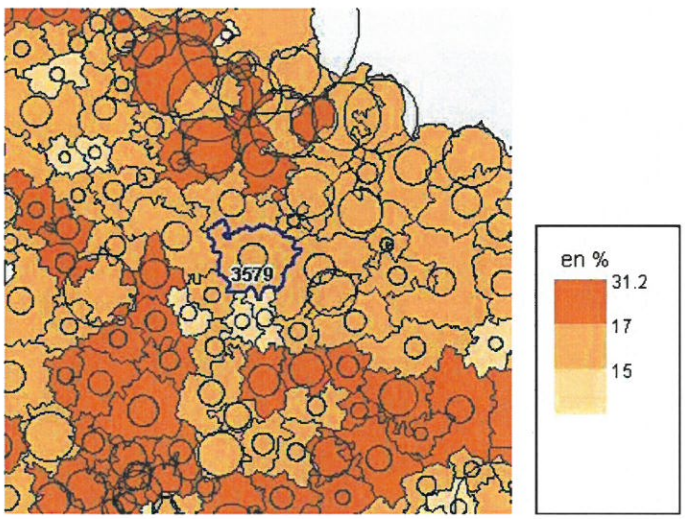
Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 1.1 % ; Zone de comparaison : 0.6 %

Part et nombre des cadres en 2014



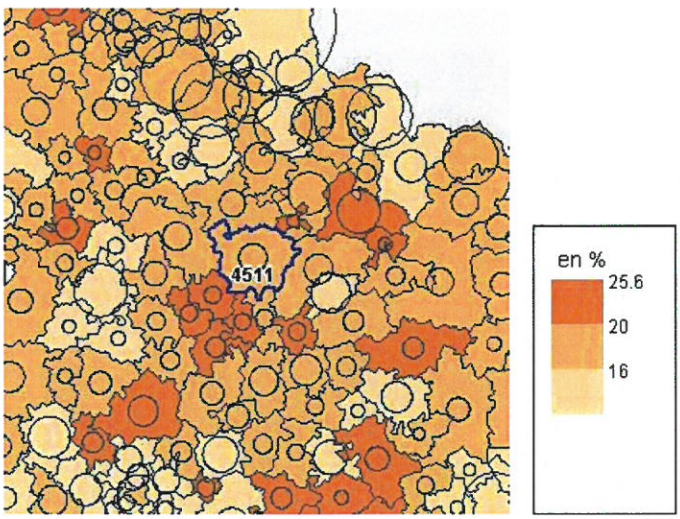
Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 3.6 % ; Zone de comparaison : 6.7 %

Part et nombre des employés en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 15.6 % ; Zone de comparaison : 16.7 %

Part et nombre des ouvriers en 2014

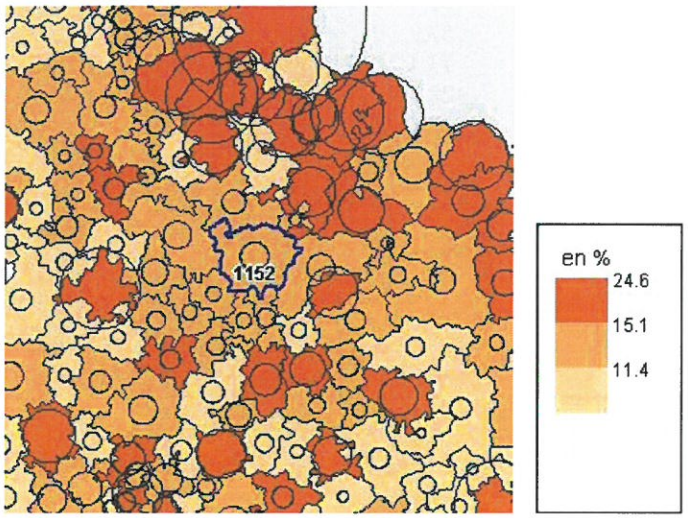


Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 19.7 % ; Zone de comparaison : 15.5 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

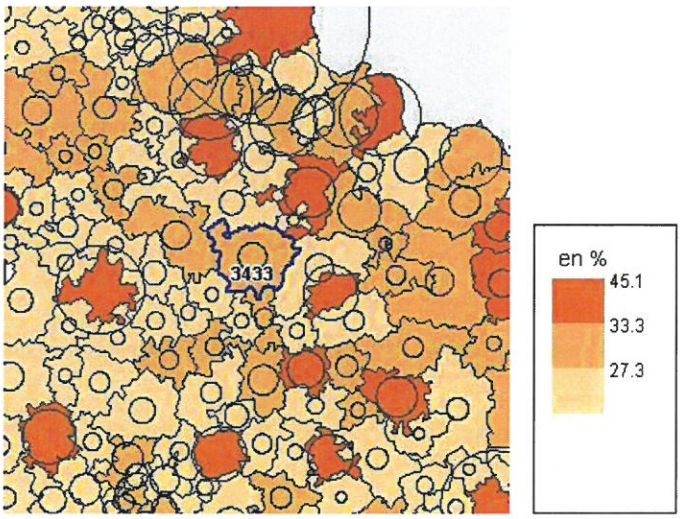
Couples - Familles - ménages

Part et nombre des familles monoparentales en 2014



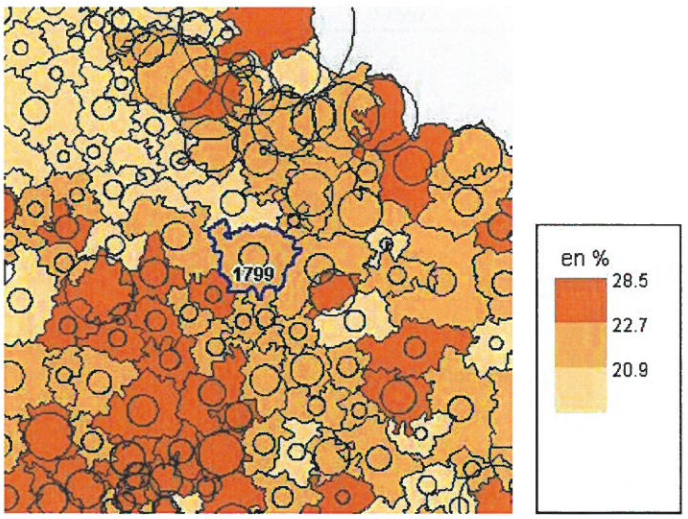
Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 14.1 % ; Zone de comparaison : 15.6 %

Part et nombre des ménages d'une personne en 2014



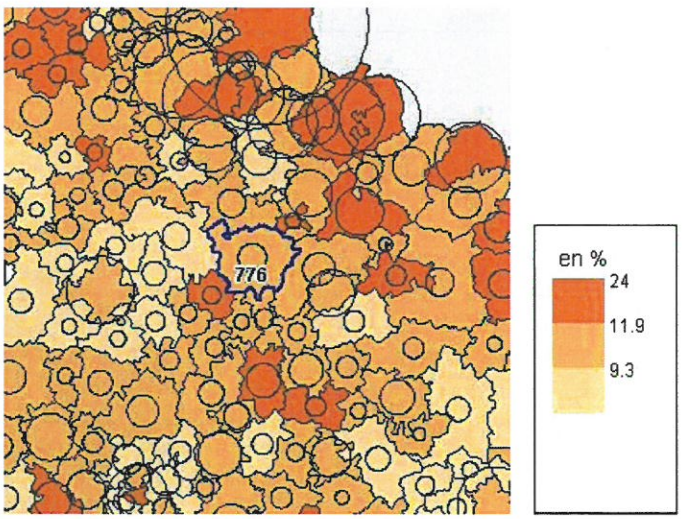
Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 29.2 % ; Zone de comparaison : 31.5 %

Part et nombre des familles ayant un enfant en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 22.1 % ; Zone de comparaison : 22.3 %

Part et nombre des familles ayant trois enfants ou plus en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation complémentaire © IGN - Insee 2017
Territoire : 9.5 % ; Zone de comparaison : 11.4 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

Emploi - Population active

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans

	2014	2009
Ensemble	17 215.2	17 656.4
Actifs en % dont :	71.3	69.9
- actifs en emploi en %	57.9	58.8
- chômeurs en %	13.4	11.1
Inactifs en % dont :	28.7	30.1
- élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7.6	7.7
- retraités ou préretraités en %	9.3	11.1
- autres inactifs en %	11.8	11.3

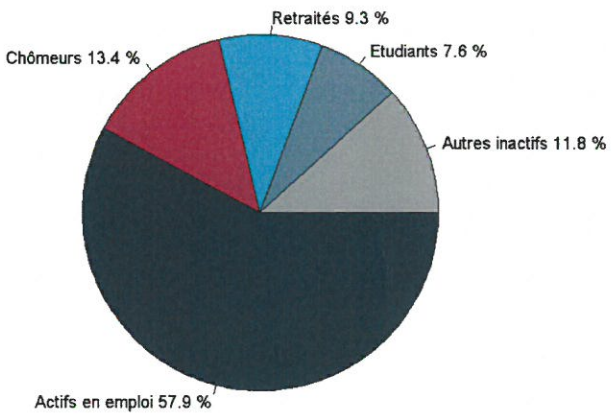
Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

EMP T2 - activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs en emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	17 215	12 276	71.3	9 972.4	57.9
15 à 24 ans	2 854	1 345	47.1	789.6	27.7
25 à 54 ans	10 470	9 215	88.0	7 692.8	73.5
55 à 64 ans	3 890	1 715	44.1	1 489.9	38.3
Hommes	8 574	6 588	76.8	5 458.3	63.7
15 à 24 ans	1 464	780	53.3	485.2	33.1
25 à 54 ans	5 204	4 896	94.1	4 176.8	80.2
55 à 64 ans	1 904	910	47.8	796.3	41.8
Femmes	8 640	5 688	65.8	4 514.1	52.2
15 à 24 ans	1 389	564	40.7	304.4	21.9
25 à 54 ans	5 265	4 319	82.0	3 516.0	66.8
55 à 64 ans	1 985	804	40.5	693.6	34.9

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Emploi - Population active

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

	2014	Actifs en emploi	2009	Actifs en emploi
Ensemble	12 077	9 681	12 351	10 378
Agriculteurs exploitants	225	225	410	410
Artisans, Commerçants, Chefs entreprises	652	581	532	519
Cadres, Professions intellectuelles supérieures	812	755	771	730
Professions intermédiaires	2 128	1 944	2 281	2 112
Employés	3 540	2 929	3 521	3 018
Ouvriers	4 489	3 246	4 663	3 586

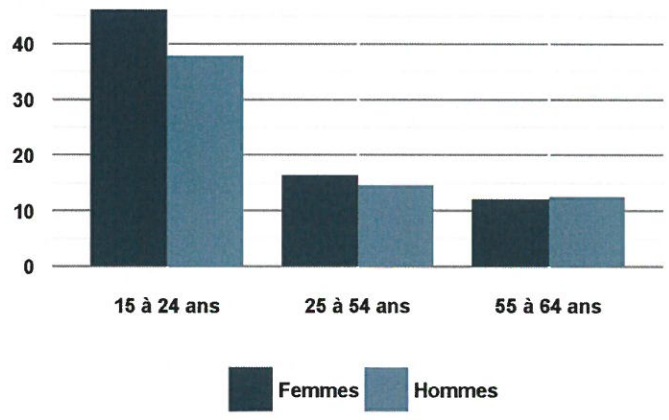
Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2014	2009
Nombre de chômeurs	2 303.8	1 955.9
Taux de chômage en %	18.8	15.9
Taux de chômage des hommes en %	17.1	14.7
Taux de chômage des femmes en %	20.6	17.3
Part des femmes parmi les chômeurs en %	51.0	49.8

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014 **(en %)**



Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

RP = Recensement de la population

Emploi - Population active

EMP T5 - Emploi et activité

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	10 214.7	10 929.1
Actifs en emploi résidant dans la zone	10 091.1	10 455.0
Indicateur de concentration d'emploi	101.2	97.7
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	54.5	54.4

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales, lieux de résidence et de travail

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

EMP T6 - Emploi selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
Ensemble	10 214	100.0	10 929	100.0
Salariés	9 037	88.5	9 705	88.8
dont femmes	4 252	41.6	4 501	41.2
dont temps partiel	1 830	17.9	1 900	17.4
Non salariés	1 176	11.5	1 223	11.2
dont femmes	400	3.9	405	3.7
dont temps partiel	119	1.2	106	1.0

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales, lieu de travail

EMP T7 - Emploi par catégorie socioprofessionnelle en 2014

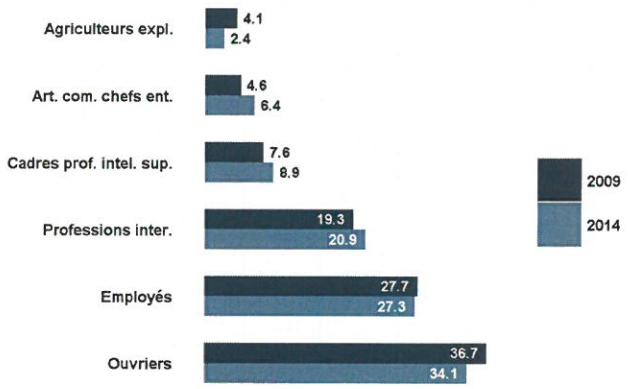
	Nombre	%
Ensemble	9 957	100.0
Agriculteurs exploitants	243	2.4
Artisans, Commerçants, Chefs entreprises	640	6.4
Cadres, Professions intellectuelles supérieures	888	8.9
Professions intermédiaires	2 077	20.9
Employés	2 714	27.3
Ouvriers	3 392	34.1

Source : Insee, RP2014 exploitation complémentaire, lieu de travail

RP = Recensement de la population

Emploi - Population active

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle (en %)



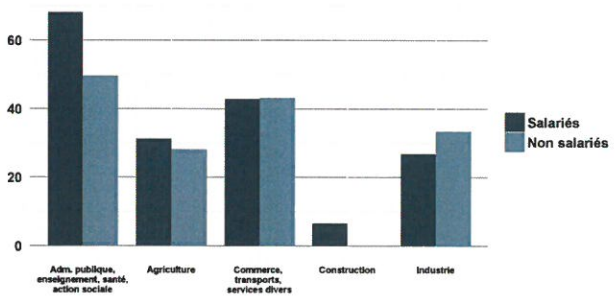
Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires, lieu de travail

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

	2014				2009	
	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %	Nombre	%
Ensemble	9 957	100.0	44.9	89.4	10 832	100.0
Agriculture	947	9.5	30.5	74.3	930	8.6
Industrie	1 979	19.9	27.4	93.5	2 717	25.1
Construction	351	3.5	4.9	74.9	389	3.6
Commerce, transports, services divers	3 606	36.2	43.0	87.1	3 778	34.9
Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	3 072	30.9	67.4	95.7	3 016	27.8

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations complémentaires, lieu de travail

EMP G4 - Taux de féminisation des emplois par statut et secteur d'activité en 2014 (en %)



Source : Insee, RP2014 exploitation complémentaire, lieu de travail

Caractéristiques de l'emploi

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont temps partiel en %	dont femmes en %
Ensemble	10 088	100.0	18.8	45.2
Salariés	8 917	88.4	20.0	46.7
Non salariés	1 170	11.6	10.3	33.8

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	5 523	100.0	4 564	100.0
Salariés	4 749	86.0	4 168	91.3
Titulaires de la fonction publique et CDI	4 049	73.3	3 369	73.8
Contrats à durée déterminée	420	7.6	587	12.9
Intérim	116	2.1	41	0.9
Emplois aidés	50	0.9	110	2.4
Apprentissage-stage	111	2.0	59	1.3
Non salariés	774	14.0	395	8.7
Indépendants	379	6.9	235	5.2
Employeurs	389	7.1	145	3.2
Aides familiaux	6	0.1	14	0.3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

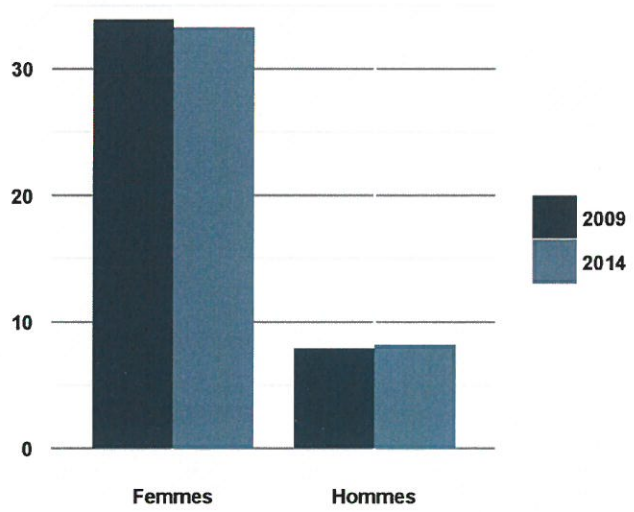
	Hommes	dont temps partiel en %	Femmes	dont temps partiel en %
Ensemble	4 710	7.6	4 136	33.2
15 à 24 ans	466	19.2	294	43.1
25 à 54 ans	3 644	5.7	3 247	31.4
55 à 64 ans	600	10.1	594	38.4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

RP = Recensement de la population

Caractéristiques de l'emploi

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe (en %)



Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

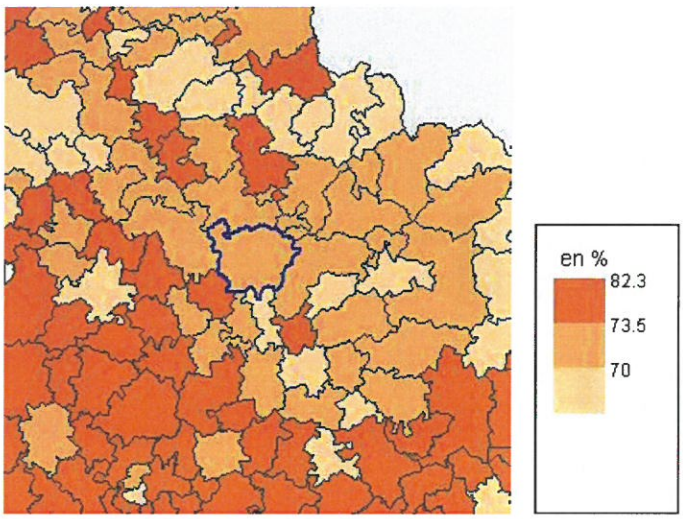
	2014	%	2009	%
Ensemble	10 088	100.0	10 454	100.0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	2 933	29.1	3 260	31.2
dans une commune autre que la commune de résidence	7 154	70.9	7 193	68.8
située dans le département de résidence	5 176	51.3	5 386	51.5
située dans un autre département de la région de résidence	1 696	16.8	719	6.9
située dans une autre région de France métropolitaine	261	2.6	1 063	10.2
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	19	0.2	24	0.2

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

RP = Recensement de la population

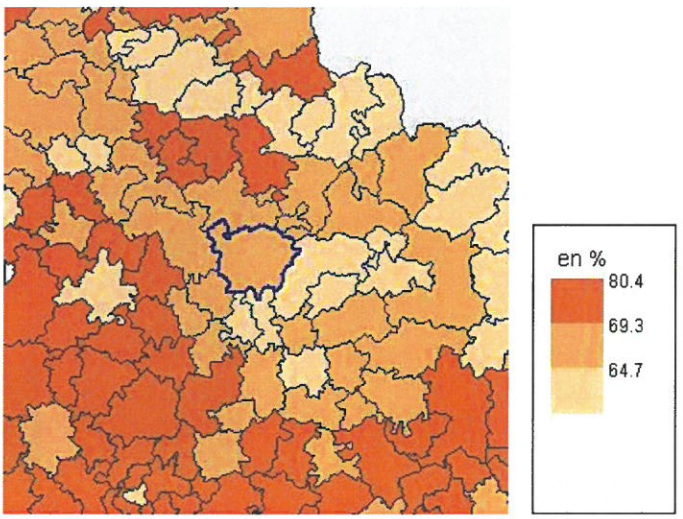
Emploi - Population active

Taux d'activité des 15-64 ans en 2014



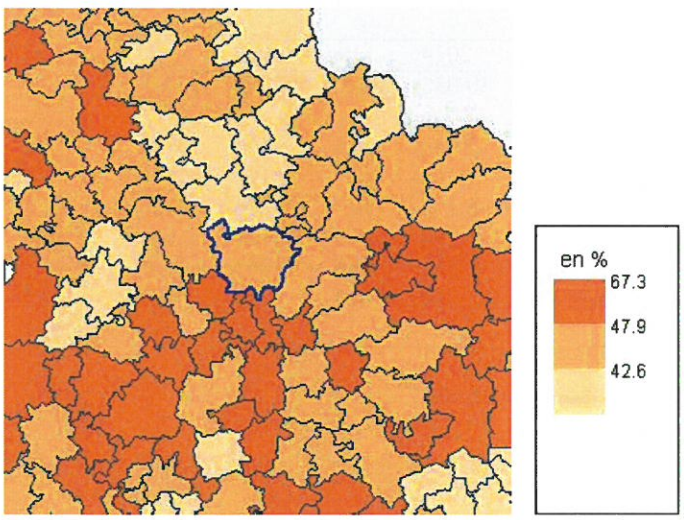
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 71.3 % ; Zone de comparaison : 70.4 %

Taux d'activité des femmes en 2014



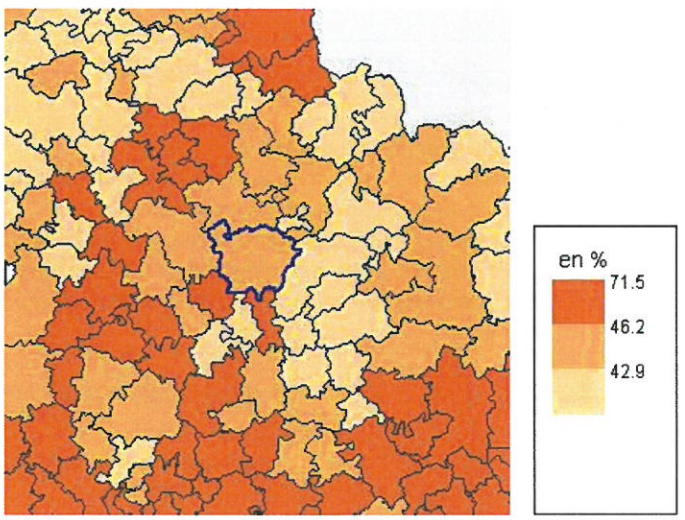
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 65.8 % ; Zone de comparaison : 65.8 %

Taux d'activité des moins de 25 ans en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 47.1 % ; Zone de comparaison : 41.9 %

Taux d'activité des 55-64 ans en 2014

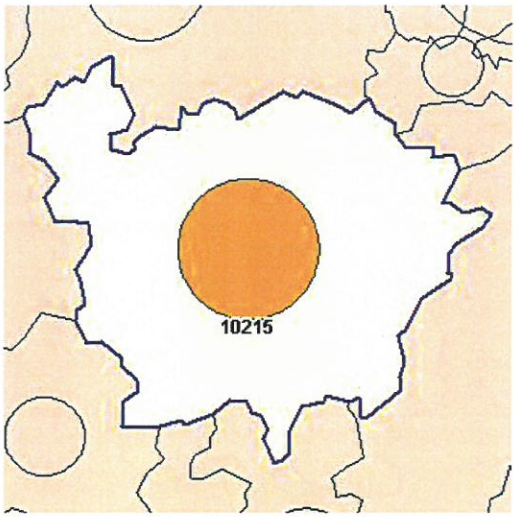


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 44.1 % ; Zone de comparaison : 44.7 %



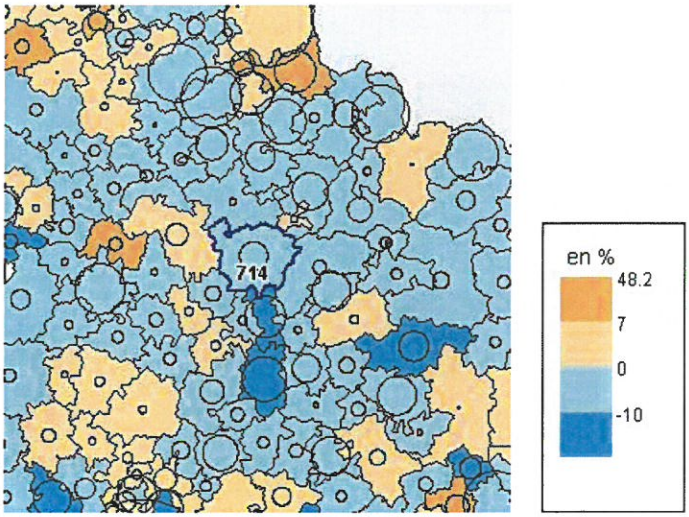
Emploi - Population active

Emplois en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale, lieu de travail
© IGN - Insee 2017

Évolution 2009 **-** 2014 **de l'emploi**



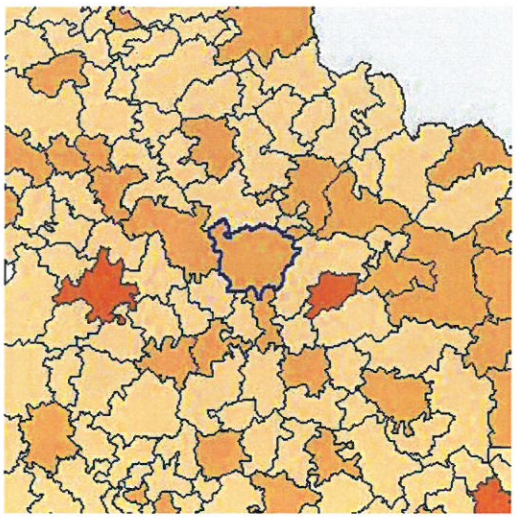
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : −6.5 % ; Zone de comparaison : −1.9 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

Migrations domicile-travail

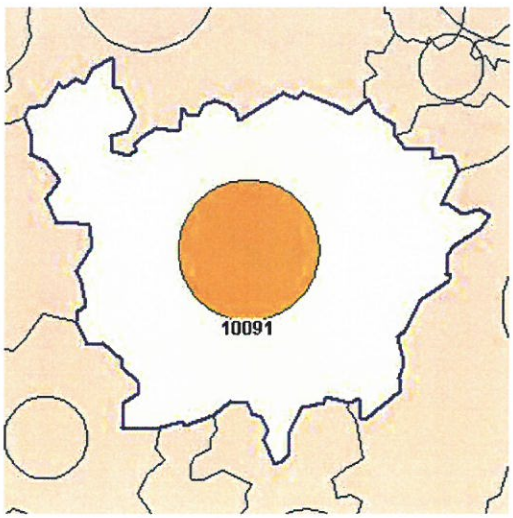
Part des stables (1) parmi les actifs résidant dans la même commune en 2014



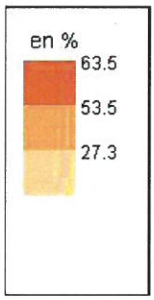
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : 29.1 % ; Zone de comparaison : 27.6 %

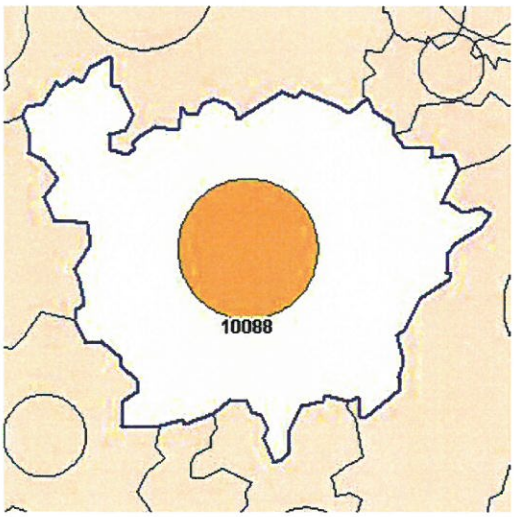
Lieu de résidence des personnes en emploi dans la zone en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017



Lieu de travail des actifs résidant dans la zone en 2014



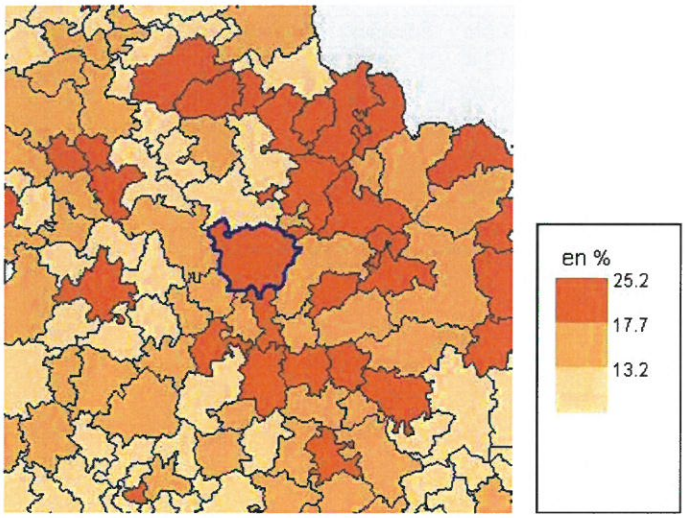
Source : Insee, RP 2014 - exploitation principale © IGN - Insee 2017

(1) stables : résidents travaillant dans la même commune



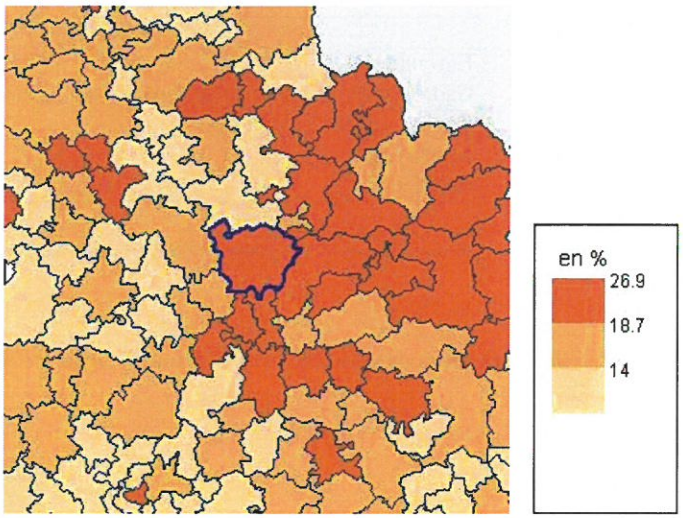
Chômage

Taux de chômage des 15-64 ans en 2014



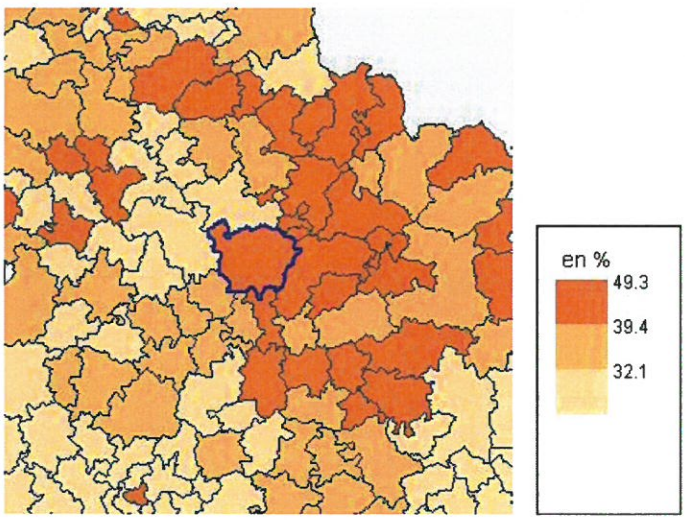
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 18.8 % ; Zone de comparaison : 16.9 %

Taux de chômage des femmes en 2014



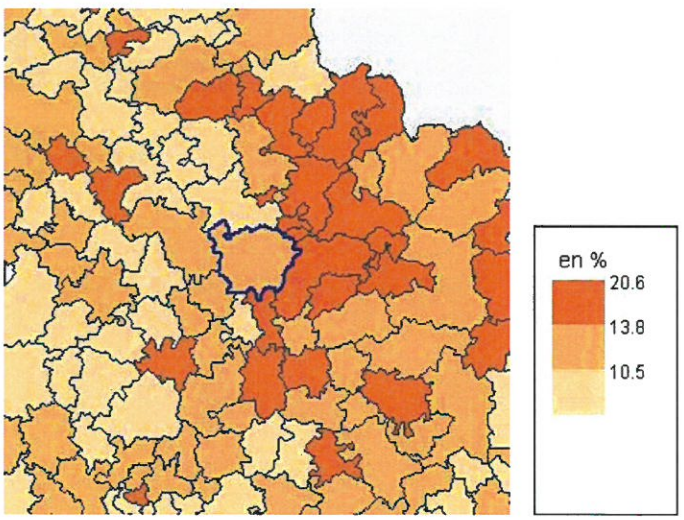
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 20.6 % ; Zone de comparaison : 17.4 %

Taux de chômage des 15-24 ans en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 41.3 % ; Zone de comparaison : 37.2 %

Taux de chômage des 55-64 ans en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 13.1 % ; Zone de comparaison : 12.8 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

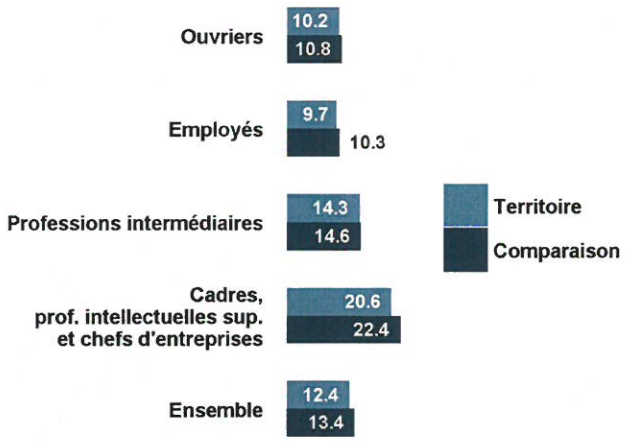
Salaires et revenus d'activité

SAL T1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2014

	Ensemble	Femmes	Hommes
Ensemble	12.4	11.9	12.9
Cadres, prof. intellectuelles sup. et chefs d'entreprises	20.6	17.3	22.8
Professions intermédiaires	14.3	14	14.8
Employés	9.7	9.5	10
Ouvriers	10.2	10.5	10.1

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) - Fichier Salariés au lieu de résidence.

SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) des salariés selon la CS en 2014

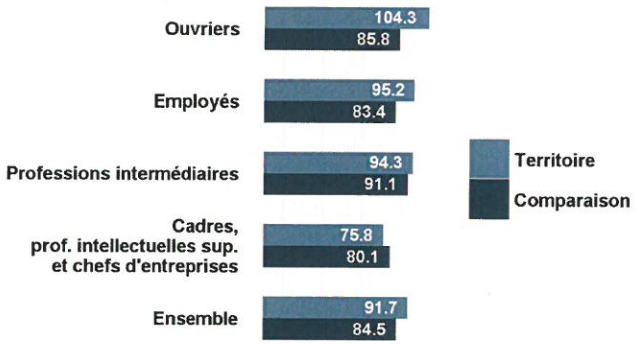


Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) - Fichier Salariés au lieu de résidence.

Champ : Secteur privé et entreprises publiques, catégorie socioprofessionnelle du poste principal occupé par le salarié dans l'année.
// secret statistique

Salaires et revenus d'activité

SAL G2 - Rapport du salaire net horaire moyen femmes/hommes selon la CS en 2014 **(en %)**



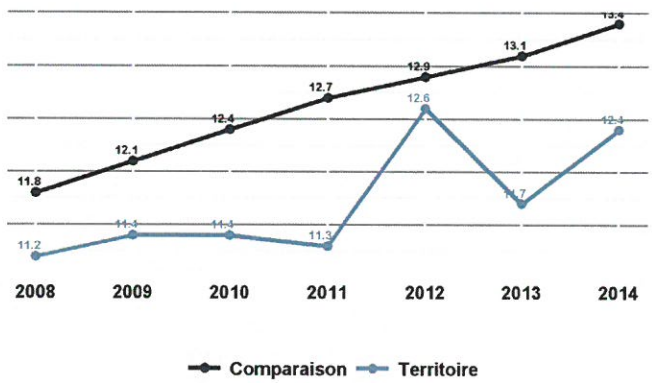
Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) - Fichier Salariés au lieu de résidence.

SAL T2 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon l'âge en 2014

	Ensemble	Femmes	Hommes
Moins de 25 ans	9.1	9.4	8.5
De 26 à 49 ans	11.9	11.8	11.9
50 ans et plus	14.1	12.7	15.3

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) - Fichier Salariés au lieu de résidence.

SAL G3 - Évolution du salaire horaire moyen (en euros) des salariés



Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) - Fichier Salariés au lieu de résidence.

Logement

LOG T1M - Évolution du nombre de logments par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014
Ensemble	10 180	11 127	12 040	12 413	12 595	13 292	13 704
Résidences principales	8 962	9 480	10 143	10 347	10 922	11 665	11 800
Résidences secondaires et logements occasionnels	326	629	865	937	727	517	471
Logements vacants	892	1 018	1 032	1 129	946	1 109	1 432

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 à RP2014 exploitations principales.

LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
Ensemble	13 704	100.0	13 292	100.0
Résidences principales	11 800	86.1	11 665	87.8
Résidences secondaires et logements occasionnels	471	3.4	517	3.9
Logements vacants	1 432	10.5	1 109	8.3
Maisons	11 741	85.7	11 411	85.9
Appartements	1 905	13.9	1 823	13.7

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
Ensemble	11 800	100.0	11 665	100.0
1 pièce	180	1.5	160	1.4
2 pièces	724	6.1	751	6.4
3 pièces	1 984	16.8	2 071	17.8
4 pièces	3 280	27.8	3 127	26.8
5 pièces ou plus	5 630	47.7	5 554	47.6

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

LOG T4 - Nombre moyen de pièces des Résidences principales

	2014	2009
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4.5	4.5
- maison	4.8	4.8
- appartement	3.0	3.0

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

Champ : Secteur privé et entreprises publiques, catégorie socioprofessionnelle du poste principal occupé par le salarié dans l'année.
// secret statistique

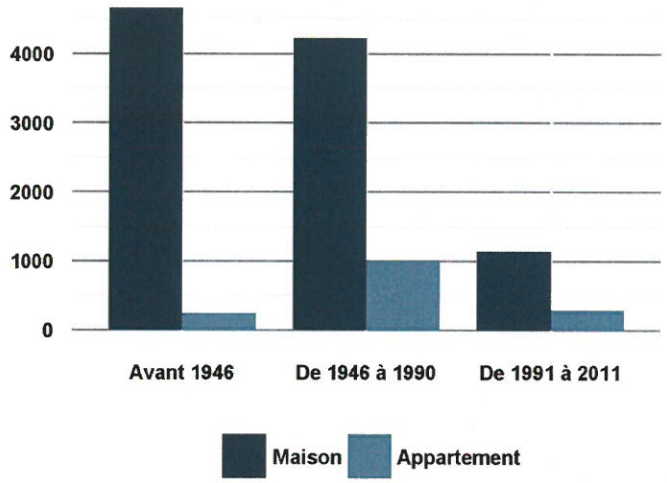
Logement

LOG T5 - Résidences principales en 2014 **selon la période d'achèvement**

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2012	11 615	100.0
Avant 1946	4 914	42.3
De 1946 à 1990	5 258	45.3
De 1991 à 2011	1 442	12.4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

LOG G1 - Nombre de résidences principales en 2014 **selon le type de logement et la période d'achèvement**



Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement	Nombre moyen de pièces par personne
Ensemble	11 800	100.0	27 570	4.5	1.9
- de 2 ans	1 131	9.6	2 753	4.0	1.6
De 2 à 4 ans	1 944	16.5	5 097	4.2	1.6
De 5 à 9 ans	1 802	15.3	4 873	4.5	1.7
10 ans ou +	6 922	58.7	14 846	4.8	2.2

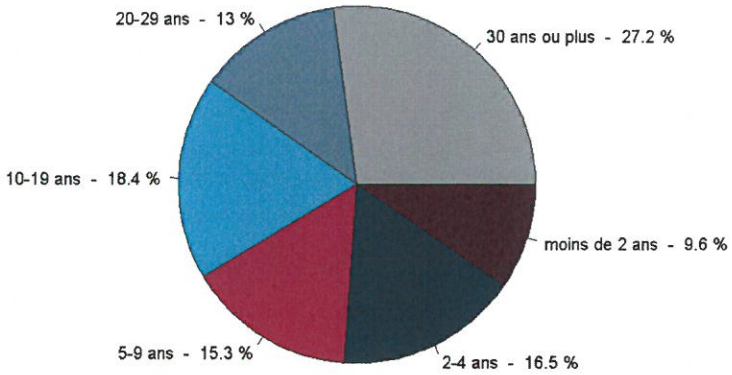
Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

RP = Recensement de la population

RP = Recensement de la population

Logement

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

LOG T7 - Résidence principale selon le statut d'occupation

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement	Nombre	%
Ensemble	11 800	100.0	27 570	19	11 665	100.0
Propriétaire	8 094	68.6	19 016	24	8 018	68.7
Locataire	3 442	29.2	7 987	8	3 329	28.5
dont d'un HLM loué vide	1 192	10.1	2 608	10	1 152	9.9
Logé gratuitement	263	2.2	566	17	317	2.7

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

LOG T8M - Confort des Résidences principales

	2014	%	2009	%
Ensemble	11 800	100.0	11 665	100.0
Salle de bain avec baignoire ou douche	11 282	95.6	11 003	94.3
Chauffage central collectif	569	4.8	570	4.9
Chauffage central individuel	6 405	54.3	6 701	57.4
Chauffage individuel 'tout électrique'	2 740	23.2	2 397	20.6

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

RP = Recensement de la population

Logement

LOG T9M - Équipement automobile des ménages

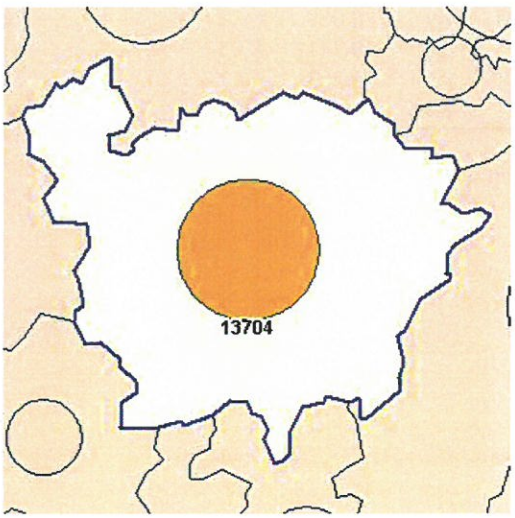
	2014	%	2009	%
Ensemble	11 800	100.0	11 665	100.0
Au moins un emplacement réservé au stationnement	8 195	69.5	8 069	69.2
Au moins une voiture	9 996	84.7	9 741	83.5
- 1 voiture	5 554	47.1	5 503	47.2
- 2 voitures ou plus	4 441	37.6	4 237	36.3

Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

RP = Recensement de la population

Logement

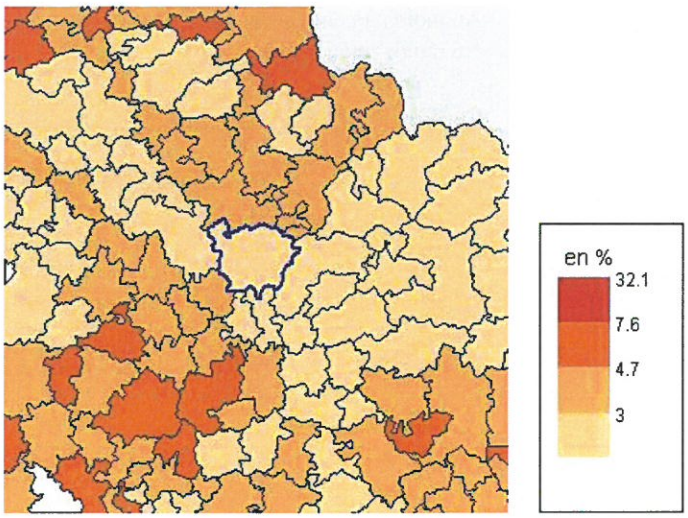
Nombre de logements en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Évolution du nombre de logements

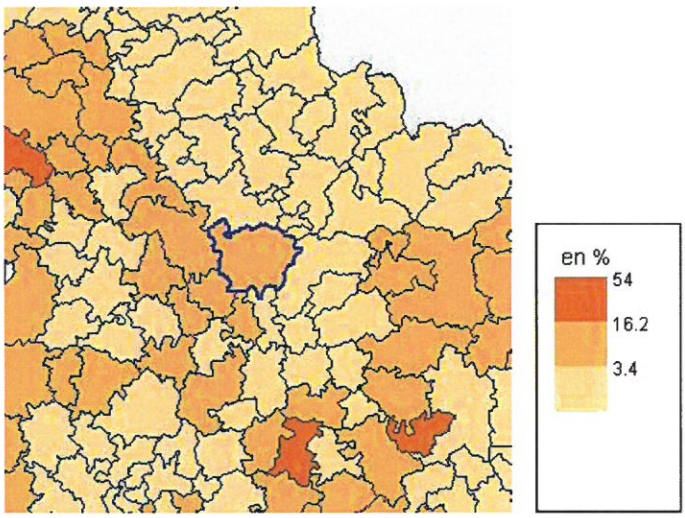
entre 2009 **et** 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 3.1 % ; Zone de comparaison : 4.7 %

Part des Résidences secondaires

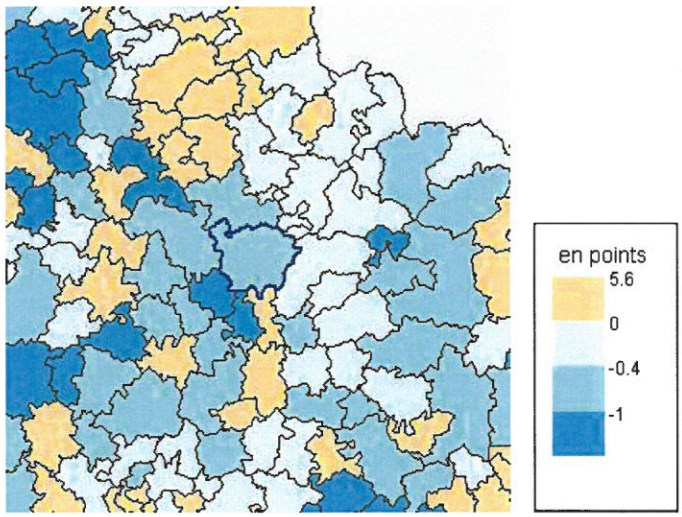
parmi les logements en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 3.4 % ; Zone de comparaison : 3.6 %

Évolution de la part des Résidences secondaires

entre 2009 **et** 2014

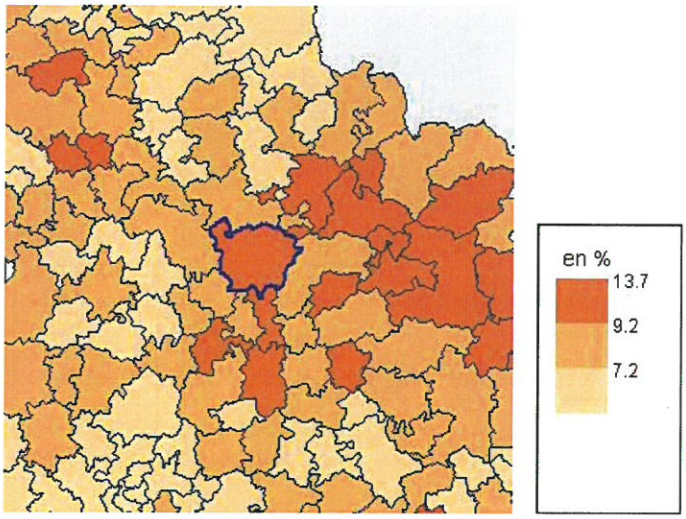


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : −0.5 points(s) ; Zone de comparaison : −0.1 point(s)

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

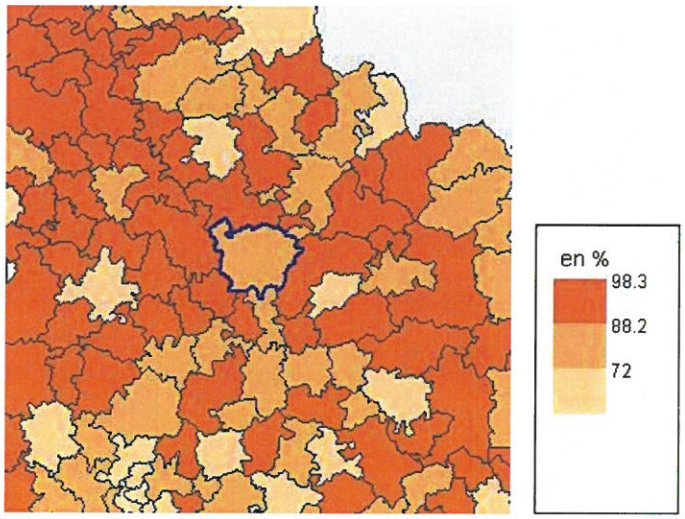
Logement

Part des logements vacants parmi les logements en 2014



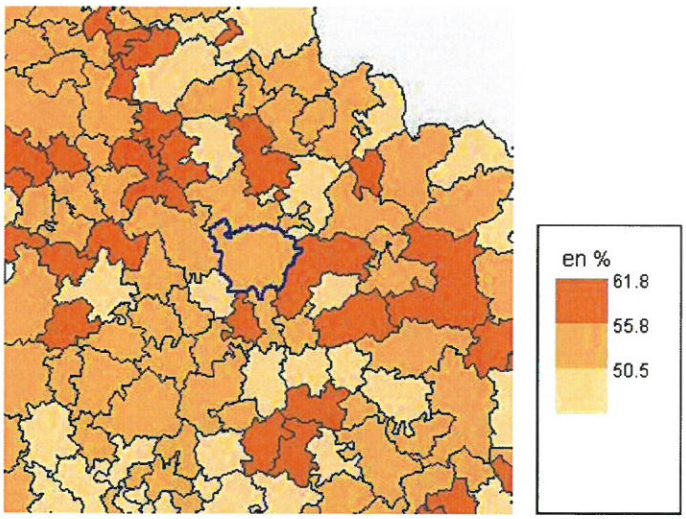
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 10.5 % ; Zone de comparaison : 7.3 %

Part des maisons parmi les logements en 2014



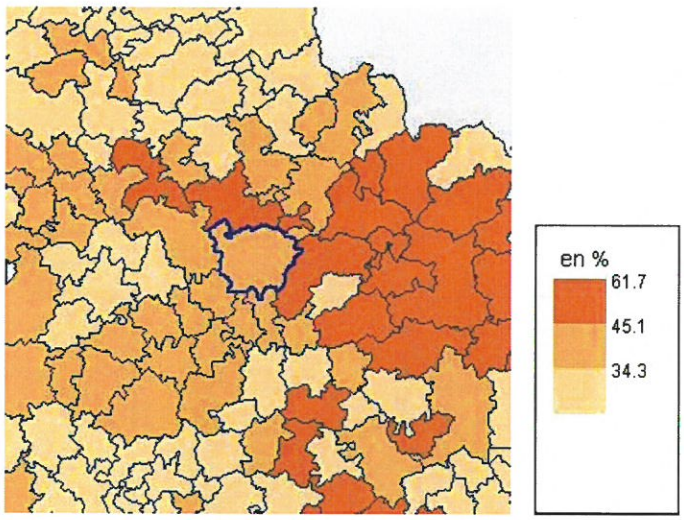
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 85.7 % ; Zone de comparaison : 71.2 %

Part des personnes vivant en 2014 **dans le même logement qu'il y a 10 ans** 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 53.8 % ; Zone de comparaison : 49.3 %

Part des Résidences principales construites avant 1946



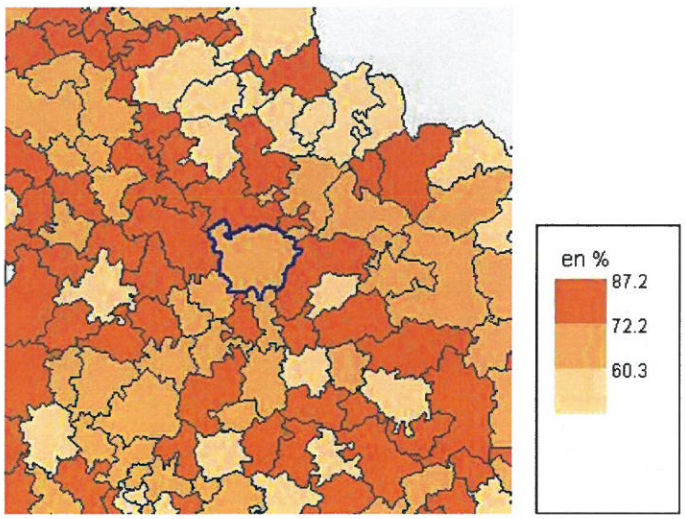
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 42.3 % ; Zone de comparaison : 31.2 %



Logement

Part des propriétaires

dans les Résidences principales en 2014

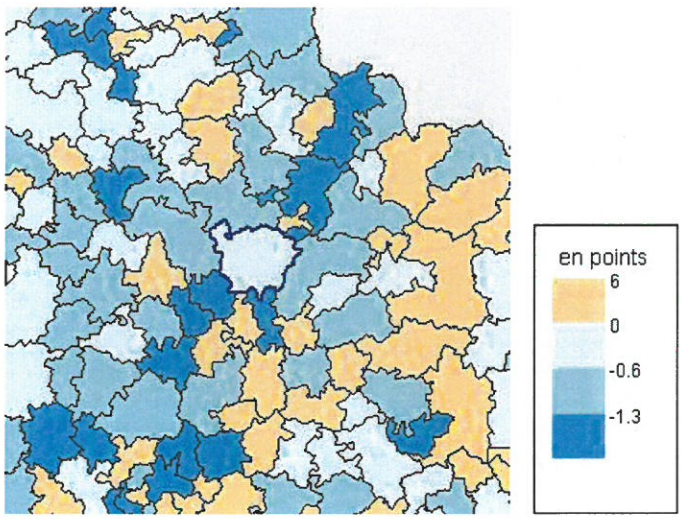


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : 68.6 % ; Zone de comparaison : 57.7 %

Évolution 2009 - 2014 **de la part**

des propriétaires

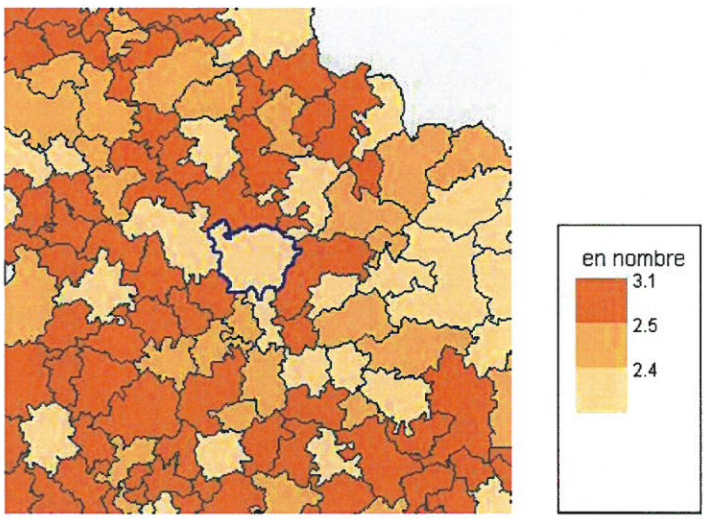


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : −0.1 point(s) ; Zone de comparaison : −0.5 point(s)

Résidences principales :

nombre moyen de personnes en 2014

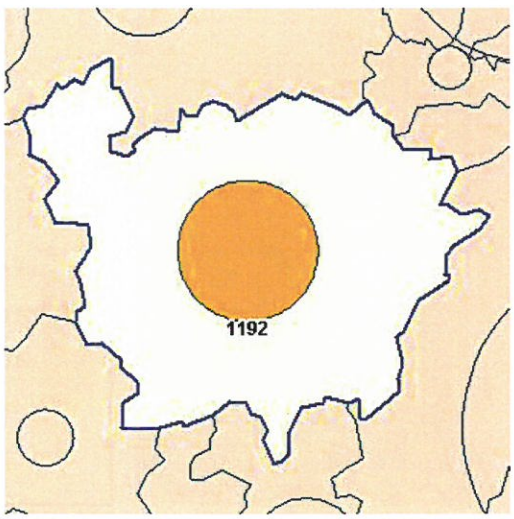


Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Territoire : 2.3 ; Zone de comparaison : 2.4

Nombre de Résidences principales

de type HLM en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017



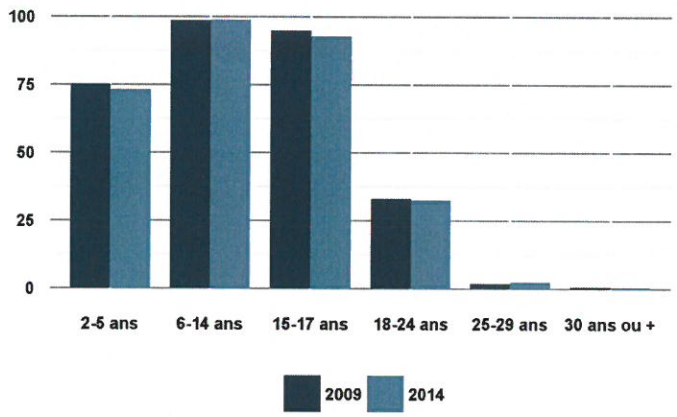
Diplômes - Formation

FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en % Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	1 365	1 026	75.2	74.7	75.6
6 à 14 ans	3 172	3 128	98.6	98.8	98.4
15 à 17 ans	1 039	987	95.0	93.2	96.9
18 à 24 ans	1 814	599	33.0	29.9	36.4
25 à 29 ans	1 589	28	1.8	1.3	2.2
30 ans ou plus	18 321	84	0.5	0.4	0.5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge (en %)



Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

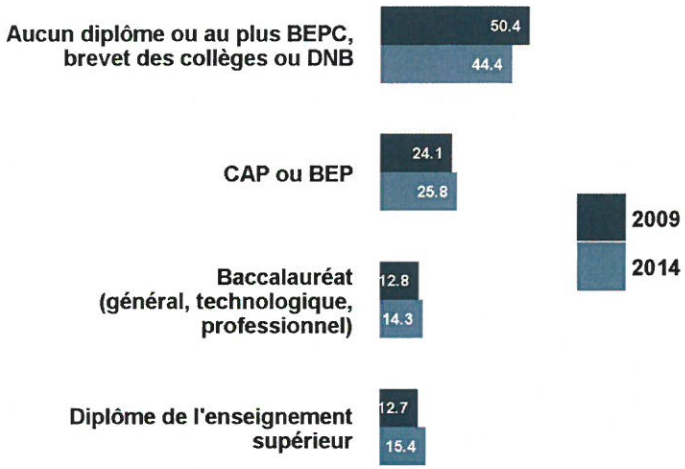
FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
Part des titulaires en %			
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	21 065.1	10 094.2	10 970.9
d'aucun diplôme ou au plus du BEPC, brevet des collèges ou DNB	44.4	39.1	49.4
d'un CAP ou d'un BEP	25.8	32.1	20.0
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14.3	14.3	14.4
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	15.4	14.6	16.3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale.

Diplômes - Formation

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)

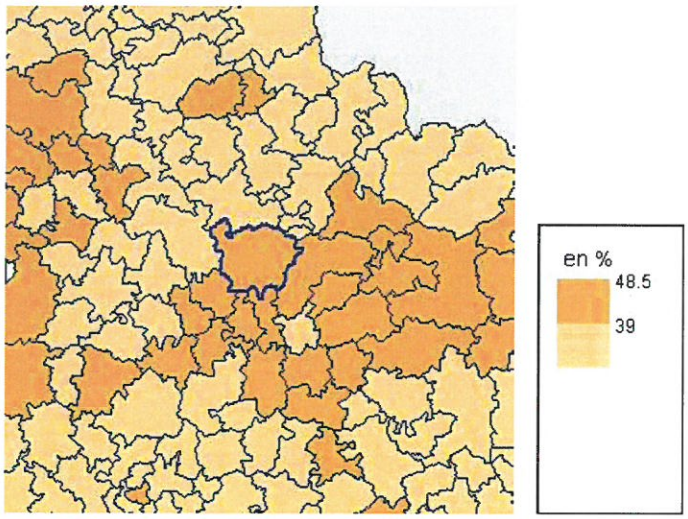


Sources : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

RP = Recensement de la population

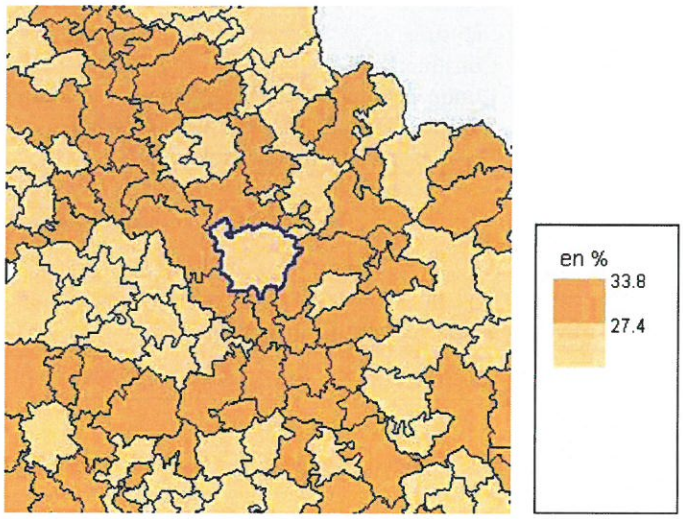
Diplômes - Formation

Part des non diplômés ou au plus diplômés d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB dans la population non scolarisée en 2014



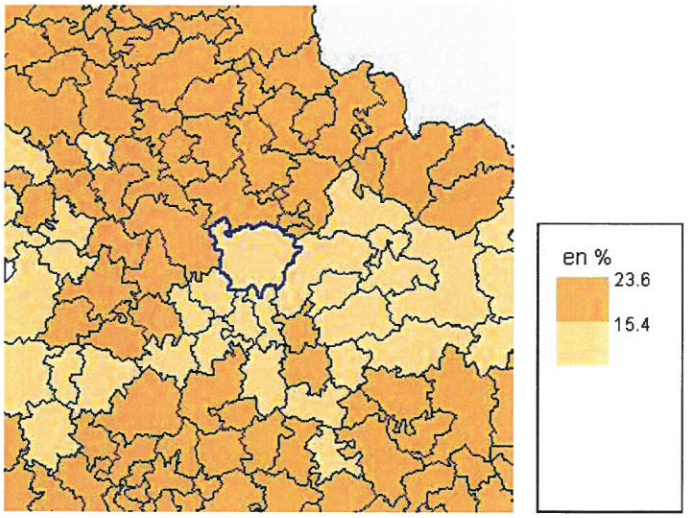
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 44.4 % ; Zone de comparaison : 36 %

Part des titulaires du CAP ou du BEP dans la population non scolarisée en 2014



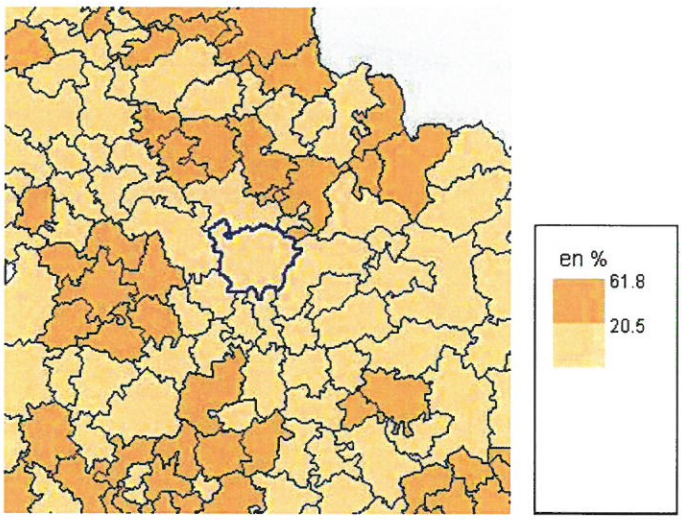
Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 25.8 % ; Zone de comparaison : 25.5 %

Part des bacheliers dans la population non scolarisée en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 14.3 % ; Zone de comparaison : 16 %

Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population non scolarisée en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017
Territoire : 15.4 % ; Zone de comparaison : 22.5 %

Données non disponibles | Contour de la zone | EPCI

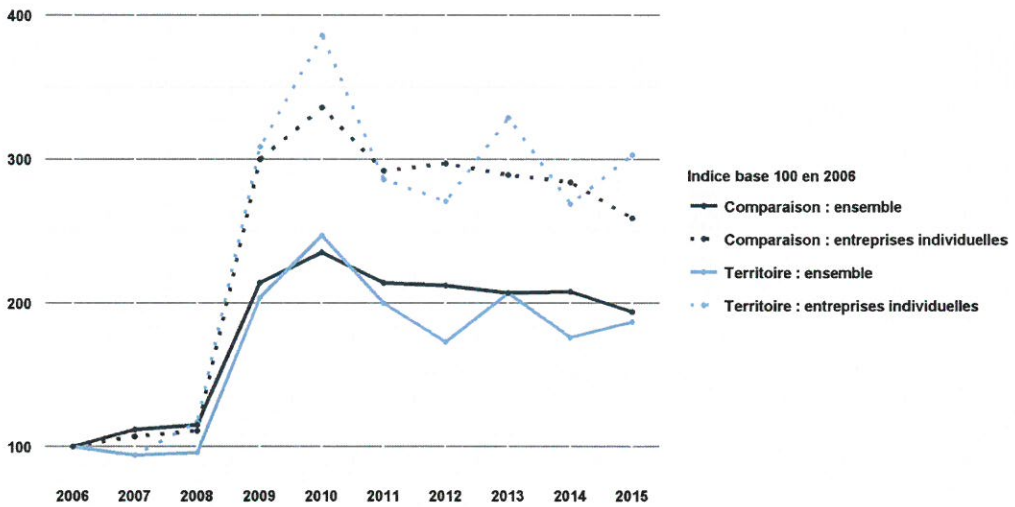
Démographie des entreprises

DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%	Taux de création
Ensemble	131	100.0	10.5
Industrie	8	6.1	6.8
Construction	16	12.2	11.8
Commerce, transports, hébergement et restauration	52	39.7	10.8
Services marchands auprès des entreprises	19	14.5	8.6
Services marchands auprès des ménages	36	27.5	12.2

Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

DEN G1 - Évolution des Créations d'entreprises



NB : Application du régime de l'auto-entrepreneur depuis le 1er janvier 2009
Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

REE = Répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE)

Démographie des entreprises

DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

	Entreprises individuelles créées	Part dans l'ensemble des créations en %
Ensemble	106	80.9
Industrie	5	62.5
Construction	13	81.2
Commerce, transports, hébergement et restauration	39	75.0
Services marchands auprès des entreprises	14	73.7
Services marchands auprès des ménages	35	97.2

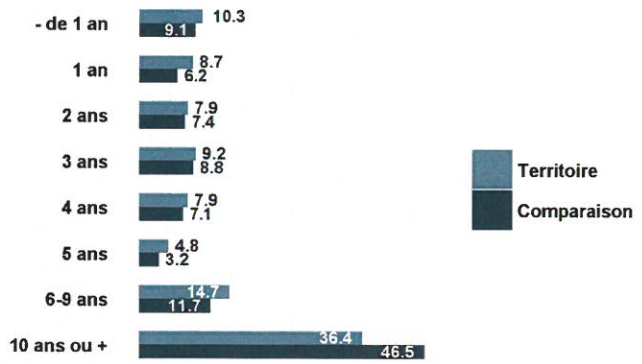
Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
Ensemble	1 249	100.0
Industrie	117	9.4
Construction	136	10.9
Commerce, transports, hébergement et restauration	480	38.4
Services marchands auprès des entreprises	221	17.7
Services marchands auprès des ménages	295	23.6

Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

DEN G2 - Âge des entreprises au 1er janvier 2013 **(en %)**



Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

REE = Répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE)

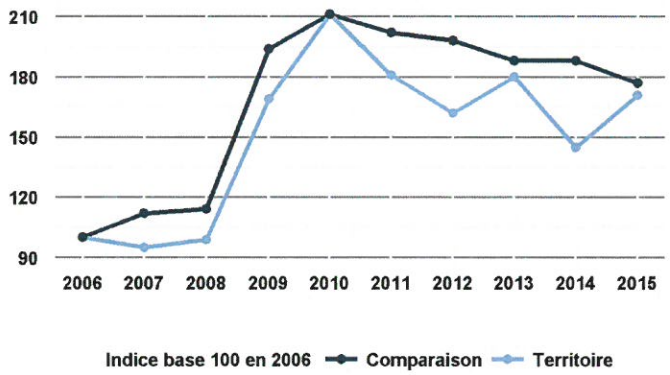
Démographie des entreprises

DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%	Taux de création
Ensemble	161	100.0	10.7
Industrie	22	13.7	15.4
Construction	18	11.2	12.3
Commerce, transports, hébergement et restauration	62	38.5	10.4
Services marchands auprès des entreprises	19	11.8	6.3
Services marchands auprès des ménages	40	24.8	12.5

Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

DEN G3 - Évolution des Créations d'établissements



NB : Application du régime de l'auto-entrepreneur depuis le 1er janvier 2009
Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
Ensemble	1 509	100.0
Industrie	143	9.5
Construction	146	9.7
Commerce, transports, hébergement et restauration	599	39.7
Services marchands auprès des entreprises	300	19.9
Services marchands auprès des ménages	321	21.3

Champ : activités marchandes hors agriculture ; Source : Insee, REE (Sirène)

REE = Répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE)

Caractéristiques des entreprises et des établissements

CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou +
Ensemble	2 231	100.0	1 434	643	70	52	32
Agriculture, sylviculture et pêche	355	15.9	232	115	3	4	1
Industrie	138	6.2	71	47	7	7	6
Construction	165	7.4	115	44	5	0	1
Commerce, transports, services divers	1 230	55.1	846	313	40	21	10
dont commerce et réparation automobile	435	19.5	289	116	16	10	4
Admin. publique, enseignement, santé, action sociale	343	15.4	170	124	15	20	14

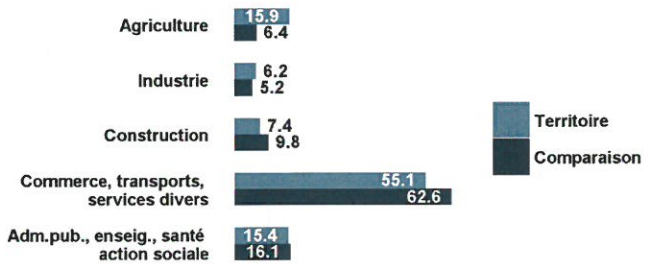
Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2014

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou +
Ensemble	8 573	100.0	1 873	916	1 638	1 471	2 675
Agriculture, sylviculture et pêche	1 014	11.8	216	39	121	0	638
Industrie	1 626	19.0	191	86	216	268	865
Construction	270	3.1	149	65	0	56	0
Commerce, transports, services divers	2 966	34.6	920	518	662	409	457
dont commerce et réparation automobile	1 263	14.7	374	206	310	224	149
Admin. publique, enseignement, santé, action sociale	2 697	31.5	397	208	639	738	715

Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

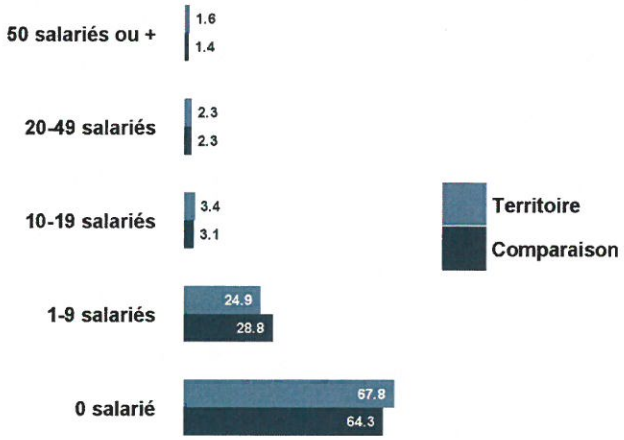
CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014 **(en %)**



Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

Caractéristiques des entreprises et des établissements

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2014 **(en %)**



Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2014

	Etablissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	2 231	100.0	8 573	100.0
Sphère non présentielle	905	40.6	4 035	47.1
dont domaine public	2	0.1	52	0.6
Sphère présentielle	1 326	59.4	4 538	52.9
dont domaine public	178	8.0	2 079	24.3

Champ : ensemble des activités ; Source : Insee, CLAP

CLAP = Connaissance locale de l'appareil productif

Tourisme

TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017

	Hôtels	Chambres
Ensemble	4	117
1 étoile	0	0
2 étoiles	1	43
3 étoiles	2	67
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non étoilé	1	7

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux de tourisme (CRT) et la DGE.

TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017

	Terrains	Emplacements
Ensemble	9	494
1 étoile	3	103
2 étoiles	3	120
3 étoiles	2	208
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non étoilé	1	63

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux de tourisme (CRT) et la DGE.

TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017

	Hébergement	Nombre de places lit
Ensemble	0	0
Résidence de tourisme - Résidence hotelière	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Autres hébergements collectifs de tourisme	0	0

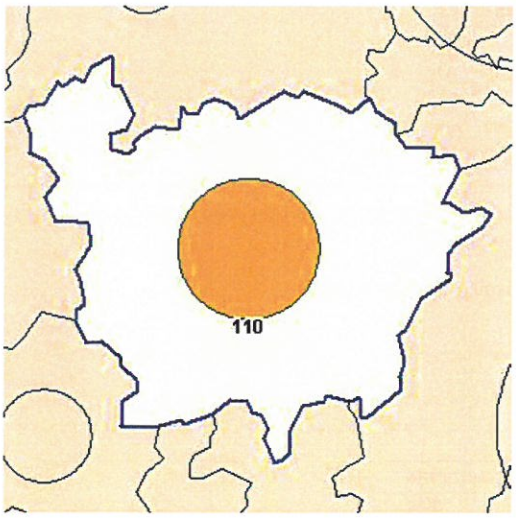
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux de tourisme (CRT) et la DGE.

RP = Recensement de la population

Tourisme

Nombre de chambres

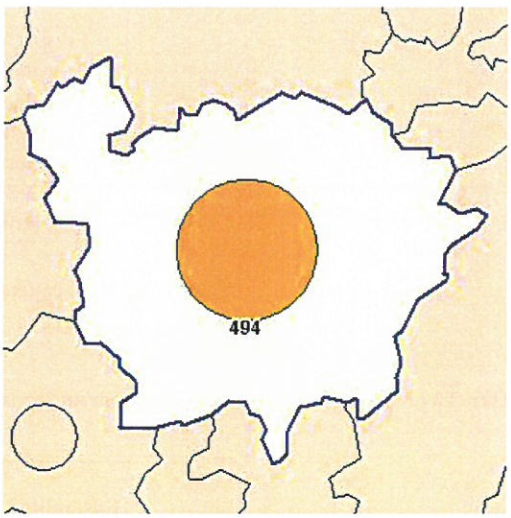
dans les hôtels classés au 1er janvier 2017



Source : Insee, Direction du tourisme - hébergement touristique © IGN - Insee 2017

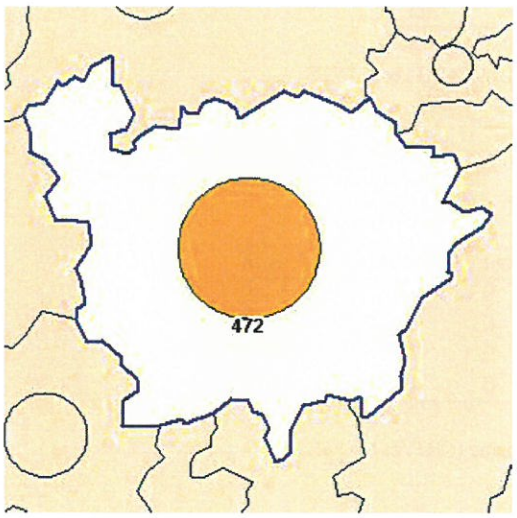
Nombre d'emplacements de camping

au 1er janvier 2017



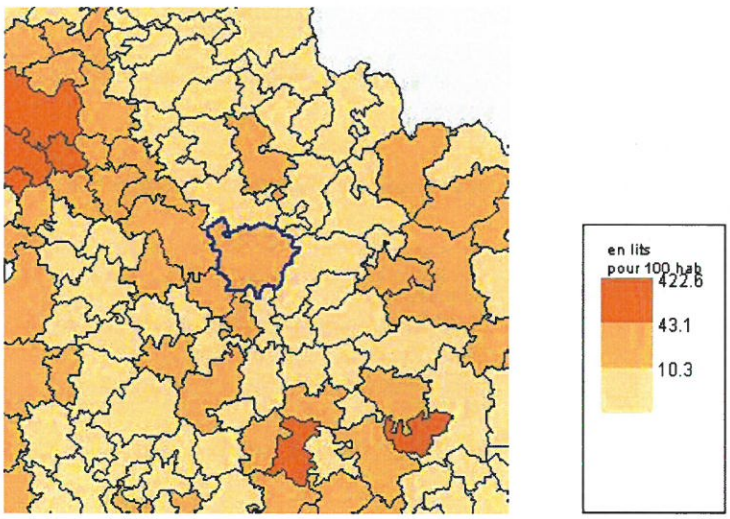
Source : Insee, Direction du tourisme - hébergement touristique © IGN - Insee 2017

Nombre de Résidences secondaires en 2014



Source : Insee, RP 2014-exploitation principale © IGN - Insee 2017

Capacité touristique totale pour 100 hab (1)

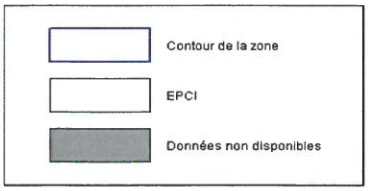


Source : Insee, Direction du tourisme - hébergement touristique © IGN - Insee 2017

Territoire : 14.6 lits pour 100 hab

Zone de comparaison : 12.3 lits pour 100 hab

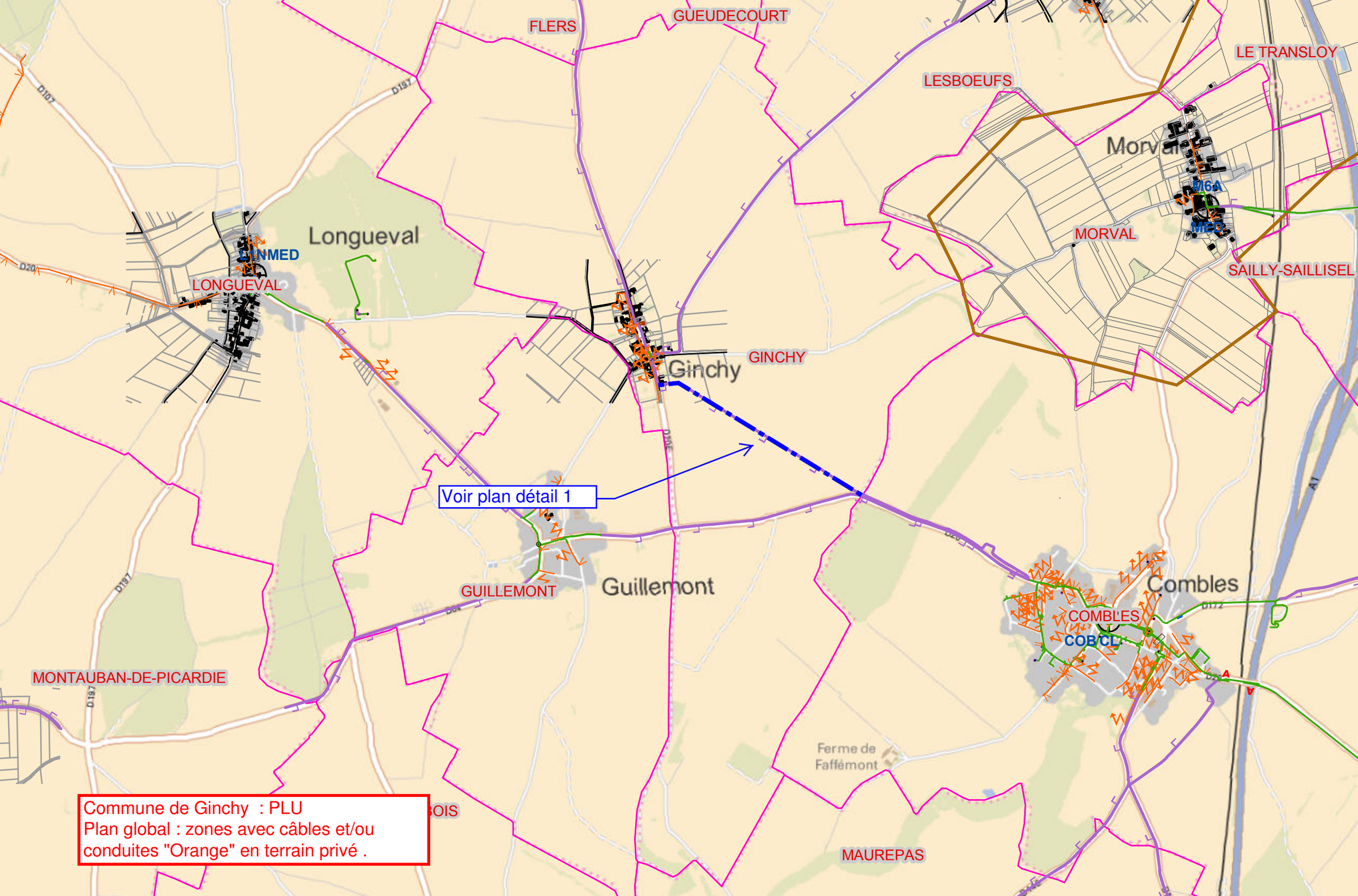
(1) La capacité touristique est calculée en nombre de lits, en multipliant
le nombre de chambres d'hôtels par 2,
le nombre d'emplacements de campings par 3,
et le nombre de résidences secondaires par 5,
le tout rapporté à la population.



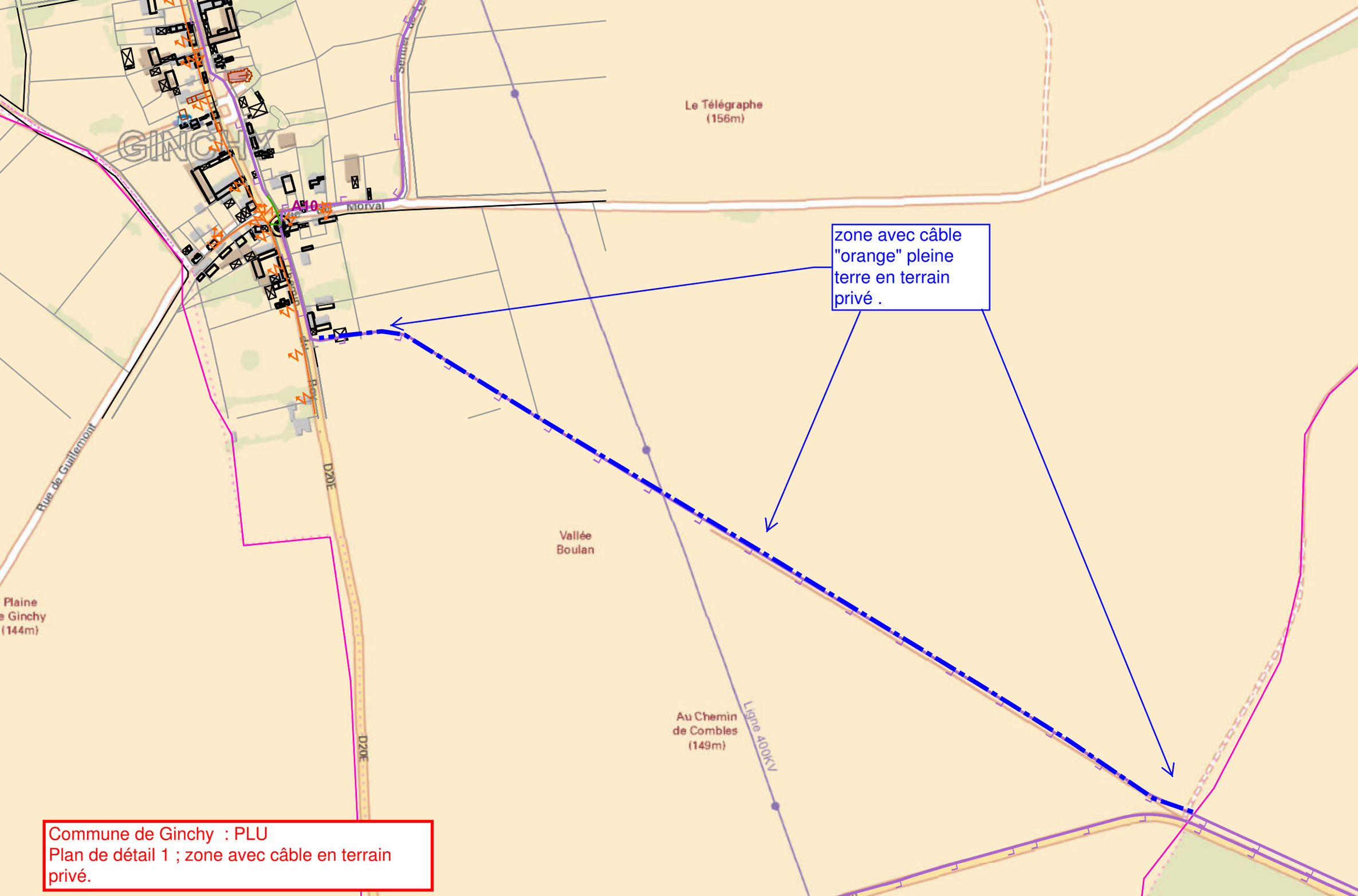
Liste des communes

80014	Aizecourt-le-Bas
80015	Aizecourt-le-Haut
80017	Allaines
80054	Barleux
80088	Bernes
80102	Biaches
80115	Bouchavesnes-Bergen
80128	Bouvincourt-en-Vermandois
80141	Brie
80150	Buire-Courcelles
80154	Bussu
80177	Cartigny
80199	Cléry-sur-Somme
80204	Combles
80239	Devise
80240	Doingt
80258	Driencourt
80271	Épehy
80275	Équancourt
80294	Éterpigny
80298	Étricourt-Manancourt
80307	Feuillères
80312	Fins
80313	Flaucourt
80314	Flers
80378	Ginchy
80397	Gueudecourt
80401	Guillemont
80404	Guyencourt-Saulcourt
80413	Hancourt
80418	Hardecourt-aux-Bois
80428	Hem-Monacu
80430	Herbécourt
80434	Hervilly
80435	Hesbécourt
80438	Heudicourt
80472	Lesbufs
80475	Liéramont
80487	Longavesnes
80490	Longueval
80516	Marquaix
80521	Maurepas
80536	Mesnil-Bruntel
80538	Mesnil-en-Arrouaise
80552	Moislains
80557	Estrées-Mons
80601	Nurlu
80620	Péronne
80629	Puilly
80664	Rancourt

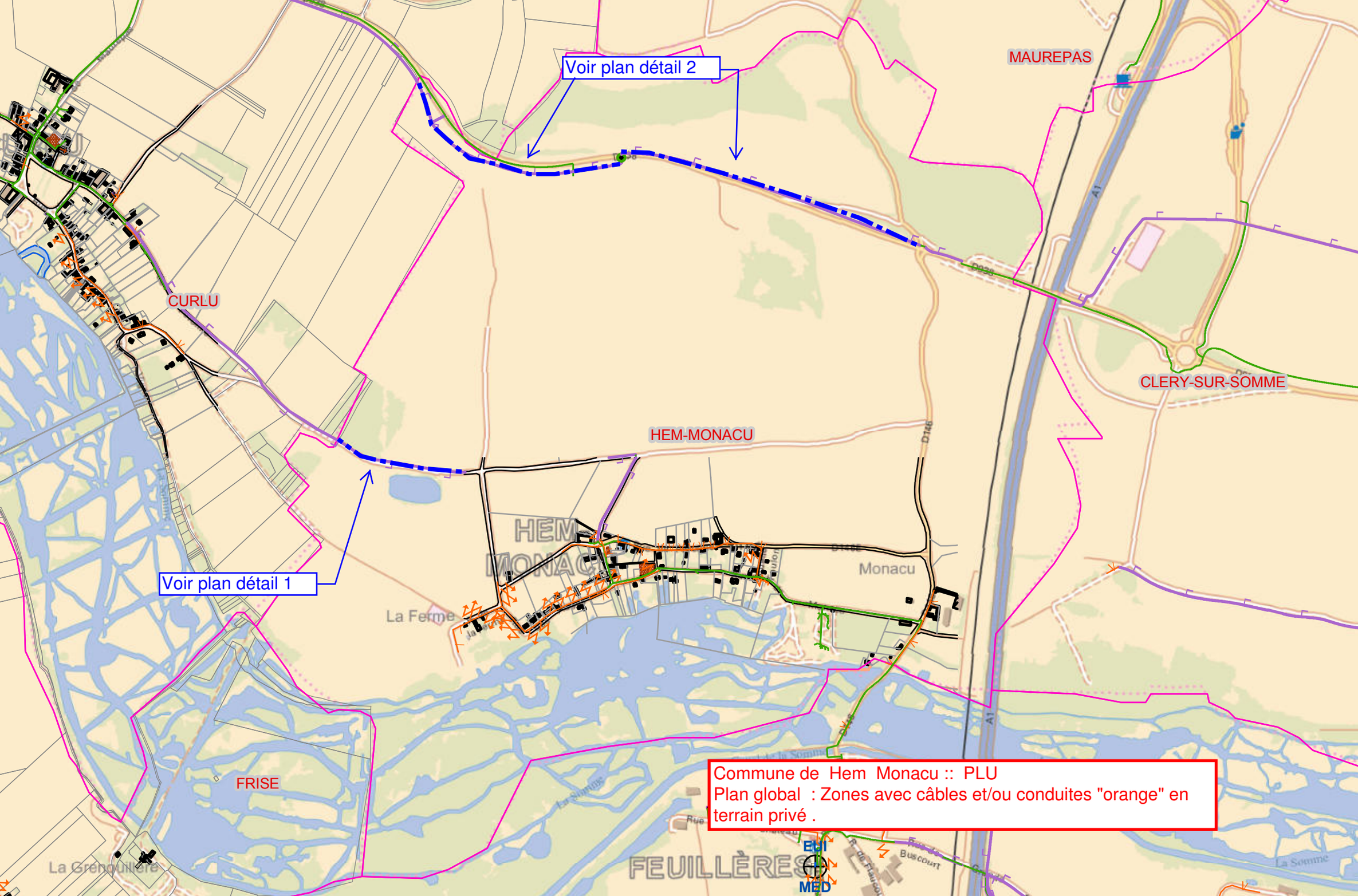
LISTE INCOMPLETE

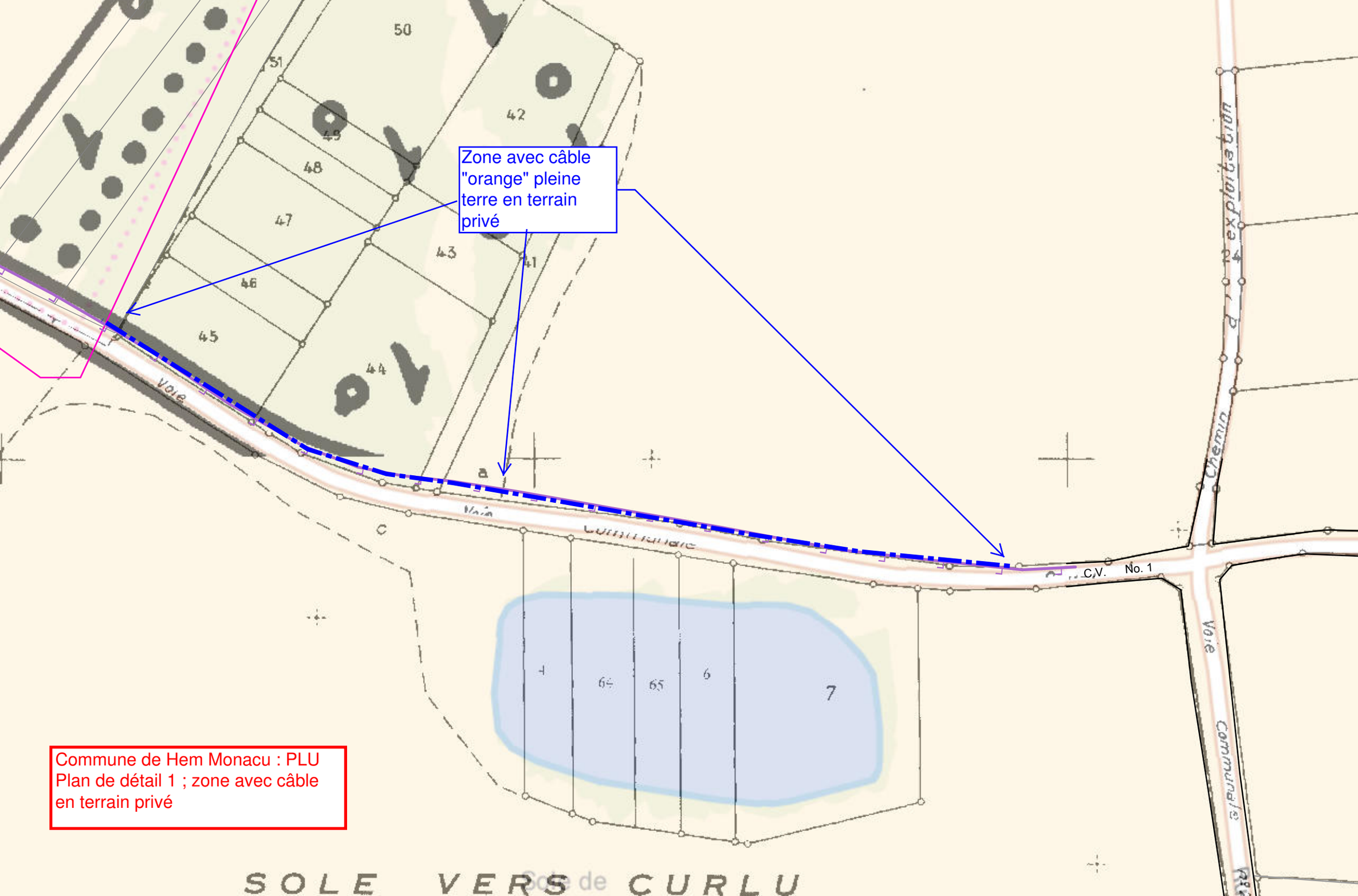


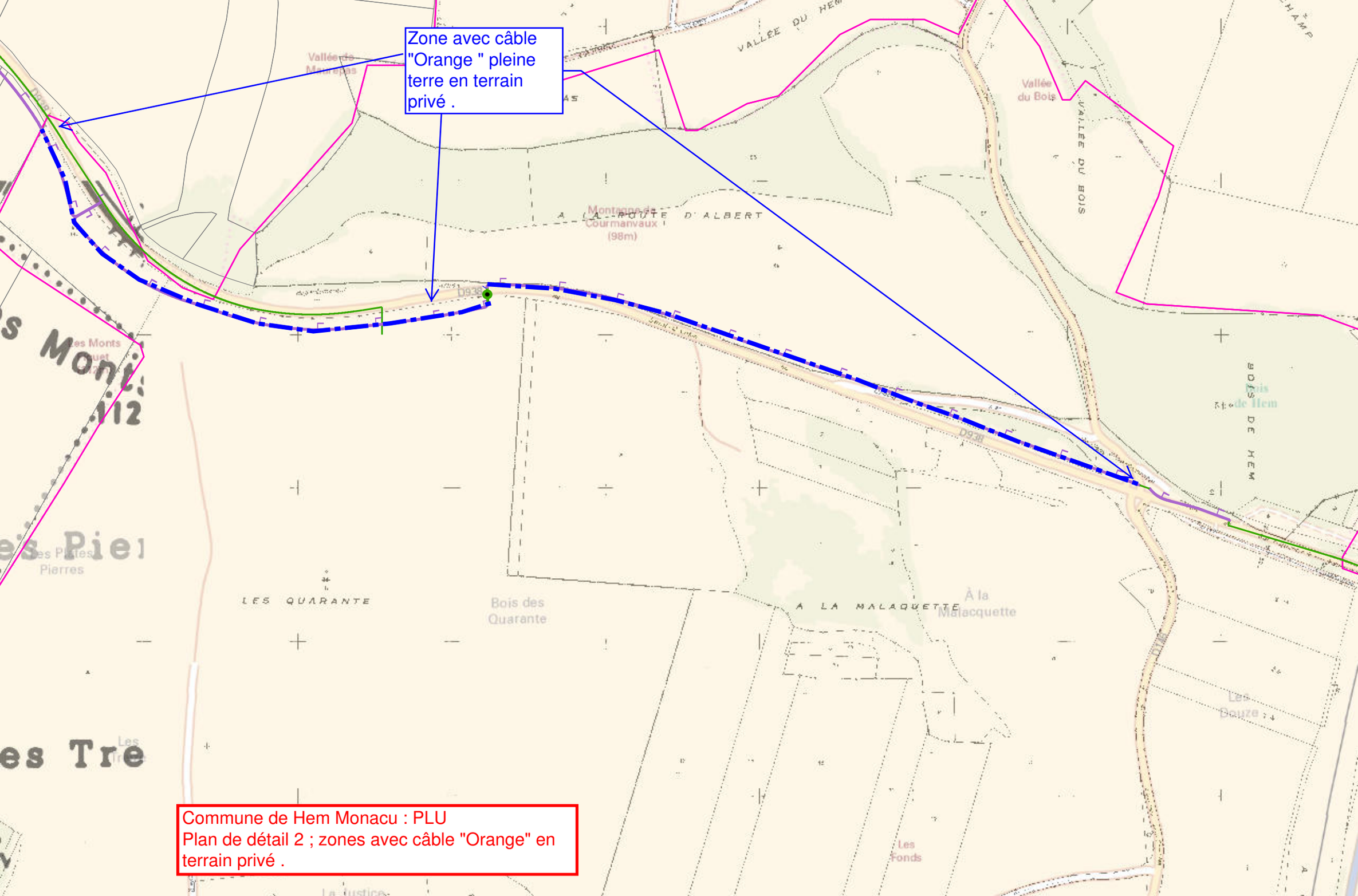
Commune de Ginchy : PLU
Plan global : zones avec câbles et/ou conduites "Orange" en terrain privé .

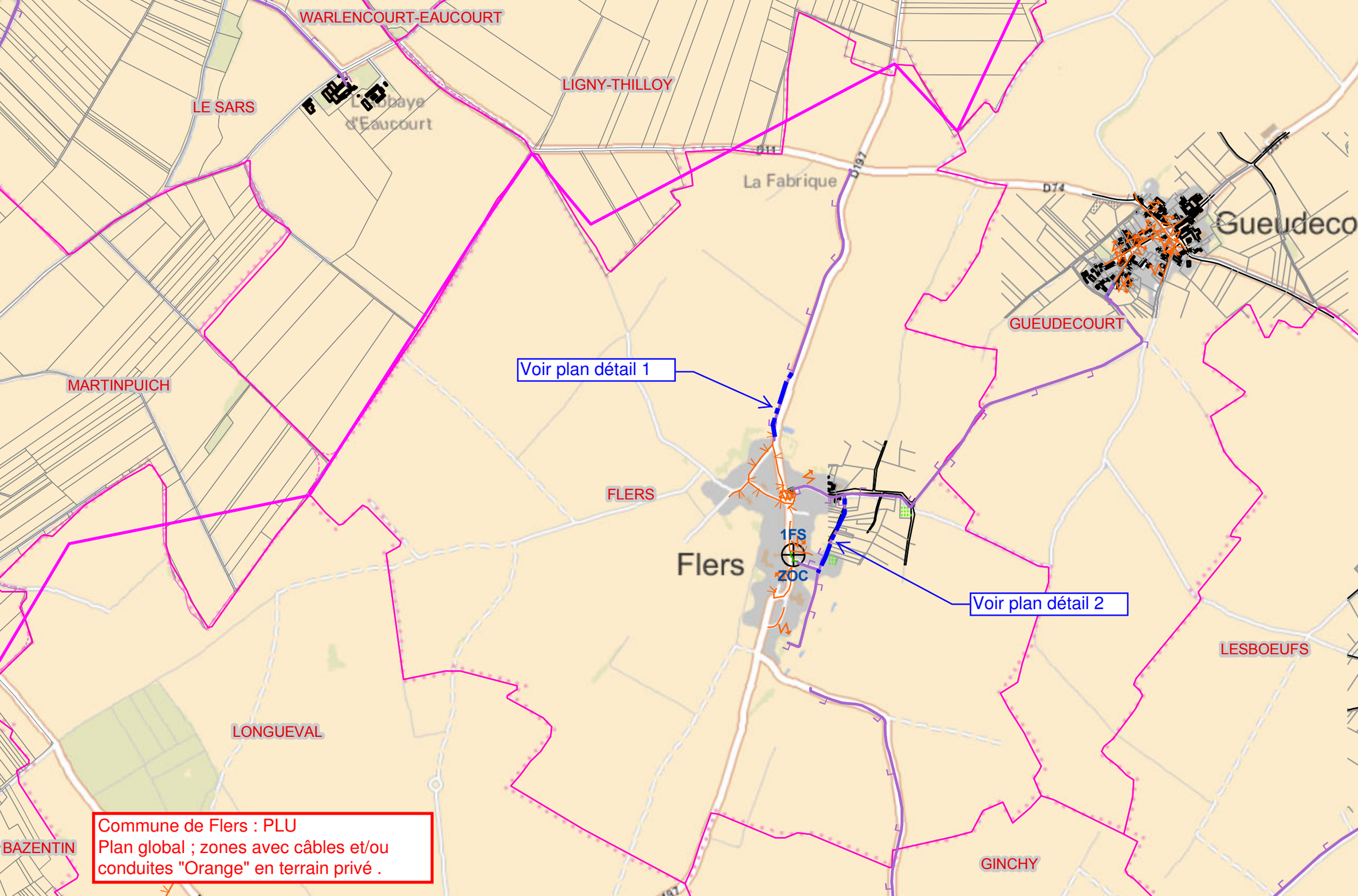


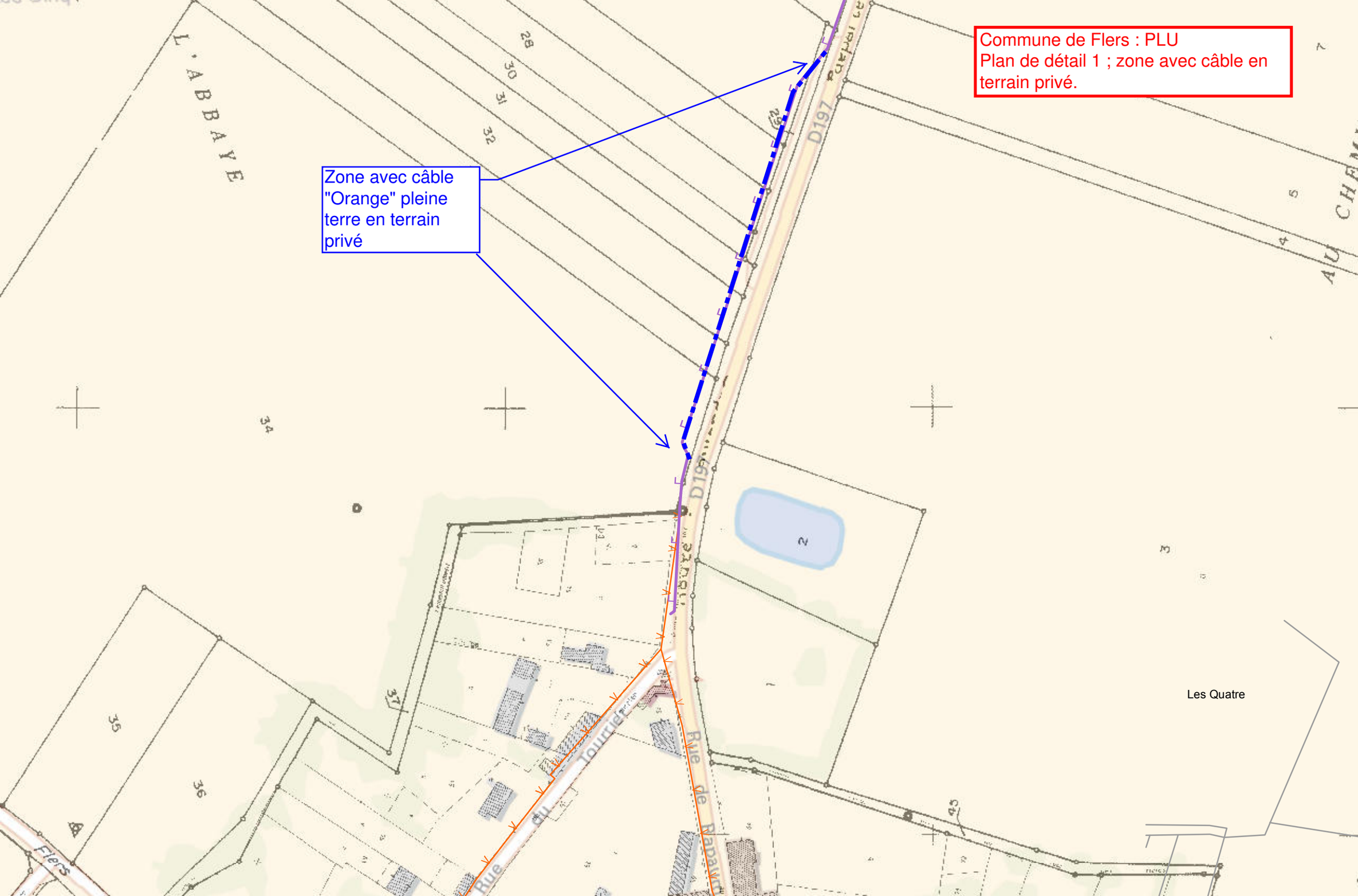
Commune de Ginchy : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble en terrain privé.

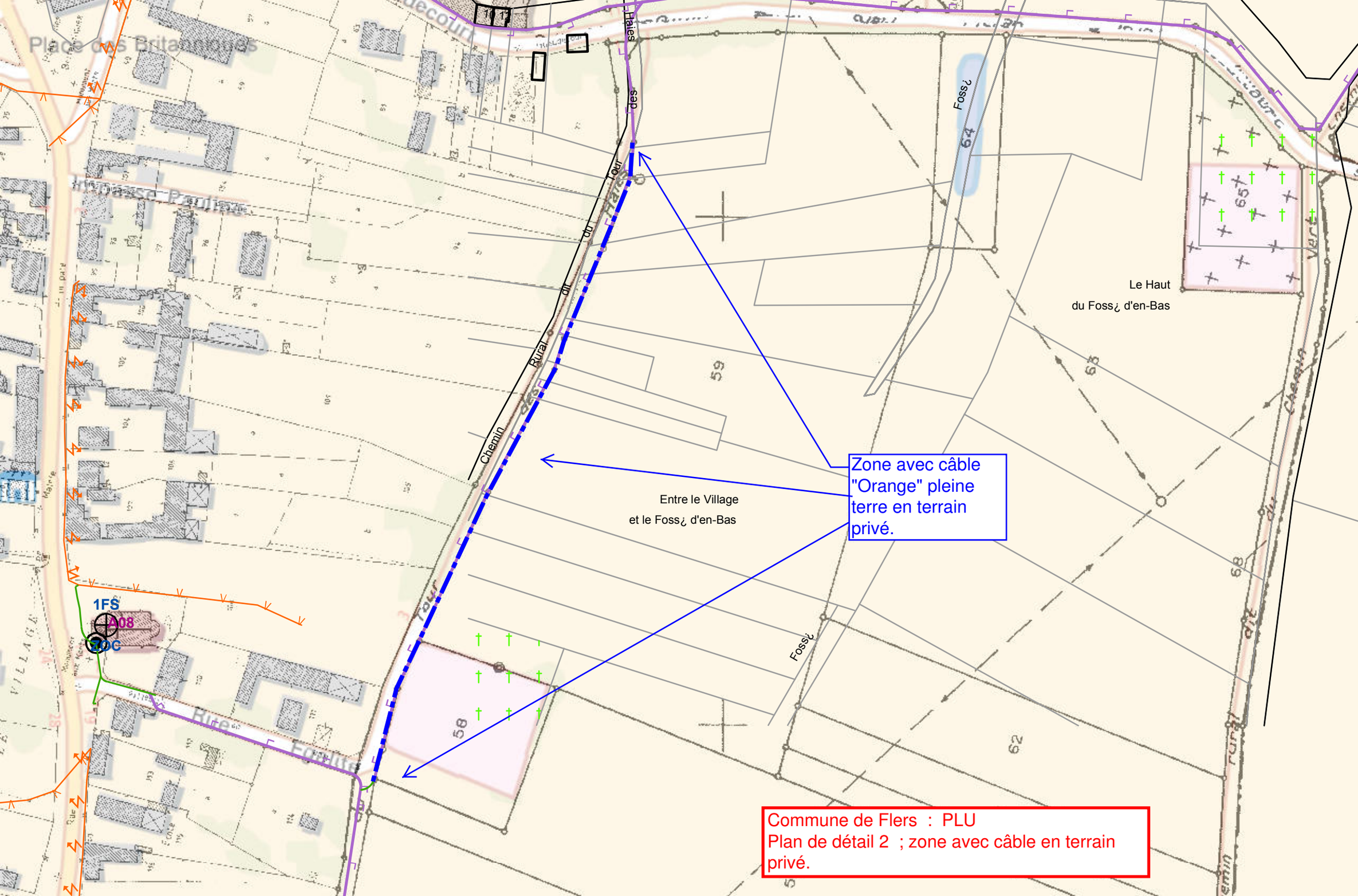

Voir plan détail 2
MAUREPAS
CURLU
CLERY-SUR-SOMME
HEM-MONACU
Voir plan détail 1
Monacu
La Ferme
FRISE
FEUILLÈRES
La Grenouillère
EUI
MED
Commune de Hem Monacu :: PLU
Plan global : Zones avec câbles et/ou conduites "orange" en terrain privé .

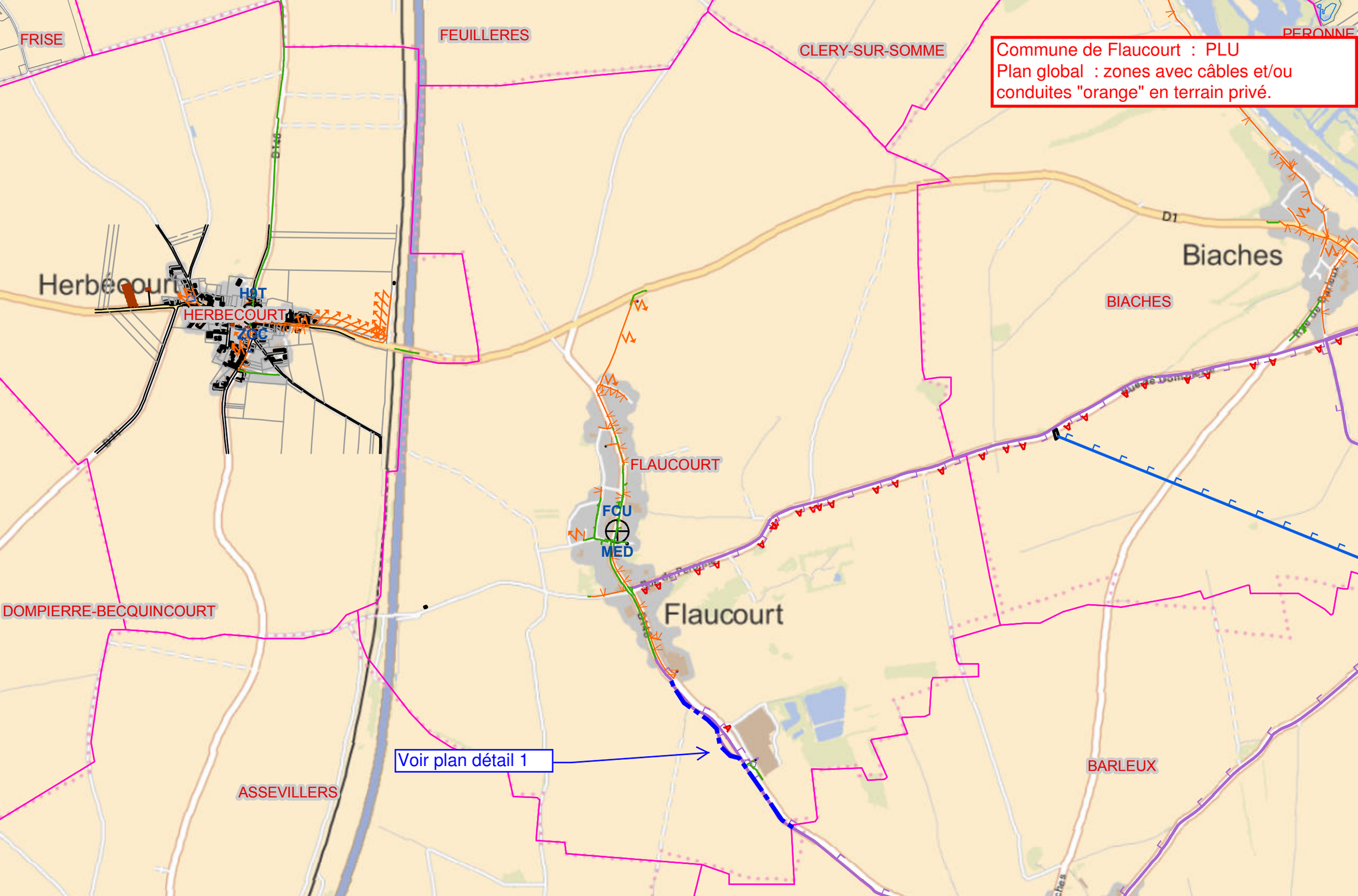

Zone avec câble "orange" pleine terre en terrain privé
Commune de Hem Monacu : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble en terrain privé
C.V. No. 1
Chemin d'exploitation
Voie Communale
SOLE VERS CURLU

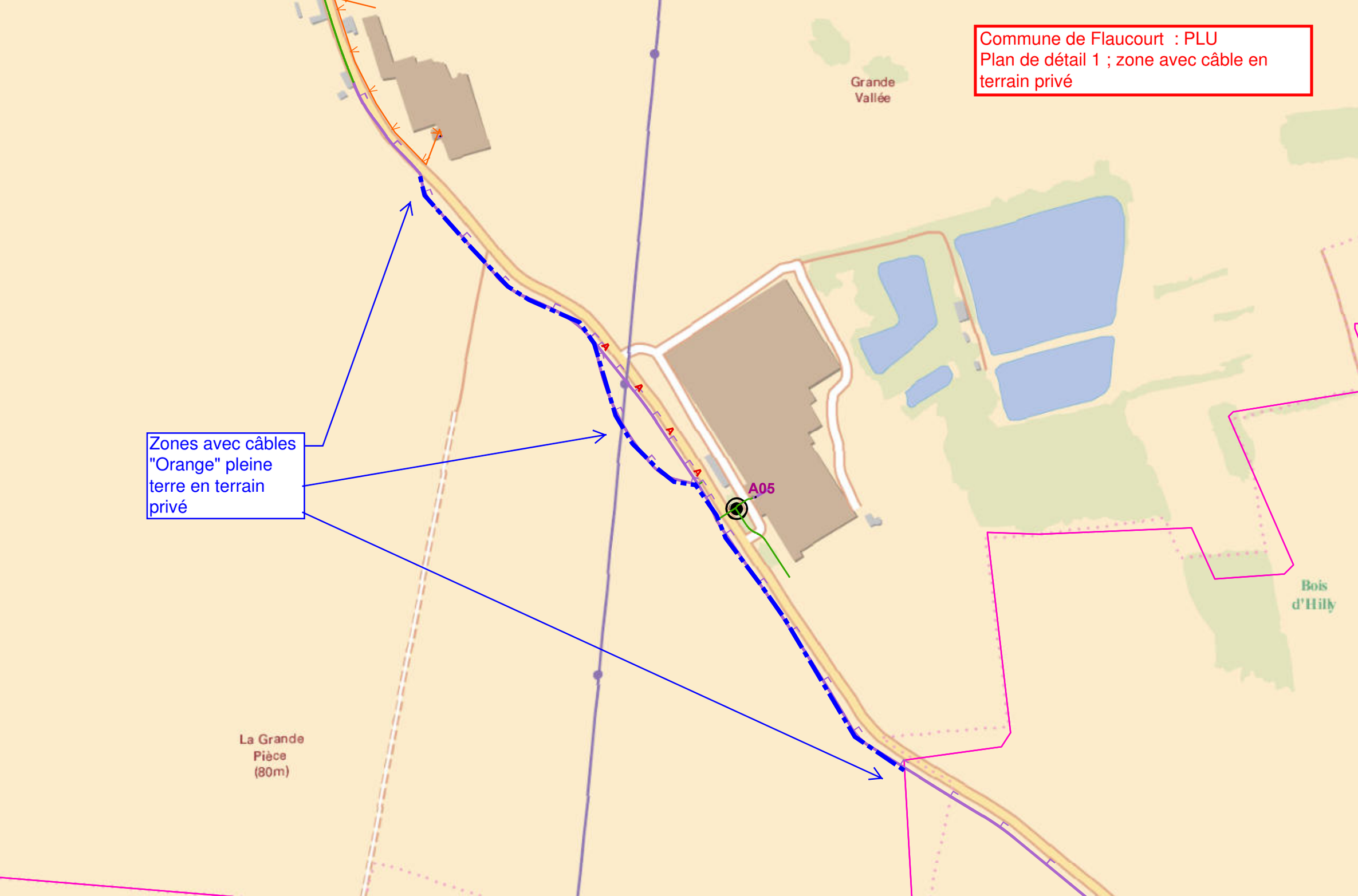

Zone avec câble "Orange " pleine terre en terrain privé .
Commune de Hem Monacu : PLU
Plan de détail 2 ; zones avec câble "Orange" en terrain privé .
A LA ROUTE D'ALBERT
LES QUARANTE
A LA MALAQUETTE
VALLÉE DU BOIS
BOIS DE HEM
Vallée du Bois
Bois des Quarante
À la Malacquette
Les Fonds
Les Douze
D938

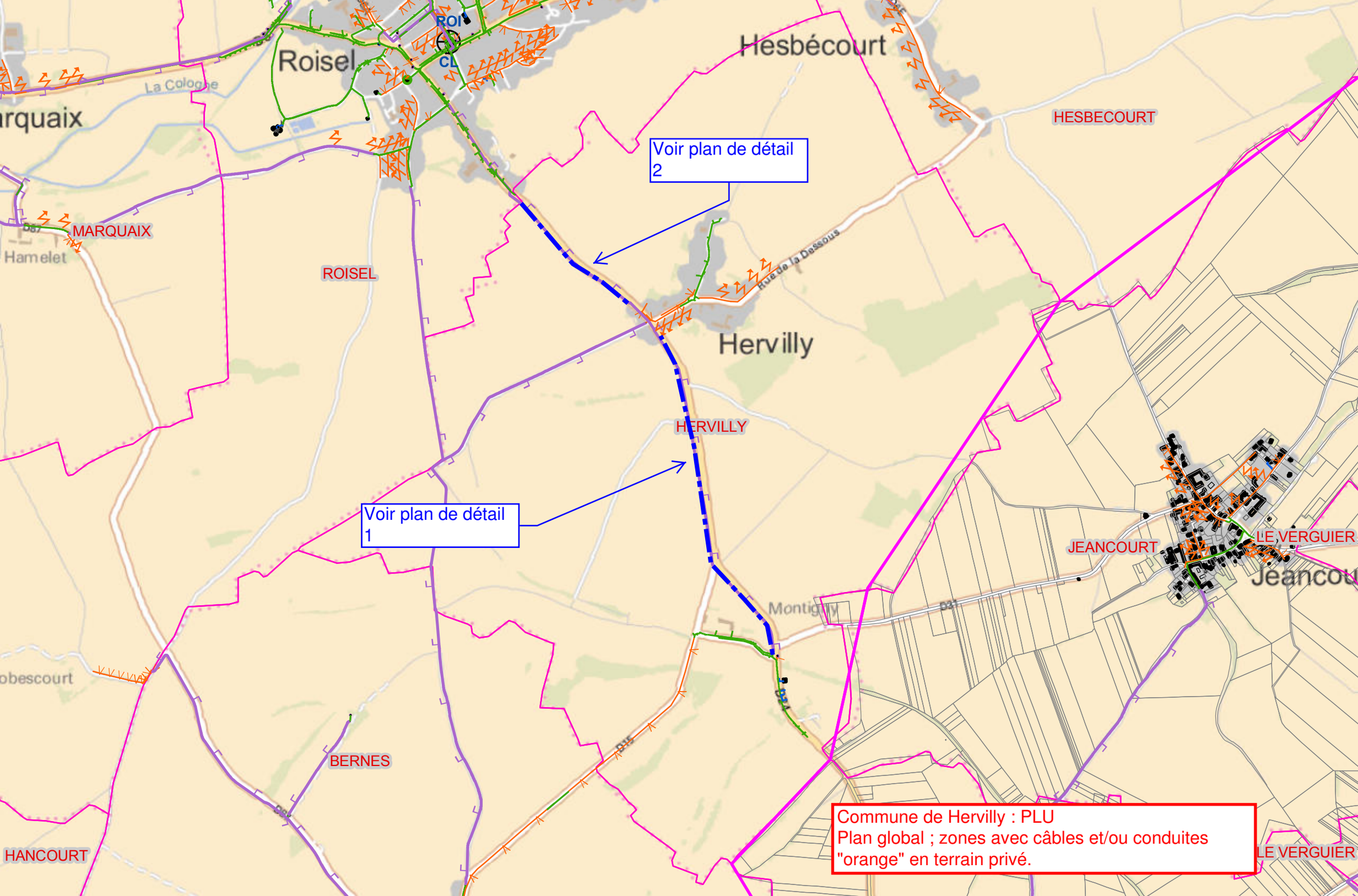

WARLENCOURT-EAUCOURT
LIGNY-THILLOY
LE SARS
L'Abbaye d'Eaucourt
D11
D197
La Fabrique
D74
Gueudeco
GUEUDECOURT
Voir plan détail 1
MARTINPUICH
FLERS
1FS
ZOC
Flers
Voir plan détail 2
LESBOEUFS
LONGUEVAL
BAZENTIN
GINCHY
Commune de Flers : PLU
Plan global ; zones avec câbles et/ou conduites "Orange" en terrain privé .

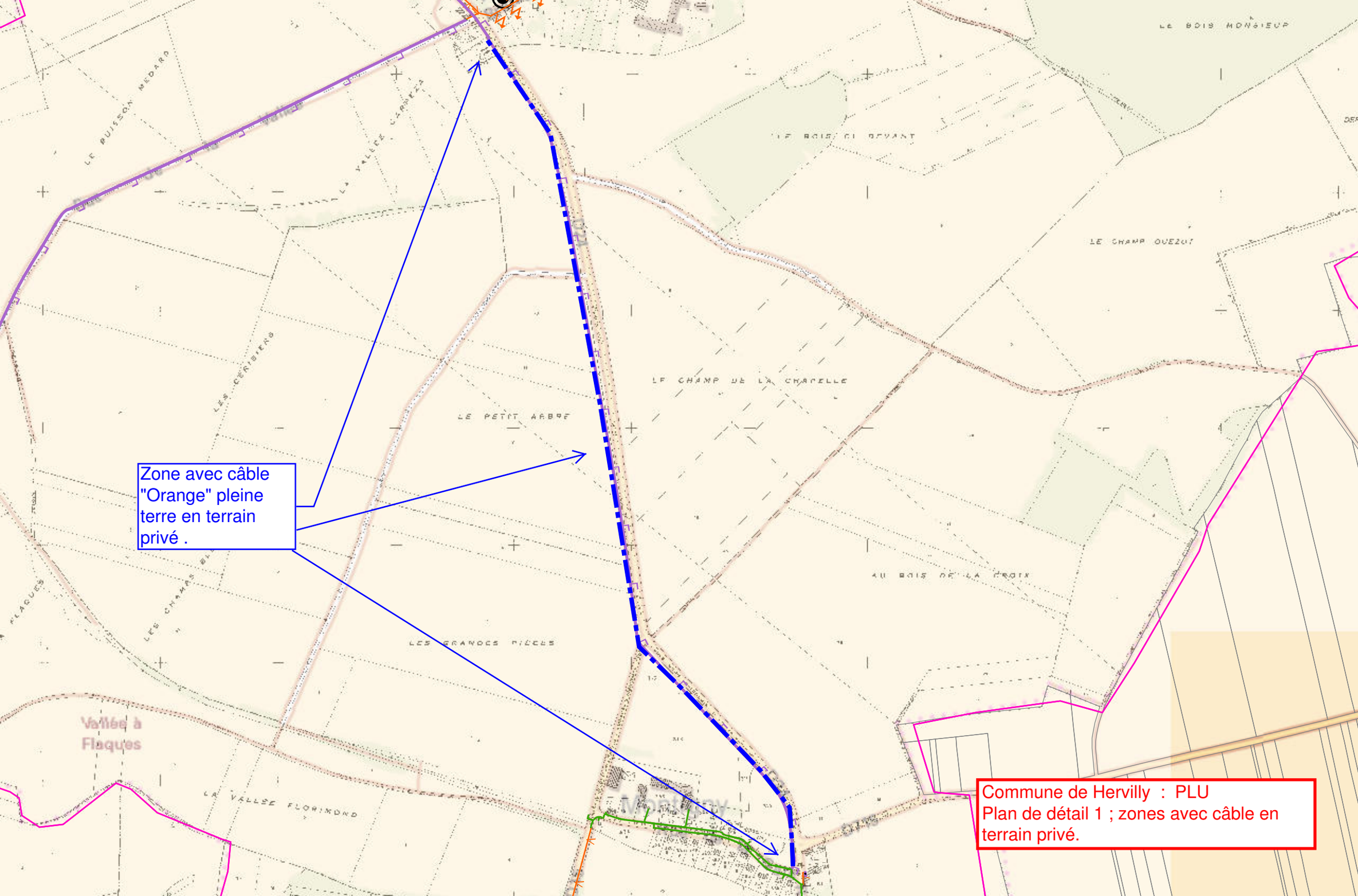

Commune de Flers : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble en terrain privé.
Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé
L'ABBAYE
D197
Les Quatre

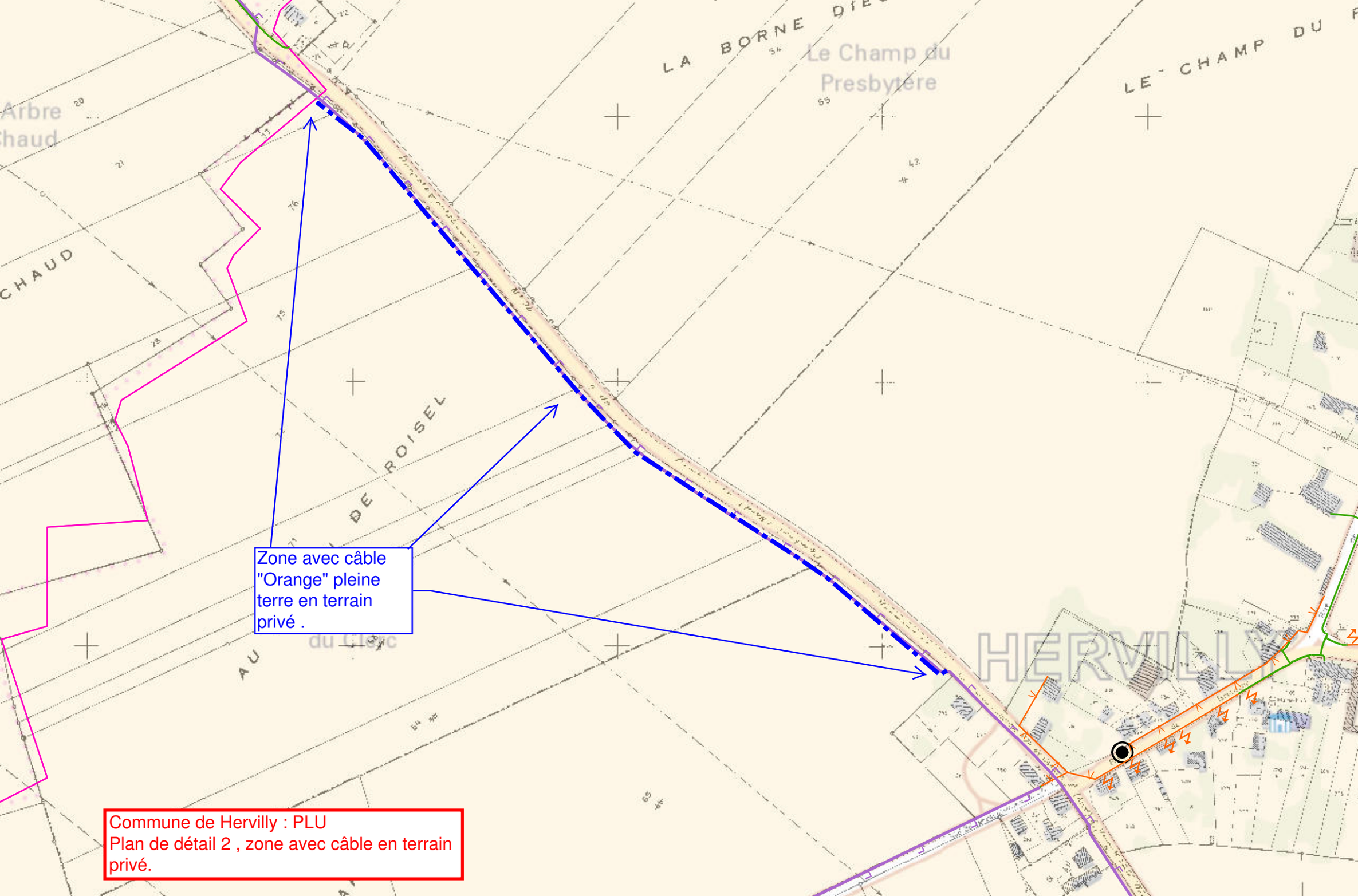

Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé.
Entre le Village
et le Foss¿ d'en-Bas
Le Haut
du Foss¿ d'en-Bas
Commune de Flers : PLU
Plan de détail 2 ; zone avec câble en terrain privé.

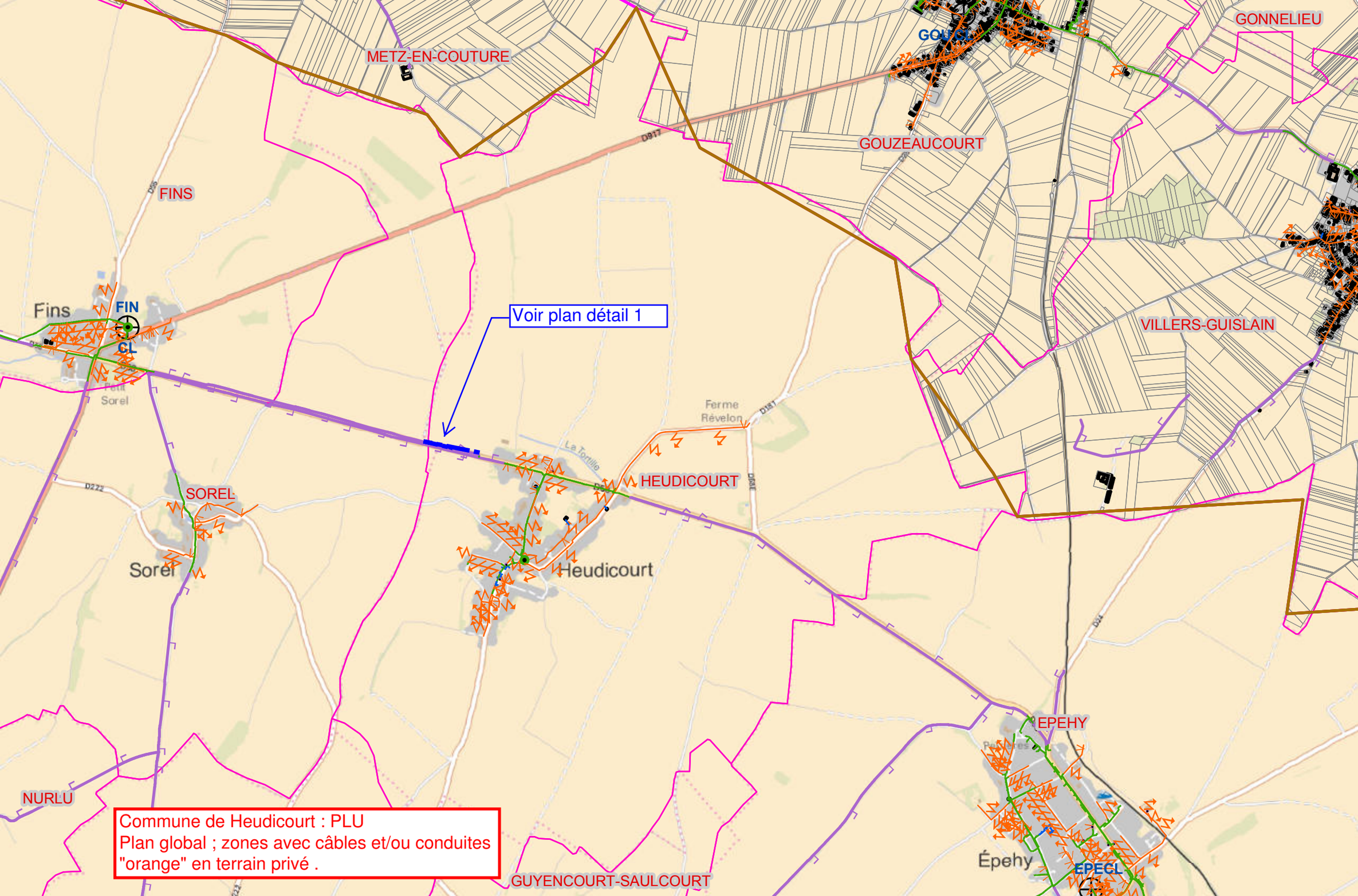

Commune de Flaucourt : PLU
Plan global : zones avec câbles et/ou conduites "orange" en terrain privé.
FRISE
FEUILLERES
CLERY-SUR-SOMME
PERONNE
D1
Biaches
BIACHES
Herbécourt
HBT
HERBECOURT
ZCC
FLAUCOURT
FCU
MED
Flaucourt
DOMPIERRE-BECQUINCOURT
Voir plan détail 1
ASSEVILLERS
BARLEUX


Commune de Flaucourt : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble en terrain privé
Zones avec câbles "Orange" pleine terre en terrain privé
Grande Vallée
A05
Bois d'Hilly
La Grande Pièce (80m)

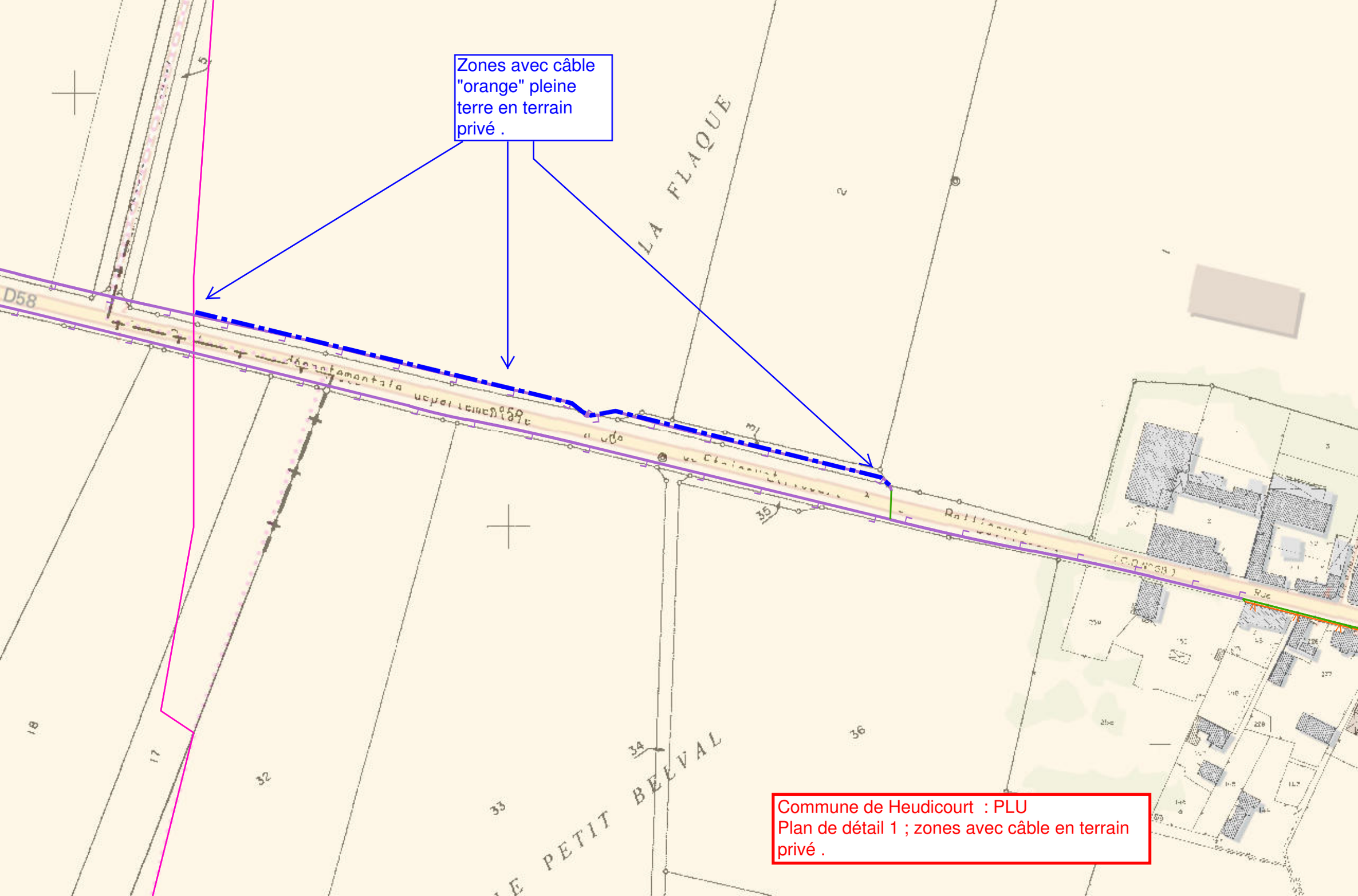

Roisel
Hesbécourt
HESBECOURT
Voir plan de détail 2
MARQUAIX
Hamelet
ROISEL
Hervilly
HERVILLY
Voir plan de détail 1
JEANCOURT
LE VERGUIER
BERNES
HANCOURT
Commune de Hervilly : PLU
Plan global ; zones avec câbles et/ou conduites "orange" en terrain privé.

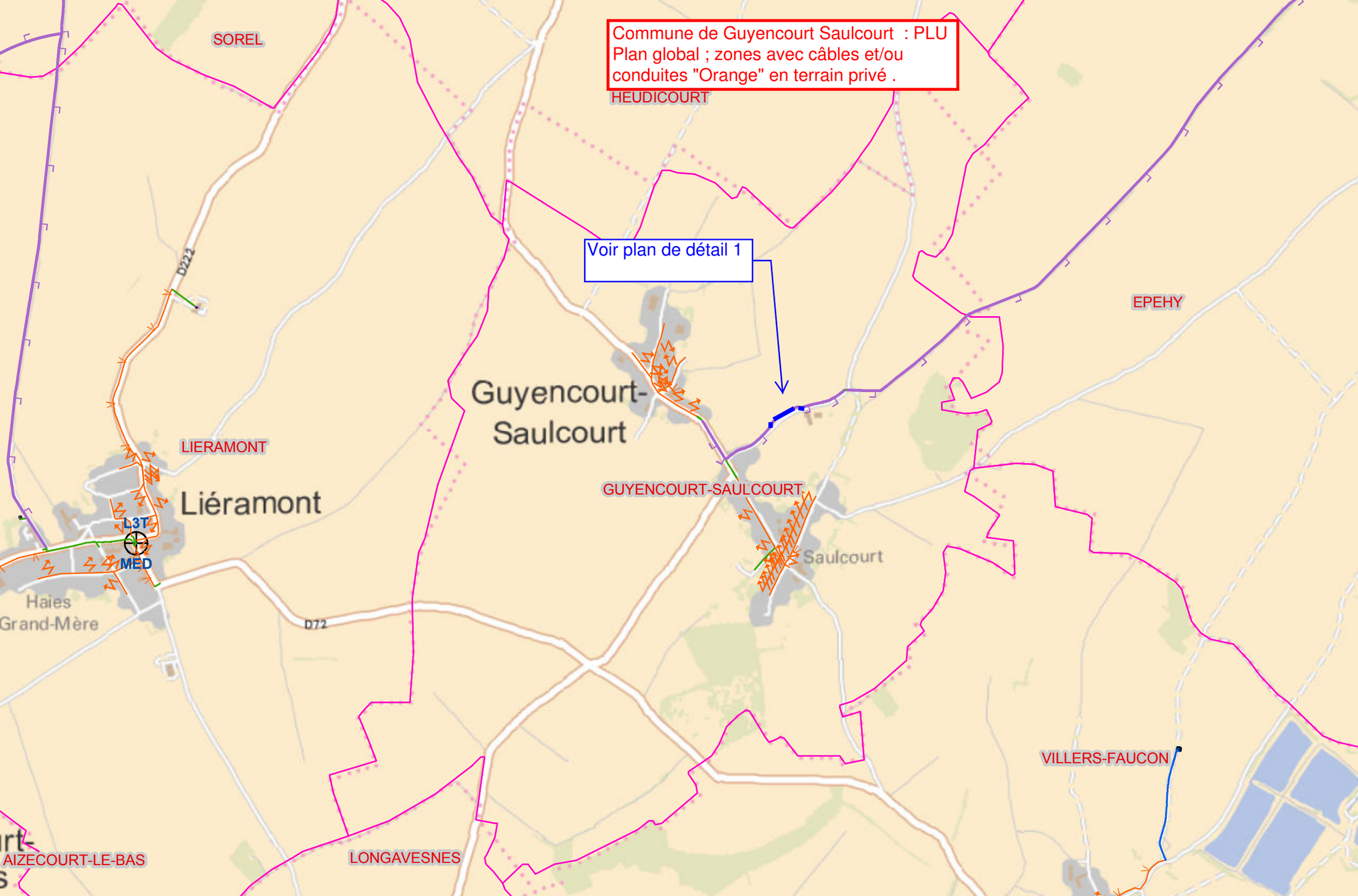

Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Commune de Hervilly : PLU
Plan de détail 1 ; zones avec câble en terrain privé.
LE BOIS MONSIEUR
LE BOIS DU DEVANT
LE CHAMP OUZOUT
LE CHAMP DE LA CHAPELLE
LE PETIT ARBRE
AU BOIS DE LA CROIX
LES GRANDES PIECES
LES CARRIERES
LE PUISSON MEDARD
LA VALLEE CARRIERE
LA VALLEE FLORIMOND
Vallée à Flaques
Montigny

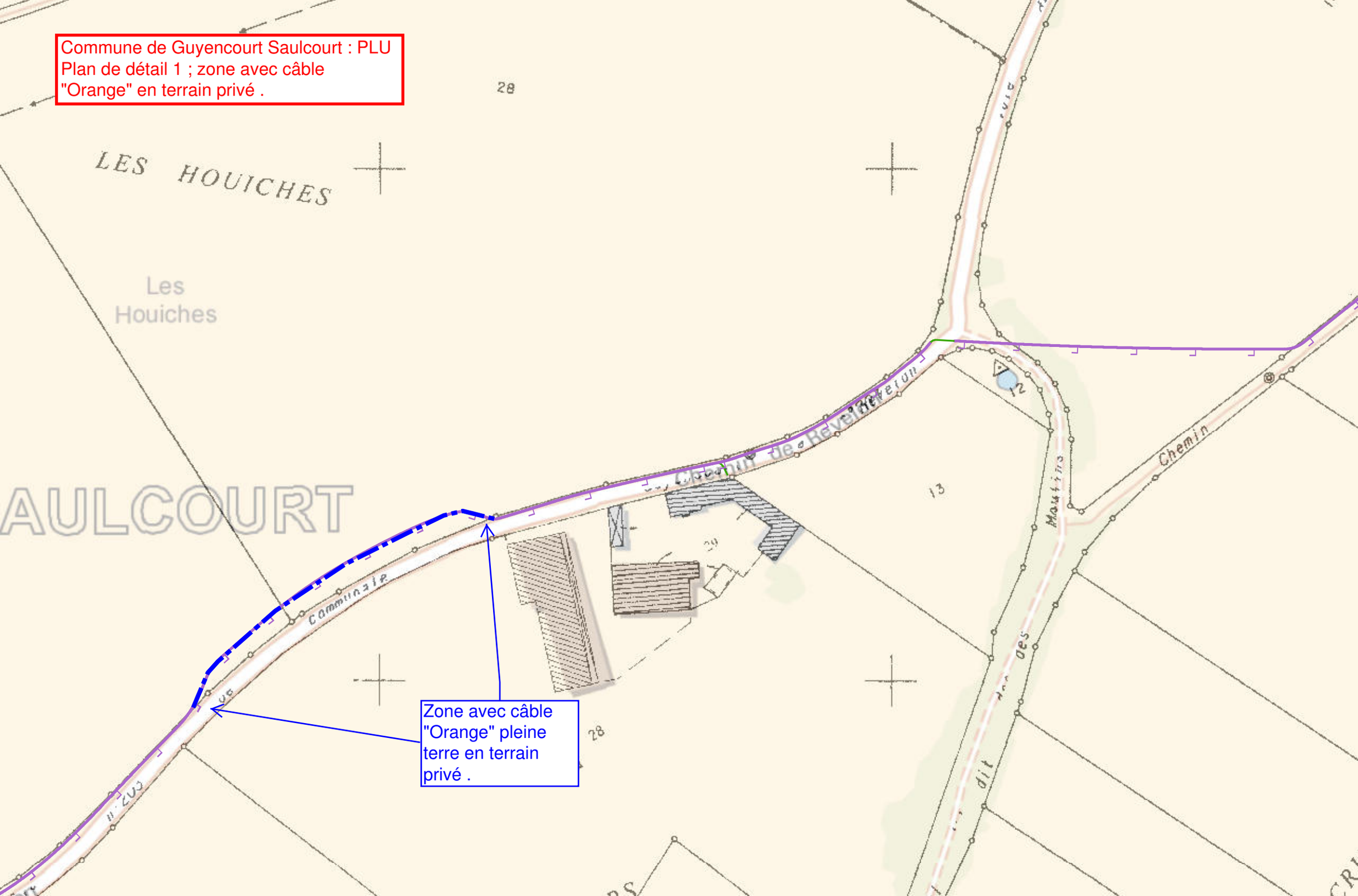

Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Commune de Hervilly : PLU
Plan de détail 2 , zone avec câble en terrain privé.

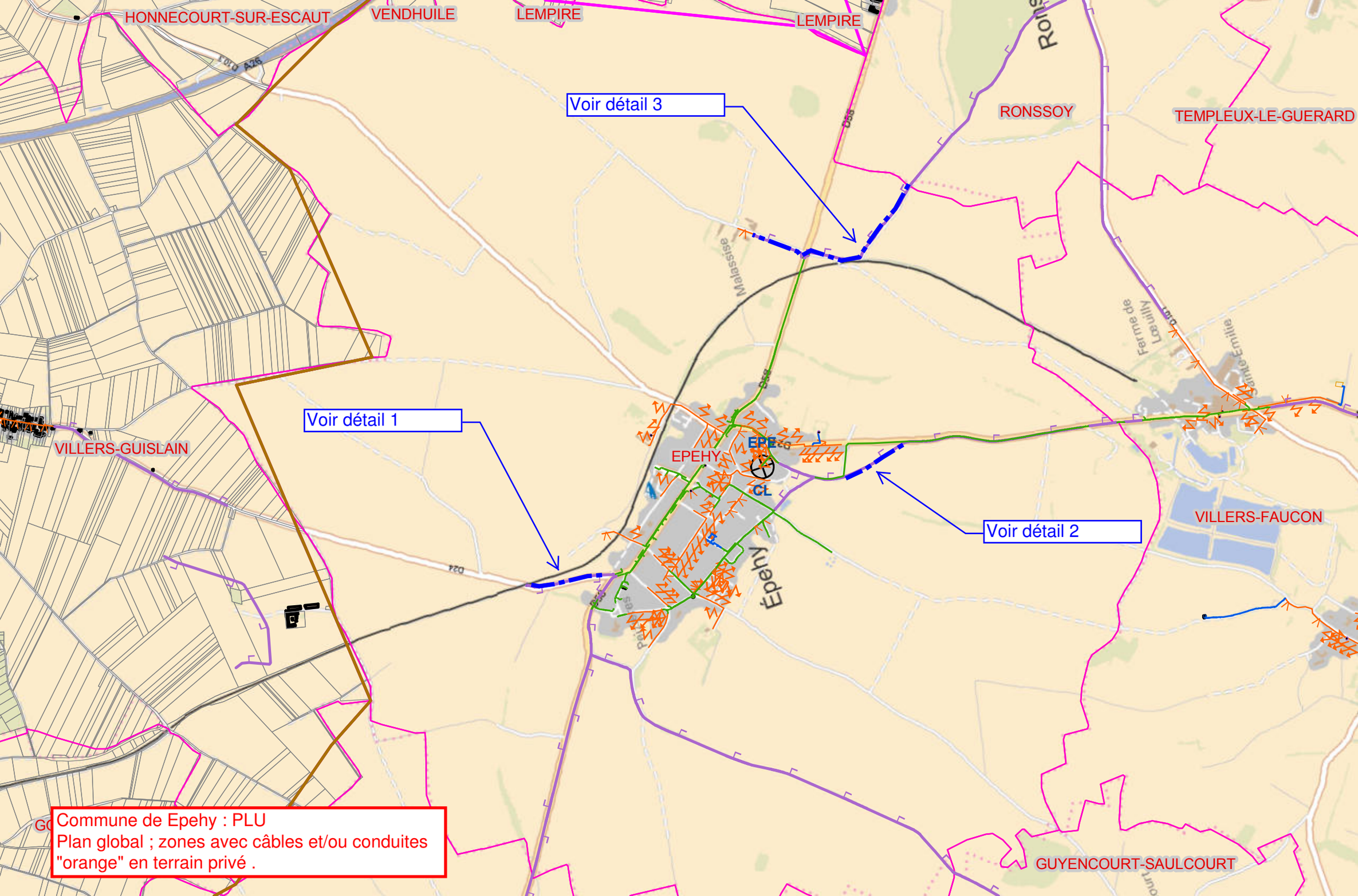


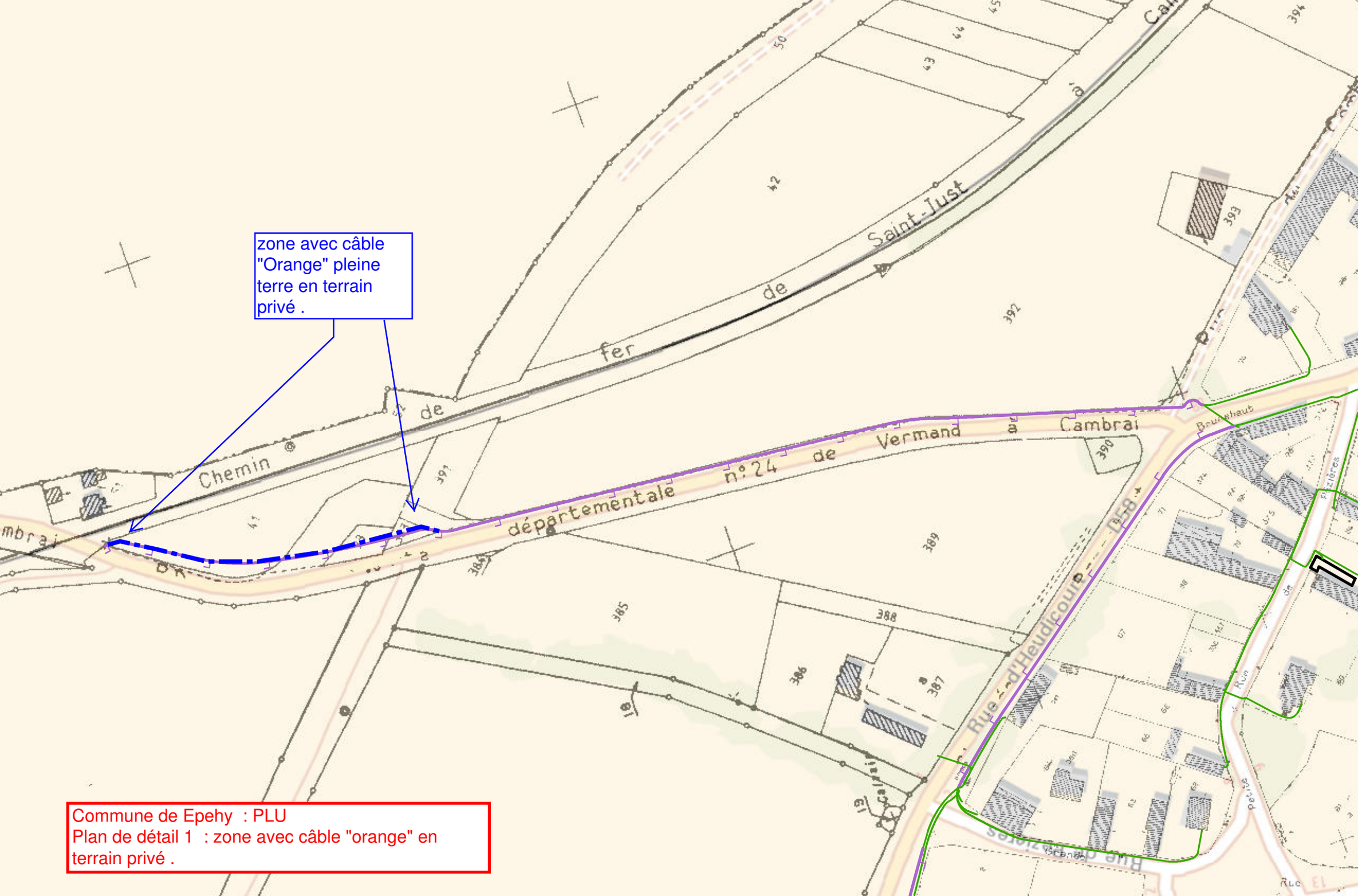
Commune de Heudicourt : PLU
Plan global ; zones avec câbles et/ou conduites "orange" en terrain privé .

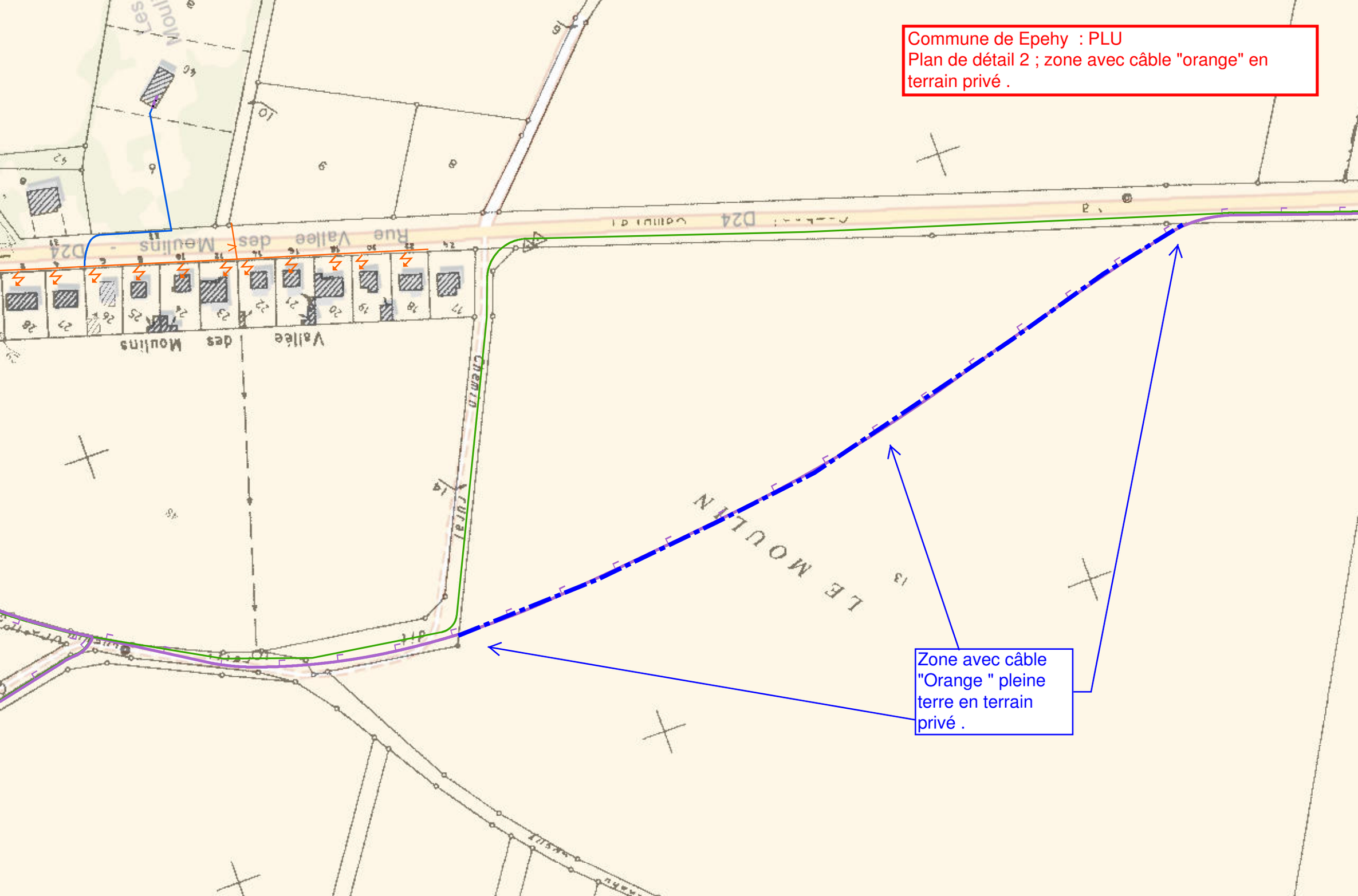

Zones avec câble "orange" pleine terre en terrain privé .
D58
LA FLAQUE
LE PETIT BEEVAL
Commune de Heudicourt : PLU
Plan de détail 1 ; zones avec câble en terrain privé .

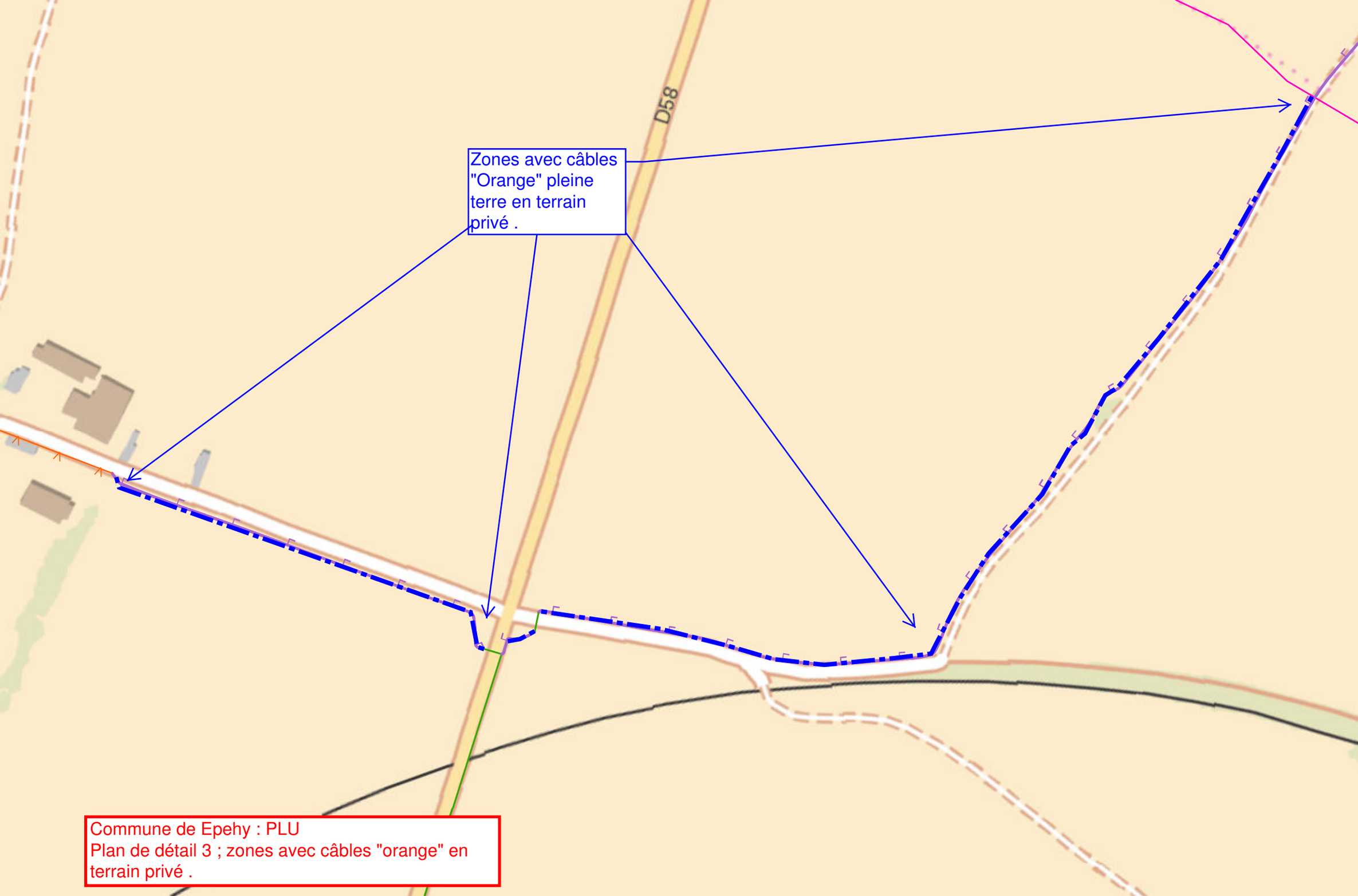

Commune de Guyencourt Saulcourt : PLU
Plan global ; zones avec câbles et/ou conduites "Orange" en terrain privé .
Voir plan de détail 1
SOREL
HEUDICOURT
EPEHY
D222
Guyencourt-
Saulcourt
LIERAMONT
Liéramont
L3T
MED
GUYENCOURT-SAULCOURT
Saulcourt
Haies
Grand-Mère
D72
VILLERS-FAUCON
AIZECOURT-LE-BAS
LONGAVESNES


Commune de Guyencourt Saulcourt : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble "Orange" en terrain privé .
LES HOUICHES
Les Houiches
AULCOURT
Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .

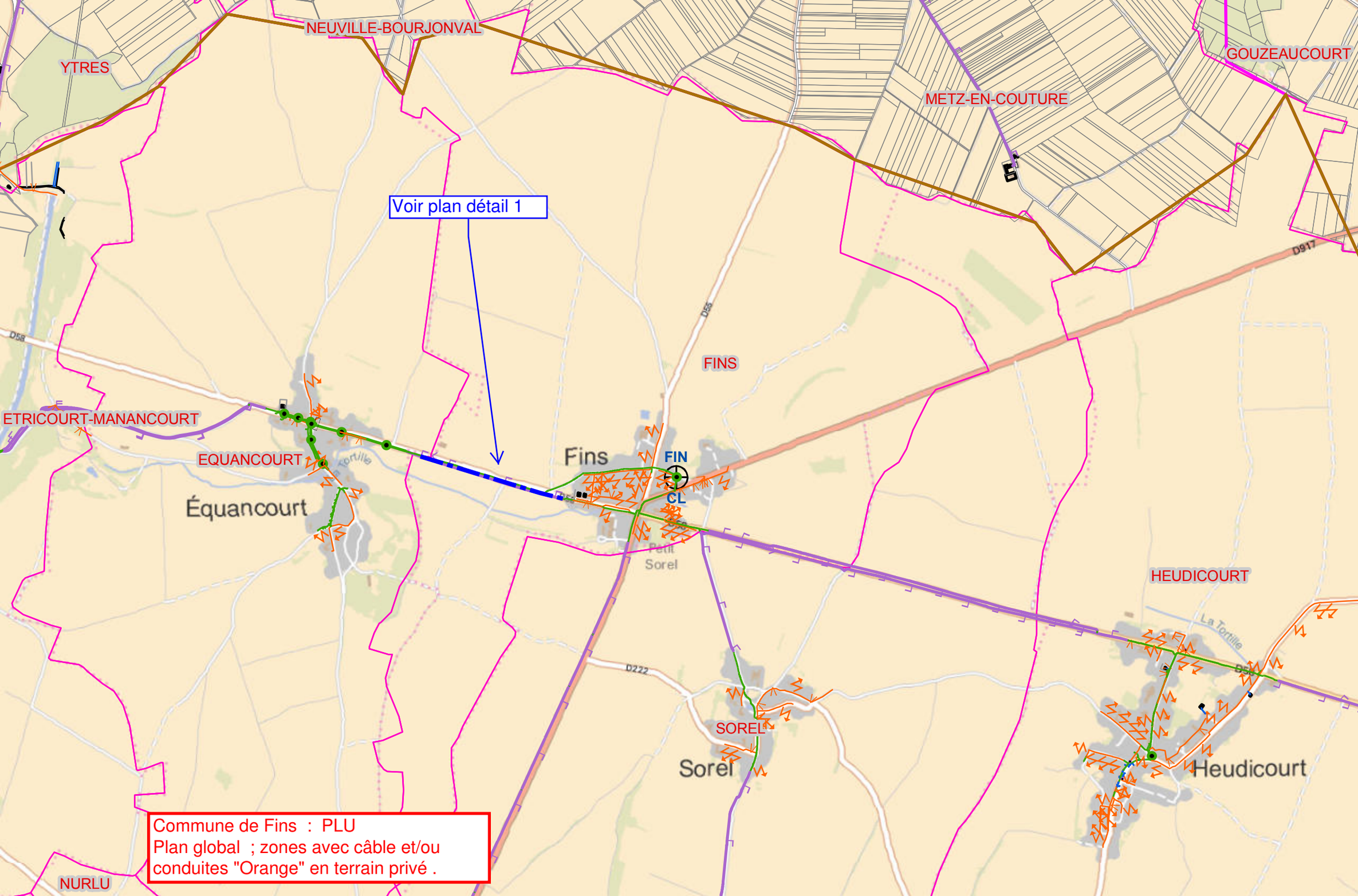

HONNECOURT-SUR-ESCAUT
VENDHUILE
LEMPIRE
LEMPIRE
RONSSOY
TEMPLEUX-LE-GUERARD
Voir détail 3
Voir détail 1
Voir détail 2
VILLERS-GUISLAIN
EPEHY
EPE
CL
VILLERS-FAUCON
GUYENCOURT-SAULCOURT
Commune de Epehy : PLU
Plan global ; zones avec câbles et/ou conduites "orange" en terrain privé .

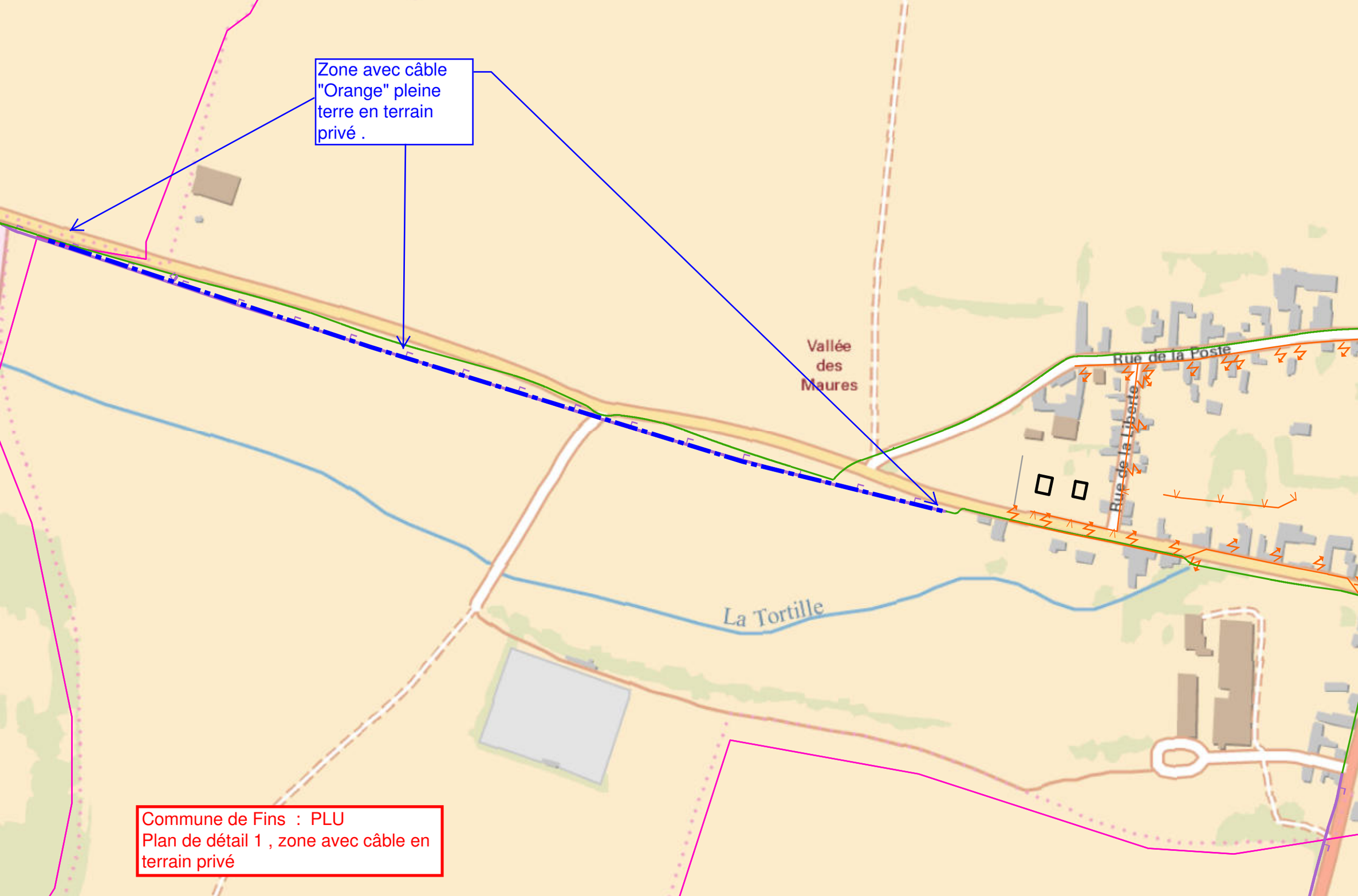

zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Chemin de fer de Saint-Just à Cambrai
départementale n°24 de Vermand à Cambrai
Rue d'Heudicourt - D58
Commune de Epehy : PLU
Plan de détail 1 : zone avec câble "orange" en terrain privé .


Commune de Epehy : PLU
Plan de détail 2 ; zone avec câble "orange" en terrain privé .
Zone avec câble "Orange " pleine terre en terrain privé .
Rue Vallée des Moulins - D24
Vallée des Moulins
Chemin Rural
LE MOULIN

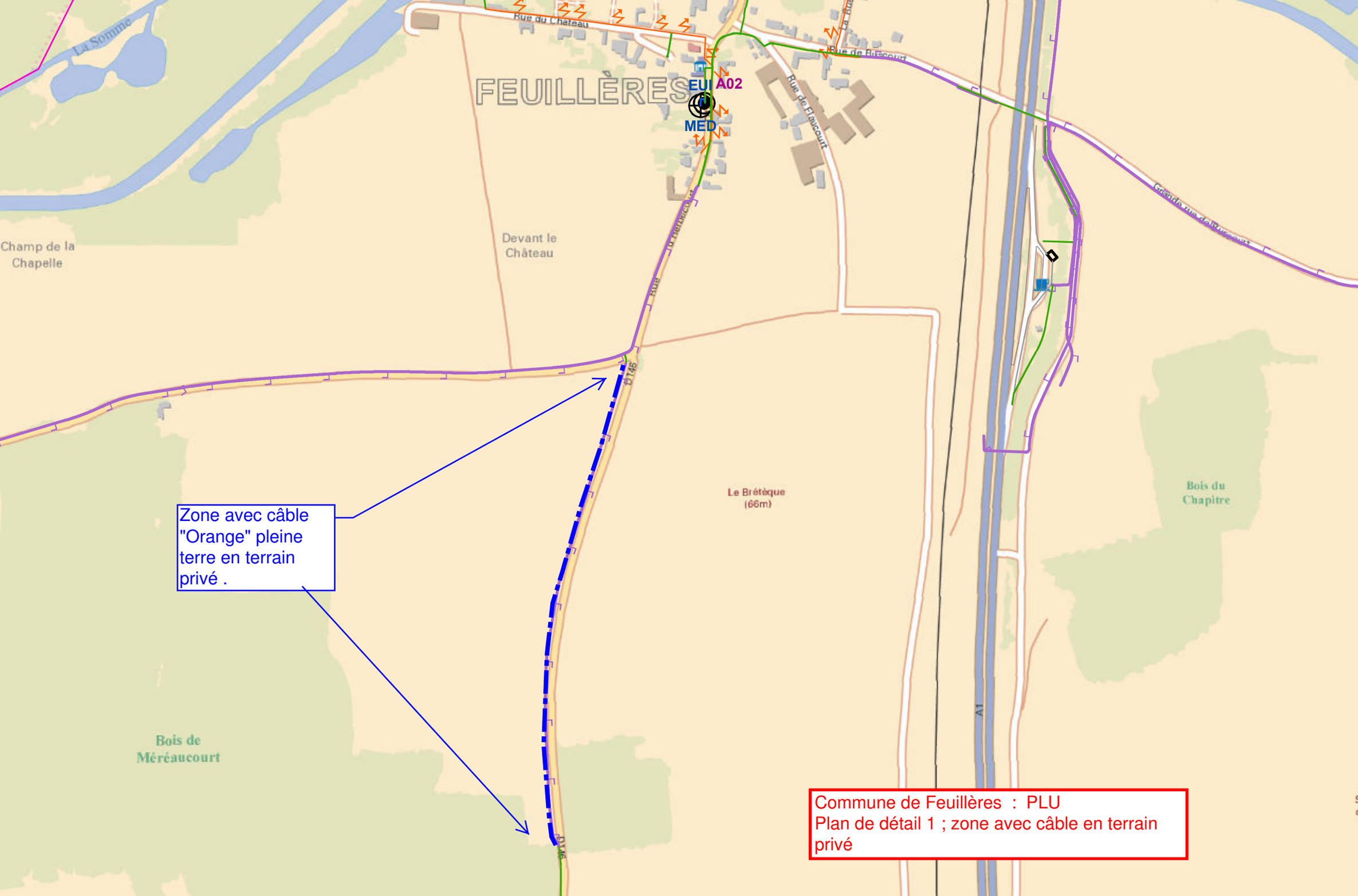


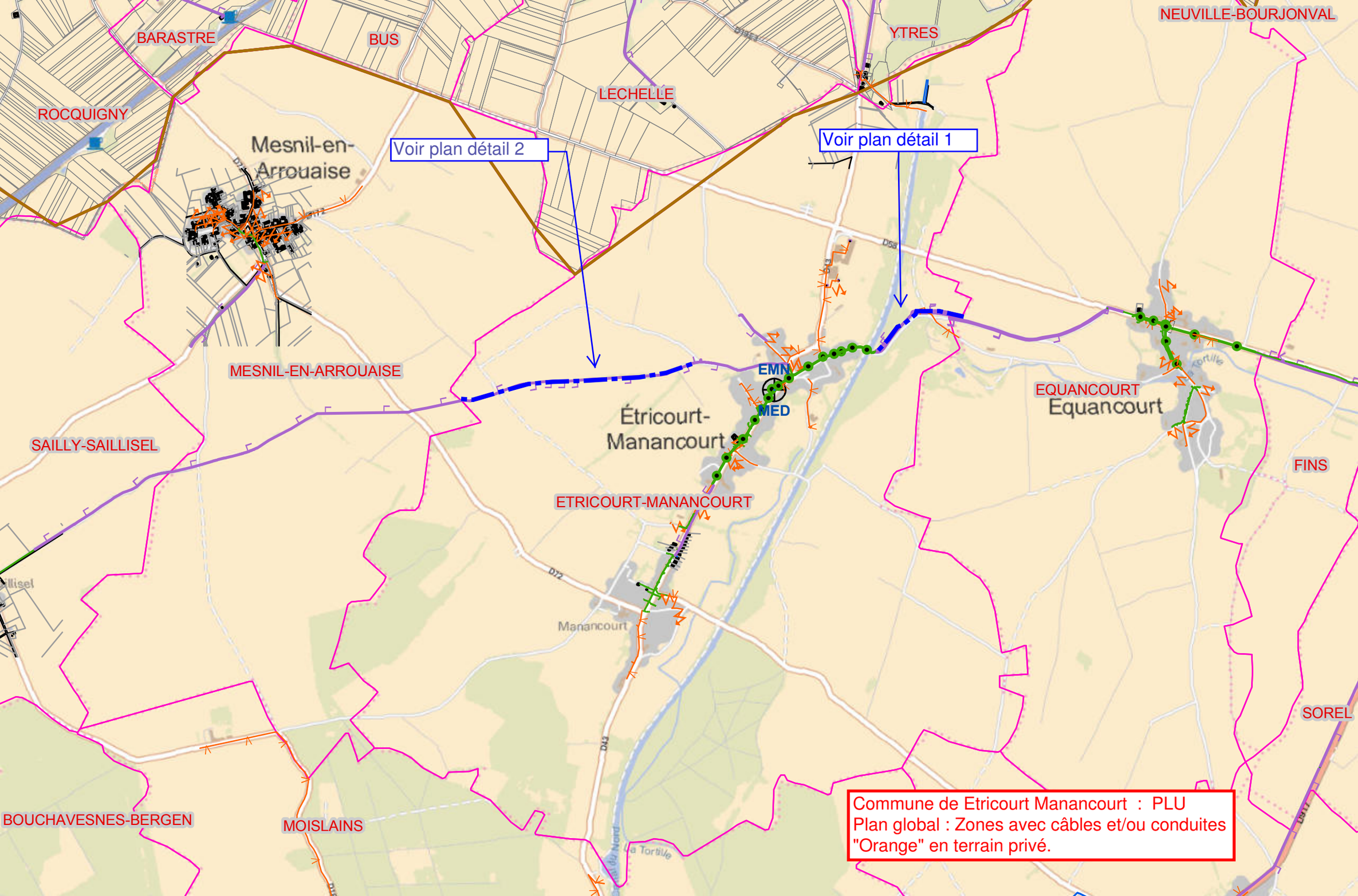
Commune de Epehy : PLU
Plan de détail 3 ; zones avec câbles "orange" en terrain privé .

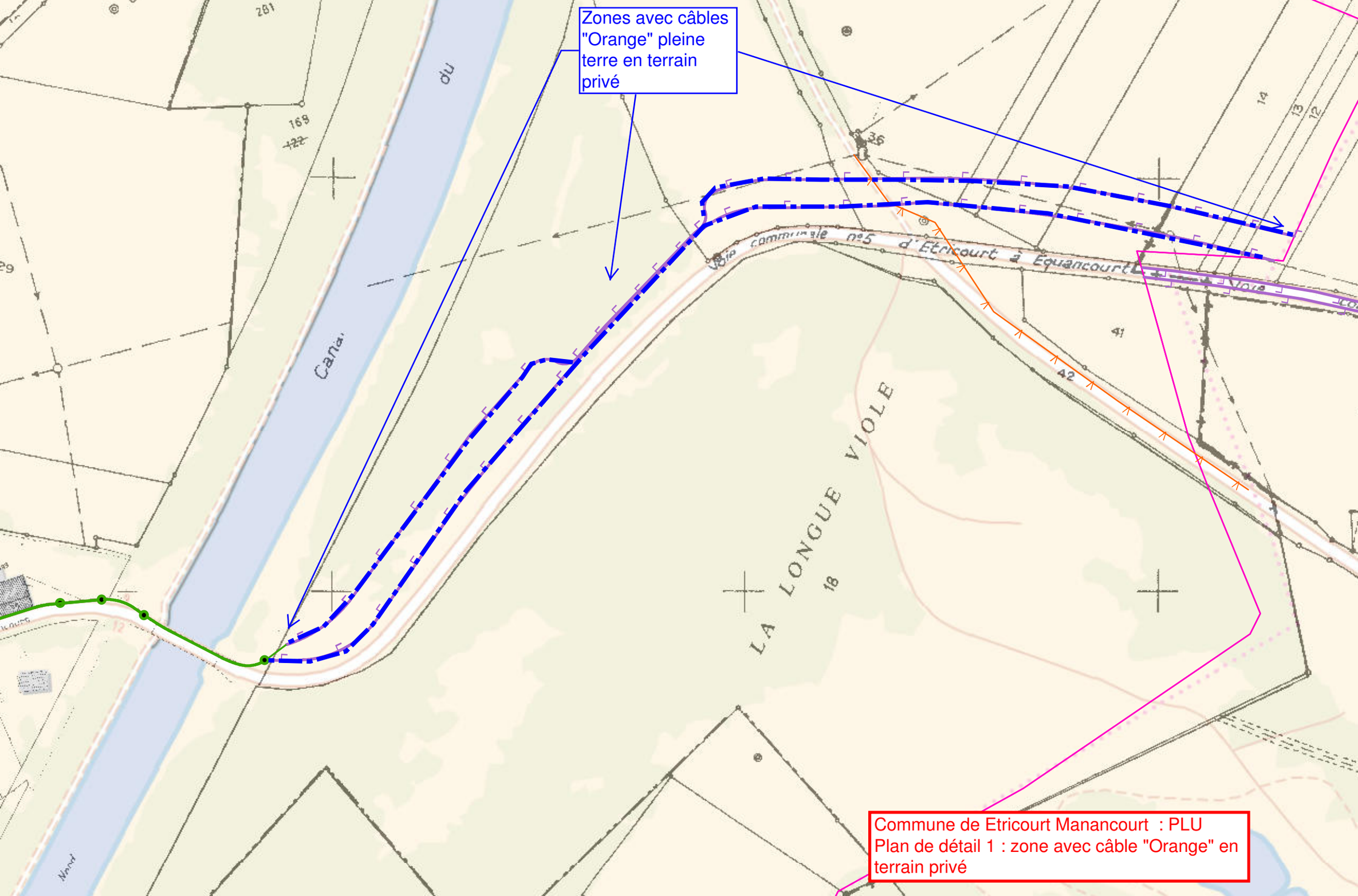

NEUVILLE-BOURJONVAL
YTRES
METZ-EN-COUTURE
GOUZEAUCOURT
Voir plan détail 1
D917
D58
D55
FINS
ETRICOURT-MANANCOURT
EQUANCOURT
Fins
FIN
CL
Équancourt
Petit Sorel
HEUDICOURT
La Tortille
D222
D58
SOREL
Sorel
Heudicourt
NURLU
Commune de Fins : PLU
Plan global ; zones avec câble et/ou conduites "Orange" en terrain privé .

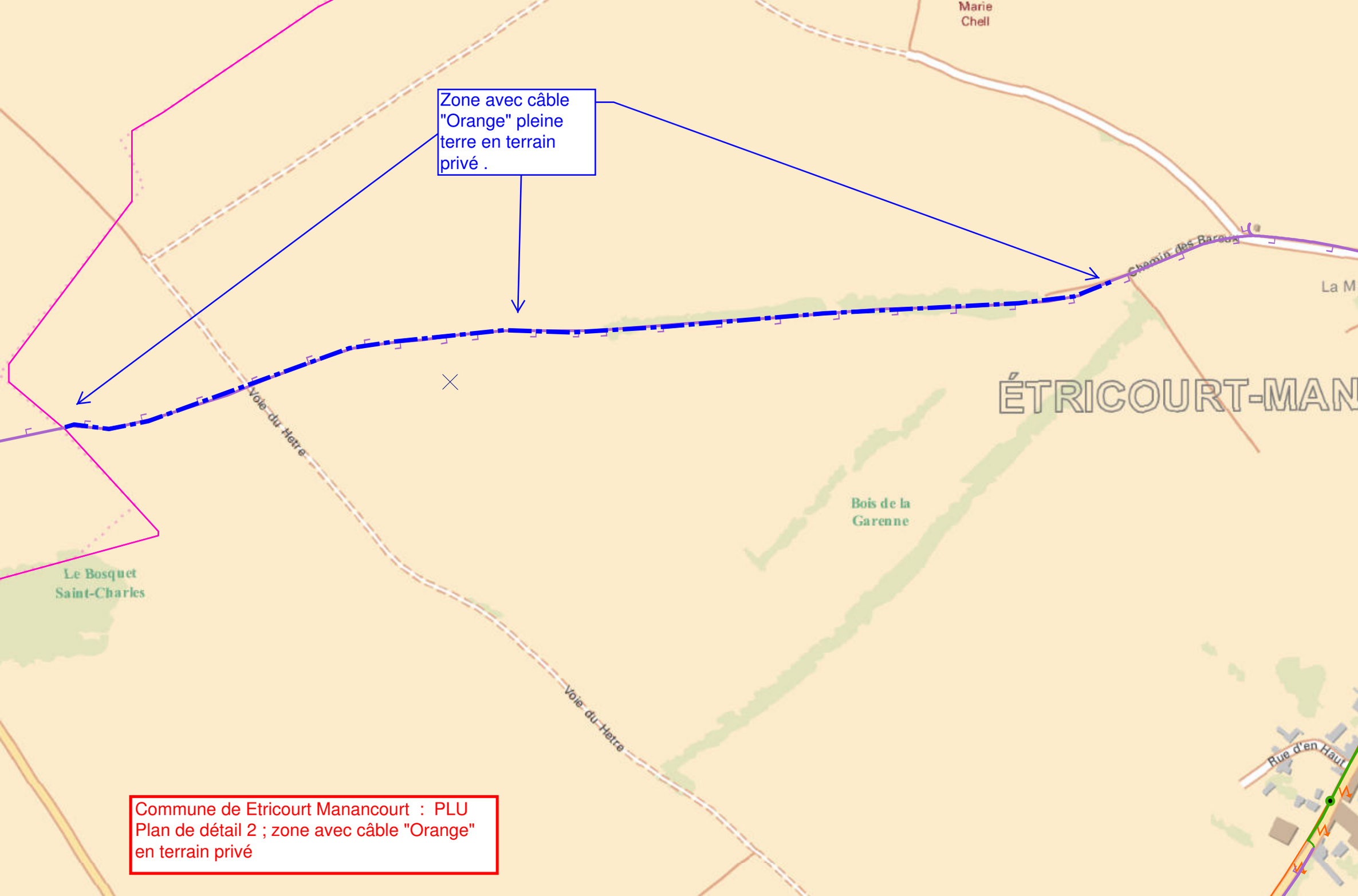

Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Vallée des Maures
Rue de la Poste
Rue de la Liberté
La Tortille
Commune de Fins : PLU
Plan de détail 1 , zone avec câble en terrain privé


CURLU
HEM-MONACU
CLERY-SUR-SOMME
FEUILLÈRES
EUI
MED
Buscourt
Voir plan de détail 1
FEUILLERES
FRISE
HERBECOURT
Sole du Bois du Chapitre (98 m)
Commune de Feuillères : PLU
Plan global ; Zones avec câble et/ou conduites en terrain privé


FEUILLÈRES
EUI A02
MED
Rue du Château
Rue de Flaucourt
Rue de Buissecourt
Grande rue de Buissecourt
Rue du Cimetière
D146
Champ de la Chapelle
Devant le Château
Le Brétèque (66m)
Bois du Chapitre
Bois de Méréaucourt
A1
La Somme
Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Commune de Feuillères : PLU
Plan de détail 1 ; zone avec câble en terrain privé


BARASTRE
BUS
YTRES
NEUVILLE-BOURJONVAL
LECHELLE
ROCQUIGNY
Mesnil-en-Arrouaise
Voir plan détail 2
Voir plan détail 1
MESNIL-EN-ARROUAISE
EMN
MED
Étricourt-Manancourt
EQUANCOURT
Equancourt
SAILLY-SAILLISEL
FINS
ETRICOURT-MANANCOURT
Manancourt
SOREL
BOUCHAVESNES-BERGEN
MOISLAINS
Commune de Etricourt Manancourt : PLU
Plan global : Zones avec câbles et/ou conduites "Orange" en terrain privé.


Zones avec câbles "Orange" pleine terre en terrain privé
Commune de Etricourt Manancourt : PLU
Plan de détail 1 : zone avec câble "Orange" en terrain privé
LA LONGUE VIOLE
Canal du Nord
Voie communale n°5 d'Etricourt à Equancourt
281
169
122
29
36
41
42
18
14
13
12


Zone avec câble "Orange" pleine terre en terrain privé .
Marie Chell
Chemin des Barres
La M
ÉTRICOURT-MAN
Voie du Hetre
Voie du Hetre
Bois de la Garenne
Le Bosquet Saint-Charles
Rue d'en Haut
Commune de Etricourt Manancourt : PLU
Plan de détail 2 ; zone avec câble "Orange" en terrain privé

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510733

Matricule : **D.A.K3 - 37**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

130,272 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1937 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 57.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 03' 04.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.80** *N (km) :* **6994.78**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **CHEMIN**

de : **MIRAUMONT** *à :* **FLERS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,43** *km du repère* **D.A.K3L3 - 12**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES HAIES MARAIS"**

Support : **CHATEAU D'EAU**

Partie support : **MUR DE FACADE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.50 M DE L'EXTREMITE COTE "MIRAUMONT"**
A 0.51 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 250470

Matricule : **D.A.K3L3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

112,532 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 31.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 03' 43.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.49** *N (km) :* **6995.98**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **D.197**

de : **THILLOY** *à :* **FLERS**

Coté : **Droit** *PK :* **16,74** *km* *Distance :* **1,27** *km du repère* **D.A.K3L3 - 12**

Localisation : **A 30 M AU NORD DU CARREFOUR AVEC LA D.74, AU LIEU-DIT "LA FABRIQUE"**

Support : **MAISON**

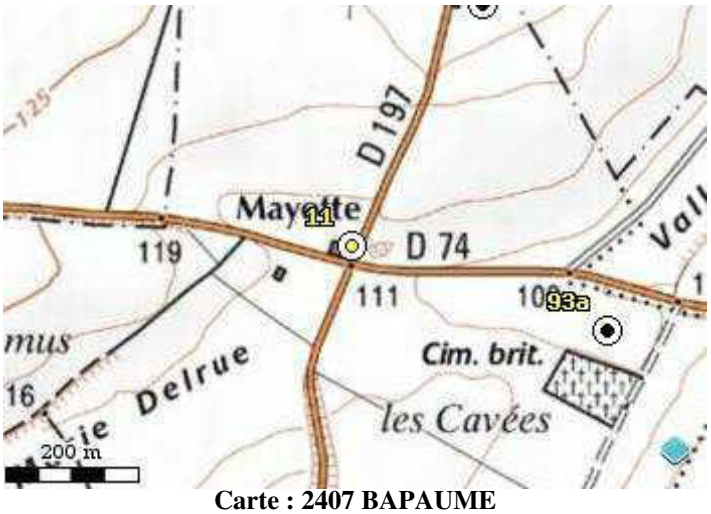
Partie support : **MUR DE FACADE, FACE A LA D.197**

Repèrements : **A 0.78 M DE L'EXTREMITE COTE CARREFOUR**
A 0.65 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286614

Matricule : **D.A.K3L3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

123,483 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 13.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 03' 05.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.12** *N (km) :* **6994.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **D.197**

de : **THILLOY** *à :* **FLERS**

Coté : **Droit** *PK :* **15,50** *km* *Distance :* **0,34** *km du repère* **D.A.K3L3 - 13**

Localisation : **A 43 M AU SUD-OUEST DE LA ROUTE, AU NO 11 RUE DU TOURRIER**

Support : **GRANGE**

Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL, FACE A LA RUE DU TOURRIER**

Repèrements : **A 0.57 M DE L'EXTREMITE COTE D.197**
A 0.47 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308856 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.K3L3 - 13** — **124,584 m**

Année de dernière détermination : 1976 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 17.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 56.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.21** *N (km) :* **6994.53**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **D.197**

de : **THILLOY** *à :* **LONGUEVAL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.K3L3 - 14**

Localisation : **A FLERS, AU NO 3 RUE PRINCIPALE**

Support : **GRANGE**

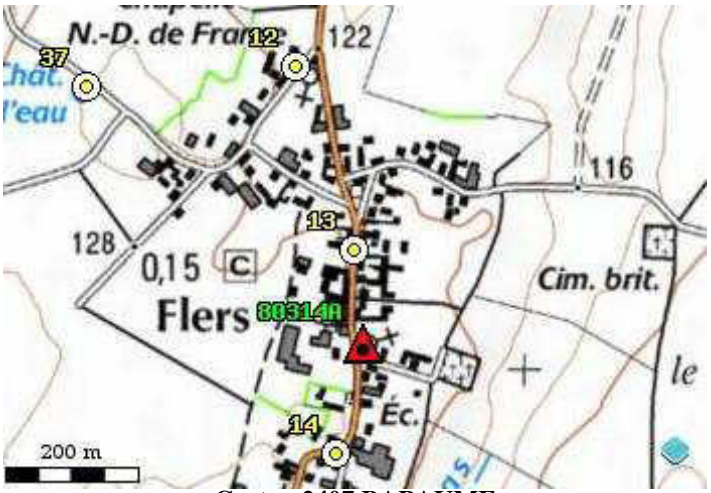
Partie support : **MUR DE FACADE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.44 M DE L'EXTREMITE COTE "LONGUEVAL"**
A 0.28 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308857

Matricule : **D.A.K3L3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

128,290 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 16.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 46.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.18** *N (km) :* **6994.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **D.197**

de : **THILLOY** *à :* **LONGUEVAL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,24** *km du repère* **D.A.K3L3 - 15**

Localisation : **A FLERS, AU NO 29 RUE PRINCIPALE, A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DES ROSIERS**

Support : **GRANGE**

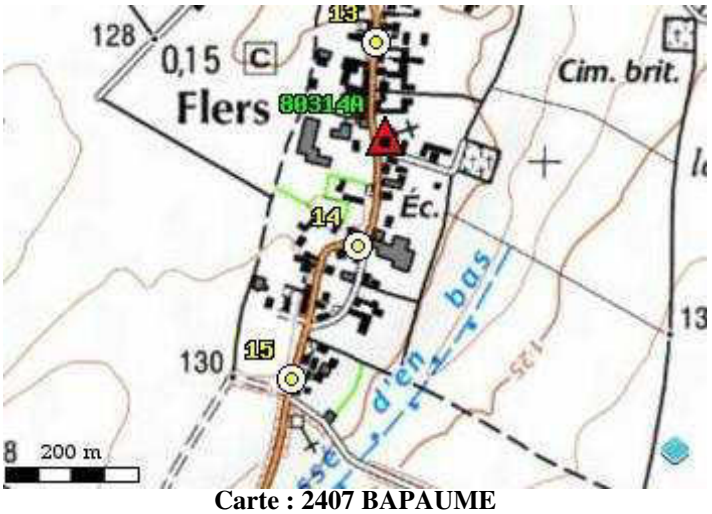
Partie support : **MUR DE FACADE, FACE A LA D.197**

Repèrements : **A 4.00 M DU PAN COUPE COTE CARREFOUR**
A 0.57 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510709

Matricule : **D.A.K3L3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

128,850 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 11.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 40.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.08** *N (km) :* **6994.02**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80314** *Commune :* **FLERS**

Voie suivie : **D.197**

de : **THILLOY** *à :* **LONGUEVAL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,55** *km du repère* **D.A.K3L3 - 16**

Localisation : **A FLERS, AU NO 41 RUE PRINCIPALE**

Support : **MAISON**

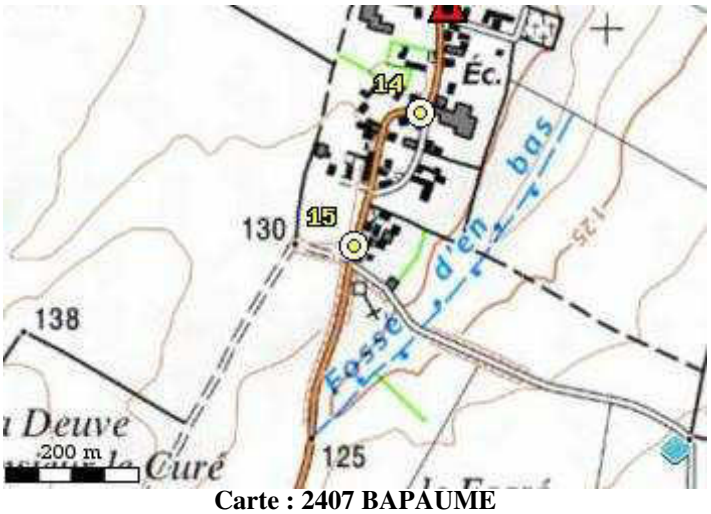
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.62 M DE L'EXTREMITE COTE "LONGUEVAL"**
A 0.49 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

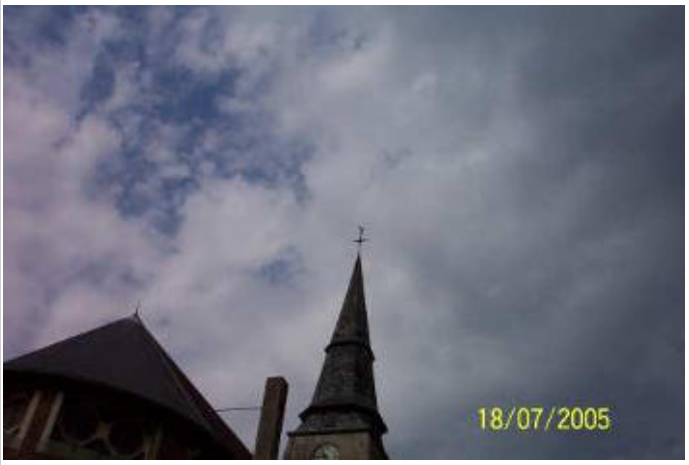
Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

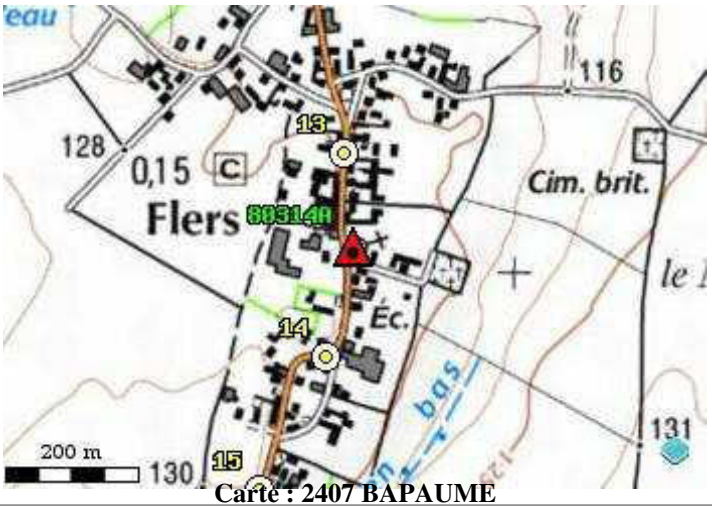
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FLERS A

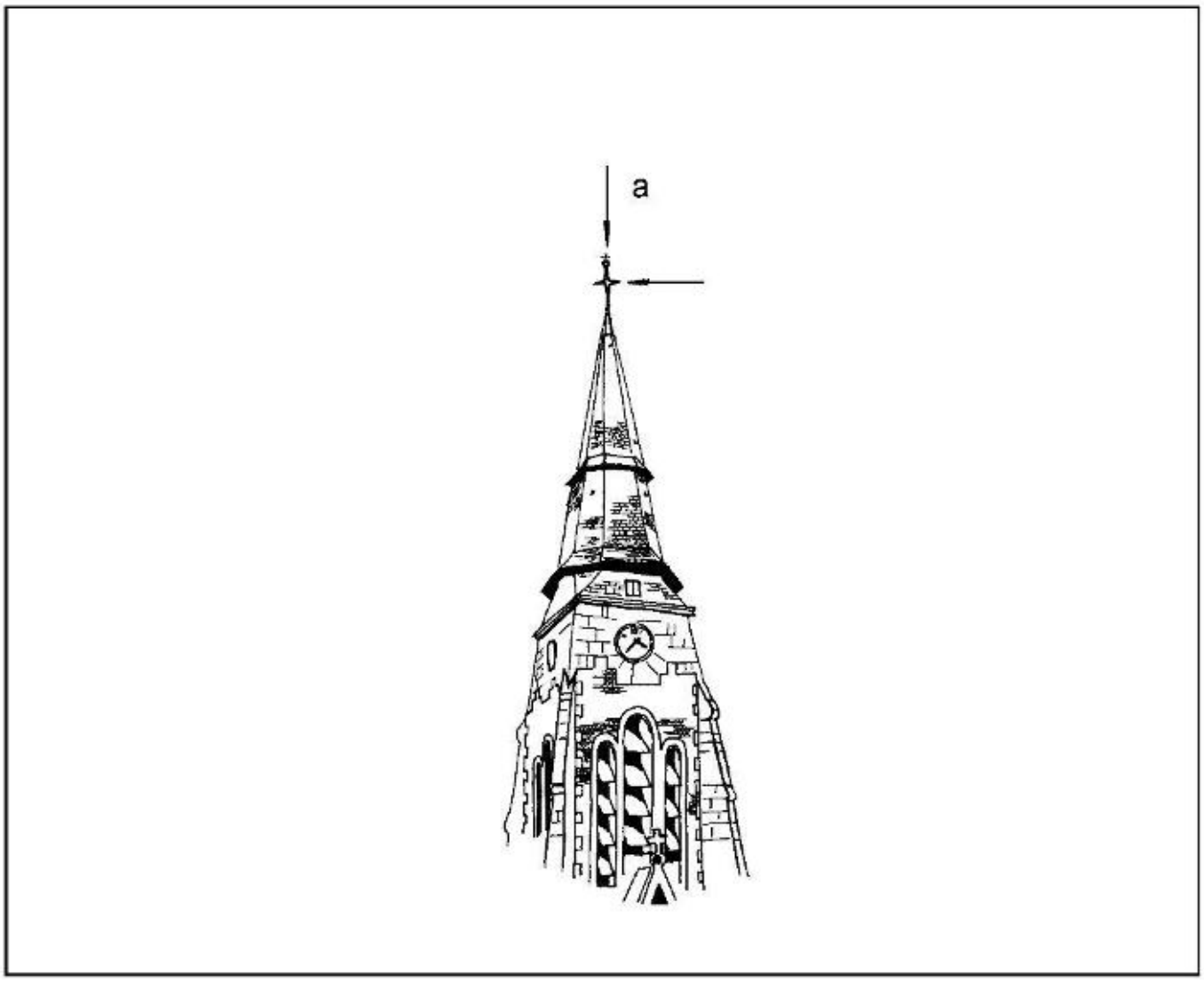
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80314A**	Identifiant : 72994
Commune : FLERS		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 269 gr



Carte : 2407 BAPAUME



FLERS A

Identifiant : 184803 - NO : 80314A-01

Point : a

Clocher : Centre croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 49' 18.4753" E	50° 02' 51.9582" N	204.32	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	687223.81	6994387.53	< 10 cm	160.61	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de GINCHY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8037801a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8037801b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 125
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 11 Section A lieu dit Le Village de la Commune de GINCHY Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE GINCHY (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre de la boule

La superficie de l'emprise est fixée à .. mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

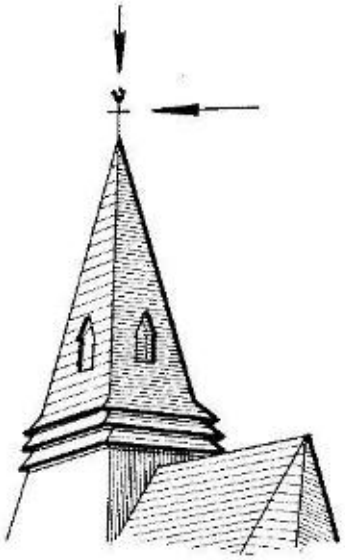
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de GINCHY
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Ginchy 1* Lieu-dit: *Le Village* Section: *A* Parcelle: *11*

CROQUIS



Echelle graphique:

M^r .....
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Equipement
et du Logement

Scans du site de la commune de GINCHY n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8037802a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8037802b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Feuille au 1:50 000° de ALBERT 2408

Conservation du réseau géodésique

DÉCISION N° 91.778

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 10 Avril 1989.

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 13 Décembre 1993 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de GINCHY Département de la SOMME et appartenant à :

la commune de GINCHY

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 28 Janvier 1994

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

PLAN DE SITUATION

INFORMATIONS PARTICULIÈRES

Chef de Mission : JOURNES G.P. **Opérateur :** JOURNES G.P.

Superficie d'emprise : 1 m2 M²

Pour les Bornes ou Repères ayant fait antérieurement l'objet d'achats de terrain, indiquer les renseignements portés sur les matrices cadastrales.

N° d'inscription du T.G.P.E. :

Emprise : M²

Nature du terrain : contre une haie

Indiquer la nature du sol où est implanté le repère : terrain cultivé, inculte, impropre à la culture, friches, broussailles, bois, rochers, place publique, sous pylône H.T. ...
Préciser si le repère est ou n'est pas une entrave à la culture - ex. : en plein champ, en bordure de chemin, bois ou forêt.

Difficultés éventuelles : Borne déplacée et mise dans le cimetière en 1993

Nom du point : SINCHY 02

Commune n° INSEE : 80378 matricule du point : 4051N210 ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 2409

Département : Somme Arrondissement : PERONNE

Canton : COMBLES Commune : SINCHY

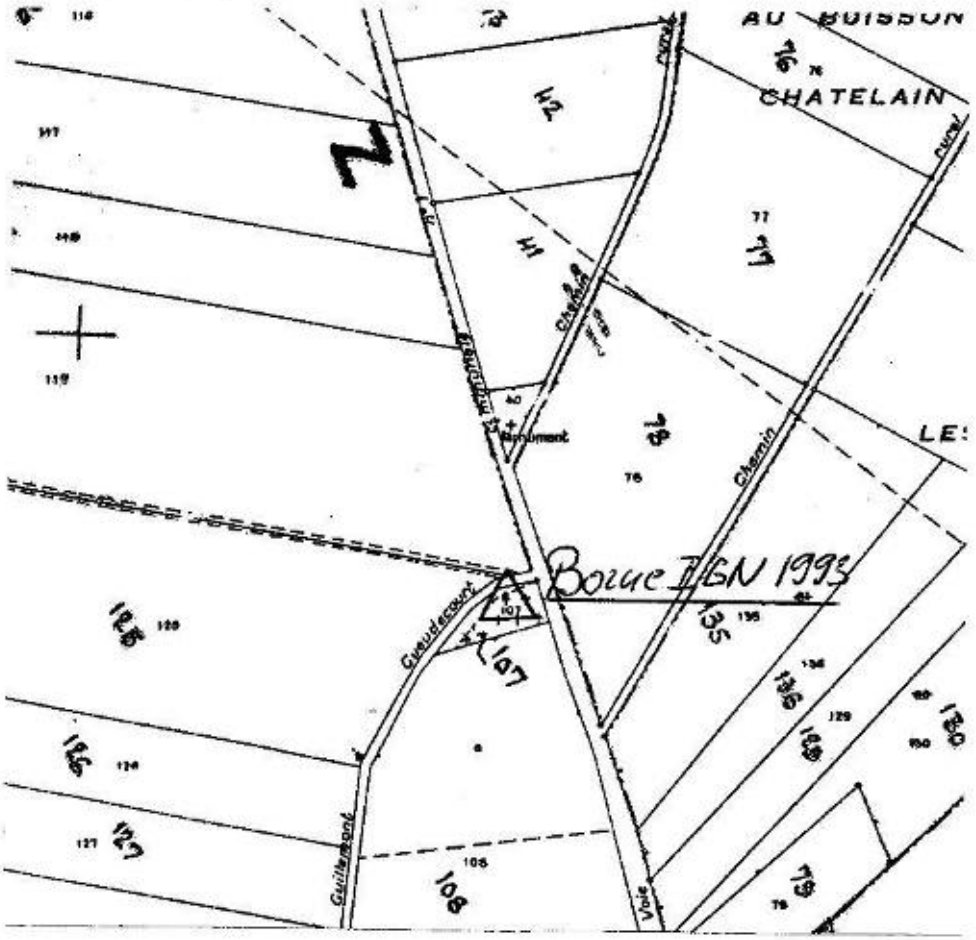
Lieu-dit : l'Hermitage Section : Z Parcelle : 107 (borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : oui Révisé : Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 13-12-93 19 Échelle : OK 100 m.



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510665

Matricule : **D.A.L3 - 72**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

155,570 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 33.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 54.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.71** *N (km) :* **6992.59**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80378** *Commune :* **GINCHY**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,70** *km du repère* **D.A.L3 - 72a**

Localisation :

Support : **MONUMENT COMMEMORATIF BRITANNIQUE 1914-1918**

Partie support : **FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.58 M D'UN CHANGEMENT DE DIRECTION COTE "LESBOEUFS"**
A 0.36 M AU-DESSUS DE LA MARCHE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510666

Matricule : **D.A.L3 - 72a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

150,245 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 12.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 36.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.30** *N (km) :* **6992.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80378** *Commune :* **GINCHY**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,87** *km du repère* **D.A.L3 - 73**

Localisation :

Support : **MAISON ISOLEE**

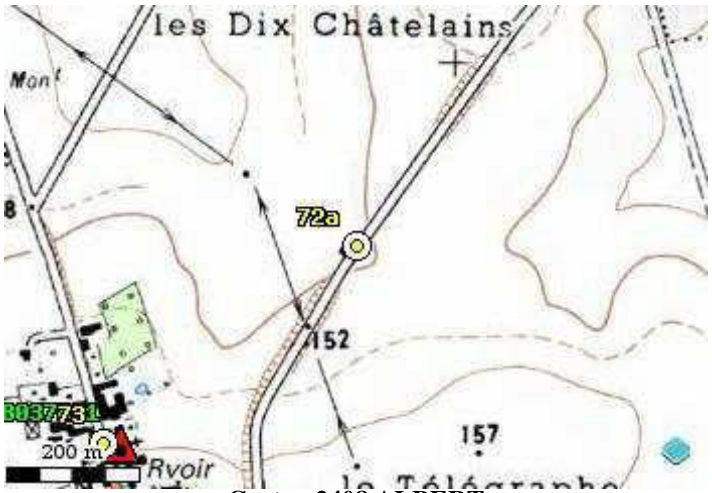
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE LATERAL COTE "LESBOEUFS"**

Repèrements : **A 0.62 M DE L'EXTREMITE COTE OPPOSE A LA ROUTE**
A 0.28 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510667

Matricule : **D.A.L3 - 73**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

157,239 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 53.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 26.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.91** *N (km) :* **6991.76**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80378** *Commune :* **GINCHY**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.L3 - 74**

Localisation : **A "GINCHY" , A 170 M DE LA ROUTE**

Support : **EGLISE**

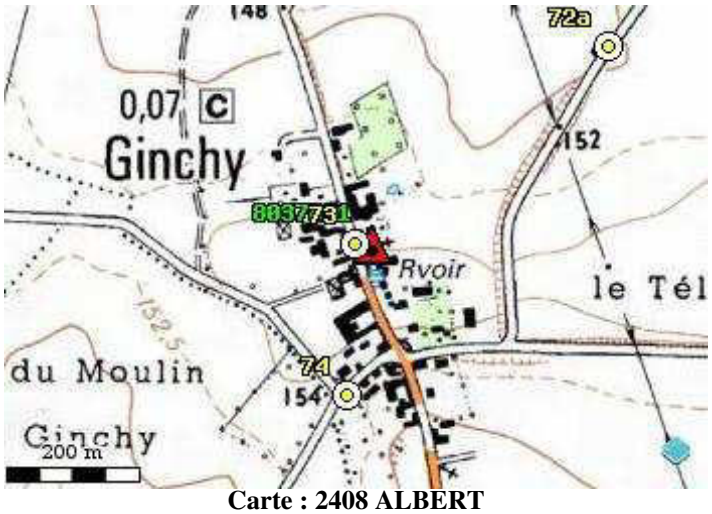
Partie support : **ABOUT DU CONTREFORT COTE ROUTE DU MUR DE FACADE LATERAL COTE "GUILLEMONT"DU PORCHE**

Repèrements : **A 0.35 M DE L'EXTREMITE COTE ROUTE**
A 0.34 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510668

Matricule : **D.A.L3 - 74**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

154,990 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 52.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 19.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.90** *N (km) :* **6991.53**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80378** *Commune :* **GINCHY**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,82** *km du repère* **D.A.L3 - 82**

Localisation : **A "GINCHY" , AU CARREFOUR DU V.O. ET D'UN CHEMIN VERS "LONGUEVAL"**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE V.O.**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE COTE "LESBOEUFS"**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GINCHY I

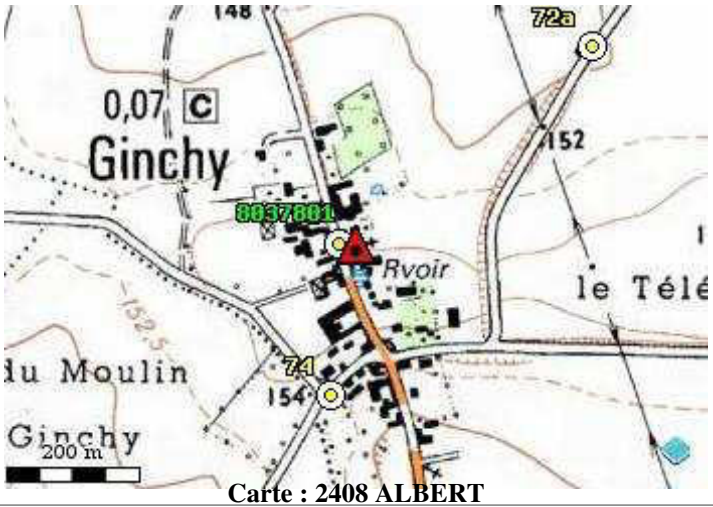
Département : SOMME (80)
Commune : GINCHY
Lieu-dit :

No du Site **8037801**
Site du **Réseau de détail**

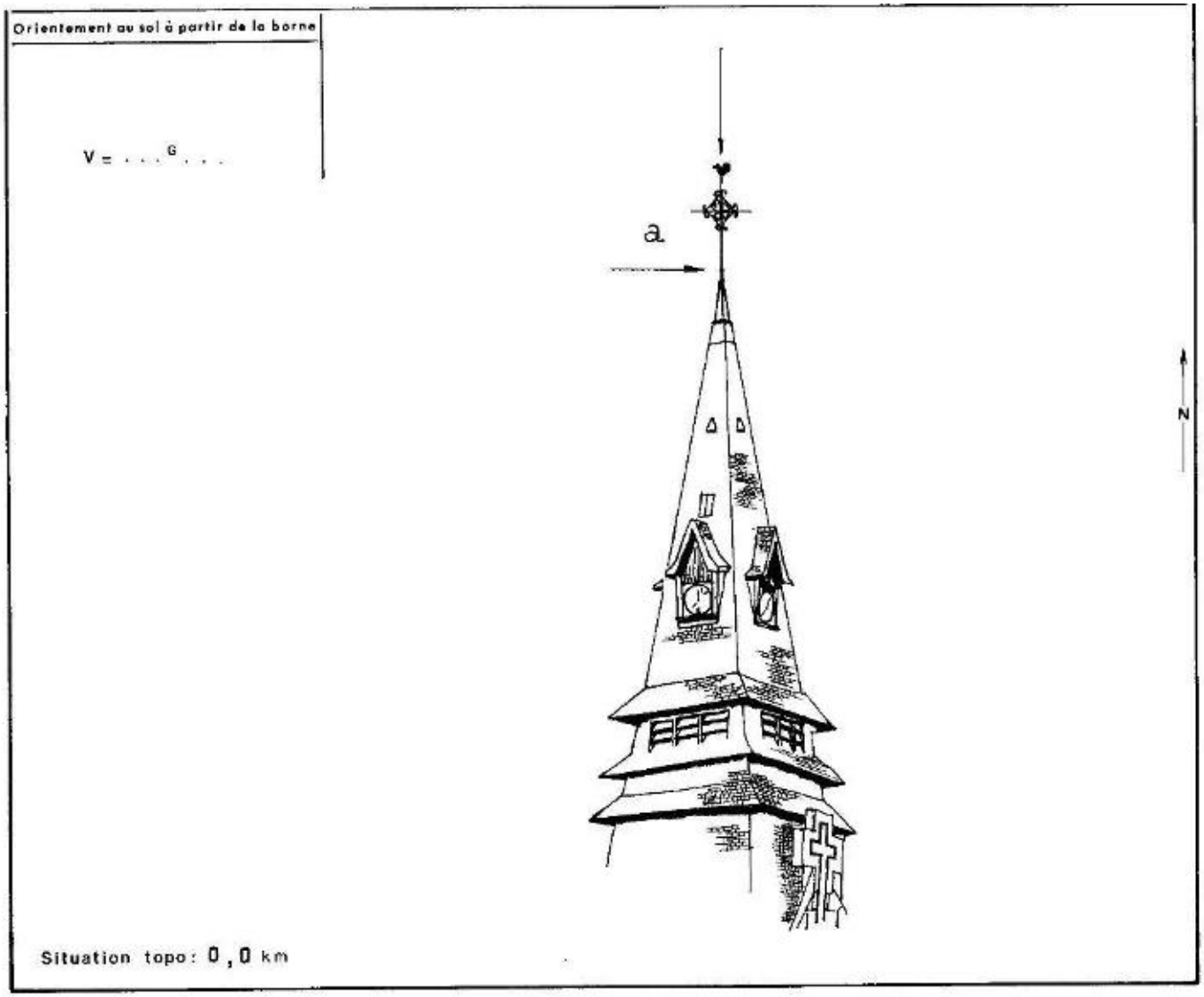
Identifiant : 73061



Azimut de la prise de vue : 210 gr



Carte : 2408 ALBERT



GINCHY I

Identifiant : 184973 - NO : 8037801-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 49' 54.6004" E	50° 01' 26.9522" N	228.85	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	687937.66	6991756.96	< 10 cm	185.12	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de GUEUDECOURT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8039701a_2407.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8039701b_2407.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e BAPAUME XXIV-7

ARRÊTÉ N° 66 129
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 314 Section B lieu dit Le Village de la Commune de GUEUDECOURT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE GUEUDECOURT (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré.

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

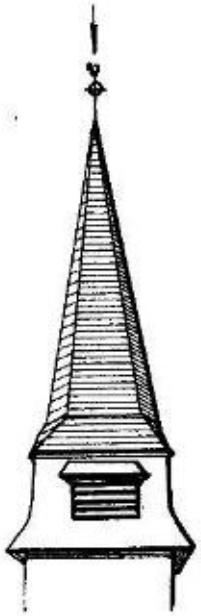
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de GUEUDECOURT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Gueudecourt I Lieu-dit: Le Village Section: B Parcelle: 314

CROQUIS



Echelle graphique:

M[illegible]
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
Institut Géographique National

Scans du site de la commune de GUEUDECOURT n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8039702a_2407.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8039702b_2407.tif

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50.000e : BAPAUME 24-7

DÉCISION N° 79 015

relative à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Vu le décret n° 661 034 du 23 Décembre 1966 portant réorganisation de l'Institut Géographique National,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en Septembre 1976 dans une propriété figurant au Plan Cadastral Refait en 1964 sous le N° 34 Section ZD lieu dit Voie du Moulin Bouchy de la Commune de GUEUDECOURT Département de SOMME et appartenant à :

GOUVERNEMENT DE TERRE NEUVE
Province du Canada
Capitale SAINT JOHN'S

I.G.N. 2153 D.T. (Conservation) 1968

Ce point est matérialisé par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par la présente décision frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les décisions seront notifiées à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ARTICLE 7. — La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectation par l'intermédiaire du Préfet du Département de SOMME
et du Maire de la Commune de GUEUDECOURT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

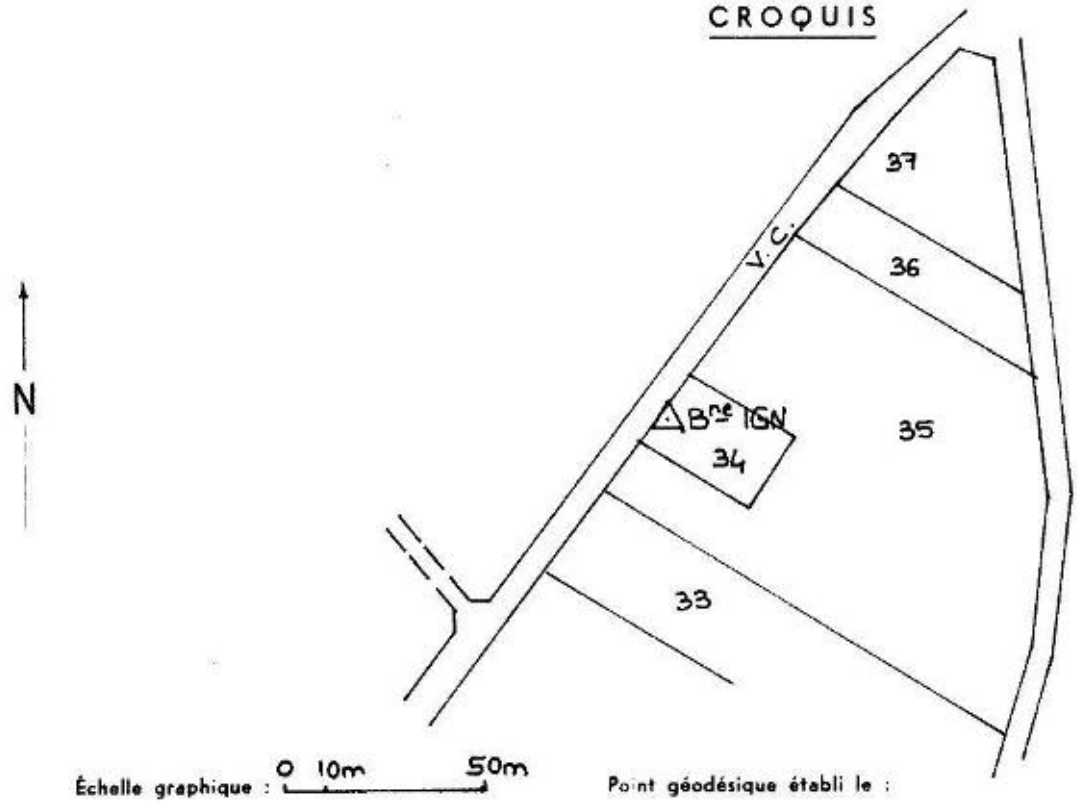
Nom du point : Gueudecourt II Ordre : 4

Lieu-dit : voie du moulin Bouchy Section : ZD Parcelle : 34

» » »

R.N. n° : P.k. : C.D. n° : P.k. : C.V. n° : P.k. : Domaine public :

CROQUIS



Échelle graphique : 0 10m 50m

Point géodésique établi le :

IGN

Fait à PARIS, le 1 Décembre 1978

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

Le Directeur de l'Institut Géographique National

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415868

Matricule : **D.A.L3 - 92**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

121,866 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 38.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 03' 31.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.83** *N (km) :* **6995.60**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80397** *Commune :* **GUEUDECOURT**

Voie suivie : **D.74**

de : **COMBLES** *à :* **D.197**

Coté : **Gauche** *PK :* **5,16** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A GUEUDECOURT, AU NO 4 RUE DE LESBOEUFS**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DU MUR ATTENANT VERS COMBLES**
A 0.38 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415869

Matricule : **D.A.L3 - 93**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

118,163 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 28.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 03' 38.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.61** *N (km) :* **6995.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80397** *Commune :* **GUEUDECOURT**

Voie suivie : **D.74**

de : **LESBOEUFS** *à :* **LE SARS**

Coté : **Droit** *PK :* **5,48** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NORD-OUEST DU CARREFOURAVEC UN CHEMIN**

Support : **CALVAIRE**

Partie support : **SOCLE, SOUS LE BRAS DROIT, FACE A LA D.74**

Repèrements : **A 0.66 M DE L'EXTREMITE COTE "LE SARS"**
A 0.46 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GUEUDECOURT II

Département : SOMME (80)
Commune : GUEUDECOURT
Lieu-dit :

No du Site **8039702**
Site du **Réseau de détail**

Identifiant : 73090



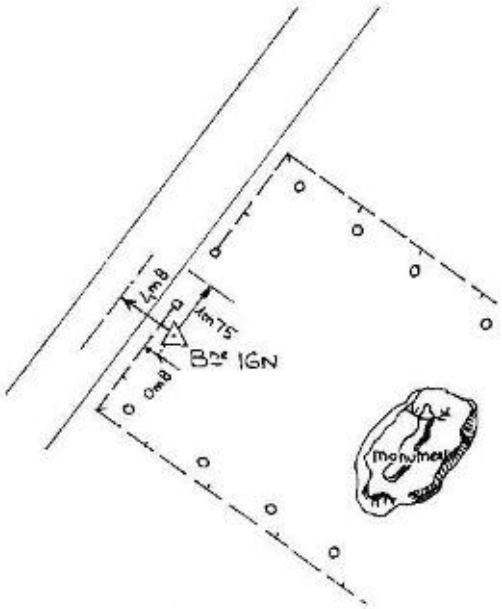
Azimut de la prise de vue : 133 gr

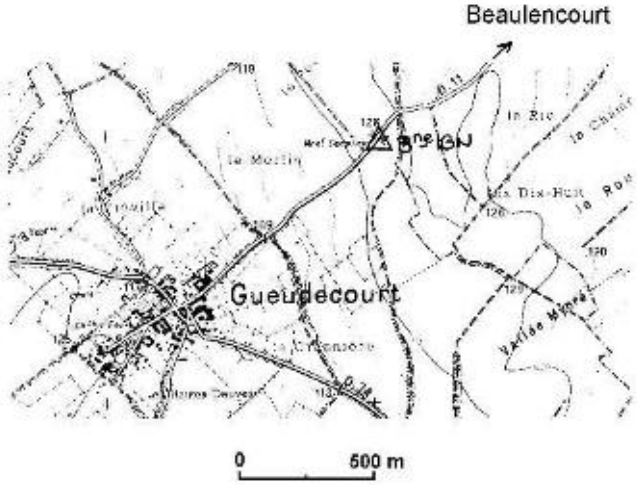


Carte : 2407 BAPAUME

Orientement à la borne :

Lesboeufs Clocher.





Situation topo : 1,2 km - N.E. de Gueudecourt.

GUEUDECOURT II

Identifiant : 185039 - NO : 8039702-01

Point : 1

Borne en granit gravée IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 15 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
1	2° 51' 13.1941" E	50° 03' 54.4875" N	170.79	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
1	689512.06	6996316.74	< 10 cm	127.09	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de GUILLEMONT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8040101a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8040101b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 131
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 141 Section A lieu dit Le Village de la Commune de GUILLEMONT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE GUILLEMONT (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre du renflement superieur

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

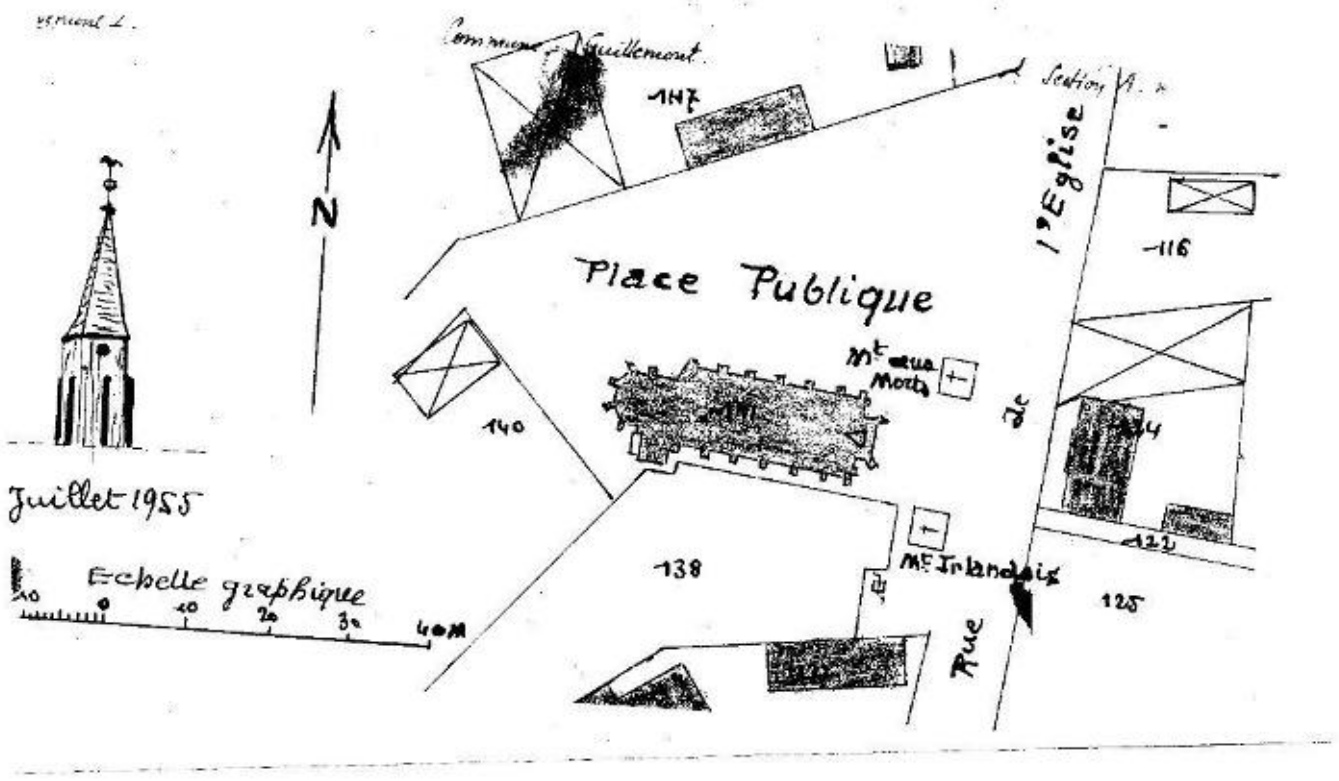
ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de GUILLEMONT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.



Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
Institut Géographique National

G. Sauvagnargues

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510706

Matricule : **D.A.K3L3 - 21**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

140,676 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 10.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 02.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.05** *N (km) :* **6990.99**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80401** *Commune :* **GUILLEMONT**

Voie suivie : **D.20**

de : **LONGUEVAL** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,64** *km du repère* **D.A.K3L3R3**

Localisation :

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 4.01 M DE L'EXTREMITE COTE "LONGUEVAL"**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308850

Matricule : **D.A.K3L3R3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

139,749 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 27.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 46.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.39** *N (km) :* **6990.50**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80401** *Commune :* **GUILLEMONT**

Voie suivie : **D.64**

de : **LONGUEVAL** *à :* **MONTAUBAN-SUR-PICARDIE**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.L3R3 - 6**

Localisation : **A "GUILLEMONT" , AU CARREFOUR DE LA D.64 ET DE LA D.20**

Support : **EGLISE**

Partie support : **CONTREFORT D'ANGLE COTE D.64 DU MUR DE FACADE LATERAL COTE D.20 DE LA NEF, FACE D.64**

Repèrements : **A 0.36 M DE L'ABOUT**
A 0.53 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415962

Matricule : **D.A.K3R3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

139,560 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 57.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 37.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.79** *N (km) :* **6990.23**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80401** *Commune :* **GUILLEMONT**

Voie suivie : **D.64**

de : **GUILLEMONT** *à :* **MONTAUBAN-DE-PICARDIE**

Coté : **Droit** *PK :* **14,40** *km* *Distance :* **-**

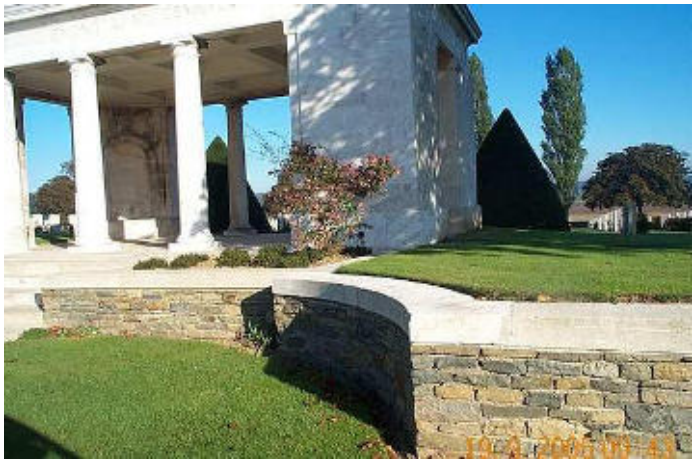
Localisation :

Support : **PORTIQUE D'UN CIMETIERE BRITANNIQUE**

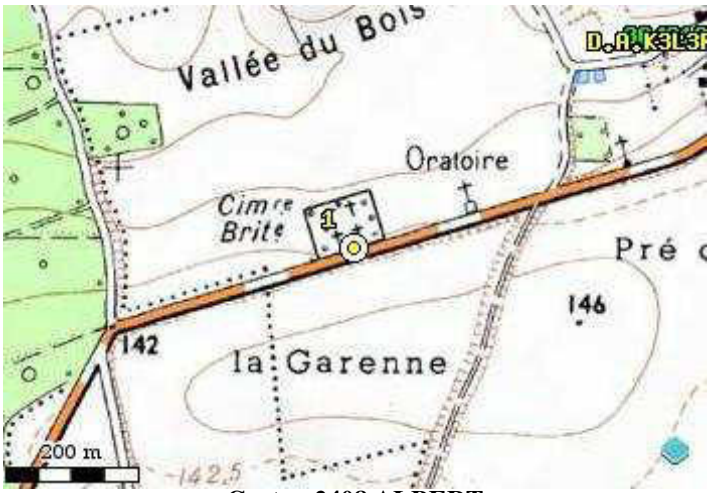
Partie support : **FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.80 M DE L'EXTREMITE COTE "GUILLEMONT"**
A 0.20 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510669

Matricule : **D.A.L3 - 75**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

143,080 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 30.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 57.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.46** *N (km) :* **6990.85**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80401** *Commune :* **GUILLEMONT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,82** *km du repère* **D.A.L3 - 74**

Localisation : **A "GUILLEMONT" , AU CARREFOUR DU V.O. ET D'UN CHEMIN**

Support : **FERME**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE , FACE V.O.**

Repèrements : **A 4.37 M DE L'EXTREMITE COTE "GUILLEMONT"**
A 0.37 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GUILLEMONT I

Département : SOMME (80)
Commune : GUILLEMONT
Lieu-dit :

No du Site **8040101**
Site du Réseau de détail

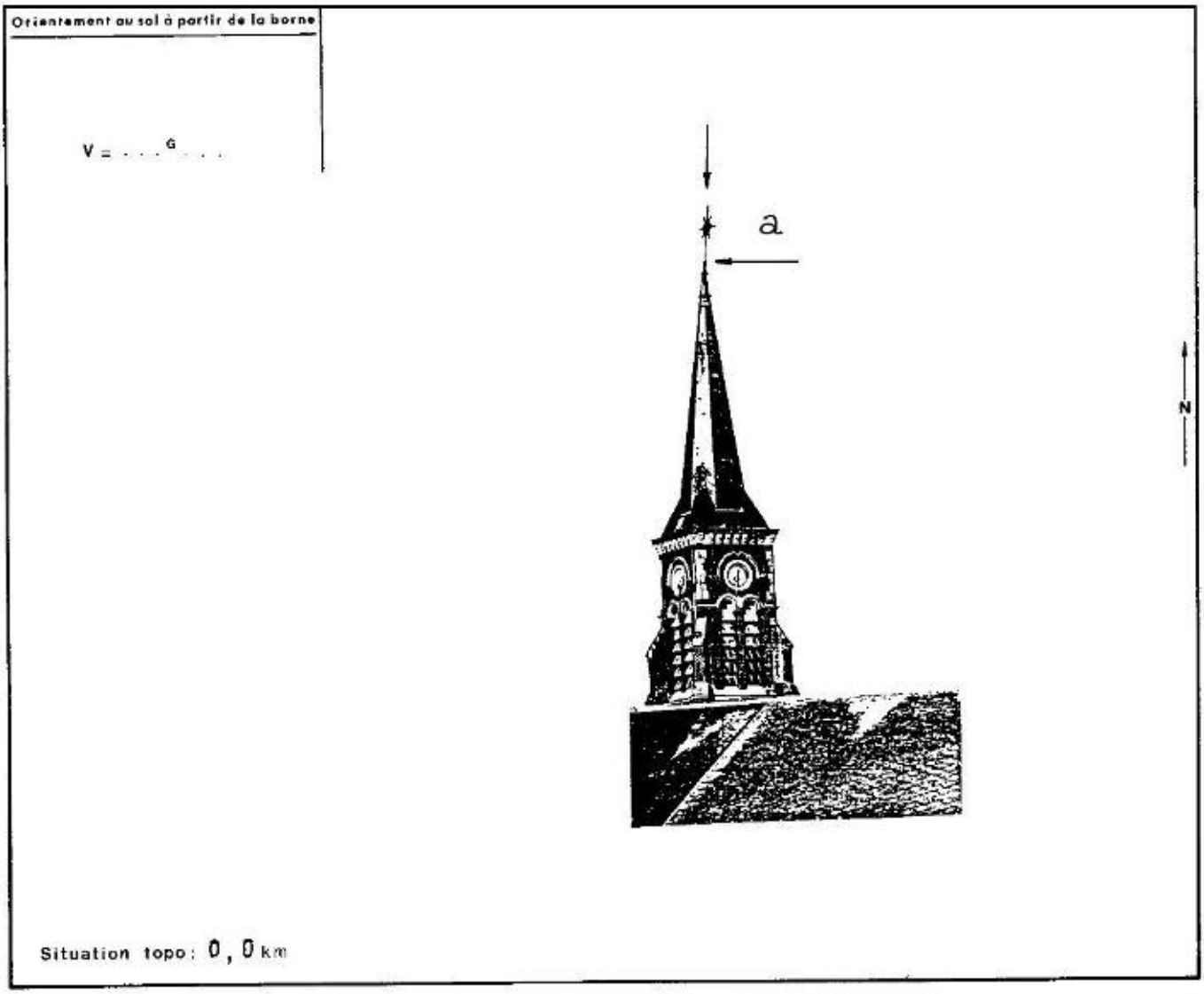
Identifiant : 73096



Azimut de la prise de vue : 220 gr



Carte : 2408 ALBERT



GUILLEMONT I

Identifiant : 185053 - NO : 8040101-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 49' 27.1178" E	50° 00' 46.3698" N	219.08	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	687387.28	6990503.08	< 10 cm	175.34	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT

n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8040401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8040401b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.231

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de GUYENCOURT-SAULCOURT

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : GUYENCOURT - SAULCOURT I code :

Commune n° INSEE : 80404 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : GUYENCOURT - SAULCOURT

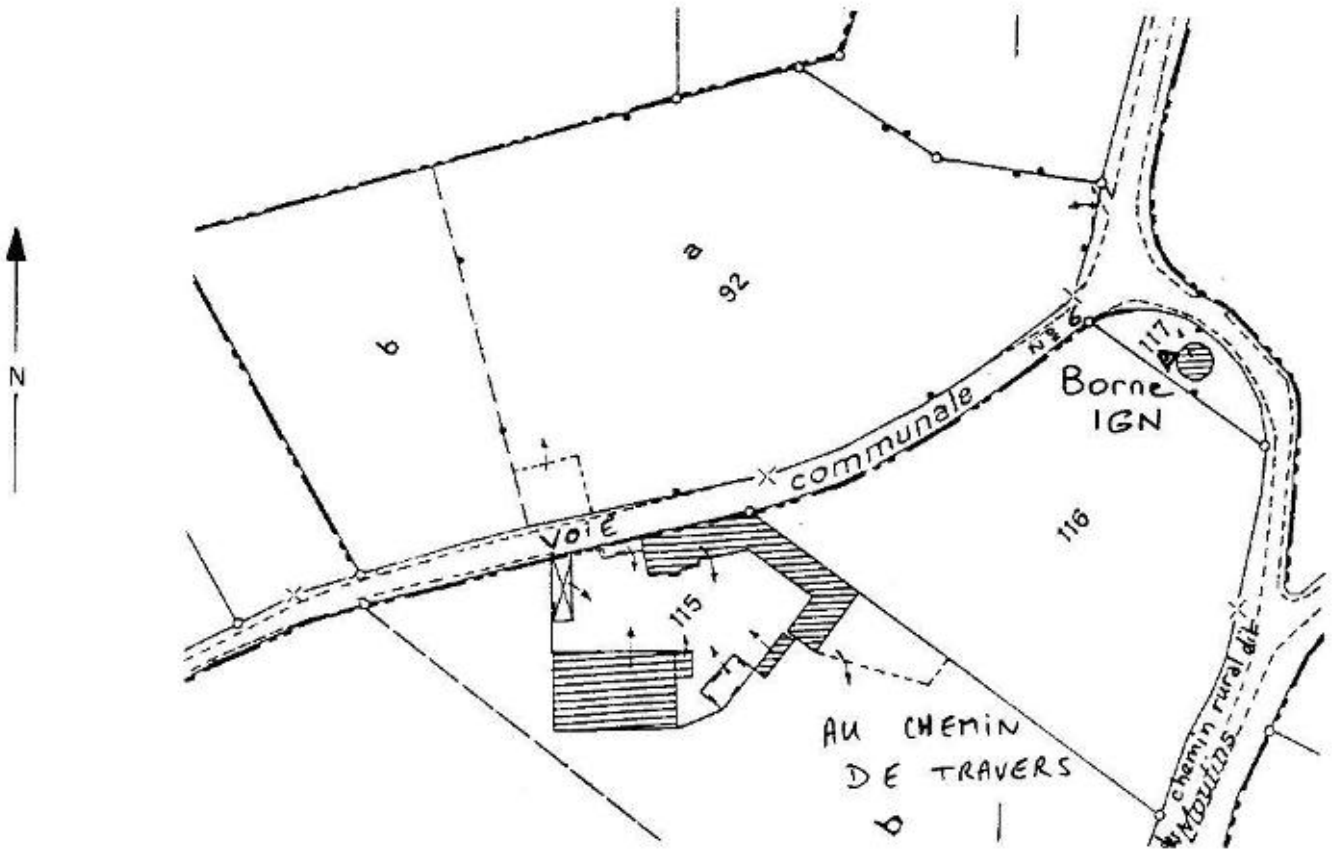
Lieu-dit : Au chemin de Travers Section : A2 Parcelle : 117 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1982 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510414

Matricule : **D.A.Q3 - 34**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

138,363 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 21.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 25.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.41** *N (km) :* **6987.99**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80404** *Commune :* **GUYENCOURT-SAULCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **VILLERS-FAUCON (D.72)** *à :* **GUYENCOURT-SAULCOURT (D.181)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.Q3 - 35**

Localisation : **AU LIEU-DIT "VALLEE DES CHAUFOURS"**

Support : **CROIX**

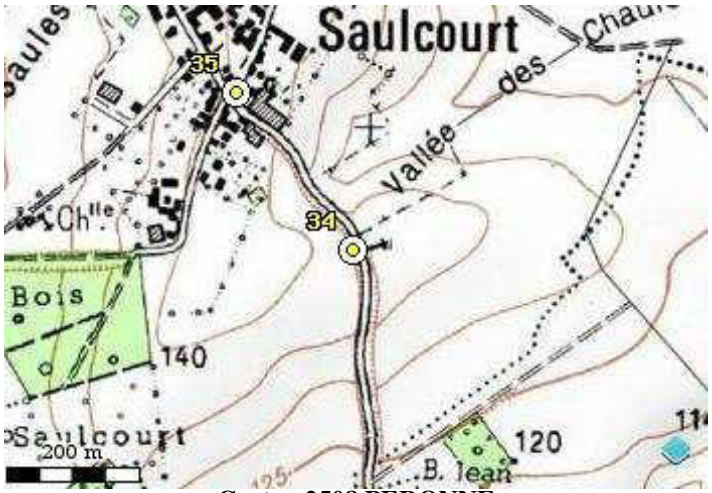
Partie support : **SOCLE, FACE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.36 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510408

Matricule : **D.A.Q3 - 35**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

139,827 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 12.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 33.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.23** *N (km) :* **6988.23**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80404** *Commune :* **GUYENCOURT-SAULCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **VILLERS-FAUCON (D.72)** *à :* **GUYENCOURT-SAULCOURT (D.181)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.Q3 - 34**

Localisation : **AU HAMEAU DE SAULCOURT, AU NUMERO 39 DE LA RUE DE L'EGLISE**

Support : **MAISON**

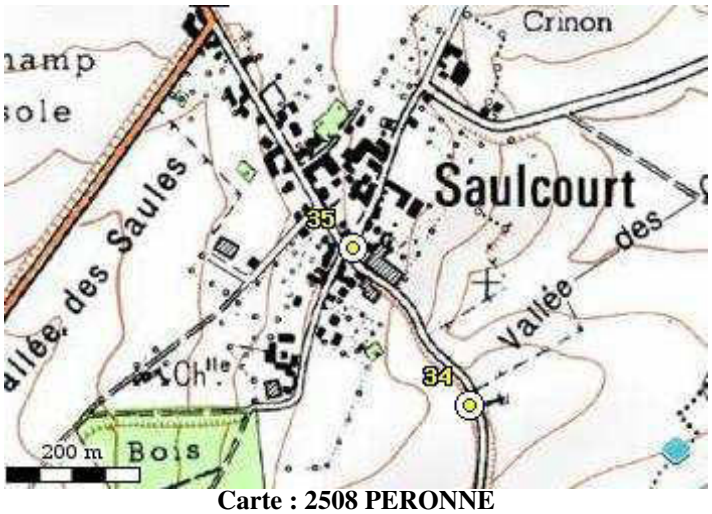
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510409

Matricule : **D.A.Q3 - 36**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

138,395 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 02.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 46.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.03** *N (km) :* **6988.64**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80404** *Commune :* **GUYENCOURT-SAULCOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.Q3 - 35**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES HOUICHES"**

Support : **EGLISE DE GUYENCOURT-SAULCOURT**

Partie support : **PILIER NORD-OUEST DU PORCHE, FACE NORD-OUEST**

Repèrements : **A 0.48 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.73 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510410

Matricule : **D.A.Q3 - 37**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

145,843 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 55.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 52.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.89** *N (km) :* **6988.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80404** *Commune :* **GUYENCOURT-SAULCOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,23** *km du repère* **D.A.Q3 - 36**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES HOUICHES"**

Support : **MAIRIE DE GUYENCOURT-SAULCOURT**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE RUE DU QUESNOY**

Repèrements : **A 0.48 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.25 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415186

Matricule : **D.A.Q3 - 38**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

147,598 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 41.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 00.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.61** *N (km) :* **6989.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80404** *Commune :* **GUYENCOURT-SAULCOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **13,09** *km* *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.Q3 - 37**

Localisation : **RUE DU QUESNOY, AU LIEU-DIT "LES TERRES ROUGES"**

Support : **REMISE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.15 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GUYENCOURT-SAULCOURT I

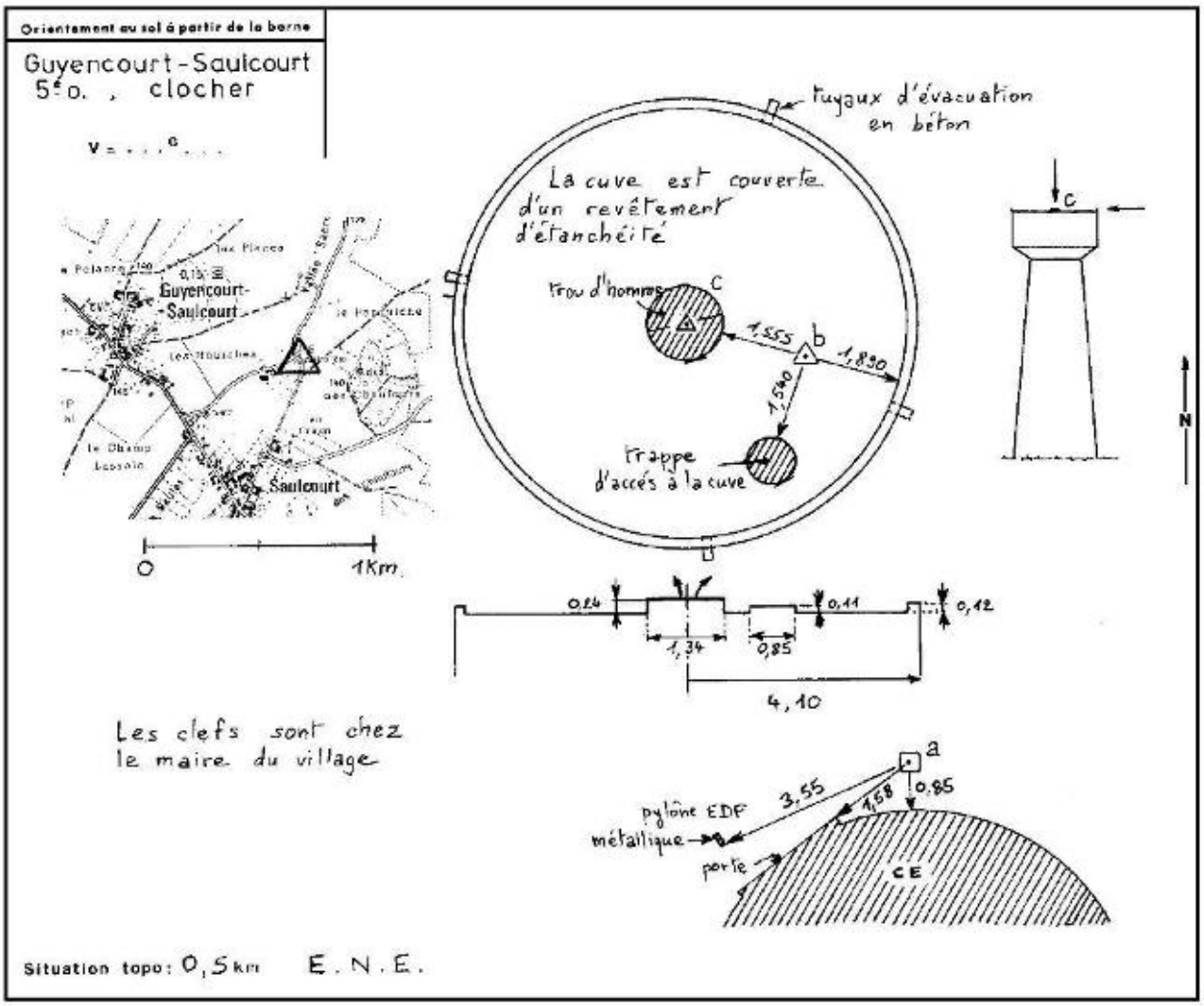
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8040401**	Identifiant : 73100
Commune : GUYENCOURT-SAULCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 140 gr



Carte : 2508 PERONNE



GUYENCOURT-SAULCOURT I

Identifiant : 185059 - NO : 8040401-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 200 gr



Identifiant : 185061 - NO : 8040401-03

Point : b

Château d'eau : Plaquette collée centrée

Point vu en place en 1985

Identifiant : 185062 - NO : 8040401-04

Point : c

Château d'eau : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 85 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 05' 25.2192" E	49° 59' 54.7840" N	191.92	< 10 cm
b	3° 05' 25.4122" E	49° 59' 54.6480" N	216.42	< 10 cm
c	3° 05' 25.3004" E	49° 59' 54.6439" N	216.71	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GUYENCOURT-SAULCOURT I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	706483.13	6988897.41	< 10 cm	148.05	< 50 cm
b	706486.98	6988893.21	< 10 cm	172.55	< 50 cm
c	706484.75	6988893.08	< 10 cm	172.83	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GUYENCOURT-SAULCOURT A

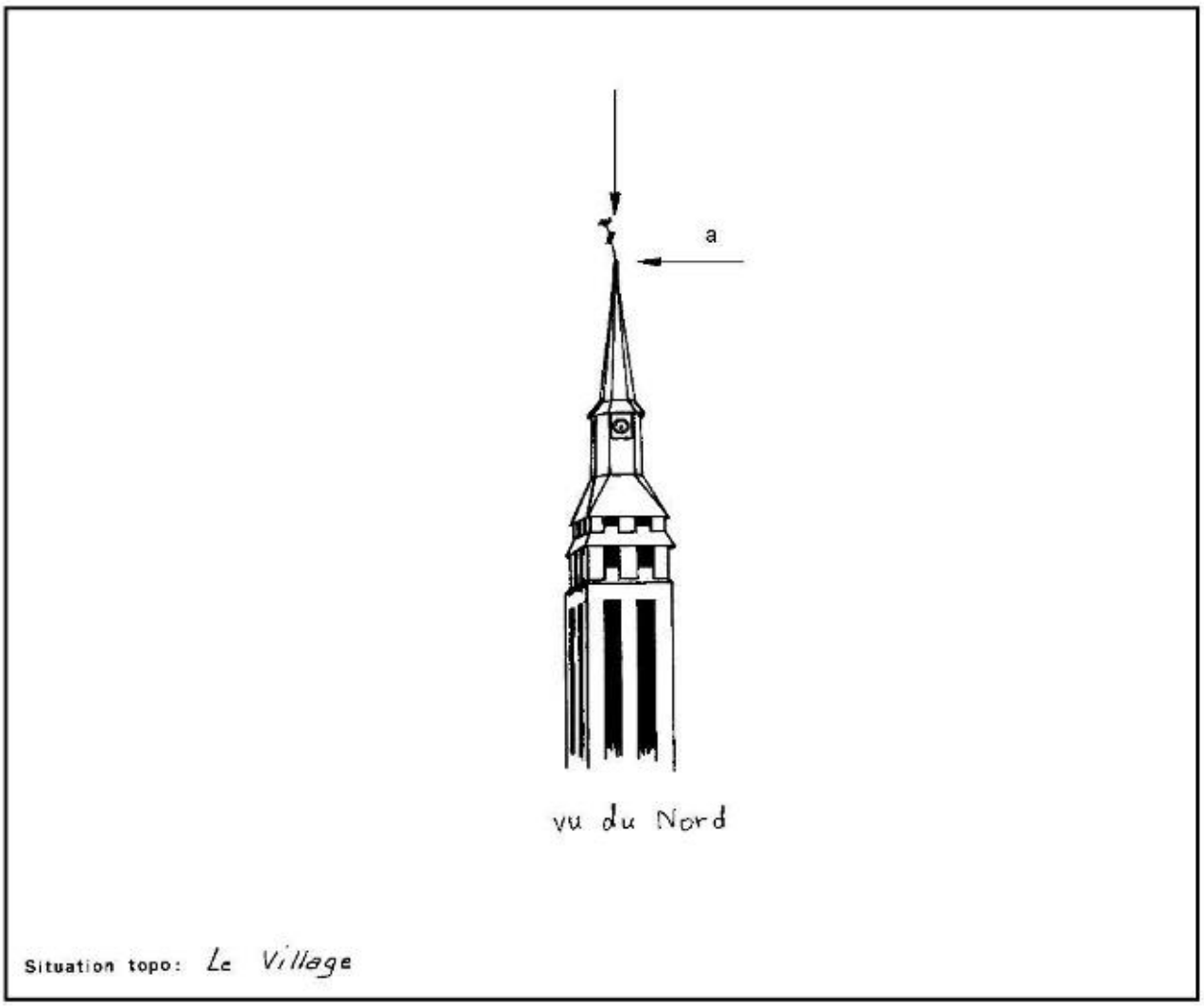
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80404A**	Identifiant : 73101
Commune : GUYENCOURT-SAULCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 275 gr



Carte : 2508 PERONNE



GUYENCOURT-SAULCOURT A

Identifiant : 185063 - NO : 80404A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 05' 01.5253" E	49° 59' 45.9975" N	224.18	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	706011.09	6988625.16	< 10 cm	180.31	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510477

Matricule : **D.A.P3 - 40**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,894 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 03.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 23.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.07** *N (km) :* **6978.67**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80413** *Commune :* **HANCOURT**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,80** *km du repère* **D.A.P3 - 39**

Localisation : **A 100 M AU SUD DE LA D.15**

Support : **PYLONE E.D.F. NUMERO 54 DE LA LIGNE HAM-ROISEL**

Partie support : **SOCLE NORD-OUEST, FACE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.09 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510478 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3 - 41** — **102,111 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 24.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 08.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.27** *N (km) :* **6978.20**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80413** *Commune :* **HANCOURT**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,19** *km du repère* **D.A.P3 - 40**

Localisation : **A 130 M AU SUD DE LA D.15**

Support : **CHAPELLE DE HANCOURT**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510472

Matricule : **D.A.P3 - 42**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,832 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 20.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 14.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.21** *N (km) :* **6978.37**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80413** *Commune :* **HANCOURT**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,18** *km du repère* **D.A.P3 - 41**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC LA D.194**

Support : **MAIRIE-ECOLE DE HANCOURT**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.38 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.27 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415273

Matricule : **D.A.P3 - 43**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

101,362 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 11.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 04.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.03** *N (km) :* **6978.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80413** *Commune :* **HANCOURT**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Gauche** *PK :* **32,03** *km* *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.P3 - 42**

Localisation :

Support : **CROIX**

Partie support : **SOCLE, FACE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de HARDECOURT-AUX-BOIS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8041801a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8041801b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87. 079

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 13 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de HARDECOURT-aux-BOIS

Département de la SOMME et appartenant à :

- Madame CHOCQUE Vincent, née DEBUCK Reine le 18 Mai 1927 à MAYSEL (60)
  Agricultrice
  dem: Rue de la Maladrerie 80360 HARDECOURT-aux-BOIS.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 -, Conservation (1983)

Nom du point : HARDECOURT-AUX-BOIS I

Commune n° INSEE : 80418 matricule du point : _____ ordre : 4ème

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24 08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Hardecourt-aux-Bois

Lieu-dit : Plaine des Neuf Section : Z 1 Parcelle : 43 (Borne IGN) (1)

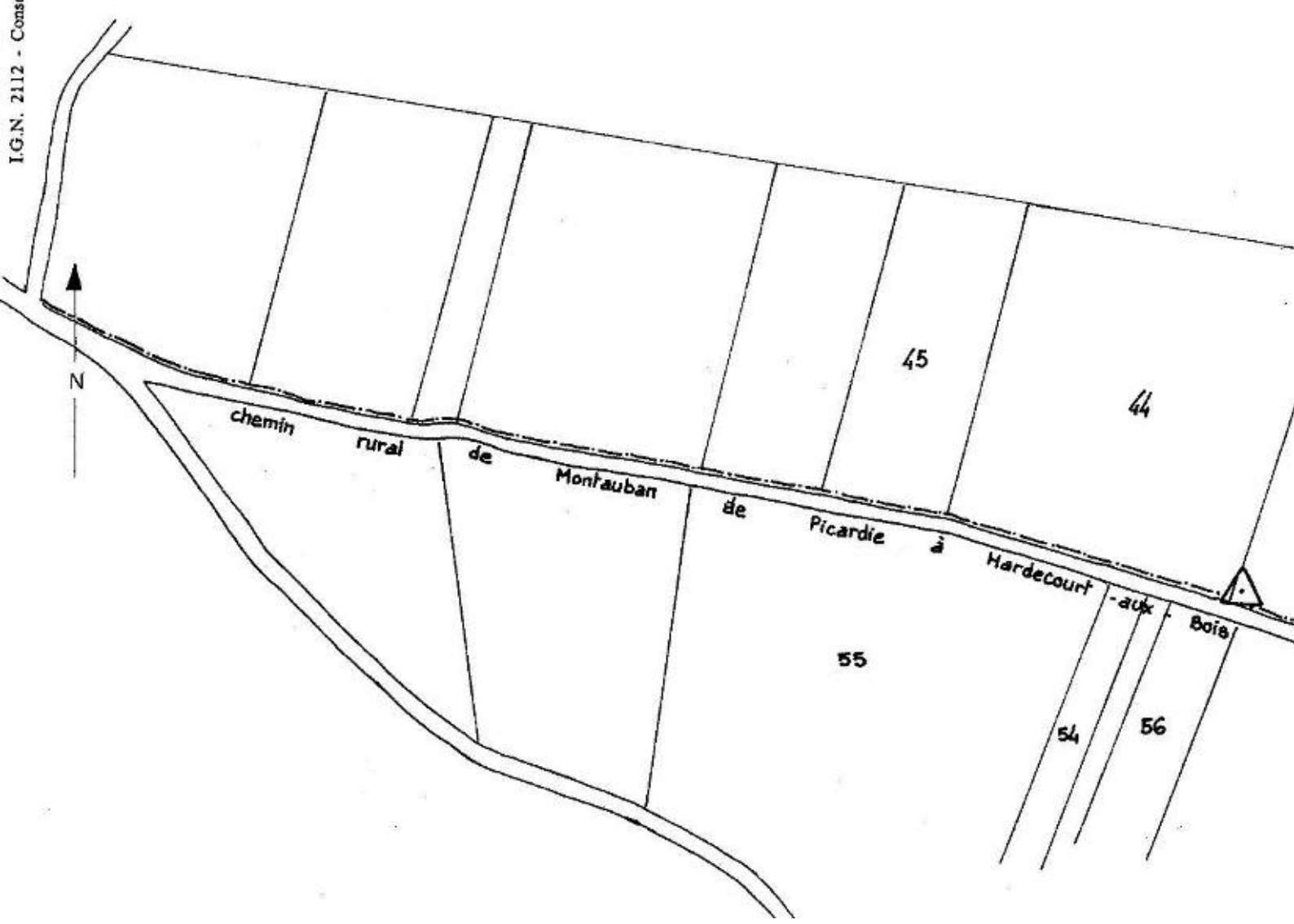
» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 13 décembre 1985 Échelle : 1/2000

I.G.N. 2112 - Conservation (1985)



IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510330

Matricule : **D.A.R3 - 117**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

100,100 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 17.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 14.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.19** *N (km) :* **6987.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80418** *Commune :* **HARDECOURT-AUX-BOIS**

Voie suivie : **D.146E**

de : **MAUREPAS (D.146)** *à :* **HARDECOURT-AUX-BOIS (V.O.)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,73** *km du repère* **D.A.R3 - 119**

Localisation :

Support : **CIMETIERE DE HARDECOURT-AUX-BOIS**

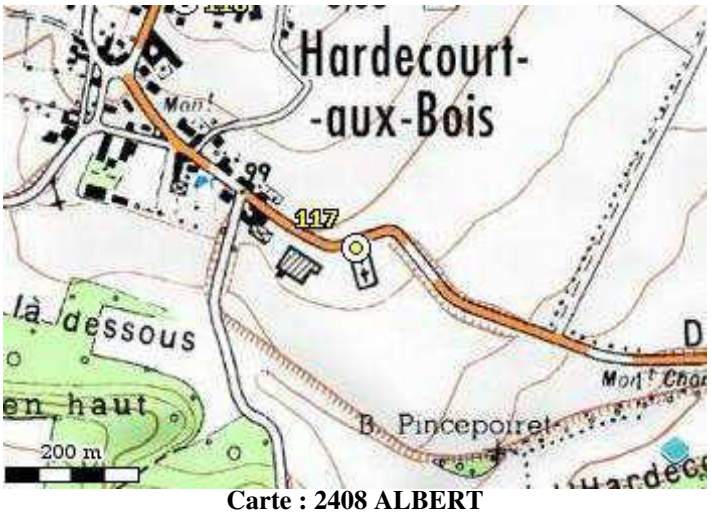
Partie support : **PILIER SUD-OUEST DU PORTAIL, FACE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.21 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.13 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510331

Matricule : **D.A.R3 - 118**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

117,808 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 05.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 27.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.94** *N (km) :* **6988.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80418** *Commune :* **HARDECOURT-AUX-BOIS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **GUILLEMONT (D.20)** *à :* **HARDECOURT-AUX-BOIS (D.146E)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,06** *km du repère* **D.A.R3 - 119**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **EGLISE DE HARDECOURT-AUX-BOIS**

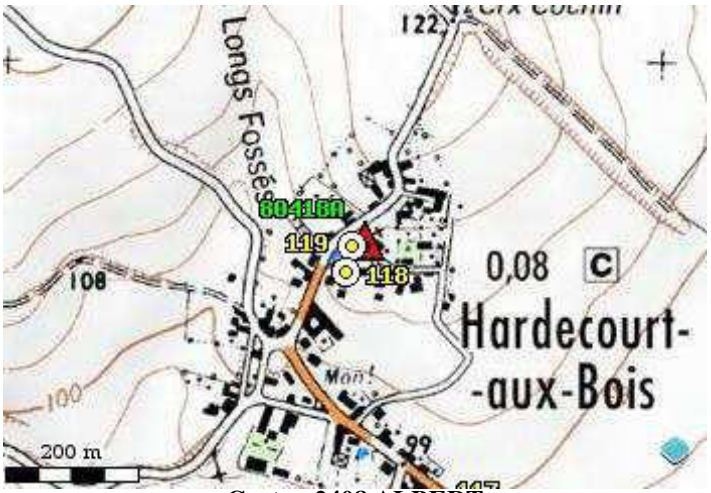
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510332

Matricule : **D.A.R3 - 119**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

115,940 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 04.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 26.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.93** *N (km) :* **6988.03**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80418** *Commune :* **HARDECOURT-AUX-BOIS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **GUILLEMONT (D.20)** *à :* **HARDECOURT-AUX-BOIS (D.146E)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,08** *km du repère* **D.A.R3 - 120**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **MAIRIE DE HARDECOURT-AUX-BOIS**

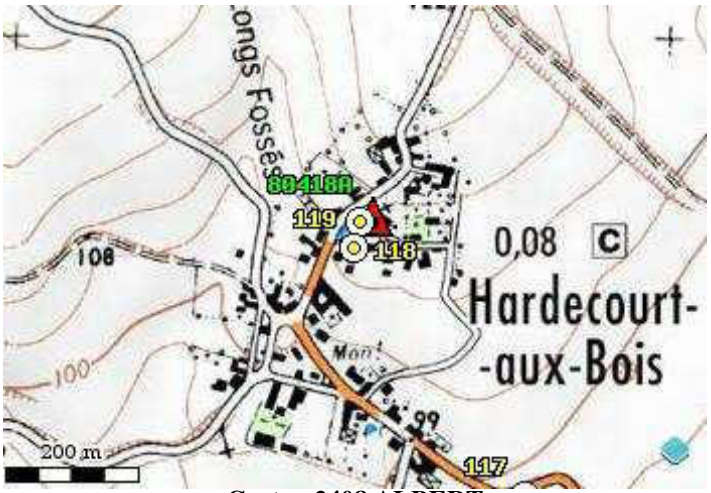
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.06 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510333 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 120**

104,580 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 27.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 13.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.19** *N (km) :* **6987.63**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80418** *Commune :* **HARDECOURT-AUX-BOIS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HARDECOURT-AUX-BOIS (D.146E)** *à :* **MARICOURT (D.938)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,76** *km du repère* **D.A.R3 - 168**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN**

Support : **CHAPELLE DE LA VIERGE NOIRE**

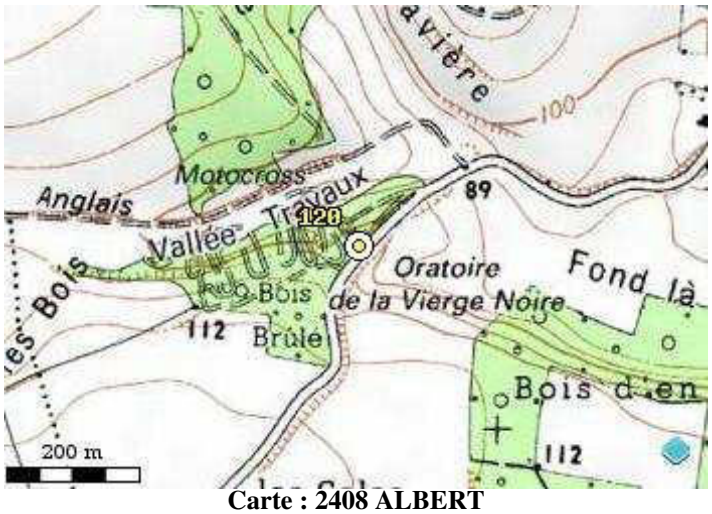
Partie support : **FACE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.18 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.28 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

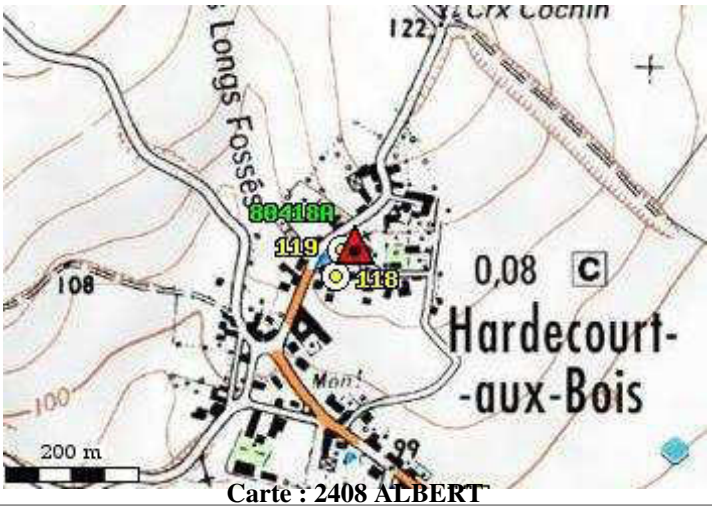
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HARDECOURT-AUX-BOIS A

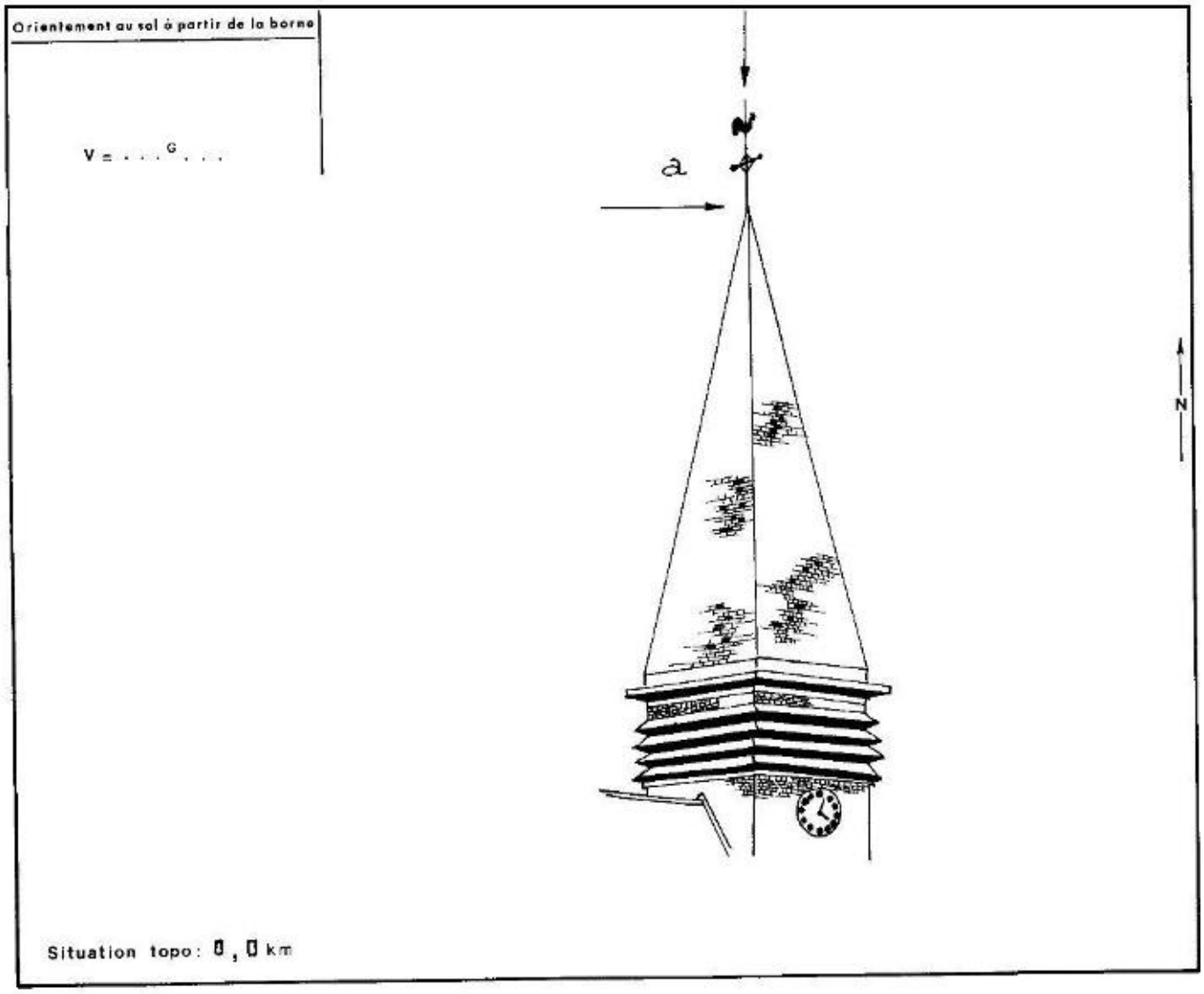
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80418A**	Identifiant : 73123
Commune : HARDECOURT-AUX-BOIS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 72 gr



Carte : 2408 ALBERT



HARDECOURT-AUX-BOIS A

Identifiant : 185120 - NO : 80418A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 49' 05.9483" E	49° 59' 27.7958" N	187.85	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	686959.80	6988074.07	< 10 cm	144.11	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de HEM-MONACU n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8042801a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8042801b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87. 081

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 19 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de HEM-MONACU

Département de la SOMME et appartenant à :

- DIRECTION DEPARTEMENTALE de l'EQUIPEMENT
  Subdivision d'ALBERT
  9, rue Hyppolite Devaux
  80300 ALBERT.

I.G.N. 7153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : HEM-MONACU I

Commune n° INSEE : 80 428 matricule du point : ordre : 4ème

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24 08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Hem-Monacu

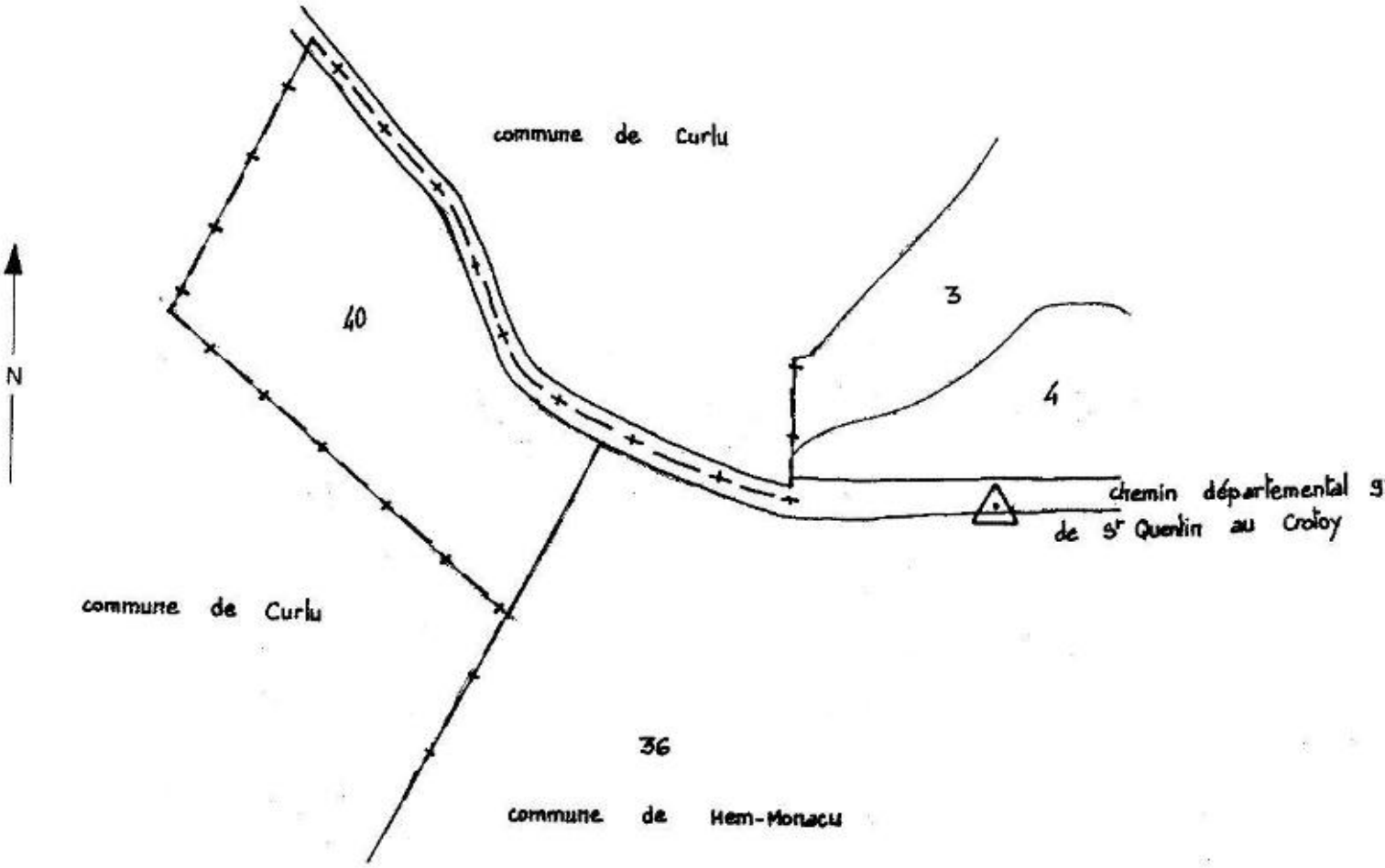
Lieu-dit : les Quarante Section : ZA Parcelle : (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : à jour 78 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 19 décembre 1985 Échelle : 1/4000
(réduction du cadastre au 1/2000)



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510294

Matricule : **D.A.R3 - 159**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

58,209 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 34.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 18.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.72** *N (km) :* **6984.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80428** *Commune :* **HEM-MONACU**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146** *à :* **CURLU (D.938)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,59** *km du repère* **D.A.R3 - 158**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA FOSSE A POUX"**

Support : **MAISON**

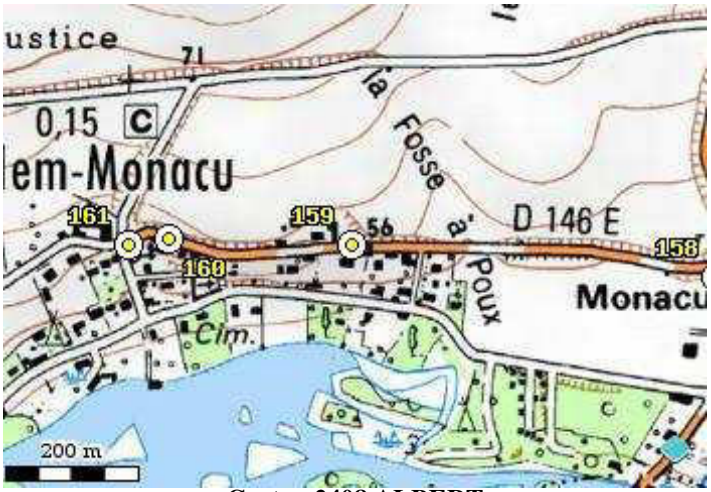
Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.63 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.30 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510284

Matricule : **D.A.R3 - 160**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

58,121 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 20.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 19.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.44** *N (km) :* **6984.09**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80428** *Commune :* **HEM-MONACU**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146** *à :* **CURLU (D.938)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,30** *km du repère* **D.A.R3 - 159**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **MAIRIE-ECOLE DE HEM-MONACU**

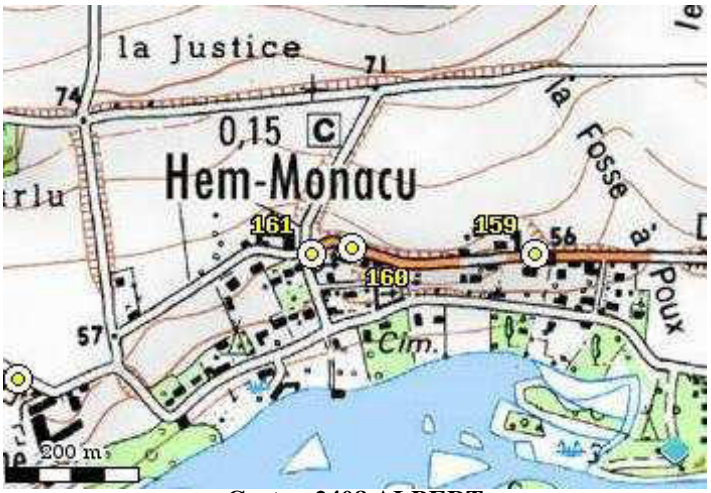
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.48 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510286 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 161** **54,577 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 17.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 18.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.38** *N (km) :* **6984.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80428** *Commune :* **HEM-MONACU**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146** *à :* **CURLU (D.938)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,06** *km du repère* **D.A.R3 - 160**

Localisation : **AU BOURG, AU CARREFOUR AVEC UN V.O.**

Support : **EGLISE DE HEM-MONACU**

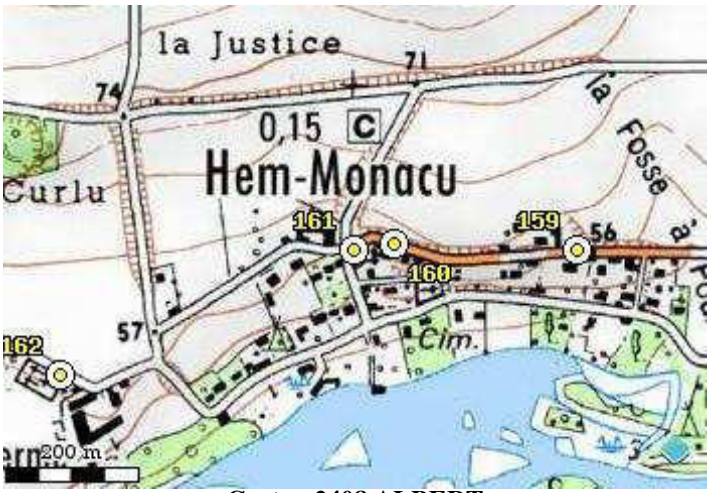
Partie support : **CONTREFORT D'ANGLE OUEST DU MUR DE FACADE NORD , FACE NORD , FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.15 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510287 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 162**

56,060 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 49' 55.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 12.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **687.93** *N (km) :* **6983.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80428** *Commune :* **HEM-MONACU**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146** *à :* **CURLU (D.938)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,52** *km du repère* **D.A.R3 - 161**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES AUGES" , A 150 M AU SUD-OUEST DU V.O.**

Support : **CIMETIERE MILITAIRE BRITANNIQUE**

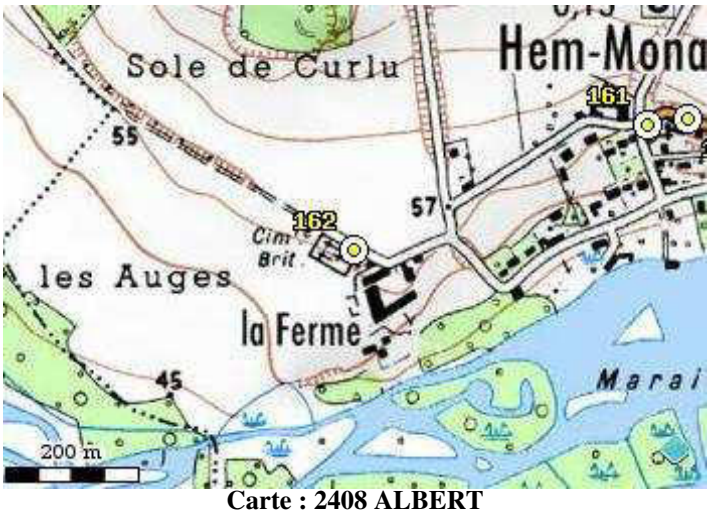
Partie support : **MUR DE CLOTURE, FACE NORD-EST**

Repèrements : **A 0.18 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.53 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

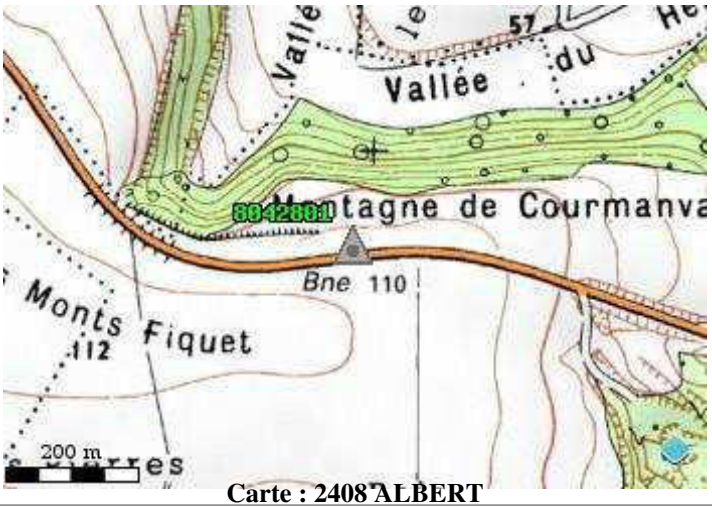
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HEM-MONACU I

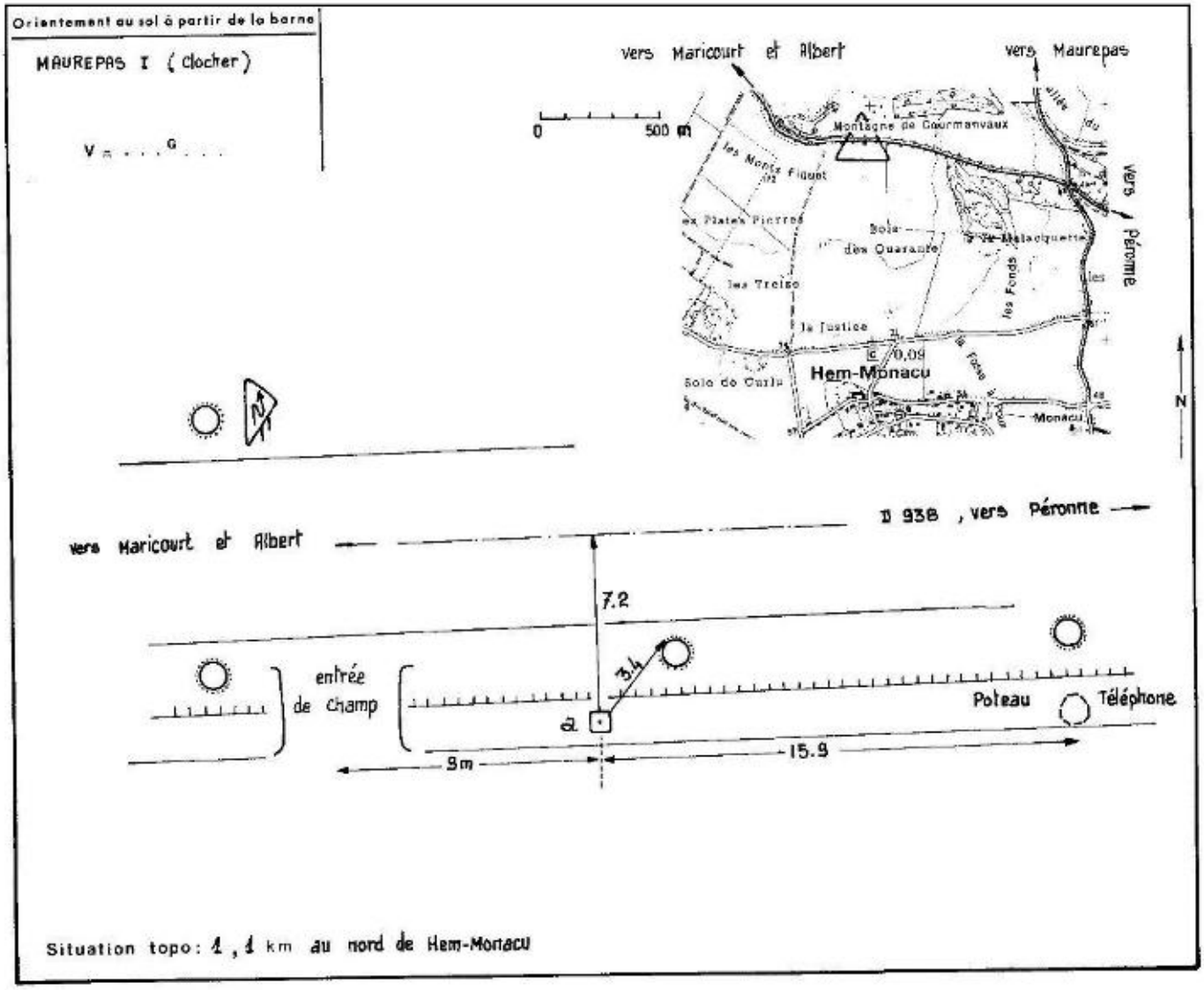
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8042801**	Identifiant : 73132
Commune : HEM-MONACU		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 310 gr



Carte : 2408 ALBERT



HEM-MONACU I

Identifiant : 185140 - NO : 8042801-01

Point : a

Borne IGN

Point non retrouvé en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 50' 16.4320" E	49° 57' 54.4982" N	153.53	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	688359.15	6985185.80	< 10 cm	109.78	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510302

Matricule : **D.A.R3 - 147**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

91,453 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 14.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 14.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.50** *N (km) :* **6980.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80430** *Commune :* **HERBECOURT**

Voie suivie : **D.1**

de : **FLAUCOURT (D.148)** *à :* **HERBECOURT (V.O.VERS FRISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,12** *km du repère* **D.A.R3 - 146**

Localisation : **AU LIEU-DIT "SOLE D'HERBECOURT", A 20 M AU NORD DE LA D.1**

Support : **PYLONE D'ANGLE SUD-OUEST**

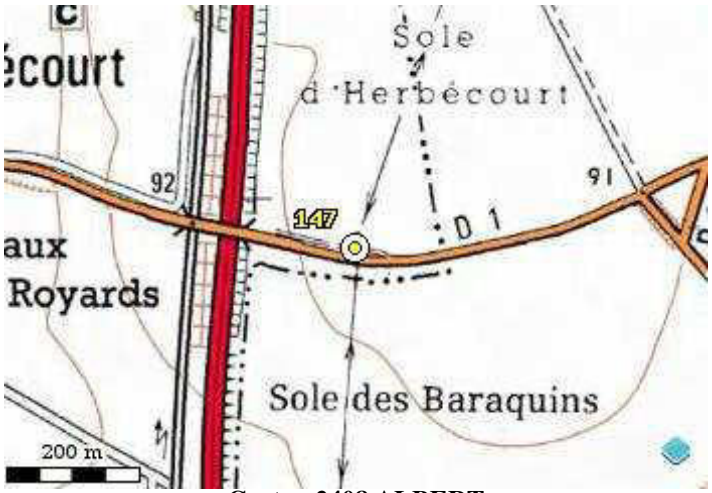
Partie support : **SOCLE, FACE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.24 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.16 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510303

Matricule : **D.A.R3 - 148**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

90,536 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 29.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 19.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.61** *N (km) :* **6980.39**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80430** *Commune :* **HERBECOURT**

Voie suivie : **D.1**

de : **FLAUCOURT (D.148)** *à :* **HERBECOURT (V.O.VERS FRISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,95** *km du repère* **D.A.R3 - 147**

Localisation : **PLACE DE LA MAIRIE, AU NUMERO 1**

Support : **MAIRIE DE HERBECOURT**

Partie support : **CHAINE D'ANGLE OUEST DU MUR DE FACADE NORD, FACE PLACE DE LA MAIRIE**

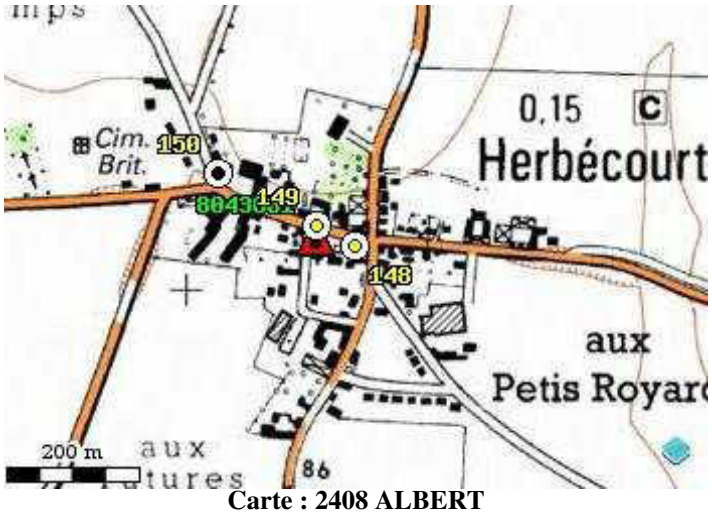
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.36 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510304 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 149** **90,979 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 26.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 20.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.55** *N (km) :* **6980.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80430** *Commune :* **HERBECOURT**

Voie suivie : **D.1**

de : **FLAUCOURT (D.148)** *à :* **HERBECOURT (V.O.VERS FRISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,07** *km du repère* **D.A.R3 - 148**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC LA RUE DE L'EGLISE**

Support : **EGLISE DE HERBECOURT**

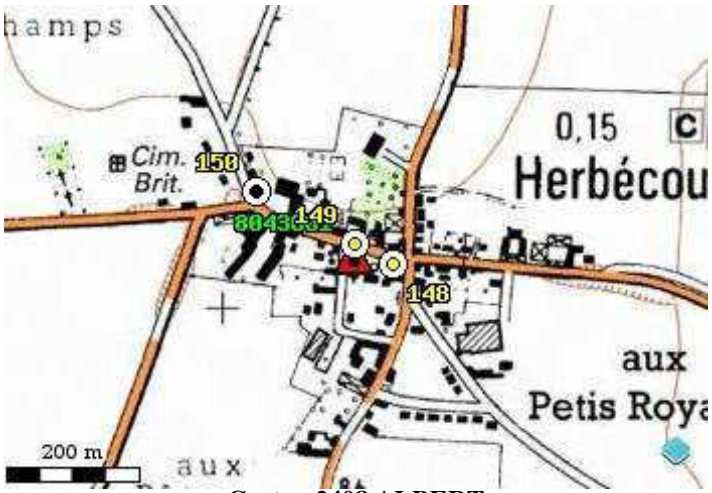
Partie support : **CONTREFORT D'ANGLE NORD DU MUR DE FACADE EST DE LA NEF, FACE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.06 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HERBECOURT I

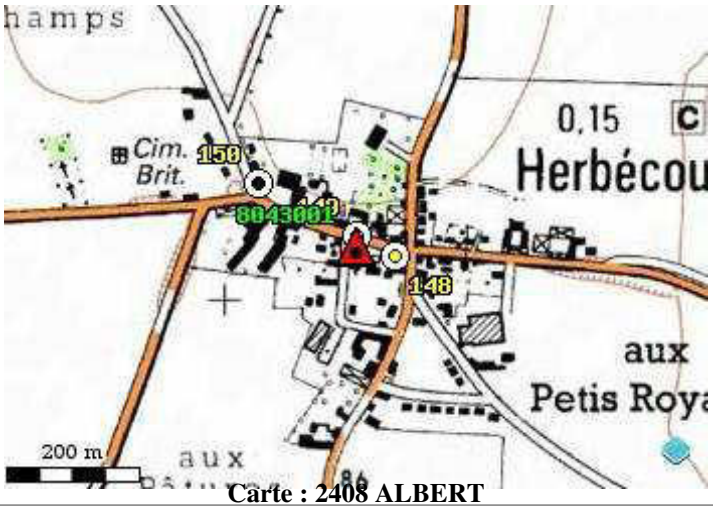
Département : SOMME (80)
Commune : HERBECOURT
Lieu-dit :

No du Site **8043001**
Site du Réseau de détail

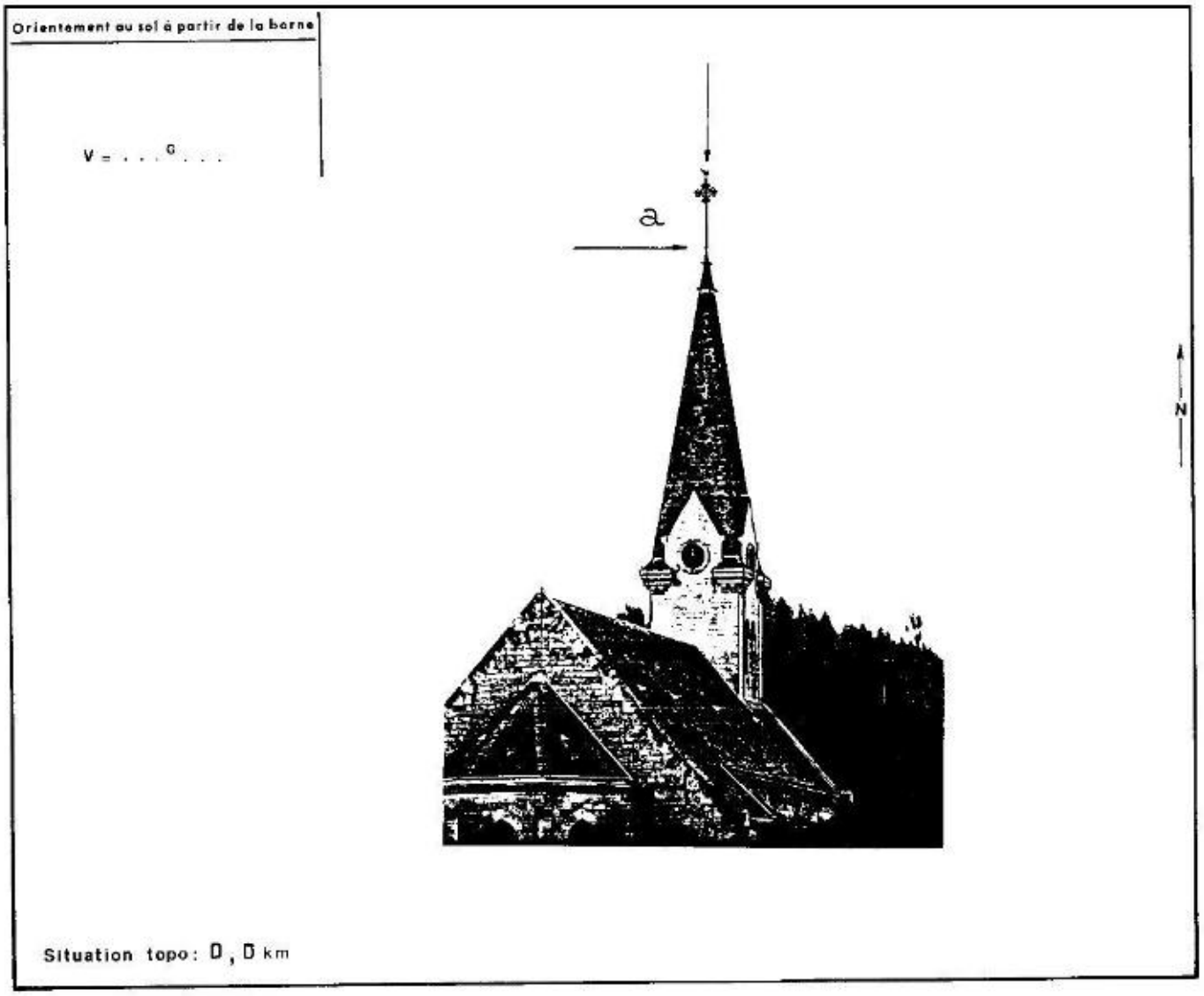
Identifiant : 73134



Azimut de la prise de vue : 225 gr



Carte : 2408 ALBERT



HERBECOURT I

Identifiant : 185148 - NO : 8043001-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 50' 26.4627" E	49° 55' 19.8529" N	163.89	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	688549.59	6980403.21	< 10 cm	120.11	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de HERVILLY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043401b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.233

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de HERVILLY

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune d'HERVILLY 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à **PARIS**, le 13 MARS 1985

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : HERVILLY I

Commune n° INSEE : 80434 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : HERVILLY

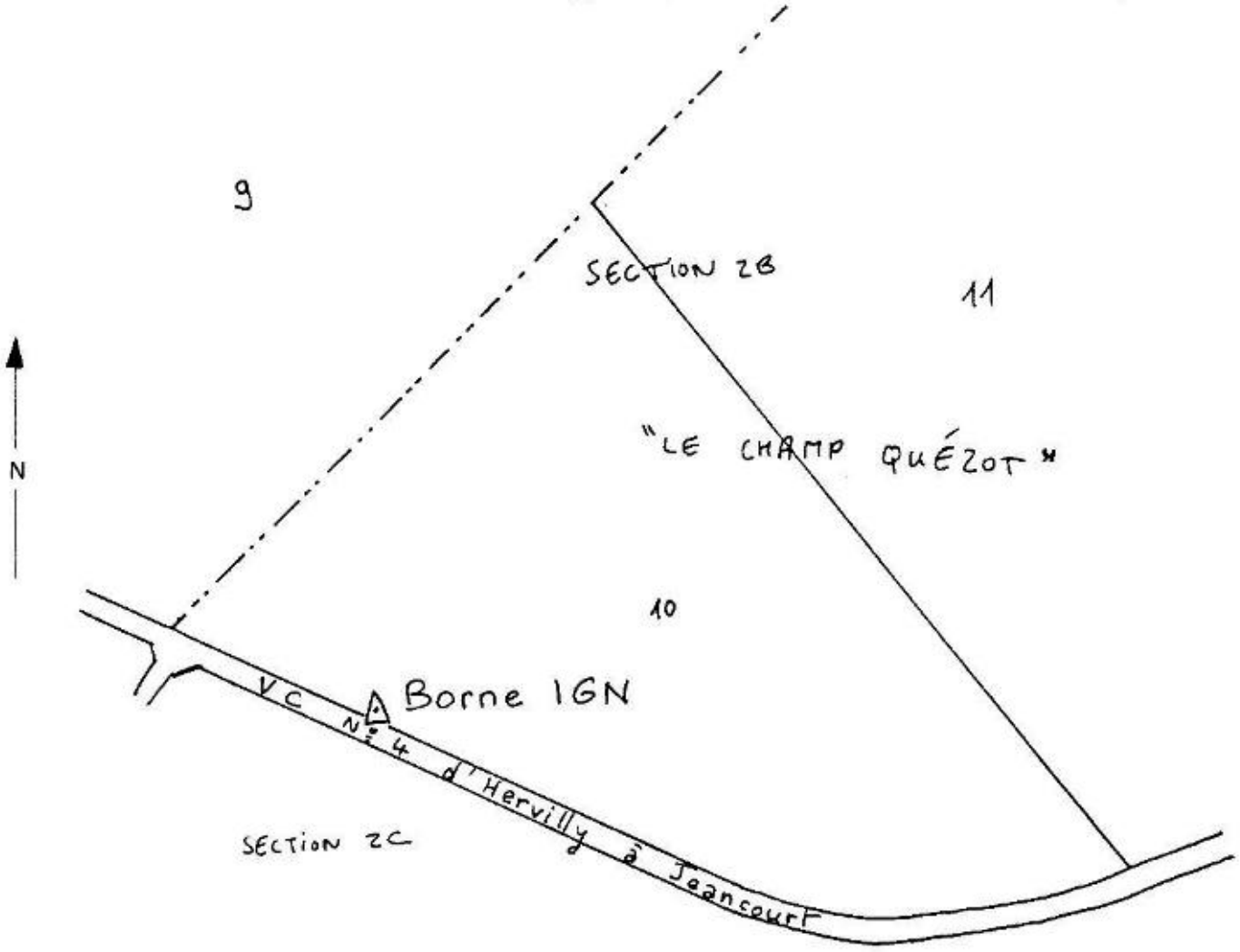
Lieu-dit : LE CHAMP QUÉZOT Section : ZB Parcelle : VC 4 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1976 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415200

Matricule : **D.A.P3V3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

81,259 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 46.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 07.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.11** *N (km) :* **6981.86**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80434** *Commune :* **HERVILLY**

Voie suivie : **D.24**

de : **ROISEL** *à :* **VERMAND**

Coté : **Droit** *PK :* **2,11** *km* *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.P3V3 - 5**

Localisation : **AU NO 8, AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE LA VALLEE**

Support : **MAISON**

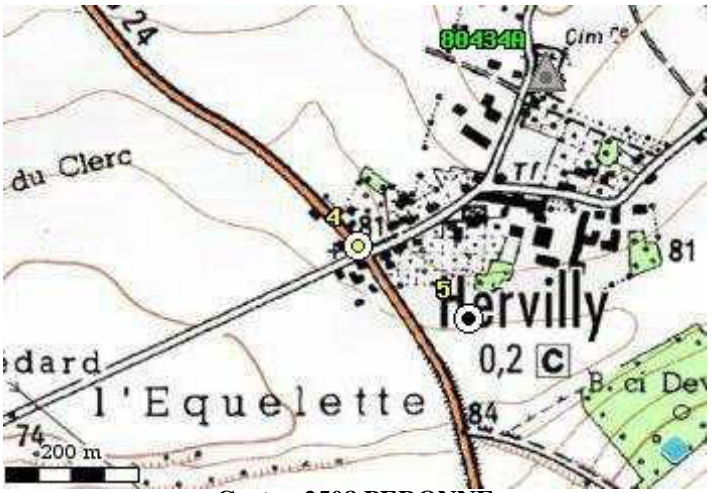
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE D.24**

Repèrements : **A 0.21 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.61 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415199

Matricule : **D.A.P3V3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

80,423 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 14.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 19.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.67** *N (km) :* **6980.39**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80434** *Commune :* **HERVILLY**

Voie suivie : **D.24**

de : **ROISEL** *à :* **VERMAND**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,51** *km* *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.P3V3 - 7**

Localisation : **AU HAMEAU DE MONTIGNY, AU CARREFOUR AVEC LA D.24E AU NO 1, RUE DE VERMAND**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE OUEST DU BATIMENT PRINCIPAL**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE NORD MITOYENNE AVEC UN APPENTIS**
A 0.49 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510424

Matricule : **D.A.P3V3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

82,974 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 20.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 08.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.79** *N (km) :* **6980.05**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80434** *Commune :* **HERVILLY**

Voie suivie : **D.24**

de : **ROISEL** *à :* **VERMAND**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,52** *km du repère* **D.A.P3V3 - 8**

Localisation : **AU HAMEAU MONTIGNY, AU NO 22BIS RUE DE VERMAND**

Support : **MAISON (ANCIEN DORTOIR DE LA SOCIETE VERMANDOISE DE SUCRERIE ET DISTILLERIE DE SAINTE-EMILIE)**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.58 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT**

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de HERBECOURT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8043001a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8043001b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 139
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 189 Section E lieu dit Rue de l'église de la Commune de HERBECOURT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE HERBECOURT

(Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Sommet du toit

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

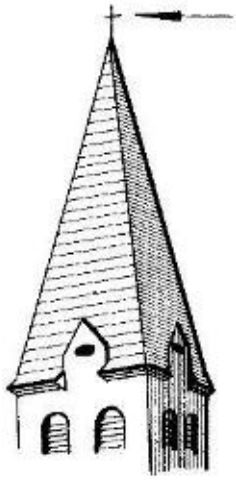
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de HERBECOURT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Herbecourt 1 Lieu-dit: Rue de l'Eglise Section: E Parcelle: 189

CROQUIS



Echelle graphique:

M[illegible]
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414546

Matricule : **D.A.V3 - 92**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,592 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 41.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 50.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.22** *N (km) :* **6983.20**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80435** *Commune :* **HESBECOURT**

Voie suivie : **D.6-E**

de : **D.6** *à :* **HESBECOURT (MAIRIE)**

Coté : **Droit** *PK :* **0,67** *km* *Distance :* **1,76** *km du repère* **D.A.V3 - 91**

Localisation : **AU NO 2**

Support : **REMISE**

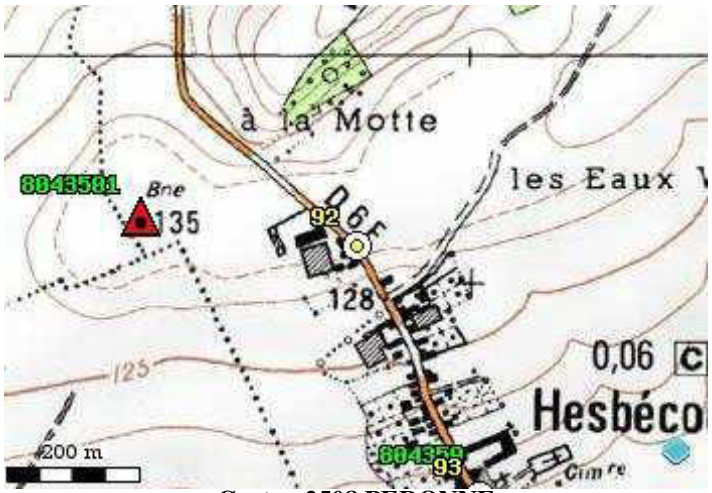
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE SUD-EST COTE MAISON D'HABITATION**
A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509781

Matricule : **D.A.V3 - 93**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

110,783 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 51.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 38.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.41** *N (km) :* **6982.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80435** *Commune :* **HESBECOURT**

Voie suivie : **D.6-E**

de : **D.6** *à :* **HESBECOURT (MAIRIE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,45** *km du repère* **D.A.V3 - 92**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **EGLISE D' HESBECOURT**

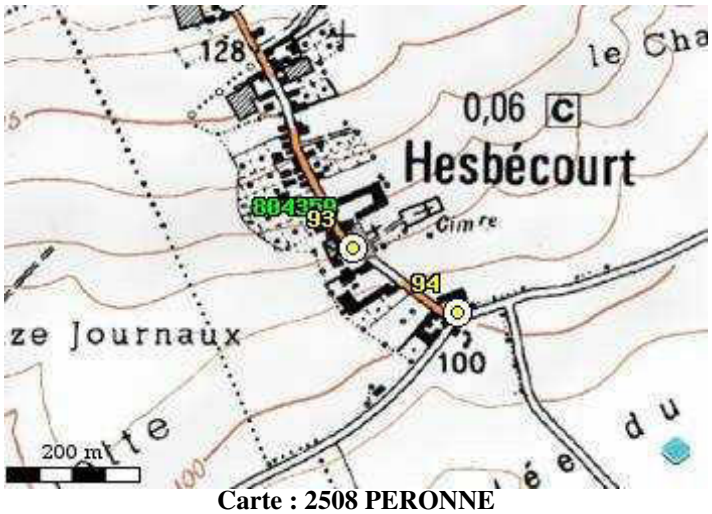
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST DE LA NEF, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.35 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.65 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509783

Matricule : **D.A.V3 - 94**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,450 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 59.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 34.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.57** *N (km) :* **6982.72**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80435** *Commune :* **HESBECOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HESBECOURT (MAIRIE)** *à :* **JEANCOURT (D.31)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,20** *km du repère* **D.A.V3 - 93**

Localisation : **AU NORD EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE D'HERVILLY**

Support : **CROIX**

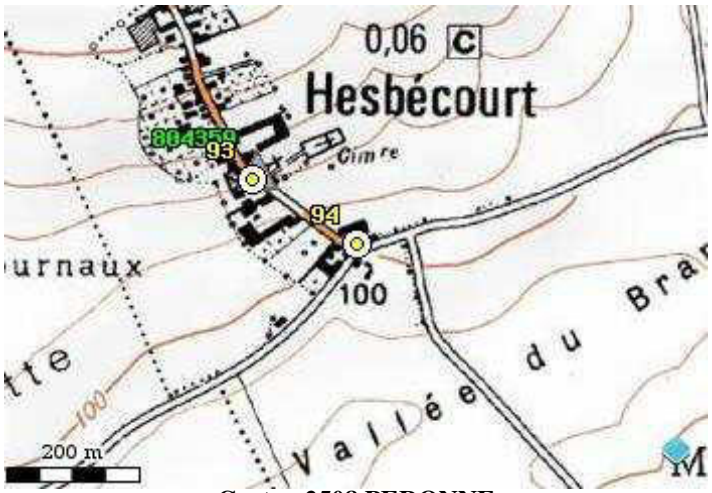
Partie support : **SOCLE, FACE EST**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.20 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HESBECOURT I

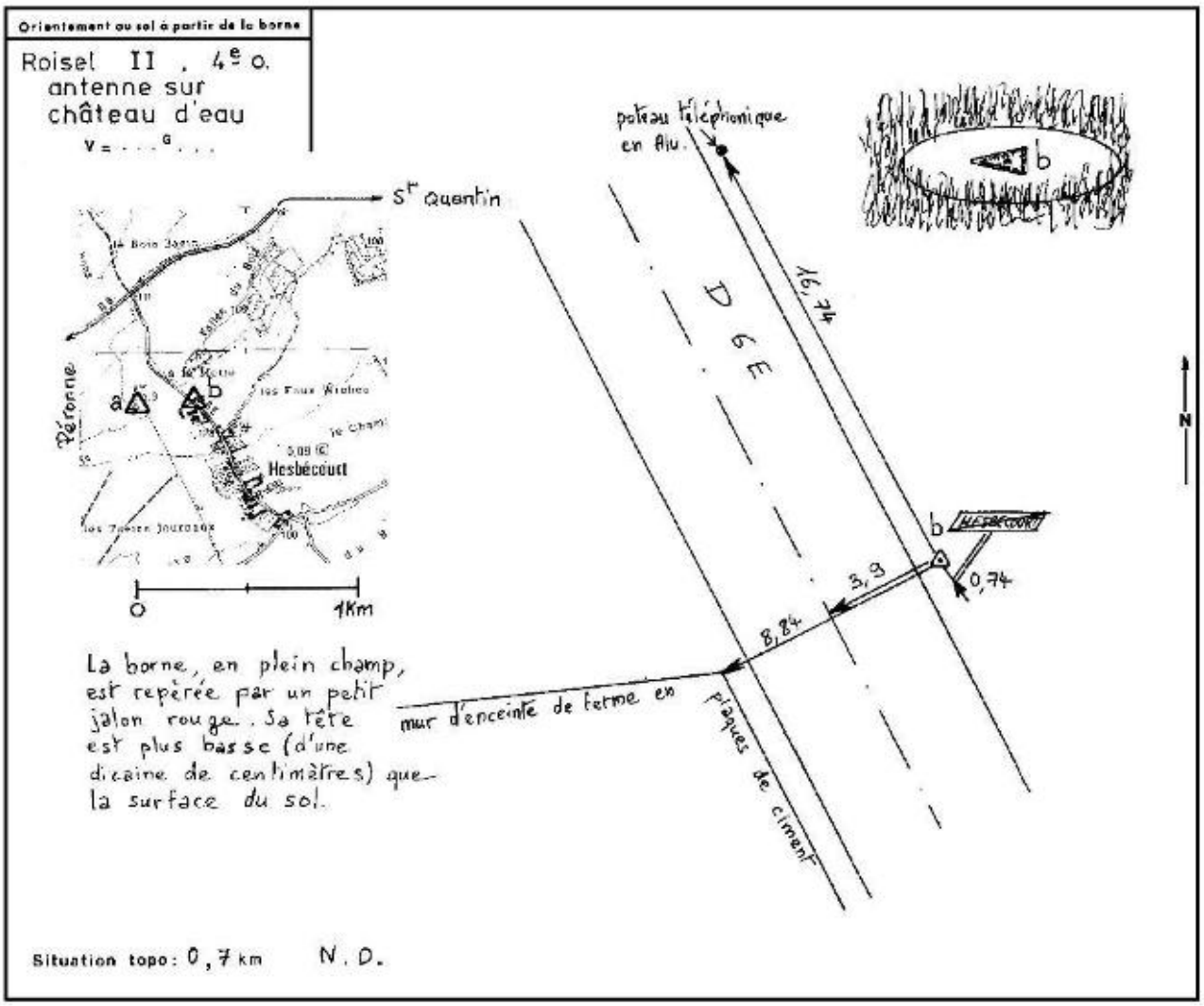
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8043501**	Identifiant : 73141
Commune : HESBECOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 280 gr



Carte : 2508 PERONNE



HESBECOURT I

Identifiant : 185162 - NO : 8043501-01

Point : a

Borne en granit gravée IGN et 1957

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 0 gr



Identifiant : 185164 - NO : 8043501-03

Point : b

Socle en béton : Repère géodésique triangulaire

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 150 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 07' 25.4830" E	49° 56' 51.8052" N	178.80	< 10 cm
b	3° 07' 38.8585" E	49° 56' 52.5918" N	177.13	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	708889.41	6983242.09	< 10 cm	134.88	< 50 cm
b	709156.27	6983266.84	< 10 cm	133.21	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de HEUDICOURT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043801a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043801b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043801c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8043801d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.234

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de HEUDICOURT

Département de la SOMME et appartenant à :

- DEPARTEMENT de la SOMME
  51, rue de la République 80000 AMIENS.
- Représentant local: D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République 80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

(1) Extrait joint au verso.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : HEUDICOURT I code :

Commune n° INSEE : 80438 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : HEUDICOURT

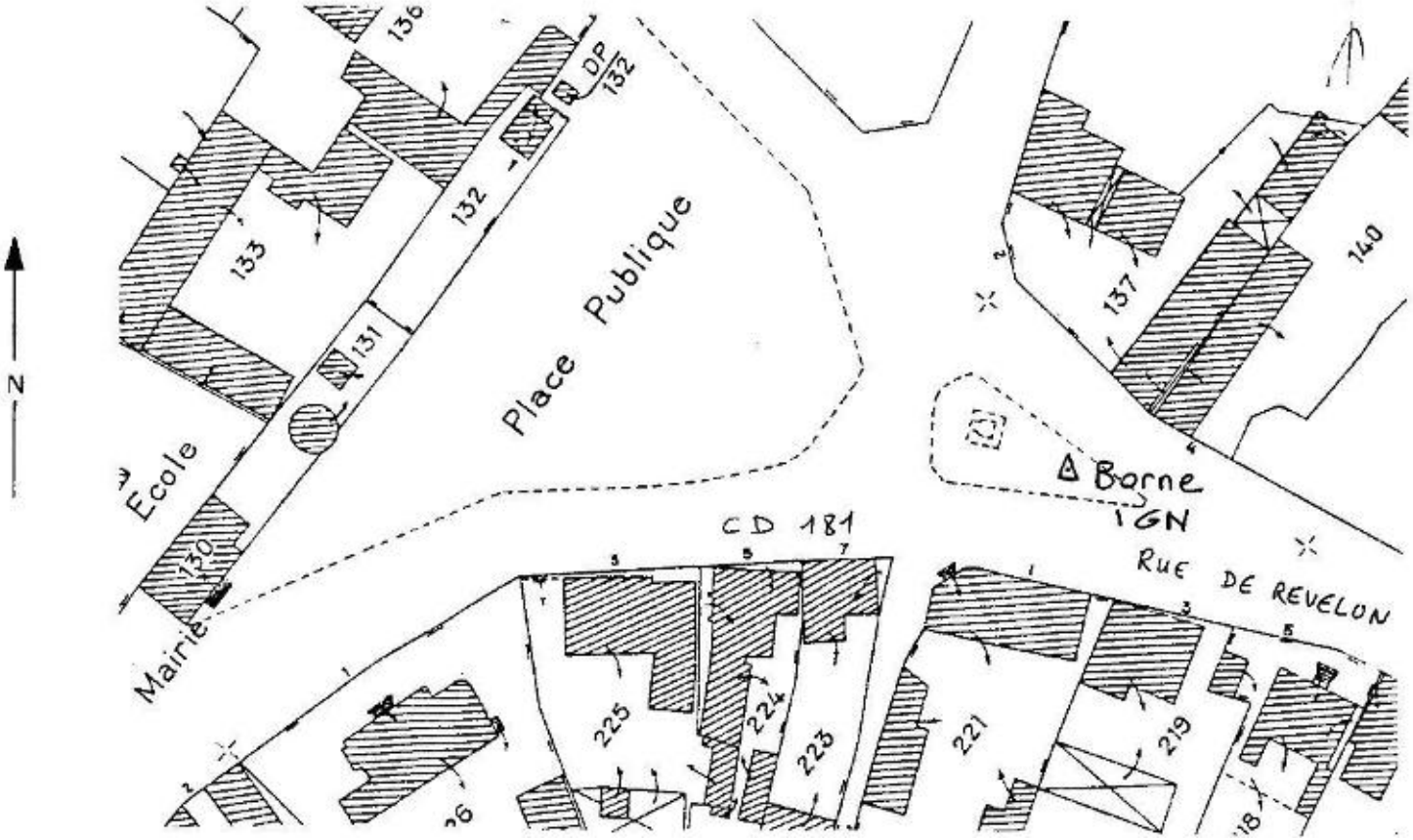
Lieu-dit : RUE DE REVELON Section : AC Parcelle : CD 181 Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : Refait : 1982 Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 140
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Equipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 1321 Section E lieu dit Rue de la ville de la Commune de HEUDICOURT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE HEUDICOURT
(Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Base de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

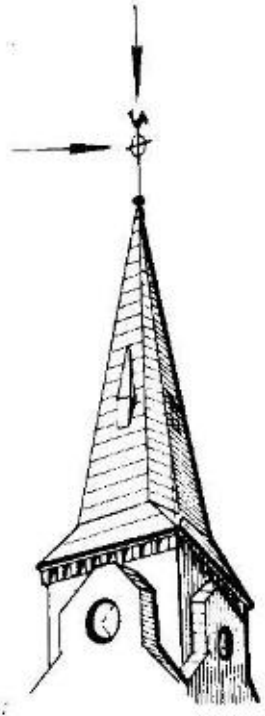
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **HEUDICOURT**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Heudicourt* I Lieu-dit: *Rue de la Ville* Section: *E* Parcelle: *1321*

CROQUIS



Echelle graphique:

M.
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415698

Matricule : **D.A.M3Q3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

112,158 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 44.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 28.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.86** *N (km) :* **6991.80**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **FINS**

Coté : **Gauche** *PK :* **7,64** *km* *Distance :* **0,57** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 7**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA VALLEE A L'EAU"**

Support : **MAISON (ANCIENNE GARE)**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST DU BATIMENT PRINCIPAL, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.26 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.55 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415699

Matricule : **D.A.M3Q3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

109,534 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 17.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 34.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.33** *N (km) :* **6991.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **FINS**

Coté : **Droit** *PK :* **8,20** *km* *Distance :* **0,51** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 8**

Localisation : **A L'EST DU CARREFOUR DE LA D.58 ET DE LA D.181**

Support : **MAISON**

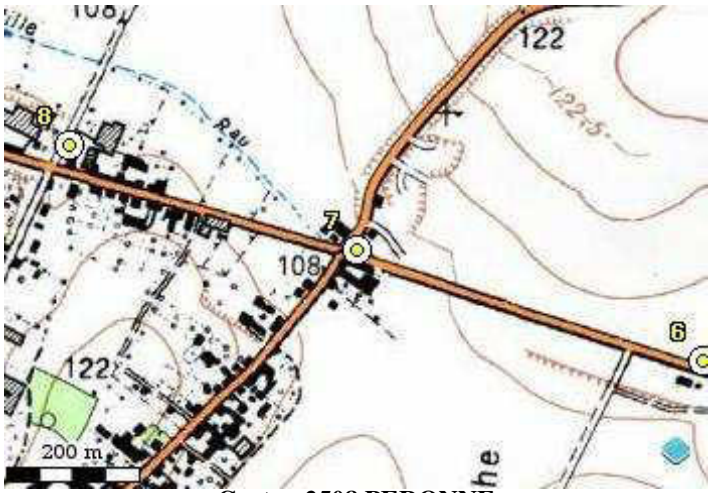
Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE D.58**

Repèrements : **A 0.58 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.56 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286480

Matricule : **D.A.M3Q3 - 8**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

109,574 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 55.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 39.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.89** *N (km) :* **6992.13**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **FINS**

Coté : **Droit** *PK :* **8,66** *km* *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 9**

Localisation : **A 30 M DE LA D.58, AU NO 1, RUE DE LA STATION**

Support : **MUR DE CLOTURE D'UNE PROPRIETE**

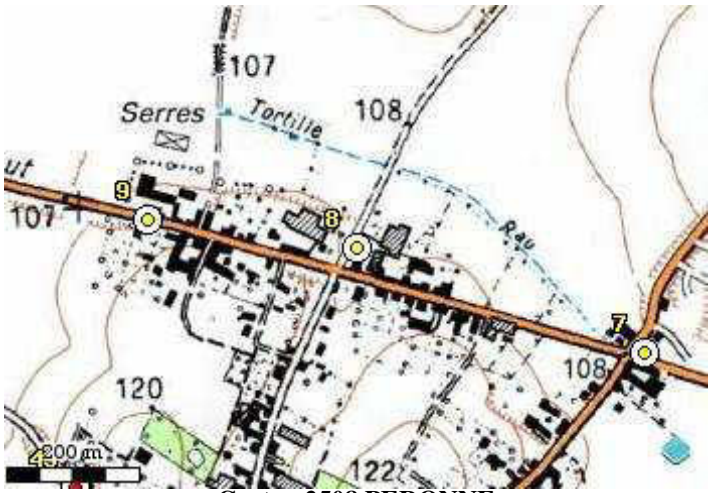
Partie support : **PILIER AU SUD DU PORTAIL, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'OUVERTURE**
A 0.68 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415700

Matricule : **D.A.M3Q3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

111,718 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 39.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 40.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.57** *N (km) :* **6992.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **8,98** *km* *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 8**

Localisation : **A L'EXTREMITE OUEST DU VILLAGE**

Support : **GRANGE**

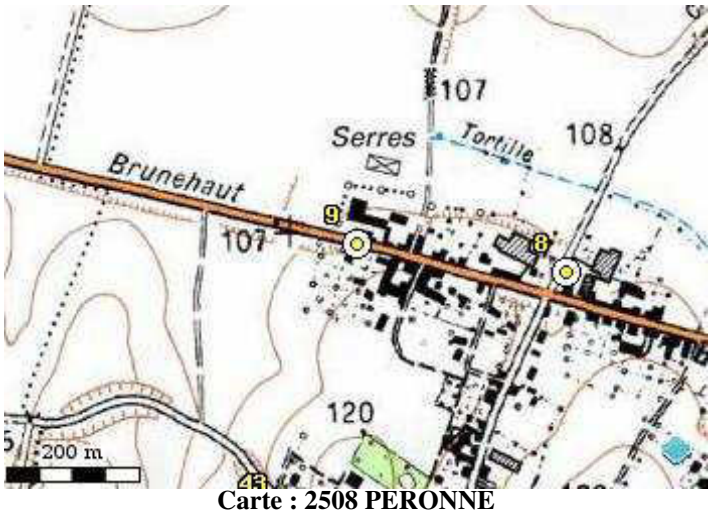
Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.85 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.65 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415187

Matricule : **D.A.Q3 - 39**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

130,234 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 24.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 39.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.27** *N (km) :* **6990.28**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **14,38** *km* *Distance :* **1,41** *km du repère* **D.A.Q3 - 38**

Localisation : **AU LIEU-DIT "VALLEE DES COMBLES", AU CARREFOUR AVEC UN V.O.**

Support : **CHAPELLE**

Partie support : **MUR PIGNON SUD-OUEST, FACE OPPOSEE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.25 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510412 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3 - 40** — **122,926 m**

Année de dernière détermination : 2013 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 35.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 09.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.50** *N (km) :* **6991.20**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,96** *km du repère* **D.A.Q3 - 39**

Localisation : **AU NUMERO 31, RUE DE LA VILLE**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.51 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 40 , D.A.Q3 - 41 , D.A.Q3 - 42 , D.A.Q3 - 43



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510404

Matricule : **D.A.Q3 - 41**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

124,802 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 40.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 15.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.59** *N (km) :* **6991.39**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,22** *km du repère* **D.A.Q3 - 40**

Localisation :

Support : **EGLISE DE HEUDICOURT**

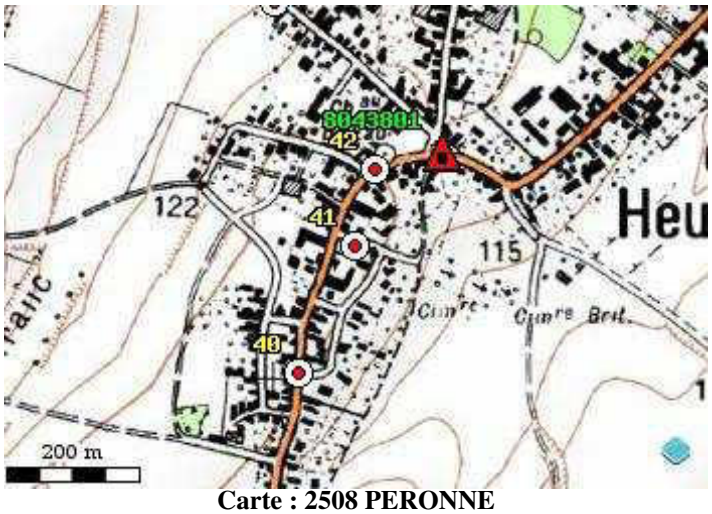
Partie support : **SOUBASSEMENT DE L'ABOUT DU CONTREFORT NORD DU MUR DE FACADE OUEST DU CLOCHER, FACE D.181**

Repèrements : **A 0.36 M DE L'ARETE NORD-EST**
A 0.19 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 40 , D.A.Q3 - 41 , D.A.Q3 - 42 , D.A.Q3 - 43



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510405

Matricule : **D.A.Q3 - 42**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

123,939 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 41.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 19.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.61** *N (km) :* **6991.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **GUYENCOURT-SAULCOURT (EGLISE)** *à :* **HEUDICOURT (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,13** *km du repère* **D.A.Q3 - 41**

Localisation : **PLACE DE LA MAIRIE**

Support : **MAIRIE DE HEUDICOURT**

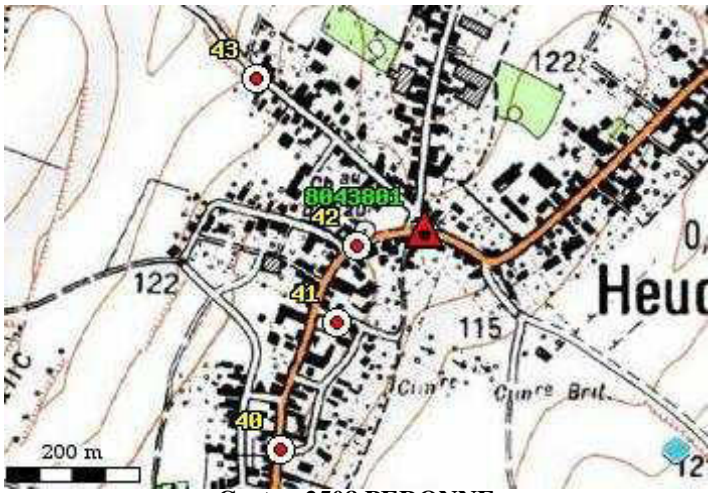
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE LATERAL SUD-OUEST**

Repèrements : **A 0.96 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.20 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 40 , D.A.Q3 - 41 , D.A.Q3 - 42 , D.A.Q3 - 43



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510406

Matricule : **D.A.Q3 - 43**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

117,350 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 34.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 27.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.46** *N (km) :* **6991.76**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80438** *Commune :* **HEUDICOURT**

Voie suivie : **RUE EMILE BAUCHART**

de : **HEUDICOURT (D.181)** *à :* **SOREL (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,43** *km du repère* **D.A.Q3 - 42**

Localisation : **AU NUMERO 22 RUE EMILE BAUCHART**

Support : **MAISON**

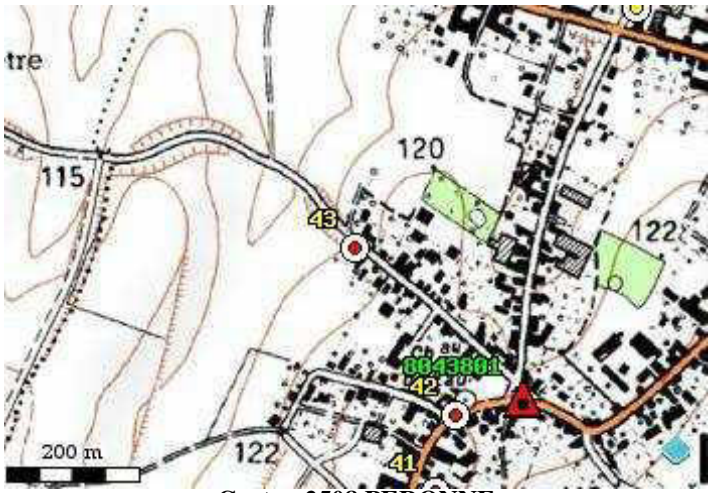
Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.59 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 40 , D.A.Q3 - 41 , D.A.Q3 - 42 , D.A.Q3 - 43



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

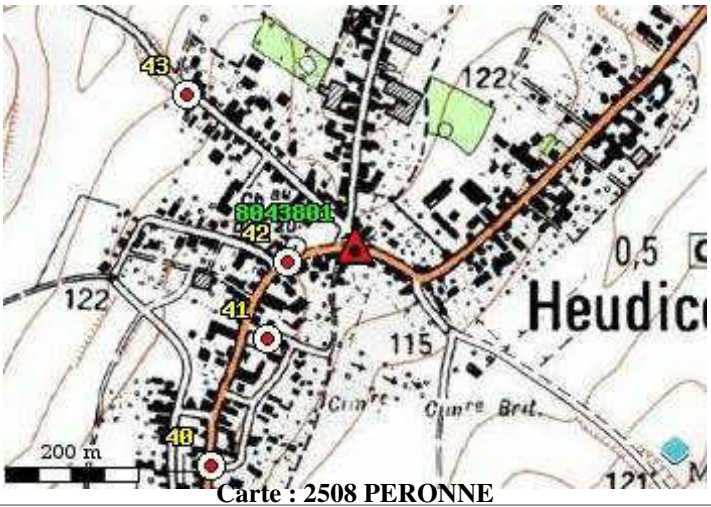
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HEUDICOURT I

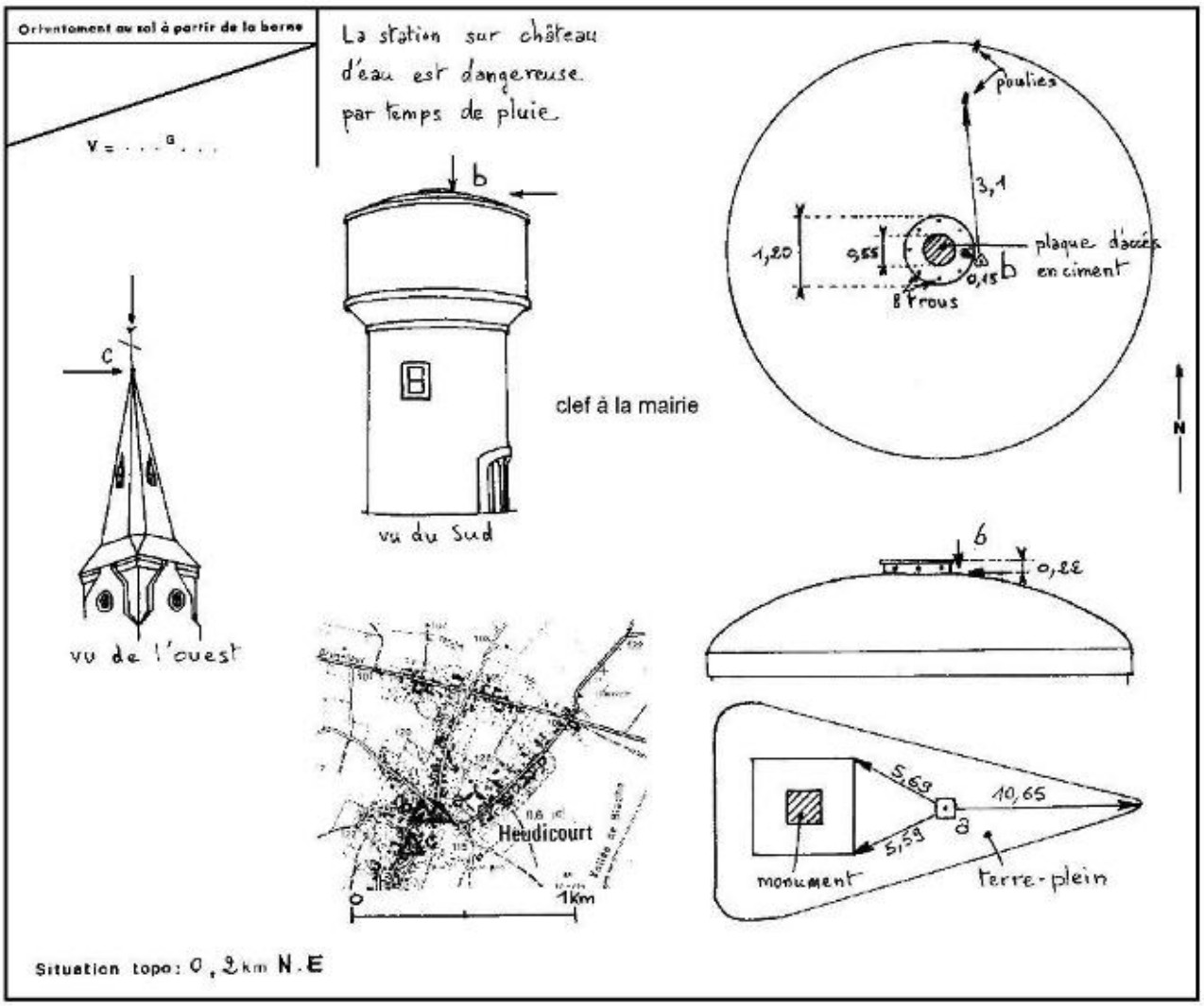
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8043801**	Identifiant : 73145
Commune : HEUDICOURT		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 300 gr



Carte : 2508 PERONNE



HEUDICOURT I

Identifiant : 185173 - NO : 8043801-01

Point : a

Borne IGN
Point vu en place en 2013

Exploitable directement par GPS

Azimut de la prise de vue : 300 gr



Identifiant : 185175 - NO : 8043801-03

Point : b

Château d'eau : Repère bronze P.M. centre
Point vu en place en 2013

Exploitable directement par GPS

Azimut de la prise de vue : 250 gr



Identifiant : 185176 - NO : 8043801-04

Point : c

Clocher : Base croix
Point vu en place en 2013

Inexploitable par GPS

Azimut de la prise de vue : 70 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 04' 47.0494" E	50° 01' 19.9948" N	165.79	< 10 cm
b	3° 04' 42.4998" E	50° 01' 20.0408" N	181.36	< 10 cm
c	3° 04' 40.3894" E	50° 01' 15.3533" N	201.03	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

HEUDICOURT I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	705719.57	6991531.83	< 10 cm	121.932	< 5 mm
b	705628.91	6991533.16	< 10 cm	137.518	< 1 cm
c	705587.00	6991388.15	< 10 cm	157.187	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de LESBOEUFS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8047201a_2407.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2407/8047201b_2407.tif

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50.000° : BAPAUME 24-7

DÉCISION N° 79 020

relative à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Vu le décret n° 661 034 du 23 Décembre 1966 portant réorganisation de l'Institut Géographique National,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en Septembre 1976 dans une propriété figurant au Plan Cadastral Révisé en 1952 sous le N° Rue Section C lieu dit le Village de la Commune de LESBOEUFS Département de SOMME et appartenant à :

La commune de LESBOEUFS

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1968

Ce point est matérialisé par : Une borne en granit gravée IGN
Clocher : Sommet toit

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par la présente décision frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les décisions seront notifiées à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ARTICLE 7. — La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectation par l'intermédiaire du Préfet du Département de SOMME
et du Maire de la Commune de LESBOEUFS
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

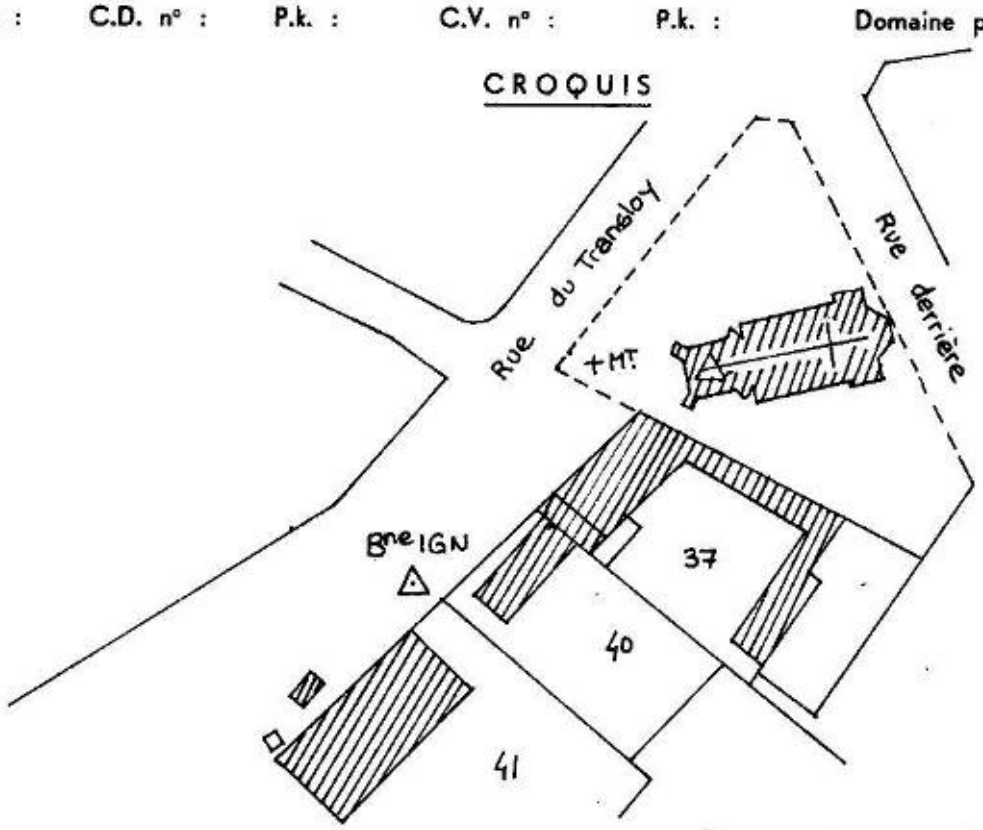
Nom du point : LESBOEUFS I Ordre : 4

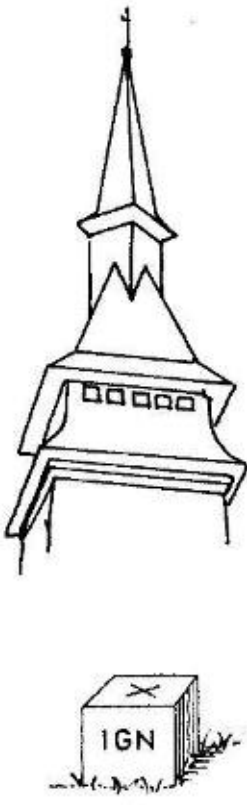
Lieu-dit : le village Section : C Parcelle : Rue

» » »

R.N. n° : P.k. : C.D. n° : P.k. : C.V. n° : P.k. : Domaine public :

CROQUIS





Échelle graphique :

Point géodésique établi le : 21_09_76

Fait à PARIS, le 1 Décembre 1978

Le Directeur
de l'Institut Géographique National



IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415896

Matricule : **D.A.L3 - 68 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

122,840 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 03.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 49.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.51** *N (km) :* **6994.30**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74E**

de : **LE TRANSLOY** *à :* **LESBOEUFS**

Coté : **Droit** *PK :* **0,52** *km* *Distance :* **0,40** *km du repère* **D.A.L3 - 69 BIS**

Localisation :

Support : **PORTAIL D'UN CIMETIERE**

Partie support : **PILIER COTE "LE TRANSLOY", FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.80 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415897

Matricule : **D.A.L3 - 69 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

130,935 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 57.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 37.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.39** *N (km) :* **6993.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74E**

de : **LE TRANSLOY** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,12** *km* *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.L3 - 70**

Localisation : **AU NO 20 RUE DE TRANSLOY**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE DU BATIMENT COTE "LE TRANSLOY", FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.53 M DU MUR MITOYEN COTE CHEMIN AVEC LE GRAND BATIMENT**
A 0.42 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3 - 69 BIS , D.A.L3 - 70 , D.A.L3 - 70a , D.A.L3 - 71 , D.A.L3 - 91



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510671

Matricule : **D.A.L3 - 70**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

137,775 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 51.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 29.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.27** *N (km) :* **6993.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74E**

de : **LE TRANSLOY** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,17** *km du repère* **D.A.L3 - 71**

Localisation :

Support : **EGLISE**

Partie support : **CONTREFORT NORD-OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR, FACE OPPOSEE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 0.33 M DE L'ABOUT NORD-OUEST**
A 0.08 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3 - 69 BIS , D.A.L3 - 70 , D.A.L3 - 70a , D.A.L3 - 71 , D.A.L3 - 91



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531087

Matricule : **D.A.L3 - 70a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

137,979 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 51.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 29.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.27** *N (km) :* **6993.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74E**

de : **LE TRANSLOY** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,01** *km du repère* **D.A.L3 - 70**

Localisation :

Support : **EGLISE**

Partie support : **CONTREFORT SUD-OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR, FACE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 0.71 M DE L'ABOUT SUD-OUEST**
A 0.26 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3 - 69 BIS , D.A.L3 - 70 , D.A.L3 - 70a , D.A.L3 - 71 , D.A.L3 - 91



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510672

Matricule : **D.A.L3 - 71**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

139,190 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 44.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 26.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.12** *N (km) :* **6993.60**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **V.O.5**

de : **LE TRANSLOY** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,75** *km du repère* **D.A.L3 - 71a**

Localisation : **AU NO 1 RUE DE GINCHY**

Support : **GRANGE**

Partie support : **MUR PIGNON NORD, FACE V.O.5**

Repèrements : **A 0.53 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.10 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3 - 69 BIS , D.A.L3 - 70 , D.A.L3 - 70a , D.A.L3 - 71 , D.A.L3 - 91



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510664 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.L3 - 71a** — **143,533 m**

Année de dernière détermination : 1976 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 12.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 15.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.48** *N (km) :* **6993.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LESBOEUFS** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,02** *km du repère* **D.A.L3 - 72**

Localisation :

Support : **MUR D'ENCEINTE D'UN CIMETIERE BRITANNIQUE**

Partie support : **PARTIE A DROITE DE L'ENTREE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.23 M DE LA PARTIE LATERALE DE L'ENTREE**
A 0.52 M AU-DESSUS DE LA DALLE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 75899

Matricule : **D.A.L3 - 90**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

140,387 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère non retrouvé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 01.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 14.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.46** *N (km) :* **6993.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74**

de : **COMBLES** *à :* **LESBOEUFS**

Coté : **Droit** *PK :* **3,70** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

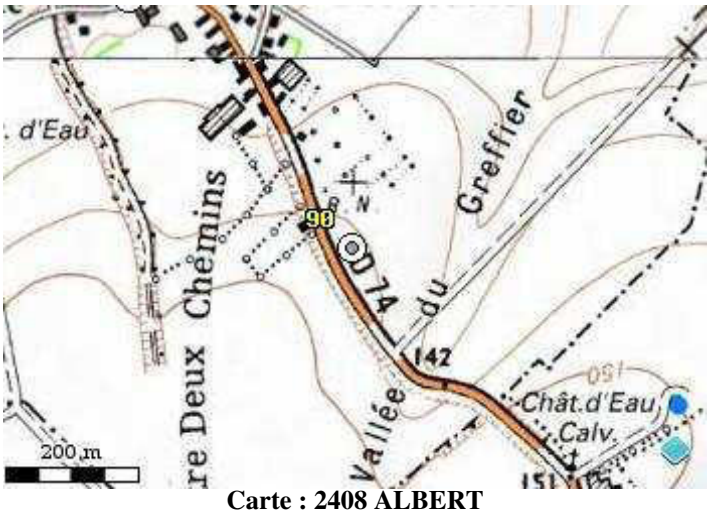
Support : **GRANGE MOREL EUGENE**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.31 M DE L'EXTREMITE COTE "LESBOEUFS"**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415881

Matricule : **D.A.L3 - 91**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

133,669 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 50.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 38.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.24** *N (km) :* **6993.96**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80472** *Commune :* **LESBOEUFS**

Voie suivie : **D.74**

de : **COMBLES** *à :* **D.197**

Coté : **Gauche** *PK :* **2,80** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NO1 RUE DE GUEUDECOURT, AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA RUE MOREL**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON, FACE A LA D.74**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE COTE CHEMIN**
A 0.56 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3 - 69 BIS , D.A.L3 - 70 , D.A.L3 - 70a , D.A.L3 - 71 , D.A.L3 - 91



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2407 BAPAUME

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

LESBOEUFS I

Département : SOMME (80)	**No du Site** **8047201**	Identifiant : 73176
Commune : LESBOEUFS		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	

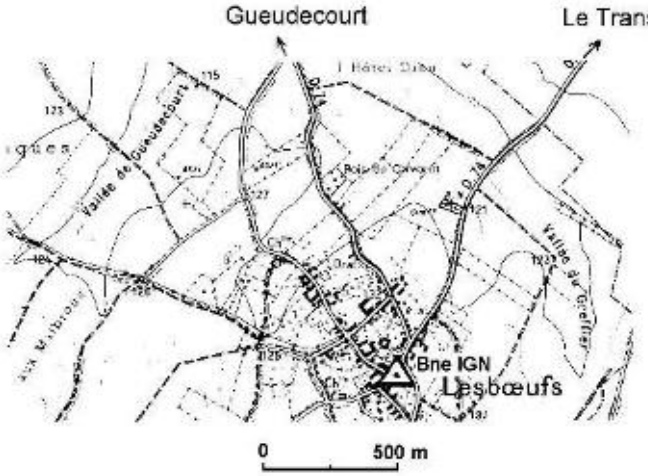


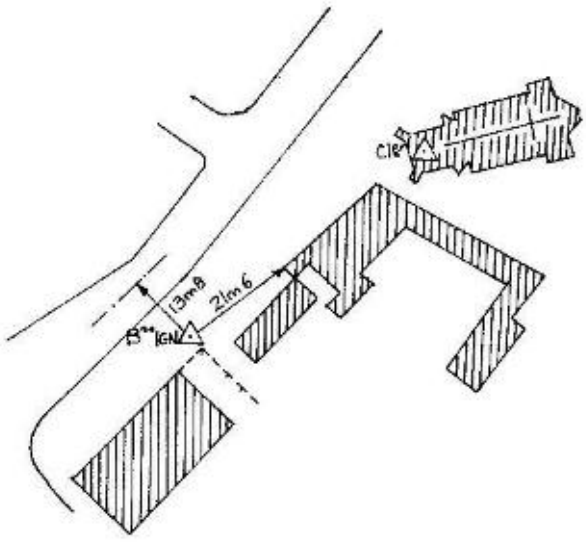
Azimut de la prise de vue : 69 gr



Carte : 2407 BAPAUME

Orientement à la borne :
Sailly-Saillisel Château d'eau.







Situation topo : Dans le village.

LESBOEUFS I

Identifiant : 185245 - NO : 8047201-01

Point : 1

Clocher : Sommet toit

Point vu en place en 2005

Identifiant : 185246 - NO : 8047201-02

Point : 2

Clocher : Centre croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
1	2° 51' 51.4339" E	50° 02' 29.4729" N	225.52	< 10 cm
2	2° 51' 51.4339" E	50° 02' 29.4729" N	226.52	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
1	690268.84	6993686.06	< 10 cm	181.8	< 50 cm
2	690268.84	6993686.06	< 10 cm	182.8	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de LIERAMONT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8047501a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8047501b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.238

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du _ 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de _ LIERAMONT

Département de la SOMME et appartenant à : _

- Monsieur l'I.T.P.E. chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : LIERAMONT I code :

Commune n° INSEE : 80475 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25 08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : LIERAMONT

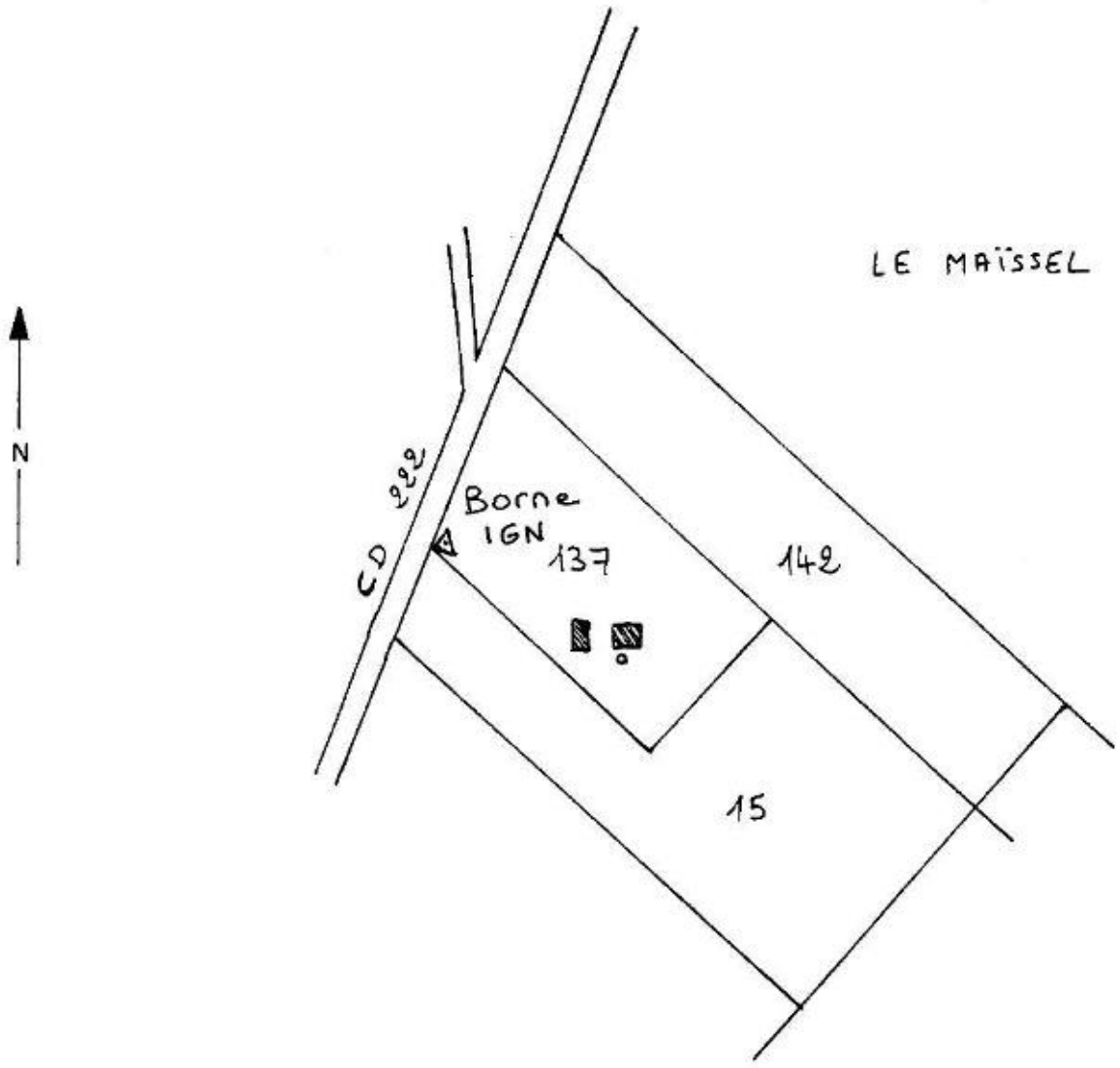
Lieu-dit : LE MAÏSSEL Section : X1 Parcelle : CD222 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1983 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510391

Matricule : **D.A.Q3 - 53**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

143,293 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 36.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 33.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.12** *N (km) :* **6988.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80475** *Commune :* **LIERAMONT**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU (D.917)** *à :* **LIERAMONT (D.222)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **2,07** *km du repère* **D.A.Q3 - 52**

Localisation : **AU NUMERO 24 DE LA RUE DU MOULIN, AU LIEU-DIT "HAIES GRAND-MERE"**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.35 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 510392

Matricule : **D.A.Q3 - 54**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

138,975 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 54.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 38.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.48** *N (km) :* **6988.40**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80475** *Commune :* **LIERAMONT**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU (D.917)** *à :* **LIERAMONT (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.Q3 - 53**

Localisation : **AU BOURG, A 50 M AU NORD DE LA D.72**

Support : **EGLISE DE LIERAMONT**

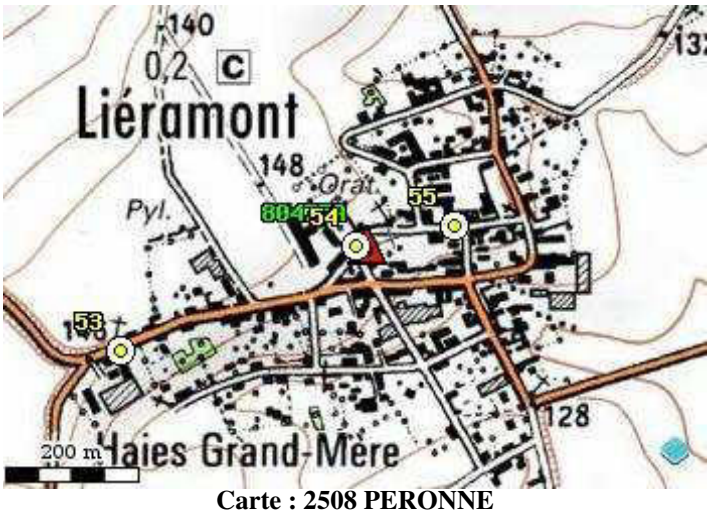
Partie support : **SOUBASSEMENT DU PILIER NORD-OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST, FACE SUD-OUEST**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510393

Matricule : **D.A.Q3 - 55**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

133,826 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 02.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 39.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.63** *N (km) :* **6988.43**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80475** *Commune :* **LIERAMONT**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU (D.917)** *à :* **LIERAMONT (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,18** *km du repère* **D.A.Q3 - 54**

Localisation : **RUE DE LA MAIRIE, A 80 M AU NORD DU CARREFOUR AVEC LA D.222**

Support : **MAIRIE DE LIERAMONT**

Partie support : **SOUBASSEMENT DE LA CHAINE D'ANGLE EST DU MUR DE FACADE SUD, FACE RUE DE LA MAIRIE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

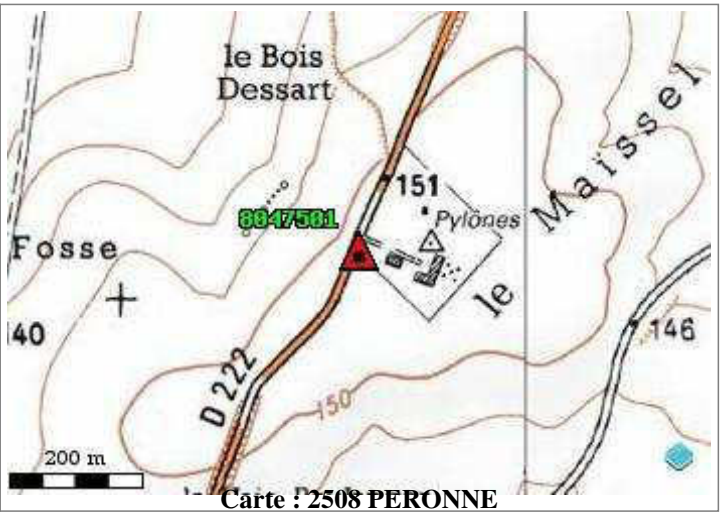
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

LIERAMONT I

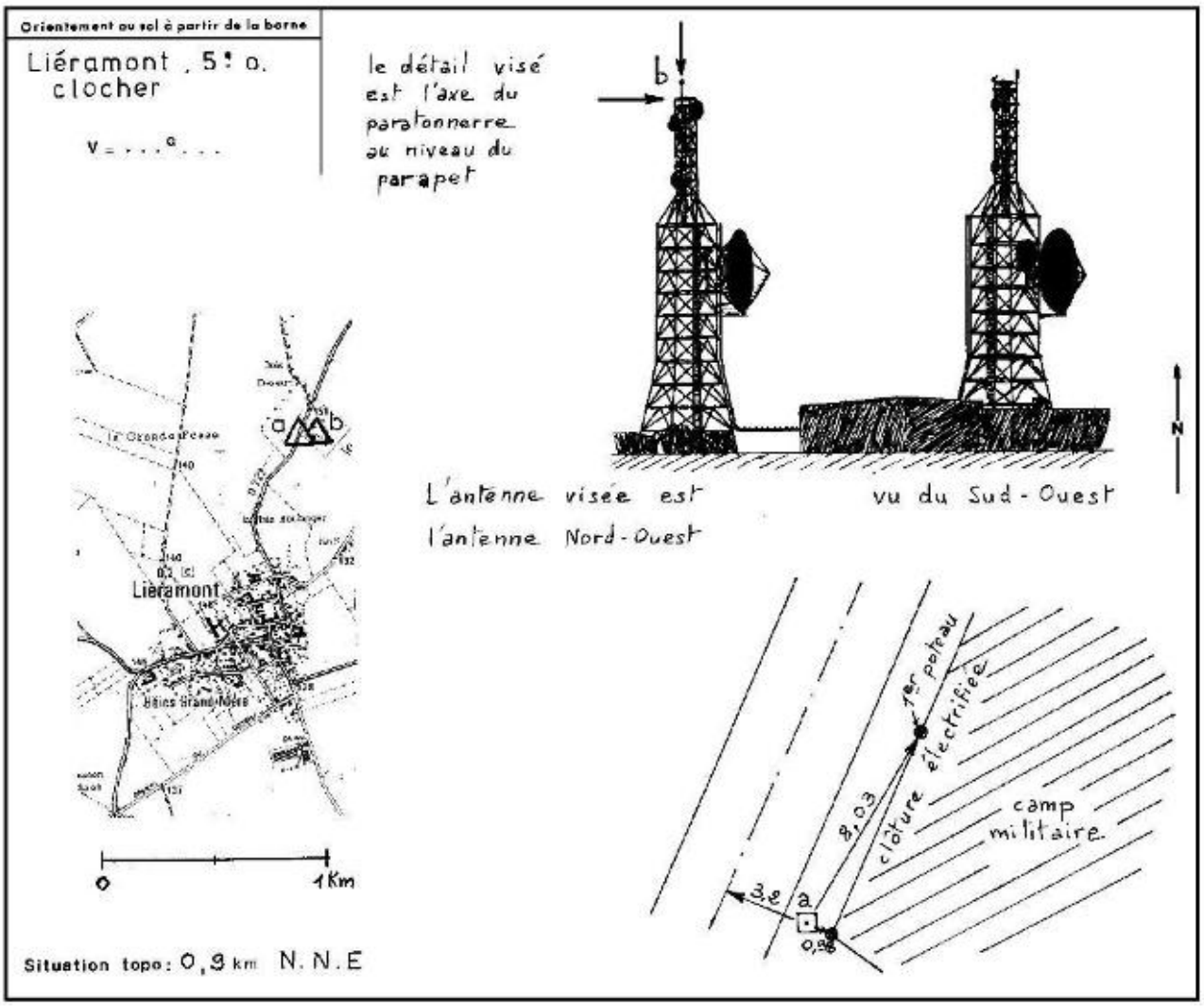
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8047501**	Identifiant : 73180
Commune : LIERAMONT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 40 gr



Carte : 2508 PERONNE



LIERAMONT I

Identifiant : 185257 - NO : 8047501-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 110 gr



Identifiant : 185259 - NO : 8047501-03

Point : b

Antenne : Paratonnerre : Axe et base

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 110 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 03' 10.7306" E	50° 00' 07.0308" N	194.41	< 10 cm
b	3° 03' 16.3522" E	50° 00' 07.4543" N	243.36	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703801.89	6989273.72	< 10 cm	150.56	< 50 cm
b	703913.94	6989286.89	< 10 cm	199.51	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

LIERAMONT A

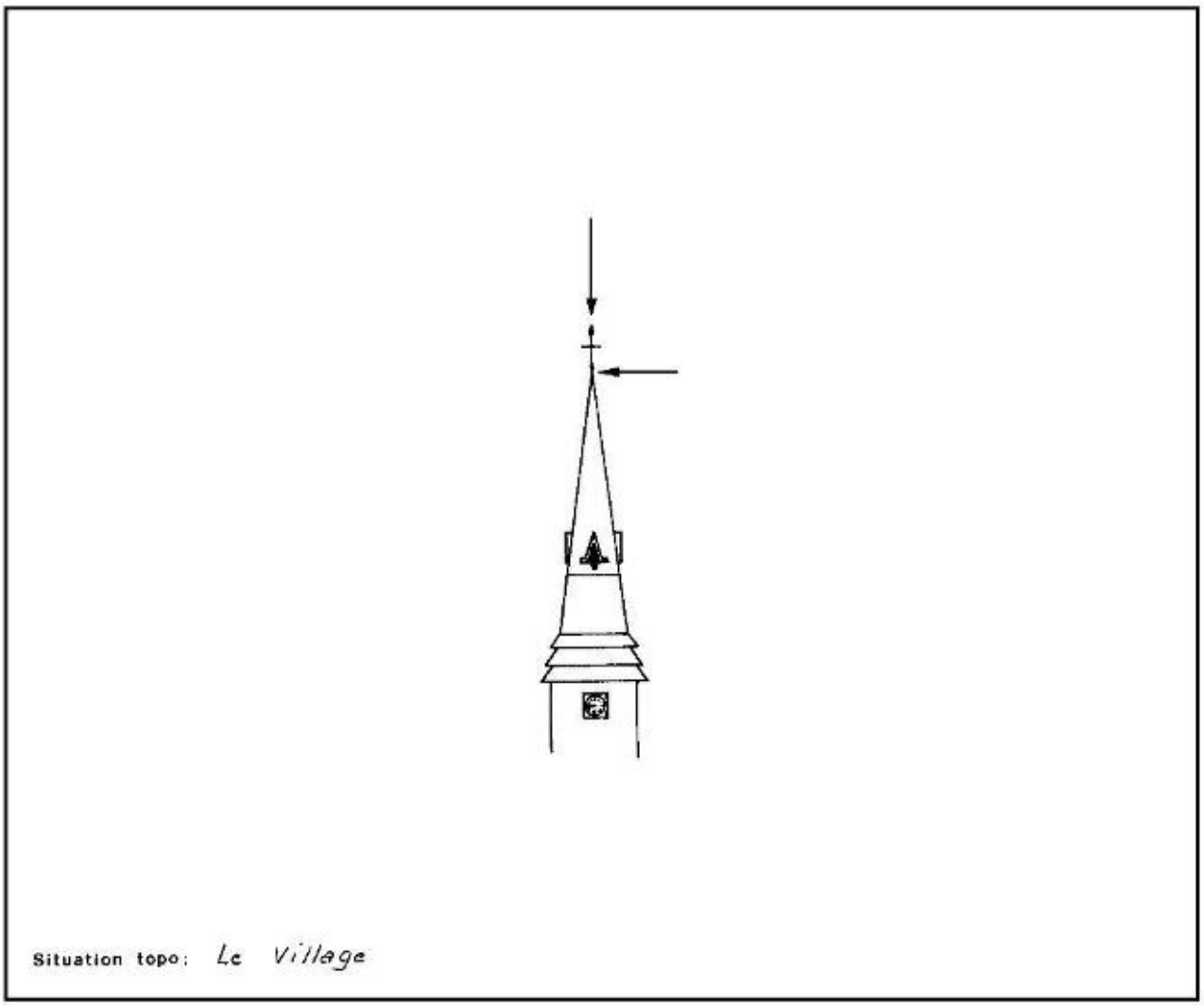
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80475A**	Identifiant : 73181
Commune : LIERAMONT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 280 gr



Carte : 2508 PERONNE



LIERAMONT A

Identifiant : 185260 - NO : 80475A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 02' 55.4514" E	49° 59' 38.7268" N	217.40	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703497.87	6988398.20	< 10 cm	173.55	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510382

Matricule : **D.A.Q3 - 63**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

108,091 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 32.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 30.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.23** *N (km) :* **6986.28**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80487** *Commune :* **LONGAVESNES**

Voie suivie : **D.184**

de : **TEMPLEUX-LA-FOSSE (V.O.)** *à :* **LONGAVESNES (D.101)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,56** *km du repère* **D.A.Q3 - 64**

Localisation : **A 150 M AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.101**

Support : **CHATEAU D'EAU**

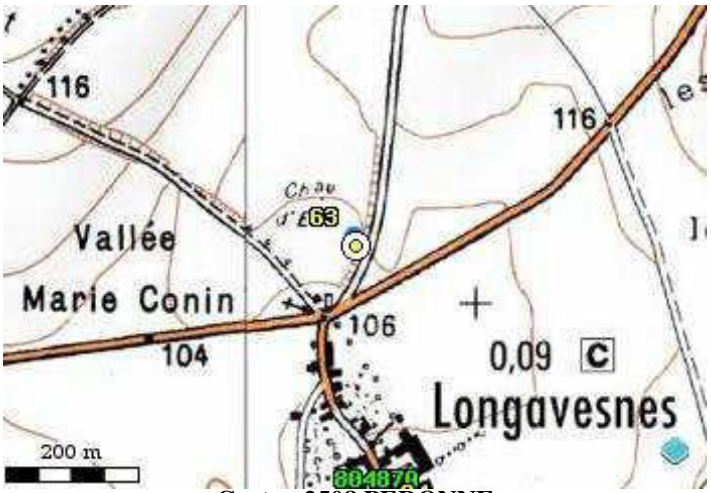
Partie support : **FACE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 2.90 M DE L'EXTREMITE SUD DE LA PORTE**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510383

Matricule : **D.A.Q3 - 64**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

109,281 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 39.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 16.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.37** *N (km) :* **6985.86**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80487** *Commune :* **LONGAVESNES**

Voie suivie : **D.101**

de : **LONGAVESNES (D.181)** *à :* **VILLERS-FAUCON (D.72)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,56** *km du repère* **D.A.Q3 - 63**

Localisation : **FACE AU NUMERO 2 DE LA RUE DE L'EGLISE, A 50 M A L'EST DE LA D.101**

Support : **EGLISE DE LONGAVESNES**

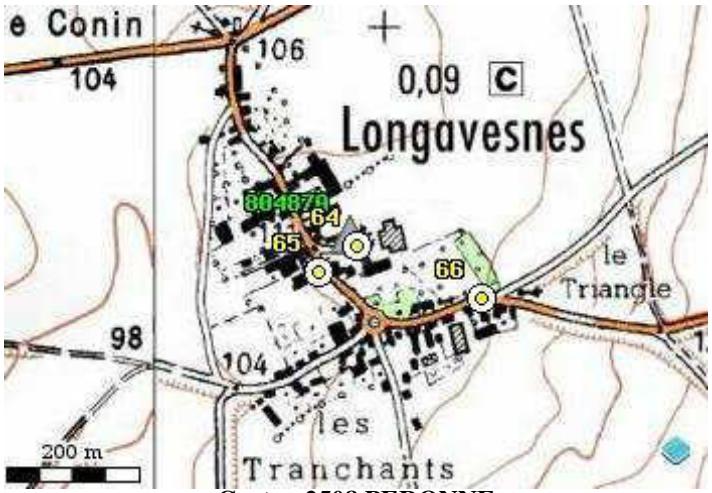
Partie support : **SOCLE DU PILIER SUD-OUEST DE LA PORTE LATERALE SUD-EST DE LA NEF, FACE RUE DE L'EGLISE**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.15 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510384

Matricule : **D.A.Q3 - 65**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

109,104 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 36.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 15.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.31** *N (km) :* **6985.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80487** *Commune :* **LONGAVESNES**

Voie suivie : **D.101**

de : **LONGAVESNES (D.181)** *à :* **VILLERS-FAUCON (D.72)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 64**

Localisation : **AU NUMERO 13 DE LA RUE PRINCIPALE**

Support : **MAIRIE DE LONGAVESNES**

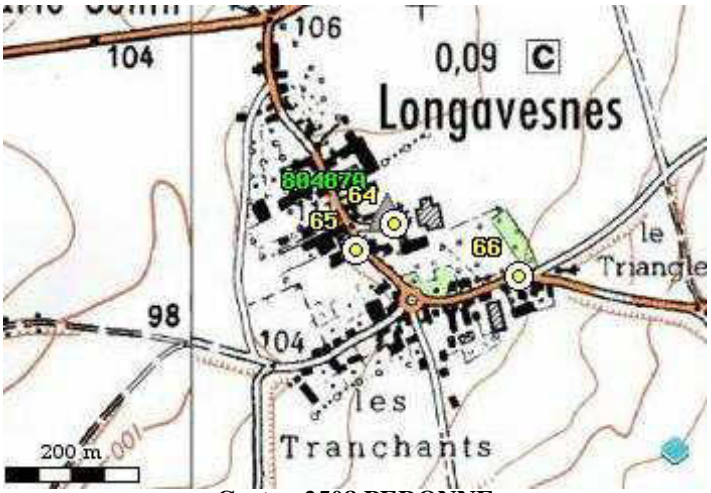
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.20 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.07 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510385

Matricule : **D.A.Q3 - 66**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

114,539 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 48.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 14.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.56** *N (km) :* **6985.78**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80487** *Commune :* **LONGAVESNES**

Voie suivie : **D.101**

de : **LONGAVESNES D.181** *à :* **VILLERS-FAUCON D.72**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,28** *km du repère* **D.A.Q3 - 65**

Localisation : **AU NUMERO 14 DE LA RUE D'EN-HAUT**

Support : **REMISE**

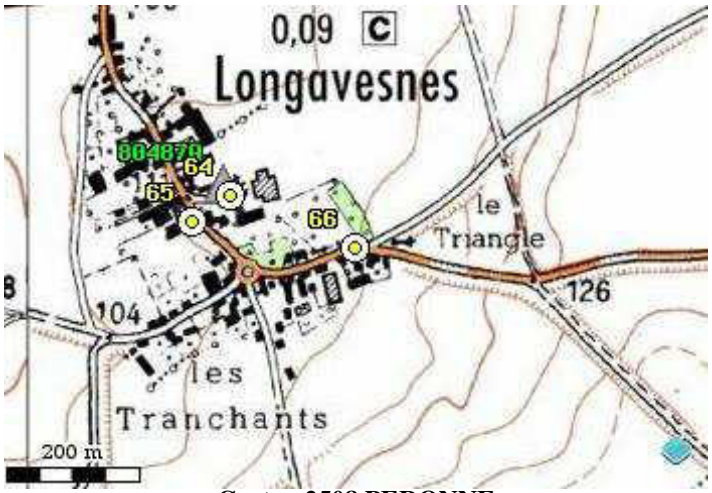
Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.60 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de LONGUEVAL n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8049001a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8049001b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-9

ARRÊTÉ N° 66 149
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 47 bis Section B lieu dit Rue de l'église de la Commune de LONGUEVAL Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE LONGUEVAL (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Sommet du toit

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

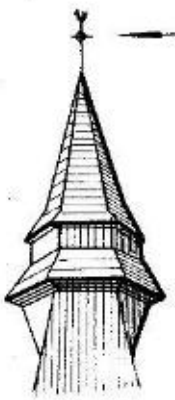
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de LONGUEVAL
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Longueval I* Lieu-dit: *Rue de l'Eglise* Section: *B* Parcelle: *47 bis*

CROQUIS



Echelle graphique:

Mr
Chef de Brigade.

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
Institut Géographique National

Scans du site de la commune de LONGUEVAL n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8049002a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8049002b_2408.tif

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50.000° : ALBERT 24-8

C.D.

DÉCISION N° 81 253

relative à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Vu le décret n° 661 034 du 23 Décembre 1966 portant réorganisation de l'Institut Géographique National,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en Septembre 1976 dans une propriété figurant au Plan Cadastral Révisé en 1975 sous le N° 58 - 52 Section X - X

lieu dit Rue de Péronne de la Commune de LONGUEVAL

Département de la SOMME et appartenant à :

~~BEGUIN-SAY~~ Union Régionale ARTOIS-PICARDIE - 49, Route de P
~~Siège~~ : 80200 PARIS
~~59239 - THUMERIES~~

Ce point est matérialisé par : Une borne en granit gravée IGN
Repère bronze sur la terrasse de l'usine

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1968

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par la présente décision frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les décisions seront notifiées à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ARTICLE 7. — La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectation par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de LONGUEVAL
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

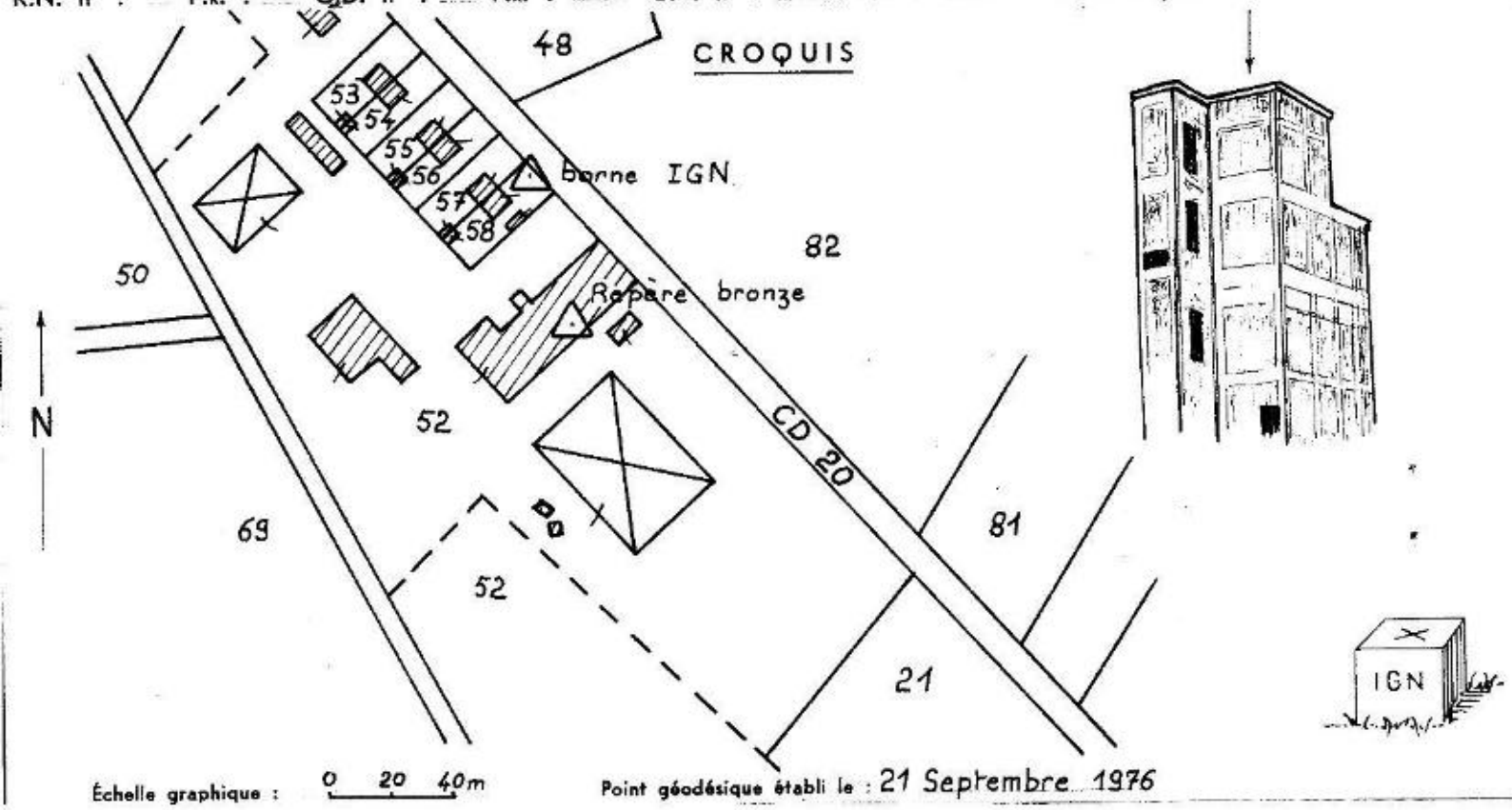
Nom du point : LONGUEVAL II Ordre : 2

Lieu-dit : Rue de Péronne Section : X Parcelle : 58

» // // // » X » 52

R.N. n° : P.k. : C.D. n° : P.k. : C.V. n° : P.k. : Domaine public :

CROQUIS



Échelle graphique : 0 20 40m

Point géodésique établi le : 21 Septembre 1976

Fait à PARIS, le 19 MAI 1982

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 416079

Matricule : **D.A.K3 - 28**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

152,772 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 47' 55.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 31.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **685.56** *N (km) :* **6991.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.107**

de : **MARTINPUICH** *à :* **LONGUEVAL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,50** *km du repère* **D.A.K3 - 49**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LE FRISE" , A 100 M DU CARREFOUR AVEC LA D.20, AU NO 1, RUE DE BAZENTIN**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD**

Repèrements : **A 0.15 M DU DECROCHEMENT EST (MUR)**
A 0.17 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
REPERE SOUS UNE BOITE A LETTRES



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510734

Matricule : **D.A.K3 - 29**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,584 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 06.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 22.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **685.79** *N (km) :* **6991.61**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **RUELLE CAMBRAY**

de : **MARTINPUICH** *à :* **LONGUEVAL (D.197)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,54** *km du repère* **D.A.K3 - 28**

Localisation : **AU NO 34, RUE D'EN HAUT**

Support : **MAISON**

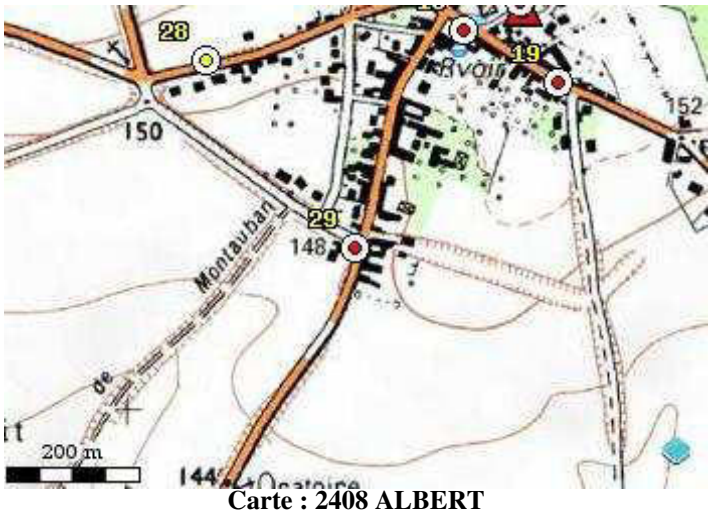
Partie support : **MUR DE PIGNON EST, FACE D.197**

Repèrements : **A 0.59 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.35 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.K3 - 29 , D.A.K3L3 - 18 , D.A.K3L3 - 18a , D.A.K3L3 - 19



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 416056

Matricule : **D.A.K3 - 49**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

149,532 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 47' 31.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 34.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **685.09** *N (km) :* **6992.00**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.20**

de : **BAZENTIN** *à :* **LONGUEVAL**

Coté : **Droit** *PK :* **5,09** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PORTAIL DU CIMETIERE BRITANNIQUE**

Partie support : **JAMBAGE COTE "BAZENTIN" , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.12 M DE L'OUVERTURE**
A 0.28 M AU-DESSUS DE L'ESCALIER

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510710

Matricule : **D.A.K3L3 - 17**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

141,957 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 11.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 41.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **685.88** *N (km) :* **6992.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.197**

de : **FLERS** *à :* **LONGUEVAL (D.20)**

Coté : **Droit** *PK :* **12,38** *km* *Distance :* **2,30** *km du repère* **D.A.K3L3 - 15**

Localisation : **AU NO 17, RUE D'EN-BAS**

Support : **GRANGE**

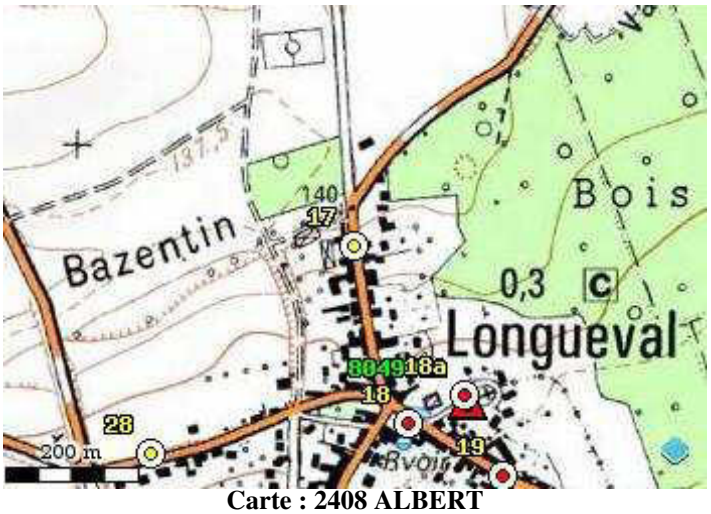
Partie support : **MUR DE FACADE EST, FACE RUE**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308853 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.K3L3 - 18** — **152,439 m**

Année de dernière détermination : 2013 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 15.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 32.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **685.96** *N (km) :* **6991.94**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.20**

de : **LONGUEVAL (D.197)** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.K3L3 - 17**

Localisation : **PLACE LUCIEN BULTE**

Support : **ECOLE**

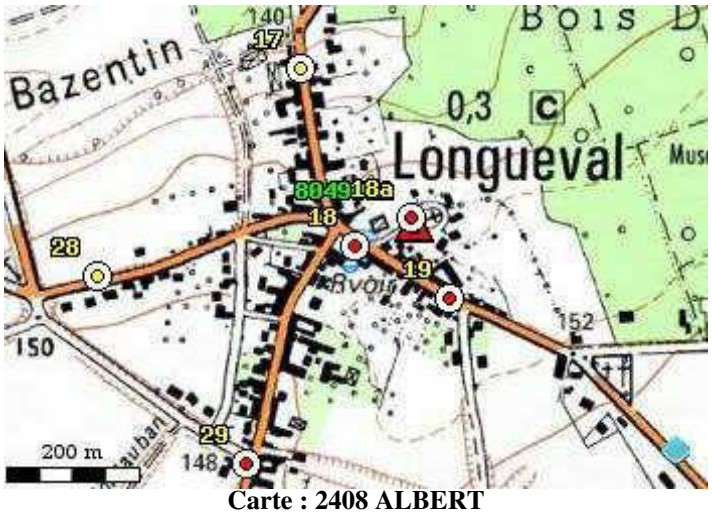
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE RUE DE PERONNE**

Repèrements : **A 0.61 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.59 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.K3 - 29 , D.A.K3L3 - 18 , D.A.K3L3 - 18a , D.A.K3L3 - 19



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531198

Matricule : **D.A.K3L3 - 18a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

153,687 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 19.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 34.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.04** *N (km) :* **6991.98**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.20**

de : **LONGUEVAL (D.197)** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.K3L3 - 18**

Localisation : **A 80 M DE LA VOIE SUIVIE**

Support : **EGLISE DE LONGUEVAL**

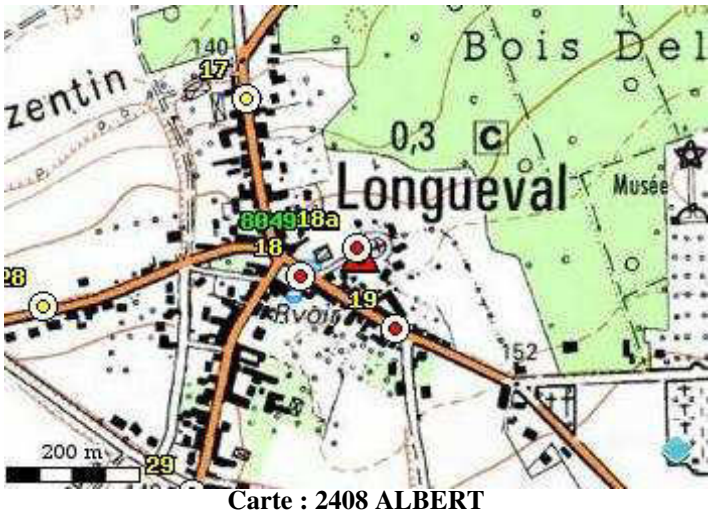
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE ANTERIEUR, FACE SUD-OUEST, FACE D.20**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.53 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.K3 - 29 , D.A.K3L3 - 18 , D.A.K3L3 - 18a , D.A.K3L3 - 19



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308854

Matricule : **D.A.K3L3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

155,172 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 22.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 30.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.10** *N (km) :* **6991.86**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.20**

de : **LONGUEVAL (D.197)** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,17** *km du repère* **D.A.K3L3 - 18**

Localisation : **AU NO 9, RUE DE PERONNE**

Support : **GRANGE**

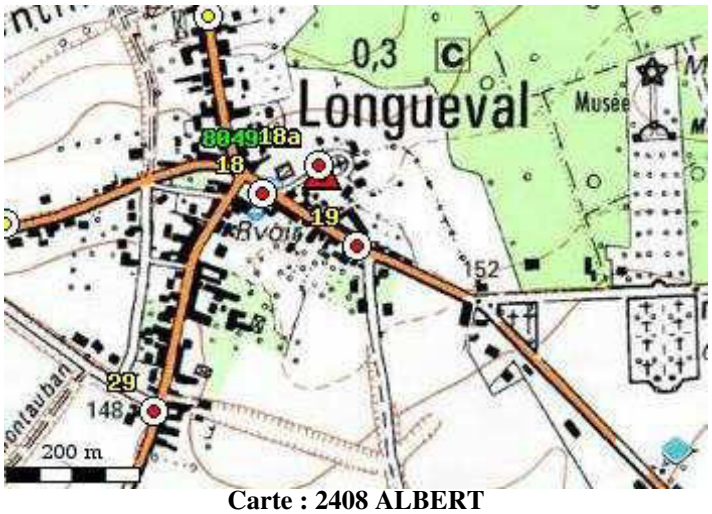
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.39 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.52 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.K3 - 29 , D.A.K3L3 - 18 , D.A.K3L3 - 18a , D.A.K3L3 - 19



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415964

Matricule : **D.A.K3R3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

141,721 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 48' 30.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 24.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **686.25** *N (km) :* **6989.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80490** *Commune :* **LONGUEVAL**

Voie suivie : **D.64**

de : **GUILLEMONT** *à :* **MONTAUBAN-DE-PICARDIE**

Coté : **Droit** *PK :* **13,67** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **MONUMENT BRITANNIQUE**

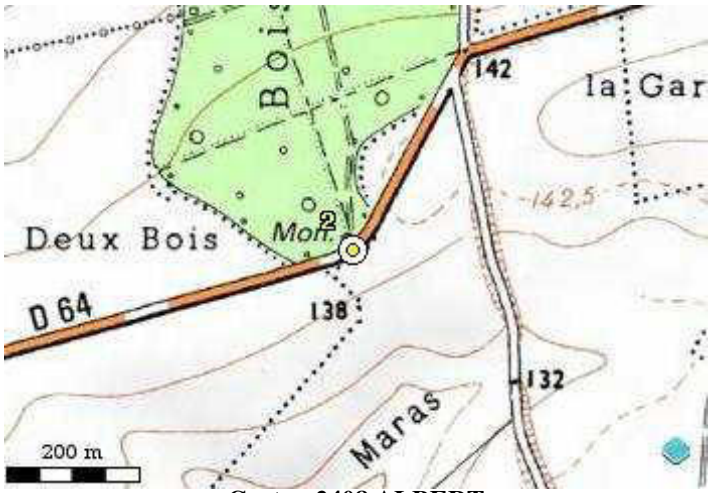
Partie support : **FACE OPPOSEE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE COTE "GUILLEMONT"**
A 0.12 M AU-DESSUS DU SOCLE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

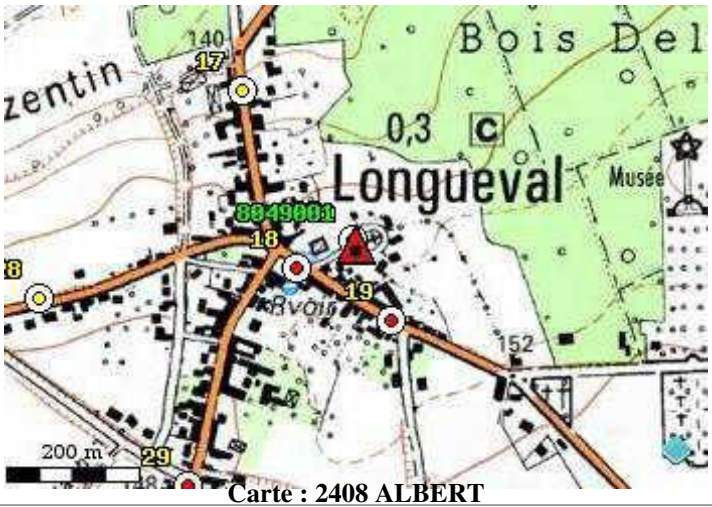
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

LONGUEVAL I

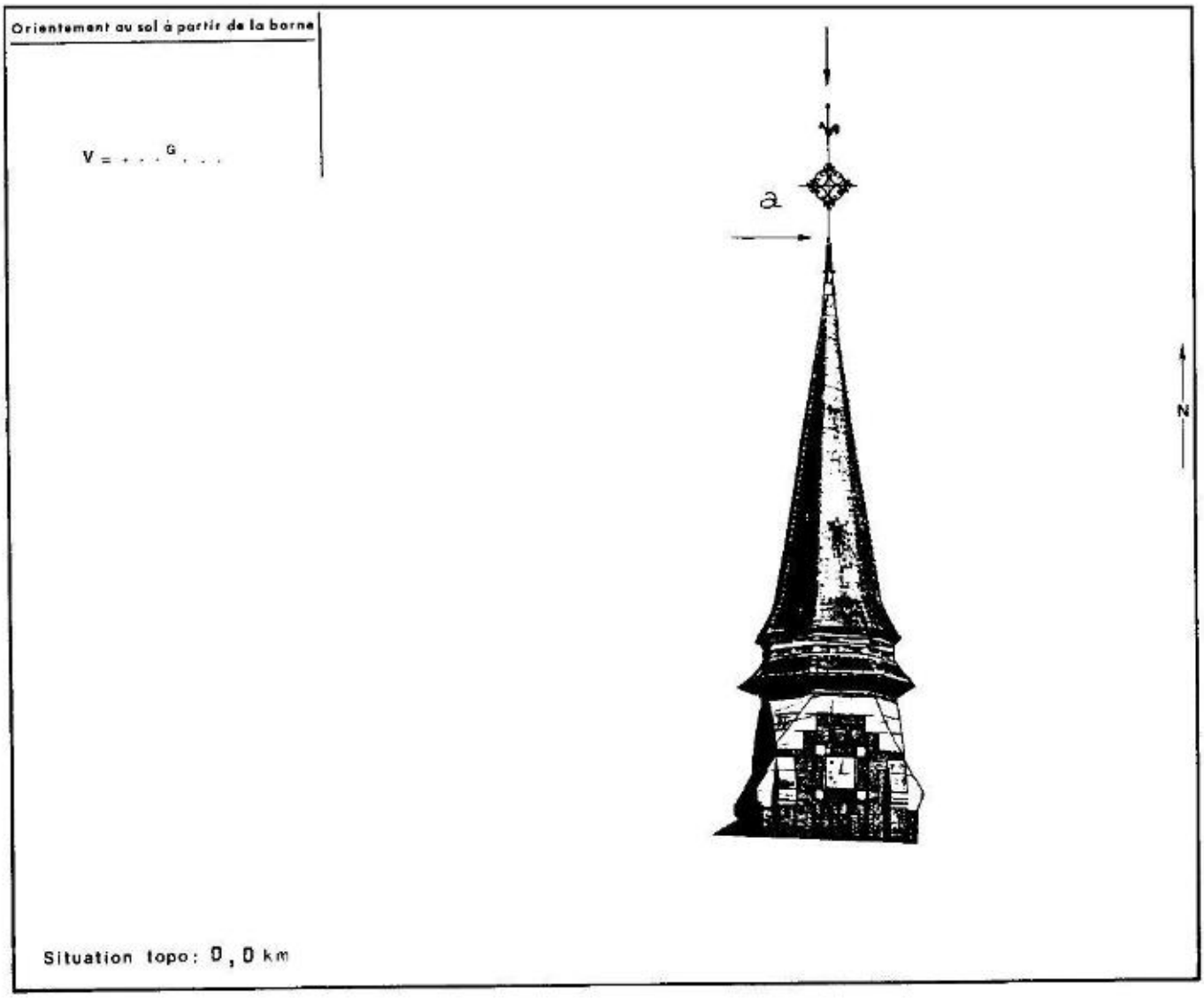
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8049001**	Identifiant : 73196
Commune : LONGUEVAL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 76 gr



Carte : 2408 ALBERT



LONGUEVAL I

Identifiant : 185295 - NO : 8049001-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 48' 19.8884" E	50° 01' 33.8127" N	229.45	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	686051.08	6991973.47	< 10 cm	185.72	< 50 cm

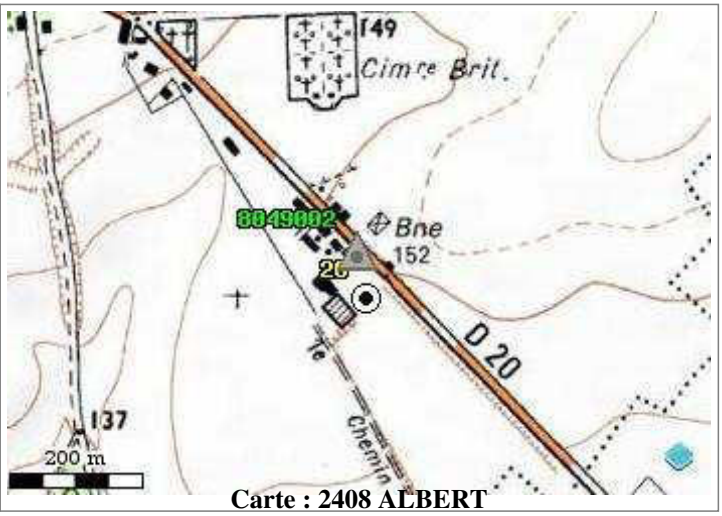
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

LONGUEVAL II

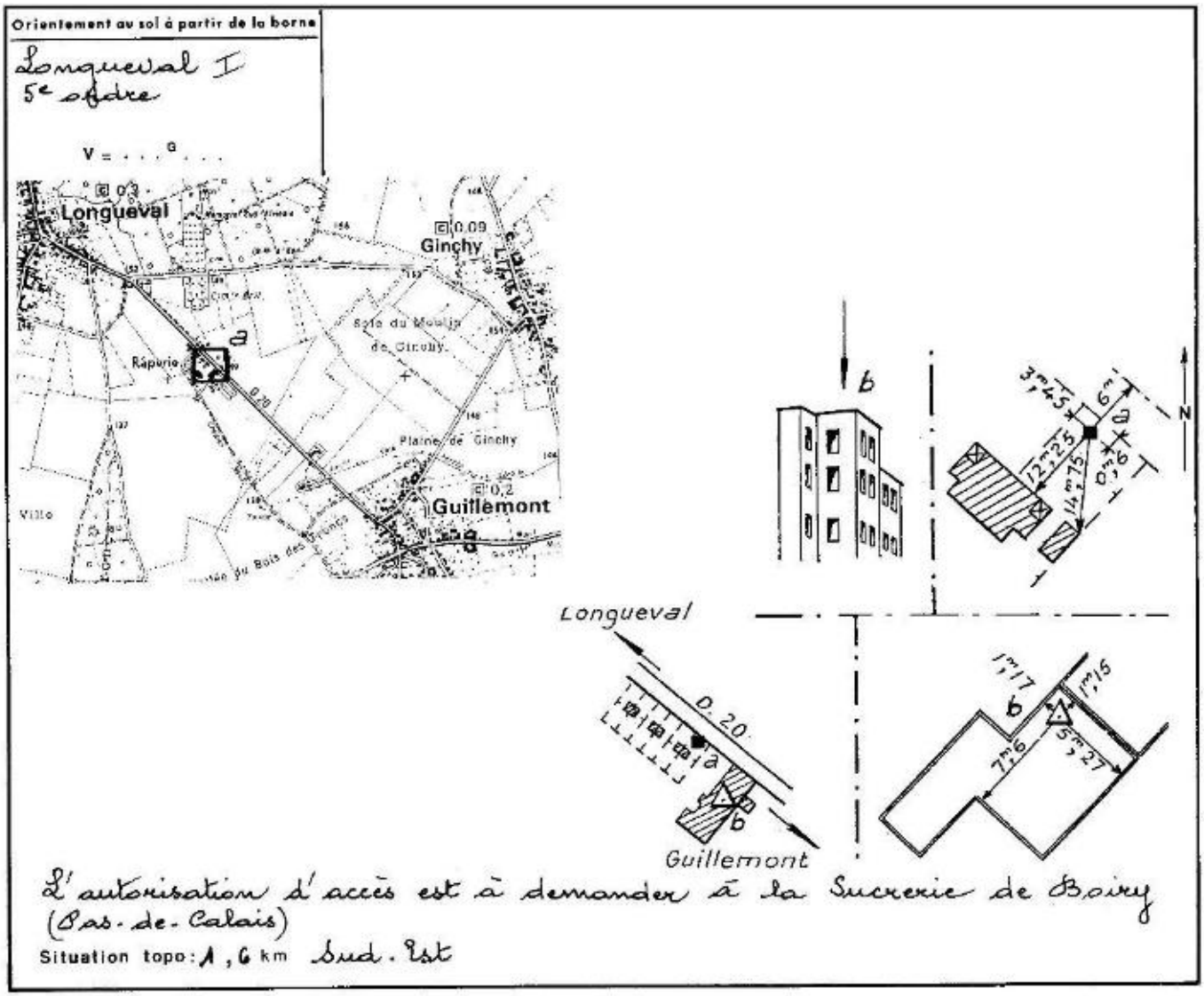
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8049002**	Identifiant : 73197
Commune : LONGUEVAL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 220 gr



Carte : 2408 ALBERT



LONGUEVAL II

Identifiant : 185296 - NO : 8049002-01

Point : a

Borne IGN

Point non retrouvé en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 48' 48.8090" E	50° 01' 15.9215" N	195.25	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	686625.99	6991418.76	< 10 cm	151.525	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415243

Matricule : **D.A.P3Q3 - 16**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

66,703 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 52.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 26.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.63** *N (km) :* **6982.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80516** *Commune :* **MARQUAIX**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **160,96** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

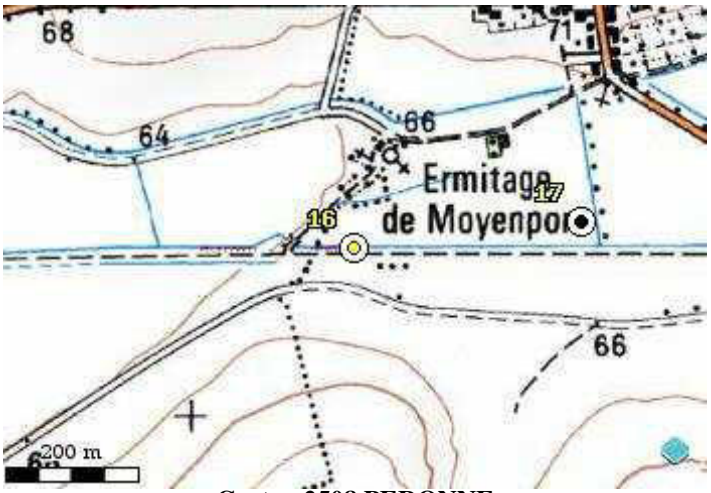
Partie support : **PLINTHE NORD, FACE NORD**

Repèrements : **A 1.71 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286357

Matricule : **D.A.P3Q3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

69,923 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 11.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 35.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.21** *N (km) :* **6982.73**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80516** *Commune :* **MARQUAIX**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL**

Coté : **Droit** *PK :* **162,61** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU SUR LE RUISSEAU DE LONGUEVIALLE**

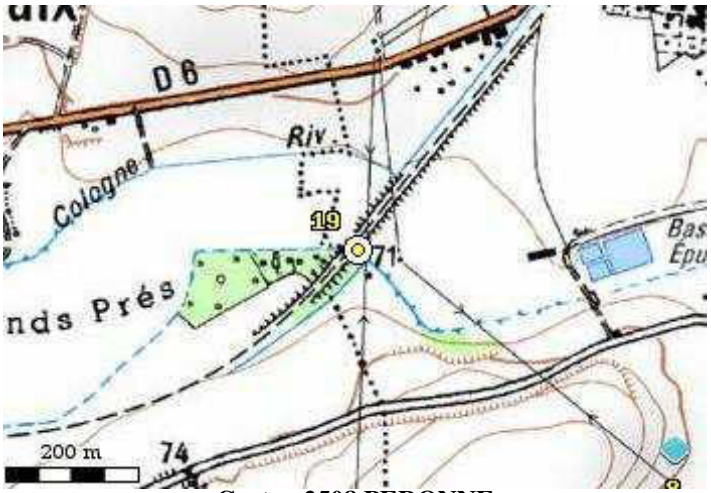
Partie support : **MUR EN AILE AMONT RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.65 M DU MUR DE TETE**
A 1.04 M AU-DESSOUS DU RAMPANT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510371

Matricule : **D.A.Q3 - 89**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

74,828 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 11.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 38.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.02** *N (km) :* **6982.84**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80516** *Commune :* **MARQUAIX**

Voie suivie : **D.6**

de : **TINCOURT-BOUCLY (D.199)** *à :* **ROISEL (D.24)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,46** *km du repère* **D.A.Q3 - 88**

Localisation : **RUE DE PERONNE, A L'EST DU CARREFOUR AVEC LA D.87**

Support : **MAIRIE DE MARQUAIX**

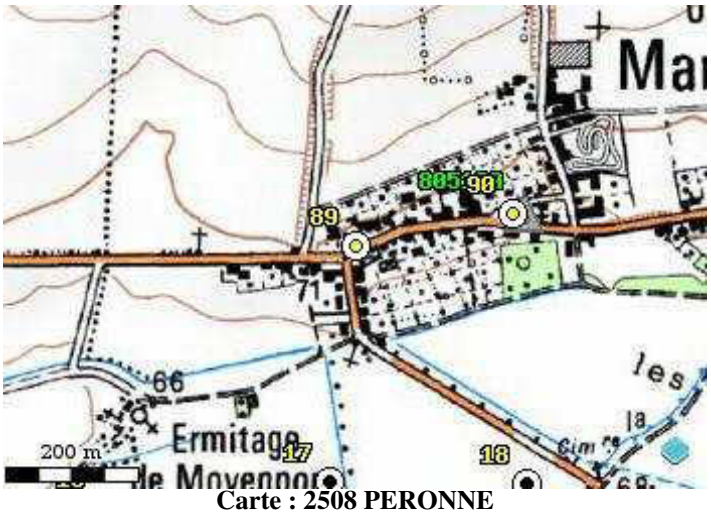
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.34 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.06 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 510372

Matricule : **D.A.Q3 - 90**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

72,768 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 04' 23.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 40.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **705.26** *N (km) :* **6982.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80516** *Commune :* **MARQUAIX**

Voie suivie : **D.6**

de : **TINCOURT-BOUCLY (D.199)** *à :* **ROISEL (D.24)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,28** *km du repère* **D.A.Q3 - 89**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **EGLISE DE MARQUAIX**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT D'ANGLE SUD DU MUR DE FACADE ANTERIEUR OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.54 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de MAUREPAS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101b_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101c_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101d_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87.086

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85.

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 13 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de MAUREPAS Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de MAUREPAS 80360.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : MAUREPAS 1

Commune n° INSEE : 80521 matricule du point : _____ ordre : 4ème

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24-08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Maurepas

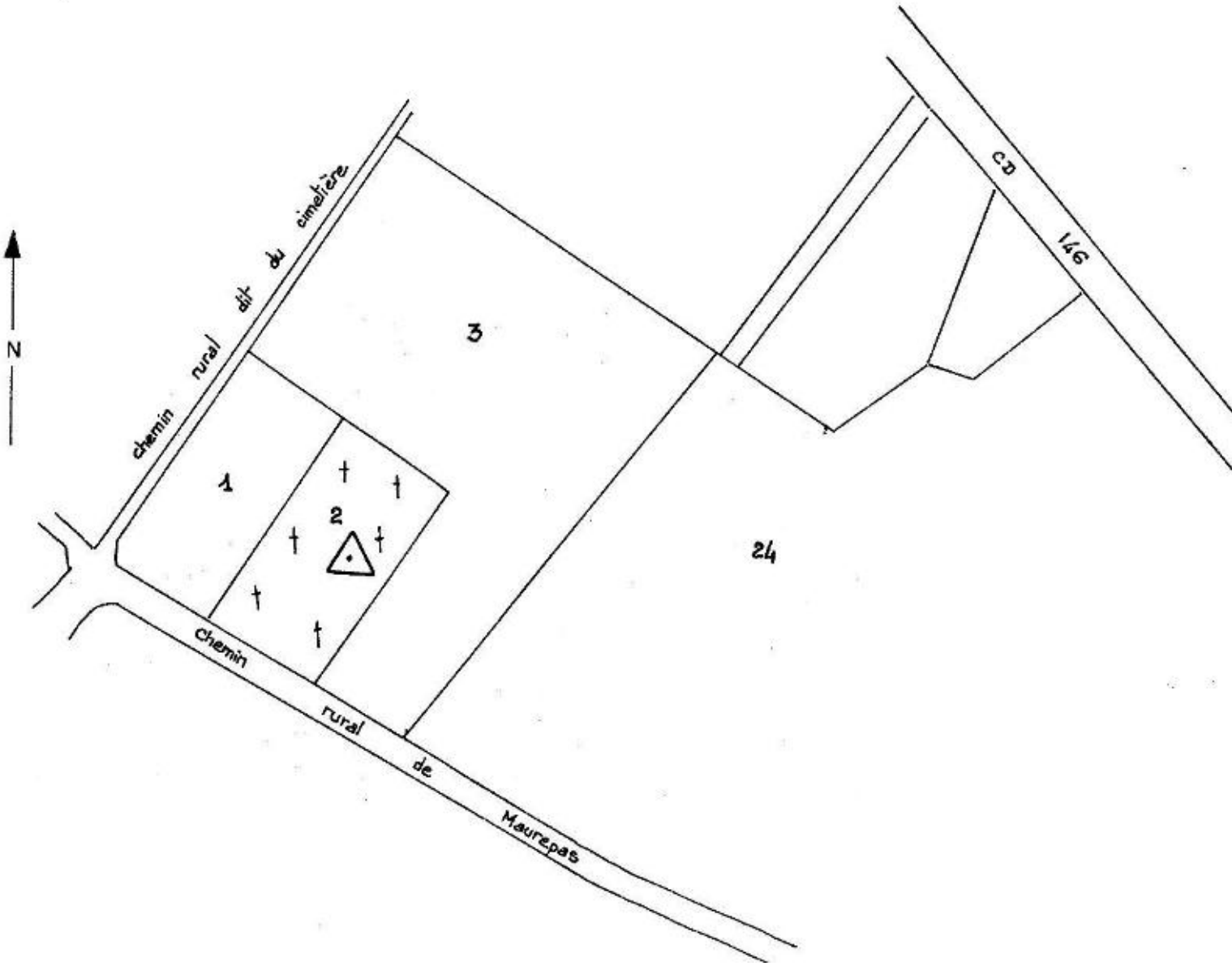
Lieu-dit : le Pré Méhaut Section : ZE Parcelle : 2 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 13 décembre 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 154
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 151 Section A lieu dit Le Village de la Commune de MAUREPAS Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE MAUREPAS
(Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Sommet du toit

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de MAUREPAS
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Maurepas I Lieu-dit: Le Village Section: A Parcelle: 151

CROQUIS



Echelle graphique:

M^r .....
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510353

Matricule : **D.A.Q3R3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

123,747 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 04.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 33.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.31** *N (km) :* **6988.26**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **COMBLES** *à :* **CLERY-SUR-SOMME**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 4**

Localisation : **A "MAUREPAS"**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.36 M DE L'EXTREMITE COTE "CLERY"**
A 0.12 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308726 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3R3 - 4** — **122,309 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 53.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 28.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.11** *N (km) :* **6988.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **COMBLES** *à :* **FEUILLERES**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 5**

Localisation : **A "MAUREPAS" , AU CARREFOUR DE LA D.146 ET DE LA D.146E, AU NO 1**

Support : **MAISON**

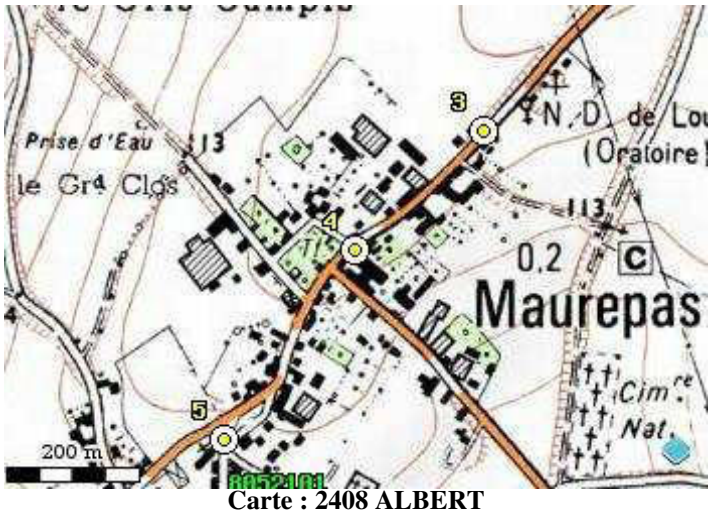
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST , FACE D.146**

Repèrements : **A 0.72 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308722

Matricule : **D.A.Q3R3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

113,964 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 44.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 18.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.91** *N (km) :* **6987.79**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146E** *à :* **D.146**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 4**

Localisation : **A "MAUREPAS" , AU CARREFOUR DU V.O. ET DE LA D.146E**

Support : **EGLISE**

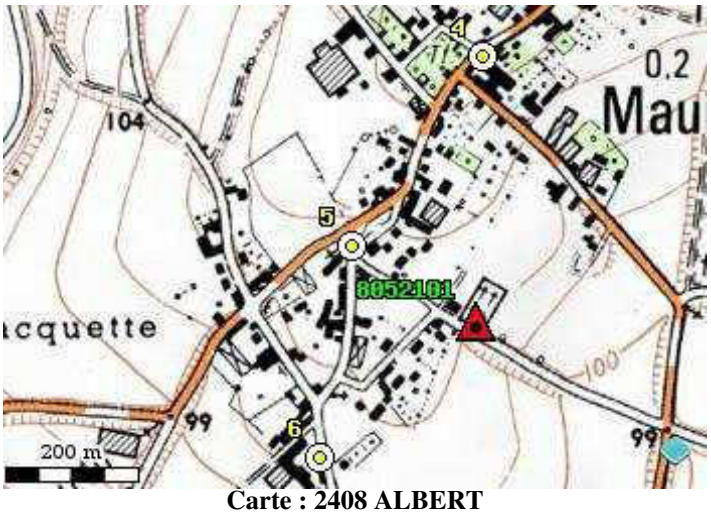
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST DE LA NEF , FACE V.O.**

Repèrements : **A 1.43 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.23 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308723

Matricule : **D.A.Q3R3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,552 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 41.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 08.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.86** *N (km) :* **6987.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146E** *à :* **D.146**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 5**

Localisation : **A 80 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN AUTRE V.O.**

Support : **MAISON**

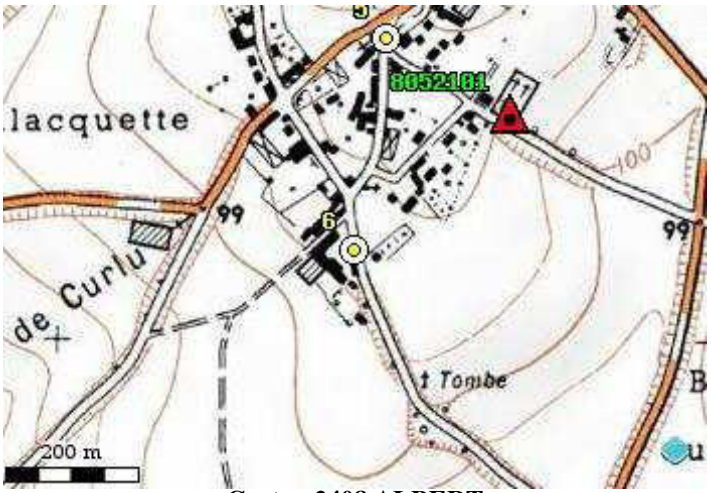
Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST , FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.66 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308724

Matricule : **D.A.Q3R3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,389 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 01.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 52.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.25** *N (km) :* **6986.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **MAUREPAS-EGLISE** *à :* **FEUILLERES**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,68** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 6**

Localisation : **AU LIEU-DIT "SOLE DU VIEUX MOULIN" , AU SUD DU CARREFOUR DE LA D.146 ET D'UN V.O.**

Support : **CALVAIRE**

Partie support : **SOCLE , FACE NORD-EST , FACE V.O.**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.27 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

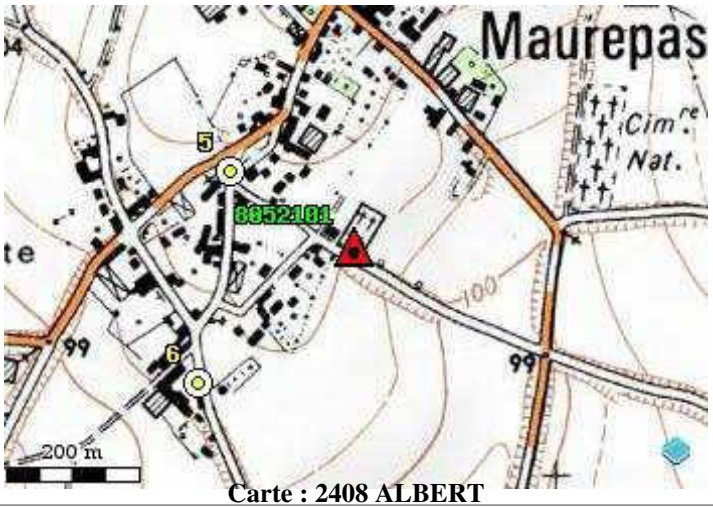
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MAUREPAS I

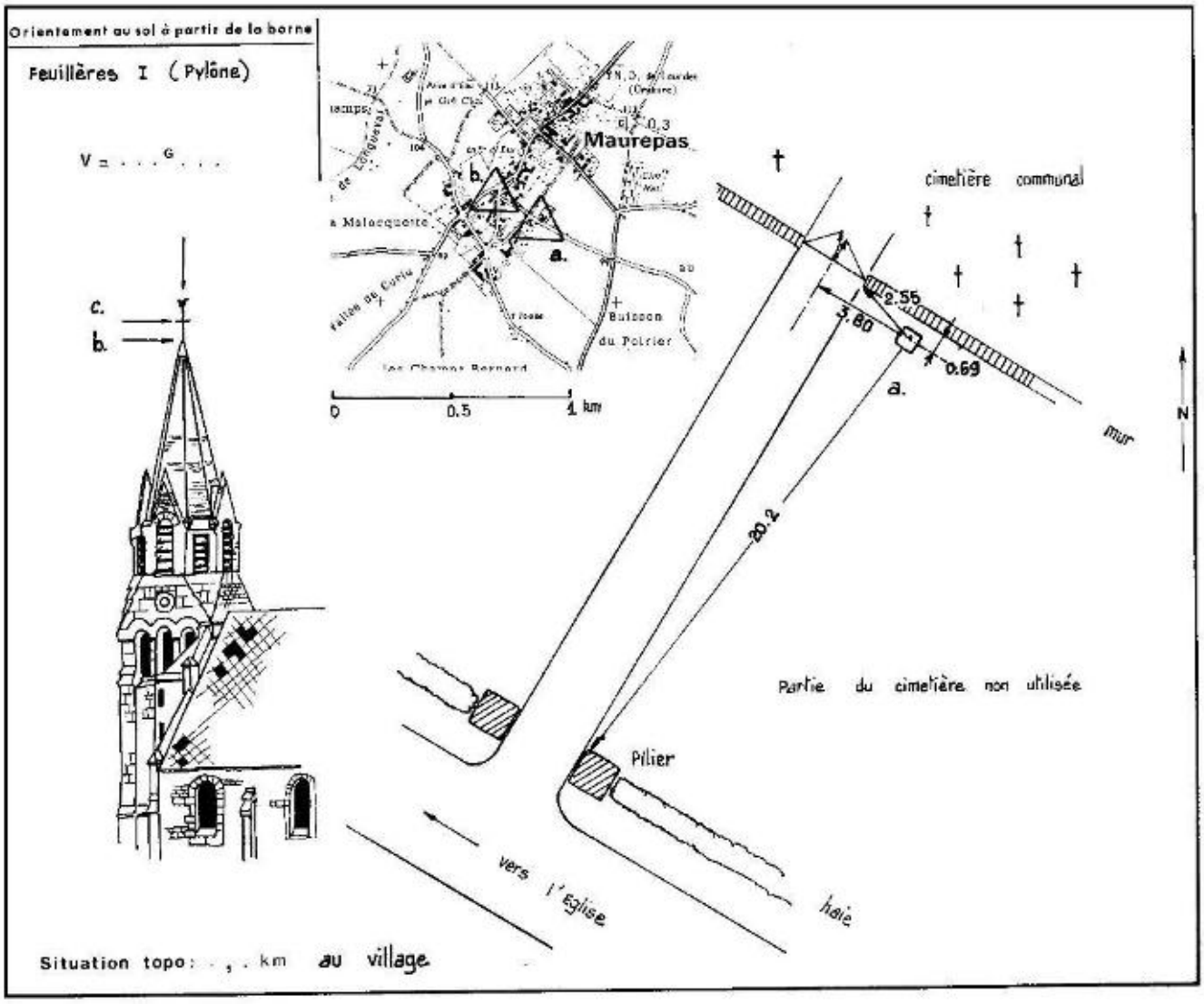
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8052101**	Identifiant : 73239
Commune : MAUREPAS		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 50 gr



Carte : 2408 ALBERT



MAUREPAS I

Identifiant : 185395 - NO : 8052101-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 45 gr



Identifiant : 185396 - NO : 8052101-02

Point : b

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 272 gr



Identifiant : 185397 - NO : 8052101-03

Point : c

Clocher : Centre croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 50' 53.4425" E	49° 59' 15.0604" N	154.67	< 10 cm
b	2° 50' 43.3103" E	49° 59' 18.7327" N	189.02	< 10 cm
c	2° 50' 43.3103" E	49° 59' 18.7327" N	189.94	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MAUREPAS I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	689102.22	6987675.70	< 10 cm	110.923	< 1 cm
b	688900.41	6987789.66	< 10 cm	145.271	< 1 cm
c	688900.41	6987789.66	< 10 cm	146.193	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de MAUREPAS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101b_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101c_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8052101d_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87.086

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85.

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 13 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de MAUREPAS Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de MAUREPAS 80360.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : MAUREPAS 1

Commune n° INSEE : 80521 matricule du point : _____ ordre : 4ème

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24-08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Maurepas

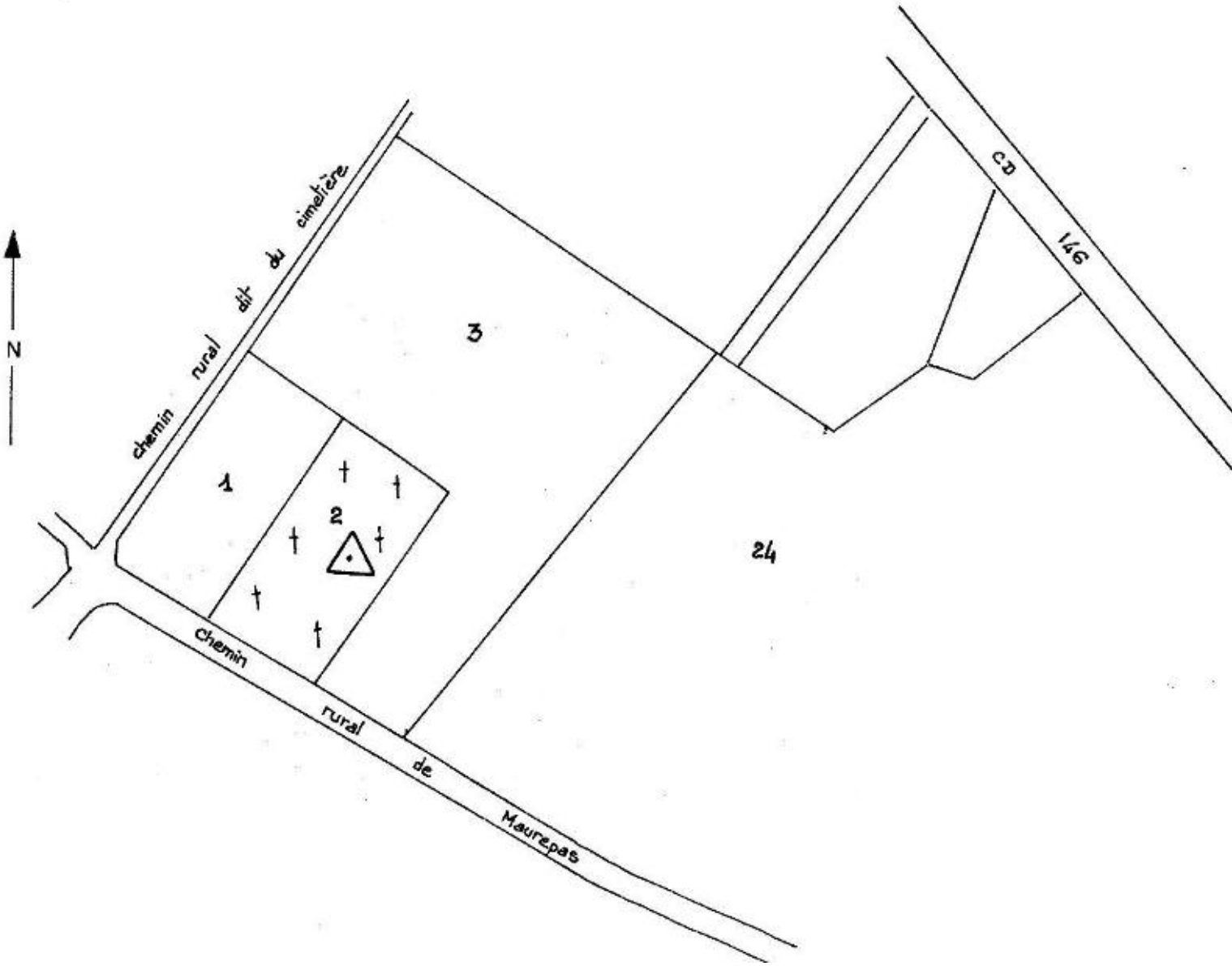
Lieu-dit : le Pré Méhaut Section : ZE Parcelle : 2 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 13 décembre 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 154
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 151 Section A lieu dit Le Village de la Commune de MAUREPAS Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE MAUREPAS
(Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Sommet du toit

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de MAUREPAS
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Maurepas I Lieu-dit: Le Village Section: A Parcelle: 151

CROQUIS



Echelle graphique:

M^r .....
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510353

Matricule : **D.A.Q3R3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

123,747 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 04.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 33.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.31** *N (km) :* **6988.26**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **COMBLES** *à :* **CLERY-SUR-SOMME**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 4**

Localisation : **A "MAUREPAS"**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.36 M DE L'EXTREMITE COTE "CLERY"**
A 0.12 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308726 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3R3 - 4** — **122,309 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 53.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 28.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.11** *N (km) :* **6988.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **COMBLES** *à :* **FEUILLERES**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 5**

Localisation : **A "MAUREPAS" , AU CARREFOUR DE LA D.146 ET DE LA D.146E, AU NO 1**

Support : **MAISON**

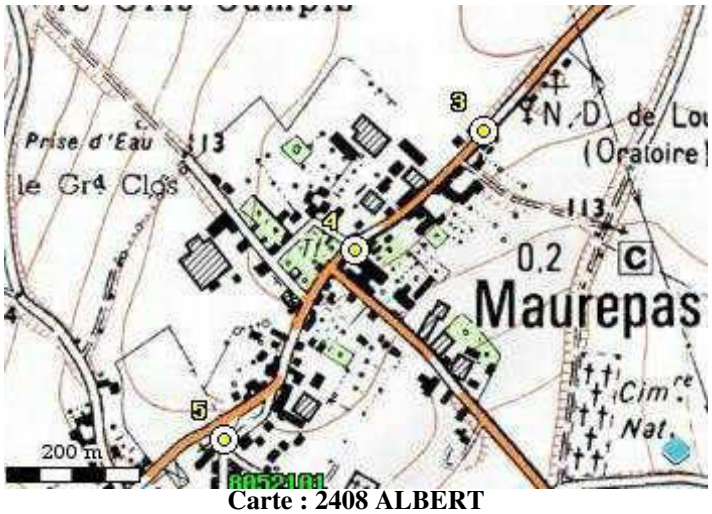
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST , FACE D.146**

Repèrements : **A 0.72 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308722

Matricule : **D.A.Q3R3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

113,964 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 44.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 18.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.91** *N (km) :* **6987.79**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146E** *à :* **D.146**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 4**

Localisation : **A "MAUREPAS" , AU CARREFOUR DU V.O. ET DE LA D.146E**

Support : **EGLISE**

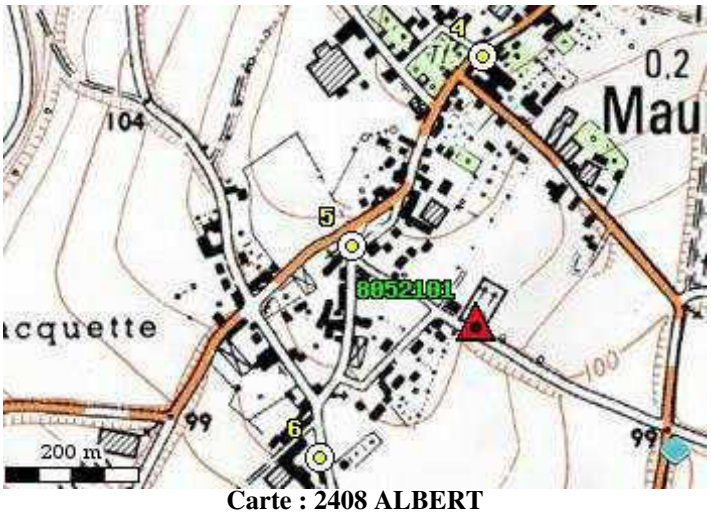
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST DE LA NEF , FACE V.O.**

Repèrements : **A 1.43 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.23 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308723

Matricule : **D.A.Q3R3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,552 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 41.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 08.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.86** *N (km) :* **6987.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.146E** *à :* **D.146**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 5**

Localisation : **A 80 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN AUTRE V.O.**

Support : **MAISON**

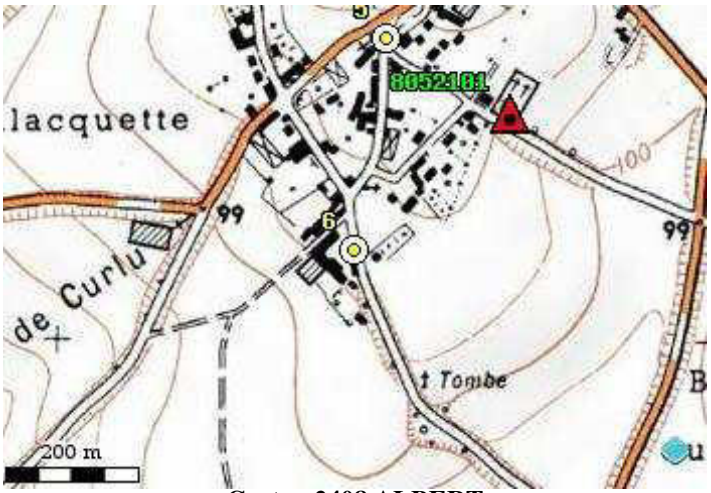
Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST , FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.66 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308724

Matricule : **D.A.Q3R3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,389 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 01.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 52.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.25** *N (km) :* **6986.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80521** *Commune :* **MAUREPAS**

Voie suivie : **D.146**

de : **MAUREPAS-EGLISE** *à :* **FEUILLERES**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,68** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 6**

Localisation : **AU LIEU-DIT "SOLE DU VIEUX MOULIN" , AU SUD DU CARREFOUR DE LA D.146 ET D'UN V.O.**

Support : **CALVAIRE**

Partie support : **SOCLE , FACE NORD-EST , FACE V.O.**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.27 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

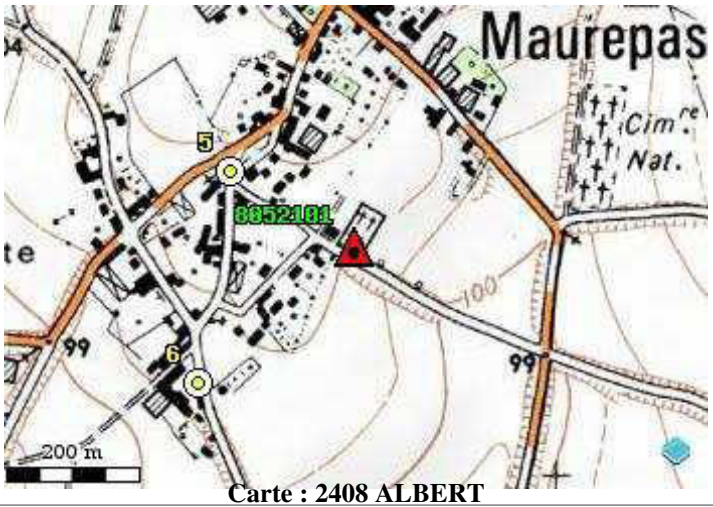
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MAUREPAS I

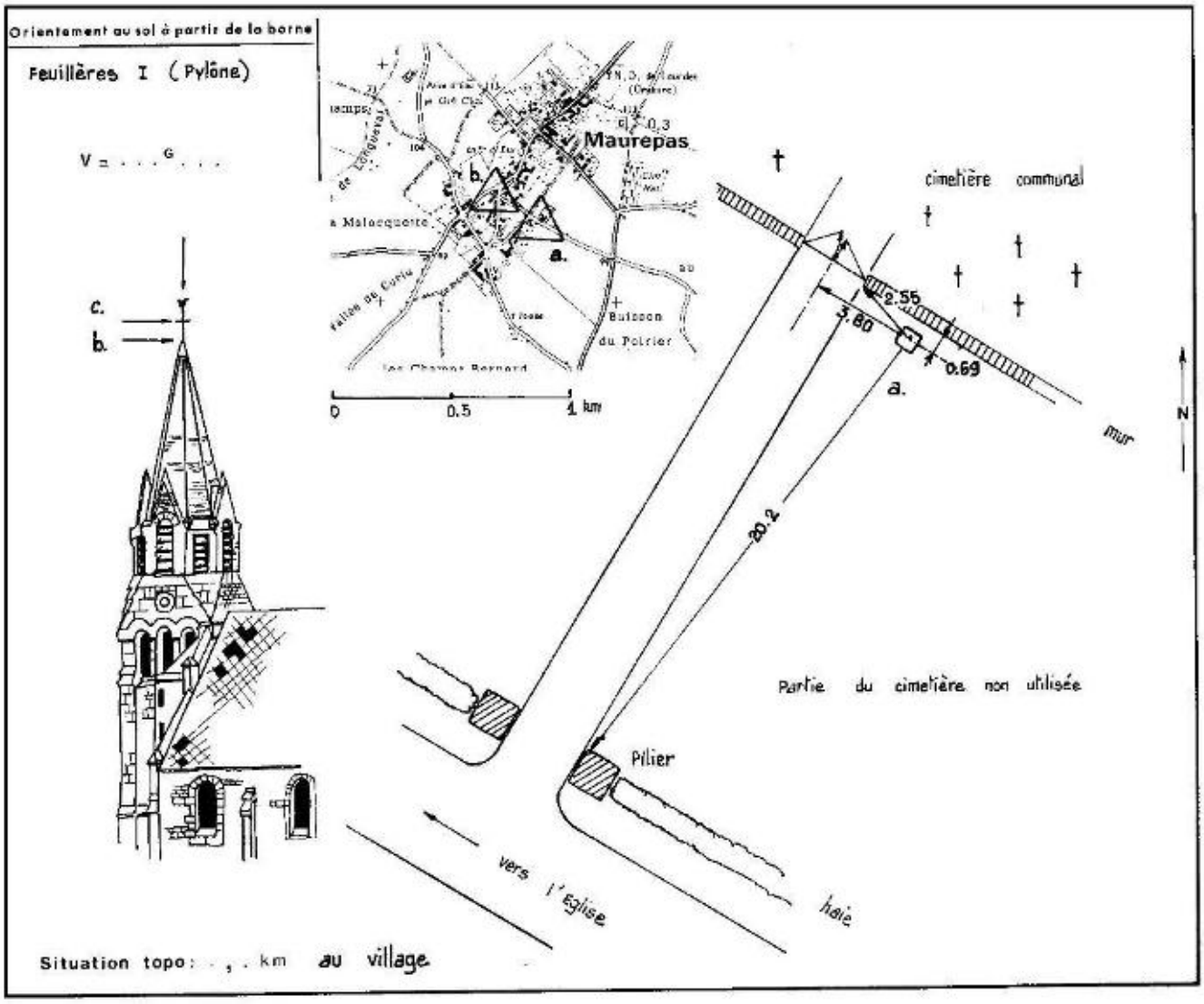
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8052101**	Identifiant : 73239
Commune : MAUREPAS		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 50 gr



Carte : 2408 ALBERT



MAUREPAS I

Identifiant : 185395 - NO : 8052101-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 45 gr



Identifiant : 185396 - NO : 8052101-02

Point : b

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 272 gr



Identifiant : 185397 - NO : 8052101-03

Point : c

Clocher : Centre croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 50' 53.4425" E	49° 59' 15.0604" N	154.67	< 10 cm
b	2° 50' 43.3103" E	49° 59' 18.7327" N	189.02	< 10 cm
c	2° 50' 43.3103" E	49° 59' 18.7327" N	189.94	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MAUREPAS I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	689102.22	6987675.70	< 10 cm	110.923	< 1 cm
b	688900.41	6987789.66	< 10 cm	145.271	< 1 cm
c	688900.41	6987789.66	< 10 cm	146.193	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510447

Matricule : **D.A.P3T3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

54,477 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 38.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 48.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.17** *N (km) :* **6977.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **D.88**

de : **CARTIGNY** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,63** *km du repère* **D.A.P3T3 - 11**

Localisation :

Support : **MAIRIE-ECOLE DE MESNIL-BRUNTEL**

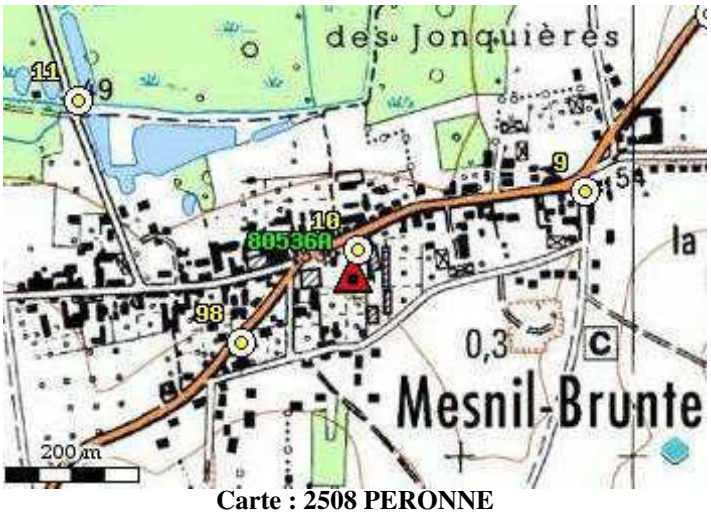
Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL SUD-OUEST**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.59 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510448

Matricule : **D.A.P3T3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,558 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 16.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 55.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.74** *N (km) :* **6977.79**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,52** *km du repère* **D.A.P3T3 - 12**

Localisation :

Support : **PONCEAU SUR LE FOSSE-COULANT**

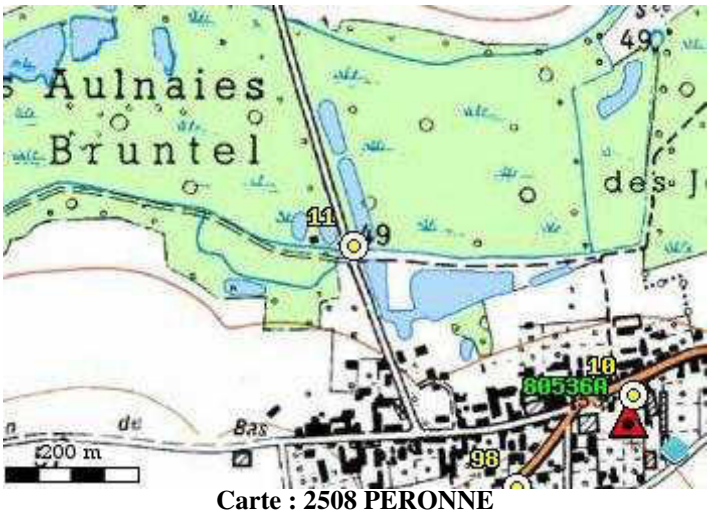
Partie support : **PLINTHE AMONT**

Repèrements : **A 0.08 M DE L'EXTREMITE RIVE DROITE**
A 0.14 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510449

Matricule : **D.A.P3T3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

52,526 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 10.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 11.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.62** *N (km) :* **6978.28**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,08** *km du repère* **D.A.P3T3 - 13**

Localisation : **A 20 M DE LA ROUTE**

Support : **MAISON D'UNE FERME**

Partie support : **MUR PIGNON OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.48 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.48 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286334 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.P3T3 - 7**

63,955 m

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 13.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 49.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.87** *N (km) :* **6977.60**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **D.937**

de : **ATHIES** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **21,19** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA PLAINE", AU NO 2**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.73 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.17 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286335

Matricule : **D.A.P3T3 - 8**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,749 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 05.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 59.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.71** *N (km) :* **6977.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **D.88**

de : **D.937** *à :* **MESNIL-BRUNTEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **21,60** *km* *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.P3T3 - 7**

Localisation : **A 100 M DU CARREFOUR AVEC LA D.88, SUR LA D.88**

Support : **CIMETIERE DE MESNIL-BRUNTEL**

Partie support : **PILIER NORD DU PORTAIL D'ENTREE OUEST**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'ARETE NORD**
A 0.46 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510446

Matricule : **D.A.P3T3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,631 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 55.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 51.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.52** *N (km) :* **6977.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **D.88**

de : **CARTIGNY** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.P3T3 - 10**

Localisation : **A 25 M DE LA VOIE SUIVIE, AU NO 1, RUE DES VIGNES**

Support : **GRANGE**

Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL OUEST**

Repèrements : **A 1.40 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.67 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414853

Matricule : **D.A.T3 - 98**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

58,197 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1938 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 29.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 43.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.99** *N (km) :* **6977.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80536** *Commune :* **MESNIL-BRUNTEL**

Voie suivie : **D.88**

de : **BRIE (N.29)** *à :* **MESNIL-BRUNTEL (D.937)**

Coté : **Droit** *PK :* **5,67** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU BOURG, AU NO 7 DE LA RUE DIEU**

Support : **PORTAIL D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE**

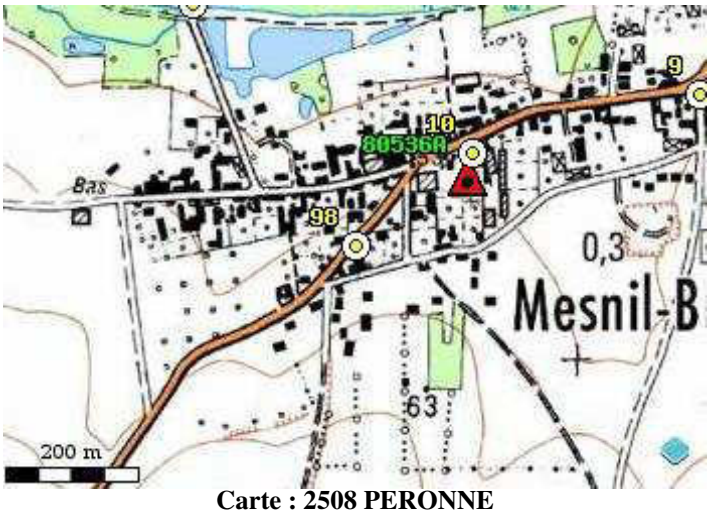
Partie support : **PILIER NORD-EST, FACE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.35 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

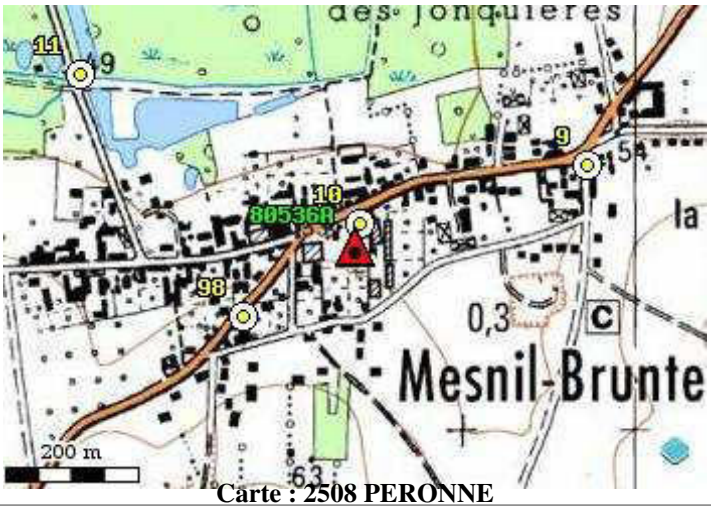
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MESNIL-BRUNTEL A

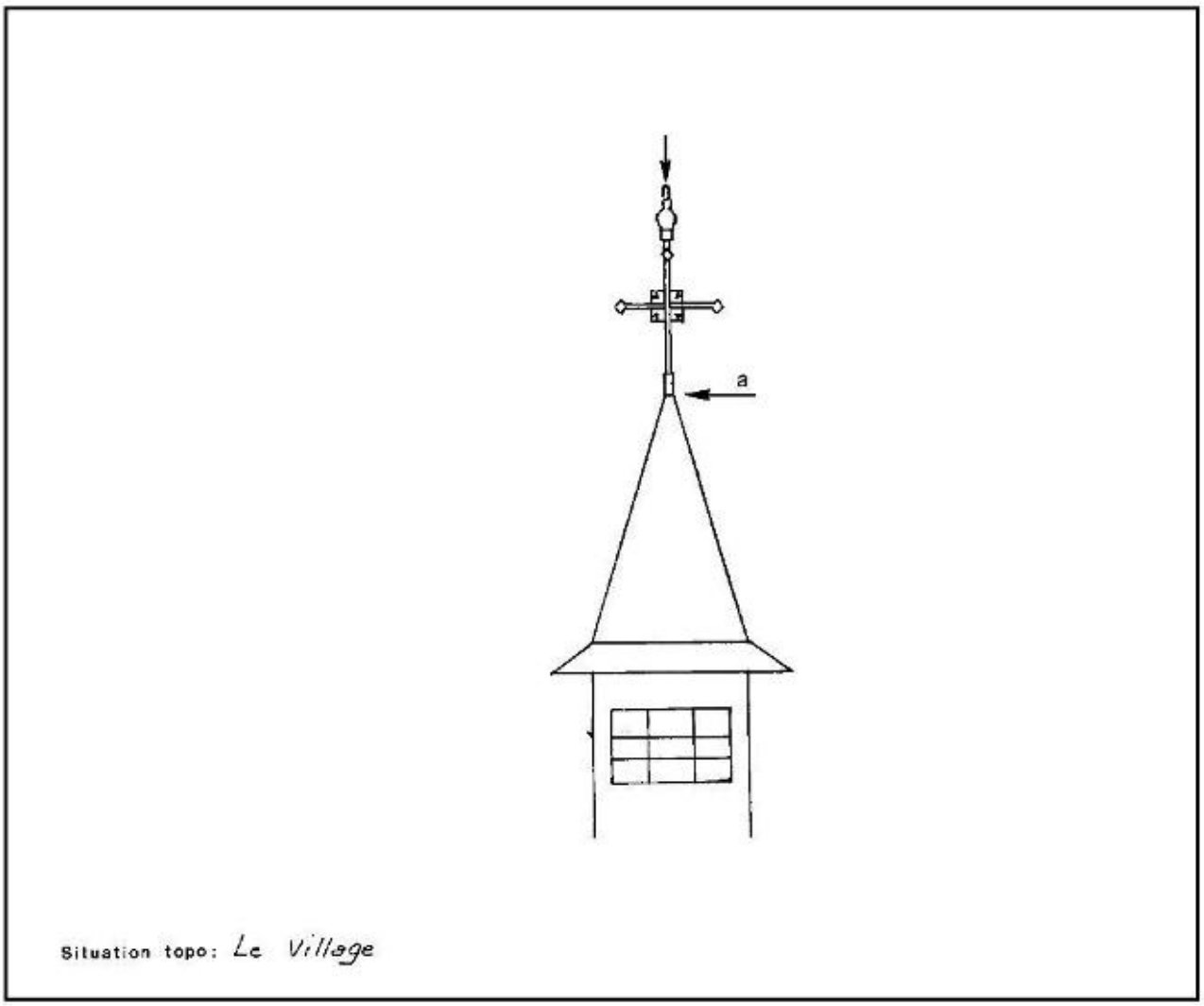
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80536A**	Identifiant : 73252
Commune : MESNIL-BRUNTEL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 10 gr



Carte : 2508 PERONNE



MESNIL-BRUNTEL A

Identifiant : 185425 - NO : 80536A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 10 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 57' 37.9862" E	49° 53' 47.1372" N	120.48	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	697163.33	6977525.39	< 10 cm	76.64	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de MESNIL-EN-ARROUAISE n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2507/8053801a_2507.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2507/8053801b_2507.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

DÉCISION N° 87 510

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du . . . . . 19 . . .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le . 22 Mai 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de . MESNIL-EN-ARROUAISE Département de . LA SOMME et appartenant à : .

- La Commune de MESNIL-EN-ARROUAISE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : une borne en granit gravée I.G.N.

La superficie de l'emprise est fixée à . . . 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 26 Mai 1987

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : MESNIL - EN - ARROUAISE I

Commune n° INSEE : 80538 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : CAMBRAI n° : 25-07

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : COMBLES Commune : MESNIL - EN - ARROUAISE

Lieu-dit : Le village Section : ZC Parcelle : 4 (Borne IGN) (1)

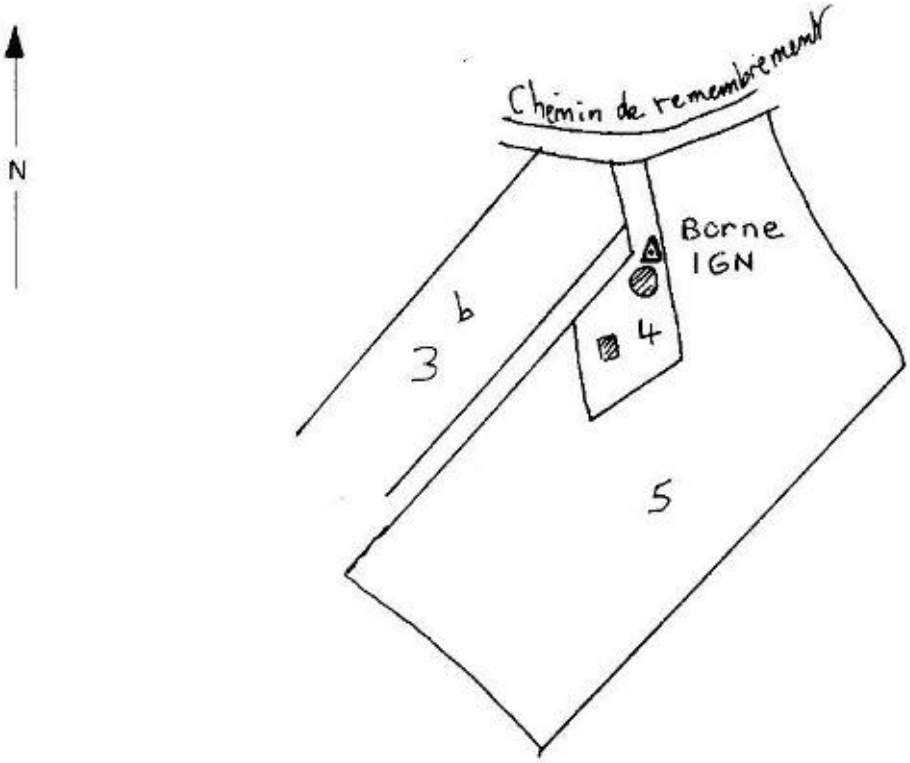
» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 22 Mai 19 85 Échelle : 1/2000

I.G.N. 2112 - Conservation (1985)



IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415960

Matricule : **D.A.L3 - 107**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

119,269 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 35.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 23.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.92** *N (km) :* **6993.50**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80538** *Commune :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Voie suivie : **D.172**

de : **SAILLISEL** *à :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **6,61** *km* *Distance :* **0,39** *km du repère* **D.A.L3 - 108**

Localisation :

Support : **CHAPELLE**

Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL COTE "MESNIL" DE LA NEF**

Repèrements : **A L'EXTREMITE COTE ROUTE**
A 0.54 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 150429

Matricule : **D.A.L3 - 108**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

120,142 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère non retrouvé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 47.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 29.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.17** *N (km) :* **6993.67**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80538** *Commune :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Voie suivie : **D.172**

de : **SAILLISEL** *à :* **ROCQUIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.L3 - 76**

Localisation : **A MESNIL-EN-ARROUAISE, AU CARREFOUR DE LA D.172 ET DE LA D.72**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE LATERAL COTE D.72**

Repèrements : **A 0.76 M DE L'EXTREMITE COTE OPPOSE A LA D.172**
A 0.42 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415890

Matricule : **D.A.L3 - 76**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,486 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 37.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 39.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.97** *N (km) :* **6993.99**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80538** *Commune :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU** *à :* **ROCQUIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **18,50** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A MESNIL-EN-ARROUAISE**

Support : **EGLISE**

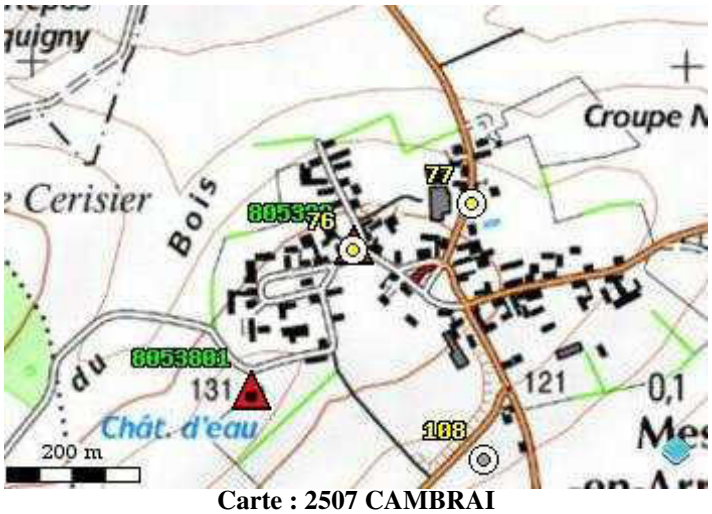
Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL COTE "NURLU" DE LA NEF**

Repèrements : **A 2.50 M DE L'ABOUT DU CONTREFORT COTE ROUTE**
A 0.09 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415891

Matricule : **D.A.L3 - 77**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

127,134 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 46.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 41.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.15** *N (km) :* **6994.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80538** *Commune :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU** *à :* **ROCQUIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **18,66** *km* *Distance :* **0,93** *km du repère* **D.A.L3 - 77a**

Localisation : **A MESNIL-EN-ARROUAISE, AU NO 12 RUE DE ROCQUIGNY**

Support : **MAISON**

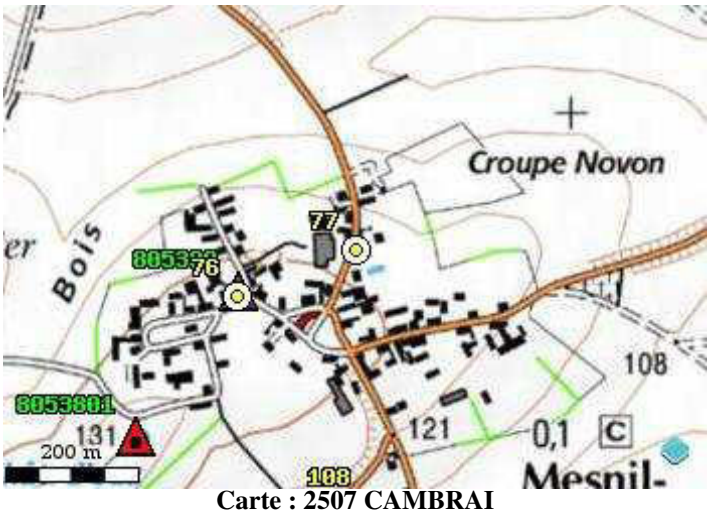
Partie support : **MUR DE FACADE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.65 M DU MUR ATTENANT VERS NURLU**
A 0.45 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MESNIL-EN-ARROUAISE I

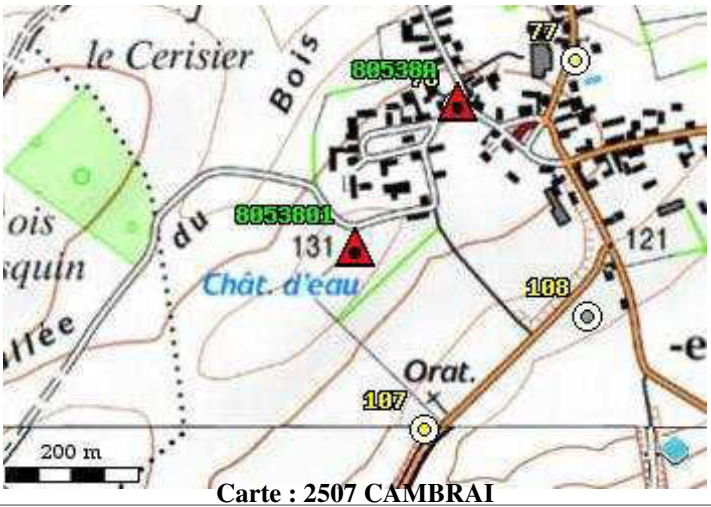
Département : SOMME (80)
Commune : MESNIL-EN-ARROUAISE
Lieu-dit :

No du Site **8053801**
Site du **Réseau de détail**

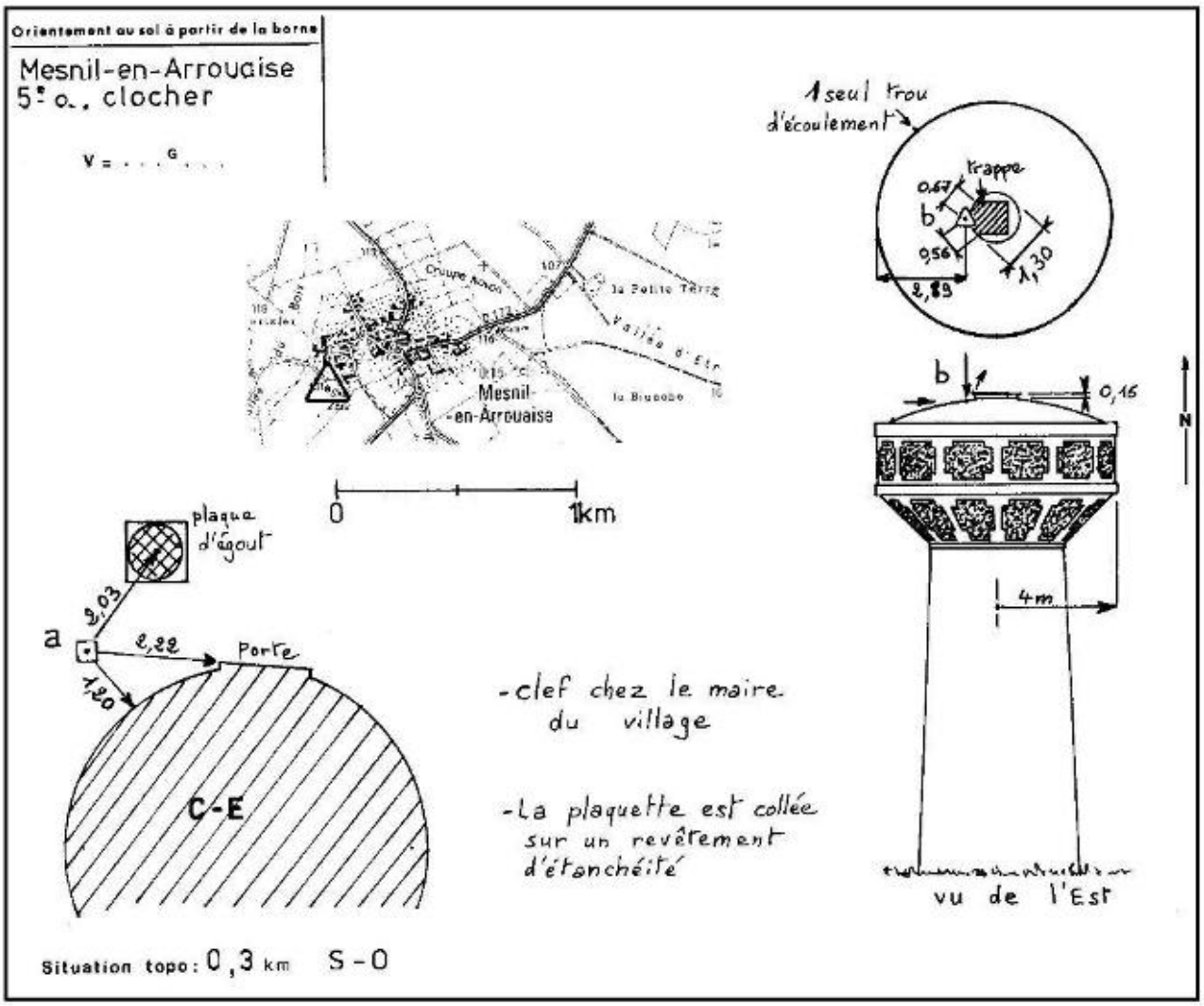
Identifiant : 73254



Azimut de la prise de vue : 269 gr



Carte : 2507 CAMBRAI



MESNIL-EN-ARROUAISE I

Identifiant : 185428 - NO : 8053801-01

Point : a

Borne en granit gravée IGN
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 135 gr



Identifiant : 185430 - NO : 8053801-03

Point : b

Château d'eau : Cuve : Plaquette collée
Point vu en place en 1985

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 56' 29.9196" E	50° 02' 32.6224" N	174.21	< 10 cm
b	2° 56' 30.0431" E	50° 02' 32.5305" N	190.43	< 10 cm

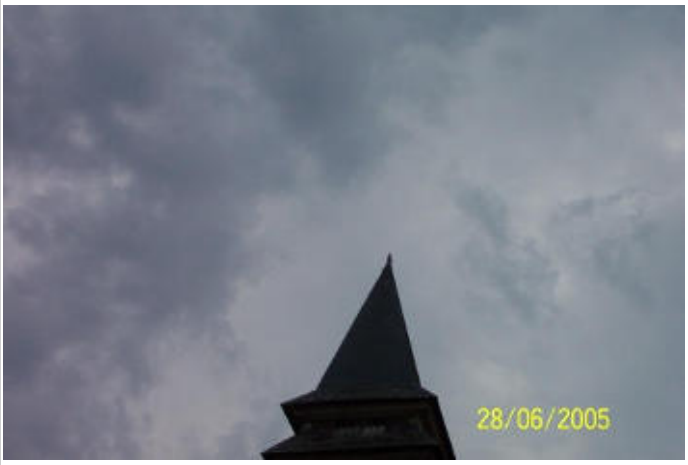
Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	695815.73	6993776.65	< 10 cm	130.45	< 50 cm
b	695818.19	6993773.81	< 10 cm	146.67	< 50 cm

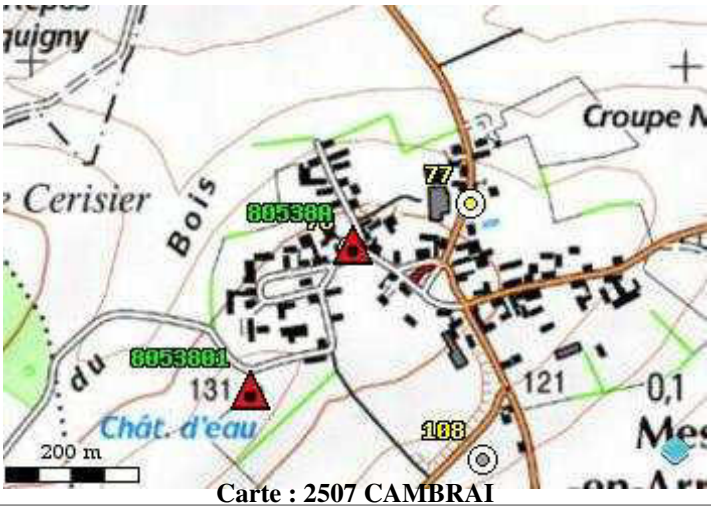
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MESNIL-EN-ARROUAISE A

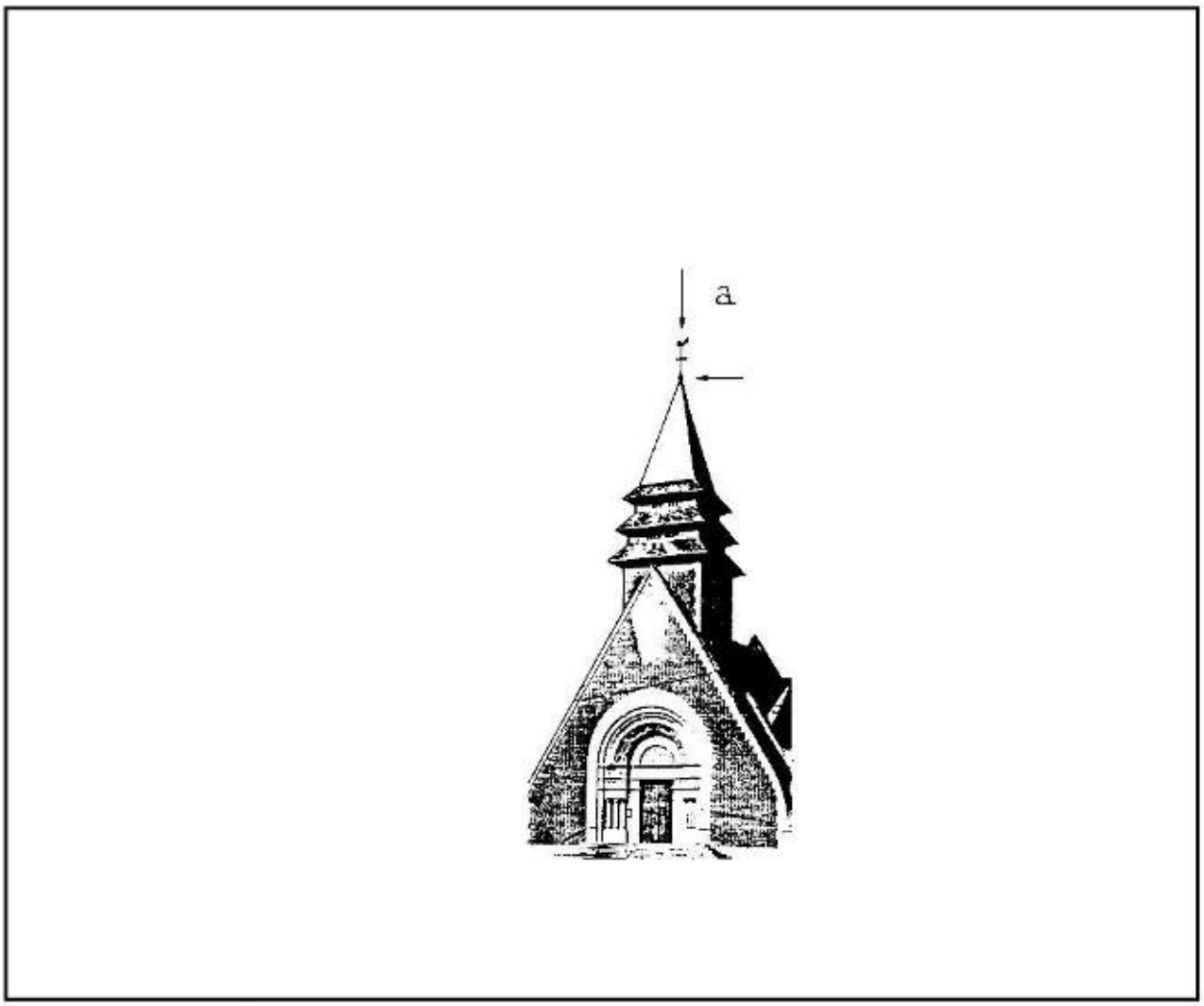
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80538A**	Identifiant : 73255
Commune : MESNIL-EN-ARROUAISE		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 340 gr



Carte : 2507 CAMBRAI



MESNIL-EN-ARROUAISE A

Identifiant : 185431 - NO : 80538A-01

Point : 1

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
1	2° 56' 37.7501" E	50° 02' 39.6762" N	202.35	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
1	695971.85	6993994.69	< 10 cm	158.59	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de MOISLAINS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055201a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055201b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.240

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de MOISLAINS

Département de la SOMME et appartenant à :

- DEPARTEMENT de la SOMME
  51, rue de la République
  80000 AMIENS
- Représentant local: D.D.E. – Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : MOISLAINS I code :

Commune n° INSEE : 80552 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : MOISLAINS

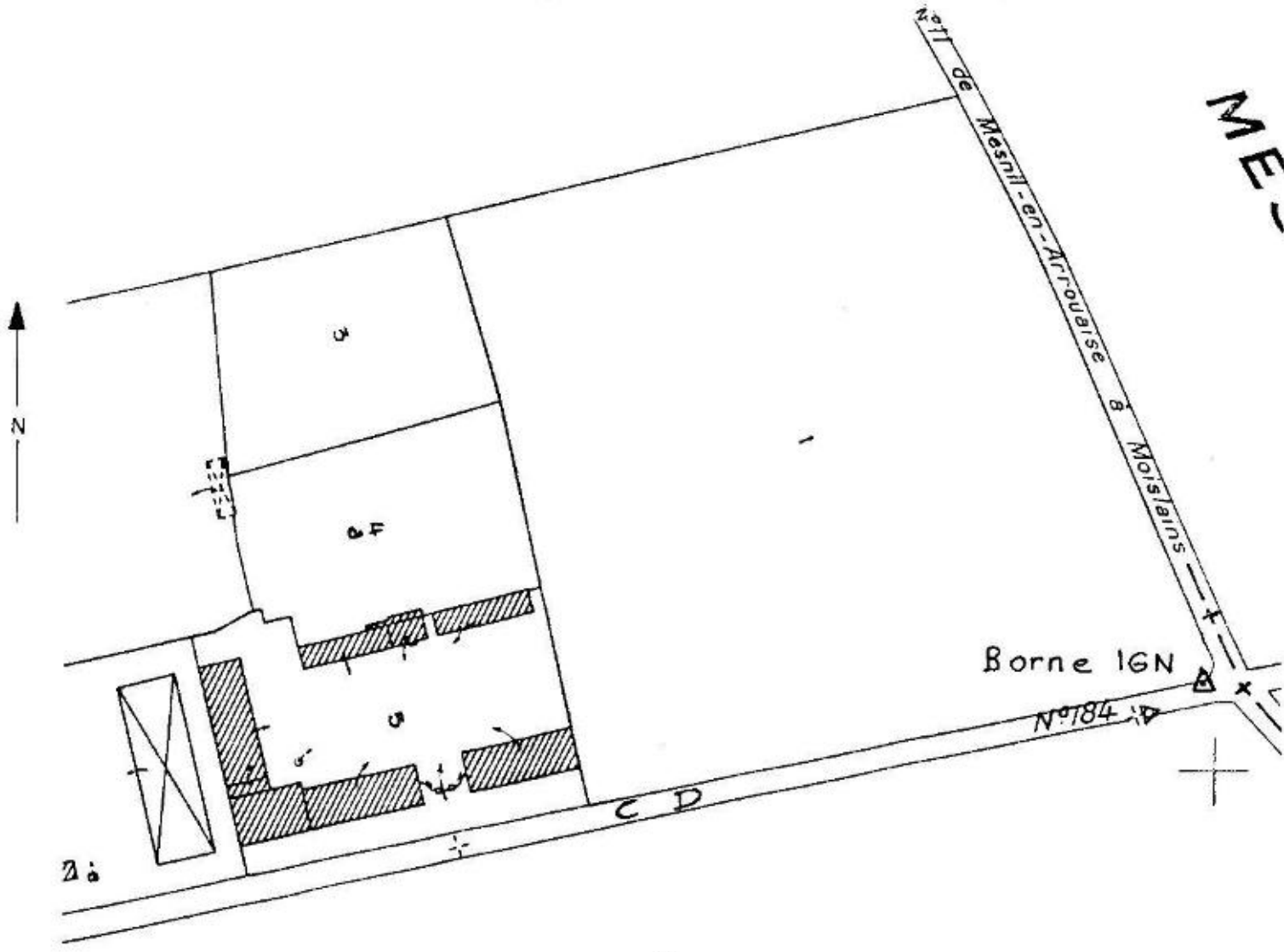
Lieu-dit : AU BOIS DE SAINT-PIERRE Section : N Parcelle : CD 184 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1983 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

Scans du site de la commune de MOISLAINS n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055202a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055202b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.241

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de MOISLAINS

Département de la SOMME et appartenant à : _

- la commune de MOISLANS 80760.
- Occupant: Monsieur LEJEUNE Renaud
  Ouvrier
  dem: Rue de Manancourt 80760 MOISLAINS.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : _Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré .

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : MOISLAINS II code :

Commune n° INSEE : 80552 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : MOISLAINS

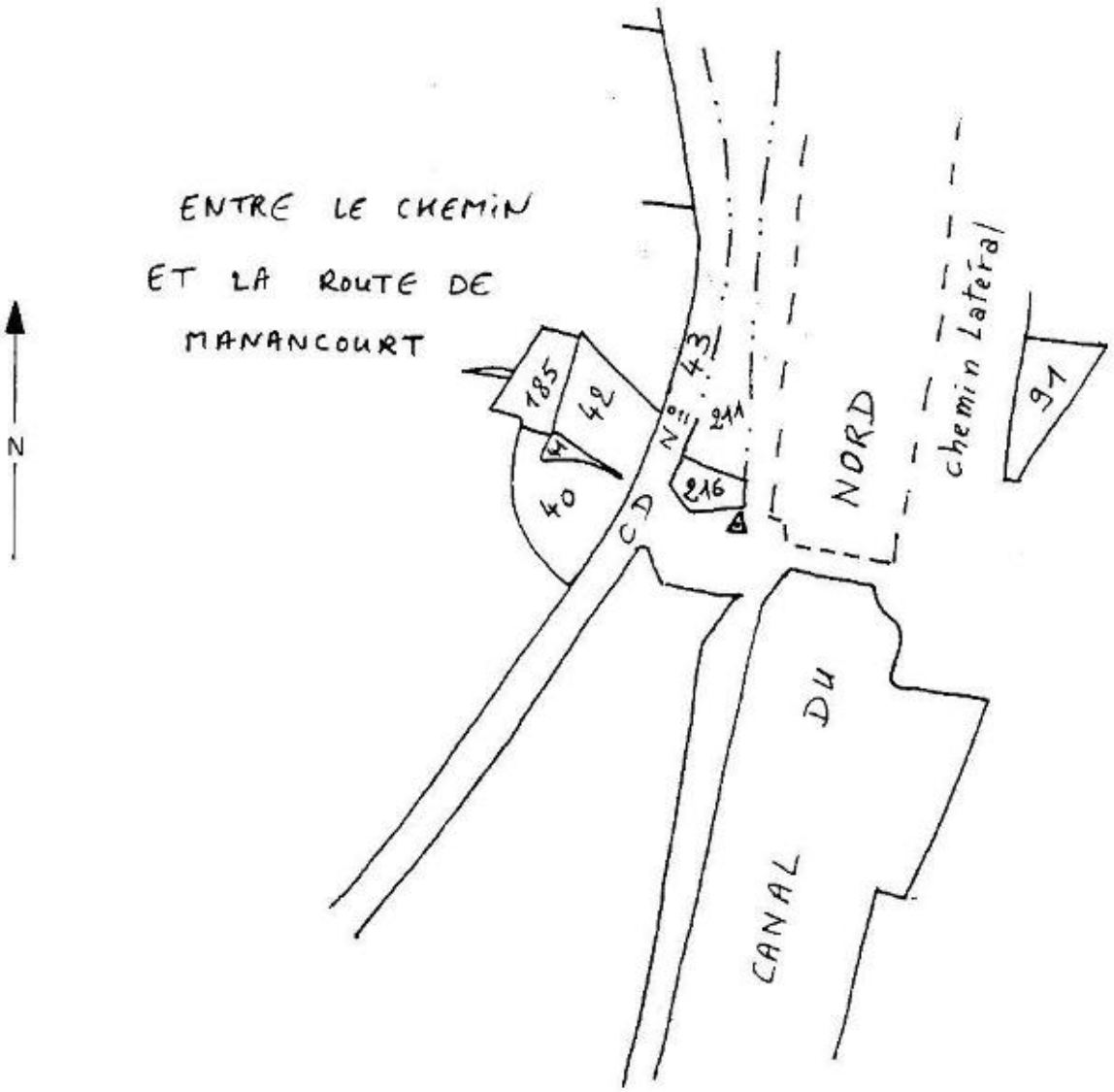
Lieu-dit : Entre le chemin et la route de Manancourt Section : X Parcelle : CR (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1982 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

Scans du site de la commune de MOISLAINS n° : 03

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055203a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8055203b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.242

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de MOISLAINS

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur l'I.T.P.E. - Chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : MOISLAINS III code :

Commune n° INSEE : 80552 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : MOISLAINS

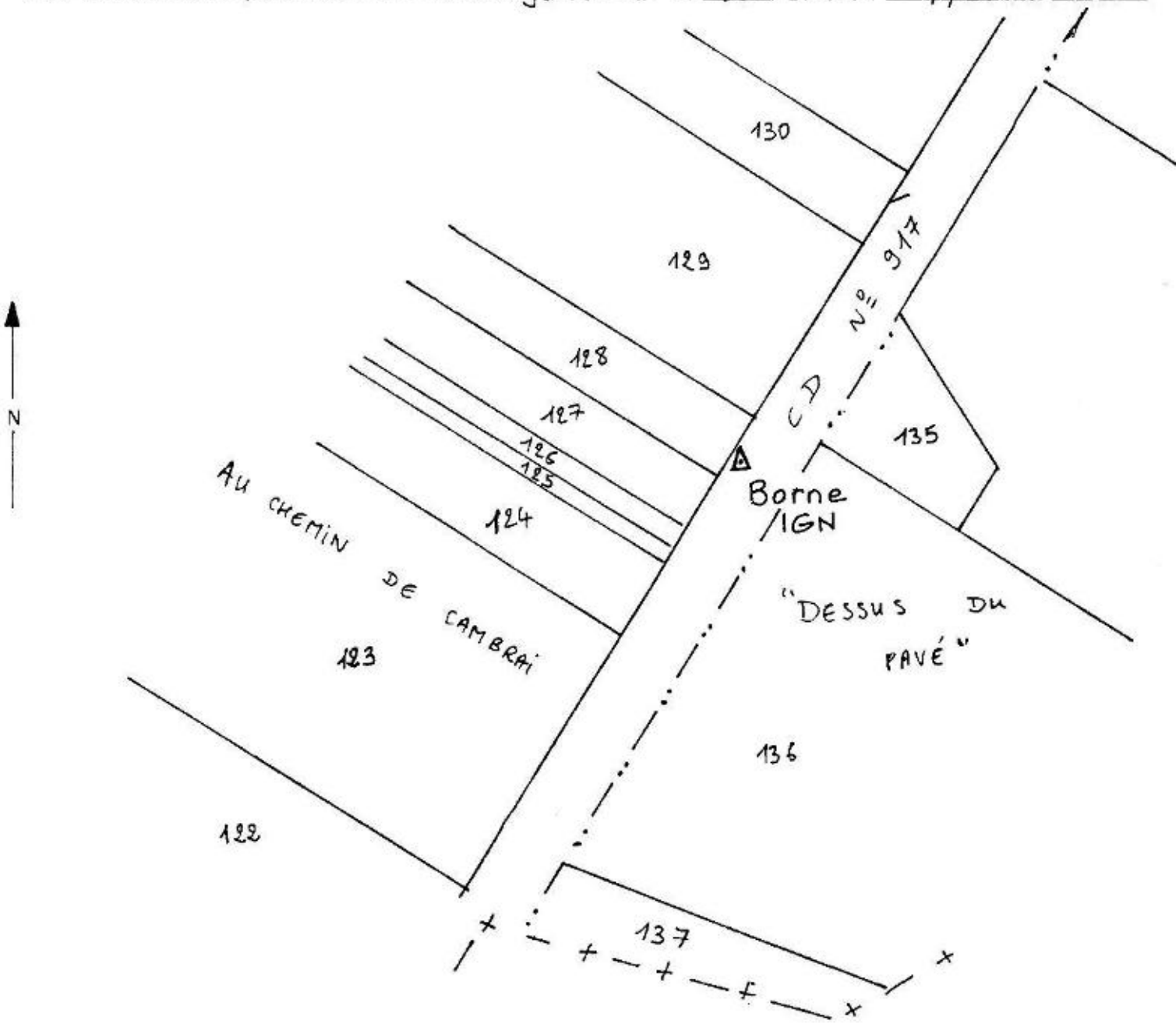
Lieu-dit : AU CHEMIN DE CAMBRAI Section : S Parcelle : CD 917 BORNE IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1983 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415865

Matricule : **D.A.L3Q3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,456 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 37.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 05.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.96** *N (km) :* **6991.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **D.184**

de : **MANANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Droit** *PK :* **12,06** *km* *Distance :* **2,37** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 8**

Localisation :

Support : **GRANGE DE LA FERME DU GOUVERNEMENT**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.61 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510427

Matricule : **D.A.Q3 - 100**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

73,364 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 45.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 23.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.31** *N (km) :* **6987.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **D.184**

de : **MOISLANS (D.149)** *à :* **SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.Q3 - 99**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA RUE VERTE ET DE LA RUE DE LA VALLEE**

Support : **REMISE**

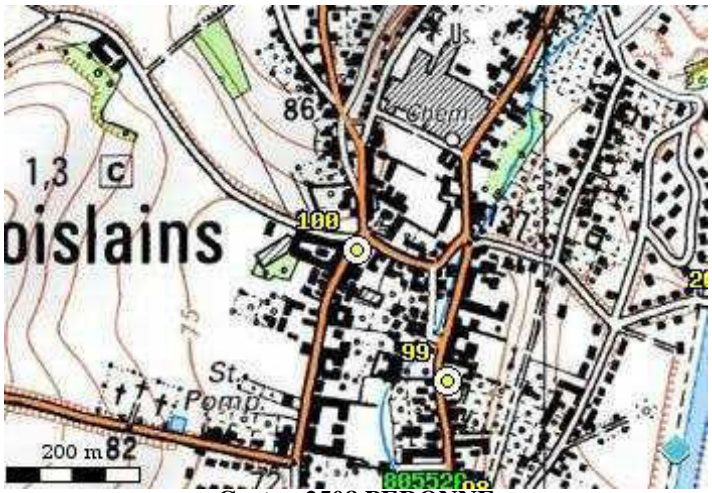
Partie support : **PAN COUPE, FACE NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.18 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.60 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415195

Matricule : **D.A.Q3 - 18**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

75,204 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 42.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 31.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.26** *N (km) :* **6986.32**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **D.43**

de : **ALLAINES (V.O.)** *à :* **MOISLAINS (D.184)**

Coté : **Droit** *PK :* **5,83** *km* *Distance :* **1,80** *km du repère* **D.A.Q3 - 97**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES PRES D'AMI"**

Support : **PONT SUR LE CANAL DU NORD**

Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE SUD-EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 3.00 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
AU RAS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510417

Matricule : **D.A.Q3 - 20**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

82,617 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 14.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 20.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.89** *N (km) :* **6987.83**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **CANAL DU NORD**

de : **PERONNE** *à :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,67** *km du repère* **D.A.Q3 - 18**

Localisation :

Support : **PONT D'UN V.O. SUR LE CANAL DU NORD**

Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE SUD-EST, FACE NORD-OUEST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 3.00 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 1.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510364 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 98** **81,558 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 56.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 10.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.54** *N (km) :* **6987.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **D.43**

de : **ALLAINES (V.O.)** *à :* **MOISLAINS (MAIRIE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,25** *km du repère* **D.A.Q3 - 18**

Localisation : **AU BOURG, AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.184**

Support : **EGLISE DE MOISLAINS**

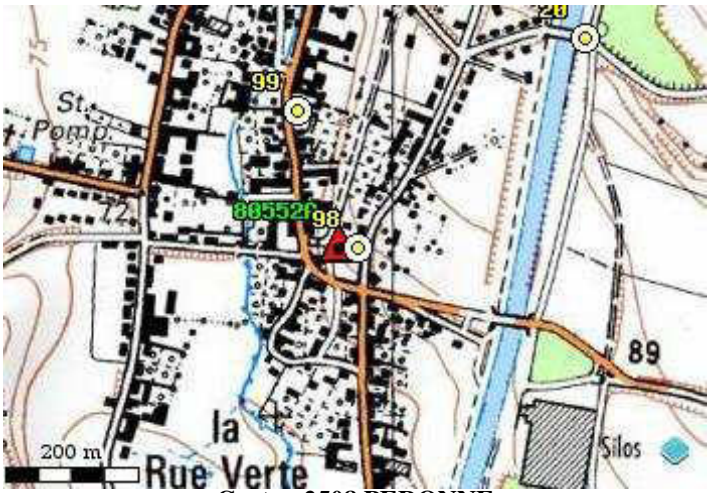
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT NORD-EST DU MUR DE FACADE EST DU CHOEUR, FACE NORD-EST, FACE RUE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.20 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510365

Matricule : **D.A.Q3 - 99**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

71,921 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 52.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 16.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.45** *N (km) :* **6987.72**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80552** *Commune :* **MOISLAINS**

Voie suivie : **D.43**

de : **ALLAINES (V.O.)** *à :* **MOISLAINS (MAIRIE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3 - 98**

Localisation : **A 10 M AU NORD DE LA MAIRIE DE MOISLAINS**

Support : **SALLE DES FETES**

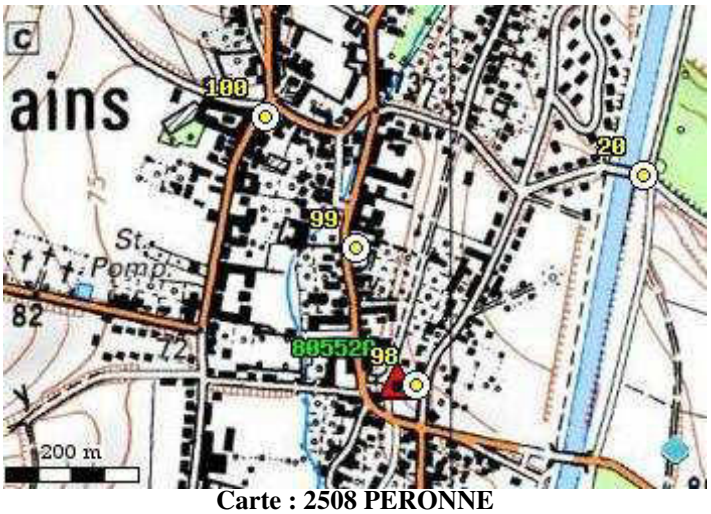
Partie support : **MUR PIGNON OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE NORD**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MOISLAINS I

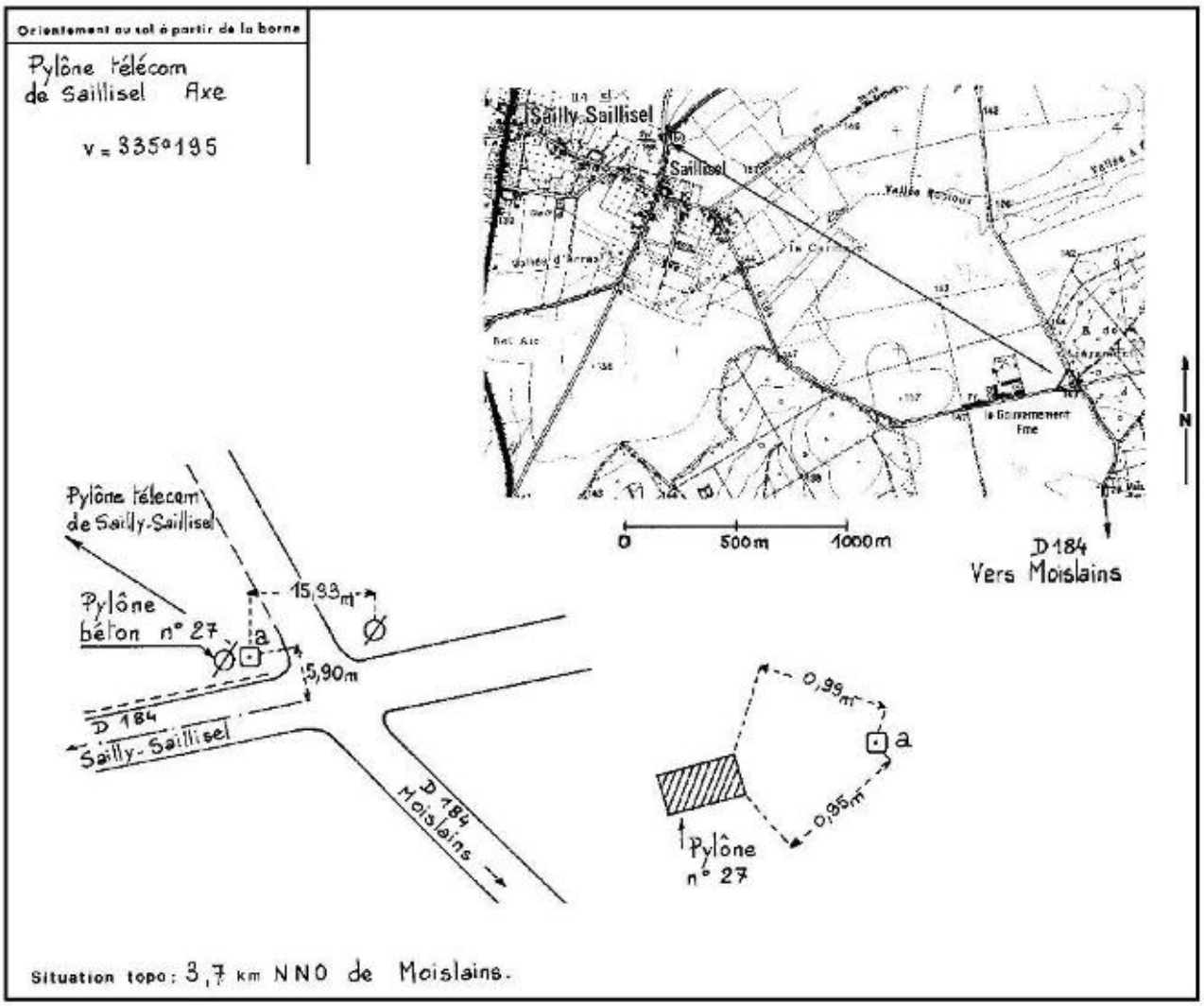
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8055201**	Identifiant : 73275
Commune : MOISLAINS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 310 gr



Carte : 2508 PERONNE



MOISLAINS I

Identifiant : 185475 - NO : 8055201-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 160 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 56' 51.5004" E	50° 01' 06.1728" N	188.60	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	696243.79	6991102.73	< 10 cm	144.83	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MOISLAINS II

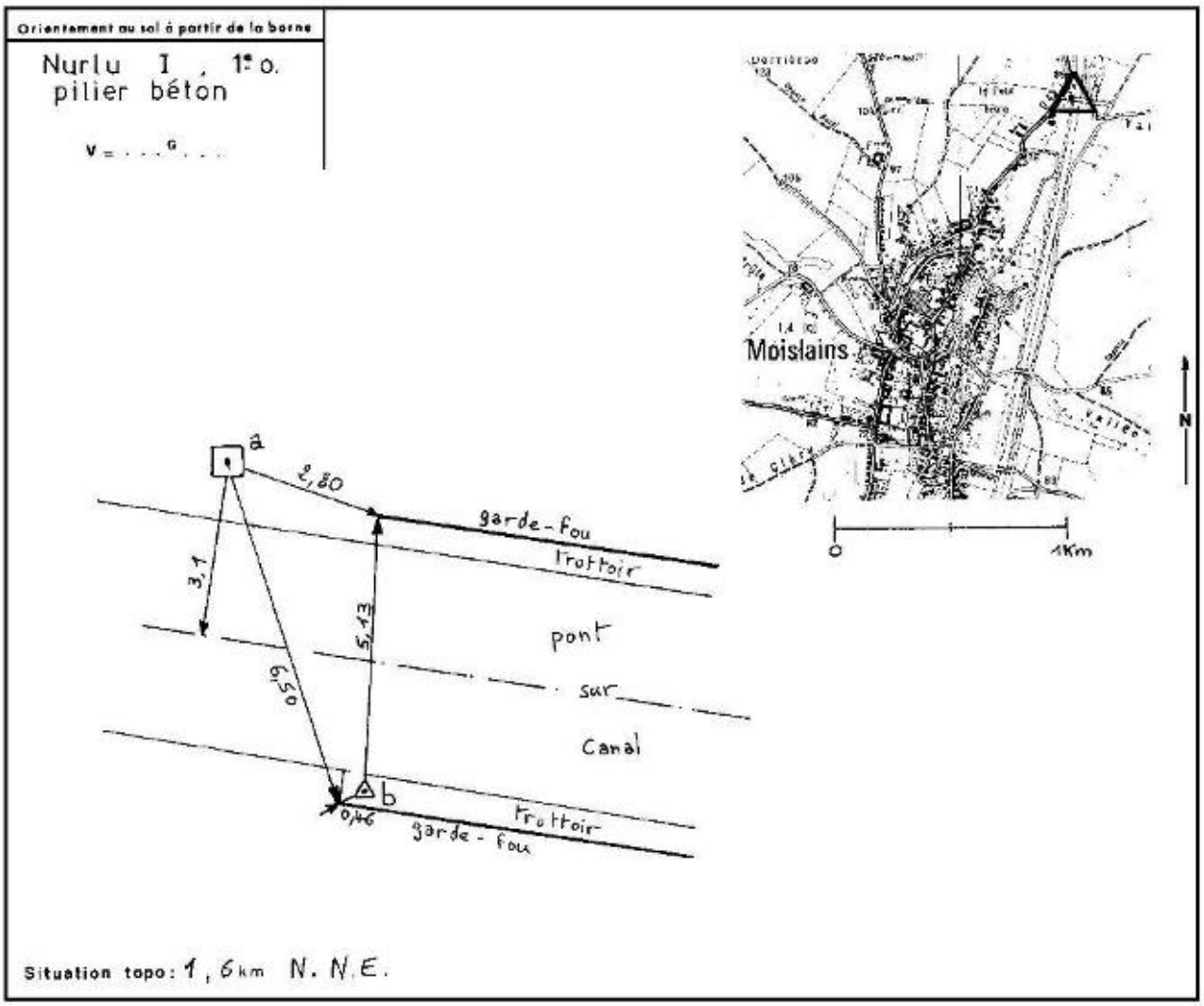
Département : SOMME (80) **Commune :** MOISLAINS **Lieu-dit :**	**No du Site** **8055202** **Site du** Réseau de détail	Identifiant : 73276



Azimut de la prise de vue : 90 gr



Carte : 2508 PERONNE



MOISLAINS II

Identifiant : 185477 - NO : 8055202-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 40 gr



Identifiant : 185479 - NO : 8055202-03

Point : b

Pont : Trottoir sud : Repère bronze P.M. scellé vers l'extremite ouest

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 100 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 58' 23.9128" E	49° 59' 59.9231" N	130.91	< 10 cm
b	2° 58' 24.0066" E	49° 59' 59.7319" N	130.65	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	698084.59	6989052.95	< 10 cm	87.12	< 50 cm
b	698086.46	6989047.04	< 10 cm	86.86	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MOISLAINS III

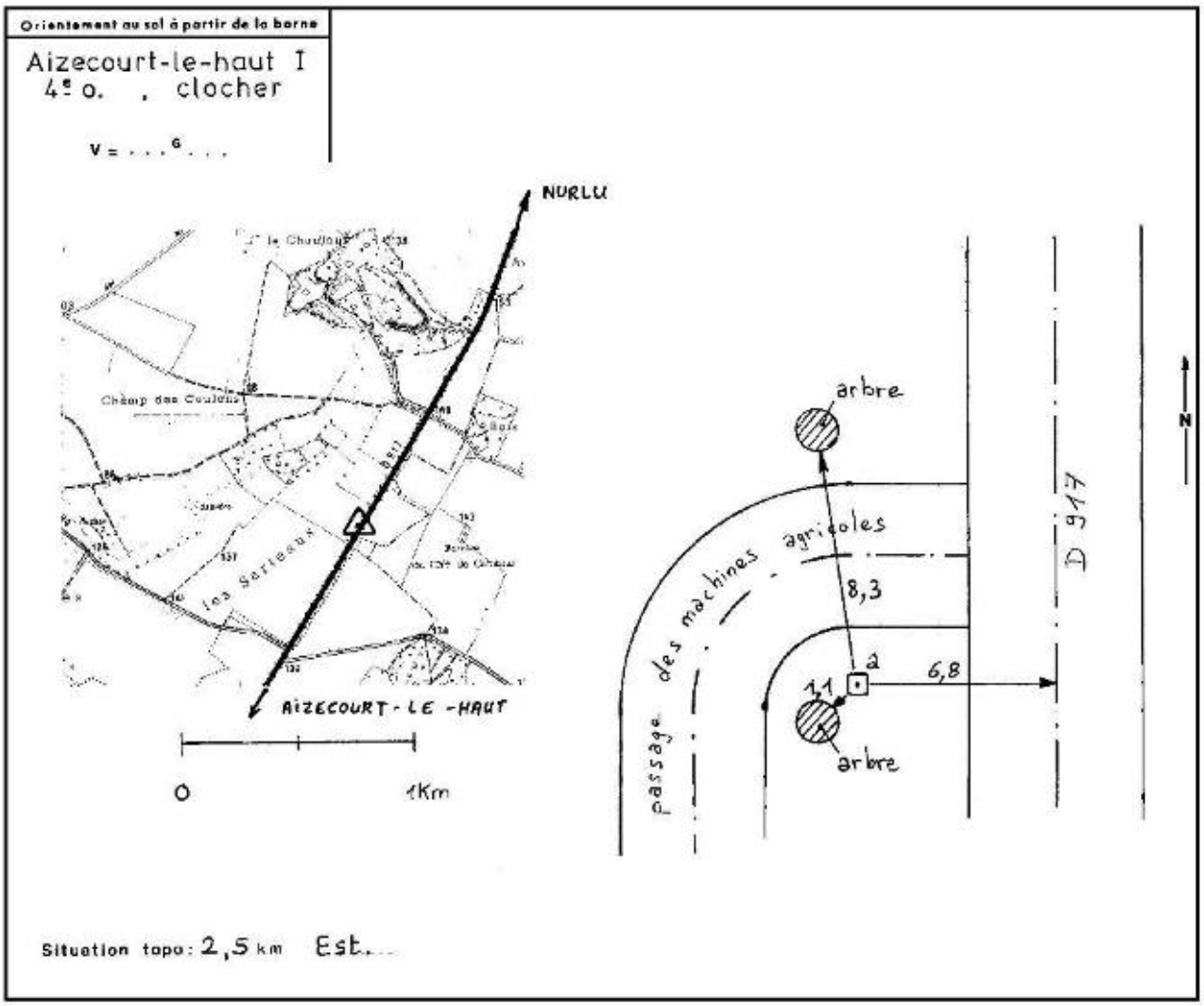
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8055203**	Identifiant : 73277
Commune : MOISLAINS		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 325 gr



Carte : 2508 PERONNE



MOISLAINS III

Identifiant : 185480 - NO : 8055203-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 230 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 59' 56.1032" E	49° 58' 50.9165" N	192.33	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	699922.29	6986918.57	< 10 cm	148.50	< 50 cm

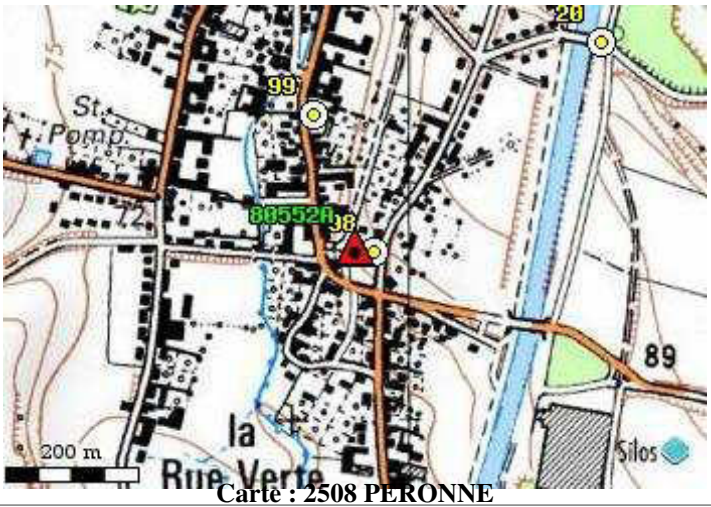
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MOISLAINS A

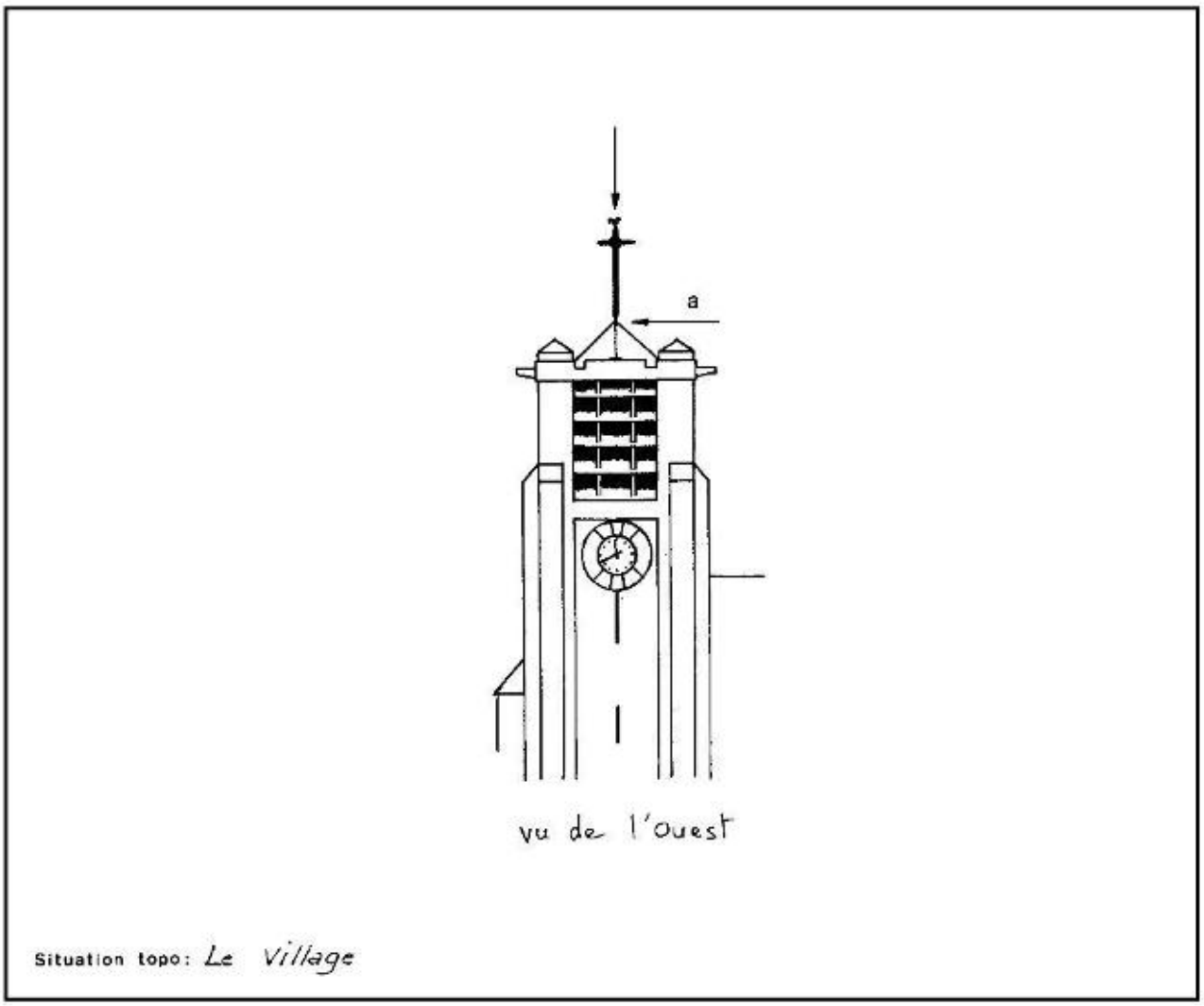
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80552A**	Identifiant : 73278
Commune : MOISLAINS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 110 gr



Carte : 2508 PERONNE



MOISLAINS A

Identifiant : 185482 - NO : 80552A-01

Point : a

Clocher : Croix : Attache des cables

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 285 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 57' 55.3407" E	49° 59' 10.2505" N	148.48	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	697514.36	6987517.02	< 10 cm	104.69	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de NURLU n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8060101a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8060101b_2508.tif

B. A. f° 94 n° 54

12

Année 191

Enregistré gratis

Vu pour la légalisation de la signature de M. Masai Lempereur apposée ci-contre.

A Marle

LE 28 Juillet 1923

LE MAIRE,

Entre les soussignés :

M. Masai Lempereur propriétaire demeurant à Marle commune de Marle arrondissement de Péronne département de la Somme, d'une part,

Et M. le Capitaine Chassagne attaché au Service Géographique de l'Armée, agissant au nom et pour le compte du Service Géographique de l'Armée, d'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

M. Masai Lempereur cède en toute propriété, au Service Géographique de l'Armée pour le compte de l'État, une surface de 32 — mètres carrés, sur la parcelle de sa propriété, classée sur le plan cadastral de la commune de Marle sous le n° 89 P de la section #. Cet emplacement est destiné à l'établissement d'un signal géodésique de 1re ordre.

La présente cession est faite moyennant le prix de quarante huit francs, qui est payé comptant et dont M. Masai Lempereur donne par les présentes, quittance à l'État. M. Masai Lempereur s'engage à respecter le signal géodésique élevé sur sa propriété et à imposer la servitude créée par cette vente à tout héritier ou acquéreur de sa proprité.

Fait triple et de bonne foi.

A Marle, LE 28 Juillet 1923

L'officier

Le Vendeur.

Journal [illegible]

DE PÉRONNE
[illegible] 1925
vol. N°
sc. Vol. 230 N° 56
[illegible]
LE CONSERV[illegible]

[illegible]

[illegible] Recette et de Dépense
[illegible]tion
1923.
[illegible]gade.

[illegible]

Immatriculé au Sommier des Biens de l'Etat sous le N° 54.-c F° 94

Amiens le 2 Avril 1924

Le Directeur :

[illegible]

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510403

Matricule : **D.A.Q3 - 49**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

145,654 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 34.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 39.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.89** *N (km) :* **6990.29**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.917**

de : **FINS** *à :* **NURLU D.72**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,24** *km du repère* **D.A.Q3 - 8**

Localisation : **A 20 M DU CARREFOUR AVEC UNE RUE VERS L'EGLISE, AU NO 49 DE CETTE RUE**

Support : **MAISON**

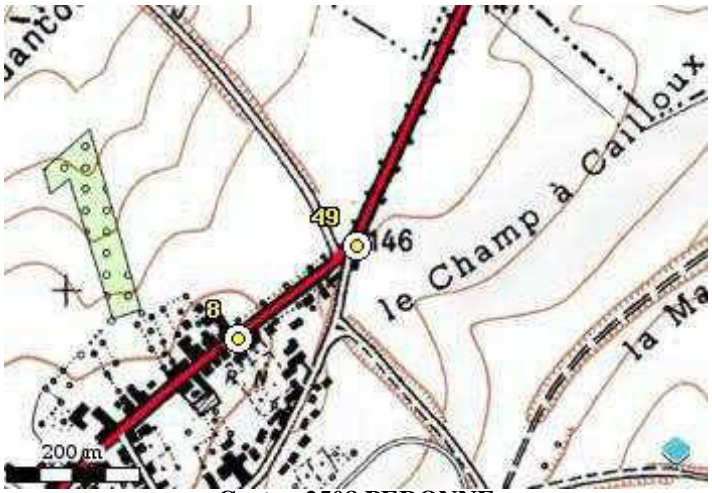
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE D.917**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510397

Matricule : **D.A.Q3 - 50**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

150,169 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 13.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 20.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.46** *N (km) :* **6989.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU (D.917)** *à :* **LIERAMONT (D.222)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,67** *km du repère* **D.A.Q3 - 8**

Localisation : **AU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE LA PLACE ET LA RUE DE LA TAILLE, AU NUMERO 14 DE LA RUE DE LA PLACE**

Support : **MAIRIE DE NURLU**

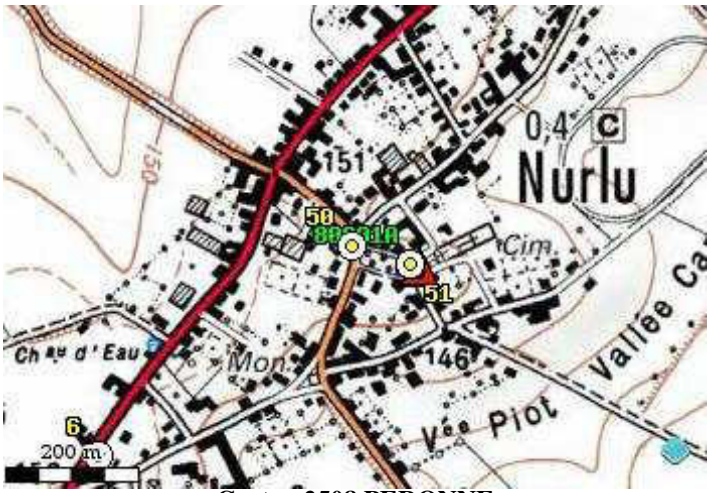
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE RUE DE LA PLACE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510398

Matricule : **D.A.Q3 - 51**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,990 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 17.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 19.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.55** *N (km) :* **6989.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.72**

de : **NURLU (D.917)** *à :* **LIERAMONT (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 50**

Localisation : **RUE DE L'EGLISE, A 100 M A L'EST DE LA D.72**

Support : **EGLISE DE NURLU**

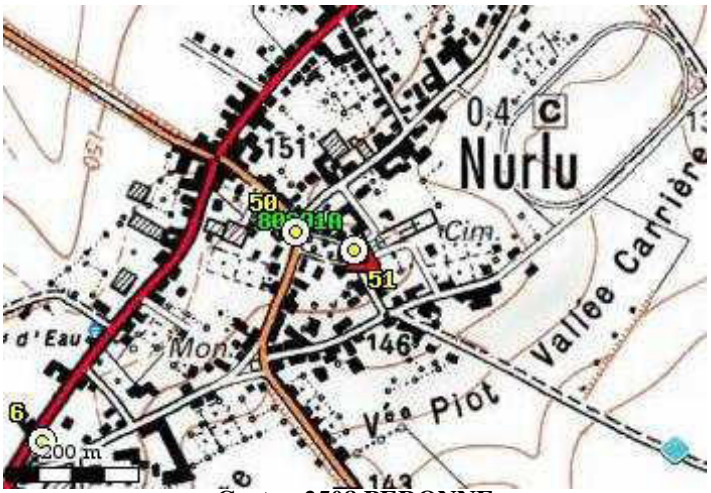
Partie support : **PILIER NORD-OUEST DU PORCHE, FACE NORD-OUEST, FACE RUE DE L'EGLISE**

Repèrements : **A 0.34 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.06 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510396

Matricule : **D.A.Q3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

155,660 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 43.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 13.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.86** *N (km) :* **6989.46**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.917**

de : **PERONNE** *à :* **FINS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,24** *km du repère* **D.A.Q3 - 6**

Localisation : **A 220 M AU NORD-OUEST DE LA D.917, AU LIEU-DIT "LE CHAMP BLEU"**

Support : **SIGNAL GEODESIQUE**

Partie support : **PILIER SUD-EST, FACE SUD, FACE D.917**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.70 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510389 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 6** **153,855 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 53.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 09.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.07** *N (km) :* **6989.36**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.917**

de : **PERONNE** *à :* **FINS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,07** *km du repère* **D.A.Q3 - 8**

Localisation : **A 100 M AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC UN V.O., AU NUMERO 2 DE LA ROUTE NATIONALE**

Support : **MAISON**

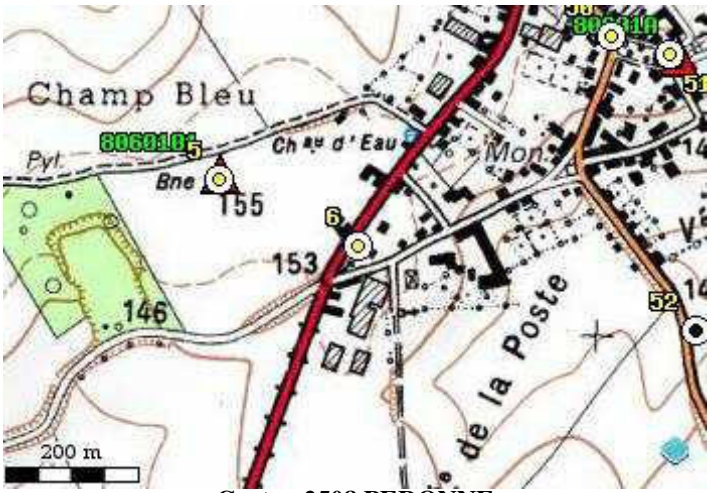
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.35 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415178

Matricule : **D.A.Q3 - 8**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,167 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 25.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 35.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.71** *N (km) :* **6990.15**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80601** *Commune :* **NURLU**

Voie suivie : **D.917**

de : **NURLU (D.72)** *à :* **FINS**

Coté : **Droit** *PK :* **9,99** *km* *Distance :* **0,21** *km du repère* **D.A.Q3 - 49**

Localisation : **AU NUMERO 67 DE LA ROUTE NATIONALE**

Support : **MAISON**

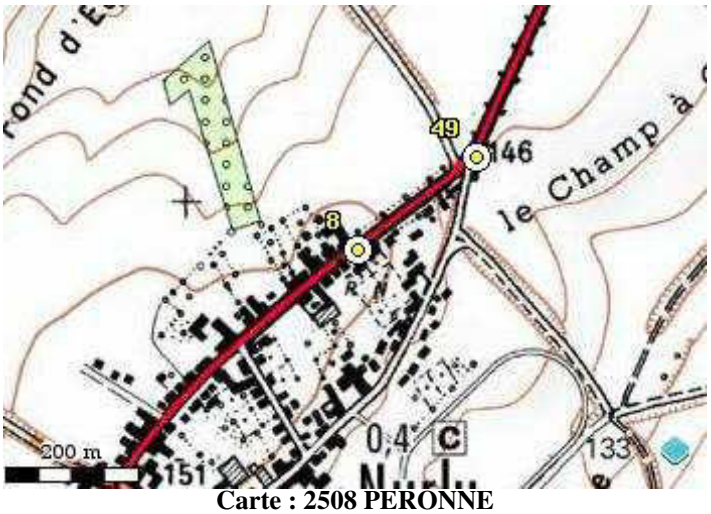
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.60 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

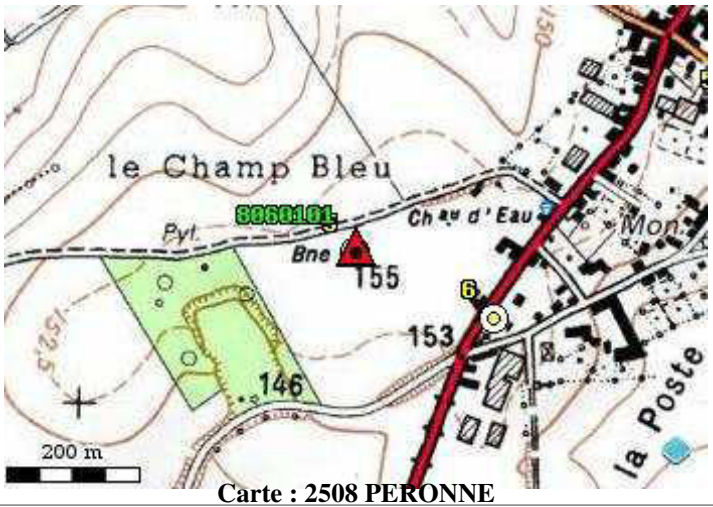
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

NURLU I

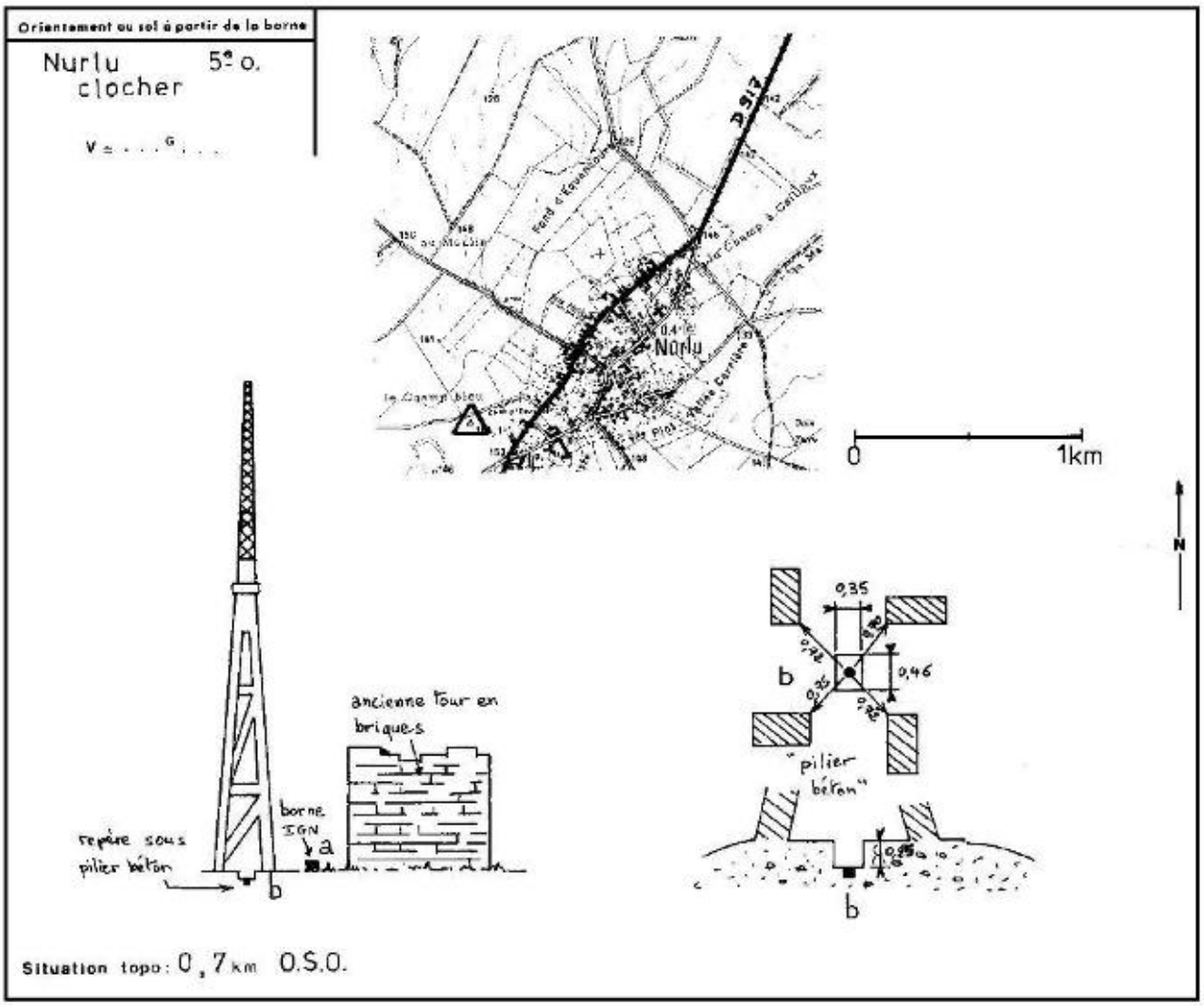
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8060101**	Identifiant : 73345
Commune : NURLU		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 220 gr



Carte : 2508 PERONNE



NURLU I

Identifiant : 185639 - NO : 8060101-01

Point : a



Borne IGN

Point vu en place en 2011

Azimut de la prise de vue : 365 gr

Identifiant : 185641 - NO : 8060101-03

Point : b



Bloc de béton : RBGM Repère sous pilier

Point vu en place en 2011

Azimut de la prise de vue : 370 gr

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 43.2304" E	50° 00' 13.3601" N	199.16	< 10 cm
b	3° 00' 43.3087" E	50° 00' 13.2856" N	198.59	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700861.70	6989468.25	< 10 cm	155.34	< 50 cm
b	700863.26	6989465.94	< 10 cm	154.77	< 50 cm

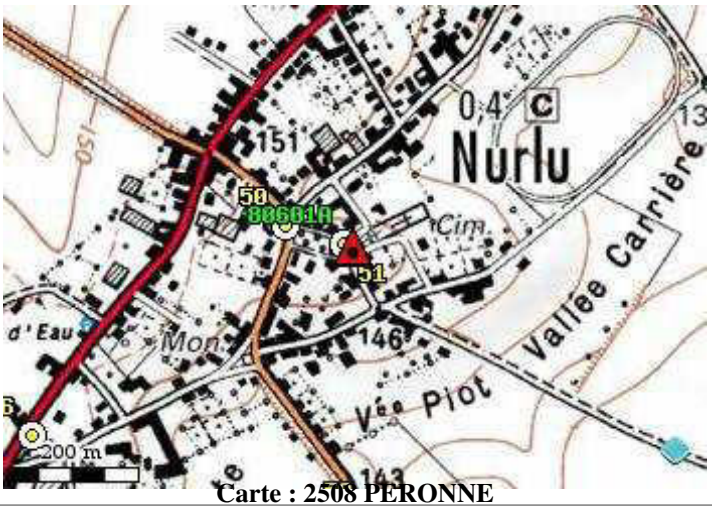
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

NURLU A

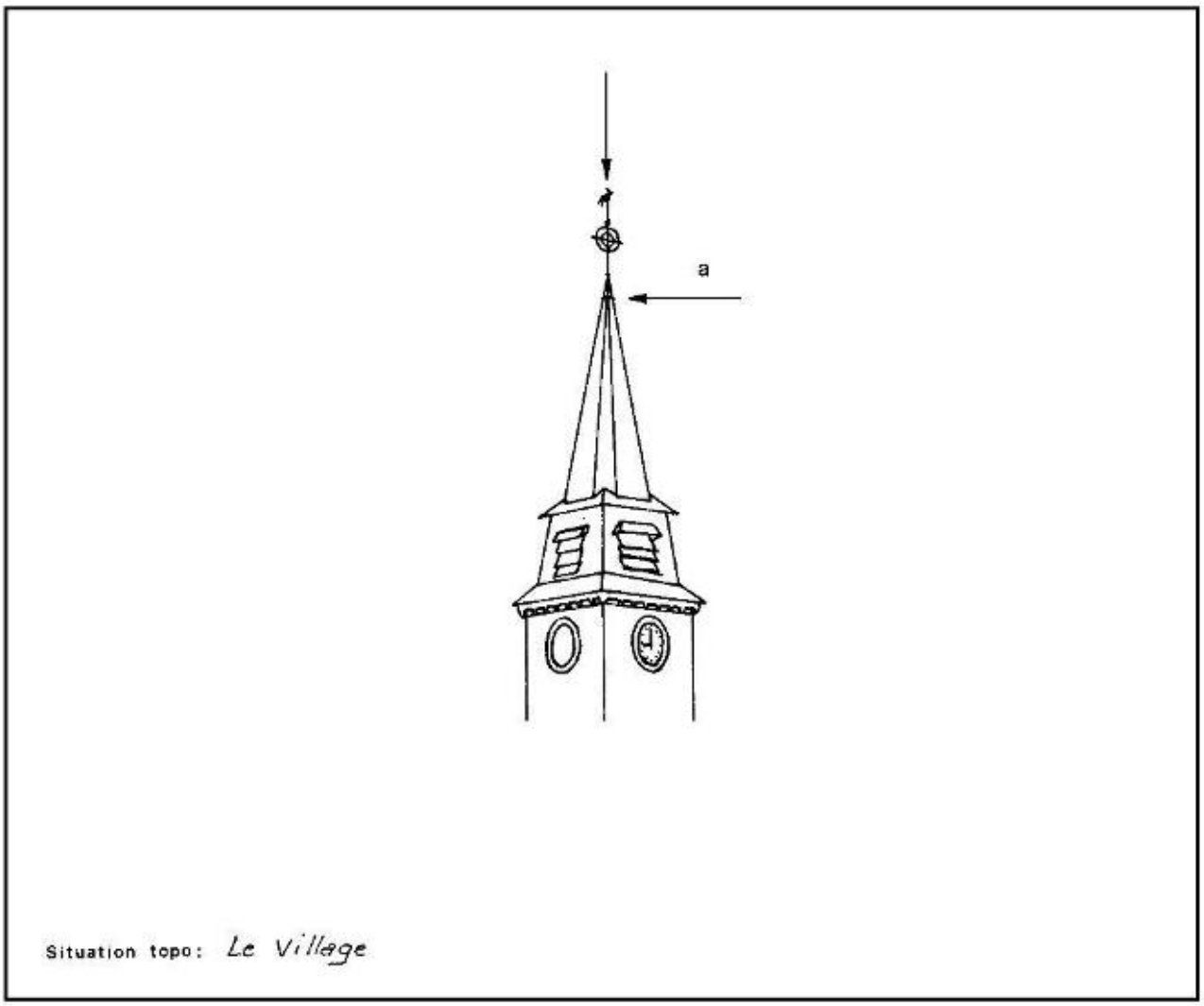
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80601A**	Identifiant : 73346
Commune : NURLU		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 125 gr



Carte : 2508 PERONNE



NURLU A

Identifiant : 185643 - NO : 80601A-01

Point : a

Clocher : Centre renflement

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 60 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 01' 18.4311" E	50° 00' 19.1122" N	219.59	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	701563.29	6989646.29	< 10 cm	175.77	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de PERONNE n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062001a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062001b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.243

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de PERONNE
Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune d'ALLAINES 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : PERONNE I

Commune n° INSEE : 80620 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : PERONNE

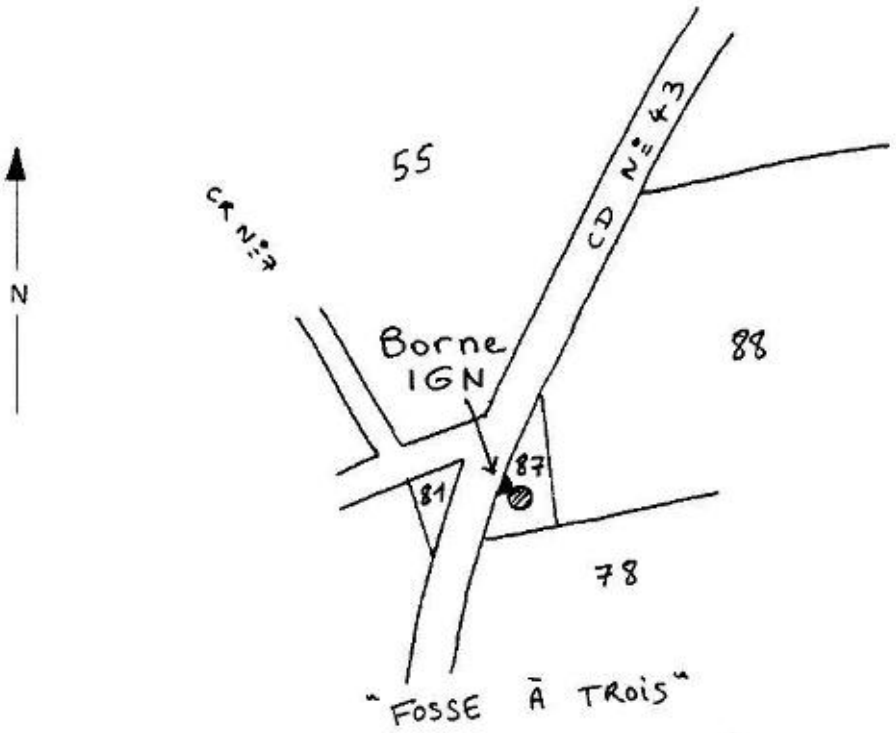
Lieu-dit : FOSSE À TROIS Section : Z Parcelle : 87 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1985 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

Scans du site de la commune de PERONNE n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062002a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062002b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

FEUILLE au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.244

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 6 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de PERONNE

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur l'I.T.P.E. Chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987.

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : PERONNE II

Commune n° INSEE : 80620 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : PERONNE

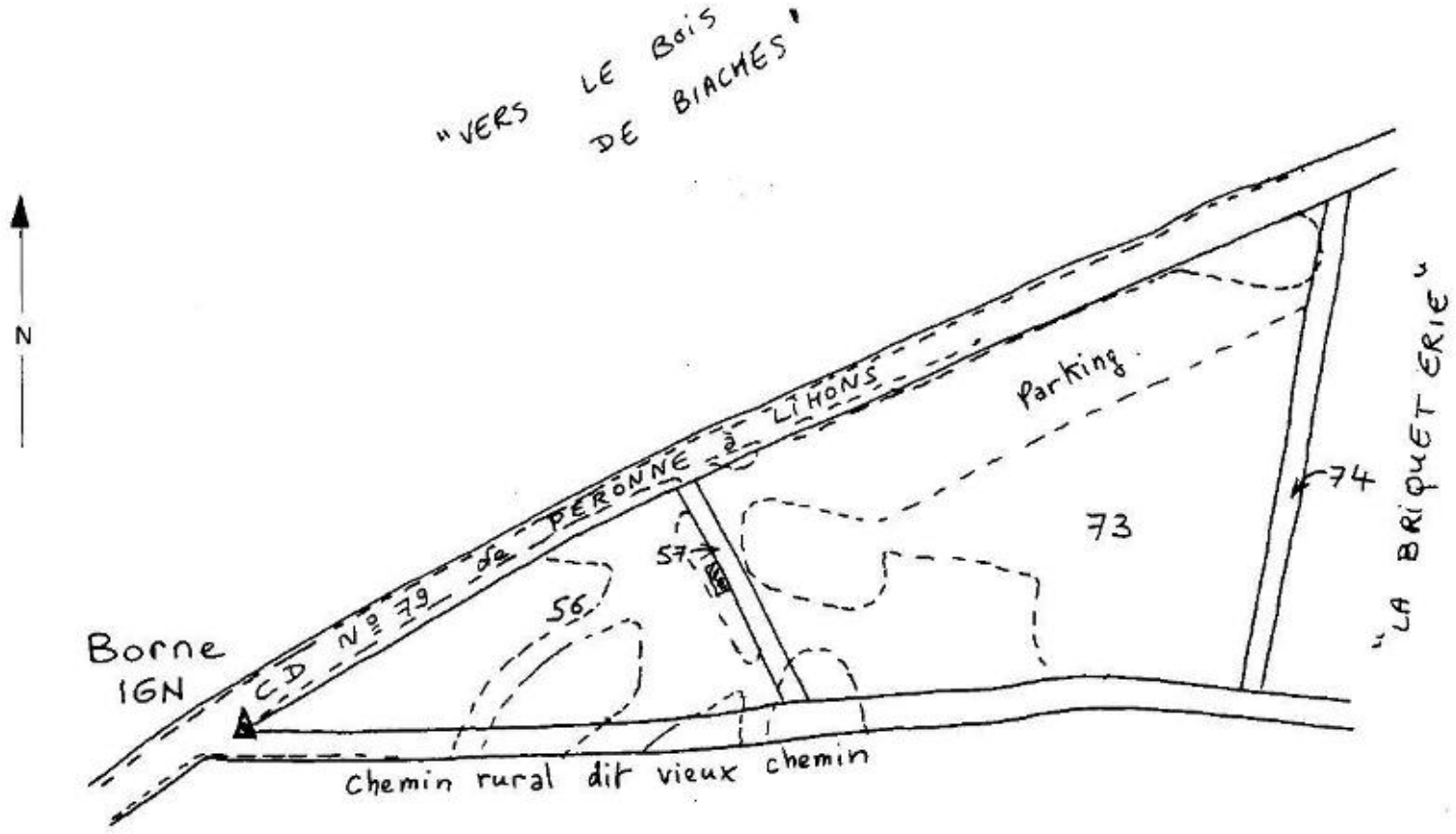
Lieu-dit : LA BRIQUETERIE Section : ZA Parcelle : CD 79 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1963 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 6 Juin 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534224

Matricule : **D.A.Q3 - 11-II**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

62,065 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 45.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 18.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.12** *N (km) :* **6982.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE (D.1017)**

Coté : **Droit** *PK :* **26,32** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 10 M A L'OUEST DE L'ENTREE DU NO 2, AVENUE DES AUSTRALIENS**

Support : **PILIER DE SUPPORT D'UNE ANCIENNE BARRIERE (LE PLUS AU SUD-EST DE 4)**

Partie support : **FACE SUPERIEURE**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531274

Matricule : **D.A.Q3 - 112**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

67,513 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 01.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 07.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.23** *N (km) :* **6981.86**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.43**

de : **PERONNE CENTRE** *à :* **D.1017 (MONT-ST-QUENTIN)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,30** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 20 BIS**

Localisation : **A 140 M DE LA VOIE SUIVIE, RUE DES PLATANES**

Support : **MUR DE CLOTURE DU CIMETIERE DE PERONNE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DE PILIER SUD-OUEST DU PORTAIL, FACE SUD-EST, FACE RUE DES PLATANES**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.29 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308734

Matricule : **D.A.Q3 - 26**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,122 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 39.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 00.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.99** *N (km) :* **6981.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **RUE DU FAUBOURG DE BRETAGNE**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,27** *km du repère* **D.A.Q3 - 27**

Localisation : **AU NUMERO 52**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE, ENTRE LES 2 PORTES**

Repèrements : **A 0.44 M DE LA PETITE PORTE**
A 0.23 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308735

Matricule : **D.A.Q3 - 27**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,214 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 51.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 01.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.24** *N (km) :* **6981.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **RUE DU FAUBOURG DE BRETAGNE**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **D.937**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,22** *km du repère* **D.A.Q3 - 28**

Localisation : **AU NUMERO 77**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.38 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.43 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308736

Matricule : **D.A.Q3 - 28**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,934 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 57.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 04.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.37** *N (km) :* **6981.78**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **RUE DU FAUBOURG DE BRETAGNE**

de : **PERONNE** *à :* **DOINGT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,18** *km du repère* **D.A.Q3 - 29**

Localisation : **A 90 M AU NORD-OUEST DE LA RUE DU FAUBOURG DE BRETAGNE**

Support : **ANCIENNE HALTE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-OUEST**

Repèrements : **A 0.35 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.20 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308731

Matricule : **D.A.Q3 - 29**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,124 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 01.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 59.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.45** *N (km) :* **6981.63**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **RUE DE PERONNE**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **DOINGT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,17** *km du repère* **D.A.Q3 - 28**

Localisation : **AU NO 4, RUE DE PERONNE, A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 78**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

Partie support : **CHAINE D'ANGLE SUD DU MUR PIGNON SUD-OUEST, FACE OPPOSEE A LA ROUTE, DANS UNE VERANDA**

Repèrements : **A 0.21 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.74 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308732

Matricule : **D.A.Q3 - 30**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

73,429 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 52.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 13.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.06** *N (km) :* **6982.04**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.43**

de : **PERONNE CENTRE** *à :* **D.1017 (MONT-ST-QUENTIN)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 19**

Localisation : **AU NUMERO 12, RUE JEAN TOEUF**

Support : **ANCIENNE HALTE DE QUINCONCE**

Partie support : **PILIER D'ANGLE EST DU MUR DE FACADE LATERAL SUD**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.18 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534225

Matricule : **D.A.Q3 - 91-I**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

84,417 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 48.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 58.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.98** *N (km) :* **6983.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (D.937)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Coté : **Droit** *PK :* **41,75** *km* *Distance :* **0,76** *km du repère* **D.A.Q3 - 91**

Localisation :

Support : **REGARD**

Partie support : **PARTIE COTE ROUTE DE L'ENTOURAGE EN BETON**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510357

Matricule : **D.A.Q3 - 91**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

89,813 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 14.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 40.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.50** *N (km) :* **6982.88**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (D.937)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Coté : **Droit** *PK :* **41,04** *km* *Distance :* **0,97** *km du repère* **D.A.Q3 - 30**

Localisation : **AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.43, AU NUMERO 74 DE L'AVENUE DES AUSTRALIENS**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE D.1017**

Repèrements : **A 0.72 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.88 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510358

Matricule : **D.A.Q3 - 92**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

103,686 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 08.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 47.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.37** *N (km) :* **6983.12**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT-SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,45** *km du repère* **D.A.Q3 - 91**

Localisation : **AU HAMEAU DE MONT-SAINT-QUENTIN, AU NUMERO 11 DE LA RUE DE L'ABBAYE**

Support : **ANCIENNE MAIRIE DE MONT-SAINT-QUENTIN**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.15 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.43 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510359

Matricule : **D.A.Q3 - 93**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

107,214 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 05.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 50.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.32** *N (km) :* **6983.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT-SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 92**

Localisation : **AU HAMEAU DE MONT-SAINT-QUENTIN**

Support : **EGLISE**

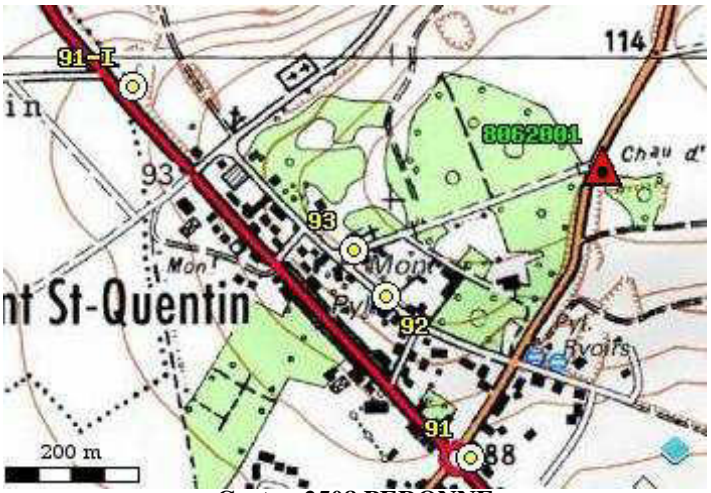
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT D'ANGLE SUD-EST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST, FACE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.42 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 21198

Matricule : **D.A.Q3R3 - 17**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

54,940 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère non retrouvé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 59.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 32.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.99** *N (km) :* **6982.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.938**

de : **CLERY-SUR-SOMME** *à :* **N.17**

Coté : **Gauche** *PK :* **2,03** *km* *Distance :* **0,63** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 16**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.938 ET DU CHEMIN "DE LA VALLEE"**

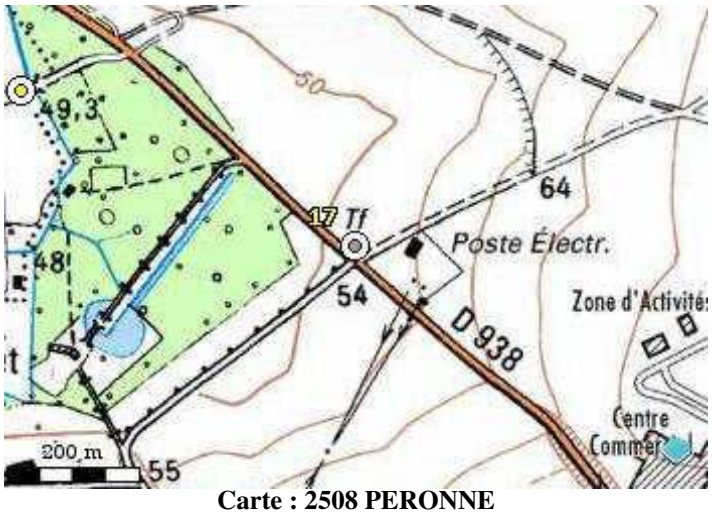
Support : **TRANSFORMATEUR**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE D.938**

Repèrements : **A 0.16 M DE L'EXTREMITE SUD-EST (SOUS UN BARDAGE)**
A 0.42 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308728

Matricule : **D.A.Q3R3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

72,122 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 43.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 06.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.87** *N (km) :* **6981.84**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **RUE DE LA LIBERTE**

de : **D.938** *à :* **AVENUE CHARLES BOULANGER**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,58** *km du repère* **D.A.R3 - 41**

Localisation : **AU NO 13, RUE DE LA LIBERTE, AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DES ACACIAS**

Support : **BATIMENT (ANCIENNE LOGE DU GARDIEN DE L'HOPITAL)**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 8.42 M AU NORD-OUEST DU DECROCHEMENT COTE PORTAIL**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531201

Matricule : **D.A.Q3R3 - 20 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

61,003 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 00.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 00.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.22** *N (km) :* **6981.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.43**

de : **PERONNE CENTRE** *à :* **D.1017 (MONT-ST-QUENTIN)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,47** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 21**

Localisation : **AU NO 25, AVENUE CHARLES BOULANGER**

Support : **SOUS-PREFECTURE DE PERONNE**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST DU BATIMENT DES BUREAUX, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.22 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308729

Matricule : **D.A.Q3R3 - 21**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,190 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 09.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 48.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.39** *N (km) :* **6981.27**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.1017**

de : **D.43** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (D.1029)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,73** *km du repère* **D.A.Q3 - 26**

Localisation : **PLACE DU COMMANDE LOUIS DAUDRE**

Support : **HOTEL DE VILLE DE PERONNE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE D.1017**

Repèrements : **A 2.65 M DE L'EXTREMITE NORD-EST DE LA PARTIE CENTRALE AVEC COLONNES**
A 0.41 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415075

Matricule : **D.A.R3 - 29**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,095 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 02.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 06.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.26** *N (km) :* **6979.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Milieu** *PK :* **37,07** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LE CANAL DE LA SOMME**

Partie support : **CULEE SUD, FACE NORD-EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.37 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510242 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 41** **58,426 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 32.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 19.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.46** *N (km) :* **6982.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.938** *à :* **HALLES (CHAPELLE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,76** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 17**

Localisation : **AU HAMEAU DE HALLES, AU NORD-OUEST DU CARREFOUR DE LA RUE PAILET AVEC LA RUE DU PRESSOIR**

Support : **CHAPELLE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES**

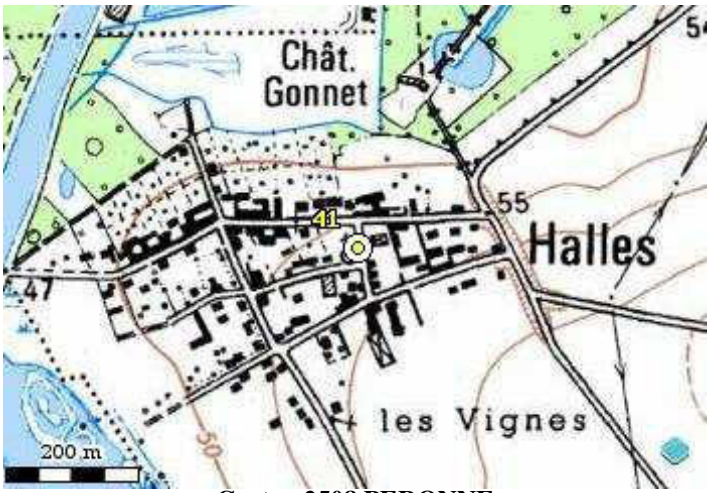
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST DE LA NEF, FACE RUE PAILET**

Repèrements : **A 6.23 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.57 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415069

Matricule : **D.A.R3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,514 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **B REPERE BOURDALOUE**

Complément : **TIGE**

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 05.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 43.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.31** *N (km) :* **6981.13**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (D.1029)**

Coté : **Gauche** *PK :* **38,40** *km* *Distance :* **0,19** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 21**

Localisation : **A 40 M DE LA VOIE SUIVIE**

Support : **EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE**

Partie support : **MUR DE FACADE ANTERIEUR DE LA NEF, FACE SUD-OUEST, FACE RUE SAINT-JEAN**

Repèrements : **A 2.56 M AU NORD-OUEST DU PORCHE PRINCIPAL**
A 0.87 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415067

Matricule : **D.A.R3 - 4a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,883 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément : **C.T.R.**

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 00.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 41.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.21** *N (km) :* **6981.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (D.1029)**

Coté : **Droit** *PK :* **38,29** *km* *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.R3 - 4**

Localisation : **AU NO 16, RUE SAINT-FURSY, A L'OUEST DU CARREFOUR ACEC LA RUE PASTEUR**

Support : **MAISON (SALON DE COIFFURE)**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON EN PAN COUPE EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.54 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.19 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 112 , D.A.Q3 - 30 , D.A.Q3R3 - 20 BIS , D.A.Q3R3 - 21 , D.A.R3 - 4 , D.A.R3 - 4a



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415064

Matricule : **D.A.R3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,467 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 49.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 27.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.00** *N (km) :* **6980.64**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Droit** *PK :* **37,87** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC UNE RUE**

Support : **PONT SUR LA SOMME**

Partie support : **"DE" RIVE DROITE DE LA RAMBARDE AVAL, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.48 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415061

Matricule : **D.A.R3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,740 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 01.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 14.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.24** *N (km) :* **6980.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **37,30** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NO 37, FAUBOURG DE PARIS**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.64 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.01 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415059

Matricule : **D.A.R3 - 6a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

53,774 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 01.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 52.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.23** *N (km) :* **6979.53**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **36,61** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU CHEMIN VERT**

Support : **TRANSFORMATEUR**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE OUEST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415050

Matricule : **D.A.R3 - 6b**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

62,795 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 48.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 19.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.97** *N (km) :* **6978.54**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **35,59** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU CIMETIERE MILITAIRE BRITANNIQUE DE LA CHAPELETTE**

Support : **MUR DE SOUTENEMENT DE LA CROIX**

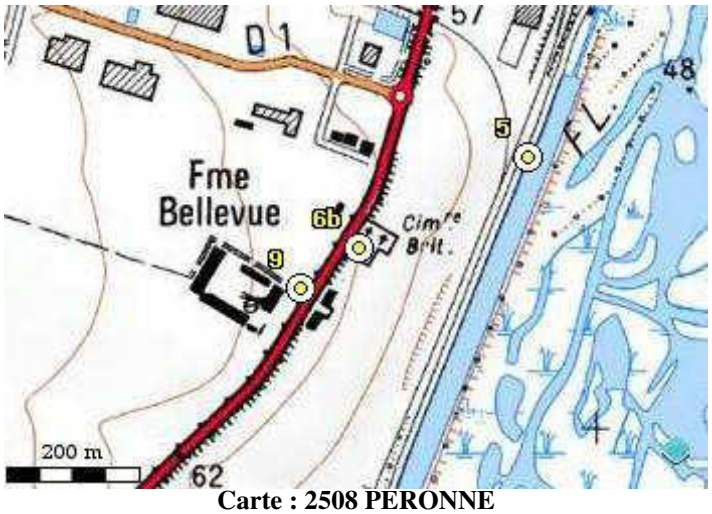
Partie support : **FACE LATERALE SUD-OUEST**

Repèrements : **A 1.15 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.12 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415039

Matricule : **D.A.R3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

64,449 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 43.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 18.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.88** *N (km) :* **6978.48**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Droit** *PK :* **35,48** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU LIEU-DIT "BELLEVUE"**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST**

Repèrements : **A 0.61 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.48 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415030

Matricule : **D.A.R3 - 9a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,502 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 19.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 44.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.40** *N (km) :* **6977.43**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Droit** *PK :* **34,30** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 210 M AU NORD DU CARREFOUR AVEC LA D.62, AU NO 2**

Support : **REMISE**

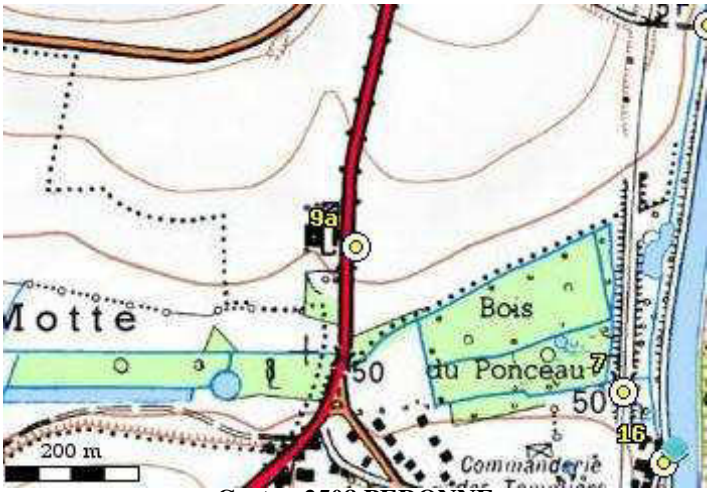
Partie support : **MUR DE FACADE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.55 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286258

Matricule : **D.A.R3T3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,753 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 09.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 58.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.40** *N (km) :* **6979.73**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **148,79** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT RAIL SUR LE CANAL DE LA SOMME**

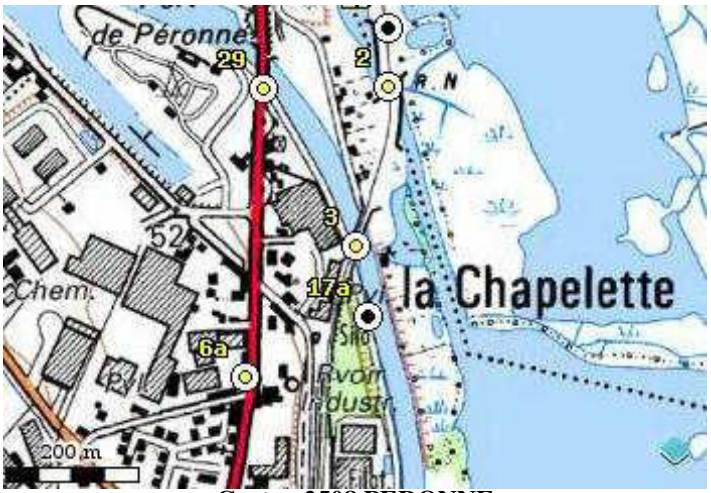
Partie support : **CULEE SUD OUEST, FACE NORD-OUEST OPPOSEE A LA VOIE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'ARETE NORD-EST**
A 1.26 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DE LA MACONNERIE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415009

Matricule : **D.A.R3T3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,751 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 06.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 42.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.34** *N (km) :* **6979.23**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **148,30** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU QUARTIER DE LA CHAPELETTE, AU PASSAGE A NIVEAU D'UN CHEMIN**

Support : **MAISON DU CONCIERGE DE LA FILATURE FRANCAISE DE MOHAIR**

Partie support : **MUR DE FACADE OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.35 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415010

Matricule : **D.A.R3T3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,605 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 01.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 24.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.23** *N (km) :* **6978.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **147,72** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT-VANNE DU CANAL DE LA SOMME**

Partie support : **MUR COTE OPPOSE A LA VOIE, LE PLUS ELOIGNE DE LA VOIE, FACE OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.12 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DE LA MACONNERIE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415011

Matricule : **D.A.R3T3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,953 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 46.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 54.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.94** *N (km) :* **6977.77**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80620** *Commune :* **PERONNE**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **146,74** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 88 M A L'EST DU PASSAGE A NIVEAU D'UN CHEMIN, SUR CE CHEMIN**

Support : **AQUEDUC LATERAL**

Partie support : **MUR DE TETE NORD**

Repèrements : **A 3.93 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.35 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DE LA MACONNERIE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

PERONNE I

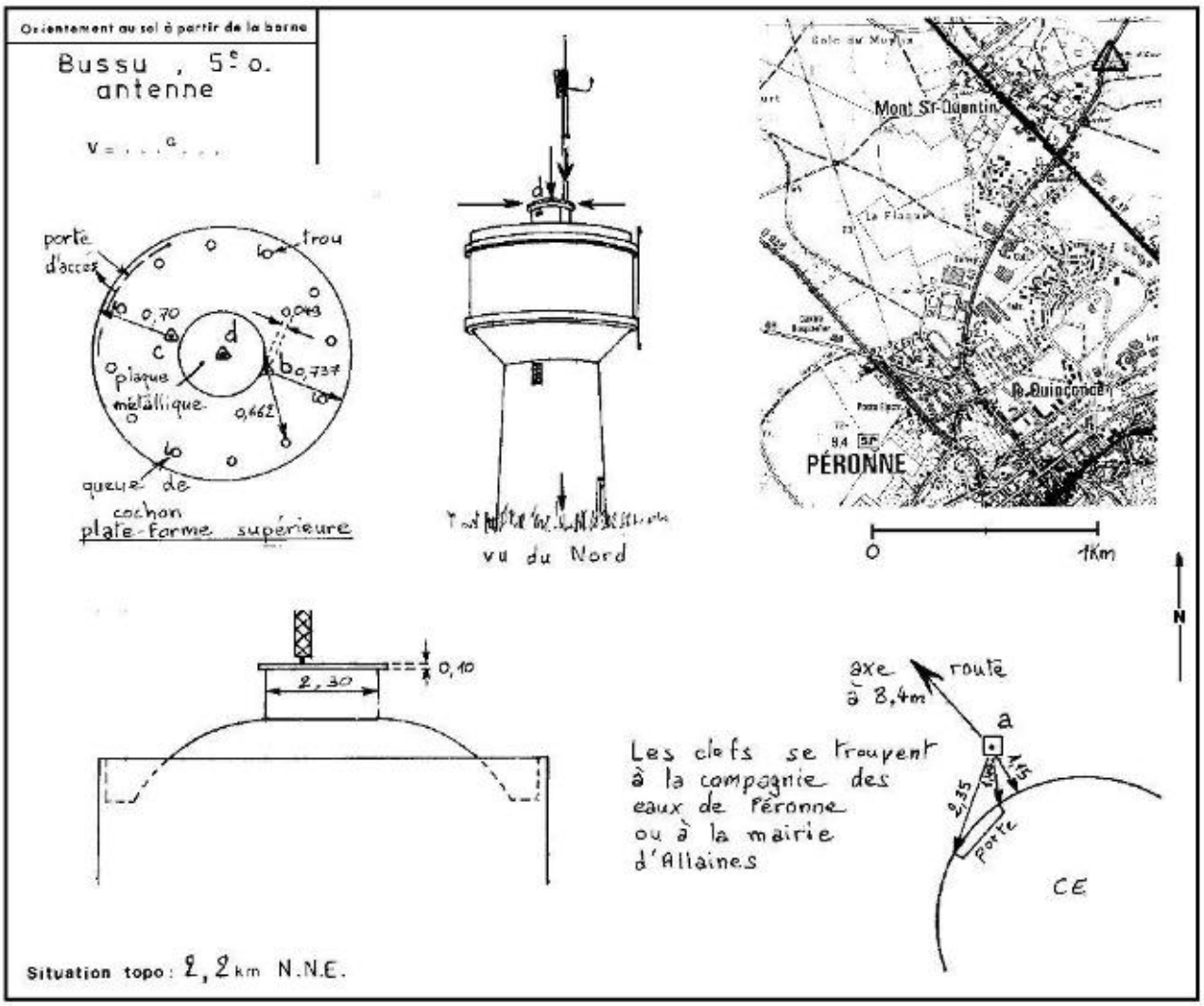
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8062001**	Identifiant : 73371
Commune : PERONNE		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 125 gr



Carte : 2508 PERONNE



PERONNE I

Identifiant : 185691 - NO : 8062001-01

Point : a

Borne IGN
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 250 gr



Identifiant : 185693 - NO : 8062001-03

Point : b

Château d'eau : Repère bronze p.m.
Point vu en place en 1985

Identifiant : 185694 - NO : 8062001-04

Point : c

Château d'eau : Antenne : Axe et base
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 230 gr



Identifiant : 185695 - NO : 8062001-05

Point : d

Château d'eau : Axe et sommet
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 375 gr



© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

PERONNE I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 56' 24.6912" E	49° 56' 54.4143" N	156.96	< 10 cm
b	2° 56' 24.8358" E	49° 56' 54.3151" N	172.11	< 10 cm
c	2° 56' 24.7923" E	49° 56' 54.3254" N	172.10	< 10 cm
d	2° 56' 24.8152" E	49° 56' 54.3183" N	172.11	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	695703.67	6983317.44	< 10 cm	113.16	< 50 cm
b	695706.56	6983314.36	< 10 cm	128.31	< 50 cm
c	695705.69	6983314.68	< 10 cm	128.31	< 50 cm
d	695706.14	6983314.46	< 10 cm	128.31	< 50 cm

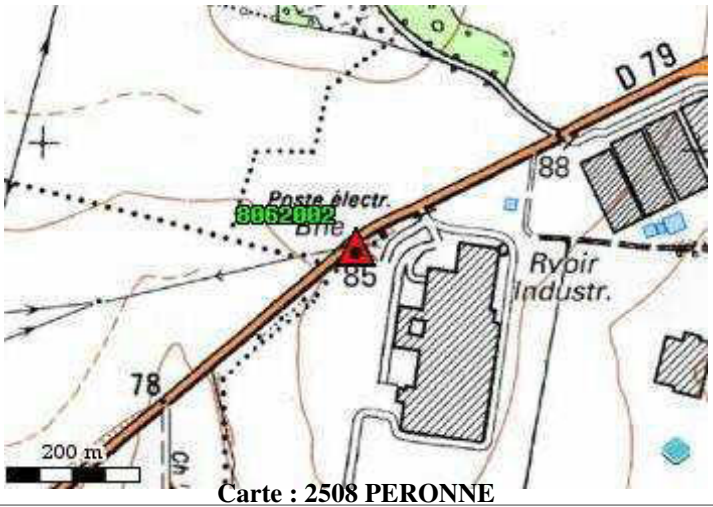
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

PERONNE II

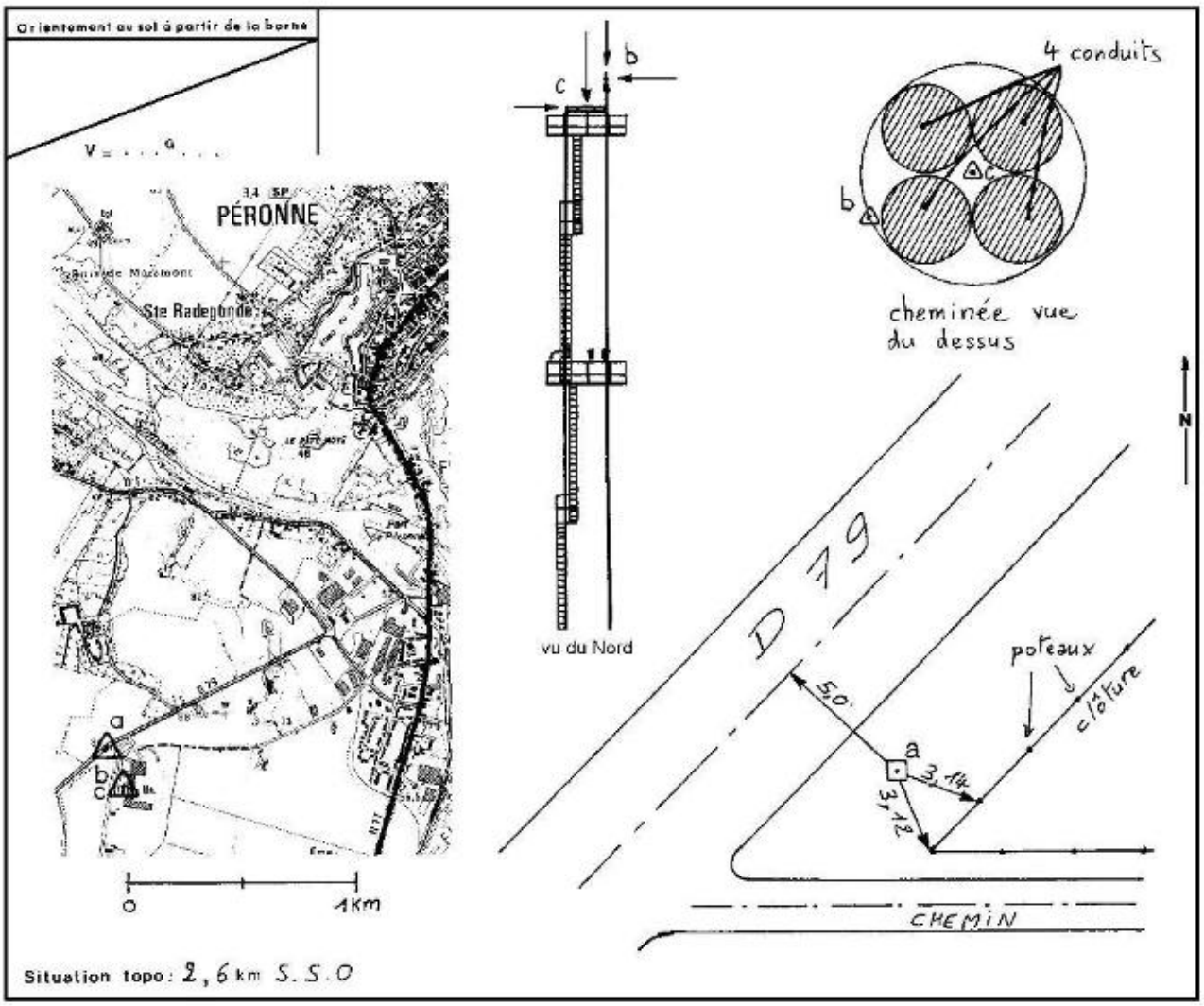
Département : SOMME (80) **Commune :** PERONNE **Lieu-dit :**	**No du Site** **8062002** **Site du** **Réseau de détail**	Identifiant : 73372



Azimut de la prise de vue : 55 gr



Carte : 2508 PERONNE



PERONNE II

Identifiant : 185696 - NO : 8062002-01

Point : a

Borne IGN
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 70 gr



Identifiant : 185698 - NO : 8062002-03

Point : b

La moins haute des 2 cheminées : Paratonnerre : Centre renflement
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 170 gr



Identifiant : 185699 - NO : 8062002-04

Point : c

La moins haute des 2 cheminées : Axe et sommet
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 140 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 54' 50.4782" E	49° 54' 38.7794" N	129.64	< 10 cm
b	2° 54' 54.2333" E	49° 54' 33.4288" N	167.02	< 10 cm
c	2° 54' 54.2878" E	49° 54' 33.4362" N	164.37	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

PERONNE II

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	693819.16	6979124.93	< 10 cm	85.84	< 50 cm
b	693893.96	6978959.39	< 10 cm	123.22	< 50 cm
c	693895.05	6978959.62	< 10 cm	120.56	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

PERONNE A

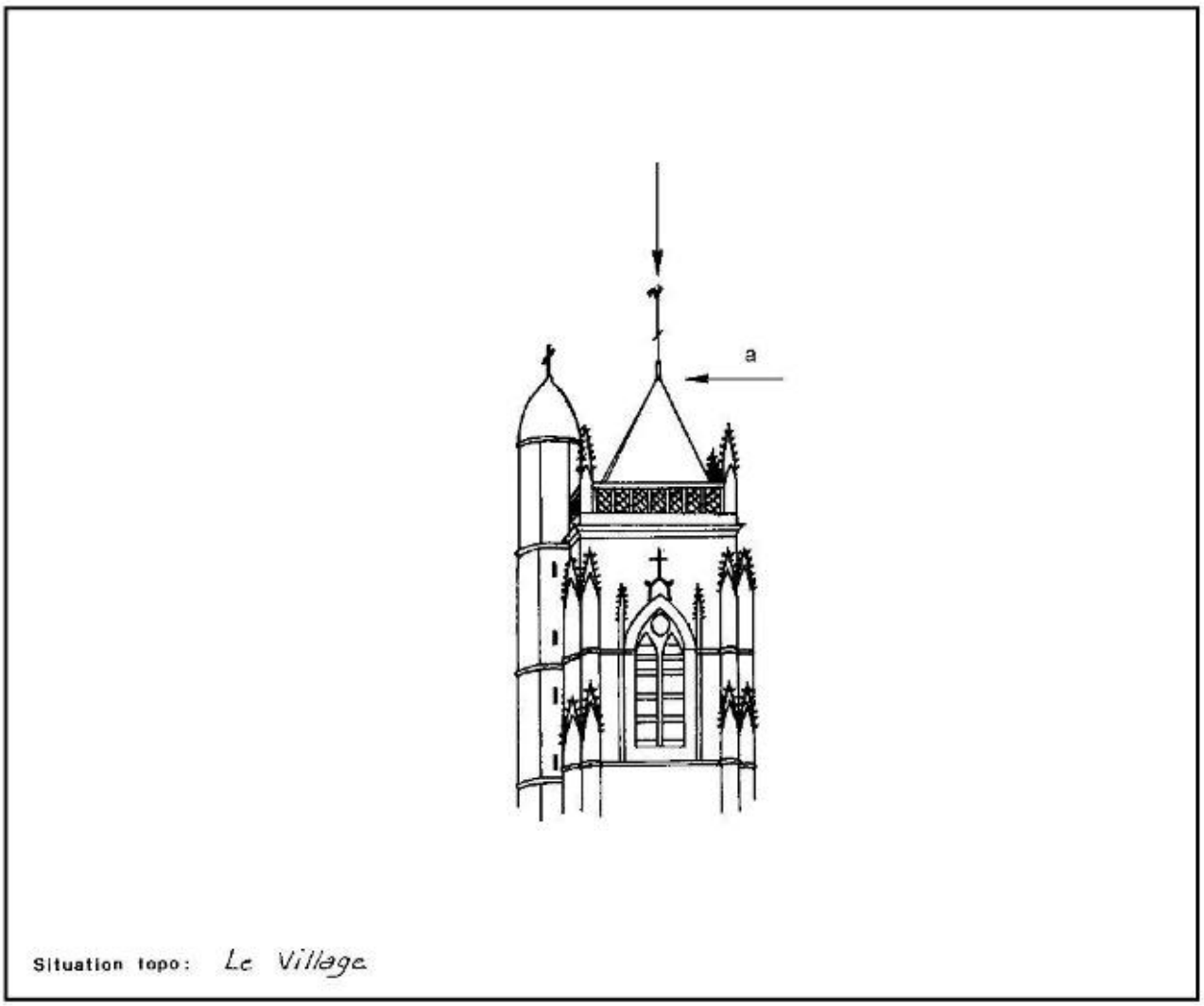
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80620A**	Identifiant : 73373
Commune : PERONNE		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 370 gr



Carte : 2508 PERONNE



PERONNE A

Identifiant : 185700 - NO : 80620A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 160 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 56' 05.4158" E	49° 55' 44.3513" N	140.95	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	695317.26	6981151.15	< 10 cm	97.15	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de POEUILLY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062901a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062901b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062901c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8062901d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.245

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 12 Août 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de POEUILLY

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de POEUILLY 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : POEUILLY I

Commune n° INSEE : 80629 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : POEUILLY

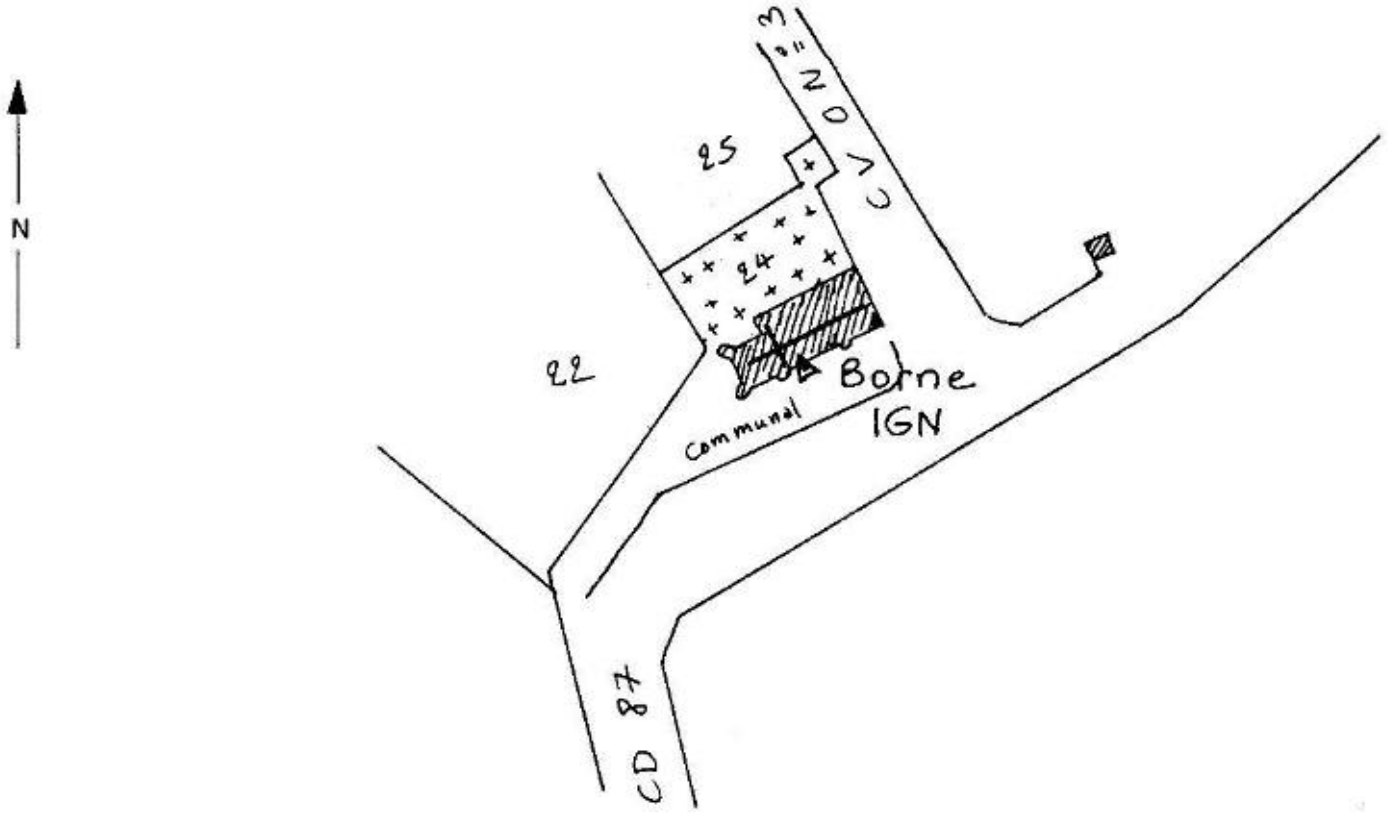
Lieu-dit : AU VILLAGE Section : B Parcelle : CD87 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1957 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 12 Août 19 85 Échelle : 1/1250



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N°66 168
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 23 Section B lieu dit le Village de la Commune de POEUILLY Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE POEUILLY (Somme)

Ce point est matérialisé par :

Clocher centre de la boule

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

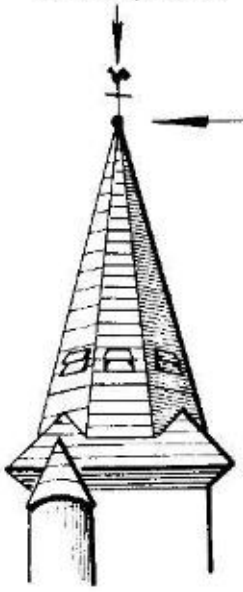
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de POEUILLY
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Pœuilly I Lieu-dit: Le Village Section: B Parcelle: 23

CROQUIS



Echelle graphique:

Mr
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

G. Sudreau

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510479 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3 - 31** — **92,799 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 17.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 43.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.54** *N (km) :* **6975.57**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80629** *Commune :* **POEUILLY**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,79** *km du repère* **D.A.P3 - 30**

Localisation : **A 40 M A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA N.29, SUR LA N.29 AU NO 3, CHAUSSEE BRUNEHAUT**

Support : **MAISON**

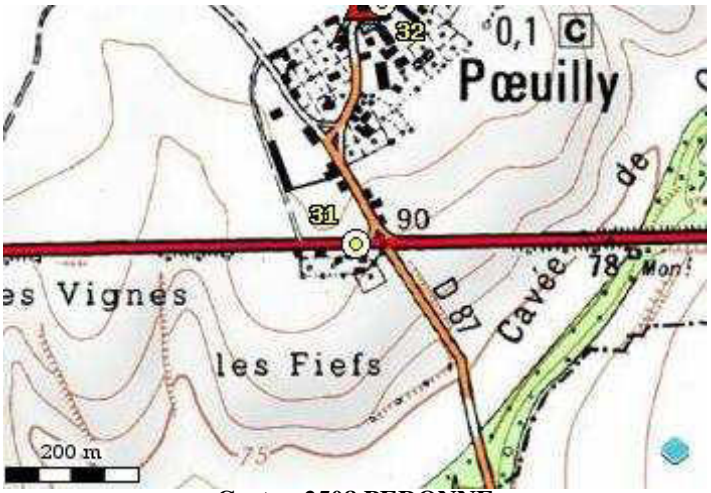
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD, FACE N.29**

Repèrements : **A 0.92 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.17 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415279

Matricule : **D.A.P3 - 32**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,371 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 19.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 55.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.58** *N (km) :* **6975.94**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80629** *Commune :* **POEUILLY**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **7,99** *km* *Distance :* **0,43** *km du repère* **D.A.P3 - 31**

Localisation : **AU NO 18, RUE SAINT-ELOI**

Support : **MAIRIE DE POEUILLY**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.43 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.07 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415281

Matricule : **D.A.P3 - 33**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,943 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 17.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 56.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.54** *N (km) :* **6975.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80629** *Commune :* **POEUILLY**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **7,98** *km* *Distance :* **0,04** *km du repère* **D.A.P3 - 32**

Localisation :

Support : **EGLISE DE POEUILLY**

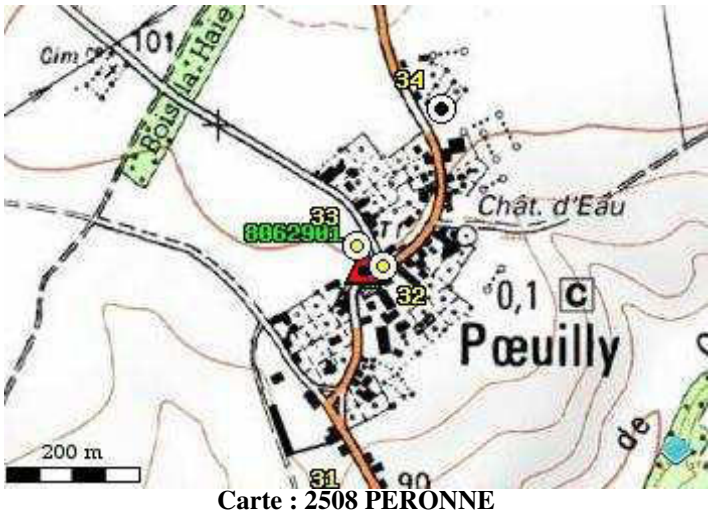
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT CENTRAL DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.57 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

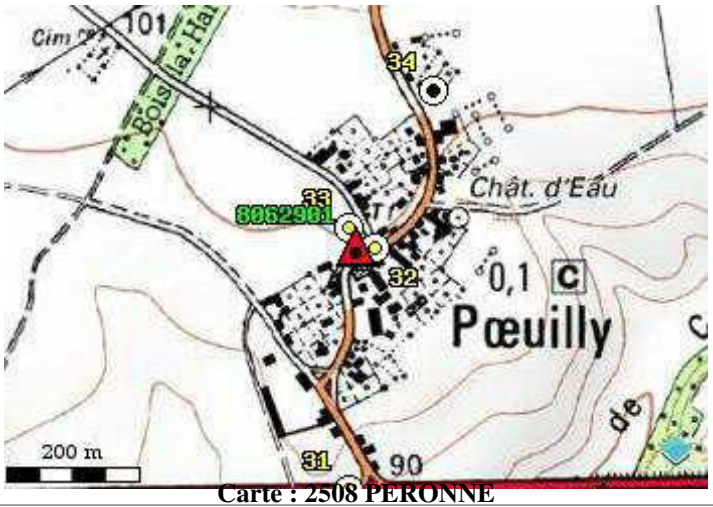
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

POEUILLY I

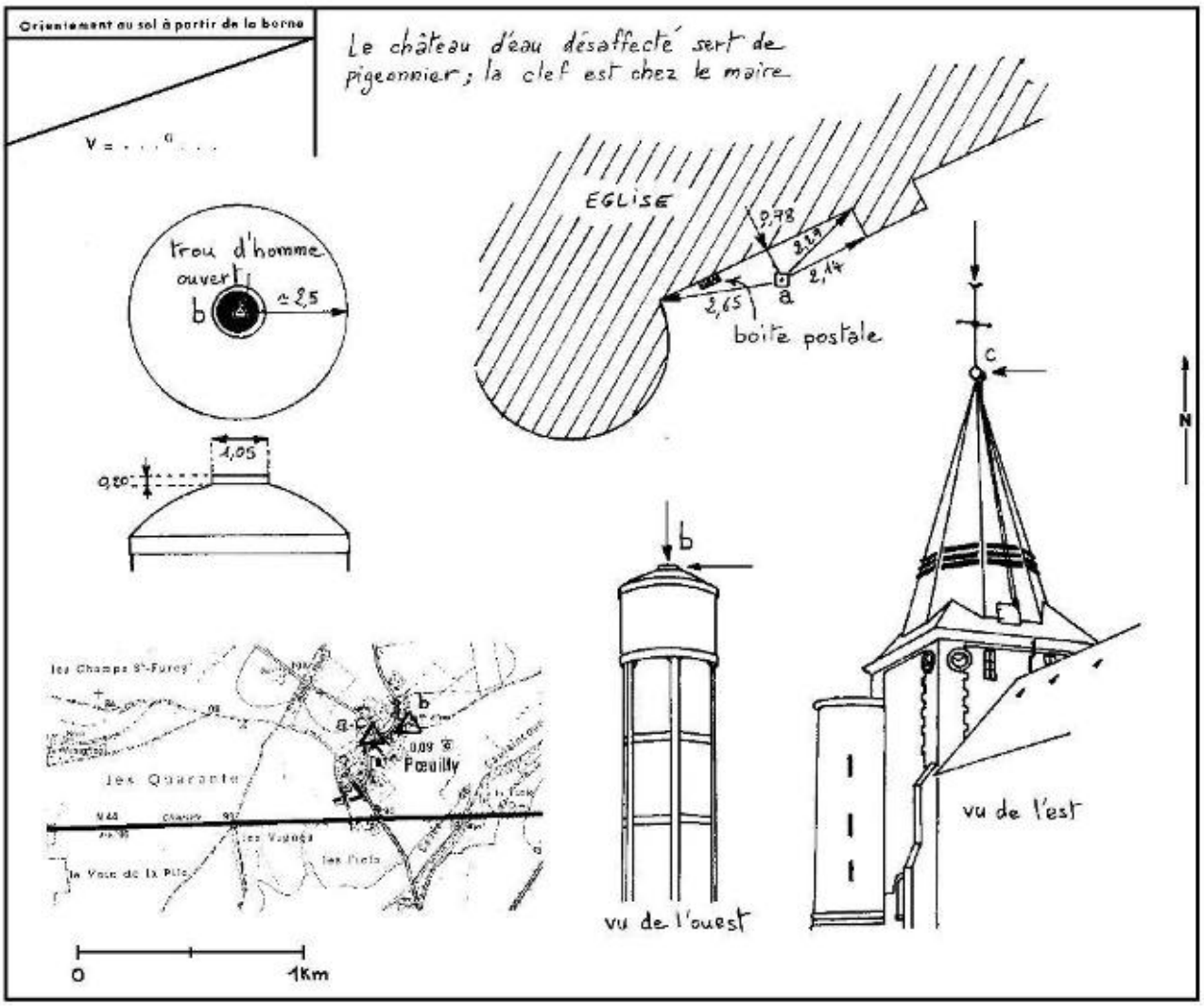
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8062901**	Identifiant : 73385
Commune : POEUILLY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 25 gr



Carte : 2508 PERONNE



POEUILLY I

Identifiant : 185729 - NO : 8062901-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 290 gr



Identifiant : 185731 - NO : 8062901-03

Point : b

Château d'eau : Axe et sommet trou d'homme

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 130 gr



Identifiant : 185732 - NO : 8062901-04

Point : c

Clocher : Centre boule

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 310 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 06' 18.1117" E	49° 52' 55.7704" N	143.16	< 10 cm
b	3° 06' 26.0688" E	49° 52' 57.5454" N	163.55	< 10 cm
c	3° 06' 17.9856" E	49° 52' 55.8923" N	170.19	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

POEUILLY I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	707554.75	6975941.36	< 10 cm	99.21	< 50 cm
b	707713.66	6975996.46	< 10 cm	119.60	< 50 cm
c	707552.23	6975945.13	< 10 cm	126.24	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de RANCOURT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8066401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8066401b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.249

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 22 Mai 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de RANCOURT

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de RANCOURT 80360.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : RANCOURT I code :

Commune n° INSEE : 80664 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : COMBLES Commune : RANCOURT

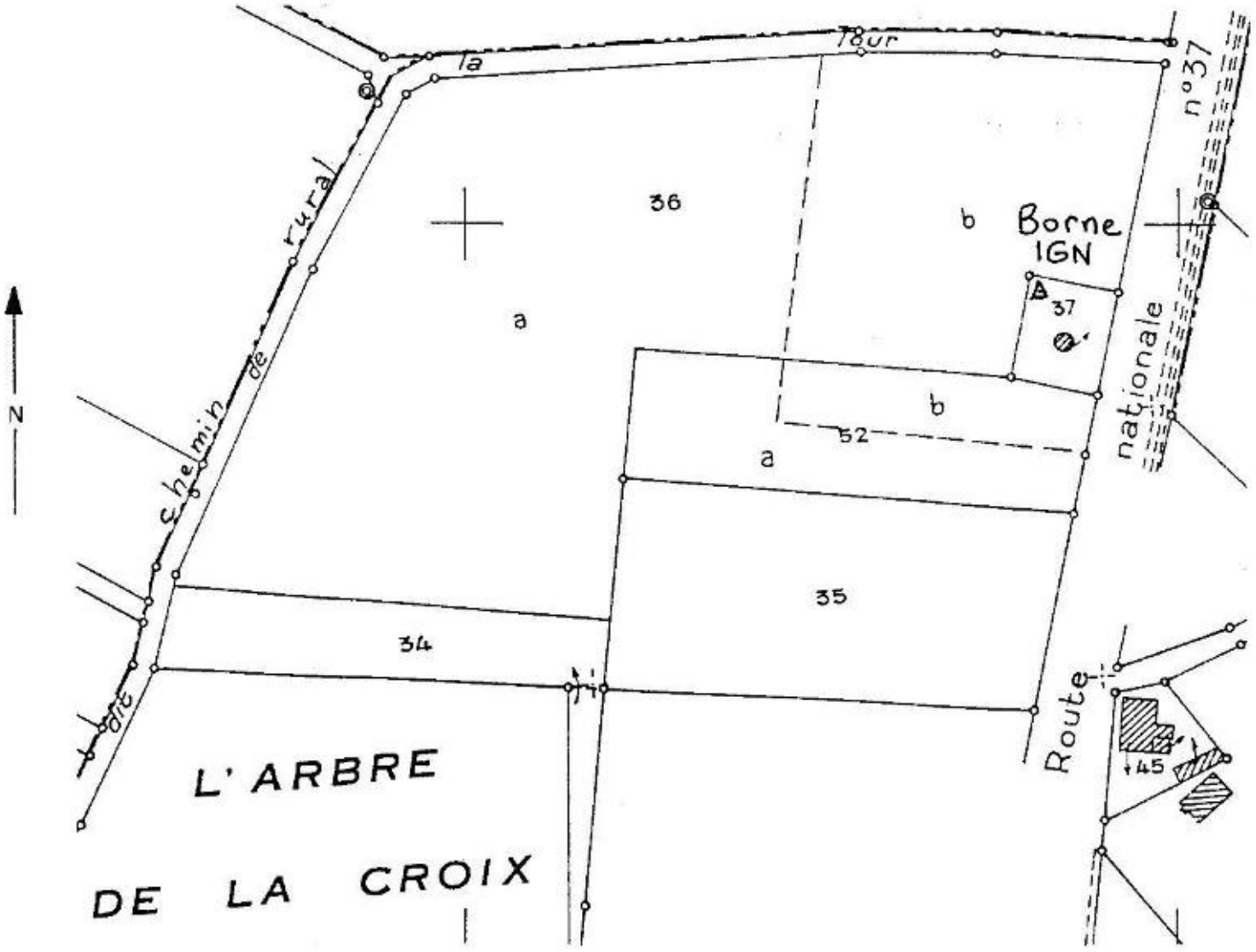
Lieu-dit : L'ARBRE DE LA CROIX Section : ZB Parcelle : 37 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1986 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 22 Mai 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534222 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3 - 107-I**

144,213 m

Année de dernière détermination : 2016 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément : **SCELLE OBLIQUEMENT**

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 37.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 19.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.58** *N (km) :* **6989.66**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80664** *Commune :* **RANCOURT**

Voie suivie : **D.1017**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Droit** *PK :* **48,17** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **POTEAU EN BETON NO 1979-651**

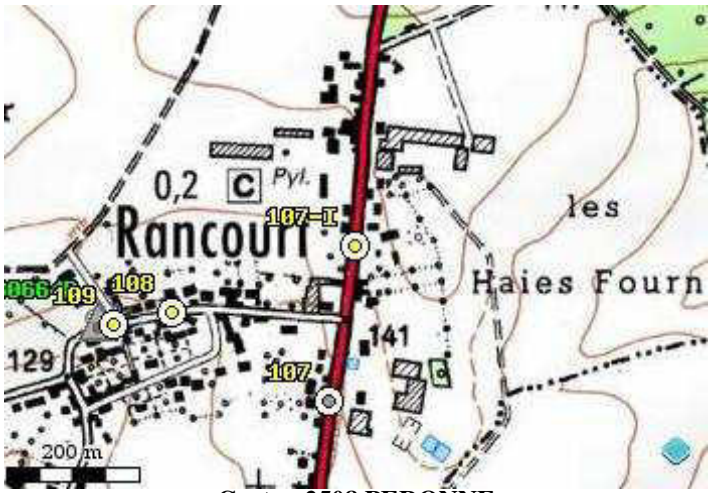
Partie support : **FACE OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.57 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415197

Matricule : **D.A.Q3 - 107**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

141,432 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère non retrouvé en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 35.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 11.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.54** *N (km) :* **6989.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80664** *Commune :* **RANCOURT**

Voie suivie : **D.1017**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **47,94** *km* *Distance :* **0,59** *km du repère* **D.A.Q3 - 106**

Localisation : **AU NUMERO 25 DE LA ROUTE NATIONALE**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.52 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.06 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510421

Matricule : **D.A.Q3 - 108**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

134,548 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 23.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 16.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.30** *N (km) :* **6989.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80664** *Commune :* **RANCOURT**

Voie suivie : **N.17**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.Q3 - 107**

Localisation : **A 260 M DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU 15-I, SUR CETTE RUE**

Support : **MAIRIE-ECOLE DE RANCOURT**

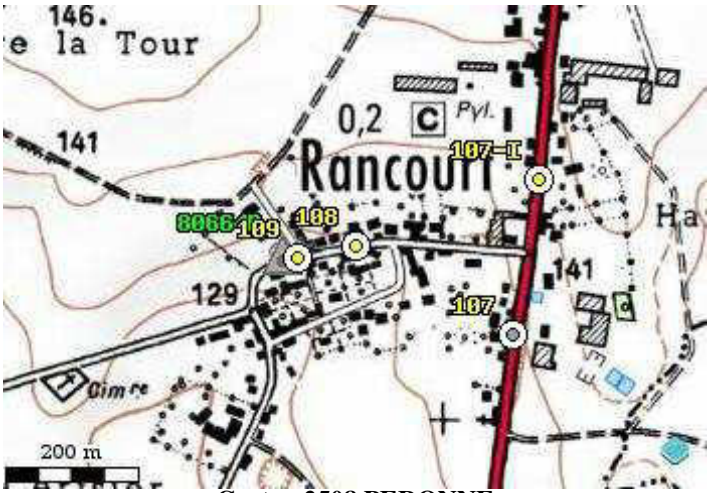
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE RUE DU 15-I**

Repèrements : **A 0.67 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.05 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510422

Matricule : **D.A.Q3 - 109**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

132,111 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 19.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 15.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.21** *N (km) :* **6989.54**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80664** *Commune :* **RANCOURT**

Voie suivie : **N.17**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,11** *km du repère* **D.A.Q3 - 108**

Localisation : **A 360 DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU 15-I, SUR CETTE RUE**

Support : **EGLISE DE RANCOURT**

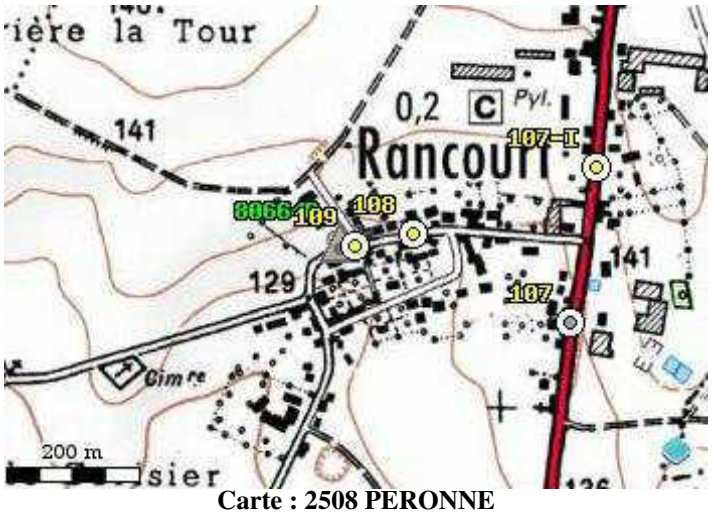
Partie support : **CONTREFORT SUD-OUEST DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE SUD-EST, FACE RUE DU 15-I**

Repèrements : **A 0.25 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.61 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415198

Matricule : **D.A.Q3 - 110**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

151,002 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 39.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 32.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.62** *N (km) :* **6990.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80664** *Commune :* **RANCOURT**

Voie suivie : **N.17**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **48,57** *km* *Distance :* **0,92** *km du repère* **D.A.Q3 - 109**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LE GRAND CHAMP"**

Support : **CHATEAU D'EAU**

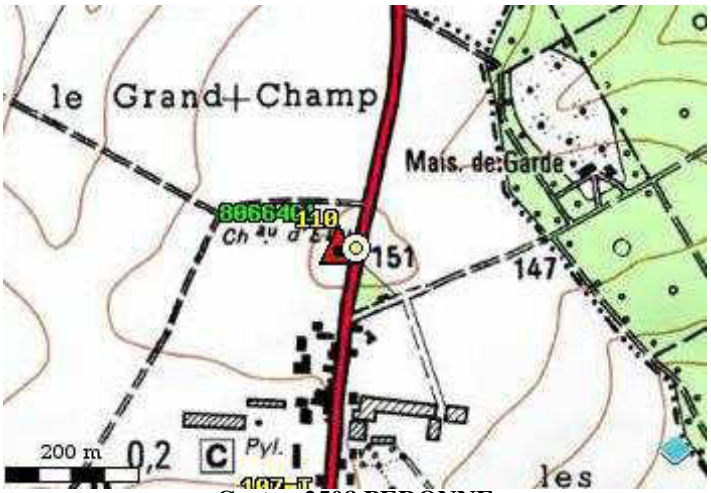
Partie support : **FACE OBLIQUE SUD-EST**

Repèrements : **A 0.15 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.73 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PÉRONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

RANCOURT I

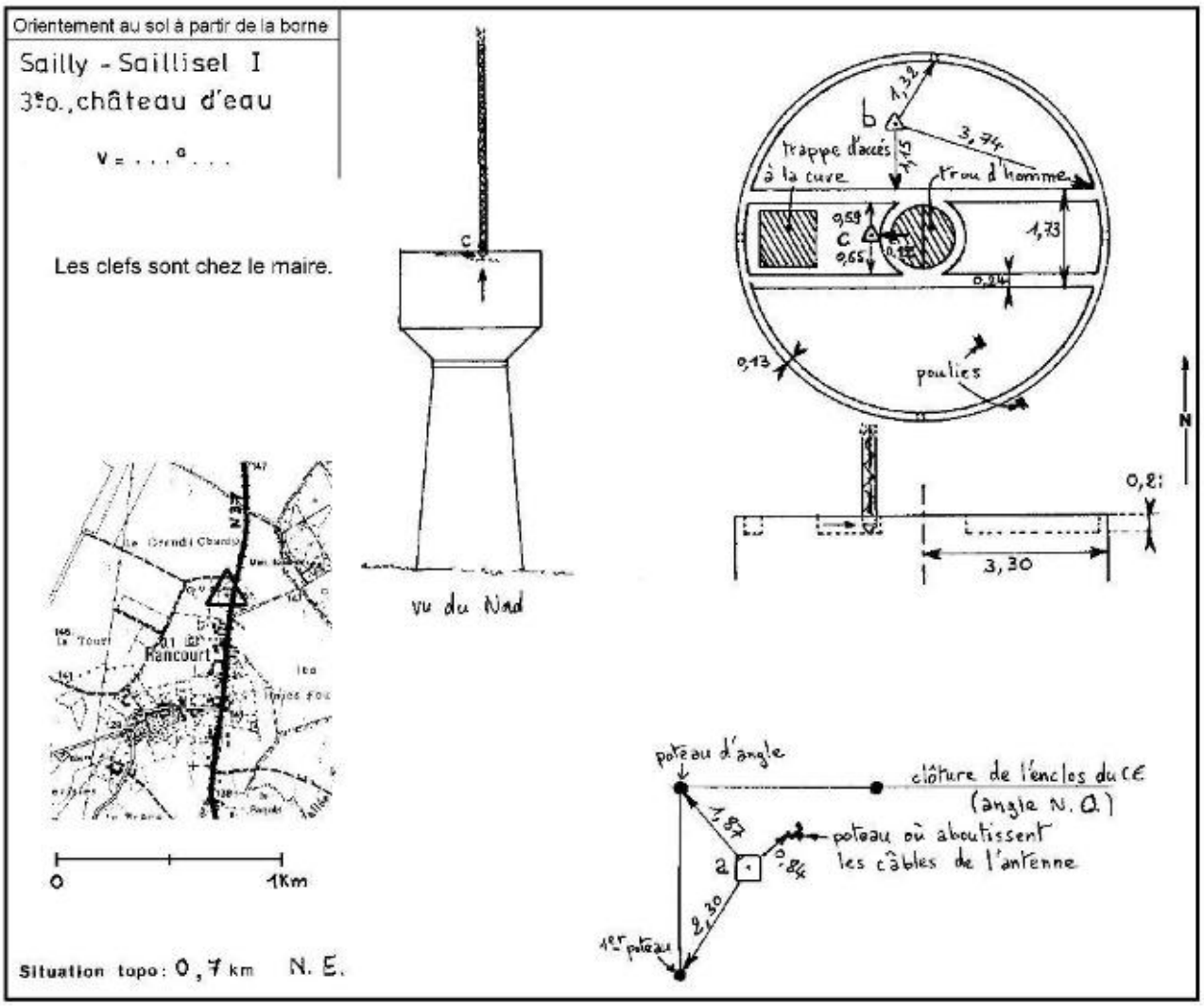
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8066401**	Identifiant : 73435
Commune : RANCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 390 gr



Carte : 2508 PERONNE



RANCOURT I

Identifiant : 185864 - NO : 8066401-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 190 gr



Identifiant : 185866 - NO : 8066401-03

Point : b

Château d'eau : Plate-forme supérieure : Repère bronze P.M. centre

Point vu en place en 1985

Azimut de la prise de vue : 330 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 54' 38.6894" E	50° 00' 32.8225" N	193.61	< 10 cm
b	2° 54' 39.1830" E	50° 00' 32.3525" N	208.81	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	693596.12	6990073.70	< 10 cm	149.85	< 50 cm
b	693605.94	6990059.15	< 10 cm	165.05	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

RANCOURT A

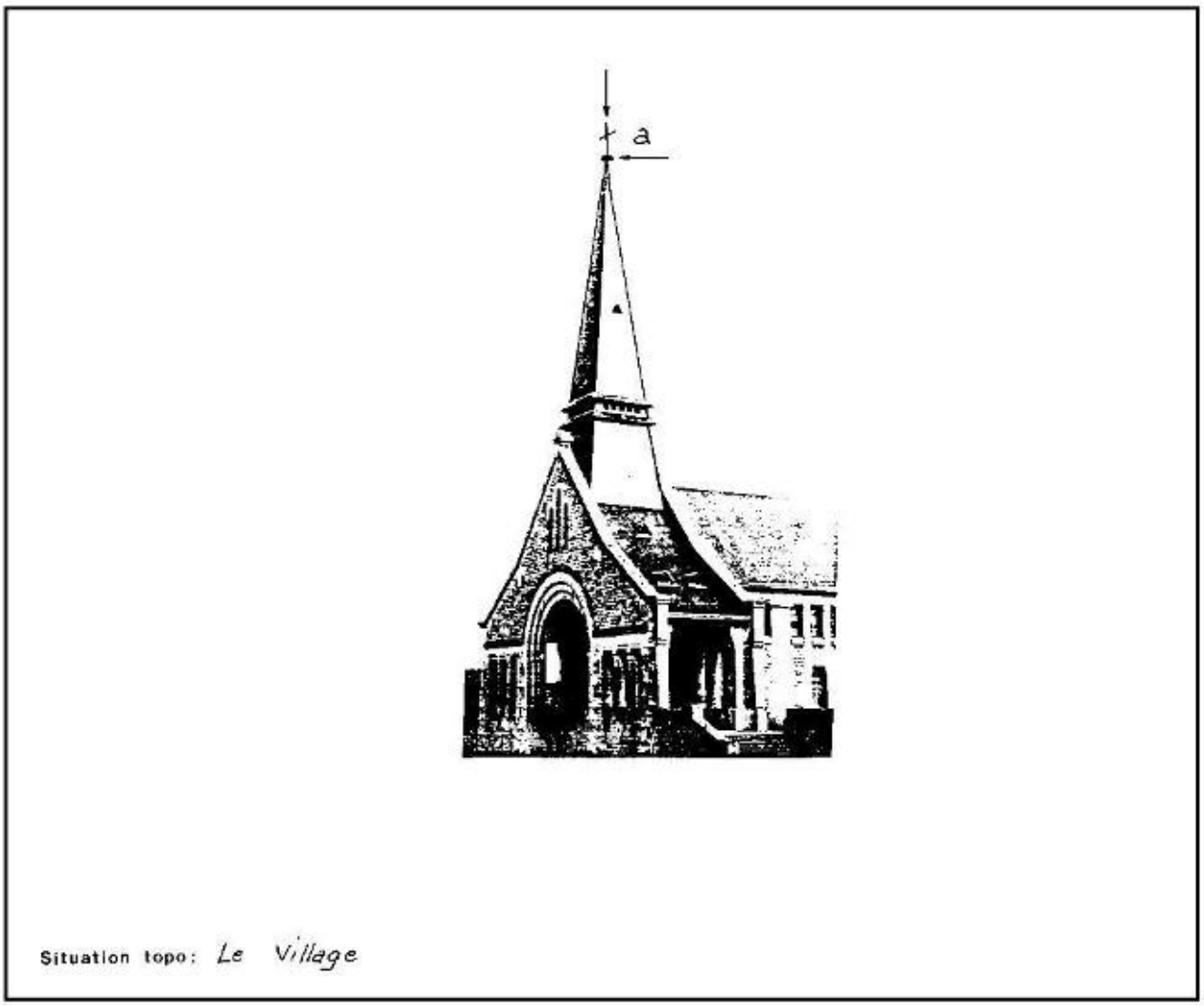
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80664A**	Identifiant : 73436
Commune : RANCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 95 gr



Carte : 2508 PERONNE



RANCOURT A

Identifiant : 185869 - NO : 80664A-01

Point : a

Clocher : Croix : Attache du fleuron

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 0 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 54' 38.9669" E	49° 59' 51.8489" N	215.97	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	693600.22	6988806.54	< 10 cm	172.20	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de ROISEL n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067702a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067702b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.250

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de ROISEL

Département de la SOMME et appartenant à :

- SYNDICAT d'ALIMENTATION en EAU de la HAUTE COLOGNE
  Mairie de VILLERS-FAUCON 80112.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : ROISEL II

Commune n° INSEE : 80677 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : ROISEL

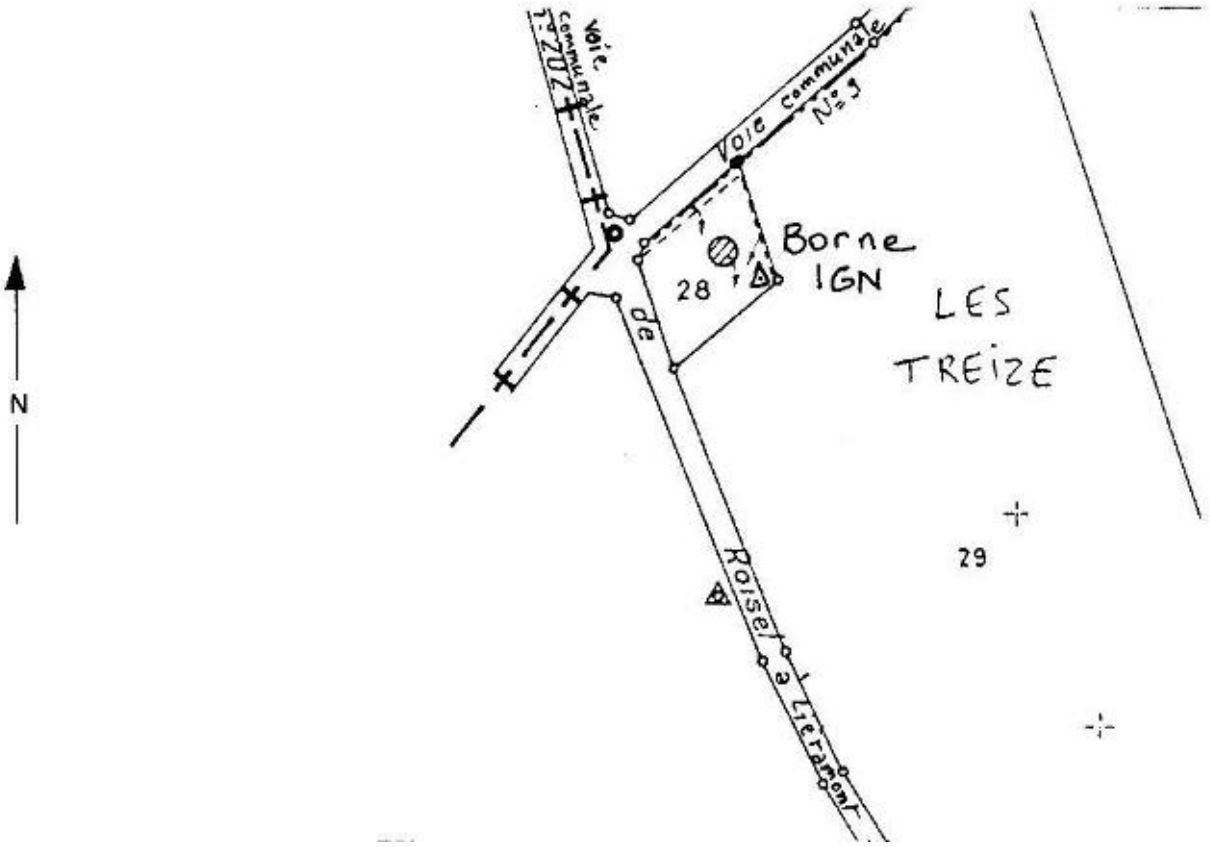
Lieu-dit : LES TREIZE Section : ZL Parcelle : 28 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : 1976 Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286361

Matricule : **D.A.P3Q3 - 20**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

74,440 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 28.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 48.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.55** *N (km) :* **6983.15**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **CARTIGNY-GARE** *à :* **ROISEL-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **163,15** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 127 DE LA D.6**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.45 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.06 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308759

Matricule : **D.A.P3Q3V3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

79,854 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 49.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 47.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.97** *N (km) :* **6983.11**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.6**

de : **MARQUAIS (D.87)** *à :* **ROISEL (D.24)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.Q3 - 111**

Localisation : **FACE AU NO 6, RUE ELIE AUVRET**

Support : **EGLISE DE ROISEL**

Partie support : **ABOUT DU CONTREFORT SUD-EST DU MUR DE FACADE NORD-EST DU TRANSEPT DROIT**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.35 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**

Ce repère appartient à un triplet.

Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3V3 , D.A.P3V3 - 2 , D.A.Q3V3 - 1 , D.A.V3 - 176



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308740

Matricule : **D.A.P3V3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

81,457 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 03.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 38.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.25** *N (km) :* **6982.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.24**

de : **ROISEL (D.6)** *à :* **MONTIGNY (D.34)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.P3Q3V3**

Localisation : **AU NO 1 RUE DE LA LIBERATION, AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE PARMENTIER**

Support : **MAISON**

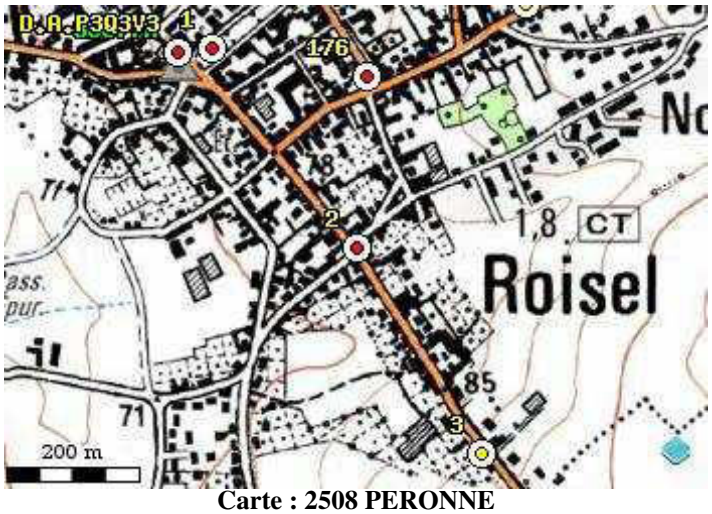
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.68 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3V3 , D.A.P3V3 - 2 , D.A.Q3V3 - 1 , D.A.V3 - 176



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308737

Matricule : **D.A.P3V3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

91,288 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 12.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 27.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.44** *N (km) :* **6982.50**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.24**

de : **ROISEL (D.6)** *à :* **MONTIGNY (D.34)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.P3V3 - 2**

Localisation : **AU NO 54 RUE DE LA LIBERATION**

Support : **MAISON**

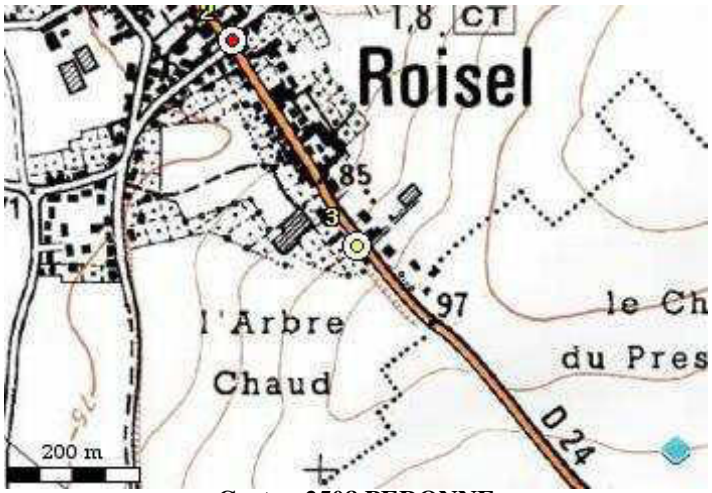
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.85 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.23 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 234978

Matricule : **D.A.Q3 - 111**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

75,516 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1970 - Année de nouveau calcul : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 40.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 58.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.79** *N (km) :* **6983.45**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Droit** *PK :* **163,54** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A LA JONCTION DE LA RUE DE LA GARE AVEC LA RUE THEODORE BARE**

Support : **ANCIENNE GARE DE ROISEL**

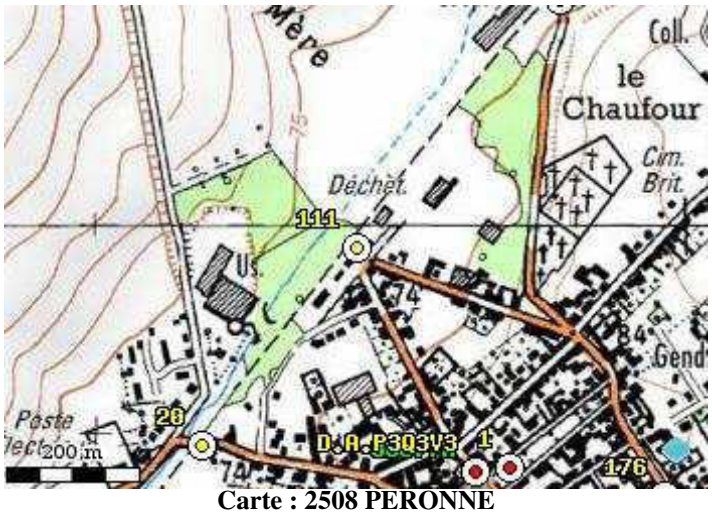
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.44 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.20 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510351 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3V3 - 1**

80,998 m

Année de dernière détermination : 2013 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 51.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 47.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.02** *N (km) :* **6983.12**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.6**

de : **ROISEL-MAIRIE** *à :* **MARQUAIX**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,06** *km du repère* **D.A.P3Q3V3**

Localisation : **PLACE DU GENERAL LECLERC**

Support : **MAIRIE DE ROISEL**

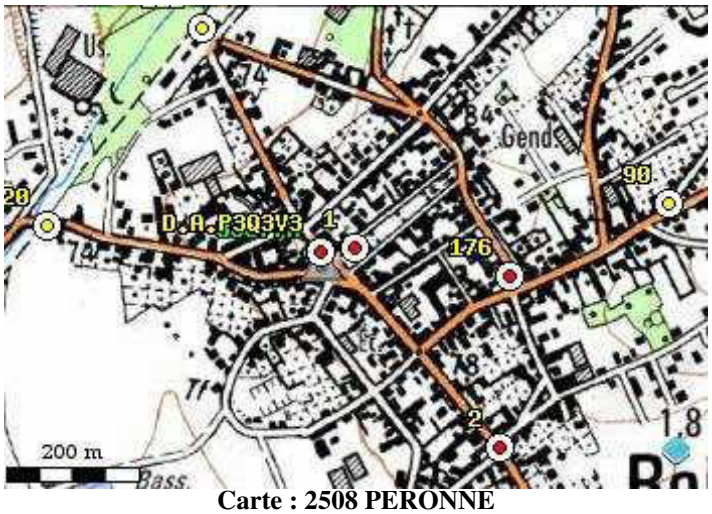
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST,FACE D.6**

Repèrements : **A 1.64 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.60 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3V3 , D.A.P3V3 - 2 , D.A.Q3V3 - 1 , D.A.V3 - 176



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 308721

Matricule : **D.A.Q3V3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

77,011 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 56.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 10.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.10** *N (km) :* **6983.83**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,86** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 1**

Localisation : **AU PASSAGE A NIVEAU NO 128 D'UNE VOIE FERREE DEPOSEE**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 234928

Matricule : **D.A.V3 - 153**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

76,235 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1970 - Année de nouveau calcul : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 04.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 17.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.28** *N (km) :* **6984.03**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Droit** *PK :* **164,30** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LA COLOGNE**

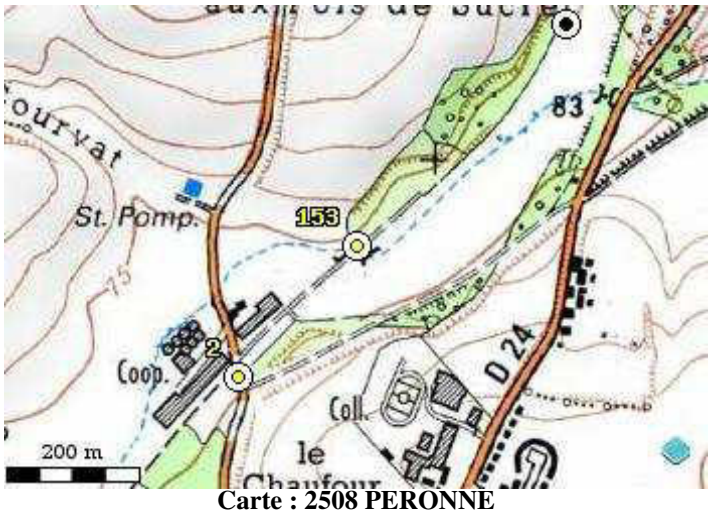
Partie support : **MUR EN RETOUR AMONT RIVE DROITE**

Repèrements : **A 0.85 M DE L'EXTREMITE RIVE DROITE**
A 0.68 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531216

Matricule : **D.A.V3 - 176**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

84,796 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 03.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 46.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.26** *N (km) :* **6983.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **RUE JEAN JAURES**

de : *à :*

Coté : *PK :* **-** *Distance :* **0,31** *km du repère* **D.A.P3V3 - 2**

Localisation : **AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU CATELET**

Support : **BATIMENT DE LA POSTE DE ROISEL**

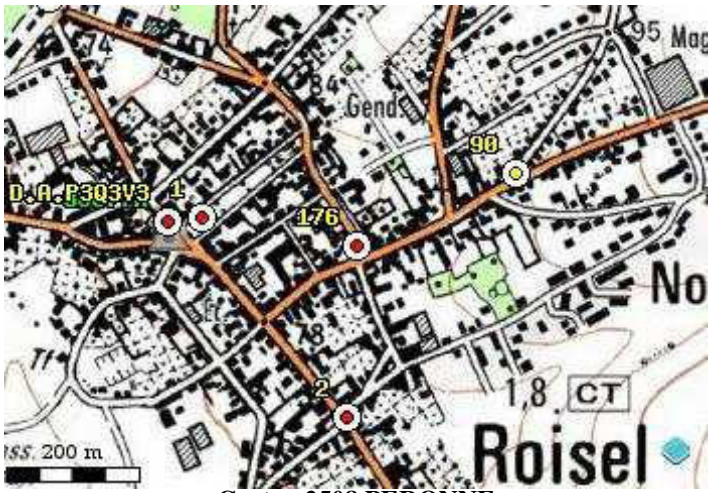
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE RUE JEAN JAURES**

Repèrements : **A 1.26 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.59 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3V3 , D.A.P3V3 - 2 , D.A.Q3V3 - 1 , D.A.V3 - 176



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509789 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.V3 - 90** — **94,567 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 16.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 50.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.50** *N (km) :* **6983.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.6**

de : **ROISEL (D.24)** *à :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,64** *km du repère* **D.A.P3V3 - 2**

Localisation : **AU NUMERO 14 DE LA RUE DU NOUVEAU MONDE**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.10 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509779

Matricule : **D.A.V3 - 91**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

103,284 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 35.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 54.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.88** *N (km) :* **6983.32**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80677** *Commune :* **ROISEL**

Voie suivie : **D.6**

de : **ROISEL (D.24)** *à :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,39** *km du repère* **D.A.V3 - 90**

Localisation : **RUE DU NOUVEAU MONDE, FACE A UNE CHEMINEE D'USINE**

Support : **TRANSFORMATEUR "SECAE"**

Partie support : **FACE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 3.00 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

ROISEL II

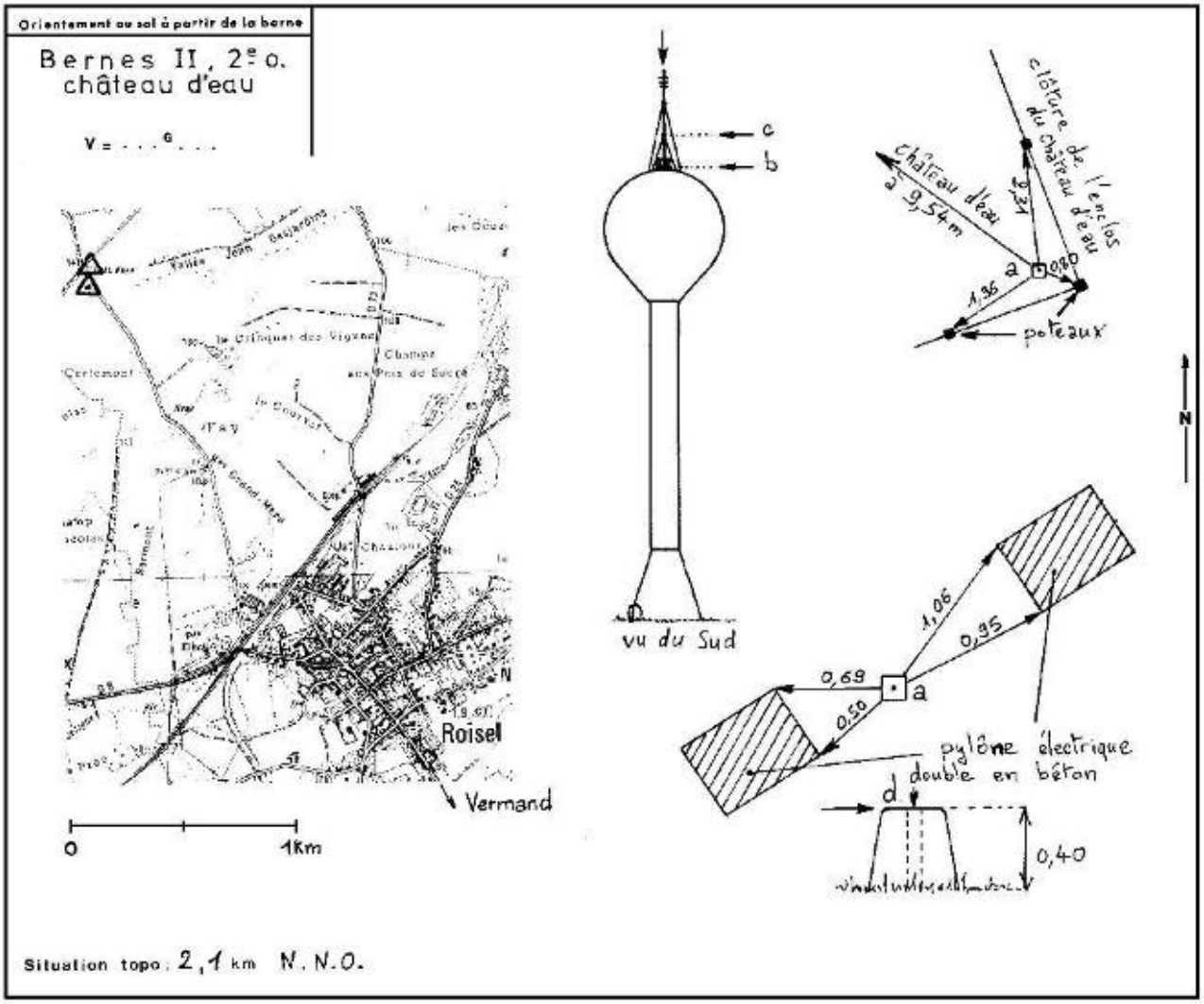
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8067702**	Identifiant : 73453
Commune : ROISEL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 100 gr



Carte : 2508 PERONNE



ROISEL II

Identifiant : 185897 - NO : 8067702-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 160 gr



Identifiant : 185899 - NO : 8067702-03

Point : b

Château d'eau : Antenne : Axe et base

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 370 gr



Identifiant : 185901 - NO : 8067702-05

Point : d

Borne du cadastre : Axe et sommet

Point non retrouvé en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 04' 55.7824" E	49° 57' 45.8838" N	186.97	< 10 cm
b	3° 04' 55.2379" E	49° 57' 46.1109" N	228.88	< 10 cm
d	3° 04' 55.0001" E	49° 57' 43.5309" N	187.43	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

ROISEL II

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	705900.46	6984910.53	< 10 cm	143.08	< 50 cm
b	705889.59	6984917.54	< 10 cm	185.00	< 50 cm
d	705884.93	6984837.75	< 10 cm	143.54	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de RONSSOY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067901a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067901b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067901c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067901d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.251

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de RONSSOY

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur DRUGBERT Maurice
  dem: Le Conteret 09350 DAUMAZAN-sur-ARIZE.
- Exploitant: Monsieur MOREAU Michel
  Agriculteur
  dem: HARGICOURT 02750.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : HARGICOURT (RONSSOY I)

Commune n° INSEE : 80679 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : RONSSOY

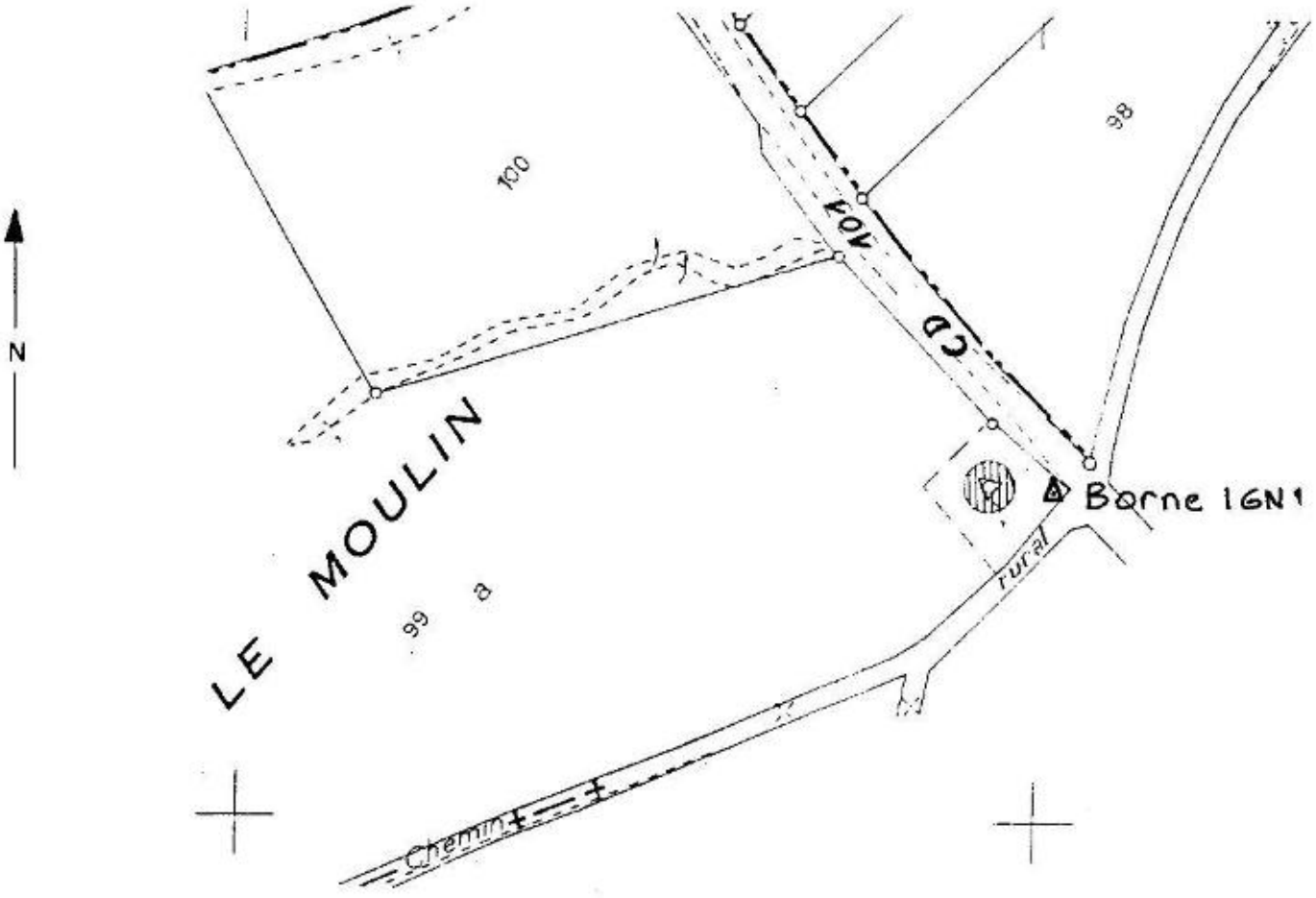
Lieu-dit : LE MOULIN Section : ZD Parcelle : 99 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

INSTITUT GEOGRAPHIQUE
NATIONAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

feuille au 50 000 : PERONNE XXV-8

ARRÊTE N° 50 732

relatif à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,
Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 et 3,

Vu l'article 1er de la Loi n°57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER . - Un point géodésique a été établi dans la propriété cadastrée sous le N° 99 Section ZD de la commune de LE RONSSOY

lieu dit Le Moulin Département de SOMME

et appartenant à :

LA COMMUNE DE HARGICOURT (Aisne)

I.G.N. 2138 B.T. (Signaux) 1958

Ce point est matérialisé par :

Un Réservoir

La superficie de l'emprise est fixée à *1 mètre carré :

ARTICLE 2. - Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n°57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. - Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. - Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ARTICLE 5. - Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. - La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de SOMME

et du Maire de la Commune de LE RONSSOY

qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution. Il sera soumis aux formalités de publicité foncière conformément aux dispositions des textes en vigueur.

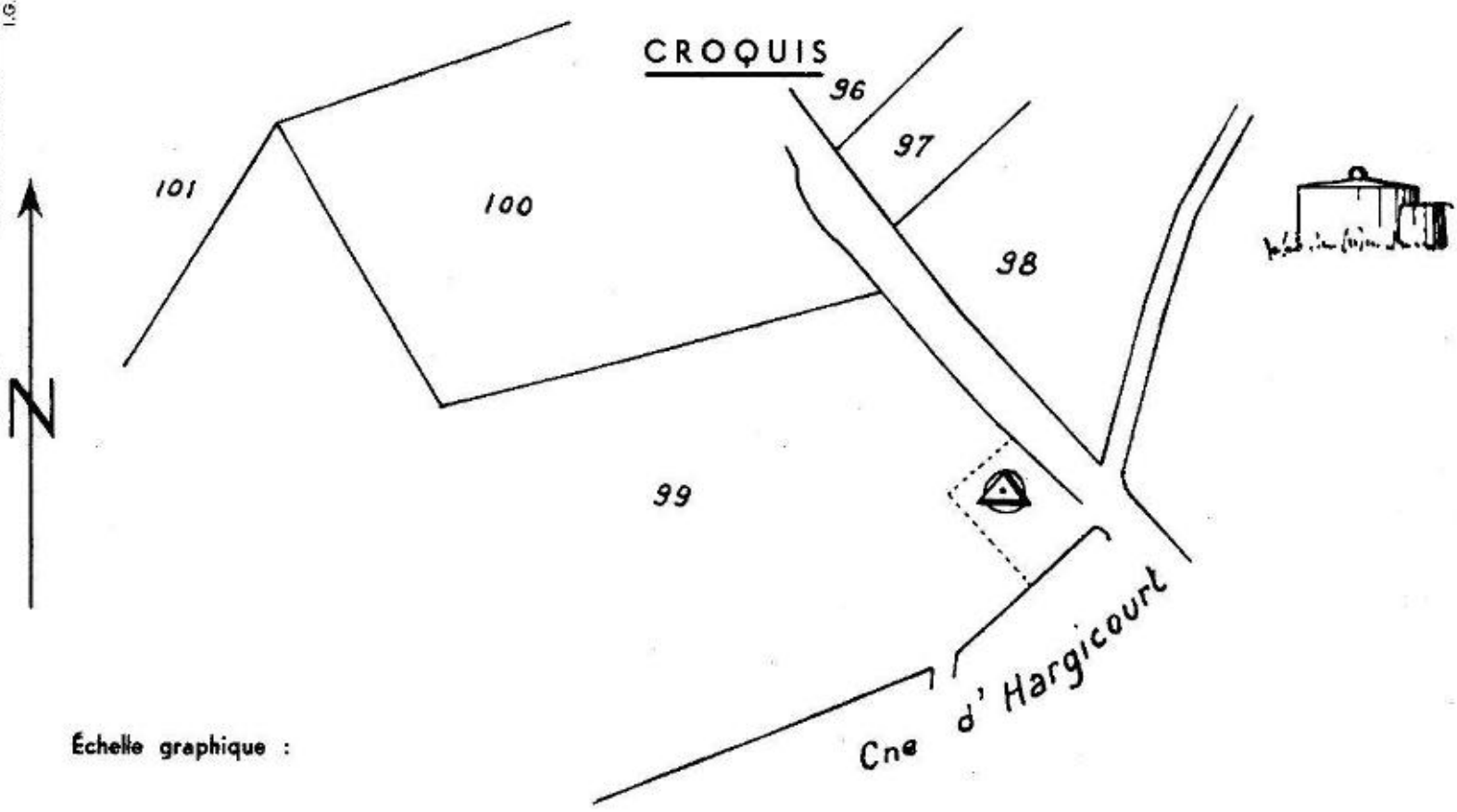
I.G.N. 2112-B.T. (Sigal 1957

Nom du point : HARGICOURT (Cne LE Ronssoy)

Lieudit : Le Moulin Section : ZD Parcelle : 99

R.N. n° : P. k. : C.D. n° : P. k. : C.V. n° : P. k. : Domaine Public :

CROQUIS



Échelle graphique :

Fait à PARIS, le 2 Avril 1959

Le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme

Par Délégation (1)

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

(1) J.O. du 27 Septembre 1943 - page 2549.

Scans du site de la commune de RONSSOY n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067902a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8067902b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.252

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 7 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de RONSSOY

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de RONSSOY 80740.
- Occupant: Monsieur BERTH Louis
  Agriculteur,
  dem: 33, rue Charles de Gaulle 80740 LE RONSSOY.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : RONSSOY II code :

Commune n° INSEE : 80679 matricule du point : repère : ordre : 2

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : RONSSOY

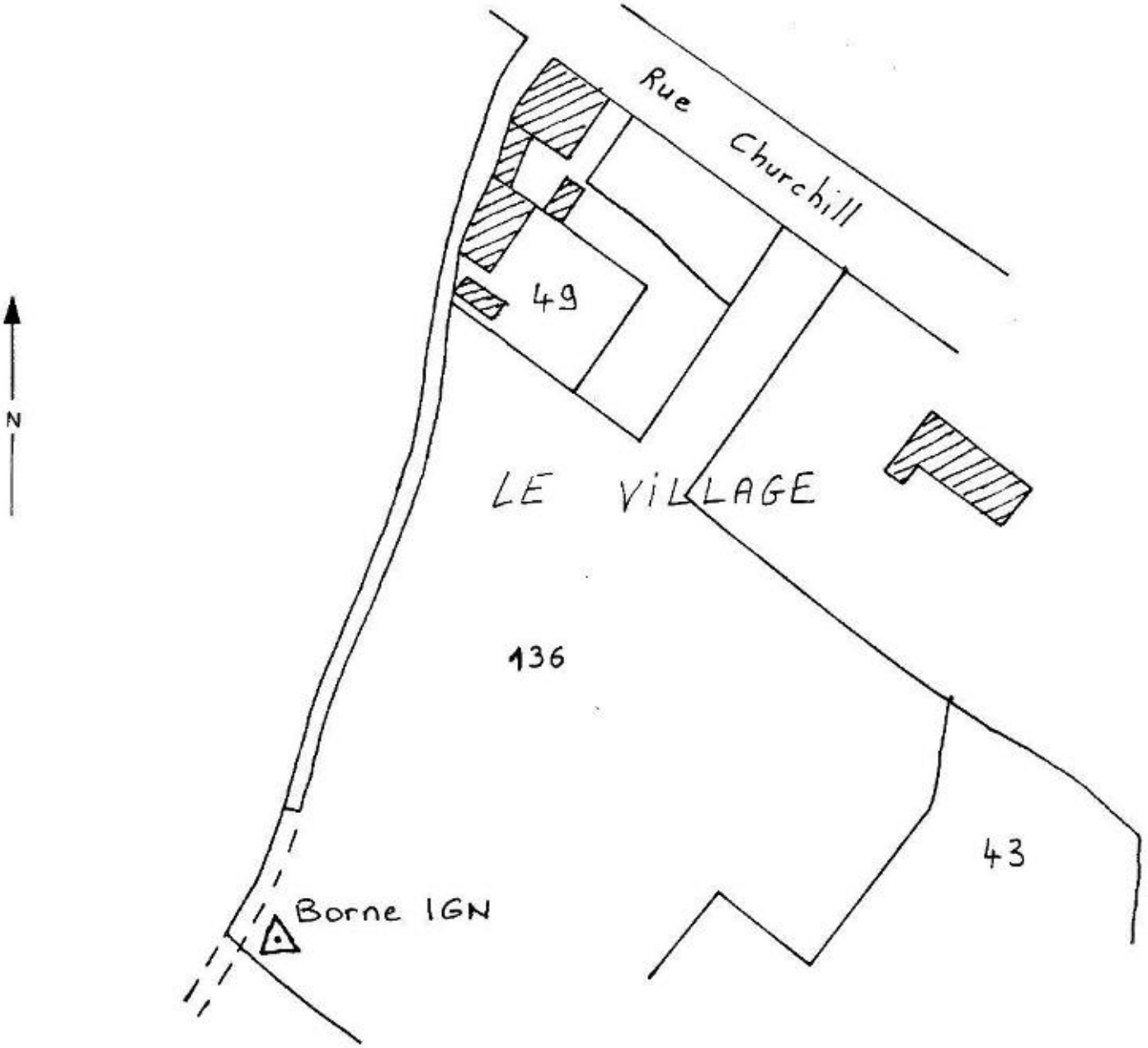
Lieu-dit : Le village Section : AC Parcelle : 136 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1982 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 7 Juin 1985 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286476

Matricule : **D.A.M3V3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

146,947 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 09' 48.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 16.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **711.74** *N (km) :* **6987.72**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80679** *Commune :* **RONSSOY**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **RONSSOY**

Coté : **Droit** *PK :* **2,23** *km* *Distance :* **0,39** *km du repère* **D.A.M3V3 - 2**

Localisation : **AU NO 5, CHEMIN DE LA PAUVRELLE**

Support : **MAISON**

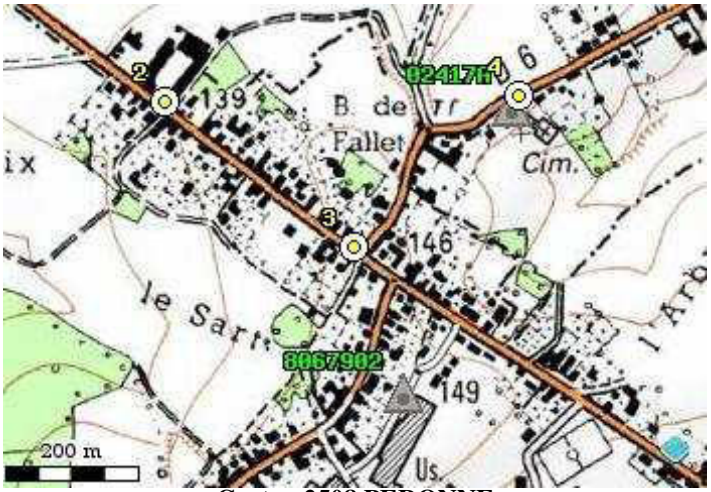
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 1.02 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.82 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509796

Matricule : **D.A.V3 - 86**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

145,777 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 09' 18.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 47.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **711.14** *N (km) :* **6986.83**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80679** *Commune :* **RONSSOY**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,20** *km du repère* **D.A.V3 - 85**

Localisation : **A 30 M A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.101**

Support : **CROIX**

Partie support : **SOUBASSEMENT DE LA FACE SUD DU SOCLE**

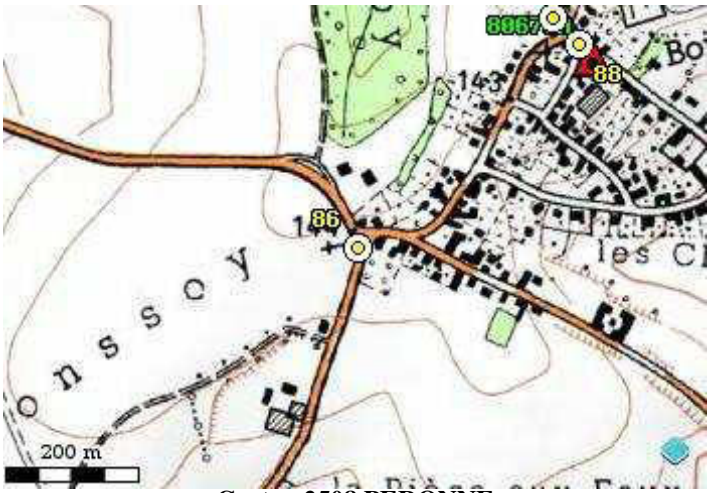
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.08 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509786 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.V3 - 87** — **145,069 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 09' 33.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 58.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **711.44** *N (km) :* **6987.18**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80679** *Commune :* **RONSSOY**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,52** *km du repère* **D.A.V3 - 86**

Localisation : **PLACE CLEMENCEAU, ATTENANT AU NUMERO 4 DE LA RUE CHARLES DE GAULLE**

Support : **SALLE DES FETES DE RONSSOY**

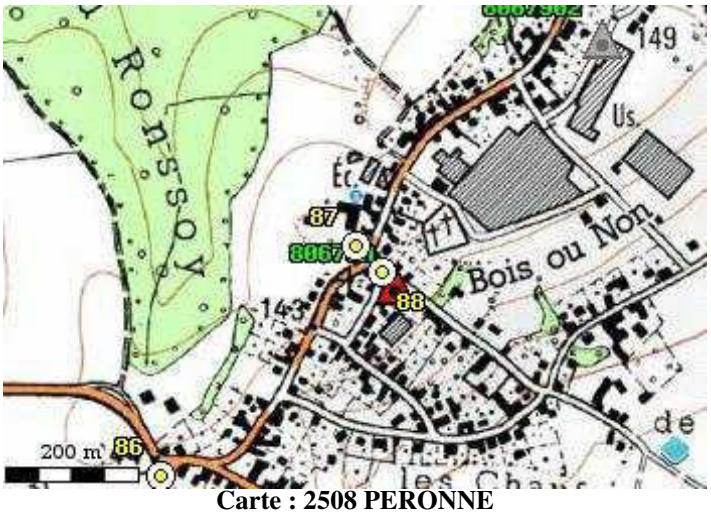
Partie support : **MUR PIGNON SUD**

Repèrements : **A 0.83 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.13 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509787

Matricule : **D.A.V3 - 88**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

143,121 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 09' 35.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 57.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **711.48** *N (km) :* **6987.14**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80679** *Commune :* **RONSSOY**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,09** *km du repère* **D.A.V3 - 87**

Localisation : **AU BOURG, A 60 M A L'EST DE LA D.6**

Support : **EGLISE DE RONSSOY**

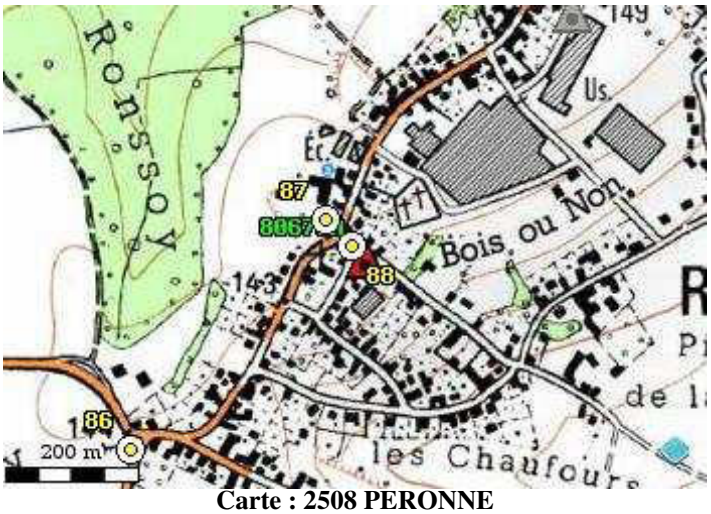
Partie support : **PILIER SUD-OUEST DU MUR DE FACADE NORD-OUEST DU CLOCHER, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

RONSSOY I

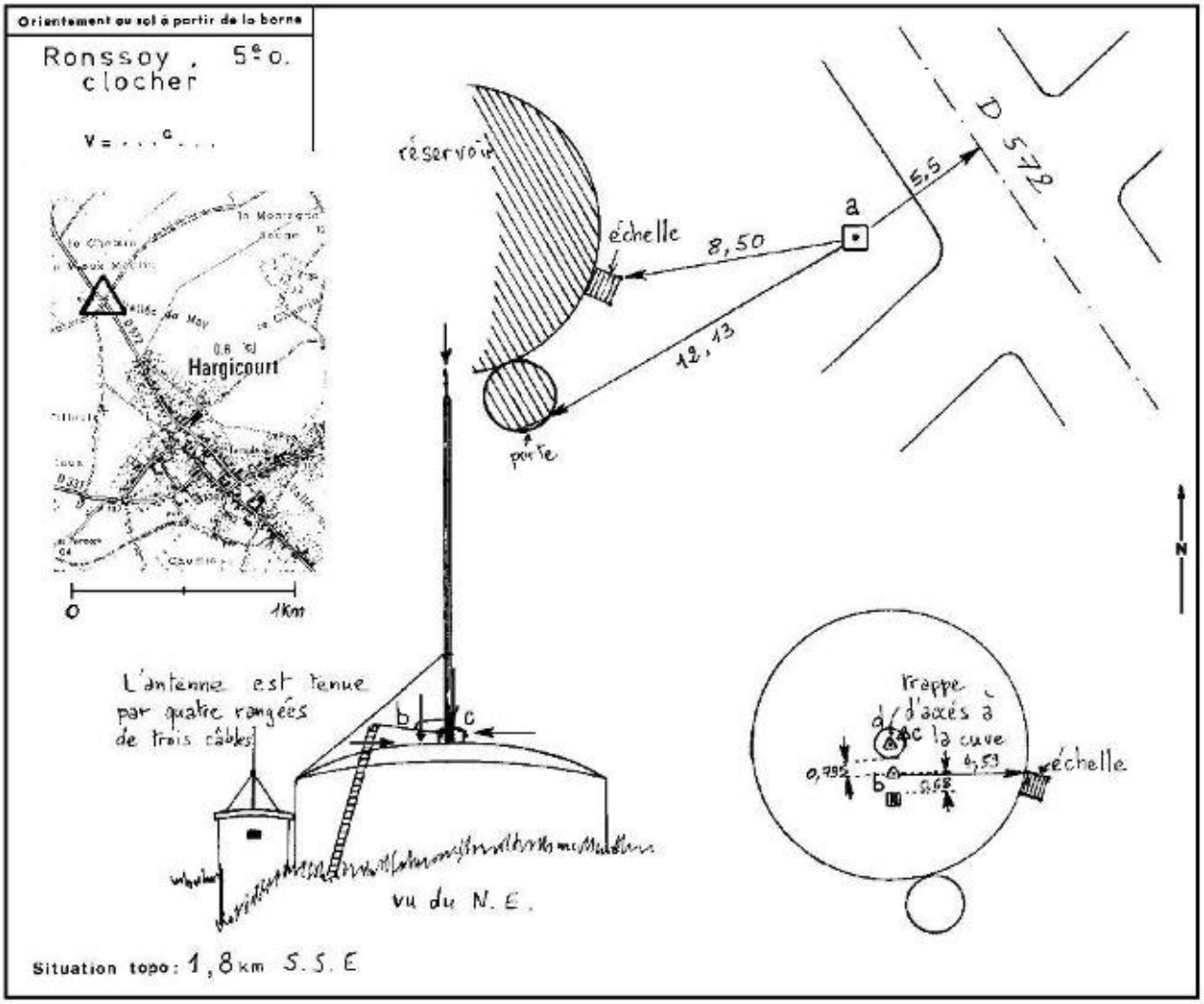
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8067901**	Identifiant : 73458
Commune : RONSSOY		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 350 gr



Carte : 2508 PERONNE



RONSSOY I

Identifiant : 185911 - NO : 8067901-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 280 gr



Identifiant : 185913 - NO : 8067901-03

Point : b

Réservoir : Repère bronze p.m. scellé

Point vu en place en 1985

Identifiant : 185915 - NO : 8067901-05

Point : d

Réservoir : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 270 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 10' 22.6567" E	49° 58' 08.0295" N	192.63	< 10 cm
b	3° 10' 22.0094" E	49° 58' 07.8590" N	198.78	< 10 cm
d	3° 10' 21.9682" E	49° 58' 07.8899" N	199.39	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

RONSSOY I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	712419.66	6985605.90	< 10 cm	148.67	< 50 cm
b	712406.76	6985600.60	< 10 cm	154.83	< 50 cm
d	712405.94	6985601.56	< 10 cm	155.44	< 50 cm

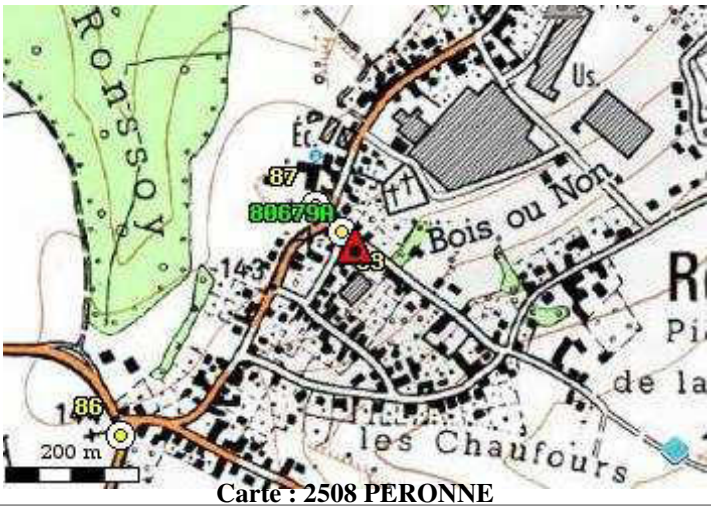
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

RONSSOY A

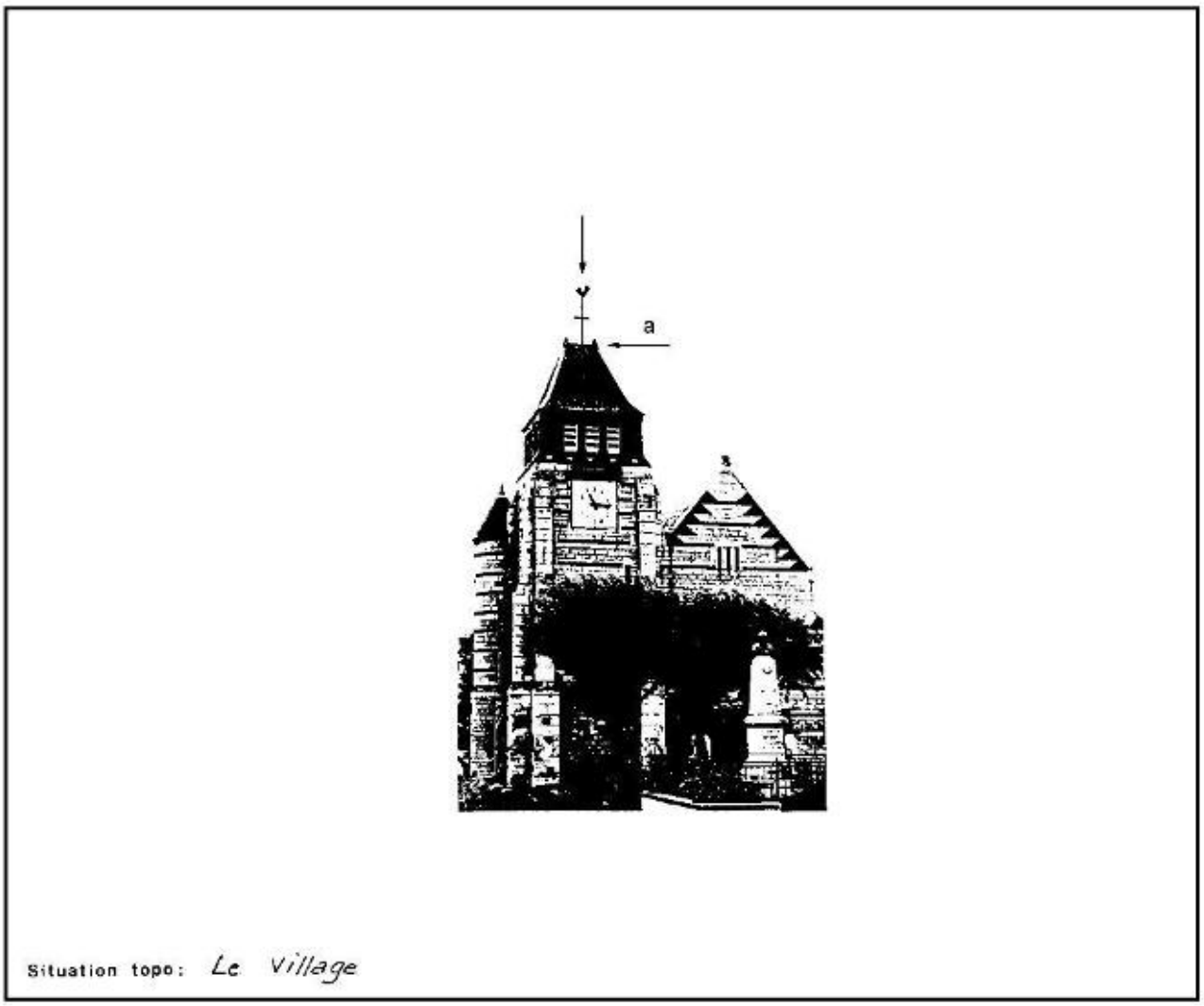
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80679A**	Identifiant : 73460
Commune : RONSSOY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 140 gr



Carte : 2508 PERONNE



RONSSOY A

Identifiant : 185918 - NO : 80679A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 140 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 09' 36.6727" E	49° 58' 57.0120" N	206.46	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	711499.38	6987118.74	< 10 cm	162.53	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de SAILLY-SAILLISEL n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8069501a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8069501b_2508.tif

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50.000° : PERONNE 25-8

DÉCISION N° 81 258

relative à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Vu le décret n° 661 034 du 23 Décembre 1966 portant réorganisation de l'Institut Géographique National,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en Septembre 1976 dans une propriété figurant au Plan Cadastral Refait en 1970 sous le N° 17 Section ZK lieu dit le Grand pré de la Commune de SAILLY-SAILLISEL Département de la SOMME et appartenant à :

La commune de SAILLY-SAILLISEL

Ce point est matérialisé par : Une borne en granit gravée IGN
Château d'eau : axe et sommet

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1968

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par la présente décision frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les décisions seront notifiées à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ARTICLE 7. — La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectation par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de SAILLY-SAILLISEL
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

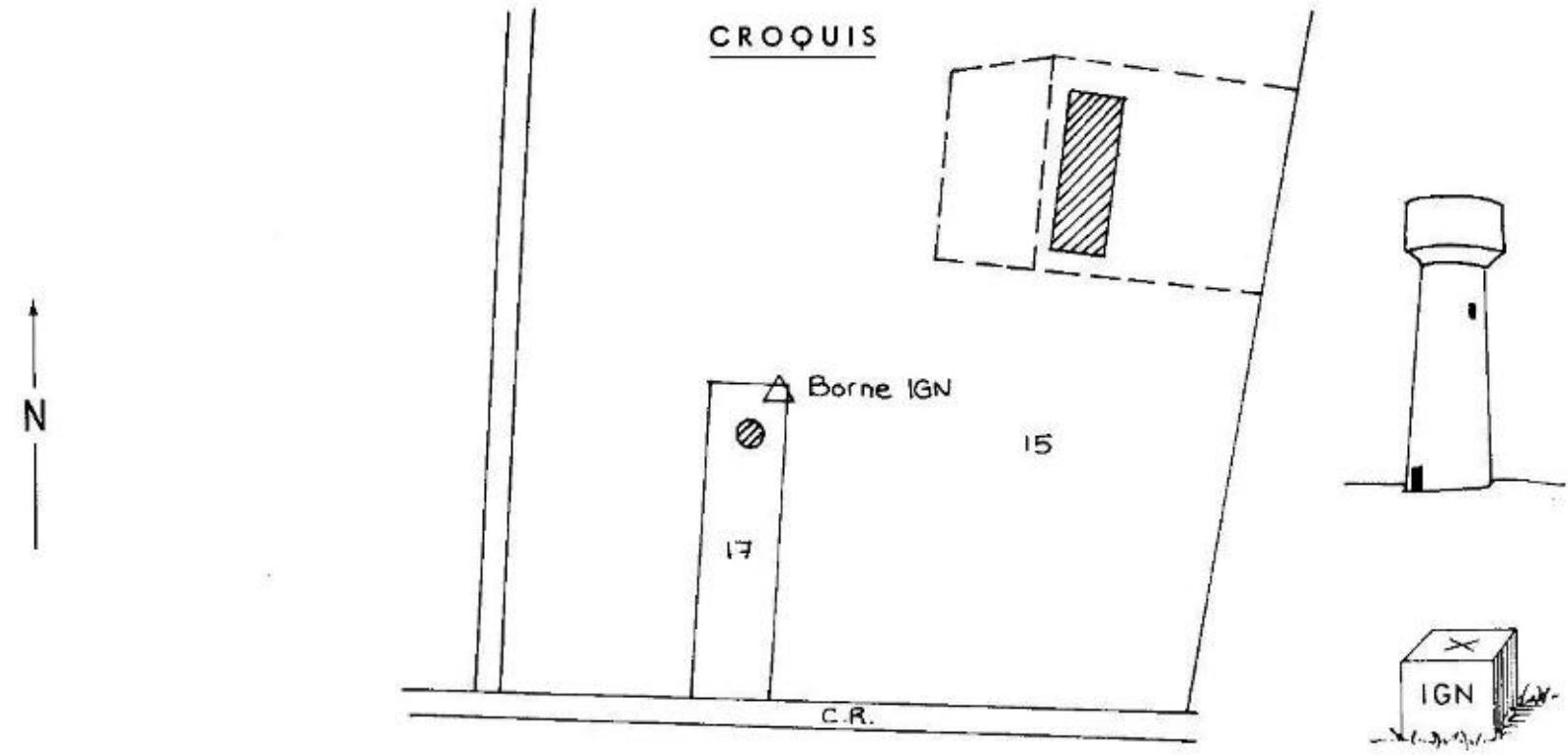
Nom du point : SAILLY_ SAILLISEL I Ordre : 3

Lieu-dit : le grand pré Section : ZK Parcelle : 17

» » »

R.N. n° : P.k. : C.D. n° : P.k. : C.V. n° : P.k. : Domaine public :

CROQUIS



Échelle graphique : 0 10m 50m Point géodésique établi le : 16.09.76

Fait à PARIS, le 19 MAI 1982

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510704

Matricule : **D.A.L3 - 106**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

150,134 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 19.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 44.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.41** *N (km) :* **6992.29**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.172**

de : **SAILLISEL** *à :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **2,01** *km du repère* **D.A.L3 - 107**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.172 ET D'UN CHEMIN VERS ROCQUIGNY**

Support : **CROIX**

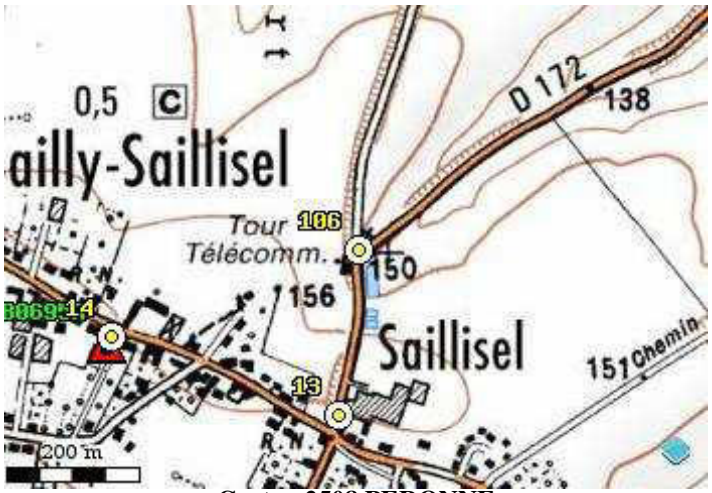
Partie support : **SOCLE, FACE OPPOSEE A LA D.172**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.05 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415949

Matricule : **D.A.L3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

143,712 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 49.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 03.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.82** *N (km) :* **6992.88**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.1017**

de : **SAILLY-SALLISEL** *à :* **BAPAUME**

Coté : **Droit** *PK :* **51,44** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NO 80, RUE DE BAPAUME**

Support : **MAISON**

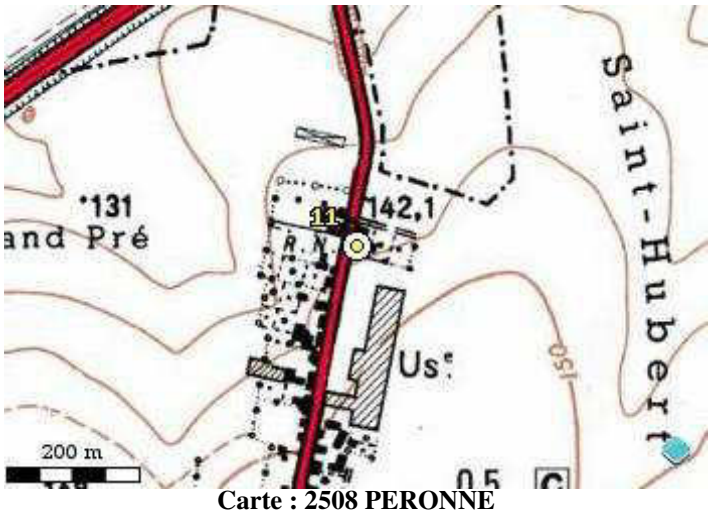
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.73 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.17 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415862

Matricule : **D.A.L3Q3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

145,563 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 38.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 24.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.78** *N (km) :* **6991.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.184**

de : **MANANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Droit** *PK :* **13,70** *km* *Distance :* **0,63** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 13**

Localisation : **A 32 M DE LA ROUTE**

Support : **TRANSFORMATEUR**

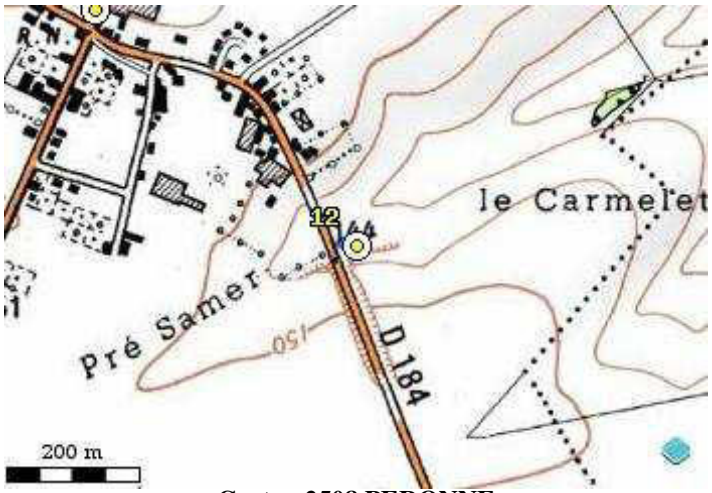
Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL NORD-OUEST**

Repèrements : **A L'AXE DE LA CHAINE D'ANGLE SUD-OUEST**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286528 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.L3Q3 - 13** — **153,839 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 18.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 36.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.38** *N (km) :* **6992.04**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.184**

de : **MOISLAINS** *à :* **N.17**

Coté : **Droit** *PK :* **14,26** *km* *Distance :* **0,63** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 12**

Localisation : **A 40 M DU CARREDOUR AVEC LA D.172, SUR LA D.172**

Support : **REMISE**

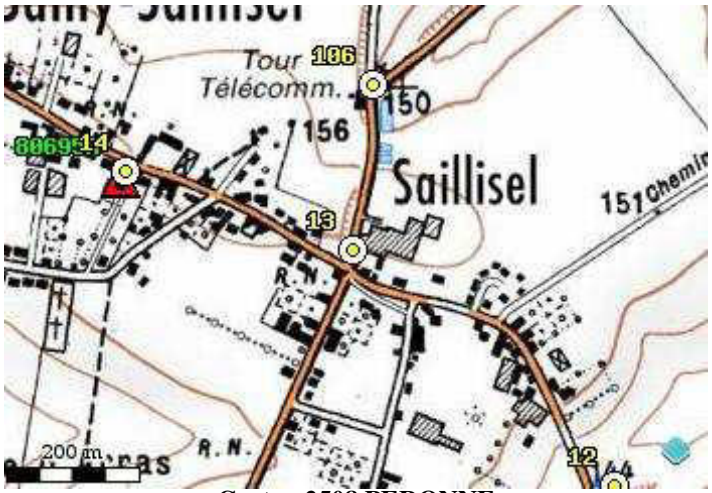
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE D.172**

Repèrements : **A 0.54 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.34 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308828

Matricule : **D.A.L3Q3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

155,990 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 00.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 40.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.03** *N (km) :* **6992.16**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.184**

de : **D.172** *à :* **N.17**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 13**

Localisation :

Support : **EGLISE DE SAILLY-SAILLISEL**

Partie support : **ABOUT DU SOUBASSEMENT DU CONTREFORT A DROITE DU PORCHE**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286529

Matricule : **D.A.L3Q3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,885 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 43.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 44.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.69** *N (km) :* **6992.29**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.1017**

de : **D.184** *à :* **D.172**

Coté : **Gauche** *PK :* **50,85** *km* *Distance :* **0,41** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 14**

Localisation : **AU NO 34, RUE DE BAPAUME**

Support : **MAISON**

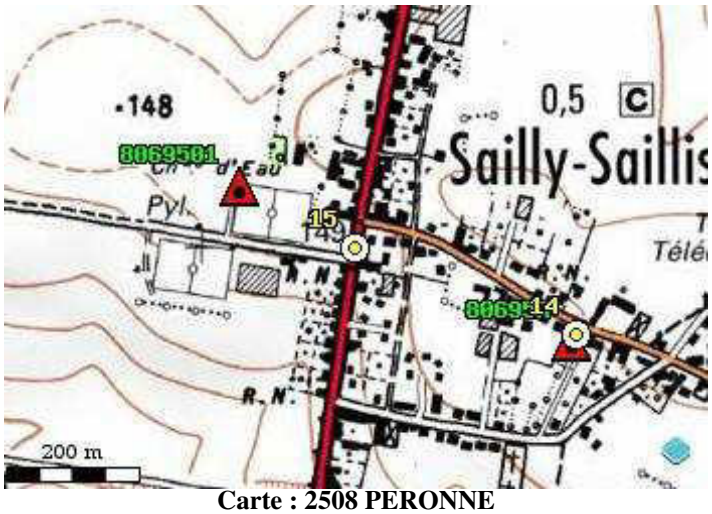
Partie support : **MUR DE FACADE OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.62 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.50 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308829 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.L3Q3 - 16** — **140,270 m**

Année de dernière détermination : 2016 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 38.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 23.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.58** *N (km) :* **6991.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.1017**

de : **D.184** *à :* **D.172**

Coté : **Droit** *PK :* **50,19** *km* *Distance :* **0,65** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 15**

Localisation : **AU NO 1, RUE DE BAPAUME**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 8.30 M DE L'EXTREMITE NORD ET A 1.05 M AU NORD DE LA PORTE**
A 0.28 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286530

Matricule : **D.A.L3Q3 - 17**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

148,644 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 36.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 15.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.56** *N (km) :* **6991.38**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80695** *Commune :* **SAILLY-SAILLISEL**

Voie suivie : **D.1017**

de : **D.184** *à :* **RANCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **49,91** *km* *Distance :* **0,28** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 16**

Localisation : **AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.172**

Support : **AQUEDUC LATERAL**

Partie support : **MUR DE TETE SUD**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

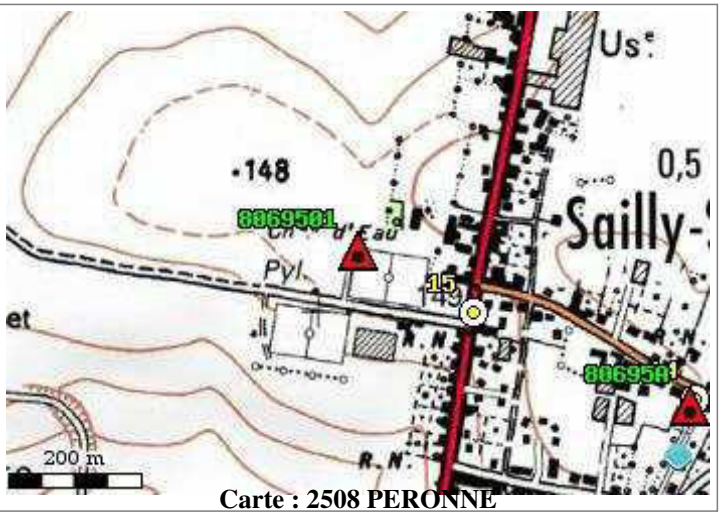
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

SAILLY-SAILLISEL I

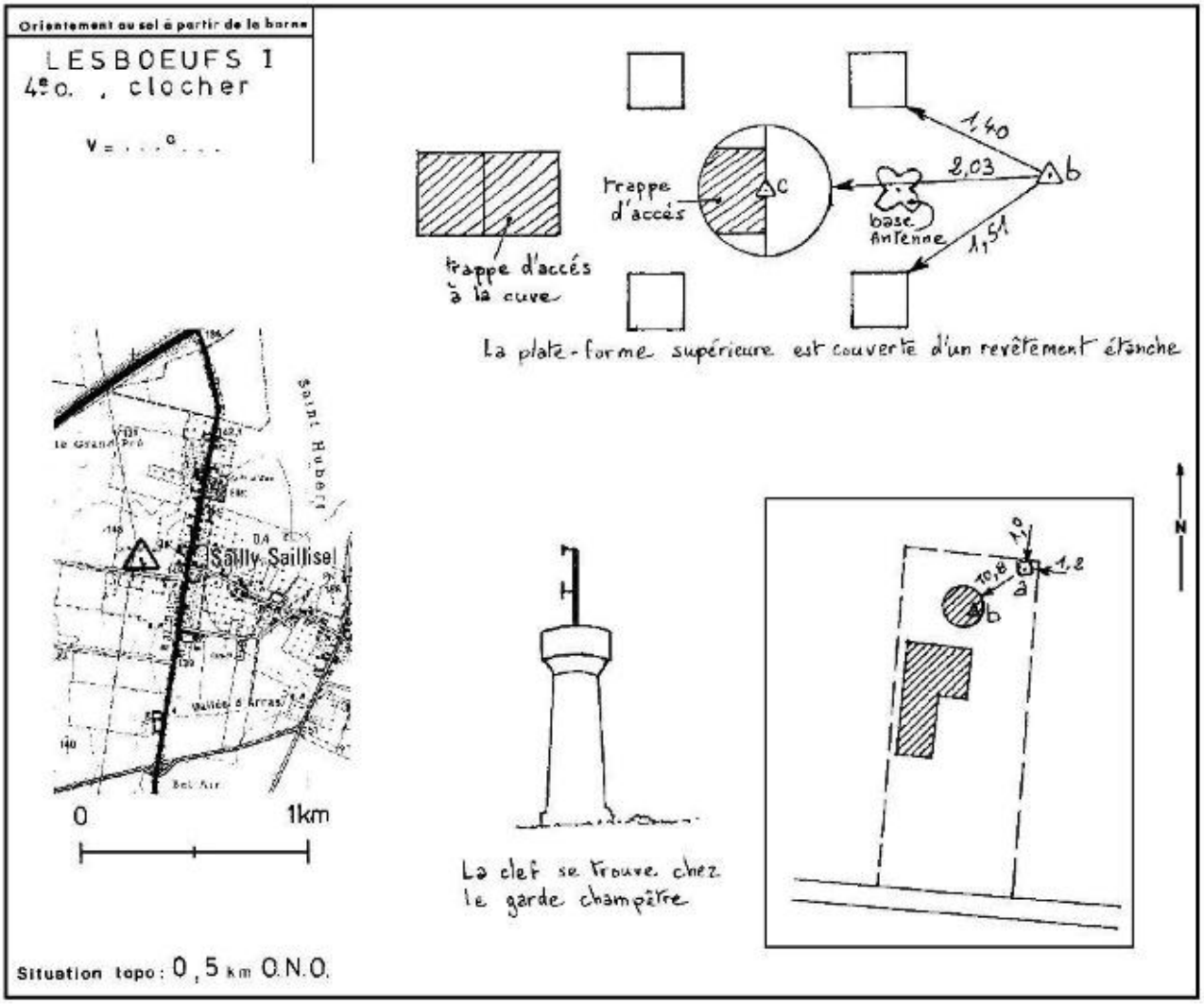
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8069501**	Identifiant : 73487
Commune : SAILLY-SAILLISEL		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 220 gr



Carte : 2508 PERONNE



SAILLY-SAILLISEL I

Identifiant : 185975 - NO : 8069501-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 290 gr



Identifiant : 185977 - NO : 8069501-03

Point : b

Château d'eau : Cuve : Plaquette collée

Point vu en place en 1985

Identifiant : 185978 - NO : 8069501-04

Point : c

Château d'eau : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 370 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 54' 34.5840" E	50° 01' 47.4803" N	191.87	< 10 cm
b	2° 54' 34.2056" E	50° 01' 47.1503" N	214.48	< 10 cm
c	2° 54' 34.0687" E	50° 01' 47.1585" N	214.64	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

SAILLY-SAILLISEL I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	693516.94	6992382.69	< 10 cm	148.120	< 1 cm
b	693509.39	6992372.50	< 10 cm	170.733	< 1 cm
c	693506.66	6992372.75	< 10 cm	170.890	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

SAILLY-SAILLISEL A

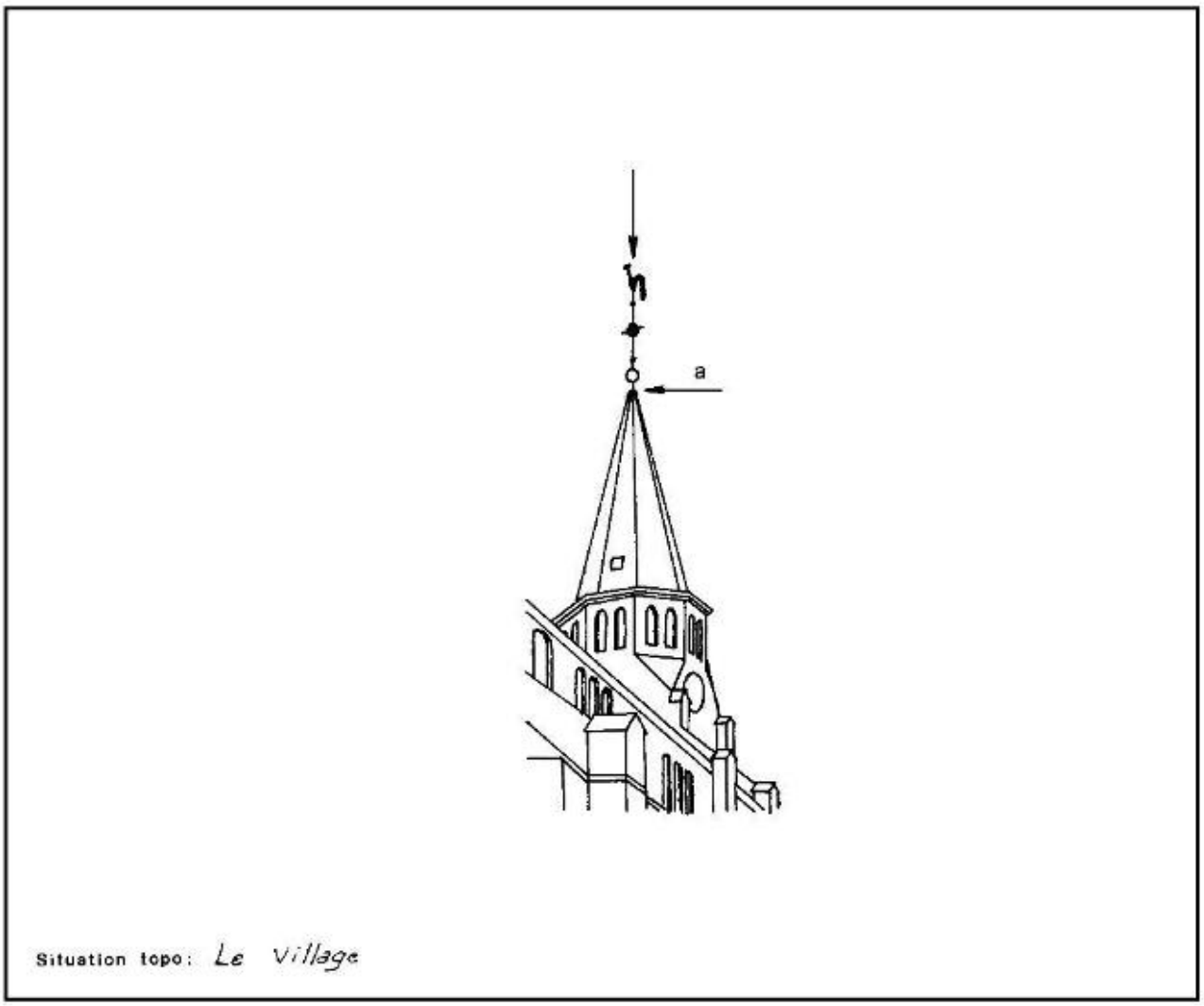
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80695A**	Identifiant : 73488
Commune : SAILLY-SAILLISEL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 230 gr



Carte : 2508 PERONNE



SAILLY-SAILLISEL A

Identifiant : 185980 - NO : 80695A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 55' 00.1615" E	50° 01' 39.8682" N	231.12	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	694026.26	6992146.72	< 10 cm	187.37	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de SOREL n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8073701a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8073701b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8073701c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8073701d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.253

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de SOREL

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de SOREL 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : SOREL I code :

Commune n° INSEE : 80737 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : SOREL

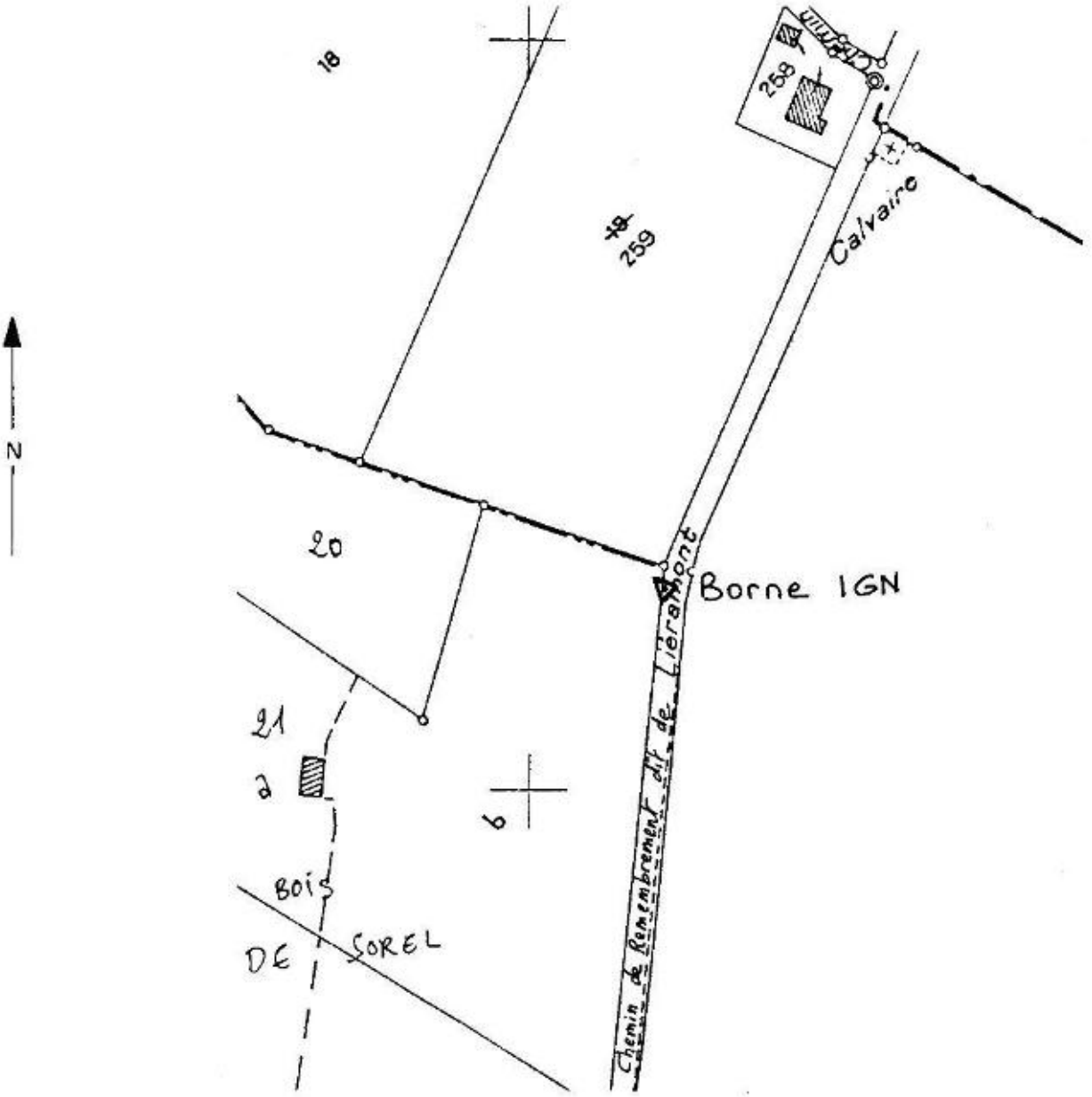
Lieu-dit : CHEMIN DE LIERAMONT Section : C1 Parcelle : CR (BORNE IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1983 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2000.



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N°66 180

relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 132 Section C lieu dit La Ville de la Commune de SOREL Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE SOREL-le-GRAND (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Base de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

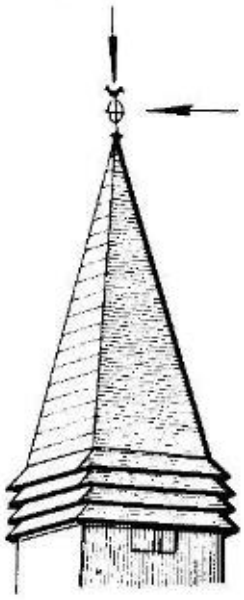
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **SOREL**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom. SOREL I Lieu-dit : *La ville* Section : C Parcelle : 132

CROQUIS



Echelle graphique :

M[illegible]
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Équipement
[illegible]ct du Logement



IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415832

Matricule : **D.A.M3 - 21 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

112,766 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 59.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 25.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.77** *N (km) :* **6993.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80737** *Commune :* **SOREL**

Voie suivie : **D.917**

de : **FINS** *à :* **GOUZEAUCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **14,94** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 60 M D'UNE B.K.**

Support : **AQUEDUC LATERAL SUR UNE ENTREE DE CHAMP**

Partie support : **MUR DE TETE COTE "FINS"**

Repèrements : **A 1.25 M DE L'EXTREMITE COTE OPPOSE A LA ROUTE**
A 0.40 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308809 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.M3Q3 - 10** — **109,823 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 56.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 58.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.52** *N (km) :* **6992.71**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80737** *Commune :* **SOREL**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT-EGLISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **2,12** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 9**

Localisation : **A 170 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN V.O. VERS SOREL**

Support : **MURET DU PORCHE D'UN CIMETIERE MILITAIRE BRITANNIQUE**

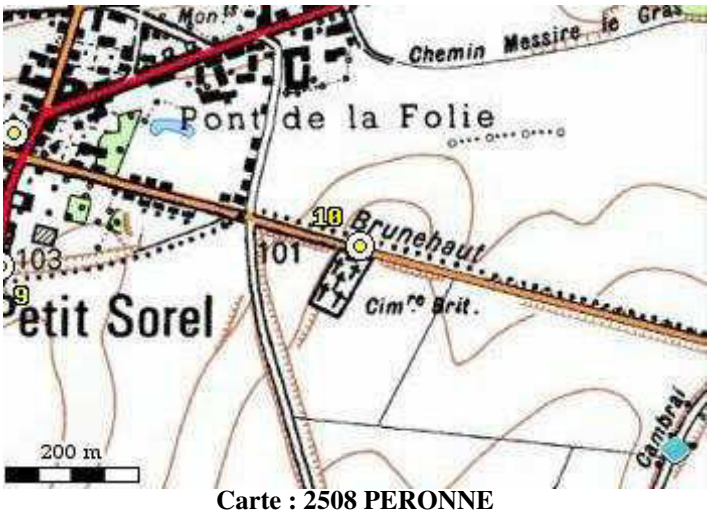
Partie support : **FACE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.20 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510407

Matricule : **D.A.Q3 - 44**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

129,362 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 02.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 29.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.63** *N (km) :* **6991.83**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80737** *Commune :* **SOREL**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HEUDICOURT (D.181)** *à :* **SOREL (D.222)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **2,04** *km du repère* **D.A.Q3 - 43**

Localisation : **SUR LA PLACE CENTRALE DE SOREL, FACE AU NO 4, RUE DE LA VILLE**

Support : **CHATEAU D'EAU**

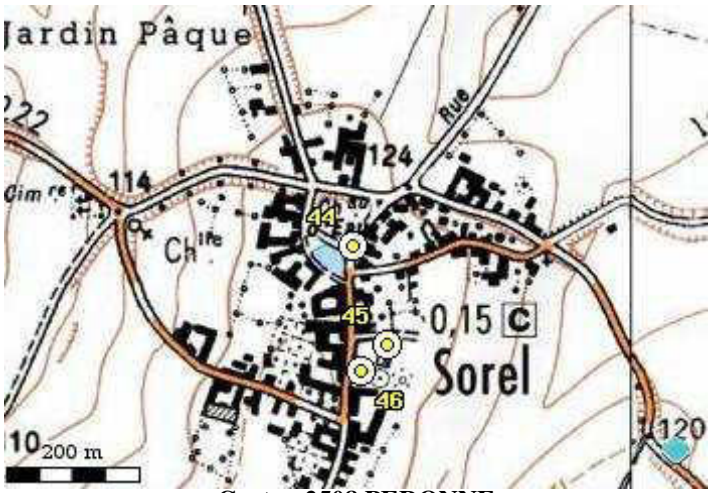
Partie support : **FACE SUD-EST, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE DE LA PORTE**
A 0.35 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510399

Matricule : **D.A.Q3 - 45**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

132,867 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 04.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 24.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.68** *N (km) :* **6991.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80737** *Commune :* **SOREL**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HEUDICOURT (D.181)** *à :* **SOREL (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,15** *km du repère* **D.A.Q3 - 44**

Localisation : **AU NUMERO 9 DE LA RUE DE LA VILLE**

Support : **MAIRIE DE SOREL**

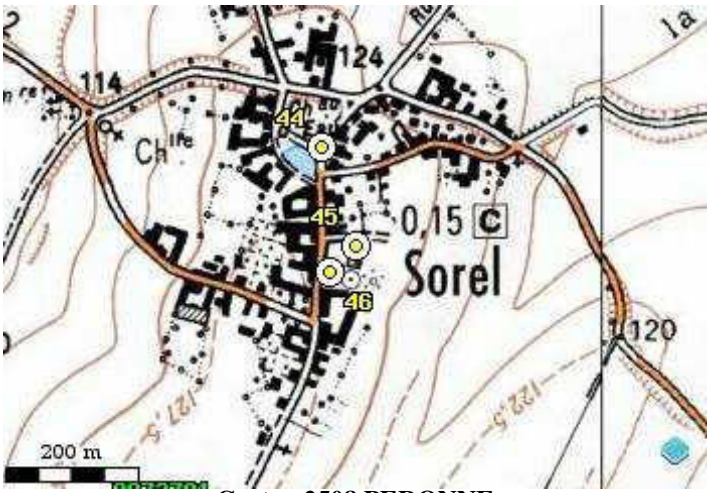
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.65 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.25 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510400

Matricule : **D.A.Q3 - 46**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,561 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 02.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 23.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.64** *N (km) :* **6991.64**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80737** *Commune :* **SOREL**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HEUDICOURT (D.181)** *à :* **SOREL (D.222)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,09** *km du repère* **D.A.Q3 - 45**

Localisation : **FACE AU NUMERO 10 DE LA RUE DE LA VILLE**

Support : **EGLISE DE SOREL**

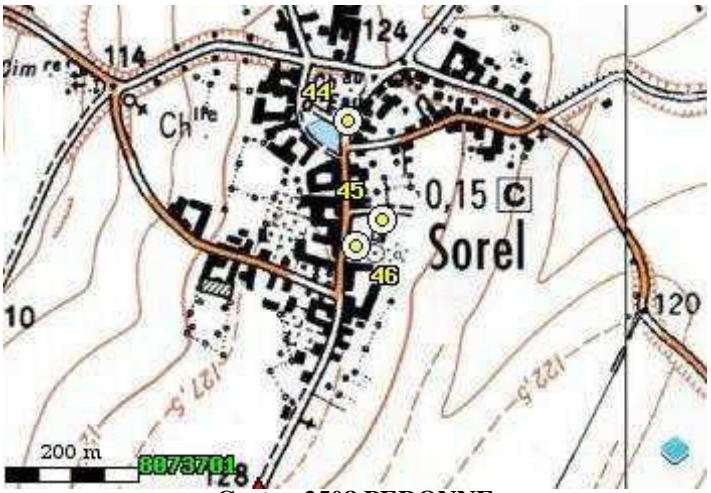
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE ANTERIEUR OUEST, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.63 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

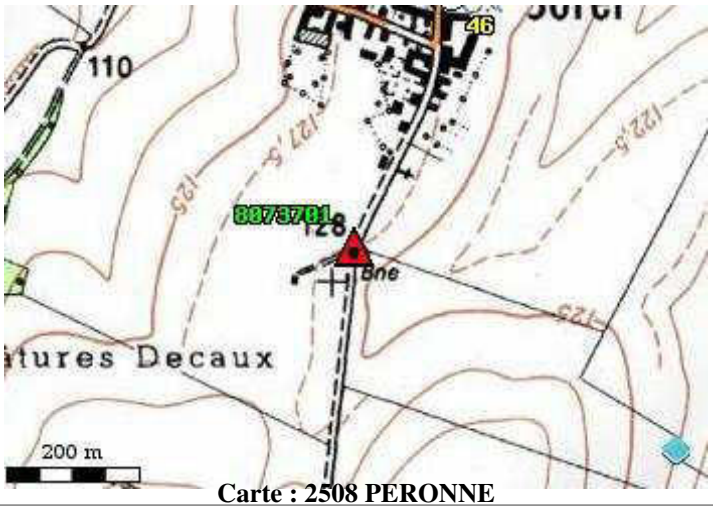
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

SOREL I

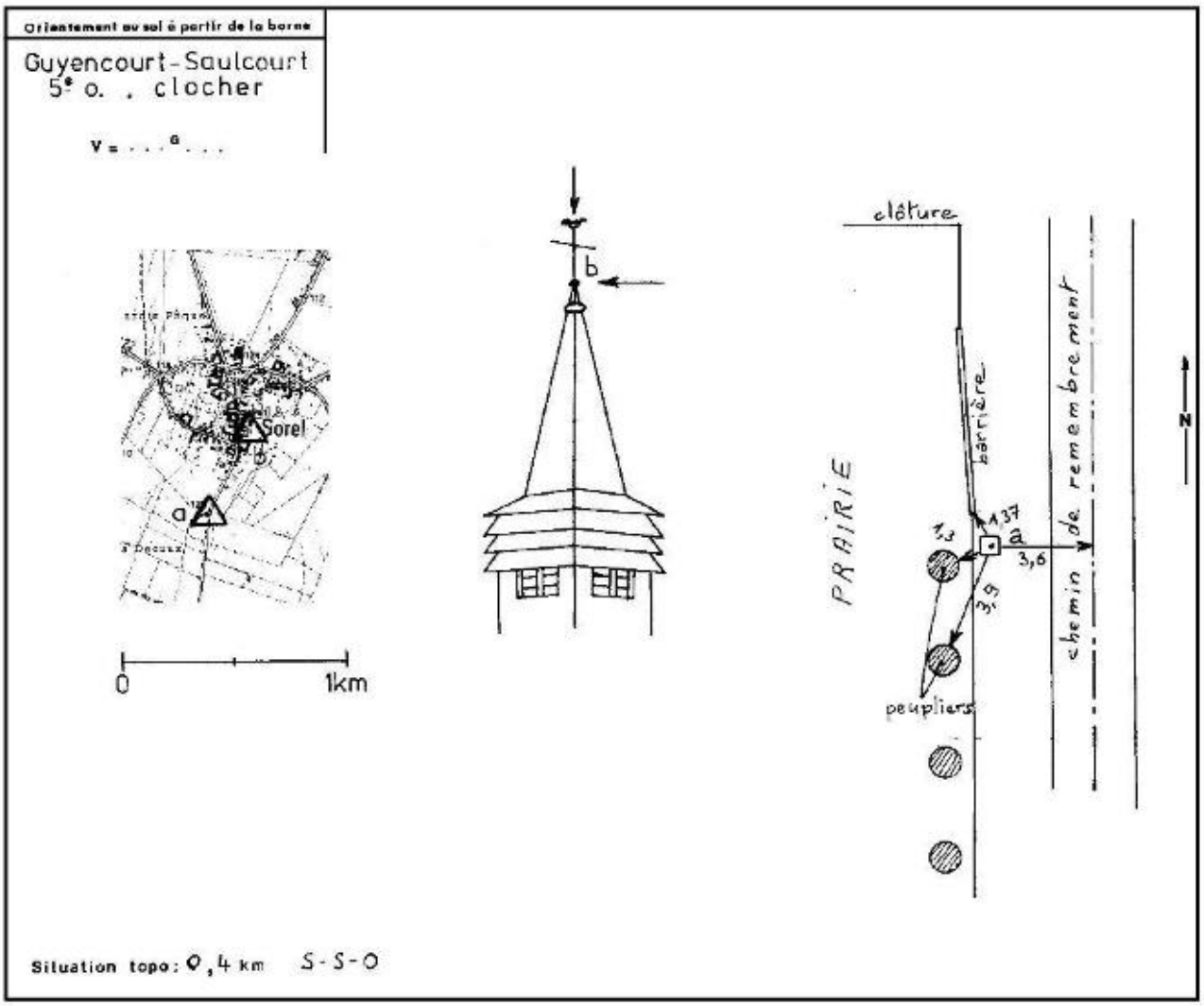
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8073701**	Identifiant : 73533
Commune : SOREL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 20 gr



Carte : 2508 PERONNE



SOREL I

Identifiant : 186094 - NO : 8073701-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 275 gr



Identifiant : 186096 - NO : 8073701-03

Point : b

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 120 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 02' 55.4045" E	50° 01' 11.1339" N	172.13	< 10 cm
b	3° 03' 04.3554" E	50° 01' 23.1517" N	207.44	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703495.17	6991255.99	< 10 cm	128.30	< 50 cm
b	703673.29	6991627.77	< 10 cm	163.61	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de TEMPLEUX-LA-FOSSE n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8074701a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8074701b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.254

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de TEMPLEUX-la-FOSSE

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur LEGUILLIER Gérard,
  Agriculteur
  dem: TINCOURT-BOUCLY 80123
  et son épouse née SEGAERT Françoise

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : TEMPLEUX - LA - FOSSE I

Commune n° INSEE : 80747 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25 08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : TEMPLEUX - LA - FOSSE

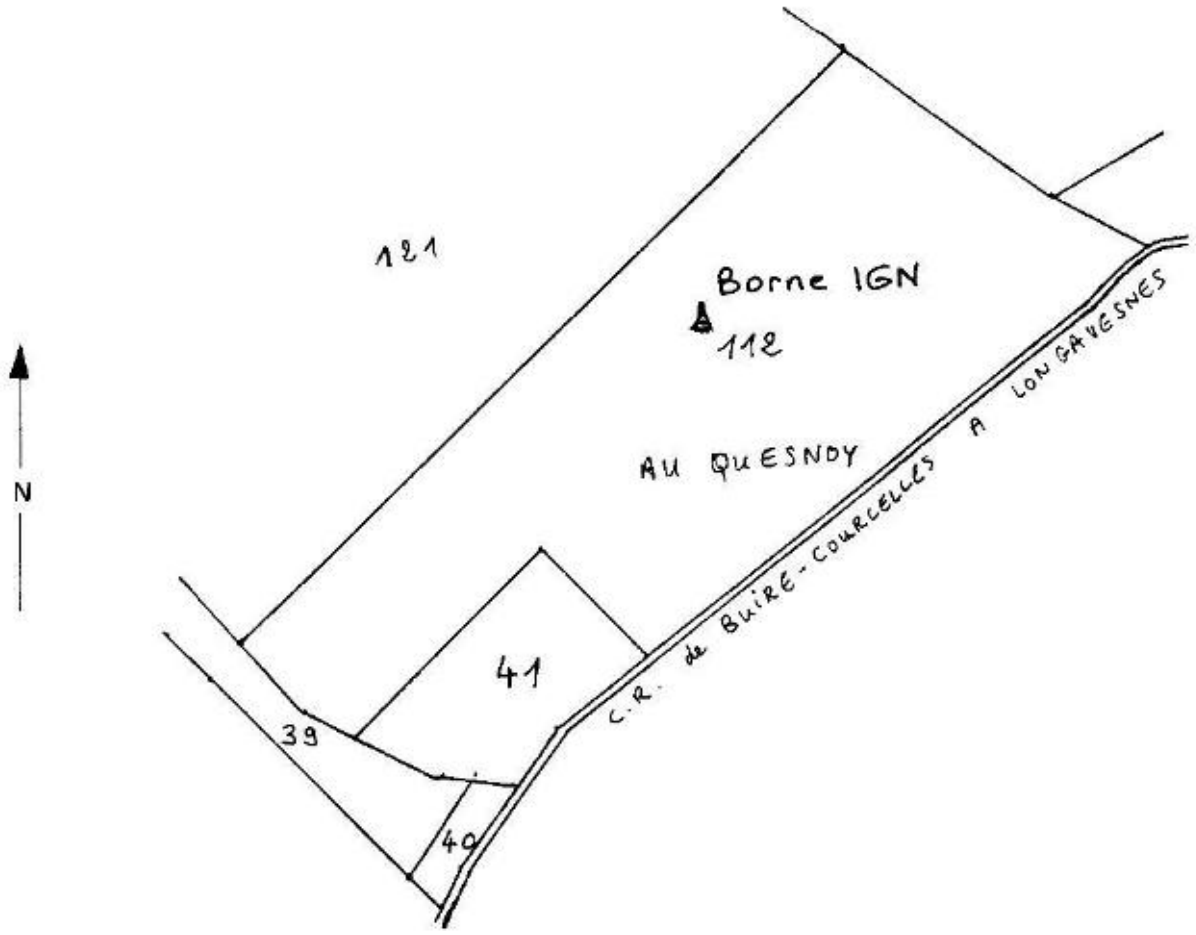
Lieu-dit : AU QUESNOY Section : B 1 Parcelle : 112 (Borne I-G-N) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1983 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510388

Matricule : **D.A.Q3 - 59**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

94,068 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 28.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 03.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.77** *N (km) :* **6985.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80747** *Commune :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE**

Voie suivie : **RUE DE LA PLACE**

de : *à :*

Coté : *PK :* **-** *Distance :* **1,66** *km du repère* **D.A.Q3 - 58**

Localisation : **AU NUMERO 7**

Support : **MAIRIE DE TEMPLEUX-LA-FOSSE**

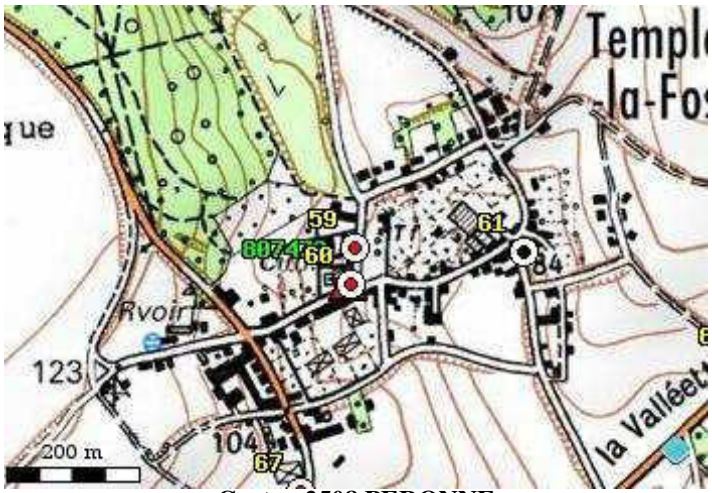
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST, FACE RUE DE LA PLACE**

Repèrements : **A 1.95 M DE L'EXTREMITE SUD DE LA PORTE**
A 0.80 AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 59 , D.A.Q3 - 60 , D.A.Q3 - 67



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510390

Matricule : **D.A.Q3 - 60**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

92,160 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 28.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 01.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.77** *N (km) :* **6985.38**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80747** *Commune :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE**

Voie suivie : **RUE DE LA PLACE**

de : *à :*

Coté : *PK :* **-** *Distance :* **0,05** *km du repère* **D.A.Q3 - 59**

Localisation : **AU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE LA PLACE ET LA GRANDE RUE**

Support : **EGLISE DE TEMPLEUX-LA-FOSSE**

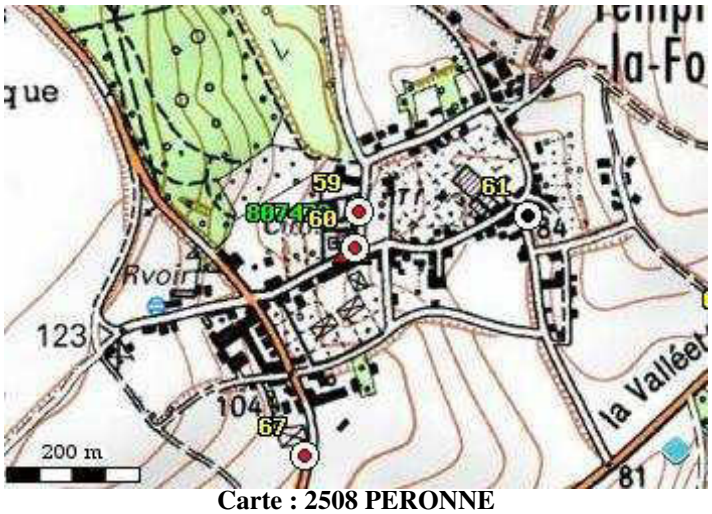
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST DU CLOCHER, FACE RUE DE LA PLACE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 1.65 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 59 , D.A.Q3 - 60 , D.A.Q3 - 67



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510381

Matricule : **D.A.Q3 - 62**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

86,298 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 58.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 57.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.37** *N (km) :* **6985.26**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80747** *Commune :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE**

Voie suivie : **D.181**

de : **D.184** *à :* **LONGAVESNES (D.101)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,72** *km du repère* **D.A.Q3 - 61**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN, AU LIEU-DIT "LA CROISETTE"**

Support : **CROIX**

Partie support : **PILIER, FACE NORD-EST**

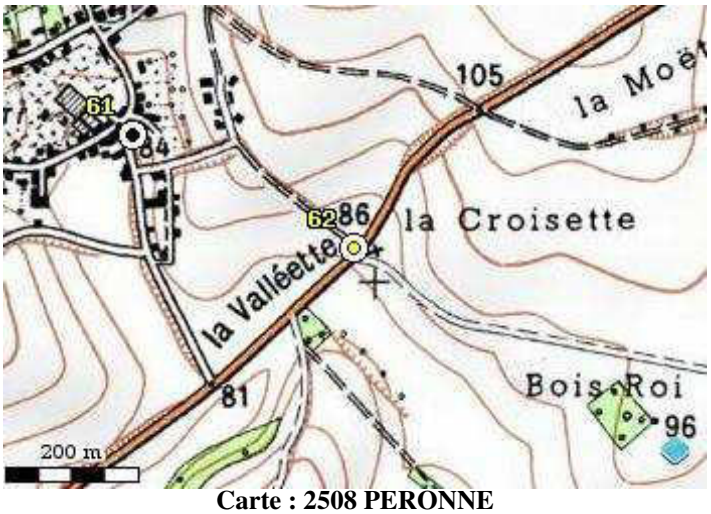
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.30 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOCLE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415183

Matricule : **D.A.Q3 - 67**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

106,019 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 24.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 51.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.69** *N (km) :* **6985.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80747** *Commune :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE**

Voie suivie : **D.917**

de : **TEMPLEUX-LA-FOSSE (EGLISE)** *à :* **D.181**

Coté : **Droit** *PK :* **3,00** *km* *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.Q3 - 60**

Localisation : **RUE JACQUES**

Support : **MUR DE CLOTURE D'UNE EXPLOITATION**

Partie support : **PILIER D'ANGLE SUD-OUEST, FACE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.53 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 59 , D.A.Q3 - 60 , D.A.Q3 - 67



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

TEMPLEUX-LA-FOSSE A

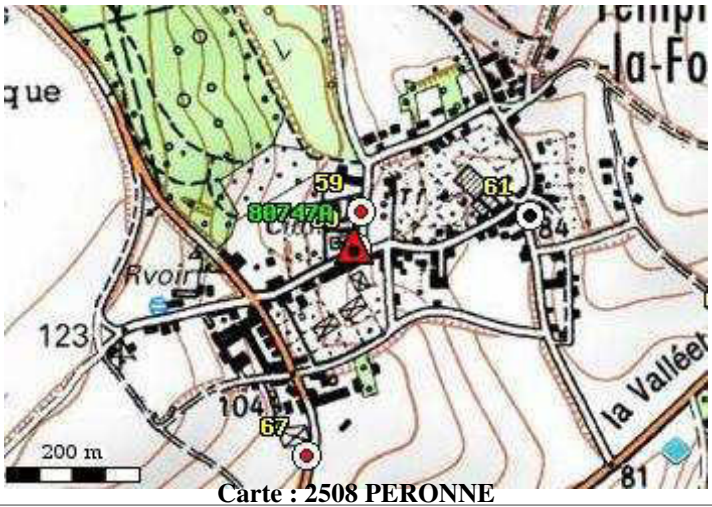
Département : SOMME (80)
Commune : TEMPLEUX-LA-FOSSE
Lieu-dit :

No du Site **80747A**
Site du **Réseau de détail**

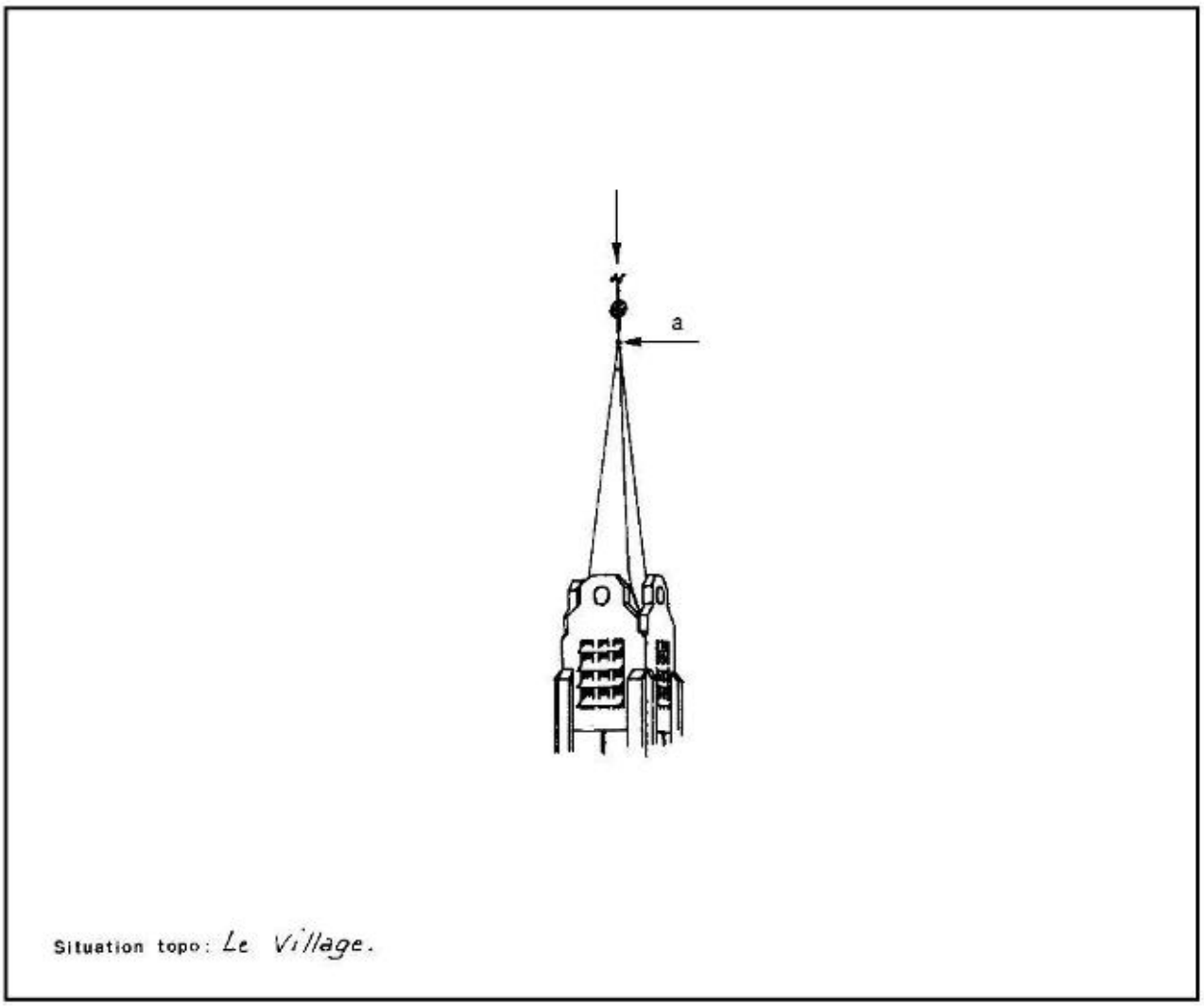
Identifiant : 73549



Azimut de la prise de vue : 60 gr



Carte : 2508 PERONNE



TEMPLEUX-LA-FOSSE A

Identifiant : 186130 - NO : 80747A-01

Point : a

Clocher : Centre boule

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 240 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 01' 28.3353" E	49° 58' 01.2869" N	172.80	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	701762.02	6985384.06	< 10 cm	128.96	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414553

Matricule : **D.A.V3 - 82**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,382 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 09' 27.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 45.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **711.33** *N (km) :* **6984.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80748** *Commune :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD**

Voie suivie : **D.6-E**

de : **LIMITE DU DEPARTEMENT** *à :* **D.6**

Coté : **Droit** *PK :* **0,76** *km* *Distance :* **1,54** *km du repère* **D.A.V3 - 81**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN**

Support : **ABRI DEPENDANT D'UN CIMETIERE MILITAIRE BRITANNIQUE**

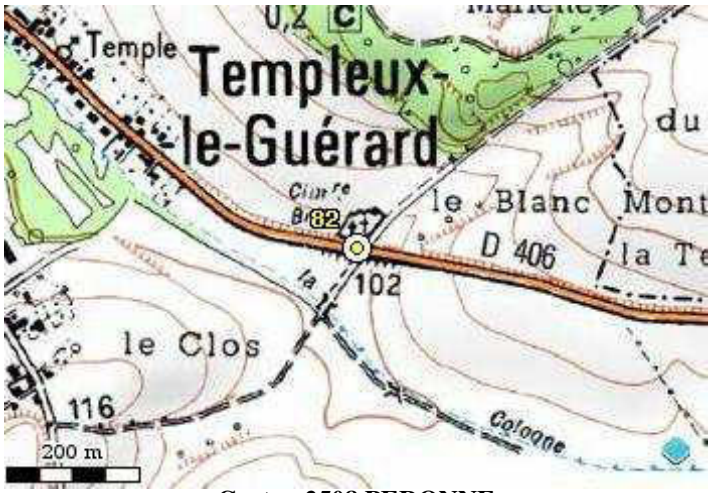
Partie support : **FACE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.34 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.85 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509792

Matricule : **D.A.V3 - 83**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,102 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 08' 56.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 56.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **710.71** *N (km) :* **6985.26**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80748** *Commune :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,78** *km du repère* **D.A.V3 - 82**

Localisation : **RUE DE LA-DESSOUS, AU CARREFOUR AVEC LA D.6-E**

Support : **MAISON**

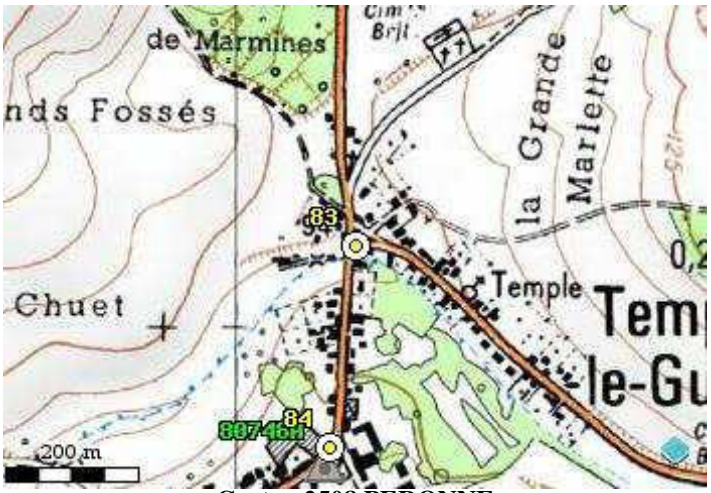
Partie support : **MUR DE FACADE EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.33 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.45 M AU-DESSUS DU SOL (ENCASTRE DANS LE CREPI)

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 509794

Matricule : **D.A.V3 - 84**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

104,850 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 08' 54.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 47.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **710.67** *N (km) :* **6984.95**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80748** *Commune :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,31** *km du repère* **D.A.V3 - 83**

Localisation : **AU BOURG, AU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE LA DESSOUS ET LA RUE DE L'ORMISSEL**

Support : **MUR DE SOUTENEMENT DU CIMETIERE DE TEMPLEUX-LE-GUERARD**

Partie support : **PILIER OUEST DE LA FACE NORD, FACE AU CARREFOUR**

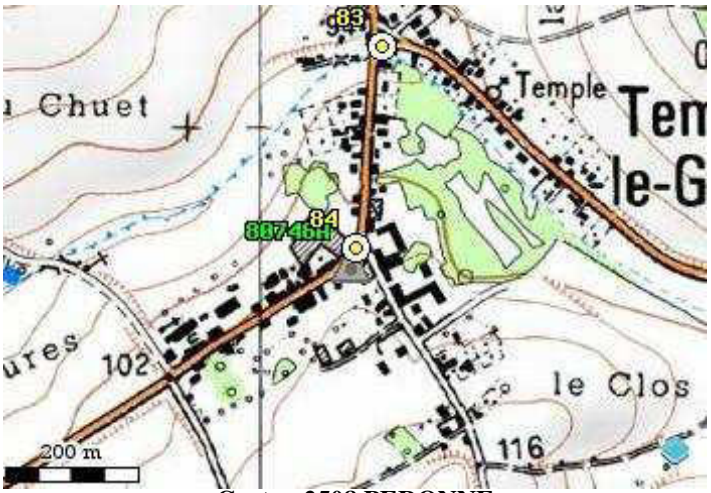
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.73 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414554

Matricule : **D.A.V3 - 85**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

103,897 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 08' 56.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 12.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **710.71** *N (km) :* **6985.74**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80748** *Commune :* **TEMPLEUX-LE-GUERARD**

Voie suivie : **D.6**

de : **TEMPLEUX-LE-GUERARD (MAIRIE)** *à :* **RONSSOY (D.58)**

Coté : **Gauche** *PK :* **16,00** *km* *Distance :* **0,49** *km du repère* **D.A.V3 - 83**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA CROIX D'ETAIN"**

Support : **MUR DE SOUTENEMENT D'UNE USINE**

Partie support : **FACE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.03 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.62 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de TINCOURT-BOUCLY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8076201a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8076201b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25- 08

DÉCISION N° 87.256

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi ~~ix~~ en Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de TINCOURT-BOUCLY

Département de la SOMME et appartenant à :

- Madame veuve de FESQUET Elie, née SERGENT Marthe
  dem: 24, rue du Docteur Germain Sée 75016 PARIS.
- Monsieur de FESQUET Bernard
  Exploitant cinéma
  dem: 3 ter Grande Rue 78290 CROISSY.
- Exploitant: Monsieur DANNOOT André
  Cultivateur
  dem: Ferme de Boucly 80123 TINCOURT-BOUCLY.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : TINCOURT - BOUCLY I

Commune n° INSEE : 80768 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : TINCOURT - BOUCLY

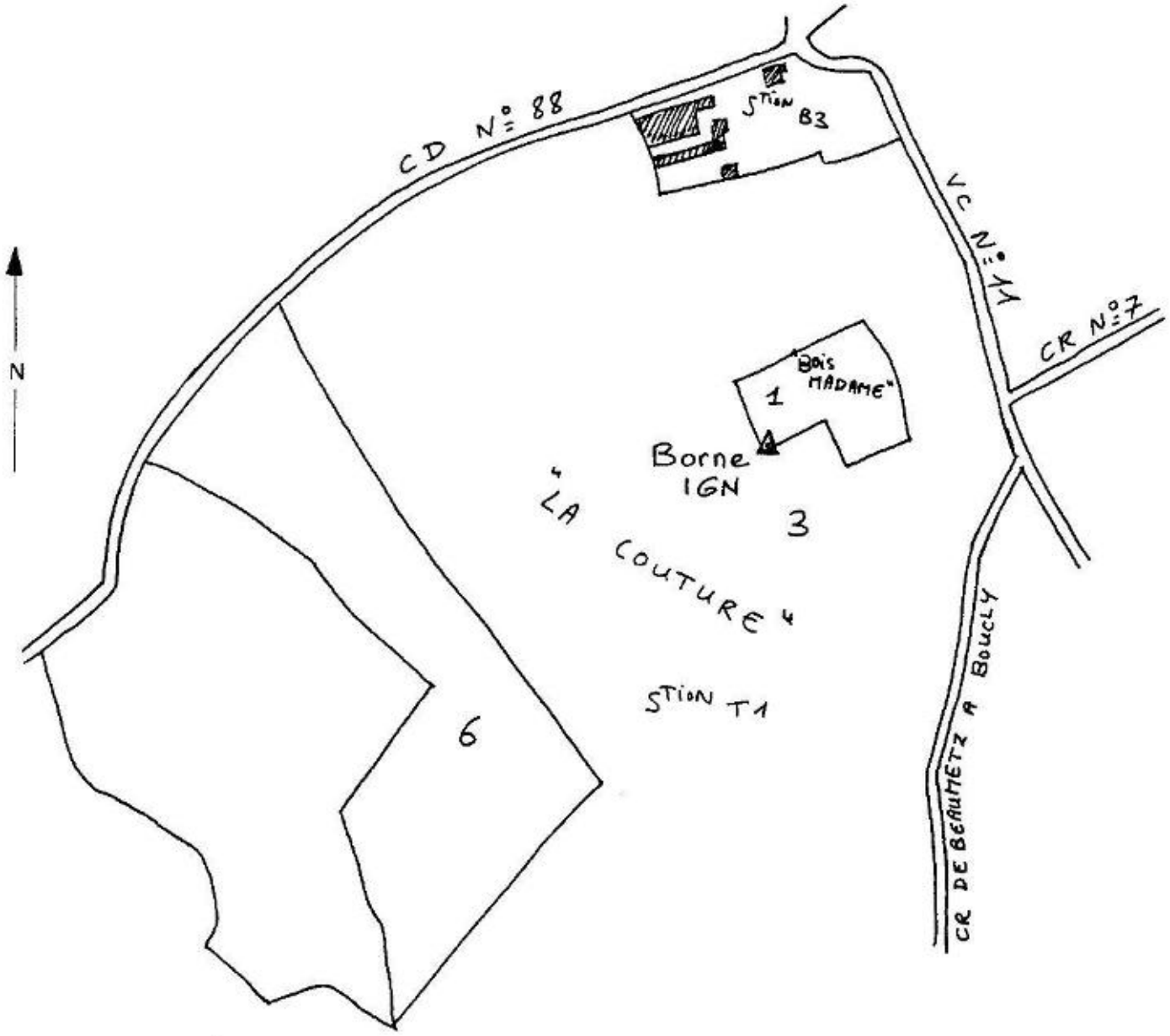
Lieu-dit : BOIS MADAME Section : D Parcelle : 1 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1984 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le Juin 19 85 Échelle : 1/10000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286369

Matricule : **D.A.P3Q3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

63,642 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 44.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 17.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.28** *N (km) :* **6982.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80762** *Commune :* **TINCOURT-BOUCLY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **159,57** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 124 DE LA D.88**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

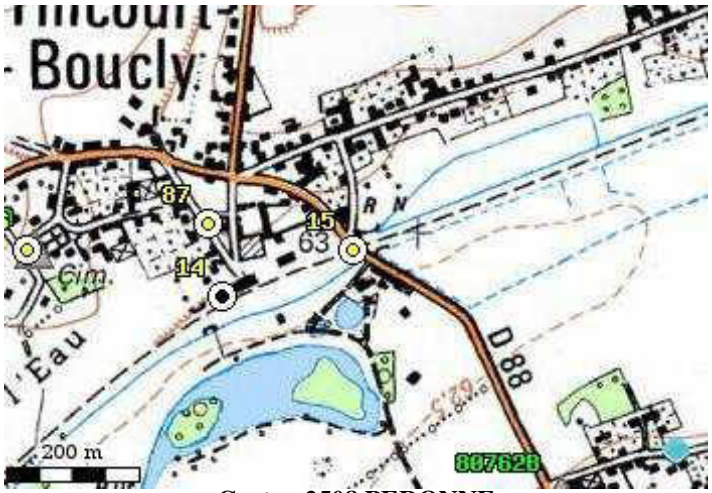
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE COTE D.88**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510367

Matricule : **D.A.Q3 - 85**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

75,399 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 12.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 18.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.64** *N (km) :* **6982.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80762** *Commune :* **TINCOURT-BOUCLY**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **2,13** *km du repère* **D.A.Q3 - 84**

Localisation : **RUE DE LA FLAQUE, A 150 M AU SUD-EST D'UN CIMETIERE MILITAIRE BRITANNIQUE**

Support : **REMISE**

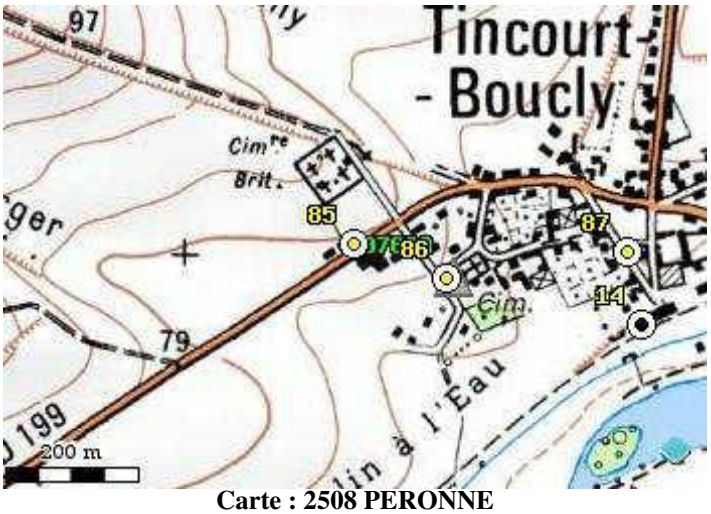
Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.75 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510368

Matricule : **D.A.Q3 - 86**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

71,653 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 19.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 17.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.78** *N (km) :* **6982.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80762** *Commune :* **TINCOURT-BOUCLY**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,19** *km du repère* **D.A.Q3 - 85**

Localisation : **A 110 M AU SUD-EST DE LA D.199**

Support : **EGLISE DE TINCOURT-BOUCLY**

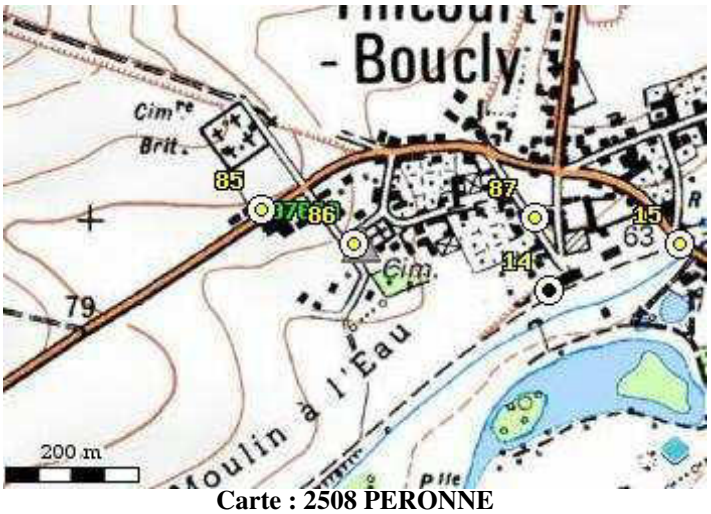
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST, FACE SUD-OUEST, FACE RUE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD-EST DE LA PORTE**
A 0.55 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510369

Matricule : **D.A.Q3 - 87**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

68,721 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 33.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 18.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.06** *N (km) :* **6982.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80762** *Commune :* **TINCOURT-BOUCLY**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,56** *km du repère* **D.A.Q3 - 86**

Localisation : **A 100 M AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA D.88, RUE DE LA MAIRIE**

Support : **ECOLE COMMUNALE DE TINCOURT-BOUCLY**

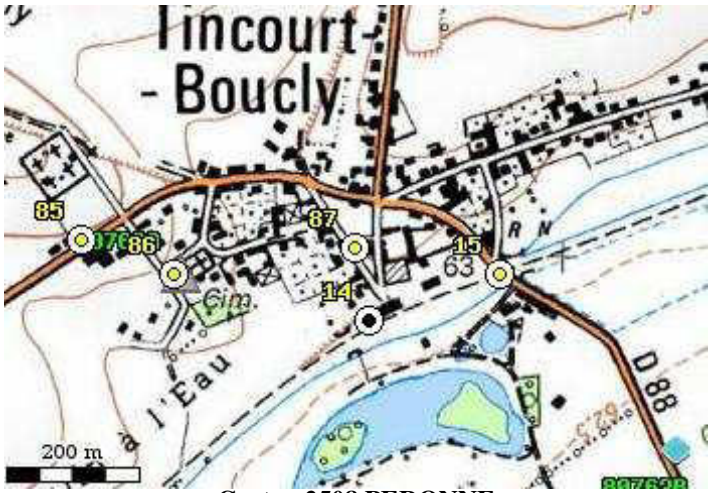
Partie support : **SOUBASSEMENT DE LA CHAINE D'ANGLE OUEST DU MUR DE FACADE NORD, FACE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.27 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510370

Matricule : **D.A.Q3 - 88**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

69,131 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 13.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 29.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.85** *N (km) :* **6982.54**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80762** *Commune :* **TINCOURT-BOUCLY**

Voie suivie : **D.199**

de : **TINCOURT-BOUCLY (D.6)** *à :* **ROISEL (D.24)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,88** *km du repère* **D.A.Q3 - 87**

Localisation : **AU HAMEAU DE HAMEL, RUE DE TINCOURT, A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE LONGAVESNES**

Support : **REMISE**

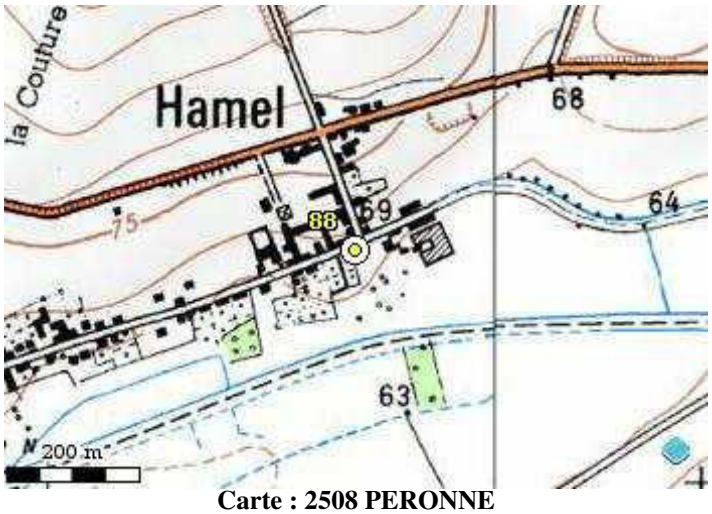
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.12 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

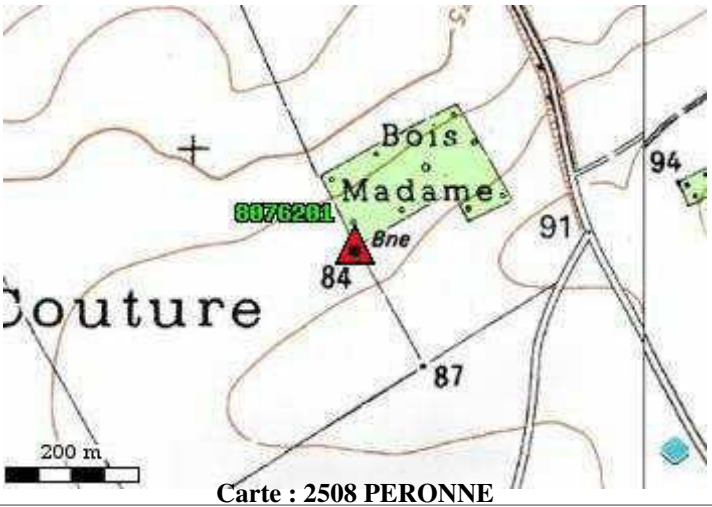
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

TINCOURT-BOUCLY I

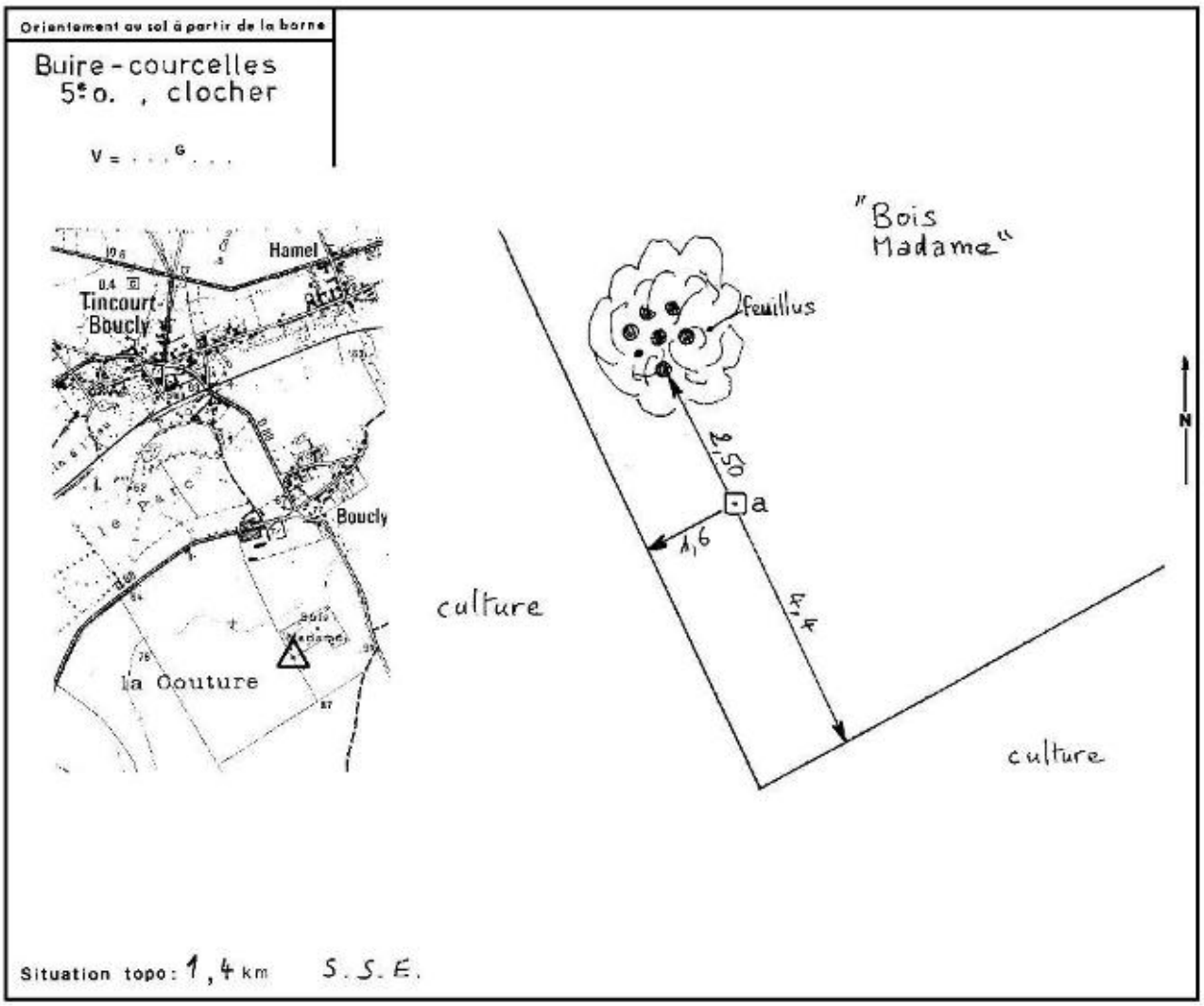
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8076201**	Identifiant : 73575
Commune : TINCOURT-BOUCLY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 300 gr



Carte : 2508 PERONNE



TINCOURT-BOUCLY I

Identifiant : 186183 - NO : 8076201-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 270 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 03' 01.3781" E	49° 55' 41.0152" N	128.12	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703620.71	6981047.21	< 10 cm	84.24	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de VILLERS-CARBONNEL n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080101a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080101b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080101c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080101d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.263

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 12 Août 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de VILLERS-CARBONNEL

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de VILLERS-CARBONNEL 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'edifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : VILLERS - CARBONNEL I

Commune n° INSEE : 80801 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : VILLERS - CARBONNEL

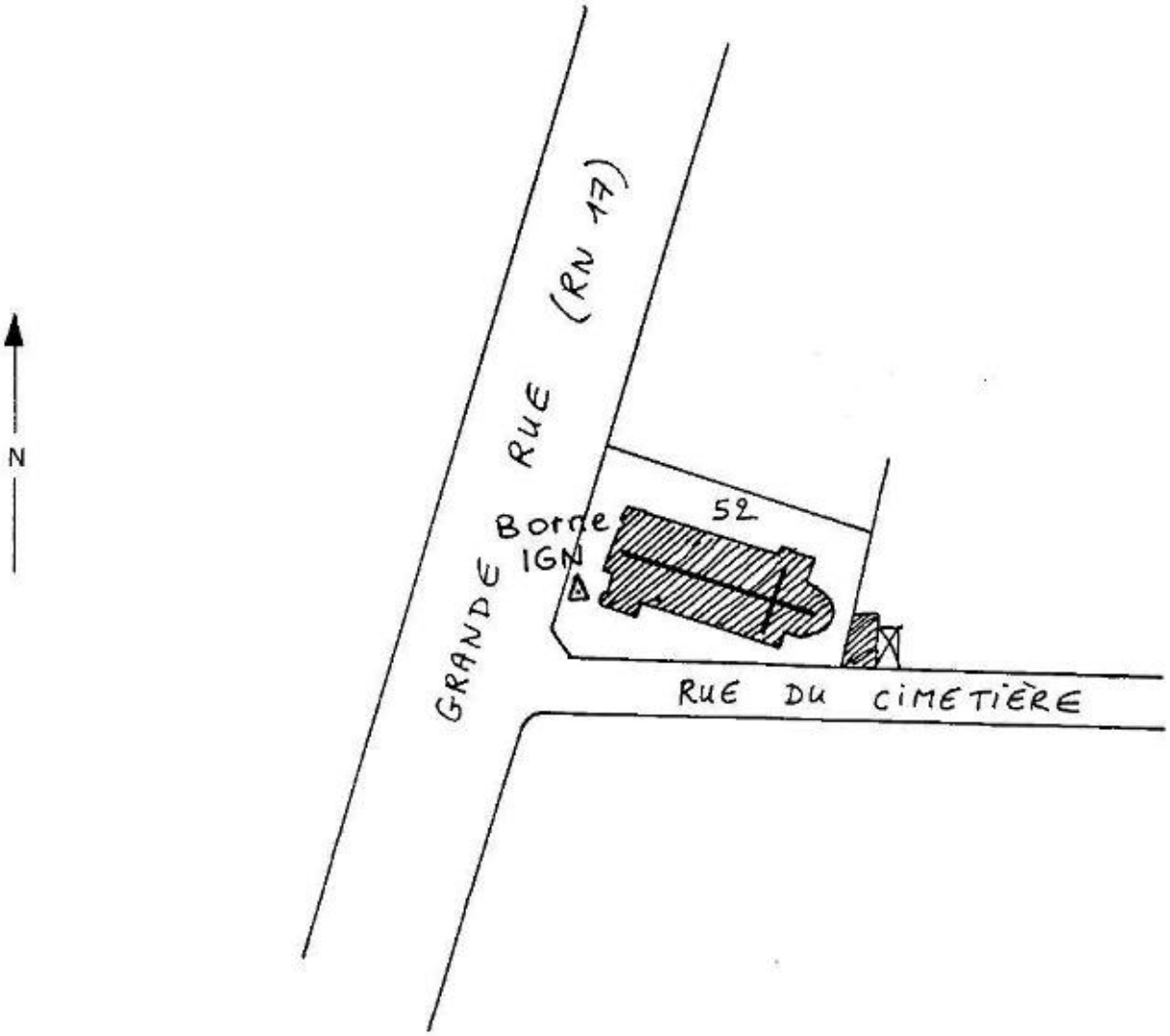
Lieu-dit : AU VILLAGE Section : AB Parcelle : 52 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1983 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 12 Août 19 85 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 184
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 60 Section B lieu dit Rue du Cimetière de la Commune de VILLERS-CARBONNEL Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE VILLERS-CARBONNEL (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre de la boule

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

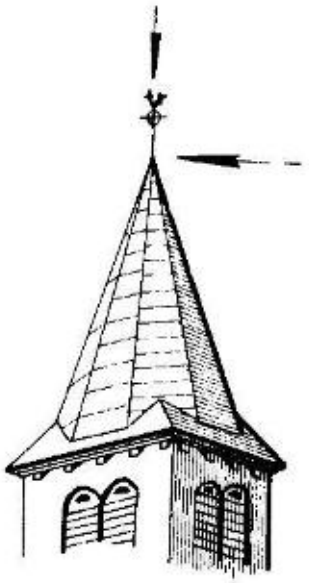
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de VILLERS-CARBONNEL
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Villers Carbonnel 1 Lieu-dit: Rue du Cimetière Section: B Parcelle: 60

CROQUIS



Echelle graphique:

Mr
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
Institut Géogra

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415052

Matricule : **D.A.R3 - 72**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

80,729 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 50.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 36.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.62** *N (km) :* **6975.35**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80801** *Commune :* **VILLERS-CARBONNEL**

Voie suivie : **N.29**

de : **PONT-LES-BRIE (VOIE FERREE)** *à :* **D.329**

Coté : **Gauche** *PK :* **85,52** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU CHARRON, AU NO 1, RUE DU CHARRON**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE N.29**

Repèrements : **A 0.51 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.07 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415053

Matricule : **D.A.R3 - 73**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

82,591 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 41.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 28.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.43** *N (km) :* **6975.11**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80801** *Commune :* **VILLERS-CARBONNEL**

Voie suivie : **N.29**

de : **PONT-LES-BRIE (VOIE FERREE)** *à :* **D.329**

Coté : **Gauche** *PK :* **85,37** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 240 M AU SUD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA N.17, FACE AU NO 17, GRAND RUE**

Support : **EGLISE DE VILLERS-CARBONNEL**

Partie support : **CONTREFORT SUD DU MUR DE FACADE OUEST DU CLOCHER, FACE OUEST, FACE N.17**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.10 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286271 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.R3T3 - 11** — **52,235 m** *ALTITUDE NORMALE*

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 14.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 35.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.30** *N (km) :* **6975.31**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80801** *Commune :* **VILLERS-CARBONNEL**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CHAULNES-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **144,19** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU PASSAGE SUPERIEUR DE LA N.29**

Support : **PONT-ROUTE**

Partie support : **PILE OUEST, FACE EST, FACE VOIES**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.59 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 75622

Matricule : **D.A.R3T3 - 12 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,209 m ***

Année de dernière observation : 1980 - Année de nouveau calcul : 1990

ALTITUDE NORMALE

Repère non retrouvé en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 14.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 31.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.30** *N (km) :* **6975.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80801** *Commune :* **VILLERS-CARBONNEL**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CHAULNES-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **144,06** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'EMPLACEMENT DE L'ANCIENNE STATION "DE PONT-LES-BRIE"**

Support : **BORNE EN BETON**

Partie support : **FACE EST, FACE VOIES**

Repèrements :

Remarques : ***** Ce repère n'a pas été observé par l'I.G.N.**

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510022

Matricule : **D.A.T3 - 48 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,371 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 21.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 35.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.44** *N (km) :* **6975.31**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80801** *Commune :* **VILLERS-CARBONNEL**

Voie suivie : **N.29**

de : **VILLERS-CARBONNEL** *à :* **BRIE (D.88)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.R3T3 - 11**

Localisation : **A 20 M AU NORD DE LA ROUTE, LE LONG DE L'ANCIEN TRACE DE LA N.29**

Support : **PONT SUR LA SOMME**

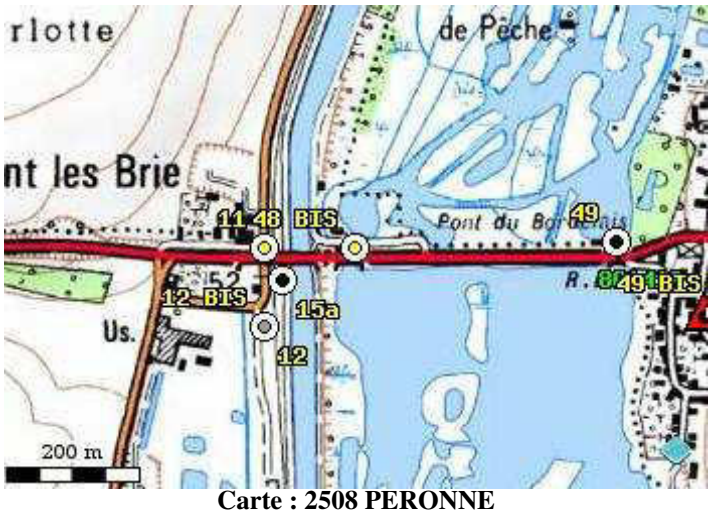
Partie support : **MUR EN AILE AVAL RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE RIVE GAUCHE**
A 1.43 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

VILLERS-CARBONNEL I

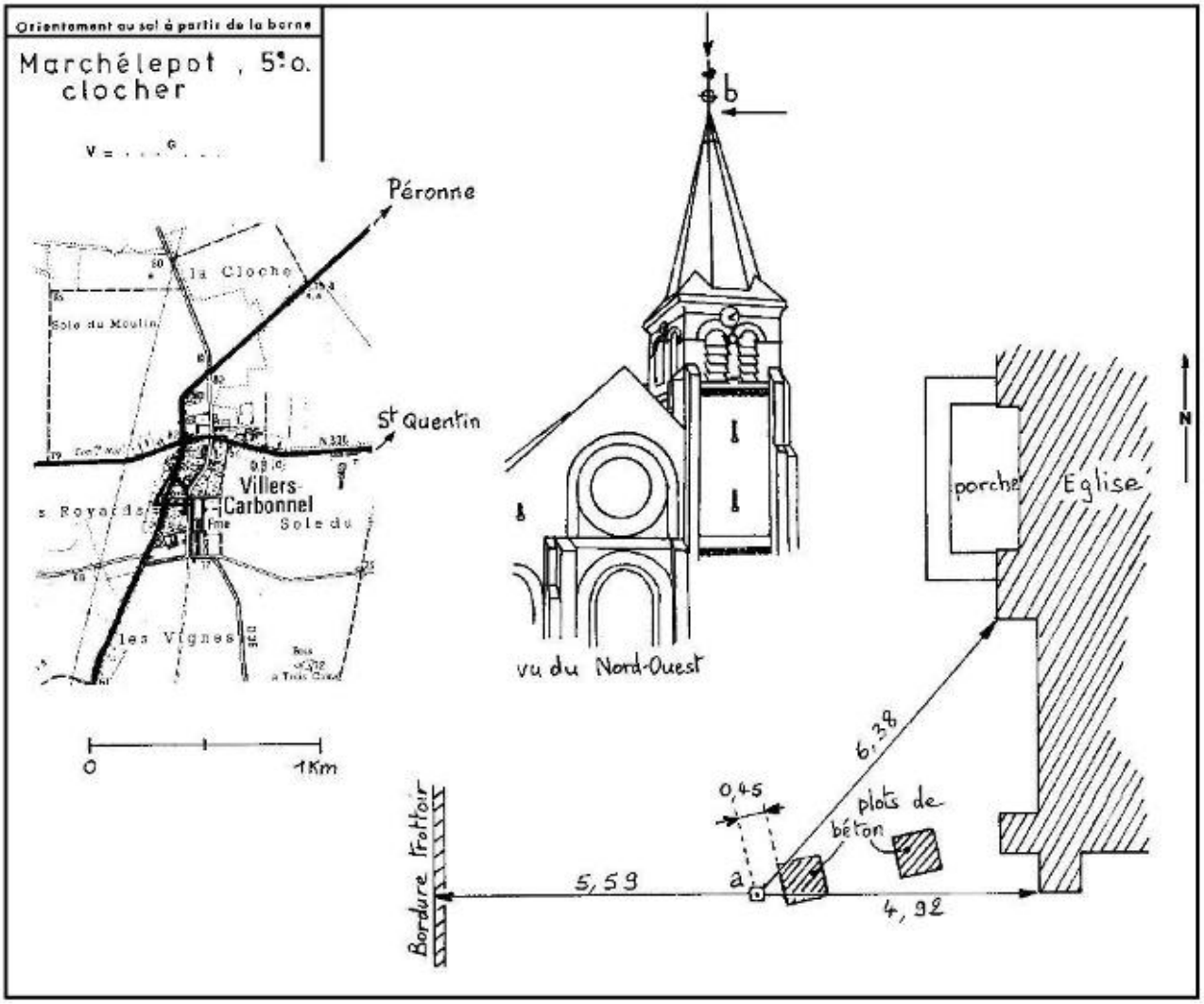
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8080101**	Identifiant : 73621
Commune : VILLERS-CARBONNEL		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 55 gr



Carte : 2508 PERONNE



VILLERS-CARBONNEL I

Identifiant : 186286 - NO : 8080101-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 60 gr



Identifiant : 186288 - NO : 8080101-03

Point : b

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 350 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 53' 41.1792" E	49° 52' 28.9398" N	125.22	< 10 cm
b	2° 53' 41.5721" E	49° 52' 28.9713" N	150.22	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	692429.97	6975111.75	< 10 cm	81.39	< 50 cm
b	692437.83	6975112.71	< 10 cm	106.39	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de VILLERS-FAUCON n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080201a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8080201b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.264

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de VILLERS-FAUCON

Département de la SOMME et appartenant à :

- DEPARTEMENT de la SOMME
  51, rue de la République 80000 AMIENS

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : VILLERS - FAUCON I

Commune n° INSEE : 80802 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : VILLERS - FAUCON

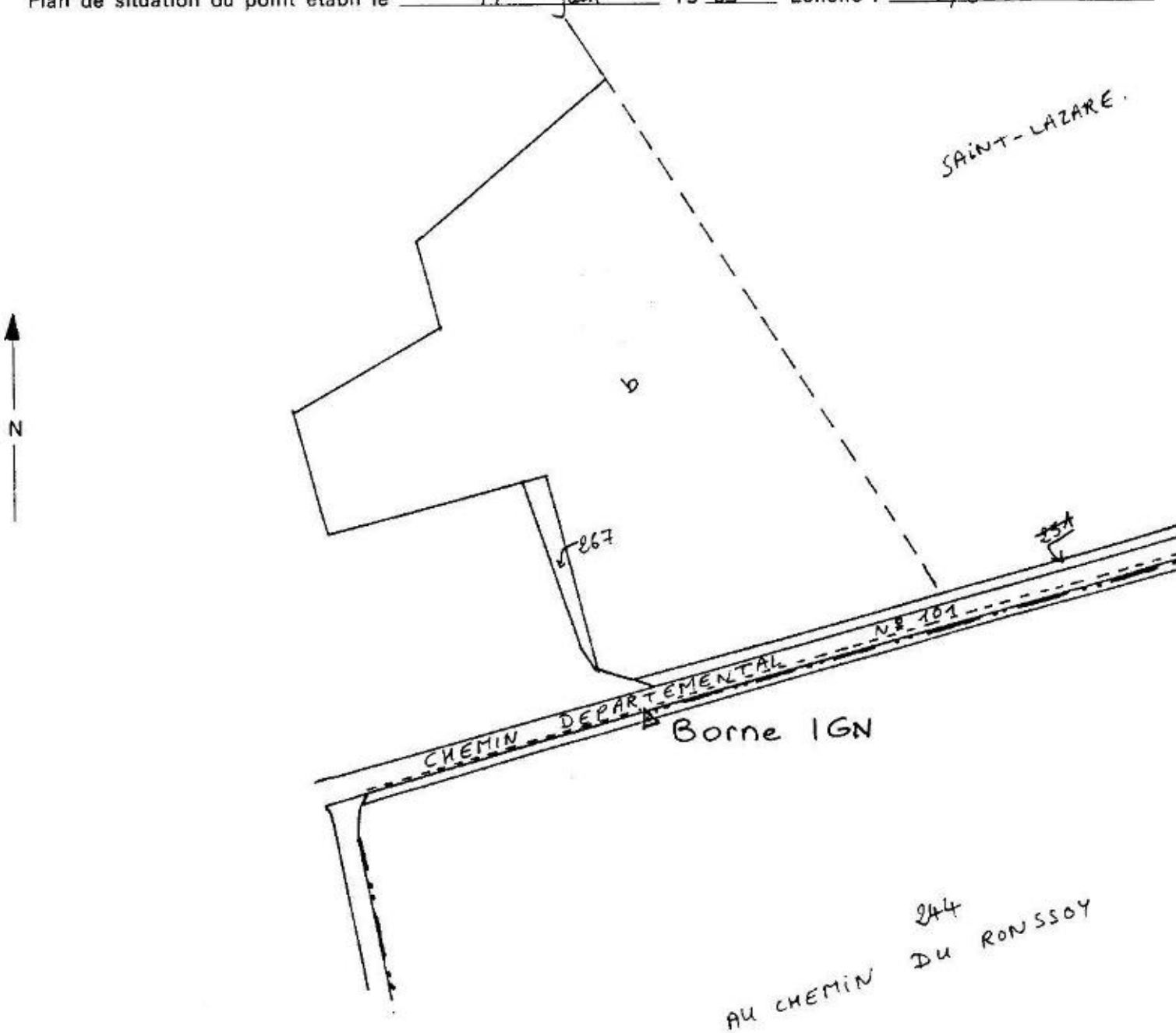
Lieu-dit : AU CHEMIN DU RONSSOY Section : S1 Parcelle : CD101 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1985 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286307

Matricule : **D.A.Q3V3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,341 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 42.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 34.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.04** *N (km) :* **6986.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.101**

de : **VILLERS-FAUCON** *à :* **SAINTE-EMILIE**

Coté : **Droit** *PK :* **3,98** *km* *Distance :* **0,19** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 9**

Localisation : **A UN ANCIEN PASSAGE A NIVEAU, AU NO 5, RUE DE LOEUILLY**

Support : **MAISON**

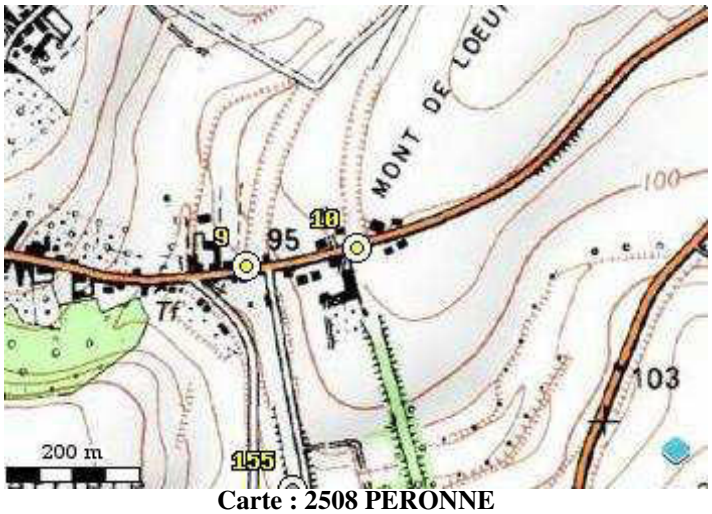
Partie support : **MUR DE FACADE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308718 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3V3 - 11** — **112,227 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 10.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 46.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.59** *N (km) :* **6986.80**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.101**

de : **VILLERS-FAUCON** *à :* **SAINTE-EMILIE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,70** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 10**

Localisation : **AU HAMEAU DE SAINTE-EMILIE, AU NO 21, RUE DE VILLERS-FAUCON**

Support : **ANCIENNE ECOLE**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.60 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308719 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3V3 - 12** — **122,170 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 18.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 56.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.75** *N (km) :* **6987.10**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **EPEHY**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,36** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 11**

Localisation : **A 15 M AU SUD DE L'ENTREE BETTERAVES**

Support : **MAISON DE LA SOCIETE VERMANDOISE DE DISTILLERIE ET SUCRERIE**

Partie support : **MUR PIGNON EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.67 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.05 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 26299

Matricule : **D.A.Q3V3 - 13**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,932 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère non retrouvé en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 09.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 08.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.57** *N (km) :* **6987.46**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **EPEHY**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 14**

Localisation : **A 440 M AU SUD-OUEST DE LA D.24**

Support : **ANCIEN PONT-RAIL**

Partie support : **MUR EN RETOUR NORD-OUEST**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415157

Matricule : **D.A.Q3V3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

106,288 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 58.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 53.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.15** *N (km) :* **6985.13**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Droit** *PK :* **2,17** *km* *Distance :* **1,36** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 2**

Localisation : **A 40 M A L'EST DE LA D.72**

Support : **PYLONE NO.13**

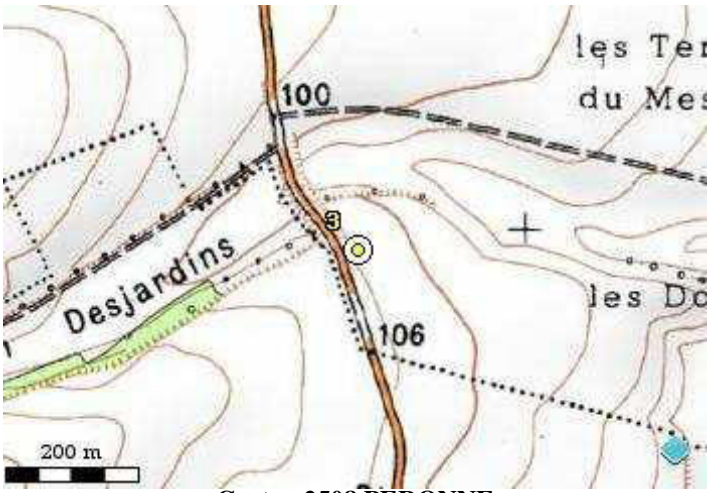
Partie support : **SOCLE, FACE OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.07 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415158

Matricule : **D.A.Q3V3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

107,421 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 50.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 09.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.98** *N (km) :* **6985.64**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Gauche** *PK :* **2,72** *km* *Distance :* **0,60** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 3**

Localisation :

Support : **MUR DE SOUTENEMENT**

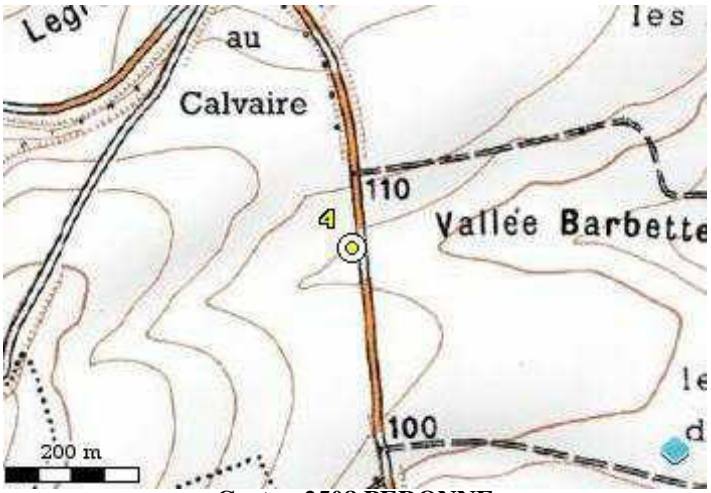
Partie support : **FACE EST, FACE ROUTE, FACE A UN AQUEDUC**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.20 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415154

Matricule : **D.A.Q3V3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

97,593 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 42.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 23.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.82** *N (km) :* **6986.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Gauche** *PK :* **3,20** *km* *Distance :* **0,48** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 4**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.72 ET DE LA D.101**

Support : **CROIX**

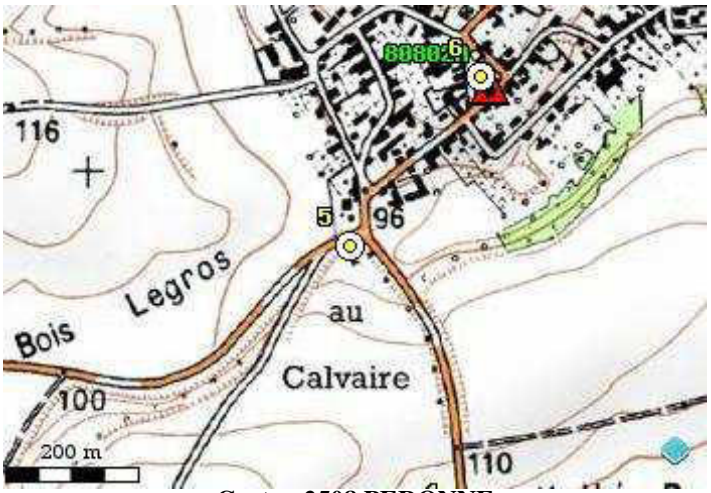
Partie support : **SOCLE, FACE NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.18 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510346

Matricule : **D.A.Q3V3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

106,720 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 52.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 31.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.02** *N (km) :* **6986.32**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 5**

Localisation :

Support : **EGLISE DE VILLERS-FAUCON**

Partie support : **MUR DE FACADE ANTERIEUR**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.14 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510347

Matricule : **D.A.Q3V3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,842 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 01.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 41.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.20** *N (km) :* **6986.63**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.72**

de : **ROISEL** *à :* **VILLERS-FAUCON**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,40** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 6**

Localisation : **AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA D.101**

Support : **TRANSFORMATEUR**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE D.101**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510348 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3V3 - 8** **100,781 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 09.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 36.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.36** *N (km) :* **6986.48**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.101**

de : **VILLERS-FAUCON** *à :* **SAINTE-EMILIE**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,23** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 7**

Localisation :

Support : **MAIRIE DE VILLERS-FAUCON**

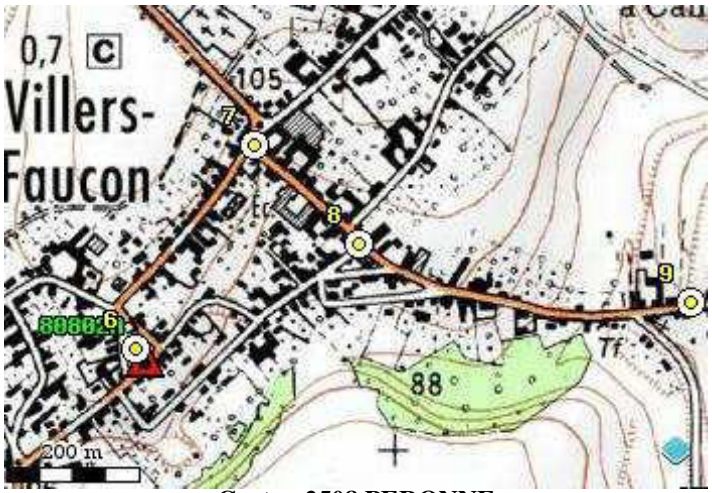
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 8.40 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308717

Matricule : **D.A.Q3V3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,702 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 34.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 33.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.87** *N (km) :* **6986.39**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **D.101**

de : **VILLERS-FAUCON** *à :* **SAINTE-EMILIE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,51** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 8**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 130, AU NO 25 RUE DES HAYETTES**

Support : **ANCIENNE GARE DE VILLERS-FAUCON**

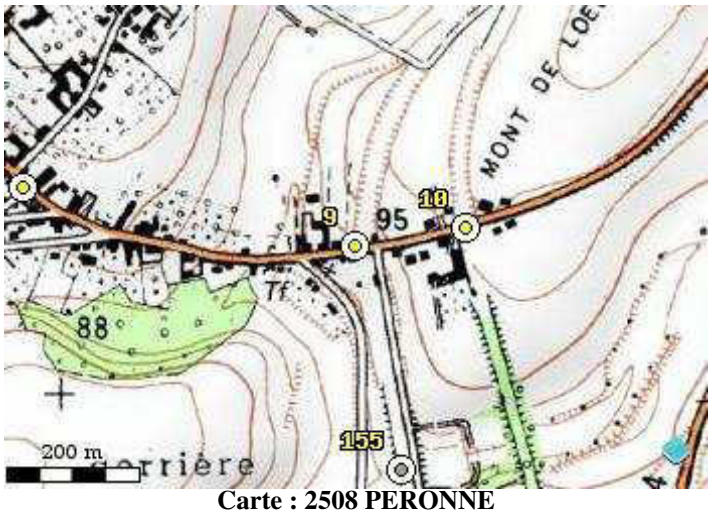
Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.25 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 234929

Matricule : **D.A.V3 - 154**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

80,876 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1970 - Année de nouveau calcul : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 33.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 50.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.84** *N (km) :* **6985.05**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Gauche** *PK :* **165,47** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE TETE, FACE OUEST**

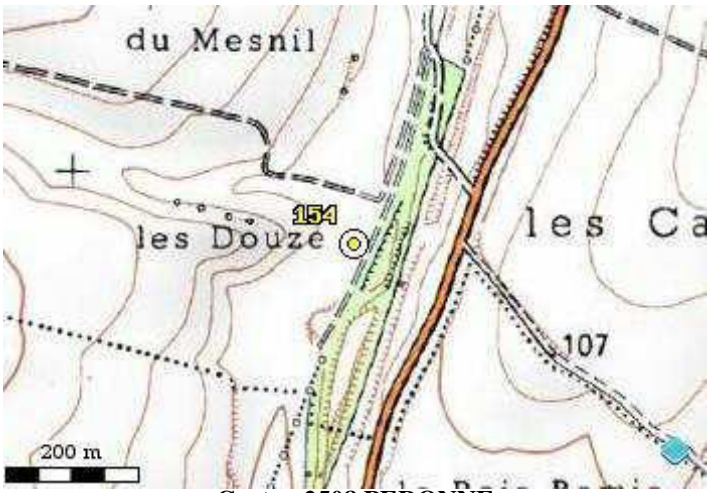
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.28 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 42

Matricule : **D.A.V3 - 155**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

87,566 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère non retrouvé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 38.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 22.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.94** *N (km) :* **6986.05**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80802** *Commune :* **VILLERS-FAUCON**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Gauche** *PK :* **166,52** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

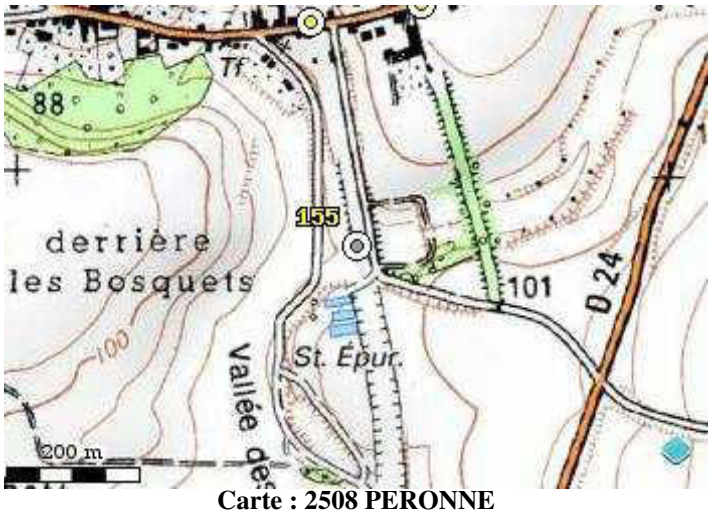
Support : **PONCEAU**

Partie support : **MUR EN AILE SUD**

Repèrements :

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

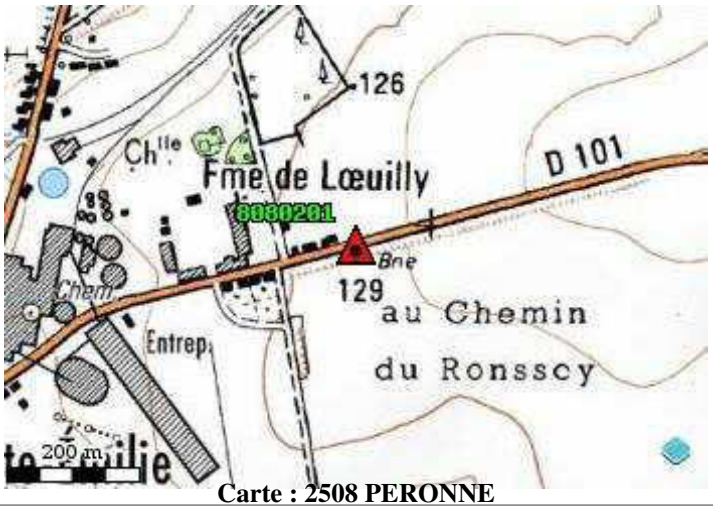
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

VILLERS-FAUCON I

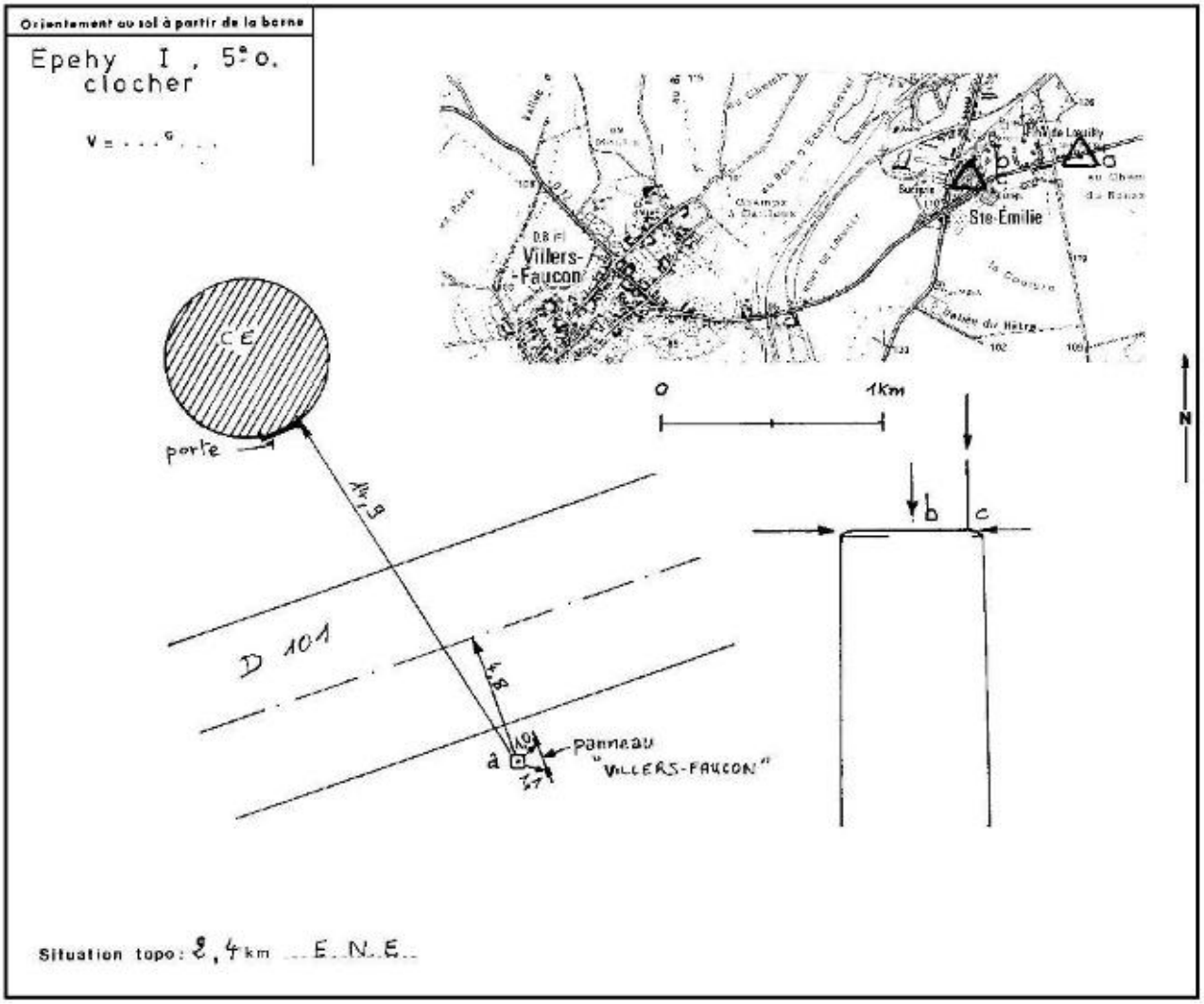
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8080201**	Identifiant : 73622
Commune : VILLERS-FAUCON		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 290 gr



Carte : 2508 PERONNE



VILLERS-FAUCON I

Identifiant : 186289 - NO : 8080201-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 370 gr



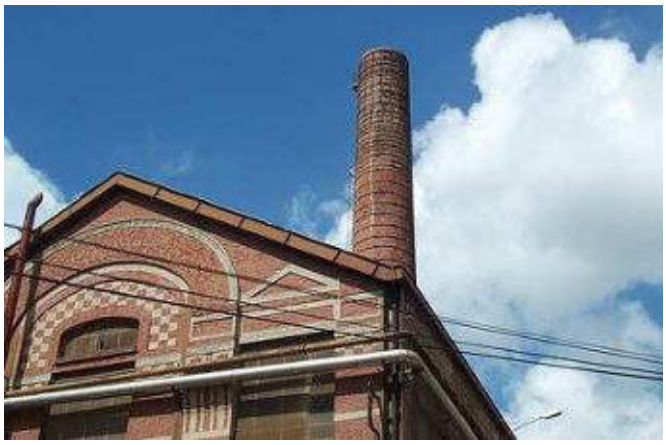
Identifiant : 186291 - NO : 8080201-03

Point : b

Cheminée : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 0 gr



Identifiant : 186292 - NO : 8080201-04

Point : c

Cheminée : Paratonnerre : Axe à la base

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 290 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 07' 47.0199" E	49° 58' 57.0261" N	173.05	< 10 cm
b	3° 07' 22.0448" E	49° 58' 53.8312" N	220.85	< 10 cm
c	3° 07' 22.1541" E	49° 58' 53.8513" N	220.80	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

VILLERS-FAUCON I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	709312.80	6987115.16	< 10 cm	129.14	< 50 cm
b	708814.93	6987015.56	< 10 cm	176.94	< 50 cm
c	708817.11	6987016.19	< 10 cm	176.90	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

VILLERS-FAUCON A

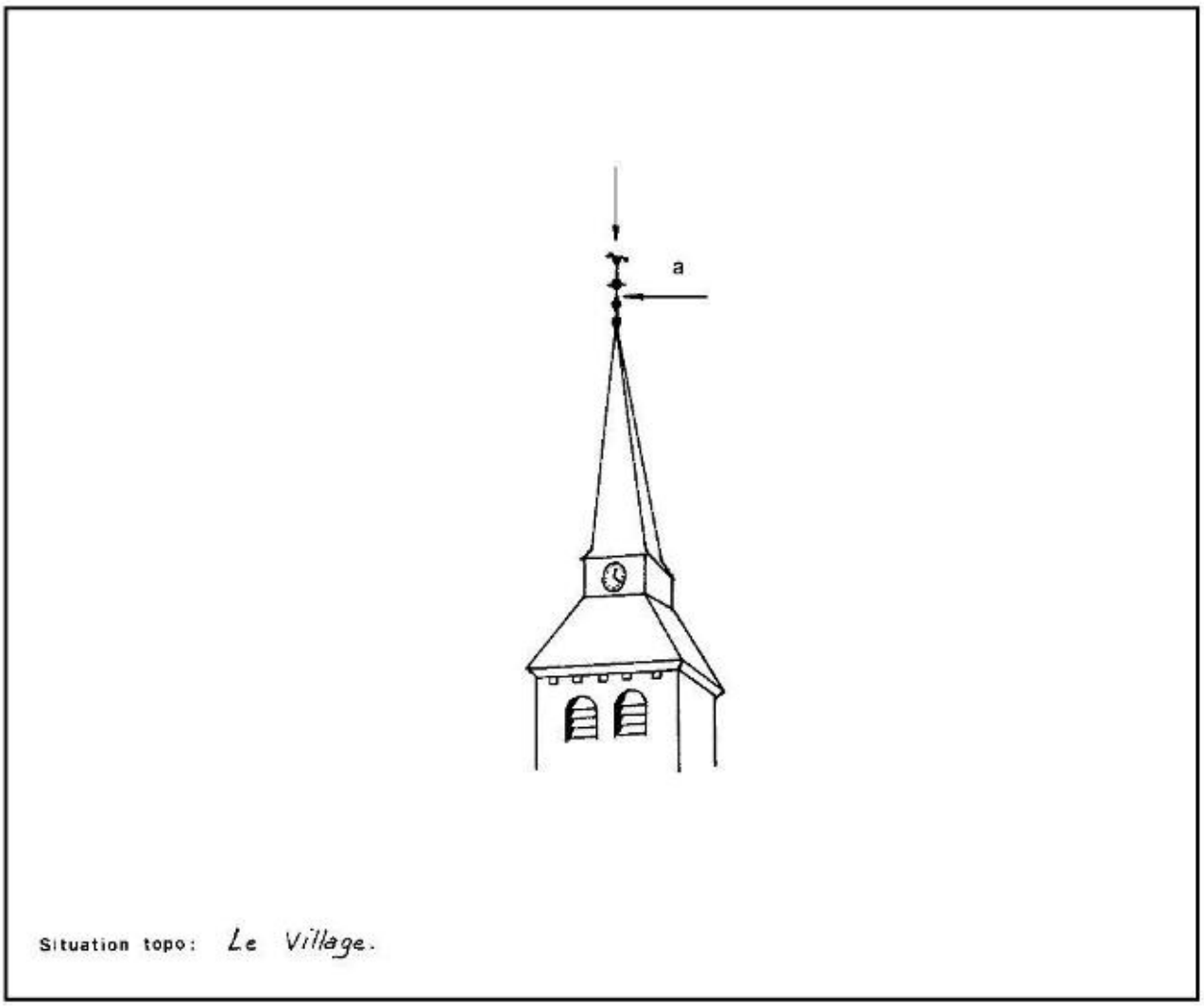
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80802A**	Identifiant : 73623
Commune : VILLERS-FAUCON		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 175 gr



Carte : 2508 PERONNE



VILLERS-FAUCON A

Identifiant : 186293 - NO : 80802A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 05' 52.6792" E	49° 58' 30.8777" N	183.68	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	707033.75	6986303.23	< 10 cm	139.80	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415274

Matricule : **D.A.P3 - 44**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

100,828 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 52.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 45.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.65** *N (km) :* **6977.49**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80812** *Commune :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **31,31** *km* *Distance :* **0,72** *km du repère* **D.A.P3 - 43**

Localisation :

Support : **TRANSFORMATEUR**

Partie support : **MUR DE FACADE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.44 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510473

Matricule : **D.A.P3 - 45**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,080 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 51.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 26.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.62** *N (km) :* **6976.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80812** *Commune :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,57** *km du repère* **D.A.P3 - 44**

Localisation : **FACE AU NO 32, RUE CRINON**

Support : **MAISON**

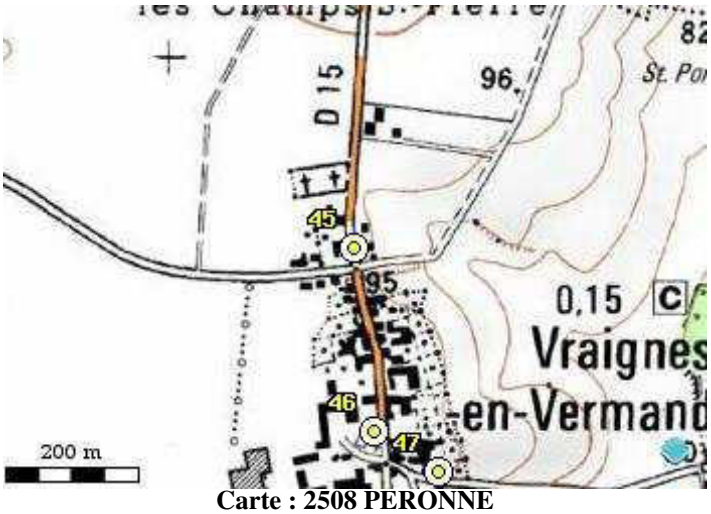
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.07 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308765

Matricule : **D.A.P3 - 46**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,127 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 52.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 17.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.65** *N (km) :* **6976.61**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80812** *Commune :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,30** *km du repère* **D.A.P3 - 45**

Localisation :

Support : **EGLISE DE VRAIGNES**

Partie support : **MUR PIGNON EST, FACE ROUTE**

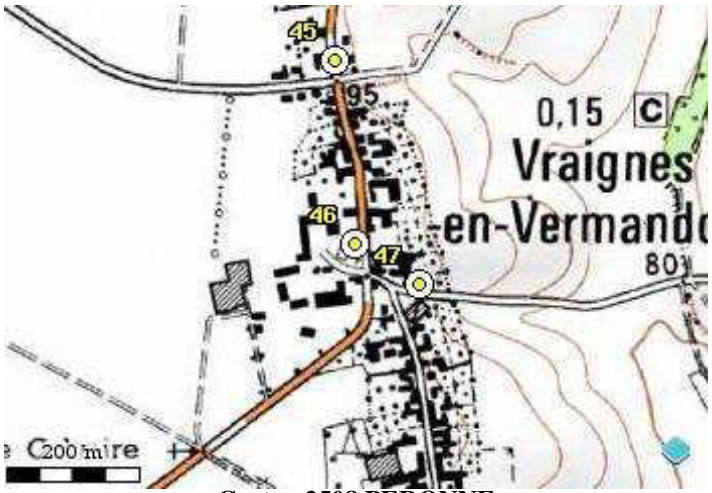
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.70 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510468

Matricule : **D.A.P3 - 47**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

92,336 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 57.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 15.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.75** *N (km) :* **6976.55**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80812** *Commune :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,11** *km du repère* **D.A.P3 - 46**

Localisation : **A 100 M AU SUD-EST DE LA D.15, AU NO 3, RUE BASSE**

Support : **MAIRIE DE VRAIGNES**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST**

Repèrements : **A 4.10 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.13 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de AIZECOURT-LE-BAS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001401b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.213

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du _ 22 Mai 1985 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de AIZECOURT-le-BAS

Département de _ la SOMME et appartenant à : _

- la commune d'AIZECOURT-le-BAS 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : _ Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Nom du point : AIZECOURT - LE - BAS I

Commune n° INSEE : 80014 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : AIZECOURT -LE-BAS

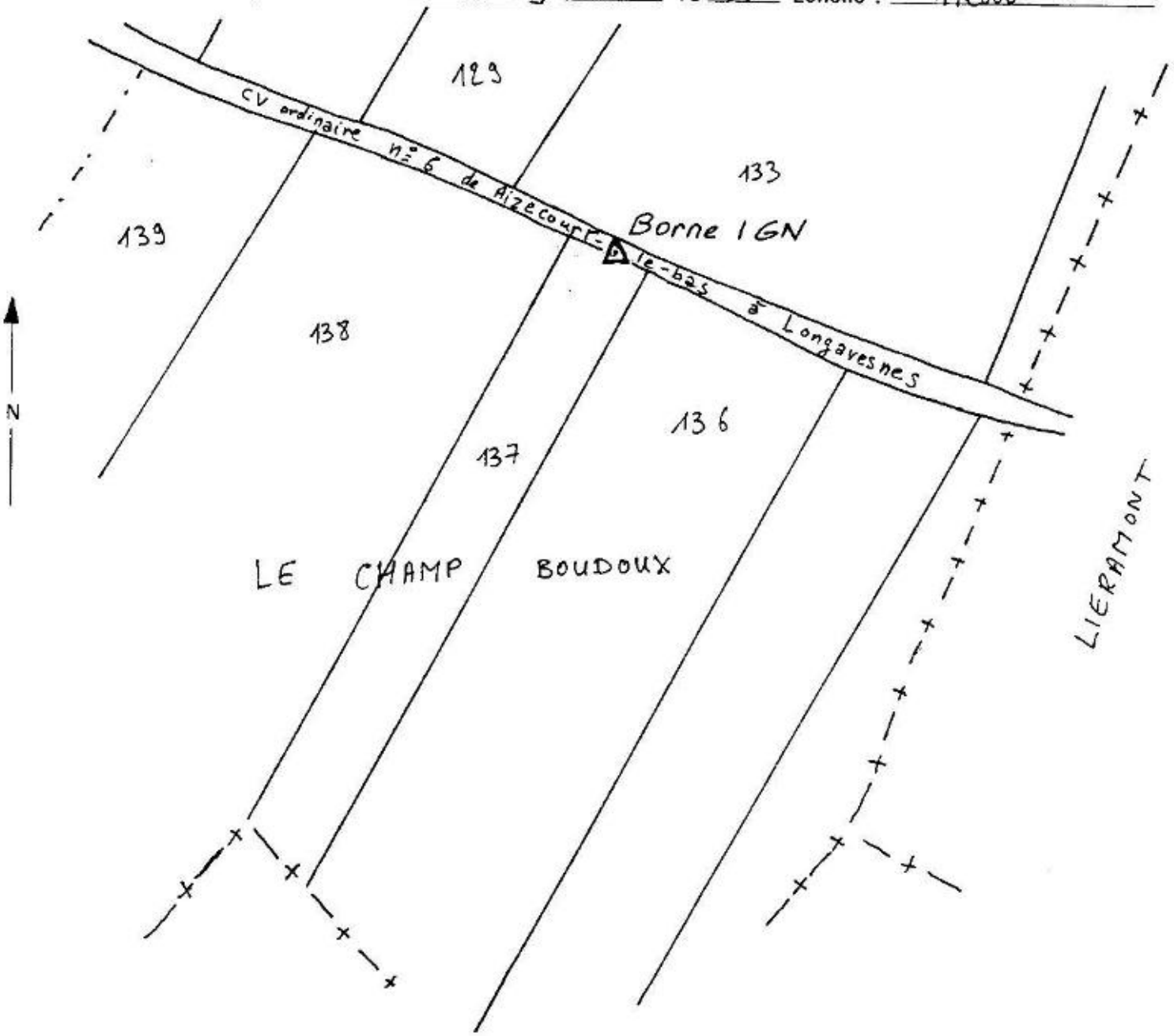
Lieu-dit : LE CHAMP BOUDOUX Section : B2 Parcelle : CV6 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : _____ Remembrement : 1954

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

Scans du site de la commune de AIZECOURT-LE-BAS n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001401b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.213

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du _ 22 Mai 1985 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de AIZECOURT-le-BAS

Département de _ la SOMME et appartenant à : _

- la commune d'AIZECOURT-le-BAS 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : _ Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Nom du point : AIZECOURT - LE - BAS I

Commune n° INSEE : 80014 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : AIZECOURT -LE-BAS

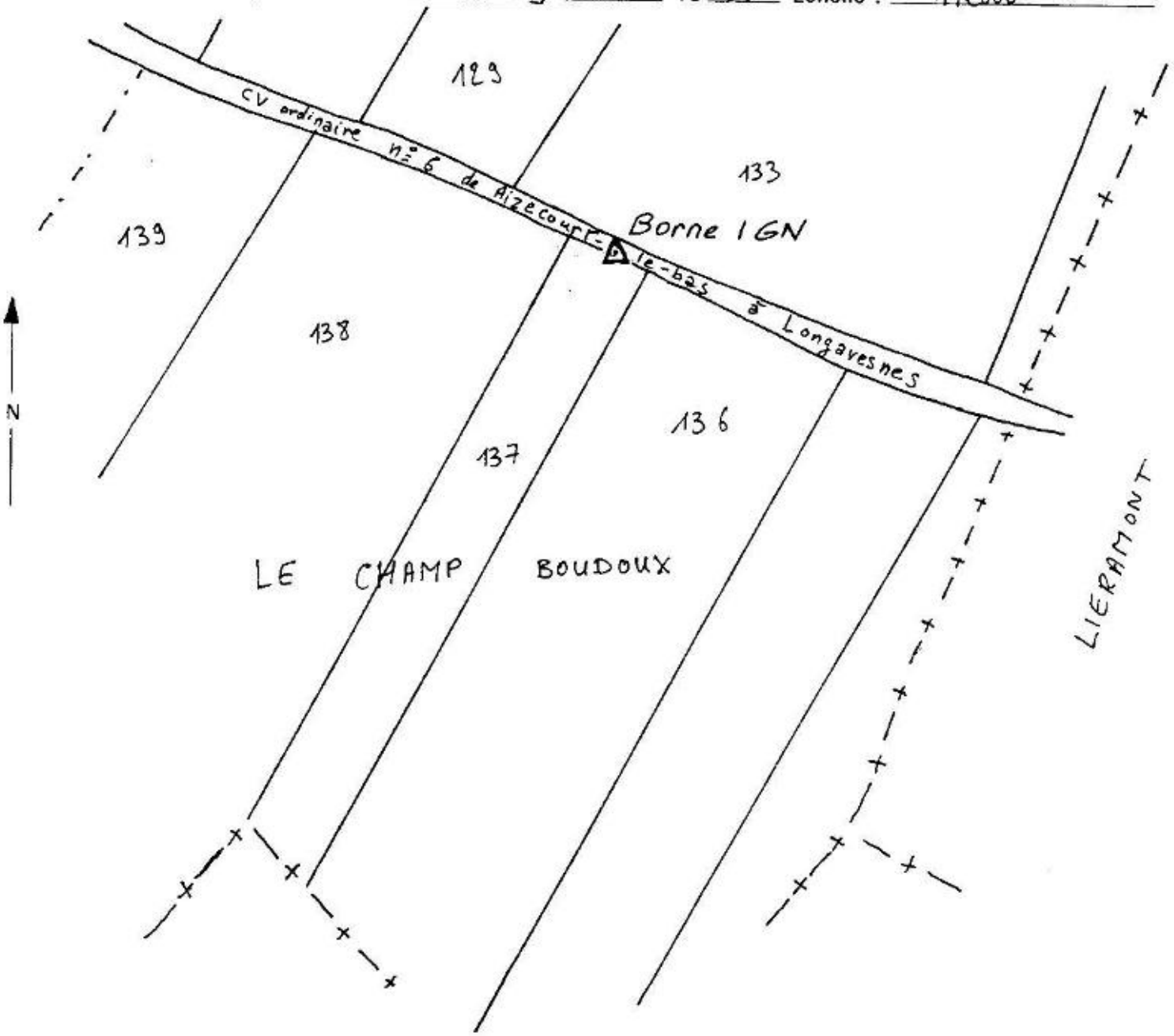
Lieu-dit : LE CHAMP BOUDOUX Section : B2 Parcelle : CV6 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : _____ Remembrement : 1954

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510394

Matricule : **D.A.Q3 - 56**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,964 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 59.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 53.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.39** *N (km) :* **6986.98**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80014** *Commune :* **AIZECOURT-LE-BAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LIERAMONT (D.72)** *à :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE (D.181)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 57**

Localisation : **AU BOURG, AU CARREFOUR AVEC LA RUE DE L'EGLISE**

Support : **REMISE**

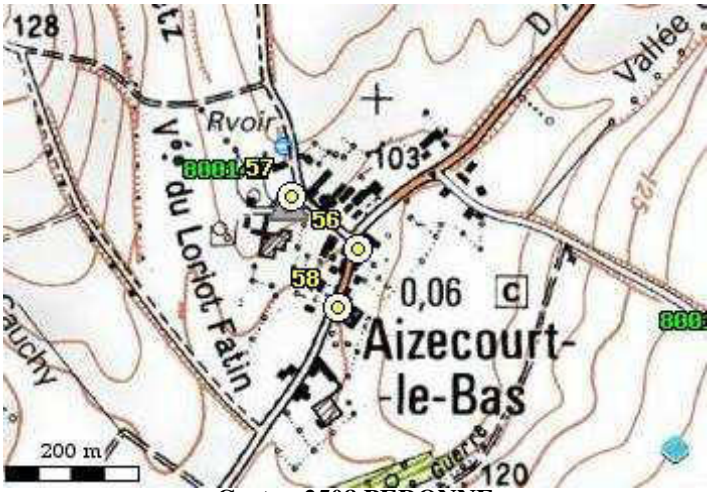
Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 2.34 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.75 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510395

Matricule : **D.A.Q3 - 57**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

106,164 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 55.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 55.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.29** *N (km) :* **6987.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80014** *Commune :* **AIZECOURT-LE-BAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LIERAMONT (D.72)** *à :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE (D.181)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 56**

Localisation : **A 100 M AU NORD-OUEST DU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE L'EGLISE ET LA ROUTE DE LIERAMONT**

Support : **EGLISE D'AIZECOURT-LE-BAS**

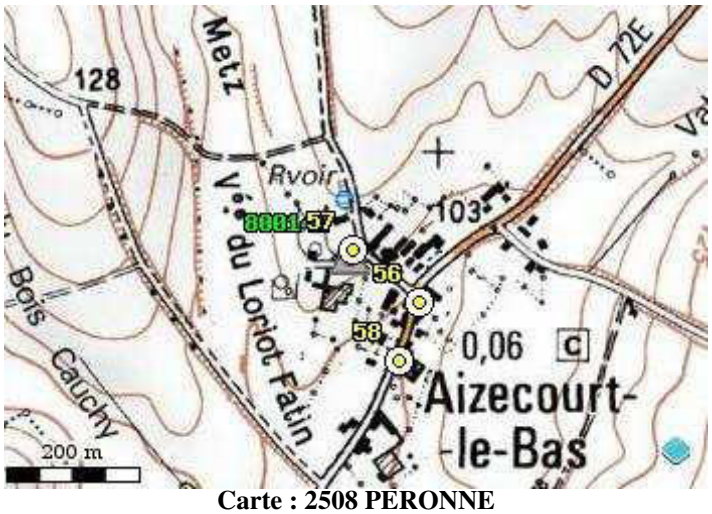
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST DU CHOEUR, FACE RUE DE L'EGLISE**

Repèrements : **A 1.30 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.24 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510387

Matricule : **D.A.Q3 - 58**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,051 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 58.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 49.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.36** *N (km) :* **6986.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80014** *Commune :* **AIZECOURT-LE-BAS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **LIERAMONT (D.72)** *à :* **TEMPLEUX-LA-FOSSE (D.181)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,09** *km du repère* **D.A.Q3 - 56**

Localisation : **AU NUMERO 8 DE LA RUE DE LA MAIRIE**

Support : **MAIRIE D'AIZECOURT-LE-BAS**

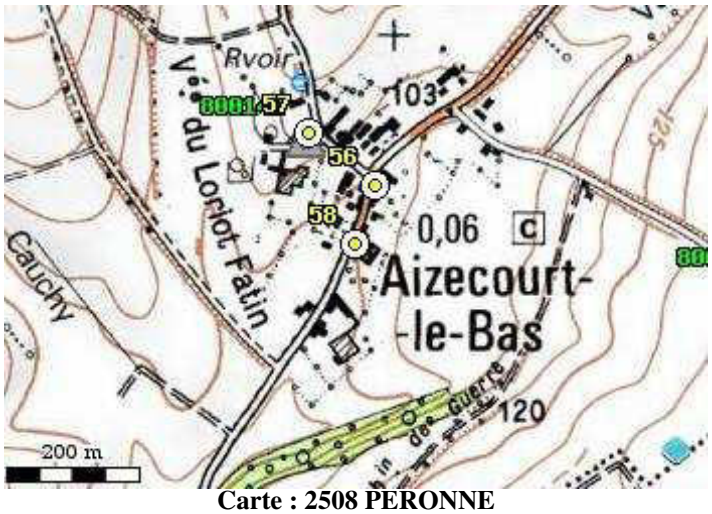
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EN AVANCEE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.75 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

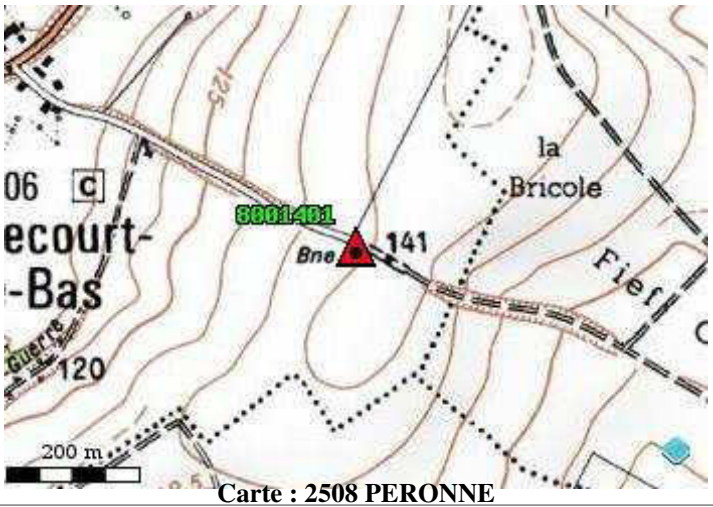
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

AIZECOURT-LE-BAS I

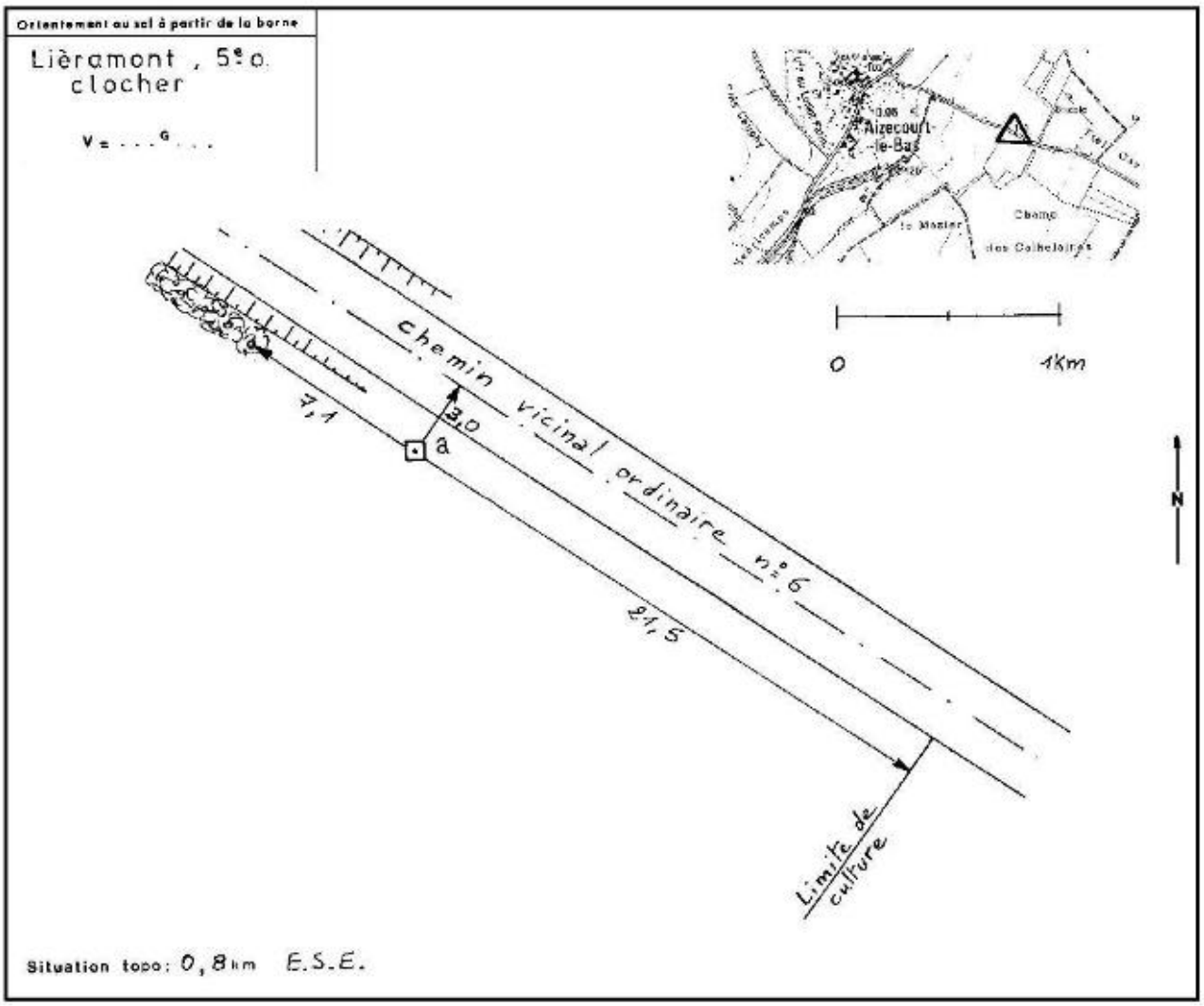
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8001401**	Identifiant : 72580
Commune : AIZECOURT-LE-BAS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 320 gr



Carte : 2508 PERONNE



AIZECOURT-LE-BAS I

Identifiant : 183815 - NO : 8001401-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005



Azimut de la prise de vue : 130 gr

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 02' 32.3697" E	49° 58' 47.6968" N	181.94	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703038.55	6986819.82	< 10 cm	138.09	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de AIZECOURT-LE-HAUT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.214

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de AIZECOURT-le-HAUT Département de la somme et appartenant à :

- la commune d'AIZECOURT-le-HAUT 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : AIZECOURT - LE - HAUT I

Commune n° INSEE : 80015 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : AIZECOURT - LE - HAUT

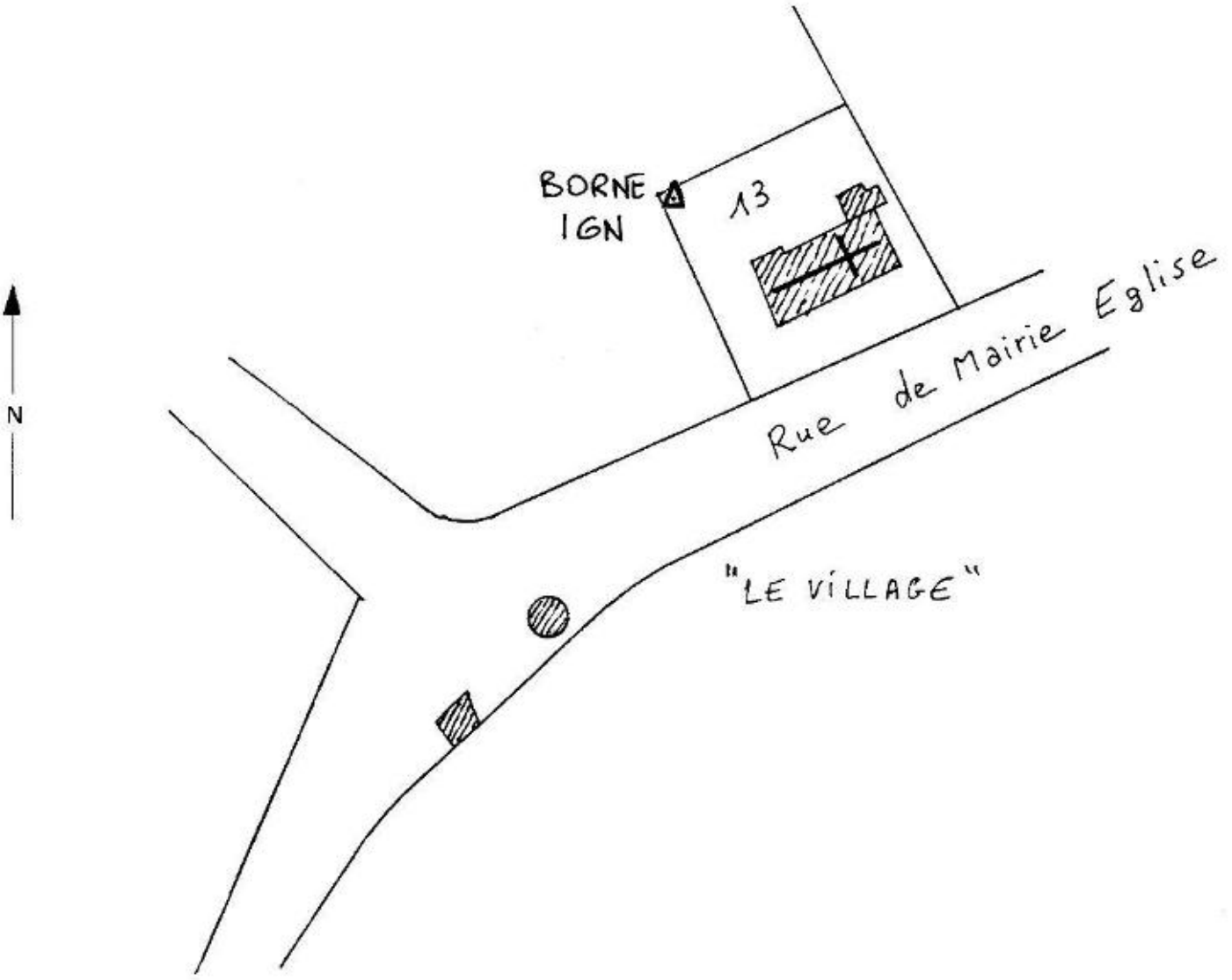
Lieu-dit : LE VILLAGE Section : AB Parcelle : 13 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1988 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 083
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 309 Section B lieu dit Jardin du Fort de la Commune de AIZECOURT-le-HAUT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE AIZECOURT-le-HAUT

Ce point est matérialisé par : Clocher - base de la Croix

La superficie de l'emprise est fixée à mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

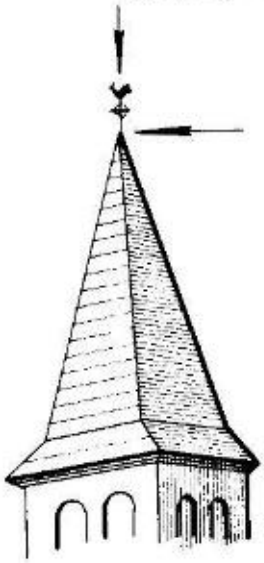
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **AIZECOURT-le-HAUT**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Aizecourt . le haut* I Lieu-dit: *Jardin du Fort* Section: *B* Parcelle: *309*

CROQUIS



Echelle graphique:

M[illegible]
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

G. Sauvagnargues

Scans du site de la commune de AIZECOURT-LE-HAUT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8001501d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.214

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de AIZECOURT-le-HAUT Département de la somme et appartenant à :

- la commune d'AIZECOURT-le-HAUT 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : AIZECOURT - LE - HAUT I

Commune n° INSEE : 80015 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : AIZECOURT - LE - HAUT

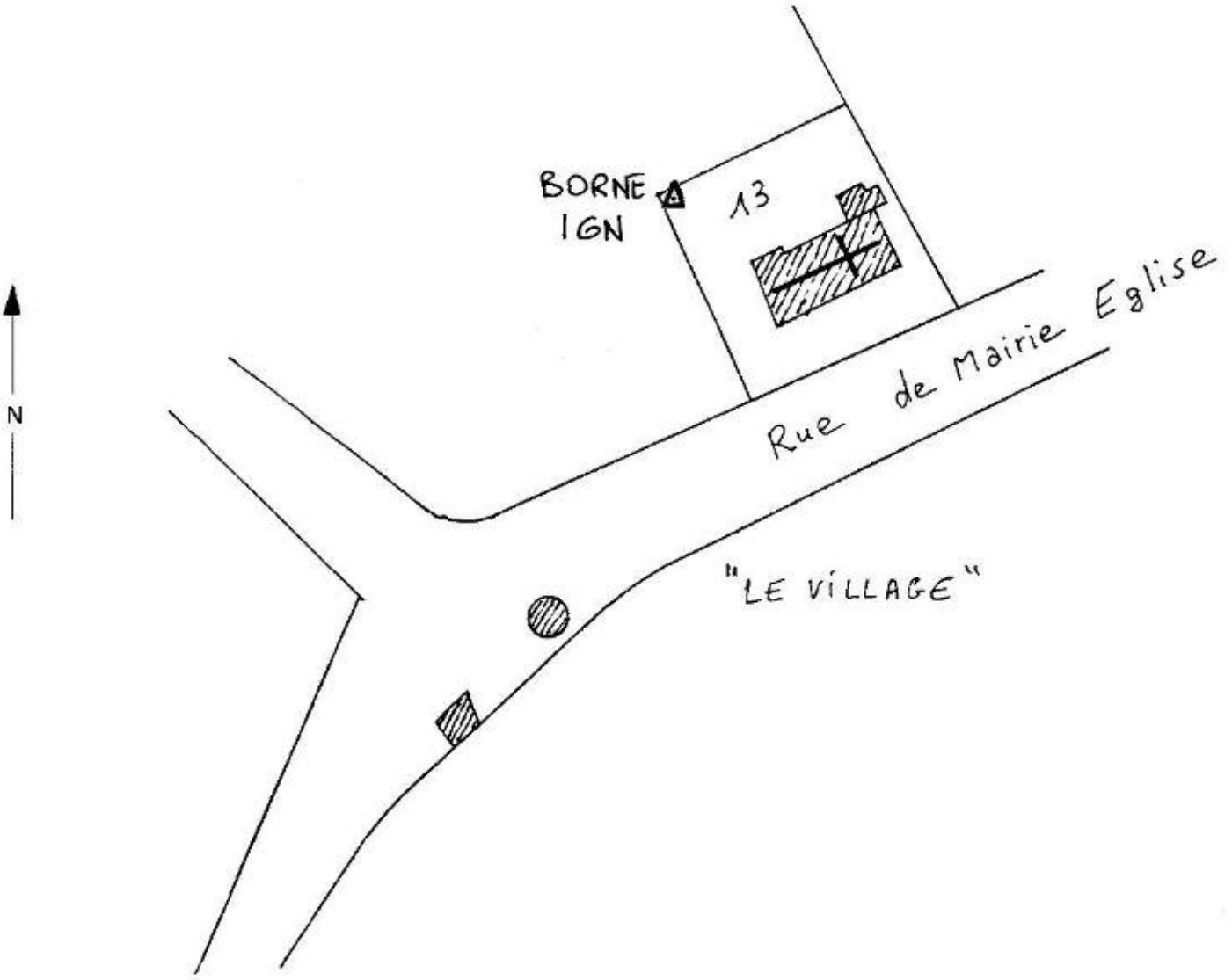
Lieu-dit : LE VILLAGE Section : AB Parcelle : 13 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1988 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 083
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 309 Section B lieu dit Jardin du Fort de la Commune de AIZECOURT-le-HAUT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE AIZECOURT-le-HAUT

Ce point est matérialisé par : Clocher - base de la Croix

La superficie de l'emprise est fixée à mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

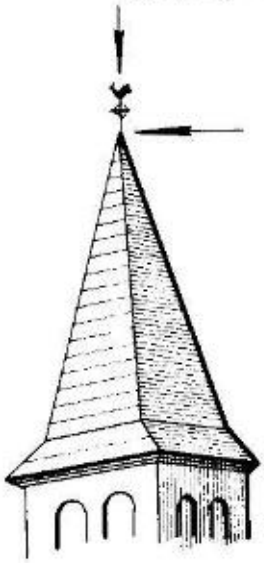
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **AIZECOURT-le-HAUT**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Aizecourt . le haut* I Lieu-dit: *Jardin du Fort* Section: *B* Parcelle: *309*

CROQUIS



Echelle graphique:

M[illegible]
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

G. Sauvagnargues

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415189

Matricule : **D.A.Q3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

127,130 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 05.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 50.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.92** *N (km) :* **6985.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80015** *Commune :* **AIZECOURT-LE-HAUT**

Voie suivie : **D.917**

de : **BUSSU** *à :* **V.O. VERS DRIENCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **4,10** *km* *Distance :* **1,85** *km du repère* **D.A.Q3 - 71**

Localisation : **FACE AU NO 13**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 4.74 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.07 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415180

Matricule : **D.A.Q3 - 72**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,474 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 59.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 53.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.79** *N (km) :* **6985.14**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80015** *Commune :* **AIZECOURT-LE-HAUT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.917** *à :* **AIZECOURT-LE-HAUT (L'EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **4,16** *km* *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.Q3 - 73**

Localisation : **A 150 M DU CARREFOUR AVEC UN V.O. VERS ALLAINES, SUR CE V.O.**

Support : **MAIRIE D'AIZECOURT-LE-HAUT**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD, FACE V.O**

Repèrements : **A 2.40 M DE L'EXTREMITE OUEST**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415181

Matricule : **D.A.Q3 - 73**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,138 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 53.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 51.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.67** *N (km) :* **6985.09**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80015** *Commune :* **AIZECOURT-LE-HAUT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.917** *à :* **AIZECOURT-LE-HAUT (L'EGLISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **4,16** *km* *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.Q3 - 72**

Localisation : **A 300 M DU CARREFOUR AVEC UN V.O. VERS ALLAINES, SUR CE V.O.**

Support : **EGLISE D'AIZECOURT-LE-HAUT**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST DE LA NEF, FACE SUD-EST, FACE V.O VERS ALLAINES**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.25 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

AIZECOURT-LE-HAUT I

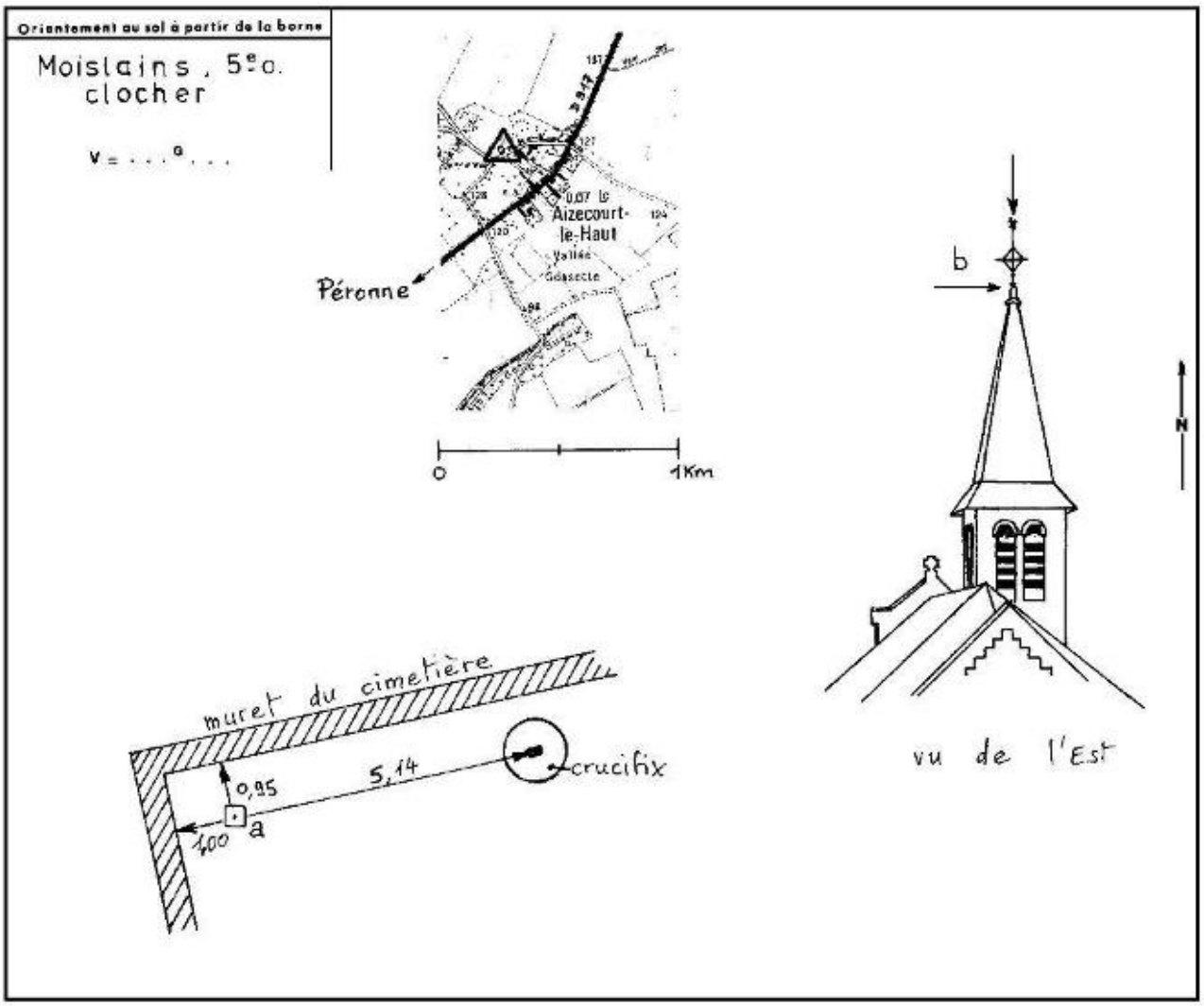
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8001501**	Identifiant : 72582
Commune : AIZECOURT-LE-HAUT		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 380 gr



Carte : 2508 PERONNE



AIZECOURT-LE-HAUT I

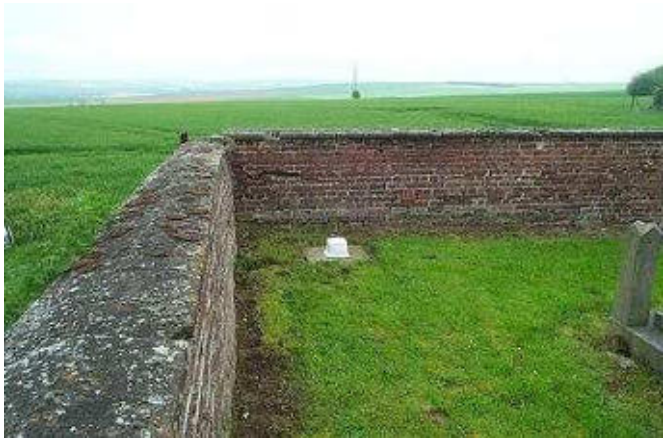
Identifiant : 183818 - NO : 8001501-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 390 gr



Identifiant : 183820 - NO : 8001501-03

Point : b

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 170 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 58' 52.3574" E	49° 57' 52.6893" N	174.74	< 10 cm
b	2° 58' 53.0438" E	49° 57' 52.3655" N	196.83	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	698650.67	6985118.07	< 10 cm	130.92	< 50 cm
b	698664.36	6985108.06	< 10 cm	153.01	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534220 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3 - 104-II**

108,427 m

Année de dernière détermination : 2016 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 22.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 52.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.46** *N (km) :* **6985.12**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)**

Coté : **Gauche** *PK :* **43,53** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **REGARD FRANCE TELECOM**

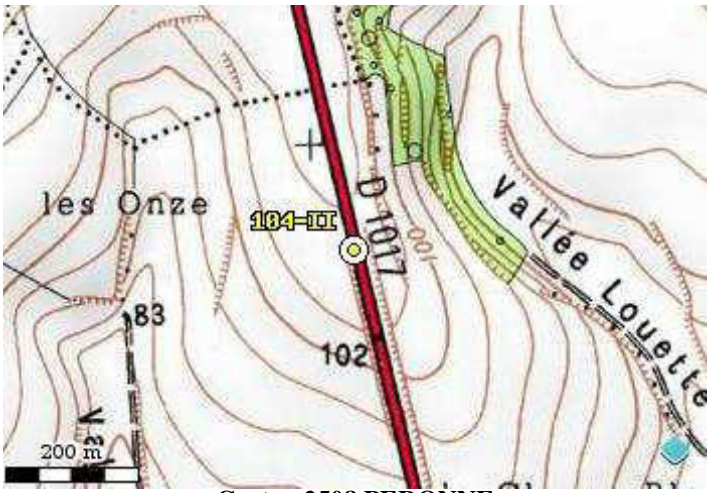
Partie support : **FACE SUPERIEURE**

Repèrements : **A L'AXE ET A 0.05 M A L'OUEST DE LA PLAQUE METALLIQUE AU SOMMET**

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534226

Matricule : **D.A.Q3 - 91-II**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

58,551 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément : **SCELLE OBLIQUEMENT**

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 37.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 13.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.76** *N (km) :* **6983.90**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (D.937)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Coté : **Gauche** *PK :* **42,27** *km* *Distance :* **0,51** *km du repère* **D.A.Q3 - 91-I**

Localisation :

Support : **PONT SUR LA TORTILLE (RIVIERE)**

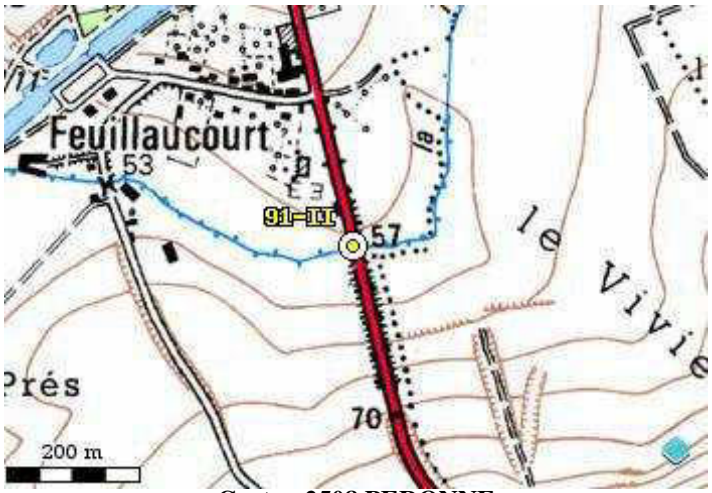
Partie support : **FACE LATERALE SUD-EST DU "DE" NORD-OUEST DE LA RAMBARDE**

Repèrements : **A 0.12 M DE L'EXTREMITE COTE ROUTE**
A 0.75 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534227

Matricule : **D.A.Q3 - 93-I**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

72,483 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 31.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 30.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.65** *N (km) :* **6984.43**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE (D.937)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)**

Coté : **Droit** *PK :* **42,81** *km* *Distance :* **0,73** *km du repère* **D.A.Q3 - 104-II**

Localisation : **AU NORD DU PONT SUR LE CANAL DU NORD**

Support : **SOCLE DU RAIL DE PROTECTION**

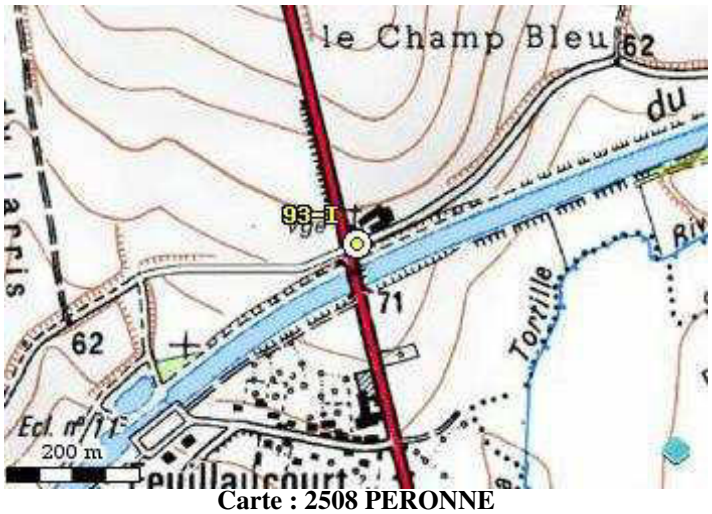
Partie support : **FACE SUPERIEURE**

Repèrements : **A L'AXE, DANS LA PROLONGEMENT NORD DE LA RAMBARDE DU PONT AU SOMMET**

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510360

Matricule : **D.A.Q3 - 94**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

60,104 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 33.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 36.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.89** *N (km) :* **6984.61**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,94** *km du repère* **D.A.Q3 - 93**

Localisation : **AU SUD-OUEST DU BOURG, ATTENANT AU PARAPET AVAL RIVE DROITE DU PONT SUR LA TORTILLE**

Support : **MURET**

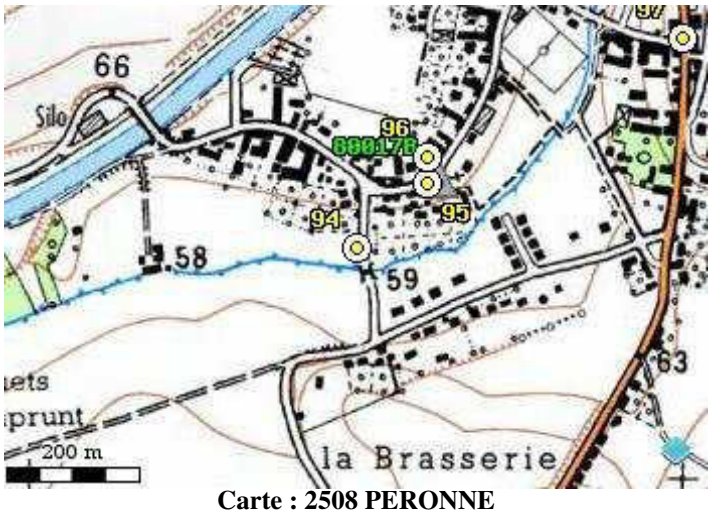
Partie support : **FACE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510361

Matricule : **D.A.Q3 - 95**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

61,886 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 39.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 39.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.00** *N (km) :* **6984.71**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,23** *km du repère* **D.A.Q3 - 94**

Localisation :

Support : **EGLISE D'ALLAINES**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU PILIER SUD-EST DU PORCHE DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.23 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510362

Matricule : **D.A.Q3 - 96**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

63,132 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 39.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 40.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.00** *N (km) :* **6984.75**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,06** *km du repère* **D.A.Q3 - 95**

Localisation : **A 60 M AU NORD DE L'EGLISE**

Support : **MAIRIE-ECOLE D'ALLAINES**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST DE L'AILE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.36 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.09 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510363

Matricule : **D.A.Q3 - 97**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

71,152 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 59.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 46.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.39** *N (km) :* **6984.93**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80017** *Commune :* **ALLAINES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **HAMEAU DE MONT SAINT-QUENTIN** *à :* **ALLAINES (D.43)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,61** *km du repère* **D.A.Q3 - 96**

Localisation : **AU LIEU-DIT "HAUT-ALLAINES", AU NUMERO 11 DE LA RUE DU PONT DEBRAY**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.03 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.45 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

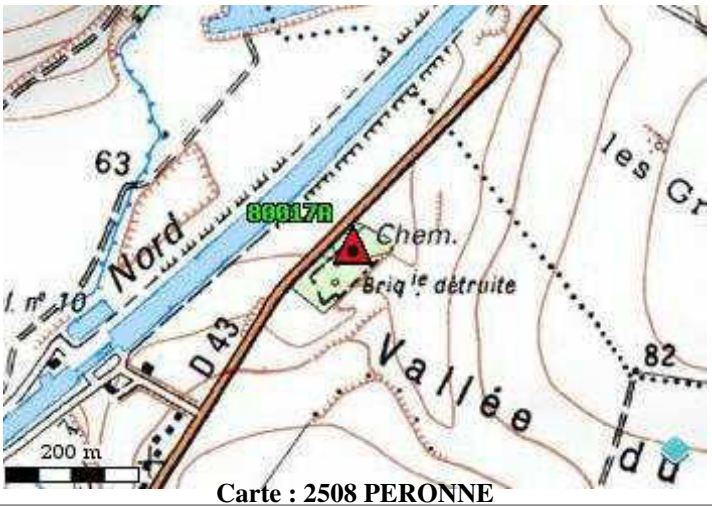
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

ALLAINES A

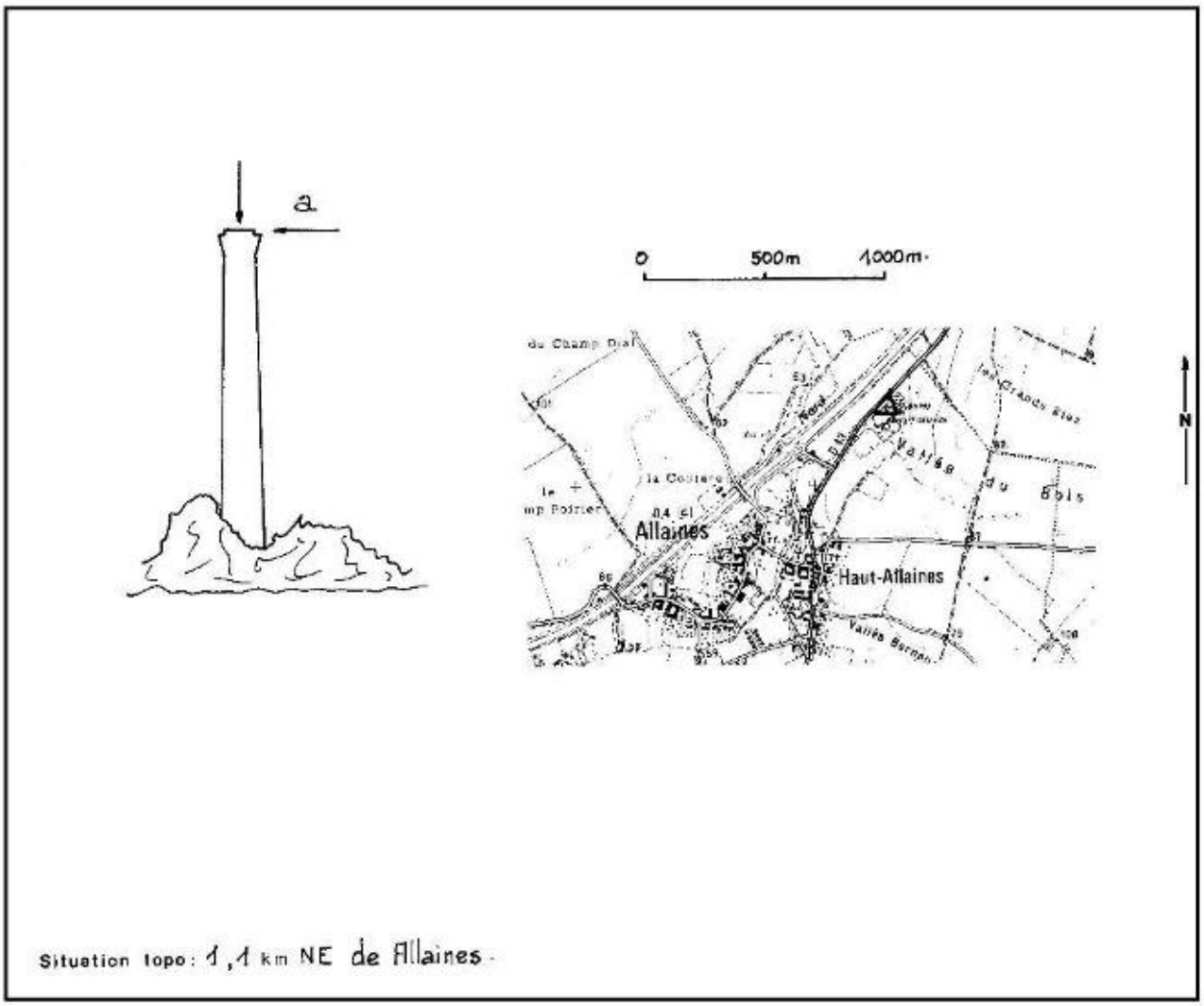
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80017A**	Identifiant : 72587
Commune : ALLAINES		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 46 gr



Carte : 2508 PERONNE



ALLAINES A

Identifiant : 183829 - NO : 80017A-01

Point : a

Cheminée : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 325 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 57' 15.0986" E	49° 58' 07.9124" N	156.55	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	696710.83	6985589.63	< 10 cm	112.75	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de BARLEUX n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8005401a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8005401b_2508.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 090
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 96 Section A lieu dit Le Village de la Commune de BARLEUX Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE BARLEUX (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre du renflement

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

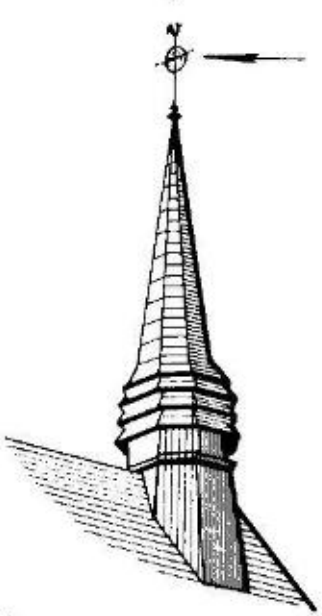
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **BARLEUX**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Barleux* I Lieu-dit: *Le village* Section: *A* Parcelle: *96*

CROQUIS



Echelle graphique:

M.
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Equipement
et du Logement

Scans du site de la commune de BARLEUX n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8005402a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8005402b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.215

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de BARLEUX

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de BARLEUX 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : BARLEUX II

Commune n° INSEE : 80054 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : BARLEUX

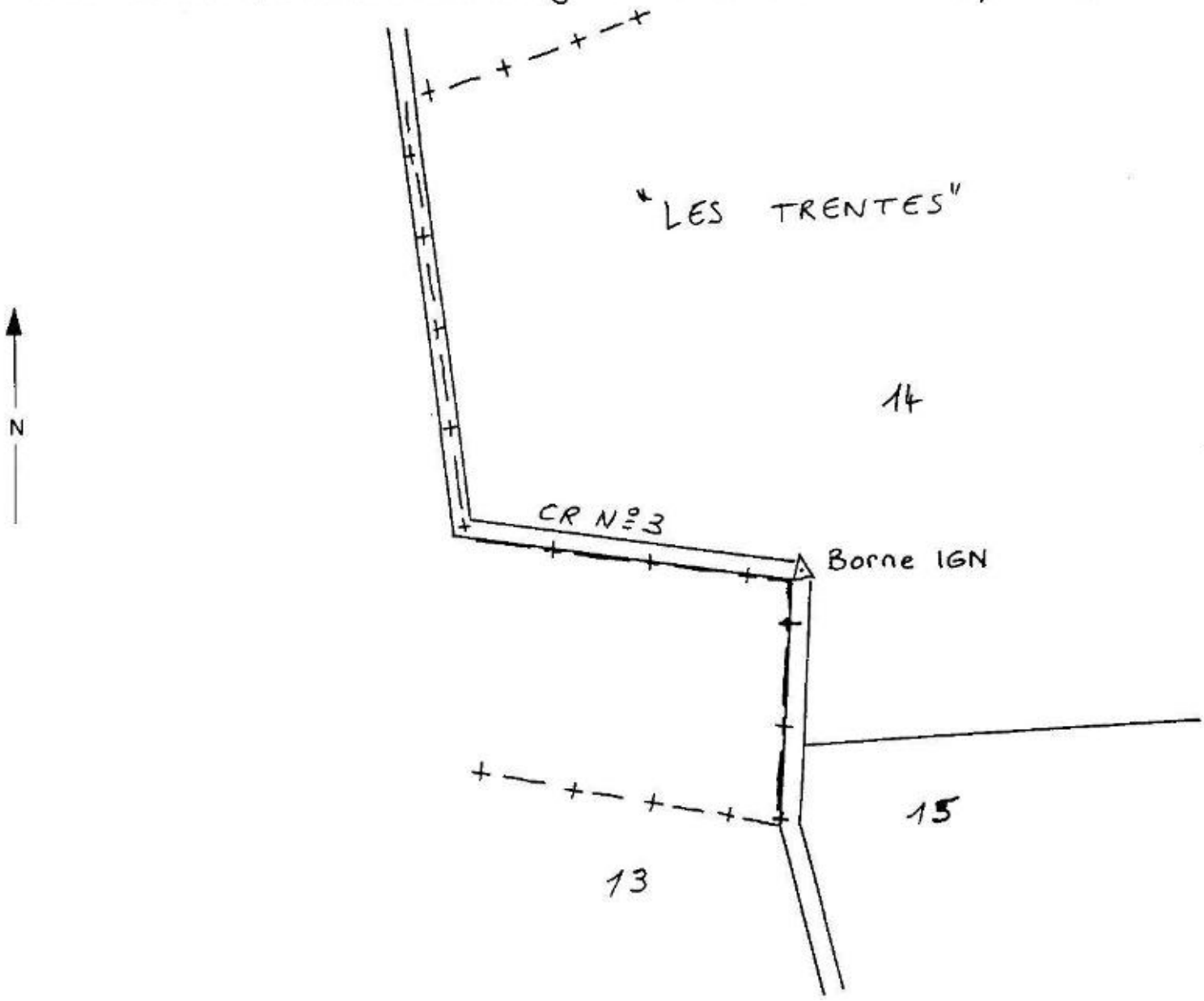
Lieu-dit : LES TRENTE Section : ZI Parcelle : CR3 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1986 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510236 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 46** **51,636 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 02.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 48.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.85** *N (km) :* **6977.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80054** *Commune :* **BARLEUX**

Voie suivie : **D.164-E**

de : **N.17** *à :* **BARLEUX (D.79)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **2,26** *km du repère* **D.A.R3 - 9a**

Localisation : **A 50 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN**

Support : **PYLONE NO 20 DE DEUX LIGNES A 63 KV**

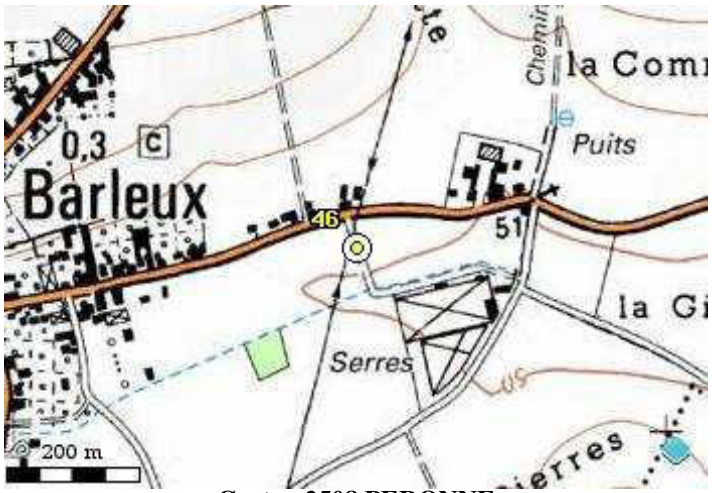
Partie support : **SOCLE NORD-EST, FACE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.17 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510237

Matricule : **D.A.R3 - 47**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,062 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 29.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 45.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.20** *N (km) :* **6977.49**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80054** *Commune :* **BARLEUX**

Voie suivie : **D.164-E**

de : **N.17** *à :* **BARLEUX (D.79)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,70** *km du repère* **D.A.R3 - 46**

Localisation : **A 80 M AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.148 ET AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE L'EGLISE**

Support : **MAIRIE DE BARLEUX**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE RUE DE L'EGLISE**

Repèrements : **A 3.44 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.13 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510238

Matricule : **D.A.R3 - 48**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,581 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 29.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 46.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.19** *N (km) :* **6977.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80054** *Commune :* **BARLEUX**

Voie suivie : **D.164-E**

de : **N.17** *à :* **BARLEUX (D.79)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,03** *km du repère* **D.A.R3 - 47**

Localisation : **A 100 M AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.148**

Support : **EGLISE DE BARLEUX**

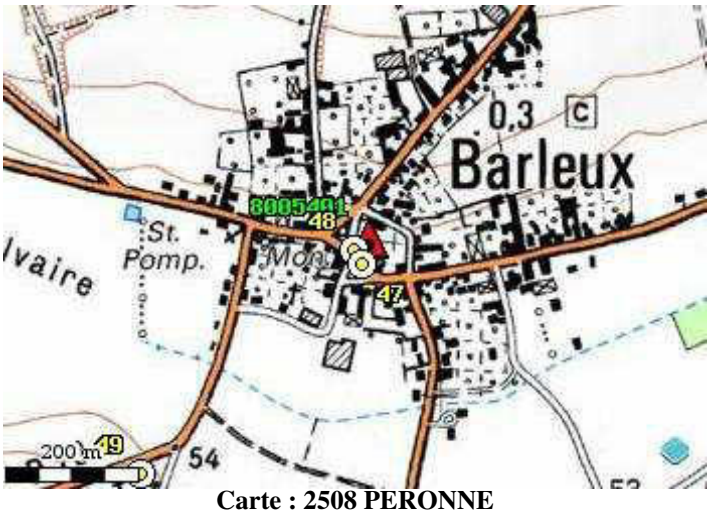
Partie support : **SOUBASSEMENT DE LA CHAINE D'ANGLE SUD DU MUR PIGNON OUEST DE LA NEF, FACERUE DE L'EGLISE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.60 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510239

Matricule : **D.A.R3 - 49**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,759 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 12.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 35.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.86** *N (km) :* **6977.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80054** *Commune :* **BARLEUX**

Voie suivie : **D.79**

de : **BARLEUX (D.148)** *à :* **N.29**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,60** *km du repère* **D.A.R3 - 48**

Localisation : **AU CIMETIERE DE BARLEUX**

Support : **CROIX**

Partie support : **SOCLE, FACE SUD-EST, FACE OPPOSEE A LA ROUTE**

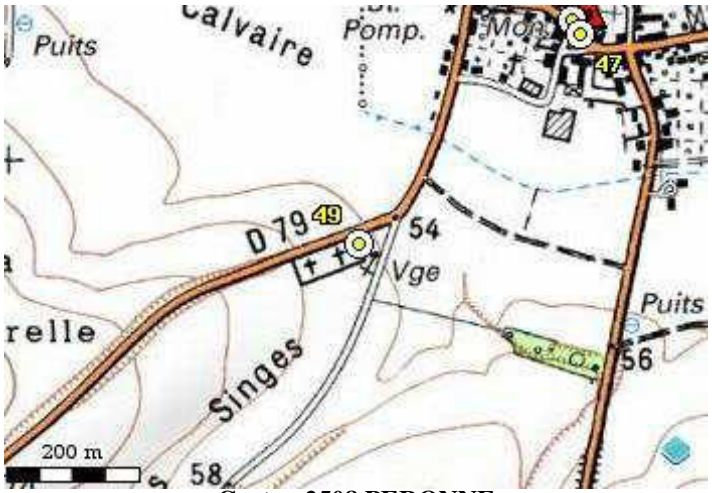
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.45 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BARLEUX I

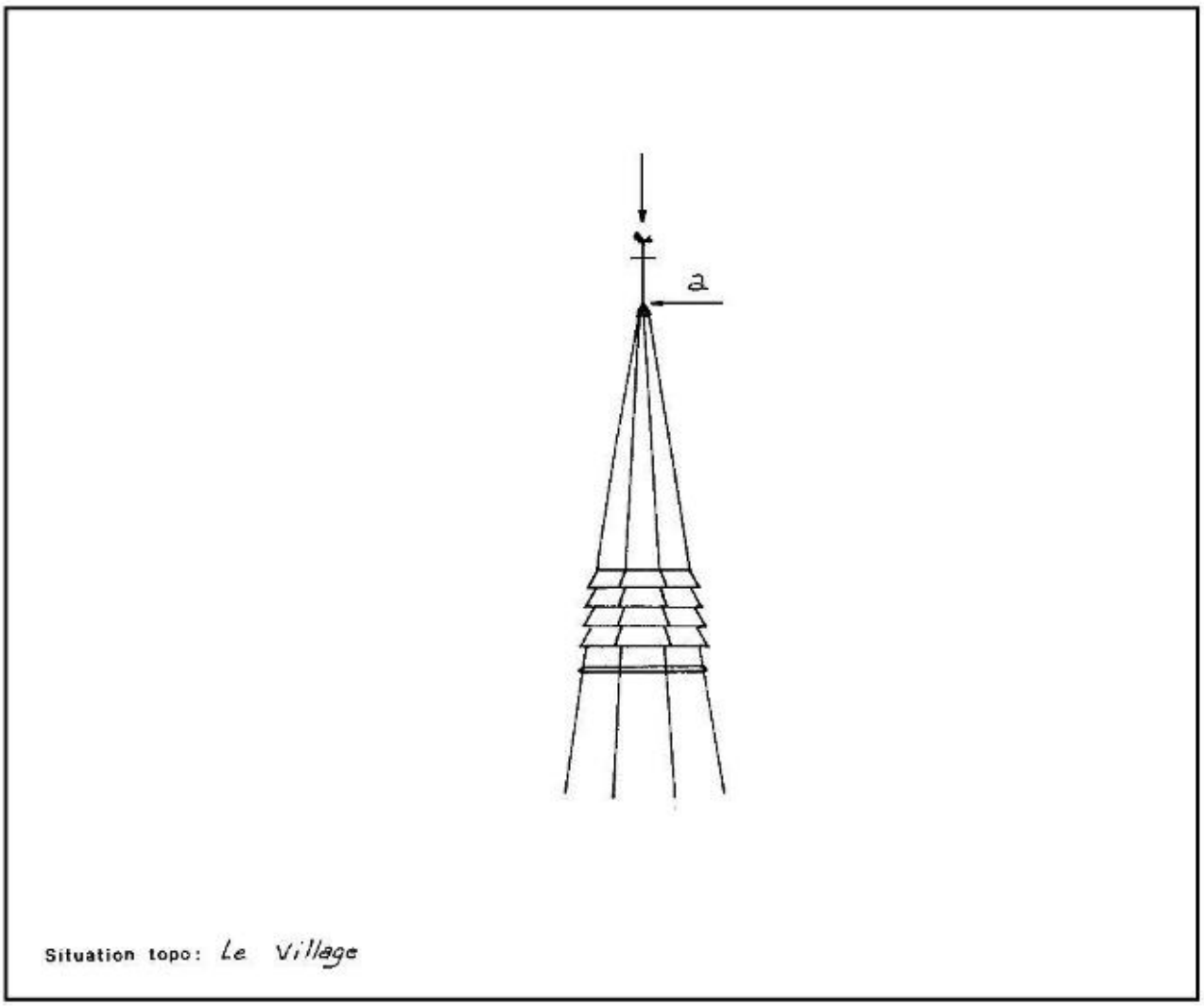
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8005401**	Identifiant : 72637
Commune : BARLEUX		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 80 gr



Carte : 2508 PERONNE



BARLEUX I

Identifiant : 183950 - NO : 8005401-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 330 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 53' 30.2232" E	49° 53' 47.0241" N	131.80	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	692214.35	6977526.52	< 10 cm	88.00	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de BERNES n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8008801a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8008801b_2508.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 092
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 196 Section C lieu dit Le Village de la Commune de BERNES Département de SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE BERNES
(Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Base de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

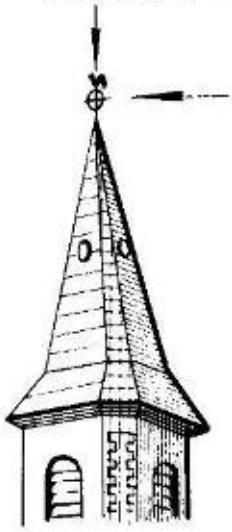
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de **la SOMME**
et du Maire de la Commune de **BERNES**
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: *Bernes I* Lieu-dit: *Le Village* Section: *C* Parcelle: *196*

CROQUIS



Echelle graphique:

Mr
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le **10 Octobre 1967**

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

Scans du site de la commune de BERNES n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8008802a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8008802b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° _87.216

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du _22 Mai 19_ 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de _ BERNES

Département de _ la SOMME et appartenant à : _

- SYNDICAT d'ALIMENTATION en EAU POTABLE du VERMANDOIS
  Mairie de BERNES 80240.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : _Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : BERNES II code :

Commune n° INSEE : 80088 matricule du point : repère : ordre : 2

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : BERNES

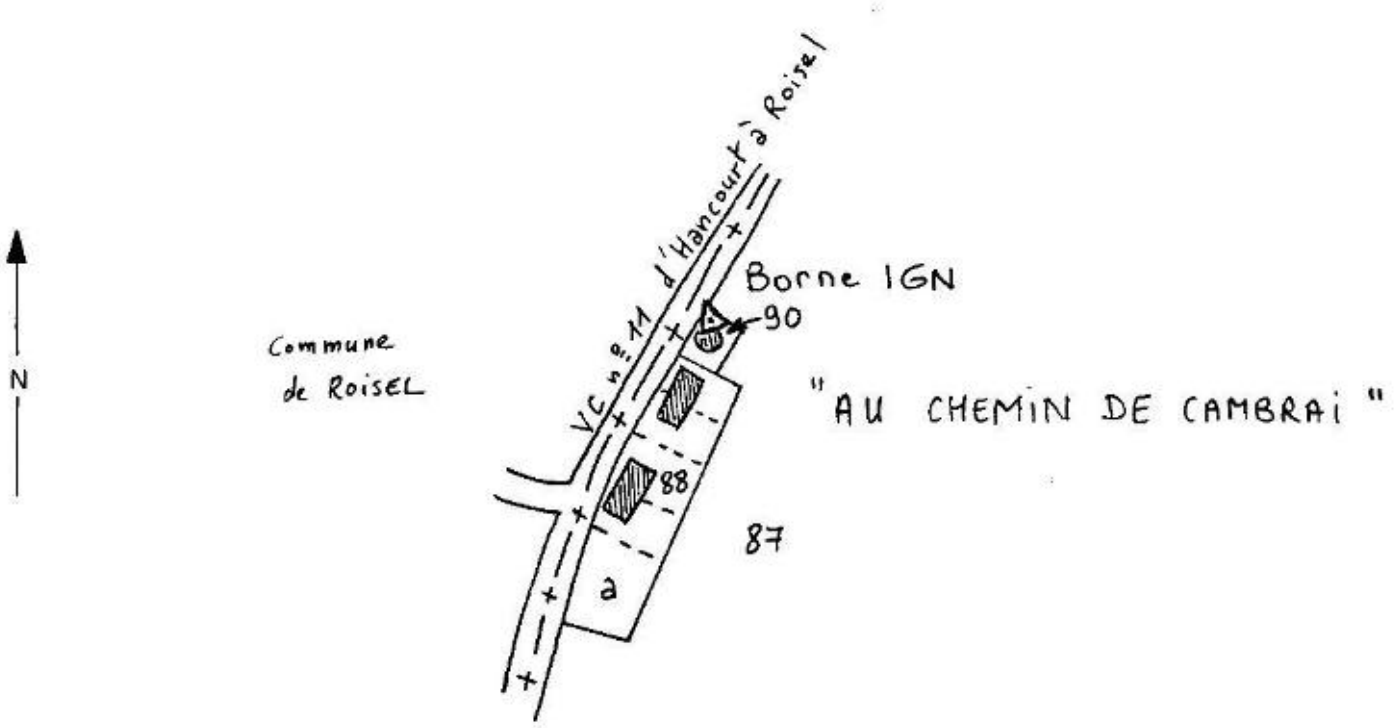
Lieu-dit : AU CHEMIN DE CAMBRAI Section : S Parcelle : 90 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1985 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415282

Matricule : **D.A.P3 - 35**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,755 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 11.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 48.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.42** *N (km) :* **6977.58**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80088** *Commune :* **BERNES**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **6,26** *km* *Distance :* **1,46** *km du repère* **D.A.P3 - 34**

Localisation : **AU HAMEAU DE FLECHIN**

Support : **REMISE D'UNE FERME**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.14 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415283

Matricule : **D.A.P3 - 36**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

106,100 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 06.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 56.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.33** *N (km) :* **6977.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80088** *Commune :* **BERNES**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **5,94** *km* *Distance :* **0,32** *km du repère* **D.A.P3 - 35**

Localisation : **AU HAMEAU DE FLECHIN, AU NO 45**

Support : **MAISON**

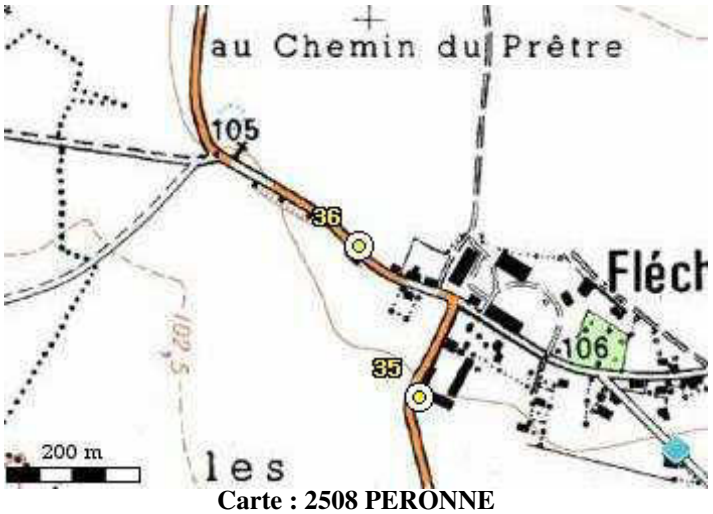
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.43 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.11 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510474

Matricule : **D.A.P3 - 37**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

109,782 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 02.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 28.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.24** *N (km) :* **6978.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80088** *Commune :* **BERNES**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,15** *km du repère* **D.A.P3 - 36**

Localisation : **FACE AU NUMERO 16 RUE DE FLECHIN**

Support : **MAIRIE DE BERNES**

Partie support : **MUR DE FACADE DE L'AVANT-CORPS NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.07 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3 - 37 , D.A.P3 - 38 , D.A.P3 - 39



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510475

Matricule : **D.A.P3 - 38**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

110,486 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 02.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 33.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.23** *N (km) :* **6978.96**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80088** *Commune :* **BERNES**

Voie suivie : **D.87**

de : **N.29** *à :* **BERNES (EGLISE)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,15** *km du repère* **D.A.P3 - 37**

Localisation : **AU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE VENDELLES ET LA RUE DE FLECHIN**

Support : **EGLISE DE BERNES**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT SUD-OUEST DU MUR ANTERIEUR, FACE NORD-OUEST, FACE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.46 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3 - 37 , D.A.P3 - 38 , D.A.P3 - 39



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510476

Matricule : **D.A.P3 - 39**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

108,683 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 05' 34.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 32.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **706.68** *N (km) :* **6978.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80088** *Commune :* **BERNES**

Voie suivie : **D.15**

de : **BERNES (EGLISE)** *à :* **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,58** *km du repère* **D.A.P3 - 37**

Localisation : **AU NO 24, RUE DE HANCOURT**

Support : **REMISE**

Partie support : **MUR PIGNON SUD-OUEST, FACE RUE**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.58 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

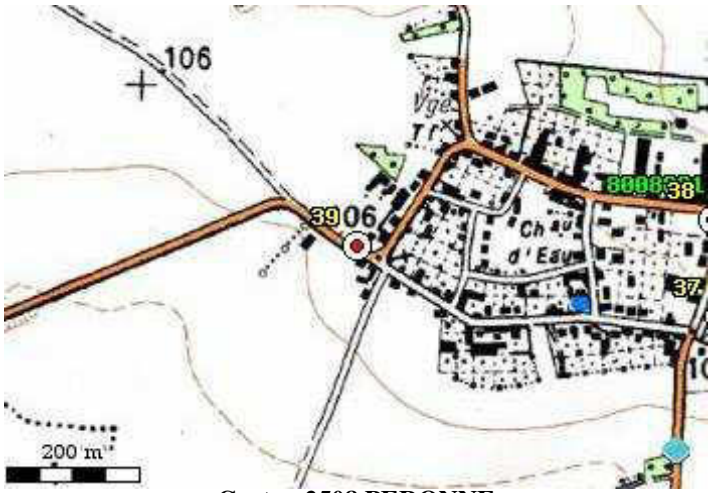
Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**

Ce repère appartient à un triplet.

Liste des repères du triplet : D.A.P3 - 37 , D.A.P3 - 38 , D.A.P3 - 39



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

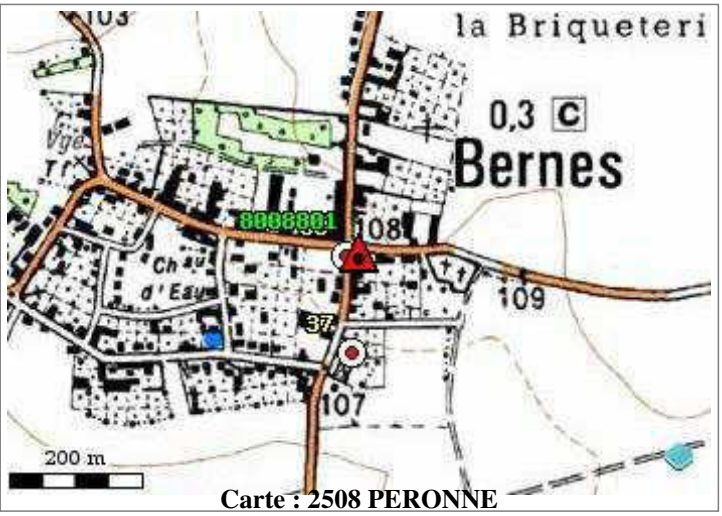
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BERNES I

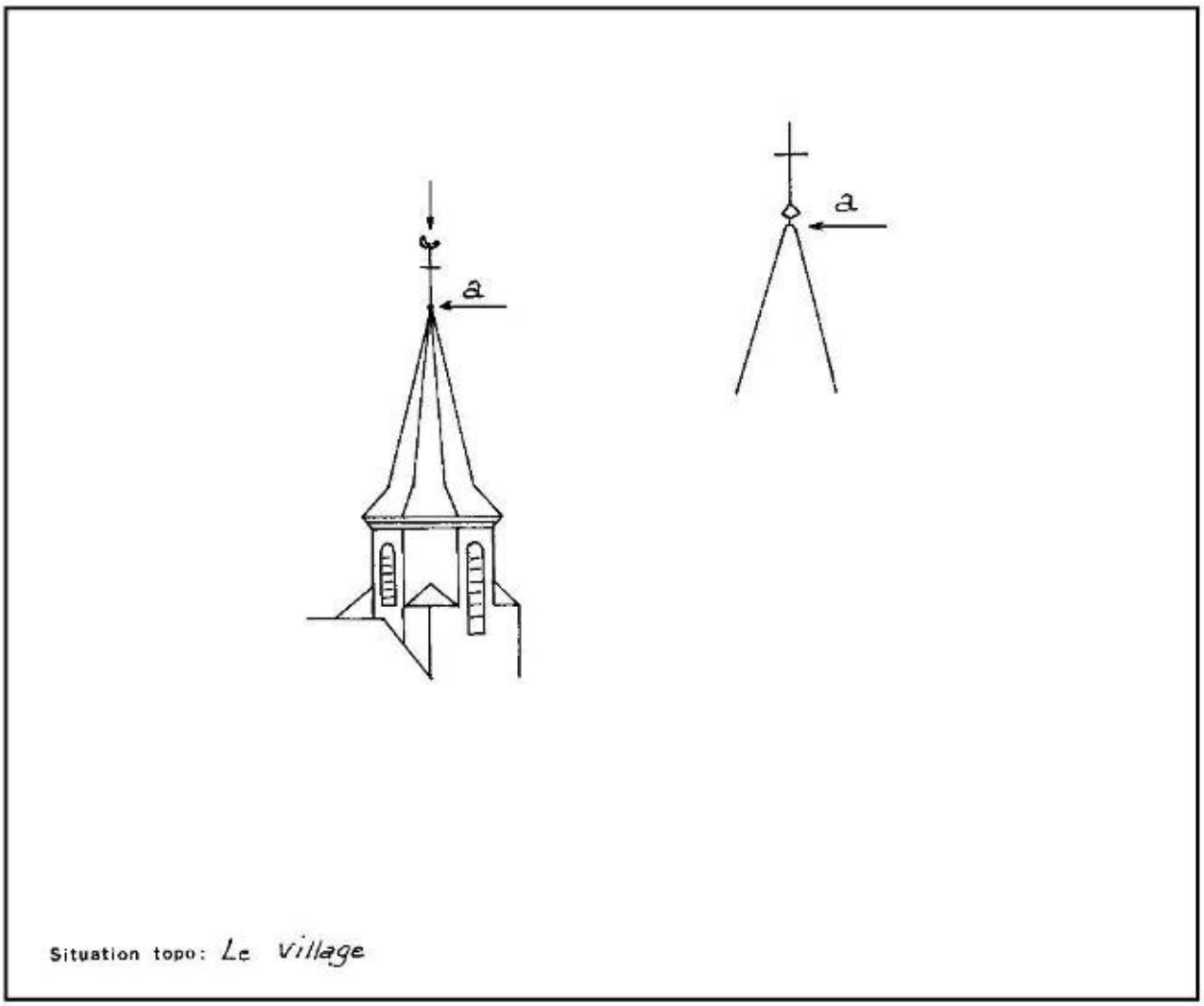
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8008801**	Identifiant : 72676
Commune : BERNES		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 145 gr



Carte : 2508 PERONNE



BERNES I

Identifiant : 184060 - NO : 8008801-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 06' 03.0402" E	49° 54' 33.5759" N	185.01	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	707249.76	6978965.29	< 10 cm	141.08	< 50 cm

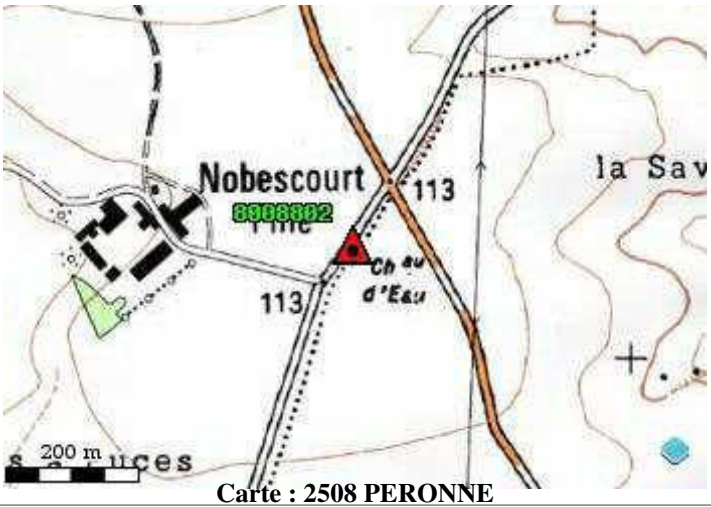
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BERNES II

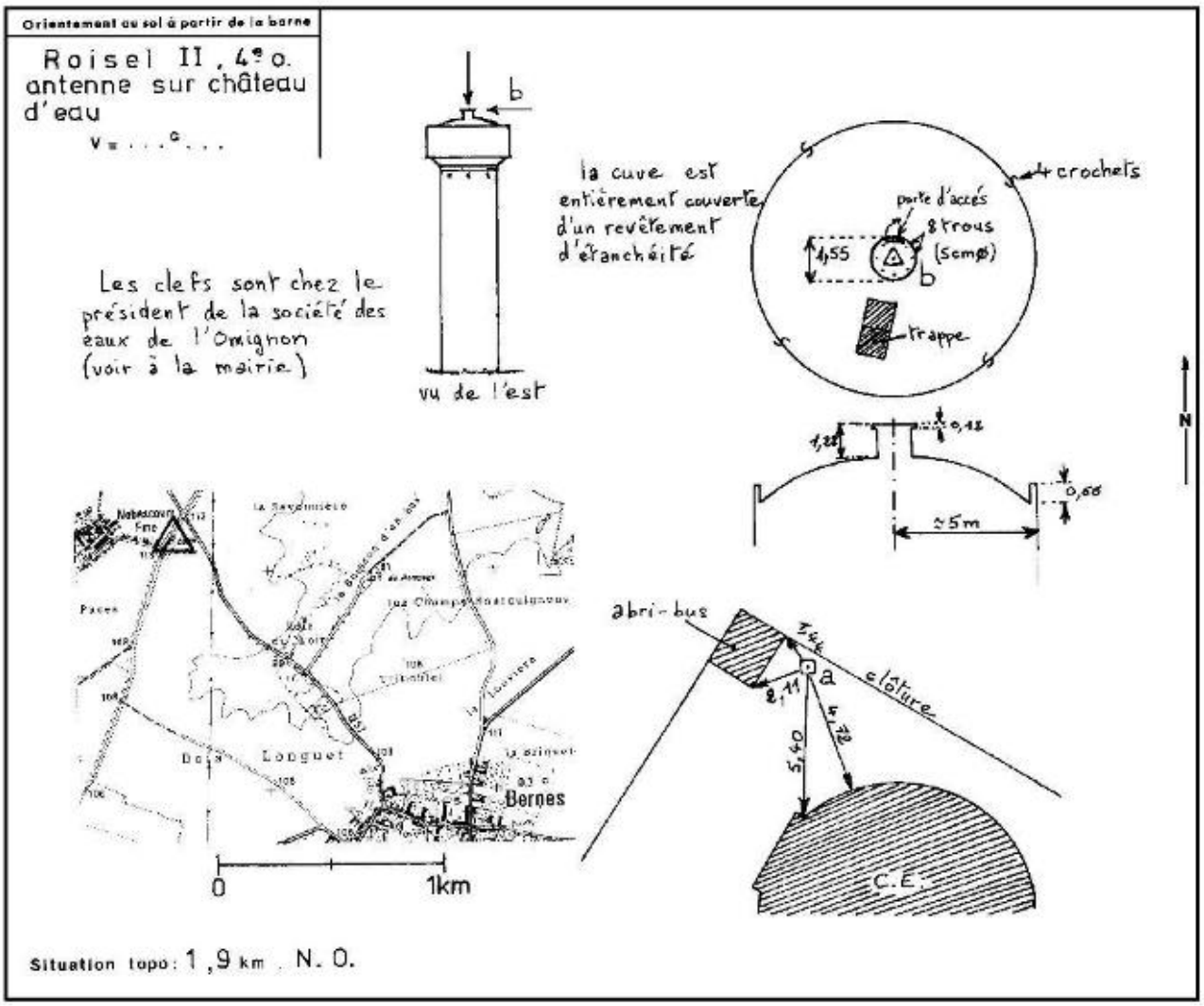
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8008802**	Identifiant : 72677
Commune : BERNES		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 100 gr



Carte : 2508 PERONNE



BERNES II

Identifiant : 184061 - NO : 8008802-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 230 gr



Identifiant : 184063 - NO : 8008802-03

Point : b

Château d'eau : Plate-forme supérieure : Repère bronze p.m. au centre

Point vu en place en 1985

Azimut de la prise de vue : 316 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 04' 57.5398" E	49° 55' 18.0393" N	157.14	< 10 cm
b	3° 04' 57.5859" E	49° 55' 17.7888" N	188.57	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	705940.31	6980338.69	< 10 cm	113.24	< 50 cm
b	705941.23	6980330.94	< 10 cm	144.66	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510313

Matricule : **D.A.R3 - 137**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,431 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 29.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 10.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.59** *N (km) :* **6980.11**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **D.1**

de : **PERONNE (N.17)** *à :* **BIACHES**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,20** *km du repère* **D.A.R3 - 6a**

Localisation : **AU NUMERO 19 DE LA RUE DE LA VALLEE**

Support : **ANCIEN CAFE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.14 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.45 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510314 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 138**

51,114 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 08.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 15.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.18** *N (km) :* **6980.26**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **D.1**

de : **PERONNE (N.17)** *à :* **BIACHES**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,47** *km du repère* **D.A.R3 - 137**

Localisation : **A 140 M AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.79**

Support : **SILO**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.77 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.40 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510315

Matricule : **D.A.R3 - 139**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,489 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 38.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 26.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.58** *N (km) :* **6980.59**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **D.1**

de : **PERONNE (N.17)** *à :* **BIACHES**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,90** *km du repère* **D.A.R3 - 138**

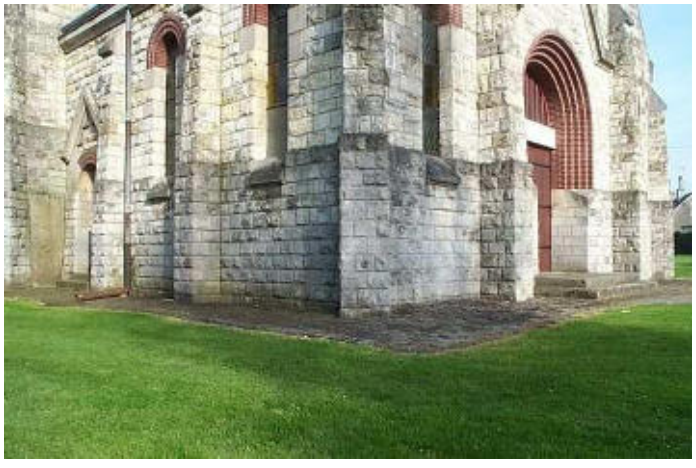
Localisation : **A 60 M AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE D'EN-HAUT**

Support : **EGLISE DE BIACHES**

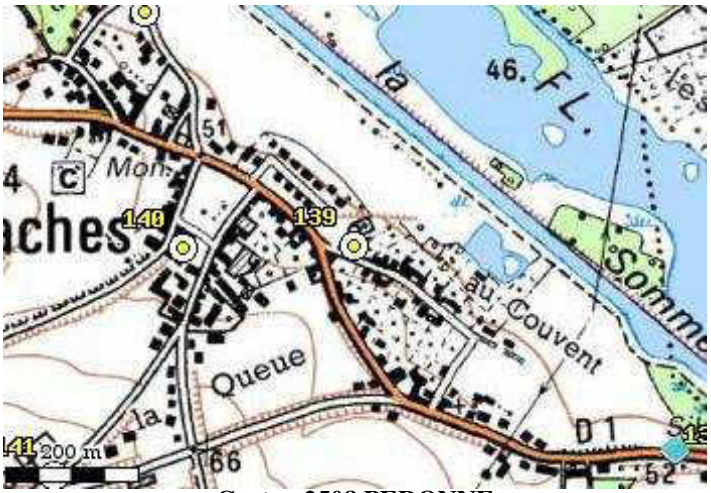
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT D'ANGLE NORD-OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-OUEST, FACE NORD-OUEST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**
A 1.60 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510305

Matricule : **D.A.R3 - 140**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,102 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 25.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 26.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.32** *N (km) :* **6980.59**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **BIACHES (D.1)** *à :* **FLAUCOURT (D.148)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.R3 - 139**

Localisation : **PLACE LUCIEN BOUBERT**

Support : **MAIRIE DE BIACHES**

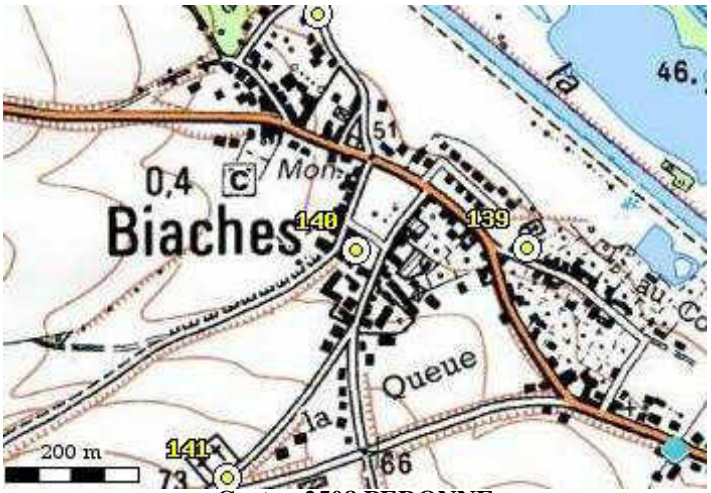
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE D.1, FACE PLACE DE LA MAIRIE**

Repèrements : **A 0.77 M DE L'EXTREMITE SUD-EST DE LA PORTE**
A 0.07 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510306

Matricule : **D.A.R3 - 141**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

72,920 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 15.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 14.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.12** *N (km) :* **6980.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **BIACHES (D.1)** *à :* **FLAUCOURT (D.148)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,49** *km du repère* **D.A.R3 - 140**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA QUEUE"**

Support : **CIMETIERE DE BIACHES**

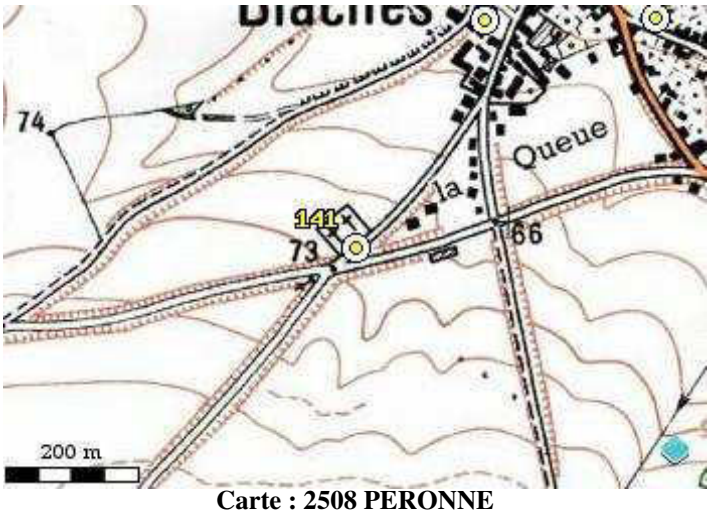
Partie support : **PILIER NORD-EST DU PORTAIL, FACE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510245

Matricule : **D.A.R3 - 32**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,964 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 22.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 37.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.26** *N (km) :* **6980.95**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80102** *Commune :* **BIACHES**

Voie suivie : **V.O.**

de : **BIACHES (D.1)** *à :* **BAZINCOURT (FERME)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.R3 - 140**

Localisation : **AU NO 16, RUE DE BAZINCOURT**

Support : **MAISON**

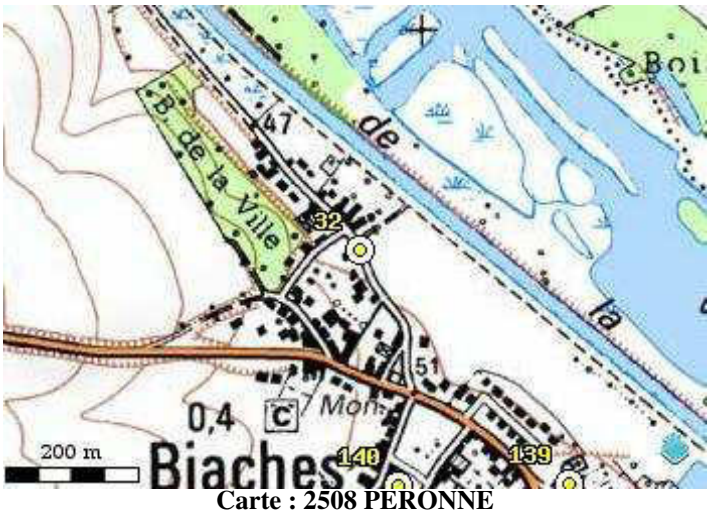
Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.83 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.53 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de BOUCHAVESNES-BERGEN n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8011501a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8011501b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.218

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 7 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de BOUCHAVESNES-BERGEN

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de BOUCHAVESNES

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : BOUCHAVESNES - BERGEN I code :

Commune n° INSEE : 80115 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : BOUCHAVESNES - BERGEN

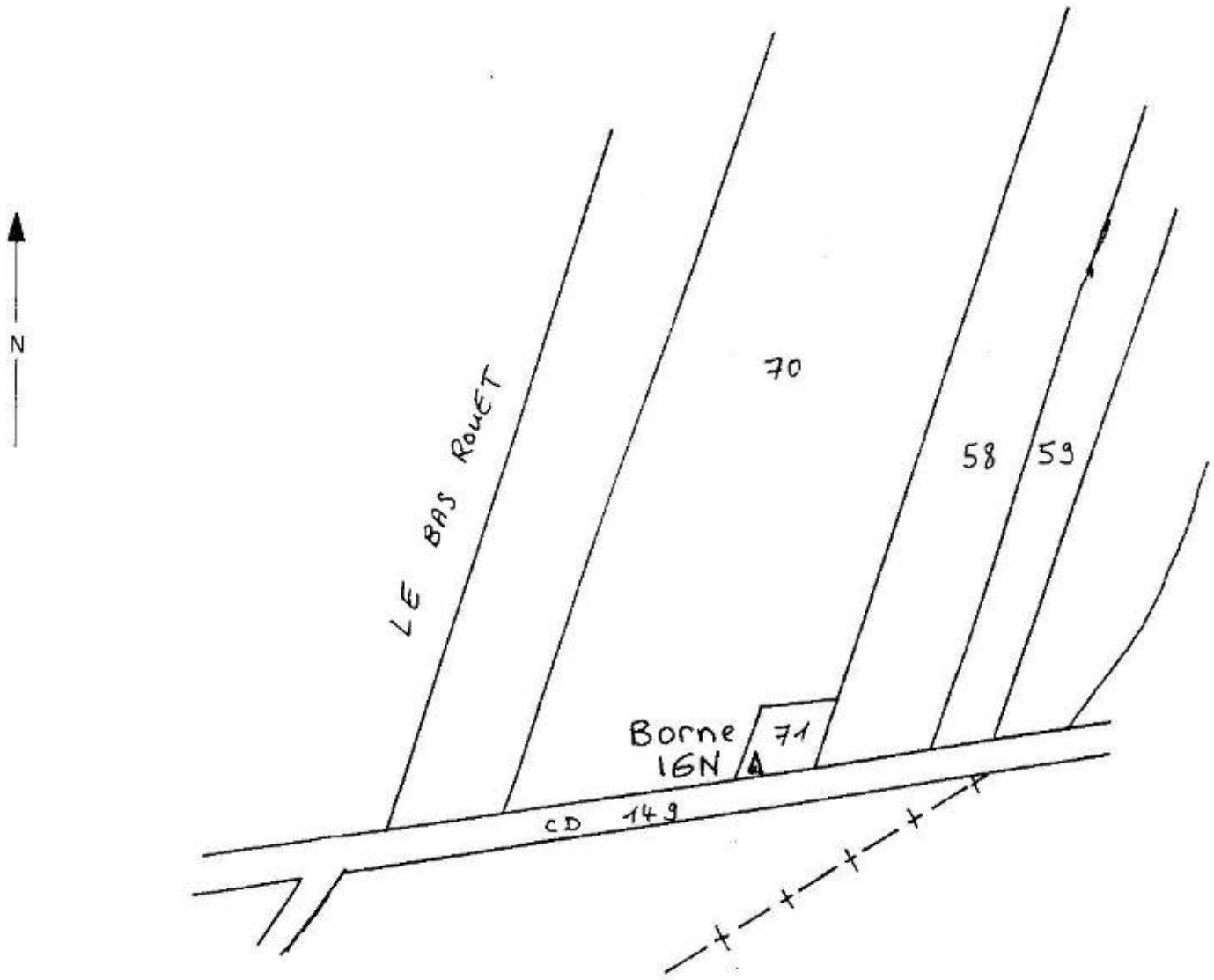
Lieu-dit : LE BAS ROUET Section : E2 Parcelle : 71 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : 1951 Révisé : Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 7 Juin 19 85 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

Scans du site de la commune de BOUCHAVESNES-BERGEN n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8011502a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8011502b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.219

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de BOUCHAVESNES-BERGEN

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur l'I.T.P.E.
  Chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République 80200 PERONNE.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : BOUCHAVESNES - BERGEN II

Commune n° INSEE : 80 115 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : BOUCHAVESNES-BERGEN

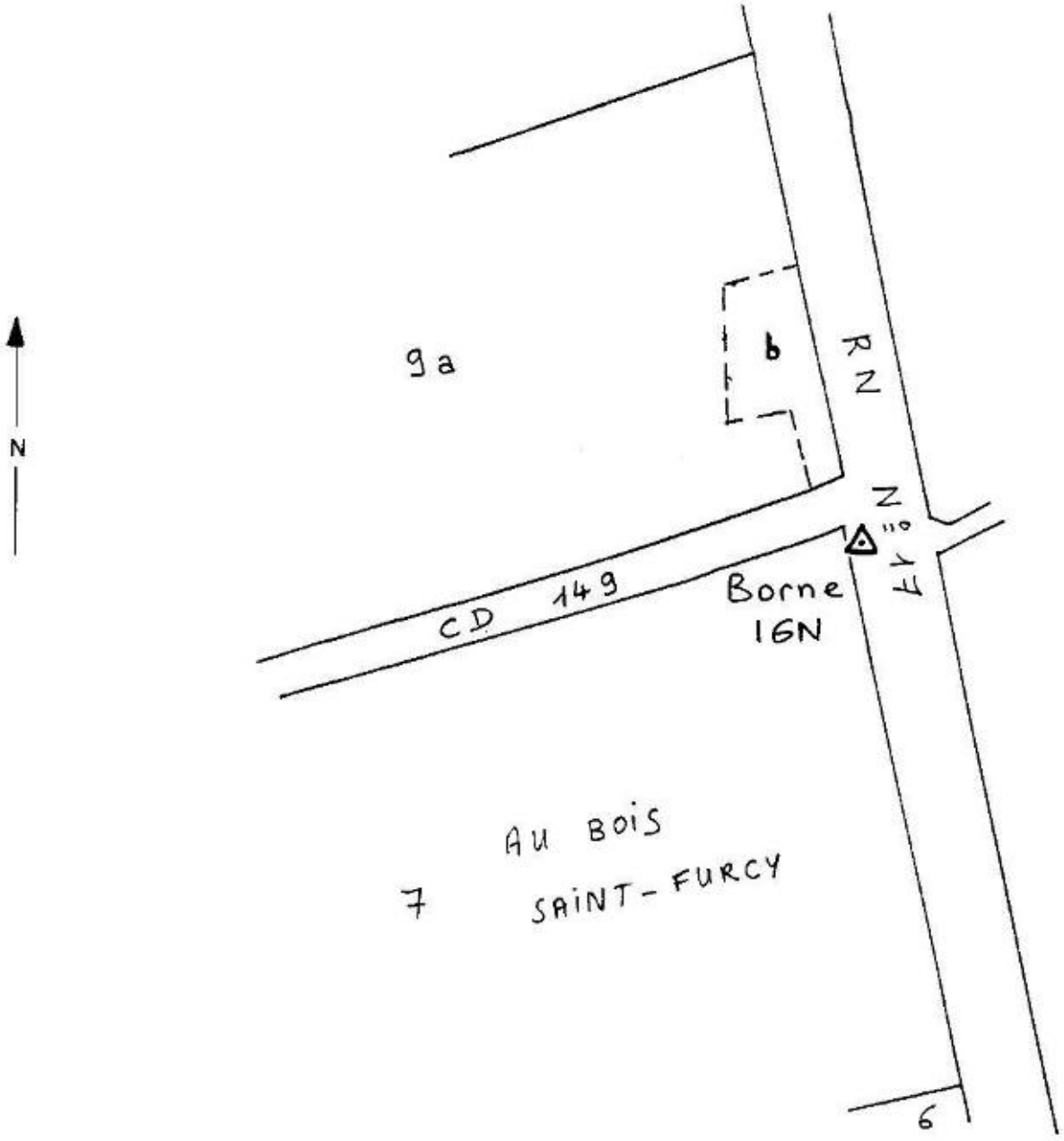
Lieu-dit : AU BOIS SAINT-FURCY Section : A1 Parcelle : RN 17 (BORNE IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510428

Matricule : **D.A.Q3 - 101**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

134,829 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 22.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 16.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.67** *N (km) :* **6987.72**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.149**

de : **MOISLAINS (D.184)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (N.17)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **2,00** *km du repère* **D.A.Q3 - 100**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LE BAS ROUET"**

Support : **RESERVOIR**

Partie support : **FACE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.24 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510429

Matricule : **D.A.Q3 - 102**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

103,677 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 18.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 03.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.39** *N (km) :* **6987.30**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.149**

de : **MOISLAINS (D.184)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.1017)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,40** *km du repère* **D.A.Q3 - 101**

Localisation :

Support : **EGLISE DE BOUCHAVESNES-BERGEN**

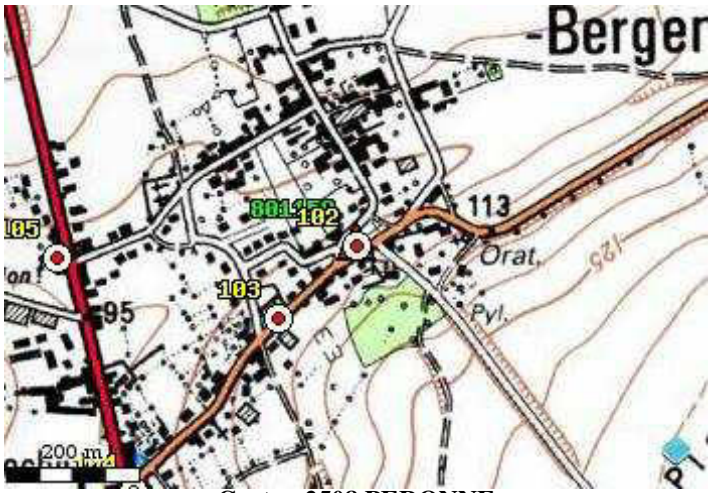
Partie support : **ABOUT DU CONTREFORT D'ANGLE SUD DU MUR DE FACADE ANTERIEUR**

Repèrements : **A 0.72 M DE L'ARETE NORD-OUEST**
A 0.29 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 102 , D.A.Q3 - 103 , D.A.Q3 - 105



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510430

Matricule : **D.A.Q3 - 103**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,752 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 12.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 59.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.27** *N (km) :* **6987.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.149**

de : **MOISLAINS (D.184)** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.1017)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,17** *km du repère* **D.A.Q3 - 102**

Localisation : **AU NO 19, RUE DU 67EME R.I**

Support : **MAIRIE DE BOUCHAVESNES-BERGEN**

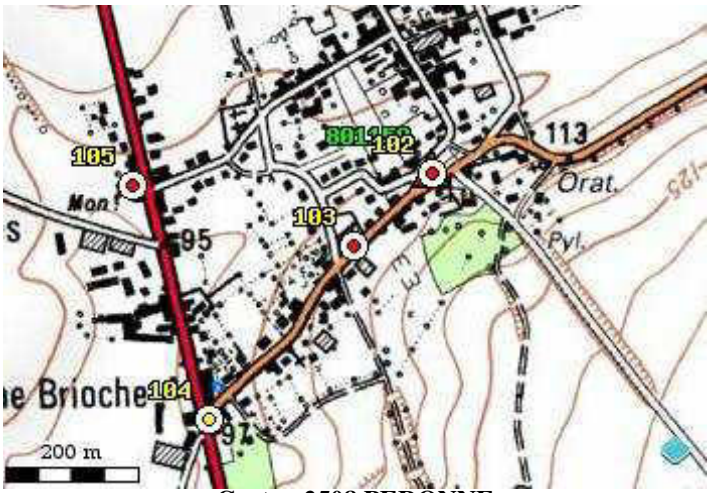
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.12 M DE L'EXTREMITE NORD-EST DE LA PORTE**
A 0.05 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 102 , D.A.Q3 - 103 , D.A.Q3 - 105



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534219

Matricule : **D.A.Q3 - 104-I**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

131,810 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 10.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 25.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.22** *N (km) :* **6986.13**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)**

Coté : **Gauche** *PK :* **44,56** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA D.149**

Support : **BORNE IGN EN GRANIT (POINT B DU SITE GEODESIQUE 8011502)**

Partie support : **FACE SUPERIEURE**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510418

Matricule : **D.A.Q3 - 104**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,081 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 01.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 58' 51.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.04** *N (km) :* **6986.93**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.1017**

de : **PERONNE** *à :* **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)**

Coté : **Droit** *PK :* **45,38** *km* *Distance :* **0,36** *km du repère* **D.A.Q3 - 103**

Localisation : **AU NUMERO 2 DE LA RUE NATIONALE, AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU SOIXANTE-SEPTIEME R.I.,**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE RUE NATIONALE**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534221

Matricule : **D.A.Q3 - 105-I**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

132,584 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 47.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 29.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.76** *N (km) :* **6988.10**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.1017**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Droit** *PK :* **46,58** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **SOUS UNE ENTREE DE CHAMP**

Support : **AQUEDUC-BUSE LATERAL**

Partie support : **PETIT MUR DE TETE NORD**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510419

Matricule : **D.A.Q3 - 105**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

101,180 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 55.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 02.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.93** *N (km) :* **6987.29**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.1017**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Gauche** *PK :* **45,76** *km* *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.Q3 - 104**

Localisation : **AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU MARECHAL FOCH**

Support : **SALLE DES FETES DE BOUCHAVESNES-BERGEN**

Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.18 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.44 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.Q3 - 102 , D.A.Q3 - 103 , D.A.Q3 - 105



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510420

Matricule : **D.A.Q3 - 106**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

141,133 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 38.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 52.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.59** *N (km) :* **6988.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80115** *Commune :* **BOUCHAVESNES-BERGEN**

Voie suivie : **D.1017**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN (D.149)** *à :* **SAILLY-SAILLISEL (D.172)**

Coté : **Droit** *PK :* **47,33** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **CHAPELLE DU SOUVENIR FRANCAIS**

Partie support : **PARAPET DE L'ESCALIER NORD-OUEST**

Repèrements : **A 1.03 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.38 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BOUCHAVESNES-BERGEN I

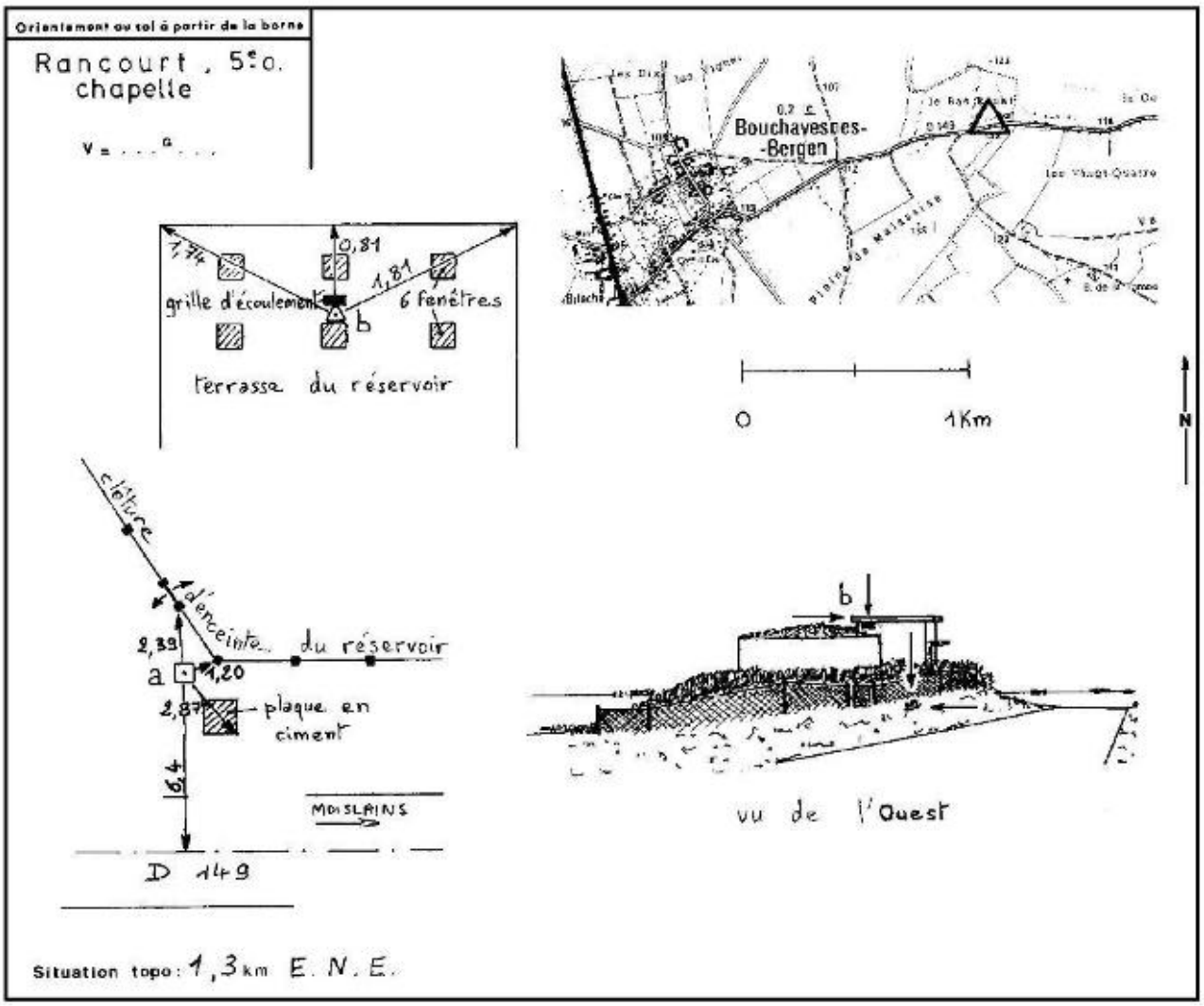
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8011501**	Identifiant : 72707
Commune : BOUCHAVESNES-BERGEN		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 90 gr



Carte : 2508 PERONNE



BOUCHAVESNES-BERGEN I

Identifiant : 184136 - NO : 8011501-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 370 gr



Identifiant : 184138 - NO : 8011501-03

Point : b

Réservoir : Plate-forme supérieure : Repère bronze P.M.

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 185 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 56' 22.2841" E	49° 59' 16.8747" N	178.01	< 10 cm
b	2° 56' 22.6509" E	49° 59' 17.0381" N	181.84	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	695659.01	6987723.00	< 10 cm	134.23	< 50 cm
b	695666.33	6987728.04	< 10 cm	138.06	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BOUCHAVESNES-BERGEN II

Département : SOMME (80)	**No du Site** **8011502**	Identifiant : 72708
Commune : BOUCHAVESNES-BERGEN		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	

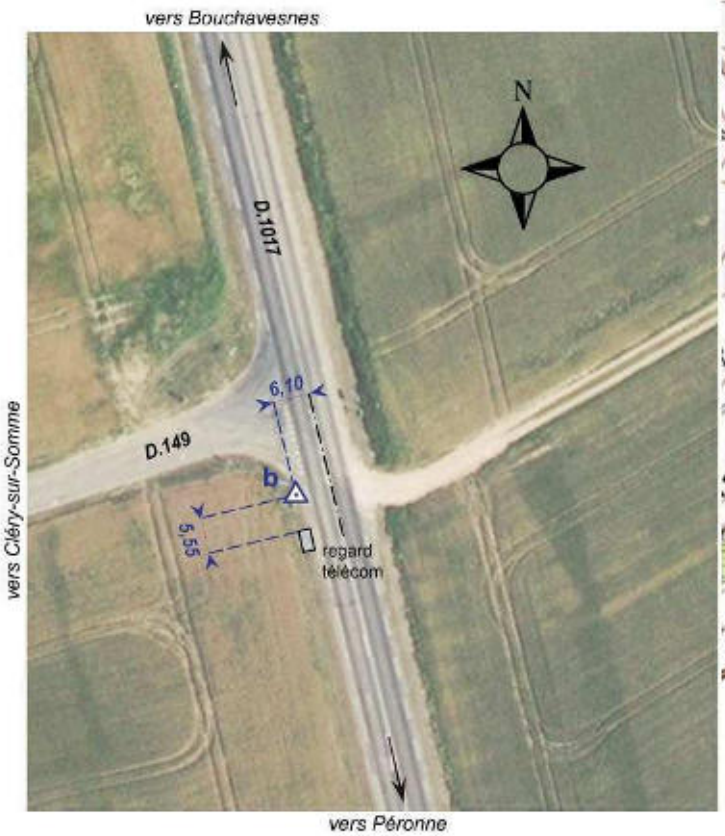


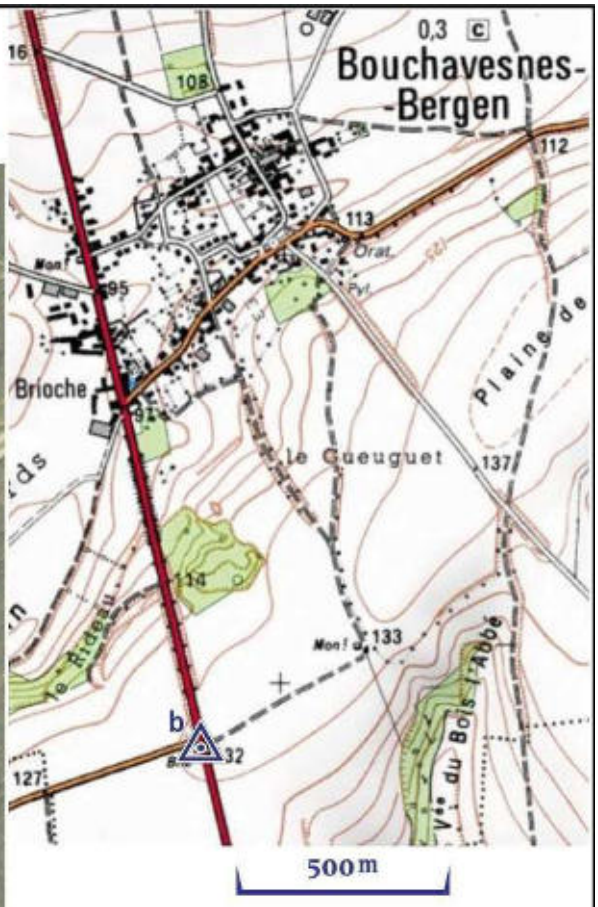
Azimut de la prise de vue : 190 gr



Carte : 2508 PERONNE

Orientement au sol à partir de la borne :
Aizecourt-le-Haut I (Clocher)





Situation topo : 1,2 km au sud de l'église

8011502a

BOUCHAVESNES-BERGEN II

Identifiant : 208132 - NO : 8011502-03

Point : b

Borne IGN étêtée : Rivet scellé à l'axe et au sommet
Point vu en place en 2016

Exploitable directement par GPS

Repère de nivellement : D.A.Q3 - 104-I

Azimut de la prise de vue : 190 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
b	2° 55' 10.0808" E	49° 58' 25.2839" N	175.72	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
b	694217.74	6986128.83	< 10 cm	131.810	< 5 mm

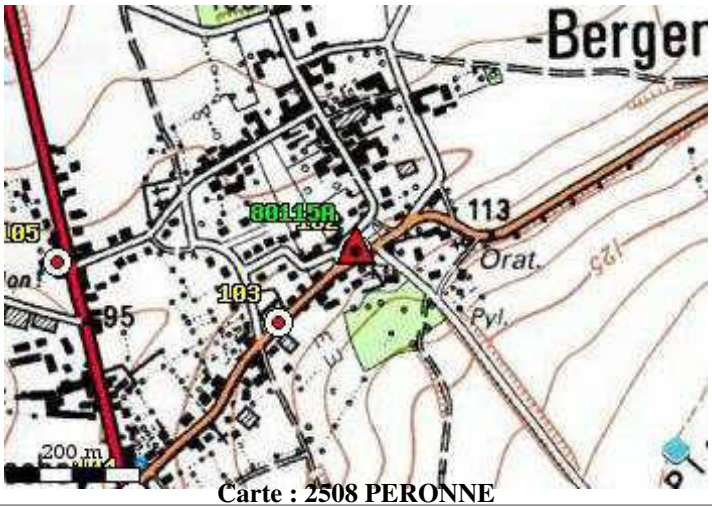
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BOUCHAVESNES-BERGEN A

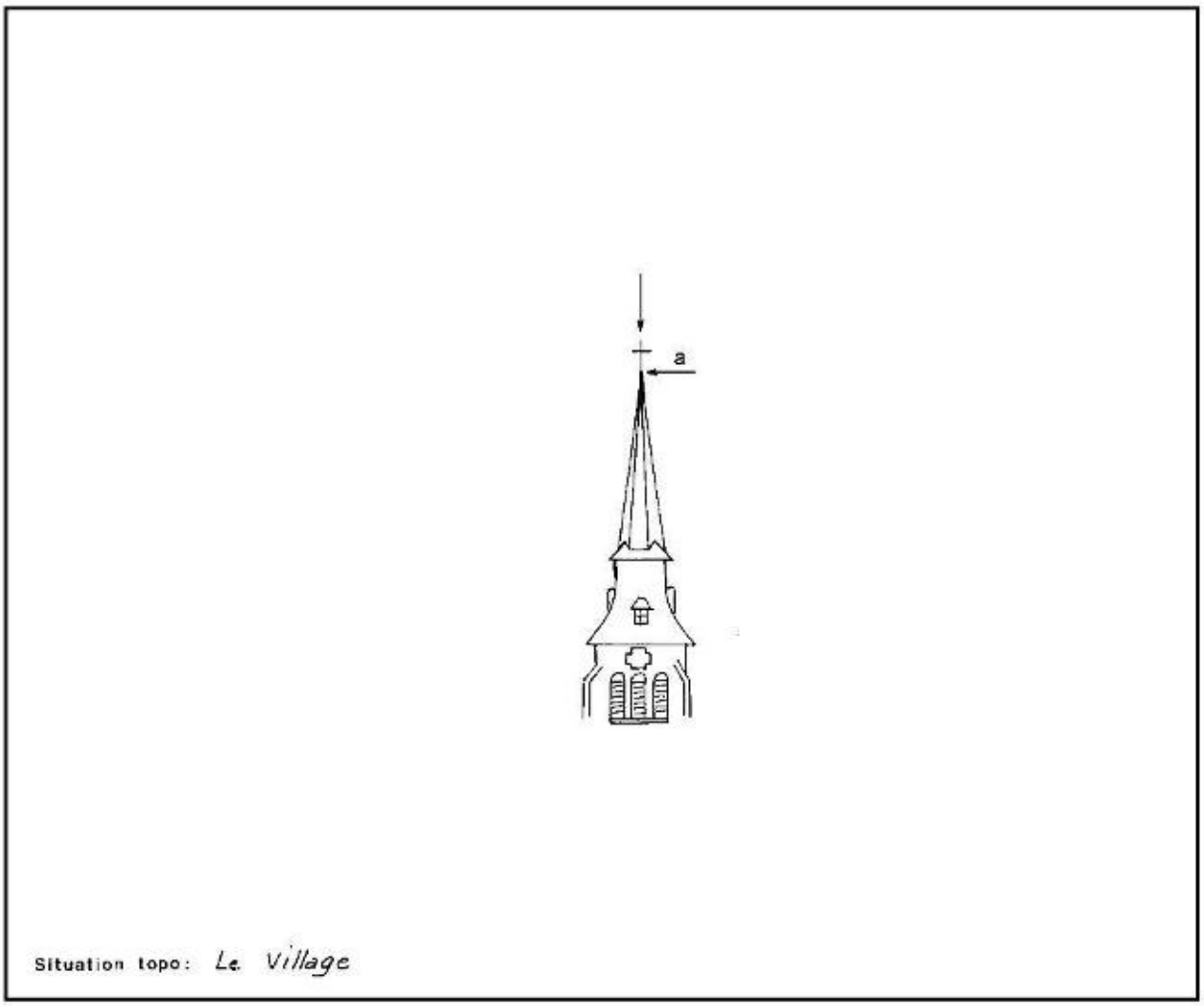
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80115A**	Identifiant : 72709
Commune : BOUCHAVESNES-BERGEN		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 285 gr



Carte : 2508 PERONNE



BOUCHAVESNES-BERGEN A

Identifiant : 184141 - NO : 80115A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 60 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 55' 18.5641" E	49° 59' 03.4856" N	184.48	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	694388.11	6987310.05	< 10 cm	140.71	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510469

Matricule : **D.A.P3 - 49**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

94,460 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 29.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 35.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.99** *N (km) :* **6977.16**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80128** *Commune :* **BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **VRAIGNES-EN-VERMANDOIS** *à :* **BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,28** *km du repère* **D.A.P3 - 48**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC LA ROUTE DE BEAUMETZ, AU NUMERO 1, RUE DE BEAUMETZ**

Support : **MAIRIE DE BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

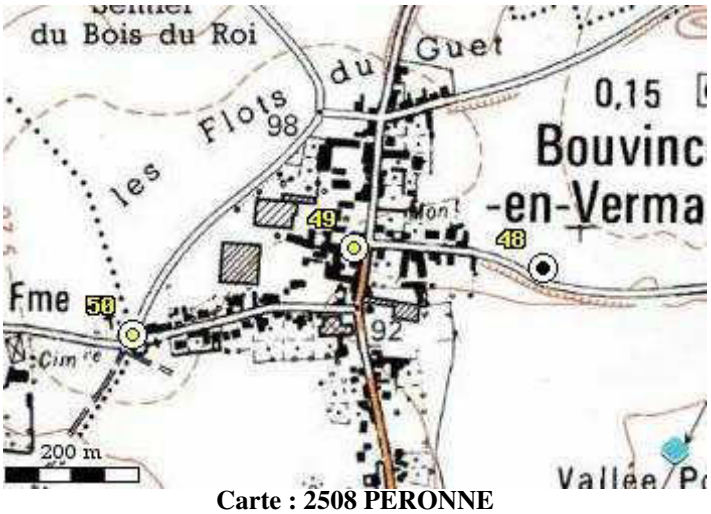
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST, FACE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A 6.85 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510470

Matricule : **D.A.P3 - 50**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

100,403 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 12.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 31.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.65** *N (km) :* **6977.03**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80128** *Commune :* **BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **V.O.**

de : **BOUVAINCOURT-EN-VERMANDOIS** *à :* **D.44 VERS PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,43** *km du repère* **D.A.P3 - 49**

Localisation :

Support : **EGLISE DE BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT OUEST DU MUR PIGNON NORD DU CLOCHER, FACE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.90 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 510462

Matricule : **D.A.P3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

86,727 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **REPERE LOCAL**

Complément : **REPERE CYLINDRIQUE**

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 33.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 57.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.06** *N (km) :* **6975.99**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80128** *Commune :* **BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS**

Voie suivie : **D.44**

de : **PERONNE** *à :* **N.29**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,94** *km du repère* **D.A.P3 - 51**

Localisation :

Support : **PONCEAU**

Partie support : **PLINTHE DU MUR DE TETE AMONT**

Repèrements : **A L'AXE**

A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510017

Matricule : **D.A.T3 - 49 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,267 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 49.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 32.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.00** *N (km) :* **6975.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80141** *Commune :* **BRIE**

Voie suivie : **N.29**

de : **VILLERS-CARBONNEL** *à :* **BRIE (D.88)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,66** *km du repère* **D.A.T3 - 48 BIS**

Localisation : **A 120 M AU SUD DE LA N.29**

Support : **EGLISE DE BRIE**

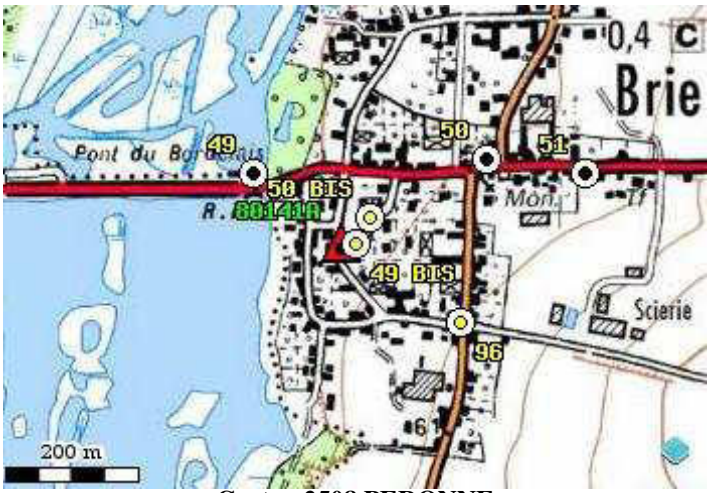
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MURDE FACADE NORD DU CLOCHER, FACE PLACE DE LA MAIRIE**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.37 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510020

Matricule : **D.A.T3 - 50 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,635 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 50.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 33.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.02** *N (km) :* **6975.25**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80141** *Commune :* **BRIE**

Voie suivie : **N.29**

de : **VILLERS-CARBONNEL** *à :* **BRIE (D.88)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,08** *km du repère* **D.A.T3 - 49 BIS**

Localisation : **A 50 M AU SUD DE LA N.29**

Support : **MAIRIE DE BRIE**

Partie support : **CHAINE D'ANGLE OUEST DU MUR DE FACADE SUD DU BATIMENT PRINCIPAL, FACE PLACE DE LA MAIRIE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.16 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414863

Matricule : **D.A.T3 - 95**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

54,909 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 56.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 51' 57.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.13** *N (km) :* **6974.15**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80141** *Commune :* **BRIE**

Voie suivie : **D.88**

de : **SAINT-CHRIST-BRIOST (D.45)** *à :* **BRIE (N.29)**

Coté : **Droit** *PK :* **1,58** *km* *Distance :* **0,96** *km du repère* **D.A.T3 - 96**

Localisation : **AU LIEU-DIT "VALLEE DU GORD"**

Support : **MUR DE CLOTURE D'UN CIMETIERE BRITANNIQUE**

Partie support : **PILIER D'ANGLE SUD, FACE OUEST, FACE ROUTE**

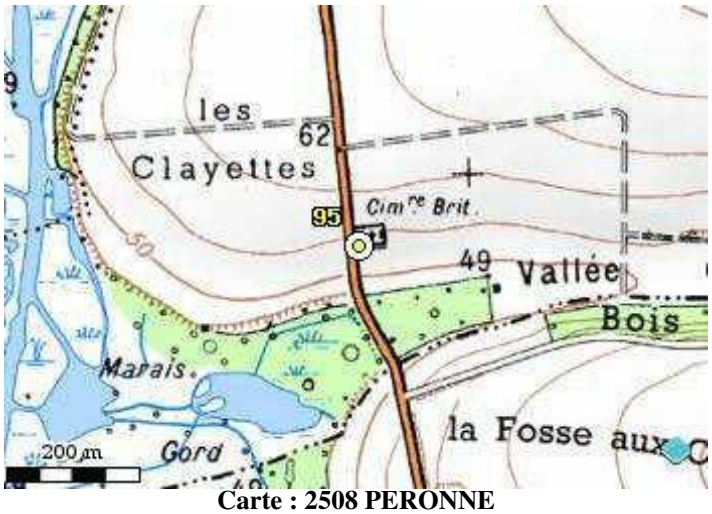
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.45 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414850

Matricule : **D.A.T3 - 96**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

61,852 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1990

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 58.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 28.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.16** *N (km) :* **6975.09**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80141** *Commune :* **BRIE**

Voie suivie : **D.88**

de : **SAINT-CHRIST-BRIOST (D.45)** *à :* **BRIE (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **2,63** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NO 6 DE LA RUE DE SAINT-CHRIST, AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE LA VENELLE**

Support : **MUR DE CLOTURE**

Partie support : **PAN-COUPE FACE SUD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 1.78 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.36 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 414851

Matricule : **D.A.T3 - 97**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

79,099 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1938 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 48.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 19.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.17** *N (km) :* **6976.67**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80141** *Commune :* **BRIE**

Voie suivie : **D.88**

de : **BRIE (N.29)** *à :* **MESNIL-BRUNTEL (D.937)**

Coté : **Gauche** *PK :* **4,55** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LE RIDEAU A FRAISES"**

Support : **CHATEAU D'EAU**

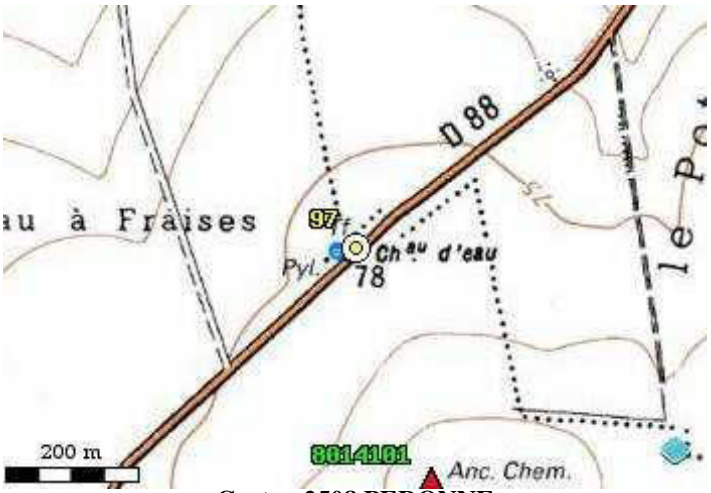
Partie support : **FACE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE NORD-EST DE LA PORTE**
A 0.52 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BRIE I

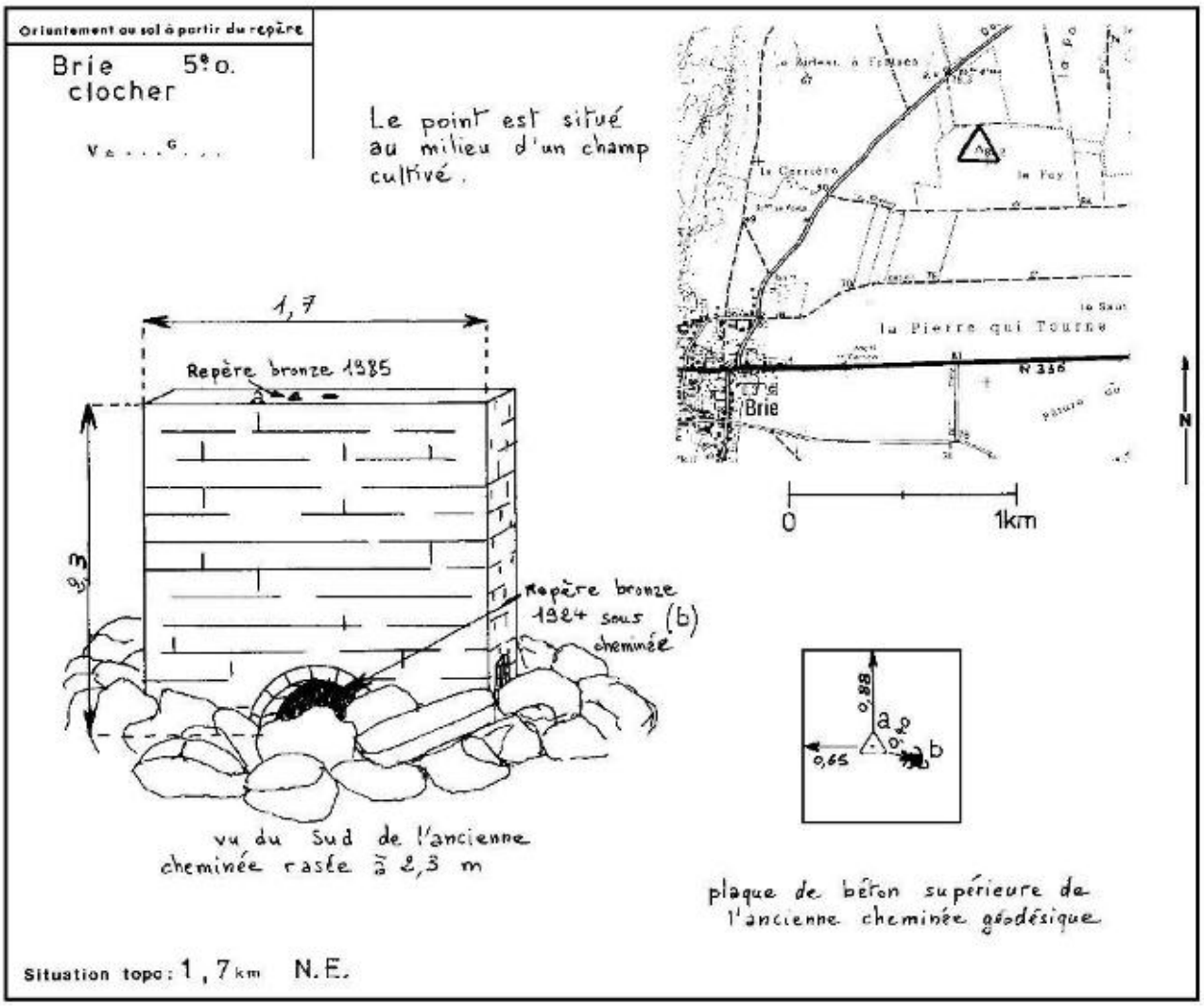
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8014101**	Identifiant : 72742
Commune : BRIE		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 270 gr



Carte : 2508 PERONNE



BRIE I

Identifiant : 184208 - NO : 8014101-03

Point : ( )

Cheminée géodésique : Axe et sommet

Support en mauvais état, point exploitable en 2005

Azimut de la prise de vue : 270 gr



Identifiant : 184207 - NO : 8014101-02

Point : b

Repère en bronze GM sous l'ancienne cheminée géodésique

Point vu en place en 1985

Azimut de la prise de vue : 340 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
( )	2° 56' 54.1524" E	49° 53' 07.5887" N	133.68	< 10 cm
b	2° 56' 54.1525" E	49° 53' 07.5889" N	131.40	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
( )	696286.96	6976302.99	< 10 cm	89.834	< 5 cm
b	696286.97	6976303.00	< 10 cm	87.558	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BRIE A

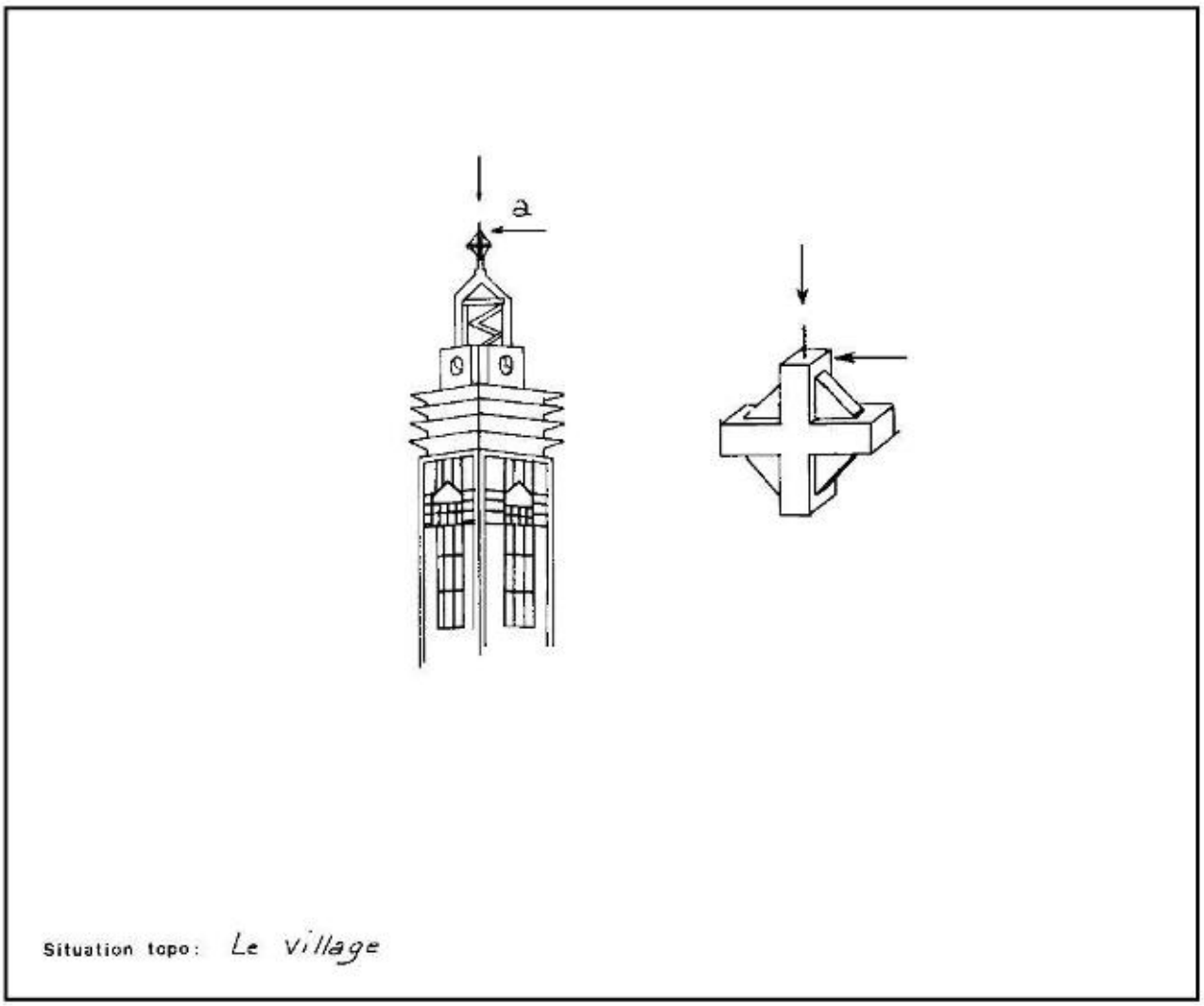
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80141A**	Identifiant : 72743
Commune : BRIE		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 380 gr



Carte : 2508 PERONNE



BRIE A

Identifiant : 184209 - NO : 80141A-01

Point : a

Clocher : Paratonnerre : Axe et base

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 55' 48.6612" E	49° 52' 32.2950" N	137.22	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	694977.55	6975212.67	< 10 cm	93.39	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de BUIRE-COURCELLES n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8015001a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8015001b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.220

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de BUIRE-COURCELLES

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur l'I.T.P.E. Chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : BUIRE - COURCELLES I

Commune n° INSEE : 80150 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25 08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : BUIRE - COURCELLES

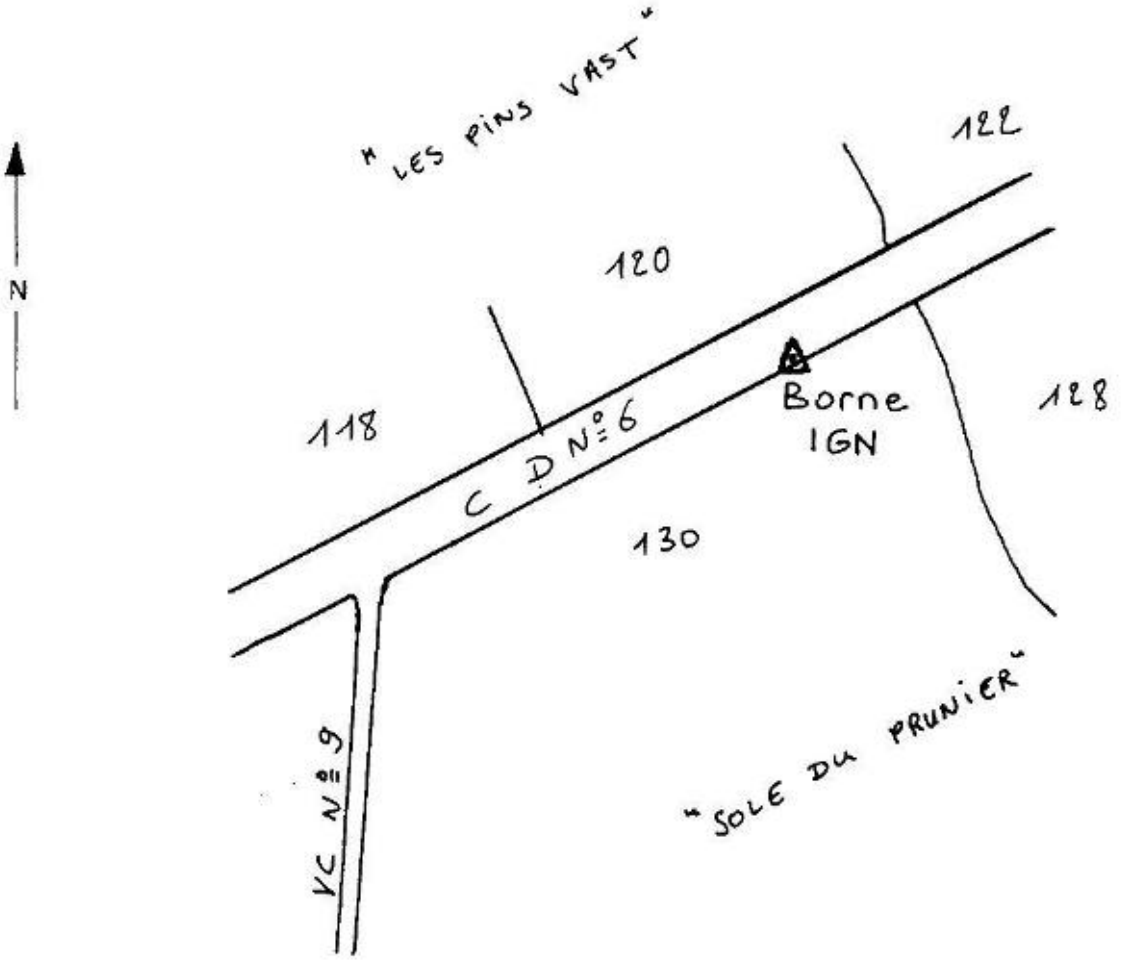
Lieu-dit : SOLE DU PRUNIER Section : X4 Parcelle : CD 6 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286373

Matricule : **D.A.P3Q3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,656 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 01.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 28.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.23** *N (km) :* **6980.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL-GARE**

Coté : **Gauche** *PK :* **156,95** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LA COLOGNE**

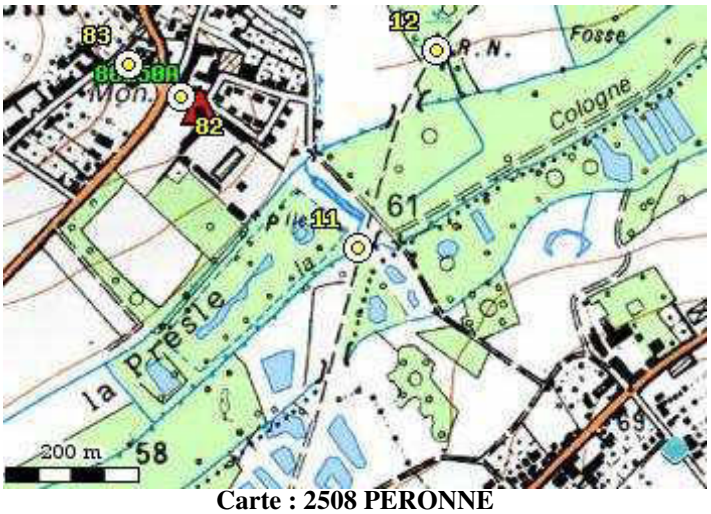
Partie support : **PLINTHE AVAL RIVE DROITE**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE COTE RIVIERE**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286366

Matricule : **D.A.P3Q3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

60,380 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 07.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 37.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.35** *N (km) :* **6980.95**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **157,27** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

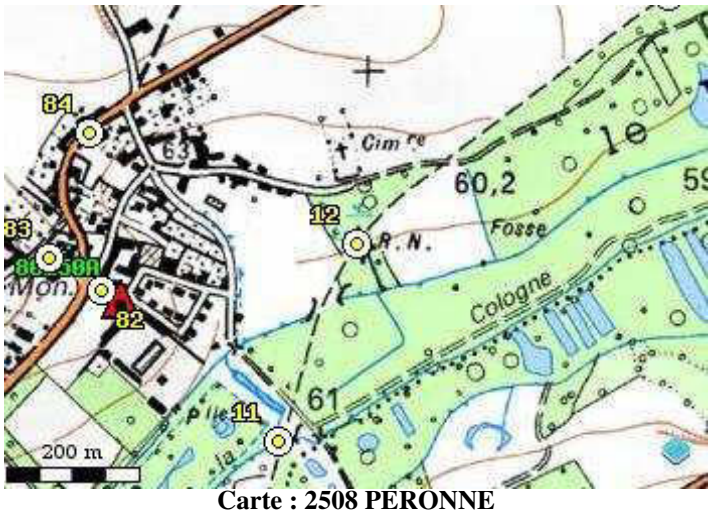
Partie support : **MUR DE TETE SUD-EST**

Repèrements : **A 0.29 M DE L'EXTREMITE SUD-OUET**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 285878

Matricule : **D.A.P3Q3 - 13**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

62,302 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 31.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 50.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.83** *N (km) :* **6981.33**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **CARTIGNY** *à :* **ROISEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **157,86** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

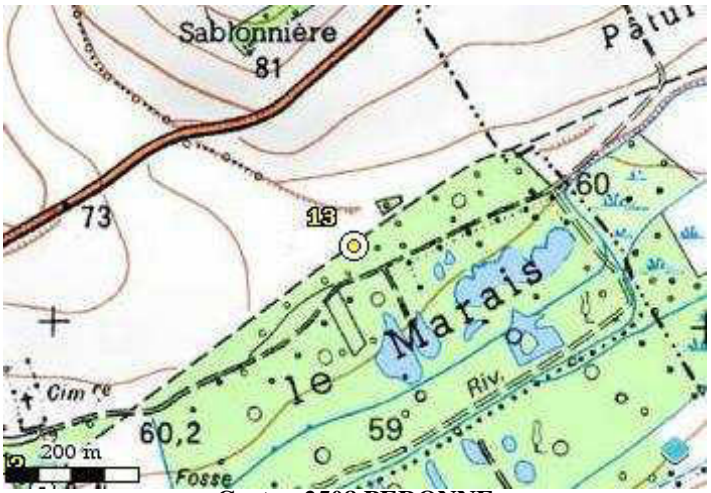
Partie support : **PLINTHE NORD-OUEST**

Repèrements : **A 1.07 M DE L'EXTREMITE COTE SUD-OUEST**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 415179

Matricule : **D.A.Q3 - 81**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,984 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 28.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 09.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.37** *N (km) :* **6980.07**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **4,96** *km* *Distance :* **1,58** *km du repère* **D.A.Q3 - 80**

Localisation : **AU HAMEAU DE COURCELLES, RUE DE PERONNE, A 160 M A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE BUSSU**

Support : **REMISE**

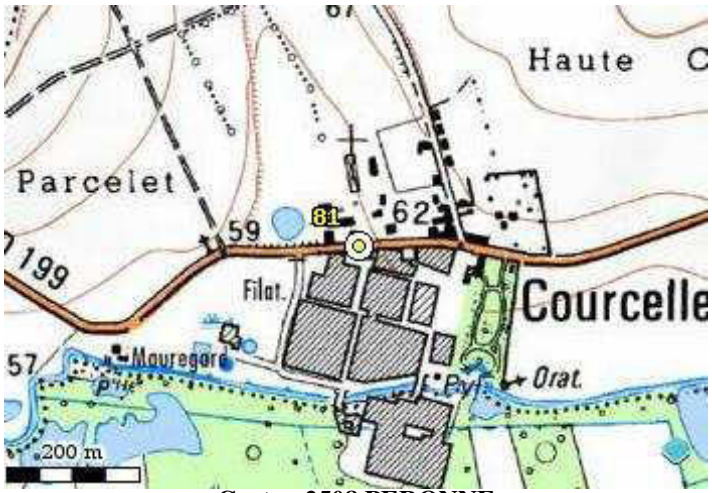
Partie support : **MUR PIGNON SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510377 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 82** **71,197 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 48.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 35.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.96** *N (km) :* **6980.88**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **2,00** *km du repère* **D.A.Q3 - 81**

Localisation : **A 80 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN V.O.**

Support : **EGLISE DE BUIRE-COURCELLES**

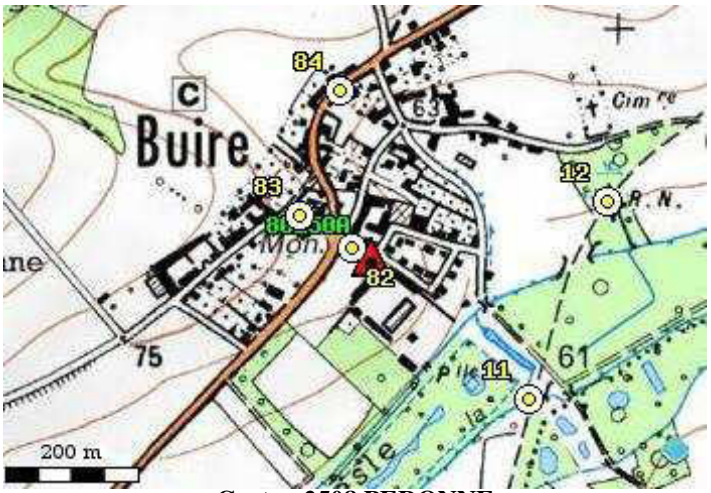
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT D'ANGLE NORD-OUEST DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE CARREFOUR, FACE NORD-OUEST**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.60 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510366

Matricule : **D.A.Q3 - 83**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

75,709 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 44.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 37.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.88** *N (km) :* **6980.93**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,12** *km du repère* **D.A.Q3 - 82**

Localisation : **A 60 M AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC UN V.O., SUR CE V.O.**

Support : **SALLE DES FETES ATTENANTE A LA MAIRIE DE BUIRE-COURCELLES**

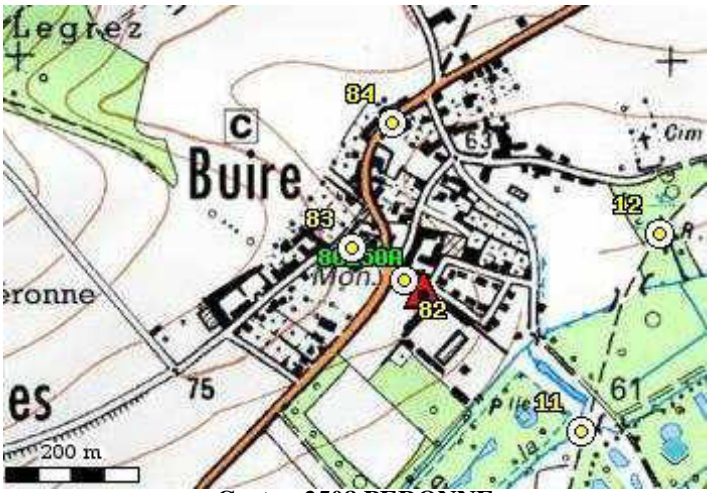
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.87 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415175

Matricule : **D.A.Q3 - 84**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

66,545 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 47.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 43.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.94** *N (km) :* **6981.12**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80150** *Commune :* **BUIRE-COURCELLES**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **7,07** *km* *Distance :* **0,30** *km du repère* **D.A.Q3 - 83**

Localisation : **AU NUMERO 15 DE LA RUE MARIN**

Support : **SALLE DES FETES**

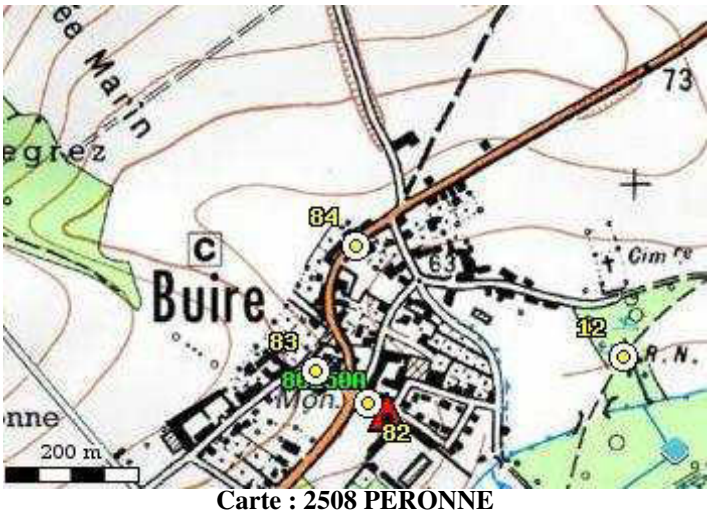
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.80 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BUIRE-COURCELLES I

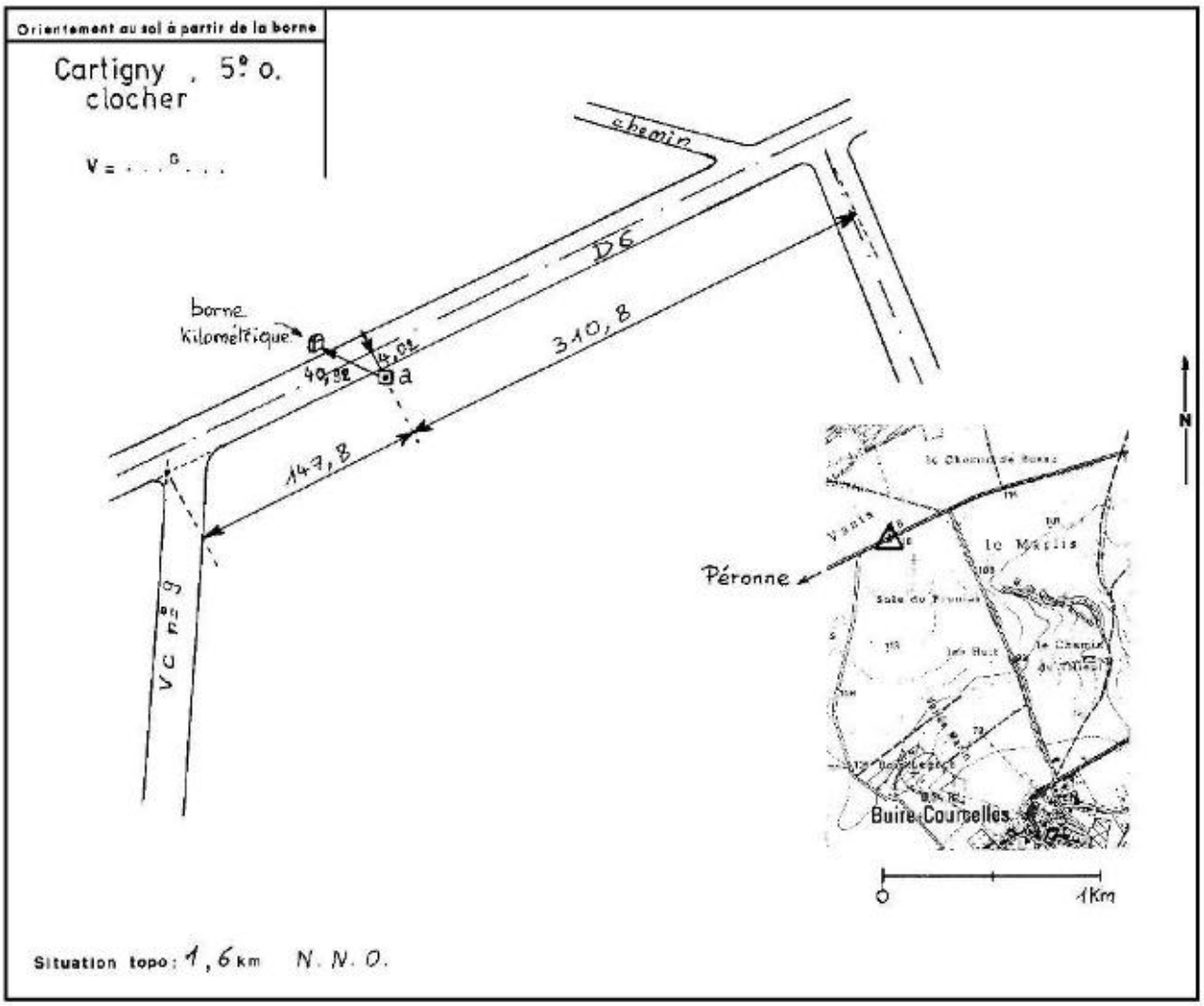
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8015001**	Identifiant : 72756
Commune : BUIRE-COURCELLES		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 270 gr



Carte : 2508 PERONNE



BUIRE-COURCELLES I

Identifiant : 184236 - NO : 8015001-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 318 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 13.2338" E	49° 56' 21.9949" N	162.40	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700264.12	6982313.29	< 10 cm	118.56	< 50 cm

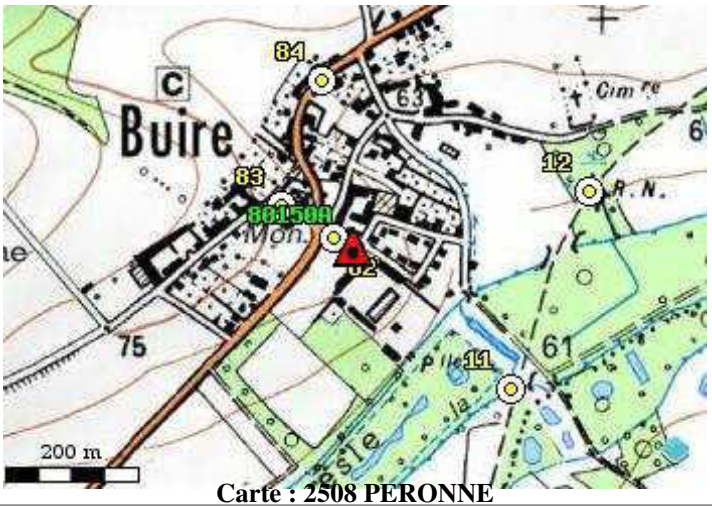
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BUIRE-COURCELLES A

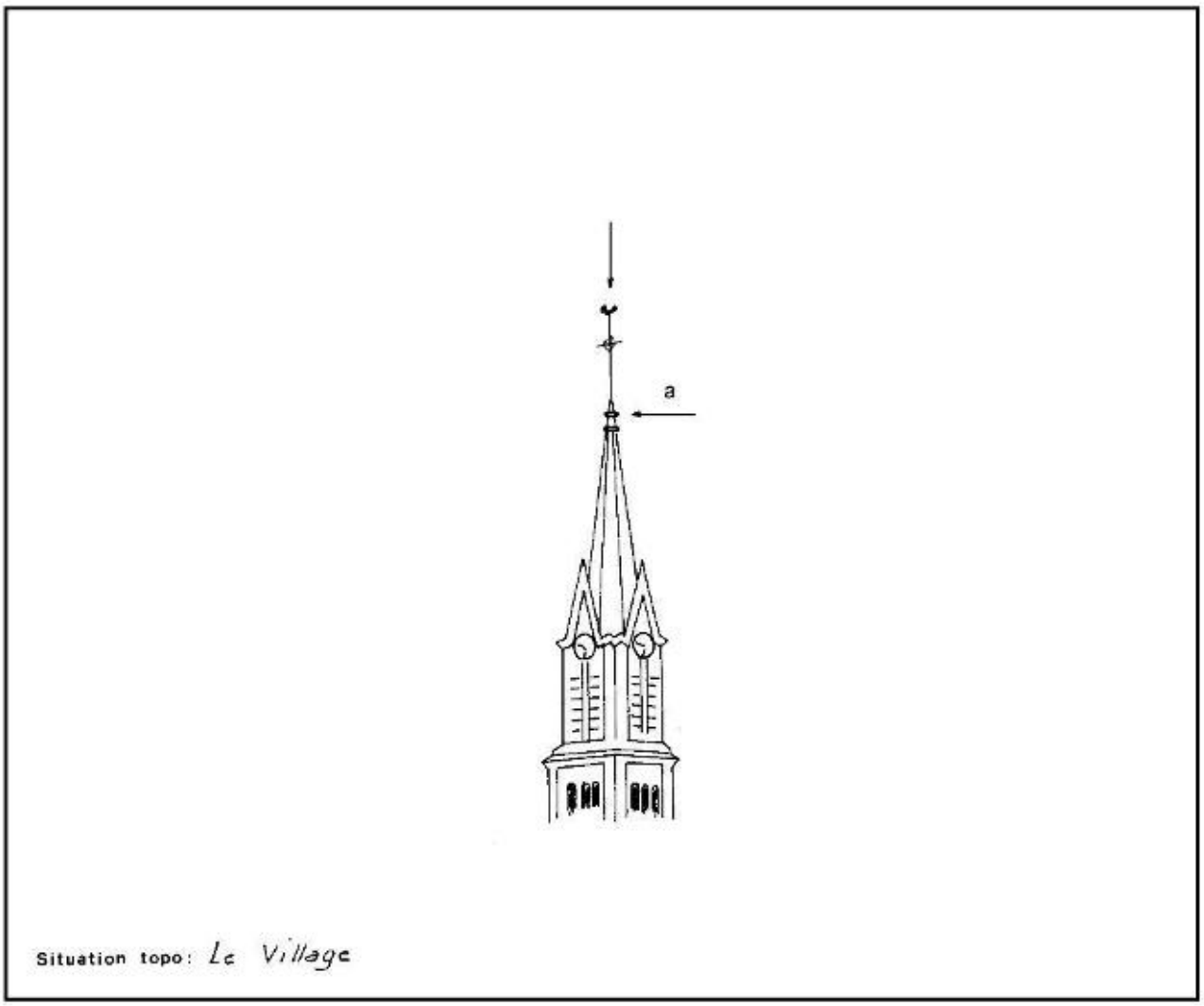
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80150A**	Identifiant : 72757
Commune : BUIRE-COURCELLES		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 130 gr



Carte : 2508 PERONNE



BUIRE-COURCELLES A

Identifiant : 184238 - NO : 80150A-01

Point : a

Clocher : Centre renflement

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 150 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 49.6170" E	49° 55' 35.1556" N	146.21	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700990.50	6980864.95	< 10 cm	102.36	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415182

Matricule : **D.A.Q3 - 74**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,420 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 46.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 56.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.53** *N (km) :* **6983.36**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80154** *Commune :* **BUSSU**

Voie suivie : **V.O.**

de : **AIZECOURT-LE-HAUT (D.917)** *à :* **BUSSU (D.181)**

Coté : **Droit** *PK :* **2,39** *km* *Distance :* **1,77** *km du repère* **D.A.Q3 - 2**

Localisation : **A 280 M DU CARREFOUR AVEC LA RUE DES ESSARTS, SUR CETTE RUE**

Support : **CHATEAU D'EAU**

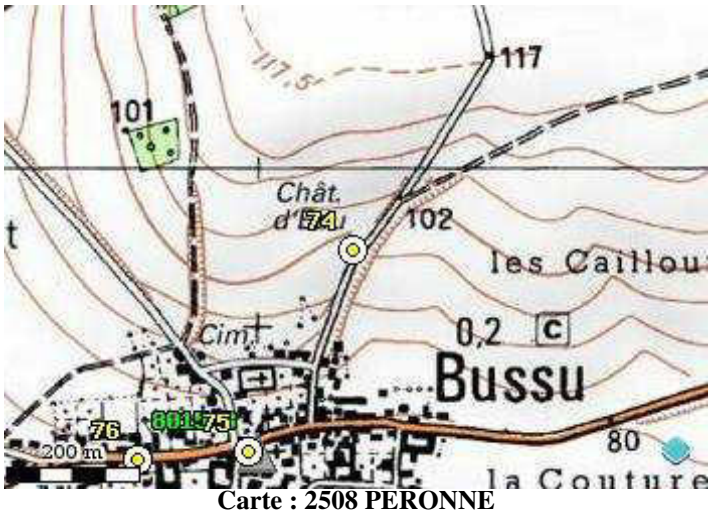
Partie support : **FACE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST DE LA PORTE**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415177

Matricule : **D.A.Q3 - 75**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

78,975 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 38.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 45.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.37** *N (km) :* **6983.05**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80154** *Commune :* **BUSSU**

Voie suivie : **D.181**

de : **BUSSU (EGLISE)** *à :* **PERONNE (N.17)**

Coté : **Gauche** *PK :* **2,29** *km* *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3 - 74**

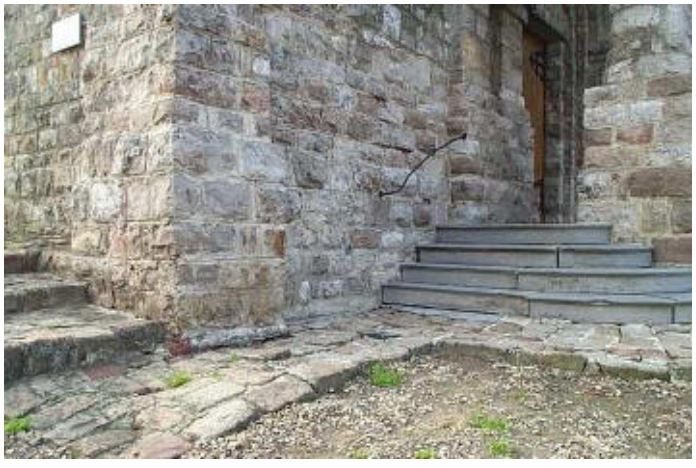
Localisation : **RUE DE DRIENCOURT**

Support : **EGLISE DE BUSSU**

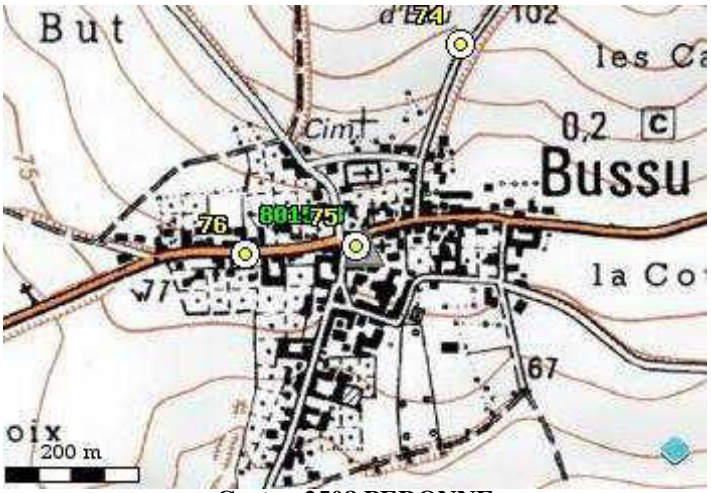
Partie support : **MUR DE FACADE ANTERIEUR OUEST, FACE CARREFOUR AVEC LA RUE DU BOIS**

Repèrements : **A 0.86 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.66 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510373

Matricule : **D.A.Q3 - 76**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

79,850 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 30.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 45.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.20** *N (km) :* **6983.04**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80154** *Commune :* **BUSSU**

Voie suivie : **D.181**

de : **BUSSU (EGLISE)** *à :* **PERONNE (N.17)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,18** *km du repère* **D.A.Q3 - 75**

Localisation : **AU NUMERO 11 DE LA RUE DE PERONNE**

Support : **MAIRIE DE BUSSU**

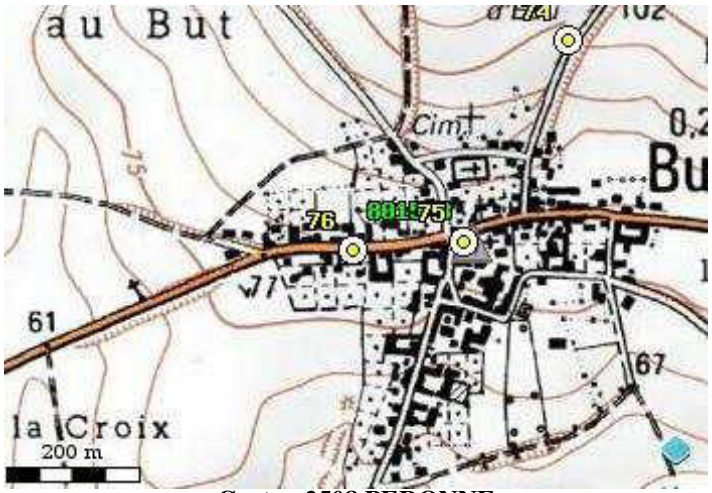
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.40 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 325041

Matricule : **D.A.Q3 - 77**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

67,431 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 42.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 30.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.26** *N (km) :* **6982.59**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80154** *Commune :* **BUSSU**

Voie suivie : **D.181**

de : **BUSSU (EGLISE)** *à :* **PERONNE (N.17)**

Coté : **Droit** *PK :* **1,04** *km* *Distance :* **1,06** *km du repère* **D.A.Q3 - 76**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE SOUTENEMENT, FACE SUD-EST, FACE ROUTE**

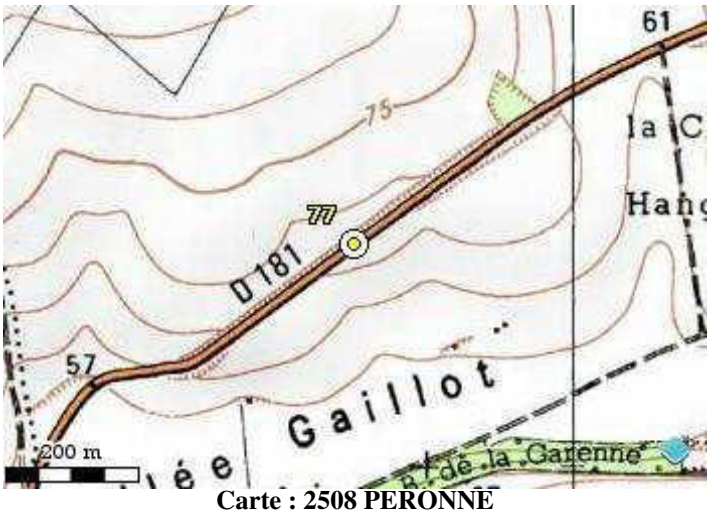
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.50 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

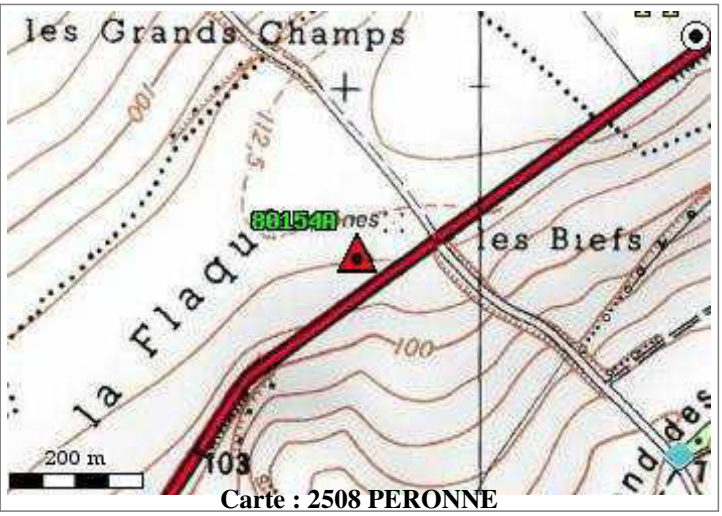
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

BUSSU A

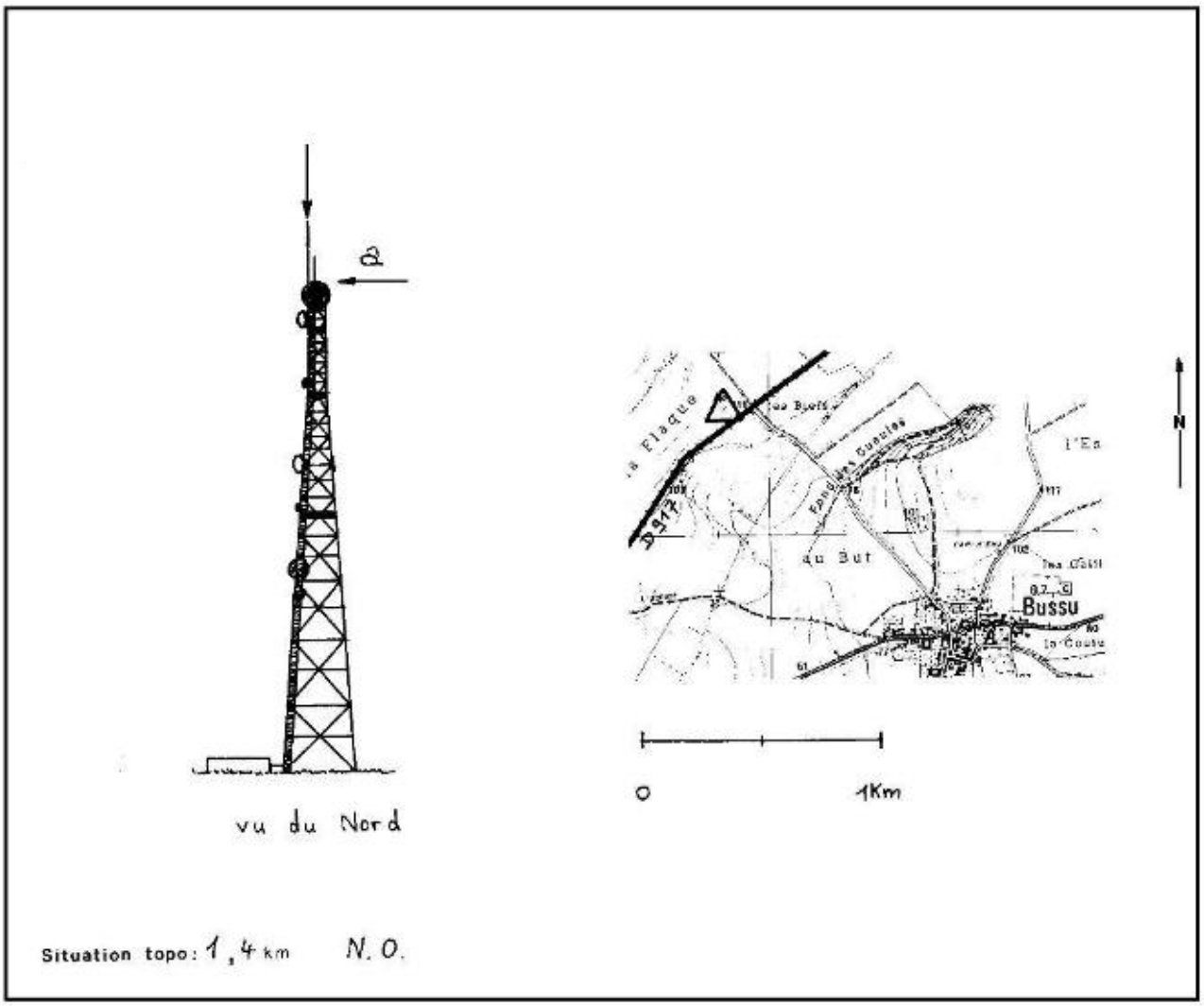
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80154A**	Identifiant : 72762
Commune : BUSSU		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 390 gr



Carte : 2508 PERONNE



BUSSU A

Identifiant : 184245 - NO : 80154A-01

Point : a

Antenne : Paratonnerre le plus grand : Axe à la base

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 230 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 57' 50.2016" E	49° 57' 16.5122" N	227.02	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	697410.28	6983999.75	< 10 cm	183.21	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de CARTIGNY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017701a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017701b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.221

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 30 JUILLET 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de CARTIGNY

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de CARTIGNY 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : CARTIGNY I

Commune n° INSEE : 80177 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : CARTIGNY

Lieu-dit : LES DIX-HUIT Section : I Parcelle : 1 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 30 Juillet 1985 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

Scans du site de la commune de CARTIGNY n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017702a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017702b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.222

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19_85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 6 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de _ CARTIGNY

Département de _ la SOMME et appartenant à : _

- Monsieur GONNET Hubert
  Eleveur
  dem: Le Salès 12550 COUPIAC.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à _ 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : CARTIGNY II

Commune n° INSEE : 80177 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : CARTIGNY

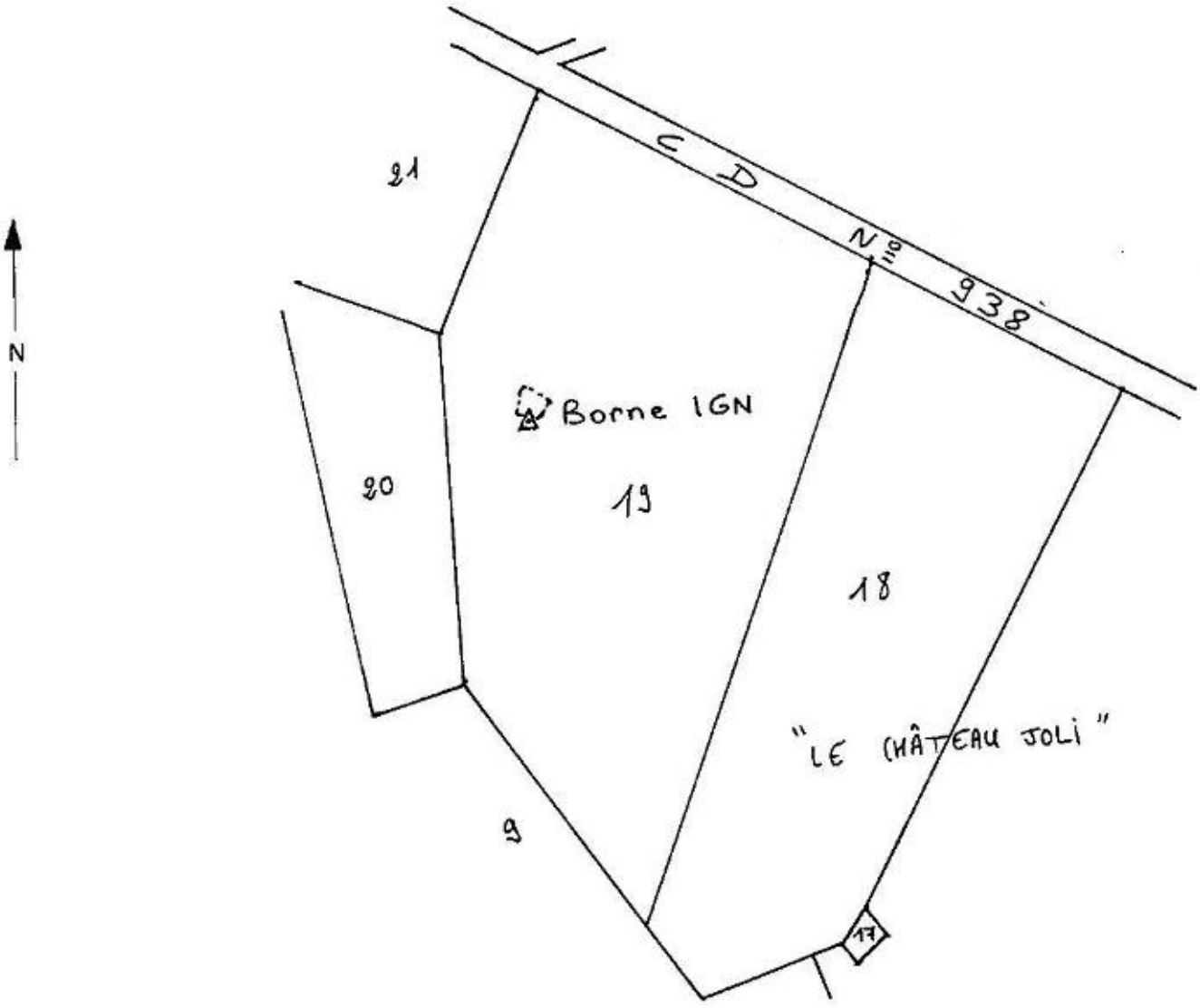
Lieu-dit : LE CHÂTEAU JOLI Section : Q Parcelle : 19 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1958 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 6 Juin 19 85 Échelle : 1/5000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

Scans du site de la commune de CARTIGNY n° : 03

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017703a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8017703b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° _87.223

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19_85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 12 Août 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de _ CARTIGNY

Département de _ la SOMME et appartenant à : .

- Monsieur l'I.T.P.E. Chef de la D.D.E.
  Subdivision de PERONNE
  1, avenue de la République
  80200 PERONNE.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : CARTIGNY III

Commune n° INSEE : 80177 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 2508

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : CARTIGNY

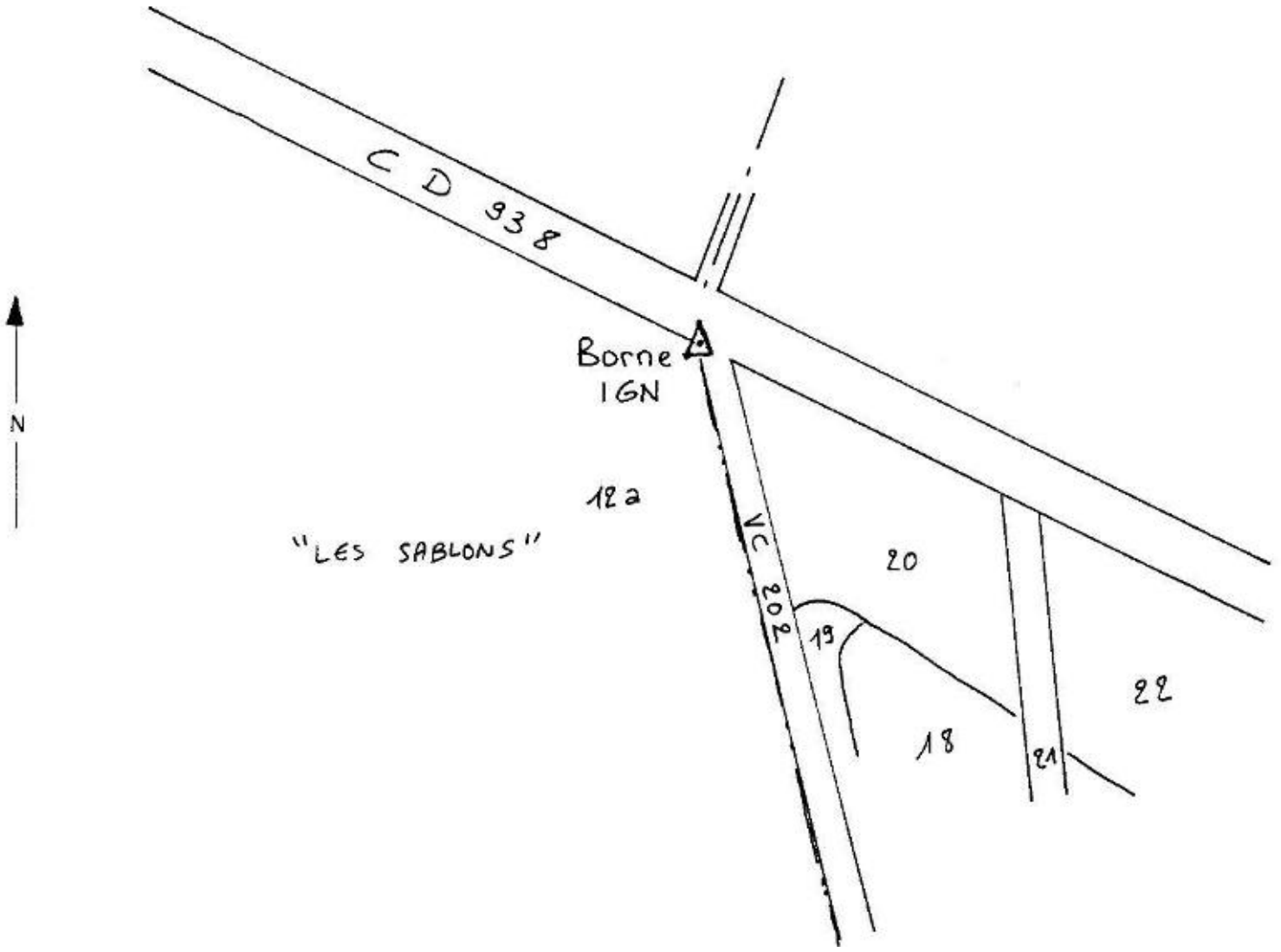
Lieu-dit : LES SABLONS Section : P Parcelle : CD 938 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1982 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 12 Août 1985 Échelle : 1/2500



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286372

Matricule : **D.A.P3Q3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,484 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 42.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 04.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.85** *N (km) :* **6979.93**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80177** *Commune :* **CARTIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **CARTIGNY-GARE** *à :* **ROISEL-GARE**

Coté : **Gauche** *PK :* **156,09** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

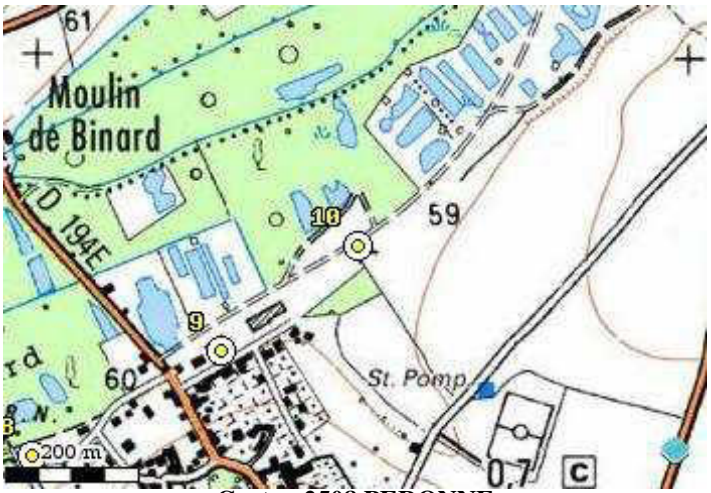
Partie support : **PLINTHE AVAL, RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.84 M DE L'EXTREMITE RIVE GAUCHE**
A 0.12 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286347

Matricule : **D.A.P3Q3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,659 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 43.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 51.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.66** *N (km) :* **6979.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80177** *Commune :* **CARTIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **PERONNE** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **154,82** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE TETE SUD**

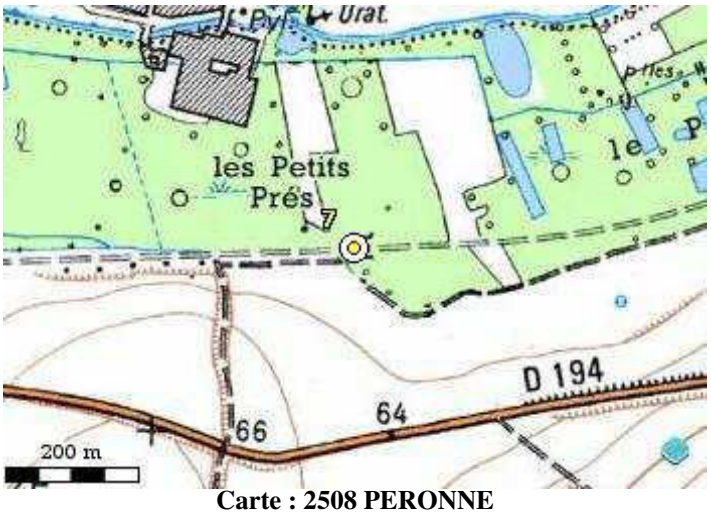
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.26 M AU-DESSUS DE L'ARETE INFERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286341

Matricule : **D.A.P3Q3 - 8**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

60,354 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 17.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 54.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.35** *N (km) :* **6979.61**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80177** *Commune :* **CARTIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CARTIGNY-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **155,50** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 40 M AU SUD-EST DU PASSAGE A NIVEAU D'UN CHEMIN, RUE "DU MARAIS"**

Support : **MAISON**

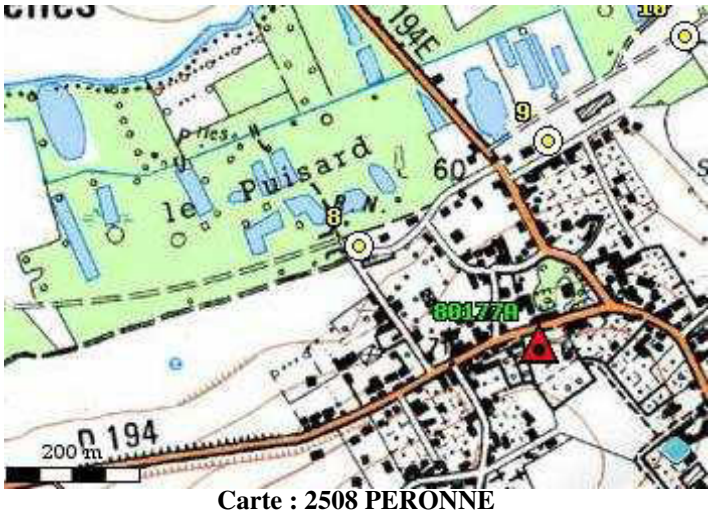
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.15 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286342

Matricule : **D.A.P3Q3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

60,823 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 32.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 59.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.64** *N (km) :* **6979.77**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80177** *Commune :* **CARTIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CARTIGNY-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **155,84** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 120 M AU NORD-EST DE LA D.199E**

Support : **MAISON (ANCIENNE GARE DE CARTIGNY)**

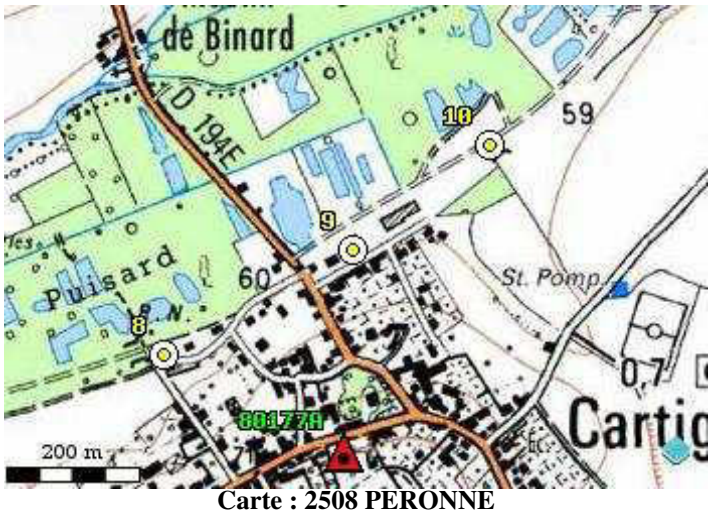
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.17 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CARTIGNY I

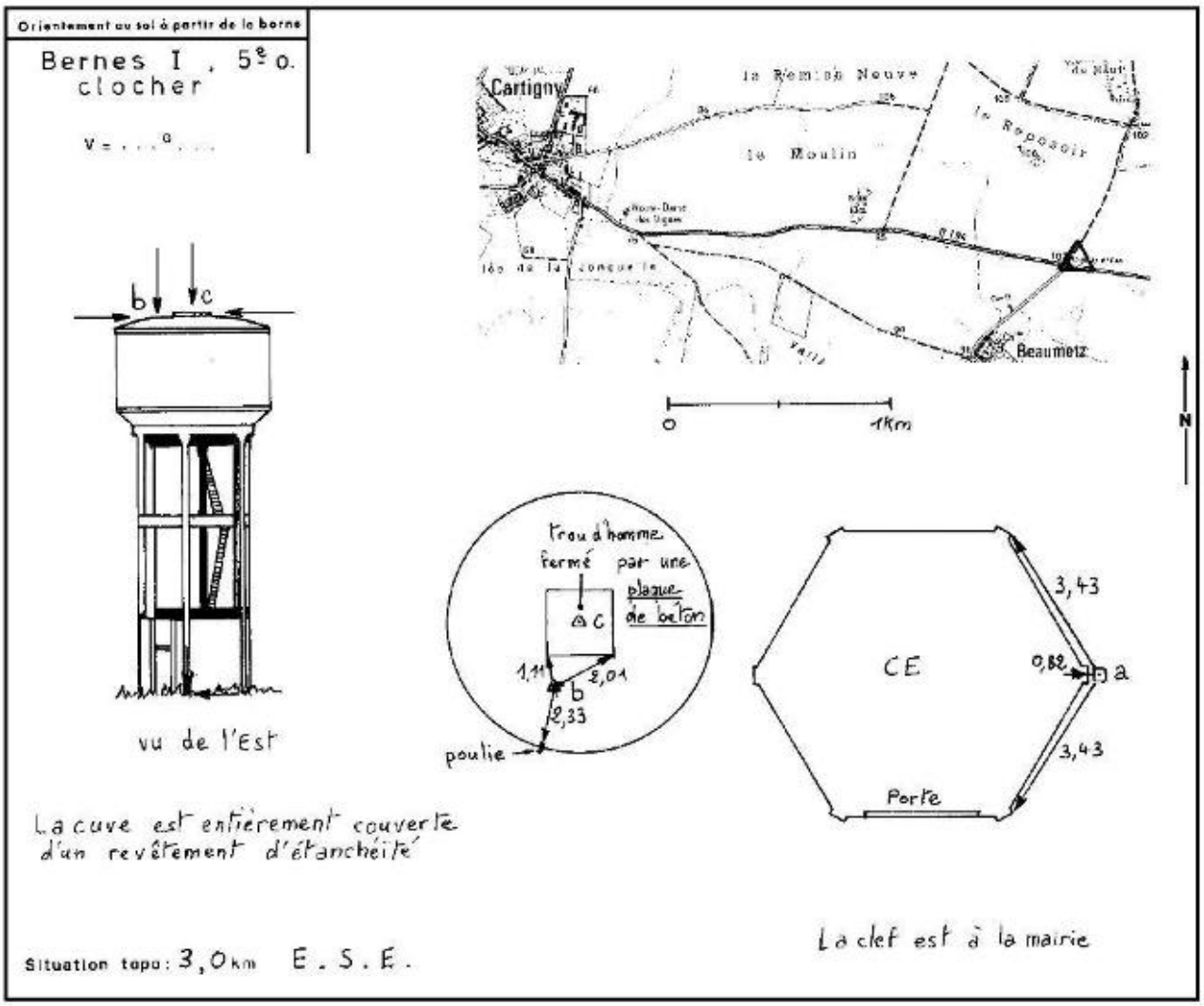
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8017701**	Identifiant : 72792
Commune : CARTIGNY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 100 gr



Carte : 2508 PERONNE



CARTIGNY I

Identifiant : 184315 - NO : 8017701-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 230 gr



Identifiant : 184317 - NO : 8017701-03

Point : b

Château d'eau : Clou

Point vu en place en 1985

Identifiant : 184318 - NO : 8017701-04

Point : c

Château d'eau : Axe au sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 60 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 02' 59.5400" E	49° 54' 23.5242" N	146.66	< 10 cm
b	3° 02' 59.2842" E	49° 54' 23.5449" N	165.95	< 10 cm
c	3° 02' 59.3635" E	49° 54' 23.5770" N		< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CARTIGNY I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703585.54	6978650.97	< 10 cm	102.77	< 50 cm
b	703580.43	6978651.61	< 10 cm	122.06	< 50 cm
c	703582.02	6978652.60	< 10 cm		

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CARTIGNY II

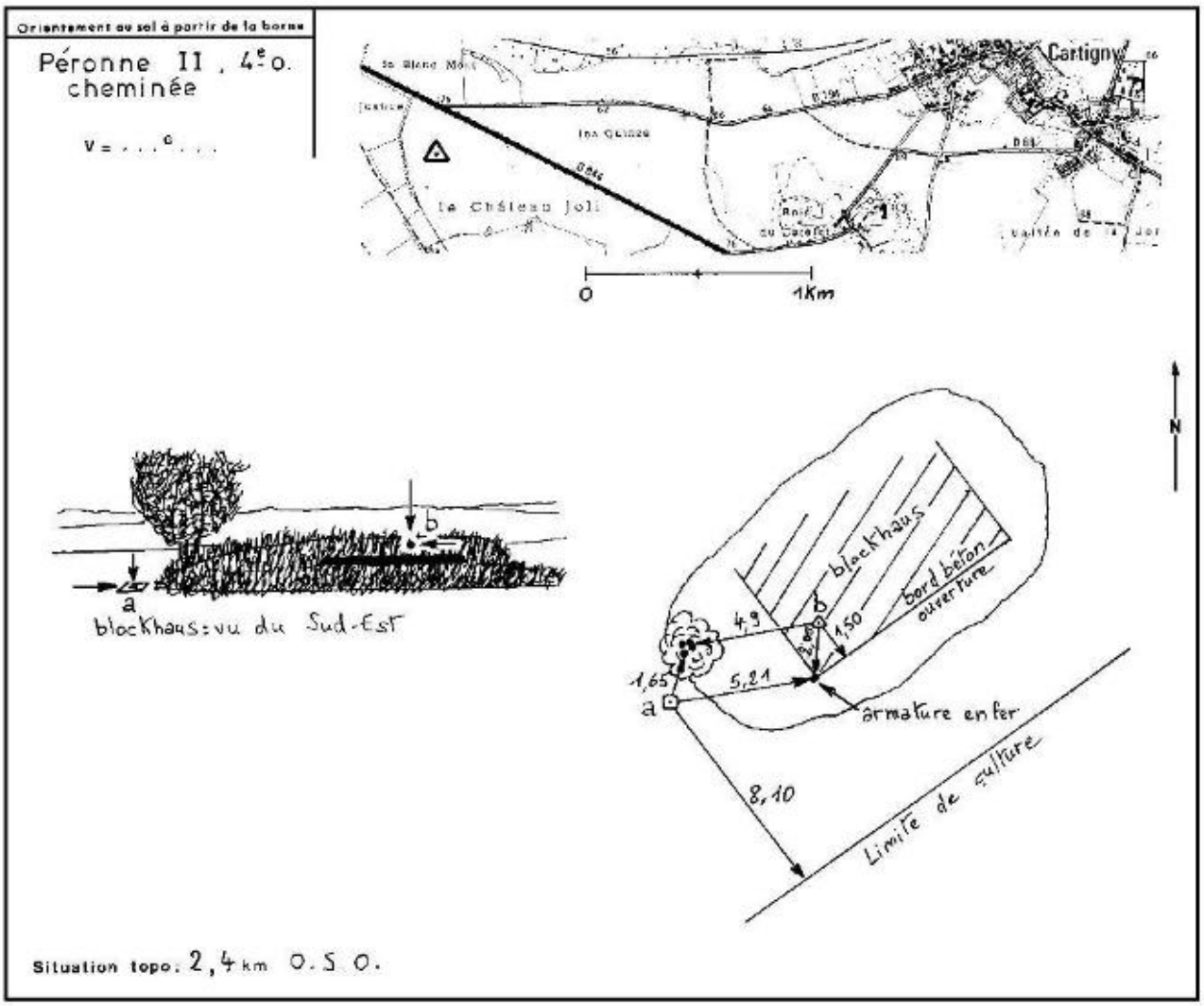
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8017702**	Identifiant : 72793
Commune : CARTIGNY		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 70 gr



Carte : 2508 PERONNE



CARTIGNY II

Identifiant : 184322 - NO : 8017702-03

Point : b

Blockhaus : Repère bronze gros modèle

Point vu en place en 2005



Azimut de la prise de vue : 370 gr

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
b	2° 58' 32.4406" E	49° 54' 36.9951" N	129.53	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
b	698251.51	6979066.66	< 10 cm	85.70	< 50 cm

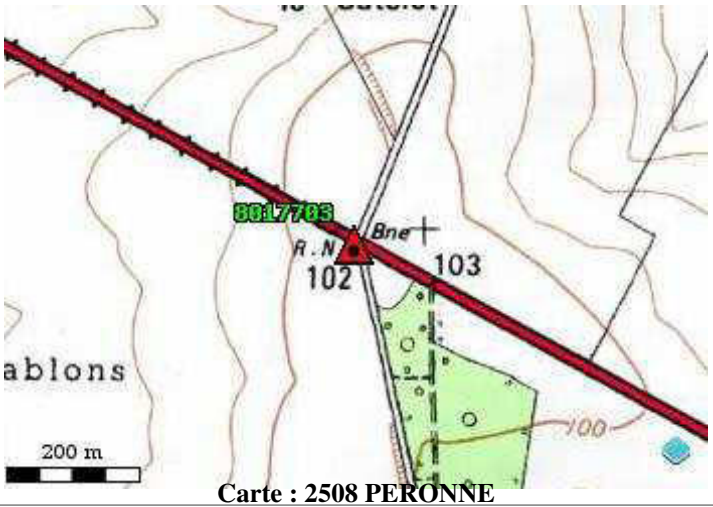
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CARTIGNY III

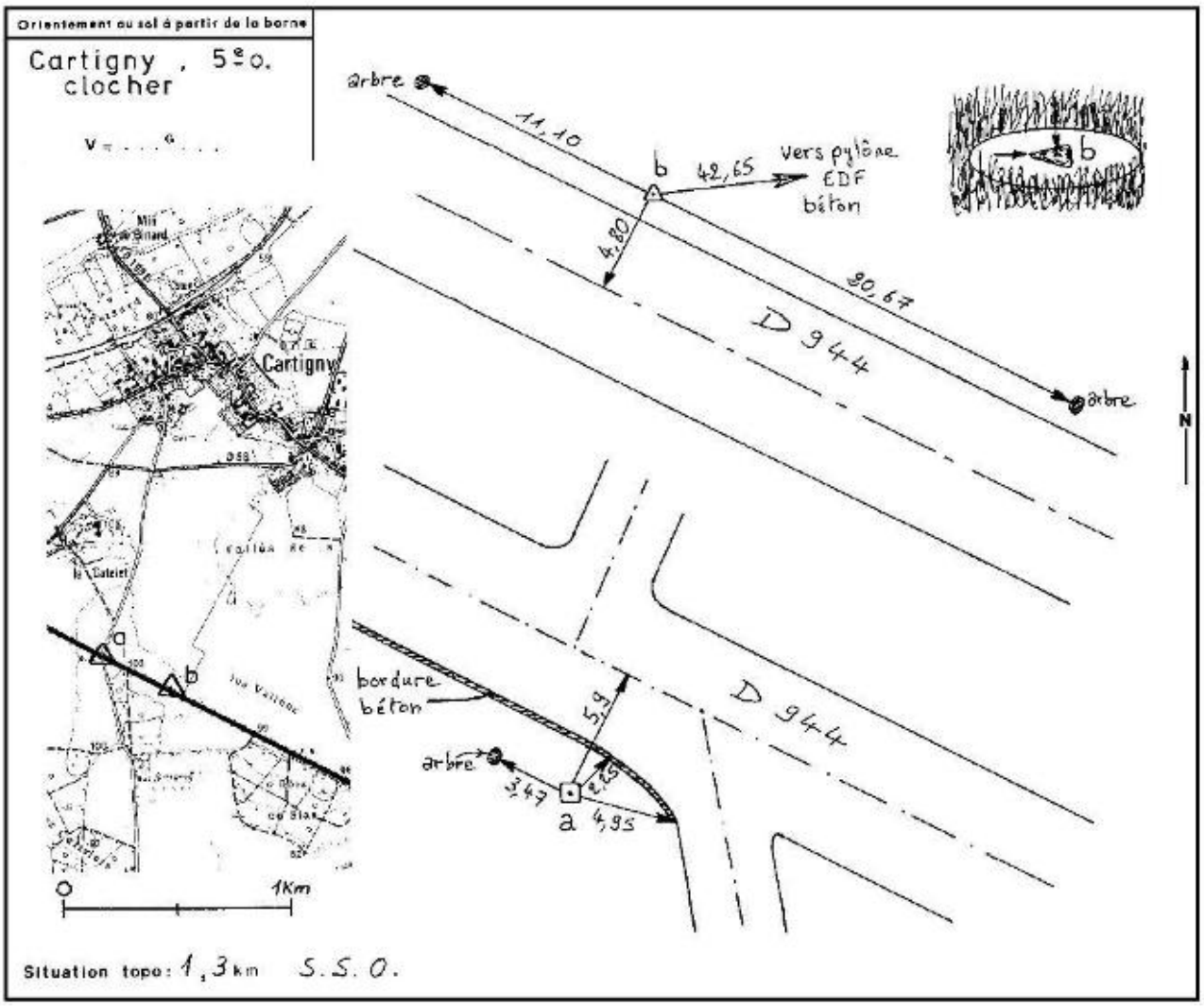
Département : SOMME (80) **Commune :** CARTIGNY **Lieu-dit :**	**No du Site** **8017703** **Site du** Réseau de détail	Identifiant : 72794



Azimut de la prise de vue : 140 gr



Carte : 2508 PERONNE



CARTIGNY III

Identifiant : 184323 - NO : 8017703-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005



Azimut de la prise de vue : 10 gr

Identifiant : 184325 - NO : 8017703-03

Point : b

Buse : Repère géodésique triangulaire

Point non retrouvé en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 11.8413" E	49° 54' 08.7971" N	145.70	< 10 cm
b	3° 00' 27.1279" E	49° 54' 03.7547" N	148.17	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700236.50	6978194.45	< 10 cm	101.83	< 50 cm
b	700541.82	6978038.55	< 10 cm	104.30	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CARTIGNY A

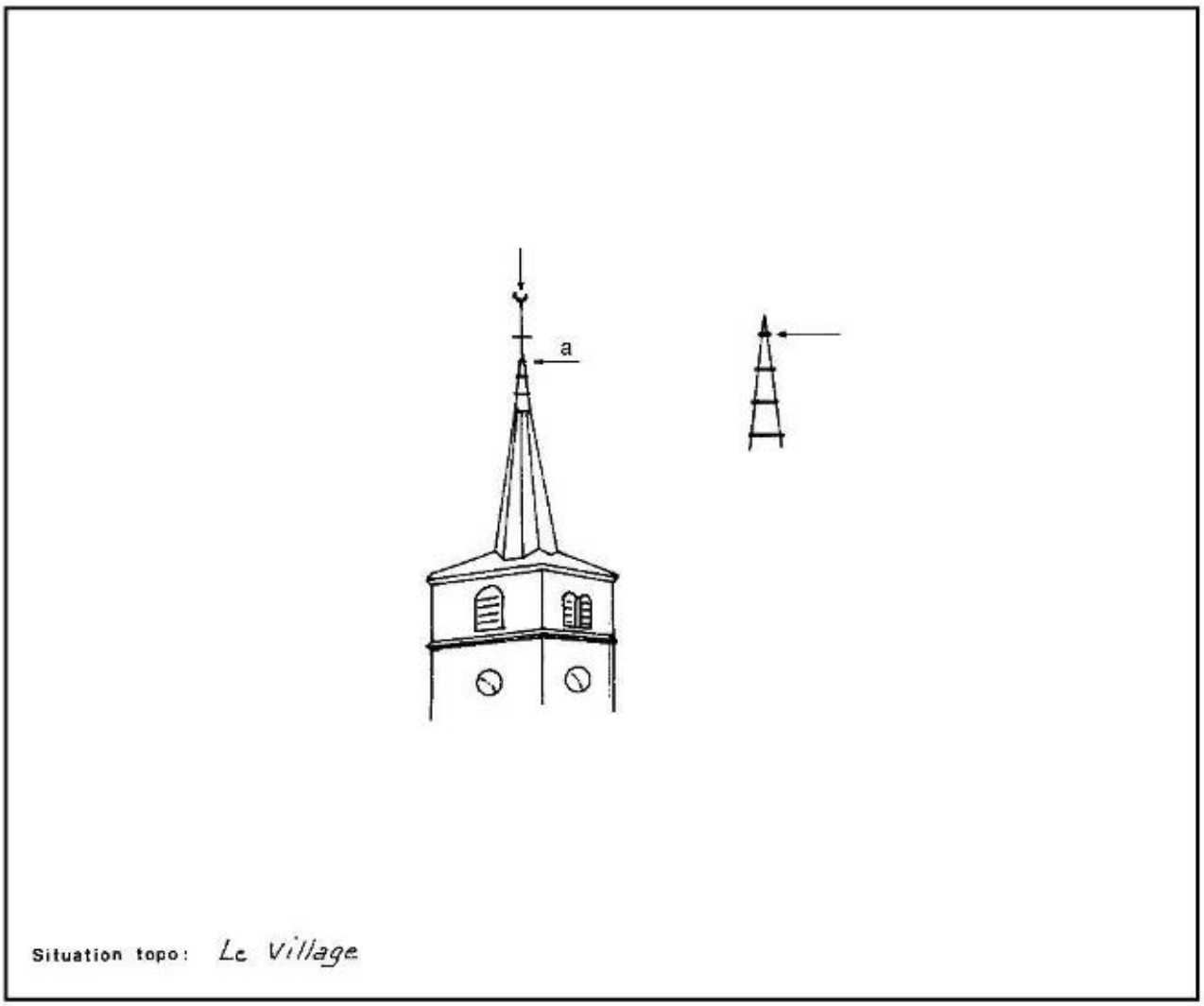
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80177A**	Identifiant : 72795
Commune : CARTIGNY		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 160 gr



Carte : 2508 PERONNE



CARTIGNY A

Identifiant : 184326 - NO : 80177A-01

Point : a

Clocher : Centre renflement

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 31.5159" E	49° 54' 49.7238" N	153.76	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700629.30	6979460.02	< 10 cm	109.90	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de CLERY-SUR-SOMME n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019901a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019901b_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019901c_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019901d_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.224

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 7 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de CLERY-sur-SOMME

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur FOSSE André
  Agriculteur,
  dem: 7, rue Neuve COMBLES 80360
  et son épouse née VANSUYT Micheline
- Exploitant: Monsieur FOSSE Bruno
  Agriculteur
  dem: Leforest 80360 MAUREPAS

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Nom du point : CLERY - SUR - SOMME I (LEFOREST) code :

Commune n° INSEE : 80199 matricule du point : repère : ordre : 2

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : CLERY - SUR - SOMME

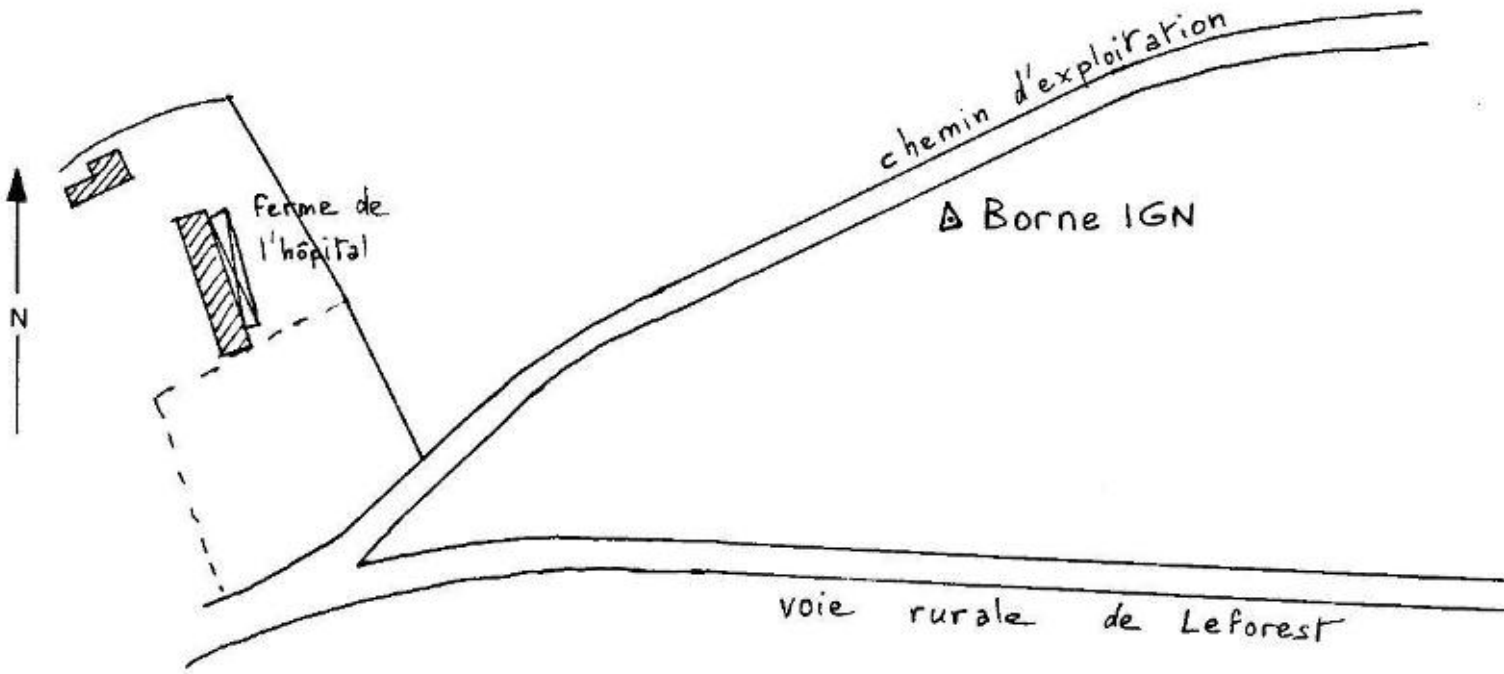
Lieu-dit : LE BOIS CAUËT Section : ZB Parcelle : 33 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : Refait : 1969 Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 7 Juin 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

INSTITUT GEOGRAPHIQUE
NATIONAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000 : PERONNE XXV-8

ARRÊTE N° 50 730

relatif à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 et 3,

Vu l'article 1er de la Loi n°57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. - Un point géodésique a été établi dans la propriété cadastrée sous le

N° 30 Section Z de la commune de CLERY SUR SOMME

lieu dit Le Bois Cauët Département de SOMME

et appartenant à :

HOSPICE DE PERONNE à PERONNE (Somme)

Locataires : Monsieur FOSSE André - agriculteur - demeuratn LEFOREST (Somme)
Monsieur CONTESSE - Agriculteur - demeurant à la Ferme de l'Hospital cne de CLERY SUR SOMME (Somme)

I.G.N. 2138 B.T. (Signaux) 1959

Ce point est matérialisé par :

Une Borne de l'INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL, en granit gravée I957

La superficie de l'emprise est fixée à I mètre carré :

ARTICLE 2. - Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n°57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. - Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. - Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ARTICLE 5. - Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. - La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de SOMME

et du Maire de la Commune de LEFOREST cne de CLERY SUR SOMME

qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution. Il sera soumis aux formalités de publicité foncière conformément aux dispositions des textes en vigueur.

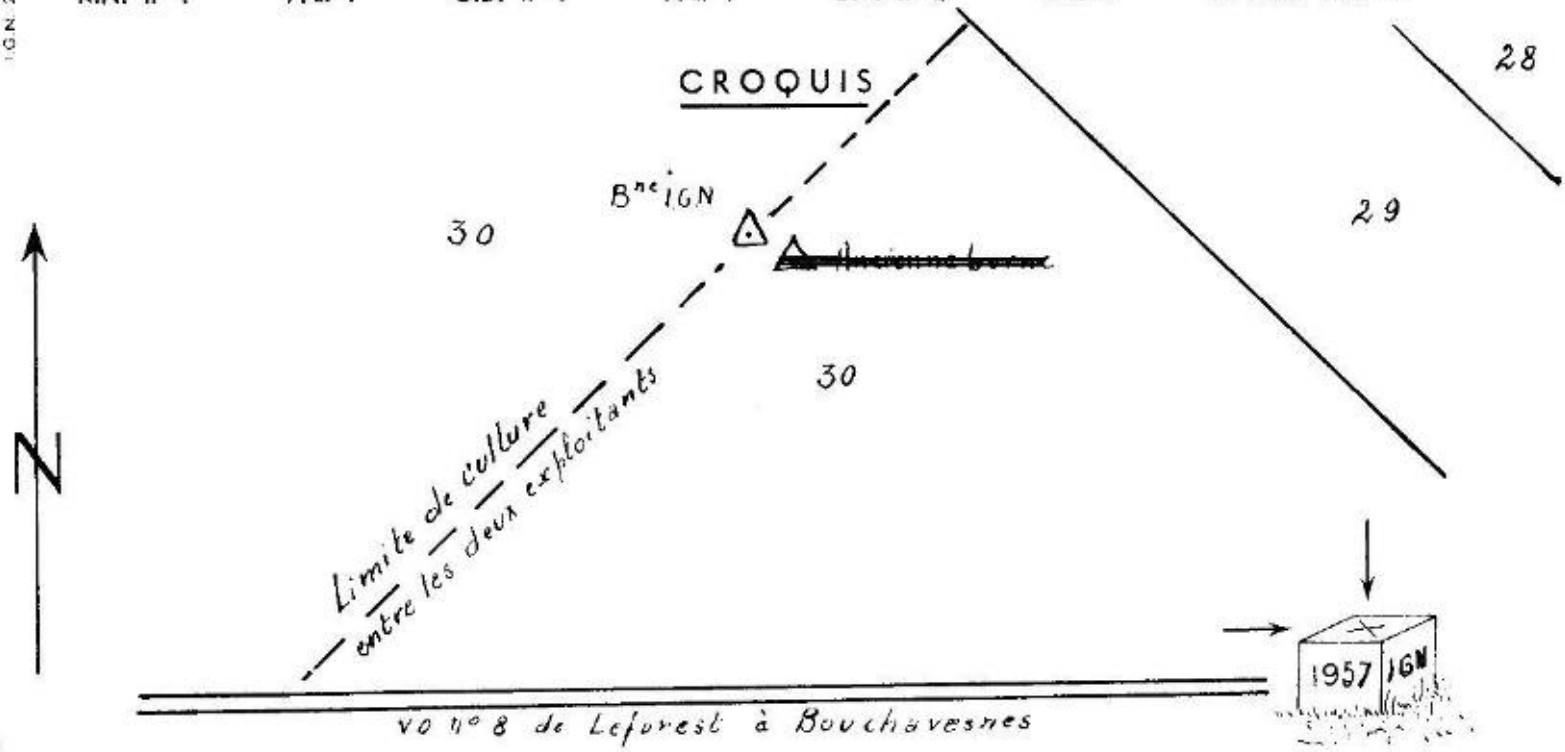
I.G.N. 2112-B.T. (Sup.) 1957

Nom du point : le Forest (Cne de Cléry-sur Somme)

Lieudit : le Bois Cavët Section : Z Parcelle : 30

R.N. n° : P. k. : C.D. n° : P. k. : C.V. n° : P. k. : Domaine Public :

CROQUIS



Échelle graphique : 1/2500

Fait à PARIS, le 14 Février 1959

Le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme

Par Délégation (1)

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

Institut Géographique National

(1) J.O. du 27 Septembre 1948 - page 2549.

Scans du site de la commune de CLERY-SUR-SOMME n° : 03

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019903a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8019903b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.226

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de CLERY-sur-SOMME

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur FLOURET Henri
  Retraité
  dem: FEUILLERES 80200.
- Madame GUILBERT Yvonne, épouse FLOURET Henri
  Retraitée
  dem: FEUILLERES 80200.
- Monsieur FLOURET Hubert
  Agriculteur,
  dem: FEUILLERES 80200.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 215 - Conservation (1983)

Nom du point : CLERY - SUR - SOMME III

Commune n° INSEE : 80199 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25 08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : CLERY-SUR-SOMME

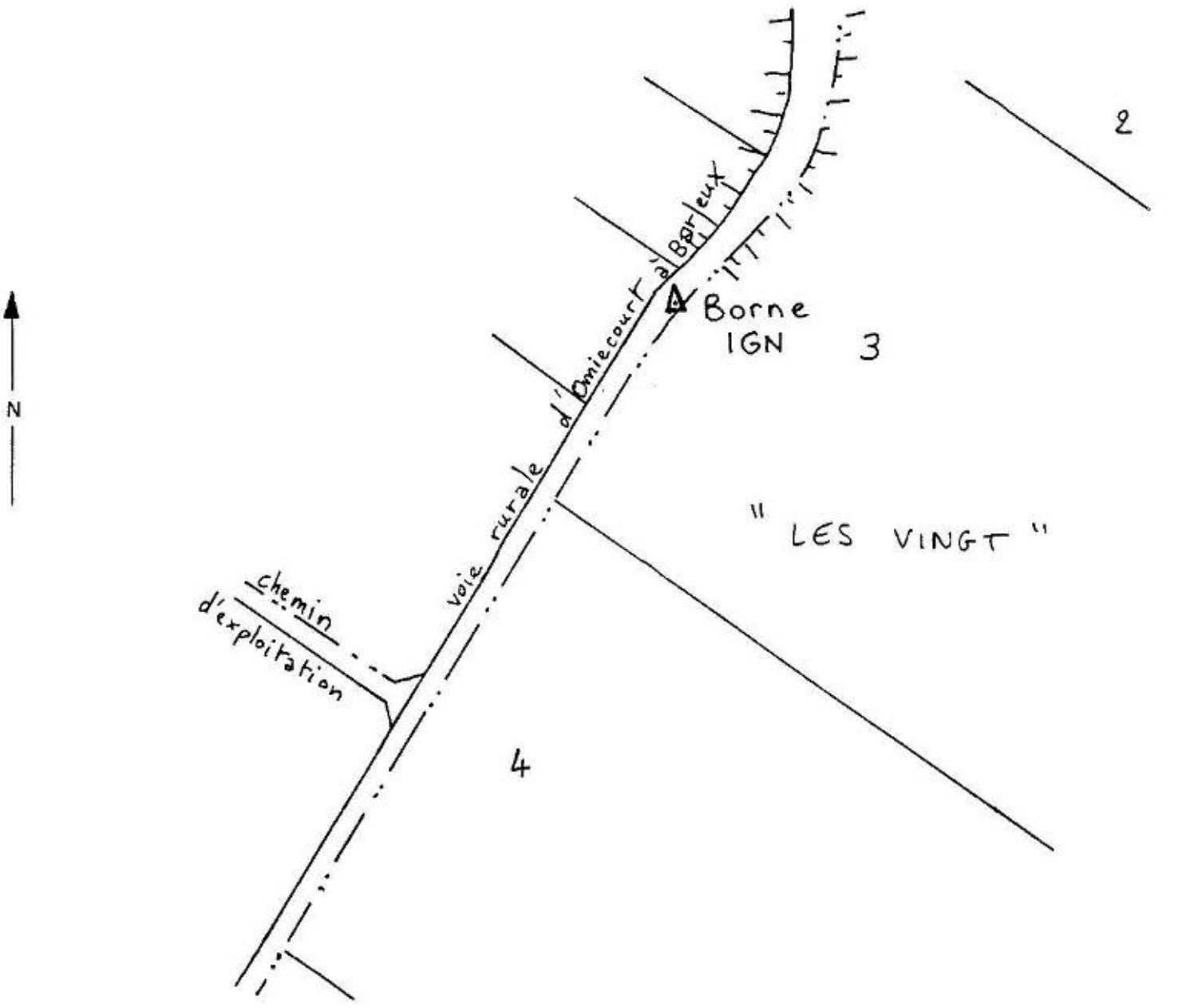
Lieu-dit : LES VINGT Section : ZM Parcelle : 3 (Borne IGN) (1)

» _____ » ____ » ____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : _____ Refait : 1969 Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 . Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415171

Matricule : **D.A.Q3R3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

54,205 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 42.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 27.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.26** *N (km) :* **6984.36**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MAUREPAS** *à :* **CLERY-SUR-SOMME**

Coté : **Gauche** *PK :* **5,57** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU PASSAGE D4UNE LIGNE A 225 KV**

Support : **PYLONE NO 491**

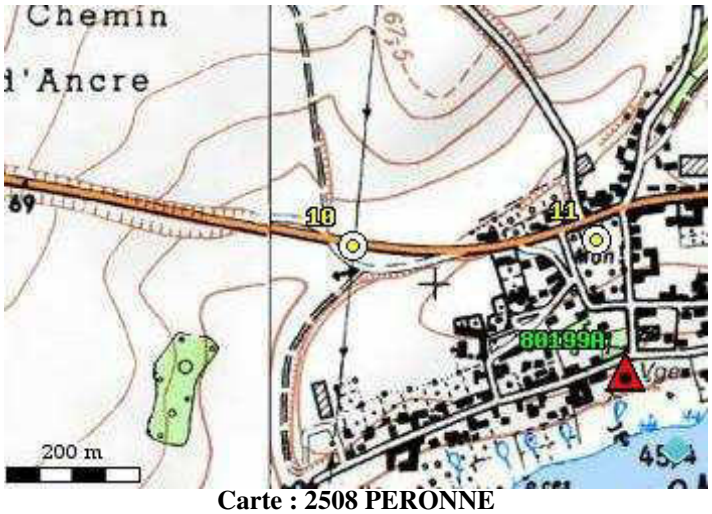
Partie support : **SOCLE SUD-EST, FACE SUD OPPOSEE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.12 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE (ENTERRE)

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415172

Matricule : **D.A.Q3R3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

64,214 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 00.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 28.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.63** *N (km) :* **6984.37**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MAUREPAS** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **5,20** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **MONUMENT AUX MORTS DE CLERY-SUR-SOMME**

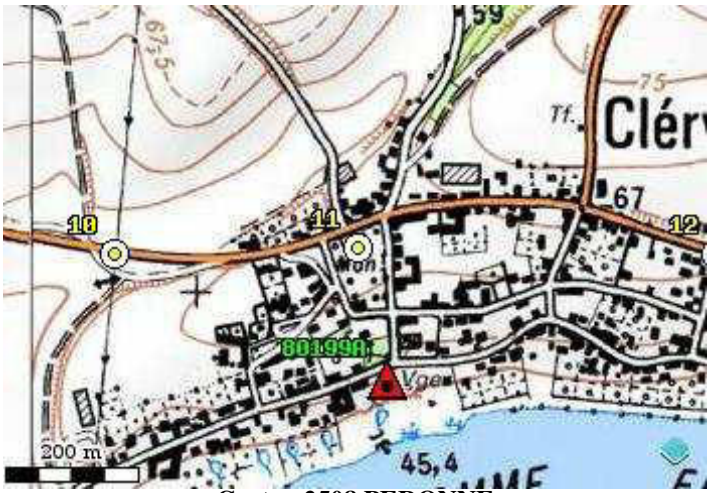
Partie support : **MARCHE SUPERIEURE DU SOCLE, FACE OPPOSEE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 1.51 M DE L'EXTREMITE COTE "MAUREPAS"**
A 0.18 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415173

Matricule : **D.A.Q3R3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

61,164 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 27.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 28.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.18** *N (km) :* **6984.36**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MAUREPAS** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **4,61** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE NEUVE**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE D.938**

Repèrements : **A 0.12 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415174

Matricule : **D.A.Q3R3 - 13**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,871 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 51.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 12.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.65** *N (km) :* **6983.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MAUREPAS** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **3,91** *km* *Distance :* **0,70** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 12**

Localisation : **AU NORD DU CARREFOUR AVEC LA RUE ANNE-MARIE VION, AU NO 182**

Support : **MAISON (ANCIEN BAR DES ETANGS)**

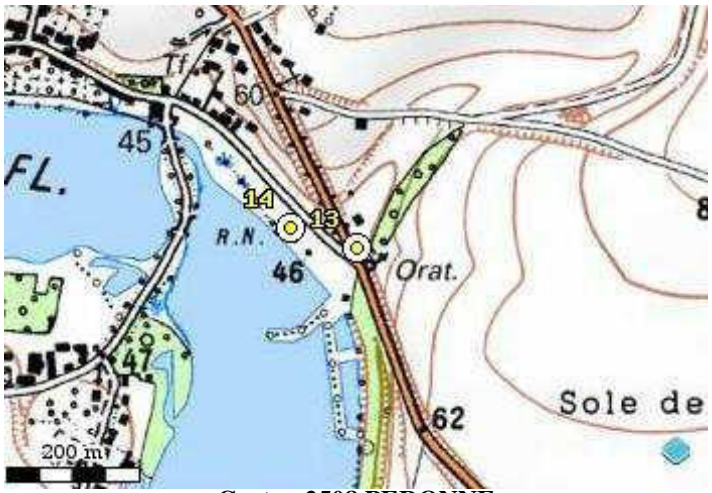
Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL NORD-OUEST**

Repèrements : **A 2.45 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.59 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286309

Matricule : **D.A.Q3R3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

48,217 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 46.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 13.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **692.55** *N (km) :* **6983.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MAUREPAS** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **3,91** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 100 M DU CARREFOUR AVEC LA RUE ANNE-MARIE VION, AU NO 1 DE CETTE RUE**

Support : **MAISON (ANCIENNE GARE)**

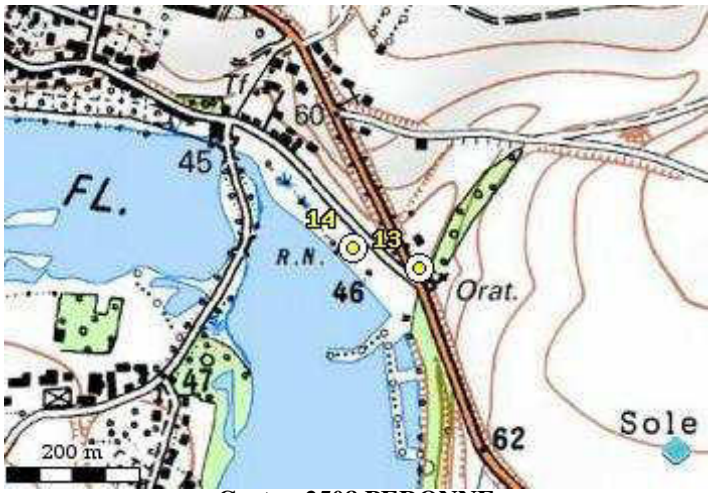
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST DE L'ANCIENNE GARE, A L'INTERIEUR DE LA MAISON**

Repèrements : **A 0.23 M D'UNE PORTE**
A 0.63 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 325054

Matricule : **D.A.Q3R3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

61,771 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 20.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 50.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.23** *N (km) :* **6983.19**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **CLERY-SUR-SOMME** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **2,95** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LE CANAL DU NORD**

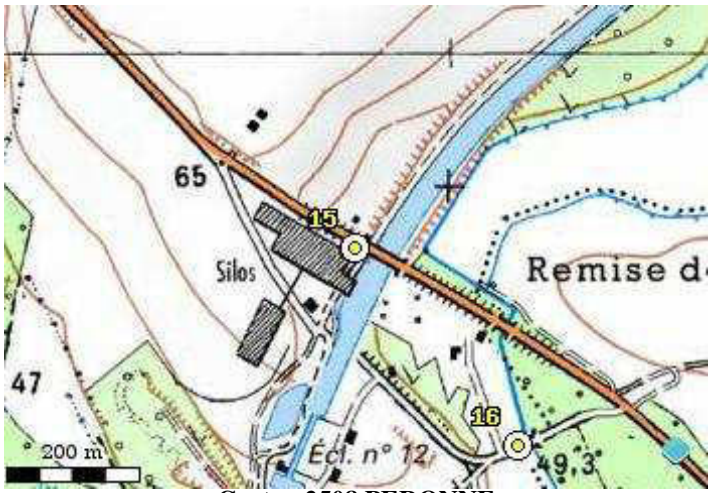
Partie support : **PLINTHE SUD-OUEST**

Repèrements : **A 0.55 M DE L'EXTREMITE COTE NORD-OUEST**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286310 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3R3 - 16** — **50,356 m**

Année de dernière détermination : 1970 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 54' 33.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 40.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **693.48** *N (km) :* **6982.89**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **CLERY-SUR-SOMME** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **1,51** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 170 M DU CARREFOUR DE LA D.938 ET D'UN V.O., SUR CE V.O.**

Support : **PONT SUR LA TORTILLE**

Partie support : **PARAPET AVAL, FACE OPPOSEE AU V.O.**

Repèrements : **A 0.74 M DU MUR EN AILE RIVE DROITE**
A 0.27 M AU-DESSUS DU TABLIER

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308725

Matricule : **D.A.Q3R3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,895 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 20.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 41.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.64** *N (km) :* **6984.79**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **D.938**

de : **MARICOURT** *à :* **CLERY-SUR-SOMME**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,09** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 8**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES DOUZE"**

Support : **PONT SUR L'AUTOROUTE A1**

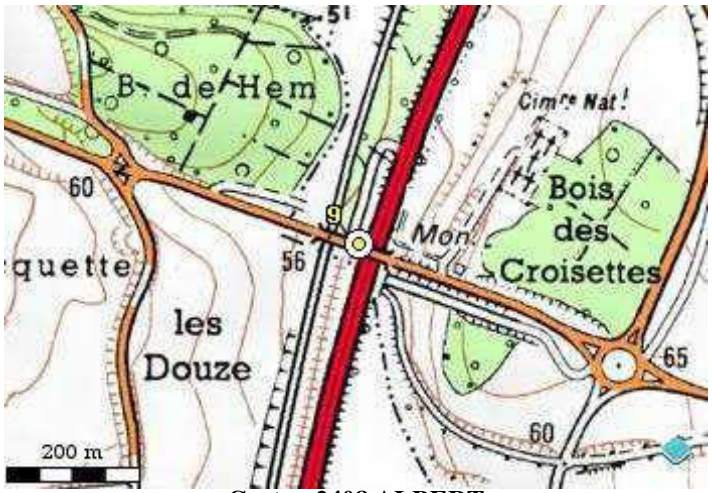
Partie support : **PLINTHE SUD-OUEST**

Repèrements : **A 1.40 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510243 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 34** **50,350 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 07.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 37.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.77** *N (km) :* **6982.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80199** *Commune :* **CLERY-SUR-SOMME**

Voie suivie : **CANAL DE LA SOMME**

de : **PERONNE (VOIE FERREE)** *à :* **ECLUSIER (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **2,74** *km du repère* **D.A.R3 - 32**

Localisation : **AU LIEU-DIT "SORMONT", A 50 M AU SUD-OUEST DU CANAL**

Support : **TRANSFORMATEUR**

Partie support : **MUR PIGNON SUD-EST**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.42 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CLERY-SUR-SOMME I

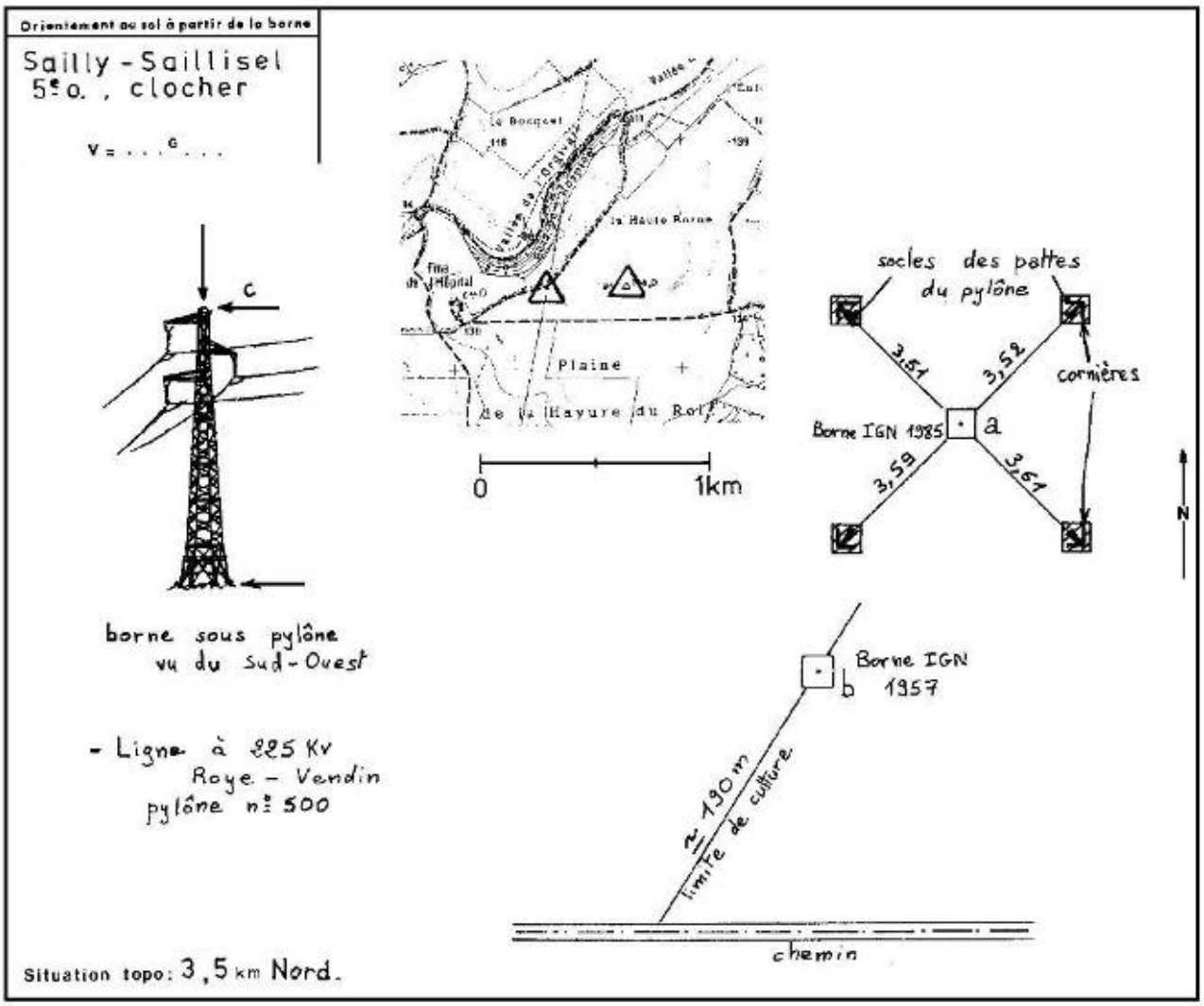
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8019901**	Identifiant : 72820
Commune : CLERY-SUR-SOMME		
Lieu-dit : Le Forest	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 50 gr



Carte : 2508 PERONNE



CLERY-SUR-SOMME I

Identifiant : 184388 - NO : 8019901-01

Point : a

Borne IGN
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 220 gr



Identifiant : 184390 - NO : 8019901-03

Point : b

Borne en granit gravée IGN et 1957
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 360 gr



Identifiant : 184392 - NO : 8019901-05

Point : c

Pylône numéro 500, support de ligne électrique 225 KV : Axe et sommet
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 20 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 53' 10.0006" E	49° 59' 14.0194" N	183.75	< 10 cm
b	2° 53' 26.8102" E	49° 59' 14.6726" N	188.49	< 10 cm
c	2° 53' 09.9999" E	49° 59' 14.0199" N	222.12	< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CLERY-SUR-SOMME I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	691824.99	6987638.93	< 10 cm	140.00	< 50 cm
b	692160.19	6987658.66	< 10 cm	144.73	< 50 cm
c	691824.98	6987638.94	< 10 cm	178.37	< 50 cm

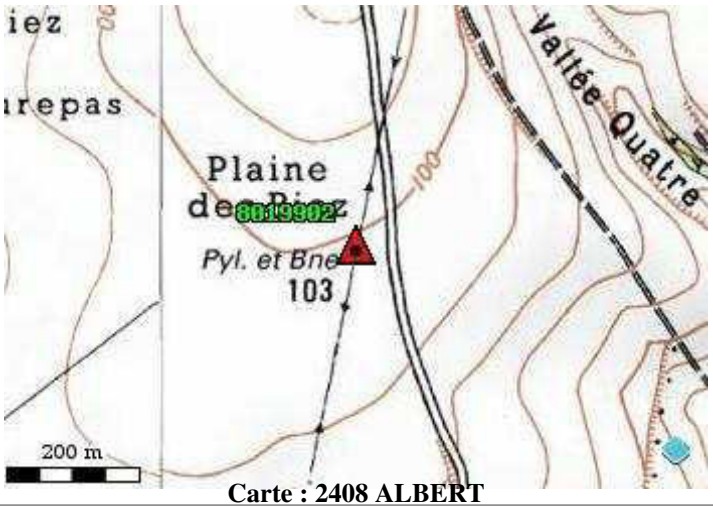
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CLERY-SUR-SOMME II

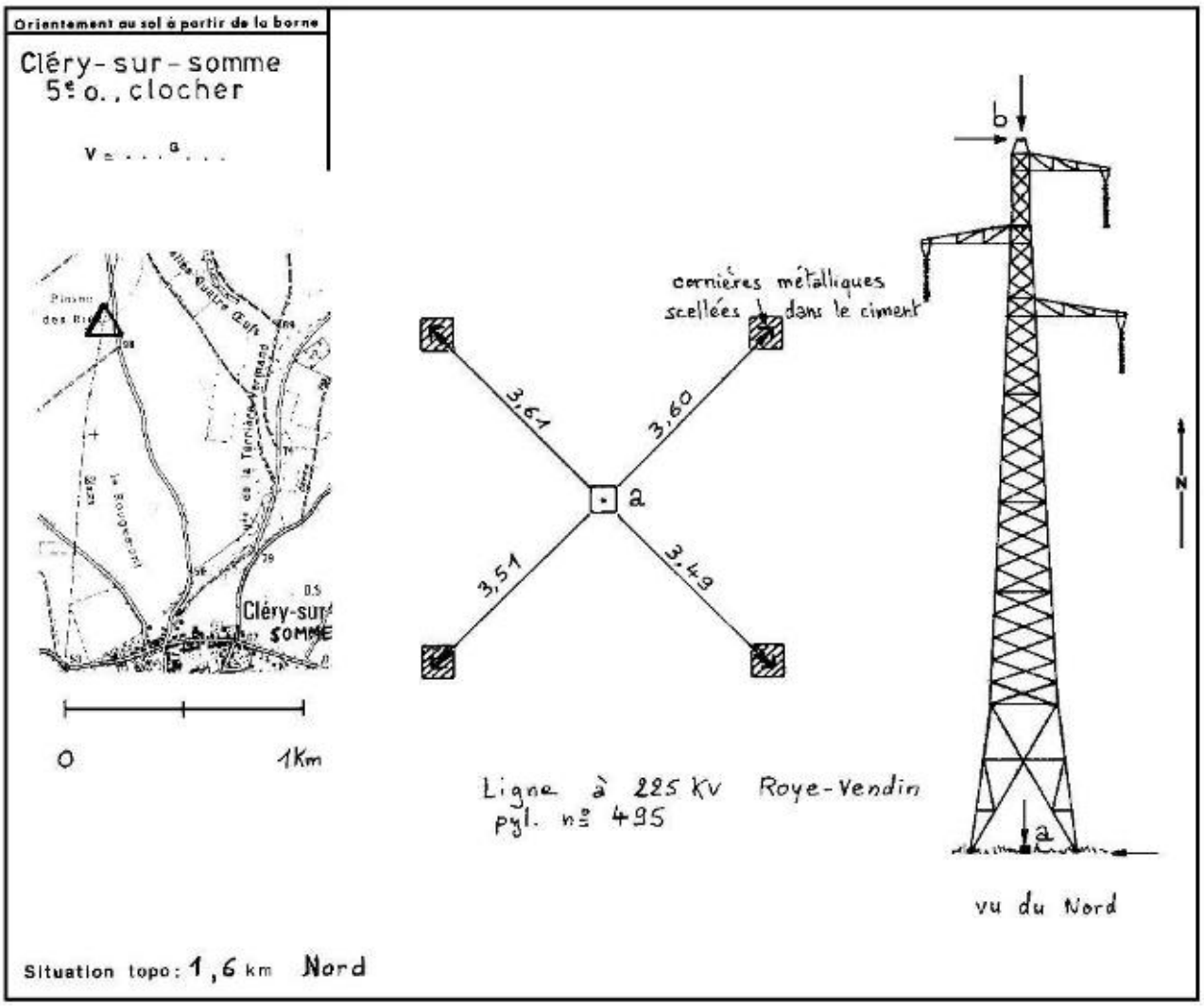
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8019902**	Identifiant : 72821
Commune : CLERY-SUR-SOMME		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 290 gr



Carte : 2408 ALBERT



CLERY-SUR-SOMME II

Identifiant : 184393 - NO : 8019902-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 392 gr



Identifiant : 184395 - NO : 8019902-03

Point : b

Pylône support de ligne électrique : Axe et sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 270 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 52' 50.4616" E	49° 58' 13.0946" N	147.04	< 10 cm
b	2° 52' 50.4616" E	49° 58' 13.0946" N	185.64	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	691432.56	6985755.41	< 10 cm	103.28	< 50 cm
b	691432.56	6985755.41	< 10 cm	141.88	< 50 cm

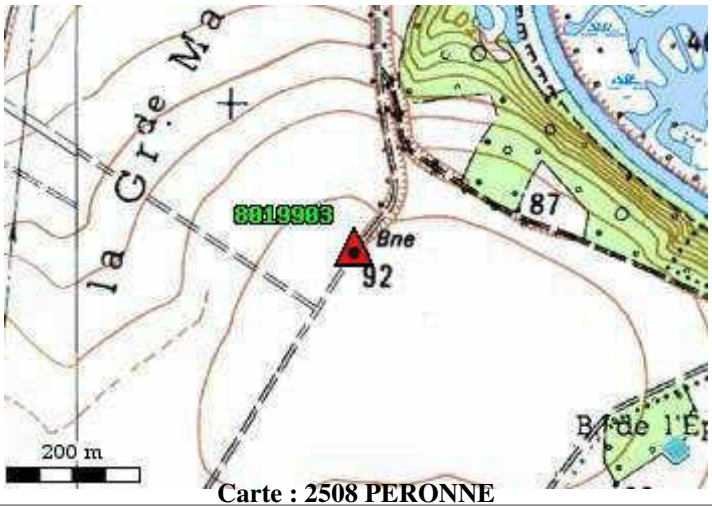
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CLERY-SUR-SOMME III

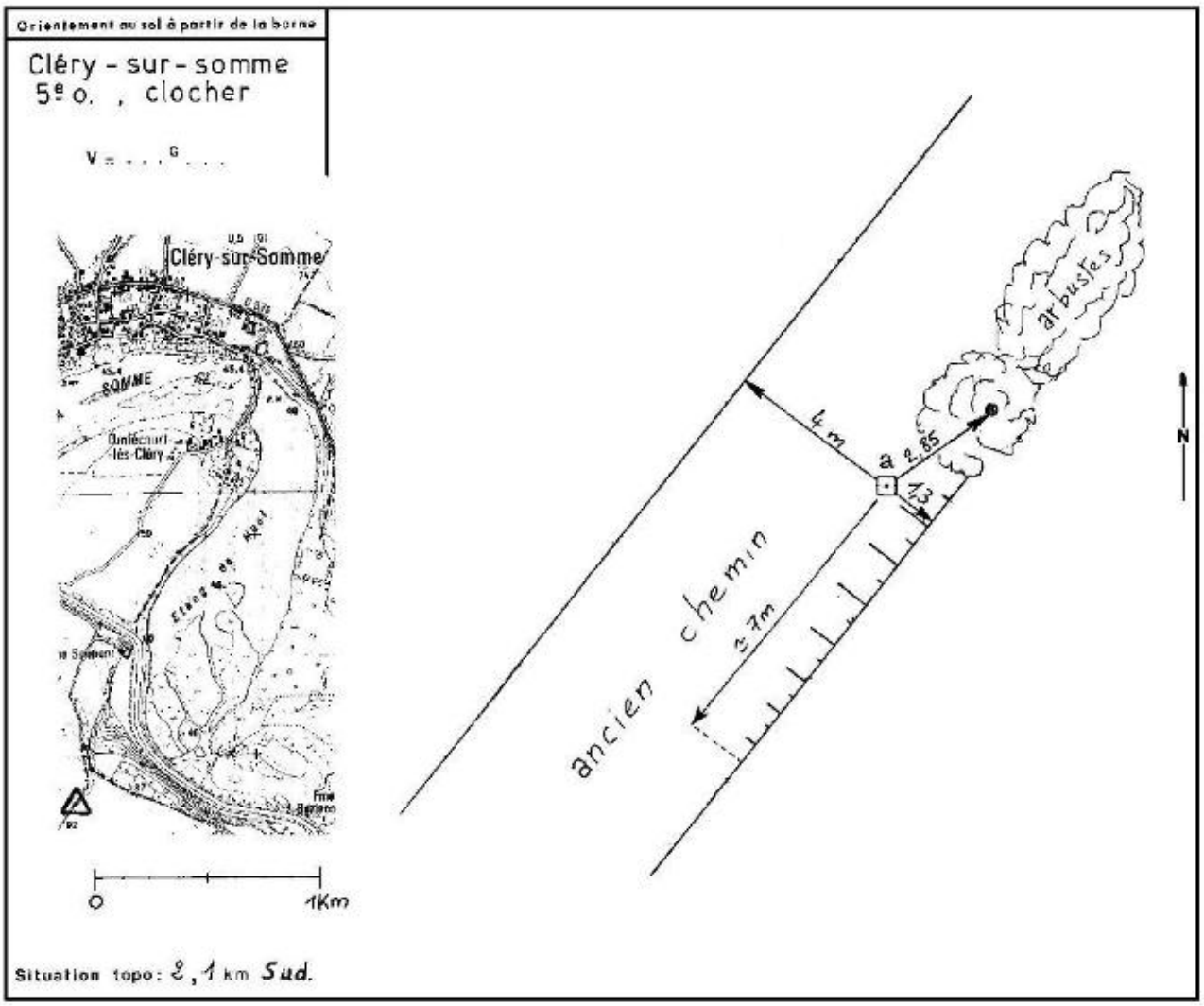
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8019903**	Identifiant : 72822
Commune : CLERY-SUR-SOMME		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 40 gr



Carte : 2508 PERONNE



CLERY-SUR-SOMME III

Identifiant : 184396 - NO : 8019903-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 120 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 52' 57.0309" E	49° 56' 14.2675" N	135.83	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	691558.12	6982080.61	< 10 cm	92.05	< 50 cm

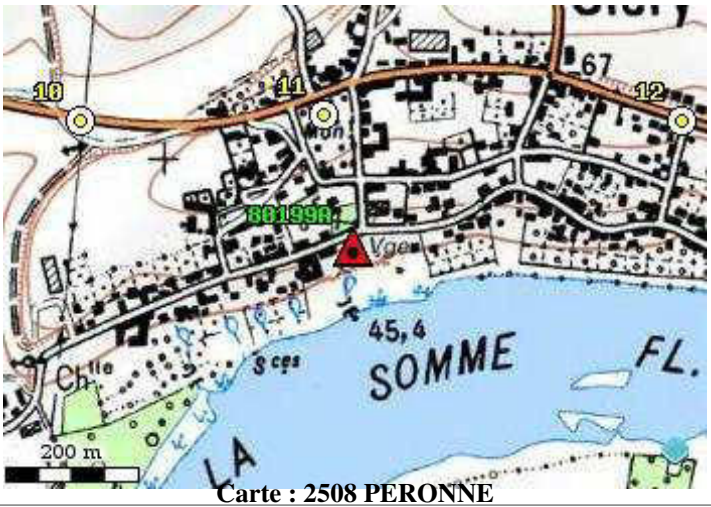
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

CLERY-SUR-SOMME A

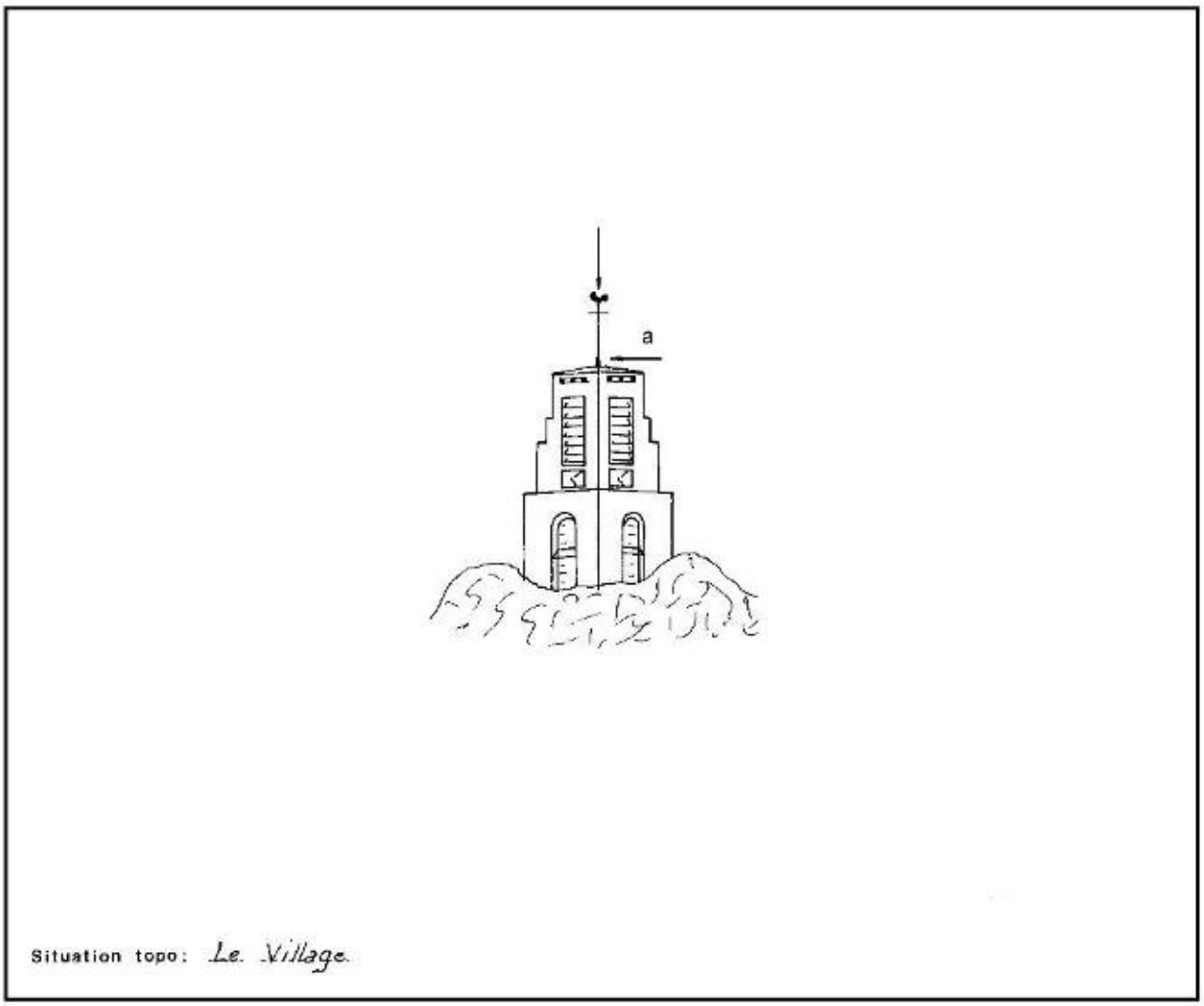
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80199A**	Identifiant : 72823
Commune : CLERY-SUR-SOMME		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 180 gr



Carte : 2508 PERONNE



CLERY-SUR-SOMME A

Identifiant : 184398 - NO : 80199A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 220 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 53' 02.7885" E	49° 57' 21.7421" N	133.72	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	691676.10	6984167.00	< 10 cm	89.95	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de COMBLES n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020401a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020401b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 107
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 256 Section A lieu dit Place de la mairie de la Commune de COMBLES Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE COMBLES (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre de la boule

La superficie de l'emprise est fixée à .. mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de COMBLES
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Combles 1 Lieu-dit: Place de la Mairie Section: A Parcelle: 256

CROQUIS



Echelle graphique:

M[r] .....
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement

Scans du site de la commune de COMBLES n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020402a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020402b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87.064

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85.

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 12 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de COMBLES

Département de la SOMME et appartenant à :

- Madame veuve BOUCHEZ Eugène, née MERLIN Madeleine le 20/01/1904 à COMBLES
  dem: 25 Faubourg de Péronne 62450 BAPAUME.
- Monsieur BOUCHEZ Pierre, né le 30 Avril 1930 à BAPAUME
  dem: 5, Place du Maréchal Foch 62100 CALAIS, époux de BAHEUX Marie-Josée.
- Monsieur BOUCHEZ Philippe, né le 07 Mars 1957 à BOULOGNE (62)
  Officier de Marine,
  dem: Rue des Ecoles 56150 BAUD.
- Madame veuve BOUCHEZ Marcel, née MERLIN Germaine le 11 Août 1901 à COMBLES (80)
  dem: 21, rue de Paris 62450 BAPAUME.
- Madame FICHEUX Michel, née BOUCHEZ Suzanne le 22 Mai 1930 à BAPAUME (62)
  dem: ACHIET-le-GRAND 62121.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2153 – Conservation (1983)

PLAN DE SITUATION

INFORMATIONS PARTICULIÈRES

Chef de Mission : GIRALT **Opérateur :** MATTER

Superficie d'emprise : ____ M²

Pour les Bornes ou Repères ayant fait antérieurement l'objet d'achats de terrain, indiquer les renseignements portés sur les matrices cadastrales.

N° d'inscription du T.G.P.E. : ____

Emprise : ____ M²

Nature du terrain : en bordure de bois

Indiquer la nature du sol où est implanté le repère : terrain cultivé, inculte, impropre à la culture, friches, broussailles, bois, rochers, place publique, sous pylône H.T. ...
Préciser si le repère est ou n'est pas une entrave à la culture - ex. : en plein champ, en bordure de chemin, bois ou forêt.

Difficultés éventuelles : ____

Nom du point : COMBLES II

Commune n° INSEE : 80204 matricule du point : ____ ordre : 4ème.

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24 08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Combles

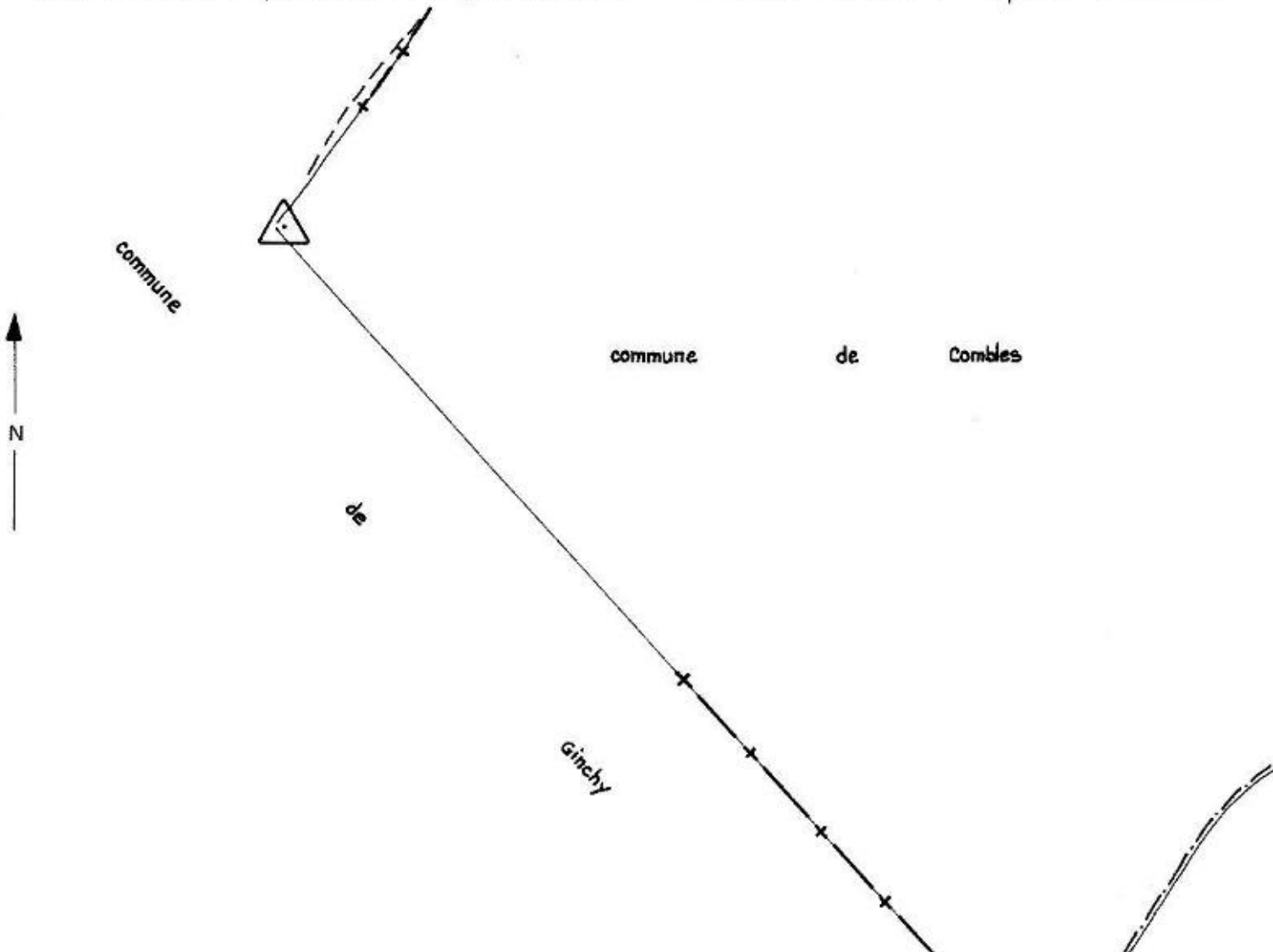
Lieu-dit : Bois de Leuze Section : ZH Parcelle : 5 (Borne IGN) (1)

» ____ » ____ » ____ (____) (2)

Cadastre Ancien : ____ Révisé : à jour 82 Refait : ____ Remembrement : ____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 12 décembre 1985 Échelle : 1/2 000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

Scans du site de la commune de COMBLES n° : 03

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020403a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8020403b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: ALBERT 24-08

DÉCISION N° 87.065

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 13 Décembre 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de COMBLES

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de COMBLES 80360.

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 4 Février 1987



Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

I.G.N. 2152 — Conservation (1983)

PLAN DE SITUATION

INFORMATIONS PARTICULIÈRES

Chef de Mission : GIRALT **Opérateur :** MATTER

Superficie d'emprise : ____ M²

Pour les Bornes ou Repères ayant fait antérieurement l'objet d'achats de terrain, indiquer les renseignements portés sur les matrices cadastrales.

N° d'inscription du T.G.P.E. : ____

Emprise : ____ M²

Nature du terrain : près d'un monument

Indiquer la nature du sol où est implanté le repère : terrain cultivé, inculte, impropre à la culture, friches, broussailles, bois, rochers, place publique, sous pylône H.T. ...
Préciser si le repère est ou n'est pas une entrave à la culture - ex. : en plein champ, en bordure de chemin, bois ou forêt.

Difficultés éventuelles : ____

Nom du point : COMBLES III

Commune n° INSEE : 80204 matricule du point : ____ ordre : 4ème

Feuille 1 : 50 000 : ALBERT n° : 24 08

Département : Somme Arrondissement : Péronne

Canton : Combles Commune : Combles

Lieu-dit : Champ à Baudet Section : ZE Parcelle : 36 (Borne IGN) (1)

» ____ » ____ » ____ (____) (2)

Cadastre Ancien : ____ Révisé : à jour 82 Refait : ____ Remembrement : ____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 13 décembre 1985 Échelle : 1/2 000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 150423

Matricule : **D.A.L3 - 86a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

101,318 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère non retrouvé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 10.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 47.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.64** *N (km) :* **6990.52**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.74**

de : **COMBLES-CENTRE** *à :* **MORVAL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,95** *km du repère* **D.A.L3 - 87**

Localisation : **A "COMBLES"**

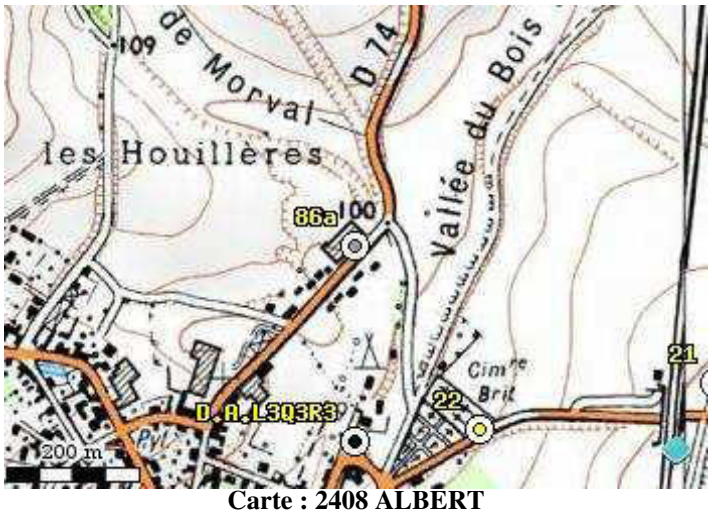
Support : **BATIMENT DE L'USINE ROUSSEL**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE LATERAL COTE CENTRE**

Repèrements : **A 3.36 M DE L'EXTREMITE COTE ROUTE**
A 0.56 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286531

Matricule : **D.A.L3Q3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

130,082 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 53' 17.3" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 47.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.97** *N (km) :* **6990.54**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.172**

de : **SAILLY-SAILLISEL** *à :* **COMBLES**

Coté : **Gauche** *PK :* **1,39** *km* *Distance :* **0,80** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 20**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.172 ET D'UN CHEMIN**

Support : **CROIX**

Partie support : **MARCHE INFERIEURE DU SOCLE OCTOGONAL, FACE OBLIQUE OPPOSEE AU CARREFOUR**

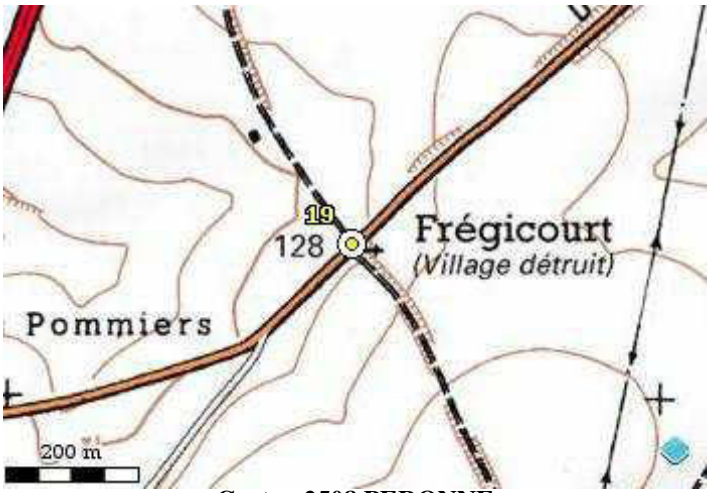
Repèrements : **A L'AXE**

A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415863

Matricule : **D.A.L3Q3 - 20**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

124,786 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 39.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 39.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.22** *N (km) :* **6990.27**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.172**

de : **SAILLY-SAILLISEL** *à :* **COMBLES**

Coté : **Droit** *PK :* **0,58** *km* *Distance :* **0,13** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 21**

Localisation : **AU PASSAGE SUPERIEUR DE L'AUTOROUTE DU NORD**

Support : **PONT-ROUTE**

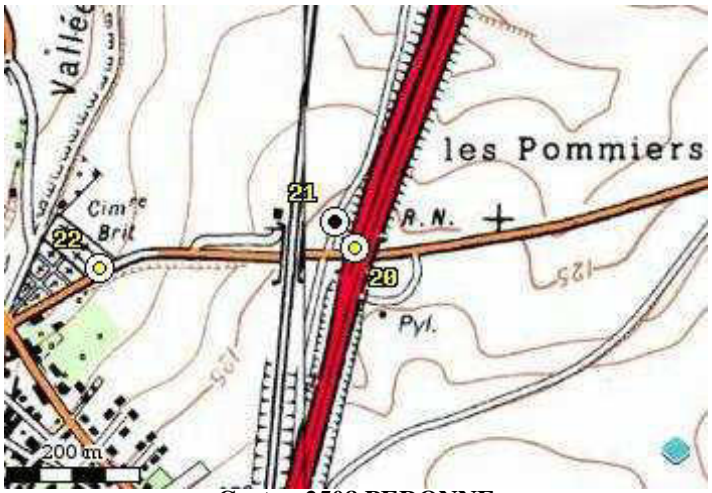
Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE, FACE D.172**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.53 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510653

Matricule : **D.A.L3Q3 - 22**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

110,344 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 20.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 38.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.83** *N (km) :* **6990.24**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.172**

de : **N.17** *à :* **COMBLES**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,35** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 21**

Localisation :

Support : **PORTIQUE DU CIMETIERE BRITANNIQUE**

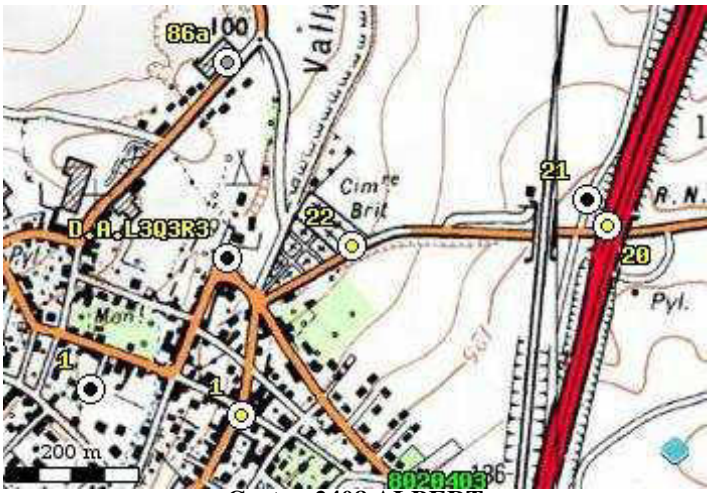
Partie support : **FACE LATERALE , COTE "COMBLES"**

Repèrements : **A 2.97 M DE L'ARETE OPPOSEE A LA ROUTE**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308826

Matricule : **D.A.L3R3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

107,512 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 52.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 33.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.28** *N (km) :* **6990.08**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.20**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,89** *km du repère* **D.A.L3R3 - 3**

Localisation : **A "COMBLES" , A 110 M DU CARREFOUR DE LA D.20 ET DU CHEMIN D'ACCES**

Support : **EGLISE**

Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL COTE "GUILLEMONT" DU PORCHE**

Repèrements : **A 0.62 M DE LA NEF**
A 0.65 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308827 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.L3R3 - 3** — **138,256 m**

Année de dernière détermination : 1970 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 25.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 48.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.74** *N (km) :* **6990.55**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.20**

de : **BOUCHAVESNES-BERGEN** *à :* **GUILLEMONT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,89** *km du repère* **D.A.L3R3 - 2**

Localisation : **A "COMBLES"**

Support : **RESERVOIR**

Partie support : **MUR DE FACADE , FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.15 M A GAUCHE DE LA PORTE**
A 0.52 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510354

Matricule : **D.A.Q3R3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

108,839 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 11.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 29.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.66** *N (km) :* **6989.98**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.146**

de : **MORVAL** *à :* **MAUREPAS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,75** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 2**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.146 ET DE LA D.20**

Support : **MAISON**

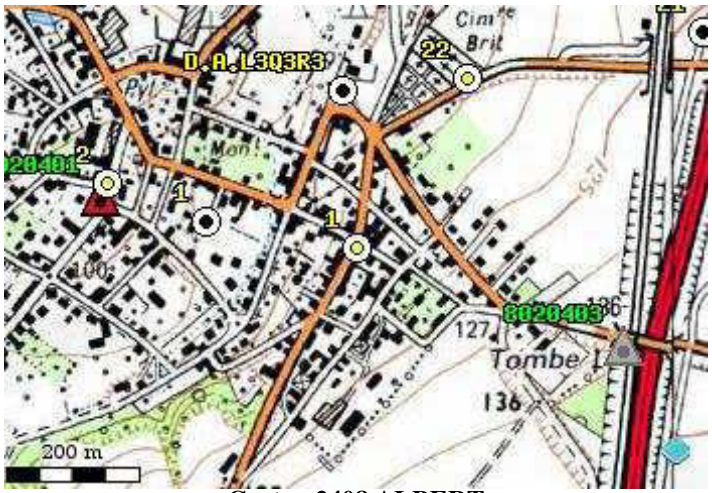
Partie support : **MUR DE FACADE , FACE D.146**

Repèrements : **A 8.50 M DE L'EXTREMITE COTE "MAUREPAS"**
A 0.58 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 473818

Matricule : **D.A.Q3R3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

138,976 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 02.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 08.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.49** *N (km) :* **6989.31**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80204** *Commune :* **COMBLES**

Voie suivie : **D.146**

de : **COMBLES** *à :* **MAUREPAS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,62** *km du repère* **D.A.Q3R3 - 3**

Localisation : **AU CARREFOUR DE LA D.146 ET DE DEUX CHEMINS**

Support : **STELE**

Partie support : **SOCLE , FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.32 M DE L'EXTREMITE COTE "COMBLES"**
A 0.21 M AU-DESSUS DE LA BASE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

COMBLES I

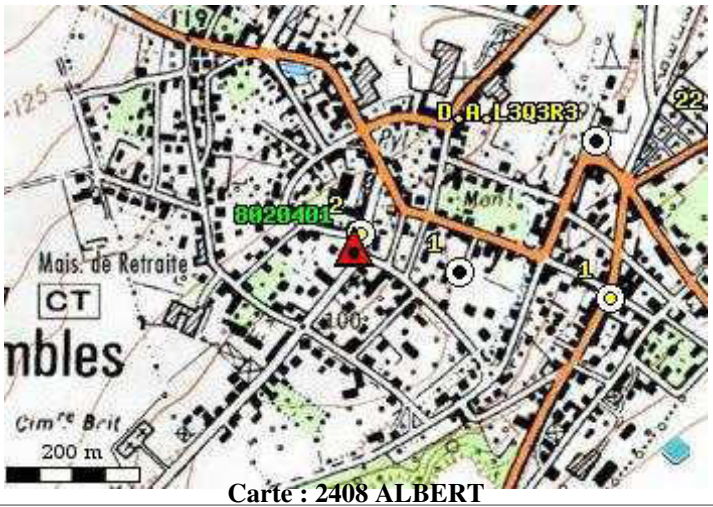
Département : SOMME (80)
Commune : COMBLES
Lieu-dit :

No du Site **8020401**
Site du Réseau de détail

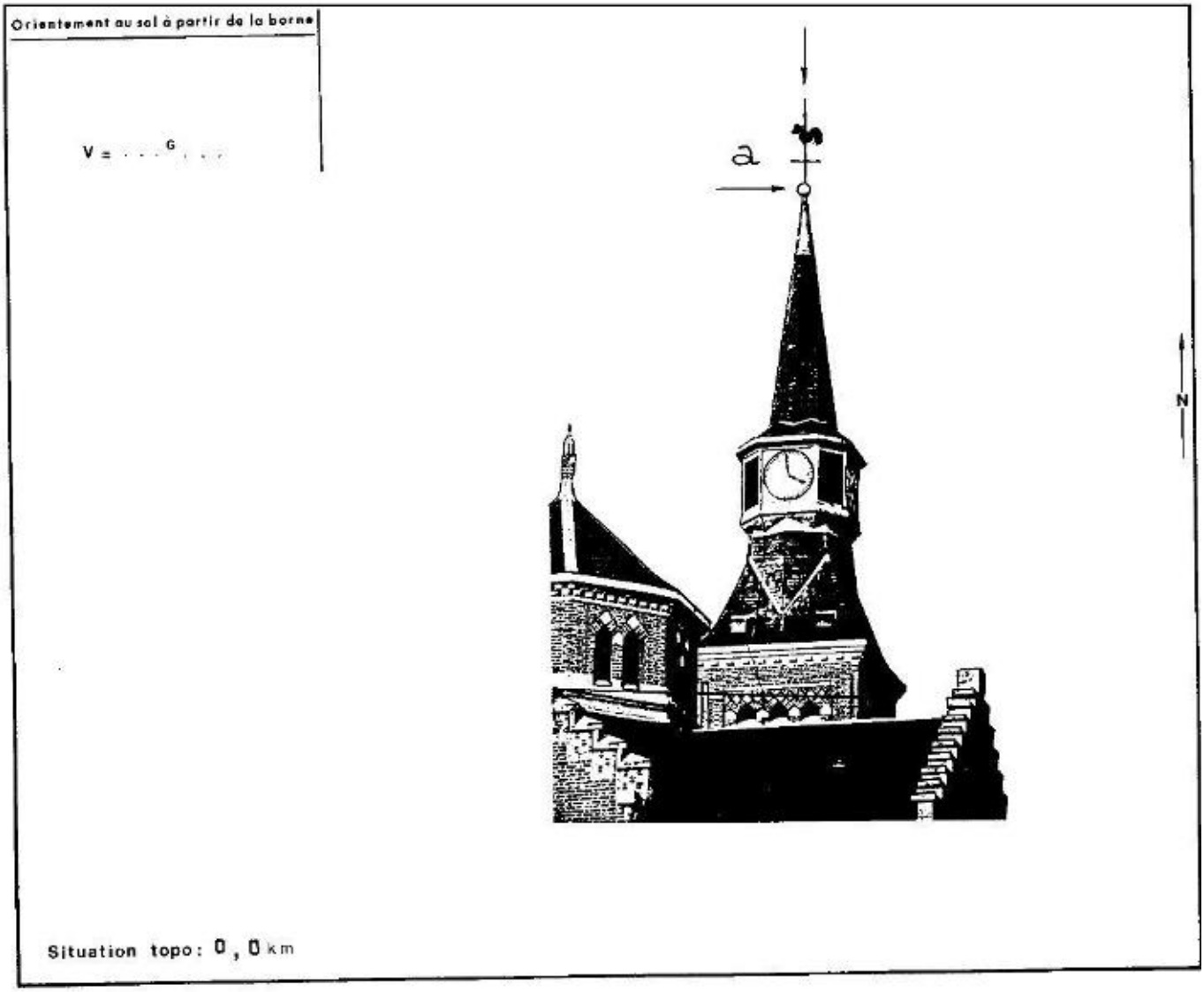
Identifiant : 72829



Azimut de la prise de vue : 240 gr



Carte : 2408 ALBERT



COMBLES I

Identifiant : 184409 - NO : 8020401-01

Point : a

Clocher : Centre boule

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 51' 51.7878" E	50° 00' 32.2204" N	187.67	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	690269.66	6990059.81	< 10 cm	143.93	< 50 cm

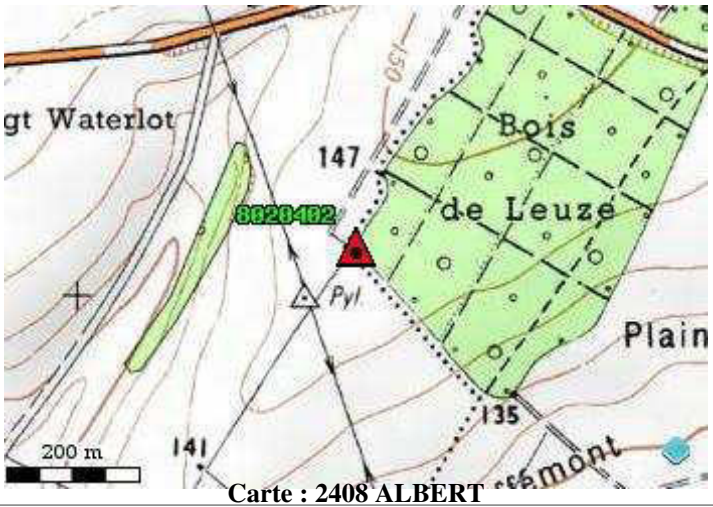
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

COMBLES II

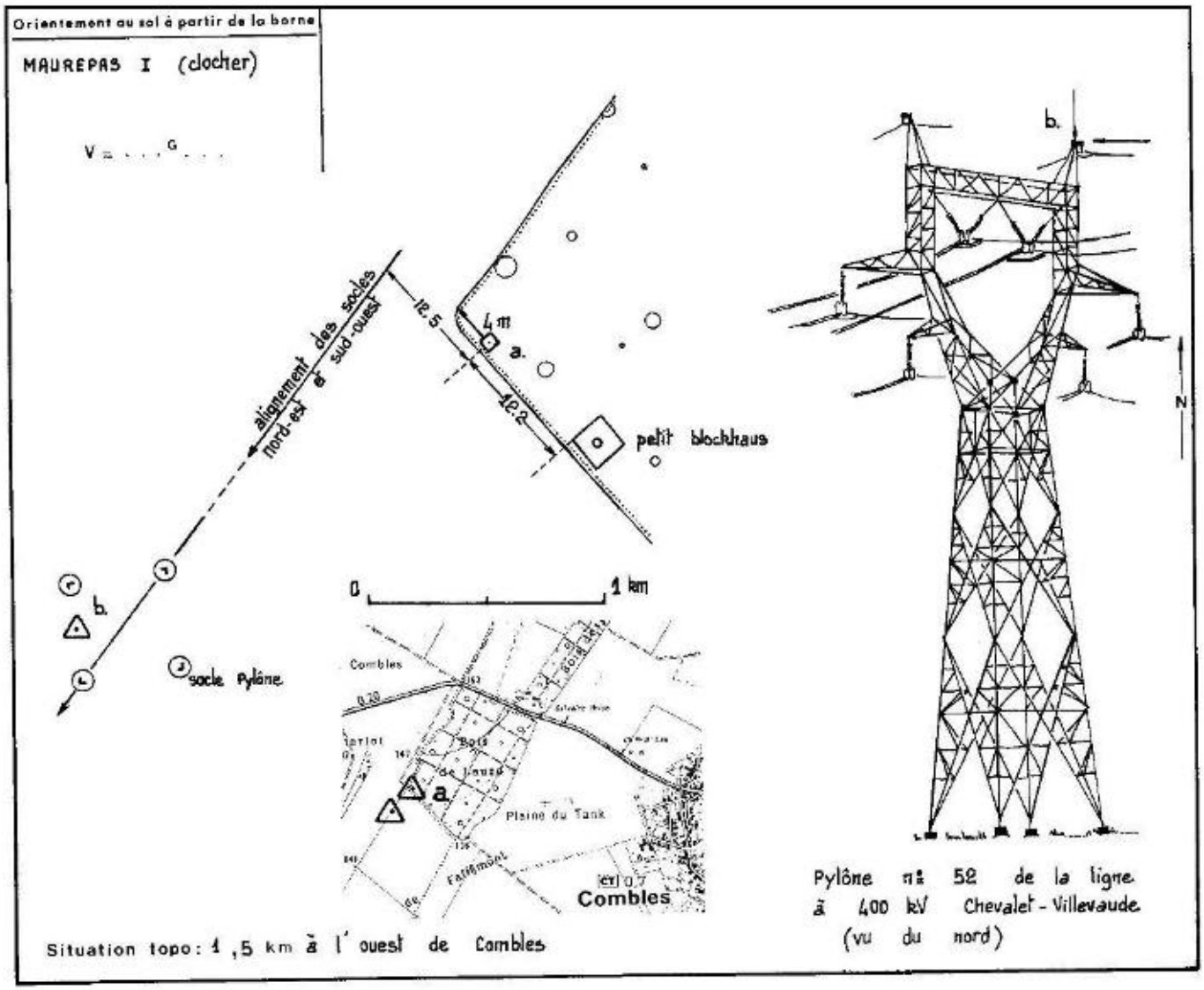
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8020402**	Identifiant : 72830
Commune : COMBLES		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 248 gr



Carte : 2408 ALBERT



COMBLES II

Identifiant : 184410 - NO : 8020402-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 60 gr



Identifiant : 184411 - NO : 8020402-02

Point : b

Pylône métallique : Pointe ouest Axe au sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 250 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 50' 41.0593" E	50° 00' 43.4195" N	192.62	< 10 cm
b	2° 50' 36.9854" E	50° 00' 40.5929" N	247.65	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	688860.68	6990408.75	< 10 cm	148.89	< 50 cm
b	688779.32	6990321.50	< 10 cm	203.92	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de DEVISE n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2509/8023901A_2509.TIF
/home/postgres/data_ini//cadastre/2509/8023901B_2509.TIF

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: HAM 25-09

DÉCISION N° 87.168

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 29 Juillet 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de DEVISE

Département de la SOMME et appartenant à :

- Monsieur GRU Michel, Agriculteur,
  dem: MONCHY-LAGACHE 80200
  et son épouse née HAAS Agnès .

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 20 Février 1987



Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : DEVISE 01 code :

Commune n° INSEE : 80239 matricule du point : 01 repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : HAM n° : 25.09

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : HAM Commune : DEVISE

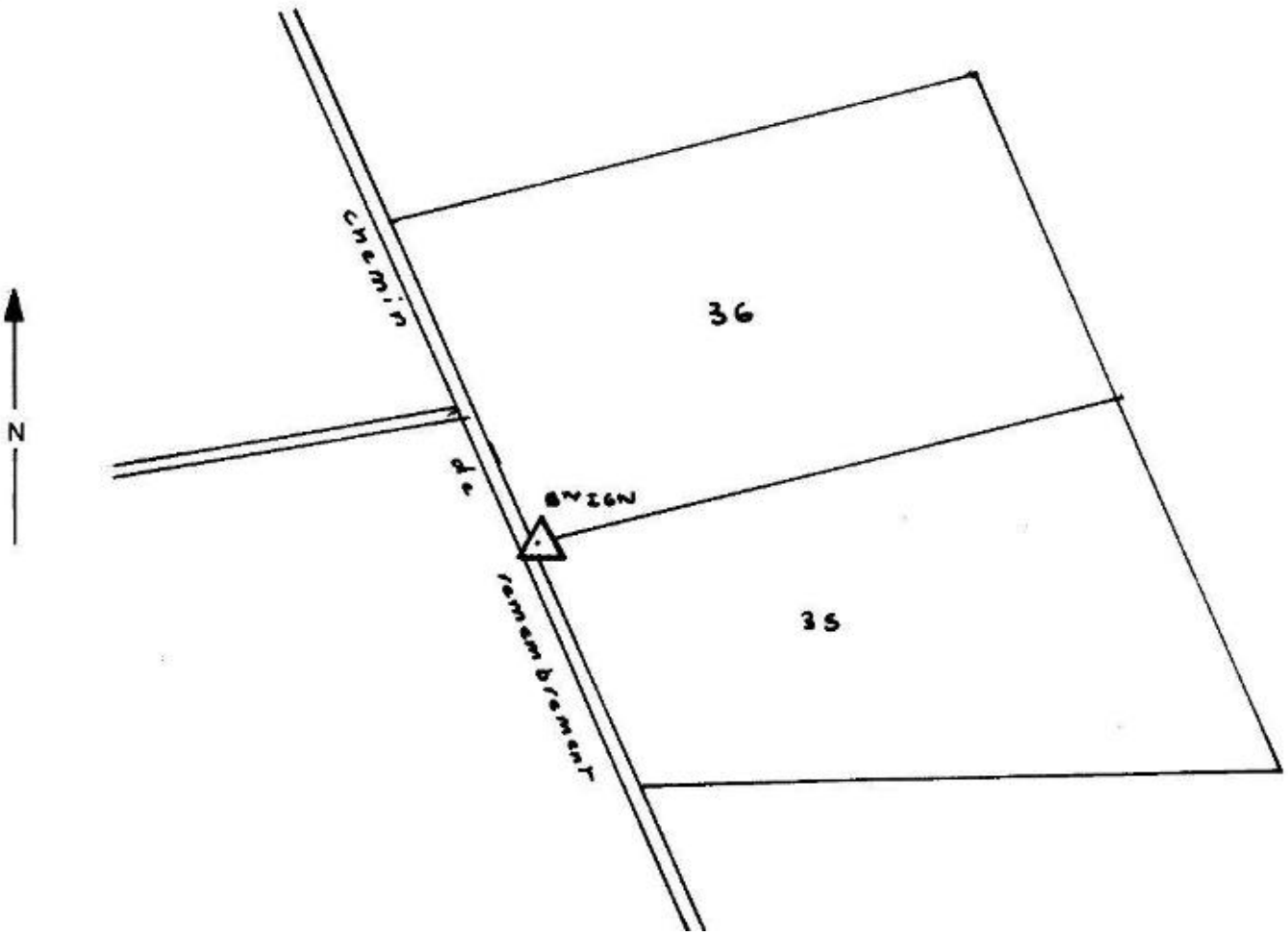
Lieu-dit : Bois du Marais Section : ZA Parcelle : 35 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1970 Refait : 1986 Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 29 Juillet 1985 Échelle : 1/4000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3U3 - 35**

57,810 m

Année de dernière détermination : 1970

ALTITUDE NORMALE

Repère présumé déplacé en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 12.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 51' 32.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.45** *N (km) :* **6973.35**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80239** *Commune :* **DEVISE**

Voie suivie : **D.45**

de : **TERTRY** *à :* **ATHIES**

Coté : **Droit** *PK :* **0,00** *km* *Distance :* **0,40** *km du repère* **D.A.P3U3 - 36**

Localisation :

Support : **PONCEAU**

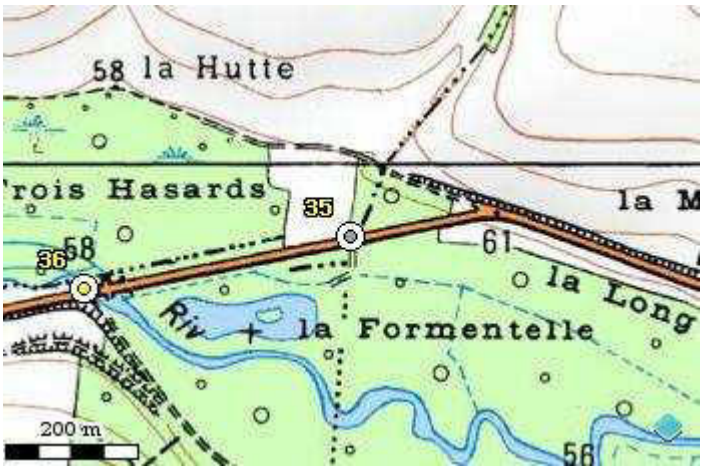
Partie support : **PLINTHE AMONT**

Repèrements : **A 1.75 M DE L'EXTREMITE RIVE DROITE**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2509 HAM

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3U3 - 36**

57,391 m

Année de dernière détermination : 1970

ALTITUDE NORMALE

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 52.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 51' 29.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.04** *N (km) :* **6973.27**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80239** *Commune :* **DEVISE**

Voie suivie : **D.45**

de : **TERTRY** *à :* **ATHIES**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,00** *km* *Distance :* **0,57** *km du repère* **D.A.P3U3 - 37**

Localisation :

Support : **PONT SUR L'OMIGNON**

Partie support : **MUR EN RETOUR AMON, RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.28 M DE L'OUVERTURE**

A 0.34 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2509 HAM

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3U3 - 37**

63,822 m

Année de dernière détermination : 1970

ALTITUDE NORMALE

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 26.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 51' 25.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.52** *N (km) :* **6973.14**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80239** *Commune :* **DEVISE**

Voie suivie : **D.45**

de : **TERTRY** *à :* **ATHIES**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,00** *km* *Distance :* **0,51** *km du repère* **D.A.P3U3 - 38**

Localisation : **PLACE DE LA REPUBLIQUE, A 30 M DE LA VOIE SUIVIE**

Support : **MAIRIE-ECOLE**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD, FACE PLACE**

Repèrements : **A 0.73 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.46 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2509 HAM

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Matricule : **D.A.P3U3 - 38**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

65,610 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 06.1'' E** *Latitude (dms) :* **49° 51' 22.8'' N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.12** *N (km) :* **6973.06**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80239** *Commune :* **DEVISE**

Voie suivie : **D.45**

de : **TERTRY** *à :* **ATHIES**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,00** *km* *Distance :* **1,46** *km du repère* **D.A.P3T3U3**

Localisation : **A 65 M DE LA ROUTE, AU NO 4**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

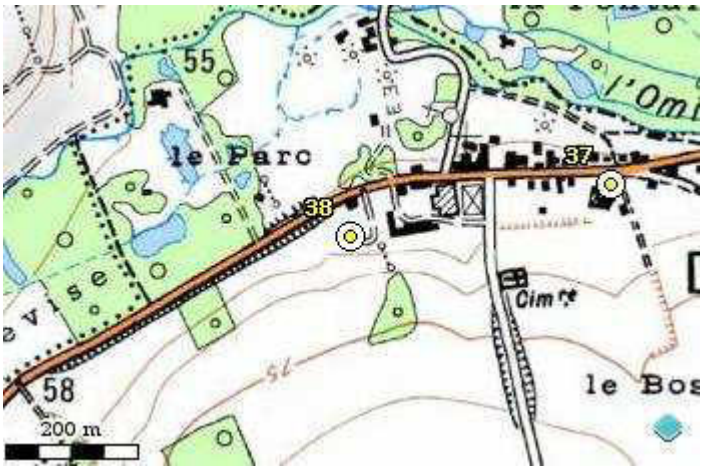
Partie support : **MUR DE FACADE SUD, FACE OPPOSEE A LA ROUTE**

Repèrements : **A 0.21 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.51 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2509 HAM

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

DEVISE I

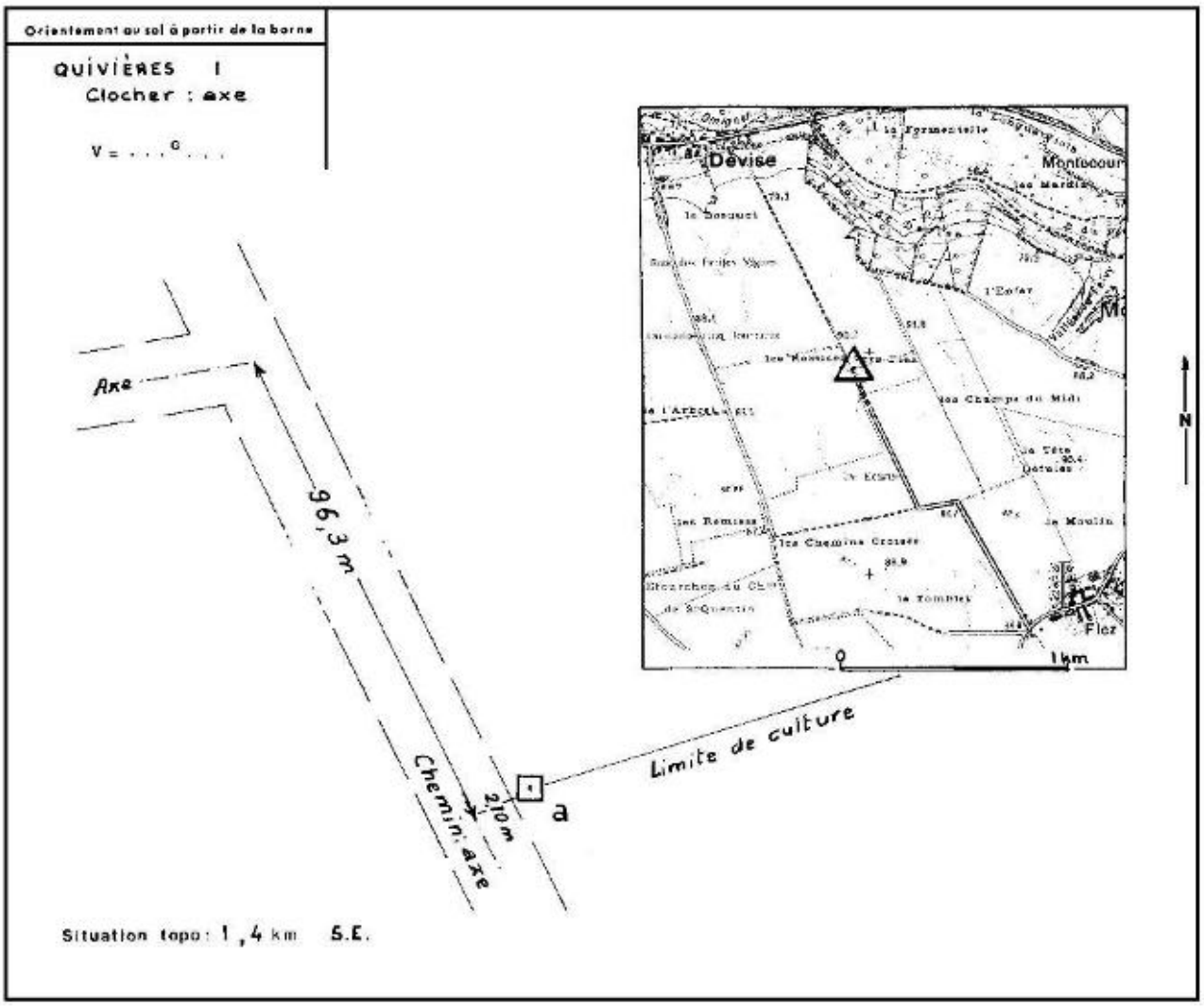
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8023901**	Identifiant : 72891
Commune : DEVISE		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 170 gr



Carte : 2509 HAM



DEVISE I

Identifiant : 184555 - NO : 8023901-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 270 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 01' 00.2737" E	49° 50' 53.0118" N	134.90	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	701205.09	6972140.70	< 10 cm	90.99	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de DOINGT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8024001a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8024001b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.227

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 12 Août 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de DOINGT

Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune de DOINGT 80200.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : DOINGT I

Commune n° INSEE : 80240 matricule du point : _____ ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25 08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : PERONNE Commune : DOINGT

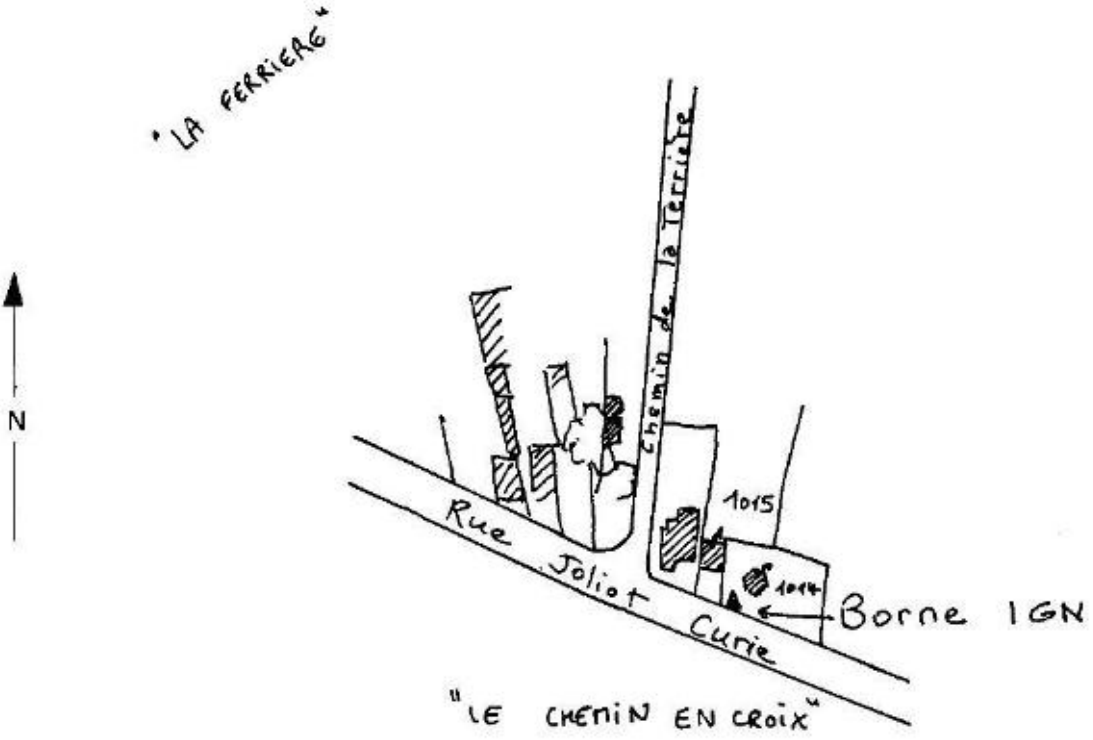
Lieu-dit : LA FERRIERE Section : A3 Parcelle : 1014 (Borne IGN) (1)

» _____ » _____ » _____ (_____) (2)

Cadastre Ancien : _____ Révisé : 1980 Refait : _____ Remembrement : _____

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 12 Août 19 85 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415244

Matricule : **D.A.P3Q3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,292 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 49.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 47.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.21** *N (km) :* **6981.25**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **150,71** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU SUR LA RIVIERETTE**

Partie support : **PETIT MUR EN RETOUR AVAL RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 1.88 M DE L'EXTREMITE RIVE GAUCHE**
A 0.44 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286359

Matricule : **D.A.P3Q3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,699 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 15.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 38.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.71** *N (km) :* **6980.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **151,33** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU**

Partie support : **PLINTHE NORD-EST, FACE NORD-EST**

Repèrements : **A 0.52 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286354

Matricule : **D.A.P3Q3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

54,181 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 2013 - Année de nouveau calcul : 2016

Repère vu en place en 2013

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 33.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 24.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.08** *N (km) :* **6980.52**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE DEPOSEE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **151,91** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 114, AU NO 10, RUE JOLIOT CURIE**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

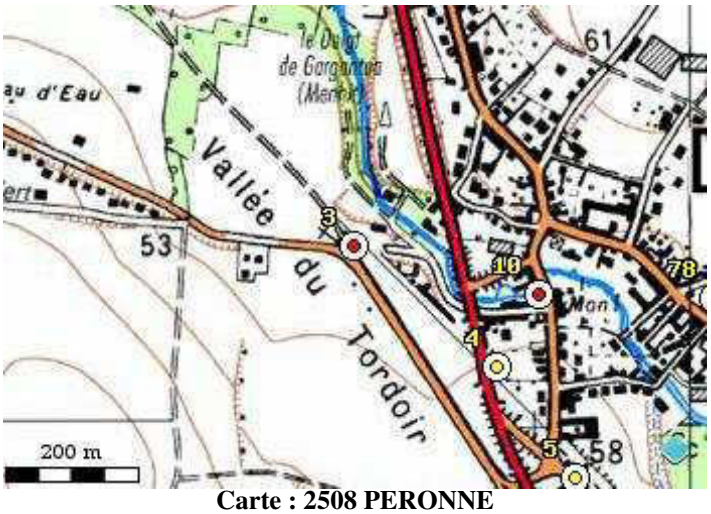
Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL SUD-EST**

Repèrements : **A 0.61 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.16 M AU-DESSOUS DU SOMMET DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3 - 3 , D.A.Q3 - 10 , D.A.Q3 - 78 , D.A.Q3 - 79



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415237

Matricule : **D.A.P3Q3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

57,870 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 44.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 18.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.30** *N (km) :* **6980.34**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **152,20** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU PASSAGE SUPERIEUR DE LA D.944**

Support : **PONT-ROUTE**

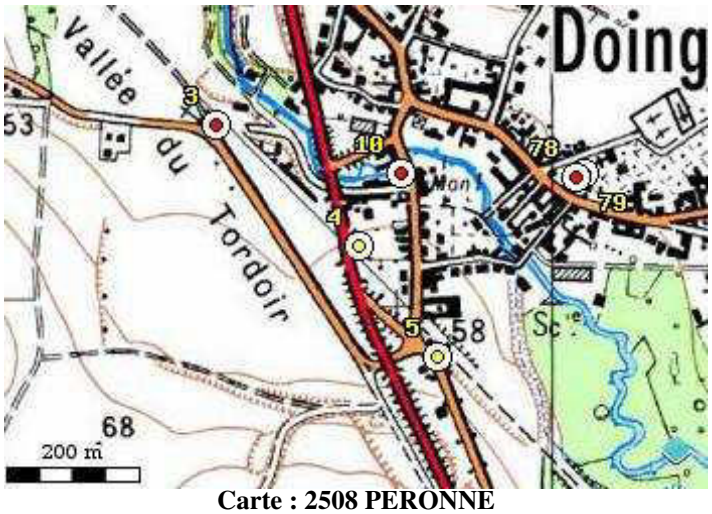
Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE NORD-EST, FACE SUD-OUEST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.70 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Inexploitable par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415238

Matricule : **D.A.P3Q3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,337 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 50.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 12.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.42** *N (km) :* **6980.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **152,38** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 115**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

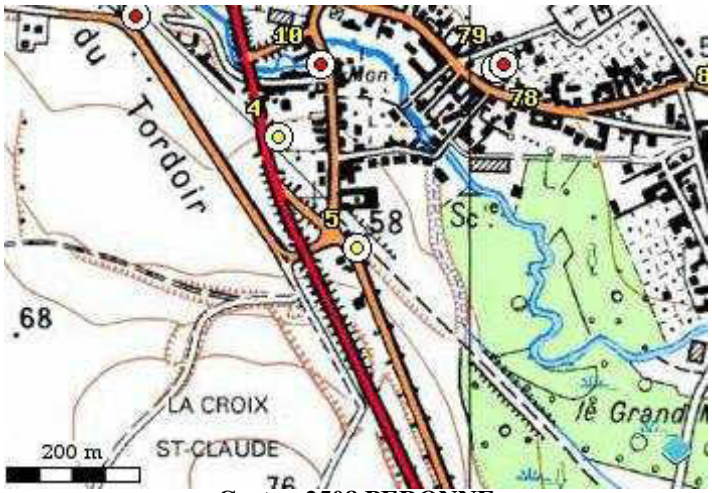
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.16 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415240

Matricule : **D.A.P3Q3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,095 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 19.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 58.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.99** *N (km) :* **6979.74**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-FLAMICOURT** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **153,12** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

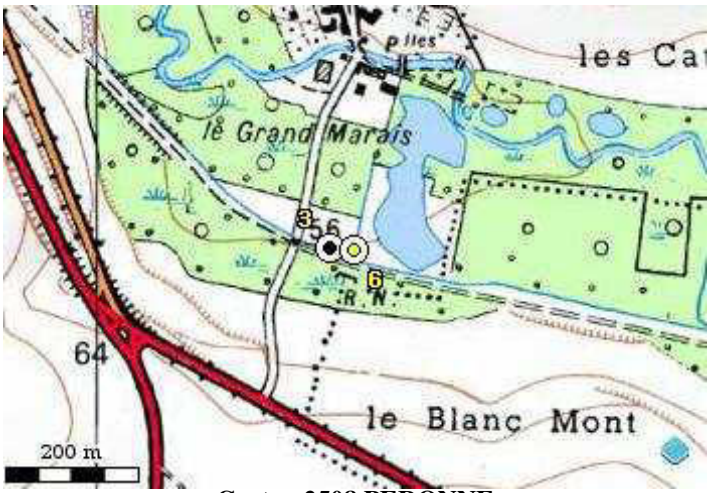
Partie support : **PLINTHE AVAL**

Repèrements : **A 1.67 M DE L'EXTREMITE RIVE GAUCHE**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286344

Matricule : **D.A.P3Q3R3T3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,916 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 24.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 38.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.69** *N (km) :* **6980.96**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **ETERPIGNY** *à :* **CARTIGNY**

Coté : **Gauche** *PK :* **150,19** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **ANCIENNE GARE DE PERONNE-FLAMICOURT**

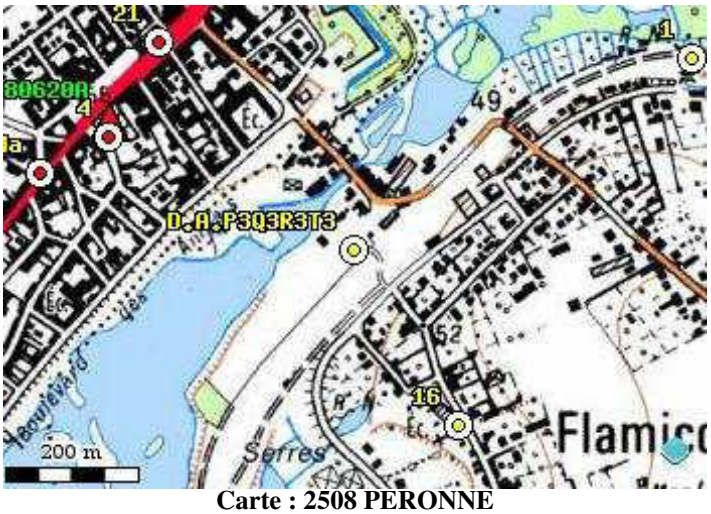
Partie support : **CONTREFORT NORD-EST DU MUR DE FACADE SUD-EST, A L'INTERIEUR D'UNE CHARCUTERIE**

Repèrements : **A 0.79 M DE L'ARETE SUD-OUEST**
A 0.85 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Inexploitable par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510450

Matricule : **D.A.P3T3 - 13**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,492 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 52.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 43.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.26** *N (km) :* **6979.28**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.P3T3 - 14**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES OISEAUX", AU NO 66**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON EST DE L'AVANT-CORPS CENTRAL, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.52 M DU DECROCHEMENT NORD**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510451

Matricule : **D.A.P3T3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

53,111 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 47.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 55.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.15** *N (km) :* **6979.63**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,00** *km du repère* **D.A.P3T3 - 15**

Localisation : **AU NO 64**

Support : **MAISON**

Partie support : **PAN COUPE FACE EST**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.68 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308756

Matricule : **D.A.P3T3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,888 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 29.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 22.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.81** *N (km) :* **6980.48**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,32** *km du repère* **D.A.P3T3 - 16**

Localisation : **A 135 M DE LA VOIE SUIVIE, AU NO 18, RUE DE LA FONTAINEAU CARREFOUR DU V.O. ET D'UN CHEMIN**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

Partie support : **MUR DE PIGNON OUEST**

Repèrements : **A 0.99 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.49 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510445

Matricule : **D.A.P3T3 - 16**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

55,969 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 32.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 29.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.85** *N (km) :* **6980.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **MESNIL-BRUNTEL** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.P3Q3R3T3**

Localisation :

Support : **EGLISE DE FLAMICOURT**

Partie support : **MUR DE FACADE ANTERIEUR DE LA NEF, FACE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.47 M DU CONTREFORT D'ANGLE NORD-OUEST**
A 0.38 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534218 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3T3 - 8-I**

58,843 m

Année de dernière détermination : 2016 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 03.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 33.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.68** *N (km) :* **6978.96**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **22,58** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **SOUS LE CHEMIN RURAL NUMERO 14**

Support : **AQUEDUC LATERAL**

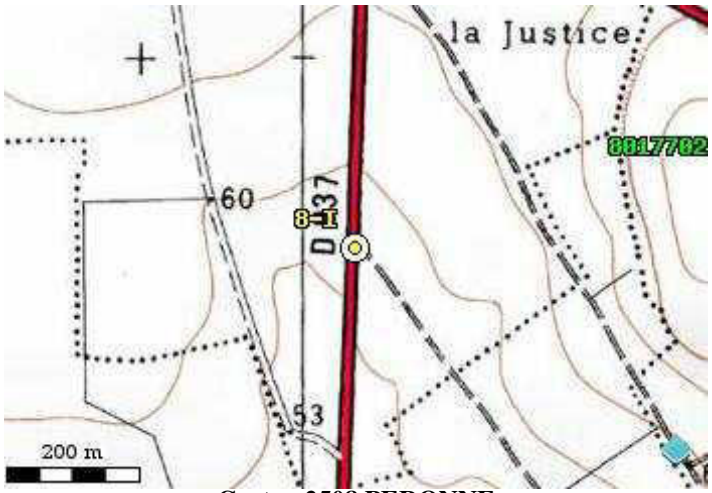
Partie support : **FACE SUPERIEURE DU MUR DE TETE SUD**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510426

Matricule : **D.A.Q3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,389 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 48.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 21.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.37** *N (km) :* **6980.45**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **RUE ROBERT D'HERICOURT**

de : *à :*

Coté : *PK :* **-** *Distance :* **0,37** *km du repère* **D.A.P3Q3 - 3**

Localisation : **AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU MENHIR**

Support : **BATIMENT DESAFFECTE D'UNE ANCIENNE COOPERATIVE AGRICOLE**

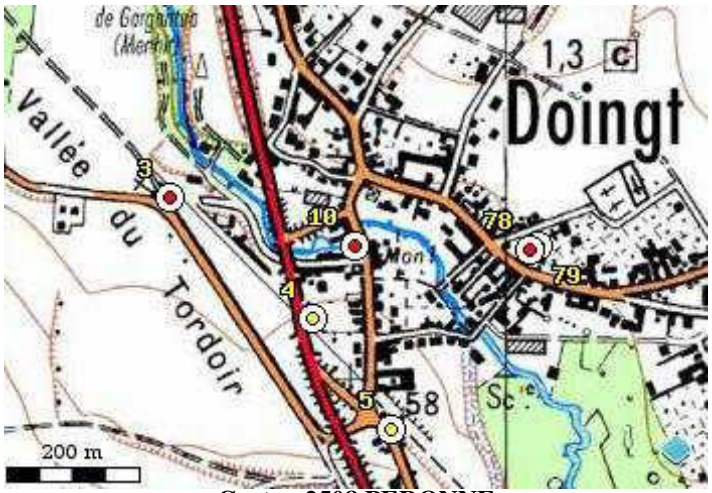
Partie support : **DU MUR DE FACADE EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.84 M DE L'EXTREMITE NORD DE LA PARTIE EN BRIQUES**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3 - 3 , D.A.Q3 - 10 , D.A.Q3 - 78 , D.A.Q3 - 79



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 534223 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.Q3 - 11-I** — **56,605 m** *ALTITUDE NORMALE*

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **R RIVET**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 05.6" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 01.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.52** *N (km) :* **6981.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE (D.1017)**

Coté : **Droit** *PK :* **25,69** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AVENUE DES AUSTRALIEN, AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN**

Support : **DALLE DE 2.90 X 1.90 M SUPPORTANT UN REGARD CIRCULAIRE**

Partie support : **FACE SUPERIEURE**

Repèrements : **AU CENTRE**
AU SOMMET

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510423

Matricule : **D.A.Q3 - 11**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

53,349 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **B REPERE BOURDALOUE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 57' 27.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 48.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **696.95** *N (km) :* **6981.28**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE (D.1017)**

Coté : **Gauche** *PK :* **25,09** *km* *Distance :* **0,46** *km du repère* **D.A.Q3 - 29**

Localisation : **AU NO 30, ROUTE DE PERONNE**

Support : **MUR DE CLOTURE D'UNE PROPRIETE**

Partie support : **SOUBASSEMENT D'UN PILIER AU NORD-OUEST DU PORTAIL, FACE NORD-EST, FACE ROUTE**

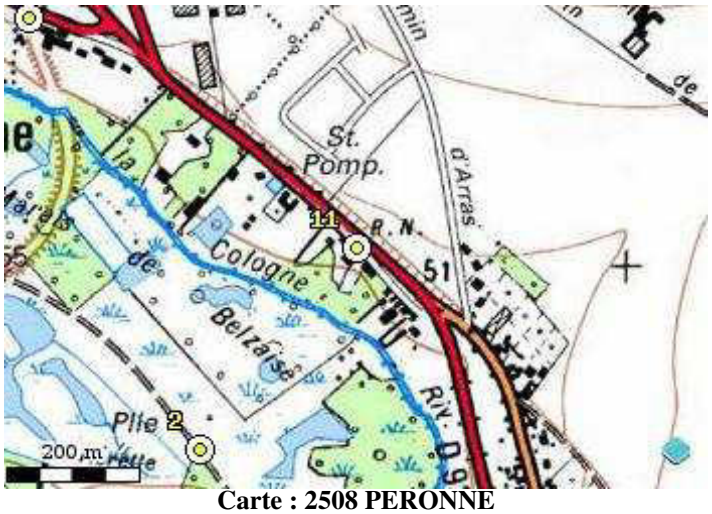
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510374 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 78** — **58,282 m**

Année de dernière observation : 2013 - Année de nouveau calcul : 2016 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 01.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 21.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.63** *N (km) :* **6980.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,42** *km du repère* **D.A.Q3 - 10**

Localisation : **AU NUMERO 4 DE LA RUE DE L'EGLISE**

Support : **MAIRIE-ECOLE DE DOINGT**

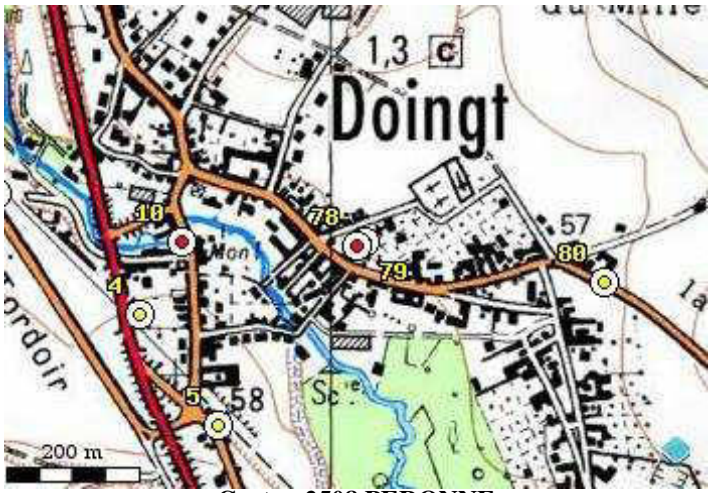
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE PLACE WILLIAM POIVRE**

Repèrements : **A 0.20 M DE L'EXTEMITE NORD-EST**
A 0.42 M AU-DESSUS DU TROTTOIR

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3 - 3 , D.A.Q3 - 10 , D.A.Q3 - 78 , D.A.Q3 - 79



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510375 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 79**

58,763 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 2013 - Année de nouveau calcul : 2016

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 02.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 21.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **697.65** *N (km) :* **6980.45**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,01** *km du repère* **D.A.Q3 - 78**

Localisation : **PLACE WILLIAM POIVRE**

Support : **EGLISE DE DOINGT**

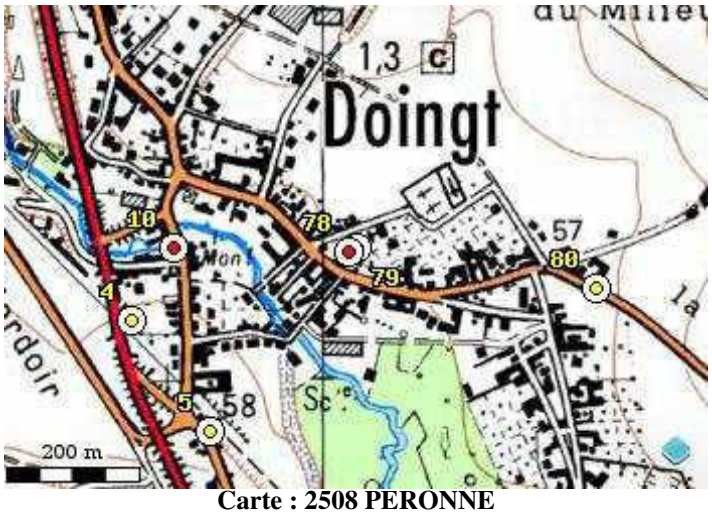
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT D'ANGLE SUD-EST DU MUR DE FACADE SUD-OUEST DU CLOCHER, FACE PLACE**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 1.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.P3Q3 - 3 , D.A.Q3 - 10 , D.A.Q3 - 78 , D.A.Q3 - 79



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510376

Matricule : **D.A.Q3 - 80**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

59,491 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 20.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 19.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.01** *N (km) :* **6980.39**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **D.199**

de : **DOINGT (D.937)** *à :* **TINCOURT-BOUCLY (D.6)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,51** *km du repère* **D.A.Q3 - 79**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA FOSSE AUX CHIENS", AU NUMERO 61 DE LA RUE PAUL GAMANT**

Support : **REMISE**

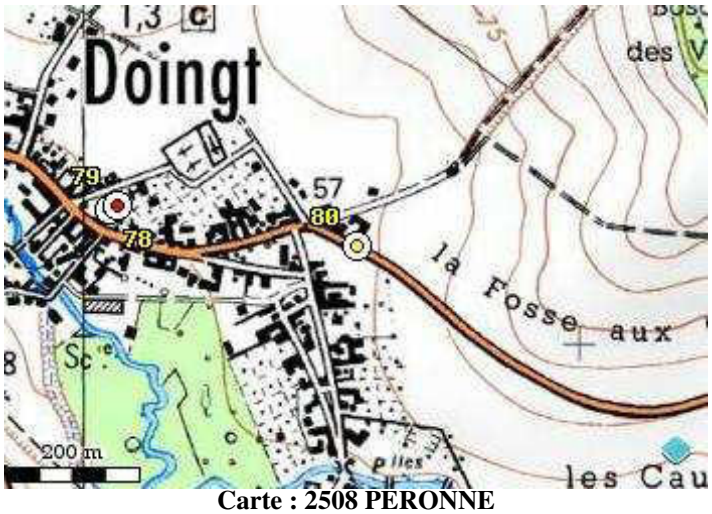
Partie support : **MUR PIGNON SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286270

Matricule : **D.A.R3T3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,406 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 11.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 21.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.43** *N (km) :* **6980.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **149,52** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LES ETANGS DE FLAMICOURT**

Partie support : **PLINTHE SUR MUR EN RETOUR AVAL RIVE DROITE**

Repèrements : **A 1.74 M DE L'EXTREMITE NORD**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415018

Matricule : **D.A.R3T3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,205 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 56' 12.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 06.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **695.45** *N (km) :* **6979.97**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80240** *Commune :* **DOINGT**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **149,06** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONT SUR LA SOMME**

Partie support : **PLINTHE SUR MUR EN AILE COTE "PERONNE", FACE FLEUVE**

Repèrements : **A 0.76 M DE L'EXTREMITE COTE OPPOSE A LA VOIE**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

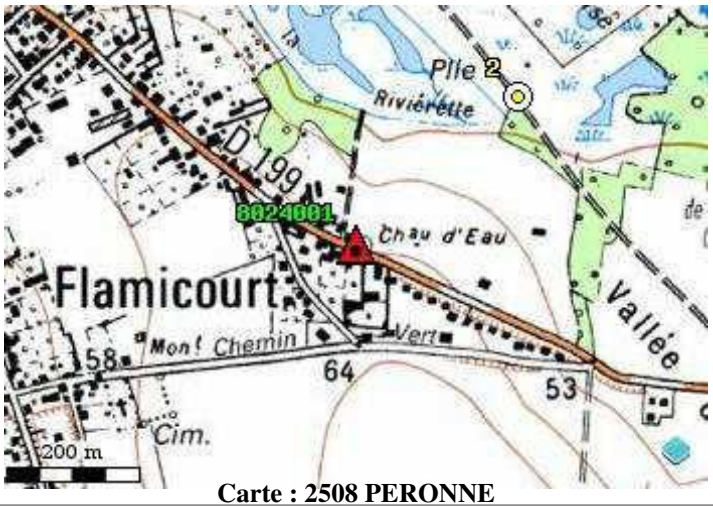
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

DOINGT I

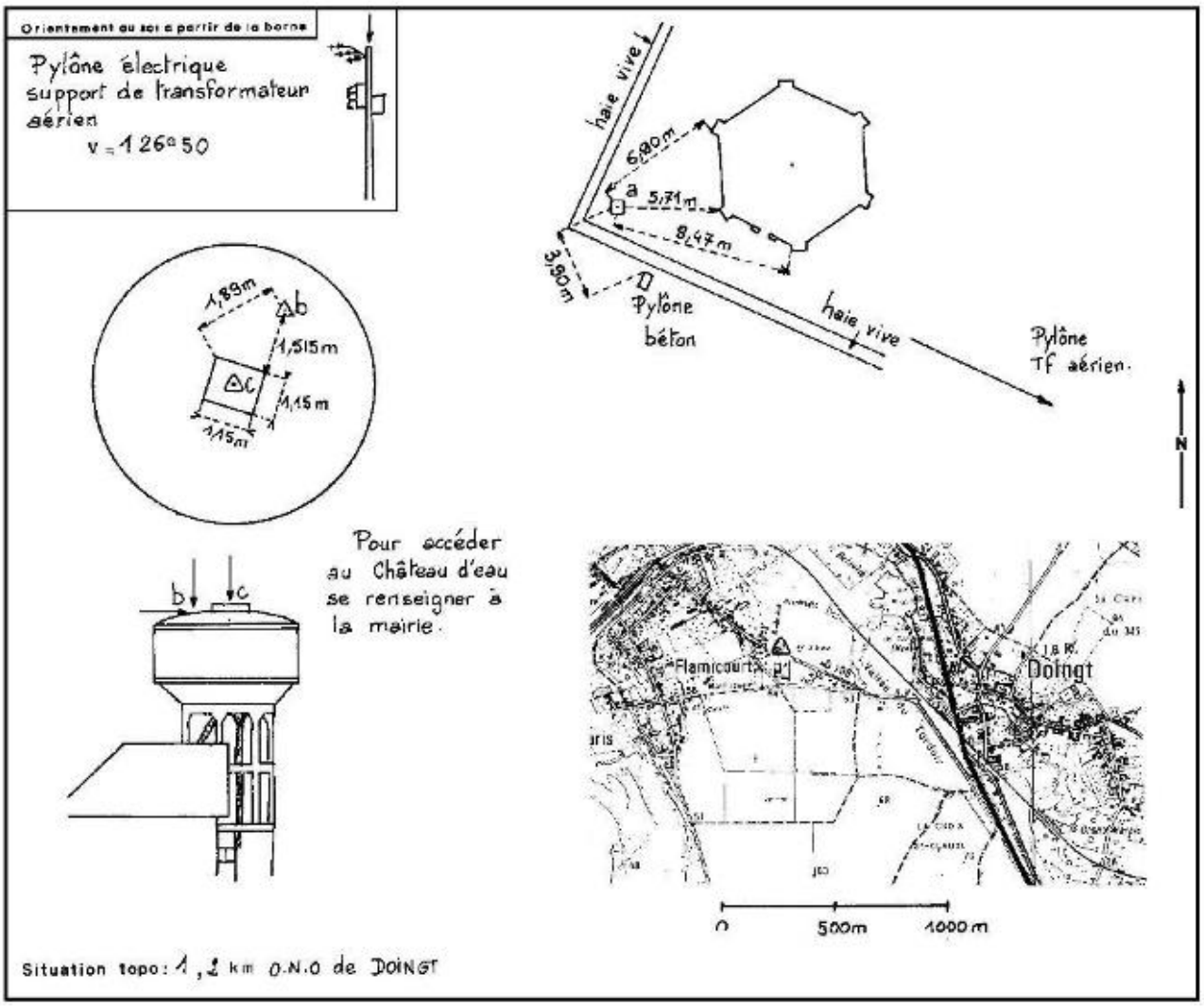
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8024001**	Identifiant : 72892
Commune : DOINGT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 100 gr



Carte : 2508 PERONNE



DOINGT I

Identifiant : 184557 - NO : 8024001-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 300 gr



Identifiant : 184559 - NO : 8024001-03

Point : b

Château d'eau : Plaquette collée

Point vu en place en 1985

Identifiant : 184560 - NO : 8024001-04

Point : c

Château d'eau : Axe au sommet

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 340 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 57' 02.8320" E	49° 55' 31.1509" N	106.00	< 10 cm
b	2° 57' 03.3057" E	49° 55' 31.3143" N	125.06	< 10 cm
c	2° 57' 03.2532" E	49° 55' 31.2556" N		< 10 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

DOINGT I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	696463.14	6980742.13	< 10 cm	62.19	< 50 cm
b	696472.60	6980747.18	< 10 cm	81.25	< 50 cm
c	696471.55	6980745.37	< 10 cm		

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510386

Matricule : **D.A.Q3 - 68**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

78,025 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 08.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 23.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.37** *N (km) :* **6984.23**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80258** *Commune :* **DRIENCOURT**

Voie suivie : **D.181**

de : **TEMPLEUX-LA-FOSSE (D.184)** *à :* **V.O. VERS DRIENCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,95** *km du repère* **D.A.Q3 - 67**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LA TERRIERE", A 100 M AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LE V.O. VERS DRIENCOURT**

Support : **MAISON**

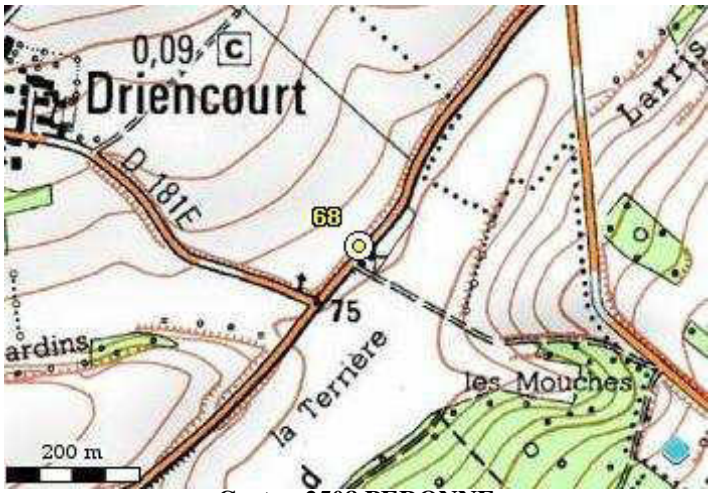
Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.70 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510378

Matricule : **D.A.Q3 - 69**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

97,140 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 39.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 30.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.79** *N (km) :* **6984.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80258** *Commune :* **DRIENCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.181** *à :* **AIZECOURT-LE-HAUT (D.917)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,69** *km du repère* **D.A.Q3 - 68**

Localisation : **AU NUMERO 3 DE LA RUE DE TRINCOURT**

Support : **MAIRIE DE DRIENCOURT**

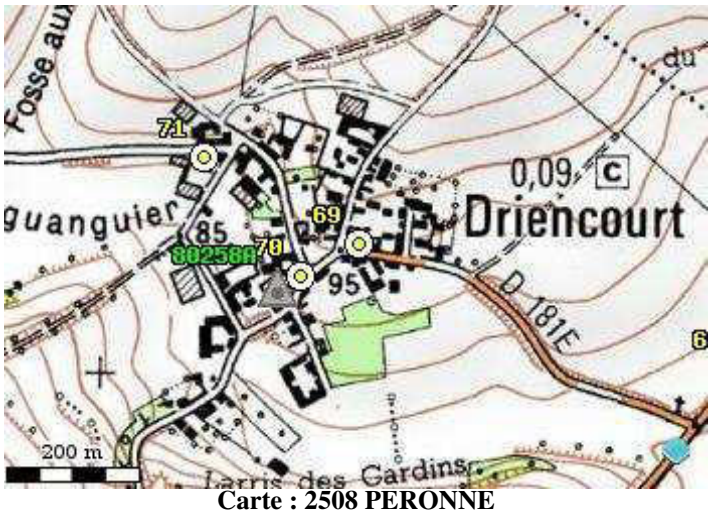
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE OUEST DE L'ESCALIER**
A 0.60 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510379

Matricule : **D.A.Q3 - 70**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

92,134 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 34.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 28.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.70** *N (km) :* **6984.37**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80258** *Commune :* **DRIENCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.181** *à :* **AIZECOURT-LE-HAUT (D.917)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,10** *km du repère* **D.A.Q3 - 69**

Localisation : **AU CARREFOUR ENTRE LA RUE DE TRINCOURT ET LA RUE D'EN-BAS**

Support : **EGLISE DE DRIENCOURT**

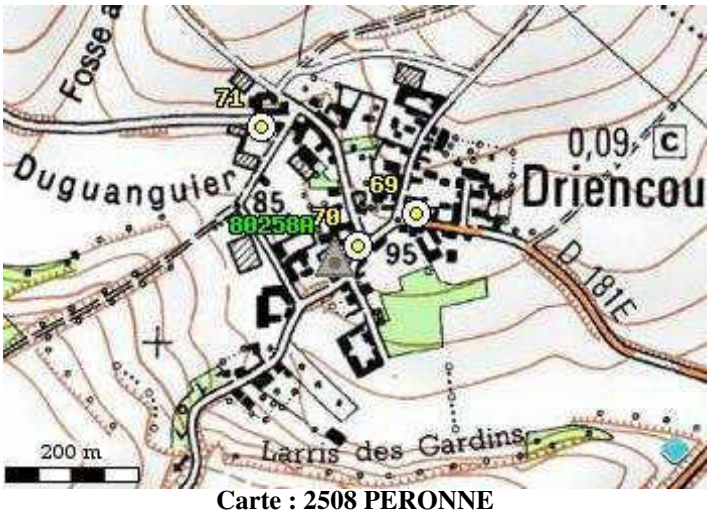
Partie support : **CONTREFORT D'ANGLE NORD-OUEST DU MUR DE FACADE NORD-EST DU CHOEUR, FACE NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510380 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 71** **92,966 m**

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 27.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 34.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.55** *N (km) :* **6984.55**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80258** *Commune :* **DRIENCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **D.181** *à :* **AIZECOURT-LE-HAUT (D.917)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.Q3 - 69**

Localisation : **AU BOURG, A 50 M A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC UN CHEMIN, AU LIEU-DIT "VALLEE DUGUANGUIER"**

Support : **REMISE**

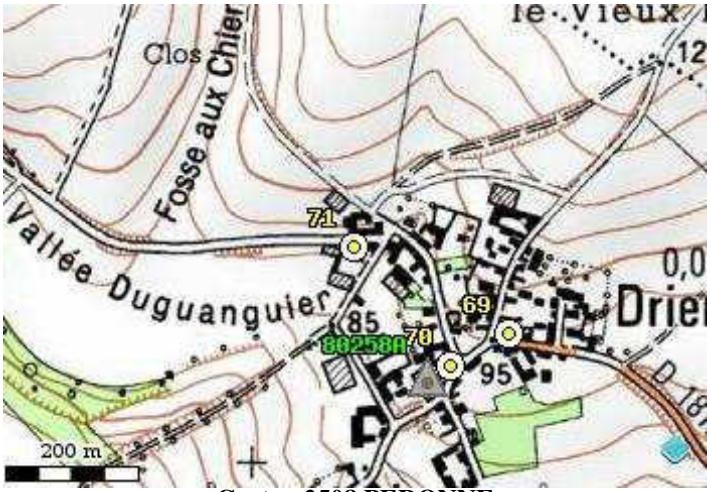
Partie support : **MUR PIGNON SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de EPEHY n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027101a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027101b_2508.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e PERONNE XXV-8

ARRÊTÉ N° 66 112
relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1932 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 71 Section AE lieu dit La Grande rue de la Commune de EPEHY Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE EPEHY (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Base de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de EPEHY
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Epehy I Lieu-dit: La grande rue Section: AE Parcelle: 71

CROQUIS



Echelle graphique:

Mr
Chef de Brigade

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Equipement
et du Logement

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
Institut Géographique National

Scans du site de la commune de EPEHY n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027102a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027102b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.228

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de EPEHY Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune d'EPEHY 80740.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : EPEHY II code :

Commune n° INSEE : 80271 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : ROISEL Commune : EPEHY

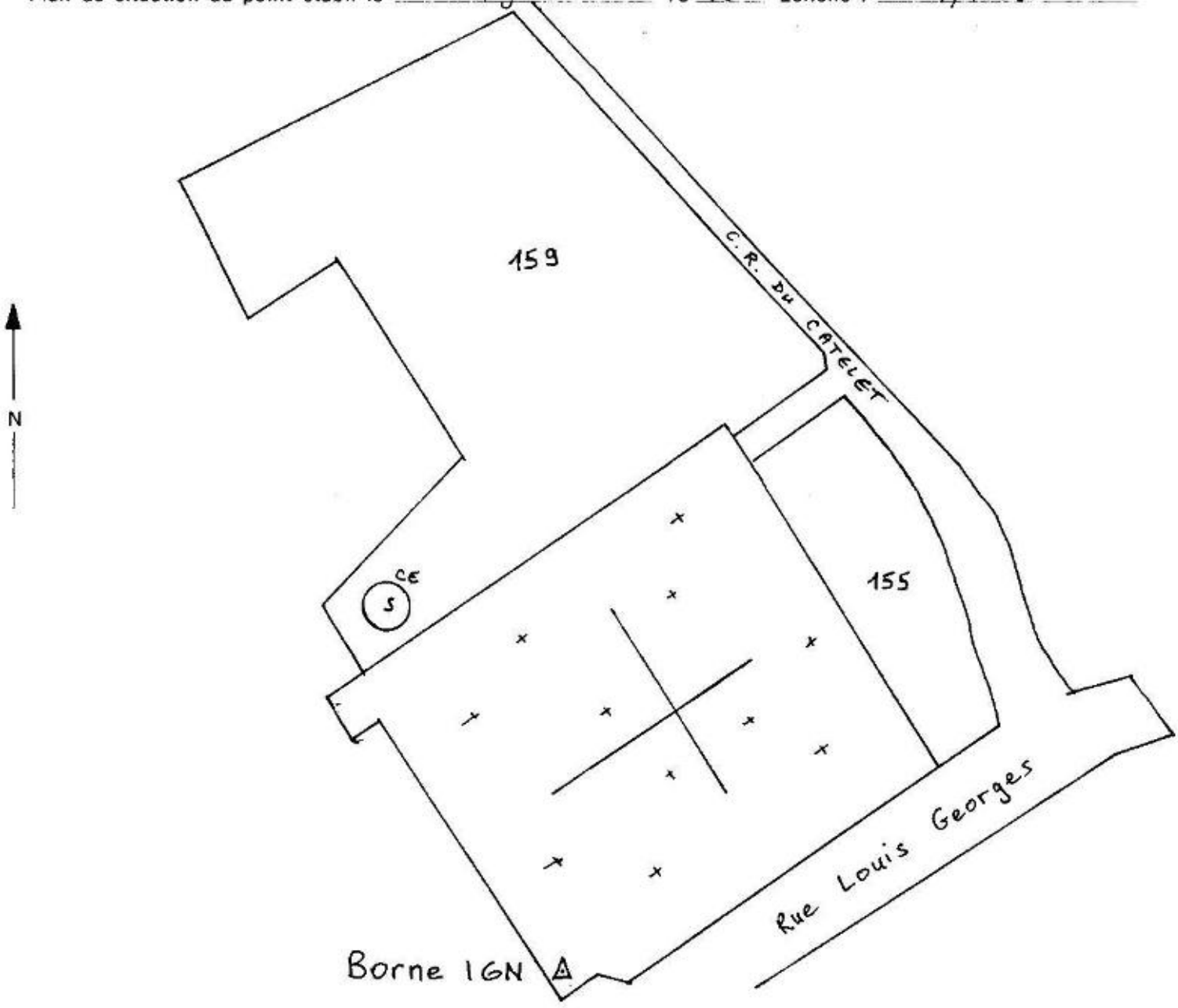
Lieu-dit : LE VILLAGE Section : AD Parcelle : 155 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1982 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 19 85 Échelle : 1/1000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415789

Matricule : **D.A.M3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

139,887 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 39.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 56.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.16** *N (km) :* **6990.80**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **EPEHY** *à :* **MARCOING**

Coté : **Droit** *PK :* **172,27** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU PASSAGE A NIVEAU NO 136 DE LA D.24**

Support : **MAISON DE GARDE-BARRIERE**

Partie support : **MUR DE FACADE OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.30 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415723

Matricule : **D.A.M3 - 94 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

130,040 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 08' 06.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 22.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.70** *N (km) :* **6991.63**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **GONNELIEU** *à :* **EPEHY**

Coté : **Droit** *PK :* **12,92** *km* *Distance :* **1,00** *km du repère* **D.A.M3 - 5**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE TETE AMONT**

Repèrements : **A 0.55 M DE L'EXTREMITE RIVE DROITE**
A 0.25 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531214

Matricule : **D.A.M3Q3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

137,293 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 49.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 22.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.35** *N (km) :* **6989.77**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **D.58 (NORD D'EPEHY)**

Coté : **Gauche** *PK :* **10,79** *km* *Distance :* **0,29** *km du repère* **D.A.M3Q3V3**

Localisation : **RUE RAOUL TROCME**

Support : **MAIRIE D'EPEHY**

Partie support : **MUR DE FACADE LATERAL SUD-EST, FACE RUE DES ECOLES**

Repèrements : **A 0.23 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.25 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.M3Q3 - 1 , D.A.M3Q3 - 2 , D.A.M3Q3 - 3 , D.A.M3Q3V3



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308815

Matricule : **D.A.M3Q3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

142,557 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 57.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 28.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.52** *N (km) :* **6989.95**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **D.58 (NORD D'EPEHY)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,29** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 1**

Localisation : **A 220 M DU CARREFOUR AVEC LA RUE DU COLONEL MAURICE SORLIN, A L'EXTREMITE EN IMPASSE DE CETTE RUE**

Support : **ANCIENNE GARE D'EPEHY**

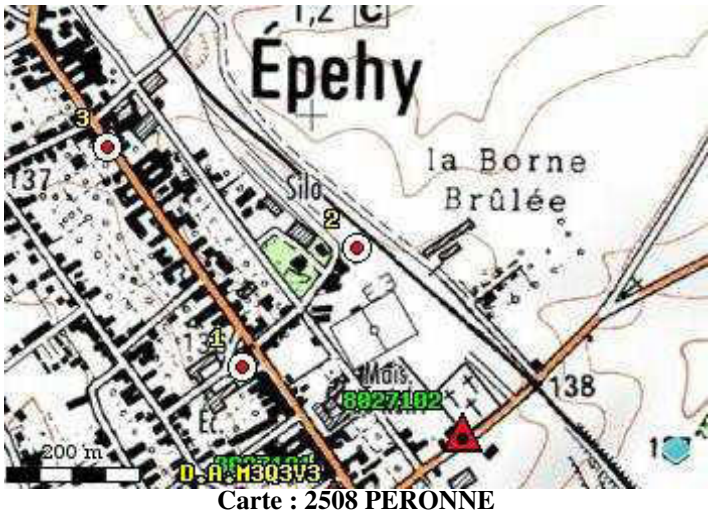
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE VOIE DEPOSEE**

Repèrements : **A 0.13 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST DU BATIMENT PRINCIPAL**
A 0.04 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.M3Q3 - 1 , D.A.M3Q3 - 2 , D.A.M3Q3 - 3 , D.A.M3Q3V3



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286479 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.M3Q3 - 3** — **138,723 m**

Année de dernière détermination : 2013 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 38.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 33.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.14** *N (km) :* **6990.10**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **D.58 (NORD D'EPEHY)**

Coté : **Gauche** *PK :* **11,18** *km* *Distance :* **0,42** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 1**

Localisation : **AU NO 65, RUE RAOUL TROCME**

Support : **MAISON**

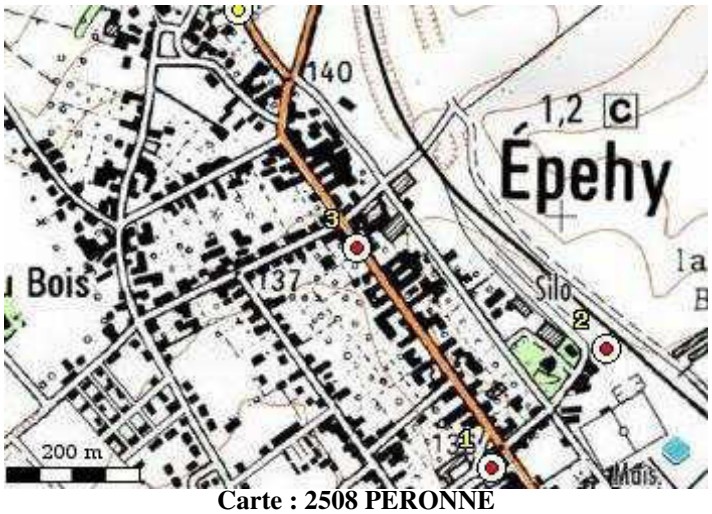
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.45 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.M3Q3 - 1 , D.A.M3Q3 - 2 , D.A.M3Q3 - 3 , D.A.M3Q3V3



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308808

Matricule : **D.A.M3Q3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

137,627 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 29.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 45.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.96** *N (km) :* **6990.46**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **FINS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,42** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 3**

Localisation : **AU NO 2, RUE D'HEUDICOURT**

Support : **REMISE**

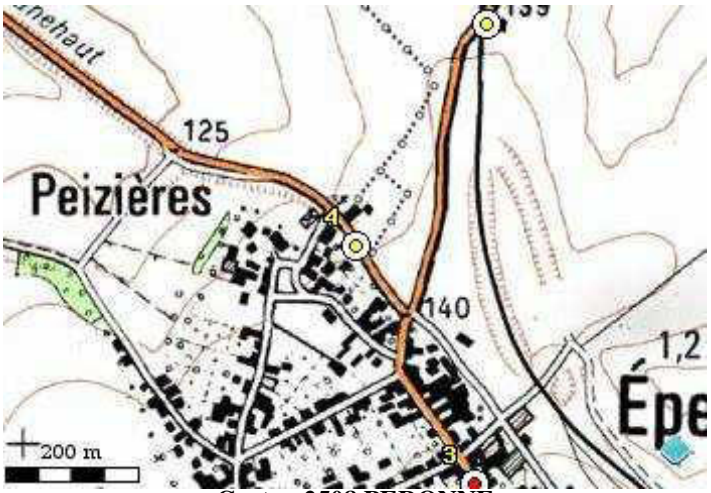
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 10.54 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.04 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510630

Matricule : **D.A.M3Q3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

120,614 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 06' 26.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 12.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **707.71** *N (km) :* **6991.29**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **HEUDICOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,03** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 6**

Localisation : **AU LIEU-DIT "LES CROQUETS"**

Support : **MAISON DE GARDE-BARRIERE EN RUINES**

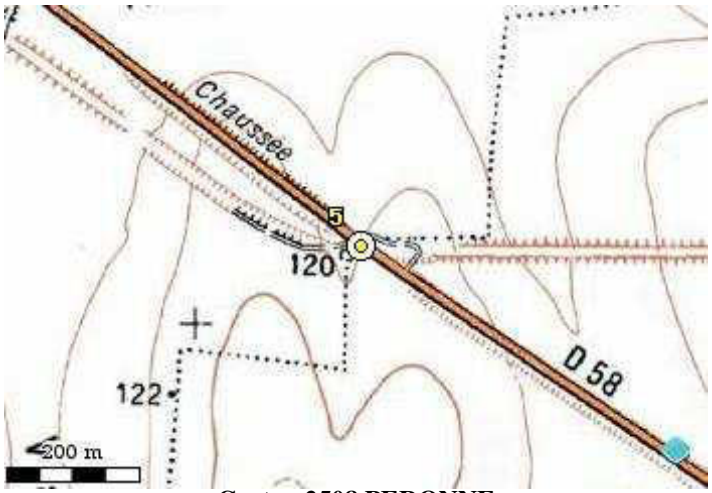
Partie support : **MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.58 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.46 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286481

Matricule : **D.A.M3Q3V3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

143,499 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 56.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 16.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.50** *N (km) :* **6989.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **D.58 (NORD D'EPEHY)**

Coté : **Gauche** *PK :* **10,54** *km* *Distance :* **0,49** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 15**

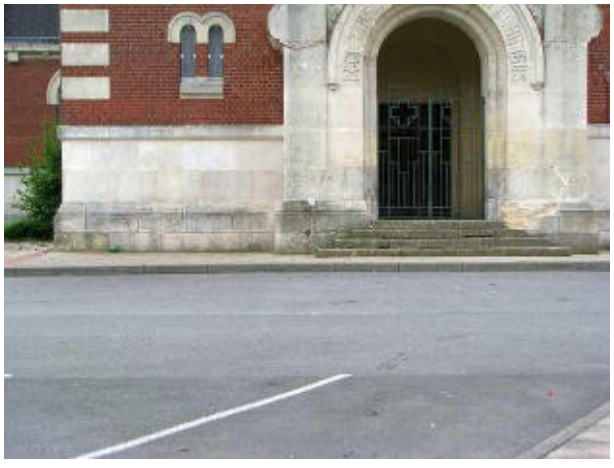
Localisation : **RUE RAOUL TROCME**

Support : **EGLISE D'EPEHY**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST DU PORCHE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.58 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.28 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.M3Q3 - 1 , D.A.M3Q3 - 2 , D.A.M3Q3 - 3 , D.A.M3Q3V3



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 235023

Matricule : **D.A.M3V3 - 0a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

132,436 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 08' 14.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 02.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.86** *N (km) :* **6989.14**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Gauche** *PK :* **170,33** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NO 25, ROUTE DU RONSSOY, AU PR 4.57 DE LA D.58, A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 133 DE LA D.58**

Support : **ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE**

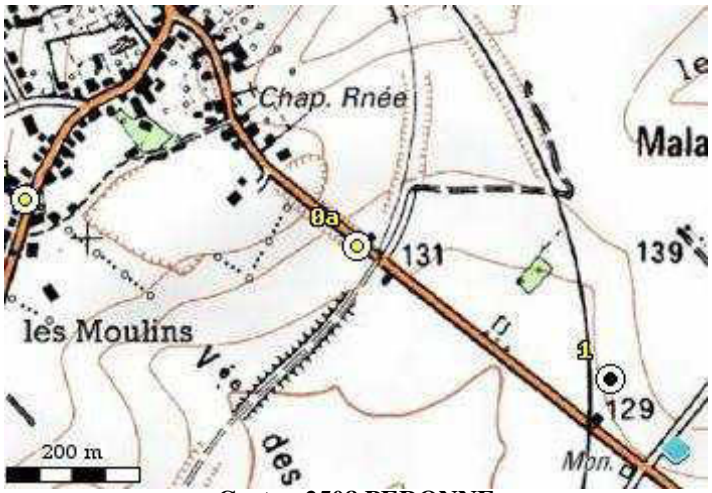
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.24 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.06 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308720

Matricule : **D.A.Q3V3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

111,729 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 28.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 17.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **708.94** *N (km) :* **6987.74**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **EPEHY**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 13**

Localisation : **A L'ANCIEN PASSAGE A NIVEAU NO 131**

Support : **MAISON (ANCIENNE MAISON DE GARDE-BARRIERE)**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-OUEST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 3.20 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.17 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415156

Matricule : **D.A.Q3V3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

141,586 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 49.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 00' 04.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.35** *N (km) :* **6989.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **D.24**

de : **SAINTE-EMILIE** *à :* **D.58 (NORD D'EPEHY)**

Coté : **Gauche** *PK :* **10,07** *km* *Distance :* **1,55** *km du repère* **D.A.Q3V3 - 14**

Localisation : **RUE DU RIEZ**

Support : **REMISE D'UNE FERME**

Partie support : **MUR PIGNON SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.47 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.63 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 234930

Matricule : **D.A.V3 - 156**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

120,006 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1970 - Année de nouveau calcul : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 07' 56.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 59' 40.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **709.49** *N (km) :* **6988.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80271** *Commune :* **EPEHY**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ROISEL** *à :* **EPEHY**

Coté : **Droit** *PK :* **169,53** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE TETE AVAL**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.27 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

EPEHY I

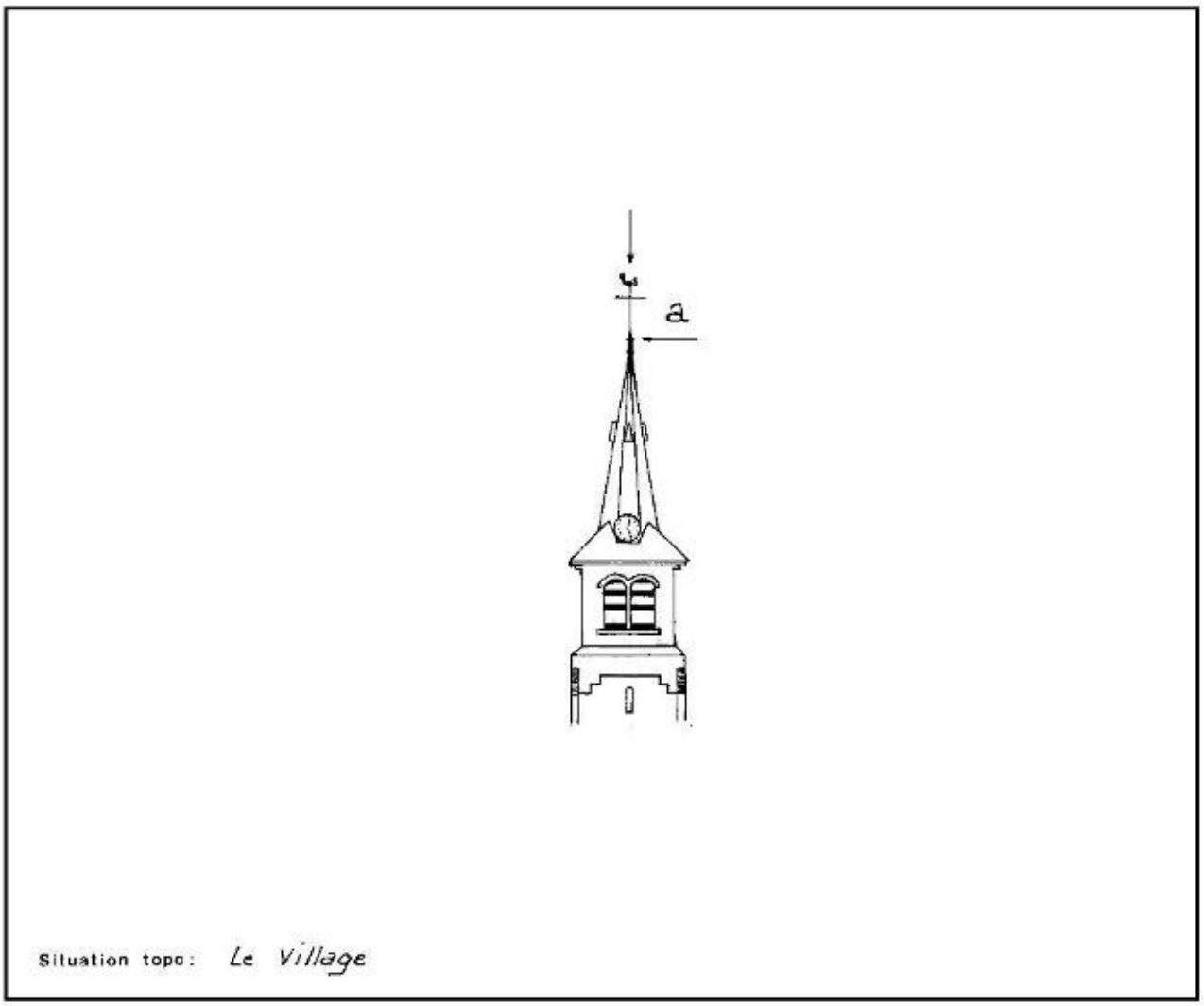
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8027101**	Identifiant : 72936
Commune : EPEHY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 320 gr



Carte : 2508 PERONNE



EPEHY I

Identifiant : 184660 - NO : 8027101-01

Point : a



Clocher : Centre renflement

Point vu en place en 2013

Inexploitable par GPS

Azimut de la prise de vue : 260 gr

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 07' 56.1939" E	50° 00' 16.2838" N	219.26	< 50 cm

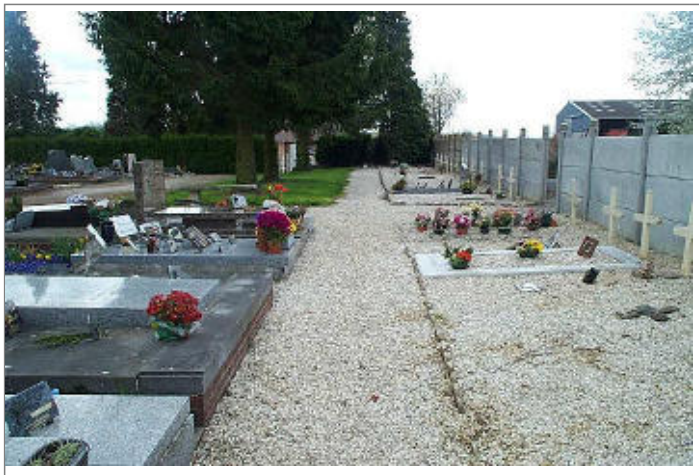
Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	709491.64	6989566.55	< 10 cm	175.37	< 50 cm

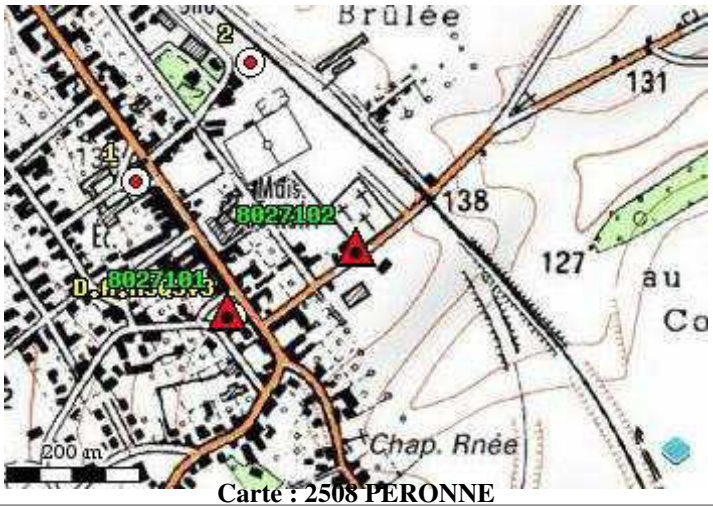
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

EPEHY II

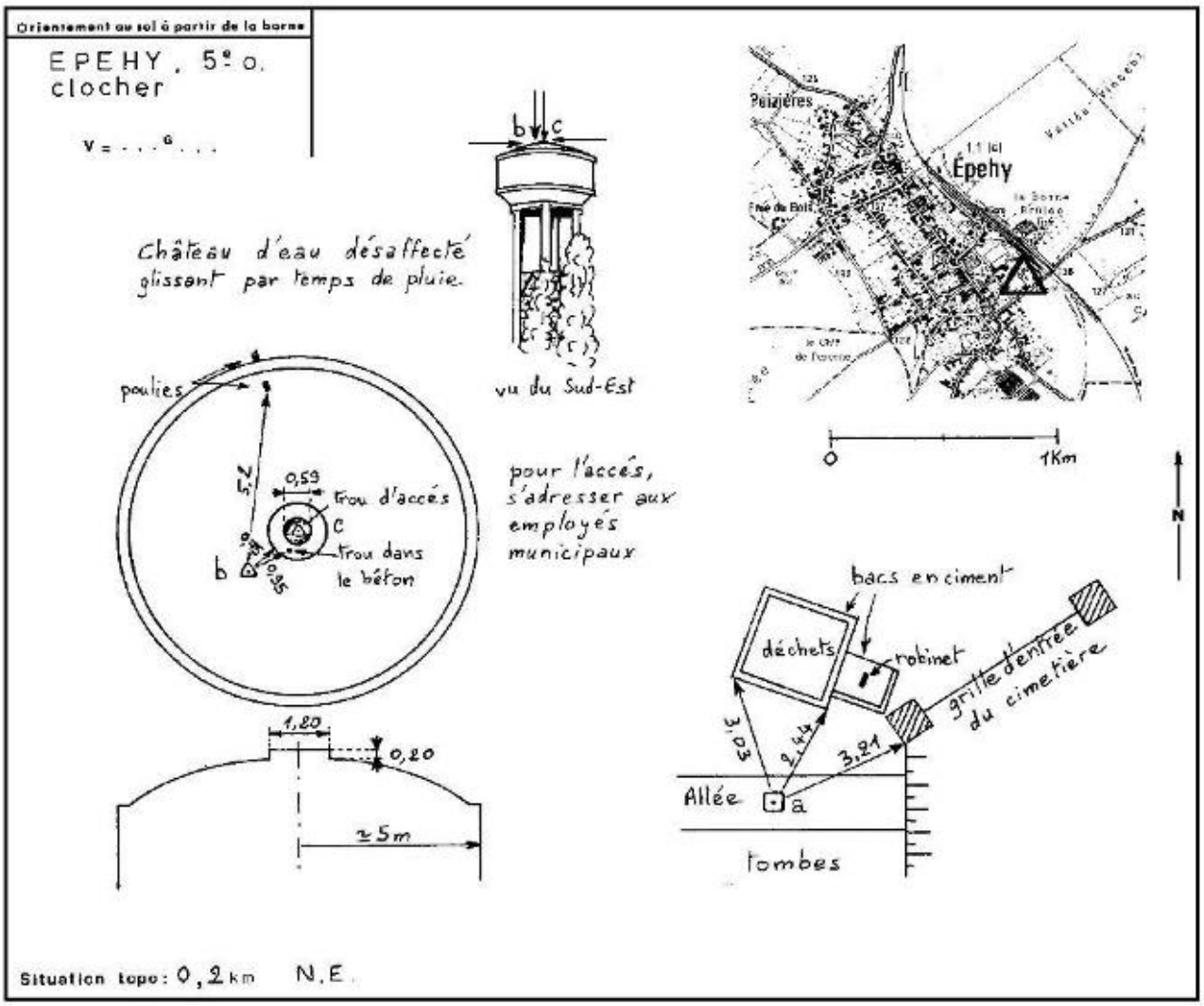
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8027102**	Identifiant : 72937
Commune : EPEHY		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 165 gr



Carte : 2508 PERONNE



EPEHY II

Identifiant : 184661 - NO : 8027102-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 380 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 08' 06.1055" E	50° 00' 19.4789" N	188.83	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	709689.03	6989665.69	< 10 cm	144.933	< 1 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de EQUANCOURT n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2507/8027502a_2507.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2507/8027502b_2507.tif

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50.000e : CAMBRAI 25-7

DÉCISION N° 79 049

relative à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Vu le décret n° 661 034 du 23 Décembre 1966 portant réorganisation de l'Institut Géographique National,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en septembre 1976 dans une propriété figurant au Plan Cadastral Refait en 1957 sous le N° 74 Section A lieu dit La Morderie de la Commune de EQUANCOURT Département de SOMME et appartenant à :

- M. MAILLY Lucien, retraité, né le 13 décembre 1906 à EQUANCOURT, époux de BAUDELOT Marguerite, dem. Rue du Moulin à EQUANCOURT

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1968

Ce point est matérialisé par : Borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57 391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par la présente décision frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

Les décisions seront notifiées à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ARTICLE 7. — La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectation par l'intermédiaire du Préfet du Département de SOMME
et du Maire de la Commune de EQUANCOURT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

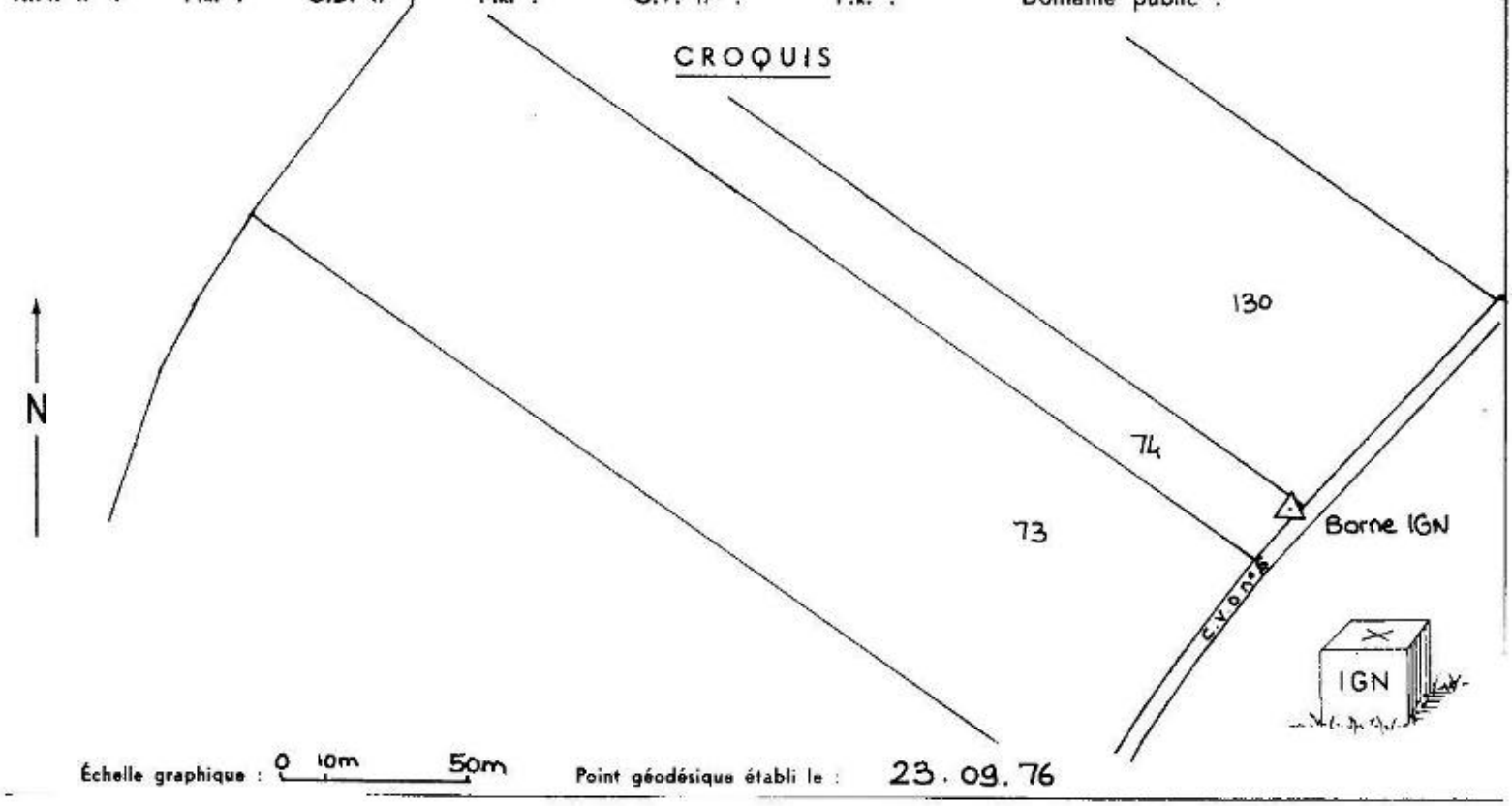
Nom du point : EQUANCOURT II — Ordre : 4

Lieu-dit : la morderie — Section : A — Parcelle : 74

» — » — »

R.N. n° : — P.k. : — C.D. n° : — P.k. : — C.V. n° : — P.k. : — Domaine public :

CROQUIS



Échelle graphique : 0 10m 50m — Point géodésique établi le : 23.09.76

Fait à PARIS, le 7 décembre 1978

Le Directeur
de l'Institut Géographique National

Scans du site de la commune de EQUANCOURT n° : 03

/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027503a_2508.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2508/8027503b_2508.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Conservation du réseau géodésique

Feuille au 1/50.000°: PERONNE 25-08

DÉCISION N° 87.229

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur Général de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 Mai 19 85 .

Décide :

ART. 1er – Un point géodésique a été établi le 14 Juin 1985 dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de EQUANCOURT Département de la SOMME et appartenant à :

- la commune d'EQUANCOURT 80360.

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : Une borne en granit gravée IGN

La superficie de l'emprise est fixée à 1 mètre carré.

ART. 2 – La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 – Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 – Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 – Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 – Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 – La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 13 Mars 1987

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

Nom du point : EQUANCOURT III code :

Commune n° INSEE : 80275 matricule du point : repère : ordre : 4

Feuille 1 : 50 000 : PERONNE n° : 25-08

Département : SOMME Arrondissement : PERONNE

Canton : COMBLES Commune : EQUANCOURT

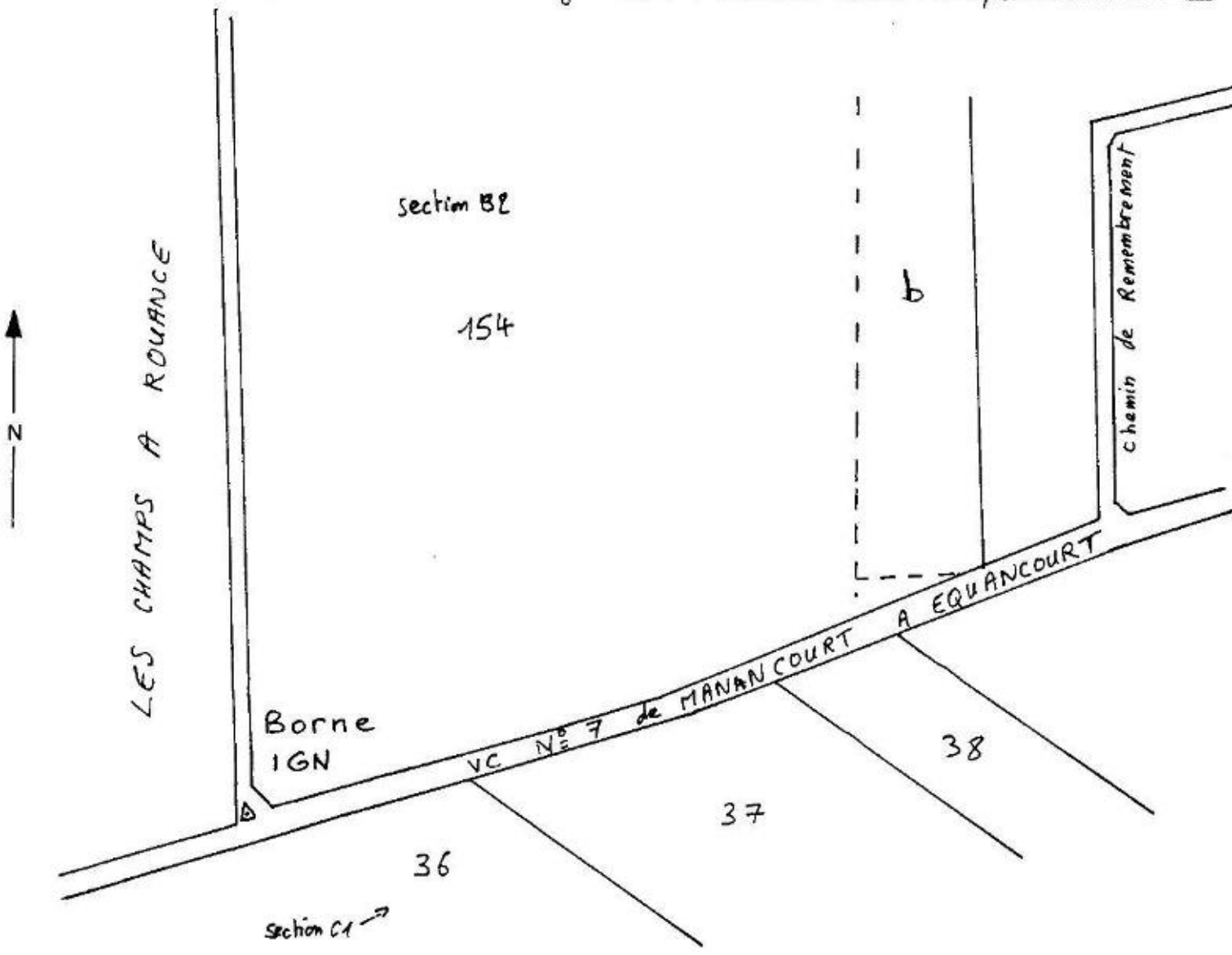
Lieu-dit : LES VALLEES ET LES ARRIS Section : B2 Parcelle : VC 7 (Borne IGN) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : 1982 Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le 14 Juin 1985 Échelle : 1/2000



I.G.N. 2112 - Conservation (1983)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286482

Matricule : **D.A.M3Q3 - 14**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

101,587 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 21.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 15.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.61** *N (km) :* **6993.25**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80275** *Commune :* **EQUANCOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT-EGLISE**

Coté : **Droit** *PK :* **13,07** *km* *Distance :* **1,11** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 13**

Localisation : **AU NO 21, RUE DE FINS**

Support : **MAISON**

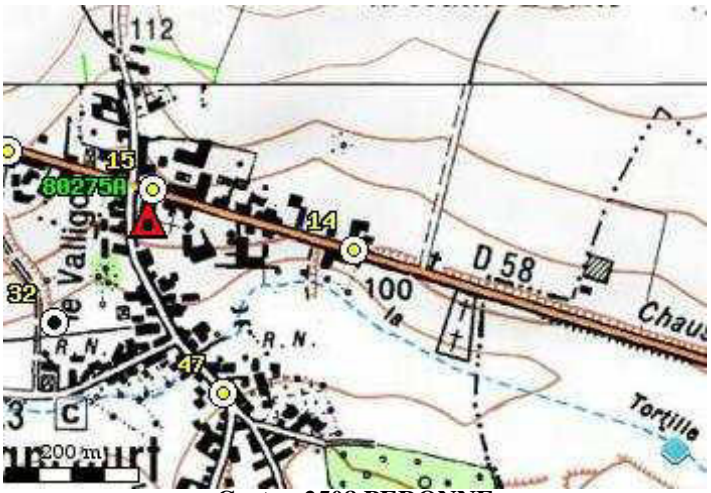
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.80 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308813

Matricule : **D.A.M3Q3 - 15**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

107,087 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 05.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 18.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.30** *N (km) :* **6993.34**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80275** *Commune :* **EQUANCOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT-EGLISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,32** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 14**

Localisation :

Support : **MAIRIE D'EQUANCOURT**

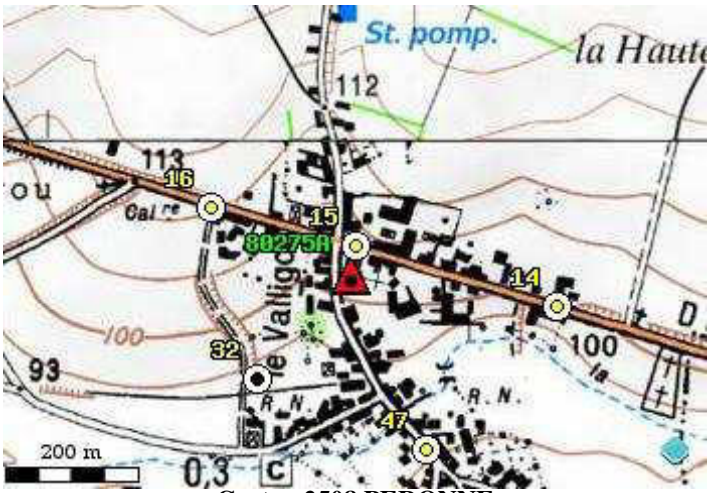
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.40 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308814 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.M3Q3 - 16** — **110,465 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 54.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 20.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.08** *N (km) :* **6993.40**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80275** *Commune :* **EQUANCOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EQUANCOURT-EGLISE** *à :* **MESNIL-EN-ARROUAISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,23** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 15**

Localisation : **AU NO 11, RUE DE LA CHAPELLE**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.45 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510401

Matricule : **D.A.Q3 - 47**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,417 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 10.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 08.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.41** *N (km) :* **6993.03**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80275** *Commune :* **EQUANCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **EQUANCOURT (D.58)** *à :* **NURLU (D.917)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,39** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 15**

Localisation : **AU NUMERO 31 DE LA GRANDE RUE**

Support : **REMISE**

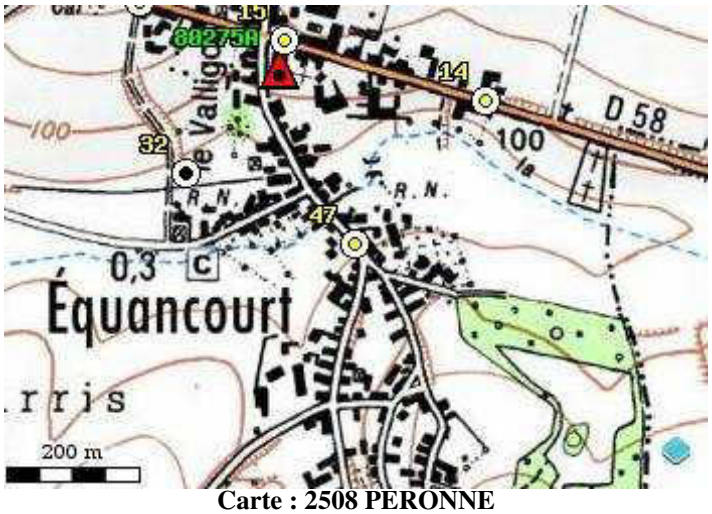
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.63 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510402

Matricule : **D.A.Q3 - 48**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

98,023 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 11.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 53.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **701.42** *N (km) :* **6992.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80275** *Commune :* **EQUANCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **EQUANCOURT (D.58)** *à :* **NURLU (D.917)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,47** *km du repère* **D.A.Q3 - 47**

Localisation : **AU NO 12, RUE DE NURLU**

Support : **MAISON**

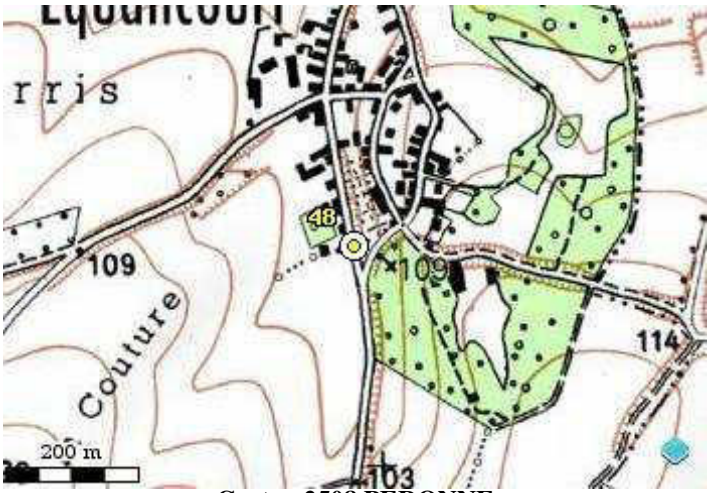
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.06 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

EQUANCOURT II

Département : SOMME (80)	**No du Site** **8027502**	Identifiant : 72943
Commune : EQUANCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



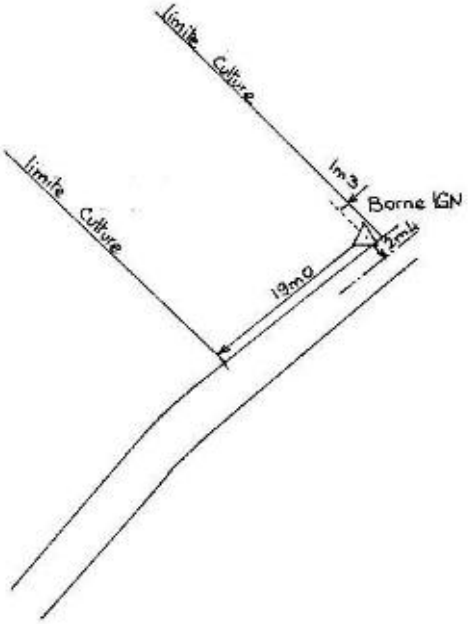
Azimut de la prise de vue : 28 gr

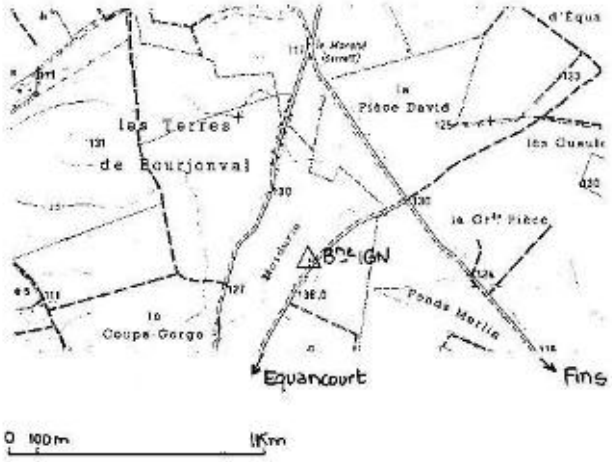


Carte : 2507 CAMBRAI

Orientement à la borne :

Neuville-Bourjonval : Clocher 5° ordre.





Situation topo : 1,3 km N-N.E. d'Equancourt.

EQUANCOURT II

Identifiant : 184679 - NO : 8027502-01

Point : 1

Borne en granit gravée IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 358 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
1	3° 01' 30.2844" E	50° 03' 01.0108" N	178.79	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
1	701797.96	6994653.38	< 10 cm	135.0	< 50 cm

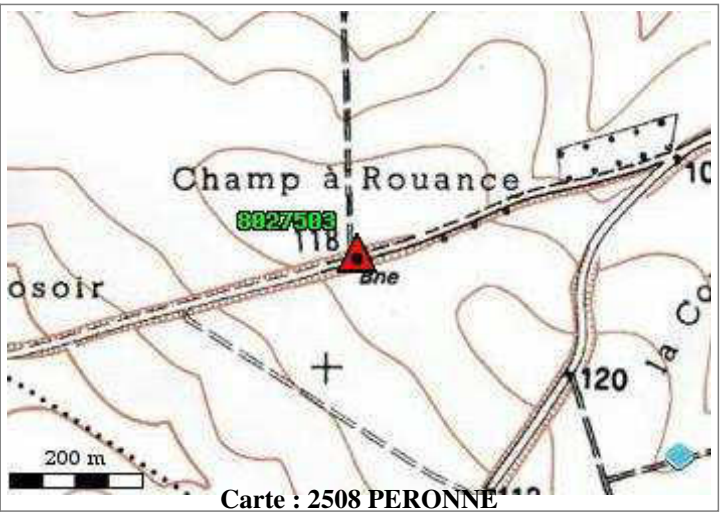
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

EQUANCOURT III

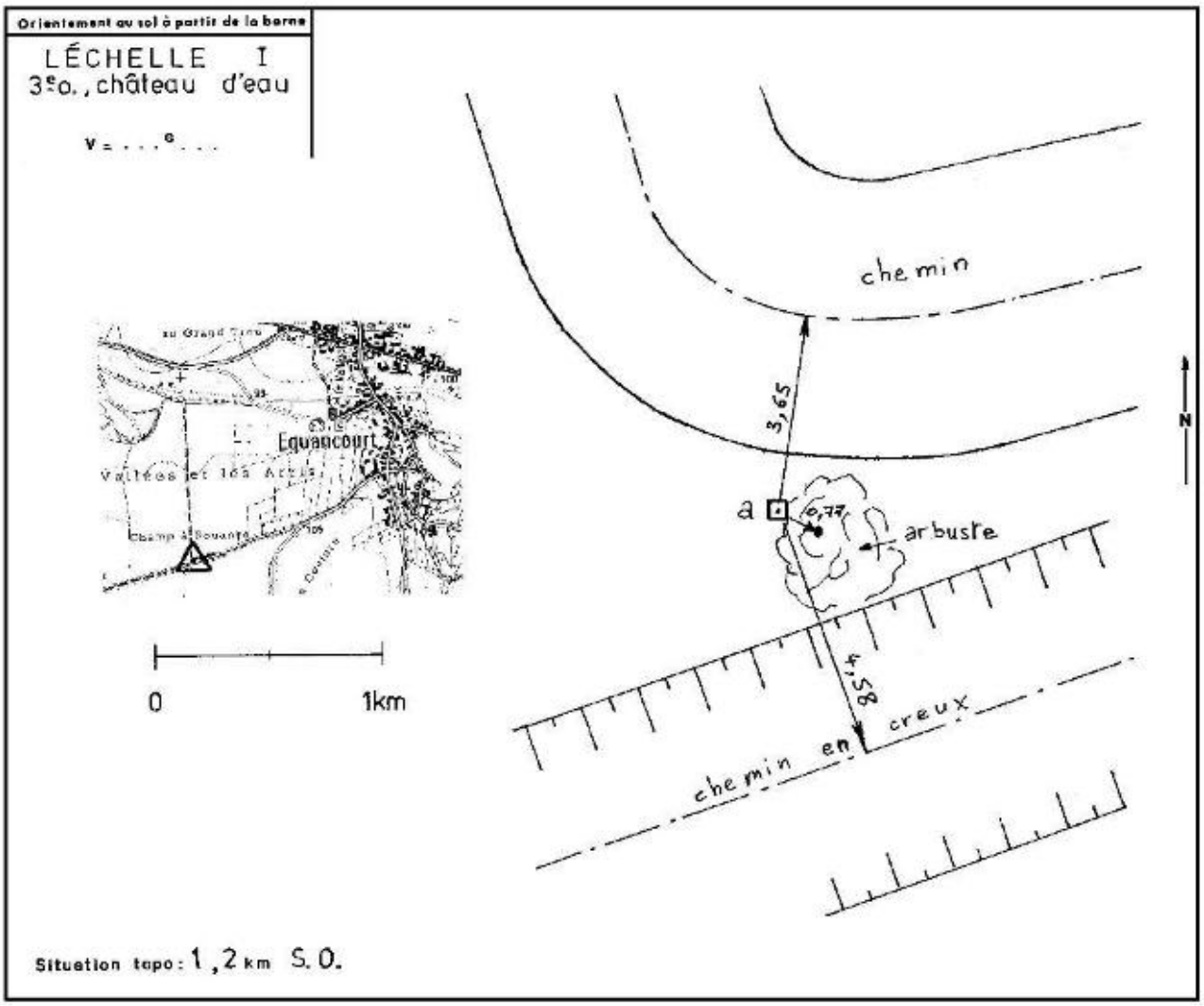
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8027503**	Identifiant : 72944
Commune : EQUANCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 90 gr



Carte : 2508 PERONNE



EQUANCOURT III

Identifiant : 184681 - NO : 8027503-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 260 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 25.8440" E	50° 01' 48.3588" N	161.80	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700514.87	6992406.18	< 10 cm	118.00	< 50 cm

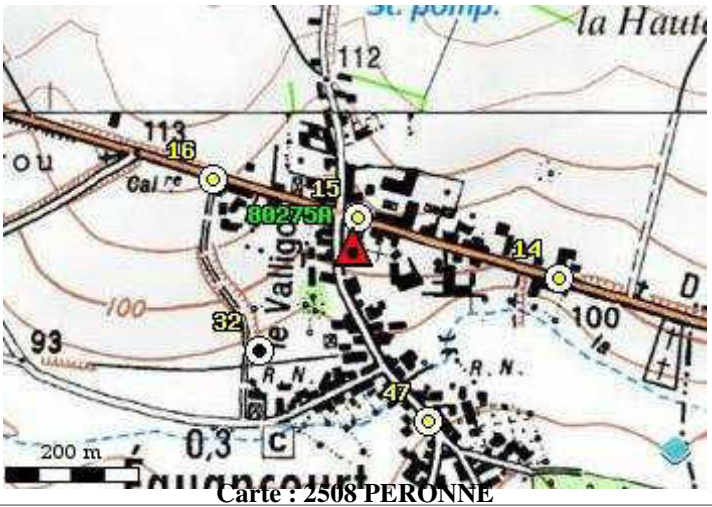
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

EQUANCOURT A

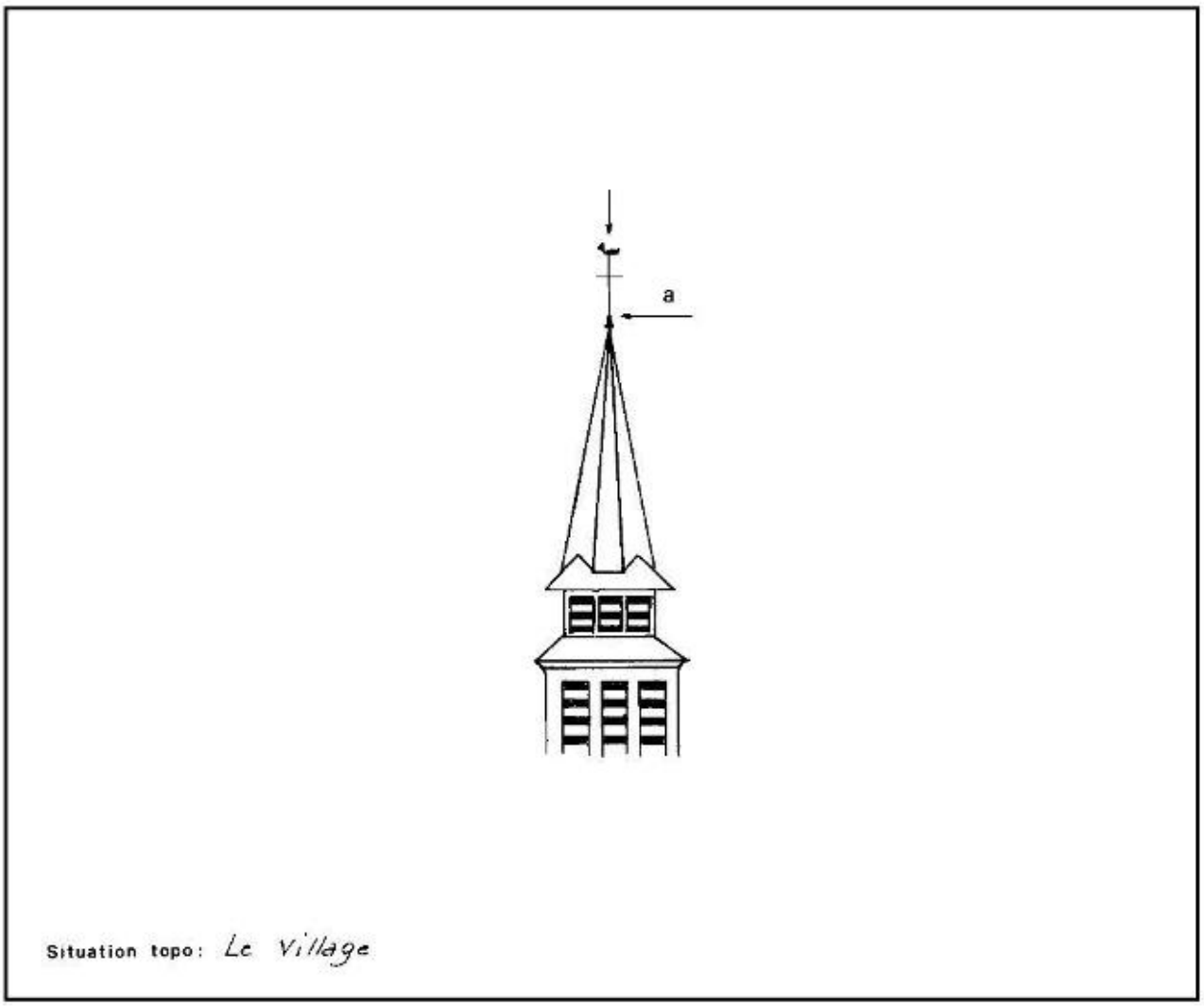
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80275A**	Identifiant : 72945
Commune : EQUANCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 20 gr



Carte : 2508 PERONNE



EQUANCOURT A

Identifiant : 184683 - NO : 80275A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 180 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 01' 05.0227" E	50° 02' 17.1169" N	179.38	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	701295.20	6993295.71	< 10 cm	135.58	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286381

Matricule : **D.A.P3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

85,633 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 41.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 43.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.63** *N (km) :* **6975.56**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **92,55** *km* *Distance :* **0,55** *km du repère* **D.A.P3 - 58**

Localisation : **AU HAMEAU DE PRUSLE, A 150 M AU NORD DE LA CHAUSSEE BRUNEHAUT**

Support : **MAISON (ANCIENNE GARE)**

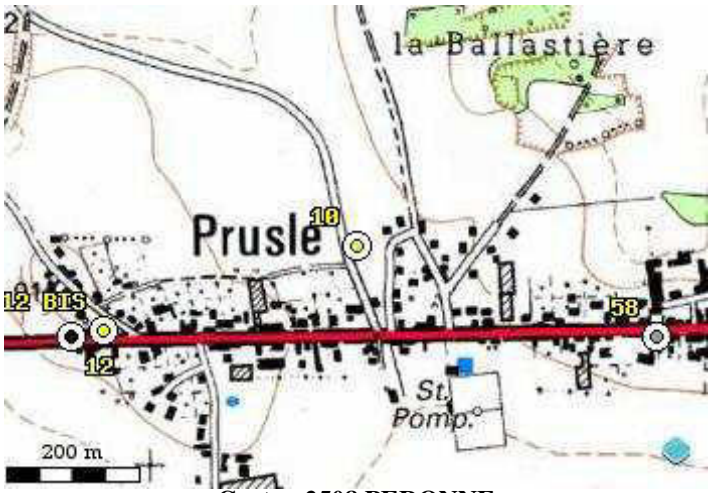
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON OUEST DE L'AVANT-CORPS, FACE OUEST**

Repèrements : **A 1.32 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415284

Matricule : **D.A.P3 - 12 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

87,721 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 22.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 39.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.24** *N (km) :* **6975.43**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **92,11** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU HAMEAU DE PRUSLE, AU NO 5, ROUTE NATIONALE**

Support : **MAISON**

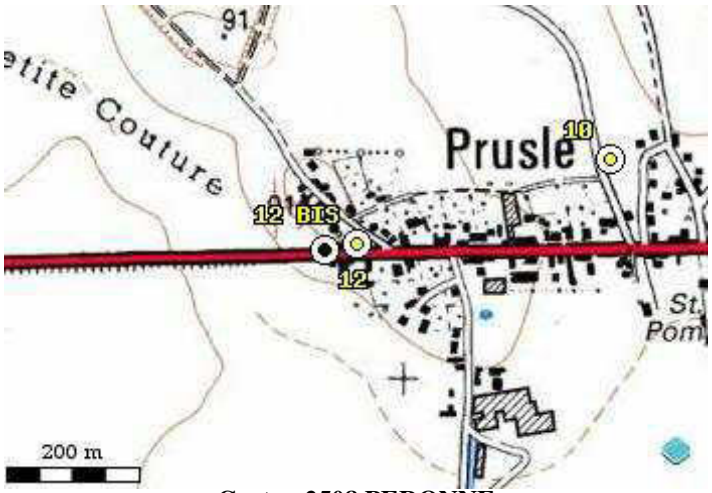
Partie support : **SOUBASSEMENT DE LA CHAINE D'ANGLE EST DU MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.11 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510471

Matricule : **D.A.P3 - 51**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

91,494 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 02.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 21.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.44** *N (km) :* **6976.72**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **D.44**

de : **PERONNE** *à :* **N.29**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.P3 - 50**

Localisation : **AU NORD DU CARREFOUR AVEC LE CHEMIN DE L'EGLISE DE BOUVINCOURT**

Support : **CROIX**

Partie support : **SOCLE, FACE SUD, FACE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**

A 0.44 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415272

Matricule : **D.A.P3 - 52**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

88,622 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 23.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 41.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.87** *N (km) :* **6975.49**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **95,76** *km* *Distance :* **1,00** *km du repère* **D.A.P3 - 6**

Localisation : **AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE FERNAND POUPART**

Support : **MAISON**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON SUD, FACE ROUTE**

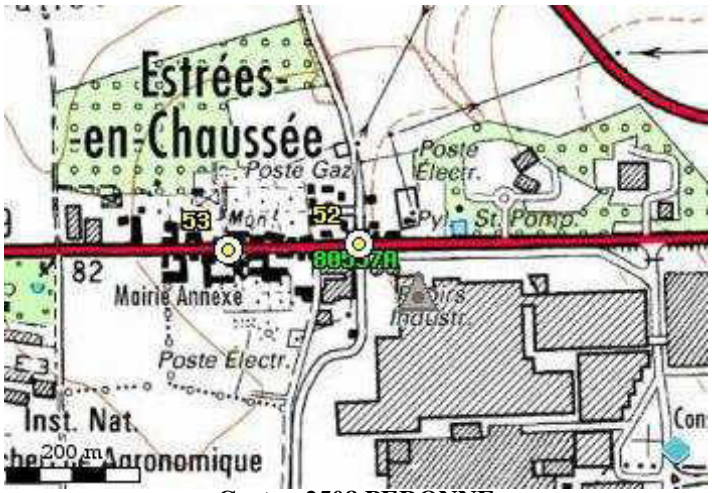
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.15 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415261

Matricule : **D.A.P3 - 53**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

89,076 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 13.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 41.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.67** *N (km) :* **6975.48**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Gauche** *PK :* **95,55** *km* *Distance :* **0,20** *km du repère* **D.A.P3 - 52**

Localisation : **AU HAMEAU D'ESTREES-EN-CHAUSSEE**

Support : **MAIRIE ANNEXE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.37 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 528811 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.P3 - 54 BIS**

88,621 m ***

Année de dernière détermination : 2007 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2007

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 51.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 40.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.23** *N (km) :* **6975.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Gauche** *PK :* **95,12** *km* *Distance :* **0,44** *km du repère* **D.A.P3 - 53**

Localisation :

Support : **MUR DE CLOTURE DE L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE**

Partie support : **FACE NORD, FACE ROUTE, COTE OUEST**

Repèrements :

Remarques : *** **Ce repère n'a pas été observé par l'I.G.N.**

Exploitable par GPS depuis une station excentrée

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415263

Matricule : **D.A.P3 - 55**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

84,334 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 40.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 39.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.81** *N (km) :* **6975.44**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **93,71** *km* *Distance :* **1,41** *km du repère* **D.A.P3 - 54**

Localisation : **AU BOURG DE MONS-EN-CHAUSEE**

Support : **MUR DE CLOTURE**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 1.34 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.25 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415264

Matricule : **D.A.P3 - 56**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

88,060 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 23.1" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 40.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.46** *N (km) :* **6975.45**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Gauche** *PK :* **93,34** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU BOURG DE MONS-EN-CHAUSSEE**

Support : **EGLISE DE MONS-EN-CHAUSEE**

Partie support : **SOUBASSEMENT MUR PIGNON NORD DU TRANSEPT GAUCHE, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.32 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 1.08 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415265

Matricule : **D.A.P3 - 57**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

88,423 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 00' 20.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 40.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **700.40** *N (km) :* **6975.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **N.29 (CHAUSSEE BRUNEHAUT)**

de : **D.44** *à :* **D.937**

Coté : **Droit** *PK :* **93,29** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU BOURG DE MONS-EN-CHAUSSEE, A 30 M AU NORD DE LA N.29**

Support : **MAIRIE D'ESTREES-MONS**

Partie support : **AVANT-CORPS SUD DU MUR DE FACADE SUD, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.11 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286332

Matricule : **D.A.P3T3 - 5**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

82,230 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 41.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 38.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.43** *N (km) :* **6975.42**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **18,98** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **AU NORD-OUEST DU CARREFOUR AVEC LA D.1029**

Support : **MONUMENT COMMEMORATIF BOURIAT-TRINTIGNANT**

Partie support : **SOCLE, FACE NORD-OUEST, FACE OPPOSEE AU CARREFOUR**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.08 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286333

Matricule : **D.A.P3T3 - 6**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

78,374 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2016

Repère vu en place en 2016

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 28.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 14.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.18** *N (km) :* **6976.52**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80557** *Commune :* **ESTREES-MONS**

Voie suivie : **D.937**

de : **D.1029** *à :* **PERONNE**

Coté : **Droit** *PK :* **20,06** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU**

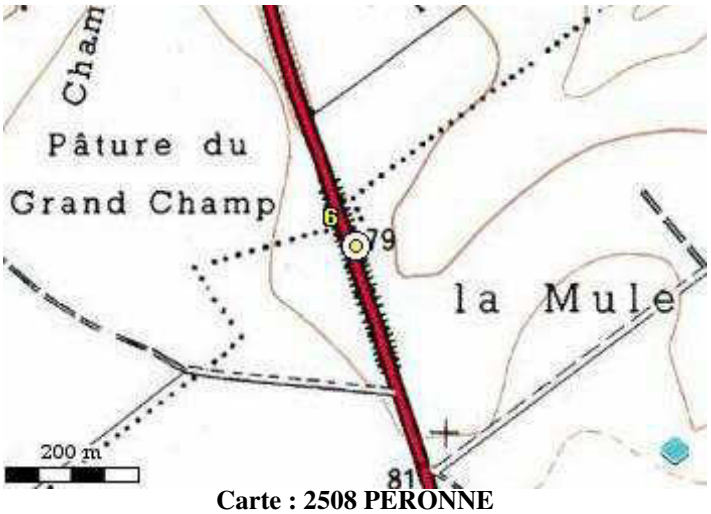
Partie support : **PLINTHE SUR MUR EN RETOUR AVAL, RIVE DROITE**

Repèrements : **A 1.16 M DE L'EXTREMITE RIVE DROITE**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

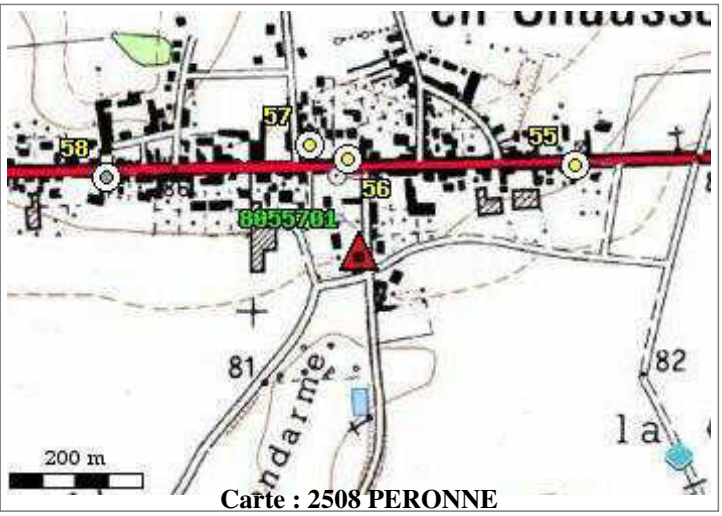
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

MONS-EN-CHAUSSEE I

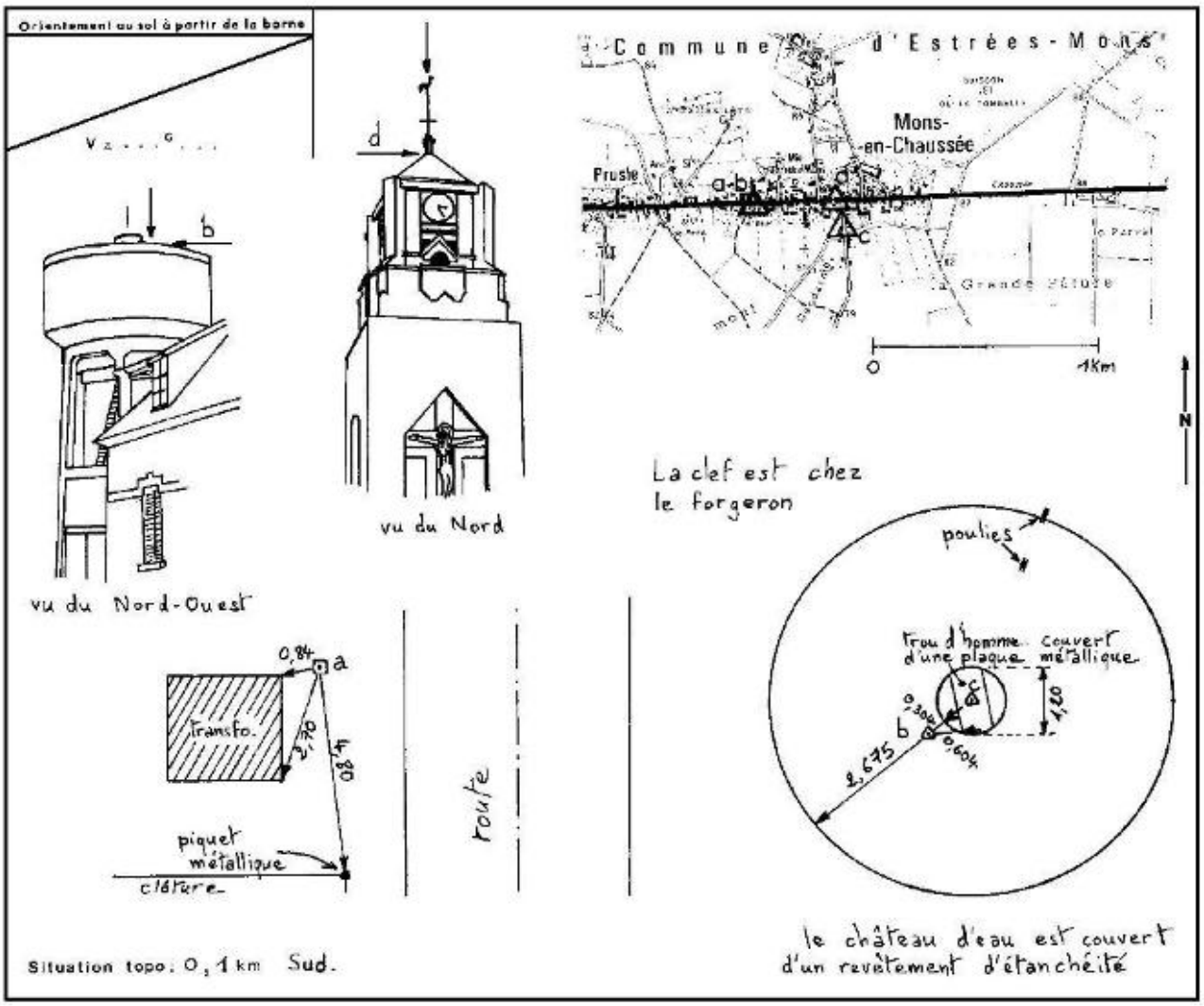
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8055701**	Identifiant : 73285
Commune : ESTREES-MONS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 370 gr



Carte : 2508 PERONNE



MONS-EN-CHAUSSEE I

Identifiant : 185500 - NO : 8055701-01

Point : a

Borne IGN

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 340 gr



Identifiant : 185504 - NO : 8055701-05

Point : d

Clocher : Sommet toit

Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 280 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 00' 24.0088" E	49° 52' 35.3994" N	127.01	< 10 cm
d	3° 00' 22.2500" E	49° 52' 39.2144" N	159.45	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	700479.76	6975306.47	< 10 cm	83.13	< 50 cm
d	700444.60	6975424.43	< 10 cm	115.57	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415031 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 9b** — **53,196 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 28.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 28.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.57** *N (km) :* **6976.95**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **34,08** *km* *Distance :* **0,65** *km du repère* **D.A.R3 - 9a**

Localisation : **A 350 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.62, AU NO 1, GRANDE RUE**

Support : **MAIRIE D'ETERPIGNY**

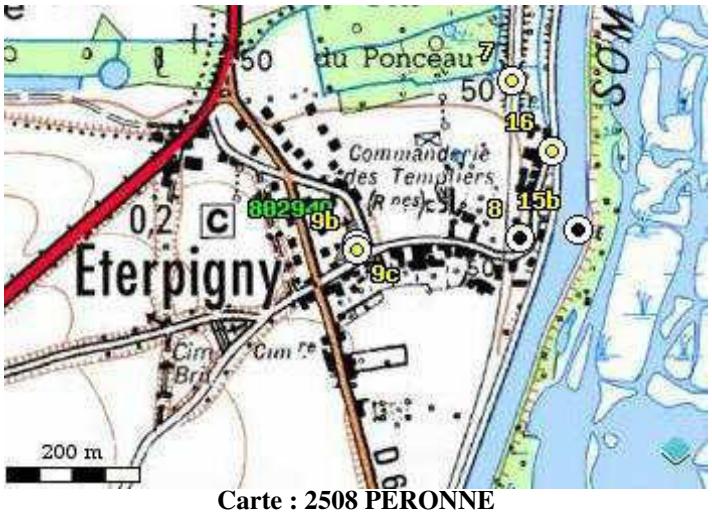
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE GRANDE RUE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.80 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415032

Matricule : **D.A.R3 - 9c**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

56,337 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 28.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 28.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.57** *N (km) :* **6976.96**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **N.17**

de : **PERONNE (MAIRIE)** *à :* **VILLERS-CARBONNEL (N.29)**

Coté : **Gauche** *PK :* **34,08** *km* *Distance :* **0,05** *km du repère* **D.A.R3 - 9b**

Localisation : **A 300 M AU SUD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.62**

Support : **EGLISE D'ETERPIGNY**

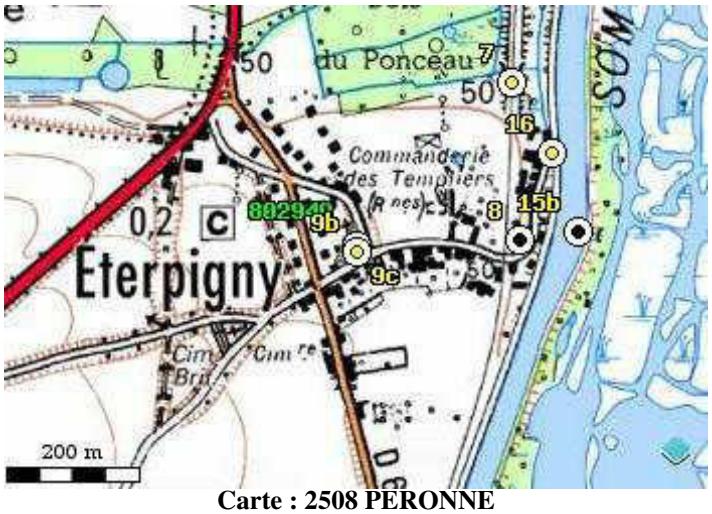
Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT SUD-OUEST DU MUR DE FACADE SUD-EST DU CLOCHER,FACE SUD-EST, FACE GRANDE RUE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.20 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 21195

Matricule : **D.A.R3T3 - 10**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,123 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1970 - Année de nouveau calcul : 1990

Repère non retrouvé en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 23.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 52' 57.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.48** *N (km) :* **6975.99**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CHAULNES-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **144,88** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

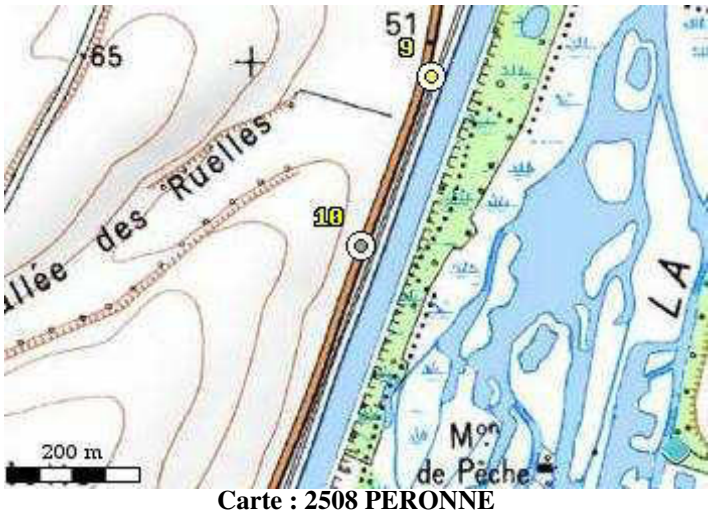
Support : **MUR DE SOUTENEMENT**

Partie support : **FACE SUD-EST, FACE VOIE**

Repèrements :

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 286259

Matricule : **D.A.R3T3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

49,925 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 40.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 37.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.81** *N (km) :* **6977.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE** *à :* **ETERPIGNY**

Coté : **Droit** *PK :* **146,21** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU SUR LE RU DE BARLEUX**

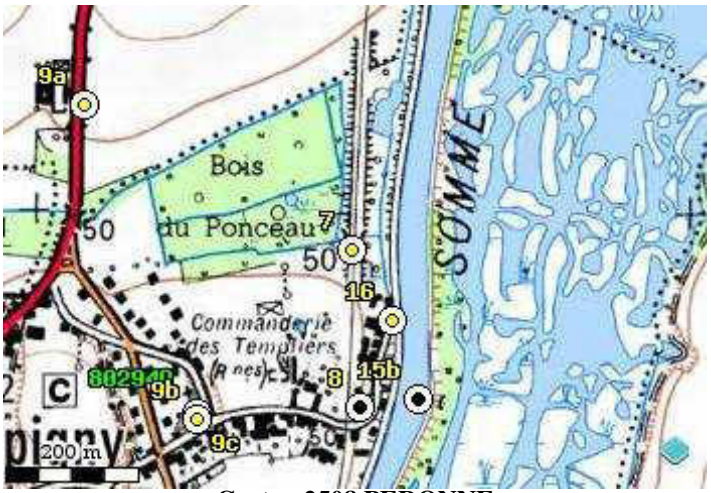
Partie support : **FACE AMONT DE LA PILE RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.22 M DE L'EXTREMITE OPPOSEE AU RUISSEAU**
A 0.12 M AU-DESSOUS DU TABLIER

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 227886

Matricule : **D.A.R3T3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,965 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 29.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 05.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.59** *N (km) :* **6976.25**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **VOIE FERREE**

de : **PERONNE-GARE** *à :* **CHAULNES-GARE**

Coté : **Droit** *PK :* **145,19** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **MUR DE SOUTENEMENT**

Partie support : **FACE SUD-EST, FACE VOIE**

Repèrements : **A 0.46 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.15 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510034 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.T3 - 16** **50,597 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 55' 43.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 53' 33.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **694.87** *N (km) :* **6977.10**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80294** *Commune :* **ETERPIGNY**

Voie suivie : **CANAL DE LA SOMME**

de : **OFFOY** *à :* **PERONNE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,20** *km du repère* **D.A.R3T3 - 8**

Localisation : **AU NO 11 DE LA RUE D'EN-BAS, A 30 M A L'OUEST DU CANAL**

Support : **REMISE**

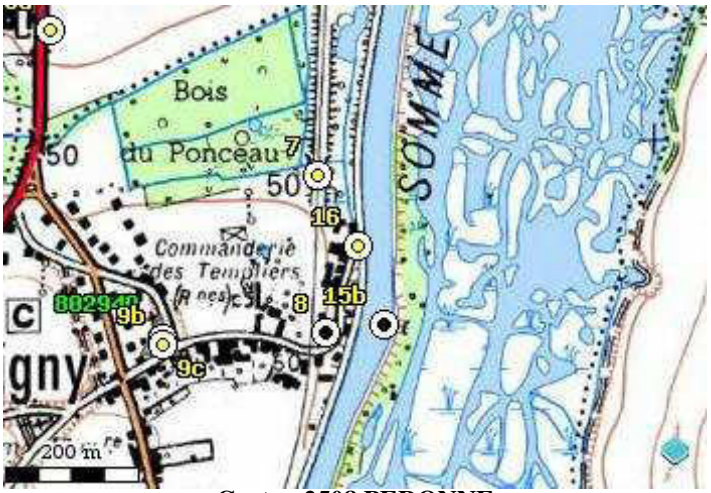
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 0.37 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.36 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 308831

Matricule : **D.A.L3Q3 - 1**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

92,281 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 25.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 17.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.31** *N (km) :* **6993.32**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **YTRES** *à :* **MANANCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **13,63** *km* *Distance :* **0,38** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 2**

Localisation :

Support : **AQUEDUC SUR UN FOSSE**

Partie support : **PARAPET AMONT, FACE ROUTE**

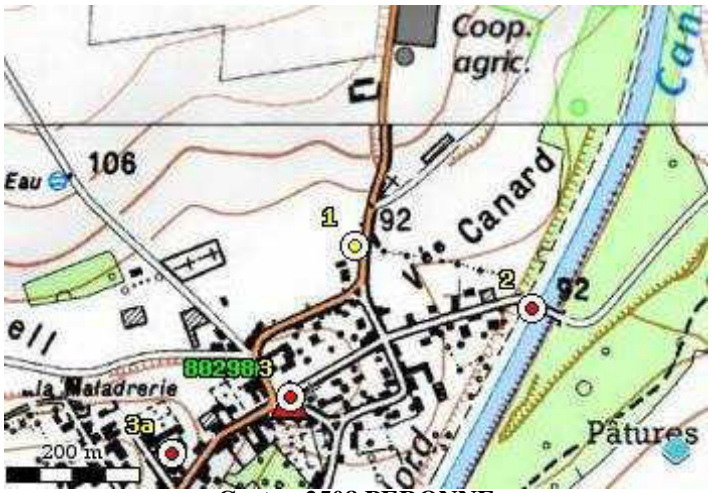
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.10 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308830

Matricule : **D.A.L3Q3 - 2**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

91,072 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 39.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 14.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.59** *N (km) :* **6993.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **RUE D'EQUANCOURT**

de : **D.43** *à :* **EQUANCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,40** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 3**

Localisation : **AU LIEU-DIT "VALLEE CANARD"**

Support : **PONT SUR LE CANAL DU NORD**

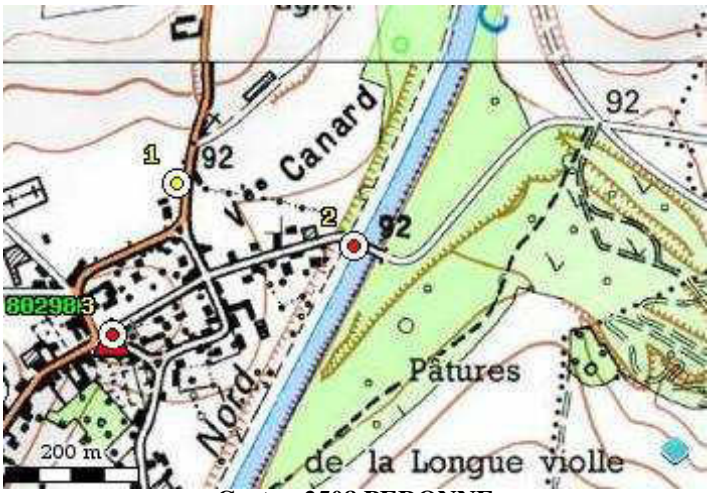
Partie support : **PLINTHE SUR MUR EN RETOUR SUD-OUEST**

Repèrements : **A 2.40 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.07 M AU-DESSUS DE L'ARETE INFERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3Q3 - 2 , D.A.L3Q3 - 3 , D.A.L3Q3 - 3a , D.A.L3Q3 - 4



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 244303

Matricule : **D.A.L3Q3 - 3**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

96,186 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 20.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 10.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.21** *N (km) :* **6993.09**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **YTRES** *à :* **MANANCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **13,30** *km* *Distance :* **0,58** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 4**

Localisation : **A L'EST DU CARREFOUR AVEC LA RUE D'EQUANCOURT**

Support : **EGLISE D'ETRICOURT**

Partie support : **MUR DE FACADE NORD-OUEST DE LA NEF, FACE RUE D'EQUANCOURT**

Repèrements : **A 1.23 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.13 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3Q3 - 2 , D.A.L3Q3 - 3 , D.A.L3Q3 - 3a , D.A.L3Q3 - 4



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 531270

Matricule : **D.A.L3Q3 - 3a**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

102,544 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 11.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 07.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.03** *N (km) :* **6993.00**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **YTRES** *à :* **MANANCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **13,13** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A 35 M DE LA D.43**

Support : **MAIRIE-POSTE D'ETRICOURT-MANANCOURT**

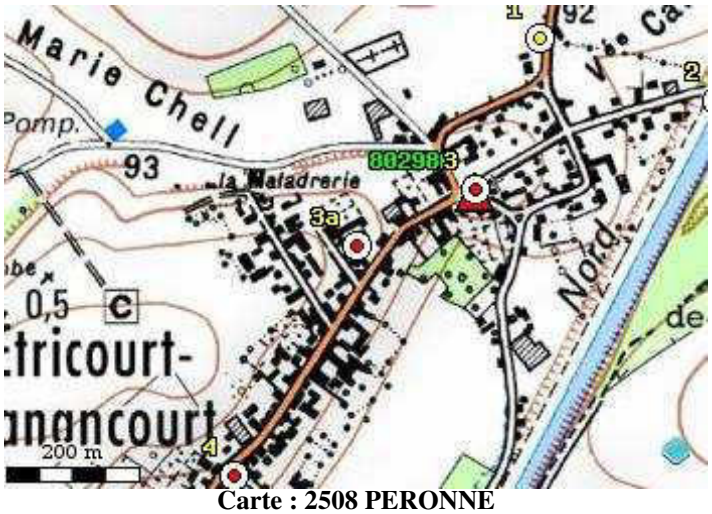
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE D.43**

Repèrements : **A 0.50 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.14 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3Q3 - 2 , D.A.L3Q3 - 3 , D.A.L3Q3 - 3a , D.A.L3Q3 - 4



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510651

Matricule : **D.A.L3Q3 - 4**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,183 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 2013

Repère vu en place en 2013

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 02.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 56.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.84** *N (km) :* **6992.65**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **EQUANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,42** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 3a**

Localisation : **AU SUD DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE DOUAY**

Support : **MAISON**

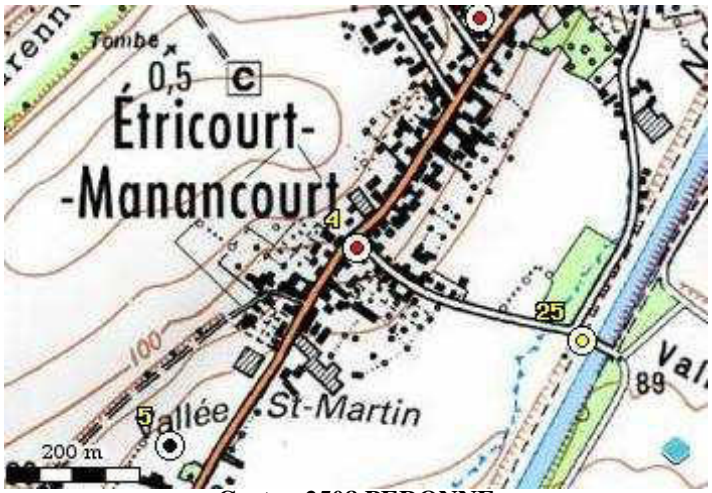
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE NORD-OUEST, FACE D.43**

Repèrements : **A 0.40 M DU PAN COUPE COTE CARREFOUR**
A 0.23 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**
Ce repère appartient à un triplet.
Liste des repères du triplet : D.A.L3Q3 - 2 , D.A.L3Q3 - 3 , D.A.L3Q3 - 3a , D.A.L3Q3 - 4



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308824 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.L3Q3 - 6** — **98,070 m** *ALTITUDE NORMALE*

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 40.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 31.3" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.41** *N (km) :* **6991.88**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **ETRICOURT-MANANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,14** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 7**

Localisation : **AU NORD-EST DU CARREFOUR AVEC LA D.72**

Support : **EGLISE DE MANANCOURT**

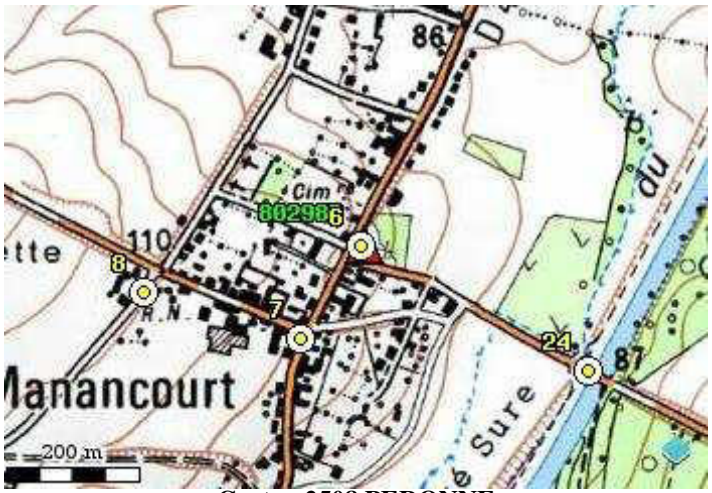
Partie support : **MUR DE FACADE OUEST DE LA NEF, FACE D.43**

Repèrements : **A 0.36 M DE L'EXTREMITE SUD**
A 0.84 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510652

Matricule : **D.A.L3Q3 - 7**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

99,569 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 35.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 26.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.32** *N (km) :* **6991.74**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.43**

de : **ETRICOURT-MANANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,28** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 8**

Localisation : **AU NORD DU CARREFOUR AVEC D.72**

Support : **MAISON**

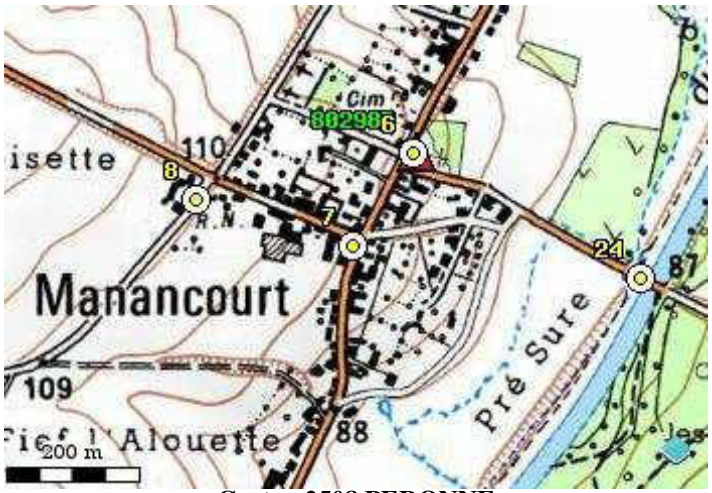
Partie support : **MUR DE FACADE EN PAN COUPE, FACE SUD, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE EST**
A 0.48 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308825

Matricule : **D.A.L3Q3 - 8**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

112,052 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 23.8" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 29.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.08** *N (km) :* **6991.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **V.O.**

de : **ETRICOURT-MANANCOURT** *à :* **SAILLY-SAILLISEL**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,31** *km du repère* **D.A.L3Q3 - 8-I**

Localisation : **AU NO 2, RUE DE SAILLY**

Support : **GRANGE**

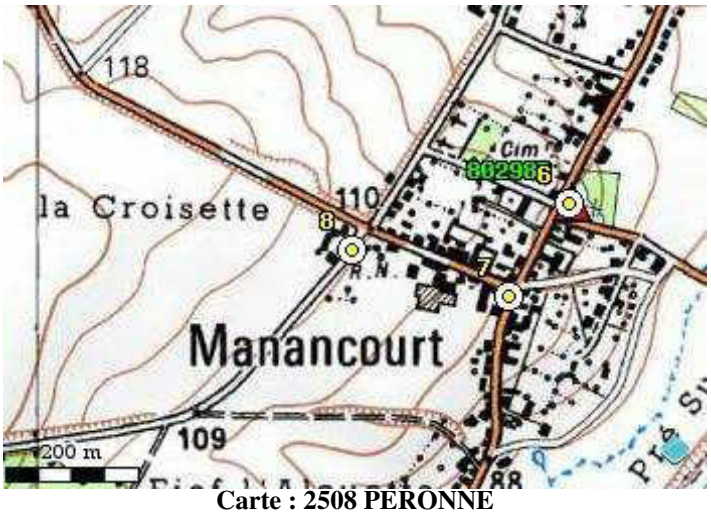
Partie support : **MUR DE FACADE SUD-EST, FACE RUE**

Repèrements : **A 1.73 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415701

Matricule : **D.A.M3Q3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

95,128 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1970

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 46.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 33.8" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.72** *N (km) :* **6993.81**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **D.58**

de : **EQUANCOURT** *à :* **D.43**

Coté : **Gauche** *PK :* **14,96** *km* *Distance :* **0,00** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 18**

Localisation :

Support : **PONT SUR LE CANAL DU NORD**

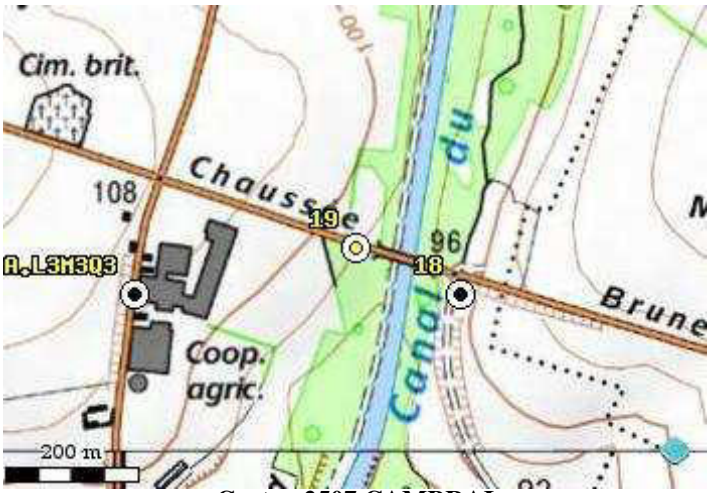
Partie support : **PLINTHE**

Repèrements : **A 2.18 M DE L'EXTREMITE COTE D.43**
A L'AXE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415192

Matricule : **D.A.Q3 - 24**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

82,449 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 58' 57.5" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 25.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **698.76** *N (km) :* **6991.69**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **CANAL DU NORD**

de : **PERONNE** *à :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **32,72** *km* *Distance :* **0,90** *km du repère* **D.A.Q3 - 25**

Localisation : **AU LIEU-DIT "PRE SURE"**

Support : **PONT DE LA D.72 SUR LE CANAL DU NORD**

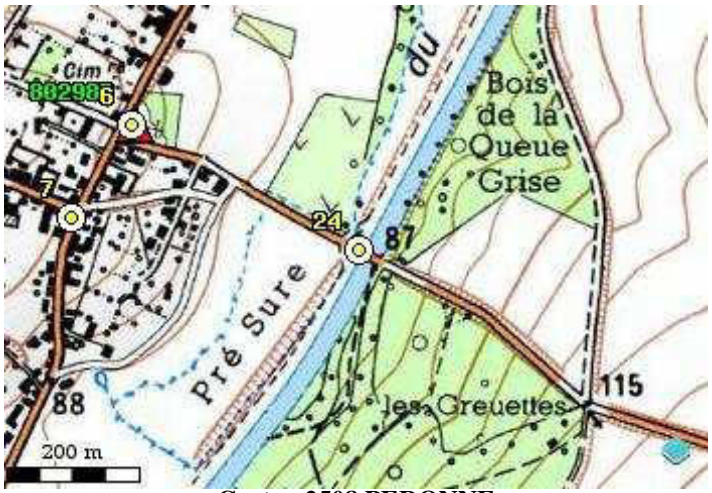
Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE NORD-OUEST, FACE SUD-EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 3.90 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 1.00 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510415 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.Q3 - 25**

83,864 m

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1971 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 59' 19.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 51.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **699.19** *N (km) :* **6992.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80298** *Commune :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Voie suivie : **CANAL DU NORD**

de : **PERONNE** *à :* **ETRICOURT-MANANCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,90** *km du repère* **D.A.Q3 - 24**

Localisation : **AU LIEU-DIT "VALLEE TARTERON"**

Support : **PONT D'UN V.O. SUR LE CANAL DU NORD**

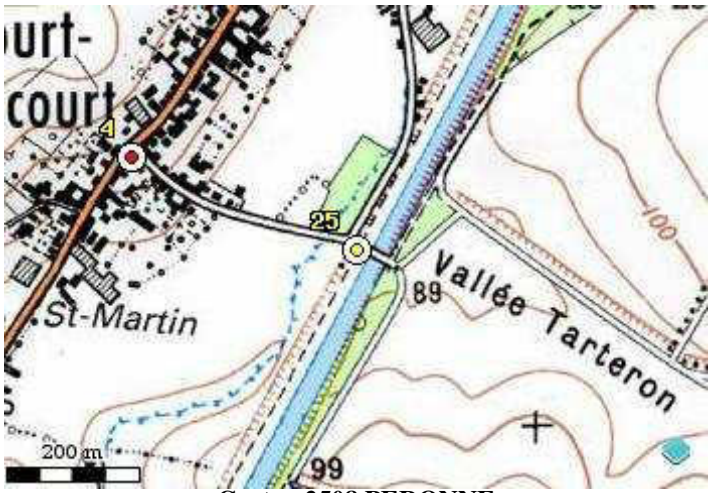
Partie support : **PIEDROIT DE LA CULEE NORD-OUEST, FACE SUD-EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 2.80 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 1.70 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

ETRICOURT-MANANCOURT A

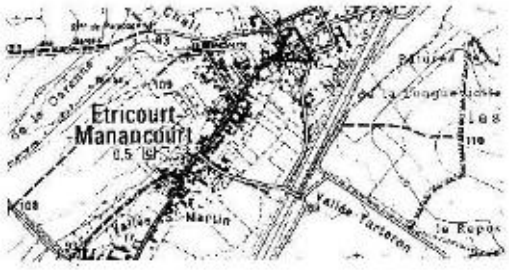
Département :	**SOMME (80)**	**No du Site** **80298A**	Identifiant : 72973
Commune :	**ETRICOURT-MANANCOURT**		
Lieu-dit :	**Etricourt**	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 80 gr



Carte : 2508 PERONNE







Situation topo: Le Village

ETRICOURT-MANANCOURT A

Identifiant : 184752 - NO : 80298A-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 59' 20.5940" E	50° 02' 10.1022" N	171.49	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	699215.04	6993078.67	< 10 cm	127.71	< 50 cm

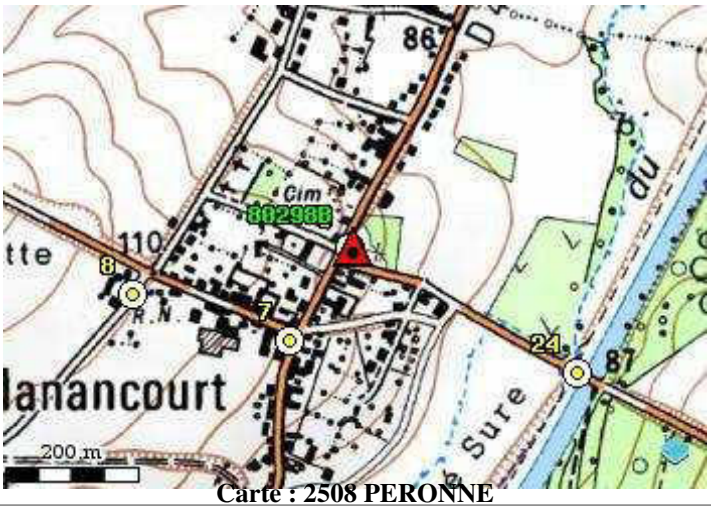
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

ETRICOURT-MANANCOURT B

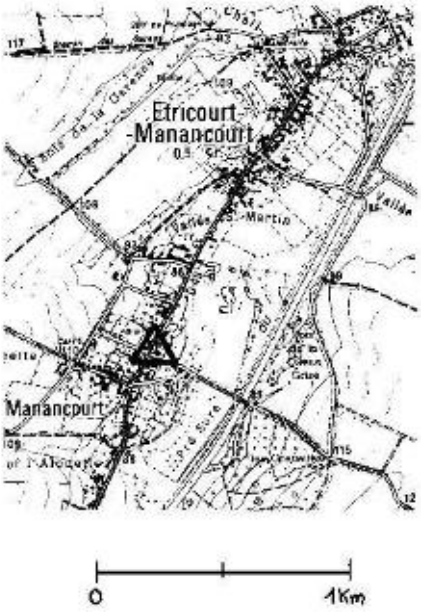
Département :	**SOMME (80)**	**No du Site** **80298B**	Identifiant : 72974
Commune :	**ETRICOURT-MANANCOURT**		
Lieu-dit :	**Manancourt**	**Site du**	**Réseau de détail**



Azimut de la prise de vue : 80 gr



Carte : 2508 PERONNE







Situation topo : *Le Village*

ETRICOURT-MANANCOURT B

Identifiant : 184753 - NO : 80298B-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 58' 40.5031" E	50° 01' 31.3786" N	176.99	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	698416.09	6991881.23	< 10 cm	133.21	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Repère de nivellement

Identifiant : 510298

Matricule : **D.A.R3 - 154**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

53,581 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 08.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 36.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.20** *N (km) :* **6982.76**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **D.146E**

de : **V.O.** *à :* **FEUILLERES (D.146)**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **1,52** *km du repère* **D.A.R3 - 152**

Localisation : **AU LIEU-DIT "CHAMP DE LA CHAPELLE"**

Support : **TRANSFORMATEUR**

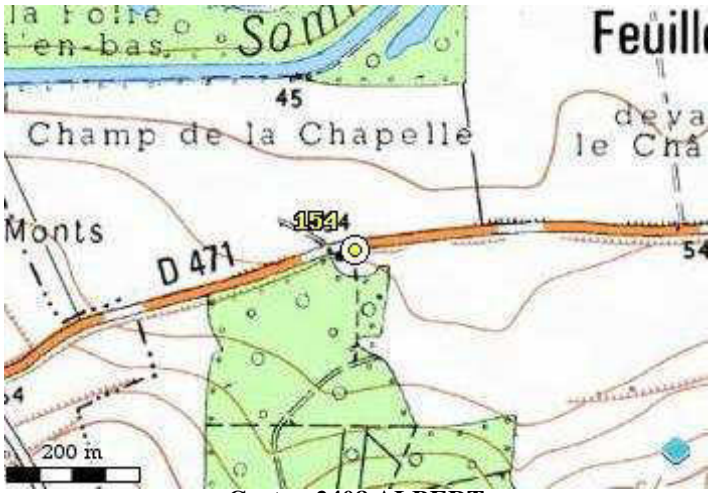
Partie support : **FACE EST**

Repèrements : **A 0.17 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.56 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510299

Matricule : **D.A.R3 - 155**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

50,966 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 47.8" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 51.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.98** *N (km) :* **6983.22**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **D.146**

de : **D.146E** *à :* **D.938**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **1,14** *km du repère* **D.A.R3 - 154**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **MAIRIE DE FEUILLERES**

Partie support : **CHAINE D'ANGLE EST DU MUR DE FACADE NORD**

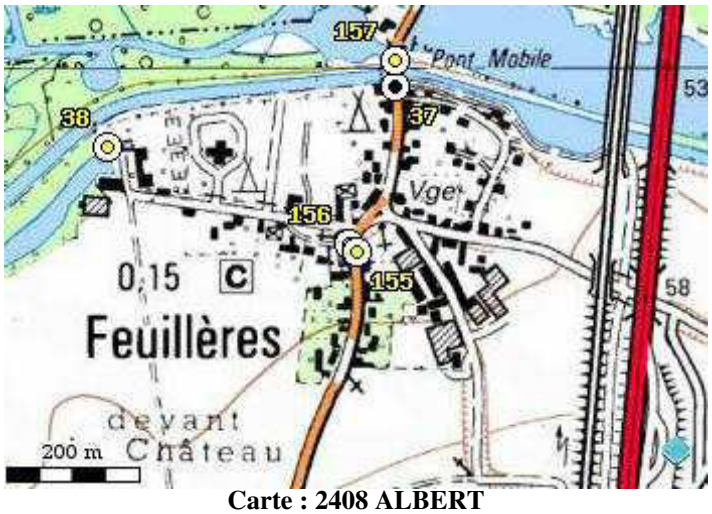
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.22 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510292

Matricule : **D.A.R3 - 156**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

51,106 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 47.5" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 51.4" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.97** *N (km) :* **6983.23**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **D.146**

de : **D.146E** *à :* **D.938**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,04** *km du repère* **D.A.R3 - 155**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **EGLISE DE FEUILLERES**

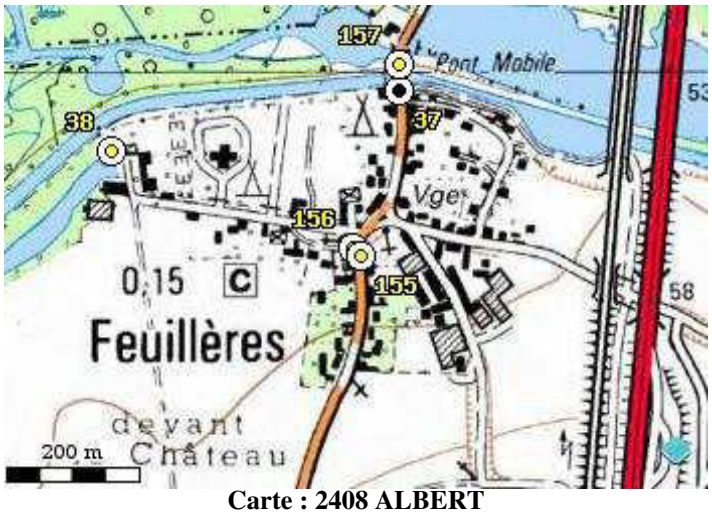
Partie support : **CHAINE D'ANGLE SUD-OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
A 0.17 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510293

Matricule : **D.A.R3 - 157**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

47,370 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 50.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 57' 00.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **689.04** *N (km) :* **6983.51**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **D.146**

de : **D.146E** *à :* **D.938**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,32** *km du repère* **D.A.R3 - 156**

Localisation : **AU LIEU-DIT "ETANG DE MADAME PETIT"**

Support : **PONT SUR LA SOMME (FLEUVE)**

Partie support : **ABOUT DU MUR EN AILE AMONT RIVE GAUCHE**

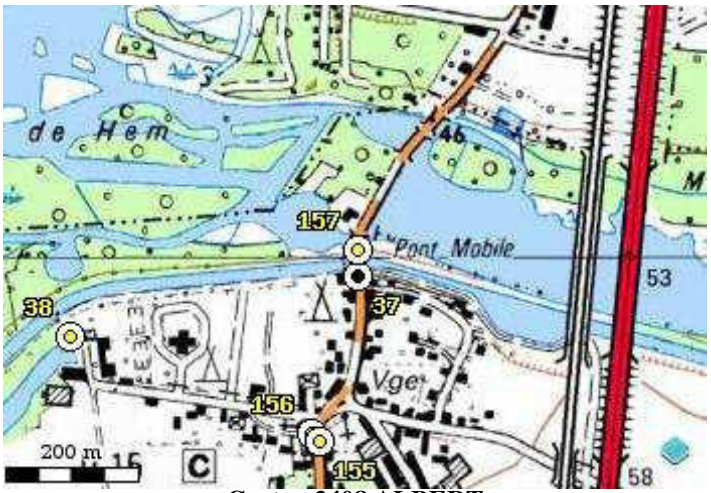
Repèrements : **A L'AXE**

A 0.40 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 473837 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 35** — **49,540 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 52' 33.3" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 50.9" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **691.09** *N (km) :* **6983.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **CANAL DE LA SOMME**

de : **PERONNE (VOIE FERREE)** *à :* **ECLUSIER (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,84** *km du repère* **D.A.R3 - 34**

Localisation :

Support : **ECLUSE DE SORMONT**

Partie support : **MUR EN RETOUR AVAL RIVE GAUCHE**

Repèrements : **A 0.88 M DE L'EXTREMITE RIVE GAUCHE**
A 0.47 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510244 — *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 36** — **48,514 m**

Année de dernière observation : 1955 - Année de nouveau calcul : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 47.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 47.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.16** *N (km) :* **6983.09**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **CANAL DE LA SOMME**

de : **PERONNE (VOIE FERREE)** *à :* **ECLUSIER (EGLISE)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,94** *km du repère* **D.A.R3 - 35**

Localisation : **AU LIEU-DIT "BUSCOURT", A 50 M AU SUD-OUEST DU CANAL**

Support : **REMISE**

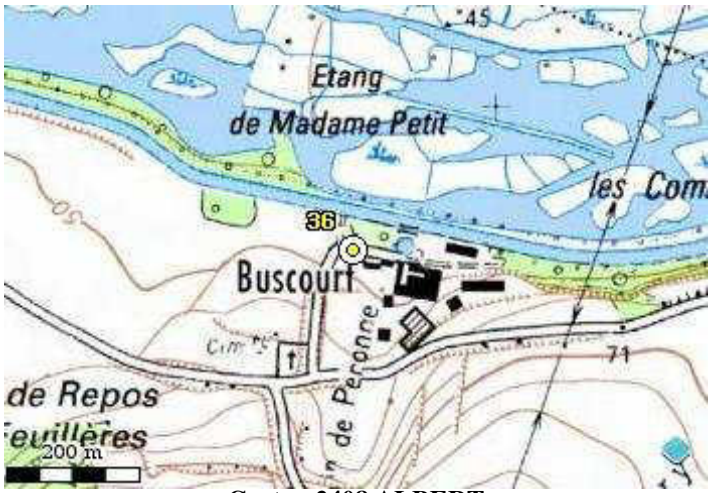
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE CANAL**

Repèrements : **A 0.80 M DE L'EXTREMITE NORD-OUEST**
A 0.41 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 150301 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.R3 - 38** — **46,438 m**

Année de dernière observation : 1955 - *Année de nouveau calcul :* 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 1955

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 50' 28.9" E** *Latitude (dms) :* **49° 56' 56.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **688.60** *N (km) :* **6983.38**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80307** *Commune :* **FEUILLERES**

Voie suivie : **D.146**

de : **D.146E** *à :* **HEM-MONECU (V.O.)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,46** *km du repère* **D.A.R3 - 37**

Localisation : **A 50 M AU SUD DU CANAL DE LA SOMME**

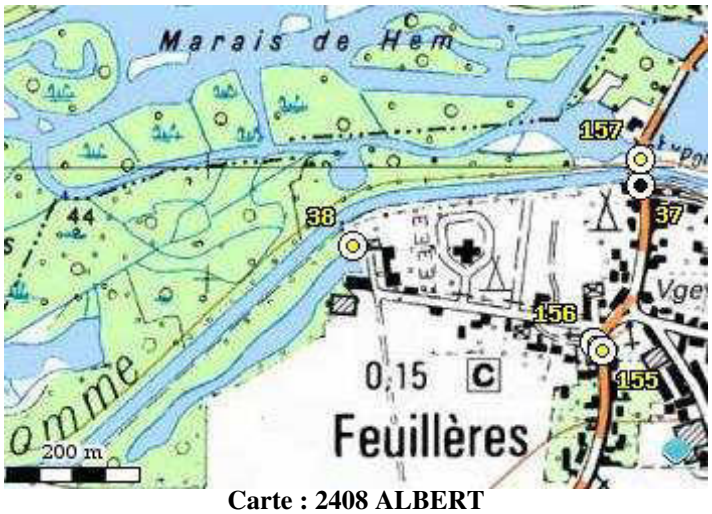
Support : **HANGAR**

Partie support : **DEUXIEME PILIER A PARTIR DU PILIER OUEST DU MUR DE FACADE NORD, FACE CANAL**

Repèrements :

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

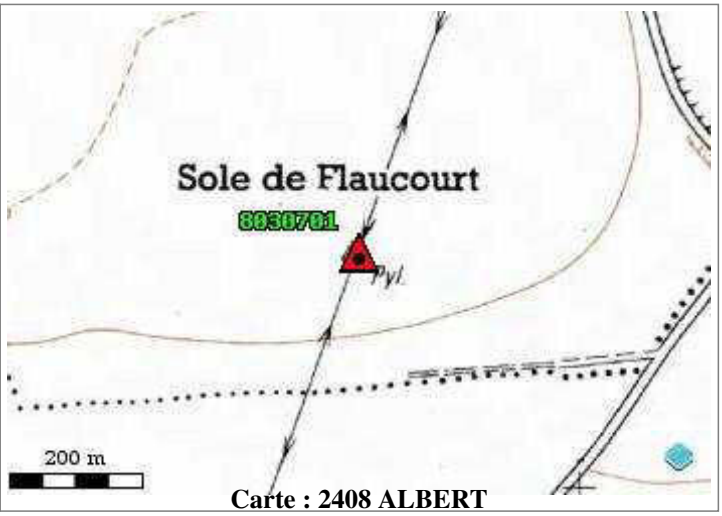
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FEUILLERES I

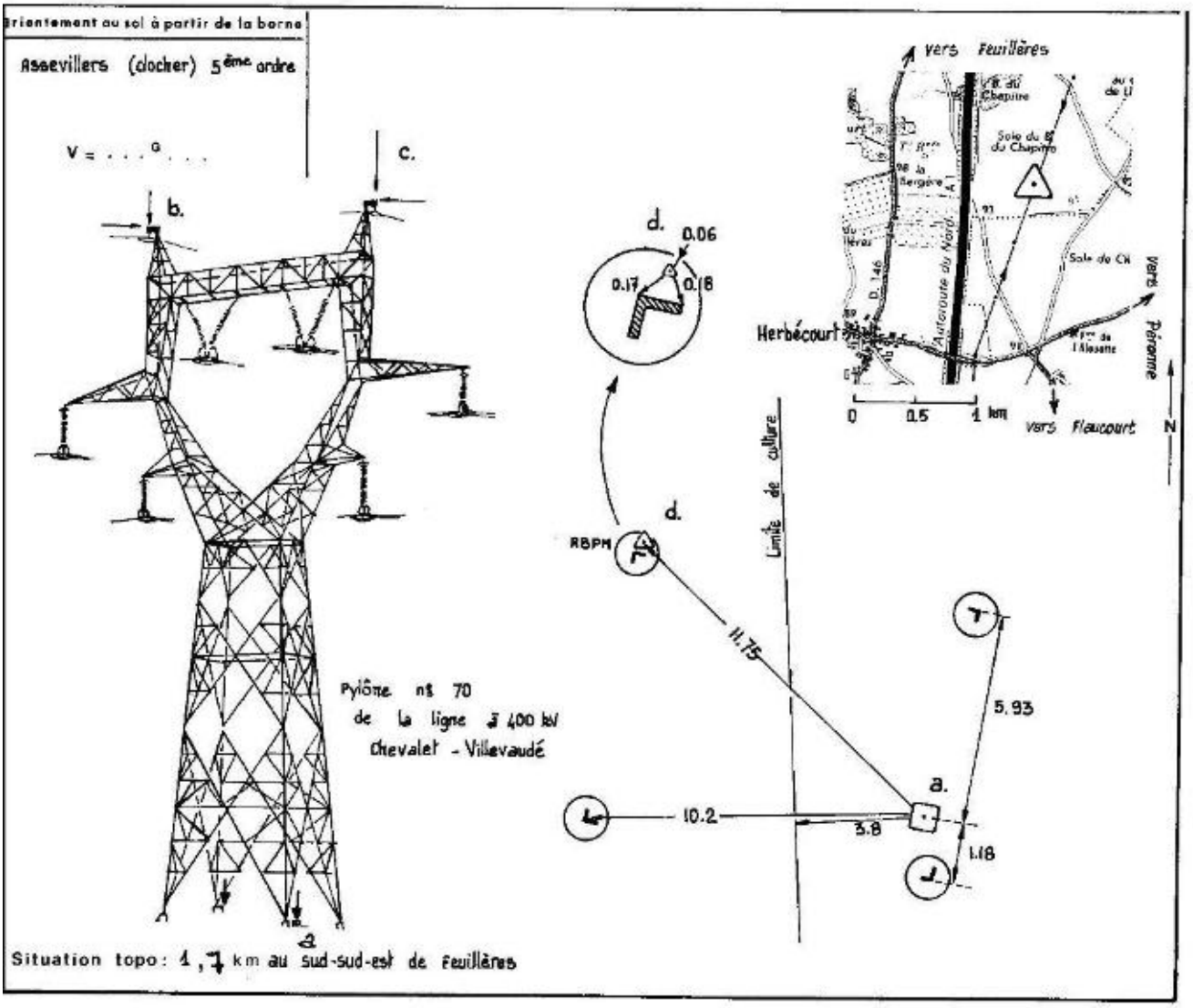
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8030701**	Identifiant : 72986
Commune : FEUILLERES		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 5 gr



Carte : 2408 ALBERT



FEUILLERES I

Identifiant : 184779 - NO : 8030701-01

Point : a

Borne IGN
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 290 gr



Identifiant : 184780 - NO : 8030701-02

Point : b

Pylône métallique : Pointe ouest : Axe attache paratonnerre
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 15 gr



Identifiant : 184781 - NO : 8030701-03

Point : c

Pylône métallique : Pointe est : Axe attache paratonnerre
Point vu en place en 2005

Identifiant : 184783 - NO : 8030701-05

Point : d

Pylône métallique : Socle nord-ouest : Repère bronze PM scellé
Point vu en place en 2005

Azimut de la prise de vue : 130 gr



© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FEUILLERES I

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 51' 40.0339" E	49° 56' 00.7293" N	140.12	< 10 cm
b	2° 51' 39.3981" E	49° 56' 00.9596" N	189.25	< 10 cm
c	2° 51' 40.2696" E	49° 56' 00.7601" N	189.23	< 10 cm
d	2° 51' 39.6630" E	49° 56' 01.0248" N	140.26	< 10 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	690020.63	6981664.46	< 10 cm	96.35	< 50 cm
b	690007.95	6981671.60	< 10 cm	145.47	< 50 cm
c	690025.34	6981665.40	< 10 cm	145.46	< 50 cm
d	690013.24	6981673.61	< 10 cm	96.48	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415836

Matricule : **D.A.M3 - 19**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

103,414 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 07.4" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 13.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.73** *N (km) :* **6993.17**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.917**

de : **FINS** *à :* **GOUZEAUCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **13,83** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **PONCEAU**

Partie support : **MUR DE TETE AMONT**

Repèrements : **A 1.50 M DE L'EXTREMITE RIVR DROITE**
A 0.90 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415831

Matricule : **D.A.M3 - 20 BIS**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

120,221 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1976

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 03' 31.2" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 18.5" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **704.21** *N (km) :* **6993.34**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.917**

de : **FINS** *à :* **GOUZEAUCOURT**

Coté : **Droit** *PK :* **14,33** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **AQUEDUC LATERAL SUR UNE ENTREE DE CHAMP**

Partie support : **MUR DE TETE COTE SUD-OUEST**

Repèrements : **A 0.95 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.30 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable directement par GPS**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415761

Matricule : **D.A.M3 - 68**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

110,863 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1930 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 35.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 11.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.10** *N (km) :* **6993.11**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.55**

de : **FINS** *à :* **METZ-EN-COUTURE**

Coté : **Droit** *PK :* **0,18** *km* *Distance :* **-**

Localisation :

Support : **MAIRIE DE FINS**

Partie support : **MUR DE FACADE OUEST, FACE D.55**

Repèrements : **A 1.00 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.50 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415763

Matricule : **D.A.M3 - 69**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

126,571 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1930 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 41.7" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 26.7" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **703.22** *N (km) :* **6993.59**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.55**

de : **FINS** *à :* **RIBECOURT-LA-TOUR**

Coté : **Gauche** *PK :* **0,70** *km* *Distance :* **-**

Localisation : **A FINS**

Support : **PORTAIL DU CIMETIERE**

Partie support : **PILIER COTE "RIBECOURT", FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.30 M DE L'OUVERTURE**
A 0.25 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2507 CAMBRAI

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308810 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.M3Q3 - 11** — **100,424 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 30.1" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 03.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.99** *N (km) :* **6992.88**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT-EGLISE**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,18** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 12**

Localisation : **AU CARREFOUR AVEC LA D.917, AU NO 23, CHAUSSEE BRUNEHAUT**

Support : **MAISON (CAFE)**

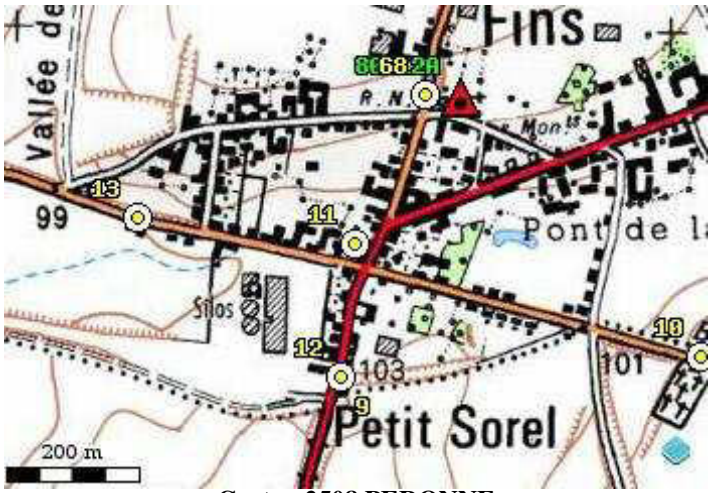
Partie support : **SOUBASSEMENT DU MUR DE FACADE SUD-EST EN PAN COUPE, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.52 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.45 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308811

Matricule : **D.A.M3Q3 - 12**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

104,063 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 28.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 57.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.97** *N (km) :* **6992.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.58**

de : **EPEHY** *à :* **EQUANCOURT-EGLISE**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,19** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 11**

Localisation : **A 190 M DU CARREFOUR AVEC LA D.917, SUR LA D.917**

Support : **MUR DE SOUTENEMENT D'UNE ANCIENNE VOIE FERREE FORMANT MUR DE CLOTURE DU 2, RUE DU PAVE**

Partie support : **FACE NORD**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 1.45 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 308812 — *Système d'altitude :* NGF-IGN 1969

Matricule : **D.A.M3Q3 - 13** — **99,770 m**

Année de dernière détermination : 1989 — *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 13.6" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 05.0" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.66** *N (km) :* **6992.92**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.58**

de : **FINS** *à :* **EQUANCOURT**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,53** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 12**

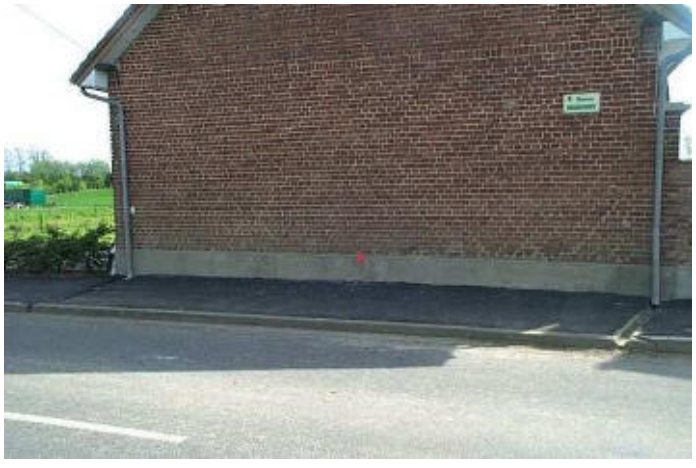
Localisation :

Support : **MAISON**

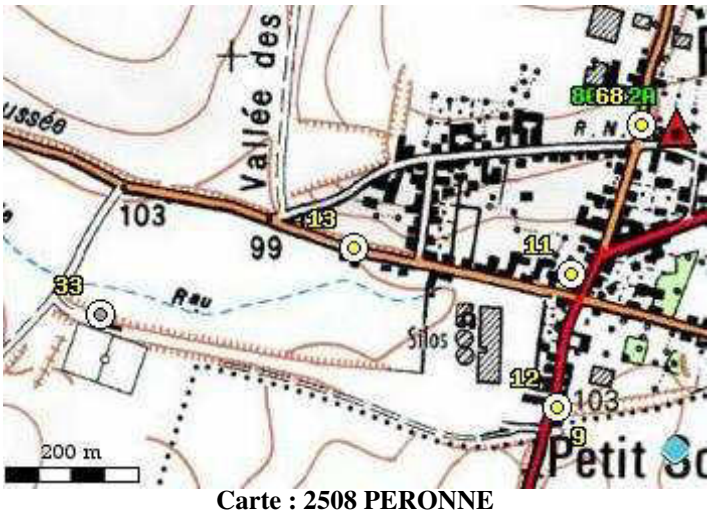
Partie support : **MUR PIGNON NORD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A L'AXE**
EN APPUI SUR LE SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 9219

Matricule : **D.A.Q3 - 33**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

98,315 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière observation : 1926 - Année de nouveau calcul : 1971

Repère non retrouvé en 2005

Type : **C REPERE CONSOLE**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 01' 54.0" E** *Latitude (dms) :* **50° 02' 01.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.27** *N (km) :* **6992.82**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **VOIE FERREE DESAFFECTEE**

de : **ETRICOURT-MANANCOURT** *à :* **FINS**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,69** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 13**

Localisation : **A 50 M AU SUD-EST D'UN CHEMIN**

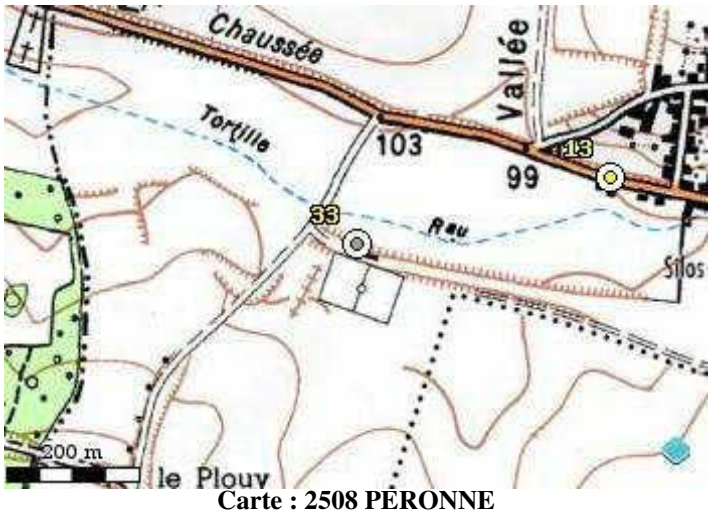
Support : **AQUEDUC**

Partie support : **MUR DE TETE NORD-EST**

Repèrements : **A 0.60 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.50 M AU-DESSOUS DU COURONNEMENT

Remarques :

Ce repère n'a pas été photographié !



Carte : 2508 PÉRONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 415176

Matricule : **D.A.Q3 - 9**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

105,057 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **3° 02' 28.9" E** *Latitude (dms) :* **50° 01' 57.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **702.97** *N (km) :* **6992.68**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80312** *Commune :* **FINS**

Voie suivie : **D.917**

de : **NURLU** *à :* **FINS**

Coté : **Droit** *PK :* **12,83** *km* *Distance :* **0,01** *km du repère* **D.A.M3Q3 - 12**

Localisation : **AU NUMERO 2 DE LA RUE DU PAVE**

Support : **MAISON**

Partie support : **MUR PIGNON NORD-OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.40 M DE L'EXTREMITE NORD-EST**
A 0.25 M AU-DESSUS DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2508 PERONNE

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FINS A

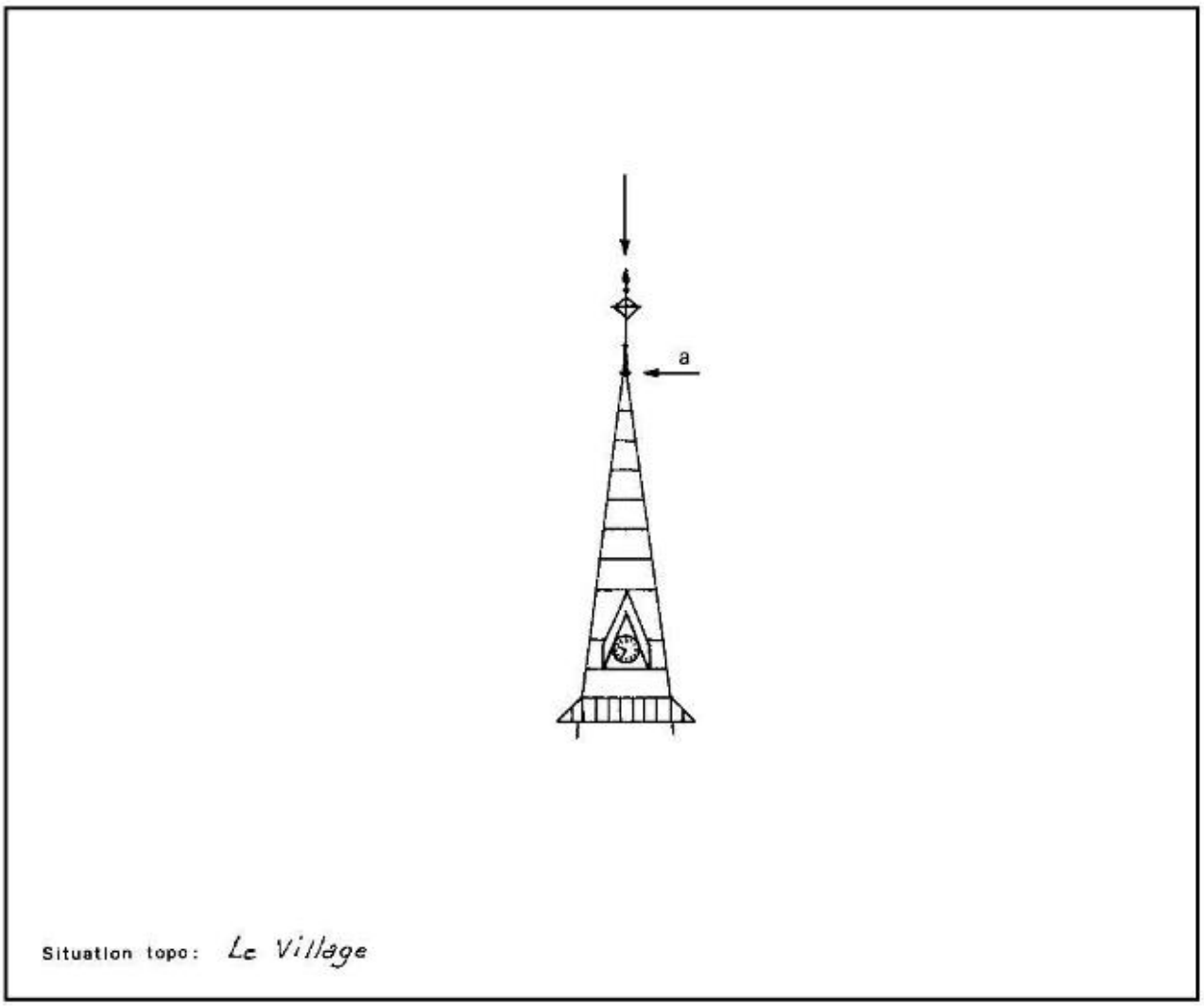
Département : SOMME (80)	**No du Site** **80312A**	Identifiant : 72991
Commune : FINS		
Lieu-dit :	**Site du** **Réseau de détail**	



Azimut de la prise de vue : 100 gr



Carte : 2508 PERONNE



FINS A

Identifiant : 184799 - NO : 80312A-01

Point : a

Clocher : Centre renflement

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	3° 02' 38.3452" E	50° 02' 10.8552" N	180.24	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	703154.21	6993102.78	< 10 cm	136.43	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

Scans du site de la commune de FLAUCOURT n° : 01

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8031301a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8031301b_2408.tif

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Feuille au 50 000e ALBERT XXIV-8

ARRÊTÉ N° 66 119

relatif à l'établissement d'une servitude de Droit public

Le Ministre de l'Équipement et du Logement,

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des bornes et repères et notamment les articles 1 à 3,

Vu l'article 1er de la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte sus visé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7,

Sur la proposition du Directeur de l'INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Un point géodésique a été établi en 1929 dans une propriété figurant au Plan Cadastral révisé 1955 sous le N° 553 Section B lieu dit Rue de l'église de la Commune de FLAUCOURT Département de la SOMME et appartenant à :

LA COMMUNE DE FLAUCOURT (Somme)

Ce point est matérialisé par :

CLOCHER Centre de la croix

La superficie de l'emprise est fixée à •• mètre carré .

ARTICLE 2. — Il est absolument interdit de modifier, détériorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi du 6 Juillet 1943, validée et modifiée par la Loi n° 57.391 du 28 Mars 1957, relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ARTICLE 3. — Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ARTICLE 4. — Le propriétaire est également tenu s'il cède son terrain, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

I.G.N. 2153 B.T. (Conservation) 1967

ARTICLE 5. — Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain.

ARTICLE 6. — La servitude créée par le présent arrêté frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

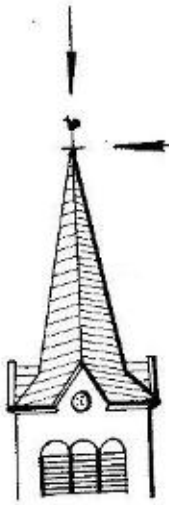
Les arrêtés seront notifiés à ceux-ci par les Maires qui sont qualifiés pour effectuer correctement leur transmission.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'un autre arrêté.

ARTICLE 7. — Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet du Département de la SOMME
et du Maire de la Commune de FLAUCOURT
qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Nom: Flaucourt 1 Lieu-dit: Rue de l'Eglise Section: B Parcelle: 553

CROQUIS



Echelle graphique :

M^c. .....
Chef de Brigade.

Fait à PARIS, le 10 Octobre 1967

Le Ministre de l'Équipement
et du Logement



Scans du site de la commune de FLAUCOURT n° : 02

/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8031302a_2408.tif
/home/postgres/data_ini//cadastre/2408/8031302b_2408.tif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

Feuille au 1/50000 de ALBERT N° 2408

Conservation du réseau géodésique

DÉCISION N° 92.399

relative à l'établissement d'une servitude de droit public

Le Directeur de l'Institut Géographique National.

Vu les articles 1 à 7 de l'Acte dit Loi du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et notamment les articles 1 à 3.

Vu l'article 1er de la Loi 57 391 du 28 Mars 1957, validant l'Acte susvisé et modifiant en particulier les articles 2, 3 et 7.

Vu le décret n° 81 505 du 12 Mai 1981, relatif à l'Institut Géographique National.

Vu l'arrêté préfectoral du **14 Février** 19**94** .

Décide :

ART. 1er - Un point géodésique a été établi le **22 Novembre 1995** dans une propriété figurant au Plan Cadastral (1) de la Commune de **FLAUCOURT** **Département de la Somme** et appartenant à :

Monsieur LE MAIRE

Mairie de Flaucourt

80200 PERONNE

I.G.N. 2153 - Conservation (1983)

Ce point est matérialisé, à titre permanent, par : **une BORNE IGN**

La superficie de l'emprise est fixée à **1** mètre carré.

ART. 2 - La servitude, créée par la présente décision et frappant la propriété, reste attachée à celle-ci quels que soient les propriétaires ou occupants successifs.

La servitude ne pourra prendre fin qu'en vertu d'une autre décision.

ART. 3 - Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même son fonds, il doit avertir son fermier ou locataire de l'existence de la servitude.

ART. 4 - Le propriétaire est également tenu, s'il cède son immeuble, de porter ces dispositions à la connaissance de l'acquéreur de sa propriété.

ART. 5 - Il est absolument interdit de modifier, déteriorer ou déplacer aucun des éléments constituant le point géodésique. Un déplacement éventuel ne peut être autorisé que dans les conditions prévues par l'article 5 de la Loi relative à la conservation des signaux, bornes et repères.

ART. 6 - Toutes les dégradations qui seraient constatées doivent être signalées dès que possible au Maire de la Commune, par le propriétaire ou l'exploitant du terrain ou la personne ayant la charge de l'édifice.

ART. 7 - La présente décision sera notifiée au propriétaire et s'il y a lieu à l'affectataire par l'intermédiaire du Préfet, Commissaire de la République du Département, et du Maire de la Commune qui seront responsables, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le **6 Mai 1997**

Le Directeur Général
de l'Institut Géographique National

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL

PLAN DE SITUATION

INFORMATIONS PARTICULIERES

Chef de Mission : JOURNES G.P. **Opérateur : DAVIN D. A.G**

Superficie d'emprise : 1 M²

Pour les Bornes ou Repères ayant fait antérieurement l'objet d'achat de terrain, indiquer les renseignements portés sur les matrices cadastrales.

N° d'inscription du T.G.P.E. :

Emprise : M²

Nature du terrain :

Indiquer la nature du sol où est implanté le repère : terrain cultivé, inculte, impropre à la culture, friches, broussailles, bois, rochers, place publique, sous pylône H.T. ...

Préciser si le repère est ou n'est pas une entrave à la culture - ex. : en plein champ, en bordure de chemin, bois ou forêt.

Difficultés éventuelles :

Nom du point : **FLAUCOURT 02**

Commune n° INSEE : **80313** matricule du point : **2408/1** ordre : **RBF**

Feuille 1 : 50000 : **ALBERT** n° : **2408**

Département : **Somme** Arrondissement : **PERONNE**

Canton : **PERONNE** Commune : **FLAUCOURT**

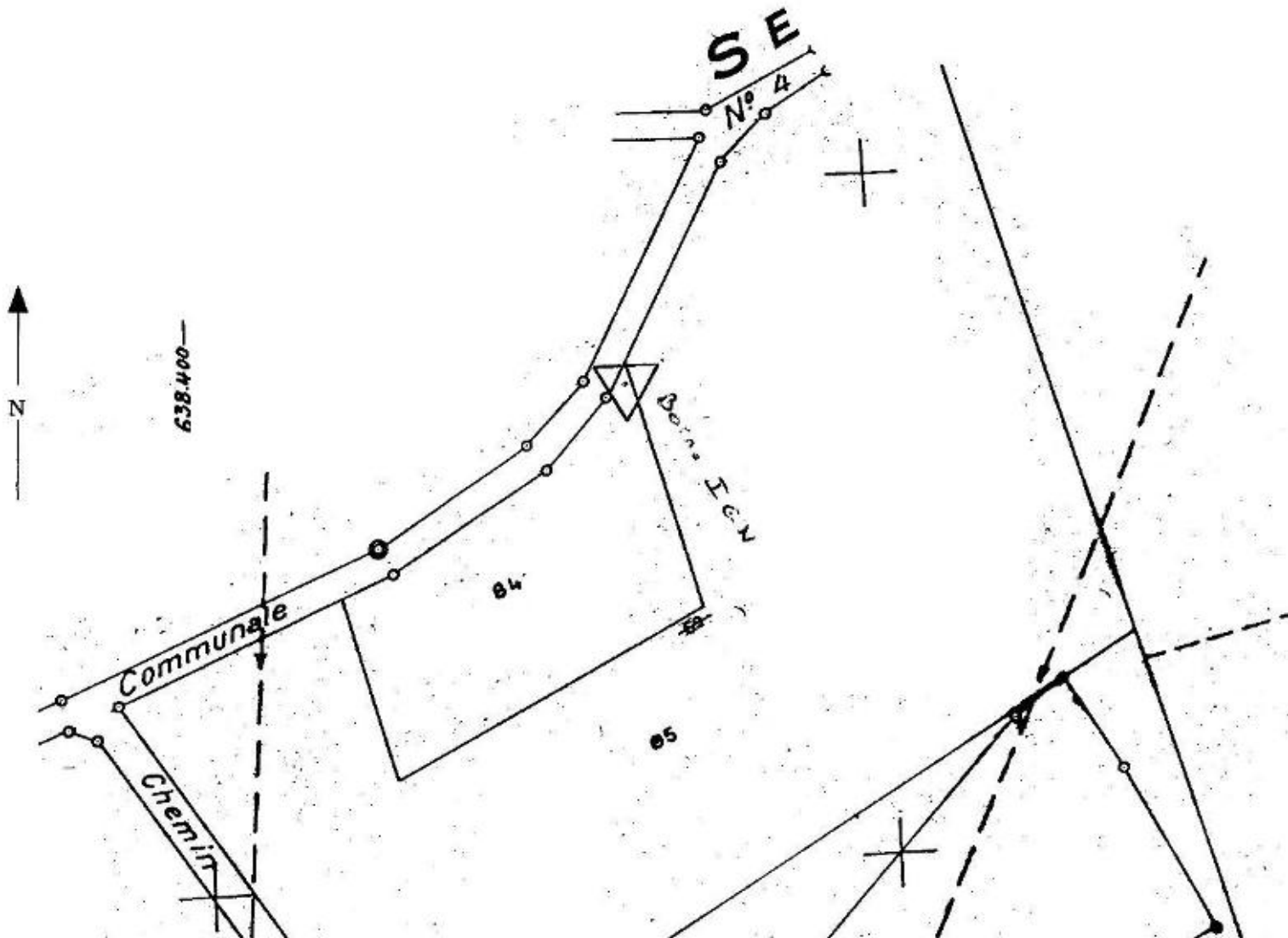
Lieu-dit : **Grande Vallée** Section : **ZA** Parcelle : **84** (**BORNE IGN**) (1)

» » » ( ) (2)

Cadastre Ancien : Révisé : **1984** Refait : Remembrement :

Nature du point géodésique : (1) au sol : Borne IGN, Plaquette, Repère bronze, Rivet...
(s'abstenir d'utiliser des abréviations) (2) sur construction : Château d'eau, Clocher, Silo, Tour...

Plan de situation du point établi le **22 Novembre 1995** Échelle : **1/2000**



I.G.N. 2112 - Conservation (1985)

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510307

Matricule : **D.A.R3 - 143**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

81,145 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 52.4" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 41.2" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.26** *N (km) :* **6979.21**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80313** *Commune :* **FLAUCOURT**

Voie suivie : **D.148**

de : **BARLEUX** *à :* **FLAUCOURT (D.1)**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,67** *km du repère* **D.A.R3 - 142**

Localisation : **A 10 M A L'OUEST DU CARREFOUR AVEC UN V.O.**

Support : **REMISE**

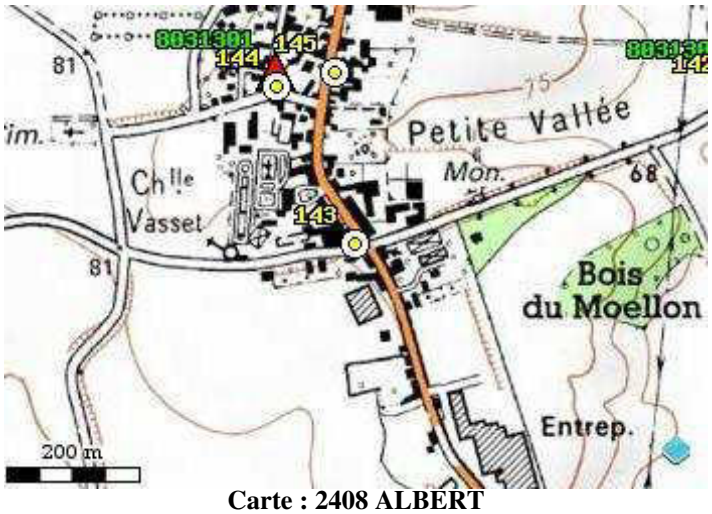
Partie support : **CHAINE D'ANGLE DU MUR PIGNON NORD-EST, FACE CARREFOUR**

Repèrements : **A 0.15 M DE L'EXTREMITE SUD-EST**
A 0.58 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510308 *Système d'altitude : NGF-IGN 1969*

Matricule : **D.A.R3 - 144**

80,314 m

Année de dernière détermination : 1989 *ALTITUDE NORMALE*

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 46.0" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 49.1" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.14** *N (km) :* **6979.45**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80313** *Commune :* **FLAUCOURT**

Voie suivie : **D.148**

de : **BARLEUX** *à :* **D.1**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,33** *km du repère* **D.A.R3 - 143**

Localisation : **AU BOURG, FACE AU NUMERO 1 DE LA RUE DE LA MOTTE**

Support : **EGLISE DE FLAUCOURT**

Partie support : **SOUBASSEMENT DU CONTREFORT OUEST DU MUR DE FACADE ANTERIEUR SUD, FACE RUEDU JEU D'ARC**

Repèrements : **A 0.48 M DE L'EXTREMITE OUEST**
A 0.48 M AU-DESSOUS DE L'ARETE SUPERIEURE

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510300

Matricule : **D.A.R3 - 145**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

78,294 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 50.7" E** *Latitude (dms) :* **49° 54' 49.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.23** *N (km) :* **6979.47**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80313** *Commune :* **FLAUCOURT**

Voie suivie : **D.148**

de : **BARLEUX** *à :* **D.1**

Coté : **Droit** *PK :* **-** *Distance :* **0,19** *km du repère* **D.A.R3 - 144**

Localisation : **AU BOURG**

Support : **MAIRIE DE FLAUCOURT**

Partie support : **MUR DE FACADE OUEST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.70 M DE L'EXTREMITE NORD**
A 0.09 M AU-DESSUS DE L'ARETE SUPERIEURE DU SOUBASSEMENT

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

IGN *Nivellement Général de la France*

Repère de nivellement

Identifiant : 510301

Matricule : **D.A.R3 - 146**

Système d'altitude : NGF-IGN 1969

83,248 m

ALTITUDE NORMALE

Année de dernière détermination : 1989

Repère vu en place en 2005

Type : **M REPERE CYLINDRIQUE DU NIVELLEMENT GENERAL**

Complément :

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Longitude (dms) : **2° 51' 51.2" E** *Latitude (dms) :* **49° 55' 00.6" N**

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93

E (km) : **690.24** *N (km) :* **6979.80**

Département : **SOMME** *Numéro INSEE :* **80313** *Commune :* **FLAUCOURT**

Voie suivie : **D.148**

de : **BARLEUX** *à :* **D.1**

Coté : **Gauche** *PK :* **-** *Distance :* **0,36** *km du repère* **D.A.R3 - 145**

Localisation : **AU BOURG, AU NUMERO 20 A DE LA GRANDE RUE**

Support : **REMISE**

Partie support : **CHAINE D'ANGLE SUD-OUEST DU MUR DE FACADE SUD-EST, FACE ROUTE**

Repèrements : **A 0.29 M DE L'EXTREMITE SUD-OUEST**
A 0.70 M AU-DESSUS DU SOL

Remarques : **Exploitable par GPS depuis une station excentrée**



Le repère est au centre de la photo



Carte : 2408 ALBERT

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des repères, il est indispensable de rattacher vos opérations de nivellement à plusieurs repères proches, ceci afin de contrôler leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle. En savoir plus sur les mouvements verticaux.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des repères doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

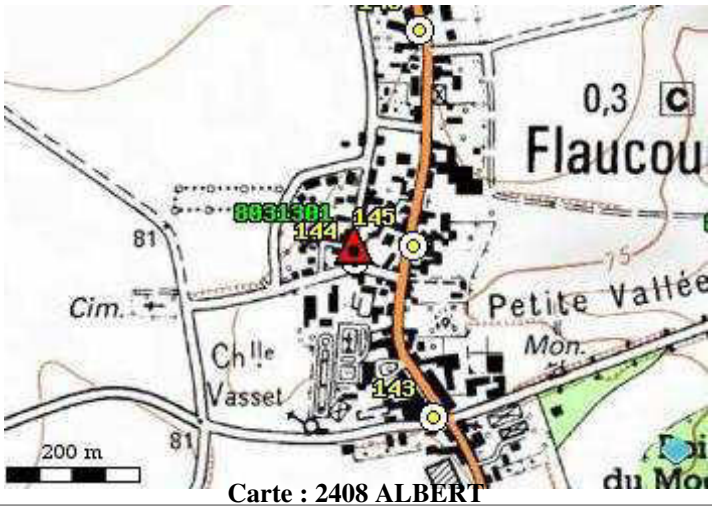
© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FLAUCOURT I

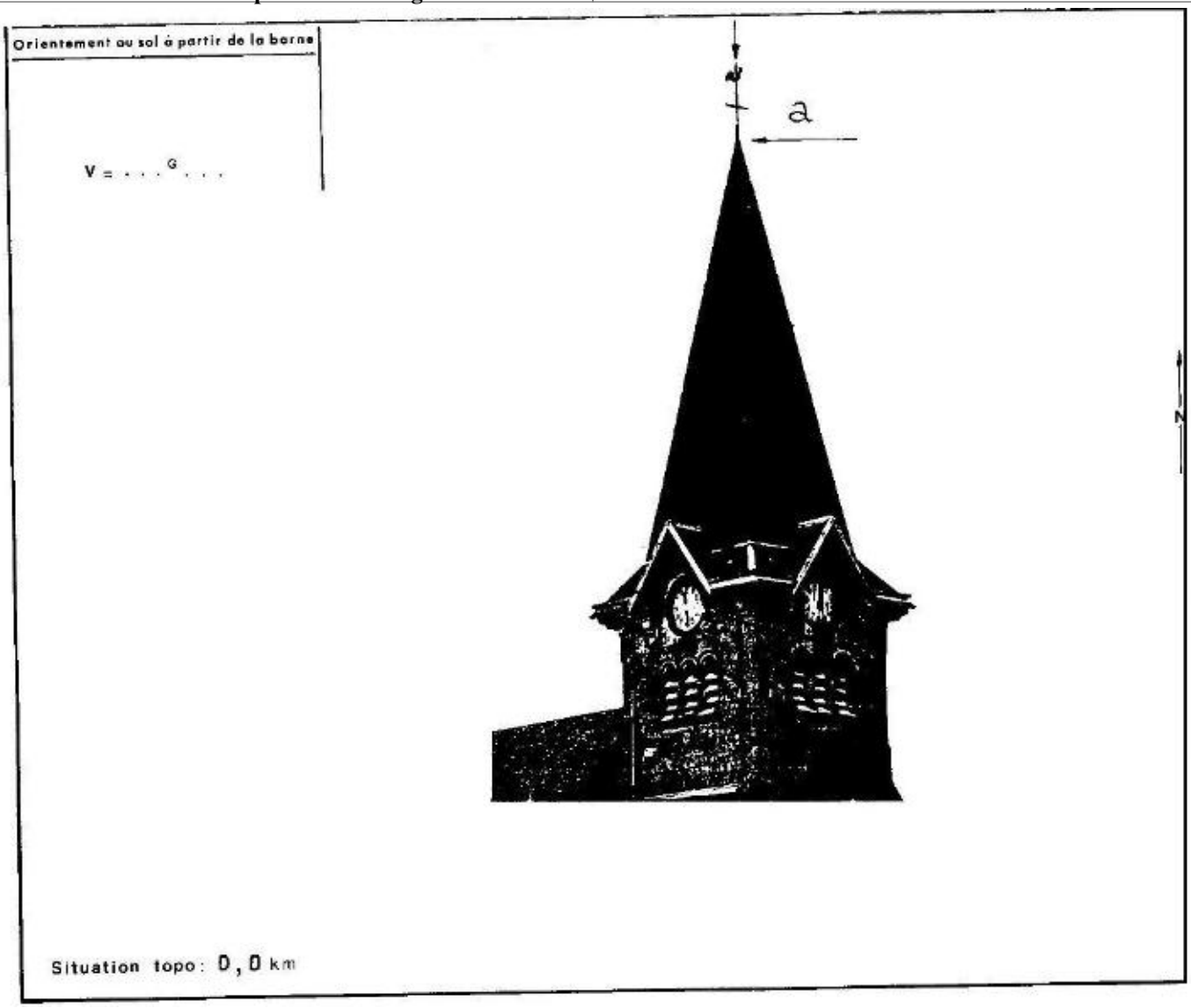
Département : SOMME (80)	**No du Site** **8031301**	Identifiant : 72992
Commune : FLAUCOURT		
Lieu-dit :	**Site du** Réseau de détail	



Azimut de la prise de vue : 3 gr



Carte : 2408 ALBERT



FLAUCOURT I

Identifiant : 184800 - NO : 8031301-01

Point : a

Clocher : Base croix

Point vu en place en 2005

Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 51' 46.2704" E	49° 54' 49.7511" N	150.86	< 50 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	690141.30	6979469.40	< 10 cm	107.07	< 50 cm

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

FLAUCOURT II

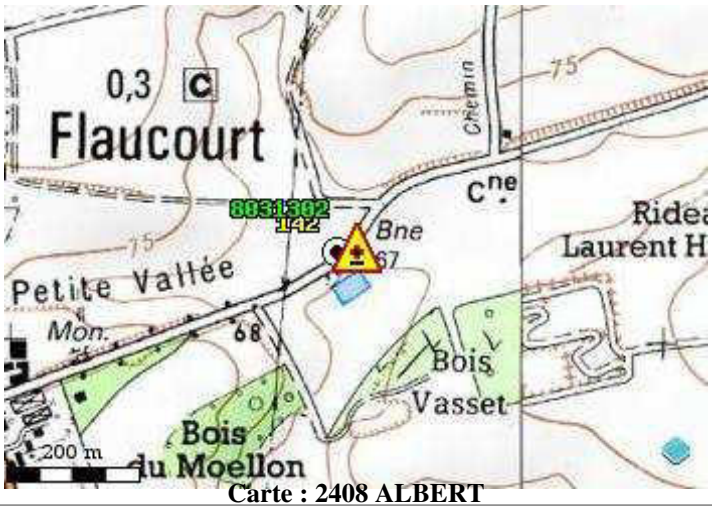
Département : SOMME (80)
Commune : FLAUCOURT
Lieu-dit :

No du Site **8031302**
Site du Réseau de base

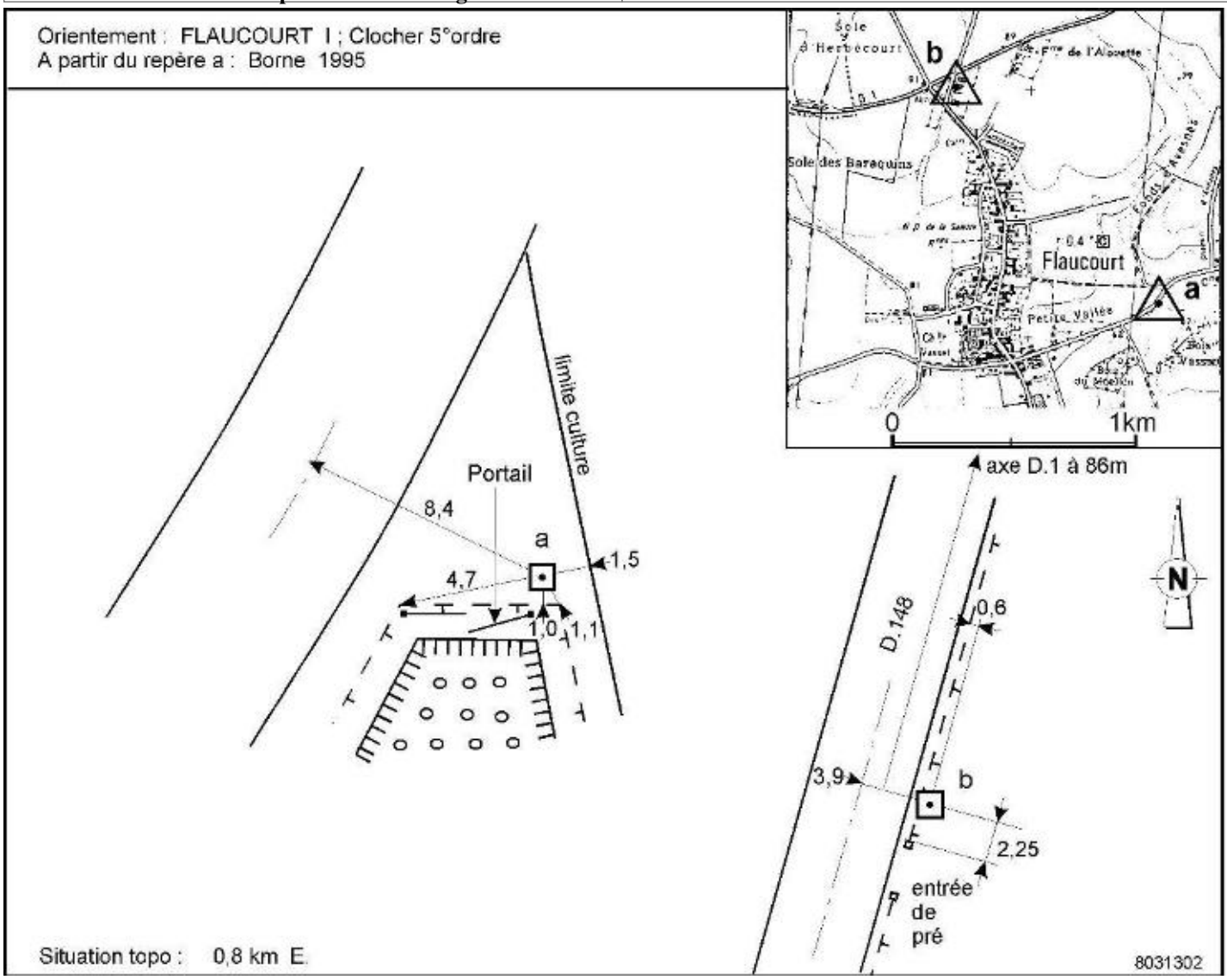
Identifiant : 72993



Azimut de la prise de vue : 185 gr



Carte : 2408 ALBERT



FLAUCOURT II

Identifiant : 184801 - NO : 8031302-01

Point : a

Borne 1995 en béton : Repère hémisphérique en laiton de 18 mm de diamètre
Point vu en place en 2014

Exploitable directement par GPS

Azimut de la prise de vue : 190 gr



Identifiant : 184802 - NO : 8031302-02

Point : b

Borne 1995 en béton : Repère hémisphérique en laiton de 18 mm de diamètre
Point vu en place en 2014

Exploitable directement par GPS

Azimut de la prise de vue : 185 gr



Avertissement

Compte-tenu des risques de déplacement des bornes ou autres points géodésiques, il est indispensable de rattacher vos opérations de topométrie à plusieurs points géodésiques proches, ceci afin de s'assurer de leur stabilité.
La responsabilité de l'IGN ne saurait être engagée en l'absence d'un tel contrôle.
Toute remarque concernant la destruction, la disparition ou le mauvais état des points géodésiques doit être signalée au Service de la Géodésie et du Nivellement : sgn@ign.fr

Système : RGF93 (ETRS89) - Ellipsoïde : IAG GRS 1980

Point	Longitude (dms)	Latitude (dms)	Hauteur (m)	Précision
a	2° 52' 22.85125" E	49° 54' 48.99721" N	110.916	< 1 cm
b	2° 51' 40.20520" E	49° 55' 16.41757" N	136.110	< 5 cm

Système : RGF93 (ETRS89) - Projection : LAMBERT-93 - Système altimétrique : NGF-IGN 1969

Point	e (m)	n (m)	Précision plani	Altitude (m)	Précision alti
a	690871.701	6979444.861	< 1 cm	67.122	< 1 cm
b	690021.640	6980294.202	< 5 cm	92.32	< 10 cm

Réseau de référence gravimétrique : France métropolitaine 2014

Point	g (mGal)	Précision (µGal)	g ($m.s^{-2}$)	Précision	Année
a	981025.171	20	9.81025171	2.10^{-7}	2015

© 2009 IGN - INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE
73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE CEDEX

GRTgaz

ARRIVEE
- 2 OCT. 2017
S.A.P.

SD

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers

DDTM AMIENS
Service Aménagement et Prospective
Centre Administratif Départemental
1 Boulevard du Port
BP 92612
80026 AMIENS CEDEX 1

Affaire suivie par : M. CORMONT Bertrand

VOS RÉF.	Courrier du 25 août 2017
NOS RÉF.	P17-1981
INTERLOCUTEUR	Centre Travaux Tiers et Urbanisme (03.21.64.79.29)
OBJET	Porter à connaissance pour l'élaboration d'un PLUi de la communauté de communes de Haute Somme - 80

Annezin, le 28 Septembre 2017

Monsieur,

En réponse à votre sollicitation du 29/08/2017 relative à l'élaboration du PLU mentionnée ci-dessus, nous vous informons que le territoire de ce PLUi est impacté par des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression appartenant à GRTgaz.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maitriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être pris en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.

En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que devront être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration devra intervenir à plusieurs niveaux dans votre PLUi.

Aussi, nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli, pour chaque commune impactée, des renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire de votre commune et les coordonnées de GRTgaz
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation
- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement

Et une fiche listant les communes non impactées.

En outre, sont également joints au présent courrier :

- Les plans papier sur fond IGN de votre commune sur lequel sont représentées les SUP des ouvrages de transport de gaz naturel et dans lesquelles tout projet d'urbanisme est à nous adresser le plus en amont possible

Pour tout renseignement complémentaire, nous vous remercions de prendre contact avec l'Interlocuteur indiqué en en-tête.

Nous restons à votre disposition et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

Patrice DUBOURG
Responsable du Département Maintenance,
Données et Travaux Tiers



Commune de BOUVINCOURT EN VERMANDOIS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de BOUVINCOURT EN VERMANDOIS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de BOUVINCOURT EN VERMANDOIS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7	25	5	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de BUIRE COURCELLES

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	100	67.7
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	80	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-F-801500

Commune de BUIRE COURCELLES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	100	5
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	80	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de BUIRE COURCELLES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	100	67.7	25	5	5
DN80-1985-BUIRE-COURCELLES-BUIRE-COURCELLES (CI LAINIERE)	80	67.7	15	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-F-801500	35	6	6

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de

vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de BUSSU

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service6

Commune de BUSSU
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de BUSSU
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de CARTIGNY

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de CARTIGNY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de CARTIGNY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de COMBLES

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de COMBLES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de COMBLES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de DOINGT

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe non présente sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-F-806200

Commune de DOINGT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de DOINGT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-F-806200	40	7	7

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune d'ESTREES MONS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7
DN200-1998-ESTREES-MONS-ESTREES-MONS (AVAL CI)	200	17.3

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-F-805572

IV. EQUIPEMENT ACCESSOIRES

Équipement de Protection cathodique qui contribue à la sécurité industrielle en protégeant l'intégrité de la canalisation (lutte contre la corrosion)

Cet équipement impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

Nom du soutirage
Soutirage d'ESTREES-MONS

Commune d'ESTREES MONS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5
DN200-1998-ESTREES-MONS-ESTREES-MONS (AVAL CI)	200	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune d'ESTREES MONS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7	25	5	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5
DN200-1998-ESTREES-MONS-ESTREES-MONS(AVAL CI)	200	17.3	20	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-F-805572	35	6	6

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de

vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de FEUILLERES

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de FEUILLERES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largeur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de FEUILLERES
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de FLAUCOURT

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	8

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-G-8591

Commune de FLAUCOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de FLAUCOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	8	15	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-G-8591	20	5	5

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de GINCHY

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de GINCHY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largeur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de GINCHY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de GUEUDECOURT

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de GUEUDECOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de GUEUDECOURT

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de HARDECOURT AUX BOIS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation ne traversant pas le territoire de votre commune, mais dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cet ouvrage impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de HARDECOURT AUX BOIS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune d'HEM MONACU

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

IV. EQUIPEMENT ACCESSOIRES

Équipement de Protection cathodique qui contribue à la sécurité industrielle en protégeant l'intégrité de la canalisation (lutte contre la corrosion)

Cet équipement impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

Nom du soutirage
Malt de Curlu

Commune d'HEM MONACU
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune d'HEM MONACU

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune d'HERBECOURT

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	150	8
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	8
DN150-2009-HERBECOURT-HERBECOURT (CI SICAE CT)	150	8

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-G-9699

Installation annexe non présente sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-F-803671

Commune d'HERBECOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	150	6
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	6
DN150-2009-HERBECOURT-HERBECOURT (CI SICAE CT)	150	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune d'HERBECOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	150	8	15	5	5
DN150-2002-FRISE-FLAUCOURT (CI CT)	160	8	15	5	5
DN150-2009-HERBECOURT-HERBECOURT (CI SICAE CT)	150	8	15	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-G-9699	20	5	5
EMP-F-803671	35	5	5

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune d'HESBECOURT

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune d'HESBECOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largeur de la Bande de servitude (m)
150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune d'HESBECOURT
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 09/03/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7	45	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de LESBOEUFS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de LESBOEUFS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de LESBOEUFS

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de MAUREPAS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de MAUREPAS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	14

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de MAUREPAS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN800-1996-BUS-LA-MESIERE-ARLEUX-EN-GOHELLE (GOURNAY ARLEUX)	800	67.7	355	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de PERONNE

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	70
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-F-806200

Commune de PERONNE
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de PERONNE
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	70	25	5	5
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-F-806200	40	7	7

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de POEUILLY

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Canalisations ne traversant pas le territoire de votre commune, mais dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Ces ouvrages impactent le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN900-1975-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (NORD 2)	900	67.7
DN750-1967-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (ART NORD 1)	750	67.7
DN200-1996-HOMBLEUX-CAULAINCOURT	200	67.7

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de POEUILLY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5
DN900-1975-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (NORD 2)	900	16
DN750-1967-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (ART NORD 1)	750	14
DN200-1996-HOMBLEUX-CAULAINCOURT	200	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de POEUILLY
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5
DN900-1975-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (NORD 2)	900	67.7	415	5	5
DN750-1967-TAISNIERES-SUR-HON-CRAPEAUMESNIL (ART NORD 1)	750	67.7	330	5	5
DN200-1996-HOMBLEUX-CAULAINCOURT	200	67.7	55	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de TEMPLEUX LE GUERARD

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par un ouvrage de transport de gaz naturel sous pression, exploité par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à cet ouvrage ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisation traversant le territoire de votre commune

Cet ouvrage impacte le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. EQUIPEMENT ACCESSOIRES

Équipement de Protection cathodique qui contribue à la sécurité industrielle en protégeant l'intégrité de la canalisation (lutte contre la corrosion)

Cet équipement impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

Nom du soutirage
AOP-5736

Commune de TEMPLEUX LE GUERARD
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

L'ouvrage indiqué dans la fiche de présentation a été déclaré d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	6

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de TEMPLEUX LE GUERARD
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 09/03/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7	45	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de VILLERS FAUCON

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	200	67.7
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	80	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installation annexe située sur le territoire de votre commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-40215

IV. EQUIPEMENT ACCESSOIRES

Equipement de Protection cathodique qui contribue à la sécurité industrielle en protégeant l'intégrité de la canalisation (lutte contre la corrosion)

Cet équipement impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

Nom du soutirage
Soutirage de Villers-Faucon

Commune de VILLERS FAUCON
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	6
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	200	6
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	80	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de VILLERS FAUCON
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 09/03/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	150	67.7	45	5	5
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	200	67.7	70	5	5
DN150-2016-PONTRU-VILLERS-FAUCON (DP SICAE)	80	67.7	15	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-40215	6	5	5

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de

vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

Commune de VRAIGNES EN VERMANDOIS

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE VOTRE COMMUNE ET LES COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de votre commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24: **0 800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de votre commune

Ces ouvrages impactent le territoire de votre commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et également pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information jointe sur les servitudes).

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7

DN : Diamètre nominal; PMS : Pression Maximale en Service

Commune de VRAIGNES EN VERMANDOIS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable).

Nom Canalisation	DN (mm)	Largueur de la Bande de servitude (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	5
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	5

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune de VRAIGNES EN VERMANDOIS
FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral du 13/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (mm)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN100-1981-CAULAINCOURT-PERONNE	100	67.7	25	5	5
DN100-1981-VRAIGNES-EN-VERMANDOIS-ESTREES-MONS (CI BONDUELLE)	100	67.7	25	5	5

DN : Diamètre nominal ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).
Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, **lorsque le nom de GRTgaz est indiqué** en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT**.

Communes non impactées par nos ouvrages

AIZECOURT LE BAS

AIZECOURT LE HAUT

ALLAINES

BARLEUX

BERNES

BIACHES

BOUCHAVESNES BERGEN

BRIE

CLERY SUR SOMME

DEVISE

DRIENCOURT

EPEHY

EQUANCOURT

ETERPIGNY

ETRICOURT MANANCOURT

FINS

FLERS

GUILLEMONT

GUYENCOURT SAULCOURT

HANCOURT

HERVILLY

HEUDICOURT

LIERAMONT

LONGAVESNES

LONGUEVAL

MARQUAIX

MESNIL BRUNTEL

MESNIL EN ARROUAISE

MOISLAINS

NURLU

RANCOURT

ROISEL

RONSSOY

SAILLY SAILLISEL

SOREL

TEMPLEUX LA FOSSE

TINCOURT BOUCLY

VILLERS CARBONNEL

BP173

BP174

62080
Bapaume

62708
Riencourt-lès-Bapaume

62515
Ligny-Thilloy

62855
Villers-au-Flos

62093
Beaulencourt

80397
Gueudecourt

62829
Le Transloy

80314
Flers

80472
Lesbœufs

80378
Ginchy

62593
Morval

80695
Sailly-Saillisel

80490
Longueval

BR174

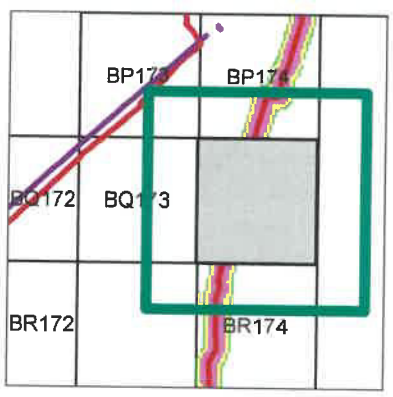
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BQ174

Communes de :

Villers-au-Flos ; Lesbœufs ; Flers ; Gueudecourt ; Ligny-Thilloy ; Beaulencourt ; Le Transloy



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BQ173

BQ174

80397
Gueudecourt

80314
Flers

80472
Lesbœufs

62829
Le Transloy

62593
Morval

80695
Sailly-Saillisel

80378
Ginchy

80490
Longueval

80401
Guillemont

80204
Combles

80664
Rancourt

80521
Maurepas

80418
Hardecourt-aux-Bois

80115
Bouchavesnes-Bergen

80199
Cléry-sur-Somme

BS173

BS174

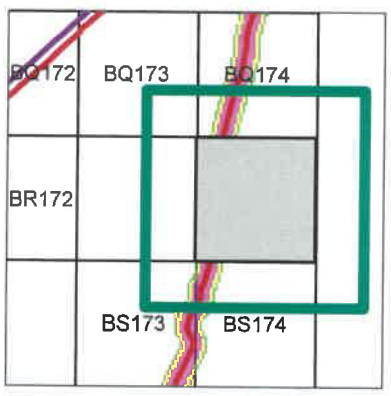
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BR174

Communes de :

Lesbœufs ; Sailly-Saillisel ; Ginchy ; Morval ; Gueudecourt ; Combles ; Le Transloy



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BR172

BR174

80059
Bazentin

80490
Longueval

80401
Guillemont

80378
Ginchy

80204
Combles

80560
Montauban-de-Picardie

80505
Mametz

80418
Hardecourt-aux-Bois

80175
Carnoy

80521
Maurepas

BS174

80513
Maricourt

80231
Curlu

80743
Suzanne

80264
Éclusier-Vaux

80367
Frise

80428
Hem-Monacu

BT173

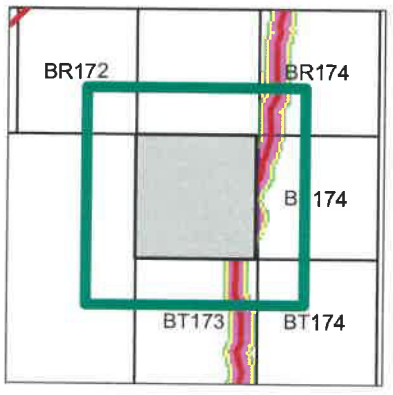
BT174

Réseau GRTgaz

Planche n°BS173

Communes de :

Ginchy ; Montauban-de-Picardie ; Hardecourt-aux-Bois ; Maricourt ; Guillemont ; Maurepas ; Curlu ; É



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

Fond cartographique IGN Scan25 ©

BR174

80695
Sailly-Saillisel

80401
Guillemont

80378
Ginchy

80204
Combles

80664
Rancourt

80418
Hardecourt-aux-Bois

80115
Bouchavesnes-Bergen

80521
Maurepas

80231
Curlu

80199
Cléry-sur-Somme

80428
Hem-Monacu

BT173

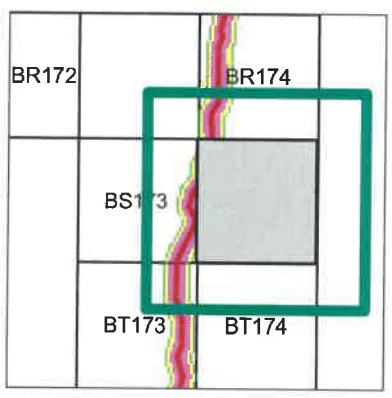
BT174

Réseau GRTgaz

Planche n°BS174

Communes de :

Cléry-sur-Somme ; Ginchy ; Rancourt ; Combles ; Maurepas ; Curlu ; Hem-Monacu



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

Fond cartographique IGN Scan25 ©

BS173

BS174

80418
Hardecourt-aux-Bois

80521
Maurepas

80231
Curlu

80428
Hem-Monacu

80199
Cléry-sur-Somme

80307
Feuillères

80367
Frise

80620
Péronne

80102
Biaches

80430
Herbécourt

80313
Flaucourt

80247
Dompierre-Becquincourt

BU173

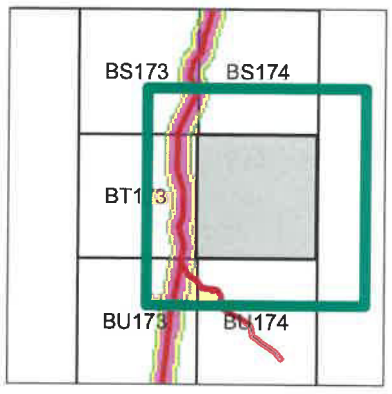
BU174

Réseau GRTgaz

Planche n°BT174

Communes de :

Cléry-sur-Somme ; Flaucourt ; Feuillères ; Maurepas ; Curlu ; Herbécourt ; Biaches ; Hem-Monacu



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

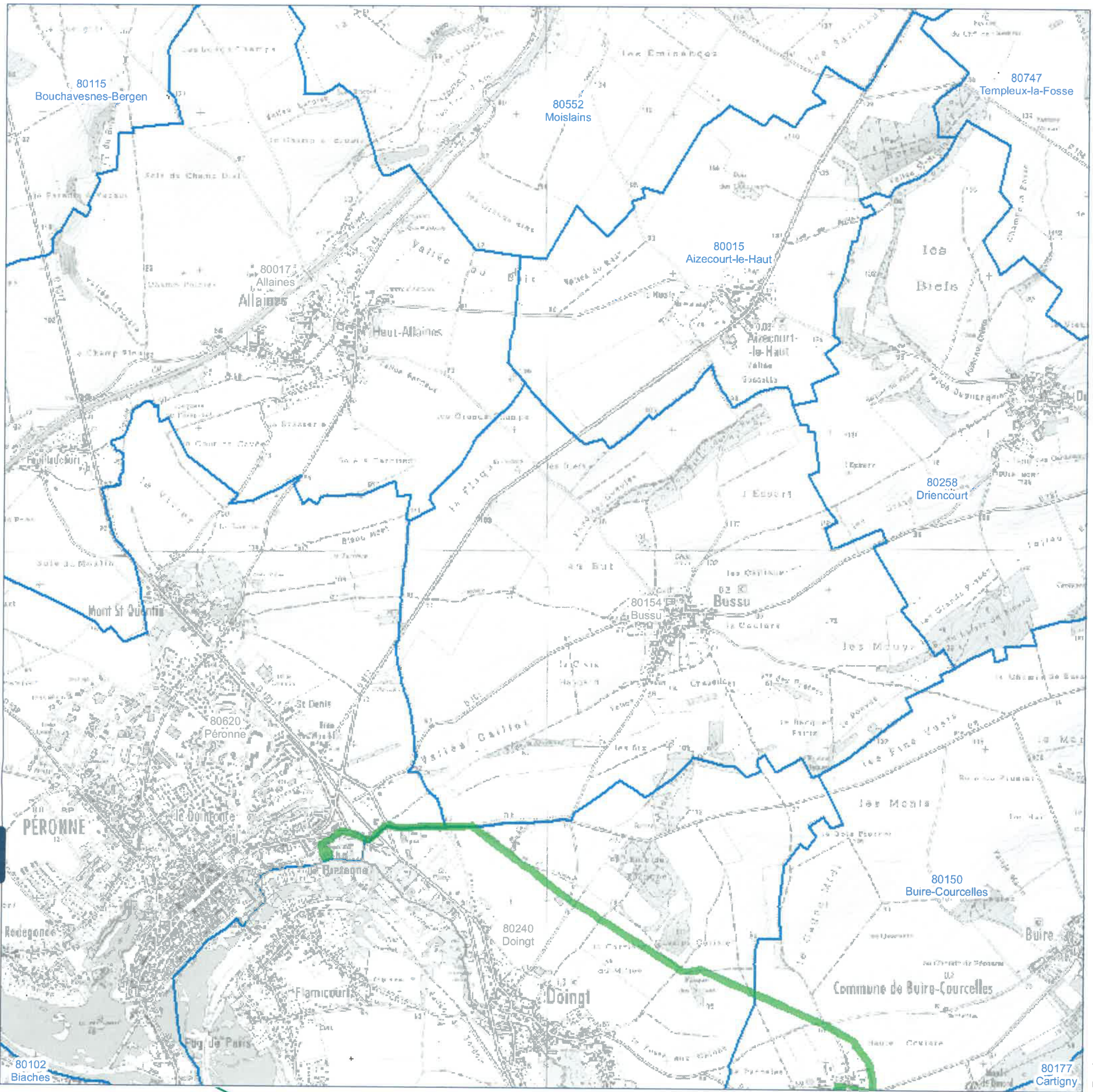
N

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

Fond cartographique IGN Scan25 ©



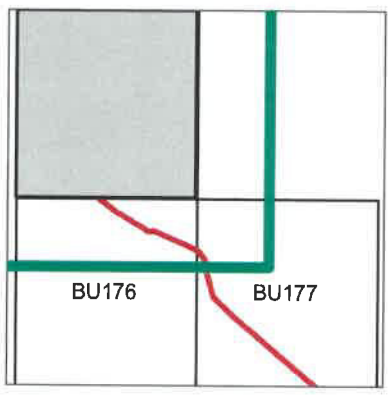
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BT176

Communes de :

Buire-Courcelles ; Doingt ; Moislains ; Driencourt ; Allaines ; Aizecourt-le-Haut ; Péronne ; Bussu



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BT173

BT174

80367
Frise

80307
Feuillères

80199
Cléry-sur-Somme

80620
Péronne

80102
Biaches

80430
Herbécourt

80313
Flaucourt

80247
Dompierre-Becquincourt

80033
Assevillers

80054
Barleux

80080
Belloy-en-Santerre

80304
Fay

80288
Estrées-Deniécourt

80294
Éterpigny

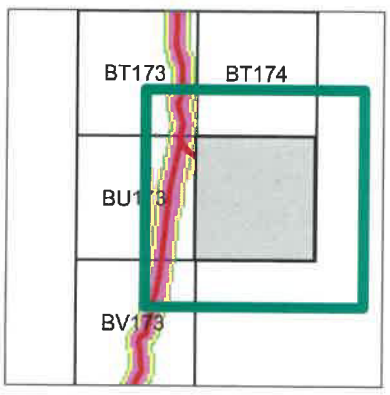
BV173

Réseau GRTgaz

Planche n°BU174

Communes de :

Cléry-sur-Somme ; Flaucourt ; Feuillères ; Barleux ; Assevillers ; Herbécourt ; Biaches



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

Fond cartographique IGN Scan25 ©

BT176

80017
Allaines

80258
Driencourt

80154
Bussu

PERONNE

80240
Doingt

Doingt

80150
Buire-Courcelles

Commune de Buire-Courcelles

Buire

80102
Biaches

80620
Péronne

80177
Cartigny

80536
Mesnil-Bruntel

Mesnil-Bruntel

80054
Barleux

80294
Éterpigny

80141
Brie

80557
Estrées-Mons

BV177

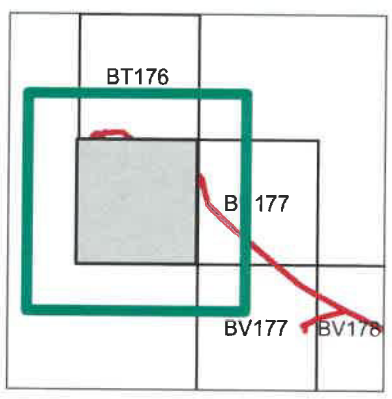
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BU176

Communes de :

Mesnil-Bruntel ; Buire-Courcelles ; Doingt ; Estrées-Mons ; Brie ; Péronne ; Cartigny



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BT176

BU176

80258
Driencourt

80154
Bussu

80516
Marquaix

80762
Tincourt-Boucly

80150
Buire-Courcelles

80240
Doingt

80177
Cartigny

80413
Hancourt

80536
Mesnil-Bruntel

80557
Estrées-Mons

80128
Bouvincourt-en-Vermandois

80812
Vraignes-en-Vermandois

BV177

BV178

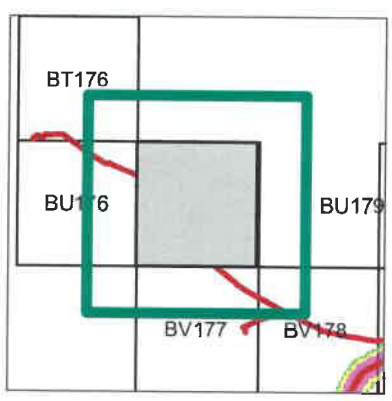
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BU177

Communes de :

Buire-Courcelles ; Bouvincourt-en-Vermandois ; Tincourt-Boucly ; Estrées-Mons ; Cartigny



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BU176

BU177

80177
Cartigny

80536
Mesnil-Bruntel

Beaumetz

80413
Hancourt

Bouvincourt-
-en-Vermandois

80128
Bouvincourt-en-Vermandois

80812
Vraignes-en-Vermandois

Commune d'Estrées-Mons

80557
Estrées-Mons

Estrées-
-en-Chaussée

BV178

Pâture de l'Ecluse

80750
Tertry

80555
Monchy-Lagache

80034
Athies

Athies

Mercatel

Morlecourt

80239
Devise

80267
Ennemain

Monchy-Lagache

BW177

BW178

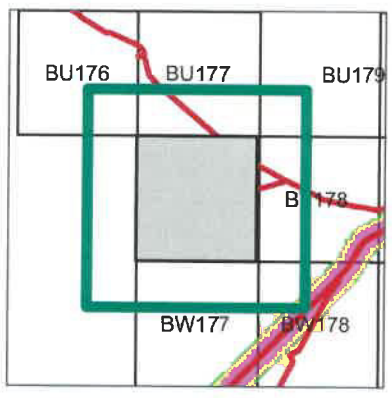
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BV177

Communes de :

Athies ; Monchy-Lagache ; Bouvincourt-en-Vermandois ; Estrées-Mons ; Cartigny



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BU177

BU179

02774
Vendelles

80177
Cartigny

80413
Hancourt

80088
Bernes

Fléchin

02785
Vermand

80128
Bouvincourt-en-Vermandois

80812
Vraignes-en-Vermandois

80629
Pœuilly

BV177

80557
Estrées-Mons

BV179

02144
Caulaincourt

80750
Tertry

80555
Monchy-Lagache

02747
Trefcon

02060
Beauvois-en-Vermandois

BW177

BW178

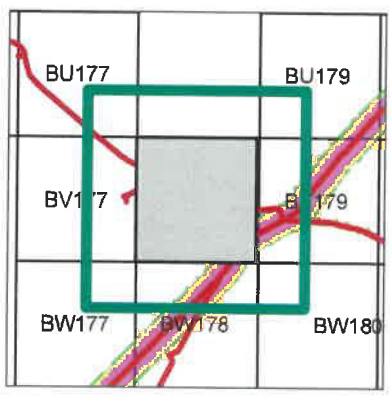
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BV178

Communes de :

Bernes ; Pœuilly ; Hancourt ; Monchy-Lagache ; Vraignes-en-Vermandois ; Bouvincourt-en-Vermandois ;



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

BU179

BU180

80413
Hancourt

80088
Bernes

02774
Vendelles

02452
Maissemy

80812
Vraignes-en-Vermandois

80629
Pœuilly

02785
Vermand

BV178

BV180

02144
Caulaincourt

02029
Attilly

80750
Tertry

02747
Trefcon

02060
Beauvois-en-Vermandois

02296
Étreillers

BW178

BW180

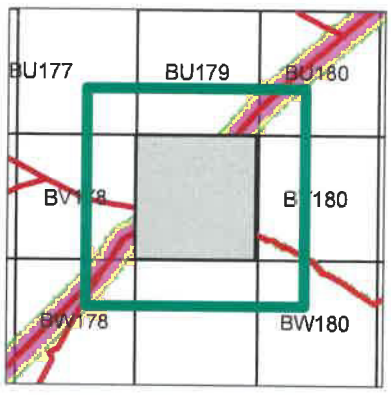
Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz

Planche n°BV179

Communes de :

Bernes ; Pœuilly ; Caulaincourt ; Attilly ; Trefcon ; Vermand



Légende

Projet de Servitude d'Utilité Publique SUP1

Communes

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord-Est

Site d'Annezin
Boulevard de la République
BP 34 62232 ANNEZIN
03.21.64.79.29

N

0 500 1 000 Mètres

Département Maintenance, Données et Travaux-Tiers
Equipe Travaux Ters et Urbanisme
BLG-GRT-DMDTT-NE-DTDICT@grtgaz.com

Carte Cartographie PLU - Révision 20170116A

MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION
Liberté
Égalité
Fraternité

geoportail-urbanisme

SERVITUDES DE TYPE T1

SERVITUDES DE PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

Servitudes reportées en annexe des PLU et des cartes communales en application des articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme et figurant en annexe au Livre Ier dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
D –Communications
c) Transport ferroviaire ou guidé

Il convient de distinguer deux catégories de servitudes d'utilité publique (SUP) concernant le transport ferroviaire :

- Les servitudes de protection du domaine public ferroviaire (**Fiche T1**) : cette catégorie regroupe les servitudes instituées le long de l'emprise de la voie ferrée instituées en application des articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports et les servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau instituées en application de l'article L. 114-6 du code de la voirie routière ;
- Les servitudes en tréfonds (**Fiche T3**) : elles sont instituées en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3 du code des transports et confèrent au maître d'ouvrage de l'infrastructure de transport public ferroviaire le droit d'occuper le volume en sous-sol nécessaire à l'établissement, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport.

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

1.1.1 Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire

Définition de l'emprise de la voie ferrée

L'emprise de la voie ferrée est définie à l'article R. 2231-2 du code des transports, selon le cas, à partir :

- De l'arête supérieure du talus de déblai, ou du nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée ;

- De l'arête inférieure du talus du remblai, ou du nu avant du mur de soutènement ou de la paroi

revêtue associée ;

- Du bord extérieur des fossés ;

- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien ;

- Du bord extérieur du quai ;

- De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain ;

- De la clôture de la sous-station électrique ;

- Du mur du poste d'aiguillage ;

- De la clôture de l'installation radio.

A défaut, à partir d'une ligne tracée, soit à :

- 2,20 m pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée ;
- 3 m pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée.

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Servitudes d'écoulement des eaux (article L. 2231-2 du code des transports)

Les servitudes d'écoulement des eaux prévues par les articles 640 et 641 du code civil sont applicables aux propriétés riveraines du domaine public ferroviaire. Tout déversement, écoulement ou rejet direct ou indirect, qu'il soit diffus ou non, d'eaux usées, d'eaux industrielles ou de toute autre substance, notamment polluante ou portant atteinte au domaine public ferroviaire, est interdit sur le domaine public ferroviaire.

Servitudes portant sur les arbres, branches, haies ou racines empiétant sur le domaine public ferroviaire (article L. 2231-3 et R. 2231-3 du code des transports)

Il est interdit d'avoir des arbres, branches, haies ou racines qui empiètent sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênant la visibilité de la signalisation ferroviaire. Les propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de respecter cette interdiction.

Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire.

Distances minimales à respecter pour les constructions (articles L. 2231-4 et R. 2231-4 du code des transports)

Sont interdites les constructions (autres qu'un mur de clôture) ne respectant pas les distances minimales d'implantation mentionnées ci-dessous :

- 2 mètres à partir de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports ;
- 3 mètres à partir de la surface extérieure ou extrados des ouvrages d'arts souterrains ;
- 6 mètres à partir du bord extérieur des ouvrages d'art aériens.

Cette interdiction de construction ne s'applique pas aux procédés de production d'énergies renouvelables intégrés à la voie ferrée ou installés aux abords de la voie ferrée, dès lors qu'ils ne compromettent pas la sécurité des circulations ferroviaires, le bon fonctionnement des ouvrages, des systèmes et des équipements de transport ainsi que leur maintenabilité.

Distances minimales à respecter concernant les terrassements, excavations ou fondations (articles L. 2231-5 et R. 2231-5 du code des transports)

Des distances minimales par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou, le cas échéant, par rapport à l'ouvrage d'art, l'ouvrage en terre ou la sous-station électrique doivent être respectées.

Lorsque la voie se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, la distance est égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Il est interdit de réaliser, dans une distance inférieure à 50 mètres de l'emprise de la voie ferrée et sans la mise en œuvre d'un système de blindage, tout terrassement, excavation ou fondation dont un point se trouverait à une profondeur égale ou supérieure aux deux tiers de la longueur de la projection horizontale du segment le plus court le reliant à l'emprise de la voie ferrée.

Distances minimales à respecter concernant les dépôts et les installations de système de rétention d'eau (articles L. 2231-6 et R. 2231-6 du code des transports)

Une distance minimale de 5 mètres par rapport à l'emprise de la voie ferrée doit être respectée concernant les dépôts, de quelque matière que ce soit, et les installations de système de rétention d'eau.

Possibilité de réduire les distances à respecter concernant les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau (article L. 2231-9 du code des transports)

Lorsque la sécurité et l'intérêt du domaine public ferroviaire le permettent, les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 peuvent être réduites en vertu d'une autorisation motivée délivrée par le représentant de l'Etat dans le département, après avoir recueilli l'avis du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. Cette autorisation peut éventuellement être assortie de prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et des propriétés riveraines.

Obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure concernant les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire (articles L. 2231-7 et R. 2231-7 du code des transports)

Les projets de construction, d'opération d'aménagement ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, envisagés à une distance de moins de 50 m par rapport à l'emprise de la voie ferrée ou à une distance de 300 à 3000 m d'un passage à niveau, font l'objet d'une information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière. L'arrêté du 30 juillet 2025 fixe la liste des établissements et des catégories de projets soumis à une obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure ferroviaire en fonction de leur distance avec un passage à niveau (distance de 300 à 3000 mètres selon les cas) ainsi que ceux qui y sont soumis lorsqu'ils sont situés à une distance de moins de 50 mètres de l'emprise de la voie ferrée.

De plus, sur proposition du gestionnaire d'infrastructure et, le cas échéant, du gestionnaire de voirie routière, le représentant de l'Etat dans le département peut imposer des prescriptions à respecter

pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière et des propriétés riveraines.

Le gestionnaire d'infrastructure est informé par le maître d'ouvrage d'un projet de construction, d'opération d'aménagement, ou d'installation pérenne ou temporaire, y compris les installations de travaux routiers, dès lors que le projet est arrêté dans sa nature et ses caractéristiques essentielles et avant que les autorisations et les actes conduisant à sa réalisation effective ne soient pris.

Le gestionnaire d'infrastructure dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'information pour proposer au représentant de l'Etat dans le département d'imposer des prescriptions à respecter pour préserver la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et, le cas échéant, routière ainsi que celle des propriétés riveraines.

Servitudes permettant la destruction des constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, installations de système de rétention d'eau existants (article L. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire, si la sécurité ou l'intérêt du service ferroviaire l'exigent, le représentant de l'Etat dans le département peut faire supprimer les constructions, terrassements, excavations, fondations ou dépôts, de quelque matière que ce soit, ainsi que les installations de système de rétention d'eau, existants dans les distances mentionnées aux articles L. 2231-4, L. 2231-5 et L. 2231-6 du code des transports.

Entretien des constructions existantes lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire (article L. 2231-8 et R. 2231-8 du code des transports)

Lors de la construction d'une nouvelle infrastructure de transport ferroviaire les constructions existantes qui ne respectent pas les dispositions de l'article L. 2231-4 et dont l'état a été constaté dans des conditions précisées à l'article R. 2231-8, peuvent uniquement être entretenues dans le but de les maintenir en l'état.

1.1.2 Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les servitudes de visibilité s'appliquent à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée (article L. 114-6 code de la voirie routière).

Ces servitudes génèrent des obligations et des droits :

- L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement (1° de l'article L.114-2) ;

- L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement (2° de l'article L.114-2) ;

- Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes (3° de l'article L.114-2).

Un plan de dégagement détermine pour chaque parcelle les terrains sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité et définit ces servitudes**.** Ce plan est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale (article L.114-3)**.**

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques, abrogé par la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) et par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire) ;

- Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Titre Ier : mesures relatives à la conservation des chemins de fer (articles 1 à 11).

Textes en vigueur :

- Articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports ;
- Articles R. 2231-1 à R. 2231-8 du code des transports ;
- Articles L. 114-1 à L. 114-3, L.114-6 du code de la voirie routière ;
- Articles R. 114-1, R.131-1 et s.et R. 141-1 et suivants du code de la voirie routière
- Arrêté du 30 juillet 2025 fixant les catégories de projets soumis à une obligation d'information préalable auprès du gestionnaire d'infrastructure

1.3 Décision

- Pour les servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée : instituées de plein droit par les textes législatifs et réglementaires ;

- Pour les servitudes de visibilité : plan de dégagement approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal.

1.4 Restrictions de diffusion

Aucune restriction de diffusion pour cette catégorie de SUP. La SUP peut être diffusée, est visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation et de la publication

2.1.1 Précisions concernant le rôle des administrateurs locaux et des autorités compétentes

Les administrateurs locaux et les autorités compétentes jouent des rôles différents en matière de numérisation et de publication des SUP dans le portail national de l'urbanisme.

◊ Administrateur national

L'IGN est désigné comme administrateur national. Il crée les comptes des administrateurs locaux et leur accorde les droits d'administration par catégorie de SUP. Pour certaines catégories de SUP, il joue également le rôle « d'administrateur local » décrit ci-dessous et gère les comptes des gestionnaires de SUP nationaux.

◊ Administrateur local

L'administrateur local doit disposer au préalable des droits d'administration pour chaque catégorie de SUP avant de procéder à la création du compte qui lui est adressée par l'autorité compétente. S'il ne dispose pas des droits d'administration pour la catégorie, il adresse une demande à l'administrateur national en précisant la catégorie de SUP concernée, via le formulaire d'assistance en ligne (https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/contact/).

Après avoir vérifié que la personne qui sollicite des droits de publication sur le géoportail de l'urbanisme (autorité compétente) est bien gestionnaire de la catégorie de SUP, l'administrateur local crée son compte et lui donne des droits de publication de la SUP sur le territoire relevant de sa compétence (commune, département, région, etc.).

Il assure également l'animation de l'alimentation du GPU sur son territoire et est le contact privilégié des autorités compétentes pour tout sujet relatif au GPU. En cas de besoin, il fait l'intermédiaire entre les autorités compétentes et l'équipe d'administration nationale

◊ Autorité compétente

L'autorité compétente est responsable de la numérisation et de la publication des SUP sur le portail national de l'urbanisme. Elle peut, si elle le souhaite, confier la mission de numérisation à un prestataire privé ou à un autre service de l'État. Dans cette hypothèse, la publication restera de sa responsabilité.

◊ Prestataire

Le prestataire peut tester la conformité du dossier numérique avec le standard CNIG SUP. S'il est désigné par l'autorité compétente délégataire, il téléverse le dossier numérique dans le GPU.

2.1.2 Administrateurs locaux et autorités compétentes

Concernant les servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée, l'autorité compétente est le gestionnaire de l'infrastructure. Ainsi concernant le réseau ferré géré par SNCF Réseau, l'IGN est administrateur national et l'autorité compétente est : SNCF Immobilier / Département Systèmes d'Information.

Concernant les servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau : l'administrateur local est : la DDT/DIR et l'autorité compétente est : la DDT/DIR, le département ou la commune, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale.

2.2 Où trouver les documents de base

Recueil des actes administratifs de la Préfecture pour les plans de dégagement.

Annexes des PLU et des cartes communales.

2.3 Principes de numérisation

Application du standard CNIG SUP (Conseil national de l'information géolocalisée).

La dernière version du standard CNIG SUP est consultable et téléchargeable ici : http://cnig.gouv.fr/ressources-dematerialisation-documents-d-urbanisme-a2732.html

Création d'une fiche de métadonnées respectant les dernières consignes de saisie des métadonnées SUP via le générateur de métadonnées en ligne sur le GPU.

2.4 Numérisation de l'acte

- Pour les servitudes instituées le long de l'emprise de la voie ferrée : copie des articles L. 2231-1 à L. 2231-9 du code des transports et coordonnées du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire ;
- Pour les servitudes de visibilité : copie du plan de dégagement approuvé**.**

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Les informations ci-dessous précisent les types de référentiels géographiques et de méthodes d'acquisition à utiliser pour la numérisation des objets SUP de cette catégorie ainsi que la gamme de précision métrique correspondante. D'autres référentiels ou méthodes de précision équivalente peuvent également être utilisés.

Les informations de précision (mode de numérisation, échelle et nature du référentiel) relatives à chaque objet SUP seront à renseigner dans les attributs prévus à cet effet par le standard CNIG SUP.

Référentiels :	**BD Ortho/PCI VECTEUR**
Précision :	**Métrique**

2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

Servitudes le long de l'emprise de la voie ferrée

Le générateur

Le générateur est l'infrastructure de transport ferroviaire. Il est défini de la manière suivante :

- La voie ferrée lorsqu'elle est localisée sur le domaine public ferroviaire (actifs fonciers de SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions) ;
- Le passage à niveau.

Le générateur est de type linéaire concernant la voie ferrée. Il est ponctuel lorsqu'il est relatif à un passage à niveau.

L'assiette

L'assiette des servitudes correspond à une bande de terrains dont la largeur varie en fonction du générateur :

- Ligne tracée à 50 m à partir de l'emprise de la voie ferrée correspondant à la distance de recul la plus importante visée à l'article R. 2231-7 du code des transports ;

- Distance de 300 à 3000 mètres autour des passages à niveau, selon l'importance des projets et celle de leur impact sur les infrastructures ferroviaires et les flux de circulation avoisinants (article R. 2231-7 du code des transports).

L'assiette est de type surfacique.

Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Le générateur

Les générateurs sont l'infrastructure de transport ferroviaire et la voie publique adjacentes à un passage à niveau.

Les générateurs sont de type linéaire.

L'assiette

L'assiette correspond à la bande de terrains situés au croisement d'une voie ferrée et d'une voie publique sur lesquels s'exercent les servitudes de visibilité. Elle correspond aux parcelles ou terrains identifiés dans le plan de dégagement.
Elle est de type surfacique.

3 Référent métier

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Direction générale des infrastructures de transport et des mobilités
Tour Séquoia

92055 La Défense Cedex

Annexes

1. Procédure d'institution du plan de dégagement

Le plan de dégagement est soumis à une enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie. Elle est organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration dans le respect des formes prévues par les plans d'alignement.

Le plan est notifié aux propriétaires intéressés et l'exercice des servitudes commence à la date de cette notification (article R.114-1 et R.114-4 du code de la voirie routière).

Le plan de dégagement est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal selon que la route est nationale, départementale ou communale (article L.114-3).

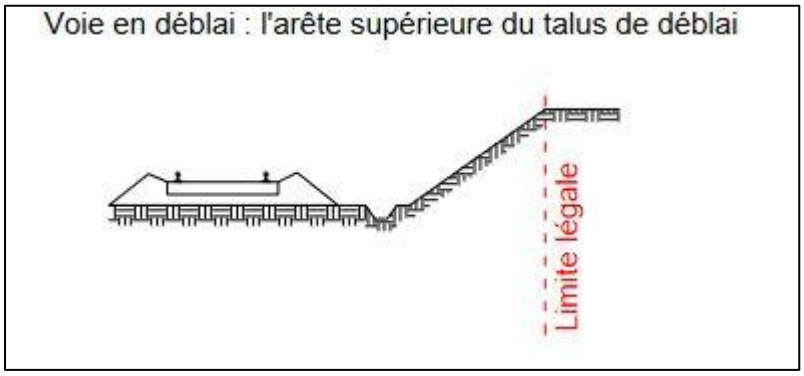
Lorsqu'un plan de dégagement a été institué par un arrêté préfectoral les propriétaires doivent se conformer à ses prescriptions.

2. Matérialisation de l’emprise de la voie ferrée pour le calcul des distances de recul à respecter

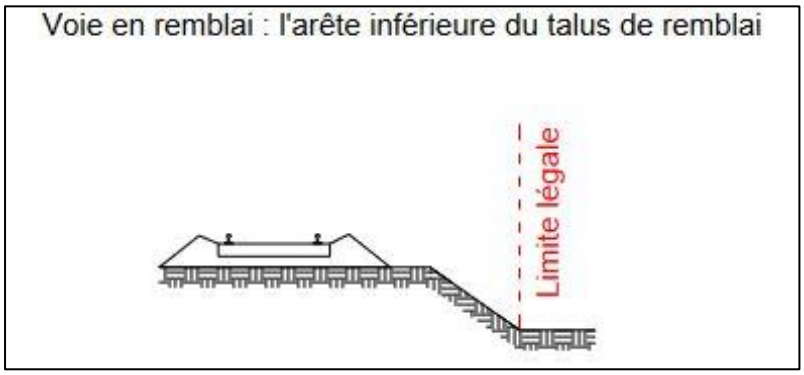
Les distances de recul précisées aux articles R. 2231-4 à R. 2231-6 du code des transports s’appliquent à partir de l’emprise de la voie ferrée définie à l’article R. 2231-2 du code des transports et représentée à titre illustratif par SNCF Réseau dans les schémas ci-dessous figurant la limite légale*.

* la limite légale correspond à l’emprise de la voie ferrée.

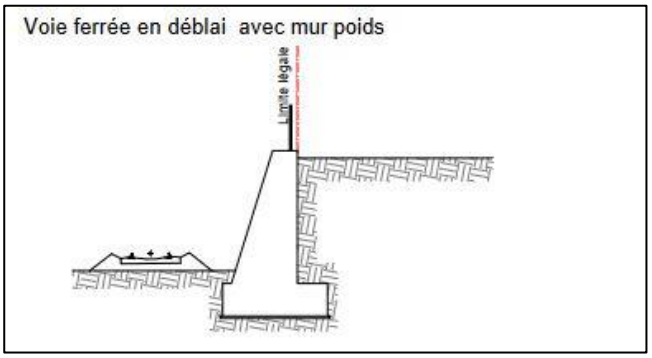
- **Arête supérieure du talus de déblai :**

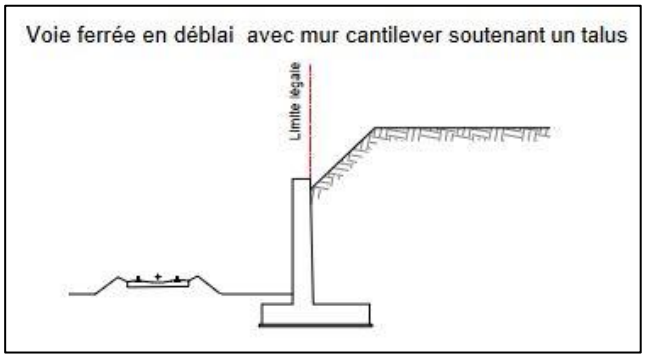


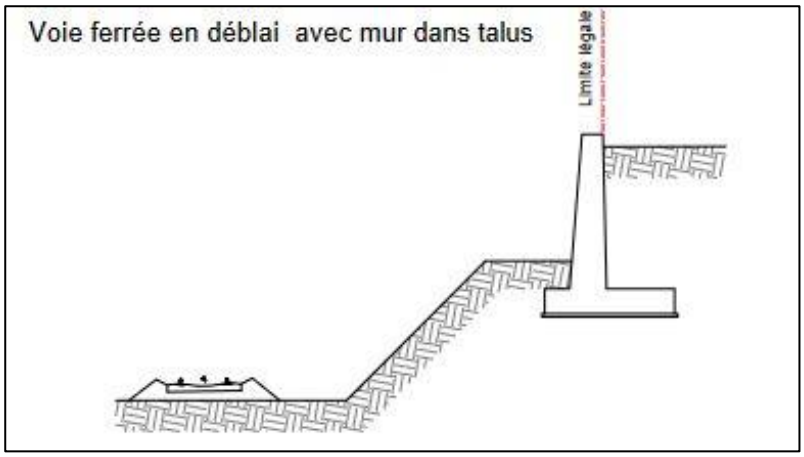
- **Arête inférieure du talus du remblai :**



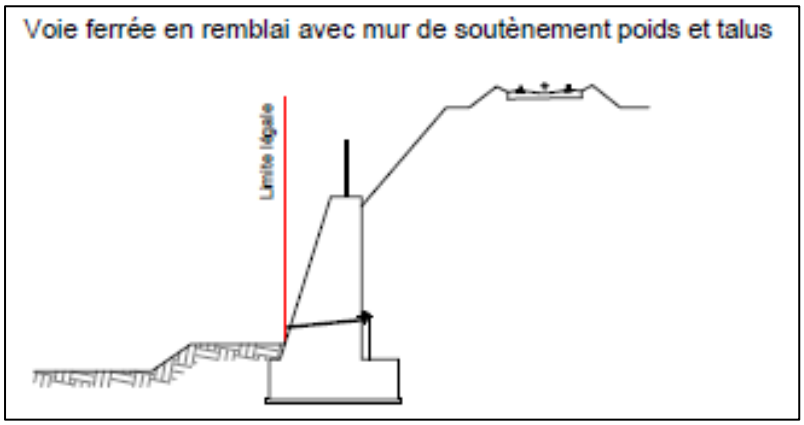
- **Nu arrière du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée :**



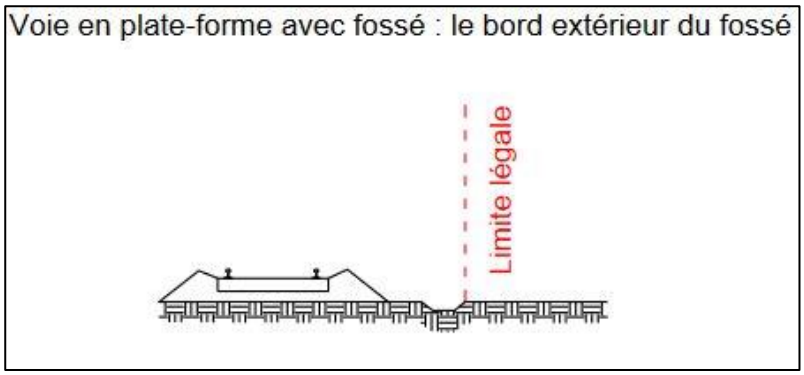




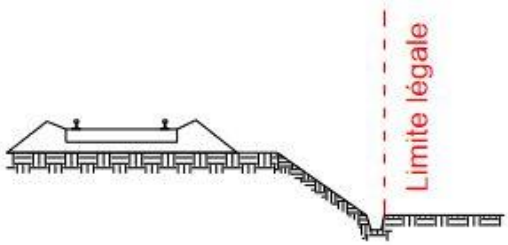
- **Nu avant du mur de soutènement ou de la paroi revêtue associée** :



- **Du bord extérieur des fossés :**

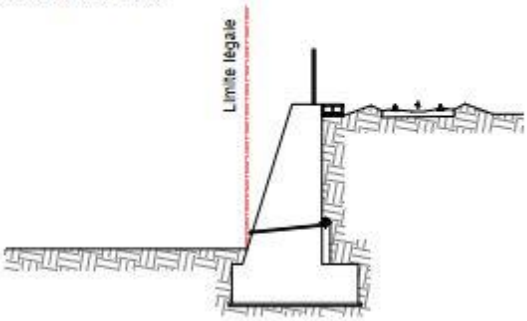


Voie en remblai : le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un

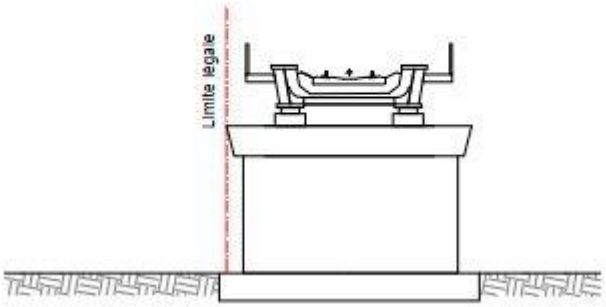


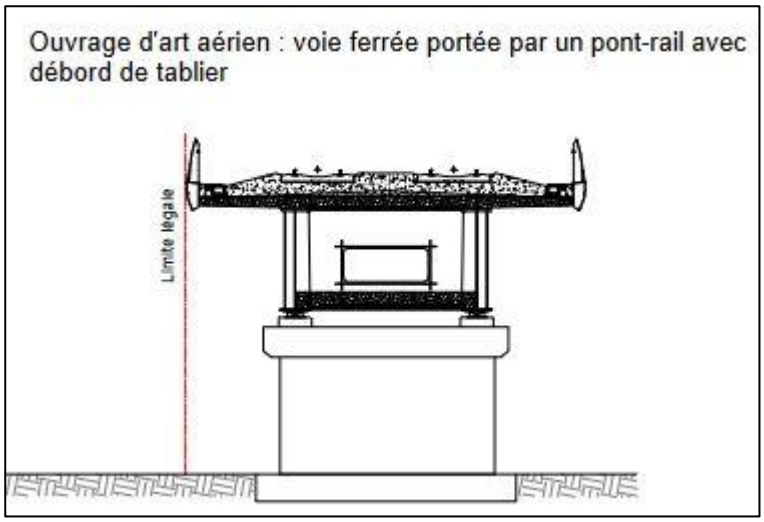
- Du bord extérieur de l'ouvrage d'art aérien :

Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement

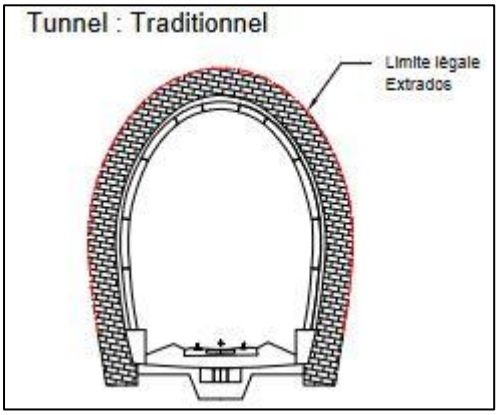


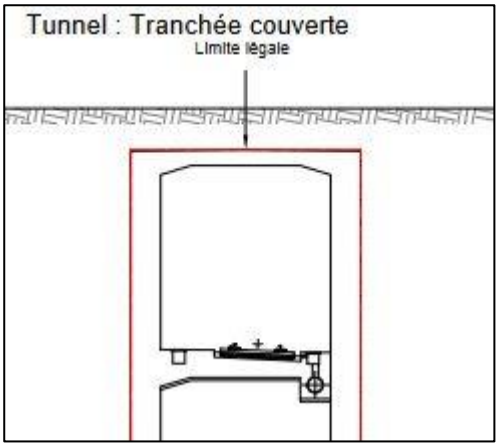
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec appui en saillie par rapport au tablier



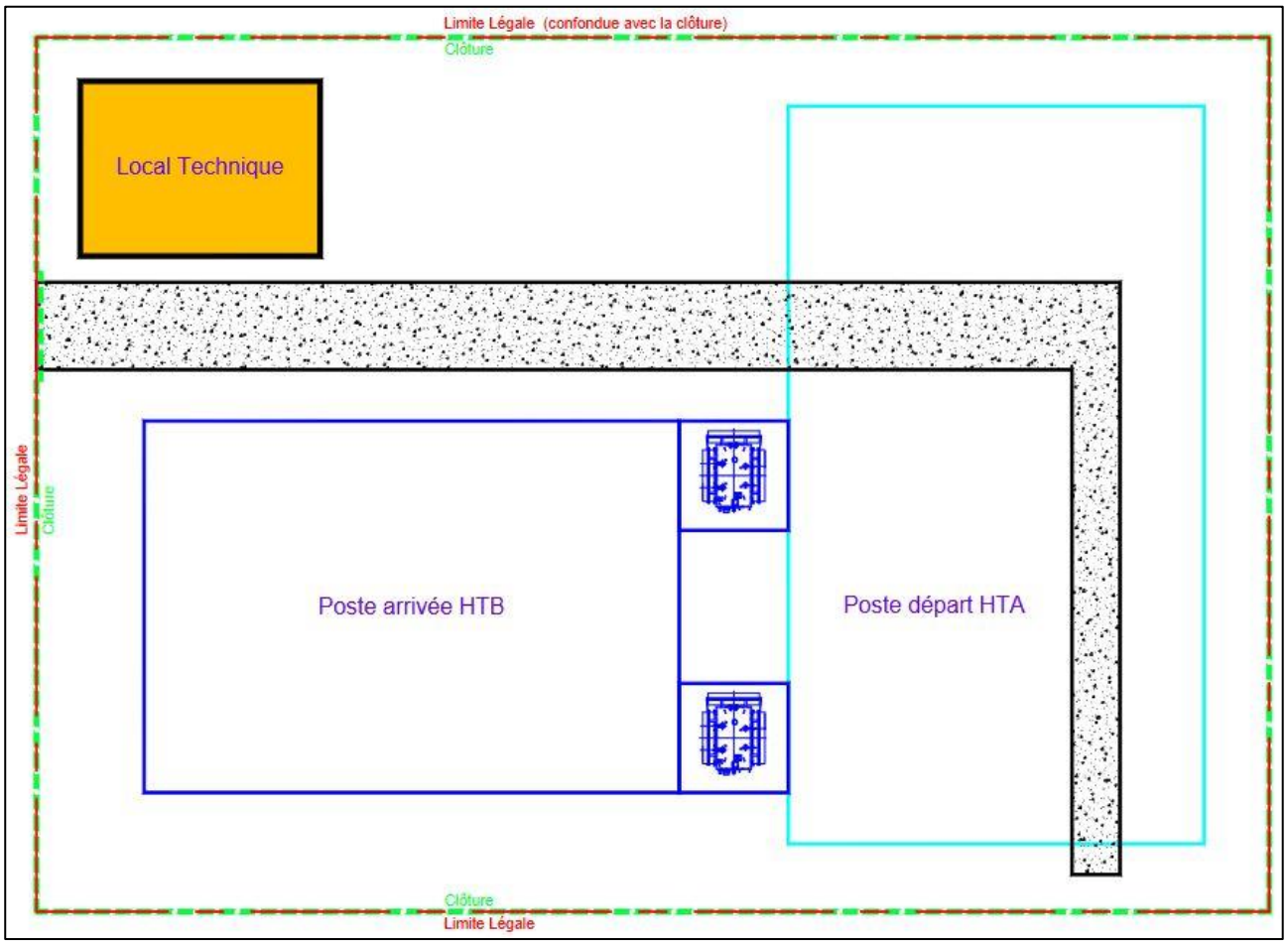


- **De la surface extérieure, ou extrados, de l'ouvrage d'art souterrain** :

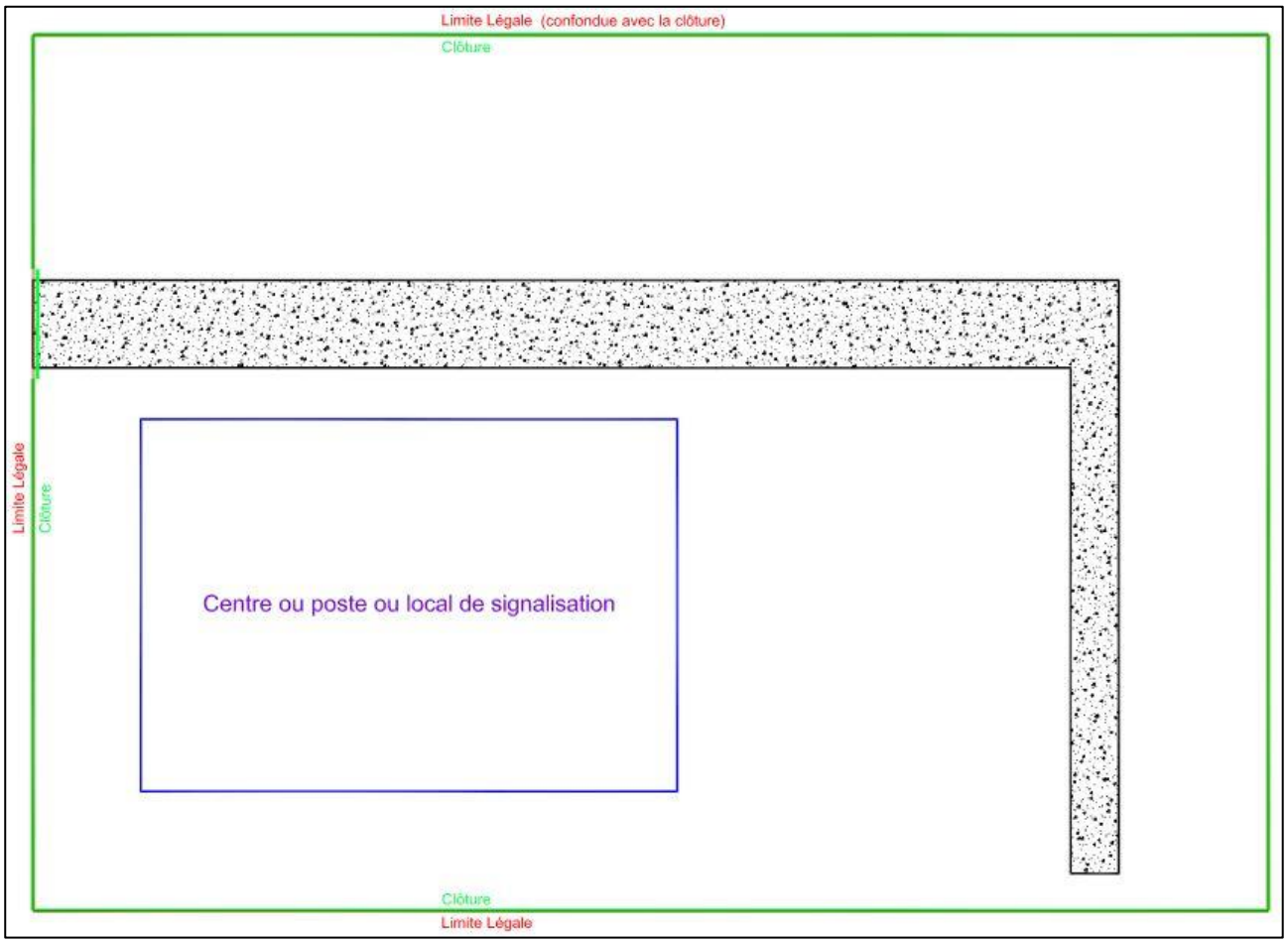




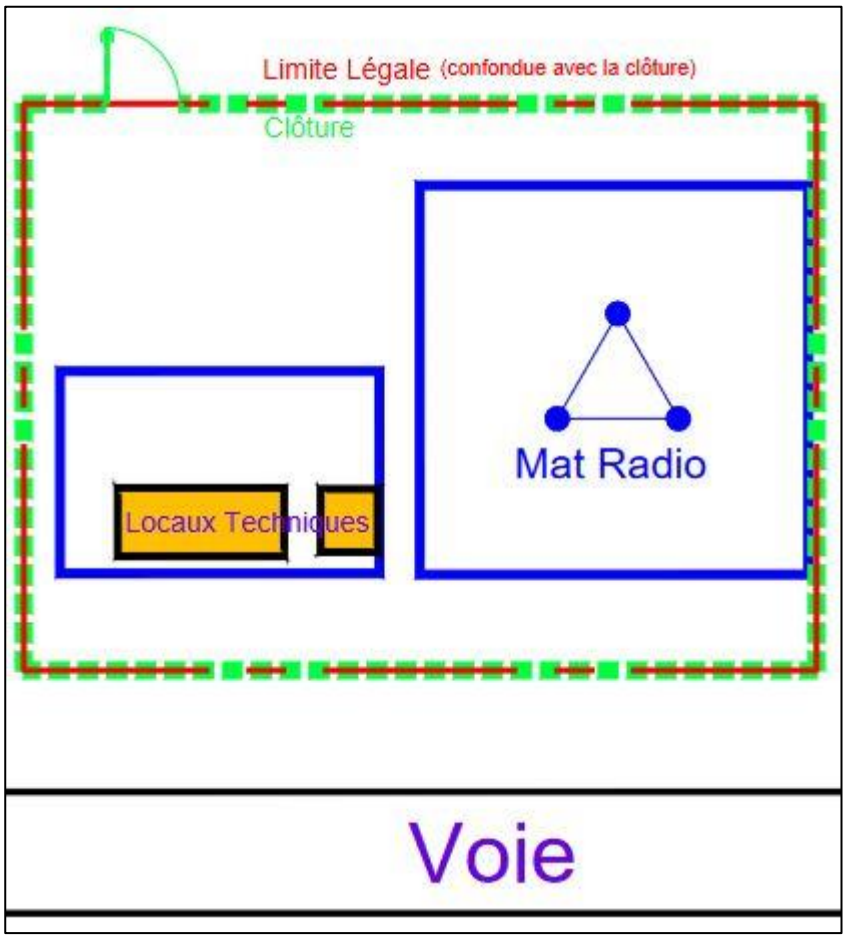
- De la clôture de la sous-station électrique :



- Du mur du poste d'aiguillage :



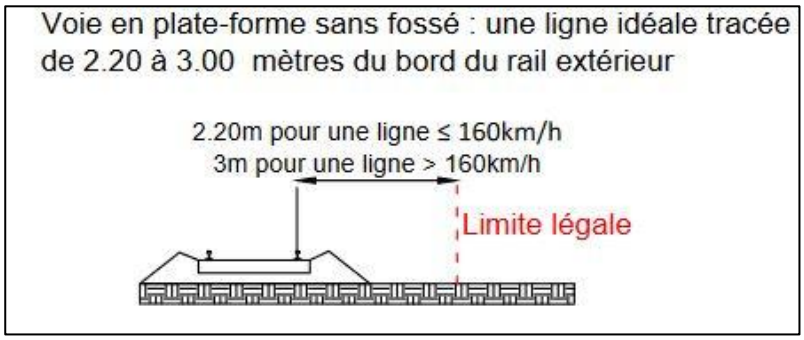
- De la clôture de l'installation radio :



- D'une ligne tracée à 2,20 mètres pour les lignes ou sections de ligne où il n'est pas circulé ou circulé jusqu'à 160 km/ h à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :

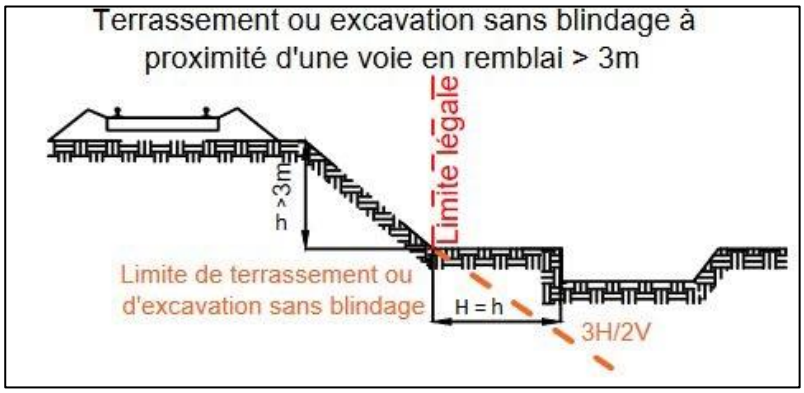
Ou

- D'une ligne tracée à trois mètres pour les lignes ou section de lignes où il est circulé à plus de 160 km/ h, à partir du bord extérieur du rail de la voie ferrée :



3. Exemples de matérialisation de la distance de recul définie à l'article R. 2231-5 du code des transports à respecter pour les projets de terrassement, excavation, fondation

<u>Situation 1</u> : cas de la voie en remblai pour laquelle s'applique les distances de recul définies aux I et II de l'article R. 2231-5 du code des transports :

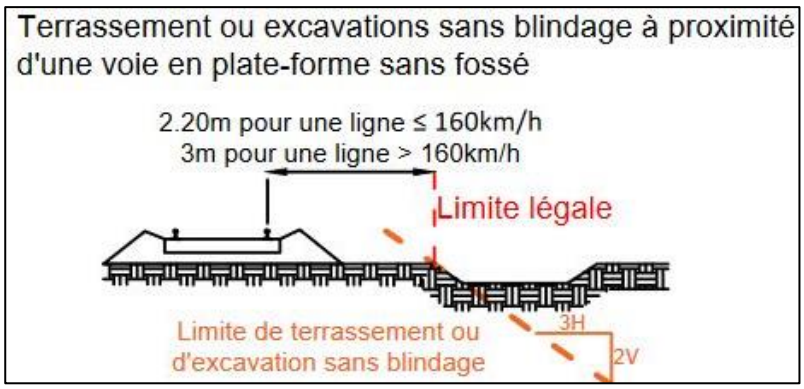


<u>Nota</u> *:* les remblais de plus de 3 mètres de hauteur (h) bénéficient d'une double protection :
- une interdiction de terrasser dans une distance horizontale H inférieure à la hauteur du remblai h ;
- une interdiction de terrasser sans blindage sous un plan de 3 H (horizontal) pour 2 V (vertical), mesurée à partir de l'arrête inférieure du talus.

<u>Situation 2</u> : cas des autres composantes de l'emprise de la voie ferrée pour lesquelles s'appliquent la distance de recul prévue au I de l'article R. 2231-5 du code des transports :

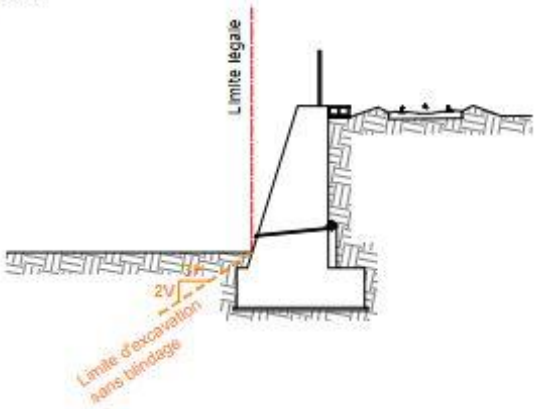
Pour tous les autres éléments composant l'emprise de la voie ferrée (article R.2231-2 du code des transports), il est interdit de réaliser des terrassements, des excavations, des fondations sans la mise en œuvre d'une solution de blindage sous un plan incliné à 3H pour 2V, positionné de telle sorte qu'il passe par le point d'intersection de la limite de l'emprise de la voie ferrée et du terrain naturel (II de l'article R.2231-5).
Le point de départ pour tirer ce trait correspondant au plan de 3H pour 2V, en dessous duquel une solution de blindage doit obligatoirement être mise en œuvre, est la limite de chaque composante de l'emprise de la voie ferrée définie à l'article R. 2231-2 du code des transports.

***Exemple 1* : matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour la plateforme ferroviaire.**

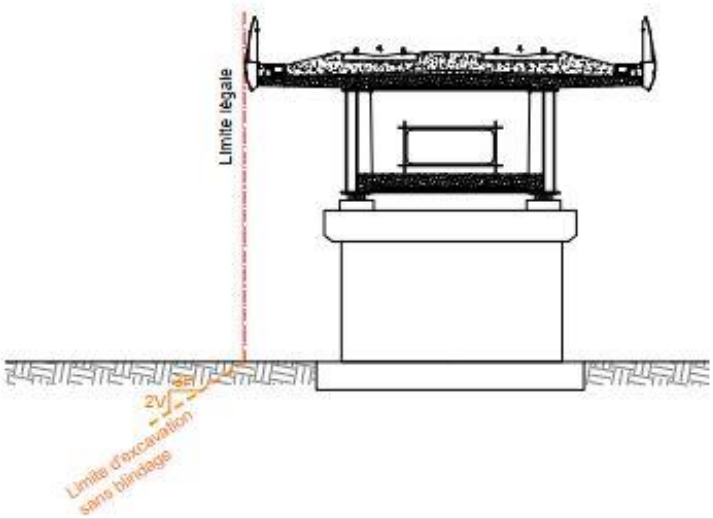


Exemple 2 **: matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'ouvrage d'art aérien.**

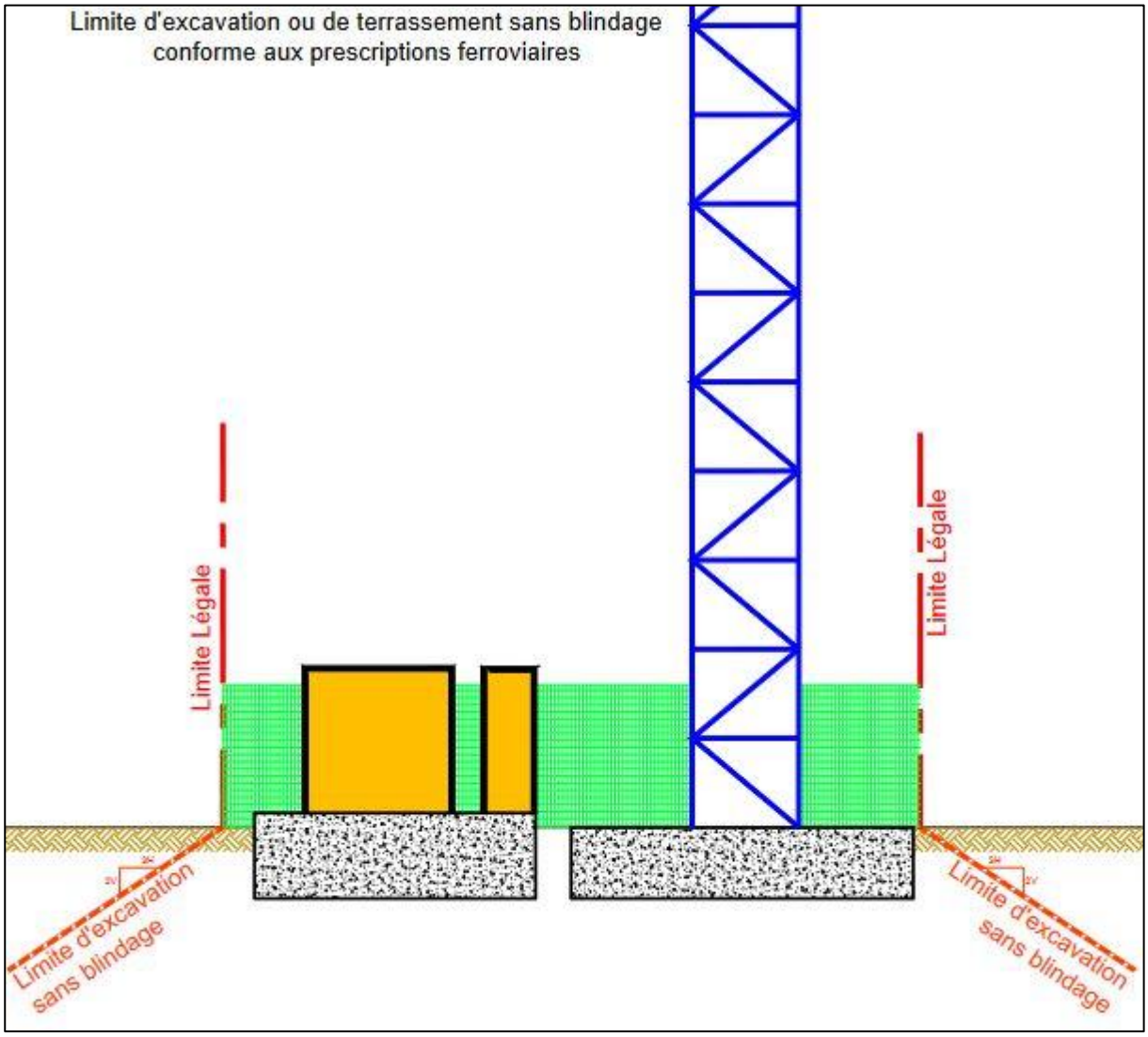
Ouvrage d'art aérien : voie ferrée en remblai avec ouvrage de soutènement



Ouvrage d'art aérien : voie ferrée portée par un pont-rail avec débord de tablier



Exemple 3 **: matérialisation de la limite d'excavation, de terrassement et de fondation sans blindage à partir de l'emprise de la voie ferrée pour l'installation radio.**



Le 28/09/2017 12:56 de Travail/DR/DR-PICARD/UT080 direccte.gouv.fr

Bonjour,

En référence à votre courrier du 25 août dernier concernant l'élaboration du PLUI de la Communauté de Communes de la Haute-Somme, je vous propose, ci-dessous, quelques éléments d'informations significatifs et structurants, en termes d'économie et d'emploi sur ce territoire.

Données de contexte

On recense **2 231 établissements (**source : INSEE, Connaissance Locale de l'Appareil Productif – 2013) :

35.6% : Transports et autres services

19.5% : Commerce

15.9% : Agriculture

15.4% : Tertiaire non marchand

7.4% : Construction

6.2% : Industrie

34% des établissements ont moins de 50 salariés.

Leurs **5 897 salariés** recensés travaillent dans :

le tertiaire non marchand pour 31.5%

les transports et services pour 19.9%

l'industrie pour 19% d'entre eux

le commerce pour 14.7%

l'agriculture pour 11.8%.

la construction pour 3.1%

Face aux activités économiques, on recense, à fin juillet 2017, 2 955 demandeurs d'emploi de catégories ABC (+2.8% en 1 an), dont 1 741 pour la catégorie A, qui elle enregistre une hausse de 0.5% par rapport à 2016.

14% des demandeurs d'emploi sont des jeunes de moins de 25 ans (évolution annuelle : -5.9%) et 27% ont 50 ans et plus (évolution annuelle : +9.2%).

On dénombre 1 571 demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an), soit 53% (évolution annuelle : -0.3%)

Plus précisément, les principaux niveaux de qualification des personnes en recherche d'emploi sont les suivants :

29.6% ouvriers qualifiés et spécialisés

34% employés qualifiés

23.5% employés non qualifiés

7.6% manœuvres

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

ÉTAT-MAJOR
DE ZONE DE DÉFENSE DE METZ

Metz, le 28 AOUT 2017
N° 505546/ARM/EMA/EMZD Metz/DIV.ADF/B.SE

ARRIVEE
[illegible] 2017
A.P.

Le général de corps d'armée Jean-Louis PACCAGNINI,
gouverneur militaire de Metz,
officier général de zone de défense et de sécurité Est,
commandant de zone Terre Nord-est,
commandant des forces françaises
et de l'élément civil stationnés en Allemagne

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme

OBJET : Elaboration – PLUi de la Communauté de Communes de Haute Somme (80).
REFERENCE : Courriel du 25 août 2017.
PIECE JOINTE : Un plan.

Par correspondance visée en référence, vous m'avez demandé de vous indiquer, afin de les porter à la connaissance du président de la Communauté de communes de Haute Somme, les éléments visés à l'article R 121.1 du code de l'urbanisme et autres informations relevant de ma compétence, utiles à l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal.

Après étude, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les communes de :
- Aizecourt-le-Bas, Epehy, Equancourt, Etricourt-Manancourt, Fins, Guyencourt-Saulcourt, Hervilly, Hesbécourt, Heudicourt, Liéramont, Longavesnes, Marquaix, Mesnil-en-Arrouaise, Nurlu, Roisel, Ronssoy, Sorel, Templeux-la-Fosse, Templeux-le-Guérard, Tincourt-Boucly et villers-Faucon sont grevées par la servitude T7 relative à l'aérodrome de Cambrai-Niergnies où l'altitude limite à ne pas dépasser est de 252 mètres NGF, approuvée par arrêté interministériel du 23 août 1973.
Cette servitude est gérée par l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Lille – 20 rue du réduit – 59046 Lille.

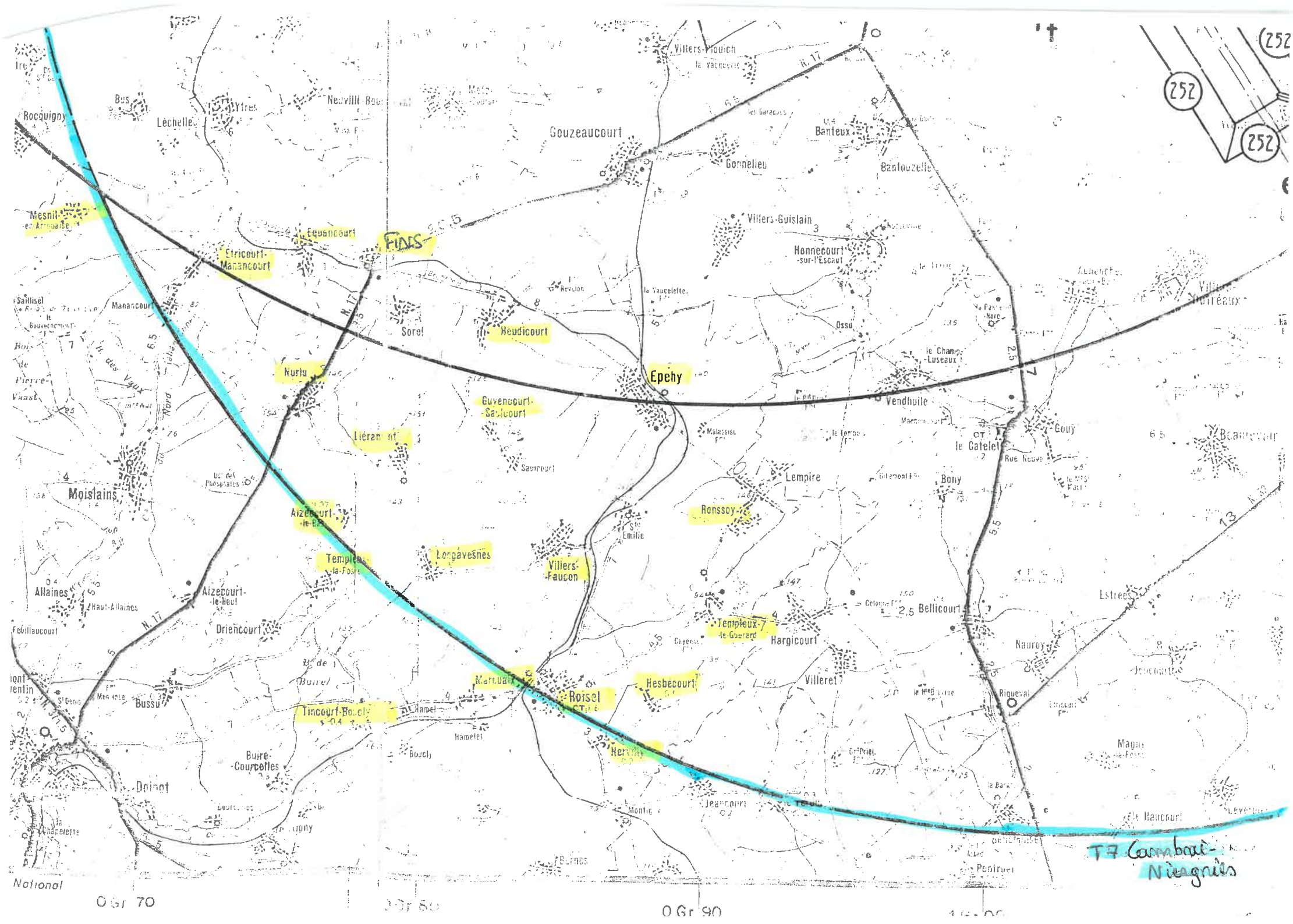
Par ailleurs, aucun immeuble militaire n'est implanté dans l'aire d'étude et aucun projet d'intérêt général n'y est envisagé.

Je ne souhaite pas être associé aux réunions du groupe de travail en charge de l'élaboration de ce document d'urbanisme mais désire recevoir, pour avis, le projet arrêté.

Par délégation,
Le lieutenant-colonel Philippe D'ORGLANDES
chef de la division appui des formations
par suppléance

COPIES :
COMBdD Creil
USID Creil

1, boulevard Clemenceau – BP 30001 – 57044 METZ Cedex 1 – Tél. : 03.87.15.33.14
martine.florsch@intradef.gouv.fr


252
252
252
Villers-Plouich
Gouzeaucourt
Banteux
Gonnelieu
Banteuzelle
Rocquigny
Bus
Léchelle
Ytres
Neuville-Bourjonval
Mesnil-en-Arrouaise
Equancourt
Etricourt-Manancourt
FIDES
Villers-Guislain
Honnecourt-sur-l'Escaut
Manancourt
Sorel
Heudicourt
Nurlu
Epehy
Ossu
Vendhuile
Guyencourt-Saulcourt
Liéramont
Saulcourt
Moislains
Aizecourt-le-Bas
Lempire
Bony
Ronssoy
Gouy
le Catelet
Beaurevoir
Templeux-la-Fosse
Longavesnes
Villers-Faucon
Allaines
Haut-Allaines
Aizecourt-le-Haut
Driencourt
Templeux-le-Guérard
Hargicourt
Bellicourt
Estrées
Nauroy
Villeret
Riqueval
Bussu
Tincourt-Boucly
Marquaix
Roisel
Hesbecourt
Hervilly
Buire-Courcelles
Doingt
Jeancourt
Pontruet
Magny-la-Fosse
T7 Cambrai-Nièvres
National
0 Gr 70
0 Gr 80
0 Gr 90

PRÉFET
DE LA SOMME
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Service de la coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique



Amiens, le 02 NOV. 2023

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – société CRISTAL UNION à VILLERS-FAUCON - Proposition de limitation en matière d'urbanisme
P.J. : Une copie d'arrêté préfectoral ;
Un document précisant les préconisations en matière d'urbanisme au vu des phénomènes dangereux et une cartographie.

La société CRISTAL UNION a présenté, le 12 avril 2022, un dossier de porter à connaissance relatif à un projet de modification relatif à la construction d'une unité de déshydratation à Villers-Faucon. Par arrêté préfectoral de ce jour, dont une copie est jointe au présent courrier, les modifications ne sont pas jugées substantielles mais doivent être encadrées par des prescriptions complémentaires visant cette même société.

J'attire tout particulièrement votre attention sur le fait que la procédure d'examen de ce dossier conduit à ce que ces installations comportent des activités qui, en cas d'accident, pourraient être sources d'effets associés à l'extérieur des limites de l'établissement.

Aussi, en application de l'article L.132-2 du code de l'urbanisme, je porte à votre connaissance l'étendue et les caractéristiques des risques technologiques qui résultent de l'exploitation de ces installations. Vous trouverez ainsi en pièces jointes au présent courrier les éléments nécessaires à la maîtrise de l'urbanisation autour de cet établissement, en application de la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-066 du 4 mai 2007 et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, soit :

- un tableau de synthèse des phénomènes dangereux identifiés ;
- les cartographies des effets associés, élaborées selon les critères de la circulaire et de l'arrêté ministériel précités ;
- et les préconisations d'urbanisme associés aux risques en question.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Haute Somme
23 avenue de l'Europe
80200, Péronne
Copie à Mme la Sous-préfète de Péronne
Copie à Mme la Directrice départementale des territoires et de la mer.

51, Rue de la République
80020 AMIENS Cedex 9
Tél : 03 22 97 80 80
Mél : pref-environnement@somme.gouv.fr

Il vous revient de prendre en compte sans délai ces informations dans les actes d'occupation ou d'utilisation des sols à venir et d'intégrer ces préconisations dans le document d'urbanisme intercommunal.

Je vous invite donc à être systématiquement vigilant sur les projets situés en limite des zones d'exposition aux risques de cet établissement, en particulier les potentiels projets importants ou sensibles. En effet, malgré l'édiction de toutes les prescriptions utiles, les incertitudes demeurent nécessaires quant à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets des phénomènes pouvant générer des dommages aux biens et aux personnes, ne permettent pas d'exclure totalement ces derniers au-delà du périmètre définis.

Les données informatiques nécessaires à la prise en compte des zones d'effets sont disponibles auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France – Service Risques – 44 rue de Tournai – 59800 Lille, joignable également par mail à l'adresse suivante : sig-sr.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de service

Gaëtan COUPLET

PRÉFET
DE LA SOMME
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaire
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CRISTAL UNION à VILLERS-FAUCON

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 22 mars 1988, 5 août 1996, 12 octobre 2001, 4 mars 2003, 28 décembre 2009, 19 septembre 2011, 17 février 2016, 15 janvier 2021 et 4 mai 2023 autorisant la société CRISTAL UNION à exploiter une sucrerie de betteraves sur le territoire de la commune de VILLERS-FAUCON, hameau de Sainte Emilie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 12 avril 2022 relatif à la création d'une unité de déshydratation de pulpes ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant à la préfecture de la Somme par courrier du 3 juillet 2023 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 19 septembre 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 21 septembre 2023, reçu le 25 septembre 2023 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. la société CRISTAL UNION est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement au hameau de Sainte Emilie sur le territoire de la commune de VILLERS-FAUCON, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 mars 1988 ;

2. par courrier du 12 avril 2022, la société CRISTAL UNION a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à créer une unité de déshydratation de pulpes ;

3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du 19 septembre 2023, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1 – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, la société CRISTAL UNION est tenue de se conformer aux prescriptions définies par le présent arrêté pour les installations qu'elle exploite hameau de Sainte Emilie à VILLERS-FAUCON.

ARTICLE 1.2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2022	Article 3 – Liste des installations	Abrogé et remplacé par l'article 2.1 du présent arrêté

CHAPITRE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique	Détail de l'activité	Régime
2520	Ciments, chaux, plâtres (Fabrication de) : La capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Un four à chaux d'une capacité de production de chaux vive par cuisson de pierres à chaux de 180 tonne/jour	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	2 chaudières de 60 bars à tubes d'eau fonctionnant au gaz naturel et de puissance nominale unitaire de 75 MW Puissance totale : 150 MW	A
3310-2	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : 2. Production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 tonnes par jour	Un four à chaux d'une capacité de production de chaux vive par cuisson de pierres à chaux de 180 tonne/jour	A

3642-2-a	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	Capacité de traitement du site : ▪ 17 000 t/j de betteraves : production moyenne de 5.900 tonnes de produits finis (sucre, mélasse, pulpe surpressée) par jour ▪ 1 800 t/j de pulpes surpressées, soit une production moyenne de 600 t/j de pellets Capacité de traitement totale : 7 700 t/j	A
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Quantité de coke stockée sur site : 2 500 tonnes	A
2160-1-a	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ^{3}	Silo plat 1 : 35 800 m^3 (34 000 tonnes) Silo plat 2 : 122 100 m^3 (116 000 tonnes) Capacité totale : 157 900 m^3 (150 000 tonnes)	E
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	1 circuit de refroidissement "condenseurs barométriques (vide)" comportant 5 TAR d'une puissance nominale unitaire de 20 329 kW. Puissance totale évacuée : 101 645 kW	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité de fluide présente : ▪ Capacité totale des climatiseurs et groupes froids : 382,38 kg ▪ Climatisation en salle de contrôle : 2,8 kg Quantité de fluide totale : 385,18 kg	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules 2. Supérieur à 100 m^3 d'essence ou 500 m^3 au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m^3	Volume annuel distribué en GNR et Gazole : 700 m^3	DC
2160-2-b	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations b. Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ^{3}, mais inférieur ou égal à 15 000 m ^{3}	Capacité de stockage : ▪ 4 silos verticaux de 1.201 t soit 4.804 t (7.392 m^3) ▪ 2 boisseaux d'expédition de 100 t soit 200 t (308 m^3) Capacité de stockage totale : 7.700 m3	DC

1630-2	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de) 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Stockage de lessive de soude d'une capacité totale de 106,4 t (80 m^3)	D
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas - kérosènes (carburants d'aviation compris) - gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) - fioul lourd - carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés	Cuves enterrées fioul domestique : 22 t Cuves enterrées Gazole: 42 t Soit une quantité totale présente : 64 t	NC

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF FDM (industries agroalimentaires et laitières).
Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles précités.

CHAPITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 3.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.
Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).
Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.
Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.
Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur a la date d'application du présent arrêté, sont respectées.
Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de

ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2 – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

	Installations raccordées
Conduit n°1	Dépoussiéreur - circuit refroidisseur pellets
Conduit n°2	Dépoussiéreur - circuit manutention pellets

ARTICLE 3.3 – CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1	7.38 m	8
Conduit n°2	5,6 m	8

ARTICLE 3.3 – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 de référence de 21 % en volume.

	Conduit n°1		Conduit n°2	
Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm³	Flux en kg/h	Concentration instantanée en mg/Nm³	Flux en kg/h
Poussières	40	2,4	40	1,02

ARTICLE 3.4 – AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

	Conduit n°1 et n°2
Paramètres	**Fréquence**
Poussières	1 fois tous les 3 ans

CHAPITRE 4 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

ARTICLE 4.1 – SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation sur l'ensemble du site. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats de la mesure réalisée est transmis au préfet dans le mois qui suit la réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 5.1 – ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 5.2 – LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'unité de déshydratation susceptibles d'être a l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 5.3 – MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

ARTICLE 5.4 – ÉVENTS ET PAROIS SOUFFLABLES

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 5.2 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des surfaces soufflables d'une surface minimale de 25,7 m² et de pression de rupture 100 mbar.

Ces parois soufflables sont disposées de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

ARTICLE 5.5 – PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent sous 6 mois sur l'unité de déshydratation. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Pour les installations dont le 1er arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.
Pour les installations dont le 1er arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

ARTICLE 5.6 – MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Article 5.6.1 Liste des mesures de maîtrise des risques

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers contenu dans le porter à connaissance relatif à l'unité de déshydratation, la liste des mesures de maîtrise des risques, notamment le muret de 1m de hauteur. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 5.6.2 Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

ARTICLE 5.7 – RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.
Les moyens définis au chapitre 7.6 de l'arrêté préfectoral du 28/12/2009 (extension du silo à sucre) restent applicables pour l'ensemble de l'établissement, notamment en ce qui concerne les moyens d'intervention, leur entretien, le confinement des eaux d'extinction incendie, les consignes de sécurité et procédures d'intervention.

Ces moyens sont conformes aux normes en vigueur et **sont** réceptionnés par les services d'incendie et de secours de la Somme dans un délai de 3 mois après la mise en service de l'unité de déshydratation.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 6. – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Villers-Faucon. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de Villers-Faucon pour être tenue à la disposition du public.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire à la préfecture de la Somme.

L'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture, pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80000 Amiens, ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le maire de Villers-Faucon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CRISTAL UNION.

Amiens, le 18 1 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Emmanuel MOULARD

ANNEXE AU COURRIER

La circulaire du 4 mai 2007, relative au porter à connaissance, ne traite pas le cas des sites existants en dehors des sites Seveso seuil haut. Cependant, dans le cadre du présent dossier, dans la mesure où des zones en dehors de l'établissement sont susceptibles d'être touchées par des phénomènes dangereux en provenance du site, il apparaît qu'il est pertinent de ne pas augmenter le nombre de personnes susceptible d'être impacté dans ces zones d'effets. Les préconisations n'ont pas de conséquences sur les constructions existantes.

Dans le cadre du présent dossier, la circulaire du 4 mai 2007 prévoit les préconisations suivantes en matière d'urbanisme :

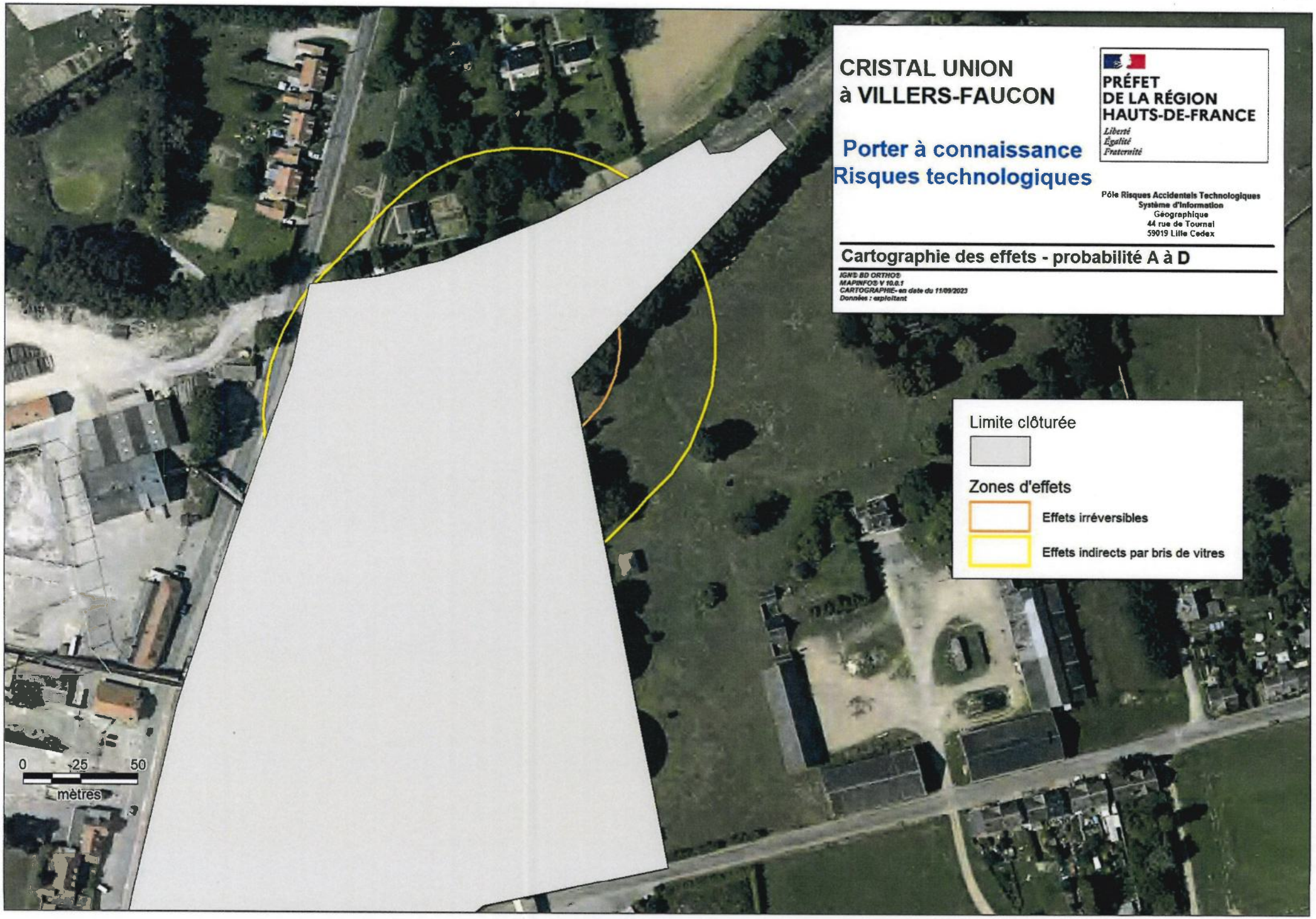
Pour les phénomènes dangereux dont la **probabilité est A, B, C ou D** :

- dans les zones exposées à des **effets irréversibles**, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des **effets indirects**. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Pour les phénomènes dangereux dont la **probabilité est E** :

- 'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des **effets irréversibles ou indirects**. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

Cartographies des phénomènes dangereux susceptibles de sortir des limites du site


CRISTAL UNION
à VILLERS-FAUCON
Porter à connaissance
Risques technologiques
PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité
Pôle Risques Accidentels Technologiques
Système d'Information
Géographique
44 rue de Tournai
59019 Lille Cedex
Cartographie des effets - probabilité A à D
IGN© BD ORTHO©
MAPINFO© V 10.0.1
CARTOGRAPHIE- en date du 11/09/2023
Données : exploitant
Limite clôturée
Zones d'effets
Effets irréversibles
Effets indirects par bris de vitres
0
25
50
mètres

somme
LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

ELEMENTS POUR LE PORTER A CONNAISSANCE DU PLUI DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE-SOMME

Le 5 décembre 2017

Les éléments fournis répondent au point n°5 du porter à connaissance à savoir les déplacements.

Ce point se décompose en 7 parties :

5.1 le plan de déplacement urbain,
5.2 la sécurité routière,
5.3 l'amendement Dupont,
5.4 le bruit des infrastructures,
5.5 les projets d'infrastructures de transport
5.6 les études de trafic
5.7 le schéma cyclable départemental

En complément de ces 7 parties, 6 points particuliers sont traités, il s'agit :

A) des convois exceptionnels,
B) des plans d'alignement,
C) le canal de la Somme
D) des plantations,
E) les chemins de randonnée,
F) les Espaces Naturels Sensibles.

Le Conseil départemental assure la gestion et l'entretien des routes départementales, du canal de la Somme et de la Somme canalisée.

Le territoire de la Communauté de communes Haute Somme est traversé par des routes départementales figurant sur la carte jointe en annexe (le réseau routier départemental dans la Communauté de communes du Grand Roye) et réparties en différentes classes.

<u>Classification du réseau routier départemental :</u>

- Classe 1 : le réseau structurant. Les routes à grande circulation sont composées de liaisons vertes définies au plan national (axes verts) et des routes assurant les liaisons vers les échangeurs autoroutiers (axes rouges).
- Classe 2 : le réseau principal. Cette classe (liaisons jaunes) regroupe les routes qui assurent la desserte des chefs lieux de canton et le maillage des territoires.
- Classe 3 : le réseau secondaire : cette classe est composée du réseau d'intérêt local et des voies de desserte des communes (axes blancs).

Le Département dispose d'un règlement de voirie départementale qui définit les procédures d'intervention et règles que les différents intervenants sont tenus de respecter sur la voirie départementale. Il précise notamment :

- les prescriptions pour les accès et les alignements sur RD ;
- les implantations de clôtures et plantations effectuées sur le domaine public départemental ou à ses abords.

Point 5.1 : Le plan de déplacement urbain

La Communauté de communes n'est pas pourvue de plan de déplacement urbain.

Point 5.2 : La sécurité routière

5.2.1 Synthèse des accidents

Sur l'ensemble des routes départementales situées sur la Communauté de communes, plusieurs accidents et tronçons accidentogènes ont été recensés et localisés sur la carte des accidents et des tronçons accidentogènes (jointe en annexe). Des informations complémentaires pourront être fournies sur demande.

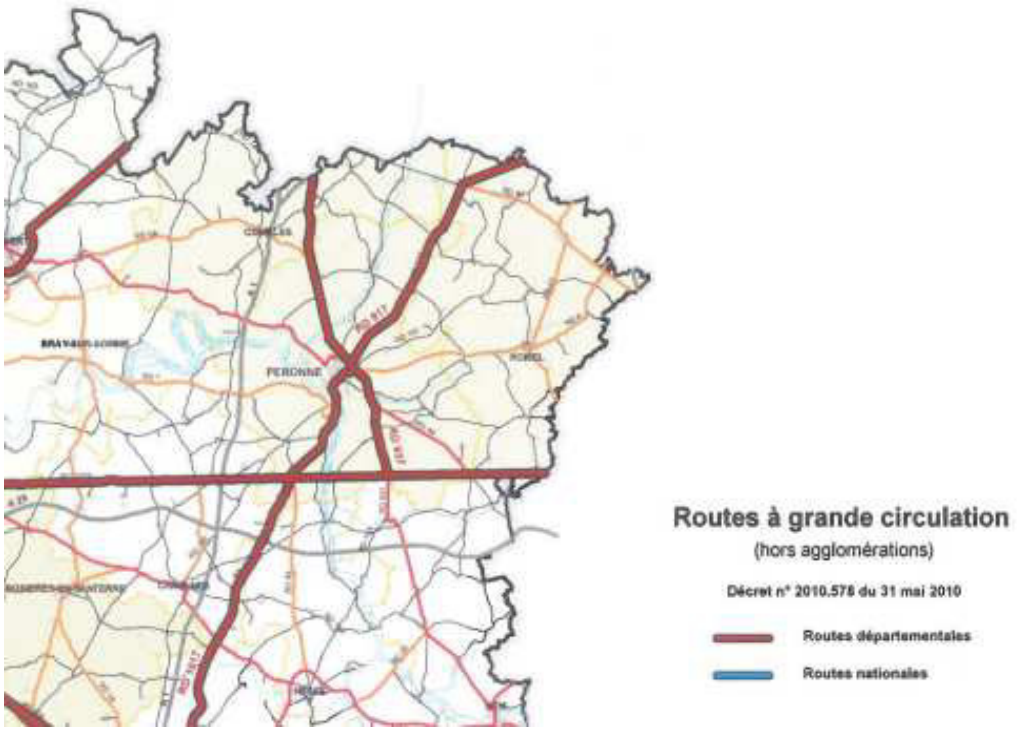
5.2.2 Les propositions d'aménagement et avis sur les accès futurs

En cas de nouveaux accès sur les routes départementales, une distance de visibilité de 50 mètres de part et d'autre de l'accès doit être respectée en agglomération. Cette distance est portée à 150 mètres minimum pour les accès situés en entrée et hors agglomération.

Point 5.3 : L'amendement Dupont

L'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme, issu de la loi "Barnier" relative au renforcement de la protection de l'environnement, est entré en vigueur au 1er janvier 1997. Également appelé "amendement Dupont", cet article réglemente l'urbanisation aux abords de certaines voiries.
Son objectif est d'inciter les collectivités publiques et en particulier les communes, à préciser leurs projets de développement et à éviter une extension non maîtrisée de l'urbanisation.
L'urbanisation le long des voies recensées par " l'amendement Dupont " doit correspondre à un projet des collectivités publiques au regard d'une politique de développement et à ce titre, faire l'objet d'une réflexion en amont et d'une mise en œuvre éventuelle assurant la qualité du cadre de vie.

Sur le territoire de la Communauté de communes, sont concernées par l'amendement Dupont les RD 1029, 1017, 917 et 937 entre la RD 1029 et la limite avec le département du Nord.



Point 5.4 : Le bruit des infrastructures de transport

5.4.1 Classement sonore

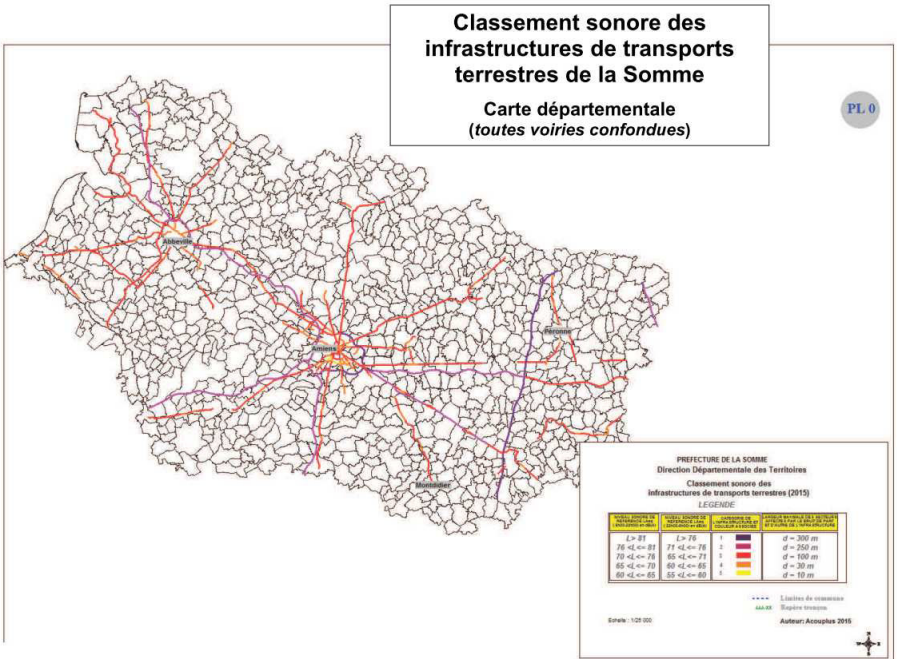
Les maîtres d'ouvrage d'infrastructures doivent prendre en compte les nuisances sonores dans la construction de voies nouvelles et la modification de voies existantes, et s'engager à ne pas dépasser des valeurs seuils de niveau sonore,
Textes de référence : **Article 12 de la loi bruit**, **décret 95-21 du 9 janvier 1995**, **arrêté du 5 mai 1995**
Les constructeurs de bâtiments, quant à eux, ont l'obligation de prendre en compte le bruit engendré par les voies bruyantes existantes ou en projet, en dotant leur construction d'un isolement acoustique adapté par rapport aux bruits de l'espace extérieur.
Textes de référence : **Article 13 de la loi bruit**, **décret 95-22 du 9 janvier 1995**, **arrêté du 23 juillet 2013**

L'article 13 de la loi bruit définit les principes généraux pour assurer l'isolation acoustique de la façade des bâtiments nouveaux :

- Les infrastructures de transports terrestres sont **classées** en fonction de leur **niveau sonore**, et des secteurs affectés par le bruit sont délimités de part et d'autre de ces infrastructures. La largeur maximale de ces secteurs dépend de la catégorie.
    - La **catégorie 1** qui est la plus bruyante engendre un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord, de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée.
    - En **catégorie 2**, cette largeur passe à 250 m.
    - En **catégorie 3**, elle passe à 100 m.
    - En **catégorie 4**, elle passe à 30 m.
    - En **catégorie 5**, elle passe à 10 m.
- Les bâtiments à construire dans un secteur affecté par le bruit doivent s'isoler en fonction de leur exposition sonore. Sont concernés, les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, les bâtiments de santé de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

L'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 porte approbation du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département de la Somme.

Sur le territoire de la communauté de communes, concernant le réseau routier départemental le classement porte sur les RD 1029, 1017, 937.



A noter que dans cet arrêté, la traversée de Péronne par la RD 1017 n'est pas classée alors que le trafic est supérieur à 5 000 véhicules/j. Inversement, la RD 937 est classée alors que son trafic est de 3548 véhicules/j. Il conviendra de voir avec les services de l'État ce point particulier qui vient d'être signalé au service en charge de la rédaction de cet arrêté.

Les informations sont disponible par commune sur le lien suivant : http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-urbanisme-construction-logement-habitat/Habitat-et-construction/Bruit

5.4.2 P.P.B.E.

Le Conseil départemental a établi le Plan de Prévention des Bruits dans l'Environnement (PPBE) qui concerne les infrastructures routières départementales empruntées par plus de 8 200 véhicules par jour.
A l'échelle du PLUI de la Haute Somme, aucune RD n'est concernée
Le PPBE est disponible sur le site du Conseil départemental de la Somme sur le lien suivant : **http://www.somme.fr/routes-deplacements-reseau-routier/plan-prevention-du-bruit-environnement**.

Point 5.5 : Les projets d'infrastructures sur le territoire

Le territoire de la Communauté de communes est concerné dans sa partie Ouest par le projet de Canal Seine Nord Europe et les rétablissements routiers.

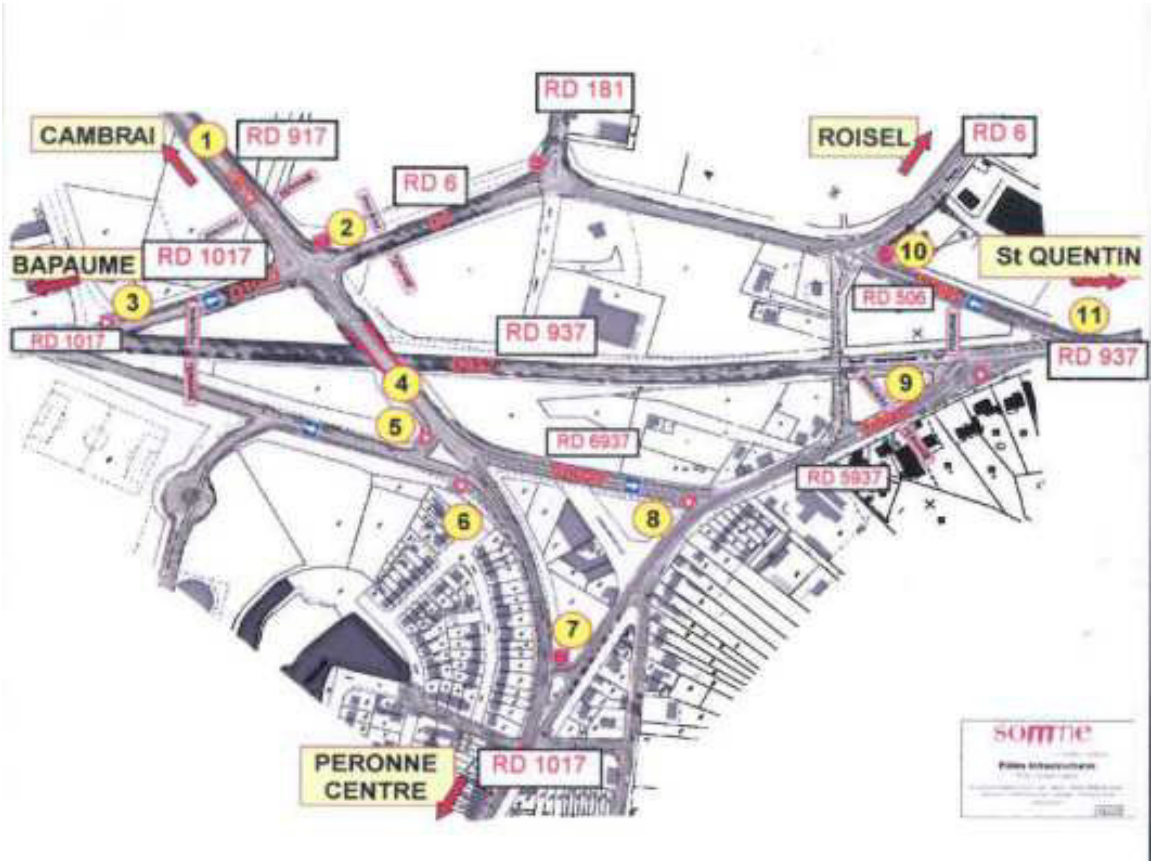
Point 5.6 : Les études de trafics

Le tableau ci-après montre l'évolution du trafic entre 2006 et 2016 en nombre de véhicules par jour sur les RD traversant le territoire de la Communauté de communes.

RD	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% évolution 2006/2016
RD1029 Poeuilly	6365	6120	6148	5277	5104	5441	5295	5287	5390	5435	5588	
évolution %		-3,85	0,46	-14,17	-3,28	6,60	-2,68	-0,15	1,95	0,83	2,82	-12,21
RD1029 Estrée	5225	5177	5201	4239	4100	4539	4417	4410	4184	4219	4338	
évolution %		-0,92	0,46	-18,50	-3,28	10,71	-2,69	-0,16	-5,12	0,84	2,82	-16,98
RD 1029 Villers-Carbonnel	4223	4542	4181	4446	4301	4415	4297	4291	4177	4212	4331	
évolution %		7,55	-7,95	6,34	-3,26	2,65	-2,67	-0,14	-2,66	0,84	2,83	2,56
RD 1017 Villers-Carbonnel Sud	3605	3433	3449	3492	3441	3564	3429	3468	3475	3495	3604	
évolution %		-4,77	0,47	1,25	-1,46	3,57	-3,79	1,14	0,20	0,58	3,12	-0,03
RD 1017 Villers-Carbonnel Nord	7583	6977	7484	7571	7418	7512	7341	7315	7243	7325	7323	
évolution %		-7,99	7,27	1,16	-2,02	1,27	-2,28	-0,35	-0,98	1,13	-0,03	-3,43
RD 1017 Péronne Nord	4273	4256	4357	4361	4375	4421	4350	4320	4345	4331	4352	
évolution %		-0,40	2,37	0,09	0,32	1,05	-1,61	-0,69	0,58	-0,32	0,48	1,85
RD 937 Mesnil-Bruntel	2848	2894	3132	3097	3028	3040	2955	3554	3617	3629	3548	
évolution %		1,62	8,22	-1,12	-2,23	0,40	-2,80	20,27	1,77	0,33	-2,23	24,58
RD 937 Doingt	7839	7898	7640	7039	7075	7104	7071	7151	7278	7217	7308	
évolution %		0,75	-3,27	-7,87	0,51	0,41	-0,46	1,13	1,78	-0,84	1,26	-6,77
RD 938 Cléry-sur-Somme	4042	4300	4353	4191	4153	4304	4193	4162	4477	4557	4733	
évolution %		6,38	1,23	-3,72	-0,91	3,64	-2,58	-0,74	7,57	1,79	3,86	17,10
RD 917 Péronne	2927	2915	3162	3164	2845	2874	2827	2864	2880	2870	2818	
évolution %		-0,41	8,47	0,06	-10,08	1,02	-1,64	1,31	0,56	-0,35	-1,81	-3,72
RD 917 Limite départementale	1588	1770	1812	1658	1663	1680	1577	1566	1575	1583	1590	
évolution %		11,46	2,37	-8,50	0,30	1,02	-6,13	-0,70	0,57	0,51	0,44	0,13
RD 43	1995	2156	2207	2010	2016	2037	1882	1869	1879	1906	1915	
évolution %		8,07	2,37	-8,93	0,30	1,04	-7,61	-0,69	0,54	1,44	0,47	-4,01
RD 44	3878	3940	3896	3853	3745	3760	3655	3750	3816	3829	3865	
évolution %		1,60	-1,12	-1,10	-2,80	0,40	-2,79	2,60	1,76	0,34	0,94	-0,34
RD 6 Péronne Roisel	2485	2475	2645	2647	2440	2465	2425	2387	2400	2392	2350	
évolution %		-0,40	6,87	0,08	-7,82	1,02	-1,62	-1,57	0,54	-0,33	-1,76	-5,43
RD 6 Roisel Limite départementale	1431	1403	1436	1326	1330	1343	1236	1227	1234	1180	1185	
évolution %		-1,96	2,35	-7,66	0,30	0,98	-7,97	-0,73	0,57	-4,38	0,42	-17,19
RD 15 Bernes	650	656	569	651	654	542	526	531	541	542	548	
évolution %		0,92	-13,26	14,41	0,46	-17,13	-2,95	0,95	1,88	0,18	1,11	-15,69
RD 24	2408	2165	2175	1981	1940	1964	1941	1931	1911	1879	1878	
évolution %		-10,09	0,46	-8,92	-2,07	1,24	-1,17	-0,52	-1,04	-1,67	-0,05	-22,01
RD 58 (entre RD6 et RD24)	1272	1162	1167	1180	1156	1084	1059	1055	1068	1080	1080	
évolution %		-8,65	0,43	1,11	-2,03	-6,23	-2,31	-0,38	1,23	1,12	0,00	-15,09
RD 58 Heudicourt	1193	1159	1164	1177	1153	983	960	956	900	910	909	
évolution %		-2,85	0,43	1,12	-2,04	-14,74	-2,34	-0,42	-5,86	1,11	-0,11	-23,81
RD 20 Combles	958	954	1004	1009	999	990	992	984	1001	1005	1043	
évolution %		-0,42	5,24	0,50	-0,99	-0,90	0,20	-0,81	1,73	0,40	3,78	8,87
RD 20 Longueval								520	520	514	517	
évolution %									0,00	-1,15	0,58	-0,58
RD 64 Guillemont	600	605	711	715	708	664	665	660	644	647	672	
évolution %		0,83	17,52	0,56	-0,98	-6,21	0,15	-0,75	-2,42	0,47	3,86	12,00
RD 146	796	792	879	884	876	918	897	893	909	919	918	
évolution %		-0,50	10,98	0,57	-0,90	4,79	-2,29	-0,45	1,79	1,10	-0,11	15,33
RD 1	1579	1476	1511	1398	1369	1386	1371	1366	1352	1323	1322	
évolution %		-6,52	2,37	-7,48	-2,07	1,24	-1,08	-0,36	-1,02	-2,14	-0,08	-16,28
RD 79	1224	1219	1227	1304	1172	1203	1170	1133	1155	1164	1196	
évolution %		-0,41	0,66	6,28	-10,12	2,65	-2,74	-3,16	1,94	0,78	2,75	-2,29
RD 62	879	893	965	1026	992	997	970	968	964	972	999	
évolution %		1,59	8,06	6,32	-3,31	0,50	-2,71	-0,21	-0,41	0,83	2,78	13,65

Le trafic est relativement constant sur l'ensemble des axes. Il n'existe pas de problème sur les infrastructures ; les routes présentent des caractéristiques géométriques adaptées au trafic.

Seul l'aménagement du carrefour compliqué à Péronne entre les RD 1017, 917, 6, 181 et 937 mériterait de faire l'objet d'une réflexion globale d'aménagement afin de dégager des espaces aujourd'hui dédiés à la chaussée pour les rendre à la ville.



Point 5.7 : Le schéma cyclable départemental

Le Conseil départemental de la Somme a adopté en février 2015 le schéma cyclable départemental. Dans celui-ci figure un schéma de principe des itinéraires cyclables utilitaires et des axes à vocation touristique. (voir carte ci-jointe)

Les axes utilitaires ont été définis à partir d'une analyse du territoire portant sur la proximité des services, collèges, commerces, de la population, de la distance par rapport aux pôles et de la topographie. Seuls les itinéraires à fort potentiel ont été identifiés.

Ce schéma peut-être traduit par une intention d'aménagement cyclable portée par la Communauté de communes.

Points particuliers

A) Les convois exceptionnels

Les routes départementales suivantes sont recensées comme itinéraire de convois exceptionnels :

- La RD1029 sur l'ensemble du territoire,
- la RD1017 de Péronne à la limite du département du Pas-de-Calais,
- la RD917 sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes,
- la RD62 au sud de la RD 1029.

B) Les plans d'alignement

La suppression des plans d'alignement sur route départementale doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du Département afin que celui-ci fasse les démarches nécessaires à la procédure de suppression.

A défaut, les servitudes d'alignement qui s'appliquent sur les routes départementales doivent être maintenues. Ce n'est qu'une fois la suppression validée par l'assemblée départementale que le document d'urbanisme pourra être mise à jour en enlevant de la liste des servitudes les plans d'alignement supprimés.

La liste des plans d'alignements existants figure en annexe.

C) Le canal de la Somme

La Communauté de communes Haute Somme est traversée par le Canal de la Somme, la rivière Somme canalisée et la rivière Somme naturelle.

Les communes riveraines du domaine public fluvial du Département de la Somme (canal de la Somme et Somme canalisée) sont :

- Hem-Monacu
- Feuillères
- Cléry-sur-Somme

Délimitation du domaine

L'article L2111-10 du code général de la propriété des personnes publiques énonce que le domaine public artificiel est constitué :

- des canaux et plans d'eau appartenant à une collectivité publique et classés dans son domaine public fluvial.

- des ouvrages ou installations appartenant à la collectivité publique, qui sont destinés à assurer l'alimentation en eau des canaux et plans d'eau ainsi que la sécurité et la facilité de la navigation, du halage et de l'exploitation.

Sur le territoire de la CC de Haute Somme, le Département de la Somme est propriétaire de :

- l'écluse de Sormont (commune de Cléry sur Somme),

- de la maison éclusière,

- du canal,

- d'une bande de terrain longeant le canal et comprenant le chemin de halage,

- d'une bande de terrain longeant le canal en contre halage.

Servitudes

Toutes les propriétés riveraines de cours d'eau domaniaux sont grevées des servitudes d'utilité publique énumérées ci-après :

Article L.2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques

Servitude de halage : les propriétaires riverains des cours d'eau domaniaux sont tenus, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage ou d'exploitation, de laisser le long des bords desdits cours d'eau domaniaux, ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur. Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 9,75 mètres sur les bords où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.

Servitude de marchepied : Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres sur chaque rive.
Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons.

Servitude (pêcheur et piéton) : Le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.

Respect et entretien de la servitude, défense contre les eaux

L'obligation de respecter la servitude est rappelée à l'article L.2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques.

Une commune, un groupement de communes, un département ou un syndicat mixte concerné peut, après accord avec le propriétaire du domaine public fluvial concerné, et le cas échéant avec son gestionnaire, entretenir l'emprise de la servitude de marchepied le long des cours d'eau domaniaux.

Les riverains des cours d'eau domaniaux, propriétaires des berges, ont l'obligation de prévoir la défense de leur propriété contre les eaux (articles 33 de la loi du 16 septembre 1807 relative au dessèchement des marais).

Valorisation du domaine

Le Département, propriétaire du canal de la Somme et de la Somme canalisée, a établi une charte concernant les aménagements du fleuve. Elle se compose de différentes fiches thématiques préconisant les bons usages en matière de construction, d'aménagements, de comportements et civilités.

Ainsi, lors de l'instruction de divers dossiers, ces fiches sont transmises au pétitionnaire. Un exemplaire a été transmis aux différentes communes traversées par le canal de la Somme.

Circulation

Par arrêté en date du 17 avril 2013, de Monsieur le Président du Conseil départemental de la Somme, la circulation sur les chemins de halage et de contre halage, sur le domaine de compétence du Département, a été réglementée (arrêté ci-joint)

La circulation et le stationnement sur ces sections sont règlementés par les maires des communes concernées.

Occupation

Conformément aux articles L.2122-1 à L.2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques, toute installation qui s'étendrait sur le domaine public ne peut être établie qu'en vertu d'une autorisation toujours révocable du propriétaire du domaine et sous les conditions qu'il aura déterminées.

L'article L.2124-8 du code général de la propriété des personnes publiques stipule qu'aucun travail ne peut être exécuté, qu'aucune prise d'eau ne peut être pratiquée sur le domaine public fluvial sans autorisation du propriétaire de ce domaine.

D) Les plantations

Pour des raisons sécuritaires et sanitaires et compte tenu du caractère évolutif des infrastructures routières, le Conseil départemental sans s'opposer à un classement d'arbres isolés, alignés ou de haies sur le domaine public départemental, souhaite que soit inscrit dans le règlement du PLU comme l'autorise l'article L123-1-5-7° du code de l'urbanisme, le texte suivant :

« Seules les interventions visant à supprimer totalement un massif classé ou un alignement, le long des routes départementales, devront être précédées d'une déclaration préalable. La replantation le long des axes départementaux ne pourra se faire que si les conditions de sécurité sont satisfaites à savoir pour les arbres de haute tige un éloignement de 4 mètres minimum du bord de chaussée hors agglomération et pour les haies à 2 mètres minimum. »

Cela afin de permettre les interventions d'entretien, d'élagage de recepage nécessaires à la gestion des accotements de la route et l'abattage des arbres de haute tige en cas de danger avéré ou de fin de vie des sujets sans avoir recours à une déclaration préalable.

Inventaire des plantations existantes le long des routes départementales sur le territoire de la communauté de communes PERONNE

Communauté de communes PERONNE	RD	PR début	PR fin	Accotement	Désignation - plantation	Linéaire (en m)
	RD 1017	42+090 44+715 45+0	42+320 44+950 45+280	droit-gauche droit droit-gauche	haies libre Frênes-Erables haies libre Frênes-Erables bandes boisées	230 235 280
	RD 938	3+937 7+654	7+658 9	droit droit	alignement Erables (1890-1934) massif boisé + alignement Erables	3721 1346
	RD 937	16+456 23+722 24+940 25+537	16+937 24+886 25+417 26+312	gauche droit-gauche droit- gauche droit - gauche	haies alignement Erable Frêne alignement Tilleul alignement Peupliers-bandes boisées	481 1164 477 775
	RD 917	0+510 5+571 16+456	12+785 8+835 16+937	droit-gauche droit-gauche gauche	alignement chêne rouge Tilleul alignement Platanes haies	12 785 3429 481
	RD 197	15+594	15+804	droit-gauche	alignement-Frêne-Saule-Peuplier	210
	RD 172	2+14	2+176	droit	alignement-Frêne-Merisier-Saule	162
	RD 146	5+264	5+516	droit-gauche	alignement Erable	252
	RD 74	3	4	droit	alignement Saule	1000
	RD 64	9+908	10+309	droit-gauche	alignement Erable-Frêne-Merisier	401
	RD 44	7+886	9+302	droit-gauche	alignement-Platane	1416
	RD 43	14+196	14+631	droit-gauche	Alignement-Frêne-Erable-Merisier	435

E) Chemins de randonnée

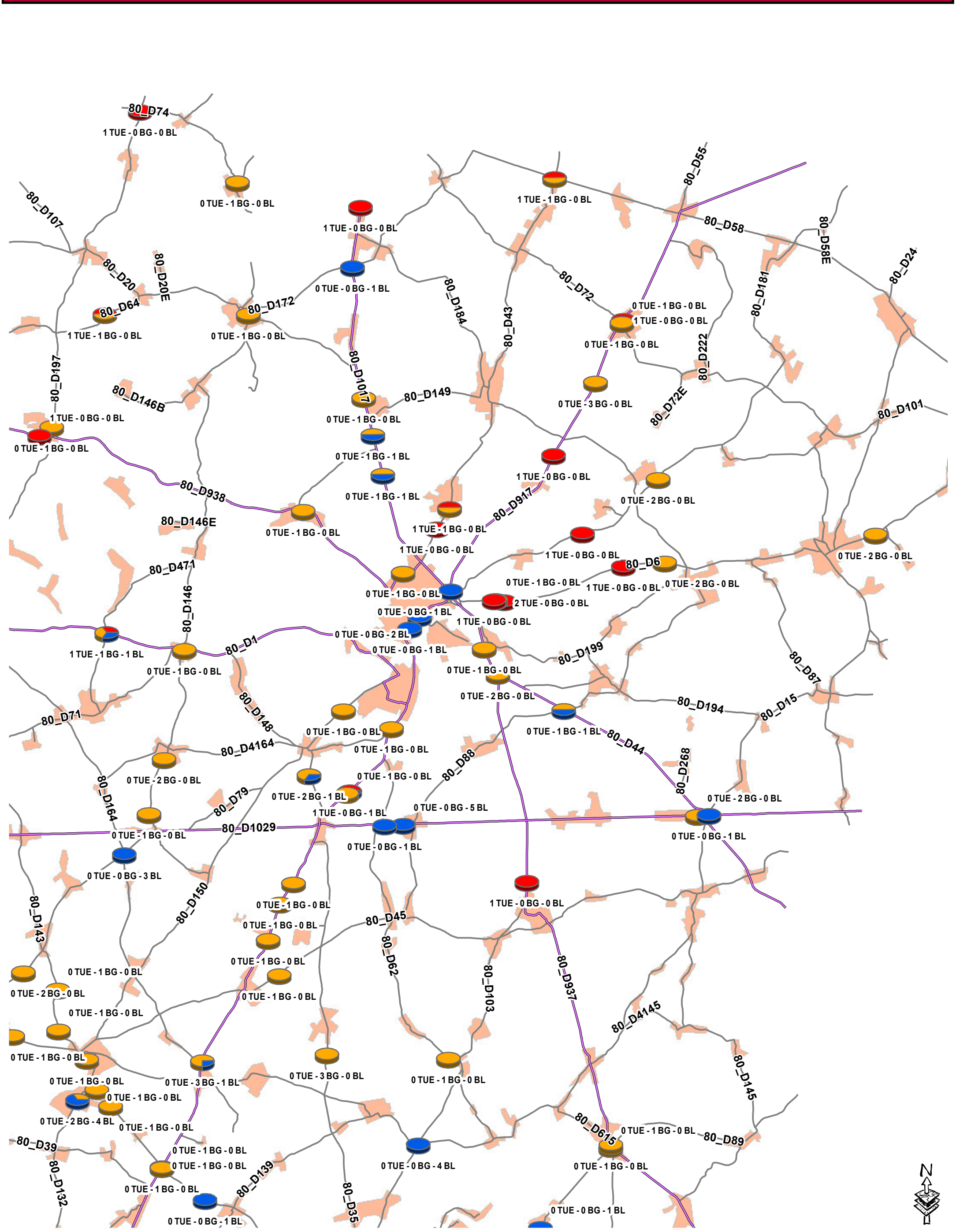
Les chemins sur le territoire communal et inscrits au PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) figurent sur la carte jointe.

F) Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Le territoire communal comporte des ENS qui sont repris dans la carte jointe.

L'agence routière Est souhaite être associée à l'ensemble de la démarche lors de l'élaboration du PLUI.

Localisation des accidents entre 2011 et 2016



1:96 033

0 1 920 3 840 7 680 Mètre

08/12/2017

CG80 - Reproduction interdite

ENS

PDIPR

Réseau départemental d'intérêt communautaire

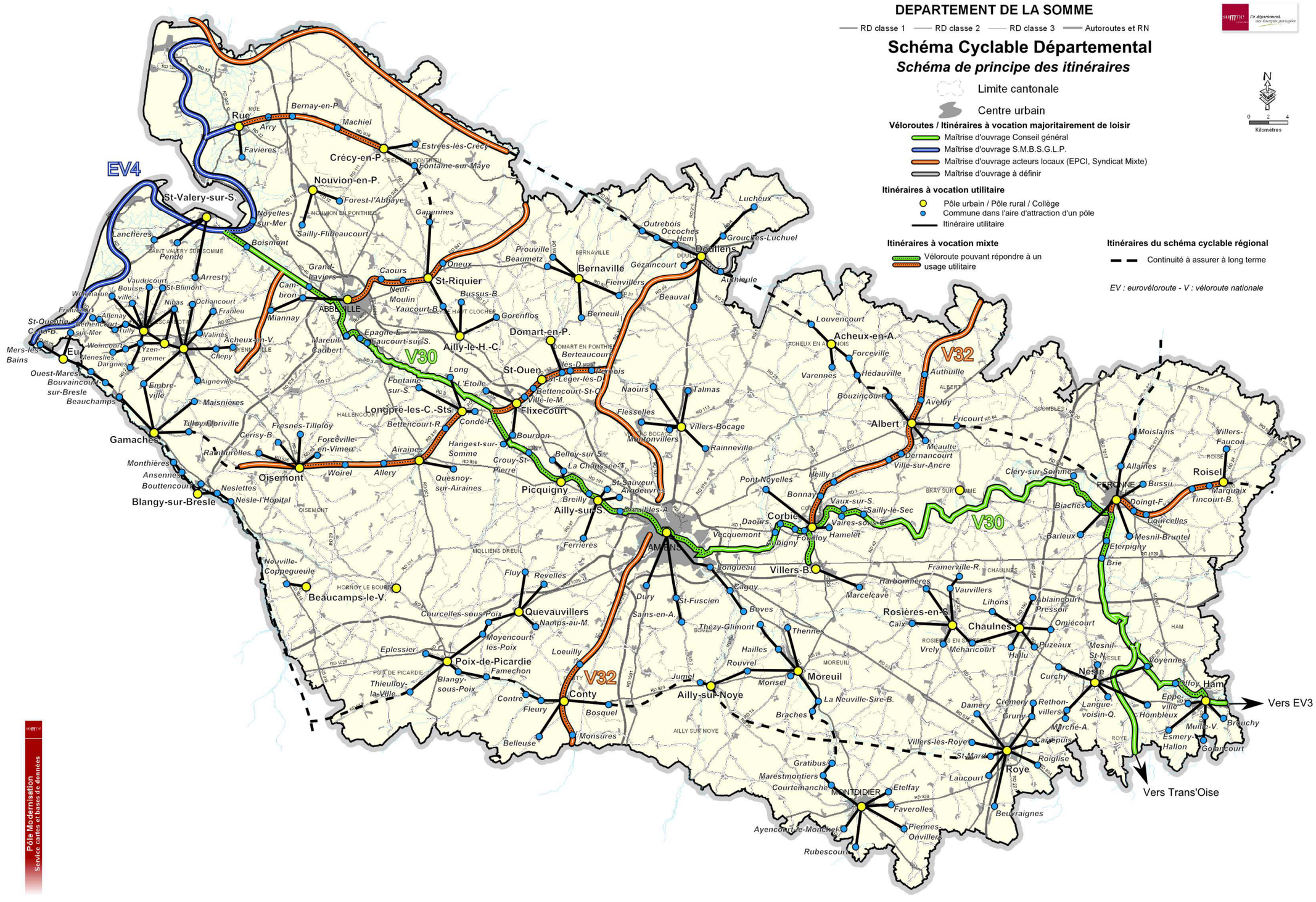
Réseau départemental d'intérêt départemental

Commnauté de communes Haute-Somme

ENS, circuits de randonnées et PDIPR

Auteur : CD 80 / DGA-ED / SIG / VF
Sources : CD 80, IGN 2017
Date : Décembre 2017

0 1 2 3 km


DEPARTEMENT DE LA SOMME
RD classe 1
RD classe 2
RD classe 3
Autoroutes et RN
Schéma Cyclable Départemental
Schéma de principe des itinéraires
Limite cantonale
Centre urbain
Véloroutes / Itinéraires à vocation majoritairement de loisir
Maîtrise d'ouvrage Conseil général
Maîtrise d'ouvrage S.M.B.S.G.L.P.
Maîtrise d'ouvrage acteurs locaux (EPCI, Syndicat Mixte)
Maîtrise d'ouvrage à définir
Itinéraires à vocation utilitaire
Pôle urbain / Pôle rural / Collège
Commune dans l'aire d'attraction d'un pôle
Itinéraire utilitaire
Itinéraires à vocation mixte
Véloroute pouvant répondre à un usage utilitaire
Itinéraires du schéma cyclable régional
Continuité à assurer à long terme
EV : eurovéloroute - V : véloroute nationale
N
0 2 4
Kilomètres
EV4
V30
V32
Vers EV3
Vers Trans'Oise
Rue
Bernay-en-P.
Machiel
Arry
Favieres
Estrees-lès-Crecy
Crécy-en-P.
Fontaine-sur-Maye
Nouvion-en-P.
Forest-l'Abbaye
St-Valery-sur-S.
Noyelles-sur-Mer
Sailly-Flibeaucourt
Gapennes
Lancheres
Pende
Boismont
Oneux
Caours
St-Riquier
Neuf-Moulin
Yaucourt-B.
Bussus-B.
Gorenflos
Domart-en-P.
Ailly-le-H.-C.
Epagne-E.
Faucourt-sur-S.
Mareuil-Caubert
Long
L'Etoile
St-Ouen
Bettencourt-St-O.
Ville-le-M.
Flixecourt
Fontaine-sur-S.
Longpré-les-C.-Sts
Conde-F.
Bourdon
Hangest-sur-Somme
Crouy-St-Pierre
Belloy-sur-S.
Picquigny
Ailly-sur-S.
Airaines
Allery
Quesnoy-sur-Airaines
Oisemont
Woirel
Gamaches
Blangy-sur-Bresle
Nesle-l'Hopital
Neslettes
Tilloy-Floriville
Cerisy-B.
Fresnes-Tilloloy
Forceville-en-Vimeu
Rambures
Monthières
Ansennes
Bouttencourt
Beauchamps
Ouest-Marest
Bouvaincourt-sur-Bresle
Embreville
Maisnieres
Eu
Mers-les-Bains
St-Quentin-C.-B.
Woincourt
Menesles
Dargnies
Yzengremer
Allenay
Bethencourt-sur-Mer
Tully
Valines
Acheux-en-V.
Chepy
Vaudricourt
Bouberville
St-Blimont
Nibas
Ochancourt
Franleu
Arrest
Woignarue
Frucourt
Grand-laviers
Cambron
Miannay
ABBEVILLE
Caumont
Neuf-Moulin
Yaucourt-B.
Bussus-B.
Gorenflos
Berneuil
Bernaville
Prouville
Beaumetz
Outrebois
Occoches
Hem
Lucheux
Grouches-Luchuel
Doullens
Gezaincourt
Fienvillers
Beauval
Authieule
Louvencourt
Acheux-en-A.
Forceville
Varennes
Hédauville
Bouzincourt
Albert
Authuille
Aveluy
Fricourt
Meaulte
Dernancourt
Ville-sur-Ancre
Pont-Noyelles
Heilly
Bonnay
Vaux-sur-S.
Sailly-le-Sec
Corbie
Daours
Vecquemont
Aubigny
Fouilloy
Hamelet
Clery-sur-Somme
PERONNE
Bussu
Doingt-F.
Biaches
Barleux
Moislains
Allaines
Roisel
Villers-Faucon
Marquaix
Tincourt-B.
Courcelles
Mesnil-Bruntel
Eterpigny
Brie
AMIENS
Longueau
Villers-B.
Cagny
Dury
St-Fuscien
Sains-en-A.
Boves
Marcelcave
Framerville-R.
Harbonnieres
Vauvillers
Lihons
Ablaincourt-Pressoir
Omiecourt
Rosières-en-S.
Caix
Chaulnes
Vrely
Méharicourt
Hallu
Puzeaux
Mesnil-St-N.
Voyennes
Nesle
Curchy
Offoy
Ham
Eppeville
Hombleux
Languevoisin-Q.
Rethonvillers
Cremery
Gruny
Damery
Marché-A.
Muille-V.
Esmery-H.
Hallon
Golancourt
Brouchy
Roiglise
Roye
Carrepuis
St-Mard
Villers-les-Roye
Laucourt
Beuvraignes
Thézy-Glimont
Thennes
Hailles
Rouvrel
Morisel
Moreuil
La Neuville-Sire-B.
Braches
Jumel
Ailly-sur-Noye
Conty
Bosquel
Fleury
Contre
Belleuse
Monsures
Thieulloy-la-Ville
Blangy-sous-Poix
Famechon
Poix-de-Picardie
Eplessier
Loeuilly
Moyencourt-les-Poix
Courcelles-sous-Poix
Namps-au-M.
Quevauvillers
Fluy
Revelles
Neuville-Coppegueule
Beaucamps-le-V.
Flesselles
Naours
Talmas
Villers-Bocage
Montonvillers
Rainneville
Gratibus
Marestmontiers
Courtemanche
MONTDIDIER
Etelfay
Faverolles
Ayencourt-le-Monchel
Piennes-Onvillers
Rubescourt
Pôle Modernisation
Service cartes et bases de données

PLUI Haute Somme
Liste des alignements de compétence départementale

Porter à connaissance

Numéro	CODE INSEE	COMMUNES	RD
1/	80014	**AIZECOURT LE BAS**	RD 72E
		- Plan d'alignement en date du 30/05/1925	
2/	80015	**AIZECOURT LE HAUT**	RD 917
		- Plan d'alignement en date du 27/07/1923 - Projet éolien sur le territoire	
3/	80017	**ALLAINES**	RD 43
		- Plan d'alignement en date du 25/10/1924	
4/	80054	**BARLEUX**	RD 79/ RD 4164 /RD148
		- Plan d'alignement en date du 03/07/1926 - Surveillance (sape) en sortie de l'agglomération RD 148	
5/	80088	**BERNES**	RD 15/ RD87/ RD194
		- Plan d'alignement en date du 22/07/1929	
6/	80102	**BIACHES**	RD 1
		- Plan d'alignement en date du 2/06/1928	
7/	80115	**BOUCHAVESNES-BERGEN**	RD 1017/ RD 149
		- Plan d'alignement en date du 25/10/1924 - Itinéraire convois exceptionnels RD 1017 - Renouvellement des enrobés dans la traverse RD 1017 ~~RD 1017~~ prévu 2017	
8/	80128	**BOUVINCOURT EN VERMANDOIS**	RD 268
		- Plan d'alignement en date du 27/10/1923	
9/	80141	**BRIE**	RD 1029/RD 88
		- Plan d'alignement en date du 27/02/1926 - Itinéraire convois exceptionnels RD 1029	

18/	80258	**DRIENCOURT**	RD 181E
		- Plan d'alignement en date du 27/12/1924	
19/	80271	**EPEHY**	RD24 /RD 24E /RD58
		- Plan d'alignement en date du 31/08/1923	
20/	80275	**EQUANCOURT**	RD 58
		- Plan d'alignement en date du 30/01/1926	
21/	80294	**ÉTERPIGNY**	RD 62 /RD1017
		- Plan d'alignement en date du 21/07/1926	
22/	80298	**ÉTRICOURT MANANCOURT**	RD 43/ RD72
		- Plan d'alignement en date du 15/09/1927	
23/	80307	**FEUILLÉRES**	RD 146
		- Plan d'alignement en date du 31/01/1925	
24/	80312	**FINS**	RD 55/RD 58/ RD917
		- Plan d'alignement en date du 25/10/1924 - Itinéraire convois exceptionnels RD 917 - Parc éolien sur le territoire	
25/	80313	**FLAUCOURT**	RD 1/ RD148
		- Plan d'alignement en date du 28/04/1927 - Inondation ponctuelle RD 148 entre Flaucourt et Barleux	
26/	80314	**FLERS**	RD 197
		- Plan d'alignement en date du 12/03/1929	

		- Surveillance (sape) RD 181 en agglomération - Projet de renouvellement enduits ou enrobés et sécurité traverse RD58	
38/	80472	**LESBOEUF**	RD 74/ RD474
		- Plan d'alignement en date du 4/05/1927	
39/	80475	**LIERAMONT**	RD 72/ RD222
		- Plan d'alignement en date du 28/06/1924	
40/	80487	**LONGAVESNES**	RD101
		- Plan d'alignement en date du 15/09/1927	
41/	80490	**LONGUEVAL**	RD20/ 197
		- Plan d'alignement en date du 29/06/1923	
42/	80516	**MARQUAIX**	RD6 /RD87
		- Plan d'alignement en date du 26/04/1924 - Création d'aménagements de sécurité sur la RD6 - Itinéraire convois exceptionnels RD 6 - Éoliennes sur le territoire	
43/	80521	**MAUREPAS**	RD 146/ RD146A / RD146B
		- Plan d'alignement en date du 23/02/1924	
44/	80536	**MESNIL- BRUNTEL**	RD 88/ RD 937
		- Plan d'alignement en date du 28/02/1925 - Itinéraire convois exceptionnels RD 937	
45/	80538	**MESNIL EN ARROUAISE**	RD 72 / RD172
		- Plan d'alignement en date du 31/12/1927 - Inondations par pluies exceptionnelles RD 172 sortie d'agglomération direction Sailly-saillisel	
46/	80552	**MOISLAINS**	RD 43/ RD149/ RD184
		- Plan d'alignement en date du 28/05/1927 - Nécropole nationale RD184 - Présence d'une usine	
47/	80557	**ESTREES MONS**	RD 1029
		- Mons En Chaussée - Plan d'alignement en date du 28/05/1927 - Estrées En chaussée	

57/	80748	**TEMPLEUX LE GUERARD**	RD6/ 406
		- Plan d'alignement en date du 29/08/1925	
58/	80762	**TINCOURT BOUCLY**	RD6/88/199
		- Plan d'alignement en date du 31/05/1924	
59/	80801	**VILLERS CARBONNEL**	RD35/1017/1029
		- Plan d'alignement en date du25/10/1924 - Itinéraire convois exceptionnels RD 1017/ RD1029/ RD35 - Projet d'un parking et extension du cimetière RD 1029	
60/	80802	**VILLERS FAUCON**	RD24/ 72/ 101
		- Plan d'alignement en date du 25/10/1924 - Présence d'une usine alimentaire Cristal Union RD24/RD101	
61/	80812	**VRAIGNES EN VERMANDOIS**	RD15
		- Plan d'alignement en date du 25/10/1924	

somme
LE CONSEIL GENERAL

ARRETE

réglementant la circulation
sur les chemins de halage et de contre-halage
du Canal de la Somme et de la Somme canalisée
entre l'aval de l'écluse de Sormont
et le barrage inférieur de l'écluse de Saint-Valery-sur-Somme

---

Le Président du Conseil général de la Somme

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de la route ;

Vu la convention de transfert de propriété du domaine public fluvial de l'État au Département de la Somme en date du 30 octobre 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant constatation du transfert du domaine public fluvial au Département de la Somme en date du 30 octobre 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique le projet de Véloroute Vallée de Somme en date du 8 mars 2013 ;

Vu l'article 33 du décret n° 2008-1321 du 16 décembre 2008 modifiant l'article 62 du décret modifié du 6 février 1932 portant réglement général de police des voies navigables intérieures ;

Considérant que le Président du Conseil général de la Somme exerçant les pouvoirs de police afférents à la circulation sur les chemins de halage et de contre-halage transférés en propriété au Département, sous réserve des attributions dévolues aux Maires par les superpositions d'affectation, il importe de réglementer l'usage desdits chemins et d'autoriser la circulation et le stationnement au profit de certains utilisateurs et sous certaines conditions ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Dispositions générales

Nul ne peut circuler ou stationner autrement qu'à pied sur les sections appartenant au Département de la Somme des chemins de halage et de contre-halage du Canal de la Somme et de la Somme canalisée entre l'aval de l'écluse de Sormont et le barrage inférieur de l'écluse de Saint-Valery-sur-Somme, s'il n'est porteur d'une autorisation écrite délivrée par le Président du Conseil général de la Somme.

L'autorisation individuelle de circuler visée au premier alinéa peut être délivrée, à la condition qu'elle ne soit pas susceptible d'être une cause de gêne pour la navigation et la sécurité du domaine public fluvial :

- aux professionnels du transport fluvial et aux membres de leur famille naviguant avec eux ;
- aux entrepreneurs de travaux publics travaillant pour le compte du Département de la Somme ;
- aux personnes dont l'activité présente un intérêt pour le domaine public fluvial ;
- aux bénéficiaires d'autorisations domaniales dont l'accès aux dépendances occupées n'est pas possible par d'autres voies ;
- aux titulaires de la carte de stationnement pour personnes handicapées prévue par l'article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles justifiant d'un motif légitime de circulation et de stationnement sur le domaine public visé au premier alinéa.

L'autorisation présente un caractère précaire et révocable. Elle fixe les conditions de circulation. Elle peut être à tout moment suspendue, limitée ou retirée sans indemnité pour des motifs liés à l'exploitation ou à la préservation du domaine public fluvial ou encore à la sécurité de la navigation ou pour tout autre motif légitime d'intérêt général.

L'autorisation comporte la durée de sa validité, le cas échéant, la désignation du véhicule, ainsi que la mention de la section du domaine public concerné. Le bénéficiaire doit être en permanence porteur de l'autorisation. Si le véhicule comporte un pare-brise, l'autorisation y est apposée en évidence de manière à être vue aisément par les agents habilités à constater les infractions.

La circulation et le stationnement se font aux risques et périls du bénéficiaire. Si cette circulation est de nature à présenter un caractère onéreux pour le Département de la Somme, l'autorisation est subordonnée au paiement d'une indemnité correspondant aux frais engagés.

L'autorisation prend fin de plein droit à l'issue de sa période de validité ou antérieurement dès que le motif de sa délivrance a cessé d'être valable.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, sont dispensés d'autorisation :

- pour les besoins de leur service, les agents du Département de la Somme ;
- les personnes chargées de la distribution du courrier ;
- les personnes conduisant un véhicule d'intérêt général défini à l'article R.311-1 du code de la route ;
- les cycles à 2 roues non motorisés dans les conditions précisées à l'article 2 du présent arrêté ;
- les autres usagers sur les sections où la circulation leur est ouverte dans le cadre d'une superposition d'affectation, sections dont la liste figure en annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux cycles à deux roues non motorisés

La circulation des cycles à deux roues non motorisés est autorisée sur le chemin de halage à l'exception des sections dont la liste figure en annexe 2 au présent arrêté.

Sur les sections en superposition d'affectation (annexe 1), les conditions de circulation sont précisées par arrêtés des Maires concernés.

Sur les sections non encore aménagées dans le cadre du projet de Véloroute Vallée de Somme, la circulation s'effectue aux risques et périls des usagers.

Dans tous les cas, les usagers doivent prendre toutes les mesures de précaution que commande le devoir général de vigilance en vue d'éviter tout accident.

Les conditions de circulation suivantes sont à respecter :

- circuler à allure modérée et ne pas gêner la libre circulation des autres usagers, notamment les piétons,
- obligation de céder le passage aux intersections formées par le chemin de halage et les autres voies de circulation,
- mettre pied à terre et/ou faire preuve d'une vigilance accrue pour le passage de chaque point singulier (croisement, passage sous ou sur les ponts, passerelles, barrières, etc ...),
- respecter l'interdiction de circulation lors de manifestations ou circonstances particulières,
- maintenir une circulation près du bord droit du chemin (dans le sens de circulation), autant que le permet l'état ou le profil de celui-ci,
- respecter les autres usagers et faire preuve de civilité en vue d'assurer une bonne cohabitation.

ARTICLE 3 – Signalisation

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les services du Département de la Somme, en dehors des sections en superposition d'affectation.

ARTICLE 4 – Priorité de circulation

Les véhicules d'intérêt général et du Département de la Somme bénéficient, sur le chemin de halage, de la priorité de circulation sur les autres usagers.

ARTICLE 5 – Contravention

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Exécution

- Monsieur le Directeur général des services du Département de la Somme,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes traversées par le chemin de halage,
- Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de la Somme,
- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Somme.

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à AMIENS, le 17 AVR. 2013

Christian Manable

SECTIONS EN SUPERPOSITION D'AFFECTATION

COMMUNES	SECTIONS
CAPPY	du PK 49.945 au PK 50.266 (rive droite)
CORBIE	du PK 74.230 au PK 74.546 (rive droite) du PK 74.546 au PK 75.085 (rive gauche)
RIVERY	du PK 90.978 au PK 91.415 (rive droite)
AMIENS	du PK 91.415 au PK 92.430 (rive droite)
DREUIL-LES-AMIENS	du PK 98.760 au PK 100.280 (rive droite)
AILLY-SUR-SOMME	du PK 101.583 au PK 102.916 (rive droite)
PICQUIGNY	du PK 107.800 au PK 108.095 (rive droite) du PK 108.102 au PK 108.372 (rive droite)
PONT-REMY	du PK 130.600 au PK 131.040 (rive droite) du PK 131.050 au PK 131.300 (rive gauche)
EPAGNE-EPAGNETTE	du PK 136.150 au PK 136.400 (rive gauche)
ABBEVILLE	du PK 139.500 au PK 140.640 (rive gauche) du PK 140.650 au PK 142.058 (rive droite du canal de transit) du PK 140.997 au PK 142.058 (rive gauche du canal de transit) du pont Ledien au PK 143.115 (rives droite et gauche)

SECTIONS EXCLUES DE L'AUTORISATION DE CIRCULATION DES CYCLES A 2 ROUES NON MOTORISES

DESIGNATION	BIEF	SECTIONS
NON AUTORISEES	CAPPY	de l'écluse de Frise inférieure au pont d'Eclusier-Vaux
	SAILLY-LAURETTE	de l'écluse de Méricourt-sur-Somme au pont de Chipilly
	AMIENS	du PK 85.580 (pont SNCF à Lamotte-Brebière) au PK 88.730 (Pont Gambier à Camon)
PROPRIETES PRIVEES	AILLY-SUR-SOMME	entre les sections en superposition d'affectation de Dreuil-les-Amiens et d'Ailly-sur-Somme
	PICQUIGNY	entre les sections en superposition d'affectation d'Ailly-sur-Somme et de Picquigny
	LA BREILLOIRE	entre la section en superposition d'affectation de Picquigny et la RD 57 reliant Bourdon à Hangest-sur-Somme
	LONG PONT-REMY	de l'écluse de La Breilloire à la section en superposition d'affectation de Pont-Rémy
	ABBEVILLE	entre les sections en superposition d'affectation de Pont-Rémy et le pont d'Epagnette

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE SOMME

DDTM Somme	Att	Inf
Signalé		
Date réponse		
DDTM		
DDTM Adjoint		
Chargé Mission CT		
SG		
SEA		
SEL		
SASER		
SHC		
SAP		
SIPM		
SIGA		
STSHS		
SIM		

Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Somme
à
Monsieur Jacques BANDERIER
Bureau des politiques de l'aménagement durable
Centre administratif départemental
1, boulevard du port
80026 Amiens Cedex 1

Amiens, le 25 septembre 2017

Réf. : AC/MB
Objet : PAC ; Elaboration du PLUi Haute Somme
Affaire suivie par Alexandra CANNESSON
N° de tél. : 03.22.33.69.00

ARRIVEE
- 3 OCT. 2017
S.A.P.

Chambre d'agriculture de la Somme
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

Monsieur,

Suite à votre courrier reçu le 29 août 2017, je vous informe que notre établissement, soucieux de la prise en compte de l'agriculture dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, s'associera à l'étude menée sur la communauté de communes de Haute Somme. Vous trouverez, ci-après, les éléments d'informations que nous souhaiterions porter à la connaissance du Président de la communauté de communes.

Les activités agricoles sont de plus en plus réglementées. Pour permettre à l'agriculture de se développer de façon harmonieuse sans inconvénient pour l'environnement et le voisinage, il nous semble important d'établir un diagnostic le plus complet possible qui comprend :

→ La localisation **des sièges d'exploitation**, des parcelles attenantes aux sièges et des parcelles concernées par des épandages de façon à les préserver et à ne pas limiter le développement des activités de l'exploitation.

→ La localisation **de tous les bâtiments à usage agricole**, qu'ils soient destinés à l'élevage ou non (distinguer les élevages par une symbolique différente),

→ Une cartographie **des différentes utilisations agricoles du sol (labour, prairie, friche, ...)** ainsi que l'identification des sols à bon potentiel agronomique,

→ Le repérage **des installations classées, s'il en existe, et de toutes les activités susceptibles de provoquer des nuisances** afin d'éviter les problèmes de voisinage. La Communauté de Communes pourra signaler les distances minimales légales devant

ISO 9001 ISO 14001 OHSAS 18001 BUREAU VERITAS Certification 6218

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 188 002 513 000 11
APE 911A
accueil@somme.chambagri.fr
www.somme.chambagri.fr

AGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
SOMME

séparer ces équipements d'une habitation et ne pas autoriser l'urbanisation à proximité de ces installations.

→ Le type d'agriculture rencontrée sur ces communes (dominante élevage, céréales, ...) et l'identification des enjeux pour chaque commune. A titre d'exemple, une commune pourra identifier un enjeu de maintien de la biodiversité si la proportion de céréales dans l'assolement des exploitations est importante. Elle pourra identifier le maintien de l'élevage comme une priorité dans les zones humides, ou identifier la diversification des activités agricoles comme enjeu sur son territoire en cas de situation périurbaine ou dans les zones à potentiel touristique.

→ L'impact des emprises ouvertes à l'urbanisation sur l'activité agricole (impact des prélèvements fonciers par rapport à la taille des exploitations concernées, types de baux en vigueur ...)

L'agriculture étant une activité toujours en mouvement, nous conseillons également d'organiser à l'échelle de chaque commune ou groupe de communes une rencontre avec les agriculteurs intervenant sur leur territoire afin de mieux identifier les zones où les enjeux agricoles sont forts.

Par ailleurs, il est important de rester vigilant sur les problèmes de ruissellement et d'érosion. Il faudra veiller à ne pas urbaniser dans les secteurs à risques d'inondations, notamment en aval des vallées sèches.

Enfin, les zones d'urbanisation futures doivent tenir compte des déplacements agricoles de plus en plus difficiles au sein des villages et permettre la desserte des parcelles et des sièges d'exploitation dans de bonnes conditions (largeur de voie, stationnement, ...).

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information sur ces sujets.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,

Daniel ROGUET

Chambre d'agriculture de la Somme
19 bis rue Alexandre Dumas
80096 Amiens Cedex 3
Tél. : 03 22 33 69 00
Fax : 03 22 33 69 29

Bureau d'Abbeville
88 Bd de la République
80100 Abbeville
Tél. : 03 22 20 67 30
Fax : 03 22 20 67 39

Bureau d'Estrées-Mons
Station de l'Inra
2 domaine Brunehaut
80200 Estrées-Mons
Tél. : 03 22 85 32 10
Fax : 03 22 85 32 19

Bureau de Villers-Bocage
44 rue du Château d'Eau
BP 70018
80260 Villers-Bocage
Tél. : 03 22 93 51 20
Fax : 03 22 93 51 28

ISO 9001
ISO 14001
OHSAS 18001
BUREAU VERITAS
Certification

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 188 002 513 000 11
APE 911A
accueil@somme.chambagri.fr
www.somme.chambagri.fr

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France

Lille, le 11 SEP. 2017

Réf : 2017- Service Santé Environnementale de la Somme - Sous-Direction Santé Environnementale-Direction de la Sécurité Sanitaire et de la Santé Environnementale –SD

Affaire suivie par Stéphane DUMINIL

Téléphone : 03.22.33.54.18
Télécopie : 03.22.33.54.01

stephane.duminil@ars.sante.fr

Porter à connaissance du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Haute Somme

Réf : votre mail du 25 août 2017

P.J : 25 pièces

Monique RICOMES
Directrice Générale

à

Monsieur Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
Service Aménagement et Prospective
Bureau des politiques de l'aménagement durable
Centre Administratif Départemental
1, boulevard du Port
80026 AMIENS Cedex 1

A l'attention de M. Bertrand CORMONT

Par mail en date du 25 août 2017, vous avez demandé les éléments à porter à connaissance de M. le Président du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Haute Somme dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le 3ème Plan National Santé-Environnement 2015-2019[1], propose notamment de mieux intégrer les enjeux de santé environnement dans l'aménagement et la planification urbaine, à travers 4 actions (paragraphe 4.3.2 – actions 97 à 100).

Les acteurs de la santé et de l'urbanisme doivent se mobiliser et agir ensemble pour améliorer durablement la santé des habitants. En effet, les problématiques de santé telles que l'obésité, l'asthme, les inégalités de santé, les troubles de la santé mentale (stress, dépression...), l'exposition aux agents délétères (substances nocives, bruit,...), constituent autant d'enjeux de santé publique étroitement conditionnés par la qualité de l'environnement urbain. Ces enjeux, classés par déterminant de santé, seront abordés dans le porter à connaissance.

Je vous prie de trouver ci-joint les attentes et les recommandations de L'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France.

Pour la Directrice Générale et par délégation,
La Directrice de la Sécurité Sanitaire et de Santé Environnementale

Dr Carole BERTHELOT

[1] http://www.sante.gouv.fr/plan-national-sante-environnement-pnse-3-2015-2019.html

Aizecourt le Haut

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001602	(ex S.C.A. de motoculture d'Aizecourt-le-Haut)	(ex Coopérative)	80200 Aizecourt le Haut	AIZECOURT-LE-HAUT	A01.6	Activité terminée	Inventori

Allaines

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000714	(ex Fontaine (Ets))	(ex Clos d'équarrissage)	80200 Allaines	ALLAINES	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8000715	(ex Sauvé arthur et Cie (Ets))	(ex Phosphates de Tincourt)	80200 Allaines	ALLAINES	C20.15Z D35.30Z C23.5	Activité terminée	Inventorié

Barleux

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002270	ex S.C.A. de battage et utilisation de matériel agricole de Barleux	ex Coopérative	80200 Barleux	BARLEUX	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002740	Horti Plants S.A.R.L - (ex Sté Fleurs de la Haute Somme)	DGCL aérien de 12800 kg	22 Rue Bailly de	BARLEUX	V89.01Z V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8002745	Lochon pierre (Ets)	Atelier de réparation de véhicules automobiles	2 Rue Blaches	BARLEUX	G45.21A	En activité	Inventorié

Bernes

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002494		(ex Fabrique de sucre de Bernes)	Route Marquaix de	BERNES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002684	Busignier et cie (Ets)	(ex Sucrerie)	80240 Bernes	BERNES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002997	(ex Delaporte (Ets))	(ex Clos équarrissage)	80240 Bernes	BERNES	C10.1 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

BIACHES

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000648	ex Quarez et Cie (Ets)	ex Sucrerie, fabrication de noir d'os	80200 Biaches	BIACHES	V89.07Z C10.1 C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000650	ex Berthon (Ets)	ex Sucrerie	80200 Biaches	BIACHES	D35.30Z C20.1 C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8000651	ex Ciszewski Jean (Ets)	ex Atelier de réparation de machines agricoles	59 Rue Péronne de	BIACHES	C28.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001243	S.C.A. de Combles	Coopérative	74 Rue Péronne de	BIACHES	A01.6	En activité	Inventorié
PIC8001451	ex De Heinzelin et Cie (Ets) (ex. Ets Juvenel irénée et Cie) (ex. Ets Juvenel irénée et Bertiau)	ex Fabrique de sucre de Biaches	80200 Biaches	BIACHES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002676	ex Cie Sucrière de Biaches	ex Sucrerie	80200 Biaches	BIACHES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003415	Combustibles et Matériaux du Santerre	DLI aériens, dépôt de charbon	25 Rue Vallée de la	BIACHES	V89.03Z V89.02Z	En activité	Inventorié

BUIRE-COURCELLES

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001244	S.C.A. de Buire-Courcelles	Coopérative	80200 Buire Courcelles	BUIRE-COURCELLES	A01.6	Ne sait pas	Inventorié
PIC8001470	S.C.A. de culture mécanique de Buire-Courcelles	Coopérative	80200 Buire Courcelles	BUIRE-COURCELLES	A01.6	Ne sait pas	Inventorié
PIC8002020	Legros Jules (Ets)	Mécanique générale	80200 Buire Courcelles	BUIRE-COURCELLES	D35.30Z C16.29Z C25.62B	Ne sait pas	Inventorié
PIC8003380	Sté Lainière de Picardie (ex. S.A.R.L. Tissage Nautre et Cie)	Dépôt de propane, apprêt, teinture et finissage de matières textiles	2 Rue Péronne de	BUIRE-COURCELLES	V89.03Z C13.2 C13.3 C13.1	En activité	Inventorié

CARTIGNY

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001304	Unéal S.C.A. (ex.Société Vermandoise de Sucreries (S.A.)) (ex Ets Coquin a., Saginor et cie) (ex. Ets Coquin Frères et Cie)	Coopérative	Chemin Poirier du	CARTIGNY	C10.7 A01.6 C11.01 D35.30Z H49.10Z	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8002266	ex S.C.A. d'achat et utilisation de matériel agricole de Cartigny	ex Coopérative	80200 Cartigny	CARTIGNY	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8003065	ex Nonin (Ets)	ex Clos d'équarrissage	80200 Cartigny	CARTIGNY	C10.1	Activité terminée	Inventorié

CLERY-SUR-SOMME

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000837	Declercq Didier - (ex Mascret célestin (Ets))	Marchand de bestiaux - (ex Clos d'équarrissage)	153 bis Route Albert d'.	CLERY-SUR-SOMME	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8000838	ex Gaudefroy pierre (Ets)	ex Fonderie de métaux	Rue Bas d'en	CLERY-SUR-SOMME	C24.5	Activité terminée	Inventorié
PIC8000839	ex Formentel robert (Ets)	ex DLI	Rue Anne-Marie Vion	CLERY-SUR-SOMME	V89.03Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001453	Les Hauts de France (Ets) (ex.S.C.A. de Cléry-sur-Somme)	Coopérative	7 Orgibet	CLERY-SUR-SOMME	A01.6	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié

PIC8003320	ex Ferreira alberto (Ets)	ex Atelier de réparation de VA	Route Maurepas de	CLERY-SUR-SOMME	G45.21A	Activité terminée	Inventorié

COMBLES

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000841	Organo alphonse (Ets)	Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux	Rue Calvaire du	COMBLES	V89.05Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000842	Lebaupain maurice (Ets)		80360 Combles	COMBLES	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001456	Caudry et Cie (Ets)	Production et distribution de chaleur	80360 Combles	COMBLES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001457	Queste et Cie (ex. Boulnois et Cie)	Sucrerie de Combles	80360 Combles	COMBLES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002581	Fruchart et Cie (Ets)	Production et distribution de chaleur	80360 Combles	COMBLES	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

DOINGT

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000912	Gueudet frères S.A.	Garage Renault	2 Route Roisel de	DOINGT	G45.21A G45.11Z	En activité	Inventorié
PIC8000913	Avronsart jacques (Ets)	Vente et réparation de cycles, moto et motoculteurs	16 Avenue Gare de la	DOINGT	C30.91Z	En activité	Inventorié
PIC8000914	ex Perdigeon jean (Ets)	ex DLI	24 Avenue Gare de la	DOINGT	V89.03Z V89.07Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000916	ex Shell (Sté)	ex FOD	80200 Flamicourt	DOINGT	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000917	Mathon Serge (Ets) - (ex Esso (Sté))	Charcuterie, traiteur - (ex DLI)	20 Avenue Gare de la (ex.route de Péronne)	DOINGT	V89.03Z V89.03Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000918	ex Lévard alfred (Ets)	ex La savonnerie	73 Rue Robert Héricourt	DOINGT	C20.41Z C20.4	Activité terminée	Inventorié
PIC8001591	ex Magnier & Cie (ex. Coquin-Normand & Cie) (ex. Doingt & Rocogne) (ex. Coquin-Normand & Cie) (ex. Poret-Bulté & Cie) (ex.Coquin-Normand & Cie (Ets)) (ex. Forget & Cie)	ex Fabrique de sucre	Route Scierie de la (ex route de Roisel)	DOINGT	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001833	ex Wilmort georges (Ets)	ex Distribution de carburant	80200 Doingt	DOINGT	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001907	ex Gonnet bertrand (Ets) (ex. Ets Weiss maurice)	ex Aéro-Club Gontrand Gonnet (ex. Aéro-Club Maurice Weiss)	80200 Doingt	DOINGT	H51	Activité terminée	Inventorié
PIC8002210	ex S.C.A. d'achat et d'utilisation en commun de matériel agricole de Doingt-Flamicourt (ex.Renaultn e. (Ets)) (ex.Moronval et Dchaussy (Ets))	ex Fabrique et épuration d'huiles	Rue Robert Héricourt. Doingt	DOINGT	C10.4 D35.30Z C10.6 E37.10Z A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002574	ex Cie Gal du chemin de fer du Nord		80200 Flamicourt	DOINGT	H49.10Z H49.10Z D35.30Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002589	ex Coquin & Cie (Forget & Cie) (ex.Duquesne et Cie (Ets))	ex La distillerie	Rue Moulin du	DOINGT	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8002739	ex Lemaire eugène (Ets)	ex La Blanchisserie	24 Rue Jules Ferry	DOINGT	D35.30Z S96.01	Activité terminée	Inventori

DRIENCOURT

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001624	(ex S.C.A. de motoculture de Driencourt)	(ex Coopérative)	80240 Driencourt	DRIENCOURT	A01.6	Activité terminée	Inventorié

EPEHY

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000977	(ex Delepoulles frères (Ets))	(ex Fabrique d'huile)	80740 Epehy	EPEHY	C10.4	Activité terminée	Inventorié
PIC8000978	Hemmen et Jacquemin (Ets) - Bonin (Ets) (ex. Sté Nouvelle des ateliers métallurgiques de la Jatte) (ex. S.A.R.L. Gomez et fils)	(ex Fabrique d'objets en matières plastiques) - (ex Dli, construction métallique)	26 Rue Raoul Trocmé ; Grande rue.	EPEHY	C25.1 C13.1 V89.03Z G45.21A V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000981	Baulot (Ets) - (ex Lobry andré (Ets))	(ex B.P.)	73 Rue Raoul Trocme	EPEHY	G47.30Z C25.62B D35.30Z C28.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8000983	(ex Nee ernest (Ets))	(ex Fabrique d'artifices)	80740 Epehy	EPEHY	C20.51Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001387	(ex S.C.A. d'exploitation agricole d'Epehy)	(ex Coopérative)	80740 Epehy	EPEHY	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002465	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Marne	80740 Epehy	EPEHY	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003641	Sté Coopérative Agricole du Vermandois	S.C.A. du Vermandois	5 Rue Colonel Dorlin du (ex rue du Combat)	EPEHY	A01.6	En activité	Inventorié

EQUANCOURT

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance

PIC8001000	Pamart jean (Ets)	Dépôt de liquides inflammables	7 Rue Chapelle de la	EQUANCOURT	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié

ETERPIGNY

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001016	Franqueville charles (Ets)	Garagiste	3 bis Route nationale 17	ETERPIGNY	G45.20	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8001677	ex Scribe roger (Ets)	ex D.L.I. souterrain	Route nationale 17	ETERPIGNY	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002524	Sonzé A. (Ets)	Exploitation de phosphates	80200 Eterpigny	ETERPIGNY	C13.9 D35.30Z B08.91Z	Ne sait pas	Inventorié
PIC8002753	S.C.A. de Nesle	Silo	80200 Eterpigny	ETERPIGNY	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002967	Garnier a. (Ets)	Exploitation de phosphates de chaux	80200 Eterpigny	ETERPIGNY	C20.15Z D35.30Z	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié

ETRICOURT-MANANCOURT

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001017	SNETRA Sté	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	80360 Etricourt Manancourt	ETRICOURT-MANANCOURT	V89.03Z	Ne sait pas	Inventorié
PIC8001077	S.C.A. d'achat et d'utilisation de matériel agricole d'Etricourt-Manancourt	Services annexes à l'agriculture (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles)	80360 Etricourt Manancourt	ETRICOURT-MANANCOURT	A01.6	Ne sait pas	Inventorié
PIC8002269	Boulanger (Ets) (ex : Boury et Cie (Ets))	Autres industries alimentaires (pain, chocolat, bonbon, pâte, café, condiments, diététique,...)	80360 Etricourt Manancourt	ETRICOURT-MANANCOURT	C10.7 D35.30Z C25.50A C25.62B	Ne sait pas	Inventorié
PIC8002715	Hombert (Ets) (ex Plomion lucien (Ets))	Commerce d'équipement automobiles (ex Garages, ateliers, mécanique et soudure)	51 Rue Grande	ETRICOURT-MANANCOURT	G45.21A G47.30Z G45.3 G47.30Z	Activité terminée	Inventorié

FEUILLERES

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001021	ex Delaporte rené (Ets)	ex Garage Total	20 Rue Moulin du	FEUILLERES	G47.30Z V89.03Z G45.20	Activité terminée	Inventorié
PIC8002718	ex Ousteland léon (Ets)	ex DLI, garage	15 Rue Moulin du	FEUILLERES	V89.03Z G45.21A G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003108	ex Moulin et Cie (Ets)	ex Exploitation de phosphate	Rue Moulin du	FEUILLERES	D35.30Z C20.1	Activité terminée	Inventorié

FINS

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000940	(ex S.C.A. d'utilisation de matériel agricole de Fins)	(ex C.U.M.A. de Fins)	31 Rue Pavé du	FINS	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001035	Société Coopérative de Fins (ex Sucrerie Agricole Coopérative (ex. Sucrerie agricole coopérative René) (ex. Ets Candeliez René) (ex. Ets Dubar e. et cie) (ex. Ets Dazin))	Coopérative agricole (ex "La Délivrance")	3 Rue Pavé du	FINS	A01.6 C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002652	(ex Candeliez rené (Ets))	(ex Sucrerie)	80360 Fins	FINS	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8003110	(ex l'ardieu (Ets))	(ex Sucrerie)	80360 Fins	FINS	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

FLAUCOURT

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000286	Bonduelle Grand Public S.A.S.	Charge d'accumulateurs, transformateur (PCB, pyralène, ...), DLI, stockage de produits chimiques	Rue Grande	FLAUCOURT	C10.3 C27.20Z D35.44Z G47.30Z V89.01Z V89.07Z	En activité	Inventorié
PIC8001036	ex Vasset, Montagne et Cie (Ets) (ex. Ets Montagne et Cie)	ex Fabrique de sucre de Flaucourt	80200 Flaucourt	FLAUCOURT	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001317	ex Planchet et Cie (Ets)	ex Société sucrière agricole Sucrerie de Flaucourt	80200 Flaucourt	FLAUCOURT	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001511	ex S.C.A. de motoculture de Flaucourt-Herbecourt	ex Coopérative	80200 Flaucourt	FLAUCOURT	A01.6	Activité terminée	Inventorié

FLERS

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001621	Mangin d. et Cie (Ets) (ex. Ets Mangin, Croisille et Cie)	Fabricants de sucre	80360 Flers	FLERS	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

GINCHY

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001152	Laguillier [raymond] - Blondel (Ets)		Route Morval de	GINCHY	V89.02Z V89.03Z	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8002362	T.R.A.P.I.L. (Sté de Transports Pétroliers par Pipeline)	Pipeline Le Havre - Cambrai / Infrastructure pétrolière de l'OTAN	80360 Ginchy	GINCHY	H49.50Z	En activité	Inventorié

HANCOURT

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002252	(ex S.C.A. intercommunale de motoculture de Hancourt)	(ex Coopérative)	80240 Hancourt	HANCOURT	A01.6	Activité terminée	Inventorié

HARDECOURT-AUX-BOIS

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001232	Flovin (ou Florin) et Cie (Ets)	Société des Phosphates d'Hardecourt-aux-bois	80360 Hardecourt aux Bois	HARDECOURT-AUX-BOIS	B08.91Z D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001233	Maltz-Korn (Ets)	Industrie des viandes, de la charcuterie et des os (dégraissage, dépôt, équarrissage)	Chemin Longueval de	HARDECOURT-AUX-BOIS	C10.1	Activité terminée	Inventorié

HEM-MONACU

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001238	Leroy et Cie (Ets)	Industrie des corps gras	80360 Hem Monacu	HEM-MONACU	C10.4 C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001327	Manufacture des glaces et produits chimiques	Industrie chimique de base	80360 Hem Monacu	HEM-MONACU	D35.30Z C20.1 B08.91Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001600	Lecocq et Cie (Ets)	Fabricants de sucre, Production et distribution de chaleur	80360 Hem Monacu	HEM-MONACU	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8003139	Bailly et Cie (Ets)	sucrerie, Production et distribution de chaleur	80360 Hem Monacu	HEM-MONACU	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8003140	Vaudin (Ets)	fabrication de produits azotés et d'engrais	80360 Hem Monacu	HEM-MONACU	C20.15Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

HERBECOURT

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002393	Traullé andré (Ets)	Fabrication d'éléments en métal pour la construction	2 Rue Feuillères de	HERBECOURT	C25.1 G47.80Z	Activité terminée	Inventorié

HERVILLY

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001240	(ex Patin robert (Ets))	(ex Extension d'un garage)	5 Rue Bretagne de	HERVILLY	G45.20	Activité terminée	Inventorié
PIC8001601	Garage Ferreira (Ets) (ex.Sté Vermandoise de Sucreries S.A.) (ex. Ets Carpeza et cie) (ex. Ets Carpeza, Lemain et de) (ex. Ets Carpeza, Lenoir et Cie)	Garage, sucrerie, usine à gaz	1 Rue Vermand de	HERVILLY	D35.2 D35.30Z G45.21A C10.7	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8002463	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Marne	80240 Hervilly	HERVILLY	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003142	(ex Lessain, Castes et Cie (Ets))		80240 Hervilly	HERVILLY	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

HESBECOURT

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002484	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Marne	80240 Hesbecourt	HESBECOURT	H49.50Z	En activité	Inventorié

HEUDICOURT

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001607	(ex Legrue et Cie (Ets) (ex. Ets Magniez a. et Cie) (ex. Ets Magniez ernest, Villet et Cie))	(ex Sucrerie de Revelon)	80122 Heudicourt	HEUDICOURT	C11.01 D35.30Z C10.7 C10.1 V89.07Z A01.2	Activité terminée	Inventorié
PIC8002184	(ex Bellier alexandre (Ets))	(ex Charronage)	80122 Heudicourt	HEUDICOURT	C11.02 C28.30Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002305	Ledeux éric Services S.A.R.L.	Récupération de métaux ferreux et non ferreux	18 Rue Chaussée de la	HEUDICOURT	E38.31Z	En activité	Inventorié

LESBOEUFS

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002363	T.R.A.P.I.L. (Sté de Transports Pétroliers par Pipeline)	Pipeline Le Havre - Cambrai / Infrastructure pétrolière de l'OTAN	80360 Lesboeufs	LESBOEUFS	H49.50Z	En activité	Inventorié

LIERAMONT

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001269	ex Leroy jean-baptiste (Ets)	ex Clos d'équarrissage	80240 Lieramont	LIERAMONT	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8003145	Delauzanne (Ets) (ex Vion et Cie (Ets))	Produits agricoles (ex Sucrerie)	80240 Lieramont	LIERAMONT	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

LONGAVESNES

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8003762	(ex Lafallisse (Ets))	(ex Dli souterrain)	10 Rue Principale	LONGAVESNES	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié

LONGUEVAL

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001635	Bulté fils et cie (Ets)	Sucrerie de Longueval	Rue Guillemont de	LONGUEVAL	C10.7 D35.30Z E36.00Z C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001947	S.N.C Le Calypso 2 (ex.Stiévet charles (Ets) (ou Stievet))	Le Calypso 2 (Commerce de gros, détail, desserte de carburants)	3 Place Lucien Bulté	LONGUEVAL	G47.30Z V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8002447	T.R.A.P.I.L. (Sté de Transports Pétroliers par Pipeline)	Pipeline Le Havre - Cambrai / Infrastructure pétrolière de l'OTAN	80300 Longueval	LONGUEVAL	H49.50Z	En activité	Inventorié

MARQUAIX

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001462	(ex Marquaix (Ets))	(ex Sucrerie)	80240 Marquaix	MARQUAIX	C10.7	Activité terminée	Inventorié

MESNIL-BRUNTEL

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000905	ex S.C.A. d'utilisation de matériel agricole de Mesnil-Bruntel	ex Coopérative	80200 Mesnil Bruntel	MESNIL-BRUNTEL	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001048	ex S.C.A. de transformation et vente en commun de céréales de Mesnil-Bruntel	ex Coopérative	80200 Mesnil Bruntel	MESNIL-BRUNTEL	A01.6	Activité terminée	Inventorié

MESNIL-EN-ARROUAISE

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002455	T.R.A.P.I.L. (Sté de Transports Pétroliers par Pipeline)	Pipeline Le Havre - Cambrai / Infrastructure pétrolière de l'OTAN	80360 Mesnil-en-Arrouaise	MESNIL-EN-ARROUAISE	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003238	Agri Somme S.A.		80360 Mesnil en Arrouaise	MESNIL-LN-ARROUAISE	A01.6	En activité	Inventorié

MOISLAINS

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001482	(ex Dropsy et Cie (Ets) (ex Ets Sagnier et Cie))	(ex Sucrerie de Saint-Denis)	Rue Bouchavesnes de	MOISLAINS	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001483	(ex Carré ferdinand et Fourment aimé (Ets))	(ex Fabrique d'allumettes chimique)	Rue Carre	MOISLAINS	D35.30Z C20.51Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001484	Baudelot jean-baptiste (Ets)	Tannerie	80760 Moislains	MOISLAINS	C15.11Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002420	E.D.S. (Ets) (ex.Descamps Demeestere (Ets)) (ex.Cotonnière de Moislains (S.A.R.L.))	Blanchisserie	2 Rue Schwob Lévy	MOISLAINS	C13.40Z C13.2 C13.3	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8003250	Union Régionale Artois Picardie S.A. (U.R.A.P.)	URAP	1 Rue Ecluse de l'	MOISLAINS	A01.6	En activité	Inventorié
PIC8003307	(ex Prodim Nord S.A.R.L.)	(ex DLI)	Rue Bas de Riez du	MOISLAINS	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié

ESTREES-MONS

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000182		Aérodrome de Péronne-Mons en Chaussée	80200 Estrées Mons	ESTREES-MONS	H51	En activité	Inventorié
PIC8001429	ex Vasseur eugène (Ets)	ex Mécanicien	Route Nationale	ESTREES-MONS	C25.62B	Activité terminée	Inventorié
PIC8001488	ex Feuillette victor (Ets)	ex Atelier de construction mécanique	Chaussée Brunehaut	ESTREES-MONS	C28.2 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001489	ex François rené (ets)	ex DLI, atelier de réparation de machines agricoles	80200 Estrées Mons	ESTREES-MONS	V89.03Z C28.30Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié

PIC8002434	T.R.A.P.I.L. (Sté de transport par pipeline)	Pipeline de liaison aérodromes de Péronne et Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Saône	80200 Estrées Mons	ESTREES-MONS	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8002638	ex Duquesne et Cie (Ets)	ex Sucrerie	80200 Estrées Mons	ESTREES-MONS	C10.7 D35.30Z C10.3	Activité terminée	Inventorié
PIC8002886	Bonduelle S.A. (ex S.A. Cassegrain ; ex : S.A. Saupiquet)	Charge d'accumulateurs, atelier de réparation et d'entretien de véhicules, ¿	30 Chaussée Brunehaut	ESTREES-MONS	C25.62B C27.20Z D35.30Z D35.45Z G45.21A	En activité	Inventorié
PIC8002887	Monory et fils S.A. - (ex SCI des 3 DOMS)	Atelier de réparation de véhicules agricoles et magasins de pièces détachées	47 Route Nationale	ESTREES-MONS	G45.21A	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8002889	Agro Picardie S.A. (ex.U.C.A.P)	Silo	Rue Enfer de l'	ESTREES-MONS	C28.30Z V89.01Z	En activité	Inventorié
PIC8003177	ex Coquin, Damphile et Cie (Ets)	ex Sucrerie de Mons en Chaussée	73 Route Nationale	ESTREES-MONS	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié

NURLU

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001495	(ex S.C.A. de motoculture de Nurlu)	(ex Coopérative)	80240 Nurlu	NURLU	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002857	(ex Musa roland (Ets))	(ex Distribution de carburants)	14 Rue Neuve	NURLU	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002928	C.O.V.E.D. S.A. (Collecte Valorisation Energie Déchets) (ex. SIVOM de Péronne) (ex.Poulily, Lefevre et cie)	(ex Société des phosphates de Templeux-la-Fosse)	Route Nationale	NURLU	C20.15Z D35.30Z E38.11Z	En activité	Inventorié
PIC8003656	Leplomb Christian (ex Debuire (Ets))	Peinture - Revêtements sols et murs (ex DLI)	14 Route Nationale	NURLU	G47.30Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié

PERONNE

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8000458	Opel Renel Concessionaire (ex Lecerf cyprien Vve (Ets))	Garage	6 Faubourg Paris de (ex 2)	PERONNE	G45.21A	En activité	Inventorié
PIC8000654	(ex Denis Brice gérard (Ets))	(ex Transport de marchandises)	14 Boulevard Anglais des	PERONNE	H49.39	Activité terminée	Inventorié
PIC8000712	(ex Saguier et Cie (Ets))	(ex Calcination d'os, revivification de noir animal, sucrerie)	Avenue Australiens des et avenue Mac Orlan	PERONNE	D35.30Z E38.47Z C20.12Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8000713	(ex Griffoin (Ets)) (ex Stoll jean-baptiste (Ets))	(ex Clos d'équarrissage)	Route Barleux de	PERONNE	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8000733	UNEAL (ex S.C.A. de la région de Péronne)	Silo à blé	17 Route Paris de	PERONNE	A01.6 A01.6	Partiellement réaménagé et partiellement en friche	Inventorié
PIC8001258	S.C.A. de production de lait de la région de Péronne	Coopérative	80200 Péronne	PERONNE	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001480	(ex S.C.A. de pommes de terre de Péronne)	(ex Coopérative)	49 Route Paris de	PERONNE	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001501	Choc'o'meubles (ex Candillier pierre (Ets))	(ex Réparation de machines agricoles)	3 Impasse Moulinet du	PERONNE	G45.21A	Activité terminée	Inventorié
PIC8001574	Péronne Ambulances (ex Hotte Maurice (Ets))	Ambulances (ex Garage de véhicules automobiles (+essence))	3 Rue Beaubois	PERONNE	G45.21A	Activité terminée	Inventorié
PIC8001669	(ex Carré albert (Ets))	Concessionnaire (ex Garage)	29 Rue Faubourg de Bretagne du	PERONNE	G45.21A G47.30Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001795	Exide technologie (ex Manufacture d'isolants et d'objets moulés de la compagnie générale d'électricité)	(ex Usine de moulage de matières plastiques (amiante, verre, brais de pétrole, résines naturelles))	Rue Jean Toeuf	PERONNE	C20.16Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001849	Saga 02 S.A.	Atelier d'entretien et de réparation de véhicules automobiles	Avenue Europe de l'.	PERONNE	D35.45Z G45.21A	En activité	Inventorié
PIC8001854	DMS (ex Les Distributeurs de Combustibles Associés (ex. S.A. Thermofinal))	DLI- combustibles, fioul, nettoyage de cuves, ramonage	Rue Lisbonne de	PERONNE	G47.30Z V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8001864	(ex Franqueville fils (Ets))	(ex Fabrication de produits azotés et d'engrais, fabrication de machines agricoles)	80200 Péronne	PERONNE	D35.30Z C28.30Z C20.15Z C10.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001872	(ex Stombe (Ets))	(ex Fonderie de fer, fonderie de fonte)	2 Rue Boutry.	PERONNE	C24.51Z C24.5	Activité terminée	Inventorié
PIC8001875	?	(ex Dépôt de vidange)	80200 Péronne	PERONNE	E38.42Z	Ne sait pas	Inventorié

PIC8001877	(ex Divelin (Ets))	(ex Usine de l'Orgibet (exploitation de phosphates))	80200 Péronne	PERONNE	C20.15Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001878	(ex Rivage (Ets))	(ex Artificier)	80200 Péronne	PERONNE	C20.51Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001879	(ex Michel alfred (Ets))		80200 Péronne	PERONNE	E38.42Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001884	(ex Druon (Ets))	(ex Sucrerie)	61 Route Paris de	PERONNE	C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8001885	Filature Française de Mohair (ex Macré (Ets))	Filature (ex Fabrique de phosphate)	1 Rue filature	PERONNE	C13.1 C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001886	(ex Quentin Jules (Ets) (ou Jules quentin))	(ex Imprimerie)	23 Place Louis Daudré. (ex 33 Grand place)	PERONNE	D35.30Z C18.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8001887	(ex Trépant (Ets)) (ex Recoupé Louis (Ets)	(ex Imprimerie)	17 Place Louis Daudré (ex 17 Grand place)	PERONNE	C18.1 D35.30Z C18.1 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001889	(ex Hombe (Ets))	(ex Fonderie de fer et de cuivre)	80200 Péronne	PERONNE	C24.5	Activité terminée	Inventorié
PIC8001890	(ex Bedu-Bonnefoy (Ets))	(ex Fonderie de suif)	80200 Péronne	PERONNE	C10.4	Activité terminée	Inventorié
PIC8002031	Marcille Franck (ex Imprimerie de la Gazette de Péronne)	Boulangerie/Pâtisserie (ex Imprimerie)	42 Rue Saint-Sauveur.	PERONNE	C18.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8002244	(ex S.C.A. d'achat et utilisation en commun de matériel agricole de Mont-Saint-Quentin)	(ex Coopérative)	Route Bussu de	PERONNE	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002567	Castrol France S.A.	Usine de fabrication de lubrifiants et de produits spéciaux	38 Rue Industrie de l'	PERONNE	C20.80Z	En activité	Inventorié
PIC8002597	(ex Brunel pierre (Ets))	(ex Fabrique de cycles, garage)	Faubourg Bretagne de	PERONNE	G45.21A C30.91Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002598	(ex Sté générale des huiles et pétrole)	(ex Dépôt de carburant)	80200 Péronne	PERONNE	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002755	(ex Boutroy alfred (Ets))	(ex Fabrique d'huile)	Route Barleux de	PERONNE	C10.4 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002756	(ex Fontaine (Ets))	(ex Tannerie)	11 Rue Bouchers des	PERONNE	C15.11Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002757	(ex Tanneur ainé (Ets))	(ex Teinturerie)	100 Rue Saint-Fursy	PERONNE	D35.30Z C15.11Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002758	(ex Guillot (Ets))	(ex Mécanicien, serrurerie)	80200 Péronne	PERONNE	D35.30Z C25.71Z C25.62B	Activité terminée	Inventorié
PIC8002816	(ex Panchart yves (Ets))	(ex DLI)	43 Rue Faubourg de Paris du	PERONNE	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002871	ex Cie française de raffinage (S.A.)	ex Mécanicien, station-service	Route Paris de	PERONNE	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002944	Gaz Elec de Péronne ((ex Persant et cie (Ets)) 'ex Carlier et Cie (Ets))	Production et distribution d'électricité (ex Usine à gaz et d'électricité de Péronne)	32 Faubourg Bretagne de (ex 52 et 52bis)	PERONNE	D35.30Z D35.41Z D35.23	Activité terminée	Inventorié
PIC8002945	(ex Dropsy et cie (Ets) (ex. Ets Sagnier et cie))	(ex Sucrerie de St-Denis)	D 917	PERONNE	D35.2 C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002946	(ex Bellier arthur (Ets))	(ex Fabrique de savons, fabrique et épuration d'huile)	80200 Péronne	PERONNE	C20.41Z C20.53Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002947	(ex Pechin (Ets))	(ex Teinturerie)	103 Rue Saint-Fursy	PERONNE	D35.30Z C13.3 S96.01 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002948	(ex Crety eugène (Ets) (ex. Ets Crety ludovic))	(ex Journal "L'Indépendant de la Somme")	24 ex Grande place	PERONNE	D35.30Z C18.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8002949	(ex Tardieu (Ets))	(ex Phosphaterie)	80200 Péronne	PERONNE	D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003000	(ex Coved Nord et Ile de France S.A. (ex. S.A. Coved))	(ex Station de transit de déchets industriels et de résidus urbains)	Rue Jean Perrin (ex Impasse Becquerel)	PERONNE	E38.44Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003018	SIVOM de Péronne	Déchetterie de 2403 m²	Rue Athènes d' (ex rue de Lisbonne). Voie adjacente	PERONNE	E38.11Z	En activité	Inventorié
PIC8003039	Pattin charles (Ets)	Exploitation de phosphates	80200 Péronne	PERONNE	C20.15Z D35.30Z	Ne sait pas	Inventorié
PIC8003151	?	Superphosphates	Rue Filature de la	PERONNE	C20.15Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003173	(ex Petit (Ets))	(ex Garage du Château)	6 Avenue République de la	PERONNE	V89.03Z G45.20 G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003199	(ex Le Roy Aubert(Ets)) (ex Vascossain (Ets))	(ex Mécanique générale)	40 Rue Saint-Sauveur	PERONNE	C25.62B D35.30Z C25.62B D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003200	(ex Lefevère louis (Ets))	(ex Chaudronnerie)	Rue Bois du	PERONNE	D35.30Z C25.22Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003203	(ex Lubin (Ets) (ex : Cresson (Ets)))	(ex Chaudronnerie, mécanique générale, construction de vélocipèdes)	12 Rue Saint-Nicolas	PERONNE	C25.22Z C30.91Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003204	(ex Chapron Lefevre (Ets))	(ex Coutellier)	Rue Saint-Fursy	PERONNE	C25.62B D35.30Z C25.71Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003207	(ex Aubert d. (Ets))	(ex Industrie du caoutchouc, nickelage galvanique, fabrication de cycles, atelier de mécanique)	80200 Péronne	PERONNE	C30.91Z D35.30Z C20.17Z C25.61Z C25.62B	Activité terminée	Inventorié
PIC8003240	(ex Lecquin (Ets))	(ex Exploitation de phosphates)	80200 Péronne	PERONNE	D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié

PIC8003326	(ex Richard julien (Ets) (ex SARL Grands Garages de Picardie))	(ex Concessionnaire Citroën)	1 Avenue Charles Boulanger	PERONNE	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	(Inventorié
PIC8003383	(ex Halet (Ets))	(ex Exploitation de craie phosphatée)	80200 Péronne	PERONNE	C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003536	Geoffroy (S.A.R.L) (ex Esso standard Sté)	Ambulances (ex DLI souterrain)	3 Route Paris de	PERONNE	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003538	(ex Comptoir Régional Agricole et routier)	(ex Coragro)	Route Bussu de	PERONNE	A01.6	Partiellement réaménagé et partiellement en friche	Inventorié
PIC8003542	(ex Duhamel maurice (Ets) (ex Ets Lachaux))	(ex Fabricant de couleurs, vernis, produits chimiques: émaux, mastics, cires, produits d'entretien)	11 Faubourg Paris de	PERONNE	C20.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003543	La Péronnaise (ex Lalos emile (Ets))	Café-Tabac (ex Distribution d'essence et de gas-oil)	61 Route Paris de	PERONNE	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003561	Auto-Ecole de l'Avenir (ex Station Shell)	(ex Distribution de carburants)	36 Rue Saint-Sauveur	PERONNE	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003802	S.C.A. Coopérative Union	Dépôt d'engrais chimiques en vrac sous forme d'ammonium	17 Route Paris de	PERONNE	V89.01Z	En activité	Inventorié
PIC8003810	Total France S.A.	DLI	2 Route Paris de	PERONNE	V89.03Z G47.30Z	En activité	Inventorié
PIC8003820	Lavalart S.C.I. Perodis S.A.	Pressing de 180 L de solvant	5 Rue Mont-Saint-Quentin	PERONNE	S96.01	En activité	Inventorié
PIC8003821	La Ruche Picarde	DLI	28 Avenue Australiens des	PERONNE	G47.30Z V89.03Z	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8003834	Vannier S.A. (ex Decoprotec Picardie (Sté))	Fabrication de meubles métalliques (ex Traitement et revêtement des métaux)	3 Rue Buire de	PERONNE	V89.01Z C25.61Z C20.30Z C25.9	En activité	Inventorié
PIC8003842	(ex Comptoirs Modernes Union Commerciale)	(ex Station service)	Route Paris de	PERONNE	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003852	Nord Picardie Carburants S.A.	Dépôt de stockage de carburant	Route Paris de	PERONNE	V89.03Z	Ne sait pas	Inventorié
PIC8003863	Crépin Automobiles S.A.	Atelier d'entretien et de réparation de véhicules automobiles, cabine de peinture	65 Rue Faubourg de Bretagne du	PERONNE	G45.21A	En activité	Inventorié
PIC8003884	Distri Carb 1 S.A.R.L.	DLI	7 Route Mont Saint Quentin de, (ex 55)	PERONNE	G45.21B V89.07Z G47.30Z V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8003889	Stop car (ex Tutrice bernard Garage S.A.)	Garage, ... (ex Atelier de réparation et d'entretien de véhicules automobiles, cabine de peinture)	2 Rue Belzaize	PERONNE	G45.21B	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8003895	(ex Imprimerie du Courrier de Péronne)	(ex Imprimerie)	6 Place Louis Daudré - (ex 6 Grande Place)	PERONNE	G45.21A C18.1	Activité terminée	Inventorié

POEUILLY

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002444	T.R.A.P.I.L. (Sté de transport par pipe line)	Pipeline de liaison aérodromes de Péronne et Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Saône	Rue Entremonts des	POEUILLY	I149.50Z	En activité	Inventorié

ROISEL

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001286	(ex S.C.A. de fruits et légumes "S.C.A.F.E.L." (ex. S.C.A. de produits deshydratés de la région de Roisel) (ex. S.C.A. des producteurs de lait de la région de Roisel))	(ex Coopérative)	12 Chemin Hamelet d'	ROISEL	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8001405	(ex Rexim (Ets) (ex. S.C.A. de produits d'élevage et laitiers de Roisel) (ex. S.C.A. de la Sucrerie et Distillerie Agricole de la région de Roisel) (ex. Distillerie d'Alcool de Betteraves))	(ex Coopérative puis stockage d'engrais	Rue Nouveau Monde du	ROISEL	A01.6 C10.7 C11.01	Activité terminée	Inventorié
PIC8001522	(ex ThermoFina S.A. (ex. Sté Coptherm Straarex) (ex.Cornaille henri Vve (Ets)) (ex Ets Cornaille henri))	(ex DLI)	34 Rue Nouveau Monde du	ROISEL	V89.03Z G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001661	Garage Rozier (Ets) (ex.Hocquet maurice (Ets)) (ex. Garage Balluet) (ex. Morel h. (Ets))	DLI, garage	12 Rue Pasteur	ROISEL	G45.21A V89.03Z G47.30Z	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8001963	(ex Despontin (Ets))	(ex Équarrissage)	80240 Roisel	ROISEL	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8001964	(ex Trocmé raoul (Ets))	(ex Industrie du caoutchouc)	80240 Roisel	ROISEL	C20.17Z C25.1 C20.16Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002081	(ex Hemmerle Petit et Cie (ex. Sté A.E.R. ; ex. Ets David et Malgret))	(ex Imprimerie Edouard (ex. Robinetterie AER) (ex. Tissage David et Malgret))	42 Rue Libération de la	ROISEL	C13.2 C18.1	Activité terminée	Inventorié

					C28.2		
PIC8002205	ex S.C.A. de conserverie de la région de Roisel	ex Coopérative	Rue Nouveau Monde du (ex rue de Villers-Faucon)	ROISEL	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002345	(ex Aimable (Ets))	(ex Serrurier mécanicien)	80240 Roisel	ROISEL	D35.30Z C10.6 C25.71Z C20.80Z S96.01	Activité terminée	Inventorié
PIC8002577	Sté d'équipement hospitalier de Picardie (ex. Usine de meubles Matifas S.A. ; ex. Faïencerie Motton ; ex. Tissage Laflèche Frères S.A.) (ex. S.A. des Blanchisseries du Nord de la France)	Installation de teintes et vernis, faïencerie, blanchisserie-teinturerie	41 Chemin Longavesnes de	ROISEL	D35.30Z C13.2 C23.4 C31.0 C16.29Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002832	Mairie de Roisel (ex Cie du Chemin de Fer du Nord)	(ex Gare)	Rue gare de la	ROISEL	D35.30Z H49.10Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003148	S.C.A. du "Vermandois" (Blés et produits Agricoles)	Coopérative	Route Villers-Faucon de	ROISEL	A01.6	En activité	Inventorié
PIC8003162	Linet pierre (Ets) (ex. cf commentaires)	(ex Usine de traitement des phosphates, produits chimiques agricoles, fabrique d'acide sulfurique)	10 Rue Théodore Baré	ROISEL	D35.30Z C20.15Z C20.1 C20.20Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003329	Gallet Jean-Luc (Ets) (ex Gallet lucien (Ets))	Garage (ex DLI, garage)	10 Rue Catelet du	ROISEL	V89.03Z G47.30Z G45.20	En activité et partiellement réaménagé	Inventorié
PIC8003330	Vereecke Gérard (ex Allégro joseph (Ets))	ADEs, garage	9 Rue Péronne de	ROISEL	G47.30Z G45.20	En activité	Inventorié
PIC8003331	SECI (S.A.R.L) (ex Boulenger (Ets))	Menuiserie (ex ADEs, garage)	6 Rue Pasteur	ROISEL	G45.20 G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003847	Communauté des Communes - Canton de Roisel	Déchetterie	Rue Gare de la	ROISEL	E38.11Z	En activité	Inventorié

RONSSOY

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002199	(ex Malézieux et Flament (Ets))	(ex Sucrerie)	80740 Ronssoy	RONSSOY	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8002474	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Chilon-sur-Marne	80740 Ronssoy	RONSSOY	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8002833	(ex Aubert D. (Ets))	(ex Atelier de mécanique)	80740 Ronssoy	RONSSOY	C25.62B D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003022	(ex Descourty et Labarthe (Ets))	(ex Lavage de phosphates)	80740 Ronssoy	RONSSOY	D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003226	(ex Vion et Cie (Ets))	(ex Sucrerie)	80740 Ronssoy	RONSSOY	D35.30Z C10.7	Activité terminée	Inventorié
PIC8003387	Le Capricorne - (ex Vasseur roland (Ets))	Bar/Tabac - (ex ADEs, DLI)	5 Rue Winston Churchill	RONSSOY	G47.30Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié

SAILLY-SAILLISEL

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8002408	T.R.A.P.I.L. (Sté de Transports Pétroliers par Pipeline)	Pipeline Le Havre - Cambrai / Infrastructure pétrolière de l'OTAN	80360 Sailly-Saillisel	SAILLY-SAILLISEL	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003334	De Sequeira (Ets) (ex.Vidal gaston (Ets))	Garage De Sequeira (Dépôt de liquides inflammables)	2 Route Bapaume de	SAILLY-SAILLISEL	G45.20 G47.30Z V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8003764	SAATI France (ex.Tissage Tissus Techniques S.A.)	Dépôt de liquides inflammables	74 Route Bapaume de	SAILLY-SAILLISEL	C13.2 V89.03Z	En activité	Inventorié
PIC8003765	Tripette et Renaud Image	construction mécanique	Rue Château du	SAILLY-SAILLISEL	C25.62B	En activité	Inventorié

SOREL

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8003074	(ex Boutellier (Ets))	(ex S.A. Fabrique de sucre)	80240 Sorel	SOREL	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

TEMPLEUX-LA-FOSSE

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001411	(ex Fresne et Cie (Ets) (ex Cie Richer))	(ex Industrie chimique de base, engrais de vidange, exploitation des phosphates, vidanges)	80240 Templeux-la-Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	C20.1 E37.10Z D35.30Z C20.15Z C20.20Z V89.01Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001412	(ex Cazé (Ets))	(ex Phosphaturie)	80240 Templeux-la-Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	C10.6 C20.15Z D35.30Z B08.91Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002845	(ex Hébré et Giroult (Ets))	(ex Exploitation des phosphates de Templeux la Fosse)	80240 Templeux la Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	D35.30Z B08.91Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003041	(ex Pouilly, Lefebvre et cie (Ets))	(ex Sté des phosphates de Templeux-la-Fosse)	80240 Templeux la Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003254	(ex Meynier (Ets))	(ex Exploitation de phosphates)	80240 Templeux la Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	D35.30Z C20.15Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8003376	(ex Linet (Sté des Ets))	(ex Phosphates)	80240 Templeux la Fosse	TEMPLEUX-LA-FOSSE	D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié

TEMPLEUX-LE-GUERARD

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001097	(ex Moumert quentin et Cie (Ets))	(ex Extraction de phosphates)	Chemin Hargicourt d'	TEMPLEUX-LE-GUERARD	B08.91Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001911	(ex Vasseur-Journel (Ets))	(ex Tannerie, corroierie)	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	C15.11Z C10.1 C15.11Z C23.5	Activité terminée	Inventorié
PIC8001912	(ex Pattin charles (Ets))	(ex Exploitation de phosphates)	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	D35.30Z C20.15Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8001913	(ex Caron-Sailly (Ets))	(ex Équarrissage)	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	C10.1	Activité terminée	Inventorié
PIC8002204	(ex S.C.A. de motoculture de Roisel)	(ex Coopérative)	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8002477	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Marne	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003034	Sté des produits chimiques et agricoles de Templeux-Le-Guérard (ex Manufacture des glaces et produits chimiques de St-Gobain, Chauny et Cirey) (ex Société des Phosphates de Templeux-le-Guérard S.A.)	(ex Fabrique de produits chimiques) (ex Produits chimiques, phosphates) (ex Phosphates)	13 Route Ronssoy de	TEMPLEUX-LE-GUERARD	C20.1 D35.30Z C20.15Z C20.15Z D35.30Z C20.15Z	En activité	Inventorié
PIC8003037	(ex Quentin père, Destombe et Cie)	(ex Extraction de phosphates)	80240 Templeux le Guérard	TEMPLEUX-LE-GUERARD	C20.1 D35.30Z B08.91Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8004256	Manufacture des Glaces et Produits chimiques de Saint Gobain, Chauny et Cirey	Saint Gobain Cie	Lieu dit Bois d'Herrelieu	TEMPLEUX-LE-GUERARD	B08.91Z	Activité terminée	Inventorié

TINCOURT-BOUCLY

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001915	(ex Sauvé arthur et Cie (Ets))	(ex Usine de phosphates, exploitation de phosphates)	80240 Tincourt Boucly	TINCOURT-BOUCLY	C20.13B C20.15Z D35.30Z	Activité terminée	Inventorié
PIC8002208	(ex S.C.A. de motoculture de Tincourt-Boucly)	(ex Coopérative)	80240 Tincourt Boucly	TINCOURT-BOUCLY	A01.6	Activité terminée	Inventorié
PIC8003256	(ex Coquin (Ets))	(ex Sucrerie)	Rue Râperie de la	TINCOURT-BOUCLY	C10.7 D35.30Z	Activité terminée	Inventorié

VILLERS-CARBONNEL

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001932	ex Boutry-Dieudonné (Ets)	ex Moulin à farine, fabrique d'huile	Impasse Moulin du	VILLERS-CARBONNEL	C10.6 D35.30Z C10.4	Activité terminée	Inventorié
PIC8002571	Overchem S.A.R.L. (ex. Sté SIFA) (ex. Sté Techmochim) (ex. Sté Novachim) (ex. Industrielle des Antibiotiques)	Usine de chimie fine et de synthèse organique	1 Chemin Brunehaut de	VILLERS-CARBONNEL	C11.01 C20.14Z C20.1	En activité	Pollué connu
PIC8003696	Hydro 80 S.A.	Station de chrome avec un bain de moins de 1500 L	6 Chaussée Brunehaut	VILLERS-CARBONNEL	C25.61Z	En activité	Inventorié

VILLERS-FAUCON

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8001417	(ex Descourty (Ets))	(ex Exploitation de phosphates)	Rue Hesbecourt d'.	VILLERS-FAUCON	D35.30Z C20.15Z C11.01	Activité terminée	Inventorié
PIC8001933	Vermandoise Industries S.A. (ex. Vermandoise de Sucrerie) (ex. Ets Vion et Cie)	Centrale électrique, Dépôt d'hydrocarbure, sucrerie, distillerie	1 Route Epehy d'. Hameau de Sainte-Emilie	VILLERS-FAUCON	V89.09Z C25.22Z D35.30Z D35.41Z C10.7 C24.47Z	En activité	Inventorié
PIC8002466	T.R.A.P.I.L. (Sté des transports par pipe line)	Pipeline Cambrai - Châlon-sur-Marne	80112 Villers Faucon	VILLERS-FAUCON	H49.50Z	En activité	Inventorié
PIC8003348	(ex Richard jean (Ets))	(ex Garagiste)	16 Rue Château du	VILLERS FAUCON	G47.30Z G45.20	Activité terminée	Inventorié
PIC8003567	(ex Paluszczak joseph (Ets) (ex. Ets Verbrugghe, ex. Ets Chevallier, ex. Ets Dauby))	(ex Garage, ADEs)	9 Rue Saint-Quentin de	VILLERS-FAUCON	G47.30Z G45.20	Activité terminée	Inventorié

VRAIGNES-EN-VERMANDOIS

N° identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
PIC8003352	Coyot Entreprise de Travaux agricoles (ex S.C.I. La Râperie (ex. Carbonnaux (Ets)))	Travaux agricoles (ex Usine de conservation de luzerne)	6 Rue Bouvincourt de. Lieu dit: La Râperie	VRAIGNES-EN-VERMANDOIS	A01.6	Activité terminée	Inventorié

Pollution des sols : BASOL

Base de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

Télécharger au format CSV

Région : Hauts-de-France
Département : 80
Site BASOL numéro : 80.0056
Situation technique du site : ○ Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
Date de publication de la fiche : 09/09/2013
Auteur de la qualification : DREAL

Localisation et identification du site

Nom usuel du site : DMS
Localisation :
Commune : Biaches
Arrondissement :
Code postal : 80200 - **Code INSEE :** 80102 (407 habitants)
Adresse : 25 rue de la Vallée
Lieu-dit :
Agence de l'eau correspondante : Artois-Picardie
Code géographique de l'unité urbaine : 80209 : Péronne (8 885 habitants)

Géoréférencement :

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT93				

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT II ETENDU	642393	2547210	Adresse (numéro)	

Parcelles cadastrales :

Cadastre			Section cadastrale	N° de parcelle	Précision parcellaire	Source documentaire	Observations
Nom	Arrondissement	Date					
Biaches		16/05/2012	AE	15	Parcellaire parfait actuel	cadastre.gouv.fr	des diagnostics de sols ont mis en évidence des anomalies en hydrocarbures, en plomb, en cadmium, en arsenic, en cuivre, en nickel, en mercure et en zinc

Plan(s) cartographique(s) :
- plan-cartographique-80.0056--1.pdf

Responsable(s) actuel(s) du site : EXPLOITANT (si ICPE ancienne dont l'exploitant existe encore ou ICPE en activité)
Nom : DMS
Il s'agit DU DERNIER EXPLOITANT

Qualité du responsable : PERSONNE MORALE PRIVEE

Caractérisation du site à la date du 11/01/2012

Description du site :
La société DMS a exploité un site localisé, 25 rue de la vallée sur la commune de Biaches pour une activité de stockage et de vente d'hydrocarbures. Ce site relève de la déclaration d'exploiter.
Le site est occupé par une maison d'habitation, un hangar de stockage de charbon, une dépendance regroupant des anciens bureaux et 2 garages.
L'exploitant a exploité 2200 m² sur les 4000 m² environ du site. La partie non exploitée par DMS constitue un jardin séparé du reste du site par un dénivelé en hauteur (au sud du site). Il n'a jamais été exploité par DMS.

Description qualitative :
Une évaluation du sous-sol a été réalisée en janvier 2009 par HPC Envirotec sur la partie exploitée par DMS. Ce rapport HPC-F 2AI2.06.4551 a – Evaluation de la qualité du sous-sol (HPC ENVIROTEC) de janvier 2009 a été remis à l'inspection

En conclusion l'exploitant retient que des teneurs apparaissent significatives en hydrocarbures C10-C40 globalement jusqu'à 1 m de profondeur :
- En partie Nord Est, aux abords d'une ancienne cuve aérienne de FOD et de l'ancien volucompteur,
- En partie centrale Ouest, au droit de l'ancienne aire de dépotage et à proximité d'une ancienne cuve aérienne de FOD.
- En parties centrales Nord et Nord Nord-Est, au droit d'anciennes voies de circulation.

On note la présence de remblais ubiquistes, renfermant des mâchefers, morceaux de briques et /ou charbon qui sont souvent associés à des teneurs remarquables en éléments traces métalliques (arsenic, plomb, cadmium, cuivre, nickel, mercure et zinc) entre 0 et 1.3 m de profondeur.

L'évaluation conclut à l'absence d'impact des anciennes activités exercées sur le site dans les eaux souterraines. Les résultats ont mis en évidence des concentrations inférieures aux seuils de détection analytique en hydrocarbures volatils par dosage in situ et analyse en laboratoire pour l'ensemble des sondages réalisés.

Préalablement aux travaux, une évaluation quantitative des risques sanitaires a été réalisée en janvier 2009 par HPC Envirotec dans le cadre d'un usage résidentiel avec jardin privatif et selon les instructions de la circulaire du 8 février 2007 relatives à la fixation d'objectifs de dépollution pour un site pollué.

Le scénario étudié est un scénario résidentiel avec jardin privatif sur l'ensemble de la surface du site (présence d'adultes et d'enfants) et possibilité de jardins potagers.

Pour le site, sans mesure de gestion particulière, on constate des dépassements de concentrations maximales admissibles:
- du fait de la présence de benzène, arsenic, plomb, cadmium, hydrocarbures C5-C10 et C10-C40 dans les sols cultivables (entre 0 et 1 m) en cas de présence de jardin potager.
- du fait de la présence de benzène, arsenic, plomb, hydrocarbures C5-C10 et C10-C40 dans les sols superficiels des espaces verts (0 et 30 cm).
- du fait de la présence d'hydrocarbures C5-C10 dans les sols profonds (> 30 cm) hors et sous bâti

Les travaux de dépollution ont été réalisés les 17, 18, 19, 20 et 23 novembre 2009. Les travaux de terrassement et de remblaiement ont été confiés à la société D-FER. La société EACM a été chargée du suivi environnemental des travaux ainsi que de l'organisation de l'élimination des terres polluées. Ces opérations ont fait l'objet d'un rapport de décembre 2009 intitulé « suivi de la dépollution d'un ancien stockage de carburant – EACM – décembre 2009 ».
Préalablement aux travaux, une évaluation quantitative des risques sanitaires en janvier 2009 a été réalisée par HPC Envirotec à partir des concentrations obtenues lors du diagnostic et pour un usage résidentiel du site.

L'inspecteur des installations classées s'est rendu sur le site le 30 mars 2010 pour constater que la réalisation des

Travaux conformément au plan de travaux établi par DMS.

Dans le cas où des mesures particulières rendent le site compatible avec l'usage retenu, l'article L.515.12 du code de l'environnement prévoit que des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur des terrains pollués de façon à protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement (danger et inconvénients pour le voisinage, la santé, la nature et l'environnement...) ou à garantir la sécurité et la salubrité publique.

L'inspection a demandé par courrier à la société DMS de faire ses propositions de restrictions d'usage sur le site au 25 rue de la vallée à Blaches. Ce dossier a été transmis courant janvier 2012 par DMS à l'inspection.

Description du site

Origine de l'action des pouvoirs publics :

Origine de la découverte :

☐ Recherche historique	☐ Travaux
☑ Transactions	☐ Dépôt de bilan
☑ cessation d'activité, partielle ou totale	☐ Information spontanée
☐ Demande de l'administration	☐ Analyse captage AEP ou puits ou eaux superficielles
☐ Pollution accidentelle	Autre :

Types de pollution :

☐ Dépôt de déchets	☐ Dépôt aérien
☑ Dépôt enterré	☐ Dépôt de produits divers
☑ Sol pollué	☐ Nappe polluée
☐ Pollution non caractérisée	

Origine de la pollution ou des déchets ou des produits :

- ☐ Origine accidentelle
- ☑ Pollution due au fonctionnement de l'installation
- ☑ Liquidation ou cessation d'activité
- ☐ Dépôt sauvage de déchets
- ☐ Autre

Activité : Raffinage de pétrole, carburants et lubrifiants
Code activité ICPE : D12

Situation technique du site

Evénement	Prescrit à la date du	Etat du site	Date de réalisation

- Rapport HPC-F 2AZ.08.4651 a – Evaluation de la qualité du sous-sol (HPC ENVIROTEC)
- EQRS : document CD-rom
- DCE n°Es1588 – suivi de la dépollution d'un ancien stockage de carburant (EACM)
- Rapport projet n°Es1588 – Analyse des risques résiduels - EACM

Rapports sur la dépollution du site : *Aucun document n'a été transféré pour le moment.*

Caractérisation de l'impact

Déchets identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de déchets) :

- ☐ Déchets non dangereux
- ☐ Déchets dangereux
- ☐ Déchets inertes

Produits identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de produits) :

☐ Ammonium	☑ Arsenic (As)
☐ Baryum (Ba)	☐ BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
☑ Cadmium (Cd)	☐ Chlorures
☑ Chrome (Cr)	☐ Cobalt (Co)
☐ Cuivre (Cu)	☐ Cyanures
☐ H.A.P.	☑ Hydrocarbures
☑ Mercure (Hg)	☐ Molybdène (Mo)
☑ Nickel (Ni)	☐ PCB-PCT
☐ Pesticides	☐ Substances radioactives
☑ Plomb (Pb)	☐ Sélénium (Se)
☐ Solvants halogénés	☐ Solvants non halogénés
☐ Sulfates	☐ TCE (Trichloréthylène)
☑ Zinc (Zn)	

Autres :

Polluants présents dans les sols :

☐ Ammonium	☑ Arsenic (As)
☐ Baryum (Ba)	☐ BTEX
☑ Cadmium (Cd)	☐ Chlorures
☐ Chrome (Cr)	☐ Cobalt (Co)
☑ Cuivre (Cu)	☐ Cyanures
☐ H.A.P.	☑ Hydrocarbures
☑ Mercure (Hg)	☐ Molybdène (Mo)
☑ Nickel (Ni)	☐ PCB-PCT
☐ Pesticides	☑ Plomb (Pb)
☐ Sélénium (Se)	☐ Solvants halogénés
☐ Solvants non halogénés	☐ Substances radioactives
☐ Sulfates	☐ TCE
☑ Zinc (Zn)	

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les sols :
Aucun

Polluants présents dans les nappes :

☐ Aluminium (Al)	☐ Ammonium
☐ Arsenic (As)	☐ Baryum (Ba)
☐ BTEX	☐ Cadmium (Cd)

- Chlorures
- Cobalt (Co)
- Cyanures
- H.A.P.
- Mercure (Hg)
- Nickel (Ni)
- Pesticides
- Sélénium (Se)
- Solvants non halogénés
- Sulfates
- Zinc (Zn)
- Chrome (Cr)
- Cuivre (Cu)
- Fer (Fe)
- Hydrocarbures
- Molybdène (Mo)
- PCB-PCT
- Plomb (Pb)
- Solvants halogénés
- Substances radioactives
- TCE

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les nappes :
Aucun

Polluants présents dans les sols ou les nappes :
- Ammonium
- Baryum (Ba)
- Cadmium (Cd)
- Chrome (Cr)
- Cuivre (Cu)
- H.A.P.
- Mercure (Hg)
- Nickel (Ni)
- Pesticides
- Sélénium (Se)
- Solvants non halogénés
- TCE (Trichloroéthylène)
- Arsenic (As)
- BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
- Chlorures
- Cobalt (Co)
- Cyanures
- Hydrocarbures
- Molybdène (Mo)
- PCB-PCT
- Plomb (Pb)
- Solvants halogénés
- Sulfates
- Zinc (Zn)

Autres :

Risques immédiats :
- Produits inflammables
- Produits explosifs
- Produits toxiques
- Produits incompatibles
- Risque inondation
- Risque inondation
- Fuites et écoulements
- Accessibilité au site

Importance du dépôt ou de la zone polluée :
Tonnage (tonne) : 420
Volume (m3) :
Surface (ha) :

Informations complémentaires :
18 bordereaux de suivi de déchets concernant chacun 25 tonnes de terres polluées, soit au total 450 tonnes ont été transmis par l'exploitant. Les terres excavées ont été évacuées sur le site SITA FD de Noyelles Godault sur la plate-forme biologique. Au total, 420 tonnes de terres ont été extraites du sol du site.

Environnement du site

Zone d'implantation :
Habitat : DENSE

Hydrogéologie du site :
- Absence de nappe.
- Présence d'une nappe.

Utilisation de la nappe :
- Aucune utilisation connue
- AEP
- Puits privés
- Agriculture, industries agroalimentaires
- Autres industries
- Autre :

Utilisation actuelle du site :
- Site industriel en activité.
  - L'activité exercée est à l'origine de la pollution
  - L'activité exercée n'est pas à l'origine de la pollution
- Site industriel en friche.
- Site ancien réutilisé

Impacts constatés :
- Captage AEP arrêté (réduction d'eau potable)
- Teneurs anormales dans les eaux superficielles et/ou dans les sédiments
- Teneurs anormales dans les eaux souterraines
- Teneurs anormales dans les végétaux destinés à la consommation humaine ou animale
- Plaintes concernant les odeurs
- Teneurs anormales dans les animaux destinés à la consommation humaine
- Teneurs anormales dans les sols
- Santé
- Sans
- Inconnu
- Pas d'impact constaté après dépollution

Surveillance du site

Milieu surveillé :
- Eaux superficielles, fréquence (n/an) :
- Eaux souterraines, fréquence (n/an) :

Etat de la surveillance :

☑ Absence de surveillance justifiée
Raison : Site traité libre de toute restriction

☐ Surveillance différée en raison de procédure en cours
Raison :

Début de la surveillance :
Arrêt effectif de la surveillance :
Résultat de la surveillance à la date du :
Résultat de la surveillance, autre :

Restrictions d'usage et mesures d'urbanisme

Restriction d'usage sur :

☑ L'utilisation du sol (urbanisme)
☑ L'utilisation du sous-sol (fouille)
☑ L'utilisation de la nappe
☐ L'utilisation des eaux superficielles
☑ La culture de produits agricoles
Un changement d'usage est envisagé sur ce site :
☑ Zone résidentielle
☐ Zone agricole
☐ Zone naturelle
☐ Espaces verts accueillant du public
☐ Équipements sportifs
☐ Commerce, artisanat
☐ Parking
☐ École
☐ Autres établissements recevant du public
Si autre :

Mesures d'urbanisme réalisées :

☐ Servitude d'utilité publique (SUP)
Date de l'arrêté préfectoral :

☐ Porter à connaissance risques, article L.121-2 du code de l'urbanisme
Date du document actant le porter à connaissance risques L.121-2 code de l'urbanisme :

☐ Restriction d'usage entre deux parties (RUP)
Date du document actant la RUP :

☐ Restriction d'usage conventionnelle au profit de l'Etat (RUCPE)
Date du document actant la RUCPE :

☐ Projet d'intérêt général (PIG)
Date de l'arrêté préfectoral :

☐ Inscription au plan local d'urbanisme (PLU)

☐ Acquisition amiable par l'exploitant

☐ Arrêté municipal limitant la consommation de l'eau des puits proche du site

Informations complémentaires :

Traitement effectué

☑ **Mise en sécurité du site**
☑ Interdiction d'accès
☐ Gardiennage
☑ Evacuation de produits ou de déchets
☐ Pompage de rabattement ou de récupération
☐ Reconditionnement des produits ou des déchets
Autre :

☑ **Traitement des déchets ou des produits hors site ou sur le site**
☑ Stockage déchets dangereux
☐ Stockage déchets non dangereux
☐ Confinement sur site
☐ Physico-chimique
☐ Traitement thermique
Autre :

☑ **Traitement des terres polluées**
☑ Stockage déchets dangereux
☐ Stockage déchets non dangereux
☐ Traitement biologique
☐ Traitement thermique
☐ Excavation des terres
☐ Lessivage des terres
☐ Confinement
☐ Stabilisation
☐ Ventilation forcée
☐ Dégradation naturelle
Autre :

☐ **Traitement des eaux**
☐ Rabattement de nappe
☐ Drainage
Traitement :
☐ Air stripping
☐ Vapour stripping
☐ Filtration
☐ Physico-chimique
☐ Biologique
☐ Oxydation (ozonation...)

Autre :

Imprimer la fiche

Pour tout commentaire **Contactez-nous**

Pollution des sols : BASOL

Base de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une **action** des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

Télécharger au format CSV

Région : Hauts-de-France
Département : 80
Site BASOL numéro : 80.0099
Situation technique du site : Site nécessitant des investigations supplémentaires
Date de publication de la fiche : 09/06/2013
Auteur de la qualification : DREAL

Localisation et identification du site

Nom usuel du site : FPM (ex Filature Française de Mohair)
Localisation :
Commune : Péronne
Arrondissement :
Code postal : 80200 - Code INSEE : 80620 (8 153 habitants)
Adresse : 2 rue de la Filature
Lieu-dit : la chapelette
Agence de l'eau correspondante : Artois-Picardie
Code géographique de l'unité urbaine : 80200 : Péronne (9 865 habitants)

Géoréférencement :

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT93				

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT II ETENDU	643061	2546319	Adresse (rue)	

Parcelles cadastrales :

Cadastre			Section cadastrale	N° de parcelle	Précision parcellaire	Source documentaire	Observations
Nom	Arrondissement	Date					
		21/12/2012	AO	240	Parcellaire parfait actuel		des diagnostics de sols ont mis en évidence des anomalies en HAP, HCT, hydrocarbures et métaux
		21/12/2012	AO	395	Parcellaire parfait actuel		des diagnostics de sols ont mis en évidence des anomalies en HAP, hydrocarbures et métaux
		21/12/2012	AO	213	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée
		21/12/2012	AO	201	Parcellaire parfait actuel		des diagnostics de sols ont mis en évidence des anomalies en HAP, hydrocarbures et cuivre
		21/12/2012	AO	212	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée
		21/12/2012	AO	202	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée
		21/12/2012	AO	203	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée
		21/12/2012	AO	204	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée
		21/12/2012	AO	242	Parcellaire parfait actuel		Parcelle non investiguée

Plan(s) cartographique(s) :
- plan-cartographique-80.0099--1.pdf
- plan-cartographique-80.0099--2.pdf
- plan-cartographique-80.0099--3.pdf

Responsable(s) actuel(s) du site : EXPLOITANT (si ICPE ancienne dont l'exploitant existe encore ou ICPE en activité)

Il s'agit DU DERNIER EXPLOITANT

Qualité du responsable : PERSONNE PHYSIQUE

Caractérisation du site à la date du 15/01/2013

Description du site :
FPM était autorisé pour des activités de lavage, peignage et filature de poils de chèvre (rubrique 2312) sous le régime de l'autorisation.

Description qualitative :
La société FPM a déclaré sa cessation définitive de ses activités le 16/02/2010.

L'inspection s'est rendue le 15/11/2010 sur le site avec le représentant de FPM. La vérification des mesures de mise en sécurité du site a été réalisée à cette occasion.

Un mémoire de cessation d'activité été adressé à l'inspection avec la déclaration de cessation d'activité. Il comprend un diagnostic de sol. Ce document est référencé 09311534 et 09290330 et daté du 7/12/2009.

Le diagnostic de sols montre des impacts liés aux activités de FPM aux métaux lourds et aux HAP.
La comparaison des concentrations dans les sols et des critères de qualité pris en référence rend nécessaire l'élaboration d'un plan de gestion. Ce constat concerne essentiellement les zones suivantes:
- Remblais des lagunes
- Stockage de déchets extérieur
- Proximité des cuves

Les autres impacts ne sont pas significatifs

Le plan de gestion préconisé par le rapporteur du mémoire a été adressé à l'inspection le 10/11/2011. Il est en cours d'instruction.

Le préfet a pris un arrêté le 5/11/2012 prescrivant mis réalisation de travaux de dé-pollution ainsi qu'un diagnostics complémentaire pour son site exploité sur la commune de Péronne.

Description du site

Origine de l'action des pouvoirs publics :
Date de la découverte : 16/02/2010

Origine de la découverte :

- ☐ Recherche historique
- ☐ Travaux
- ☐ Transactions
- ☐ Dépôt de bilan
- ☑ cessation d'activité, partielle ou totale
- ☐ Information spontanée
- ☐ Demande de l'administration
- ☐ Analyse captage AEP ou puits ou eaux superficielles
- ☐ Pollution accidentelle

Autre :

Types de pollution :

- ☐ Dépôt de déchets
- ☐ Dépôt aérien
- ☐ Dépôt enterré
- ☐ Dépôt de produits divers
- ☑ Sol pollué
- ☐ Nappe polluée
- ☐ Pollution non caractérisée

Origine de la pollution ou des déchets ou des produits :

- ☐ Origine accidentelle
- ☑ Pollution due au fonctionnement de l'installation
- ☒ Liquidation ou cessation d'activité
- ☐ Dépôt sauvage de déchets
- ☐ Autre

Activité : Filtère, flature, tissage, tricotage
Code activité ICPE : 212

Situation technique du site

Evénement	Prescrit à la date du	Etat du site	Date de réalisation
Travaux de traitement	05/11/2012	Site nécessitant des investigations supplémentaires	

1996 - 2008
Arrêté d'autorisation d'exploiter du 15 février 1996

Rapports sur la dépollution du site : *Aucun document n'a été transféré pour le moment.*

Caractérisation de l'impact

Déchets identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de déchets) :

- ☒ Déchets non dangereux
- ☐ Déchets dangereux
- ☐ Déchets inertes

Produits identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de produits) :

- ☐ Ammonium
- ☐ Arsenic (As)
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chlorures
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ Cyanures
- ☐ H.A.P.
- ☐ Hydrocarbures
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Pesticides
- ☐ Substances radioactives
- ☐ Plomb (Pb)
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ Sulfates
- ☐ TCE (Trichloroéthylène)
- ☐ Zinc (Zn)

Autres :

Polluants présents dans les sols :

- ☐ Ammonium
- ☒ Arsenic (As)
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ BTEX
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chlorures
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cobalt (Co)
- ☒ Cuivre (Cu)
- ☐ Cyanures
- ☒ H.A.P.
- ☒ Hydrocarbures
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Pesticides
- ☒ Plomb (Pb)
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ Substances radioactives
- ☐ Sulfates
- ☐ TCE
- ☒ Zinc (Zn)

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les sols :
Aucun

Polluants présents dans les nappes :

- ☐ Aluminium (Al)
- ☐ Ammonium
- ☐ Arsenic (As)
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ BTEX
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chlorures
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ Cyanures
- ☐ Fer (Fe)

- [ ] H.A.P.
- [ ] Mercure (Hg)
- [ ] Nickel (Ni)
- [ ] Pesticides
- [ ] Sélénium (Se)
- [ ] Solvants non halogénés
- [ ] Sulfates
- [ ] Zinc (Zn)
- [ ] Hydrocarbures
- [ ] Molybdène (Mo)
- [ ] PCB-PCT
- [ ] Plomb (Pb)
- [ ] Solvants halogénés
- [ ] Substances radioactives
- [ ] TCE

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les nappes :
Aucun

Polluants présents dans les sols ou les nappes :

- [ ] Ammonium
- [ ] Baryum (Ba)
- [ ] Cadmium (Cd)
- [ ] Chrome (Cr)
- [ ] Cuivre (Cu)
- [ ] H.A.P.
- [ ] Mercure (Hg)
- [ ] Nickel (Ni)
- [ ] Pesticides
- [ ] Sélénium (Se)
- [ ] Solvants non halogénés
- [ ] TCE (Trichloroéthylène)
- [ ] Arsenic (As)
- [ ] BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
- [ ] Chlorures
- [ ] Cobalt (Co)
- [ ] Cyanures
- [ ] Hydrocarbures
- [ ] Molybdène (Mo)
- [ ] PCB-PCT
- [ ] Plomb (Pb)
- [ ] Solvants halogénés
- [ ] Sulfates
- [ ] Zinc (Zn)

Autres :

Risques immédiats :

- [ ] Produits inflammables
- [ ] Produits explosifs
- [ ] Produits toxiques
- [ ] Produits incompatibles
- [ ] Risque inondation
- [ ] Risque inondation
- [ ] Fuites et écoulements
- [ ] Accessibilité au site

Importance du dépôt ou de la zone polluée :
Tonnage (tonne) :
Volume (m3) :
Surface (ha) :

Informations complémentaires :
Aucune

Environnement du site

Zone d'implantation :
Habitat : DENSE
Industrie : LOURDE

Hydrogéologie du site :

- [ ] Absence de nappe.
- [x] Présence d'une nappe.

Utilisation de la nappe :

- [ ] Aucune utilisation connue
- [ ] A.E.P.
- [x] Puits privés
- [ ] Agriculture, Industries agroalimentaires
- [ ] Autres industries
- [x] Autre : alluviale de la Gemme

Utilisation actuelle du site :

- [ ] Site industriel en activité.
- [ ] Site industriel en friche.
- [x] Site ancien réutilisé

- [ ] Zone résidentielle
- [ ] Zone agricole
- [ ] Zone naturelle
- [ ] Espace vert accueillant du public
- [ ] Équipements sportifs
- [x] Commerce, artisanat
- [ ] Parking
- [ ] École
- [ ] Autres établissements recevant du public (ERP)
- [x] Autre : PMI

Impacts constatés :

- [ ] Captage AEP arrêté (exaction d'eau potable)
- [ ] Teneurs anormales dans les eaux superficielles et/ou dans les sédiments
- [ ] Teneurs anormales dans les eaux souterraines
- [ ] Teneurs anormales dans les végétaux destinés à la consommation humaine ou animale
- [ ] Plaintes concernant les odeurs
- [ ] Teneurs anormales dans les animaux destinés à la consommation humaine
- [x] Teneurs anormales dans les sols
- [ ] Santé
- [ ] Sans
- [ ] Inconnu
- [ ] Pas d'impact constaté après dépollution

diagnostic actualisé et plan de gestion en cours d'instruction.

Surveillance du site

Milieu surveillé :

- ☐ Eaux superficielles, fréquence (n/an) :
- ☐ Eaux souterraines, fréquence (n/an) :

Etat de la surveillance :

- ☑ Absence de surveillance justifiée

Raison :

- ☐ Surveillance différée en raison de procédure en cours

Raison :

Début de la surveillance :
Arrêt effectif de la surveillance :
Résultat de la surveillance à la date du :
Résultat de la surveillance, autre :

Restrictions d'usage et mesures d'urbanisme

Restriction d'usage sur :

- ☐ L'utilisation du sol (urbanisme)
- ☐ L'utilisation du sous-sol (fouille)
- ☐ L'utilisation de la nappe
- ☐ L'utilisation des eaux superficielles
- ☐ La culture de produits agricoles

Mesures d'urbanisme réalisées :

- ☐ Servitude d'utilité publique (SUP)

Date de l'arrêté préfectoral :

- ☐ Porter à connaissance risques, article L121-2 du code de l'urbanisme

Date du document actant le porter à connaissance risques L121-2 code de l'urbanisme :

- ☐ Restriction d'usage entre deux parties (RUP)

Date du document actant la RUP :

- ☐ Restriction d'usage conventionnelle au profit de l'Etat (RUCPE)

Date du document actant la RUCPE :

- ☐ Projet d'intérêt général (PIG)

Date de l'arrêté préfectoral :

- ☐ Inscription au plan local d'urbanisme (PLU)
- ☐ Acquisition amiable par l'exploitant
- ☐ Arrêté municipal limitant la consommation de l'eau des puits proche du site

Informations complémentaires :

Traitement effectué

- ☑ **Mise en sécurité du site**
  - ☑ Interdiction d'accès
  - ☑ Gardiennage
  - ☑ Evacuation de produits ou de déchets
  - ☐ Pompage de rabattement ou de récupération
  - ☐ Reconditionnement des produits ou des déchets

Autre :

- ☐ **Traitement des déchets ou des produits hors site ou sur le site**
  - ☐ Stockage déchets dangereux
  - ☐ Stockage déchets non dangereux
  - ☐ Confinement sur site
  - ☐ Physico-chimique
  - ☐ Traitement thermique

Autre :

- ☐ **Traitement des terres polluées**
  - ☐ Stockage déchets dangereux
  - ☐ Stockage déchets non dangereux
  - ☐ Traitement biologique
  - ☐ Traitement thermique
  - ☐ Extraction des terres
  - ☐ Lessivage des terres
  - ☐ Confinement
  - ☐ Stabilisation
  - ☐ Ventilation forcée
  - ☐ Dégradation naturelle

Autre :

- ☐ **Traitement des eaux**
  - ☐ Rabattement de nappe
  - ☐ Drainage

Traitement :

- ☐ Air stripping
- ☐ Vapour stripping
- ☐ Filtration
- ☐ Physico-chimique
- ☐ Biologique
- ☐ Oxydation (ozonation...)

Autre :

Imprimer la fiche Pour tout commentaire Contactez-nous

PORTER A CONNAISSANCE

Volet « Qualité de l'air »

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Hauts-de-France porte l'attention du Président et des maires sur la nécessité de maîtriser et réduire l'exposition à la pollution extérieure au vue des impacts forts sur la santé humaine. En effet, la pollution atmosphérique peut, à court terme, aggraver les symptômes asthmatiques ou les allergies et à plus long terme, augmenter le risque de décès. La mise en œuvre du PLUi est l'occasion de réfléchir sur la prise en considération de cet aspect de la santé publique.

Suite à l'engagement de la France de diviser ses émissions de gaz à effet de serre par quatre d'ici 2050 et à la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, la Région Picardie a défini un cadre d'actions à travers la mise en place d'un **Schéma Régional Climat-Air-Energie**[2] (SRCAE). Celui-ci est entré en vigueur le 30 juin 2014. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) des PLUi devront alors être compatibles avec les dispositions du SRCAE (art. L123-1-9 CU).

Dans les documents d'urbanisme, l'état initial de l'environnement peut permettre d'évaluer la qualité de l'air sur le territoire et d'identifier les sources de pollution (industrie, agriculture, transport, pollens...). Une carte de qualité de l'air, lorsqu'elle existe, peut être présentée. Elle est alors réalisée par l'association de surveillance de la qualité de l'air Atmo Picardie[3].

L'ARS n'a pas eu connaissance de plaintes de riverains concernant les rejets des installations classées des communes du territoire de la Communauté de Communes (fumées, odeurs...).

Le règlement du PLUi est l'occasion de proposer des mesures évitant ou limitant la pollution atmosphérique et les effets sanitaires induits. Par exemple et selon le contexte local, certaines actions comme la limitation de l'installation d'activités polluantes dans des zones habitées, la gestion de la densification à proximité des axes routiers ou la mise en place d'un écran végétalisé peuvent être envisagées. Une attention particulière doit également être apportée au choix des essences susceptibles de provoquer des réactions allergiques[4].

Le POA, uniquement présent dans les PLUi tenant lieu de plan de déplacement urbain (PDU), peut préciser les mesures de réduction des émissions de polluants dues aux transports : développement des transports en commun, de la mobilité douce, du covoiturage...

Concernant la qualité de l'air intérieur (logements, établissements recevant du public...), seuls les PLUi qui intègrent un programme local de l'habitat dans leur POA peuvent avoir une influence.

Par ailleurs, l'ARS préconise un éloignement minimal entre les établissements sensibles (écoles, crèches...) et les espaces agricoles cultivés afin de limiter les concentrations en pesticides dans l'air intérieur.

---

[2] http://www.picardie.developpement-durable.gouv.fr/les-documents-du-srcae-a1281.html
[3] http://www.atmo-picardie.com/mesures-cartographie/chiffres.php
[4] Guide d'information « Végétation en ville » du Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA) : http://vegetation-en-ville.org/

Volet « Alimentation en eau potable et protection de la ressource »

Les **Schémas Directeur de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux** (SDAGE) Artois-Picardie et Seine-Normandie sont des outils de planification qui fixent les grandes orientations et des objectifs environnementaux pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Ces documents – approuvés le 20 novembre 2009 – respectent les principes de la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 et de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

Par ailleurs, le bassin Artois-Picardie et celui de Seine-Normandie comportent respectivement 15 et 32 périmètres hydrographiques cohérents sur lesquels un **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SAGE) a été établi. Le SAGE est un document de planification fixant des objectifs d'utilisation et de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Les annexes graphiques du PLUi doivent comprendre, à titre informatif, les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme ainsi que les schémas des réseaux d'eau existants ou en cours de réalisation en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation (art. R.123-14 CU). S'il existe, le schéma directeur d'alimentation en eau potable peut être ajouté.

Le rapport de présentation est l'occasion de présenter la qualité de l'eau brute et de l'eau destinée à la consommation humaine ainsi que la quantité disponible de la masse d'eau. Le bilan de la consommation globale de la commune et de la ressource permet ensuite d'évaluer les besoins en eau de la collectivité et de confronter ces derniers à la capacité des ressources mobilisables et à celle du réseau.

Actuellement, les Personnes Responsables de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) sur le territoire de la communauté de communes sont :

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne, qui a confié l'exploitation à la SAUR. Les communes de Aizecourt le Bas, Aizecourt le Haut, Driencourt, Epehy, Fins, Heudicourt, Liéramont, Longavesnes, Nurlu, Roisel, Le Ronssoy, Sorel, Templeux la Fosse, Templeux le Guérard et Villers Faucon sont alimentées par le champ captant de TINCOURT-BOUCLY.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée s'étendent sur le territoire de la commune de Tincourt-Boucly.

La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 19 décembre 2005, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Vermandois, qui a confié l'exploitation à la SAUR. Les communes de Bernes, Hervilly, Hesbécourt, Marquaix, Poeuilly et Tincourt-Boucly sont alimentées par le captage de BERNES.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée s'étendent sur le territoire de la commune de Bernes.

La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 06 octobre 1994, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Vraignes en Veramndois. Les communes de Bouvincourt en Vermandois, Hancourt, Estrées-Mons et Vraignes en Vermandois sont alimentées par le captage du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Vermandois.

- la commune de Péronne, qui a confié l'exploitation à la régie GAZELEC. La commune de Péronne est alimentée par le champ captant de DRIENCOURT.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée s'étendent sur le territoire des communes de Driencourt, Templeux la Fosse, Tincourt-Boucly et Buire-Courcelles.

La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 15 juillet 2004, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- les communes de Allaines, Biaches et Doignt-Flamicourt, qui ont confié leurs exploitations
- . à la SAUR, sont alimentées par le champ captant de la ville de Péronne.

- la commune de Clery-sur-Somme, en régie communale, est alimentée par le champ captant de la ville de Péronne.

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du SIVOM de Combles, qui a confié l'exploitation à la SAUR. Les communes de Curlu, Feuillères, Hem-Monacu, Combles, Eclusier-Vaux, Flers, Ginchy, Gueudecourt, Guillemont, Hardecourt au bois, Longueval, Maricourt, Maurepas, Mautauban de Picardie, Rancourt et Sailly-Saillisel sont alimentées par le captage de CURLU.

Les périmètres de protection rapprochée et éloignée s'étendent sur le territoire des communes de Curlu, Hardecourt-aux-Bois et Maricourt.

La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 20 novembre 1998, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- le Syndicat Intercommunal d'Eau Potable du Santerre. Les communes de Barleux, Eterpigny, Flaucourt, Herbécourt et Villers-Carbonnel sont alimentées par le champ captant de MORCHAIN.

Les périmètres de protection ne s'étendent pas sur le territoire de la communauté de Communes. La déclaration d'utilité publique (DUP), a été arrêtée le 05 juin 2000.

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Vallée de l'Omignon, qui a confié leur exploitation à la SAUR. La commune de Devise est alimentée par le captage d'ATHIES.

Les périmètres de protection ne s'étendent pas sur le territoire de la communauté de Communes. La déclaration d'utilité publique (DUP), a été arrêtée le 17 décembre 1990.

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Lesboeufs – Morval (62). La commune de Lesboeufs est alimentée par le captage de MORVAL (62).

Les périmètres de protection ne s'étendent pas sur le territoire de la communauté de Communes. La déclaration d'utilité publique (DUP), a été arrêtée le 14 novembre 2003.

- La commune d'Etricourt-Manancourt. La commune d'Etricourt-Manancourt, en régie communale, est alimentée par le captage communal situé à Ytres (62). Celui-ci est suivi sanitairement par la Délégation Départementale du Pas-de-Calais (62).

Les périmètres de protection ne s'étendent pas sur le territoire de la communauté de Communes.

- la commune de Moislains. La commune de Moislains, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Moislains. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 23 août 1989, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune de Bouchavesnes-Bergen, en régie communale, est alimentée par le captage de Moislains.

- la commune de Brie. La commune de Brie, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Brie. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 30 octobre 2000, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune de Mesnil-Bruntel, en régie communale, est alimentée par le captage de Brie.

- la commune de Buire-Courcelles. La commune de Buire-Courcelles, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Brie. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 28 décembre 1998, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune de Bussu. La commune de Bussu, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Bussu. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 27 mars 2006, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune de Cartigny. La commune de Cartigny, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Cartigny. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 03 octobre 1997, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune d'Equancourt. La commune d'Equancourt, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune d'Equancourt. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 03 octobre 1997, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

- la commune de Guyencourt-Saulcourt. La commune de Guyencourt-Saulcourt, en régie communale, est alimentée par le captage communal.

Les périmètres de protection s'étendent sur le territoire de la commune de Guyencourt-Saulcourt. La déclaration d'utilité publique (DUP), arrêtée le 23 janvier 1997, est disponible en pièce jointe. L'ARS portera attention à la cohérence entre la DUP et le PLUi.

D'après le contrôle sanitaire réalisé par l'ARS en 2016, l'eau destinée à la consommation humaine est de bonne qualité bactériologique et physico-chimique sur le territoire de la communauté de communes, hormis les communes de Brie et Mesnil-Bruntel dont la concentration moyenne en nitrates de l'eau distribuée est supérieure à la limite de qualité.

Les fiches info-factures de la qualité de l'eau distribuée de chaque unité de distribution sont disponibles en pièces jointes.

L'ARS rappelle que les constructions ne sont autorisées que dans les zones urbaines et à urbaniser à court terme (1AU) (zone disposant de réseaux de capacité suffisante). De façon générale, les périmètres de protection immédiat et rapproché sont classés préférentiellement en zone naturelle N.

Volet « assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales »

- Eaux usées :

L'éviction d'effets nocifs issus des déchets humains et d'activités est un enjeu fort de santé publique.

Les annexes graphiques du PLUi, doivent comprendre, à titre informatif, les servitudes d'utilité publique afférentes à l'assainissement des eaux usées ainsi que les schémas des réseaux d'assainissement (schéma d'assainissement collectif et zonage d'assainissement) existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour les stations d'épuration des eaux usées (art. R.123-14 CU).

La cohérence du zonage d'assainissement avec le PLUi doit être vérifiée. Le règlement permet de définir les modalités de raccordement au réseau d'assainissement collectif ainsi que les modalités de réalisation de l'assainissement non collectif. La commune peut également fixer des prescriptions techniques concernant l'étude de sols et le choix de la filière lors de la mise en œuvre d'un assainissement non collectif (art. L.2224-8 CGCT)

L'ARS rappelle que les constructions ne sont autorisées que dans les zones urbaines et à urbaniser à court terme (1AU) (zone disposant de réseaux de capacité suffisante). D'après l'arrêté du 22 juin 2007[5] : « les ouvrages [d'assainissement] doivent être implantés à une distance des captages d'eau publics ou privés et puits déclarés comme utilisés pour l'alimentation humaine telle que le risque de contamination soit exclu ». Par ailleurs, l'ARS préconise le respect d'une distance d'éloignement supérieure à 100 m entre la station d'épuration et les habitations, de manière à préserver les habitants et les établissements recevant du public des nuisances auditives et olfactives[6].

- Eaux pluviales :

Le diagnostic inclus dans le rapport de présentation du PLUi identifie les enjeux liés aux eaux pluviales sur le territoire. En effet, dans les secteurs où le ruissellement est important et peut générer un risque pour la sécurité des habitants, des mesures de prévention ou d'évitement doivent être envisagées dans les zones à risque préalablement identifiées.

D'après l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, le règlement peut alors prévoir un certain nombre de mesures : la fixation d'une surface minimale non imperméabilisées ou éco-aménageables, l'installation de noues plantées ou de haies bocagères… Le zonage des eaux pluviales (art. L.2224-10 CGCT) devra être ajouté, à titre informatif, dans les annexes sanitaires.

En cas de réutilisation des eaux de pluie, le PLUi devra indiquer les prescriptions de l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments[7].

[5] Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.
[6] Circulaire n° 97-31 du 17/02/97 relative à l'assainissement collectif de communes-ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/jour (2000 EH)
[7] http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/plaquette_systemes_eau_pluie_batiment_aout_2009.pdf

Volet « bruit »

Le bruit peut altérer, notamment en ville, la qualité de vie : stress, perturbation du sommeil... et affecter l'ensemble de l'organisme (désordres cardiovasculaires, effets sur le système endocrinien...). L'OMS a défini des valeurs guides pour les zones résidentielles[8] (50 dB(A) pour une gêne moyenne, 55 dB(A) pour une gêne sérieuse et 40 dB(A) en nocturne).

La directive 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement prévoit l'élaboration de deux outils : **la carte de bruit** et le **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement** (PPBE)[9]. La carte évalue globalement l'exposition au bruit dans l'environnement. Le PPBE, quant à lui, tend à prévenir les effets du bruit et à réduire si nécessaire les niveaux de bruit et à protéger les zones calmes (art. L.572-6 CE). Il est obligatoire notamment pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants (art. L.572-2 et 3 CE). Par ailleurs, les collectivités territoriales proches d'un aérodrome doivent mettre en place un plan d'exposition au bruit (PEB) afin d'identifier les zones exposées au bruit des aéronefs. L'extension de l'urbanisation et la création ou l'extension d'équipements publics sont interdites selon l'exposition des zones. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les dispositions du PEB (art. L.147-1 à 5 CU).

Les documents d'urbanisme sont l'occasion d'orienter la politique territoriale vers la prévention des risques liés au bruit[10]. En référence à la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU), ce projet doit assurer la réduction des nuisances sonores et la prévention des pollutions et des nuisances de toute nature (art. L.121-1 CU). Il faut noter que notre service n'a pas reçu de plaintes concernant des nuisances sonores.

Afin d'établir un état initial de l'exposition au bruit des habitants, la collectivité peut faire réaliser des campagnes de mesures, en prenant soin en amont de vérifier la représentativité des données issues du plan d'échantillonnage. Elle peut s'aider du guide « Plan Local d'urbanisme et Bruit ». Le PDU ou l'organisation de la mobilité peuvent avoir des incidences sur l'exposition au bruit de la population. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) peut également prendre en compte la thématique bruit dans les projets d'infrastructures nouvelles (transport, bruit de chantier...).

Le règlement du PLUi est l'outil permettant de prescrire par exemple des mesures de gestion des zones d'habitat le long des infrastructures bruyantes routières et ferroviaires ou proche d'une activité bruyante (distance, hauteur des bâtiments, gestion des abords, préservation d'un secteur calme...). Ces mesures peuvent ensuite être traduites dans le zonage.

L'ARS soulève l'importance de porter attention à la juxtaposition de zones acoustiquement incompatibles.

Si les communes sont concernées par un projet d'éoliennes, l'ARS demande d'assurer une distance d'au moins **500 m** par rapport aux limites de zones urbanisables existantes ou futures (loi Grenelle II - ICPE).

[8] http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0017/43316/E92845.pdf

[9] http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_pour_l_elaboration_des_PPBE_-_ADEME_-_2008-2.pdf

[10] Guide « Plan Local d'urbanisme et Bruit – la boîte à outils de l'aménageur » : http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf

Volet « Eaux de baignade/loisirs »

Afin de maintenir la qualité des eaux de baignade, la collectivité peut anticiper et agir sur les sources de pollution liées à l'utilisation des sols et qui impactent la qualité de l'eau, à l'aide de ses documents d'urbanisme.

Le territoire de la Communauté de Communes Haute Somme ne comporte pas de zone de baignade.

Volet « sites et sols pollués »

Avant tout projet d'aménagement, il convient de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage futur du site. Pour ce faire, le guide relatif aux « modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués »[11] est un outil d'aide à la décision à l'attention des collectivités. Le changement d'usage de ces sols doit être compatible avec l'usage prévu conformément aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués définis dans les circulaires du 8 février 2007. Par ailleurs, celle relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissement accueillant des populations sensibles (établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants) indique que leur construction doit être évitée sur les sites pollués.

Le PLUi doit identifier, dans son état initial, les sites et sols pollués du territoire. Le recensement peut se faire à l'aide de deux bases de données accessibles sur internet :

- **BASOL** qui inventorie les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics (http://basol.developpement-durable.gouv.fr/);
- **BASIAS** qui inventorie les sites industriels et activités de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante (http://basias.brgm.fr/).

Il est également important que la collectivité se réfère aux données documentaires et historiques.

D'après la base de données BASOL, le territoire de la Communauté de Communes Haute Somme présente deux sites et sol pollué. Le site de DMS, qui est recensé sur le territoire de la commune de Biaches et le site FFM (ex Filature Française de Mohair) qui est recensé sur le territoire de la commune de Péronne (fiche BASOL en pièce jointe).

D'après la base de données BASIAS, 255 sites sont recensés sur le territoire de la Communauté de Communes Haute Somme (liste en Pièce Jointe).

D'après l'article L.515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur des terrains pollués (site d'une installation polluante, emprise d'un site de stockage de déchets…). Le règlement du PLUi peut prévoir alors de restreindre l'usage des sols dans les zones potentiellement polluées.

L'ARS vérifiera la cohérence entre les aménagements projetés et la nature des sols pollués.

[11] http://www.developpement-durable.gouv.fr/Note-du-8-fevrier-2007-Sites-et.html

Volet « ICPE – bâtiments d'élevage »

L'enjeu principal lié aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) concerne les nuisances engendrées par leur présence et les risques sanitaires associés, notamment lors de l'implantation de bâtiments résidentielles ou sensibles à proximité d'une ICPE.

Les **distances d'éloignement** des ICPE varient en fonction de leur régime (déclaration, enregistrement, autorisation). Les exploitations agricoles, selon le nombre d'animaux, peuvent être soumises au règlement sanitaire départemental (RSD) ou à la règlementation ICPE. Les conditions d'implantation ou d'extension des bâtiments sont alors différentes vis-à-vis des habitations.

Par ailleurs, il existe des servitudes d'utilité publique autour des ICPE soumises à des dangers d'explosion ou d'émanation de produits nocifs.

Le recensement du nombre d'ICPE et de bâtiments d'élevage soumis au RSD sur le territoire de la Communauté de Communes du Grand Roye doit figurer dans l'état initial du document d'urbanisme.

Le PLUi peut alors permettre d'éloigner les constructions futures des ICPE existantes et d'imposer ses prescriptions réglementaires.

Volet « habitat dégradé »

Les politiques urbaines ont vocation à répondre aux besoins des habitants actuels et futurs en matière d'accès au logement décent et de lutte contre la vacance des logements existants. La notion de logement décent est définie par le Code de la construction et de l'habitation. Elle relève du droit privé. Par contre, le maire est compétent en matière d'habitat indigne défini dans la loi de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009.

Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat peuvent être précisées dans un programme local de l'habitat (PLH). L'élaboration ou la révision du PLUi doit être compatible aux dispositions du PLH si celui-ci existe.

Le règlement du PLUi peut par exemple, fixer une taille minimum de logements ou prévoir la démolition dans les secteurs les plus dégradés.

Volet « champs électromagnétiques »

- Lignes haute tension (HT) et très haute tension (THT)

Le transport d'électricité peut générer des risques sérieux pour la sécurité des usagers en cas de rupture des dispositifs. Une cartographie des réseaux des lignes électriques peut être intégrée à l'état initial du PLUi.

Le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) met à la disposition des maires un service d'information et de mesures. Les collectivités ont la possibilité de faire évaluer les niveaux de champs magnétiques 50 Hz en environnement résidentiel et bénéficier d'une information adaptée à l'environnement de leur commune[12].

Des servitudes, annexées au PLUi, peuvent être instituées de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer (cf. décret n°70-492 du 11 Juin 1970). Par ailleurs, la pose de nouvelles lignes électriques aériennes, notamment d'une tension inférieure à 63 000 volts, est interdite dans les zones d'habitat dense (art. L. 582-1 CE). Il faudra préférer alors l'enfouissement à travers l'OAP.

L'instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité recommande aux gestionnaires d'établissements et aux autorités compétentes en matière d'urbanisme de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles (hôpitaux, crèches, écoles...) dans des zones exposées à un champ magnétique supérieur à 1 µTesla.

Par ailleurs, l'avis du 29 mars 2010 de l'AFSSET stipule « qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions et de limiter les expositions. Cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public (hôpitaux, écoles...) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes et enfants) d'au minimum 100 m de part et d'autre des lignes de transports d'électricité à très hautes tensions. Corrélativement, les futures implantations des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions devront être écartées de la même distance des mêmes établissements. Cette zone peut être réduite en cas d'enfouissement de la ligne. L'AFSSET remarque que les dispositions législatives et réglementaires ont certes déjà été prises pour limiter les constructions à proximité de lignes de transport d'électricité à très hautes tensions en créant des servitudes d'utilité publique (loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, décret du 19 août 2004) mais celles-ci visent uniquement des considérations de gestion de lignes ».

- Relais de radiotéléphonie

L'ARS rappelle le décret n°2002-775 relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

La construction d'antennes-relais est soumise aux dispositions du PLUi, qui peut prévoir des limitations à leur implantation, à condition de le justifier dans son rapport de présentation (cf. arrêt du Conseil d'Etat n°350380 du 17/07/2013).

L'ARS n'a pas recensé de plaintes de riverains concernant une gêne due à la présence d'antennes-relais.

[12] http://www.rte-france.com/uploads/media/pdf_zip/cem/Mesure_CEM_HT-THT.pdf

Les impacts positifs de l'urbanisme sur la santé peuvent s'observer à travers la promotion de comportements ou de styles de vie sains des individus. Ainsi, grâce à l'installation d'équipements et d'infrastructures adaptés et accessibles à tous, la collectivité favorise l'activité physique ainsi que la non sédentarité (espaces cyclables, chemins piétons…) et incite à une alimentation saine (commerces de proximité, jardins familiaux).

- Alimentation – agriculture de proximité

La préservation des espaces agricoles constitue l'un des objectifs des documents d'urbanisme réglementaire. Le rapport de présentation peut être l'objet d'un diagnostic de l'agriculture de proximité et notifier la présence de jardins partagés sur le territoire de la Communauté de Communes.

Quelques outils sont également à la disposition des collectivités – la zone agricole protégée (ZAP) ou le périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) – et doivent être compatibles avec les schémas à plus grande échelle.

Le PADD est l'occasion de proposer des projets de développement en faveur d'une agriculture de proximité et de création de jardins partagés.

- Activités physiques et accès à la ville pour tous

La mobilité douce (marche, vélo…) peut permettre notamment de prévenir les maladies cardiovasculaires et de lutter contre l'obésité. Elle représente donc un enjeu fort de santé publique. Les documents d'urbanisme constituent une opportunité de favoriser la mobilité douce.

L'ARS conseille alors d'aménager des pistes cyclables en privilégiant les pistes séparées des flux d'automobiles pour des raisons de sécurité et pour limiter l'exposition des cyclistes aux pollutions atmosphériques[13]. Le Plan de Déplacement Urbain permet alors de mettre en place un réseau cyclable, d'établir un plan piéton… (art. L.1214-2 code du transport).

Par ailleurs, la présence d'espaces publics de type espaces verts, parcs, étangs… ainsi que leur proximité incite aux pratiques de sport et de détente. L'OMS estime qu'environ 12m² d'espaces verts de proximité (à moins de 300m de distance du logement) par habitant en zone agglomérée sont nécessaires.

Le règlement du PLUi peut éventuellement prévoir l'installation d'équipements collectifs en zones N (art. R.123-8 CU), la fixation d'emplacements réservés (art. L.123-1-5 CU) ou encore la fixation des obligations minimales de stationnement pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux (art. L.123-1-12 CU)…

- Cohésion sociale et équité

Afin de limiter les inégalités sociales de santé et créer une réelle cohésion sociale dans la commune, la collectivité peut chercher à favoriser la mixité sociale et générationnelle à travers la diversification de l'offre d'accès au logement, sa répartition équitable et de la diversité de la taille des logements.

Le PLUi est l'occasion de favoriser la mixité fonctionnelle (logements, services, équipements…).

[13] http://www.airparif.asso.fr/airparif/pdf/Rvelo_20090217.pdf

Si la Communauté de Communes Haute Somme souhaite intégrer et évoluer sur certaines de ces thématiques (diminution des pollutions de l'air et de l'eau, lutte contre le changement climatique...), elle peut inscrire ses stratégies de développement urbain dans le PADD.

L'ARS rendra un avis sanitaire sur le document final dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale (décret n°2011-210 du 24 février 2011).

Guides à la disposition des collectivités afin d'agir pour un urbanisme favorable à la santé

A'urba, 2015. Guide PLU et santé environnementale. *Agence d'urbanisme a'urba de Bordeaux métropole Aquitaine, avec la collaboration de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine*. Mai 2015. 168 p. Disponible sur : http://www.aurba.org/Etudes/Themes/Environnement/Guide-PLU-et-sante-environnementale [consulté le 29/06/2015]

CERTU & ADEME, 2008. Agir contre l'effet de serre, la pollution de l'air et le bruit dans les plans de déplacements urbains (PDU). Approches et méthodes. *Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques & Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Energies*. Juin 2008. 90 p. Disponible sur : https://documentation.ensg.eu/index.php?lvl=publisher_see&id=4304 [consulté le 29/06/2015]

ROUE-LE GALL, A., LE GALL J., POTELON J.L., CUZIN Y., 2014. Agir pour un urbanisme favorable à la santé, concepts & outils – guide EHESP/DGS. *Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique et Direction Générale de la Santé*. 2014. 191 p. ISBN 2-999-000-25 Disponible sur : http://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2014/09/guide-agir-urbanisme-sante-2014-v2-opt.pdf [consulté le 29/06/2015]

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme

Direction départementale des
affaires sanitaires et sociales
de la Somme

Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne

Autorisation de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine.

Autorisation d'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection du champ captant situé sur le territoire de la commune de TINCOURT-BOUCLY.

ARRÊTÉ DU 19 DEC. 2005

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les délibérations du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne en date du 5 juin 2003 sollicitant :

- l'autorisation de réaliser les travaux nécessaires au prélèvement d'eau dans la nappe de la craie pour un débit horaire de 100 m3/h sur la commune de Tincourt-Boucly, parcelles cadastrées section R1 n°188 et n°27 ;
- l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée aux fins de la consommation humaine pour un volume de 1700 m^3/j ;
- la déclaration d'utilité publique des prélèvements et des périmètres de protection.

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1321-2 et L.1321-3 ;

VU l'article L.215.13 du Code de l'environnement ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'urbanisme ;

3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 89 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39 - Email dd80-direction@sante.gouv.fr
Ouverture au public du lundi au vendredi de 9h15 à 11h45 et de 13h45 à 16h15 - Possibilité de R.V en dehors de ces heures.

VU le Code Rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 31 mars 2003;

VU la consultation des administrations (le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne, la commune de Tincourt-Boucly, la Mission Interministérielle des Services de l'Eau (MISE), la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, la Direction Régionale de l'Environnement, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, la Chambre d'Agriculture de la Somme, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Péronne.

VU l'avis des conseils municipaux des communes de Tincourt-Boucly, Longavesnes et Templeux la Fosse ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées 30 juin 2005 au 29 juillet 2005 inclus sur les communes de Tincourt-Boucly, Longavesnes et Templeux la Fosse conformément à l'arrêté préfectoral en date du10 juin 2005 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grevés de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire enquêteur le 25 août 2005 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de Péronne en date du 31 août 2005 ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 3 novembre 2005 ;

VU l'avis émis par la Commission Environnement Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 21 novembre 2005 ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er.- Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée autour des captages d'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne situés à TINCOURT-BOUCLY, définis par les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- Autorisations

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par les forages situés sur le territoire de la commune de TINCOURT-BOUCLY, au titre de la rubrique 1.10, et décrits comme suit :

Références cadastrales	Indice de classement national	Coordonnées LAMBERT II	Caractéristiques de l'ouvrage
R 188	A déterminer	X = 650,337 km Y = 2550,405 km Z = 80 m NGF	profondeur 43 m diamètre utile 790 mm
R 29	A déterminer	X = 650,548 km Y = 2550,113 km Z = 81 m NGF	profondeur 43 m diamètre utile 300 mm

Article 3.- Les prélèvements d'eau par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne ne pourront excéder 100 mètres cubes par heure sur F1 et 50 mètres cubes par heure sur F2, ni 100 m3/h sur l'ensemble des deux forages et 1700 mètres cubes par jour au total.

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser l'ouvrage susvisé par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 5 juin 2003, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Il devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- Conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement, l'ouvrage devra être pourvu des moyens de mesure appropriés ; l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver 3 ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de la Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Les ouvrage seront par ailleurs équipés de telle sorte que la mesure des niveaux de la nappe puisse y être faite ; l'ensemble des relevés, ainsi que les conditions de prise de niveau, seront mis à la disposition de la Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Conformément à l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne à l'ouvrage, à son mode d'exploitation et à son affectation, de nature à entraîner un changement notable des éléments, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Article.6- Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne est autorisé à utiliser et distribuer l'eau prélevée en vue de la consommation humaine. Les eaux pompées subiront, avant distribution, un traitement de chloration.

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique; le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement, seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme.

Article 7.- INTERDICTIONS ET RÉGLEMENTATIONS AU SEIN DES PÉRIMETRES.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour du champ captant, sur la base d'un volume journalier de 1700 mètres cubes.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

1°) Périmètre de protection immédiate.

Les parcelles, **section R numéro 29 et 188 de la commune de TINCOURT-BOUCLY**, constitueront les périmètres de protection immédiate. Elles devront être propriété du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne.

Les périmètres de protection immédiate seront clos jusqu'à une hauteur de 2 mètres conformément au plan fourni au dossier de demande d'autorisation, sa surface pourra être plantée d'arbres.

Il est interdit dans ces périmètres le stockage de matériels et matériaux même réputés inertes.

Dans le cas où un transformateur électrique équiperait le captage, on veillera à sa comptabilité avec le règlement sanitaire.

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- Tout épandage d'engrais, produits chimiques ou phytosanitaires.
- L'accès aux personnes non mandatées par le propriétaire du captage. Cet accès est réservé à l'entretien du captage et de la surface du périmètre de protection immédiate.
- Toute activité autre que celles liées à l'exploitation et à l'entretien normal des installations.

2°) **Périmètre de protection rapprochée.**

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- le forage de nouveaux puits, sauf ceux nécessaires à la surveillance de la qualité du présent champ captant;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;
- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;
- l'épandage de sous-produits urbains (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l' alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;
- l'implantation de bâtiments d'élevage ;
- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;
- la création ou l'agrandissement de cimetière ;
- la réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d' importantes surfaces imperméabilisées ;
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau;
- la construction de nouvelles voies de communication à grande circulation ;

- le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés ; dans ce cas, une notice (ou étude d'impact préalable) précisera les conditions conservatoires;

- la création de mares et d'étangs ;

- toute activité industrielle nouvelle ;

A l'intérieur de ce périmètre sont REGLEMENTES comme suit les activités, aménagements... suivants :

- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraine,

- le pacage des animaux ne doit pas entraîner la destruction de la couverture végétale ;

- les abreuvoirs ou abris destinés au bétail sont à implanter, sur leurs parcelles respectives, au point le plus éloigné du captage ;

- la modification des voies de communication existantes est subordonnée à la réalisation des aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

3°) **Périmètre de protection éloignée** :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais et lisiers sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux. Cette limitation résultera du respect des règles agronomiques. Elle tiendra compte des reliquats azotés et conduira à la mise en application du code de bonne pratique agricole.

Article 8.- TRAVAUX ET MESURES COMPENSATOIRES

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne devra réaliser les opérations suivantes :

- installation d'un dispositif anti-intrusif dans chaque chambre de captage permettant de donner l'alerte en temps réel en cas d'intrusion intempestive ;
- rebouchage du forage de reconnaissance FE1 ;
- réalisation d'une analyse physico-chimique complète (type CEE) et d'une analyse microbiologique sur l'eau de chaque forage définitif .

De même, le rythme des prélèvements devra être adaptés en période d'étiage sévère de la nappe.

L'ensemble de ces travaux devront être réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, ou leurs représentants. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Article 9 .- .- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5, 6 et 7 dans le délai d'un an.

Article 10.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera appréciée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné par le préfet, et aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 11.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 12.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 7 à 10 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 13.- Les dispositions du présent arrêté seront annexées aux Plans locaux d'Urbanismes (PLU), s'ils existent, des communes de TINCOURT-BOUCLY, LONGAVESNES et TEMPLEUX LA FOSSE concernées par l'emprise des périmètres de protection : en l'absence d'un tel document d'urbanisme, les dispositions sus citées devront être prises en compte lors de leurs élaborations.

Article 14.- Le présent arrêté sera :

- notifié par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la Conservation des Hypothèques de Péronne dans un délai maximal de 3 mois;

- publié sous forme d'avis dans « Le Courrier Picard » et « l'Action Agricole Picarde » dans le mois qui suit sa notification au pétitionnaire ;

- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairie de TINCOURT-BOUCLY, LONGAVESNES et TEMPLEUX LA FOSSE pendant une durée de deux mois. Les certificats d'affichage en mairies attesteront de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 15.- La Secrétaire Générale de la Préfecture, la sous-préfète de Péronne, le président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Cologne, les Maires des communes de TINCOURT-BOUCLY, LONGAVESNES et TEMPLEUX LA FOSSE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation :

P/ Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Ingénieur du Génie Sanitaire,

Jean-louis LEMAIRE

Amiens, le 2 DEC. 01

Le Préfet

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale,

Marcelle PIERROT

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

S.A.E.P. du VERMANDOIS.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage syndical
sis sur le territoire de la
commune de BERNES.

Arrêté du - 6 OCT. 1994

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

.../...

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du S.A.E.P. du VERMANDOIS en date du 23 septembre 1992 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de BERNES et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de décembre 1992 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 8 février 1994 au 9 mars 1994 inclus dans la commune de BERNES conformément à l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 1994 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

.../...

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 10 mars 1994 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 25 mai 1994 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 4 juillet 1994 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappe situées sur le territoire de la commune de BERNES destinées à l'alimentation en eau potable du S.A.E.P. du VERMANDOIS et du S.A.E.P. de VRAIGNES EN VERMANDOIS et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan annexé au présent arrêté et l'état parcellaire annexé au dossier d'enquête publique sont déclarés d'utilité publique.

Article 2.- Le S.A.E.P. du VERMANDOIS est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de BERNES.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par le S.A.E.P. du VERMANDOIS ne pourra excéder 16,7 litres par seconde, ni 1440 mètres cubes par jour.

.../...

Le S.A.E.P. du VERMANDOIS devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le S.A.E.P. du VERMANDOIS devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris par le S.A.E.P. du VERMANDOIS dans sa délibération du 23 septembre 1993, le S.A.E.P. du VERMANDOIS devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan annexé au présent arrêté et de l'état parcellaire annexé au dossier d'enquête publique.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètres de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra rester propriété du S.A.E.P. du VERMANDOIS.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètres de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- l'implantation de bâtiment d'élevage ;

- le camping et le stationnement de caravanes ;

- la création de décharge ou de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- le déversement dans les eaux souterraines de façon directe (puits perdu, puits filtrant, forages ou galeries de captage désaffectés, excavation naturelle ou artificielle) ou indirecte (épandage à la surface du sol) de tous les effluents de quelque nature qu'ils soient (eaux usées, détergents, liquides radioactifs, hydrocarbures, etc...) ;

- l'épandage ou l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et des matières de vidange ;

- les dépôts et stockages de fumiers, purins, lisiers, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- la création de mares et d'étangs ;

- le creusement de puits perdus ou infiltrants et de puisards ;

- l'installation de constructions superficielles ou souterraines, insalubres ou incommodes, qu'elles soient ou non classées dans la nomenclature, même provisoires ;

- l'installation de canalisations, de réservoirs et de dépôts d'hydrocarbures ou produits chimiques polluants ;

- l'implantation de nouveaux ouvrages de transport ou de traitement des eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- la réalisation de bassins pour infiltrer les eaux routières et de bassins d'orages ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- les constructions d'habitations ;

- l'ouverture et l'exploitation de gravières ou carrières ;

- le retournement des prairies permanentes ;

- la création de golf ;

- le pacage permanent des animaux (élevage à l'embouche) ;

- le déboisement.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- les transports de produits de nature à polluer les eaux ;

- les canalisations d'eaux usées domestiques et d'ouvrages annexes existants devront être parfaitement étanches ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- l'épandage d'engrais organiques et chimiques qui sera limité aux stricts besoins de fertilisation des sols ;

- l'utilisation des produits phytosanitaires qui seront épandus en respectant les doses prescrites à l'hectare et les précautions de manipulations ;

- le stockage des matières fermentescibles destinées ou non à l'alimentation du bétail (silo) devra être implanté sur aires étanches avec une fosse de récupération des jus ;

- les excavations à condition qu'elles soient temporaires et remblayées avec les matériaux extraits ou avec un autre matériau mais inerte et non polluant ;

- le forage de puits agricoles ou pour l'alimentation d'une collectivité sera soumis à avis d'un hydrogéo-logue agréé en matière d'hygiène publique ;

- la construction ou la modification des voies de communications à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- le drainage agricole : les eaux devront être évacuées en dehors du périmètre rapproché ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

En outre, le S.A.E.P. du VERMANDOIS devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

  - création d'un merlon de terre par remblaiement ;

  - étanchéité de la terrasse.

* Périmètre de protection rapprochée :

  - création d'un fossé de récupération et d'évacuation des eaux de ruissellement.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Président du S.A.E.P. du VERMANDOIS et signé par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

.../...

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la conservation des hypothèques du Département de la Somme ;

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairie de BERNES pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en Mairie de BERNES attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

.../...

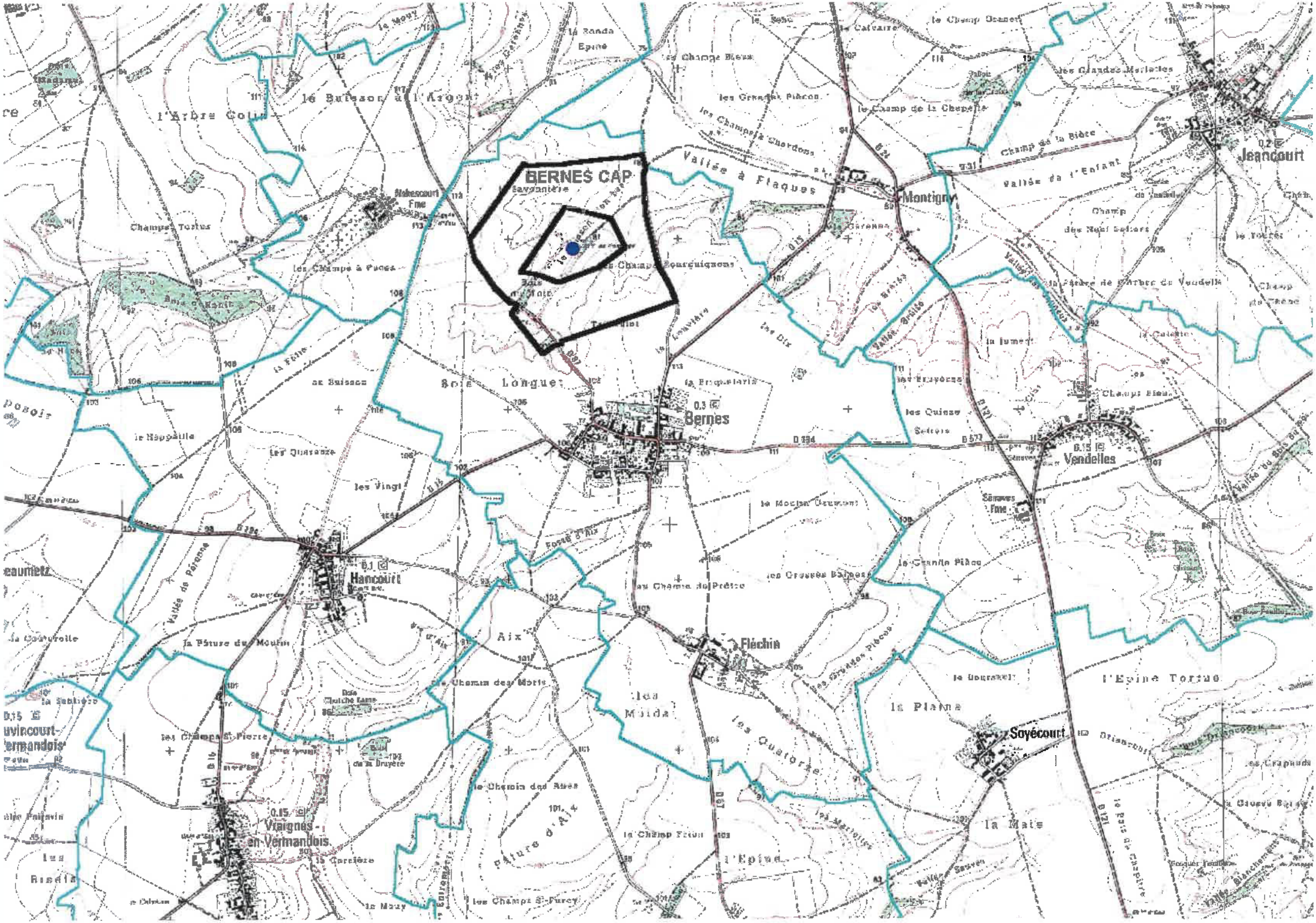
Article 3.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de l'arrondissement de PERONNE, le Président du S.A.E.P. du VERMANDOIS, le Maire de BERNES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le - 6 OCT. 1994

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

PREFECTURE DE LA SOMME

Francis SPITZER


BERNES CAP
Bernes
Montigny
Jeancourt
Vendelles
Hancourt
Fléchin
Soyécourt
Vraignes-en-Vermandois
Aix
Longue
Les Moids
l'Epine
la Plaine
la Mare
l'Epine Tortue

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016
Communes de : Bernes, Hervilly, Hesbécourt, Marquaix, Poeuilly, Tincourt-Boucly

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de BERNES.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat du VERMANDOIS qui a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR**.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 11 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticides n'a été détectée lors de la dernière recherche.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 35.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 37.5 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.17 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 12.1 µg/l**

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Bouvincourt en Vermandois, Hancourt, Estrées-Mons, Vraignes en Vermandois

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de BERNES.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de VRAIGNES EN VERMANDOIS qui exploite lui-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 6 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticides n'a été détectée lors de la dernière recherche effectuée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 35.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 37.5 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.17 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 13.1µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE
ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

[illegible] TION DÉPARTEMENTALE
[illegible] AIRES SANITAIRES ET SOCIALES
[illegible] SOMME

ille de PÉRONNE

utorisation de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine.

utorisation d'utilisation de l'eau en vue de la onsommation humaine.

éclaration d'utilité publique des travaux de dérivation es eaux et d'établissement des périmètres de protection u champ captant situé sur le territoire de la commune de RIENCOURT.

ARRÊTÉ DU 15 [illegible]

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1321-2 et L.1321-3 et R 1321-1 à R-1321-66 ;

VU l'article L.215.13 du Code de l'environnement ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 93.742, complété et modifié par le décret du 12 septembre 2003, et 93.743 du 29 mars 1993, , relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique ;

3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 89 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39
Ouverture au Public du Lundi au Vendredi de 9h15 à 11h45 et de 13h45 à 16h15 - Possibilité de R.V en dehors de ces heures.

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, en ses dispositions maintenues ;

VU le décret n° 2004 –374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune de PÉRONNE en date du 22 février 2001 sollicitant :

- l'autorisation de réaliser les travaux nécessaires au prélèvement d'eau dans la nappe de la craie à un débit maximal de 350 m^3/h sur la commune de DRIENCOURT, parcelle cadastrée section B, numéro 143 ;
- l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée aux fins de la consommation humaine pour un débit journalier de 4500 m^3 ;
- la déclaration d'utilité publique des prélèvements et des périmètres de protection.

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 12 janvier 2002;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Direction Régionale de l'Environnement, Agence de l'Eau, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 24 novembre 2003 au 19 décembre 2003 inclus dans les communes de DRIENCOURT, BUIRE-COURCELLES, TEMPLEUX-LA-FOSSE ET TINCOURT-BOUCLY. conformément à l'arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2003 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grevés de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire enquêteur le 26 mars 2004 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 18 juin 2004;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 5 juillet 2004 ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er.- Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de PERONNE situé à DRIENCOURT, définis par les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 2.- Autorisations

La commune de PERONNE est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par un point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de DRIENCOURT, au titre de la rubrique 1.1.1, et décrits comme suit :

Références cadastrales	Indice de classement national	Coordonnées LAMBERT I	Caractéristiques de l'ouvrage
Section B Parcelle n° 143	00486X0110 (F1)	X = 648,640 km Y = 1250,080 km Z = 78,41 m NGF	profondeur 36 m diamètre utile 500 mm
Section B Parcelle n° 143	00486X0111 (F2)	X = 648,710 km Y = 1250,093 km Z = 79,48 m NGF	profondeur 36,50 m diamètre utile 500 mm

Article 3.- Les prélèvements d'eau par la commune de PERONNE ne pourront excéder 350 mètres cubes par heure. Les volumes prélevés ne pourront excéder 4500 mètres cubes par jour .

La commune de PERONNE devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de PERONNE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 22 février 2001, la commune de PERONNE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- Conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement, les ouvrages devront être pourvus des moyens de mesure appropriés ; l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver 3 ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de la Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Les ouvrages seront par ailleurs équipés de telle sorte que la mesure des niveaux de la nappe puisse y être faite ; l'ensemble des relevés, ainsi que les conditions de prise de niveau, seront mis à la disposition de Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Conformément à l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée, par la commune de PERONNE , aux différents ouvrages, à leurs modes d'exploitation et à leurs affectations, de nature à entraîner un changement notable des éléments, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Mission Inter-services de l'Eau (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme).

Article.6- La commune de PERONNE est autorisée à utiliser et distribuer l'eau prélevée en vue de la consommation humaine. Les eaux pompées subiront, avant distribution, un traitement de désinfection au chlore gazeux.

Les eaux devront répondre aux références et limites de qualité fixées par le Code de la Santé Publique; le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement, sera assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme.

Article 7.- INTERDICTIONS ET RÉGLEMENTATIONS AU SEIN DES PÉRIMETRES.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour du champ captant, sur la base d'un volume journalier de 4500 mètres cubes.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle, **section B numéro 143 de la commune de DRIENCOURT**, constituera le périmètre de protection immédiate. Elle devra être propriété de la commune de PERONNE .

Le périmètre de protection immédiat sera clos jusqu'à une hauteur de 2 mètres conformément au plan fourni au dossier de demande d'autorisation, sa surface pourra être plantée d'arbres. Un dispositif anti-intrusif sera installé dans la chambre de captage permettant de donner l'alerte en temps réel en cas d'intrusion intempestive.

A l'intérieur de ce périmètre est INTERDITE toute activité autre que celles nécessitées par l'exploitation et l'entretien des installations. En particulier, tout épandage d'engrais, produit chimique ou phytosanitaire y est interdit. L'accès du périmètre de protection immédiate est interdit aux personnes non mandatées par le propriétaire du captage. Est interdit dans ce périmètre le stockage de matériel et matériaux même réputés inertes.
Le transformateur électrique qui équipera les captages devra être compatible avec le règlement sanitaire. La surface de ce périmètre sera plantée d'arbres.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- les forages et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ; pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l' alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la construction de nouvelles voies de communication à grande circulation;

- le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés ; dans ce cas, une notice (ou étude d'impact préalable) précisera les conditions conservatoires;

- la création de mares et d'étangs ;

- toute activité industrielle nouvelle ;

- la réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d' importantes surfaces imperméabilisées ;

A l'intérieur de ce périmètre sont REGLEMENTES :

- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ;

- le pacage des animaux ne doit pas entraîner la destruction de la couverture végétale ;
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter, sur leurs parcelles respectives, au point le plus éloigné du captage) ;

- des aires de stockage exclusif de récoltes pourront être aménagées avec des matériaux inertes, implantées au point le plus éloigné de leur parcelle par rapport au captage ;

- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation ;

3°) **Périmètre de protection éloignée :**

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais et lisiers sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux. Cette limitation résultera du respect des règles agronomiques. Elle tiendra compte des reliquats azotés et conduira à la mise en application du code de bonne pratique agricole. En cas de problème rencontré, une concertation avec les représentants de la Chambre d'Agriculture, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et de l'Agence de l'Eau sera nécessaire.

Article 8.- TRAVAUX ET MESURES COMPENSATOIRES

La commune de PERONNE devra assurer la pérennisation des piézomètres réalisés dans le cadre des études d'implantation afin de permettre d'y effectuer un suivi piézométrique et hydrochimique. A cette fin, des massifs en maçonnerie seront réalisés autour de chaque piézomètre et les acquisitions foncières indispensables entreront dans le cadre de la protection réglementaire.

Ces travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le maire de la commune de PERONNE et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, ou leurs représentants. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Somme.

Par ailleurs, un contractualisation devra intervenir entre la ville de Péronne et les exploitants des parcelles du périmètre de protection rapprochée afin que ces derniers ne soient pas pénalisés dans l'application de la réglementation liée au périmètre. Si cette contractualisation aboutit à l'indemnisation d'un préjudice, celui-ci devra être dument établi à l'origine des servitudes et l'indemnisation interviendra dans les règles établies par l'article L13-13 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

l'absence d'un tel document d'urbanisme, les dispositions sus citées devront être prises en compte lors de leurs élaborations.

Article 9 .- .- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues à l'article 7 dans le délai de un an.

Article 10.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

-les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

-les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera appréciée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné par le préfet, et aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 11.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 12.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 7 à 10 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les dispositions du présent arrêté seront annexées aux Plans d'Occupation des Sols (POS), s'ils existent, des communes de DRIENCOURT, BUIRE-COURCELLES, TEMPLEUX-LA-FOSSE ET TINCOURT-BOUCLY concernées par l'emprise des périmètres de protection : en l'absence d'un tel document d'urbanisme, les dispositions sus citées devront être prises en compte lors de leurs élaborations.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié par la commune de PERONNE à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la Conservation des Hypothèques de Péronne dans un délai maximal de 3 mois;

- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairies de DRIENCOURT, BUIRE-COURCELLES, TEMPLEUX-LA-FOSSE ET TINCOURT-BOUCLY pendant une durée de deux mois. Les certificats d'affichage en mairies attesteront de l'observation de cette formalité. Ils seront adressés directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Somme, la Sous-Préfète de Péronne, le maire de la commune de PERONNE , les Maires des communes de DRIENCOURT, BUIRE-COURCELLES, TEMPLEUX-LA-FOSSE ET TINCOURT-BOUCLY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le 15 JUIL. 2004

Le Préfet

Pour le préfet,
le sous-préfet, directeur du cabinet,
secrétaire général par intérim,

Mathias VICHERAT

Pour ampliation

P/ Le Préfet et par délégation
L'Inspecteur Principal

Isabelle PLANEIX

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Péronne

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de DRIENCOURT.



Exploitation du réseau

La mairie de la commune a confié l'exploitation du réseau à la régie GAZELEC

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 21 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépassement des valeurs limites de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,005 µg/l ; oxadixyl : 0,005 µg/l.
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 31.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32.3 °F** **Eau très dure.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.16 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 10µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable.html

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Allaines

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de DRIENCOURT.



Exploitation du réseau

La commune a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR**.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépassement des valeurs limites de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,005 µg/l ; oxadixyl : 0,005 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 31.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32,3 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.16 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 10.5µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Biaches

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de DRIENCOURT.



Exploitation du réseau

La commune a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR.**

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépassement des valeurs limites de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,005 µg/l ; oxadixyl : 0,005 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 31.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32.3 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.16 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...). Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.8 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Doingt-Flamicourt

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de DRIENCOURT.



Exploitation du réseau

La commune a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR**.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 16 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine et oxadixyl) ont été détectées sans dépasser la limite de qualité.** **Valeurs max** : oxadixyl : 0,005 µg/l ; déséthylatrazine : 0,005 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 31.7 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32.3°F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.16 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.9µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Cléry sur Somme

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de DRIENCOURT.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 6 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépassement des valeurs limites de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,005 µg/l ; oxadixyl : 0,005 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 31.6 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32.3 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.16 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 10µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

SIVOM de COMBLES.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage syndical sis sur le
territoire de la commune de CURLU.

ARRETE du 7 DEC. 94

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 199 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la lo n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété e modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portan règlement d'administration publique pour application d l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 196 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 1 décembre 1964 susvisée ;

. . . . . .

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 69 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du SIVOM de COMBLES en date du 19 janvier 1988 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de CURLU et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 31 mars 1996 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 22 juin au 22 juillet 1998 inclus dans la commune de CURLU conformément à l'arrêté préfectoral en date du 25 mai 1998 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 20 août 1998 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 27 octobre 1998 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 16 novembre 1998 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de CURLU en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du SIVOM de COMBLES et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- Le SIVOM de COMBLES est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de CURLU.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par le SIVOM de COMBLES ne pourra excéder 120 mètres cubes/heure, ni 4.000 mètres cubes par jour.

Le SIVOM de COMBLES devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM de COMBLES devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 19 janvier 1988, le SIVOM de COMBLES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Il devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux detinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra avoir les dimensions d'un carré de 30 m de côté. Elle sera acquise en pleine propriété par le SIVOM de COMBLES par voie amiable ou par expropriation.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictemeent nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, sauf les extensions mesurées des constructions existantes ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- le défrichement et le déboisement ;

- la création de mare et d'étang.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

En outre, le SIVOM de COMBLES devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

  - acquisition d'une parcelle de 30 m de côté autour du captage pour la création du périmètre de protection immédiate par voie amiable ou expropriation ;

  - mise en place d'une clôture de 2 m de haut et d'un portail cadenassé de même hauteur ;

  - remblaiement du pourtour de la parcelle par des limons afin d'éviter les ruissellements.

* Périmètre de protection rapprochée :

- prolongement du chemin d'accès et empierrement de l'ensemble. Ce chemin devra contourner le périmètre de protection immédiate afin de respecter la servitude de passage ;

- étude et mise en oeuvre d'une rétention efficace des produits polluants liquides pouvant se déverser accidentellement sur la RD 938 (tronçon entre le lieu-dit "Le Chapeau de Gendarme" et le point côté + 124). Ces travaux pourront être réalisés lors d'une prochaine réfection de la chaussée ;

- mise à niveau des bassins d'infiltration bordant la RD au lieu-dit "Bois des Blancs Fossés".

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Président du SIVOM de COMBLES et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par le Syndicat dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	0,5	2,5	0,5	0,2	16

L'eau sera distribuée après traitement au chlore gazeux.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;

- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairie de CURLU pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie de CURLU attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de PÉRONNE, le Président du SIVOM de COMBLES, les Maires de CURLU et de MARICOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 2 [illegible]

Le Préfet

[illegible]

Yves FALQUIER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

SIVOM de COMBLES.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage syndical sis sur le
territoire de la commune de CURLU.

ARRETE du 7 DEC. 94

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 199 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la lo n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété e modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portan règlement d'administration publique pour application d l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 196 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 1 décembre 1964 susvisée ;

. . . . . .

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 69 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du SIVOM de COMBLES en date du 19 janvier 1988 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de CURLU et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 31 mars 1996 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 22 juin au 22 juillet 1998 inclus dans la commune de CURLU conformément à l'arrêté préfectoral en date du 25 mai 1998 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 20 août 1998 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 27 octobre 1998 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 16 novembre 1998 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de CURLU en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du SIVOM de COMBLES et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- Le SIVOM de COMBLES est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de CURLU.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par le SIVOM de COMBLES ne pourra excéder 120 mètres cubes/heure, ni 4.000 mètres cubes par jour.

Le SIVOM de COMBLES devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le SIVOM de COMBLES devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 19 janvier 1988, le SIVOM de COMBLES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Il devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux detinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra avoir les dimensions d'un carré de 30 m de côté. Elle sera acquise en pleine propriété par le SIVOM de COMBLES par voie amiable ou par expropriation.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictemeent nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, sauf les extensions mesurées des constructions existantes ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- le défrichement et le déboisement ;

- la création de mare et d'étang.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

En outre, le SIVOM de COMBLES devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

  - acquisition d'une parcelle de 30 m de côté autour du captage pour la création du périmètre de protection immédiate par voie amiable ou expropriation ;

  - mise en place d'une clôture de 2 m de haut et d'un portail cadenassé de même hauteur ;

  - remblaiement du pourtour de la parcelle par des limons afin d'éviter les ruissellements.

* Périmètre de protection rapprochée :

- prolongement du chemin d'accès et empierrement de l'ensemble. Ce chemin devra contourner le périmètre de protection immédiate afin de respecter la servitude de passage ;

- étude et mise en oeuvre d'une rétention efficace des produits polluants liquides pouvant se déverser accidentellement sur la RD 938 (tronçon entre le lieu-dit "Le Chapeau de Gendarme" et le point côté + 124). Ces travaux pourront être réalisés lors d'une prochaine réfection de la chaussée ;

- mise à niveau des bassins d'infiltration bordant la RD au lieu-dit "Bois des Blancs Fossés".

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Président du SIVOM de COMBLES et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par le Syndicat dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	0,5	2,5	0,5	0,2	16

L'eau sera distribuée après traitement au chlore gazeux.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;

- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairie de CURLU pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie de CURLU attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

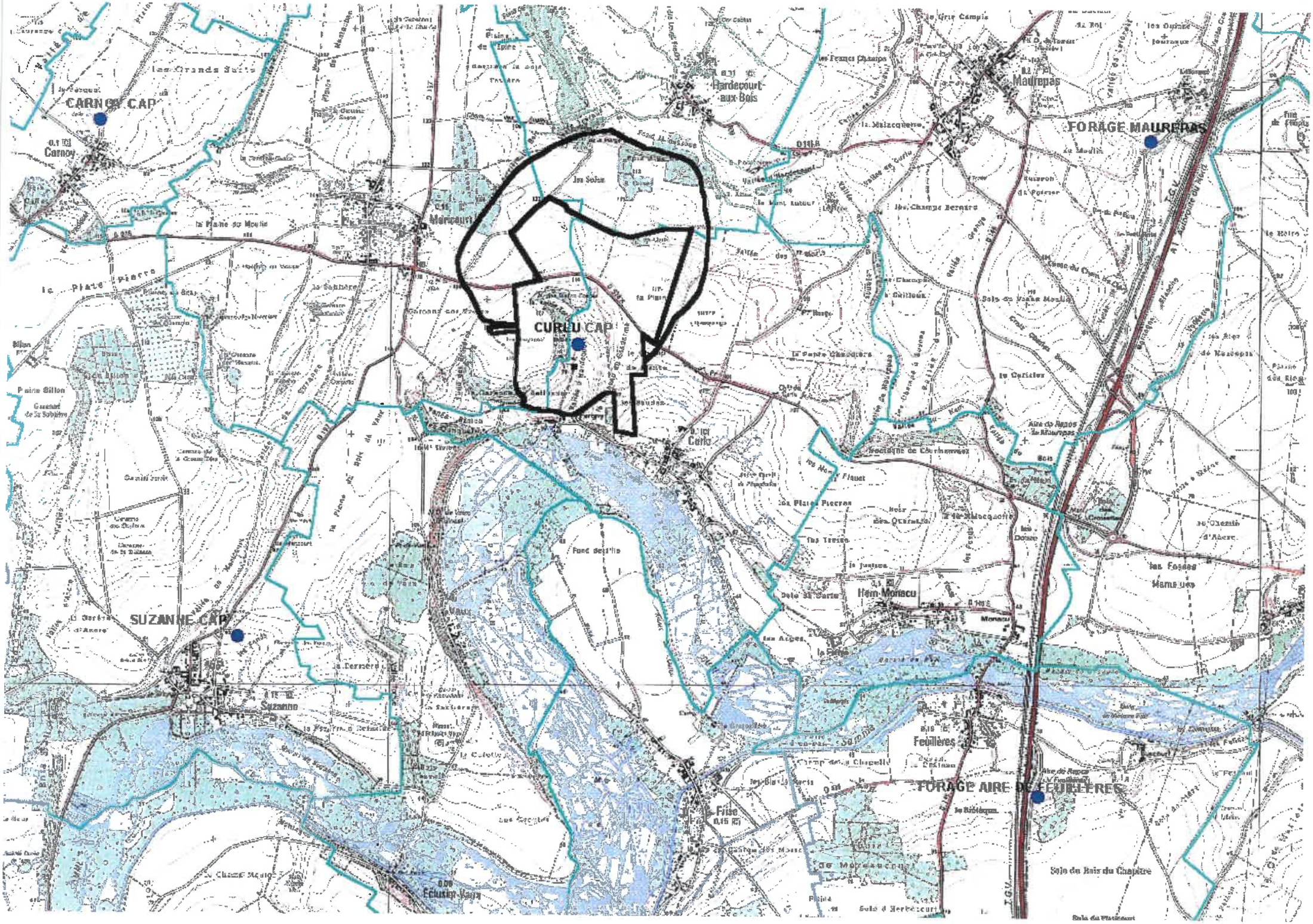
Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de PÉRONNE, le Président du SIVOM de COMBLES, les Maires de CURLU et de MARICOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 2 [illegible]

Le Préfet

[illegible]

Yves FALQUIER


CARNOY CAP
Carnoy
Hardecourt-aux-Bois
Maurepas
FORAGE MAUREPAS
CURLU CAP
Curlu
SUZANNE CAP
Suzanne
Feuillères
FORAGE AIRE DE FEUILLERES
Fins
Eclusier-Vaux
Hem-Monacu
Monacu
Les Granda Sarts
Les Plains Pierres
Les Fosses Marmuses
Bois du Chapitre
TGV

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Combles, Eclusier-Vaux, Flers, Ginchy, Gueudecourt, Guillemont, Hardecourt au bois, Longueval, Maricourt, Maurepas, Mautauban de Picardie, Rancourt, Sailly-Saillisel

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de CURLU.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de COMBLES, qui a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR.**

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 20 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : déséthylatrazine : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 22.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 31.5°F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 27.3µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration strictement supérieure à 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois et de ne pas consommer l'eau du robinet pour les femmes enceintes et allaitantes.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016
Communes de :
Curlu, Feuillères, Hem-Monacu

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de CURLU.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de COMBLES, qui a confié l'exploitation du réseau à la SAUR.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 8 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : déséthylatrazine : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 21.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 31.5°F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 27.1µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration strictement supérieure à 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois et de ne pas consommer l'eau du robinet pour les femmes enceintes et allaitantes.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

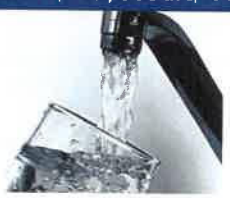
Agence Régionale de Santé Nord - Pas-de-Calais Picardie
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Ablaincourt-Pressoir, Assevillers, Barleux, Belloy en Santerre, Berny en Santerre, Bethencourt sur Somme, Chaulnes, Chuignes, Dompierre-Becquincourt, Epenancourt, Estrées-Deniecourt, Eterpigny, Fay, Flaucourt, Fontaine-les-Cappy, Foucaucourt-en-Santerre, Fresnes-Mazancourt, Frise, Herbecourt, , Hypercourt (Hyencourt le Grand, Omiecourt), Licourt, Lihons, Marchelepot, Misery, Morchain, , Pargny, Puzeaux, Soyecourt, Vermandovillers,Villers-Carbonnel

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MORCHAIN.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat du SANTERRE, qui exploite lui-même son réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 41 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (atrazine, déséthylarazine, 2,6 dichlorobenzamide, chloridazone, lenacile, oxadixyl, simazine et diuron) ont été détectées au champ captant de Morchain sans dépasser les valeurs réglementaires.** **Valeurs max :** atrazine : 0,029 µg/l ; déséthylatrazine : 0,018 µg/l ; chloridazone : 0,007 µg/l ; : lenacil : 0,007 µg/l ; 2,6 dichlorobenzamide : 0,009 µg/l ; oxadixyl : 0,013 µg/l ; : simazine: 0,08 µg/l ; diuron : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 32.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 36.4 °F** **Eau très dure**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0,22 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée : 5.8µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable.html

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Athies, Cizancourt, Devise, Ennemain, Falvy, Saint Christ Briost

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de : ATHIES.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de la VALLEE de l'OMIGNON, qui a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR.**

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 11 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (atrazine, bentazone et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,01 µg/l atrazine : 0,006 µg/l bentazone : 0,033 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 29.3 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 34.9 °F** **Eau très dure**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.4µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Lesboeufs

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MORVAL (62).



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de MORVAL – LESBOEUFS qui exploite lui-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticide n'a été détectée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 40.4mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 35.7 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.13 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 6.2µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :

Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
52, rue Daire - 80037 Amiens
03 22 97 97 97

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Etricourt-Manancourt

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de : ETRICOURT-MANANCOURT.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl) ont été détectées sans dépasser la limite de qualité.** **Valeur max** : oxadixyl : 0,02 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 37.4 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 38.5 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.12 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...). Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 12.7µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable.html

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

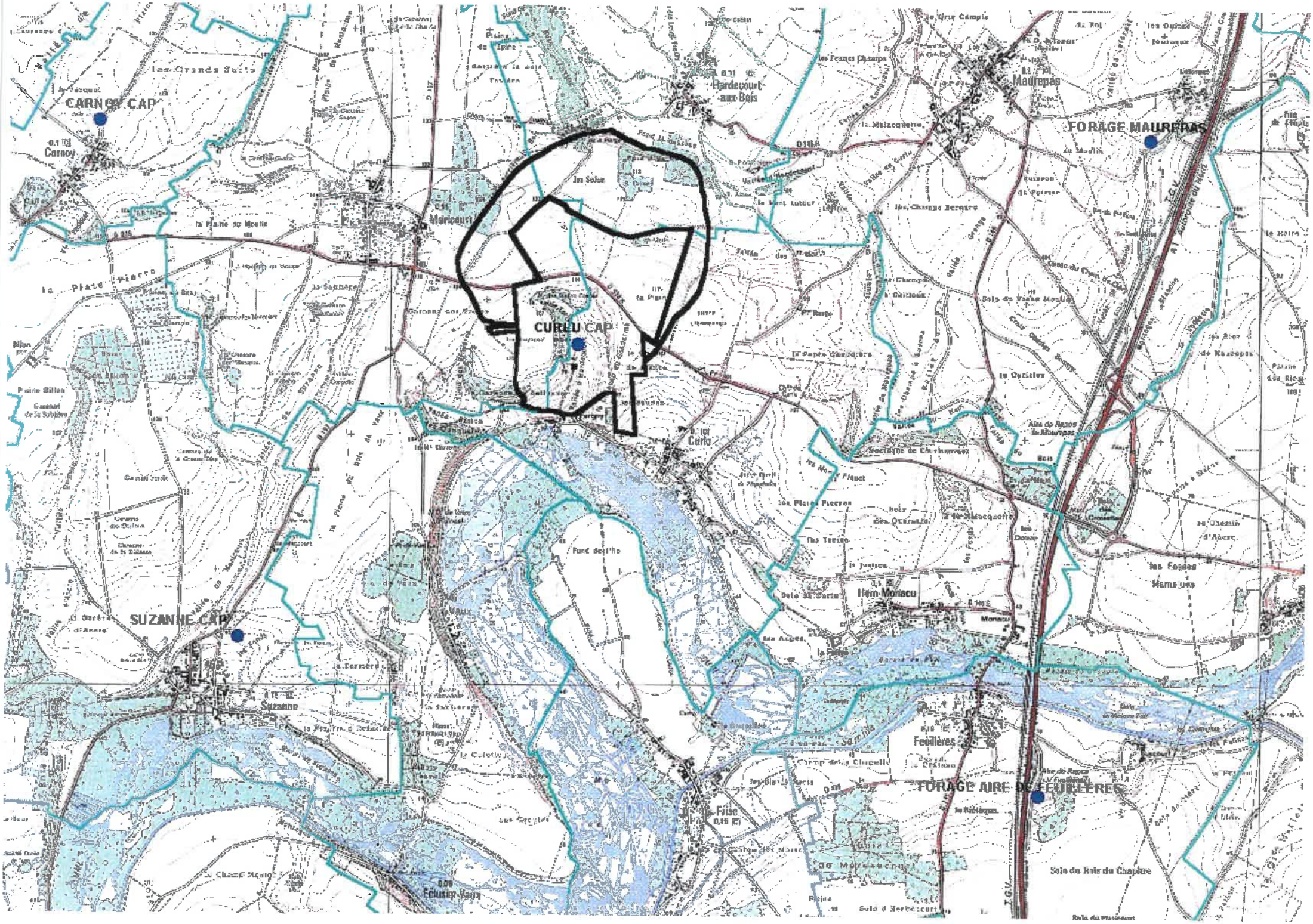
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. De même, vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.


CARNOY CAP
Carnoy
Hardecourt-aux-Bois
Maurepas
FORAGE MAUREPAS
CURLU CAP
Curlu
SUZANNE CAP
Suzanne
Feuillères
FORAGE AIRE DE FEUILLERES
Fins
Eclusier-Vaux
Hem-Monacu
Monacu
Les Granda Sarts
Les Plains Pierres
Les Fosses Marmuses
Bois du Chapitre
TGV

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Combles, Eclusier-Vaux, Flers, Ginchy, Gueudecourt, Guillemont, Hardecourt au bois, Longueval, Maricourt, Maurepas, Mautauban de Picardie, Rancourt, Sailly-Saillisel

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de CURLU.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de COMBLES, qui a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR.**

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 20 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : déséthylatrazine : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 22.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 31.5°F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 27.3µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration strictement supérieure à 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois et de ne pas consommer l'eau du robinet pour les femmes enceintes et allaitantes.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016
Communes de :
Curlu, Feuillères, Hem-Monacu

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de CURLU.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de COMBLES, qui a confié l'exploitation du réseau à la SAUR.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 8 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : déséthylatrazine : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 21.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 31.5°F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 27.1µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration strictement supérieure à 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois et de ne pas consommer l'eau du robinet pour les femmes enceintes et allaitantes.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

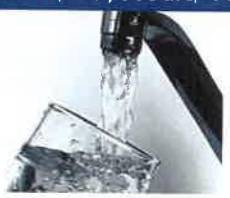
Agence Régionale de Santé Nord - Pas-de-Calais Picardie
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Ablaincourt-Pressoir, Assevillers, Barleux, Belloy en Santerre, Berny en Santerre, Bethencourt sur Somme, Chaulnes, Chuignes, Dompierre-Becquincourt, Epenancourt, Estrées-Deniecourt, Eterpigny, Fay, Flaucourt, Fontaine-les-Cappy, Foucaucourt-en-Santerre, Fresnes-Mazancourt, Frise, Herbecourt, , Hypercourt (Hyencourt le Grand, Omiecourt), Licourt, Lihons, Marchelepot, Misery, Morchain, , Pargny, Puzeaux, Soyecourt, Vermandovillers,Villers-Carbonnel

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MORCHAIN.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat du SANTERRE, qui exploite lui-même son réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 41 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (atrazine, déséthylarazine, 2,6 dichlorobenzamide, chloridazone, lenacile, oxadixyl, simazine et diuron) ont été détectées au champ captant de Morchain sans dépasser les valeurs réglementaires.** **Valeurs max :** atrazine : 0,029 µg/l ; déséthylatrazine : 0,018 µg/l ; chloridazone : 0,007 µg/l ; : lenacil : 0,007 µg/l ; 2,6 dichlorobenzamide : 0,009 µg/l ; oxadixyl : 0,013 µg/l ; : simazine: 0,08 µg/l ; diuron : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 32.2 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 36.4 °F** **Eau très dure**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0,22 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée : 5.8µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable.html

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Communes de : Athies, Cizancourt, Devise, Ennemain, Falvy, Saint Christ Briost

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de : ATHIES.



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de la VALLEE de l'OMIGNON, qui a confié l'exploitation du réseau à la **SAUR.**

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 11 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (atrazine, bentazone et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,01 µg/l atrazine : 0,006 µg/l bentazone : 0,033 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 29.3 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 34.9 °F** **Eau très dure**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.2 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.4µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Lesboeufs

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MORVAL (62).



Exploitation du réseau

Vous faites partie du syndicat de MORVAL – LESBOEUFS qui exploite lui-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticide n'a été détectée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 40.4mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 35.7 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.13 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 6.2µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :

Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
52, rue Daire - 80037 Amiens
03 22 97 97 97

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Etricourt-Manancourt

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de : ETRICOURT-MANANCOURT.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (oxadixyl) ont été détectées sans dépasser la limite de qualité.** **Valeur max** : oxadixyl : 0,02 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 37.4 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 38.5 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.12 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...). Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 12.7µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable.html

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. De même, vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

PREFECTURE DE LA SOMME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

REPUBLIQUE FRANCAISE

Le PREFET
de la Région Picardie
Préfet de la SOMME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National
du Mérite

VU le Code de la Santé publique notamment ses articles L 20 et L 20.1 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code Rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant réglement d'administration publique pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU le réglement sanitaire départemental ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du Conseil Municipal de MOISLAINS du 16 octobre 1986, demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de MOISLAINS et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement, ainsi que la cessibilité des terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate ;

VU le rapport du géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique du 8 août 1977 ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 15 Septembre 1988 au 14 Octobre 1988 inclus, dans la Commune de MOISLAINS conformément à l'arrêté préfectoral en date du 12 Août 1988 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU le plan parcellaire des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la création des périmètres de protection immédiate ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains à grever de servitudes pour la réalisation des autres périmètres de protection ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-enquêteur le 14 Octobre 1988 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

Vu le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Vu les avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 9 Février 1988 et du 28 Avril 1989 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

Article 1er : Les travaux de dérivation des eaux de nappe situées sur le territoire de la Commune de MOISLAINS destinés à l'alimentation en eau potable de la Commune de MOISLAINS, et la création des périmètres de protection immédiate rapprochée et éloignée autour dudit captage définis par le plan et l'état parcellaires annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique.

Les immeubles désignés à l'état parcellaire ci-annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont déclarés cessibles.

.../...

Article 2 : La Commune de MOISLAINS est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la Commune de MOISLAINS.

Article 3 : Le volume à prélever par pompage par la Commune de MOISLAINS ne pourra excéder 21 litres par seconde, ni 800 mètres cubes par jour.

La Commune de MOISLAINS devra laisser, toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Les dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation.

L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la Commune de MOISLAINS devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale sur le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par la Commune de MOISLAINS dans sa délibération du 16 Octobre 1986, la Commune de MOISLAINS devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Conformément à l'engagement pris par la Commune de MOISLAINS dans sa délibération du 16 Octobre 1986, la Commune de MOISLAINS s'engage d'une façon générale à indemniser, à faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

Article 6 : En vertu de l'article L 20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er Août 1961, modifié par le décret 67.1093 du 15 décembre 1967, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée sont déclarés d'Utilité Publique et instaurés conformément aux indications du Plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

.../...

Article 7 : INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES

1°) Périmètres de protection immédiate

Les parcelles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 6 seront acquis en toute propriété par la Commune de MOISLAINS.

Après délimitation et acquisition, le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement à la main en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- l'usage de produits phytosanitaires,

- toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètres de protection rapprochée :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- l'implantation de bâtiment d'élevage

- le camping et le stationnement de caravanes.

- la création de décharge ou de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

- le déversement dans les eaux souterraines de façon directe (puits perdu, puits filtrant, forages ou galeries de captage désaffectés, excavation naturelle ou artificielle) ou indirecte (épandage à la surface du sol) de tous effluents de quelque nature qu'ils soient (eaux usées, détergents, liquides radioactifs, hydrocarbures, etc...).

- le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.

- l'épandage ou l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et des matières de vidange.

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (silo).

- le dépôt de fumier, purin et lisiers.

.../...

- la création de mares ou d'étangs.

- le creusement de puits perdus ou filtrants et de puisards.

- l'installation de constructions superficielles ou souterraines, insalubres ou incommodes, qu'elles soient ou non classées dans la nomenclature, même provisoires.

- l'installation de canalisations, de réservoirs et de dépôts d'hydrocarbures ou produits chimiques polluants.

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées.

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

- les constructions qui ne pourraient être raccordées à un réseau d'égoût à étanchéïté éprouvée et se rejetant en un point extérieur du périmètre de protection éloignée.

- l'ouverture et l'exploitation de graviers ou carrières.

- l'aspersion de pesticides.

- le retournement des prairies permanentes.

- le pacage permanent des animaux.

<u>A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés</u> :

- les transports de produits de nature à polluer les eaux.

- les canalisations d'eaux usées domestiques et des ouvrages annexes qui devront être parfaitement étanches.

- les bâtiments agricoles existants qui devront être mis en conformité avec le Réglement Sanitaire Départemental concernant le stockage et l'élimination des déjections, résidus et matières fermentiscibles.

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

- l'épandage d'engrais organiques et chimiques qui sera limité aux strictes besoins de la fertilisation des sols.

.../...

- l'utilisation des produits phytosanitaires qui seront épandus en respectant les doses prescrites à l'hectare et les précautions de manipulations.

- les dispositifs autonomes d'assainissement desservant des habitations déjà existantes.

- le creusement et l'exploitation des carrières existantes.

- les excavations à condition qu'elles soient remblayées avec les matériaux extraits ou avec un autre matériau mais inerte et non polluant.

- le forage de puits pour l'alimentation d'une collectivité sera soumis à avis du géologue officiel.

- la construction ou la modification des voies de communications à conditions que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages.

- Par ailleurs et d'une manière générale peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de Monsieur le Préfet de la SOMME, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Centre Administratif Départemental - Boulevard du Port - 80039 AMIENS Cédex, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

En outre, devront être réalisés les travaux suivants :

- Périmètre immédiat :

  - A clôturer.

  - Démolir et aménager l'ancien réservoir pour protéger le captage.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé par la Commune de MOISLAINS, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le Maire de la Commune de MOISLAINS. Un exemplaire de ce document sera adressé à Monsieur le Préfet de la SOMME.

.../...

3°) Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés toutes les activités interdites dans le périmètre rapproché.

Elles doivent être soumises à l'avis de l'hydrogéologue officiel et des services publics concernés par l'activité en question.

Les activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée ne le sont plus, mais devront être soumises à autorisations préalables en fonction de la réglementation en vigueur, hormis le pacage des animaux qui pourra être toléré sauf s'il apparaît qu'il nuit à la qualité bactériologique de l'eau distribuée.

Les silos pourront être tolérés si aucun autre emplacement en dehors du périmètre de protection n'est possible.

Toutefois, ils devront être étanches avec fosse de récupération de jus.

Article 8 :

Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 7 dans le délai de un an.

Article 9 :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'Administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

.../...

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10 :

Le Maire de la Commune de MOISLAINS agissant au nom de la Collectivité est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation les terrains situés dans les périmètres de protection immédiate du captage.

L'expropriation éventuellement nécessaire devra être réalisée dans un délai d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 11 :

Sont instituées les servitudes grévant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 12 :

Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 13 :

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. Le contrôle de leur qualité, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

.../...

Article 14 : Le présent arrêté sera :

- notifié, à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection;
- publié à la conservation des hypothèses du Département de la SOMME ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture ;
- affiché en Mairie de MOISLAINS pendant une durée de deux mois.
  Le certificat d'affichage en Mairie attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à l'expiration du délai d'affichage.

Article 15 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de PERONNE le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Picardie, le Chef du Service Régional d'Aménagement des Eaux de Picardie, le Maire de la Commune de MOISLAINS, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la SOMME sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Président de la Chambre d'Agriculture de la SOMME et au Directeur de l'Agence Financière du Bassin ARTOIS PICARDIE.

AMIENS, le 23 AOUT 1989

LE PREFET,

Pour le PREFET
et par délégation
Général

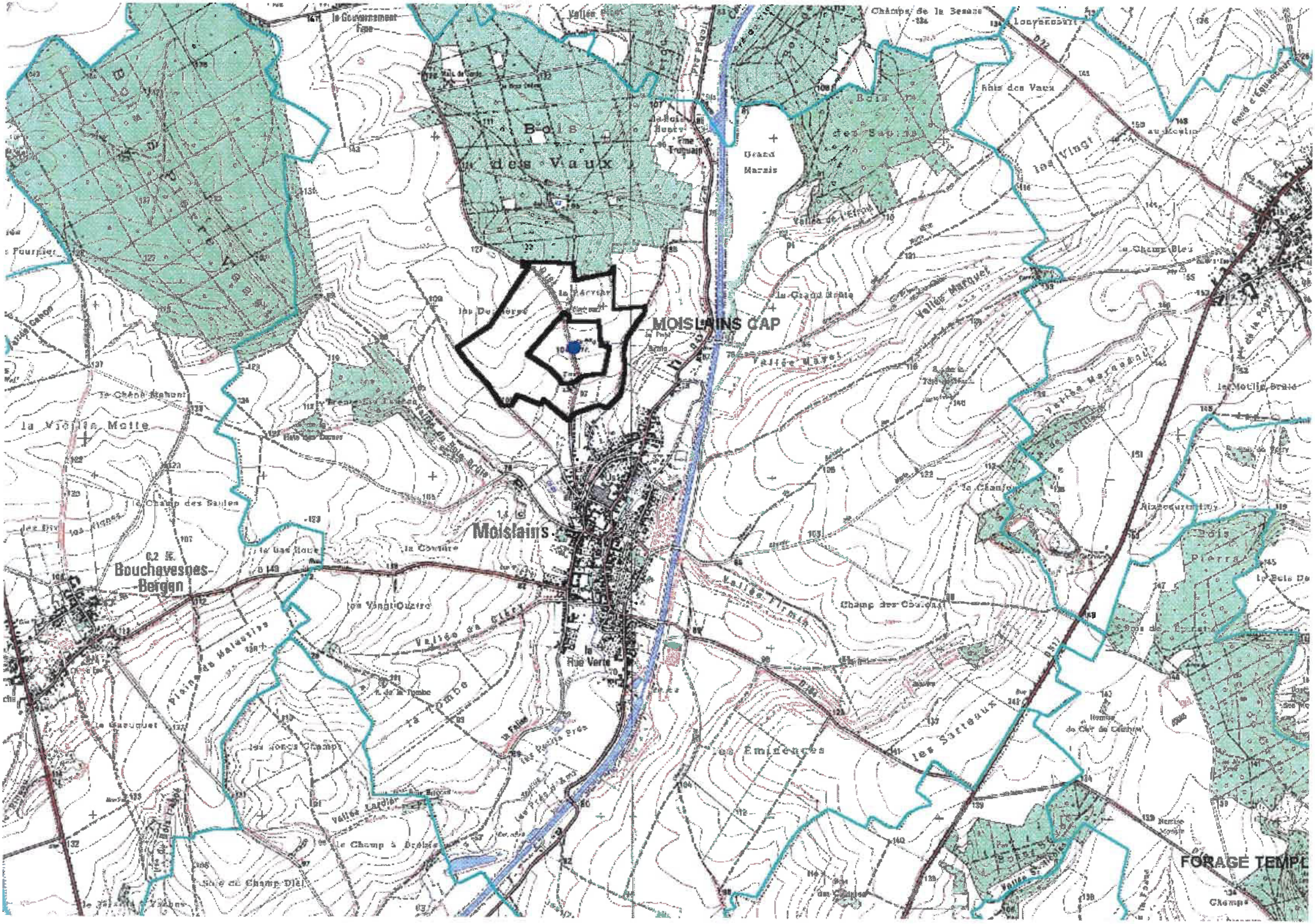
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
Secrétaire Général par intérim

SIGNÉ : Stéphane KEITA

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
POUR APPLICATION
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau

Christiane HOSTEN

PREFECTURE DE LA SOMME


Bois des Vaux
MOISLAINS CAP
Moislains
Bouchavesnes-Bergen
FORAGE TEMPL

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Moislains

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MOISLAINS.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau d'eau potable.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 9 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticides n'a été détectée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 20.4 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32.9 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.14 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 14.4 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Bouchavesnes Bergen

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de MOISLAINS.



Exploitation du réseau

Le réseau est exploité par la commune elle même.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 4 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticides n'a été détectée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 20.4 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 32 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.14 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 14.4 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune de BRIE.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage communal sis sur le
territoire de la commune précitée.

ARRÊTÉ du

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1321.2 et L.1321.3 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél 03 22 89 42 22 - Telecopie 03 22 45 08 39

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune de BRIE en date du 16 décembre 1993 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de BRIE et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 31 octobre 1995 complété de son avis du 18 décembre 1998 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 26 juin au 21 juillet 2000 inclus dans la commune de BRIE conformément à l'arrêté préfectoral en date du 31 mai 2000 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grevés de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 25 juillet 2000 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 28 septembre 2000 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 16 octobre 2000 ;

.../...

Considérant que le captage d'eau potable de la commune de BRIE ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant d'assurer efficacement la qualité des eaux ;

Considérant que, par conséquent, des périmètres de protection doivent être déterminés par déclaration d'utilité publique ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de BRIE en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine des communes de BRIE et MESNIL-BRUNTEL et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune de BRIE est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur son territoire parcelle d'indice national 0048-5X-0002.

Article 3.- L'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine est autorisée.

Le volume à prélever par pompage par la commune de BRIE ne pourra excéder 15 mètres cubes/heure, ni 150 mètres cubes par jour.

La commune de BRIE devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de BRIE devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

.../...

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 16 décembre 1993, la commune de BRIE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET RÉGLEMENTATIONS AU SEIN DES PÉRIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle section ZK n° 3, commune de BRIE, nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra être propriété de la commune de BRIE.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.
- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- le forage des puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes (exceptée celle située à 130 m au Nord du captage) ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- le défrichement et le déboisement ;

- la création de mare et d'étang.

A l'intérieur de ce périmètre sont RÉGLEMENTÉS :

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

* * * *

En outre, la commune de BRIE devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

- rénovation de la chambre de captage ;
- clôture du périmètre à 2 m de haut avec portail ;
- aménagement de l'accès au bâtiment.

* Périmètre de protection rapprochée :

- élimination des dépôts de matières fermentescibles sis au Nord du captage ;
- pose de barrières de sécurité ;
- collecte des eaux de ruissellement de la route et évacuation par un bassin de rétention et un bassin d'infiltration.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire de BRIE et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

.../...

Par ailleurs :

- une recherche semestrielle sur l'eau pompée devra être réalisée pour les paramères suivants : chlorures, hydrocarbures totaux, sodium, potassium, arsenic et bore ;

- les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par la commune de BRIE dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FRÉQUENCE ANNUELLE	-	2,5	0,5	0,2	2

L'eau devra faire l'objet d'un traitement de désinfection avant sa distribution.

Par ailleurs, conformément à l'article 9 du décret du 3 janvier 1989, des analyses semestrielles seront effectuées sur les paramètres suivants : chlorures, hydrocarbures totaux, sodium, potassium, ammonium, arsenic et bore.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié par les soins du Maire à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la Conservation des Hypothèques de PÉRONNE ;
- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;
- affiché en mairie de BRIE pendant une durée de deux mois.

.../...

Le certificat d'affichage en mairie de BRIE attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de PÉRONNE, le Maire de la commune de BRIE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 30 OCT 2002

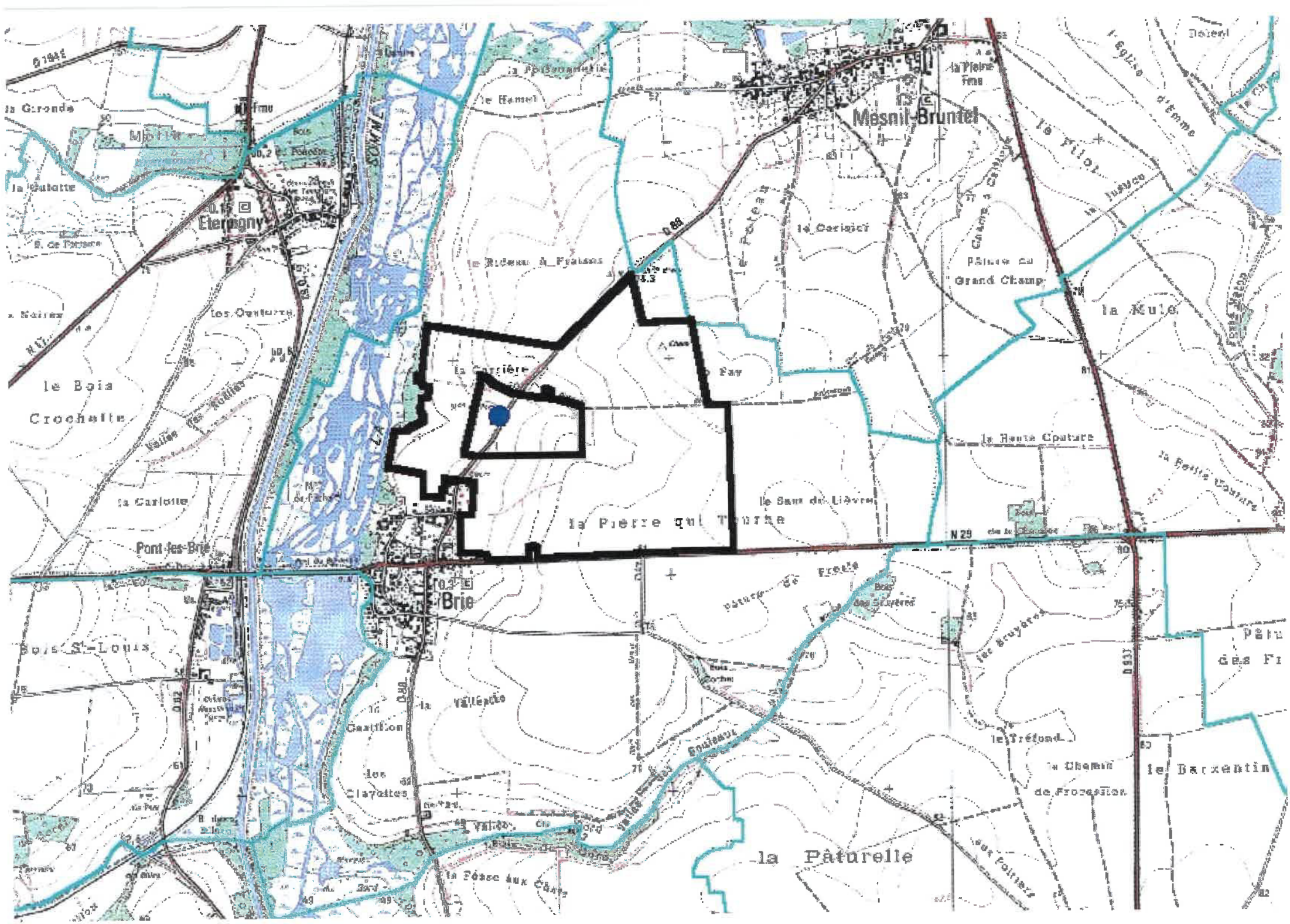
Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-Préfet de Montdidier,
Secrétaire Général par intérim,

Bruno SOURD

Pour ampliation :

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,

Jean-Luc DESMET


Mesnil-Bruntel
Etrepigny
Pont-les-Brie
Brie
la Pierre qui Tourne
le Bois Crochette
la Carlotte
la Haute Couture
la Petite Couture
la Pâturelle
le Barxentin
le Chemin de Procession
le Tréfond
les Clayottes
la Vallette
la Côte
la Mule
le Bois St-Louis
N 29
D 88
D 933

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

Qualité des eaux d'alimentation 2016

Commune de : Brie

L'origine de l'eau

Votre commune est alimentée en eau potable par le captage communal de Brie.



Exploitation du réseau

Le réseau est exploité par la commune de Brie.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par L'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 7 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticide (atrazine et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser la norme de qualité réglementaire.** **Valeurs max** : atrazine : 0,011µg/l ; déséthylatrazine : 0,01µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 61,9 mg/l** **Teneur maximum : 65,2mg/l**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 35.3 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0,13 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 10.9 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique.

Sur le plan physico-chimique, l'eau est de mauvaise qualité en raison d'une part, des concentrations moyennes en nitrates supérieures à la limite de qualité et aussi à la présence de perchlorates en concentration supérieure à 4µg/l.

La consommation de cette eau est déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons à cause des teneurs trop élevées en nitrates.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: la dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi, est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

Qualité des eaux d'alimentation 2016

Commune de : Mesnil Bruntel

L'origine de l'eau

Votre commune est alimentée en eau potable par le captage communal de Brie.



Exploitation du réseau

Le réseau est exploité par la commune de Mesnil Bruntel.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par L'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 3 prélèvements ont été réalisés sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticide (atrazine et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépassement des normes de qualité réglementaire.** **Valeurs max** : atrazine : 0,011 µg/l ; déséthylatrazine : 0,01 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 61.9 mg/l** **Teneur maximum : 65.2 mg/l**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 35.3 °F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.13 mg/L** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 10.9 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de bonne qualité bactériologique.

Sur le plan physico-chimique, l'eau est de mauvaise qualité en raison d'une part, des concentrations moyennes en nitrates supérieures à la limite de qualité et aussi à la présence de perchlorates en concentration supérieure à 4µg/l.

La consommation de cette eau est déconseillée aux femmes enceintes et aux nourrissons à cause des teneurs élevées en nitrates.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: la dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi, est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune de BUIRE-COURCELLES.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage communal sis sur le
territoire de la commune précitée.

Arrêté du 28 DEC. 1998

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

.../...

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 89 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune de BUIRE-COURCELLES en date du 13 septembre 1994 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune précitée et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de M. CAUDRON, Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 22 juin au 22 juillet 1998 inclus dans la commune de BUIRE-COURCELLES conformément à l'arrêté préfectoral en date du 25 mai 1998 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 28 juillet 1998 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 30 novembre 1998 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 21 décembre 1998 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de BUIRE-COURCELLES en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de BUIRE-COURCELLES et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune de BUIRE-COURCELLES est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur son territoire.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par la commune de BUIRE-COURCELLES ne pourra excéder 32 mètres cubes/heure, ni 768 mètres cubes par jour.

La commune de BUIRE-COURCELLES devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de BUIRE-COURCELLES devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

.../...

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 13 septembre 1994, la commune de BUIRE-COURCELLES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux detinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra être propriété de la commune de BUIRE-COURCELLES.

Il sera recomposé conformément au plan parcellaire.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictemeent nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, sauf les extensions mesurées des constructions existantes ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- le défrichement et le déboisement ;

- la création de mare et d'étang.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- les extensions des constructions existantes ne devront pas entraîner une augmentation de la surface hors oeuvre brute (SHOB) de plus de 30 % ni amener d'activité polluante pour les nappes souterraines ;

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

En outre, la commune de BUIRE-COURCELLES devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

- retraçage du périmètre de protection immédiate selon une forme triangulaire ;

- mise en place d'une clôture de 2 m de haut fermée par un portail ;

- réhabilitation de la station de pompage avec soit la mise en place d'un nouveau système de désinfection, soit la réhabilitation du chloromètre existant.

* Périmètre de protection rapprochée :

- remblaiement avec des matériaux inertes et remise en culture de la sablière et de l'ancienne décharge.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire de BUIRE-COURCELLES et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par le Maire dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	0,5	2,5	0,5	0,2	4

L'eau sera distribuée après désinfection au chlore gazeux.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;
- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;
- affiché en mairie de BUIRE-COURCELLES pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie de BUIRE-COURCELLES attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de BUIRE-COURCELLES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour ampliation :

P/ Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Ingénieur du Génie Sanitaire,

Jean-Louis LEMAIRE

Amiens, le 28 DEC. 1998

Le Préfet
Le Secrétaire général

Yves FAUCHEUR

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Buire-Courcelles

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de BUIRE-COURCELLES.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 6 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (atrazine chloridazone et déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeurs max** : déséthylatrazine : 0,008 µg/l ; atrazine : 0,009 µg/l ; chloridazone :0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 48.3 mg/L** **Valeur max : 49.7mg/l**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 34.5 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.27 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.8 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme

Direction départementale des
affaires sanitaires et sociales
de la Somme

Commune de Bussu

Autorisation d'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection du captage n° 0048-6X-0001 situé sur le territoire de la commune de Bussu

ARRÊTÉ DU 27 MAR. 2006

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L1321-2 et L1321-3 et R1321-1 à R1321-66 ;

VU l'article L.215.13 du Code de l'environnement ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 03 22 89 42 22 - Télécopie 03 22 45 08 39 - Email ddso-direction@sante.gouv.fr

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, en ses dispositions maintenues ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2004 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération du Conseil municipal de Bussu en date du 30 octobre 1997 demandant l'autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, l'autorisation d'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine et la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de Bussu et d'établissement des périmètres de protection autour du point de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 2 avril 1999 ;

VU la consultation des administrations (le maire de la Commune de Bussu, la Mission Interministérielle des Services de l'Eau, la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, la Direction Régionale de l'Environnement, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, la Chambre d'Agriculture et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Péronne) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 9 mai au 4 juin 2005 inclus dans la commune de BUSSU conformément à l'arrêté préfectoral en date du 4 avril 2005 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grevés de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 4 juillet 2005 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

VU l'avis favorable émis par le sous-préfet de Péronne en date du 12 juillet 2005 ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 28 février 2006 ;

VU l'avis émis par la Commission Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 20 mars 2006 ;

Considérant que le captage d'alimentation en eau potable de Bussu ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant d'assurer efficacement la qualité des eaux ;

Considérant que, par conséquent, des périmètres de protection doivent être déterminés par déclaration d'utilité publique ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de Bussu en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Bussu et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune de Bussu est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune de Bussu.

Les références et les caractéristiques de l'ouvrage exploité sont précisées ci-après :

Appellation	Références cadastrales	Indice de classement national	Coordonnées LAMBERT I	Caractéristiques de l'ouvrage
« Captage communal de BUSSU »	Section Z Parcelle n° 31	0048-6X-0001	X : 646,130 Y : 1250,190 Z : 97	Forage Avant-puits de 2m de haut et de 1,8 m de diamètre Profondeur : 80 m Diamètre : 500 mm

Ces installations et activités relèvent du régime de la déclaration défini par le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau : rubriques 1.1.0.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par la commune de Bussu ne pourra excéder 10 mètres cubes/heure, ni 80 mètres cubes/jour.

La commune de Bussu devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de Bussu devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans la délibération du 30 octobre 1997, la commune de Bussu devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Il devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article.5- La commune de Bussu est autorisée à utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine. Les eaux pompées subiront un traitement de désinfection avant distribution.

Article 6.- INTERDICTIONS ET RÉGLEMENTATIONS AU SEIN DES PÉRIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle, section Z n°31, commune de Bussu, constituant le périmètre de protection immédiate devra être propriété de la commune et devra être clôturée. La partie triangulaire de la parcelle section Z n°32 située au nord-est de la parcelle section Z n°31 est acquérir par la commune pour permettre l'accès à la parcelle section Z n°31. Cette partie de la parcelle section Z n°32 fera partie du périmètre de protection immédiate mais ne sera pas clôturée. Une servitude sera accordée pour l'accès au reste de la parcelle section Z n°32.

Il est interdit dans ce périmètre le stockage de matériels et matériaux même réputés inertes.

Dans le cas où un transformateur électrique équiperait le captage, on veillera à sa comptabilité avec le règlement sanitaire.

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- Tout épandage d'engrais, produits chimiques ou phytosanitaires.

- L'accès aux personnes non mandatées par le propriétaire du captage. Cet accès est réservé à l'entretien du captage et de la surface du périmètre de protection immédiate.

- Toute activité autre que celles liées à l'exploitation et à l'entretien normal des installations.

2°) **Périmètre de protection rapprochée.**

A l'intérieur de ce périmètre sont INTERDITS :

- le forage des puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ; pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire,

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation;

- le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés ; dans ce dernier cas, une notice (ou étude d'impact préalable) précisera les conditions conservatoires ;

- la création de mare et d'étang.

- toute activité industrielle nouvelle ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ou provenant de surfaces imperméabilisées importantes;

A l'intérieur de ce périmètre sont REGLEMENTES comme suit les activités, aménagements... suivants :

- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines,

- le pacage des animaux ne doit pas entraîner la destruction de la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) **Périmètre de protection éloignée** :

A l'intérieur de ce périmètre, la réglementation générale devra être appliquée avec une particulière vigilance.

Dans ce périmètre, l'épandage d'engrais et lisiers sera limité aux quantités directement utiles à la croissance des végétaux. Cette limitation résultera du respect des règles agronomiques de bonne pratique culturale. Elle tiendra compte des reliquats azotés. Elle conduira à la mise en application du code des bonnes pratiques agricoles. En cas de problèmes rencontrés, une concertation avec les Représentants de la Chambre d'Agriculture, de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et de l'Agence de l'Eau sera nécessaire.

Article 7.- TRAVAUX -

La commune de Bussu devra réaliser les opérations suivantes :

- Sur le puits
  - démolition de la chambre de captage et de la structure métallique qui la surmonte.
  - la maçonnerie de l'avant puits sera à rénover entièrement et à surélever afin de permettre la pose d'un tampon verrouillé.

- Sur le bâtiment
  - installation de l'armoire électrique dans le château d'eau,
  - mise en place d'une désinfection préventive de l'eau,

- Sur le périmètre de protection immédiate
  - acquisition de la partie nord-est de la parcelle section Z n°32 pour permettre l'accès à la parcelle section Z n°31 du périmètre de protection immédiate ; une servitude sera accordée pour l'accès au reste de la parcelle section Z n°32,
  - pose d'une clôture et d'une grille d'accès de deux mètres de haut autour de la parcelle section Z n°31 du périmètre de protection immédiate.

- Autre
  - éloignement vers le village des petits avaloirs réalisés en bordure sud-est du chemin rural ayant pour but de ralentir les eaux de pluies.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de **un an** à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire de Bussu, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Article 8.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5, 6 et 7 dans le délai de un an.

Article 9.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 10.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 11.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 12.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis par la réglementation.

Article 13.- Le présent arrêté sera :

- notifié par le Maire de Bussu à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;

- publié à la Conservation des Hypothèques de Péronne dans un délai de trois mois ;

- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;

- affiché en mairie de Bussu pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie de Bussu attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 14.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-préfet de Péronne, le Maire de Bussu, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 27 MAR.

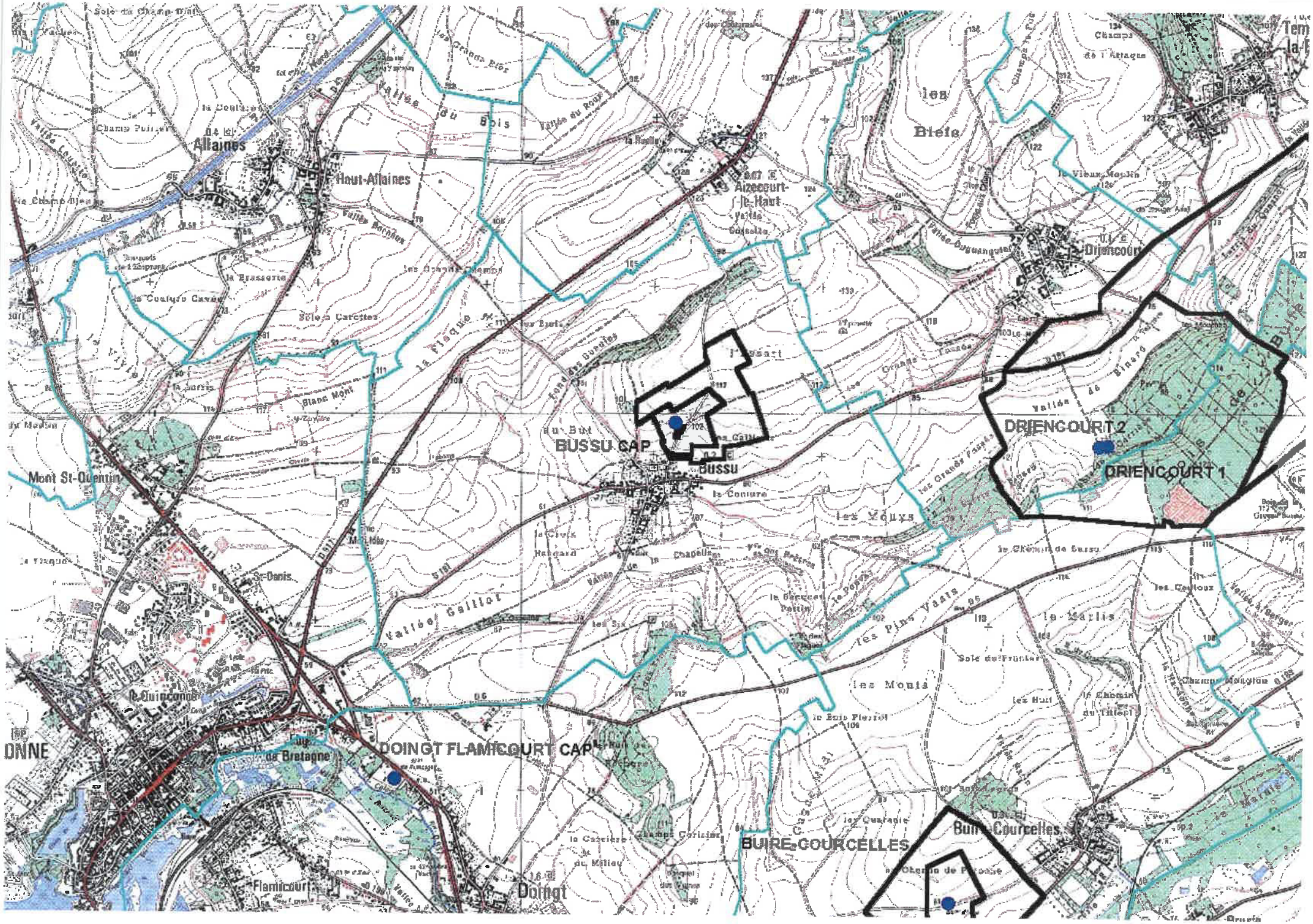
Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Yves LUCCHESI

Pour ampliation :

P/ Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Ingénieur du Génie Sanitaire,

Jean-louis LEMAIRE


BUSSU CAP
DRIENCOURT 2
DRIENCOURT 1
DOINGT FLAMICOURT CAP
BUIRE-COURCELLES
Allaines
Haut-Allaines
Aizecourt-le-Haut
Driencourt
Bussu
Mont St-Quentin
St-Denis
Flamicourt
Doingt
Buire-Courcelles
la Bretagne
la Biefe
les Vaux
les Monts
les Pins Vasts
la Marlis
la Fraque
la Vallée Galliot
la Vallée du Bois
la Vallée Bocquet
la Vallée Bonneau
la Vallée de Bussu
la Vallée Duquanquet
la Vallée Gonselin
la Vallée Louvière
la Vallée du Roy
la Vallée Bergeron
la Vallée Mahaut
la Vallée Bonnet
la Vallée Bonnet
la Vallée Bonnet

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Bussu

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de BUSSU.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 6 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (Atrazine, Bentazone, Lenacile, Oxadixyl, Métribuzine, Simazine, Atrazine déséthyl et Diméfuron) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeurs max** : atrazine : 0,12µg/l ; bentazone : 0,059 µg/l ; lenacile : 0,011 µg/l ; oxadixyl : 0,009 µg/l ; métribuzine : 0,022 µg/l ; simazine : 0,008 µg/ ; diméfuron : 0,008 µg/l ; atrazine déséthyl : 0,012 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 42.7 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 33 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.17 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 9.7µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune de CARTIGNY.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage communal sis sur le
territoire de la commune précitée.

Arrêté du 13 DEC. 1997

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

.../...

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 22.89.42.22 - Télécopie 22.45.08.39

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune de CARTIGNY en date du 3 septembre 1994 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur son territoire et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 6 février au 7 mars 1997 inclus dans la commune de CARTIGNY conformément à l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 1996 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 26 mars 1997 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

.../...

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 10 octobre 1996 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 septembre 1997 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de CARTIGNY destinées à l'alimentation en eau potable de la commune précitée et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune de CARTIGNY est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur son territoire.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par la commune de CARTIGNY ne pourra excéder 25 mètres cubes/heure, ni 600 mètres cubes par jour.

La commune de CARTIGNY devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de CARTIGNY devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

. . . / . . .

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 3 septembre 1994, la commune de CARTIGNY devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux detinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra être propriété de la commune de CARTIGNY.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictemeent nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- les aires de stationnement ;

- les nouvelles constructions ;

- le drainage agricole ;

- les préparations des traitements et le nettoyage du matériel sur le terrain ;

- le défrichement et le déboisement ;

- la création de mare et d'étang ;

- le golf.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- les techniques culturales pendant l'hiver ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

En outre, la commune de CARTIGNY devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

- mise en place d'une clôture de 2 m de haut fermée par un portail ;

- étanchéification du fossé longeant le périmètre ;

- réhabilitation de la station de pompage ;

- mise en place d'un bac de rétention sous le transformateur ;

- nettoyage du terrain.

* Périmètre de protection rapprochée :

- vérification de l'assainissement de l'habitation située sur la parcelle n° 125 de la section AF du cadastre ;

- réfection de l'assainissement des vestiaires du stade.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire de CARTIGNY et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par la commune dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

.../...

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	0,5	2,5	0,5	0,2	5

L'eau sera distribuée après désinfection au chlore gazeux.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;
- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;
- affiché en mairie de CARTIGNY pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie de CARTIGNY attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de PERONNE, le Maire de CARTIGNY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour ampliation :

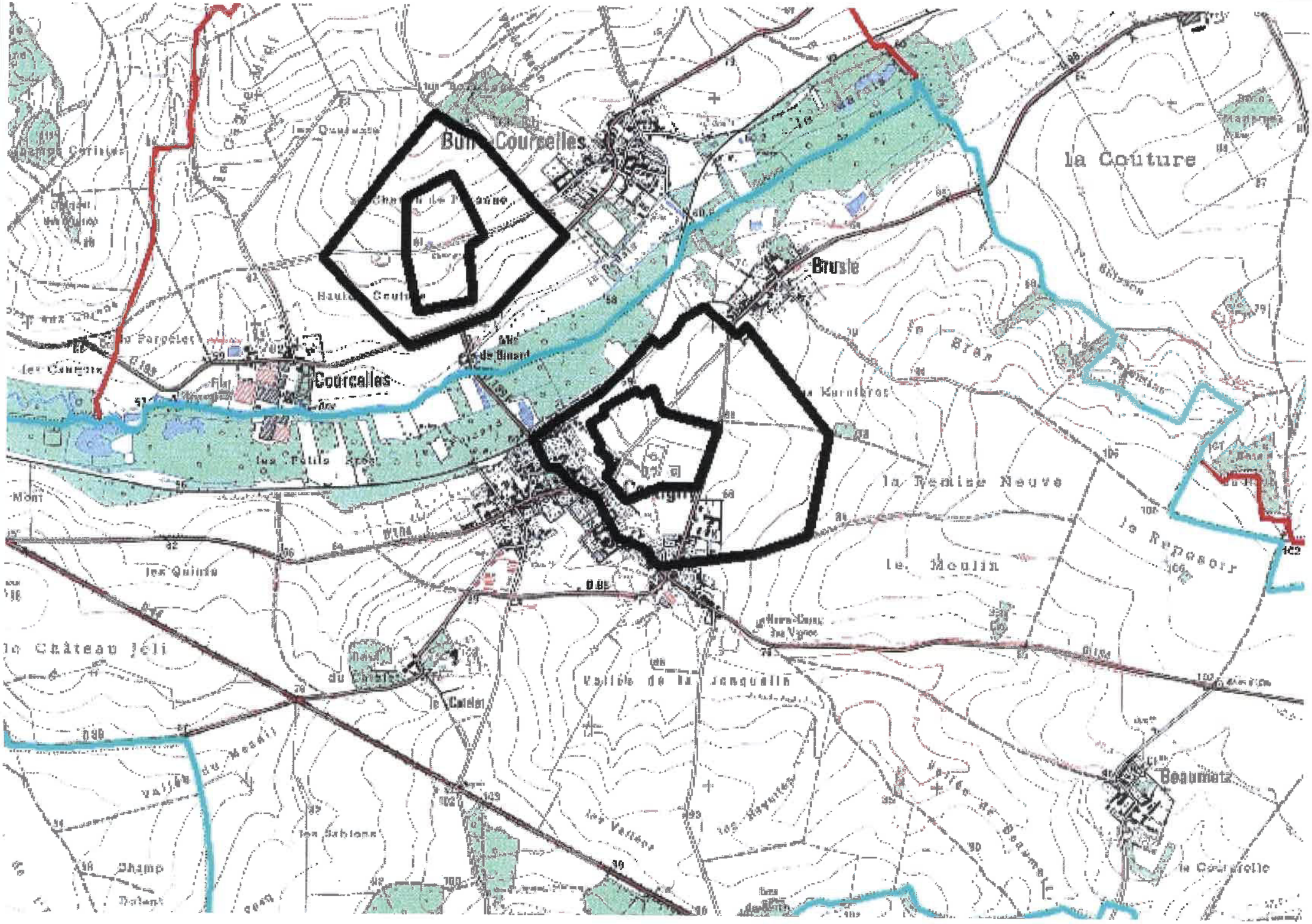
P/ Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,

Fabrice LAURAIN

Amiens, le 3 OCT. 1997

Le Préfet
Pour le PREFET
et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves FAUQUEUR


Bois Courselles
la Couture
Brusle
Courcelles
le Moulin
Beaumetz

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

Qualité des eaux d'alimentation 2016

Commune de : Cartigny

L'origine de l'eau

Votre commune est alimentée en eau potable par un captage situé sur la commune de Cartigny.



Exploitation du réseau

Le réseau est exploité par la commune

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 11 prélèvements ont été réalisés sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/l pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (déséthylatrazine) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : déséthylatrazine : 0,006 µg/l
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 35.2 mg/l**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 35°F** **Eau très calcaire**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.19 mg/L.** **Eau peu fluorée**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 8.3µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et de qualité physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: la dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : la présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation
- ✓ consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé
- ✓ les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique :
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune d'EQUANCOURT.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage communal sis sur
son territoire.

Arrêté du 13 OCT. 1997

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

.../...

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 22.69.42.22 - Télécopie 22.45.08.39

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune d'EQUANCOURT en date du 8 avril 1994 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune d'EQUANCOURT et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 1er juin 1996 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 3 juin au 2 juillet 1997 inclus dans la commune d'EQUANCOURT conformément à l'arrêté préfectoral en date du 22 avril 1997 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 17 juillet 1997 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant que les observations consignées au registre d'enquête ne mettent pas en cause la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 30 juillet 1997 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 septembre 1997 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune d'EQUANCOURT en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine d'EQUANCOURT et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune d'EQUANCOURT est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur le territoire de la commune d'EQUANCOURT.

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par la commune d'EQUANCOURT ne pourra excéder 10 mètres cubes/heure, ni 240 mètres cubes par jour.

.../...

La commune d'EQUANCOURT devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune d'EQUANCOURT devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 8 avril 1994, la commune d'EQUANCOURT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux detinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra être propriété de la commune d'EQUANCOURT.

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'ouverture et l'exploitation de carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;

- l'épandage de sous-produits urbains ou industriels (boues de station d'épuration, matières de vidanges...) ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- l'implantation de bâtiments d'élevage ;

- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictemeent nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ; hormis la parcelle 52 par des extensions limites de l'habitation ;

- la construction de nouvelles voies de communication ;

- le défrichement et le déboisement,

- la création de mare et d'étang.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- le remblaiement des excavations avec les matériaux extraits lors des travaux ;

- la modification des voies de communication existantes à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

* *
*

En outre, la commune d'EQUANCOURT devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

- mise en place d'une clôture de 2 m de haut avec portail cadenassé ;

- nettoyage du périmètre ;

- réhabilitation de la station de pompage.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire d'EQUANCOURT et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

* Périmètre de protection rapprochée :

- les parcelles du périmètre de protection rapprochée pourront faire l'objet d'une acquisition par la commune dans le but de les boiser.

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

.../...

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	_	1	_	_	4

L'eau sera distribuée après un traitement de désinfection.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

.../...

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;
- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;
- affiché en mairie d'EQUANCOURT pendant une durée de deux mois.

Le certificat d'affichage en mairie d'EQUANCOURT attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de PERONNE, le Maire d'EQUANCOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Lieutenant Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 13 OCT. 1997

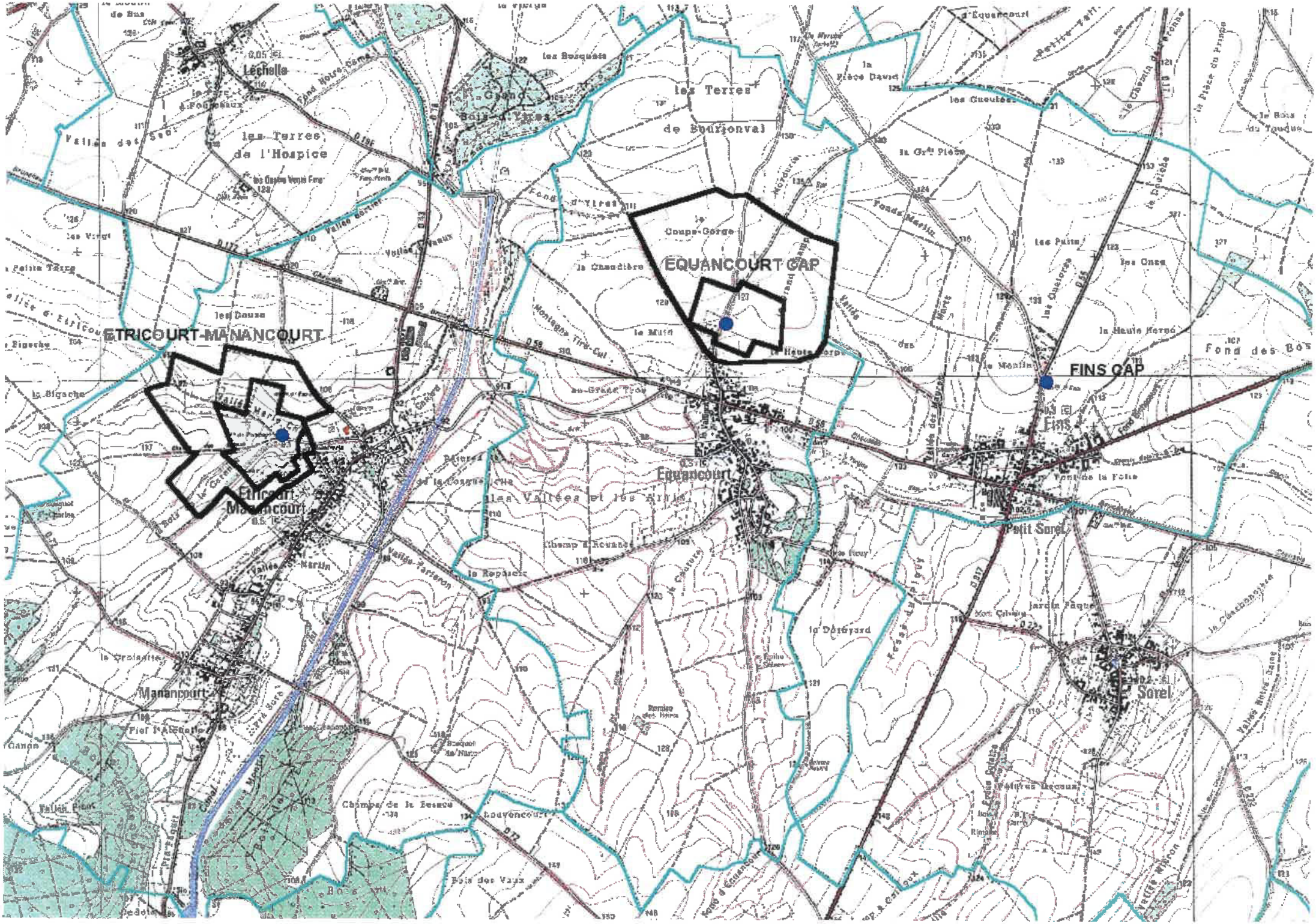
Pour ampliation :

P/ Le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,

Fabrice LAURAIN

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves FAUQUEUR


ETRICOURT-MANANCOURT
EQUANCOURT CAP
FINS CAP
Etricourt-Manancourt
Equancourt
Fins
Manancourt
Sorel
Petit Sorel
les Terres de l'Hospice
les Terres de Bourjonval
les Vallées et les Arrés
Coupe-Gorge
la Chaudière
le Mûrier
la Haute Corne
la Haute Herne
le Moulin
la Folie
le Dérayard
Champs de la Bosse
Bois des Vaux
Bois de Manancourt
Bois de Fins
Bois de Sorel
Bois de Petit Sorel
Bois de Louvencourt
Bois de Bus
Bois de Sorel
Bois de Petit Sorel
Bois de Louvencourt
Bois de Manancourt
Bois de Fins
Bois de Bus

Agence Régionale de Santé Hauts-de-France
52, rue Daire - 80037 Amiens
03 22 97 0 970

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Equancourt

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de : EQUANCOURT.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.
En 2016, 7 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Des traces de pesticides (bentazone) ont été détectées sans dépasser les normes de qualité.** **Valeur max** : bentazone : 0,015 µg/l.
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 36.8 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 34.8 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.13 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 15.7 µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois, en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration strictement supérieure à 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois et de ne pas consommer l'eau du robinet pour les femmes enceintes et allaitantes.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique

L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. De même, vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé de Picardie.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SOMME

Commune de GUYENCOURT-SAULCOURT.
Déclaration d'utilité publique
des périmètres de protection
du captage communal sis sur
son territoire.

Arrêté du 23 JAN. 1997

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.20 et L.20.1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code rural ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des installations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pour application de l'article L.20 du Code de la santé publique ;

.../...

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
3, Boulevard Guyencourt - B.P. 2704 - 80027 AMIENS CEDEX 1 - Tél. 22.89.42.22 - Télécopie 22.45.08.39

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n° 90.330 du 10 avril 1990, n° 91.257 du 7 mars 1991 et n° 95.363 du 5 avril 1995 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1979 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les circulaires interministérielles des 10 décembre 1968 et 24 juillet 1990 relatives aux périmètres de protection des points d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération de la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT en date du 3 décembre 1993 demandant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur son territoire et la création des périmètres de protection autour des points de prélèvement ;

VU le rapport de l'Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 25 octobre 1995 ;

VU la consultation des administrations (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Direction Départementale de l'Equipement, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, Agence de l'Eau, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture) ;

VU les dossiers des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se sont déroulées du 19 septembre 1996 au 18 octobre 1996 inclus dans la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT conformément à l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 1996 ;

VU les pièces attestant l'observation des mesures de publicité ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

VU les plans et états parcellaires des terrains grever de servitudes pour la réalisation du périmètre de protection rapprochée ;

VU l'avis favorable émis par le Commissaire-Enquêteur le 26 octobre 1996 tant sur l'utilité publique du projet que sur la liste des parcelles à grever de servitudes en vue de sa réalisation ;

Considérant l'absence d'observation consignée au registre d'enquête ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 2 décembre 1996 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 16 décembre 1996 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er.- Les travaux de dérivation des eaux de nappes situées sur le territoire de la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT destinées à son alimentation en eau potable et la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour dudit captage, définis par le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont déclarés d'utilité publique. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 2.- La commune de GUYENCOURT-SAULCOURT est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur son territoire (indice BRGM 48-3X-002).

Article 3.- Le volume à prélever par pompage par la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT ne pourra excéder 10 mètres cubes/heure, ni 50 mètres cubes par jour.

La commune de GUYENCOURT-SAULCOURT devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages susvisés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

.../...

Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement ne courra qu'à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par l'autorité préfectorale.

Article 4.- Conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 3 décembre 1993, la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Elle devra également, d'une façon générale, indemniser et faire effectuer tous les travaux nécessaires à la conservation et à la surveillance de la qualité de l'eau à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 5.- En vertu de l'article L.20 du Code de la Santé, et en application des dispositions du décret n° 61.859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont déclarés d'utilité publique et instaurés conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Il est créé également un périmètre de protection éloignée.

Article 6.- INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS AU SEIN DES PERIMETRES.

1°) Périmètre de protection immédiate.

La parcelle nécessaire constituant le périmètre de protection immédiate figurant au plan parcellaire visé à l'article 5 devra rester propriété de la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT.

.../...

Le périmètre immédiat sera clos et interdit d'accès.

Les terrains de surface devront être maintenus en herbe qui sera fauchée régulièrement en prenant soin de ne pas la laisser pourrir sur place.

SONT INTERDITS :

- L'usage de produits phytosanitaires.

- Toute activité autre que celles liées à l'entretien normal des installations.

2°) Périmètre de protection rapprochée.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- le forage des puits ;

- l'implantation de bâtiment d'élevage ;

- le camping et le stationnement de caravanes ;

- la création de décharge ou de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

- le déversement dans les eaux souterraines de façon directe (puits perdu, puits filtrant, forages ou galeries de captage désaffectés, excavation naturelle ou artificielle) ou indirecte (épandage à la surface du sol) de tous les effluents de quelque nature qu'ils soient (eaux usées, détergents, liquides radioactifs, hydrocarbures, etc...) ;

- l'épandage ou l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et des matières de vidange et boues de stations d'épuration ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (silo) ;

- les dépôts et stockages de fumiers, purins, lisiers, engrais organiques ou chimiques et de tous les produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;

.../...

- la création de mares et d'étangs ;

- le creusement de puits perdus ou infiltrants et de puisards ;

- l'installation de constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;

- l'installation de canalisations, de réservoirs et de dépôts d'hydrocarbures ou produits chimiques polluants et d'eaux usées de toutes natures ;

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées ;

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;

- la création de nouvelles voies de communications ;

- la réalisation de fossés ou de bassins pour infiltrer les eaux routières ;

- la création ou l'agrandissement de cimetière ;

- l'ouverture et l'exploitation de gravières ou carrières, ou d'excavations autres que carrières ;

- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;

- le défrichement.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage) ;

- l'épandage d'engrais organiques et chimiques qui sera limité aux strictes besoins de fertilisation des sols ;

- l'utilisation des produits phytosanitaires qui seront épandus en respectant les doses prescrites à l'hectare et les précautions de manipulations ;

- la modification des voies de communications à condition que soient réalisés les aménagements propres à éviter l'écoulement des eaux pluviales vers les captages ;

- par ailleurs, et d'une manière générale, peuvent être interdits ou réglementés et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet de la Somme, toutes activités ou faits susceptibles de porter atteinte directement, ou indirectement à la qualité de l'eau.

3°) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre, il sera veillé à une application stricte de la réglementation générale. Les activités interdites dans le périmètre rapproché ne le sont plus, mais elles devront être soumises à l'avis préalable des services publics concernés par l'activité en question.

En outre, la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT devra réaliser les opérations suivantes :

* Périmètre de protection immédiate :

- réfection du local de pompage ;

- mise en place d'une clôture avec portail de 2 mètres de hauteur.

* Périmètre de protection rapprochée :

- enlèvement du dépôt de matériaux routiers hors périmètre.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté. Le procès-verbal de fin de travaux sera dressé et signé par le Maire de GUYENCOURT-SAULCOURT et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales. Un exemplaire de ce document sera adressé au Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

.../...

Article 7.- Il devra être satisfait dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication de cet arrêté, aux obligations prévues aux articles 4, 5 et 6 dans le délai de un an.

Article 8.- Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9.- Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau conformément au plan visé à l'article 1er.

Article 10.- Les propriétaires de terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

.../...

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 ainsi qu'à la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 relatives au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

Article 11.- Les eaux devront répondre aux conditions de qualité exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, conformément aux règles définies par ce même décret. La fréquence des prélèvements est définie selon le tableau ci-dessous :

TYPE D'ANALYSE	RP	P1	P2P	P3	D
FREQUENCE ANNUELLE	-	1	-	-	2

L'eau sera distribuée sans traitement.

Des analyses complémentaires pourront être demandées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans les cas définis à l'article 10 du décret cité ci-dessus.

Article 12.- Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Somme ;
- inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme ;
- affiché en mairie de GUYENCOURT-SAULCOURT pendant une durée de deux mois.

.../...

Le certificat d'affichage en mairie de GUYENCOURT-SAULCOURT attestera de l'observation de cette formalité. Il sera adressé directement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme à l'expiration du délai d'affichage.

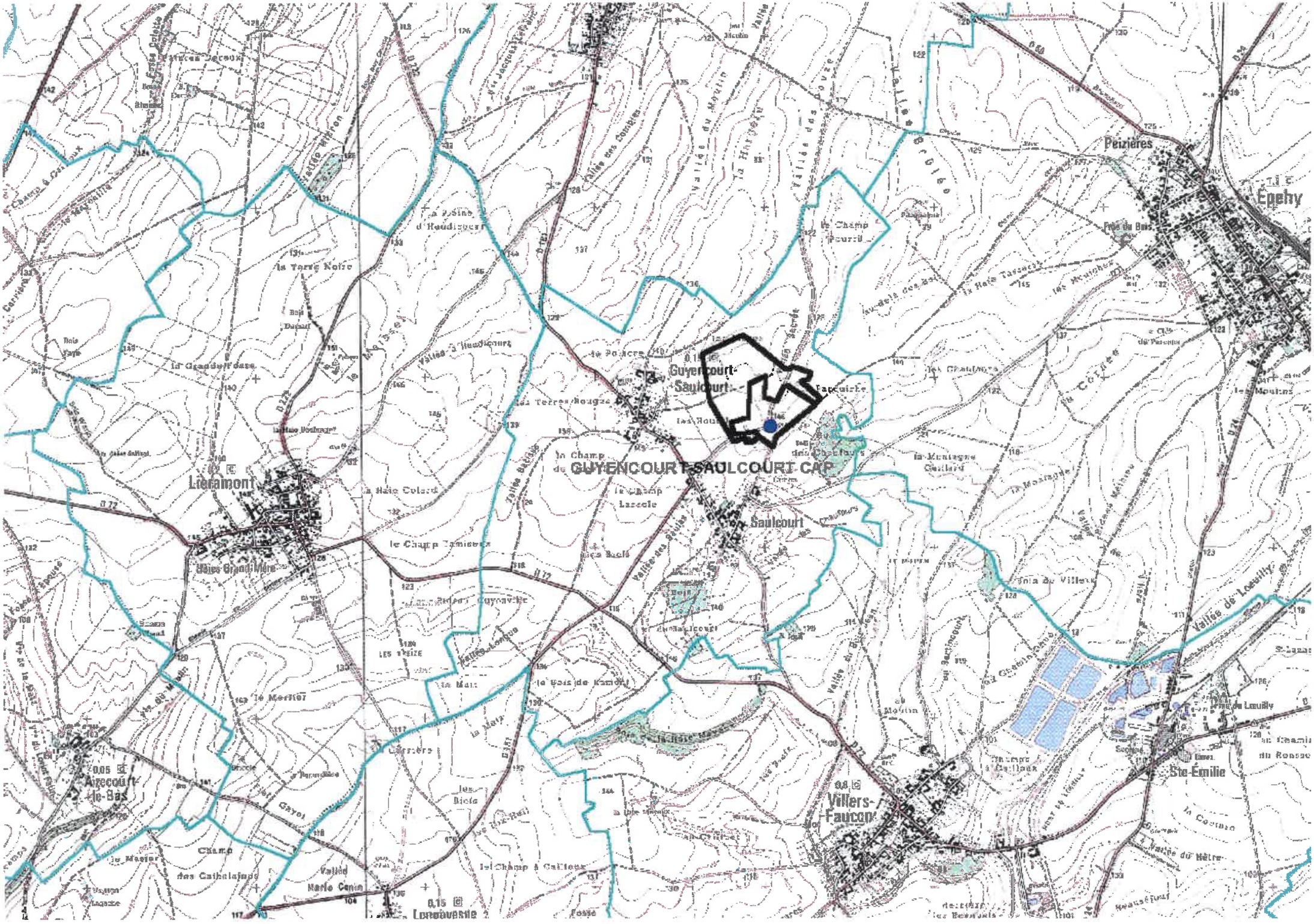
Article 13.- Le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de PERONNE, le Maire de GUYENCOURT-SAULCOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme, le Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Picardie, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie et le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Amiens, le 23 JAN. 1997

PREFECTURE DE LA SOMME 49

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves FAUQUEUR


GUYENCOURT-SAULCOURT CAP
Guyencourt-Saulcourt
Saulcourt
Lieramont
Villers-Faucon
Epehy
Peizières
Ste-Émilie
Aizecourt-le-Bas
Lonnoveste
Parcelle
Vallée Grand'Mère
Vallée de Louilly
Vallée Marie Canin
Vallée Wiberon
Vallée Bataille
Vallée des Moulins
Vallée des Combles
Vallée du Marais
Vallée des Oules
Vallée Longue
Vallée du Hêtre
Le Champ Lassecle
Le Champ Tamisiers
Le Champ Pourri
Le Champ à Galleux
Les Terres Rouges
Les Treize
Le Bois de Ramel
Le Bois Bleu
Le Bois Marie
Le Bois Biela
Le Bois Tasserie
Le Bois de Villers
Le Bois Mesnil
Le Bois Bechincourt
Le Bois Chatelcourt
Le Bois Chatelaincourt
Le Bois Gratincourt
Le Bois Bellevue
Le Bois Bellevue Cayeux
Le Bois Bellevue Cayeuxette
Le Bois Bellevue Cayeuxette
Le Bois Bellevue Cayeuxette

Agence Régionale de Santé
Hauts-de-France
556 avenue Willy Brandt
59777 Euralille
0 809 402 032

La qualité de votre eau en 2016

Commune de : Guyencourt-Saulcourt

L'origine de l'eau

Votre réseau est alimenté en eau potable par un captage situé sur la commune de GUYENCOURT-SAULCOURT.



Exploitation du réseau

La commune exploite elle-même le réseau.

Le contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé.
En 2016, 7 prélèvements ont été réalisés sur la station de traitement et sur le réseau de distribution.



Astuces

Après plusieurs jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la consommer.

BACTERIOLOGIE	Une recherche de bactéries pathogènes est effectuée. La présence de ces bactéries dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de distribution. **Résultats d'analyses : 100% des analyses sont conformes.**
PESTICIDES	Les pesticides sont des substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas dépasser 0,10 µg/L pour chaque molécule. En effet, même à très faible dose, les pesticides sont suspectés d'avoir des effets sur la santé. **Aucune trace de pesticides n'a été détectée lors de la dernière recherche effectuée.**
NITRATES	L'excès de nitrates dans l'eau peut provenir de la décomposition de matières végétales ou animales, d'engrais utilisés en agriculture, du fumier, d'eaux usées domestiques et industrielles, des précipitations ou de formations géologiques renfermant des composés azotés solubles. La teneur à ne pas dépasser est de 50mg/L. **Teneur moyenne : 19 mg/L**
DURETE (ou TH)	La dureté exprime dans cette unité la teneur de l'eau en calcium et magnésium. L'eau est fortement calcaire lorsque sa teneur est entre 25 et 35°F. **Teneur moyenne : 31.2 °F** **Eau très calcaire.**
FLUOR	Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. La valeur limite à ne pas dépasser est de 1,5 mg/L. **Teneur moyenne : 0.28 mg/L** **Eau peu fluorée.**
AUTRES PARAMETRES	Tous les résultats des analyses pour les autres paramètres du contrôle sanitaire sont conformes aux valeurs limites réglementaires (métaux, solvants chlorés, ...) Par contre une recherche supplémentaire a révélé une présence de perchlorates à un taux supérieur aux recommandations de l'ANSES dont les préconisations sont rappelées ci-dessous. **Valeur trouvée: 7.6µg/l**

CONCLUSION SANITAIRE

Eau de qualité bactériologique et physico-chimique conforme à la réglementation.

Toutefois en raison de la présence de perchlorates à votre ressource en concentration comprise entre 4 et 15 µg/l, l'Anses préconise de ne pas préparer de biberons avec l'eau du robinet pour les nourrissons de moins de 6 mois.

Consultez les résultats d'analyses d'eau en ligne :
http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE : Elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport.
Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

LE CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION

Le contrôle sanitaire est confié au service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé.
Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux (le laboratoire Départemental d'analyses et de recherches de l'Aisne à Laon et le laboratoire CARSO à Lyon).
Le nombre d'analyses effectuées dépend du nombre d'habitants desservis. Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution.

LA DURETE: La dureté représente le calcium et le magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé.

LES NITRATES : Le nitrate est un élément fertilisant présent naturellement dans les eaux ; les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des nitrates dans les ressources.
Le respect de la valeur limite de 50 mg par litre pour les eaux de consommation permet d'assurer la protection des nourrissons et des femmes enceintes alimentés avec l'eau du robinet.

LES PESTICIDES : La présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber.
Certains pesticides ont des effets ou sont suspectés d'avoir des effets sur la santé lorsqu'ils sont consommés pendant toute une vie. Par précaution, la valeur réglementaire, très faible, est inférieure au seuil de toxicité connue.

LE FLUOR : Le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. Une valeur limite réglementaire de 1,5 mg par litre a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (trace sur l'émail des dents).
Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés,...)

RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Pour préserver la qualité de votre eau :

- ✓ Après quelques jours d'absence, purgez vos conduites avant consommation.
- ✓ Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, conservez la au froid, pas plus de 24h, dans un récipient fermé.
- ✓ Les traitements complémentaires (adoucisseurs, "purificateurs",...) sont sans intérêt pour la santé sur le réseau d'eau froide utilisé pour la consommation, voire même *dangereux*. ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou devenir des foyers de développement microbien lorsque leur entretien est mal assuré. Ils sont aussi déconseillés car participant à l'augmentation de la consommation journalière en sel. Ces éventuels traitements complémentaires sont à réserver exclusivement aux eaux chaudes sanitaires.

Le plomb d'origine hydrique
L'eau, à la sortie de l'usine de production, ne contient pas de plomb. Cependant, des branchements publics ou des canalisations d'immeubles anciens en plomb peuvent la dégrader au cours de son transport.
Aussi est-il vivement conseillé de remplacer les anciennes conduites en plomb et, en attendant, de laisser s'écouler l'eau avant de la consommer.
Un recensement des branchements a été réalisé par le responsable de la distribution, les résultats sont mis à la disposition du public.

Perchlorates :
Les divers sels de perchlorates peuvent être utilisés dans de nombreuses applications industrielles et dans les domaines militaires et de l'aérospatiale.
Ils interfèrent avec le processus d'incorporation de l'iode par la thyroïde et peuvent induire une baisse de la synthèse des hormones thyroïdiennes.
Ils ne sont ni cancérigènes ni mutagènes. Ils ont un effet biologique, mais pas d'effet clinique. Ils ne s'accumulent pas dans l'organisme et leurs effets sont réversibles.

POUR PLUS D'INFORMATIONS...

Les résultats d'analyses du contrôle sanitaire sont régulièrement adressés à la Mairie de votre commune où ils sont affichés. Vous pouvez y consulter un rapport annuel détaillé établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé.

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution d'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Elle peut être affichée dans les immeubles collectifs.

Marie FELIX
Chargée de réglementation
Orange
UPR Nord Est
21080 Dijon Cedex 9
03 90 31 40 33
uprne.artquaranteneuf@orange.com

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service aménagement et prospective
Bureau des politiques de l'aménagement durable
À l'attention de M. Bertrand CORMONT
1 boulevard du port
BP 92612
80026 AMIENS Cedex 1

Dijon, le 28 août 2017

Objet : Porter à connaissance pour l'élaboration du PLU de la Communauté de communes de Haute Somme

Monsieur,

Dans le cadre de la concertation visée aux articles L 300-2 et L 123-6 du code de l'urbanisme, j'accuse réception de votre courrier concernant l'élaboration du PLU de la Communauté de communes de Haute Somme.

Nous portons à votre attention les références du site de l'ANFR qui vous permettra de trouver l'ensemble des éléments concernant votre demande via le lien internet ci-dessous :

https://www.cartoradio.fr/cartoradio/web/

Les dispositions légales relatives aux réseaux de communications électroniques me conduisent à vous faire part des observations d'Orange ci-dessous :

Servitudes :

Les articles L48, L54 à L56.1, L57 à L62.1 du code des postes et communications électroniques (CPCE) instituent un certain nombre de servitudes attachées aux réseaux de communications électroniques.

Les services de la Préfecture doivent vous communiquer, si elles existent sur le territoire de votre commune, les éventuelles servitudes d'utilité publique mentionnées ci-dessus

Ces servitudes sont également consultables par tous sur le site de l'ANFR (Agence Nationale des Fréquences Radio), y compris par la Mairie.

Droit de passage sur la DPR :

Orange est en charge de la fourniture du service universel sur l'ensemble du territoire national et bénéficie en tant qu'opérateur de réseaux ouverts au public d'un droit de passage sur le domaine public routier.

L'article L47 du CPCE qui institue ce droit de passage mentionne en effet que « L'autorité gestionnaire du domaine public routier doit prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement de l'obligation d'assurer le service universel. Elle ne peut faire obstacle au droit de passage des opérateurs autorisés qu'en vue

d'assurer dans les limites de ses compétences, le respect des exigences essentielles, la protection de l'environnement et le respect des règles d'urbanisme ».

Dès lors, le PLU ne peut imposer d'une manière générale à Orange une implantation en souterrain des réseaux sauf à faire obstacle au droit de passage consacré par la disposition susvisée. Dans son arrêt Commune de La Boissière (20/12/1996) le Conseil d'Etat a ainsi sanctionné une interdiction générale des réseaux aériens édictée par le POS.

En conséquence, Orange s'opposera, le cas échéant, à l'obligation d'une desserte des réseaux téléphoniques en souterrain sur les zones suivantes :

- Zones à Urbaniser identifiées AU
- Zones Agricoles identifiées A
- Zones Naturelles identifiées N

En effet, seules les extensions sur le Domaine Public en zone Urbaine ou dans le périmètre des sites classés, ou espaces protégés sont susceptibles de faire l'objet d'une obligation de mise en souterrain.

De la même façon l'interdiction générale d'installer des antennes relais sur l'intégralité du territoire de référence constituerait une disposition abusive ;

Par ailleurs, il convient également de rappeler que les aménagements publics dans le cadre des zones à aménager pour répondre aux besoins des futurs usagers et habitants en termes de réseaux de communication électronique peuvent être à la charge des aménageurs.

Enfin, il appartient au bénéficiaire d'un permis de construire d'aménager, ou de lotir de prendre en charge la réalisation de tous travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement de la construction, du terrain aménagé ou du lotissement en ce qui concerne les réseaux de communications électroniques. Le PLU doit en conséquence veiller à prise en compte de l'article L332-15 du code de l'urbanisme.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, et je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Didier CHAUMAT
Responsable Réglementation



Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: ALLAINES (80017) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10916	D	21/12/90	PT2	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), PERONNE(80620),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT : 80 COMMUNE : BOUCHAVESNES-BERGEN (80115) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :	ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
17432	D	08/10/02	PT1	I59	50° 0' 24" N	2° 54' 32" E	0.0 m	RANCOURT/RN 17 0800140086	
Communes grevées :	BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
I59	SGAMI-NORD	27, rue Jacquemars Gielee	59039	LILLE CEDEX	03.20.30.59.59	03.20.30.59.15

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: BUSSU (80154) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10916	D	21/12/90	PT2	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), PERONNE(80620),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: COMBLES (80204) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10879	D	11/03/83	PT2LH	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	DURY/MI-GROGNE 0800130011
Communes grevées : AMIENS(80021), AUBIGNY(80036), BRAY-SUR-SOMME(80136), BUSSY-LES-DAOURS(80156), CAMON(80164), CARNOY(80175), COMBLES(80204), CORBIE(80212), DAOURS(80234), DURY(80261), FRICOURT(80366), GINCHY(80378), GLISY(80379), GUILLEMONT(80401), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), LAMOTTE-BREBIERE(80461), LONGUEAU(80489), MAMETZ(80505), MARICOURT(80513), MEAULTE(80523), MERICOURT-L'ABBE(80530), MONTAUBAN-DE-PICARDIE(80560), MORLANCOURT(80572), SAILLY-LE-SEC(80694), SAILLY-SAILLISEL(80695), SAINT-FUSCIEN(80702), TREUX(80769), VAUX-SUR-SOMME(80784), VILLE-SUR-ANCRE(80807),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées : ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
17432	D	08/10/02	PT1	I59	50° 0' 24" N	2° 54' 32" E	0.0 m	RANCOURT/RN 17 0800140086	
Communes grevées : BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),									

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
I59	SGAMI-NORD	27, rue Jacquemars Gielee	59039	LILLE CEDEX	03.20.30.59.59	03.20.30.59.15

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: EPEHY (80271) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: EQUANCOURT (80275) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: ESTREES-MONS (80557) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10971	D	04/04/85	PT1	E80	0° 0' 0"	0° 0' 0"	0.0 m	MONCHY-LAGACHE/AERODROME DE PE 0800240004	
Communes grevées :		MONCHY-LAGACHE(80555), ESTREES-MONS(80557),							

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
E80	D.D.E. de la SOMME	Centre Administratif Bd du Port BP 2612	80026	AMIENS CEDEX 1	03.22.97.21.00	

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT : 080 COMMUNE : ETRICOURT-MANANCOURT (80298) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003
Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées : ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),									

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: FINS (80312) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: GINCHY (80378) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10879	D	11/03/83	PT2LH	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	DURY/MI-GROGNE 0800130011

Communes grevées : AMIENS(80021), AUBIGNY(80036), BRAY-SUR-SOMME(80136), BUSSY-LES-DAOURS(80156), CAMON(80164), CARNOY(80175), COMBLES(80204), CORBIE(80212), DAOURS(80234), DURY(80261), FRICOURT(80366), GINCHY(80378), GLISY(80379), GUILLEMONT(80401), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), LAMOTTE-BREBIERE(80461), LONGUEAU(80489), MAMETZ(80505), MARICOURT(80513), MEAULTE(80523), MERICOURT-L'ABBE(80530), MONTAUBAN-DE-PICARDIE(80560), MORLANCOURT(80572), SAILLY-LE-SEC(80694), SAILLY-SAILLISEL(80695), SAINT-FUSCIEN(80702), TREUX(80769), VAUX-SUR-SOMME(80784), VILLE-SUR-ANCRE(80807),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: GUILLEMONT (80401) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10879	D	11/03/83	PT2LH	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	DURY/MI-GROGNE 0800130011

Communes grevées : AMIENS(80021), AUBIGNY(80036), BRAY-SUR-SOMME(80136), BUSSY-LES-DAOURS(80156), CAMON(80164), CARNOY(80175), COMBLES(80204), CORBIE(80212), DAOURS(80234), DURY(80261), FRICOURT(80366), GINCHY(80378), GLISY(80379), GUILLEMONT(80401), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), LAMOTTE-BREBIERE(80461), LONGUEAU(80489), MAMETZ(80505), MARICOURT(80513), MEAULTE(80523), MERICOURT-L'ABBE(80530), MONTAUBAN-DE-PICARDIE(80560), MORLANCOURT(80572), SAILLY-LE-SEC(80694), SAILLY-SAILLISEL(80695), SAINT-FUSCIEN(80702), TREUX(80769), VAUX-SUR-SOMME(80784), VILLE-SUR-ANCRE(80807),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT : 59 COMMUNE : GUYENCOURT-SAULCOURT (80404) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 80 COMMUNE: HARDECOURT-AUX-BOIS (80418) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10879	D	11/03/83	PT2LH	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	DURY/MI-GROGNE 0800130011
Communes grevées :	AMIENS(80021), AUBIGNY(80036), BRAY-SUR-SOMME(80136), BUSSY-LES-DAOURS(80156), CAMON(80164), CARNOY(80175), COMBLES(80204), CORBIE(80212), DAOURS(80234), DURY(80261), FRICOURT(80366), GINCHY(80378), GLISY(80379), GUILLEMONT(80401), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), LAMOTTE-BREBIERE(80461), LONGUEAU(80489), MAMETZ(80505), MARICOURT(80513), MEAULTE(80523), MERICOURT-L'ABBE(80530), MONTAUBAN-DE-PICARDIE(80560), MORLANCOURT(80572), SAILLY-LE-SEC(80694), SAILLY-SAILLISEL(80695), SAINT-FUSCIEN(80702), TREUX(80769), VAUX-SUR-SOMME(80784), VILLE-SUR-ANCRE(80807),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10960	D	09/12/96	PT1	F80	49° 58' 9" N	2° 49' 9" E	100.0 m	CURLU/LES BAUDES 0800220032	
Communes grevées :	CURLU(80231), ECLUSIER-VAUX(80264), FRISE(80367), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), HEM-MONACU(80428), MARICOURT(80513), MAUREPAS(80521),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: HEM-MONACU (80428) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10960	D	09/12/96	PT1	F80	49° 58' 9" N	2° 49' 9" E	100.0 m	CURLU/LES BAUDES 0800220032	
Communes grevées :	CURLU(80231), ECLUSIER-VAUX(80264), FRISE(80367), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), HEM-MONACU(80428), MARICOURT(80513), MAUREPAS(80521),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: HEUDICOURT (80438) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: LIERAMONT (80475) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 80 COMMUNE: MAUREPAS (80521) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10960	D	09/12/96	PT1	F80	49° 58' 9" N	2° 49' 9" E	100.0 m	CURLU/LES BAUDES 0800220032	
Communes grevées :	CURLU(80231), ECLUSIER-VAUX(80264), FRISE(80367), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), HEM-MONACU(80428), MARICOURT(80513), MAUREPAS(80521),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 80 COMMUNE: MESNIL-EN-ARROUAISE (80538) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003
Communes grevées :	BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10877	D	14/10/65	PT2	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :	LE TRANSLOY(62829), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :	ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: MOISLAINS (80552) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :	ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: NURLU (80601) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: PERONNE (80620) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10916	D	21/12/90	PT2	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), PERONNE(80620),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: PERONNE (80620) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10916	D	21/12/90	PT2	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), PERONNE(80620),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 80 COMMUNE: RANCOURT (80664) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :	ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
17432	D	08/10/02	PT1	I59	50° 0' 24" N	2° 54' 32" E	0.0 m	RANCOURT/RN 17 0800140086	
Communes grevées :	BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
17434	D	24/10/02	PT2	I59	50° 0' 24" N	2° 54' 32" E	0.0 m	RANCOURT/RN 17 0800140086	
Communes grevées :	RANCOURT(80664),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
I59	SGAMI-NORD	27, rue Jacquemars Gielee	59039	LILLE CEDEX	03.20.30.59.59	03.20.30.59.15

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: SAILLY-SAILLISEL (80695) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003
Communes grevées :		BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),							

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10879	D	11/03/83	PT2LH	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	DURY/MI-GROGNE 0800130011
Communes grevées :		AMIENS(80021), AUBIGNY(80036), BRAY-SUR-SOMME(80136), BUSSY-LES-DAOURS(80156), CAMON(80164), CARNOY(80175), COMBLES(80204), CORBIE(80212), DAOURS(80234), DURY(80261), FRICOURT(80366), GINCHY(80378), GLISY(80379), GUILLEMONT(80401), HARDECOURT-AUX-BOIS(80418), LAMOTTE-BREBIERE(80461), LONGUEAU(80489), MAMETZ(80505), MARICOURT(80513), MEAULTE(80523), MERICOURT-L'ABBE(80530), MONTAUBAN-DE-PICARDIE(80560), MORLANCOURT(80572), SAILLY-LE-SEC(80694), SAILLY-SAILLISEL(80695), SAINT-FUSCIEN(80702), TREUX(80769), VAUX-SUR-SOMME(80784), VILLE-SUR-ANCRE(80807),							

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10877	D	14/10/65	PT2	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :		LE TRANSLOY(62829), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), SAILLY-SAILLISEL(80695),							

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10878	D	25/07/66	PT1	D59	50° 1' 48" N	2° 55' 22" E	150.0 m	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003	
Communes grevées :		ROCQUIGNY(62715), LE TRANSLOY(62829), BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), MOISLAINS(80552), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),							

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
17432	D	08/10/02	PT1	I59	50° 0' 24" N	2° 54' 32" E	0.0 m	RANCOURT/RN 17 0800140086	
Communes grevées :	BOUCHAVESNES-BERGEN(80115), COMBLES(80204), RANCOURT(80664), SAILLY-SAILLISEL(80695),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09
I59	SGAMI-NORD	27, rue Jacquemars Gielee	59039	LILLE CEDEX	03.20.30.59.59	03.20.30.59.15

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 080 COMMUNE: SOREL (80737) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1959	D	20/03/74	PT2LH	D59	49° 57' 20" N	3° 33' 1" E	180.0 m	GROUGIS 0020130006	SAILLY-SAILLISEL/STATION TDF D 0800130003

Communes grevées : BEAUREVOIR(02057), BOHAIN-EN-VERMANDOIS(02095), BONY(02100), BRANCOURT-LE-GRAND(02112), FRESNOY-LE-GRAND(02334), GOUY(02352), GROUGIS(02358), LEMPIRE(02417), MONTBREHAIN(02500), SEBONCOURT(02703), VENDHUILE(02776), EPEHY(80271), EQUANCOURT(80275), ETRICOURT-MANANCOURT(80298), FINS(80312), GUYENCOURT-SAULCOURT(80404), HEUDICOURT(80438), LIERAMONT(80475), MESNIL-EN-ARROUAISE(80538), NURLU(80601), SAILLY-SAILLISEL(80695), SOREL(80737),

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
D59	TDF-DO Lille 1 et 2 Patrick Fontaneu	35 r Gambetta	59130	LAMBERTSART	03.20.08.04.70	03.20.22.02.09

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 80 COMMUNE: AIZECOURT-LE-HAUT (80015) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10916	D	21/12/90	PT2	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), PERONNE(80620),								

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
10915	D	23/12/91	PT1	F80	49° 57' 17" N	2° 57' 51" E	0.0 m	BUSSU/LA FLAQUE 0800220006	
Communes grevées :	AIZECOURT-LE-HAUT(80015), ALLAINES(80017), BUSSU(80154), MOISLAINS(80552), PERONNE(80620),								

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

Edité le
04 septembre 2017

Agence Nationale des Fréquences

Gestionnaires de Servitudes

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
F80	FRANCE TELECOM M. BOULY Didier	Bat Condorcet 20, av Paul Claudel	80050	AMIENS CEDEX 1	03.22.49.76.75	03.22.49.73.96

Les informations fournies dans la base de données SERVITUDES, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfectures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site www.cartoradio.fr recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.

ANFR/DGNF/SIS - Technopole de Brest Iroise-ZA du Vernis - 265, rue Pierre Rivoalon CS13829 29238 - BREST CEDEX 3
Téléphone : 02.98.34.12.00 Télécopie : 02.98.34.12.20 Mél : servitudes@anfr.fr

AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE
Etablissement public du Ministère chargé du développement durable

ISO 9001
ISO 14001
OHSAS 18001

Monsieur le Préfet
Direction départementale des territoires et de la mer
Service aménagement et prospective
1 Boulevard du port
BP 92612
80026 Amiens cedex 1

N/Réf : DCRID/SVD/MR119296
Affaire suivie par Martine Rymek

Objet : Élaboration du PLUi de la communauté de communes de Haute Somme
V/Réf : Bertrand Cormont

Douai, le 9/10/2017

Monsieur le Préfet,

Suite à votre courrier du 30 août 2017 concernant l'élaboration du PLUi de la Communauté de communes de Haute Somme, les services de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie souhaitent attirer votre attention sur les problématiques de gestion des eaux dans le cadre de l'élaboration de ce document d'urbanisme.

Le code de l'urbanisme instaure une obligation de compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE et les SAGE. En effet, les PLU en l'absence de SCOT, doivent être compatibles avec *« les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux »* et *« les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux »*. Le SDAGE 2016-2021 du bassin Artois-Picardie, qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 23 novembre 2015, est disponible sur notre site internet : www.eau-artois-picardie.fr/sdage.

Dans le cadre de son élaboration, le PLUi de la communauté de communes Haute Somme devra tenir compte en particulier :

- des eaux pluviales qui devront faire l'objet d'une gestion au travers de techniques alternatives au ruissellement (disposition A-2.1) ;
- de la limitation du retournement des prairies et du maintien des éléments fixes du paysage (disposition A-4.3) ;
- d'adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel (disposition A-11.1)
- de mesures à mettre en place pour éviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau (disposition A-9.1) ;
- des zones à dominantes humides du SDAGE (disposition A-9.2) dont l'échelle d'utilisation est le 1/50000ème et dont l'inventaire est consultable sur le site internet de l'agence de l'eau : www.eau-artois-picardie.fr/cartotheque-dynamique ainsi que les inventaires des SAGE et faire en sorte que leur maintien et restauration soient assurés (disposition A-9.4 et A-9.5) ;
- de maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autre vers les ouvrages d'épuration des agglomérations (disposition A-11.2) ;
- d'éviter d'utiliser des produits toxiques (disposition A-11.3) ;
- de réduire à la source les rejets de substances dangereuses (disposition A-11.4) ;
- de mettre en regard les projets d'urbanisation avec la ressource en eau et les équipements à mettre en place (disposition B-2.2) ;
- de la préservation du caractère inondable de zones prédéfinies (disposition C-1.1) ;

- de préserver et restaurer des zones naturelles d'expansion de crues (disposition C-1.2) ;
- d'éviter d'aggraver les risques d'inondations (disposition C-2.1) ;
- de privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant (disposition C-3.1) ;
- de préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme (disposition C-4.1).

En complément, nous vous informons de la présence de périmètres de protection de captages dans le secteur d'étude.

Nous vous invitons également à vous rapprocher des animatrices des SAGE Haute Somme (Mélanie LECLAIRE, Tel : 03.22.33.09.97 - E-mail : m.leclaire@ameva.org) et Somme Aval (Caroline ROHART, Tel : 03.22.33.09.97 - E-mail : c.rohart@ameva.org) sur lesquels le secteur d'étude se situe. Des données complémentaires peuvent être disponibles et valorisées pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

D'autre part, nous souhaiterions recevoir l'arrêt de projet de ce PLUi. Merci de l'adresser à l'attention de Géraldine Aubert, experte planification et urbanisme (g.aubert@eau-artois-picardie.fr).

Enfin, sachez que l'Agence de l'eau Artois Picardie est en mesure d'accompagner financièrement les collectivités qui engagent des études, des travaux ou des actions de communication pour les thématiques telles que le traitement des eaux pluviales, la préservation des zones humides ou la maîtrise des pollutions. Pour plus d'informations, vous pouvez vous référer au site internet de l'agence de l'eau à la rubrique suivante : www.eau-artois-picardie.fr/modalix-0/.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général, Bertrand GALTIER
Par délégation, la chef de service

Mélina SEYMAN

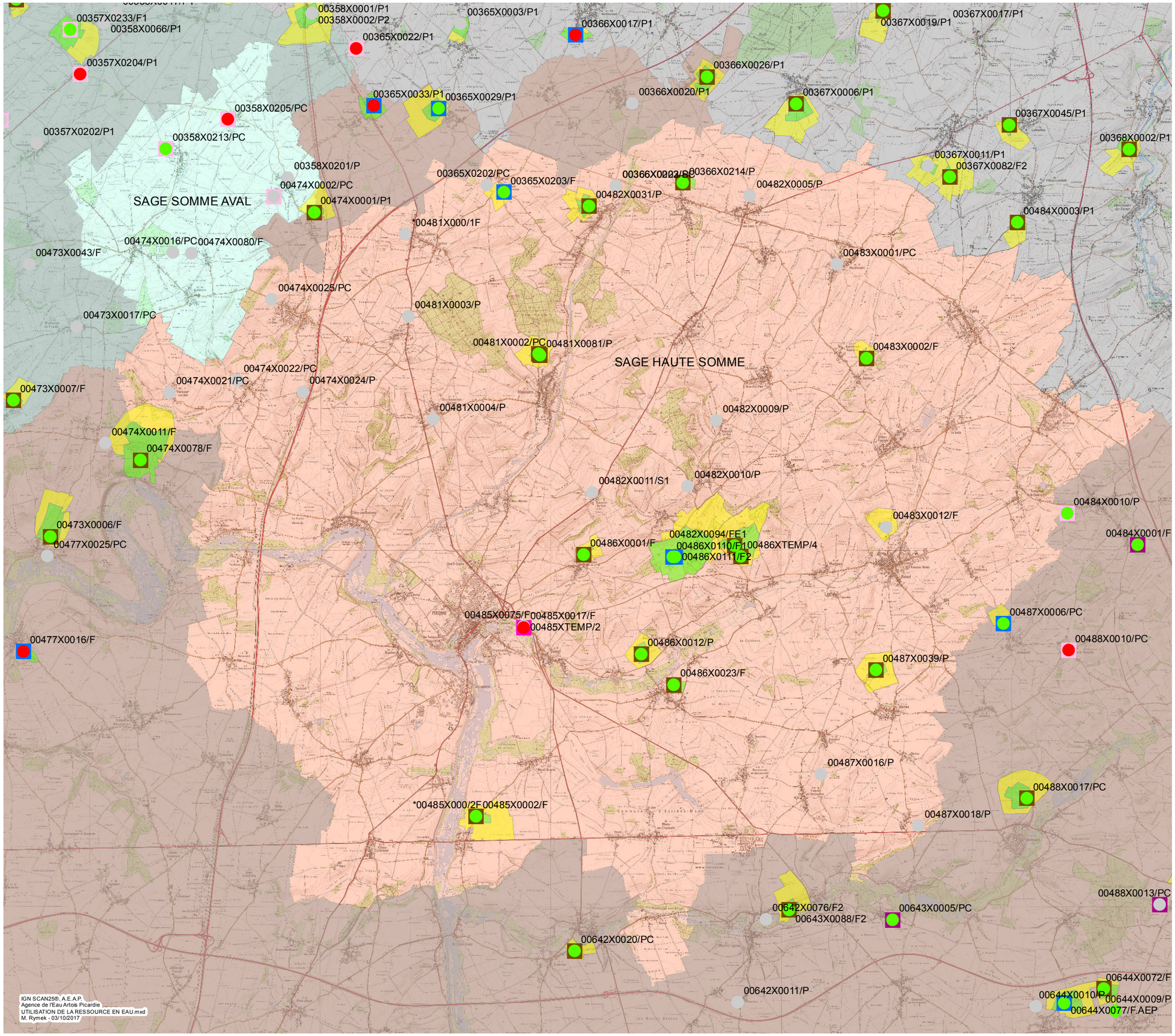
Liste des annexes fournies dans ce courrier :

Protection des captages

☒ Carte des périmètres de protection des captages sur le secteur d'étude

Cette carte est réalisée à partir des données de la base de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et vous est fournie à titre indicatif. Pour tout complément, merci de contacter l'Agence Régionale de Santé, administration responsable des périmètres de protection.

Utilisation de la ressource en eau Communauté de Communes HAUTE SOMME



IGN SCAN25®, A.E.A.P.
Agence de l'Eau Artois Picardie
UTILISATION DE LA RESSOURCE EN EAU.mxd
M. Rymek - 03/10/2017

ETAT DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

- Abandonné (fermé)
- Actif
- En projet
- Perspective d'abandon

PROTECTION DES CAPTAGES EN EAU POTABLE

- Début consultation services
- Engagée par convention
- Etablissement rapport HGA
- Premier jour d'enquête ou CDH
- Fin de consultation
- D.U.P
- Publication aux Hypothèques

PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES

- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché
- Périmètre éloigné
- Non renseigné

SAGE

- SAGE HAUTE SOMME
- SAGE SOMME AVAL ET COURS D'EAU COTIERS

N

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

Etablissement public du Ministère chargé du développement durable

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Amiens, le 07 AOUT 2018

Le Préfet

Monsieur le Président,

La communauté de communes de la Haute-Somme est engagée dans l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal depuis le 11 mai 2017.

Aux termes de l'article L132-2 du code de l'urbanisme, l'autorité administrative compétente de l'État porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme.

Aussi, en complément du porter à connaissance initial, je tiens à vous informer du décret n°2018-673 du 25 juillet 2018 prorogeant les effets du décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord).

Le tracé dudit canal vous a été transmis lors de l'envoi du porter à connaissance initial et sera inscrit en emplacement réservé dans le plan local d'urbanisme afin de préserver les terrains destinés à l'accueil de cette infrastructure et ses aménagements connexes de toutes constructions.

Ce document est téléchargeable à partir du lien http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Observatoire-des-territoires/Amenagement-du-territoire-et-urbanisme/Les-etudes/Enjeux-du-territoire-samarien/Porter-a-connaissance.

Mes services et plus particulièrement ceux de la direction départementale des territoires et de la mer restent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean-Charles GERAY

Bien à vous

Copie à M. le Sous-Préfet des arrondissements de Péronne et de Montdidier

Monsieur Eric FRANCOIS
Président de la communauté de communes de la Haute-Somme
23, avenue de l'Europe
BP 80051
80 201 Péronne cedex

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

TRANSPORTS

Décret n° 2018-673 du 25 juillet 2018 prorogeant les effets du décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord)

NOR : *TRAT1809389D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article L. 121-5 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord) et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Beaulieu-les-Fontaines, Cambronne-lès-Ribécourt, Chiry-Ourscamps, Choisy-au-Bac, Clairoix, Janville, Le Plessis-Brion, Longueil-Annel, Montmacq, Noyon, Passel, Pimprez, Pont-l'Evêque, Ribécourt-Dreslincourt et Thourotte dans le département de l'Oise, Biaches, Cléry-sur-Somme, Mesnil-Saint-Nicaise, Moislains, Nesle, Péronne et Villers-Carbonnel dans le département de la Somme, Hermies et Marquion dans le département du Pas-de-Calais et Aubencheul-au-Bac dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 modifiant le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes, entre les communes de Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac (Nord), et emportant de ce fait mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Moislains (Somme), de Bourlon (Pas-de-Calais) et de la communauté de communes du Sud-Artois pour ce qui concerne les communes de Bertincourt, Ytres, Ruyaulcourt, Hermies et Havrincourt (Pas-de-Calais) ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Est prorogé jusqu'au 12 septembre 2027, au bénéfice de l'Etat et de l'établissement public dénommé « Société du Canal Seine-Nord Europe » créé par l'ordonnance du 21 avril 2016 susvisée, le délai prévu à l'article 2 du décret du 11 septembre 2008 susvisé pour réaliser les expropriations nécessaires à la réalisation des travaux du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe entre les communes de Compiègne et Aubencheul-au-Bac et de ses aménagements connexes, tels que définis par ce décret modifié par le décret du 20 avril 2017 susvisé.

Art. 2. – Le ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, et la ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 juillet 2018.

EDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

La ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports,
ELISABETH BORNE

31 juillet 2018 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 31 sur 138

Le ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire,
NICOLAS HULOT